



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



~~15,4~~ Bd. July, 1890.
Int 187.61.5



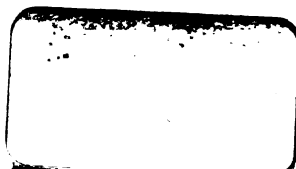
Harvard College Library

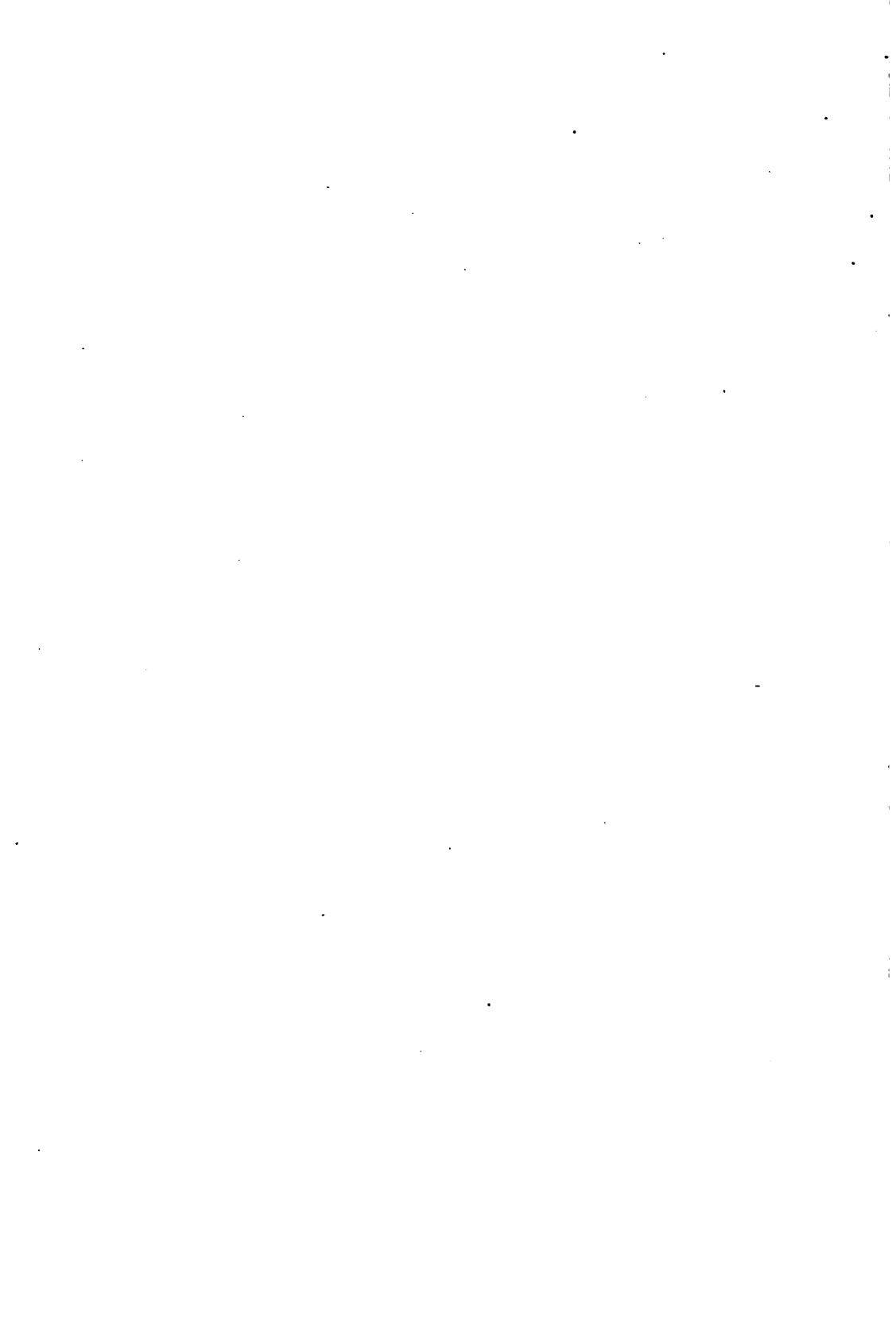
FROM THE FUND OF

CHARLES MINOT

(Class of 1886).

Received 1 March, 1889 -
30 Jan. 1890.





1000





Revue de droit international
(XIX. 1.)

15.11

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Membre associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XIV.

PREMIÈRE LIVRAISON.

GOETTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.

1888.

Table des matières.

I. Traités, Conventions, Arrangements spéciaux etc.

1. 1887. Juin 8. **Pays-Bas, Espagne.** Convention de commerce.
2. 1878. Sept. 27. **Portugal, Uruguay.** Convention d'extradition.
3. — Déc. 24. — **Argentine.** Convention consulaire.
4. 1879. Mai 10. — **Bolivie.** Traité de commerce, de navigation et d'extradition.
5. — Oct. 25. — **Zanzibar.** Traité d'amitié et de commerce.
6. 1880. Nov. 10. — **Belgique.** Convention consulaire, suivie d'un protocole du 31 mars 1882.
7. 1882. Mai 5. — **Hawai.** Convention provisoire de commerce.
8. — Sept. 25. — **Suisse.** Marques de fabrique.
9. 1883. Janv. 29. — **Turquie.** Protocole relatif à l'admission des sujets portugais en Turquie au droit de propriété immobilière.
10. — Mai 1. — **Dominique.** Convention consulaire.
11. — Mai 1. — **Dominique.** Traité d'amitié et de commerce.
12. — Mai 14. — **Siam.** Trafic de boissons dans le Royaume de Siam.
13. — Août 27. — **Suisse.** Convention consulaire.
14. — Déc. 12. — **Espagne.** Traité de commerce.
15. 1884. Mai 17. — **Afrique du Sud, République de l'.** Convention supplémentaire au traité d'amitié et de commerce du 11 déc. 1875.
16. 1885. Avril 10. — **Suède et Norvège.** Traité de commerce.
17. — Oct. 2. — **Espagne.** Pêche.
18. — Oct. 2. — **Espagne.** Transit de marchandises.
19. 1886. Juin 23. — **St.-Siège.** Concordat concernant les affaires religieuses des Indes Orientales.
20. 1887. Janv. 31. — **Circulaire aux Consuls** relative à l'émigration et au commerce.
21. 1886. Mai 12. — **France.** Délimitation des possessions respectives dans l'Afrique occidentale.
22. 1881. Févr. 20. **Roumanie, Belgique.** Assistance judiciaire.
 Mars 4.
23. — Juin 5/17. — **États-Unis d'Amérique.** Convention consulaire.
24. — Déc. 17/29. — **Monaco.** Convention d'extradition.
25. 1886. Déc. 4/16. — **Russie.** Traité de commerce.
26. 1887. Nov. 10/22. — **Turquie.** Traité de commerce.

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE 5-26-15
TRAITÉS

ET
AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XIV.

PREMIÈRE LIVRAISON.

4.

GÖTTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.

1888.

Int 187. 61.5

1889, March 1 - 1890, Jan. 30.

Moinot fund.

(XIV. 1-3.)

1.

PAYS - BAS - ESPAGNE.

Convention de commerce, signée à Madrid le 8 juin 1887 *).

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden No. 89.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi d'Espagne et en son nom, pendant Sa minorité, Sa Majesté la Reine Régente du Royaume, désirant faciliter les relations de commerce et de navigation entre les deux Etats, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Monsieur Charles Guillaume Paul François baron Gericke d'Herwijnen, Son Ministre-Résident à Madrid, officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne de Luxembourg, etc., etc., etc., et Sa Majesté la Reine Régente d'Espagne, Don Segismundo Moret y Prendergast, Son Ministre d'Etat, Grand Croix de l'Ordre Royal de Charles III et de plusieurs ordres étrangers, etc., etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Les Hautes Parties Contractantes se garantissent réciproquement en vertu des présentes stipulations et aussi longtemps qu'elles resteront en vigueur, le traitement de la nation étrangère la plus favorisée pour Leurs sujets respectifs et pour tout ce qui concerne le commerce, l'industrie et la navigation.

Article II.

Les Hautes Parties Contractantes se garantissent réciproquement dans Leurs provinces et possessions d'outre mer pour Leurs sujets respectifs et pour tout ce qui concerne le commerce, l'industrie et la navigation, le traitement, que la législation spéciale qui les régit accorde à la nation étrangère la plus favorisée; cependant cette disposition ne pourra pas être invoquée en ce qui concerne le traitement spécial accordé par l'une des Hautes Parties Contractantes aux États indigènes et ne dérogera pas aux distinctions légales établies dans les possessions Néerlandaises de l'Archipel Oriental, entre les personnes d'origine occidentale et orientale.

Article III.

Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage pendant la durée de la pré-

*) Les ratifications ont été échangées à Madrid le 28 juin 1888.

sente convention, à ne pas prélever sur les vins espagnols des droits plus élevés que ceux auxquels ils sont soumis actuellement et à ne pas imposer l'alcool contenu dans les dits vins s'il ne dépasse pas vingt-et-un litres par hectolitre à une température de quinze degrés centigrades (Celsius).

Il s'engage aussi, pendant la durée de la présente convention, à ne prélever qu'un florin par cent kilogrammes sur les raisins secs de Malaga qui, étant compris dans le tarif sous la rubrique »Raisins non spécialement tarifés,« payent actuellement dans les Pays-Bas un droit de douane de deux florins par cent kilogrammes.

Article IV.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent qu'en cas de discussion ou de doute, relativement à l'exécution de la présente convention, Elles soumettront Leurs différends à la décision de deux arbitres, nommés un par chacune des Hautes Parties et en cas de non conformité entre eux Elles en désigneront un troisième de commun accord, qui aura la faculté de décider.

Article V.

La présente convention entrera en vigueur à partir du jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'au trente Juin 1892.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié douze mois avant la dite époque, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncée.

Article VI.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Madrid aussi vite que possible, après l'accomplissement des formalités constitutionnelles des deux Pays.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé en double original la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Madrid le huit Juin mil huit cent quatre vingt sept.

S. Moret.

Gericke.

2.

PORTUGAL, URUGUAY.

Convention d'extradition; signée à Montevideo, le 27 septembre 1878*).

Documentos apresentados ds Cortes. Lisbonne Imprensa nacional.

Sua Magestade El-Rei de Portugal e dos Algarves e o governador provisorio da Republica Oriental do Uruguay, animados do intuito de fa-

*) L'échange des ratifications a eu lieu le 13 août 1883.

cilitar a administração da justiça e de assegurar a repressão de certos graves delictos que possam commetter-se no territorio de quaesquer das duas nações, nos casos em que os responsaveis, com o fim de illudir as penalidades, se refugiem no territorio da outra, resolveram celebrar uma convenção, em que estabeleçam, sobre a base de uma perfeita reciprocidade, regras precisas para a extradição de accusados ou condemnados pelos delictos n'ella especificados:

E para este fim, nomearam para seus plenipotenciarios; a saber:

Sua Magestade El-Rei de Portugal ao visconde de S. Januario, do seu conselho e seu ajudante de campo honorario, grão cruz da ordem de Nossa Senhora da Conceição de Villa Viçosa, commendador da ordem da Torre e Espada do valor, lealdade e merito, cavalleiro de S. Bento de Aviz, grão cruz da corôa de Italia, de Izabel a Catholica de Hespanha, e da corôa de Siam, dignitario da ordem da Rosa e official da Legião de Honra, etc., etc.;

O governador provisorio da Republica Oriental do Uruguay, ao sr. dr. D. Gualberto Mendes, seu ministro e secretario d'estado no departamento das relações exteriores, etc., etc.;

Os quaes, depois de haverem reciprocamente communicado os seus plenos poderes, que foram achados em boa e devida fórma, convieram nos artigos seguintes:

Artigo 1.^o

As altas partes contratantes obrigamse, pela presente convenção, á reciproca entrega, com excepção dos seus nacionaes, de todos os individuos profugos da Republica Oriental do Uruguay refugiados em Portugal, nas ilhas da Madeira e dos Açores e provincias ultramarinas, e os profugos de Portugal, ilhas da Madeira e dos Açores e provincias ultramarinas, refugiados na Republica Oriental do Uruguay, accusados ou condemnados pelos tribunaes d'aquelle dos dois estados, em que devam ser punidos como autores, ou cumplices de qualquer dos crimes declarados no artigo 6.^o da presente convenção.

Artigo 2.^o

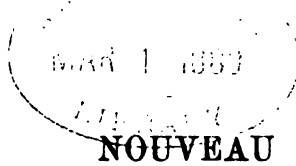
Serão comprehendidos na excepção do artigo precedente os individuos naturalisados em qualquer dos dois paizes, quando a naturalisação for anterior á perpetração do crime.

Artigo 3.^o

Se o individuo, cuja extradição for pedida, em conformidade da presente convenção, por uma das partes contratantes, for igualmente reclamado por outro ou outros governos com os quaes se tenham celebrado convenções d'esta natureza, em virtude de crimes commettidos em seus respectivos territorios, será entregue ao governo em cujo territorio tiver commettido mais grave crime, e, no caso de igual gravidade, áquelle governo que tiver apresentado primeiro o pedido de extradição.

Artigo 4.^o

Quando o accusado ou condemnado for estrangeiro, nos dois estados



Lib. de Bonn.
(XIV. 1.)

15. 12

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Membre associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XIV.

PREMIÈRE LIVRAISON.

GOETTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.

1888.

poder dos réus, os instrumentos ou utensilios de que se tiverem servido para a perpetração do crime, e qualquer prova de convicção, quer se realice a extradição, quer não chegue a effectuar-se por morte ou fuga do culpado.

Ficam, todavia, resalvados os direitos de terceiros sobre os mencionados objectos, os quaes serão devolvidos sem despesa alguma, depois de terminado o processo.

Artigo 13.º

As despesas com a prisão, custodia, sustento e transporte dos individuos cuja extradição for concedida, assim como os gastos com a remessa dos objectos especificados no precedente artigo, ficarão a cargo dos dois governos nos limites dos seus respectivos territorios.

As despesas porém com a manutenção e transporte por mar entre os dois estados correrão por conta d'aquelle que reclamar a extradição.

Artigo 14.º

Os individuos reclamados que se acharem em processo por crimes commettidos no paiz em que se refugiaram, não serão entregues senão depois do julgamento definitivo, e no caso de condemnação, depois de cumprida a pena que lhes for imposta.

Os que se acharem condemnados por crimes perpetrados no paiz em que se refugiaram, só serão entregues depois de cumprida a pena.

Artigo 15.º

A extradição não ficará suspensa pela circumstancia de estar embarcada a saída do paiz ao individuo reclamado, ou por ter este contrahido com particulares obrigações que não possa satisfazer sendo entregue ao governo reclamante. A parte interessada fica livre de reivindicar os seus direitos perante a auctoridade competente.

Artigo 16.º

Quando no seguimento de uma causa crime, em um dos dois estados, se tornar necessario o depoimento de testemunhas residentes no outro, será enviada para este fim, por via diplomatica ou consular, carta de inquirição, a qual será cumprida, observando-se as leis do estado onde as testemunhas forem inqueridas.

Os dois governos renunciam a qualquer indemnisação pelas despesas provenientes do cumprimento d'essas deprecadas.

Artigo 17.º

A prisão preventiva de um individuo perseguido por um dos factos previstos no artigo 6.º deverá effectuar-se em presença de aviso, transmittido pelo correio ou pelo telegrapho, da existencia de um mandado de prisão contra esse individuo, com a condição de que este aviso será regularmente feito por via diplomatica ao ministerio dos negocios estrangeiros.

Artigo 18.º

Fica entendido que a prisão preventiva não será concedida senão para

os nacionaes do estado reclamante, e com a promessa da apresentação dos documentos indicados no artigo 5.^o

Essa prisão preventiva terá logar pela fórma e segundo as regras estabelecidas pela legislação do governo reclamado, e deverá cessar se dentro do praso de quatro mezes, a começar do momento em que o accusado ou condemnado for posto á disposição do agente diplomatico ou consular, estes o não tiverem remettido para o estado reclamante. N'este caso as despezas correrão por conta do governo que dirigiu o pedido da prisão, e o accusado ou condemnado não poderá ser preso pelo mesmo motivo.

Artigo 19.^o

Quando para cumprir-se a extradição, solicitada por qualquer das duas altas partes contratantes a uma terceira nação, o accusado ou condemnado tiver de atravessar o territorio de qualquer das altas partes, as auctoridades d'esta proporcionarão todas as facilidades e meios necessarios para impedir a evasão do réu e a interrupção de sua viagem.

Artigo 20.^o

A presente convenção durará dez annos contados desde a troca das ratificações. Decorridos estes dez annos, continuará em vigor até um anno depois do dia em que qualquer das altas partes notifique á outra a sua intenção de renunciar a ella.

A troca das ratificações da presente convenção terá logar na cidade de Montevideu, no praso mais breve possivel.

Em fé do que, nós os plenipotenciarios de Sua Magestade El-Rei de Portugal e dos Algarves, e de S. Ex.^a o Senhor Governador provisorio da Republica Oriental do Uruguay assignámos a presente convenção, em duplicado, e a sellámos com os nossos sellos.

Feita em Montevideu, aos 27 dias do mez de setembro do anno de 1878.

*Visconde de S. Januario.
Gualberto Mendes.*

3.

PORTUGAL, ARGENTINE.

Convention consulaire et de commerce; signée à Buenos Ayres, le 24 décembre 1878 *).

Diario do Governo. No. 60. 1883.

Sua Magestade El-Rei de Portugal e dos Algarves, Sua Excellencia o Senhor Presidente da Republica Argentina, desejando determinar os direitos, privilegios e immunidades reciprocas dos consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares, chancelleres ou secretarios, bem como

*) Les ratifications ont été échangées le 24 janvier 1883.

as suas funcções e obrigações a que estiverem reciprocamente sujeitos em Portugal e na Republica Argentina, comprehendidas as possessões ultramarinas e todos os demais territorios resolveram concluir uma convenção consular, e nomearam para esse fim para seus plenipotenciarios, a saber:

Sua Magestade El-Rei de Portugal e dos Algarves o sr. visconde de S. Januario, do seu conselho, seu ajudante de campo honorario, gran-cruz da ordem de Nossa Senhora da Conceição de Villa Viçosa, commendador da antiga e muito nobre ordem da Torre Espada, do valor, lealdade e merito, cavalleiro de S. Bento de Aviz, gran-cruz da ordem da corôa de Italia, de Izabel a Catholica de Hespanha e da Corôa de Sião, dignatario da ordem da Rosa, official da Legião de Honra, etc., etc.

Sua Excellencia o Senhor Presidente da Republica Argentina, o ex.^{mo} sr. dr. D. Manuel Augusto Montes de Oca, seu ministro e secretario do estado no departamento das relações exteriores.

Os quaes depois de terem communicado reciprocamente os seus plenos poderes, que acharam em boa e devida fórma, convieram nos artigos seguintes:

Artigo 1.^o

Cada uma das Altas Partes Contractantes terá a faculdade de estabelecer consules geraes, consules e vice-consules ou agentes consulares nos portos e praças de commercio da outra, comprehendendo as possessões do ultramar, as colonias e demais territorios.

Reservam-se, porém, o direito de designar as localidades que julgarem conveniente exceptuar, uma vez que esta reserva seja igualmente applicada a todas as potencias.

Artigo 2.^o

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares, para serem admittidos e reconhecidos como taes, deverão apresentar a patente da sua nomeação, em vista da qual lhes será expedido o correspondente exequatur, transmittindo-se as ordens necessarias ás auctoridades locais do lugar em que os ditos agentes devam residir, a fim de que em toda a sua circumscripção sejam reconhecidos como taes.

Artigo 3.^o

No caso de impedimento, ausencia ou fallecimento dos consules geraes, consules, vice-consules ou agentes consulares, os chancelleres e os secretarios que tiverem anteriormente sido apresentados como taes ás auctoridades respectivas, serão de pleno direito admittidos a gerir interinamente as funcções consulares, sem impedimento nem obstaculo da parte das auctoridades locais, que pelo contrario lhes darão n'este caso todo o auxilio ou protecção, e os deixarão gosar, durante a sua gestão interina, de todos os direitos, immunidades e privilegios estipulados na presente convenção a favor dos consules geraes, consules, vice-consules ou agentes consulares.

Artigo 4.º

Em caso de ausencia ou de outro impedimento legitimo dos consules, vice-consules ou agentes consulares proprietarios, ou em caso de immediata conveniencia, poderão os agentes diplomaticos, e na sua falta os consules geraes ou os consules, nomear vice-consules ou agentes consulares provisórios, solicitando do governo em cujo territorio residam o reconhecimento dos ditos agentes.

Observando-se o mesmo requisito, poderão os consules nomear um chancellor ou secretario, se o não tiverem, e esse caracter for necessario para auctorisar os actos d'esses funcionarios.

Artigo 5.º

Os dois governos reservam-se o direito de recusar o exequatur ou de o retirar depois de expedido, devendo, em um e outro caso, avisar o governo por quem tiver sido nomeado o consul, expondo os motivos que os decidirem a negar ou retirar o exequatur.

Artigo 6.º

A nomeação de consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares poderá recair, não sómente nos subditos ou cidadãos do paiz que devam servir, como em subditos ou cidadãos d'aquelle em que tiverem de residir, assim como em outros estrangeiros de qualquer nacionalidade.

Artigo 7.º

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares, assim como os seus secretarios ou chancelleres fazendo as suas vezes, não têm caracter diplomatico, e portanto não gosarão de outras immunities, direitos, prerogativas ou isenções, alem das que lhes concede a presente convenção.

Artigo 8.º

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares serão completamente independentes das auctoridades locais, em todo o concernente ao exercicio das suas funções; emquanto ás suas pessoas e propriedades, em tudo aquillo que não tenha relação com as mencionadas funções, estarão sujeitos ás leis do paiz em que residem como os demais particulares.

Artigo 9.º

Quando os consules geraes, consules, vice-consules ou agentes consulares forem subditos ou cidadãos do estado que os nomeia, não se lhes poderá impor encargo algum ou serviço publico, e estarão isentos de contribuições pessoas directas e de outra qualquer contribuição extraordinaria.

Porém, se os ditos agentes forem subditos ou cidadãos do paiz para onde foram nomeados, ou possuirem no mesmo paiz bens immoveis, ou forem negociantes, serão considerados no que respeita a encargos, obri-

gações e contribuições geraes, como os demais subditos ou cidadãos do estado a que pertencem.

Artigo 10.º

Os archivos consulares serão sempre inviolaveis, e as auctoridades locais não poderão, sob qualquer pretexto, examinar nem apprehender papeis alguns que d'elles façam parte.

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares, deverão ter os papeis pertencentes aos archivos consulares completamente separados d'aquelles que se relacionem com o seu commercio, industria ou assumptos particulares.

Artigo 11.º

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares, poderão collocar sobre a porta exterior do consulado ou vice-consulado o escudo de armas da nação de que forem agentes, com a inscripção correspondente.

Nos dias de solemnidades publicas, religiosas ou nacionaes e em outros casos habituaes, poderão arvorar na casa consular a bandeira da nação que servem, e o mesmo poderão fazer nos botes ou embarcações que os conduzirem dentro do porto, no exercicio das funções do seu cargo.

Artigo 12.º

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares ou os seus secretarios e chancelleres, nos casos da sua competencia, e até onde permittirem as leis do paiz, terão o direito de receber nas suas chancellarias, no domicilio das partes e a bordo dos navios da sua nação, as declarações que tenham de prestar os capitães, tripulantes, passageiros, commerciantes ou qualquer outro cidadão da nação de que forem agentes, e ficarão igualmente auctorisados a todos os actos proprios do tabelliado em relação aos seus nacionaes.

Artigo 13.º

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares, poderão enviar um delegado seu, ou transportar-se a bordo dos navios seus nacionaes que estejam de livre pratica, interrogar os capitães e tripulantes, examinar os papeis de bordo, receber as declarações acerca da viagem e seus incidentes, redigir os manifestos e facilitar os despachos dos mencionados navios.

Poderão tambem acompanhar os capitães ou individuos da tripulação perante os tribunaes ou as repartições administrativas da circumscripção em que residem, para lhes servirem de auxiliares e interpretes nos negocios de que tenham de occupar-se ou nas demandas que tenham de promover.

Artigo 14.º

Relativamente ás avarias soffridas durante a navegação dos navios dos dois estados, quer estes entrem voluntariamente, quer por caso de força

maior, nos portos de qualquer dos dois paizes, os consules, vice-consules ou agentes consulares, não terão mais intervenção do que a que lhes for concedida pelas leis respectivas de cada paiz.

Não havendo estipulação expressa entre os armadores, fretadores, carregadores e asseguraadores, as avarias serão ajustadas em conformidade ás leis respectivas de cada estado.

Artigo 15.º

Os navios mercantes de um dos dois estados não se acham no outro isentos da jurisdicção local; não lhes é permittido dar asylo a seu bordo a criminosos, os quaes poderão ser extrahidos mediante previo aviso de cortezia ao agente consular respectivo. Porém, será attribuição exclusiva dos consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares, a manutenção da ordem interior a bordo dos navios de commercio da sua nação, e, unicamente por si, reconhecerão das questões suscitadas entre o capitão, officiaes e tripulantes, relativas a contractos de engajamentos ou salarios.

Artigo 16.º

As auctoridades locais intervirão todas as vezes que, a bordo dos navios mercantes do outro estado, se produzam desordens de tal natureza que perturbem a tranquillidade ou ordem publica em terra ou no porto, ou quando algum individuo do paiz, ou que não faça parte da equipagem, se achar envolvido nas mesmas desordens.

Quando as referidas desordens não assumirem algum dos caracteres indicados, as auctoridades locais limitar-se-hão a prestar o seu apoio aos agentes consulares respectivos, se o requisitarem, para effectuar o arresto ou conduzir a bordo qualquer individuo inscripto no rol da tripulação, que tiver tomado parte nas desordens.

O arresto não poderá exceder o tempo que for permittido pelas disposições constitucionaes ou legaes do paiz onde se realizar.

Artigo 17.º

Os agentes consulares poderão requisitar o auxilio das auctoridades locais para o arresto, detenção e custodia dos desertores dos navios mercantes seus nacionaes.

O pedido será feito por escripto ás auctoridades competentes e não se recusará a entrega do desertor, comtanto que o pedido seja acompanhado pelo registo do navio, pelo rol da tripulação, ou outros documentos, comprovando que o individuo reclamado fórma parte da tripulação do navio e está obrigado a continuar ao serviço d'este.

Presos os desertores serão postos á disposição dos agentes consulares e poderão continuar nas prisões publicas a pedido dos que o reclamem, até serem enviados aos navios a que pertencem ou a outros da mesma nação; porém, se não se effectuar o embarque dentro dos quinze dias, a contar do dia em que se pozeram á disposição do agente consular, serão

postos em liberdade e não poderão ser presos ou por qualquer forma perseguidos e processados pela mesma causa.

Artigo 18.º

Todas as vezes que, no territorio de um dos dois estados, fallecer um cidadão do outro, sem deixar herdeiro ou testamentario, ao agente consular respectivo compete a representação om todas as diligencias para a segurança dos bens, conforme as leis do paiz em que reside.

Ficando assim entendido que, em todas as questões relativas á abertura, administração e liquidação das heranças dos nazionaes de um dos dois paizes, fallecidos no territorio do outro, os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares respectivos representam, de pleno direito, os herdeiros da mesma nacionalidade que forem ausentes, menores ou incapazes, ou que não poderem, por si mesmos ou por procuradores especiaes, defender os seus interesses e direitos.

E assim poderão apresentar se pessoalmente ou representados por delegados especiaes, perante os tribunaes e auctoridades territoriaes, a fim de promover os interesses dos referidos herdeiros.

Poderá o agente consular cruzar com seus sellos os sellos postos pela auctoridade local, e deverá assistir no dia e hora que esta indicar, quando se tratar de os levantar, porém, a falta de assistencia do agente consular no dia e hora marcados, depois de rasoavel espera, não poderá suspender os procedimentos da auctoridade local.

Artigo 19.º

Todas as vezes que se julgue necessaria a assistencia dos consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares, nos tribunaes ou julgados do estado em que exerçam as suas funções, serão citados por meio de um officio, e ser-lhes-ha dado um logar de preferencia.

Artigo 20.º

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares, como representantes natos dos seus compatriotas ausentes, não necessitam de procuração especial para cuidar e proteger os seus direitos e interesses, porém não poderão arrecadar, sem procuração, dinheiro ou effeitos dos mesmos.

Artigo 21.º

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares, poderão reclamar contra qualquer infracção dos tratados existentes, dirigindo-se, para este effeito, ás auctoridades da circumscripção em que residirem; recorrendo, no caso de necessidade, ao governo superior por meio do agente diplomatico, e na falta d'este, poderão fazel-o directamente.

Artigo 22.º

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares, poderão

legalisar toda a classe de documentos emanados das autoridades ou funcionarios da sua nação, e terão á vista, na sua repartição, a tabella dos direitos consulares e de chancellaria.

Artigo 23.º

Os funcionarios consulares dos dois estados contratantes, nas cidades, portos e logares de uma terceira potencia, onde não houver funcionario consular do outro, prestarão, enquanto lh'o permittirem as suas faculdades, ás pessoas e propriedades dos nacionaes d'este, a mesma protecção que prestam ás propriedades e pessoas dos cidadãos da nação a cujo serviço estiverem, sem exigir outros direitos ou emolumentos mais que os autorisados a respeito d'estes.

Artigo 24.º

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares de cada uma das duas nações no territorio da outra, assim como seus secretarios e chancelleros, gosarão tambem dos direitos, prerogativas, isenções e privilegios que actualmente se concedem, ou concederem de futuro aos agentes consulares de igual categoria da nação mais favorecida, comtanto que essas concessões sejam reciprocas.

Artigo 25.º

A presente convenção durará nos estados das altas partes contratantes por dez annos, contados desde o dia em que se effectue a troca das ratificações. Porém, se nenhuma das altas partes contratantes annunciar á outra, um anno antes de expirar este praso, a sua resolução de fazer cessar os seus effeitos, continuará em vigor até um anno depois do dia em que chegue ao conhecimento de uma das altas partes contratantes a denunciação feita pela outra.

Artigo 26.º

A presente convenção será ratificada, e a troca das ratificações será effectuada n'esta cidade de Buenos Ayres dentro do praso mais breve possivel.

Em fé do que, os plenipotenciarios respectivos assignaram a presente convenção, em duplicado, e a sellaram na cidade de Buenos Ayres, aos 24 dias do mez de dezembro de 1878.

Viscende de S. Januario.

Manuel Augusto Montes de Oca.

4.

PORTUGAL, BOLIVIE.

Traité de commerce, de navigation et d'extradition; signé à La Paz le 10 mai 1879 *).

Publ. officielle. Lisbonne Imprensa Nacional 1883.

Em nome de Deus Todo Poderoso :

Sua Magestade Fidelissima El-Rei de Portugal e dos Algarves, e o ex.^{mo} conselho de ministros, encarregado do poder executivo da republica da Bolivia, em conformidade com a constituição do estado, animados de igual desejo de estabelecer e consolidar as mais intimas e amigaveis relações entre o reino de Portugal e a republica da Bolivia, resolveram celebrar um tratado de amizade, commercio, navegação, e para este fim nomearam seus plenipotenciarios; a saber :

Sua Magestade El Rei de Portugal ao visconde de S. Januario, do seu conselho, seu ajudante de campo honorario e seu enviado extraordinario e ministro plenipotenciario em missão extraordinaria na republica da Bolivia, grancruz da ordem de Nossa Senhora da Conceição de Villa Viçosa, commendador da antiga e muito nobre ordem da Torre e Espada, do valor, lealdade e merito, cavalleiro de S. Bento de Aviz, gran-cruz da ordem da Corôa de Italia, de Izabel a Catholica de Hespanha, e da Corôa de Sião, dignitario da ordem da Rosa do Brazil, official da Legião de Honra de França, etc., etc.;

O ex.^{mo} conselho de ministros, encarregado do poder executivo da republica da Bolivia, ao ex.^{mo} e rev.^{mo} bispo da diocese de La Paz, dr. D. Juan de Dios Bosque, antigo conselheiro e ministro d'estado de Bolivia, e seu ministro plenipotenciario, para ajustar o presente tratado.

Os quaes, depois de terem reciprocamente communicado os seus plenos poderes, que acharam em boa e devida fórma, convieram nos artigos seguintes :

Artigo 1.^o Haverá paz constante e amizade perpetua entre o reino de Portugal e a republica da Bolivia, assim como entre os subditos e cidadãos dos dois estados, sem distincção nem de logares.

Art. 2.^o Os portuguezes na republica da Bolivia, e os bolivianos na reino de Portugal e seus dominios gosarão reciprocamente os mesmos direitos civis e as mesmas garantias que os nacionaes, estarão sujeitos ás leis e á jurisdicção proprias do paiz.

Em consequencia, os subditos e cidadãos de cada uma das altas partes contratantes poderão dispor livremente dos seus bens moveis ou immoveis, em vida ou por testamento, sujeitando-se ás leis da nação em que residirem, e os seus contratos es disposições assim outorgados terão pleno vigor no paiz da sua nacionalidade.

Art. 3.^o Os subditos e cidadãos dos estados de cada uma das altas partes contratantes estarão isentos no territorio da outra parte, de todo o

*) L'échange des ratifications a eu lieu le 29 mars 1883.

serviço pessoal no exercito, marinha ou guarda nacional, de todos os tributos de guerra, empréstimos forçados, requisições ou contribuições militares de qualquer natureza que sejam, relativas a suas pessoas. Os seus bens não poderão ser sequestrados nem destinados para qualquer uso publico, sem que previamente se indenmisem os interessados, segundo o disposto nas leis dos respectivos estados.

Art. 4.^o Os portuguezes na republica de Bolivia e os bolivianos no reino de Portugal não poderão empregar nas suas questões contenciosas recursos diferentes dos que são concedidos aos nacionaes pelas leis dos respectivos paizes, devendo conformar-se, assim como estes, com as resoluções dos tribunaes judiciais, e sem que possam d'ellas derivar-se reclamações diplomaticas, salvo os casos em que haja previa denegação de justiça.

Art. 5.^o Haverá plena e inteira liberdade de commercio e de navegação entre os subditos de Sua Magestade El-Rei de Portugal e os cidadãos da republica de Bolivia.

Os subditos portuguezes poderão entrar livremente com seus navios e cargas em todos os rios, canaes, portos, enseadas e mais logares abertos ao commercio estrangeiro, ou que de futuro forem abertos por parte do governo da republica de Bolivia, tanto no seu litoral maritimo, como em seus rios navegaveis; e reciprocamente os cidadãos da republica de Bolivia poderão entrar livremente com seus navios e cargas nos rios, canaes, portos, enseadas e mais logares dos territorios de Portugal onde o commercio estrangeiro é ou for permitido.

Art. 6.^o Os subditos e cidadãos dos estados das duas altas partes contratantes não serão sujeitos em rasão do seu commercio ou industria nos portos, cidades ou quaesquer logares dos respectivos estados, quer ahi se estabeleçam, quer ahi residam temporariamente, a outros ou maiores impostos ou contribuições de qualquer denominação que sejam, do que aquelles a que estão ou possam estar sujeitos os nacionaes.

Os subditos e cidadãos dos dois estados poderão com inteira liberdade residir, viajar e commerciar em qualquer logar do territorio do outro, em todo o genero de effeitos, mercadorias e productos de commercio licito, alugar e possuir toda a classe de bens e effectuar todos os actos relativos ao commercio por atacado ou a retalho, comtanto que se conformem com as leis e regulamentos do paiz.

Os privilegios e immunidades ou outro favor de que gosarem em materia de commercio e industria os subditos e cidadãos de uma das altas partes contratantes nos seus respectivos paizes, serão extensivos aos da outra.

Art. 7.^o Os subditos e cidadãos dos dois estados não poderão ser presos, expulsos do paiz de sua residencia, ou transportados de um ponto a outro do territorio, salvo nos casos em que estas medidas se adoptem de accordo com a constituição ou com as leis vigentes, regulamentos sanitarios ou praticas internacionaes.

Art. 8.^o Os navios portuguezes na sua entrada ou saída dos portos da republica de Bolivia, e os navios bolivianos na sua entrada ou saída dos portos do reino de Portugal não estarão sujeitos a outros ou mais

elevados direitos de tonelagem, pharoes, porto, pilotagem, quarentena ou outros que affectem o casco e apparelho do navio, do que aquelles que pagarem em igualdade de casos os navios nacionaes.

Art. 9.^o Toda e qualquer mercadoria ou artigo de commercio que possa legalmente importar-se nos portos e territorios de uma das altas partes contratantes, em navios nacionaes, poderá tambem importar-se nos navios da outra nação sem pagar outros ou mais elevados direitos ou impostos, qualquer que seja a sua denominação, do que os que pagam as sobreditas mercadorias ou artigos de commercio, importados em navios nacionaes, nem se fará distincção alguma na fórma e condição do pagamento dos mencionados direitos e impostos.

Fica expressamente entendido que as estipulações d'este artigo, assim como do precedente, são applicaveis em toda a sua extensão aos navios e suas cargas pertencentes a qualquer das altas partes contratantes que cheguem aos portos e territorios da outra, quer os ditos navios tenham saído directamente dos portos do paiz a que pertencem, quer provenham dos portos de qualquer outra nação.

Art. 10.^o As mercadorias de toda a especie importados de Portugal na republica de Bolivia debaixo da bandeira portugueza, e reciprocamente as mercadorias de toda especie importadas da republica de Bolivia em Portugal debaixo da bandeira boliviana, gosarão das mesmas isenções e favores; não pagarão outros ou maiores direitos de alfandega ou de navegação, nem serão sujeitas a outra formalidade, mais que as do costume quando a importação se faz debaixo da bandeira nacional.

Art. 11.^o As mercadorias de qualquer especie, que forem exportadas de Portugal em navios bolivianos, ou da republica de Bolivia em navios portuguezes, para qualquer destino que seja, não estarão sujeitas a direitos ou formalidades de exportação, diversos dos que teriam logar se fossem exportadas em navios nacionaes, e gosarão debaixo de uma e outra bandeira de todas as prerogativas e direitos que são ou forem concedidos em cada um dos dois paizes á navegação nacional.

Exceptua-se das disposições precedentes o que respeita ás vantagens e favores especiaes de que possam ser objecto, em um ou outro paiz, os productos da pesca nacional.

Art. 12.^o Os navios portuguezes que entrarem em algum porto da republica de Bolivia, e reciprocamente os navios bolivianos que entrarem em algum porto de Portugal, e que sómente vierem ahi descarregar parte da sua carga, poderão, conformando-se com as leis e regulamentos dos estados respectivos, conservar a bordo a parte da carga que for destinada a outro porto, quer seja do mesmo, quer de outro paiz, e levar-a a seu destino, sem pagar por esta ultima parte da carga direitos alguns de importação.

Art. 13.^o Os subditos ou cidadãos dos dois estados, que se virem obrigados a buscar refugio ou asylo com seus navios, nos rios, portos ou quaesquer logares do territorio do outro, por causa de temporal, perseguição de piratas, ou inimigos, avaria no casco ou apparelho, falta de agua, carvão ou provisões, serão acolhidos com todo o favor, dando-se-lhes o

auxilio e protecção de que carecerem para reparar os seus navios e tomar provisões, pondo-se em estado de seguir viagem, sem obstaculo ou impedimento de especie alguma, e sem lhes ser exigido o pagamento de direitos ou qualquer imposto.

Se depois de reparado o navio, e de qualquer fórma removidos os obstaculos que se oppunham á sua viagem, o navio se demorar no porto mais de quarenta e oito horas, ficará sujeito ao pagamento de direitos e outros impostos de porto, estabelecidos pelas leis e regulamentos em vigor.

Art. 14.^o Os navios de guerra estão isentos de todo e qualquer direito de transito ou de porto, não poderão ser demorados no seu trajecto sob pretexto algum, e gosarão em todos os portos e logares, onde for permitido communicar com a terra, das outras isenções, honras e favores de uso geral entre as nações cultas, ficando, todavia, sujeitos á observação dos regulamentos dos dois paizes.

Art. 15.^o As duas altas partes contratantes desejando promover e facilitar a navegação o vapor entre os portos dos dois paizes, concederão ás linhas a vapor portuguezas e bolivianas, que se empregarem no serviço de transportar passageiros e mercadorias entre os seus respectivos portos, todos os favores, privilegios e franquias, que tenham outorgado ou outorguem de futuro a qualquer outra linha de navegação a vapor, salvo as subvenções especiaes que possam conceder-se a uma empresa por motivos determinados.

Art. 16.^o A navegação costeira ou de cabotagem não fica comprehendida nas estipulações do presente tratado, porém estará sujeita, onde for permitida, ás leis e regulamentos especiaes dos respectivos paizes.

Art. 17.^o A nacionalidade dos navios será reconhecida por uma ou outra das altas partes contratantes, segundo as leis e regulamentos especiaes de cada paiz, por meio de documentos passados aos capitães pelas auctoridades competentes.

Art. 18.^o Os subditos portuguezes na republica de Bolivia e reciprocamente os cidadãos bolivianos em Portugal e nos seus dominios ou possessões, gosarão da mesma protecção que os nacionaes, no que respeita ás marcas de fabrica e de commercio.

Os subditos portuguezes que quizerem na republica de Bolivia, e os cidadãos bolivianos que quizerem em Portugal, tornar effectiva a protecção estipulada no periodo antecedente, deverão cumprir as formalidades prescriptas nas leis e regulamentos que estiverem em vigor nos respectivos paizes.

Fica entendido que quaesquer pessoas interessadas, ou na sua falta os agentes consulares, poderão promover perante os tribunaes as competentes acções civeis ou criminaes contra as pessoas que falsifiquem, adulterem ou usem fraudulentamente as marcas ou rotulos de fabricas ou de commercio.

Art. 19.^o Cada uma das altas partes contratantes poderá estabelecer, nos portos e praças do commercio da outra, consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares, reservando-se cada uma o direito de

excluir d'esta concessão as localidades que julgar dever exceptuar para todas as nações.

Os ditos agentes consulares de qualquer classe que forem, estando devidamente nomeados pelos seus respectivos governos, e depois de haverem obtido o exequatur d'aquelle em cujo territorio deverem residir, gosarão n'elle, tanto pelo que respeita ás suas pessoas como ao exercicio das suas funções, dos privilegios de que gosarem os agentes consulares de igual categoria da nação mais favorecida.

Os archivos e papeis dos consulados serão respeitados inviolavelmente e por nenhum pretexto poderá qualquer magistrado embargal-os de qualquer outro modo intervir a respeito d'elles.

Art. 20.^o Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares terão a faculdade de requerer o auxilio das auctoridades locais para a prisão, detenção e custodia dos desertores dos navios de guerra e mercantes da sua nação, provando pela exhibição da matricula dos marinheiros, rol da equipagem, ou por qualquer outro documento publico, que taes individuos reclamados pertencem á tripulação do navio d'onde se affirma terem desertado, e quando por esta fórma fique comprovada a reclamação, não se recusará a entrega dos desertores.

Art. 21.^o Se um subdito ou cidadão de uma das altas partes contratantes fallecer no territorio da outra e os herdeiros testamentarios estiverem ausentes, forem menores, desconhecidos ou incapazes, a auctoridade local competente deverá requerer o comparecimento do agente consular respectivo para proceder aos actos do inventario, avaliação dos bens e arrecadação dos papeis do defuncto, cujo deposito ficará a cargo do mesmo agente consular, se este assim o quizer, e no caso contrario, será incumbido a outra pessoa idonea esse deposito com os devidos sellos e necessarias seguranças até que os interessados na herança entrem na posse d'ella, em conformidade do testamento.

No caso de não haver testamento, o deposito dos bens continuará até que em virtude dos avisos, que em todo o caso de fallecimento de seus nacionaes o agente consular deve transmittir ao seu paiz, se apresentem os interessados a fazer valer os seus direitos, conforme as leis da nação em que estiverem situados os bens.

Art. 22.^o Não havendo agente consular no logar do fallecimento, a auctoridade local dará aviso ao agente consular mais proximo para os fins do artigo antecedente, sem deixar de providenciar conforme o seu dever para a segurança dos bens deixados, quer seja por testamento ou ab intestato.

Em todos estes casos e outros semelhantes fica entendido que os agentes consulares, como representantes natos de seus nacionaes, poderão sempre intervir perante os tribunaes e auctoridades territoriaes para representar e proteger os subditos ou cidadãos da sua nacionalidade, que sejam herdeiros ou interessados na herança, tanto para segurança dos bens, como para garantia dos interesses pessoaes.

Art. 23.^o As duas altas partes contratantes obrigam-se a não dar

asilo nos seus respectivos territorios aos grandes criminosos e a conceder reciprocamente a extradição d'elles com as seguintes condições :

1.^a Que os crimes pelos quaes se reclamar a extradição tenham sido commettidos no territorio do governo reclamante;

2.^a Que o governo reclamante apresente sentença condemnatoria ou acto de pronuncia, quer originaes ou por copias authenticas, expedidos contra o criminoso, conforme as leis do paiz em que se commetter o crime;

3.^a Que os criminosos, nos casos anteriores, sejam reclamados directamente pelos governos ou por intermedio dos agentes diplomaticos ou consulares dos paizes reclamantes.

Art. 24.^o A extradição dos criminosos sómente poderá ser reclamada por motivo dos crimes seguintes: assassinato, parricidio, infanticidio, pirataria, incendio valuntario, furto ou roubo consideravel com effracção ou violencia, falsificação de moeda ou de documentos publicos e bancarota ou quebra fraudulenta.

Fica entendido, porém, que nunca poderá impor-se a pena de morte aos réus d'estes crimes; sendo esta condição indispensavel para que se verifique a dita extradição.

Art. 25.^o A extradição não terá logar:

1.^o Se o criminoso reclamado for subdito ou cidadão do paiz a cujo governo se fizer a reclamação.

2.^o Por delictos politicos, e quando for concedida pelos crimes enumerados no artigo antecedente não poderá o réu ser processado ou castigado por delictos politicos anteriores á sua entrega ou connexos com os ditos crimes;

3.^o Quando houver reclamação anterior para extradição do réu por crime commettido n'outro paiz, ou for reclamado pelo governo da paiz da sua nacionalidade, para n'elle ser julgado de preferencia pelos crimes que houver commettido, havendo em ambos os casos tratado de extradição entre a potencia reclamada e as outras potencias reclamantes.

Quando seja reclamado um réu que tenha de ser julgado por outro delicto commettido no paiz em que se tiver refugiado, não se fará entrega d'elle senão depois de julgado e sentenciado, e executada que seja a sentença.

Art. 26.^o As despesas da prisão, detenção e entrega dos réus reclamados ficam a cargo da parte que solicita a extradição.

Art. 27.^o Devendo a nação portugueza e a nação boliviana considerar-se mutuamente como as mais favorecidas a todos os respeito nos seus territorios, promettem tambem as altas partes contratantes, que uma não concederá no futuro nenhum favor, privilegio ou immunnidade, em commercio, navegação, ou em concessões internacionais relativas a disposições consulares, a nenhuma outra nação, que não sejam logo extensivos aos subditos ou cidadãos do estado da outra parte, gratuitamente, se a concessão em favor da outra nação for gratuita, e com a mesma compensação

ou com o seu equivalente, que se ajustará de mutuo accordo, se a concessão for condicional.

Fica, porém, entendido que a estipulação precedente não comprehende os favores e vantagens particulares que Portugal queira conceder ao Brazil, e reciprocamente não comprehende os favores e vantagens especiaes que Bolivia venha a conceder ás nações americanas, situadas ao sul do isthmo de Panamá.

Art. 28.^o As disposições do tratado são applicaveis, sem excepção alguma, ás ilhas portuguezas denominadas adjacentes; a saber: as ilhas da Madeira e Porto Santo e o archipelago dos Açores.

Os navios e productos do solo e da industria da republica de Bolivia gosarão na sua entrada e importação nas colonias portuguezas, de todas as vantagens e favores, que actualmente são, ou forem no futuro, concedidos aos navios e productos similares da nação mais favorecida.

Art. 29.^o As duas altas partes contratantes, no intuito de desenvolver os seus interesses industriaes, e de tornar beneficos para os seus nacionaes os resultados do presente tratado, propõem-se a celebrar convenções especiaes, para promover e proteger a organização de companhias de navegação, de commercio, de agricultura, de exploração de minas e de madeiras, e de quaesquer outras industrias reciprocamente vantajosas nos territorios dos dois paizes, e tanto ás companhias, como aos individuos particulares que o solicitem, os governos de Portugal e de Bolivia estarão dispostos a conceder todas as facilidades necessarias.

Art. 30.^o O presente tratado ficará em vigor por espaço de oito annos, a contar desde o dia em que forem trocadas as ratificações. No caso de nenhuma das altas partes contratantes notificar, um anno antes de expirar o periodo acima indicado, a sua intenção de fazer cessar todos os effectos do mesmo tratado, ficará este em vigor durante mais um anno, a contar desde o dia em que uma das altas partes contratantes o tiver denunciado.

Art. 31.^o O presente tratado será ratificado, e a troca das ratificações será effectuada em Lisboa, La Paz, ou París, dentro do termo mais breve possivel.

Em fé do que, os respectivos plenipotenciarios o assignaram em duplicado e o sellaram no palacio episcopal da cidade de La Paz, aos 10 dias do mez de maio de 1879.

Visconde de S. Januario.

Juan de Dios Bosque, obispo de la Paz.

5.

PORTUGAL, ZANZIBAR.

Traité d'amitié et de commerce; signé à Zanzibar, le 25 octobre 1879 *).

Imprimé off. Lisbonne 1883.

Sua Magestade El-Rei de Portugal e dos Algarves e Sua Alteza Sayyd Bárghash-bin-Sa'id-bin-Sultan-bin-Ahmad, Sultão de Zanzibar e suas dependencias, igualmente animados do desejo de estabelecerem por meio de um accordo solemne as relações de amizade que subsistem entre os seus respectivos paizes, territorios e povos, determinaram concluir para este effeito um tratado de amizade e commercio entre os dois paizes; e n'esta conformidade:

Sua Magestade El-Rei de Portugal e dos Algarves nomeou por seu plenipotenciario a Francisco Maria da Cunha, do seu conselho, commendador da ordem de Aviz, coronel de artilheria e governador geral da provincia de Moçambique;

Sua Alteza o Sultão de Zanzibar Sayyd Bárghash-bin-Sa'id-bin-Sultan-bin-Ahmad nomeou seu plenipotenciario a Mahomed Ben Mahomed Bakusoomar, os quaes tendo trocado os seus plenos poderes, achados em boa e devida fórma, concordaram nos seguintes artigos:

Artigo 1.º

Haverá inviolavel paz entre Sua Magestade El-Rei de Portugal e dos Algarves, seus herdeiros e successores, e Sua Alteza Sayyd Bárghash-bin-Sa'id-bin-Sultan-bin-Ahmad, Sultão de Zanzibar, seus herdeiros e successores, em toda a extensão de seus dominios e territorios, e entre os seus subditos respectivamente, sem distincção de pessoas ou logares.

Artigo 2.º

Os subditos de Sua Magestade El-Rei de Portugal terão plena liberdade de entrar em todos os portos dos dominios de Sua Alteza Sayyd Bárghash-bin-Sa'id-bin-Sultan-bin-Ahmad, Sultão de Zanzibar, com carregações de qualquer especie que seja, e terão liberdade de vender as mesmas a quaesquer subditos do Sultão, ou a outros que as quizerem comprar, trocal-as por quaesquer productos ou manufacturas do paiz ou por outros generos, com excepção de polvora, munições e petrechos de guerra, que não poderão ser vendidos nos dominios de Sua Alteza sem seu consentimento.

Nenhum preço fixo será estabelecido por Sua Alteza o Sultão sobre os generos que tenham de ser vendidos aos negociantes portuguezes, ou sobre as mercadorias que elles desejem vender; porém o commercio será livre de ambas as partes para o fim de vender, comprar ou trocar, nos

*) Les ratifications ont été échangées le 18 juillet 1883.

termos e pelos preços que o dono julgar conveniente, e quando os subditos de Sua Magestade El-Rei de Portugal quizerem retirar-se terão plena liberdade de assim o fazerem, e se alguma auctoridade de Sua Alteza o Sultão contravir as disposições d'este artigo será severamente castigada segundo as leis dos seus estados.

Artigo 3.º

Os navios portuguezes que entrarem no porto de Zanzibar, ou em outro qualquer porto dos dominios de Sua Alteza o Sultão, não pagarão mais de 5 por cento de direitos sobre a carga que desembarcarem, os quaes serão considerados como equivalentes de todos os outros direitos de importação, exportação, tonelagem, licença, pilotagem, ancoragem, ou outro qualquer imposto: poderão comtudo ser sujeitos a qualquer direito ou ao augmento do existente, quando pagos de futuro pelas nações que actualmente têm tratados com os estados de Sua Alteza, em resultado de modificações nos mesmos tratados, assim como gosarão da diminuição dos mesmos direitos, quando seja concedida a qualquer outra nação.

Não se pagará nenhum direito ou imposto sobre a parte da carga que ficar a bordo, que se não tenha vendido e for reexportada. Também não pagará imposto algum o navio portuguez que entrar nos portos dos dominios de Sua Alteza o Sultão para o fim de concertar, fazer mantimentos, ou informar-se do estado do mercado.

E igualmente se concordou que, se o navio portuguez depois de ter carregado em Zanzibar ou em outro porto dos dominios de Sua Alteza o Sultão, ou em um porto estrangeiro, for obrigado a entrar de novo em algum dos portos de Sua Alteza para concertar, ou reparar avarias, e tiver por isso de desembarcar a carga, ser-lhe-ha permittido fazel-o sem pagar direito algum, contanto que ella seja reembarcada, ou a bordo do mesmo ou de outro navio, se aquelle for condemnado.

Artigo 4.º

Sua Alteza o Sultão de Zanzibar se obriga a não permittir o estabelecimento de qualquer monopolio ou privilegio de venda nos seus dominios, excepto nos artigos marfim e gomma copal, na parte da costa oriental de Africa, desde o porto de Tanga, situado em cerca de 4º e meio de latitude S. até ao porto de Quiloa, proximamente em 9º ao S. do Equador; porém, em todos os outros portos e logares dos dominios de Sua Alteza o Sultão não haverá monopolio algum, e os subditos portuguezes terão a liberdade de comprar e vender a quem quizerem, sem serem sujeitos a nenhum outro direito alem do mencionado anteriormente.

Artigo 5.º

Os cidadãos portuguezes gosarão de todas as vantagens e privilegios respectivamente ao commercio, ou outros quaesquer, que são ou venham a ser concedidos aos subditos ou cidadãos da nação mais favorecida, e particularmente não pagarão outros direitos de exportação ou importação, tonelagem, licença ou outro qualquer imposto, diferentes dos que pagar a nação mais favorecida.

Artigo 6.º

Se um navio portuguez entrar arribado por causa de avaria, em um dos portos dos dominios de Sua Alteza o Sultão de Zanzibar, as auctoridades locais lhe darão todo o auxilio necessario para concertar e continuar a sua viagem. E se qualquer navio portuguez naufragar nas costas dos dominios de Sua Alteza o Sultão, as auctoridades de Sua Alteza prestarão todo o auxilio para salvar e entregar aos donos, ou ao consul portuguez, ou a qualquer agente auctorisado, tudo o que se poder salvar de tal navio. O mesmo auxilio e protecção será dado em identicas circumstancias aos navios de Sua Alteza o Sultão de Zanzibar, e ás fazendas salvadas nos portos e costas dos dominios portuguezes.

Artigo 7.º

Os subditos portuguezes que forem aos portos de Sua Alteza o Sultão de Zanzibar, para commerciar, poderão desembarcar e residir nos ditos portos, assim como comprar, vender e arrendar terras ou casas. Nas casas, armazens ou outras porpriedades occupadas pelos portuguezes ou por pessoas ao seu serviço, ninguém poderá entrar sem permissão do consul portuguez.

Comtudo nas propriedades rurais ou plantações (shambas) as auctoridades de Sua Alteza poderão proceder contra os seus subditos e prendellos, não se entendendo para este effeito como taes os que estiverem ao serviço de subditos portuguezes.

Artigo 8.º

Se algum subdito portuguez, ou os seus navios, ou a sua fazenda, forem tomados por piratas, subditos de Sua Alteza, e trazidos aos seus dominios, as pessoas serão postas em liberdade e a fazenda entregue ao dono, se elle estiver presente, ou ao consul portuguez, ou a qualquer agente auctorisado.

Artigo 9.º

Os navios pertencentes a Sua Alteza o Sultão de Zanzibar, ou aos seus subditos, que entrarem em algum porto portuguez, não pagarão outros nem maiores direitos ou impostos do que pagar a nação mais favorecida.

Será permittido aos subditos de Sua Alteza o Sultão residir e commerciar em todos os portos dos dominios de Sua Magestade El-Rei de Portugal, submettendo-se ás leis do paiz, e gosarão da mais completa protecção para suas pessoas e propriedades.

Artigo 10.º

Sua Magestade El-Rei de Portugal poderá nomear consules que residam nos principaes portos de commercio dos dominios de Sua Alteza o Sultão de Zanzibar.

Os ditos consules serão sempre collocados no mesmo pé que os consules da nação mais favorecida, e gosarão dos mesmos privilegios, immnidades e isenções que nos mesmos dominios gosarem iguaes funcionarios publicos de outros paizes.

Artigo 11.º

Os consules portuguezes serão auctorisados a receber os bens dos cidadãos portuguezes que morrerem nos dominios de Sua Alteza o Sultão, e a remetter os mesmos aos seus herdeiros, pagando-se previamente as dividas que houver para com os subditos de Sua Alteza o Sultão.

Artigo 12.º

As auctoridades de Sua Alteza o Sultão de Zanzibar não intervirão nas questões entre portuguezes, ou entre estes e outros subditos das nações christãs.

Nas questões entre um subdito de Sua Alteza e um portuguez, se a queixa for feita pelo primeiro será sujeita ao consul portuguez, que comunicará o seu julgamento; porém, se a queixa for feita por um subdito portuguez contra o subdito de Sua Alteza, ou de alguma potencia mussulmana, então a causa será decidida pela mais alta auctoridade de Sua Alteza o Sultão, ou por uma pessoa nomeada por elle; sendo para esse effeito levada ao conhecimento de Sua Alteza pelo consul portuguez. No caso de ter de ser julgada por um delegado de Sua Alteza, não terá andamento senão na presença do referido consul ou de alguma pessoa por elle designada.

Se, porém, o subdito portuguez se achar ao serviço do governo de Sua Alteza, e tiver previamente estipulado sujeição ás justicas do paiz, e assim o houver declarado no consulado portuguez, será julgado por Sua Alteza; assim como os subditos de Sua Alteza ao serviço do consulado portuguez serão julgados pelo respectivo consul.

Artigo 13.º

Se um portuguez fizer bancarrota nos dominios de Sua Alteza o Sultão de Zanzibar, o consul portuguez tomará conta de todos os bens do fallido, e os entregará aos seus credores para serem divididos entre elles. Feito isto acabará a responsabilidade do fallido para com os seus credores, não sendo obrigado a solver o deficit pelos bens que venha a adquirir posteriormente; mas o consul portuguez fará, no interesse dos credores, todas as diligencias para haver todos os bens que o fallido tiver, e assegurar-se que o fallido entregou, sem nenhuma reserva, tudo o que possuia na occasião em que foi declarado insolvente.

Artigo 14.º

Se um subdito de Sua Alteza o Sultão de Zanzibar recusar ou illudir o pagamento de qualquer divida a um portuguez, as auctoridades de Sua Alteza darão ao credor todo o auxilio e facilidade para este haver o que lhe for devido.

Do mesmo modo o consul portuguez dará todo o auxilio aos subditos de Sua Alteza para a cobrança das dividas que tiverem a reclamar dos portuguezes.

Artigo 15.º

Sua Alteza o Sultão de Zanzibar poderá nomear consules nas cidades

e portos dos dominios de Portugal para protecção dos proprios interesses, ou dos seus subditos, e esses consules gosarão dos mesmos direitos, liberdades e privilegios que gosar o consul da nação mais foverecida.

Artigo 16.º

Não será permittido aos subditos de qualquer das Altas Partes Contratantes o trafico de escravatura nos territorios da outra. Aquelles que n'este trafico forem achados serão capturados e entregues ás auctoridades do paiz a que pertencerem, para serem processados na conformidade das leis, e os escravos que tiverem sido comprados serão immediatamente declarados livres, devendo as auctoridades dos dois paizes communicar entre si o que a tal respeito occorrer.

Artigo 17.º

Os subditos das duas Altas Partes Contratantes gosarão da mais perfeita e completa liberdade de consciencia nos territorios sujeitos á jurisdicção de cada uma d'ellas, não podendo nunca ser inquietados por causa da sua crença religiosa. Alem d'isso os corpos dos subditos de ambas as Altas Partes Contratantes fallecidos nos territorios da outra serão enterrados nos cemiterios usuaes, ou em outro qualquer logar decente e apropriado, devendo ser protegidos contra qualquer violação ou insulto.

Artigo 18.º

O presente tratado será ratificado, e as ratificações trocadas em Zanzibar o mais breve que for possivel.

Feito em duplicado na ilha e cidade de Zanzibar, aos vinte e cinco de outubro de mil oitocentos setenta e nove.

Francisco Maria da Cunha.

Mahomed Ben Mahomed Bakusoomar.

6.

PORTUGAL, BELGIQUE.

Convention consulaire; signée à Lisbonne le 10 novembre 1880, suivie d'un protocol du 31 mars 1882 *).

Impr. off. Lisbonne 1882.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves et Sa Majesté le Roi des Belges, également animés du désir de déterminer avec toute l'extension et la clarté possibles les droits, privilèges et immunités réciproques des agents consulaires respectifs, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays, ont résolu de con-

*) Les ratifications ont été échangées.

clure une convention consulaire et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, le sieur Anselmo Joseph Braamcamp, du conseil de Sa Majesté et conseiller d'état, président du conseil des ministres et ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères, député de la nation portugaise, grand-croix de l'ordre militaire du Christ, grand-croix de l'ancien et très noble ordre de la Tour et l'Épée, et d'autres ordres étrangers, etc., etc., etc. ;

Sa Majesté le Roi des Belges, le baron Edmond de Pitteurs-Hiegaerts, officier de l'ordre de Léopold, chevalier de seconde classe de la Couronne de Fer d'Autriche, commandeur de l'ordre de la Couronne de Prusse, de l'ordre de Charles III d'Espagne, de la Légion d'Honneur de France, etc., etc., son ministre résident près Sa Majesté Très Fidèle ;

Lesquels ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Chacune des hautes parties contractantes consent à admettre des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous ses ports, villes et places, excepté dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels agents.

Cette réserve, toutefois, ne sera pas appliquée à l'une des hautes parties contractantes sans l'être également à toute autre puissance.

Article 2.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux hautes parties contractantes jouiront réciproquement, dans les états de l'autre, de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les agents du même rang et de la même qualité de la nation la plus favorisée. Les dits agents, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, devront produire une commission dans la forme établie par les lois de leurs pays respectifs. Le gouvernement territorial de chacune des deux hautes parties contractantes leur délivrera, sans aucun frais, l'exéquatur nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, et, sur l'exhibition de cette pièce, ils jouiront des droits, prérogatives et immunités accordés par la présente convention.

Article 3.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'état qui les a nommés, ne pourront être arrêtés préventivement que dans le cas de crime, qualifié et puni comme tel par la législation locale ; ils seront exempts du logement militaire, de tout service, tant dans l'armée régulière de terre ou de mer que dans la garde nationale ou civique ou milices ; ils seront de même exempts de toutes les contributions directes au profit de l'état, des provinces ou des communes, et dont la perception se fait sur des listes nominatives, à moins qu'elles ne soient imposées à raison de la possession de biens immeubles ou sur

les intérêts d'un capital employé dans l'état où les dits agents exercent leurs fonctions. Cette exemption ne pourra cependant pas s'appliquer aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires qui exerceraient une profession, une industrie ou un commerce quelconque, les dits agents devant en ce cas être soumis au paiement des taxes dues par tout autre étranger dans les mêmes conditions.

Article 4.

Quand la justice de l'un des deux pays aura quelque déclaration juridique ou déposition à recevoir d'un consul général, d'un consul, d'un vice-consul ou d'un agent consulaire, citoyen de l'état qui l'a nommé et n'exerçant aucun commerce, elle l'invitera par écrit à se présenter devant elle, et, en cas d'empêchement, elle devra lui demander son témoignage par écrit, ou se transporter à sa demeure ou chancellerie pour l'obtenir de vive voix.

Le dit agent devra satisfaire à cette demande dans le plus bref délai possible.

Article 5.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer, au dessus de la porte extérieure de leurs chancelleries, un écusson aux armes de leur nation, avec une inscription portant ces mots : »Consulat général, consulat, vice-consulat ou agent consulaire de Portugal ou de Belgique«.

Ils pourront aussi y arborer le drapeau de leur nation, excepté dans la capitale du pays, s'il s'y trouve une légation. Ils pourront de même arborer le pavillon national sur le bateau qu'ils monteront dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

Article 6.

Les chancelleries consulaires seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront les invahir, sous aucun prétexte. Elles ne pourront, dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui y seraient enfermés. Les chancelleries consulaires ne sauraient, dans aucun cas, servir de lieux d'asile, et si un agent du service consulaire est engagé dans d'autres affaires, les papiers se rapportant au consulat seront tenus séparément.

Article 7.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, leurs chanceliers ou secrétaires, après que leur caractère officiel aura été notifié au ministère des affaires étrangères en Portugal ou au ministère des affaires étrangères en Belgique, seront de plein droit admis à gérer, par intérim, les affaires des postes respectifs; ils jouiront pendant toute la durée de cette gestion temporaire, de tous les droits, prérogatives et immunités accordés aux titulaires.

Article 8.

Les consuls généraux et consuls pourront, pour autant que les lois de leur pays le leur permettent, nommer, avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, des vice-consuls et agents consulaires dans les villes, ports et places compris dans leur arrondissement. Les agents pourront être choisis indistinctement parmi les portugais, les belges, ou les citoyens d'autres pays. Ils seront munis d'une commission régulière et jouiront des privilèges stipulés dans cette convention en faveur des agents du service consulaire, en se soumettant aux exceptions spécifiées dans les articles 3 et 4.

Article 9.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de s'adresser aux autorités administratives ou judiciaires, soit de l'état, de la province ou de la commune des pays respectifs, dans toute l'étendue de leur arrondissement consulaire, pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre le Portugal et la Belgique et pour protéger les droits et les intérêts de leurs nationaux. S'il n'était pas fait droit à leur réclamation, les dits agents, en l'absence d'un agent diplomatique de leur pays, pourront recourir directement au gouvernement du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Article 10.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, dans leur demeure privée, dans celle des parties ou à bord des bâtiments, les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur pays, des passagers qui se trouvent à bord et de tout autre citoyen de leur nation. Les dits agents auront, en outre, le droit de recevoir, conformément aux lois et règlements de leur pays, dans leurs chancelleries ou bureaux, tous actes conventionnels passés entre des citoyens de leur pays et des citoyens ou autres habitants du pays où ils résident, et même tous actes de ces derniers, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions des dits actes et les documents officiels de toute espèce, soit en original, ou copie, ou en traduction, dûment légalisés par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, et munis de leur cachet officiel, feront foi en justice dans tous les tribunaux de Portugal et de Belgique.

Article 11.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seul de tous différends qui se seront élevés en mer ou s'élèveront dans les ports entre les capitaines, les officiers et les hommes de l'équipage, à quelque titre

que ce soit, particulièrement pour le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis. Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlé.

Dans tous les autres cas les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls et vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, chaque fois que pour un motif quelconque les dits agents le jugeront convenable.

Article 12.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront faire arrêter les officiers, matelots et toutes les autres personnes faisant partie des équipages, à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation, qui seraient prévenus ou accusés d'avoir déserté les dits bâtiments, pour les renvoyer à bord ou les transporter dans leur pays. A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes des pays respectifs, et leur feront, par écrit, la demande de ces déserteurs, en justifiant, par l'exhibition des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie du dit équipage.

Sur cette seule demande, ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée, à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'ils étaient citoyens du pays où l'extradition est réclamée, au moment de leur inscription sur le rôle. Il leur sera donné toute aide et protection pour la recherche, la saisie et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays à la requisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois, à partir du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition serait différée jusqu'à ce que le tribunal, qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement, et que celui-ci ait eu son effet.

Article 13.

A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, toutes avaries essuyées à la mer par les navires des deux pays, soit qu'ils abordent volontairement au port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des pays respectifs.

Si, cependant, des habitants du pays ou des citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans les dites avaries, et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait de droit.

Article 14.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires portugais naufragés sur les côtes de Belgique, et des navires belges sur les côtes de Portugal, seront respectivement dirigées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Portugal en Belgique, et par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Belgique en Portugal, et, jusqu'à leur arrivée, par les agents consulaires respectifs, là où il existera une agence; dans les lieux et ports où il n'existerait pas d'agence, les autorités locales auront, en attendant l'arrivée du consul dans l'arrondissement duquel le naufrage aurait eu lieu, et qui devrait être immédiatement prévenu, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les autorités locales n'auront, d'ailleurs, à intervenir que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Il est bien entendu que ces marchandises ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à être livrées à la consommation dans le pays où le naufrage aurait eu lieu.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'occasionnera des frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels donneraient lieu les opérations du sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

Les habitants du pays qui se trouveraient intéressés dans les objets sauvés pourront avoir recours à l'autorité locale compétente pour toutes les questions concernant la revendication, la remise ou la vente des dits objets, ainsi que pour les dépenses de sauvetage et de conservation.

Article 15.

En cas de décès d'un portugais en Belgique ou d'un belge en Portugal les autorités locales compétentes doivent immédiatement en donner avis au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient; ceux-ci de leur côté devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils en seront informés les premiers.

En cas de incapacité ou d'absence des héritiers, ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire concurremment avec l'autorité locale compétente auront le droit conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

Article 16.

La présente convention restera en vigueur pendant six ans à partir

de l'échange des ratifications, qui sera fait à Lisbonne dans le délai de huit mois ou plus tôt si faire se peut. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période, son intention de ne pas renouveler cette convention, celle-ci continuera à rester en vigueur encore une année et ainsi de suite jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et scellée en double original.

Fait à Lisbonne, le 10 novembre 1880.

Anselmo José Braamcamp.

Baron de Pittene Hiegaerts.

Protocole.

Entre les soussignés, A. de Serpa Pimentel, Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté Très Fidèle et Baron Greindl, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges:

Il est convenu que le délai pendant lequel les officiers, matelots et toutes les autres personnes faisant partie des équipages qui seraient considérés comme déserteurs peuvent, aux termes de l'article 12 de la convention du 10 novembre 1880, être retenus en prison à l'intervention du consul en attendant l'occasion d'être repatriés, sera réduit à deux mois lorsque le lieu de l'arrestation sera situé en Europe.

Fait à Lisbonne le 31 du mois de mars 1882.

A. de Serpa Pimentel.

Greindl.

7.

PORTUGAL, HAWAÏ.

Convention provisoire de commerce, de navigation, et d'émigration; convention consulaire; signée à Lisbonne le 5 mai 1882 *).

Publ. officielle Lisbonne. Impreata National. 1882.

His Majesty the King of Portugal and the Algarves and His Majesty the King of the Hawaiian Islands, equally desirous of binding and strengthening the relations of friendship and commerce which happily exist between their respective states have resolved to conclude a convention to regulate temporarily these relations, until a definite treaty can be made and for this purpose have appointed their Plenipotentiaries, namely:

*) Les ratifications ont été échangées le 13 novembre 1882.

His Majesty the King of Portugal and the Algarves Mr. Antonio de Serpa Pimentel, Counselor of State, Peer of the Realm, Minister and Secretary of State of Foreign Affairs.

And his Majesty the King of the Hawaiian Islands Mr. Henry A. P. Carter, Member of His Privy Council of State, Grand Officer of the Royal Order of Kalakaua, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at this Court.

Who, after communicating each to the other their full powers which they found in good and due form, agreed to the following :

Article 1.

The Consular Agents, the subjects, the ships, and products of the soil or of the industry of one of the two countries will enjoy on the territory of the other the same exemptions, privileges and immunities which other consular agents, subjects, ships, and products of the soil or of the industry of the most favoured nation enjoy.

Article 2.

It is therefore understood that the special advantages which Portugal may judge convenient to grant to Brazil cannot be claimed by the Hawaiian Islands in virtue of their right of a most favoured nation, and that in the same way the advantages which these Islands grant to the United States cannot be claimed by Portugal.

Article 3.

The high contracting parties, equally desirous of conciliating individual liberty with regard to the contract for service with the regulations necessary to be adopted to regulate conveniently the emigration, agree that until a definite convention is made for this purpose the following conditions be observed.

1. That the two governments will render mutual help to oblige the captains of vessels which transport emigrants from one country to the other to observe the regulations in force in the country where the emigrants embark with regard to the space which every one ought to occupy, the quantity and quality of food, medicine and all sanitary and hygienic conditions.

2. That in view of this the diplomatic or Consular Agents of each of the two countries will be given all the facilities to inspect the vessels that arrive with emigrants to the ports of the other country, and see if the respective captains have complied with the regulations to which the preceding clause refers.

3. That to the same diplomatic or Consular Agents shall be equally given all the facilities, that they may satisfy themselves whether the contracts for service of their countrymen have been fulfilled and to secure for them, in case of violation, all the protection of the local authorities.

Article 4.

The present convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged in Lisbon or in Honolulu as soon as possible.

Article 5.

The present convention shall take effect sixty days after the ratifications are exchanged, and will remain in force until one of the High Contracting Parties shall notify the other of its intention to abrogate the treaty, remaining in force one year after this notice counting from the date of the notification.

It is understood that in all respects when note depending on legislative authority the present convention shall come into effect in the Hawaiian Kingdom as soon as approved by the Hawaiian Government and in Portugal as soon as such approval shall be notified to the Portuguese Government.

In testimony of which the respective plenipotentiaries hereby sign and place their respective seals.

Made in Lisbon, in duplicate, on the fifth day of May in the year of our Lord eighteen hundred and eighty two.

Henry A. P. Carter.

Antonio de Serpa-Pimentel.

8.

PORTUGAL, SUISSE.

Déclaration concernant la protection réciproque des marques de fabrique; signée à Berne le 25 septembre 1882.

Documentos apresentados ás Cortes. Lisbonne 1883.

Le Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle le Roi de Portugal et le Conseil Fédéral Suisse ayant jugé utile d'assurer dans les deux États une protection réciproque aux marques de fabrique et de commerce, les sous-signés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes.

Article I.

Les sujets ou citoyens de l'une des Parties Contractantes jouiront dans les États de l'autre de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique et de commerce.

Article II.

Pour s'assurer la protection consacrée par l'article précédent les sujets ou citoyens des deux Pays devront remplir les formalités prescrites à cet effet par la législation de ces Pays, formalités qui se communiqueront les Parties Contractantes, lesquelles se réservent toutefois le droit de les modifier de temps à autre, si elles le trouvent nécessaire.

Article III.

Le présent arrangement aura force et vigueur de traité jusqu'à une année après dénonciation de part ou d'autre.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double, à Berne, le 25 septembre 1882.

Au nom du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Portugal

Comte de San Miguel.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse

Dros.

9.

PORTUGAL, TURQUIE.

Protocole relatif à l'admission des sujets portugais en Turquie au droit de propriété immobilière; signé à Constantinople le 29 janvier 1883.

Diario do governo du 6 mars 1883 No. 51.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, et Sa Majesté Impériale le Sultan, désirant constater, par un acte spécial l'entente intervenue entre eux sur l'admission des sujets portugais en Turquie au droit de propriété immobilière concédé aux étrangers par la loi promulguée en date du 7 Sépher 1224, ont autorisé :

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Son Excellence le Comte Louis Corti, Sénateur, Ambassadeur de Sa Majesté le Roi d'Italie près Sa Majesté l'Empereur des ottomans, chargé de la gestion de la légation du Portugal près la Sublime Porte, muni des pleins pouvoirs à cet effet; et

Sa Majesté Impériale le Sultan, Son Altesse A. Aarifi Pacha, son ministre des affaires étrangères; à signer le protocole dont la teneur suit:

La loi qui accorde aux étrangers le droit de propriété immobilière ne porte aucune atteinte aux immunités consacrées par les traités et qui continueront à couvrir la personne et les biens meubles des étrangers devenus propriétaires d'immeubles.

L'exercice de ce droit de propriété devant engager les étrangers à s'établir en plus grand nombre sur le territoire ottoman, le gouvernement impérial croit de son devoir de prévoir et de prévenir les difficultés auxquelles l'application de cette loi pourrait donner lieu dans certaines localités. Tel est l'objet des arrangements qui vont suivre.

La demeure de toute personne habitant le sol ottoman étant inviolable et nul ne pouvant y pénétrer sans le consentement du maître, si ce n'est en vertu d'ordres émanés de l'autorité compétente et avec l'assi-

stance du magistrat ou fonctionnaire investi des pouvoirs nécessaires, la demeure du sujet étranger est inviolable au même titre, conformément aux traités; et les agents de la force publique ne peuvent y pénétrer sans l'assistance du consul ou du délégué du consul dont relève cet étranger.

On entend par demeure la maison d'habitation et ses atténuances, c'est à dire les communs, cours, jardins et enclos contigus, à l'exclusion de toutes les autres parties de la propriété.

Dans les localités éloignées de moins de neuf heures de la résidence consulaire, les agents de la force publique ne pourront pénétrer dans la demeure d'un étranger sans l'assistance du consul, comme il est dit plus haut. De son côté, le consul est tenu de prêter son assistance immédiate à l'autorité locale, de telle sorte qu'il ne s'écoule pas plus de six heures entre l'instant où il aura été prévenu et l'instant de son départ ou du départ de son délégué, afin que l'action de l'autorité ne puisse jamais être suspendue durant plus de 24 heures.

Dans les localités éloignées de neuf heures ou de plus de neuf heures de marche de la résidence de l'agent consulaire, les agents de la force publique pourront, sur la réquisition de l'autorité locale et avec l'assistance de trois membres du conseil des anciens de la commune, pénétrer dans la demeure d'un sujet étranger, sans être assistés de l'agent consulaire, mais seulement en cas d'urgence et pour la recherche ou la constatation du crime de meurtre, de tentative de meurtre, d'incendie, de vol à main armée ou avec effraction ou de nuit dans une maison habitée, de rébellion armée et de fabrication de fausse monnaie; et ce, soit que le crime ait été commis par un sujet étranger ou par un sujet ottoman et soit qu'il ait eu lieu dans l'habitation de l'étranger ou en dehors de cette habitation et dans quelque autre lieu que ce soit.

Ces dispositions ne sont applicables qu'aux parties de la propriété qui constituent la demeure telle qu'elle a été définie plus haut. En dehors de la demeure, l'action de la police s'exercera librement et sans réserve; mais dans le cas où un individu prévenu de crime ou de délit serait arrêté et que ce prévenu serait un sujet étranger, les immunités attachées à sa personne devraient être observées à son égard.

Le fonctionnaire ou officier chargé de l'accomplissement de la visite domiciliaire, dans circonstances exceptionnelles déterminées plus haut, et les membres du conseil des anciens que l'assisteront, seront tenus de dresser procès verbal de la visite domiciliaire et de le communiquer immédiatement à l'autorité supérieure dont ils relèvent qui la transmettra elle-même et sans retard à l'agent consulaire le plus approché.

Un règlement spécial sera promulgué par la Sublime Porte pour déterminer le mode d'action de la police local dans les différents cas prévus plus haut.

Dans les localités distantes de plus de neuf heures de la résidence de l'agent consulaire et dans lesquelles la loi sur l'organisation judiciaire du vilayet sera en vigueur, les sujets étrangers seront jugés, sans l'assistance du délégué consulaire, par le conseil des anciens remplissant les fonctions de juge de paix et par le tribunal du caza, tant pour les contestations

n'excédant pas mille piastres que pour les contraventions n'entraînant que la condamnation à une amende de cinq cents piastres au maximum.

Les sujets étrangers auront dans tous les cas le droit d'interjeter appel par devant le tribunal du sandjak des sentences rendues comme il est dit ci-dessus; et l'appel sera suivi et jugé avec l'assistance du consul conformément aux traités.

L'appel suspendra toujours l'exécution.

Dans tous les cas l'exécution forcée des sentences rendues dans les conditions déterminées plus haut ne pourra avoir lieu sans le concours du consul ou de son délégué.

Le gouvernement impériale édictera une loi qui déterminera les règles de procédure à observer par les parties dans l'application des dispositions qui précèdent.

Les sujets étrangers, en quelque localité que ce soit, sont autorisés à se rendre spontanément justiciables du conseil des anciens ou des tribunaux de casas, sans l'assistance du consul, dans les contestations dont l'objet n'excède pas la compétence de ces conseils ou tribunaux, sauf le droit d'appel par devant le tribunal du sandjak, où la cause sera appelée et jugée avec l'assistance du consul ou de son délégué.

Toutefois, le consentement du sujet étranger à se faire juger, comme il est dit plus haut, sans l'assistance du consul, devra être donné par écrit et préalablement à toute procédure.

Il est bien entendu que toutes ces restrictions ne concernent point les procès qui ont pour objet une question de propriété immobilière, lesquels seront poursuivis et jugés dans les conditions établies par la loi.

Le droit de défense et la publicité des audiences sont assurés en toute matière aux étrangers qui comparaitront devant les tribunaux ottomans, aussi bien qu'aux sujets ottomans.

Les arrangements qui précéderont resteront en vigueur jusqu'à la révision des anciens traités, révision sur laquelle la Sublime Porte se réserve de provoquer ultérieurement une entente entre elle et les puissances amies.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople, le 29 janvier 1883.

L. Corti.

A. Aarifi.

10.

PORTUGAL, DOMINIQUE.

Convention consulaire; signée à Lisbonne, le 1^{er} mai 1883 *).

Édition officielle. Lisbonne 1885.

Su Majestad El Rey de Portugal y Su Excelencia el Presidente de la

*) Les ratifications ont été échangées le 28 novembre 1885.

República Dominicana reconociendo la utilidad de determinar con la mayor claridad posible los derechos, privilegios é inmunidades, así como las atribuciones de los cónsules, cancilleres y agentes consulares portugueses y dominicanos admitidos reciprocamente a residir en los estados respectivos, han resuelto celebrar, a dicho efecto, una convencion especial y han nombrado por sus plenipotenciarios; á saber:

Su Majestad El-Rey de Portugal al sr. Antonio de Serpa Pimentel, del consejo de estado, par del reino, ministro y secretario de estado de negocios estrangeros, etc., etc., etc., y el Presidente de la República Dominicana al sr. baron Emanuel de Almada, ministro plenipotenciario de la República Dominicana en Portugal, quienes despues de haberse presentado mutuamente sus plenos poderes hallados en buena e debida forma han acordado los artículos siguientes:

Artículo 1.º

Cada una de las altas partes contratantes tendrá la facultad de establecer cónsules generales, cónsules, vice-consules ó agentes consulares en las ciudades del territorio de la otra parte.

A la presentacion de sus titulos, dichos agentes serán admitidos y reconocidos segun las reglas y formalidades establecidas en el país de su residencia. El exequatur les será otorgado gratis.

Tan luego como sean admitidos, la autoridad superior del lugar en donde deban residir dará las ordenes necesarias para que sean protegidos en el ejercicio de sus funciones y para que gocen de las inmunidades y prerrogativas anexas á su cargo.

Artículo 2º

Los agentes diplomaticos, los cónsules generales y cónsules podrán, cuando esten autorizados para esso por la leys y reglamentos de su país, nombrar agentes consulares en las ciudades y puertos de sus districtos consulares respectivos, salvo la aprobacion del gobierno territorial obtenida por la via competente.

Dichos agentes podrán ser eligidos indistintamente entre los súbditos ó ciudadanos de los dos países como entre los estrangeros y serán provistos de un titulo expedido por el agente diplomatico ó por el cónsul, bajo cuyas ordenes deban funcionar. Podrán recibir el titulo de vice-cónsules.

Artículo 3.º

En caso de impedimento, de ausencia ó de fallecimiento de los cónsules generales y consules, los cónsules suplentes, cancilleres ó secretarios que hubieren sido presentados anteriormente en sus calidades respectivas, serán admitidos de pleno derecho a ejercer interinamente las funciones consulares. Las autoridades locales deberán prestar las ayudas y proteccion, y asegurarles, durante su gestion provisional, el goce de todos los derechos é inmunidades reconocidas en los titulares. Deberán igualmente dar todas las facilidades apetecibles á los agentes interinos que los

cónsules generales ó cónsules designaren para reemplazar temporariamente á los vice-cónsules ó agentes consulares ausentes ó fallecidos.

Artículo 4.º

Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares podrán colocar sobre la puerta exterior de la residencia consular, el escudo de armas de su nacion con esta inscripcion »Consulado«, »Vice-consulado«, ó »Agencia consular de . . . «.

Podrán igualmente enarbolar el pabellon de su país en la residencia consular en los dias de solemnidades públicas, religiosas ó nacionales, lo mismo que en las demás ocasiones de costumbre.

Es bien entendido que por esas señales exteriores jamás podrá considerarse como constituido el derecho de asilo.

Artículo 5.º

Los archivos consulares serán inviolables, y las autoridades locales no podrán bajo ningun pretexto, ni en ningun caso, visitar ó embargar los papeles que forman parte de el.

Esos papeles deberán estar siempre completamente separados de los libros ó papeles relativos al comercio ó á la industria que puedan ejercer los cónsules, vice-cónsules ó agentes consulares respectivos.

Artículo 6.º

Los cónsules generales, cónsules, cónsules suplentes, cancilleres, vice-cónsules y agentes consulares, súbditos ó ciudadanos del estado que los nombra, no estarán obligados á comparecer como testigos ante los tribunales del país de su residencia á no ser, sin embargo, en las causas criminales en las que su comparencia sea juzgada indispensable y reclamada por un oficio de la autoridad judicial.

En cualquier otro caso, la justicia local se constituirá en su domicilio para recibir su declaracion verbal ó se le pedirá por escrito, segun las formalidades particulares de cada uno de los dos estados.

Artículo 7.º

Los cónsules generales, cónsules, cónsules suplentes, cancilleres, vice-cónsules y agentes consulares, súbditos ó ciudadanos del estado que los nombra, no podrán ser forzados á comparecer personalmente en justicia cuando sean partes interesadas en causas civiles, á menos que el tribunal competente no hubiese, por un fallo, deferido al juramento ú ordenado la comparecencia de todas las partes.

En cualquier outro asunto, no estarán obligados á comparecer en persona á no ser por invitacion expresa y motivada del tribunal competente.

Artículo 8.º

Los cónsules generales, cónsules, cónsules suplentes, cancilleres, vice-cónsules y agentes consulares, ciudadanos del estado que los nombra, gozarán de la inmunidad personal; no podrán ser arrestados ni reducidos á

prision, excepto por los hechos y actos que la legislacion penal del país de su residencia califique de crímenes y castigue como tales.

Artículo 9.º

Los cónsules generales, cónsules, cónsules suplentes, cancilleres, vice-cónsules y agentes consulares, súbditos ó ciudadanos del estado que los nombra, estarán exentos de los alojamientos militares y de los impuestos de guerra, así como de las contribuciones directas, tanto personales, como mobiliarias ó suntuarias, impuestas por el estado ó por los municipios; pero si poseen bienes inmuebles, lo mismo que si hacen el comercio ó si ejercen alguna industria, estarán sujetos á todas las contribuciones, cargos é impuestos que tuviesen que pagar los demas habitantes del país como propietarios de bienes raices, comerciantes ó industriales.

Artículo 10.º

Los cónsules generales y cónsules ó sus cancilleres, lo mismo que los vice-cónsules y los agentes consulares de ambos países tendrán el derecho de recibir, sea en su cancillería, sea en domicilio de las partes, sea á bordo de los buques de su nacion, las declaraciones que puedan tener que hacer los capitanes, las tripulaciones, los pasajeros, los negociantes y cualesquiera otros súbditos ó ciudadanos de su país.

Cuando esten autorizados para ello por las leyes y reglamentos de su país, dichos cónsules ó agentes podrán igualmente recibir, como notarios, las disposiciones testamentarias de sus nacionales.

Tendrán el derecho de estender y recibir todo acto notarial destinado á ser ejecutado en su país y que se haga entre sus nacionales y personas del país de su residencia. Podrán así mismo estender los instrumentos en los que sólo fuesen partes los súbditos ó ciudadanos del país en que residen, cuando esos actos contengan pactos relativos á inmuebles situados en el país del cónsul ó agente ó poderes concernientes á negocios para tratar en aquel país.

En cuanto á los actos notariales destinados á ser ejecutados en el país de su residencia, dichos cónsules ó agentes tendrán el derecho de recibir todos aquellos en los cuales solo sus nacionales sean partes; podrán recibir, ademas, los que interviniesen entre uno ó varios de sus nacionales y súbditos ó ciudadanos del país de su residencia, á menos que no se trate de actos en los cuales, segun la legislacion del país, fuese indispensable el ministerio de jueces ó de empleados públicos determinados.

Cuando los actos mencionados en el parafo precedente se refiriesen á bienes raices, no seran validos sinó en tanto que un notario ú otro empleado público del país hubiese intervenido en ellos y los hubiese revestido de su firma.

Artículo 11.º

Los actos mencionados en el artículo precedente tendrán la misma fuerza y valor que se hubiesen sido celebrados ante un notario ú otro empleado publico competente del uno ó del otro país, con tal que hayan

sido redactados en las formas prescriptas por las leyes del estado á que pertenezca el cónsul y que hayan sido sometidos al timbre, al registro, y á otra formalidad en uso en el país á en donde el acto deba recibir su ejecucion.

Los testimonios de dichos actos, cuando hubiesen sido legalizados por los cónsules ó vice-cónsules, y sellados con el sello oficial de su cónsulado ó vice-cónsulado haran fé, tanto en justicia como fuera de ella, ante todos los tribunales, jueces y autoridades de Portugal y de la Republica Dominicana al igual de los originales.

Artículo 12.º

En caso de fallecimiento de un súbdito ó ciudadano del uno de los dos países en el territorio del otro país, la autoridad local competente deberá dar aviso inmediatamente al cónsul general, cónsul, vice-consul ó agente consular bajo cuya dependencia hubiera ocurrido el fallecimiento, y dichos agentes deberán, por su parte, si tuviesen primero conocimiento de el, dar el mismo aviso á las autoridades locales.

Cualesquiera que sean las calidades y la nacionalidad de los herederos ya sean mayores ó menores de edad, ausentes ó presentes, conocidos ó desconocidos, se sellarán dentro de los veinte cuatro horas del aviso, todos los efectos muebles, y los papeles del difunto.

Esta operacion se hará, sea de oficio, sea á pedimiento de los interesados, por el cónsul en presencia de la autoridad local ó de esta debidamente citada.

Dicha autoridad podrá cruzar sus sellos con los del consulado, y, desde entonces, los dobles sellos no podrán romper-se sinó de un comun acuerdo ó por orden judicial.

En caso de que la autoridad consular no procediere á la aplicacion de los sellos, la auctoridad local deberá ponerlos, despues de haberle dirigido una simples invitacion; y si los cruza con los suyos, no prodrán estos romperse sinó de un comun acuerdo ó en virtud de una providencia del juez.

Los avisos y citas se dirigirán por escrito, y un recibo comprobará su entrega.

Artículo 13.º

Si no si hubiese formado oposicion al rompimiento de los sellos y si todos los herederos y legatarios universales ó á título universal son mayores de edad, se hallasen presentes, ó debidamente representados y de acuerdo sobre sus derechos y calidades, el cónsul romperá los sellos á pedimiento de los interesados, redactará que exista ó no un albacea testamentario nombrado por el difunto, un estado sumario de los bienes, efectos y papeles que se encontrasen bajo sellos y hará entrega en seguida de todo á las partes, que se arreglarán segun lo entiendan para lo que se refiera á sus intereses respectivos.

En todos los casos en que las condiciones enumeradas al principio del parafo precedente no se encontrasen reunidas, y cualquiera que sea

a nacionalidad de los herederos, la autoridad consular despues de haber reclamado por escrito la presencia de la auctoridad local, y prevenido al albacea testamentario, así como á los interesados ó á sus representantes procederá al levantamiento de los sellos y al inventario descriptivo de todos los bienes, efetos y papeles colocados bajo los sellos.

El magistrado local deberá, al terminar cada sesion, firmar el acto.

Artículo 14.º

Si entre los herederos y legatarios universales ó a titulo universal, se encuentran algunos cuya existencia fuese incierta ó el domicilio desconocido, que no se hallen presentes ni debidamente representados, que sean menores de edad ó incapacitados ó si siendo todos mayores de edad y hallandose presentes no estuviesen de acuerdo sobre sus derechos y calidades, la autoridad consular, despues de la formacion del inventario, se encargará de pleno derecho de la administracion y liquidacion de la sucesion.

En consecuencia, podrá proceder, observando las formalidades prescritas por las leyes y usos del país, á la venta de los muebles y objetos mobiliarios susceptibles de deterioro ó de conservacion dispendiosa, á recibir los creditos que fuesen exigibles, ó que se venzan, los intereses de los créditos, los alquileres, arrendamientos vencidos, efectuar todos los actos conservatorios de los derechos y bienes de la sucesion, emplear todos los fondos encontrados en el domicilio del difunto ó recuperados despues del fallecimiento al pago de los cargos y deudas urgentes y de las de la sucesion, ejecutar, en una palabra, todo lo que sea necesario para hacer neto y liquido el activo.

La autoridad consular hará anunciar la muerte del individuo en uno de los diarios ó periodicos de su distrito, y no podrá hacer la entrega de la sucesion ó de su producido sinó despues del pago de las deudas contraidas en el país por el difunto ó en tanto que no se hubiese presentado ninguna reclamacion contra la sucesion en el año que se siga al fallecimiento.

En caso de existir un albacea testamentario, el cónsul podrá, si el activo es suficiente, entregarle las sumas necesarias para el pago de los legados particulares.

El albacea testamentario quedará, desde luego, encargado de lodo lo que convenga á la validez y ejecucion del testamento.

Artículo 15.º

Los poderes conferidos á los cónsules por el artículo precedente no servirán de impedimento á que los interesados de una ó de otra nacion, y sus tutores y representantes, requieran ante la autoridad competente el cumplimiento de todas las formalidades establecidas por las leyes para obtener la liquidacion definitiva de los derechos de los herederos y legatarios y á la particion final de la sucesion entre ellos, y mui particularmente á la venta ó á la licitacion de los inmuebles situados en el país en donde haya ocurrido el fallecimiento. El cónsul deberá, llegado el

caso, constituir, sin retardo, la tutela de aquellos de sus nacionales que fuesen inhábiles, afin de que el tutor pueda representarlos en justicia.

Todo litigio promovido, sea por terceros, sea por acreedores del país ó de una potencia estrangera, todo procedimiento de reparticion y de orden que hiciesen necesarias las oposiciones ó las escrituras hipotecarias, serán igualmente sometidos á los tribunales locales.

El cónsul deberá, sin embargo, ser citado en justicia, sea como representante de sus nacionales ausentes, sea prestando asistencia al tutor ó curador de los inhábiles; pero es bien entendido que jamás podrá ser personalmente llamado á juicio, ni ser responsable.

Podrá desde luego, hacerse representar por un delegado elegido entre las personas que la legislacion del país autorice á desempeñar mandatos de esa naturaleza.

Artículo 16.º

Cuando un portuguez en la República Dominicana ó un dominicano en Portugal falleciése en un punto en donde no hubiese autoridad consular de su nacion, la autoridad territorial competente procederá, de conformidad con la legislacion del país, al inventario de los efectos y á la liquidacion de los bienes que hubiese dejado y estará obligada á render cuenta, en el mas breve plaso del resultado de sus operaciones al consulado llamado á conocer en eso.

Pero luego que el cónsul se presente personalmente ó que envíe un delegado al lugar, la autoridad local que hubiese intervenido deberá sujetarse á lo que prescriben los artículos 12.º, 13.º, 14.º y 15.º de la presente convencion.

Artículo 17.º

En el caso de que un súbdito ó ciudadano de uno de los dos países llegase á fallecer en el territorio de aquel país y de que sus herederos y legatarios universales ó á título universal fuesen todos súbditos ó ciudadanos del otro país, el cónsul de la nacion á la qual pertenezcan los herederos ó, legatarios, podrá si uno ó varios de entre ellos estan ausentes ó son desconocidos ó inhábiles, ó, estando presentes y siendo mayores de edad, no se hallasen de acuerdo, ejecutar todos los actos conservatorios de administracion y de liquidacion enuncados en los artículos 12.º, 13.º, 14.º y 15.º de la presente convencion; no deberá, sin embargo, resultar de eso menoscabo alguno á los derechos y á la competencia de las autoridades judiciales, en lo que concierne al cumplimiento de las formalidades legales prescritas en materia de particiones y á la decision de todos los litigios que puedan suscitarse, sea entre los herederos solamente, sea entre los herederos y terceros.

Artículo 18.º

Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares de los dos estados conocerán exclusivamente en los actos de inventario y en las demas operaciones efectuadas para la conservacion de los bienes y objetos de toda naturaleza dejados por las gentes de mar y pasajeros de

sa nacion que falleciesen en el puerto de entrada, sea en tierra, sea á bordo de un buque de su país.

Artículo 19.º

Las disposiciones de la presente convencion se aplicarán igualmente á las sucesiones de los súbditos ó ciudadanos de uno de los dos estados que habiendo fallecido fuera del territorio del otro estado, hubiesen dejado en el bienes muebles ó inmuebles.

Artículo 20.º

Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares respectivos podrán ir personalmente ó enviar delegados á bordo de los buques de su país despues de su admision á la libre pratica, interrogar al capitan y á la tripulacion, examinar los papeles de bordo, recibir las declaraciones sobre el viage, la destinacion del buque y los incidentes de la travesia, extender los manifiestos y facilitar despacho del buque.

Los funcionarios del órden judicial y administrativo no podrán, en ningun caso, operar á bordo pequizas ni otras visitas que las usuales de aduana y de sanidad, sin avisar de antemano, ó, en caso de urgencia, en el mismo momento del registro, al cónsul de su nacion á que pertenezca el buque.

Deberán igualmente dar al cónsul, en tiempo oportuno, los avisos necesarios para que pueda asistir á las declaraciones que el capitan y la tripulacion tuviesen que dar ante los tribunales ó las administraciones del país.

El emplazamiento que á ese efecto se dirija al cónsul, indicará una hora precisa, y, si no concurre á ella en persona ó no se hace representar en ella por un delegado, se procederá en su ausencia.

Artículo 21.º

En todo lo que concierne á la policia de los puertos, á la carga y descarga de los buques y á la seguridad de las mercaderias se observarán las leyes y reglamentos del país, pero los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares serán encargados exclusivamente del mantenimiento del órden interior á bordo de los buques mercantes de su nacion; ellos mismos arreglarán los desacuerdos de toda naturaleza que ocurriesen entre el capitan, los oficiales del buque y los marineros, y especialmente los relativos al sueldo y al cumplimiento de las obligaciones reciprocamente contraidas.

Las autoridades locales no podrán intervenir sinó cuando las desordenes ocurridas á bordo de los buques pudiesen perturbar la tranquilidad y el órden público en tierra ó en el puerto, ó cuando una persona del país ó que no componga parte de la tripulacion se encuentre mezclada en ellos.

En todos los demas casos, las autoridades locales se limitarán á prestar su apoyo á la autoridade consular para hacer arrestar y conducir á prision a todo individuo inscrito en el rol de la tripulacion contra el cual juzgasen conveniente requerir dicha medida.

Artículo 22.º

Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares podrán hacer arrestar y remitir, sea á bordo, sea á su país, á los marineros y á cualquiera otra persona que componga, con cualquier título, parte de las tripulaciones de los buques de su nacion que hubiesen desertado.

A ese efecto deberán dirigirse por escrito á las autoridades locales competentes y justificar, por medio de la presentacion de los registros del buque ó del rol de la tripulacion, ó, si el buque hubiese partido, produciendo una copia autentica de esos documentos que las personas reclamadas hacian parte de la tripulacion. A esa demanda así justificada, no podrá negarse la entrega de los desertores.

Se dará á dichos agentes todo secorro y ayuda para la persecucion y aresto de los desertores, que serán conducidos á las prisiones del país y detenidos en ellas á petición escrita y á expensas de la autoridad consular, hasta el momento en que sean puestos á bordo ó hasta que as presente la ocasion de repatriarlos.

Sin embargo si esa ocasion no se presentase en el plazo de dos meses, contados desde el dia del arresto, ó si los gastos de su detencion no fuesen regularmente cubiertos, dichos desertores serán puestos en libertad, sin que puedan ser arrestados de nuevo por la misma causa.

Si el desertor hubiese cometido algun delito en tierra, la autoridad local podrá sobreseer acerca de su entrega, y hasta que la sentencia del tribunal hubiese sido pronunciada y recibido su ejecucion.

Los marineros ú otros individuos de la tripulacion súbditos ó ciudadanos del país en el cual tuviese efecto la deserccion, están exceptuados de las estipulaciones del presente artículo.

Artículo 23.º

Siempre que entre los dueños, armadores y aseguradores no se hubiesen ajustado convenciones especiales para el arreglo de las averias que hubiesen sufrido en el mar los buques ó las mercaderías, ese arreglo incumbirá á los cónsules respectivos, que conocerán en eso exclusivamente, si las averias no interesan sino á individuos de su nacion. Si se hallan interesados en ello otros habitantes del país en donde reside el cónsul, este designará en todos los casos los peritos que debrán conocer del arreglo de las averias. Esse arreglo se hará amigablemente bajo la direccion del cónsul, si los interesados consienten en ello, y en caso contrario será hecho por la autoridad local competente.

Artículo 24.º

Quando un buque perteneciente al gobierno ó á súbditos ó ciudadanos de uno de los dos países naufrague ó encalle en el litoral del otro país, las autoridades locales deberán sin retardo dar aviso al cónsul general, cónsul, vice-consul ó agente consular en cuyo distrito haya ocurrido el siniestro.

Todas las operaciones relativas al salvamento de los buques de los

dos estados que naufragasen ó encallasen en las aguas territoriales del otro estado, serán dirigidas por los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules, ó agentes consulares respectivos. La intervencion de las autoridades locales no se efectuará sino para ayudar á dichos agentes á mantener el orden, garantizar los intereses de los que operán el salvamento estraños á la tripulacion y asegurar la ejecucion de las disposiciones requeridas para la entrada y salida de las mercaderias salvadas.

En ausencia y hasta la llegada de los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules, agentes consulares ó de sus delegados, las autoridades locales deberán tomar todas las medidas necesarias para la proteccion de las personas y la conservacion de los objetos que hubiesen sido salvados del naufragio.

La intervencion de las autoridades locales en esos diferentes casos no originará gastos de ninguna especie, salvo no obstante los que requiriesen las operaciones del salvamento así como la conservacion de los objetos salvados y otros á que estuviesen sujetos en iguales casos los buques nacionales.

En caso de duda acerca de la nacionalidad de los buques naufragos, las disposiciones mencionadas en el presente artículo, serán de la competencia exclusiva de la autoridad local.

Las mercaderias y efectos salvados no estarán sujetos al pago de ningun derecho de aduana, á menos que no se introduzcan para el consumo interior.

Artículo 25.º

Es ademas convenido que los cónsules generales, cónsules, cónsules suplentes, cancilleres, vice-cónsules y agentes consulares de cada uno de los dos países, gozarán en el otro país de todos los privilegios, inmunidades y prerogativas que esten ó que sean acordados á los agentes del mismo rango de la nacion mas favorecida.

Es entendido que si esos privilegios é inmunidades son otorgados bajo condiciones especiales, esas condiciones deberán ser cumplidas por los gobiernos respectivos por sus agentes.

Artículo 26.º

La presente convencion tendrá una duracion fija de diez años, contados desde el dia del canje de las ratificaciones.

Si, un año antes de la espiracion del plaso, ninguna de las altas partes contratantes declára por medio de una declaracion oficial su intencion de hacer cesar sus efectos, la convencion será obligatoria por un otro año, y así sucesivamente, hasta la espiracion de un año despues del dia en que haya sido denunciada.

Artículo 27.º

La presente convencion será ratificada y las ratificaciones se cangearán en París despues de llenadas las formalidades prescritas por las leyes constitucionales de los dos países contratantes, en el plazo mas breve posible.

En fé de lo cual, los plenipotenciarios respectivos han firmado la presente convencion y la han sellado con sus sellos.

Hecho en Lisboa, el primero de maio de 1888.

*Antonio de Serpa Pimentel.
Emanuel de Almeida.*

II.

PORTUGAL, DOMINIQUE.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation; signé à Lisbonne le 1^{er} mai 1883 *).

Edition officielle. Lisbonne 1885.

Su Majestad El-Rey de Portugal y de los Algarbes, y Su Escalencia el Presidente de la República Dominicana, animados del mismo deseo de mantener las cordiales relaciones que existen entre ambos países, de estrechar, si posible fuere, sus lasos de amistad y de desarrollar las relaciones comerciales entre sus respectivos nacionales, han decidido hacer un tratado de amistad, de comercio y de navegacion sobre las bases de una justa reciprocidad, y han nombrado con este objeto en calidad de sus plenipotenciarios respectivos, á saber:

El-Rey de Portugal al señor Antonio de Serpa Pimentel, del consejo de estado, par del reyno, ministro y secretario de estado de negocios estrangeiros, etc., y el Presidente de la República Dominicana al señor baron Emanuel de Almeida, ministro plenipotenciario de la República Dominicana em Portugal;

Quienes, despues de haber-se presentado mutuamente sus plenos poderes hallados en buena y debida forma, han acordado los artículos siguientes:

Artículo 1.º

Habrà paz y amistad perpetua entre Portugal por una parte, y la República Dominicana por otra, asi como entre los subditos ó ciudadanos de uno y otro estado sin escepciones de personas ni de lugares.

Artículo 2.º

Habrà reciprocamente plena y entera libertad de comercio e de navegacion para los nacionales y los buques de las altas partes contratantes, en las ciudades, puertos, rios ó lugares cualesquiera de los dos estados ó de sus posesiones, cuya entrada sea actualmente permitida ó pueda serlo en el porvenir á los subditos y á los buques de cualquiera otra nacion estrangera.

*) Les ratifications ont été échangées le 28 novembre 1885.

Los portugueses en la República Dominicana, y los dominicanos en Portugal, podrán recíprocamente entrar, viajar ó permanecer con toda libertad en cualquiera parte de los territorios y de las posesiones respectivas. Gozarán con este fin, para sus personas y sus bienes, de la misma protección y seguridad que los nacionales. Podrán en toda la estension de ambos territorios ejercer industrias, entregar-se al comercio en grande y en pequeña escala, arrendar ó poseer las casas, almacenes, tiendas ó terrenos que necesiten, efectuar trasportes de mercancías y de dinero, y recibir consignaciones tanto del interior como del extranjero, pagando los derechos y patentes establecidas por las leyes en vigor para sus nacionales.

Serán igualmente libres en sus ventas y compras de discutir y de fijar el precio de los efectos, mercancías y objetos cualesquiera importados ó nacionales ya al venderlos en el interior del país, ya al destinarlos para la exportacion, conformandose con las leyes y reglamentos del país.

Podrán hacer y administrar sus negocios por si mismos, ó hacerse remplazar por personas debidamente autorizadas, ya en la compra ó la venta de sus bienes, efectos ó mercancías, ya en sus declaraciones en la aduana, ya al cargar ó descargar y en la expedicion de sus buques; enfin no quedarán sujetos á mas cargos, contribuciones, subsidios ó impuestos que aquellos á que estan sometidos los nacionales ó los subditos ó ciudadanos de la nacion mas favorecida.

Artículo 3.º

Los subditos ó ciudadanos de ambas naciones gozarán en uno y otro estado de la mas completa y constante protección para sus personas y sus propiedades.

Podrán acudir á los tribunales de justicia en persecucion y en defensa de sus derechos en todas instancias y en todos los grados de jurisdiccion establecidos por las leyes. Serán libres de emplear los abogados, notarios ó agentes de todas clases á quienes juzguen conveniente recurrir para representarlos y obrar en su nombre, conforme en todo á las leyes del país; enfin, gozarán respecto á esto de los mismos derechos y privilegios que existan ó puedan existir para los nacionales; y serán sometidos para el goce de estas franquicias á las mismas condiciones que estes ultimos.

No se le exigirá á los portugueses que quieran intentar una accion judicial en la República Dominicana ó á los dominicanos que quieran intentarla en Portugal ningun derecho, garantia ó deposito á los cuales no estuvieren sometidos en uno ú otro país respectivamente los subditos ó ciudadanos de la nacion mas favorecida.

Artículo 4.º

Los portugueses en la República Dominicana y los dominicanos en Portugal gozaran del beneficio de la asistencia judicial, conformandose á las leyes del país en el cual dicha asistencia se reclame. Sin embargo el estado de indigencia deberá ademas de las formalidades prescritas por esas leyes quedar establecido por la produccion de piasas justificativas dadas por las autoridades competentes del país originario de la parte y

legalizadas por el agente diplomatico ó consular del otro país quien las transmitirá á su gobierno.

Artículo 5.º

Los portugueses en la República Dominicana y los dominicanos en Portugal podrán como los nacionales adquirir, poseer y trasmitir por sucesion, testamento, donacion, ó de cualquier otro modo, los biens muebles ó inmuebles situados en los territorios respectivos, sin tener que pagar mas derechos ni pagarlos mas elevados por sucesion ó mutacion que los que se le impongan en casos semejantes á los mismos nacionales.

Artículo 6.º

Los portugueses en la República Dominicana y los dominicanos en Portugal quedan dispensados de todo servicio personal ya en los ejercitos de tierra ó de mar, ya en las guardias ó milicias nacionales, así como de toda requisicion ó contribucion de guerra, de prestamos ó empreritos forzosos y demas contribuciones extraordinarias en tanto que dichas requisiciones, empreritos ó contribuciones no sean las impuestas á los bienes raices. En ningun caso no podrán quedar sujetos por sus propiedades mobiliarias ó inmobiliarias á mas cargos ó impuestos que aquellos á que esten sometidos los mismos nacionales ó los ciudadanos de la nacion mas favorecida.

Queda entendido que cualquiera que reclame la aplicacion de la ultima parte de este artículo tendrá la libertad de escoger el tratamiento que, de los dos, le paresca mas ventajoso.

Artículo 7.º

Los buques, cargamentos, mercancías ó efectos pertenecientes á súbditos ó ciudadanos de uno ó otro estado no podrán someterse respectivamente á ningun embargo, ni ser detenidos para una expedicion militar cualquiera que sea, ni para ningun servicio publico, sin una indemnizacion prealablemente convenida por las partes interesadas, fijada y juzgada suficiente para compensar las perdidas, danos y atrasos que serian la consecuencia del servicio al cual se hubiensen sometido.

Artículo 8.º

Los súbditos ó ciudadanos de uno y otro estado gozaran respectivamente en el otro de la plena libertad de conciencia y podrán ejercer su culto de la manera que les permitan la constitucion y las leyes del país.

Artículo 9.º

Si, por disgracia, la paz llegase á romperse entre los dos estados, queda convenido, con el objeto de disminuir los males de la guerra, que los que dependan de uno de ellos y residan en las ciudades, puertos y territorios del otro ejerciendo el comercio ó cualquiera otra profesion, podrán permanecer en ellos y continuar sus negocios, mientras no cometan ninguna ofensa contra las leyes del país.

En caso que su conducta les haga perder este privilegio y que los gobiernos respectivos juzguen necesario hacerlos salir del país, se les concederá un termino de seis meses, contando desde el dia en que esta orden se haya publicado y les sea comunicada, con el fin de que puedan arreglar sus intereses y retirarse con sus familias y sus bienes.

En ningun caso de guerra ó de desavenencia entre las dos naciones, las propiedades ó bienes, de cualquiera naturaleza que sean, de los ciudadanos respectivos quedarán sujetos á ningun embargo ó secuestro ni á otros cargos é impuestos que los que se le exijan á los nacionales. Asi mismo durante la interrupcion de la paz, ni el dinero debido por particulares, ni los títulos de credito público, ni las acciones de los bancos ú otras podrán ser embargados ó consignados con perjuicio de los súbditos ó ciudadanos respectivos ni en beneficio del país donde se encuentran.

Artículo 10.º

Los derechos de importacion impuestos en Portugal para los productos del suelo y de la industria dominicana, y en la República Dominicana para los productos del suelo y de la industria portuguesa no serán otros ni mas elevados que aquellos á que esten ó sean sometidos los mismos productos de la nacion estrangera mas favorecida.

El mismo principio se observará respecto á la exportacion.

Ninguna prohibicion ó restriccion de importacion ó exportacion tendrá lugar en el comercio reciproco de los dos países sin que quede extendida igualmente á todas las demás naciones, excepto por motivos sanitarios, ó para impedir la propagacion de epizootias, ó la destruccion de las cosechas ó bien en prevision de acontecimientos de guerra.

Portugal y la República Dominicana se reservan la facultad de conceder respectivamente al Brasil y á la Republica de Haíti ventajas particulares que no podrán ser reclamadas por una de las Altas Partes Contratantes de la otra, como consecuencia de su derecho al tratamiento de la nacion mas favorecida.

Artículo 11.º

Las mercancías de cualquiera naturaleza, que vengan de uno de los dos estados ó que á el vayan, quedarán reciprocamente exentas en el otro estado de todo derecho de transito.

Sin embargo, la legislacion especial de cada uno de los dos estados queda vijente para los artículos cuyo transito sea ó pueda ser prohibido, y las dos altas partes contratantes se reservan el derecho de exigir autorizaciones especiales para el transito de armas y de municiones de guerra.

Artículo 12.º

Los productos del suelo ó de la industria de uno de los dos países, cuya importacion no sea prohibida, estarán sometidos en los puertos de l'otro á los mismos derechos de importacion, sean portugueses ó dominicanos los buques que los carguen. Así mismo los productos exportados soportarán los mismos derechos y gozarán de las mismas franquicias, alo-

caciones y restituciones de derechos que sean ó puedan ser concedidas á las exportaciones hechas en buques nacionales.

Artículo 13.º

Los buques portugueses que vengan á los puertos de la República Dominicana, y los buques dominicanos que vengan á los puertos de Portugal, con carga ó en lastre, no tendrán otros ni mas subidos derechos de tonelage, de puerto, de faro, de pilotage, de cuarentena ú otros que afectan el casco del buque, que aquellos á que esten ó sean sometidos los buques nacionales.

Con respecto al tratamiento local, á la colocacion de los buques, á su carga y descarga, así como á las tarifas ó cargas cualesquiera en los puertos, tanques, docks, bahias, ensenadas y rios de los dos países, y generalmente para todas las formalidades ó disposiciones á los cuales puedan quedar sometidos los buques de comercio, sus tripulaciones y sus cargamentos, los privilegios, favores y ventajas que esten ó sean concedidos á los buques nacionales, así como á las mercancías importadas ó exportadas por dichos buques, serán igualmente concedidos á los buques del otro país, así como á las mercancías importadas por dichos buques.

Artículo 14.º

Quedarán completamente francos de los derechos de tonelage, de puerto y de exportacion que sean vijentes en los puertos respectivos:

1.º Los buques que llegados en lastre de cualquier lugar que sea, vuelvan á salir en lastre;

2.º Los buques que pasando de uno puerto de uno de los dos estados á uno ó varios puertos del mismo estado, ya para depositar parte de su cargamento ó el todo, ya para componerlo ó completarlo, justifiquen el pago de estos derechos;

3.º Los vapores afectados al servicio de correos, de pasajeros y de equipages sin hacer ninguna operacion comercial;

4.º Los buques que habiendo entrado con cargamento en un puerto ya voluntariamente ya por fuerza salgan sin haber hecho ninguna operacion de comercio.

En caso que haya relado el buque forzosamente no serán considerados como operaciones de comercio el desembarque y embarque de las mercancías por causa de reparo del buque ó su purificacion cuando ha estado en cuarentena, el trasborde en otro buque en el caso en que no pueda seguir navegando el primero, los gastos necesarios para el aprovisionamiento de la tripulacion y la venta de sus mercancías averiadas cuando la administracion de la aduana haya dado la autorisacion.

Artículo 15.º

Los derechos de navegacion, de tonelage y otros que se exijan en rason de la capacidad de los buques portugueses en los puertos de la República Dominicana serán cobrados segun el registro del buque. Lo propio sucederá en los puertos de Portugal para los buques dominicanos.

Artículo 16.º

Las disposiciones del presente tratado no son aplicables á la navegacion de costa ó cabotage, cuyo regimen queda sometido á las leyes respectivas de los dos estados contratantes.

Artículo 17.º

Los buques dominicanos que entraren en un puerto de Portugal, y reciprocamente los buques portugueses que entraren en un puerto de la República Dominicana, podrán dejar en el parte de su cargamento y seguir con el resto del cargamento á otros puertos del mismo estado ya para acabar de desembarcar su cargamento traído ya para completar su cargamento de vuelta, sin pagar en cada puerto otros ni mais fuertes derechos que los que paguen en semejante caso los buques nacionales, conformandose á las leyes y reglamentos de los estados respectivos.

Artículo 18.º

Queda igualmente exceptuado de la aplicacion de las disposiciones del presente tratado todo lo que concierna la industria de la pesca, cuyo ejercicio queda sometido á las leyes de los dos estados contratantes.

Artículo 19.º

Serán considerados como portugueses en la República Dominicana, y como dominicanos en Portugal, los buques que pertenezcan á los súbditos ó ciudadanos de uno de los dos paises que naveguen bajo los pabellones respectivos y sean portadores de registros y de los documentos exigidos por las leyes de cada uno de los dos estados para justificacion de la nacionalidad de los buques de comercio.

Artículo 20.º

Los buques de guerra de una de las dos potencias podrán entrar, permanecer, componerse en aquellos de los puertos de la otra, cuyo acceso sea permitido á la nacion mas favorecida, quedarán sometidos á las mismas reglas y gozarán de los mismos honores, ventajas, privilegios y exenciones.

Artículo 21.º

Los ciudadanos dominicanos gozarán en las colonias y posesiones portuguesas de los mismos derechos y privilegios y de la misma libertad de comercio y de navegacion que los que esten ó sean concedidos á los súbditos ó ciudadanos de la nacion mas favorecida.

Artículo 22.º

Las disposiciones del presente tratado son aplicables, sin escepcion alguna, á las islas adyacentes; á saber: las islas de Madera y Puerto Santo y al archipelago de los Azores.

Artículo 23.º

El presente tratado será ratificado y el cange de las ratificaciones se

hará inmediatamente despues del cumplimiento de las formalidades prescritas por las leyes constitucionales de los estados contratantes.

Quedará vigente durante diez años, desde el día de dicho cange; será promulgado en el termino de dos meses contando desde ese mismo día.

En caso que ninguna de las dos partes contratantes haya notificado doce meses antes del fin del periodo de diez años la intencion de hacer cesar sus efectos, quedará obligatorio hasta que expire un año desde el día en que una ú otra de las altas partes contratantes lo haya denunciado.

Las altas partes contratantes se reservan la facultad de introducir de comun acuerdo en este tratado todas las modificaciones que no esten en oposicion con su espíritu ó sus principios y cuya utilidad esté demostrada por la experiencia.

En fé de lo cual, los plenipotenciarios respectivos han firmado el presente tratado, y le han puesto su sello.

Hecho en Lisboa, el 1.º de mayo de 1883.

Antonio de Serpa Pimentel.
Emanuel de Almeda.

12.

PORTUGAL, SIAM.

Convention relative à l'importation et le trafic des boissons dans le Royaume de Siam; signée à Lisbonne le 14 mai 1883.

Edition officielle. Lisbonne 1884.

Sa Majesté le Roi de Portugal et Sa Majesté le Roi de Siam, désirant régler d'un commun accord et d'une manière satisfaisante l'importation et la vente des boissons spiritueuses dans le royaume de Siam, ont résolu d'apporter à cet égard des modifications au traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu entre les deux pays le 10 février 1859.

Les soussignés dûment autorisés à cet effet sont convenus des articles suivants :

Article 1^{er}. Les esprits de toute espèce, qui ne dépassent pas en force alcoolique les esprits desquels le gouvernement siamois permet la fabrication à Siam, pourront être importés et vendus par les sujets portugais moyennant le payement du même droit que celui auquel seront soumis à l'intérieur, selon les lois siamoises, les esprits fabriqués à Siam. Quant aux esprits qui dépasseraient en force alcoolique les esprits fabriqués à Siam il est permis de les importer et de les vendre en payant un droit équivalent et proportionnel à la force alcoolique qui excèdera le titrage établi par le gouvernement siamois.

Il est permis aux sujets portugais d'importer et de vendre la bière et les vins en payant le même droit que le droit d'accise imposé par les

lois siamoises sur les articles semblables fabriqués à Siam, mais ce droit imposé sur la bière et sur les vins importés ne dépassera jamais 10 pour cent *ad valorem*.

Les droits sur les esprits importés, les vins et la bière remplaceront le droit d'importation de 3 pour cent établi par les traités en vigueur, et ne seront pas considérées comme additionnels à ce droit. Les esprits, la bière et les vins ne pourront être soumis à aucun autre droit, taxe ou impôt.

L'échelle des droits d'accise imposée sur les esprits, les bières et les vins fabriqués à Siam sera communiquée par le gouvernement siamois au représentant consulaire de Sa Majesté Très-Fidèle à Bangkok et aucun changement de ces droits ne pourra être appliqué aux sujets portugais, jusqu'à l'expiration de six mois après la susdite communication du gouvernement siamois.

Art. 2°. L'analyse ou vérification des esprits importés dans le royaume de Siam par les sujets portugais sera faite par des employés européens nommés par les autorités siamoises et par un nombre égal d'experts nommés par le représentant consulaire de Sa Majesté Très-Fidèle. En cas de désaccord les parties désigneront un tiers arbitre.

Art. 3°. Le gouvernement siamois aura la faculté d'arrêter l'importation à Siam par les sujets portugais des esprits, qui, examen fait, seront démontrés comme nuisibles à la santé publique. Il pourra donner avis aux importateurs, consignataires ou détenteurs de ces esprits, pour qu'ils en fassent l'exportation dans le délai de trois mois, à partir de cet avis. Dans le cas où cette exportation ne sera pas faite il lui sera permis de saisir et de détruire les dits esprits, en remboursant toutefois les droits qui auraient été perçus en tous les cas. L'analyse ou vérification des esprits considérés nuisibles à la santé, importés par les sujets portugais, sera faite selon l'article 2°.

Le gouvernement siamois s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prohiber et d'empêcher la vente des esprits fabriqués à Siam qui peuvent être nuisibles à la santé publique.

Art. 4°. Tout sujet portugais qui voudra vendre en détail à Siam des boissons spiritueuses, la bière et les vins, devra se munir d'un permis spécial (licence), délivré par le gouvernement siamois et qui ne pourra être refusé que pour un motif juste et raisonnable.

Ce permis sera accordé d'après des conditions qui seront établies d'accord entre les deux gouvernements et pourront être de même modifiées.

Art. 5°. Les sujets portugais jouiront toujours des mêmes droits et privilèges par rapport à l'importation et à la vente des esprits, de la bière, des vins et des boissons spiritueuses et par rapport au permis (licence), que ceux dont jouiront les sujets siamois ou ceux de la nation la plus favorisée, et ils auront la faculté du choix entre ces deux traitements; et les esprits, la bière et les vins et les boissons spiritueuses, importés du Portugal ou de ses possessions jouiront sous tous les rapports des mêmes privilèges dont jouiront les articles similaires importés de tout autre pays auquel sera accordé le traitement le plus favorisé à cet égard.

Il est bien entendu que les sujets portugais ne seront pas tenus à se conformer aux dispositions de cette convention qu'autant que les citoyens ou sujets des autres nations y seraient également soumis, et les observeraient en toute circonstance.

Art. 6° Cette convention, d'accord avec les dispositions de l'article 5°, sera mise en exécution à la date fixée par les deux gouvernements et restera en vigueur jusqu'à l'expiration du délai de six mois après que l'une des deux parties contractantes aura notifiée à l'autre l'intention de faire cesser ses effets.

Le traité du 10 février de 1859 entre le Portugal et Siam restera entièrement en vigueur jusqu'au jour où cette convention commencera à être exécutoire et après cette date par rapport aux dispositions qui ne seront pas modifiées par la présente convention.

Si cette convention vient à être annulée les dispositions antérieures du susdit traité seront mises de nouveau en vigueur et resteront en exécution comme auparavant.

Art. 7° Les dispositions de cette convention applicables aux sujets portugais ont également application à tout sujet naturalisé ou protégé de Sa Majesté Très-Fidèle.

Il est entendu aussi que les consuls généraux, consuls vice-consuls ou agents consulaires, chanceliers ou tout autre agent consulaire est compris sous la désignation de représentant consulaire faite dans cette convention.

En foi de quoi les soussignés ont signé la même en duplicat et y ont affixé leurs sceaux.

Fait à Lisbonne, le 14 mai 1883 de l'ère chrétienne, correspondant au huitième jour de la lune grandissant du mois Viaakamas de l'an bouc, cinquième décade 1245 de l'ère astronomique siamoise.

*Antonio de Serpa Pimentel.
Priedang.*

13.

PORTUGAL, SUISSE.

Convention consulaire; signée à Berne le 27 août 1883*).

Documentos apresentados ás Cortes na sessão legislativa de 1883.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves et le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, animés du désir de déterminer avec précision les droits, privilèges et immunités réciproques des Agents Consulaires respectifs, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux Pays, ont résolu de conclure une convention consulaire et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir.

*) Les ratifications ont été échangées à Berne le 24 Déc. 1887.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, M. le Comte de San Miguel, Grand Officier de la Maison Royale, Chevalier de l'Ancien et Très Noble Ordre de la Tour et l'Epée de la Valeur, de la Loyauté et du Mérite, Commandeur de divers Ordres Étrangers, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Conseil Fédéral Suisse, et le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, Monsieur Louis Buchonnet, Président de la Confédération et Chef du Département Politique, lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article I

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté d'établir un Conseil Général, des Consuls et Vice-Consuls dans les villes, ports et localités du territoire de l'autre Partie.

Les dits Agents seront réciproquement admis et reconnus en présentant leurs provisions selon les règles et formalités établis dans le Pays respectif. L'exequatur nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions leurs sera délivré sans frais et sur la production du dit exequatur, l'autorité supérieure du lieu de leur résidence prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge, et qu'ils soient admis à la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges qui y sont attachés.

Les deux Hautes Parties Contractantes se réservent toutefois le droit de déterminer les résidences où il ne leurs conviendra point d'admettre des Fonctionnaires Consulaires, mais il est bien entendu que sous ce rapport, les deux Gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur Pays, à toutes les autres Nations.

Le Gouvernement qui a accordé l'exequatur aura la faculté de le retirer, en indiquant les motifs pour lesquels il juge convenable de le faire.

Article II

Dans le cas où un fonctionnaire consulaire exercerait un commerce ou une industrie, il sera tenu de se soumettre, en ce qui concerne son commerce ou son industrie, aux mêmes lois et usages que ceux auxquels sont soumis dans le même lieu, en ce qui concerne leur commerce ou leur industrie, les ressortissants, et le cas échéant, les Consuls marchands de la Nation la plus favorisée.

Il est, en outre, entendu que lorsqu'une des Hautes Parties Contractantes choisira pour son Consul Général, Consul ou Vice-Consul, dans une ville, port ou localité de l'autre Partie, un ressortissant de celle-ci, le dit Fonctionnaire Consulaire continuera à être considéré comme ressortissant à l'État auquel il appartient, et qu'il sera par conséquent soumis aux lois et règlements qui régissent les nationaux dans le lieu de sa résidence, sans que cependant, cette obligation puisse gêner en quoi que ce soit, l'exercice de ses fonctions, ni porter atteinte à l'inviolabilité des archives consulaires.

Article III

Le Consul Général et les Consuls et Vice-Consuls du Royaume de Portugal en Suisse, et réciproquement le Consul Général et les Consuls et Vice-Consuls de la Confédération Suisse en Portugal pourront placer au dessus de la porte extérieure du Consulat Général, Consulat ou Vice-Consulat l'écusson des armes de leur Nation avec l'inscription: Consulat Général, Consulat ou Vice-Consulat de . . .

Ils pourront également arborer le pavillon de leur Pays sur la maison consulaire aux jours de solennités publiques, ainsi que dans d'autres circonstances d'usage.

Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile, mais qu'elles serviront, avant tout, à désigner aux nationaux l'habitation consulaire.

Article IV

Les Fonctionnaires Consulaires non ressortissant au Pays dans lequel ils résident ne pourront être soumis de comparaitre comme témoins devant les tribunaux.

Quand la justice locale aura besoin de recueillir auprès d'eux quelque déclaration juridique, elle devra se transporter à leur domicile pour le recevoir de vive voix, ou déléguer, à cet effet, un fonctionnaire compétent, ou la leur demander par écrit.

Article V

Les archives consulaires seront inviolables et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte et dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui en feront partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie qui pourraient exercer le Consul Général, les Consuls ou les Vice-Consuls respectifs.

Article VI

Lorsqu'un Fonctionnaire Consulaire viendra à décéder sans laisser sur les lieux de remplaçant désigné, l'autorité locale procédera immédiatement à l'apposition des scellés sur les archives en présence d'un Agent Consulaire d'une action amie et de deux ressortissants du Pays du Consul défunt ou à défaut de ces derniers de deux notables de l'endroit.

Le procès-verbal de cette opération sera dressé en double expédition, et l'un des deux exemplaires sera transmis au Consul Général de la Nation du défunt ou à défaut du Consul Général au Fonctionnaire Consulaire le plus proche.

La levée des scellés aura lieu pour la remise des archives au nouveau Fonctionnaire Consulaire, en présence de l'autorité locale et des personnes qui ayant assisté à l'apposition des dits scellés, habiteront encore la localité.

Article VII

Les Fonctionnaires Consulaires des deux Pays auront le droit de re-

cevoir, dans leurs chancelleries et au domicile de parties intéressées, toutes déclarations et autres-actes du ressort de la juridiction volontaire que pourront avoir à faire les négociants et autres ressortissants de leur État.

Ils seront également autorisés à recevoir, en qualité de notaires, les dispositions testamentaires de leurs nationaux.

Ils auront, en outre, le droit de passer, en la même qualité, dans leurs chancelleries, tous actes conventionnels entre leurs nationaux, ou entre leurs nationaux et d'autres personnes du Pays dans lequel ils résident, et de même tous actes conventionnels concernant des ressortissants de ce dernier Pays seulement, pourvu, bien entendu, que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la Nation qui représente le Fonctionnaire Consulaire devant lequel ils seront passés.

Les copies ou extraits de ces actes, dûment légalisés par les dits Fonctionnaires et scellés du sceau consulaire, feront foi tant en justice que hors, soit en Portugal, soit en Suisse, au même titre que les originaux, et auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou un autre officier public de l'un ou de l'autre Pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'État, auquel appartiennent les Fonctionnaires Consulaires, et qu'ils aient été ensuite soumis au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le Pays où l'acte devra recevoir son exécution.

Les Fonctionnaires Consulaires respectifs pourront traduire et légaliser toute espèce de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leur Pays, et ces traductions auront, dans le Pays de leur résidence, la même force et valeur que si elles eussent été faites par des interprètes assermentés.

Article VIII

Lorsqu'un portugais viendra à mourir en Suisse, ne laissant ni héritiers connus ni exécuteurs testamentaires, les autorités suisses en donneront avis au Fonctionnaire Consulaire Portugais dans l'arrondissement duquel le décès aura eu lieu, afin qu'il transmette aux intéressés les informations nécessaires.

Le même avis sera donné par les autorités compétentes portugaises aux Fonctionnaires Consulaires Suisses, lorsqu'un suisse viendra à mourir en Portugal sans laisser d'héritiers connus ni d'exécuteurs testamentaires.

Les autorités compétentes du lieu du décès sont tenues de prendre, à l'égard des biens mobiliers ou immobiliers du défunt, toutes les mesures conservatoires, que la législation du Pays prescrit pour les successions des nationaux.

Article IX

Les Fonctionnaires Consulaires Portugais en Suisse et les Fonctionnaires Consulaires Suisses en Portugal jouiront à charge de réciprocité, de tous les pouvoirs, attributions, prérogatives, exemptions et immunités dont jouissent ou jouiront à l'avenir, les Fonctionnaires Consulaires du même grade de la Nation la plus favorisée.

Article X

En cas d'empêchement, d'absence, ou de décès du Consul Général, des Consuls ou Vice-Consuls, les Chanceliers ou Secrétaires qui auront été présentés antérieurement en leur dite qualité aux autorités respectives seront admis, de plein droit, à exercer par interim les fonctions consulaires, et ils jouiront, pendant ce temps, des exemptions et privilèges qui y sont attachés par le présent traité.

Article XI

Le Consul Général, les Consuls et les Vice-Consuls des deux Pays pourront dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont attribués, s'adresser aux autorités de leurs circonscriptions pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre les deux Pays et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre.

A défaut d'un Agent Diplomatique de leur Pays, ils pourront même avoir recours au Gouvernement de l'État dans lequel ils résident.

Article XII

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra.

Elle sera exécutoire à dater du vingtième jour après l'échange des ratifications.

Elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berne, en double expédition, le vingt-sept août mil huit cent quatre vingt-trois (27 août 1883).

*Comte de San Miguel,
L. Ruchonnet.*

14.**PORTUGAL, ESPAGNE.**

Traité de commerce et de navigation; signé à Lisbonne le 12 décembre 1883 *).

Edition officielle Lisbonne 1885. Diario do governo du 12 octobre 1885.

Su Majestad El-Rey de Portugal y de los Algarbes, y Su Majestad El-Rey de España, igualmente animados del deseo de estrechar los vínculos de amistad que unen á las dos Naciones, y queriendo mejorar y ampliar las relaciones comerciales entre sus respectivos Estados, han re-

*) Les ratifications ont été échangées à Madrid le 2 octobre 1885.

uelto concluir con este objeto un tratado especial, y han nombrado al efecto por sus Plenipotenciarios, á saber:

Su Majestad El-Rey de Portugal y de los Algarbes al Sr. Antonio de Serpa Pimentel, Consejero de Estado, Par del Reyno, Ministro que ha sido de la Corona, Gran Cruz de Carlos III de España, y de varios otros órdenes, etc., etc., etc.

Y Su Majestad El-Rey de España al Sr. Don Filipe Mendez de Vigo y Osorio, Gran-Cruz de la Orden de Nuestra Señora de la Concepcion de Villa Viciosa y de otros varios órdenes, Gentil Hombre de Su Majestad y su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario cerca de Su Majestad Fidelísima, etc., etc., etc.

Los cuales, despues de haberse comunicado reciprocamente sus respectivos plenos poderes hallados en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Artículo 1.º Habrá entera libertad de comercio y navegacion entre los súbditos de las dos Altas Partes Contratantes. No estarán sujetos, en razon de su comercio ó industria, en los puertos, ciudades ó lugares cualesquiera, de los Estados respectivos, sea que se establezcan ó que residan temporalmente en ellos, á otros ni mayores tributos, impuestos ó contribuciones de cualquier denominacion que sean que los que paguen los nacionales. Los privilegios, inmunidades ó cualesquiera otros favores de que gozaren en materia de comercio ó industria los súbditos de una de las Altas Partes Contratantes serán comunes á los de la otra.

Art. 2.º Las Altas Partes Contratantes se garantizan reciprocamente el trato de la Nacion mas favorecida en todo lo concerniente á la importacion, á la exportacion, y al tránsito. Cada una se obliga á hacer disfrutar á la otra de todos los favores de todos los privilegios ó rebajas de derechos sobre la importacion ó exportacion que llegue á conceder á una tercera Potencia. Portugal se reserva, sin embargo, el derecho de conceder, únicamente al Brazil, ventajas particulares que no podrán ser reclamadas por España como consecuencia de su derecho á ser tratada como la Nacion mas favorecida.

Las Altas Partes Contratantes se obligan tambien á no establecer, la una respecto de la otra, derecho alguno ó prohibicion de importacion ó de exportacion que no se aplique al mismo tiempo á las demás naciones.

Art. 3.º Cada una de las dos Altas Partes Contratantes se compromete á hacer extensivo á la otra inmediatamente y sin compensacion alguna el favor, privilegios ó reducciones de derechos en las tarifas de importacion y exportacion sobre los artículos mencionados ó no mencionados en el presente tratado, que cualquiera de ellas haya concedido ó conceda á una tercera Potencia.

Se comprometen además á no establecer la una respecto de la otra ningun derecho ó prohibicion de importacion ó de exportacion que al mismo tiempo no sean extensivos á las demás Naciones.

Se garantiza reciprocamente el trato de la Nacion mas favorecida para cada una de las Altas Partes Contratantes para todo lo concerniente

al consumo, deposito, reexportacion, tránsito, trasbordo de mercaderías y al comercio, y la navegacion en general.

Art. 4.º Los objetos de origen ó fabricacion española, enumerados en la tarifa A aneja al presente tratado, é importados directamente por tierra ó por mar, serán admitidos en Portugal con los derechos fijados en la expresada tarifa.

Art. 5.º Los vinos españoles importados directamente en Portugal pagarán los derechos establecidos para los vinos franceses en el tratado de comercio y navegacion entre Francia y Portugal de 19 de diciembre de 1881*), ó los menores que en lo sucesivo pudieran fijarse para otra Nacion. No pagarán tampoco mayores impuestos ó derechos interiores de carácter general que los actualmente establecidos.

Art. 6.º El principio establecido por el artículo 8.º no se aplicará:

1.º A la importacion, á la exportacion ni al tránsito de mercaderías que son ó puedan ser objeto de los monopolios del Estado;

2.º A las mercaderías, hallense ó no mencionadas en el presente tratado, para las cuales una de las Altas Partes Contratantes juzgase necesario establecer prohibiciones ó restricciones temporales de entrada y de tránsito por motivos sanitarios, para evitar la propagacion de epizootias ó la destruccion de cosechas, y tambien por causa y en la prevision de acontecimientos de guerra.

Art. 7.º Las mercaderías de cualquier naturaleza, originarias de una de las dos Altas Partes Contratantes é importadas en el territorio de la otra Parte, no podrán estar sujetas á derechos d'accise, de puertas ó de consumo, cobrados por cuenta del Estado, provincia ó municipio superiores á aquellos que pagan ó pagaren las mercaderías similares de produccion nacional. Sin embargo, los derechos de importacion podrán ser aumentados con las sumas que representaren los gastos ocasionados á los productos nacionales por el sistema d'accise.

Art. 8.º Los naturales ó naturalizados de uno de los dos Países que quieran afianzar en el otro la propiedad de una marca, de un modelo ó de un dibujo, deberán llenar las formalidades prescritas al efecto por la legislacion respectiva de los dos Estados.

Las marcas de fábrica, á las cuales se aplicará este artículo, serán las que en ambos Países estén legitimamente adquiridas por los industriales, ó negociantes que de ellas usen; es decir, que el carácter ó tipo de una marca de fábrica portuguésa para ser tenida como tal, deberá apreciarse con arreglo á la ley de Portugal, lo mismo que el de una marca española deberá juzgarse con arreglo á la ley Española.

Art. 9.º Los objetos sujetos á un derecho de entrada que sirvan de muestras y que se importen en Portugal por comisionistas viajeros españoles, ó en España por comisionistas viajeros portugueses, gozarán en una y otra parte, mediante las formalidades aduaneras necesarias para asegurar la reexportacion de los mismos objetos ó su devolucion al deposito, del privilegio de la devolucion de los derechos que hayan sido depositados á la entrada. Estas formalidades se regularán de comun acuerdo entre las Altas Partes Contratantes.

*) V. N. R. G. 2. série T. IX. 156.

Art. 10.º Los fabricantes y negociantes portugueses, así como sus comisionistas viajeros, debidamente autorizados como tales en Portugal, cuando viajan por España podrá, sin quedar sujetos á impuesto alguno de patente, hacer allí las compras necesarias para su industria y recibir pedidos por medio de muestras ó sin ellas; pero sin conducir ni vender mercancías de puerta en puerta.

Habrá reciprocidad en Portugal para los fabricantes ó negociantes de España y sus comisionistas viajeros.

Las formalidades exigidas para obtener exención de aquel impuesto serán reguladas de comun acuerdo.

Art. 11.º Cada una de las Altas Partes Contratantes podrá exigir que el importador, para acreditar que los productos son de origen ó de fabricación del País respectivo, presente á la aduana de aquel en que se importe una declaracion oficial en que consten aquellas circunstancias, hecha ante las autoridades locales del punto de produccion ó de deposito por el productor ó el fabricante de la mercadería, ó por cualquiera otra persona debidamente autorizada por él. Los consules ó agentes consulares respectivos legalizarán, sin gastos de ningun genero, las firmas de las autoridades locales.

Por lo que respecta al despacho en las aduanas de los objetos que adeudan ad valorem, los importadores y los productos de uno de los dos Países serán tratados en el otro, bajo todos conceptos, como los importadores y los productos de la Nacion mas favorecida.

Art. 12.º El convenio de 27 de abril de 1866 sobre tránsito y el reglamento de 7 de febrero de 1877 para su ejecucion, se declaran confirmados y formando parte de este tratado. Se aplicarán sus disposiciones á todos los caminos de hierro internacionales de los dos Países, obligándose los dos Gobiernos á modificar segun fuere necesario, los reglamentos y á tomar todas las medidas oportunas para facilitar el libre tránsito de las mercaderías, permitiéndose á los viajeros de tránsito que hagan sellar los bultos de sus equipajes á la entrada del País en que transiten, y comprobando á la salida del mismo País que los sellos se hallan intactos.

Art. 13.º Las mercancías de todas clases que vengan de uno de los Estados ó se remitan por él, estarán reciprocamente exentas en el otro Estado de todos los derechos de tránsito.

Queda, sin embargo, en vigor la legislacion especial de cada uno de los dos Países relativa á los artículos cuyo tránsito esté ó pueda llegar á estar prohibido, y las dos Altas Partes Contratantes se reservan el derecho de someter á autorizaciones especiales el tránsito de las armas y municiones de guerra.

Art. 14.º Las mercancías en tránsito no estarán sujetas en ninguno de los dos Países á impuesto alguno general, provincial ni municipal; será permitido el cambio de envases en los depositos respectivos, sea de los frutos ó de las mercancías, cuando estas se destinen para cualquiera otro País que no sea el de su procedencia, reservándose el Gobierno del País de que se haga la expedicion el derecho de marcar los nuevos envases, cuando se transformen los bultos.

Art. 15.º Los buques portugueses y sus cargamentos serán tratados en España, y los buques españoles y sus cargamentos serán tratados en Portugal, en todos conceptos, como los buques nacionales y sus cargamentos, sea qual fuere el punto de partida de los buques ó su destino y el origen del cargamento y su destino.

Todos los privilegios y todas las exenciones concedidas en este punto á una tercera Potencia por una de las Altas Partes Contratantes serán inmediatamente concedidas á la otra sin condiciones.

Art. 16.º Las dos Altas Partes Contratantes se reservan la facultad de imponer en los puertos respectivos sobre los buques de la otra Potencia, así como sobre las mercancías que constituyen la carga de estos buques, arbitrios especiales destinados á cubrir las necesidades de algun servicio local.

Queda entendido que los arbitrios de que se trata deberán aplicarse en todos los casos igualmente á los buques de las dos Altas Partes Contratantes y á sus cargamentos.

Art. 17.º En todo lo concerniente yá la colocacion de los buques, á su carga y descarga en los puertos, ensenadas, radas ó fondeaderos, y generalmente á todas y cualesquiera formalidades y disposiciones á que puedan estar sujetos los buques mercantes, sus tripulaciones y cargamentos, no será concedido á los buques nacionales en los respectivos Estados privilegio ó favor alguno que no se conceda igualmente á los de la otra Potencia, siendo la voluntad de las Altas Partes Contratantes que en este punto los buques portugueses y españoles sean tratados con perfecta igualdad.

Art. 18.º Serán respectivamente reputados buques portugueses ó españoles los que navegando con pabellon de uno de los dos Estados fueren poseidos y estuvieren registrados con arreglo á las leyes del respectivo País y se hallaren provistos de los titulos y patentes expedidos en debida forma por las autoridades competentes.

Las Altas Partes Contratantes convienen en arreglar, por mutuo acuerdo, las condiciones bajo las cuales los certificados de arqueo respectivos se admitirán reciprocamente en uno y otro País.

Art. 19.º Las mercancías de todas clases importadas directamente de Portugal en España bajo bandera portuguesa, y reciprocamente las mercancías de toda especie importadas directamente de España en Portugal bajo bandera española, gozarán de las mismas exenciones, restituciones de derechos, primas ó cualesquiera otros favores, no pagarán otros ni mas altos derechos, de aduanas, de navegacion ó de portazgo percibidos en provecho del Estado, de las municipalidades, de las corporaciones locales, de los particulares, ó de cualquier establecimiento, y no estarán sujetas á ninguna otra formalidad mayor que si la importacion fuera hecha con bandera nacional.

Art. 20.º Las mercancías de todas clases que fueren exportadas de Portugal por buques españoles, ó de España por buques portugueses para cualquier destino que sea, no estarán sujetas á derechos ó formalidades de exportacion diversos de los que les serian aplicables si fuesen exportadas

por buques nacionales, y gozarán bajo una y otra bandera de todas las primas, restituciones de derechos y otros favores que se conceden ó fueren concedidos en cada uno de los dos Países á la navegacion nacional.

Se exceptúan, sin embargo, de las disposiciones precedentes las ventajas y favores especiales de que puedan ser objeto los productos de la pesca nacional en uno y otro País.

Art. 21.º Los buques portugueses que entraren en un puerto de España y reciprocamente los buques españoles que entraren en un puerto de Portugal y que no tengan que dejar mas que una parte de la carga podrán, siempre que se conformen con las leyes y reglamentos del Estado respectivo, conservar á su bordo la parte de carga destinada á otro puerto, sea del mismo País sea de otro, y reexportarla sin tener que pagar por esta última parte de su cargamento derecho alguno de aduana, excepto los de vigilancia, los cuales, sin embargo, no podrán naturalmente ser cobrados sino con arreglo á la tarifa fijada para la navegacion nacional.

Art. 22.º Los buques que hagan el servicio de buquescorreos, y pertenezcan á compañías subvencionadas por uno de los dos Estados, no podrán ser obligados en los puertos del otro Estado á cambio alguno de su destino y direccion, ni estar sujetos á secuestro por sentencia judicial, ni á embargo ó requisicion por autoridad local.

Esto, no obstante, en lo concerniente á la aplicacion del presente artículo, las Altas Partes Contratantes convienen en tomar, de comun acuerdo, las disposiciones necesarias, á fin de conseguir para la administracion la garantia de las compañías subvencionadas, respecto de las responsabilidades en que incurran, tanto los capitanes de sus buques, como las compañías ellas mismas.

Art. 23.º Las disposiciones de este Tratado no son aplicables ni al cabotaje ni al ejercicio de la pesca. Cada una de las dos Altas Partes Contratantes se reserva para los individuos de su nacionalidad exclusivamente el ejercicio de la pesca en sus aguas territoriales.

Un convenio especial entre los dos Gobiernos reglamentará la ejecucion de esta disposicion.

Art. 24.º Las dos Altas Partes Contratantes acuerdan unificar en ambos Países los derechos de importacion del pescado fresco, salado, ahumado ó escabechado. Se exceptúa, sin embargo, el bacalao y pezpalo cuyos derechos podrán ser diferentes en cada uno de los dos Países.

Estos derechos serán para la importacion en España, por cada 100 kilogramos, de 1,50 pesetas para el pescado fresco, ó con la sal indispensable para su conservacion; de 2 pesetas para la sardina salpresada; de 5 pesetas para los demás pescados salados, ahumados ó escabechados; y de 1 peseta para el marisco.

Art. 25.º Las disposiciones del presente Tratado son aplicables, sin excepcion alguna, á las islas adyacentes de ambos Estados, á saber: por parte de Portugal á las islas de Madera, Puerto Santo y archipiélago de Azores y por parte de España á las Baleares, Canarias y posesiones de la cuesta de Marruecos.

Art. 26.º El presente tratado será puesto en execucion inmediata-

mente despues del cange de las ratificaciones y estará en vigor hasta el 30 de junio de 1887.

En fé de lo cual los respectivos Plenipotenciarios lo han firmado poniendo en él el sello de sus armas.

Hecho en Lisboa, por duplicado, el 12 de diciembre de 1883.

Antonio de Serpa Pimentel.

Filipe Mendes de Vigo.

Tarifa A.

	Unidade.	Derechos — Réis.
Minerales en bruto y no clasificados . . .	Kilóg.	Libre
Pescado fresco ó con la sal indispensable para su conservacion	„	2,7
Sardina prensada y salada	„	3,6
Los demás pescados, salpresados, ahumados ó escabechados	„	9
Mariscos	„	1,8
Frutas frescas y secas	„	3,6
Aceite de olivas	Decal.	500
Ganado vacuno, lanar y cabrio	Cabeza	Libre
Ganado de cerda	„	90
Corcho en bruto y en planchas	Kilóg.	Libre
Corcho en tapones	„	9
Lana en rama, sucia ó lavada	„	Libre

Antonio de Serpa Pimentel.

Filipe Mendes de Vigo.

15.

PORTUGAL, REPUBLIQUE DE L'AFRIQUE DU SUD.

Convention supplémentaire au traité d'amitié et de commerce du 11 décembre 1875; signée à Lisbonne le 17 mai 1884 *).

Edition officielle. Lisbonne 1886.

Sua Magestade El-Rei de Portugal e dos Algarves e Sua Excellencia o Presidente da Republica da Africa	Zyne Excellentie de Staats presi- dent van de Zuid Afrikaansche Re- publiek en Zyne Majesteit de Koning
---	---

*) Les ratifications ont été échangées à Lisbonne le 4 février 1886.

Meridional, tendo concordado na conveniencia de introduzir no tratado de amizade e commercio de 11 de dezembro de 1875 *) e no protocollo de igual data algumas modificações tendentes a melhorar as relações entre os dois paizes, e, em especial, a facilitar a construcção e exploração do caminho de ferro que deve ligar a provincia de Moçambique a Pretoria, resolveram celebrar uma convenção supplementar ao mesmo tratado e nomearam para este fim por seus Plenipotenciarios, a saber:

Sua Magestade El-Rei de Portugal e dos Algarves ao sr. Eduardo Montufar Barreiros, director dos consules e dos negocios commerciaes no ministerio dos negocios estrangeiros; Sua Excellencia o Presidente da Republica da Africa Meridional ao sr. le Jonkheer Gerard Jacob Theodoor Beelaerts van Blokland, doutor em direito, cavalleiro da ordem do Leão Neerlandez;

Os quaes, depois de se haverem reconhecido reciprocamente auctorizados a celebrar este acto, convieram nos artigos seguintes:

Artigo 1.º As disposições dos artigos 7.º, 8.º, 9.º e 10.º do tratado de 11 de dezembro de 1875 vigorarão por todo o tempo da concessão que tiver sido feita pelo governo da Republica da Africa Meridional para a construcção e exploração do caminho de ferro da fronteira portugueza a Pretoria.

Fica, todavia, entendido que, se essa concessão houver sido feita por um periodo superior a noventa e nove annos, ficará o praso para as

van Portugal en Algarve, overeengekomen zynde over de doelmatigheid, om in het Tractaat van vriendschap en handel, van 11 december 1875 *) en in het Protocol van dezelfde dagteekening, eenige wyzigingen te brengen, strekkende om de betrekkingen tusschen de beide landen te verbeteren en in het byzonder, om gemakkelyk te maken, den bouw en de exploitatie van der spoorweg, die de provincie Mozambique moet verbinden met Pretoria, hebben besloten om eene overeenkomst te maken, tot aanvulling van dat tractaat en hebben te dien einde benoemd tot hunne gevolmachtigden, Zyne Majesteit de Koning van Portugal en Algarve, den Heer Eduardo Montufar Barreiros directeur van consulaten en handelszaken aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken en Zyne Excellentie de Staats president van de Zuid Afrikaansche Republiek: den Heer Jonkheer Meester Gerard Jacob Theodoor Beelaerts van Blokland, Ridder der Orde van den Nederlandschen Leeuw, enz die, na elkander wederkeurig te hebben erkend als gevolmachtigd tot het sluiten van deze overeenkomst, zyn overeengekomen omtrent de volgende bepalingen.

Artikel 1. De bepalingen van de artikelen 7.º, 8.º, 9.º en 10.º, van het Tractaat van 11 december 1875, zullen van kracht blyven voor den geheelen tyd van de concessie, die verleend zal worden door de Regeering der Zuid Afrikaansche Republiek, voor den bouw en de exploitatie van den spoorweg van de Portugeesche grens naar Pretoria.

Het blyft echter verstaan, dat indien deze concessie zal verleend worden, voor een tydsverloop langer dan negen en negentig jaren, het

*) V. N. B. G. 2. série. IX. 730.

mesmas disposições vigorarem limitado aos noventa e nove annos, a contar do 1.º de fevereiro de 1883.

Art. 2.º Quanto á elevação dos direitos de importação de 3 por cento a 6 por cento, mencionada no artigo 8.º do do mesmo tratado, fica entendido que, se o governo portuguez não conceder subsidio para o caminho de ferro de Lourenço Marques á fronteira da Republica, outros melhoramentos que aproveitem ao commercio dos dois paizes não serão tidos em conta para esta elevação de direitos, senão quando esses melhoramentos tenham sido realisados segundo um plano geral e completo que houver sido communicado ao governo da Republica, o qual poderá apresentar as suas observações ao governo portuguez, dentro do praso de seis mezos.

Art. 3.º Fica substituido o artigo 11.º do mesmo tratado pelas disposições dos artigos 42.º 43.º, 44.º, 45.º, 46.º, 47.º e 48.º da pauta das alfandegas de Moçambique, premulgada por decreto de 30 de julho de 1877.

Art. 4.º Fica entendido que todas as facilidades, vantagens e favores concedidos a um terceiro paiz quanto ao transito ficam comprehendidos no tratamento da nação mais favorecida estipulado no artigo 14.º do dito tratado.

Art. 5.º O governo da Republica da Africa Meridional declara que concede todas as facilidades ao governo portuguez, em conformidade com as leis da Republica, para a construcção de um caminho de ferro, que, de um ponto a determinar do caminho de ferro de Lourenço Marques a

tydsverloop gedurende hetwelk deze zelfde bepalingen van kracht blyven, beperkt zal worden tot 99 jaren te rekenen van den 1^{en} Februari 1883.

Art. 2. Met betrekking tot de verhooging van de rechten van invoer van 3 % tot 6 % vermeld in artikel 8 van hetzelfde tractaat, is er verstaan, dat indien de Regeering geen subsidie verleent aan den spoorweg van Lourenço Marques naar de grens van de Republiek, andere verbeteringen ten gunste van den handel der beide landen niet in rekening zullen worden gebracht voor deze verhooging van rechten, dan nadat deze verbeteringen zullen zyn gedaan, volgens een algemeen en volledig plan, dat medegedeeld is aan de Regeering van de Republiek, die hare opmerkingen kan te kennen geven aan de Portugeesche Regeering binnen zes maanden.

Art. 3. Artikel 11 van hetzelfde tractaat wordt vervangend door de bepalingen van de artikelen 42, 43, 44, 45, 46, 47 en 48 van het Tarief der Douanen van de provincie Mozambique, vastgesteld by Besluit van 30 juli 1877.

Art. 4. Er is verstaan, dat alle gemakken voordeelen en gunsten, toegestaan aan een derde land met betrekking tot den doorvoer, zullen begrepen zyn in de behandeling als de meest bevoorrechte natie, bepaald in artikel 14 van genoemd tractaat.

Art. 5. De Regeering van de Zuid Afrikaansche Republiek verklaart, dat zy alle gemakken toestaat aan de Portugeesche Regeering, overeenkomstig de wetten van de Republiek, voor den bouw van een spoorweg, die, van een te bepalen punt van den spoorweg van Lourenço Marques

Pretoria, se dirija ao territorio portuguez ao norte de Limpopo.

Art. 6.º A importação livre de direitos de todo o material fixo e circulante destinado á construcção e exploração do prolongamento da linha ferrea no territorio da Republica da Africa meridional, a que se refere o protocollo de 11 de dezembro de 1875, annexo ao tratado da mesma data, será permittida por um praso de tempo igual ao fixado no artigo 1.º d'esta convenção para os artigos 7.º a 10.º do tratado, e comprehenderá o material fixo e circulante, machinas e ferramentas de qualquer genero destinadas á construcção e exploração do caminho de ferro da fronteira a Pretoria e seus ramaes.

Art. 7.º Sua Magestade El-Rei de Portugal obriga se a fazer concessão igual á mencionada no artigo antecedente para todo o material fixo e circulante, para a construcção e exploração de quaesquer tramways concedidos pelo governo da Republica da Africa Meridional como auxiliares da construcção e exploração do caminho de ferro de Lourenço Marques a Pretoria.

Art. 8.º Esta convenção tornar-se-ha definitiva depois de se haver dado, por parte da Republica da Africa Meridional para com a Gran-Bretanha, cumprimento ao disposto no artigo 4.º do tratado de 27 de fevereiro de 1884*) entre os dois paizes, e terá execução um mez depois de cumpridas as formalidades legais a que estão sujeitas as convenções d'esta natureza nos respectivos paizes.

naar Pretoria, loopt naar het Portugeesche gebied ten Noorden van de Limpopo

Art. 6. De invoer, vry van rechten voor al het vast en rollend materieel, bestemd voor het bouwen en exploiteeren van de verlenging van den spoorweg in het gebied der Zuid Afrikaansche Republiek bedoeld by het protocol van 11 december 1875, gevoegd by het tractaat van dezelfde dagtekening, zal vergund zyn voor een tydsverloop gelyk aan dat, bepaald in artikel 1 van deze overeenkomst voor de artikelen 7 tot 10 van het tractaat, en zal insluiten het vast en rollend materieel, de machines en werktuigen van alle soort, bestemd voor den bouw en de exploitatie van den spoorweg van de grens naar Pretoria en van zyne vertakkingen.

Art. 7. Zyne Majesteit den Koning van Portugal verbindt zich, om eene gelyke concessie te doen als die, vermeld in het vorig artikel, voor al het vast en rollend materieel voor den bouw en de exploitatie van alle tramwegen, toegestaan door de Regeering van de Zuid Afrikaansche Republiek, als dienstig voor den bouw en de exploitatie van den spoorweg van Lourenço Marques naar Pretoria.

Art. 8. Dere overeenkomst, zal definitief worden, van het oogenblik dat van de zyde der Zuid Afrikaansche Republiek jegens Groot Britannië vervuld is, de bepaling van artikel 4 van het tractaat den 27 februari 1884*) tusschen de beide landen gesloten, en zy zal in werking treden ééne maand nadat de wettelyke formaliteiten vervuld zyn, waaraan overeenkomsten van dezen aard in de wederzydsche landen onderworpen zyn.

Tot bevestiging waarvan de ge-

Em fé do que os Plenipotenciarios

*) V. N. R. G. 2. série. X. 180.

a assignaram e lhe pozeram o sello das suas armas.

Feita em Lisboa em duplicado, aos 17 de maio de 1884.

Eduardo Montufar Barreiros.

G. J. Th. Beelaerts van Blokland.

volmachtigden dere hebben geteekend en er hunne zegels ob hebben afgedrukt.

Gedaan in dubbel, te Lissabon, den 17 mei 1884.

Eduardo Montufar Barreiros.

G. J. Th. Beelaerts van Blokland.

16.

PORTUGAL, SUÈDE ET NORVÈGE.

Traité de commerce et de navigation suivi d'un protocole; signés à Lisbonne le 10 avril 1885*).

Edition officielle. Lisbonne 1885.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège également animés du désir d'améliorer et d'étendre les relations du commerce et de navigation entre leurs états respectifs, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves;

Monsieur José Vicente Barbosa du Bocage, pair du royaume, ancien professeur de l'école polytechnique de Lisbonne, grand cordon de l'ordre de Saint-Jacques, du mérite scientifique, littéraire et artistique, ministre des affaires étrangères, etc., etc., etc.;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège;

Monsieur le comte Othon Steenbock, son chambellan, commandeur de première classe de l'ordre de Wasa, chevalier de l'Étoile Polaire et de Saint-Olof, commandeur de l'ordre du Christ, son ministre président près Sa Majesté Très-Fidèle, etc., etc., etc.:

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1^{er}. Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les royaumes-unis de Suède et de Norvège et le Portugal.

Les gouvernements respectifs s'obligent à n'accorder aux sujets d'aucune autre puissance, en matière de commerce et de navigation, aucun privilège, aucune faveur ou immunité, sans les étendre en même temps au commerce et à la navigation de l'autre pays.

Les sujets de chacune des hautes parties contractantes auront aussi le droit d'exercer librement leur religion dans le territoire de l'autre partie, selon les lois des pays respectifs.

*) L'échange des ratifications a eu lieu le 10 juillet 1885.

Art. 2. Les ressortissants des hautes parties contractantes pourront disposer à leur volonté, par donation, vente, échange, testament ou de toute autre manière, de tous les biens qu'ils posséderaient dans les territoires respectifs et retirer intégralement leurs capitaux du pays. De même, les ressortissants de l'un des états respectifs, habiles à hériter des biens situés dans l'autre, pourront prendre possession des biens qui leur seraient dévolus même ab intestat, en observant les formalités prescrites par la loi, et les dits héritiers ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés dans des cas semblables aux nationaux eux-mêmes.

Art. 3. Les produits du sol et de l'industrie des royaumes-unis, de quelque part qu'ils viennent, seront admis en Portugal et dans ses colonies sur le même pied et sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée.

Il est fait réserve au profit du Portugal du droit de concéder au Brésil seulement des avantages particuliers, qui ne pourront pas être réclamés par les royaumes-unis comme une conséquence de leur droit au traitement de la nation la plus favorisée. Il est entendu que, si le Portugal accordait à d'autres états le partage des faveurs qu'il aurait accordées au Brésil, les royaumes-unis seraient admis à jouir des mêmes faveurs.

Réciproquement, les produits du sol et de l'industrie du royaume de Portugal et de ses colonies, de quelque part qu'ils viennent, seront admis dans les royaumes-unis sur le même pied et sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée.

Art. 4. Les marchandises non originaires de Suède ou de Norvège importées des royaumes-unis en Portugal, soit par terre, soit par mer, ne pourront pas être grevées de surtaxes supérieures à celles dont seront passibles les marchandises de même nature importées en Portugal de tout autre pays européen autrement qu'en droiture par navire portugais.

Réciproquement les marchandises non originaires du Portugal importées de ce pays en Suède ou en Norvège ne pourront pas être grevées de surtaxes supérieures à celles dont seront passibles les marchandises de même nature importées en Suède ou en Norvège de toute autre pays européen, autrement qu'en droiture par navires suédois ou norvégiens.

Chacune des autres parties contractantes se réserve la faculté d'établir sur les marchandises non originaires de l'autre des surtaxes égales à celles qui seront appliquées dans les pays respectifs aux importations faites autrement qu'en droiture.

Art. 5. Les marchandises de toute nature originaires de l'un des pays contractantes et importées dans l'autre ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grevent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentées des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux produits nationaux par le système de l'accise.

Art. 6. Les drawbacks établis à l'exportation des produits suédois et norvégiens ne pourront être que la reproduction exacte des droits d'accise ou de consommation intérieure grevant les dits produits ou les matières dont ils sont fabriqués.

De même, les drawbacks établis à l'exportation des produits portugais ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise ou de consommation intérieure grevant lesdites produits ou les matières dont ils sont fabriqués.

Les autres hautes parties contractantes pourront, outre les droits de douane, frapper les marchandises étrangères d'une taxe supplémentaire égale aux droits d'accise ou de consommation intérieure qui grèvent ou qui grèveront les articles similaires indigènes ou les matières avec lesquelles ils auront été fabriqués.

Il est convenu entre les états contractants que, dans le cas de suppression ou de diminution des droits d'accise ou de consommation dont il est question dans cet article, les taxes supplémentaires imposées aux produits d'origine ou de manufacture portugaise, suédoise ou norvégienne seront supprimées ou réduites de sommes égales à celles dont seraient diminués ces droits d'accise ou de consommation.

Toutefois, en cas de suppression, s'il est établi une surveillance, un contrôle ou un exercice administratif sur les produits fabriqués, les charges directes ou indirectes dont les fabricants nationaux seront grevés, seront compensées par une surtaxe équivalente sur les produits de l'autre pays.

Art. 7. Chacune des autres parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits, à l'importation et à l'exportation, qu'une d'elles a accordés ou pourrait accorder à une tierce puissance.

Les autres parties contractantes s'engagent en outre à n'établir, l'une envers l'autre, aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

Le traitement de la nation la plus favorisée est également réciproquement garantie à chacune des autres parties contractantes pour tout ce qui concerne la consommation, l'entreposage, la réexportation, la transit, le transbordement des marchandises et le commerce en général.

Les stipulations de cet article ne pourront être invoquées en ce qui concerne les concessions spéciales accordées ou qui le seront à l'avenir à des états limitrophes, en vue de faciliter le commerce des frontières.

Tant que les vins ne contenant pas une quantité d'alcool supérieure à 20 pour cent seront frappés à l'entrée en Suède et en Norvège de droits uniques; sans égard au degré alcoolique les vins d'origine portugaise ne contenant pas une quantité d'alcool supérieure à 21 pour cent, ne pourront à l'entrée en Suède et Norvège être assujettis à des droits plus élevés que les vins ne dépassant pas 20 pour cent d'alcool.

La Suède et la Norvège s'engagent à maintenir des droits uniques sans égard au degré alcoolique sur les vins d'origine portugaise dépassant 21 pour cent mais ne dépassant pas 25 pour cent d'alcool.

Art. 8. Les suédois et les norvégiens en Portugal et réciproquement les portugais en Suède et Norvège jouiront de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou modèle industriel ou de fabrique ne peut avoir, au profit des sujets des royaumes-unis en Portugal et, réciproquement, au profit des portugais en Suède et en Norvège, une durée plus longue que celle fixée par la loi du pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique appartient au domaine public dans le pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Les dispositions des deux paragraphes qui précèdent sont applicables aux marques de fabrique ou de commerce.

Les droits des sujets des royaumes-unis en Portugal et, réciproquement, les droits des portugais en Suède et en Norvège ne sont pas subordonnés à obligation d'y exploiter les modèles ou dessins industriels ou de fabrique.

Art. 9. Les nationaux de l'un des pays contractants qui voudront s'assurer dans l'autre la propriété d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, devront remplir les formalités prescrites, à cet effet, par la législation respective des États contractants.

Les marques de fabrique auxquelles s'appliquent le présent article et l'article précédent sont celles qui, dans les pays respectifs, sont légitimement acquises aux industriels ou négociants qui en usent, c'est-à-dire que le caractère d'une marque de fabrique suédoise ou norvégienne doit être jugé d'après la loi de Suède ou de Norvège, de même que celui d'une marque de fabrique portugaise doit être apprécié d'après la loi portugaise.

Toutefois, le dépôt pourra être refusé si la marque pour laquelle il est demandé est considérée par la autorité compétente comme contraire à la morale ou à l'ordre public.

Art. 10. Les commis-voyageurs portugais voyageant dans les royaumes-unis pour le compte d'une maison portugaise pourront y faire des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises.

Il seront traités, quant à la patente, comme voyageurs de la nation la plus favorisée.

Il y aura réciprocité en Portugal pour les commis voyageurs des royaumes-unis.

Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés par ces commis-voyageurs jouiront, de part et d'autre, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt, d'une restitution des droits qui devront être déposés à l'entrée.

Art. 11. Le traitement réservé au pavillon national pour tout ce qui concerne les navires et leurs cargaisons, sera réciproquement garanti en tous points et en toute circonstance aux navires des hautes parties

contractantes dans les royaumes-unis comme dans le royaume de Portugal et ses colonies.

Il est fait exception à la disposition qui précède pour le cabotage, dont le régime demeure soumis aux lois respectives des pays contractants.

Il est d'ailleurs convenu que les navires des nations respectives naviguant au cabotage seront traités, de part et d'autre, sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées.

Art. 12. Les navires suédois et norvégiens, chargés ou non, ainsi que leurs cargaisons en Portugal et les navires portugais chargés ou non, ainsi que leurs cargaisons en Suède et Norvège, à leur arrivée d'un port quelconque et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison, jouiront sous tous les rapports, à l'entrée, pendant leur séjour et à la sortie, du même traitement que les navires nationaux et leurs cargaisons.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou leur déchargement dans les ports, rades, havres ou bassins et généralement pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux dans l'un des états contractants aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre puissance, la volonté des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments portugais et les bâtiments suédois et norvégiens soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Les hautes parties contractantes se réservent la faculté de prélever, dans leurs ports respectifs, sur les navires de l'autre puissance, ainsi que sur les marchandises composant la cargaison de ces navires, des taxes spéciales affectées au besoin d'un service local.

Il est entendu que les taxes dont il s'agit devront, dans tous les cas, être appliquées également aux navires des hautes parties contractantes ou à leurs cargaisons.

Art. 13. Les navires suédois et norvégiens entrant dans un port de Portugal et réciproquement les navires portugais entrant dans un port de l'un ou de l'autre des royaumes-unis, et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et règlements des états respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf celui de surveillance, lequel, d'ailleurs, ne pourra être perçu qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. 14. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs :

1^{er}. Les navires qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en sortiront sur lest;

2^{ème}. Les navires qui, passant d'un port de l'un des états respectifs dans un ou plusieurs ports du même état, soit pour y déposer tout ou partie de leurs cargaisons, soit pour y composer ou pour y compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits;

3^{ème}. Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opération de commerce: le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 15. La nationalité des bâtiments sera reconnue et admise de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque état, au moyen des patentes et papiers de bord délivrés par les autorités compétentes aux capitaines et patrons.

Art. 16. En cas de naufrage dans un endroit appartenant à l'une ou à l'autre des hautes parties contractantes, toutes les opérations relatives au sauvetage des bâtiments naufragés, échoués ou abandonnés, seront dirigées par les consuls dans les états respectifs. Ces bâtiments, leurs parties ou leurs débris, leurs agrès et tous les objets qui leur appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui auront été sauvés, ou leur produit, s'ils ont été vendus, comme aussi tous les papiers qui auront été trouvés à bord, seront consignés aux propriétaires ou à leurs agents ou au consul ou vice-consul respectif dans le district où le naufrage aura eu lieu. Les autorités locales respectives interviendront pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des personnes employées au sauvetage, si elles sont étrangères aux équipages des bâtiments susdits, et assurer l'exécution des dispositions qui devront être prises pour l'entrée et pour la sortie des marchandises sauvées.

Elles devront de même, en l'absence ou jusqu'à l'arrivée des agents consulaires, prendre toutes les mesures pour la protection des individus et la conservation des objets sauvés.

L'intervention des autorités locales dans les différents cas susnommés ne donnera lieu à la perception de frais d'autre espèce, hors ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage, et la conservation des objets sauvés ainsi que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

Les marchandises sauvées ne seront soumises à aucun droit ou frais de douane, jusqu'au moment de leur admission pour la consommation intérieure.

Dans le cas d'une réclamation légale quelconque par rapport au naufrage, aux marchandises, et aux effets naufragés, le tribunal compétent du pays où le naufrage a eu lieu sera appelé à en décider.

Art. 17. Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents commerciaux de chacune des hautes parties contractantes jouiront dans les états et possessions de l'autre des mêmes privilèges et pouvoirs dont jouissent ceux des nations les plus favorisées, pourvu que les mêmes privilèges et pouvoirs soient réciproques.

Dans les cas où lesdits consuls ou agents voudraient faire le com-

merce ou exercer une industrie, il seront soumis aux mêmes lois et usages auxquels seront soumis les particuliers de leur nation à l'endroit où ils résident.

Art. 18. Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents commerciaux de chacune des hautes parties contractantes recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, l'arrestation et la remise des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leur pays respectif et qui auraient déserté dans un port situé sur le territoire de l'une des hautes parties contractantes.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment, rôles d'équipage ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie desdites pièces dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra être refusée.

Les dits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des consuls, vice-consuls et agents consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans le pays desdits agents sur un navire de la même ou de toute autre nation.

Si, pourtant, cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois, à compter du jour de leur arrestation, ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seront remis en liberté, sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis, en outre, quelque délit à terre son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur le dernier délit, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a eu lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 19. Les dispositions du présent traité, applicables au Portugal, le sont également, sans aucune exception, aux îles portugaises dites adjacentes, savoir : aux îles de Madère et le Porto Santo et à l'archipel des Açores.

Art. 20. Le présent traité restera en vigueur pendant dix années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où une des hautes parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de la dite période son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des deux hautes parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 21. Après avoir été approuvé par les représentations nationales

respectives, le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Lisbonne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Lisbonne, en double original, le 10 avril 1885.

José Vicente Barbosa du Bocage.

Otto Steenbock.

Protocole.

Les soussignés s'étant réunis aujourd'hui pour procéder à la signature du traité de commerce et de navigation entre le royaume de Portugal d'un côté et les royaumes Unis de Suède et de Norvège de l'autre et dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs sont convenus de ce qui suit:

Le gouvernement de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves s'engage à ne pas augmenter les droits d'importation sur la morue actuellement existants tant que dure le susdit traité.

Il est entendu que par le traitement de la nation la plus favorisée toute réduction de droits ou de faveurs dont jouiront les vins des autres pays en Suède et en Norvège seront applicables aux vins du Portugal et que toute aggravation de droits ou restriction de faveurs imposés aux vins portugais en Suède et en Norvège deviendront extensibles aux vins des autres pays.

Fait à Lisbonne, en double original, le 10 avril 1885.

José Vicente Barbosa du Bocage.

Otto Steenbock.

17.

PORTUGAL, ESPAGNE.

Arrangement concernant la réglementation de la pêche sur les côtes respectives des Etats contractants; signé à Madrid le 2 octobre 1885.

Diario do governo du 12 octobre 1885.

Su Majestad El-Rey de Portugal y de los Algarbes y Su Majestad el-Rey de España, animados del deseo de estrechar y consolidar las relaciones de buena amistad y vecindad entre los dos pueblos peninsulares y reconociendo que era difícil, sinó imposible, evitar los conflictos a que daba origen la pesca en comun en las costas marítimas de los respectivos Estados, han resuelto confirmar en armonia con el dispuesto en el artículo 23.º del tratado de comercio, celebrado en 12 de diciembre de 1883 entre los dos Países, el principio del derecho exclusivo de pesca para los nacionales

en las aguas territoriales de cada Estado, de que habia hecho excepcion el convenio provisional de 14 de julio de 1878, ajustando entre los dos las reglas precisas para el ejercicio de ese derecho y han nombrado para ese fin por sus Plenipotenciarios:

Su Majestad El Rey de Portugal y de los Algarbes al señor Augusto de Sequeira Thedim, encargado de negocios de Portugal

Y Su Majestad El Rey de España, al excmo señor Don José Elduayen, Marqués del Pazo de la Merced, Su Ministro de Estado, Gran-Cruz de la real orden de Carlos III y de la Concepcion de Villa Viciosa.

Los cuales, despues de haberse comunicado reciprocamente sus plenos poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, han convenido en las disposiciones de los artículos siguientes:

Sección I.

Disposiciones aplicables á las aguas jurisdiccionales de cada País.

Artículo 1.º Queda suprimida en las costas marítimas de Portugal y España la reciprocidad de pesca estipulada en el convenio de 14 de julio de 1878.

Art. 2.º Los limites dentro de los cuales el derecho general de pesca queda reservado exclusivamente á los pescadores sujetos á las jurisdicciones respectivas de las dos Naciones, se fijan en 6 millas contadas por fuera de la linea de bajamar, de las mayores mareas.

Para las bahias cuya abertura no exceda de 10 millas, las 6 millas se contarán á partir de una linea recta tirada de una punta á la otra.

Las millas mencionadas son millas geográficas de 60 al grado de latitud.

Art. 3.º Cada uno de los Estados tendrá el derecho de reglamentar el ejercicio de la pesca en sus respectivas costas marítimas hasta una distancia de 6 millas de las mismas, limite dentro del cual solamente será permitido á los pescadores nacionales ejercer esta industria.

Los dos Estados convienen en que queda prohibido el uso de parejas, muletas, ú otros aparejos de efecto nocivo, hasta la distancia de 12 millas, teniendo cada uno la facultad de hacer detener los infractores hasta que se levante la respectiva acta, debiendo sin embargo mandar entregarlos en el plazo de ocho dias á la competente autoridad del reino vecino á fin de que les sean applicadas las penas establecidas en las leyes y reglamentos de su País.

Art. 4.º Para el efecto de este convenio la separacion de las aguas territoriales en las zonas marítimas adyacentes de los dos Países será demarcada por lineas tiradas desde la estremidad del eje de las barras de rio Miño y Guadiana prolongadas hacia el mar y coincidiendo en el primer caso con el paralelo y en segundo con el meridiano de esos puntos. Esta demarcacion será hecha por comisarios especiales nombrados por una y otra parte.

Las aguas jurisdiccionales de cada uno de los dos Países en los rios limítrofes serán demarcadas por lineas divisorias á partir de la de mayor

fondo en el Guadiana y Miño, en conformidad con el artículo 1.º del tratado de límites de 29 de setiembre de 1864.

Comisarios especiales nombrados por una y otra parte fijarán esta línea cada año en el primer día de julio y la harán marcar en la carta, cuya demarcación servirá para el intervalo de un año; esto es, hasta 1.º de julio del año siguiente.

Art. 5.º La pesca en los ríos limítrofes Miño y Guadiana será, como hasta aquí, ejercida en común por portugueses y españoles, en conformidad de las disposiciones reglamentarias dictadas de acuerdo, en lo que respecta al río Miño, por el capitán del puerto de Caminha y el ayudante de marina de la Guardia, y en lo que se refiere al río Guadiana por el capitán del puerto de Villa Real de San Antonio y el ayudante de marina de Ayamonte, sancionadas por los respectivos gobiernos, fundándose dicha reglamentación en lo que establece el tratado de límites vigente con las reformas que en él se introduzcan como resultado de los trabajos de la comisión mixta de ambos Países, encargada de la revisión y rectificación de las orillas de las islas del Miño.

Mientras no sea puesto en ejecución el reglamento para el río Miño, la pesca en este río será ejercida en las condiciones del reglamento hoy en vigor.

Art. 6.º Las embarcaciones de pesca de uno de los dos Países no deberán acercarse á ningún punto de la costa del otro á menos distancia de las 6 millas especificadas en el artículo 2.º, excepto en las siguientes circunstancias, que serán consideradas como de fuerza mayor:

1.º Cuando á causa de mal tiempo ó por averías manifiestas se hallen obligadas á buscar abrigo en los puertos del otro País, fuera de los límites de pesca del suyo;

2.º Cuando sean llevadas dentro de los límites establecidos para la pesca del otro País, por vientos contrarios, por fuertes corrientes ó por otra causa independiente de la voluntad del patrón del barco;

3.º Cuando estén obligadas á bordear á causa del viento contrario para llegar al sitio á donde van á pescar y cuando á consecuencia de la misma causa del viento ó de la marea contrarios, no pudieren, sin invadir esa zona, continuar su camino para dirigirse al sitio de la pesca ó regresar al puerto;

Se exceptúan las parejas, muletas y otras embarcaciones que usen en la pesca aparejos nocivos, los cuales no podrán bordear dentro de la zona reservada á cada País;

4.º Cuando haya absoluta necesidad de ganar el puerto más próximo del otro País para abastecerse.

Tampoco será considerada infracción a este artículo la presencia en las aguas jurisdiccionales de uno de los Países de aparejos flotantes ó redes de rastreo pertenecientes á pescadores del otro, cuando hayan sido impelidos por las corrientes ó por los vientos, debiendo sin embargo sus dueños retirarlos en el mas breve plazo posible.

Art. 7.º Siempre que en razón de alguna de las circunstancias excepcionales indicadas en el artículo precedente, las embarcaciones de pesca

de una ú otra Nacion se encuentren en el caso de navegar dentro de los limites definidos en los artículos 2.^o y 4.^o deberán tener las velas largas cuando las circunstancias lo permitan y arbolar una señal convencional.

Esta señal consistirá en una corneta roja con punta amarilla para las embarcaciones españolas, y blanca con punta azul para las portuguesas. La dimension de esta corneta será de 0^m,50 de longitud por 0^m,15 de altura.

Cuando por causa de mal tiempo, de avería manifesta ó de abastecimiento, se hallen obligadas las embarcaciones á buscar abrigo en los puertos, darán aviso inmediatamente á la autoridad maritima de ellos, la cual apreciará la oportunidad de la detencion.

Cuando las causas de la detencion hayan sido reconocidas como válidas por dicha autoridad, las embarcaciones de pesca disfrutarán de todas las facilidades concedidas á las de la Nacion en que se encuentren, sea para su abastecimiento, para la venta de su pescado, pagando los derechos de aduana, ó para las medidas sanitarias.

Los empleados de aduanas tendrán la facultad de efectuar á bordo de las embarcaciones en estas circunstancias las visitas que prescriban sus reglamentos aduaneros, antes que sea desembarcado ningun objeto.

Mientras que estas embarcaciones se hallen dentro de los limites precitados, no ejercerán la pesca bajo ningun pretexto, y deberan salir de dichos limites tan pronto como lo permitan las circunstancias excepcionales que hayan motivado su entrada.

Art. 8.^o Los comandantes de las embarcaciones guardacostas de ambas Naciones, como así mismo todos los agentes ú otros encargados de la policia de la pesca apreciarán las causas de las infracciones de los reglamentos establecidos, que, dentro de los limites respectivos de pesca cometan las embarcaciones pescadoras de los dos Países, y cuando no hallen estas infracciones justificadas, podrán detener ó hacer detener las embarcaciones delincuentes y las conducirán ó harán conducir á un puerto de la Nacion de los infractores, pera ser juzgados por los tribunales á quienes compete conocer en el asunto.

Seccion II.

Disposiciones aplicables en el mar que baña las costas de ambos Países, fuera de la zona de 6 millas.

Art. 9.^o Todas las embarcaciones de pesca, así españolas como portuguesas, estarán señaladas y numeradas. En España las embarcaciones de pesca pertenecientes á una misma comandancia y en Portugal las que correspondan á una misma capitania deberán tener una misma série de numeros precedidos de las letras iniciales de las comandancias ó capitancias respectivas.

Art. 10.^o Las letras y los numeros de que trata el artículo antecedente se colocarán en cada amura á 8 ó 10 centímetros debajo de la borda, pintados de blanco al oleo sobre fondo negro de una manera visible.

Las dimensiones de estas letras y números serán, para las embarca-

ciones de más de 15 toneladas de 45 centímetros de altura y 6 centímetros de trazo, y para las embarcaciones de menos de 15 toneladas serán de 25 centímetros de altura por 4 centímetros de trazo. Las mismas letras y números se colocarán igualmente en cada lado de la vela mayor de la embarcacion, pintados al óleo, de negro sobre las velas blancas y de blanco sobre las velas curtidas ó negras. Estas letras y números tendrán una tercera parte más de tamaño que los colocados en la amura de la embarcacion.

Art. 11.^o Se colocarán sobre las boyas y flotadores principales de los instrumentos de pesca pertenecientes á cada embarcacion la letra y número correspondientes á la misma, y lo mismo se practicará con los barcos, hierros, redes y en general con todos los aparejos de pesca pertenecientes á la embarcacion. Estas señales tendrán las dimensiones suficientes para ser fácilmente reconocidas.

Los propietarios de instrumentos de pesca podrán además marcarlos con los signos particulares que ellos estimen convenientes, de los cuales para tener efecto segun este convenio darán conocimiento á la autoridad marítima local.

Art. 12.^o Las letras y números de las embarcaciones de pesca, tanto españolas como portuguesas, serán consignados en las matriculas ó en los roles de la tripulacion de estas embarcaciones.

Art. 13.^o Las matriculas ó roles de las embarcaciones de pesca, tanto españolas como portuguesas, expresaran los nombres del propietario y del mestre ó patron.

Art. 14.^o Los mestres ó patrones de las embarcaciones de pesca de uno y otro País estarán obligados, siempre que para ello sean requeridos, á exhibir las respectivas matriculas ó roles de tripulacion, y demás papeles de á bordo, á los comandantes de los buques de guerra ó á sus delegados siempre que esté á la vista en esa ocasion el buque á que pertenecen.

Art. 15.^o Se prohibe borrar, cubrir ú ocultar de cualquier manera que sea las letras y los números colocados en las embarcaciones ó en las velas, cuando estas esten sueltas.

Art. 16.^o Las embarcaciones pescadoras de los dos Países, se ajustarán á las reglas generales adoptadas en cada uno de ellos respecto á luces para evitar abordages.

Art. 17.^o Se prohibe á toda embarcacion que llegue á un lugar de pesca colocarse ó echar sus aparejos de manera que molesten ó estorben de cualquier modo las embarcaciones que allí se encuentren ya ejerciendo la pesca.

Art. 18.^o Queda prohibido á toda embarcacion de pesca fondear desde la puesta á la salida del sol en los parajes donde se encuentran establecidas redes de deriva, fuera de los casos de accidentes fortuitos ó de fuerza mayor, lo cual deberá ser debidamente comprobado.

Art. 19.^o Cuando se reúnan en un sitio de pesca unos barcos con cubiertas y otros que no la tengan y vayan á calar á un tiempo redes de deriva, las calaran los últimos á barlovento de los primeros.

Si el calamento no fuera simultáneo y una embarcacion con cubierta calase sus redes á barlovento de otra abierta que esté pescando, ó si una embarcacion sin cubierta calase las suyas á sotavento de otra que la tenga y que se hallase ya pescando, la responsabilidad de las averias que resultasen á los aparejos ó redes corresponde á los últimos que se hayan puesto á pescar, á menos que prueben que ha habido caso de fuerza mayor ó que la avería no fué por culpa suya.

Art. 20.^o Nadie podrá amarrar ni aguantar su embarcacion sobre las redes, boyas, flotadores ó cualquier objeto de los artes de pesca pertenecientes á otra embarcacion.

Art. 21.^o Cuando los pescadores de artes de arrastre se encuentren á la vista de otros de redes de deriva ó palangres, ú otros de cordel, tomarán las medidas necesarias para evitar perjuicio á los últimos. En caso de daño, la responsabilidad corresponde á los pescadores de artes de arrastre, á menos que prueben haber sido por efecto de fuerza mayor ó que la pérdida sufrida no es por culpa suya.

Art. 22.^o Se prohíbe enganchar ó levantar las redes, cuerdas, cordeles ó cualquier instrumento de pesca perteneciente á otro bajo ningun pretexto; á no ser por caso de fuerza mayor.

Art. 23.^o Si un barco que pesque con aparejos ó cordeles los cruza con los de otra embarcacion, no podrá el que levante los suyos, cortar los otros, á menos de fuerza mayor, y aun en este caso deberá anudar inmediatamente los cordeles que corte.

Art. 24.^o En el caso de enredarse redes, aparejos ó cordeles de dos ó mas embarcaciones, no podrán los patrones cortar los que no sean suyos á menos de consentimiento de las partes interesadas ó cuando haya riesgo despues de reconocida la imposibilidad de separarlos de otro modo, caso en que termina toda la responsabilidad.

Art. 25.^o Se prohíbe emplear cualquier instrumento ó aparato ó material que sirva exclusivamente para cortar ó destruir las redes. La presencia á bordo de estos utensilios ó materiales está prohibida y es punible, correspondiendo á cada Nacion tomar las medidas necesarias para impedir el embarque de estos efectos.

El empleo de la dynamita ó de otro cualquier material explosivo queda prohibido en la pesca.

Art. 26.^o El cumplimiento de las reglas concernientes á las luces y señales, al rol de la tripulacion, autorizacion de pescar y otros papeles de á bordo, las marcas y la numeracion de las embarcaciones y de los instrumentos de pesca, así como lo concerniente al artículo anterior, incumbe, respecto á los pescadores de cada Nacion, á la vigilancia exclusiva de sus agentes. Sin embargo, los encargados de vigilar la pesca en ambos Países podrán participar á las autoridades del otro las infracciones de que tengan conocimiento, cometidas por sus pescadores.

Art. 27.^o Las embarcaciones guarda-costas son las competentes para hacer constar las infracciones á las reglas prescritas para la colocacion de las embarcaciones sobre el lugar de la pesca y para todo lo que concierne en general á estas operaciones y particularmente los actos que puedan oca-

sionar daños, cualquiera que sea la nacionalidad de los pescadores que las cometieren; en su consecuencia, los comandantes de dichas embarcaciones apreciarán las causas de las infracciones cometidas por las embarcaciones de pesca de las dos Naciones, formarán sumario, y si el caso fuera de tal gravedad que así lo juzguen necesario, conducirán á los delinquentes y sus embarcaciones al puerto más cercano del País de estos, para que sean allí comprobados la contravencion y el daño, tanto por las declaraciones de las partes interesadas, como por el testimonio de las personas que hayan visto el hecho.

El sumario deberá ser firmado por dos testigos y por el infractor, cuya firma podrá ser reemplazada por la declaracion de negativa, hecho en la lengua del guarda-costas, y en el podrán hacer cualesquier declaraciones en la propia lengua no solamente los testigos sino tambien el infractor.

Art. 28.º Cuando la infraccion no sea de naturaleza grave, pero sin embargo haya ocasionado perjuicio á cualquier pescador, los comandantes de los guarda-costas podrán conciliar en la mar á los interesados y fijar la indemnizacion que haya de pagarse, si hay consentimiento de partes. En este caso, si una de las partes no tuviere posibilidad de pagar inmediatamente, los comandantes harán redactar y firmar á los interesados una acta por duplicado en que se regule la indemnizacion que se haya de pagar. Uno de estos ejemplares quedará á bordo del guarda-costas y el otro se entregará al patron que deba cobrar, con el fin de que en caso necesario pueda servirse de él ante los tribunales del deudor.

De no haber consentimiento de ambas partes, los comandantes obrarán con arreglo al artículo 27.º

Art. 29.º Cuando los pescadores de uno de los dos Países pasaren á vias de hecho contra los de la otra nacionalidad, ó les hubieren causado voluntariamente perjuicios ó pérdidas, el conocimiento de esos hechos será de la competencia de los tribunales de la Nacion á que pertenezcan los barcos delinquentes.

Seccion III.

Disposiciones generales.

Art. 30.º Toda embarcacion de pesca ó cualquier objeto de su armamento, aparejos, redes, bojas, flotadores y demás instrumentos propios de la industria, encontrado ó recojido en la mar, dentro ó fuera de las aguas jurisdiccionales, deberá ser remitido al comandante de marina si el objeto encontrado es conducido á España ó al capitan del puerto, si el objeto salvado es llevado á Portugal. El comandante de marina ó el capitan del puerto, segun el caso, devolverá los objetos salvados á sus propietarios ó á las personas encargadas de representarlos.

Art. 31.º Dichas autoridades con arreglo á la legislacion de cada uno de los dos Países fijarán la indemnizacion que los propietarios deban pagar á los salvadores. Esta indemnizacion, que en ningun caso podrá pasar de la cuarta parte del valor que tengan en aquel momento los objetos salvados, será pagada por los propietarios.

Art. 32.º Los objetos, salvados en la zona de las 6 millas de la costa, pertenecerán á la Nacion que alli tenga jurisdiccion en caso de que nadie los reclame ó cuando carezcan de señales suficientes para encontrar á sus propietarios.

Los que hayan sido recojidos en el mar comun pertenecerán á la Nacion del salvador, si no se puede descubrir el propietario.

Art. 33.º Toda accion penal relativa á los delitos y faltas previstos por el presente reglamento prescribirá á los seis meses, contados desde el dia en que haya tenido lugar el hecho. Se exceptuan las relativas a vias de hecho ó a los daños causados voluntariamente que entrarán en el dominio de la ley general del Estado respectivo.

Art. 34.º La zona de 6 millas que se fija en el artículo 2.º es unicamente aplicable para los efectos del presente convenio y reglamento.

Art. 35.º La vigilancia y policia de la pesca será ejercida por embarcaciones pertenecientes á la marina militar de los dos Países.

Art. 36.º La resistencia á las prescripciones de los comandantes de los busques encargados de la vigilancia y policia de la pesca ó á sus delegados, así como la desobediencia á cualesquiera órdenes ó requerimientos necesarios, á fin de que sea efectiva esa vigilancia y policia, serán punibles como resistencia ó desobediencia á la autoridad del País á que pertenezca el delincuente.

Art. 37.º Las disposiciones del presente convenio que puedan ser puestas en vigor por medio de reglamentos de administracion interior, serán promulgadas en uno y otro País dos meses despues de firmado el mismo convenio; obligandose ademas los gobiernos de los dos Países á someter al poder legislativo las medidas que sean necesarias para la completa ejecucion, tanto del convenio como del reglamento, principalmente las que se refieren á las penas aplicables.

Art. 38.º El presente convenio y reglamento durará hasta 30 de junio de 1887.

Las dos Naciones se reservan el derecho de introducir de comun acuerdo en este reglamento cualquier modificacion cuya utilidad haya hecho conocer la experiencia y que no sea incompatible con los principios que forman su base.

En fé de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado este convenio y han puesto en él el sello de sus armas.

Hecho en duplicado en Madrid, el 2 de octubre de 1885.

José Elduayen.

Auguste de Sequeira Thodim.

18.

PORTUGAL, ESPAGNE.

Arrangement relatif au transit de marchandises; signé à Madrid, le 2 octobre 1885*).

Diario do governo du 12 octobre 1885.

Su Majestad El Rey de Portugal y de los Algarbes y Su Majestad el Rey de España, conformes en la conveniencia de ampliar las disposiciones del Reglamento de tránsito de 16 de enero de 1877 y de introducir en él las modificaciones aconsejadas por la experiencia, todo en armonía con lo dispuesto en el Convenio de tránsito de 27 de abril de 1866, y en los artículos 12.º, 13.º y 14.º del Tratado de comercio y de navegación del 12 de diciembre de 1883, entre los dos Países, han resuelto revisar dicho Reglamento en conformidad con el artículo adicional del mismo, y para este fin han nombrado sus Plenipotenciarios:

Su Majestad El Rey de Portugal y de los Algarbes, al sr. Don Augusto de Sequeira Thedim, Encargado de negocios de Portugal en Madrid;

Y Su Majestad El Rey de España al sr. Don José Elduayan, Marqués del Pazo de la Merced, Su Ministro de Estado, Gran Cruz de Carlos III y de la Real Orden de la Concepcion de Villa Viciosa, etc.

Los cuales, después de haber canjeado sus plenos poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Seccion I.

Importacion y exportacion por las vias ferreas.

Artículo 1.º La parte de via comprendida entre las estaciones españolas y portuguesas, extremo de los ferro carriles que en la actualidad enlazan en la frontera de ambos Países, y la parte de las lineas ferreas que en lo sucesivo tengan el mismo enlace, se declaran vias internacionales, abiertas para los dos Países á la importacion, á la exportacion y al tránsito de toda clase de mercancías, á condicion de que entre estas estaciones de la frontera y las aduanas de destino ó de salida las vias ferreas no presenten solucion de continuidad.

Art. 2.º La accion administrativa de cada uno de los dos Países se estenderá hasta la estacion extranjera en cuanto se relacione con la vigilancia de la parte de linea ferrea declarada internacional; mas, si por cualquier accidente ó acontecimiento fuere necesaria la intervencion de los tribunales, su competencia tendrá por limite la frontera de los dos Estados.

Art. 3.º Los trenes compuestos de material portugués podrán transitar por las vias españolas y los de material español por las vias portuguesas. Las empresas de ferro-carriles quedan sujetas á las disposi-

*) Les ratifications ont été échangées.

ciones reglamentarias establecidas en cada uno de ambos Países y á la obligacion de devolver el mismo material al punto de su procedencia com intervencion de las aduanas respectivas.

Art. 4.^o Las mercancías procedentes de España destinadas á Portugal, y las procedentes de Portugal destinadas á España, podrán trasportarse por la via ferrea internacional que enlace las estaciones extremas de ambos Países, tanto de dia como de noche, sin exceptuar los domingos y dias festivos, bajo las reservas y mediante las condiciones y formalidades de este Reglamento.

Art. 5.^o Los trenes podrán ser escoltados por individuos del resguardo de ambas Naciones en la parte de la linea declarada internacional, no pudiendo pasar los españoles de la estacion portuguésa mas inmediata, ni los portuguéses de la estacion española mas proxima.

Las compañías de ferro-carriles facilitarán asiento gratuito á dichos guardas tanto á la ida como á la vuelta y los colocarán lo más cerca posible de las mercancías que fueren vigilando.

Art. 6.^o Para el servicio de escoltas podrán establecerse puestos en las aduanas respectivas y las compañías prepararán locales al efecto en cada estacion, quedando obligadas á facilitar á la aduana el material de instalacion necesario para el servicio.

Art. 7.^o Los agentes de aduanas que pasen á la estacion extranjera para actos del servicio vestirán uniforme y llevarán las armas de su instituto.

Mientras residan en el territorio vecino estarán sujetos á las leyes del mismo y pagarán las contribuciones indirectas como los demás extranjeros.

Tanto ellos como sus familias quedarán exentos dei servicio de las armas, del de la guardia nacional, de prestaciones municipales y de contribuciones directas y personales establecidas en el País.

En lo relativo al servicio y disciplina interior de la estacion dependerán exclusivamente de la autoridad de su País.

Art. 8.^o Los trenes que conduzcan mercancías deberán ir acompañados de una hoja de ruta para cada una de las estaciones terminos del otro País á que sean destinadas, comprensiva de toda la carga cuya hoja estará arreglada á un modelo uniforme en los dos Estados.

Esta hoja de ruta se estenderá por las administraciones de los caminos de hierro, y presentará á los empleados de la aduana de salida para que pongan el V.^o B.^o, y servirá de base para todas las operaciones ulteriores, así como tambien para poder exigir la responsabilidad que proceda á la campaña del ferro-carril encargada del transporte de las mercancías.

No se exigirá la hoja de ruta para los equipajes que se despacharán con arreglo á las disposiciones de este Reglamento.

Art. 9.^o Los trenes españoles ó portuguéses quedarán boja la vigilancia de la aduana respectiva tan pronto como lleguen á la estacion limite de la linea internacional de cada País.

El jefe del tren hará seguidamente entrega á la aduana de llegada de la hoja de ruta.

Art. 10.^o Para facilitar á las compañías los medios de hacer las declaraciones con pleno conocimiento de causa, quedan autorizados los jefes de las aduanas para permitirles que examinen, antes de hacer la declaración, las mercancías, y aun para que las descarguen y saquen muestras para conocer su clase ó valor.

Art. 11.^o Al llegar las mercancías al punto termino de destino en el otro País, se colocarán en locales especiales de la estacion, elegidos de antemano por la administracion de la aduana y que puedan cerrarse.

Permanecerán en ellos las mercancías bajo la vigilancia no interrumpida de los empleados de aduanas.

Los wagones que contengan las mercancías no podrán moverse, ni abrirse, así como tampoco descargar de ellos cosa alguna sin permiso de la aduana.

Las mercancías podrán destinarse al consumo, al depósito ó al tránsito, despues de cumplidas, en los plazos determinados, las formalidades que prescriban los reglamentos de cada País.

Las mercancías declaradas en tránsito solamente podrán quedar almacenadas en depósito ó ser ulteriormente destinadas para consumo en Lisboa, Oporto, Vianna do Castello y Figueira da Foz en Portugal, y en Barcelona, Malaga, Cadiz, Santander, Mahon y Vigo en España.

Art. 12.^o Los locales que puedan ser ocupados por la aduana de cada País en la estacion extranjera, para los servicios que se relacionen con este reglamento, se señalarán con las armas de dicho País.

Art. 13.^o Las administraciones de los caminos de hierro deberán dar cuenta, por lo menos con ocho dias de anticipacion, á las administraciones de aduanas, de los cambios que traten de introducir en las horas de salida, paso y llegada de los trenes.

Art. 14.^o Las compañías ó administraciones de caminos de hierro de uno de los dos Países deberán conceder á las del otro los locales necesarios en las estaciones de enlace para el establecimiento regular del servicio de exploracion, y abrigo del personal.

Seccion II.

Tránsito.

Art. 15.^o El tránsito de mercancías españolas, portuguesas ó de otros Países, estará, tanto en España como en Portugal, completamente libre de todo derecho de aduanas, así como de cualquier otro impuesto general, provincial, municipal ó de cualquiera otra clase ó denominacion.

Art. 16.^o La libertad del tránsito de mercancías se establece bajo el principio de la más completa reciprocidad, por lo que se aplicarán en ambos Países las mismas reglas y formalidades que contiene este Reglamento.

Art. 17.^o Las empresas de ferro-carriles no podrán negar el tránsito por sus líneas á los wagones cargados de mercancías.

Las expediciones de mercancías deberán hacerse en trenes directos en pequeña velocidad, ó en trenes mixtos cuando así lo hubieren estipulado las empresas con los expedidores, y solo en caso de fuerza mayor

probada se detendrán los wagones en las estaciones intermedias hasta el paso del primer tren.

Art. 18.º Las mercancías de tránsito se colocarán en wagones de corredera, cerrados con regularidad por medio de plomos ó candados, ó bajo vacas precintadas.

Art. 19.º Los bultos que pesen menos de 25 kilogramos solo podrán colocarse en wagones de corredera.

Sin embargo, cuando alguno de estos bultos forme exceso de carga podrá admitirse en cajas ó cestones á satisfaccion de la aduana, cerrándose con plomos ó candados.

Tambien podrán emplearse cestones cuando el número de bultos no sea suficiente para llenar un wagon.

Dichas cajas y cestones los proporcionarán las empresas de ferro-carriles.

Art. 20.º Se podrán conducir en wagones abiertos, ó sin cubierta los minerales, el fosfato de cal, los metales en masas, lingotes ó galápagos y el corcho en bruto ó en planchas, así como tambien el vino y el aceite de olivas siempre que esté contenido en pellejos, barriles ó barricas, los cereales contenidos en sacos y el azogue en sus envases naturales de hierro y todos los objetos que por sus dimensiones no quepan en wagones cerrados.

Art. 21.º Los remitentes de las mercancías en tránsito presentarán por su parte en la aduana expedidora declaracion duplicada espresando el número de bultos, su clase, numeracion, y peso bruto; la clase, valor y procedencia de las mercancías en ellos contenidas y la fecha de entrada en los almacenes, así como la aduana maritima ó terrestre de salida y la estacion de destino.

Son consideradas aduanas expedidoras, no solamente las de las estaciones intermedias en cualquiera de los dos Países, como las de las terminales, ya terrestres, ya maritimas, en que se reciban las mercancías de un tercer País que deseen aprovecharse del tránsito en ellos.

Estas estaciones de termino serán en Portugal, Lisboa, Oporto, Vianna do Castello y Figueira da Foz; y en España todos los puertos y aduanas terrestres, que tengan actualmente linea ferrea que sin solucion de continuidad los una con Portugal y los demas puntos que en lo sucesivo se designen en cualquiera de los dos Países.

Art. 22.º Todos los bultos tendrán marca y numeracion diferentes; pero si conviniere á los expedidores formar con dos ó más bultos otro mayor podrán haberlo consignándolo en las declaraciones.

Art. 23.º Las aduanas, despues de reconocer exteriormente los bultos y examinar solo las mercancías á granel, procederán á sellar ó precintar los wagones, cajas ó cestos en la forma establecida, consignando en las declaraciones la conformidad, y con los datos de estos documentos formarán una guía duplicada.

El encargado de la expedicion en el ferro-carril respectivo, pondrá el recibí de las mercancías en las declaraciones y recojerá la guia dupli-

cada de tránsito, cuyo documento acompañará necesariamente á las mercancías.

El plazo para el tránsito será el mismo fijado por los itinerarios de los ferro-carriles.

Art. 24.º Las mercancías destinadas á cualquier País de tránsito por España ó Portugal, podrán cambiar sus envases siempre que esta operacion se haga en las aduanas ó depósitos determinados y con intervencion de empleados de las aduanas, y que los envases nuevos conserven como dato de indicacion las marcas ó señales que tenian los primitivos.

Art. 25.º Tanto España como Portugal tendrán la facultad de marcar con señales indelebiles: á fuego los envases de madera, con tinta ó de otro modo los de otras materias, de las mercancías que transiten por los respectivos territorios, con el fin de que pueda reconocerse el País de produccion ó manufactura del artículo, y aquel por donde solo ha pasado de tránsito.

Art. 26.º Las empresas de ferro-carriles son responsable directamente para con las aduanas de ambos Reinos de la entrega de los bultos y mercancías en el estado en que los hubieren recibido, y quedan sujetas á las penas establecidas en la legislacion respectiva de cada País, por la alteracion de los sellos y precintos y por la defraudacion de derechos que pueda hacerse á consecuencia de extravio, sustraccion ó cambio de bultos ó de mercancías en ellos contenidas, diferencias en clase ó peso, así como tambien al pago de las multas que fueren impuestas por infraccion de los reglamentos aduaneros de cada una de las dos Naciones.

Art. 27.º Los expedientes por defraudacion de derechos ó por contrabando se instruirán en las aduanas que descubran la defraudacion ó delito, y los correspondientes á infracciones de los reglamentos fiscales se formarán por las aduanas en cuyo distrito se hubieren cometido las faltas.

Seccion III.

De los equipages de los viajeros.

Art. 28.º Los trenes de viajeros podrán pasar la frontera de dia ó de noche sin exceptuar los domingos y dias festivos.

Los viajeros no podrán conservar en los coches bulto alguno que contenga mercancías sujetas al pago de derechos ó prohibidas.

Todos los objetos que devengando derechos sean transportados en trenes de viajeros quedan sujetos á las condiciones y formalidades establecidas para las mercancías destinadas al comercio de importacion en el País respectivo, debiendo el trasbordo efectuarse en el plazo de tres horas.

Art. 29.º Los viajeros que pasen de tránsito por cualquiera de los dos Países tendrán la facultad de que se sellen ó precinten sus equipajes á la entrada del País por donde se verifique el tránsito, examinandose á la salida si los sellos están ó no intactos.

Art. 30.º Los viajeros, que sin pasar de tránsito se dirijan á una de la dos Naciones, se sujetarán, en cuanto al despacho de los equipajes, á las formalidades establecidas en el País respectivo.

Art. 31.º Los equipajes no destinados a tránsito se reconocerán ó despacharán en las secciones de aduanas de las estaciones de ferro-carriles limitrofes de ambas Naciones, cuando entren por la via ferrea.

Seccion IV.

Del tránsito por uno de los dos Países de las mercancías del otro, de las procedentes de sus provincias ultramarinas y de las que salgan de sus puertos para reimportacion.

Art. 32.º Los géneros y frutos que sean producto y procedan directamente de cualquiera de las provincias españolas de ultramar, que se depositen en las aduanas de Lisboa ú Oporto, ú otras de Portugal que pudieran designarse, y se expidan á España por ferro-carril ó por buques españoles, para puertos tambien españoles, y los géneros y frutos que sean producto y procedan directamente de las provincias portuguesas de ultramar, que se depositen en las aduanas de Barcelona, Malaga, Santander, Vigo ú otras de España que puedan designarse y se expidan á Portugal por ferro-carril ó por buques portugueses para puertos igualmente portugueses, conservarán su nacionalidad, y tanto en las aduanas maritimas de su destino como en las de Badajoz, Valencia de Alcantara en España y en las que en lo sucesivo se señalen en aquel País, ó en Portugal, gozarán respectivamente de todos los beneficios concedidos por la legislacion de cada una de las dos Naciones á los productos que vienen directamente de sus provincias de ultramar, y en su consecuencia tendrán la misma franquicia ó adeudarán los mismos derechos que si se hubiesen importado por cualquier puerto marítimo de España ó Portugal en viaje directo desde las indicadas provincias; entendiendose que dichos productos gozan de los precitados beneficios, aun cuando no formen el todo del cargamento del buque que los conduce de las provincias de ultramar á los expresados depósitos, y cualquiera que sea el destino del resto del cargamento.

Art. 33.º Las mercancías de España, que en buques de esta Nacion se conduzcan directamente desde sus puertos é islas adyacentes para reimportarse de tránsito por Lisboa ú Oporto, ó por otro puerto de Portugal que pudiera designarse, y por las vias ferreas portuguesas para las aduanas de Badajoz, Valencia de Alcantara ó las que en lo sucesivo se señalen, no perderán tampoco su nacionalidad por atravesar el territorio portugués y se despacharán libremente en dichas aduanas españolas como productos de España. Recíprocamente conservarán su nacionalidad las mercancías portuguesas que en eguales condiciones atraviesen el territorio español.

Art. 34.º Disfrutarán del mismo beneficio las mercancías españolas que desde Badajoz, Valencia de Alcantara ú otros puntos que puedan fijarse, se conduzcan á Lisboa, Oporto ú otros puertos de Portugal que en lo sucesivo se designen, por ferro-carril para introducir las despues por mar y en buques de España en los puertos de esta Nacion y sus islas adyacentes ó para exportarlas á las provincias españolas de ultramar, gozando en reciprocidad las mercancías portuguesas del mismo beneficio cuando atraviesen el territorio español.

Art. 35.º Para que tengan aplicacion los beneficios á que se refieren los artículos 32.º, 33.º y 34.º, deberán observarse las formalidades siguientes:

1.ª Todas las mercancías de que se trata se almacenarán en los depósitos de las aduanas de Lisboa ú Oporto y otras en uno ú otro País, que se fijen, provistas de las debidas señales é indicaciones para que en todo tiempo se pueda probar su nacionalidad y procedencia.

2.ª Despues de hecho el depósito, los importadores ó sus representantes podrán despachar las mercancías para el consumo, tránsito ó para la reexportacion, ya en Portugal, ya en España segun el caso.

Art. 36.º Los buques de cualquier País que procedan directamente de las provincias españolas de ultramar con productos de las mismas pueden hacer escala en Lisboa, Oporto ú otros puertos que se designen, para descargar parte de sus cargamentos, y dirigirse inmediatamente despues á cualquier puerto español ó extranjero, sin que por el hecho de haber descargado en dichos puertos portuguéses pierdan en los de España los beneficios otorgados por su legislacion á las procedencias directas. Las embarcaciones de cualquiera bandera que desde España se dirijan á las provincias españolas de ultramar podrán entrar en Oporto ó Lisboa y demás puertos que se fijen en lo sucesivo, ó completar su cargamento con mercancías españolas de las depositadas en las aduanas de dichas ciudades portuguésas y estas mercancías se admitirán en aquellas provincias de ultramar, pagando los mismos derechos que si hubieren salido de los puertos españoles, prévia justificacion de su nacionalidad.

Los barcos españoles que desde España ó el extranjero hagan escala en Lisboa, Oporto ó en puertos que se designen, podrán completar su cargamento con mercancías españolas ó coloniales tomadas en los depósitos de las mencionadas ciudades para conducir las á un puerto español, sin que en uno ni en otro caso pierdan dichas mercancías su nacionalidad.

En reciprocidad iguales ventajas serán concedidas en los puertos españoles, que se designen en lo sucesivo, á los buques y mercancías destinadas á puertos portuguéses.

Art. 37.º Los buques españoles que conduzcan mercancías tambien españolas de un puerto á otro de la peninsula podrán tocar en Lisboa ú Oporto para dejar ó tomar carga, sin que dichas mercancías pierdan su nacionalidad en el puerto español de desembarque, gozando de la misma facultad los buques portuguéses en reciprocas y respectivas condiciones.

Art. 38.º Los derechos de depósito, los de almacenaje y todos los demás gastos serán en cada País los que respectivamente establezca su legislacion para los géneros depositados en las aduanas.

Los minerales, las materias inflamables y demás artículos que por cualquiera circunstancia no puedan recibirse en los almacenes de los depósitos de las aduanas, gozarán de los beneficios del depósito, si los interesados almacenan á sus expensas dichos artículos en locales adecuados y seguros, que estarán bajo la vigilancia de la aduana respectiva. En este caso, por las mercancías así depositadas no se pagará derecho de almacenaje.

Las mercancías no podrán permanecer en depósito más tiempo del que señale la legislación de cada País; y pasado este tiempo sin que se hubieran sacado del depósito, se procederá á su venta en los términos que determina la misma legislación respectiva.

Seccion V.

Navegacion y comercio por el rio Duero.

Art. 39.º Los españoles y los portugueses podrán transitar libremente por toda la extension navegable del rio Duero, sin que haya distincion alguna que mejore ó favorezca la condicion de los unos más que la de los otros, siempre que cumplan las prescripciones de este Reglamento.

Art. 40.º Los barcos de propiedad española ó portuguesa son los únicos habilitados para este comercio con las condiciones siguientes:

1.ª La capacidad de los barcos será por lo menos de 3 toneladas métricas.

2.ª Se matricularán en la aduana del País á que perteneciere el propietario, despues de probar, con una certificacion visada por la autoridad competente, que el barco tiene el porte exigido y solidez suficiente para la navegacion.

Art. 41.º Los barcos á que se refiere el artículo anterior se tripularán unicamente por individuos de las dos Naciones, sean ó no marineros, bajo la responsabilidad del patron.

Con estas condiciones se podrá hacer el comercio de un Reino á otro en toda la extension del rio correspondiente á las dos Naciones.

Art. 42.º El tránsito por la extension navegable del rio será libre de toda exaccion fiscal, y solo se cobrarán los derechos de los respectivos aranceles de aduanas cuando las mercancías se destinen al consumo en cualquiera de las dos Naciones.

Se pagará además el siguiente impuesto de navegacion:

Los barcos en lastre, por cada 1:000 kilogramos de los que puedan contener ó cargar, 50 réis ó su equivalente en moneda española, á razon de 188 réis cada peseta.

Y por cada 1:000 kilogramos de la carga que conduzcan se pagarán además otros 50 réis ó su equivalente en moneda española.

Estos impuestos serán satisfechos en el punto de carga, cualquiera que sea la distancia que deban recorrer los barcos.

Art. 43.º Los españoles podrán adquirir barcos portugueses y los portugueses barcos españoles, contruidos respectivamente en las márgenes del Duero, y destinadas solo para la navegacion por el mismo rio, pagando por derecho de abanderamiento el que se encuentre establecido en el País en que el abanderamiento se haga, sin que puedan inscribirse dichos barcos en sus correspondientes registros ó matriculas hasta que se verifique el pago del indicado derecho de abanderamiento.

Art. 44.º La aduana de Barca de Alva, en Portugal, y la de Fregeneda, en España, se considerarán habilitadas para el comercio de importacion, exportacion y tránsito, con arreglo á las prescripciones de este Reglamento y á la legislación de aduanas de cada País.

En el sitio nombrado La Vega del Terron se establecerá una seccion de la aduana de la Fregeneda, con las mismas atribuciones que esta, para entender en todo lo concerniente al comercio que se haga por el rio Dnero.

Los barcos podrán ir escoltados por el resguardo de los respectivos Países desde Barca de Alva hasta la Vega del Terron y vice-versa.

El resguardo español no pasará de Barca de Alva, ni el portugués de Vega del Terron.

Art. 45.º Los patrones de los barcos que recibieren carga más arriba de la Vega del Terron fondearán en frente del muelle de este punto y legalizarán sus documentos en la seccion de la aduana de Fregeneda.

Art. 46.º Las mercancías procedentes de España, de tránsito para Portugal, se expresarán en un manifiesto duplicada, que legalizará la aduana de Fregeneda ó su seccion de la Vega del Terron.

Los patrones de los barcos que salgan de la Vega del Terron fondearán en frente del muelle de Barca de Alva, y presentarán los manifiestos y demás documentos en la aduana de este último punto para su examen y visado, quedando inmediatamente sujetos á la legislación de las aduanas portuguesas. Si la expedicion ofreciera alguna desconfianza, el jefe de dicha aduana podrá disponer que un guarda se coloque á bordo del barco y le escolte hasta Oporto.

Las horas para el despacho se señalarán en los reglamentos de la aduana, de modo que el servicio esté bien atendido y sufra la menor demora posible.

Si los barcos, por la corriente del rio ú otras circunstancias de fuerza mayor, no pudieren fondear en frente de Barca de Alva, lo verificarán á la menor distancia posible, pero poniendo los patrones el hecho en conocimiento de la aduana sin la menor dilacion; entendiendose que el barco no podrá seguir su viaje para Oporto sin el oportuno permiso, y que los patrones serán multados por la infraccion de esta disposicion.

El jefe de la aduana tendrá facultad para hacer precintar y sellar los bultos que á su juicio deban ir así asegurados hasta Oporto.

Del mismo modo los patrones de barcos procedentes de Portugal, que se dirijan á España fondearán en frente del muelle de la Vega del Terron, en donde presentarán el manifiesto y demás documentos visados por la aduana de Barca de Alva, quedando inmediatamente sujetos á la legislación de aduanas españolas.

Art. 47.º Los patrones prestarán fianza en metalico ó la garantia de una persona de la confianza de la aduana para responder de las multas en que incurrieren por extravio de bultos ó mercancías en ellos contenidos por las infracciones de este Reglamento y de la legislación aduanera de ambas Naciones, cuyos gobiernos se obligan á emplear los medios legales para hacer efectivo el pago de los derechos y multas, y entablar los procedimientos necesarios para la aplicacion de las penas establecidas por las disposiciones del País en que se hubiere verificado la falta penable.

Los expedientes para la imposicion de las penas por extravio de mercancías ó defraudacion de derechos se instruirán en la aduana que haya descubierto la falta.

Los barcos responden de la insolvencia de los fiadores, y no podrán por tanto ser vendidos sin hacer constar previamente en los respectivos registros que su propiedad se halla libre de la garantía de que se trata.

Los gobiernos de ambos Reinos no podrán embargar estos barcos para su servicio sin convenir antes con sus dueños ó patronos en el precio del flete y en las condiciones, ni tampoco podrán apresarlos ni aun en caso de guerra.

Queda prohibida la concesion de privilegio exclusivo á favor de cualquiera persona ó compañía para hacer la navegacion por el rio Duero, en toda ó en parte de su extension.

Art. 48.º Las balsas de madera que se conduzcan por el Duero no pagarán el derecho de navegacion.

Estas balsas irán precedidas por una lancha á la distancia de 400 metros á lo menos, llevando una pequeña bandera azul para que sirva de señal á las embarcaciones que naveguen por el rio y á los encargados de cualquier artefacto que pudiera sufrir daño por el choque de la balsa; en la inteligencia de que los dueños de las maderas y sus conductores serán responsables de los perjuicios que causaren con arreglo á las leyes de cada País.

Art. 49.º En el caso de que alguna embarcacion naufrague ó sufra averia, y estos accidentes produzcan la pérdida total ó parcial de la carga, el patron ó los tripulantes que se hubieren salvado se presentarán inmediatamente á dar el oportuno aviso á la autoridad administrativa más proxima.

Recibido el aviso, dicha autoridad, acompañada de un escribano y dos testigos, se presentará sin detencion en el sitio del siniestro; averiguará los hechos, y estenderá el resultado de la informacion, así como el inventario que se firmarán por todos los asistentes al acto, y se remitirán originales á la aduana donde se dirigia el barco, entregándose al patron del mismo copias autorizadas de ambos documentos.

Las mercancías que por arribada forzosa se descarguen en cualquier punto serán conducidas sin demora en otro barco á la aduana de su destino: y se esto no fuere posible, se conservarán en un almacen hasta que reparado el buque pueda seguir su viaje, siendo todos los gastos que se originen pagados por el patron ó quien deba satisfacerlos.

Art. 50.º Los patronos y conductores de buques no podrán descargar ni trasbordar la carga que lleven de tránsito sino en las aduanas de destino y con las formalidades prevenidas; se les autoriza, sin embargo, para aligerar los barcos cuando los obstáculos de la navegacion se lo exijan para el paso por determinados puntos, siendo responsables dichos patronos de los fraudes que por tal motivo pudieran cometerse.

Art. 51.º Los barcos que lleguen á Oporto con mercancías de tránsito fondearán en el sitio que les designe la aduana, presentando el patron los manifestos y demás documentos que lleve para proceder á la confrontacion y á la descarga de los géneros que hayan de entrar en depósito.

Si de la confrontacion de aquellos documentos resultare que faltan ó sobran bultos, ó que de ellos se han extraido mercancías, quedará dicho

patron sujeto á las penas establecidas por la legislacion portuguesa para el comercio marítimo. Cuando haya en Oporto buque habilitado de salida, podrá trasbordarse á el sin necesidad de descargar en el depósito el todo ó parte de la carga conducida por el Duero; pero es preciso que el trasbordo se autorise y se intervenga por la aduana.

Art. 52.º Los depósitos internacionales de las mercancías que se transporten por el Duero de España á Portugal y vice-versa se establecerán en la aduana de Oporto y en la seccion de la de Fregeneda en la Vega del Terron, con arreglo á la legislacion aduanera de los dos Países, y á las reglas sobre depósitos de la seccion de tránsito por ferro-carriles de este Reglamento.

Art. 53.º Las mercancías españolas que entren en el depósito de la aduana de Oporto, procedentes de la seccion de la aduana española de Fregeneda en Vega del Terron podrán salir por el ferro-carril para Badajoz, y las mercancías españolas que llegaren al mismo depósito procedentes de Badajoz por la via ferrea podrán seguir su tránsito por el Duero para la Vega del Terron, sin perder en uno ni en otro caso su nacionalidad española, siempre que se cumplan las formalidades establecidas para el tránsito por caminos de hierro en el presente Reglamento.

De igual modo las mercancías españolas y de las provincias ultramarinas de España, que lleguen al depósito de la aduana de Oporto por la via marítima, podrán conducirse por el Duero y ser importados por la Vega del Terron sin que tampoco pierdan su nacionalidad en España, cumpliendo previamente los requisitos consignados al tratar del tránsito por las vias ferreas.

Art. 54.º Las mercancías españolas que salgan por la aduana de Fregeneda y se conduzcan por el Duero á Oporto para reimportarse en ferro-carril por las aduanas españolas de Valencia de Alcántara, de Tuy ó de las que en lo sucesivo pudieran designarse, no perderán su nacionalidad, quedando libres de derechos á la reimportacion, siempre que se cumplan las formalidades de este reglamento en las conducciones por el Duero.

Art. 55.º Las precedentes reglas serán aplicables á la navegacion del rio Tajo tan pronto como esta pueda establecerse.

Art. 56.º Los gobiernos de los dos Países se reservan la facultad de revisar las anteriores disposiciones sobre comercio y navegacion por el rio Duero, y de modificar en todo tiempo, de comun acuerdo, los documentos y justificantes establecidos, y las penalidades por su inobservancia ó faltas cometidas, siempre que en uno y en otro caso no se alteren las condiciones y beneficios pactados.

Seccion VI.

Disposiciones generales.

Art. 57.º Las direcciones generales de aduanas y los administradores ó jefes de las aduanas de ambos Países podrán comunicar entre si gratuitamente por las lineas telegráficas de sus gobiernos y por las de los ferro-carriles cuando lo estimen necesario para el servicio.

Se comunicarán tambien reciprocamente las instrucciones y circulares que dirijan á sus agentes relativas al cumplimiento de este Reglamento.

Adoptarán asimismo de comun acuerdo las medidas oportunas para que el número de empleados de las aduanas respectivas, así como tambien las horas de trabajo, estén, en cuanto sea posible, en relacion con las necesidades debidamente apreciadas del servicio de los ferro-carriles.

Asegurarán la reexpedicion de los viajeros y sus equipajes por el tren correspondiente en el plazo minimo de una hora.

Adoptarán igualmente las medidas para que el trasbordo de las mercancías se efectue en todos los casos en el plazo de veinticuatro horas.

Art. 58.º Cuando las administraciones de los caminos de hierro de uno ú otro Estado no estén conformes en los diferentes puntos previstos en este Reglamento, ó en los medios de asegurar la continuacion del servicio y de facilitar el comercio de tránsito, los dos Gobiernos intervendrán para disponer lo que juzguen necesario.

Art. 59.º Los Gobiernos de ambos Países se obligan á alcanzar de las compañías de ferro-carriles, á que pertenezcan en parte ó en todo, las líneas internacionales de tránsito, que en estas líneas no se pueda directa ni indirectamente impedir ni demorar el tránsito, ni establecer tarifas que al mismo tránsito impongan condiciones desfavorables de competencia con las de otras líneas; obligándose igualmente ambos Gobiernos á hacer lo mismo en las líneas que pertenezcan al Estado.

Son consideradas para el efecto del tránsito á través del territorio de los dos Países líneas internacionales las que continuando en las fronteras de ambos sirvan para el transporte de mercancías y equipajes procedentes de uno de ellos ó de un tercero País cualquiera que sea el País á que se destinen, ya transiten por la via ferrea continua, ya por los puertos de mar ligados á las vias ferreas que cruzan la frontera.

Art. 60.º Para la fijacion de las estaciones limites de las líneas internacionales, que aun no estuvieren designadas, la de las extremidades de las líneas, de las aduanas que aun no estén habilitadas para el servicio de tránsitos y por último para el completo cumplimiento de este Reglamento en la parte que actualmente no esté en vigor, se fija el plazo de ocho meses á contar del dia en que se aprueben por ambos Gobiernos las disposiciones del presente Reglamento.

Art. 61.º Queda entendido que este Reglamento no altera las leyes de cada uno de los dos Países en lo que respecta las penalidades aplicables en caso de fraude ó contravencion, ni las que hayan establecido prohibiciones ni restricciones en materia de importacion, exportacion ó tránsito, y que la administracion de las aduanas en cada País queda libre de abrir y reconocer los bultos y proceder á las otras formalidades, ya en la frontera, ya á la salida de los puertos, en caso de sospecha de fraude.

Art. 62.º En fé de lo cual los respectivos Plenipotenciarios firman y sellan con el sello de sus armas el presente Reglamento por duplicado en ambos idiomas.

Hecho en duplicado en Madrid, el 2 de octubre de 1885.

José Elduayen.

Augusto de Sequeira Thedim.

19.

PORTUGAL, ST.-SIÈGE.

Concordat concernant les affaires religieuses des Indes Orientales; signée à Rome le 23 juin 1886 *).

Diario do governo du 9 octobre 1886.

Em nome da Santissima Trindade.

Sua Santidade o Summo Pontifice Leão XIII e Sua Magestade Fidelissima El-Rei D. Luiz I, animados do desejo de favorecer e de promover o maior desenvolvimento das christandades nas Indias Orientaes, e de regular por maneira estavel e definitiva o Padroado ahi da Corôa Portugueza, têm resolvido fazer uma Concordata, nomeando para este fim dois Plenipotenciarios, a saber: por parte de Sua Santidade o Emo. e Remo. Sr. Cardenal Luiz Jacobini, seu Secretario d'Estado, e por parte de Sua Magestade Fidelissima o Ex.^{mo} Sr. Conselheiro d'Estado João Baptista da Silva Ferrão de Carvalho Mártens, Embaixador Extraordinario, Par do Reino e Ministro d'Estado Honorario, os quaes, trocados os seus respectivos plenos poderes, e achados em boa e devida fórma, convieram nos artigos seguintes:

Artigo 1.º

Em virtude das antigas concessões pontificias, continuará o exercício do Real Padroado da Corôa Portugueza, em conformidade dos sagrados canones nas Igrejas Cathedraes das Indias Orientaes, segundo as modificações estabelecidas na presente Concordata.

Artigo 2.º

Emquanto á Igreja Metropolitana e Primacial de Goa, o Arcebispo con-

In Nome della Santissima Trinità.

Sua Santità il Sommo Pontefice Leone XIII, e Sua Maestà Fedelissima il Re D. Luigi I, animati dallo zelo di favorire e promuovere un maggior sviluppo delle cristianità nelle Indie Orientali, e di regolare in esse in modo stabile e definilivo il Patronato della Corona Portoghese, hanno risoluto di fare un Concordato, nominando a tale effetto due Plenipotenziarii, cioè, per parte di Sua Santità, l'Emo. e Rmo. Sig.^r Cardinale Lodovico Jacobini, suo Segretario di Stato, e per parte di Sua Maestà Fedelissima l'Eccmo. Sig.^r Giovanni Battista da Silva Ferrão de Carvalho Martens, Ambasciatore Straordinario e Ministro di Stato Onorario: i quali, scambiati i loro rispettivi pieni poteri, e trovati in buona e dovuta forma, convennero negli articoli seguenti:

Articolo 1.º

In virtù delle antiche concessioni pontificie continuerà lo esercizio del Patronato della Corona Portoghese, in conformità dei sacri canoni, nelle Chiese Cattedrali del Indie Orientali, secondo le modificazioni espresse nel presente Concordato.

Articolo 2.º

In quanto alla Chiesa Metropolitana e Primaziale di Goa, l'Arcives-

*) Les ratifications ont été échangées.

tinuará a exercer os direitos metropolitanos nas dioceses que lhe são suffraganeas.

O Arcebispo pro tempore, por benigna concessão de Sua Santidade, será elevado á alta dignidade de Patriarcha ad honorem das Indias Orientaes, e gosará alem d'isso do privilegio de presidir os concilios provinciaes de todas as Indias Orientaes, os quaes ordinariamente se reunirão em Goa, salvo ao Summo Pontífice o direito de dispor de outro modo em circumstancias espeziaes.

Artigo 3.º

A Provincia Ecclesiastica Metropolitana de Goa será composta, alem da Sede Metropolitana, das tres Dioceses seguintes: de Damão e titular de Cranganor; de Cochim; e de S. Thomé de Meliapor.

Em annexo separado serão indicados os limites e os logares que ficam sujeitos a cada uma das tres dioceses.

Artigo 4.º

Na Diocese Metropolitana de Goa, bem como nas tres dioceses suffraganeas, o direito de Padroado será exercido pela Corôa Portuguesa.

Artigo 5.º

Em consideração das vantagens que pela reconstituição das tres referidas dioceses e de uma regular provincia ecclesiastica, podem provir aos fideis alguns dos grupos principaes das christandades denominadas goanezas, que são indicadas no annexo já mencionado, não comprehendidas nos limites assignados ás tres mencionadas dioceses, serão a estas aggregados, tendo-se em attenção os elementos materiaes e moraes de homogeneidade, que mostrem que ficão assim melhor reunidos.

covo proseguirá ad esercitare i diritti metropolitani nelle diocesi suffraganee.

L'Arcivescovo pro tempore, per benigna concessione di Sua Santità, sarà elevato alla dignità di Patriarca ad honorem delle Indie Orientali, e godrà inoltre il privilegio di presiedere ai concilii nazionali di tutte le Indie Orientali, e quali ordinariamente si aduneranno a Goa, salvo al Papa il diritto di disporre altrimenti in circostanze particolari.

Articolo 3.º

La Provincia Ecclesiastica di Goa sarà composta, oltre alla Sede Metropolitana, delle tre Diocesi seguenti, cioè, Damau, col titolo anche di Cranganor; Cochim; e S. Thomé di Meliapor.

In foglio separato verranno indicati i limiti ed i luoghi soggetti alle tre diocesi.

Articolo 4.º

Nella Diocesi Metropolitana di Goa, come nelle tre diocesi suffraganee, il diritto di Patronato sarà esercitato dalla Corona Portoghese.

Articolo 5.º

Em vista dei vantaggi, che dalla ricostituzione delle stesse tre diocesi e quindi di una regolare provincia ecclesiastica, potranno derivare a quei fedeli, alcuni dei gruppi principali delle cristianità goane, indicati nello annesso allegato, non compresi nei limiti delle summenzionate tre diocesi, saranno aggregati a queste, tenendosi ragione degli elementi materiali e morali di omogeneità, che ad esse meglio li assimilano.

Nas missões goanezas das outras dioceses deverá o Ordinário confiar de preferencia a cura de almas a sacerdotes goanezes ou portuguezes d'elle dependentes.

Artigo 6.º

Pela sua parte o Governo Portuguez compromette-se a providenciar á conveniente dotação das mencionadas dioceses, de que trata o artigo 3.º da presente Concordata, dos cabidos, do clero e dos seminarios, e a cooperar efficaçmente com os respectivos Bispos para a fundação de escolas, orphanologios, e outras instituições necessarias para o bem dos fieis e da evangelisação dos infieis.

Artigo 7.º

Com relação ás quatro Dioceses de Bombaim, Mangalor, Quilon e Maduré, que serão erectas com a instituição da gerarchia nas Indias, os Metropolitanos com os seus suffraganeos na vagatura de qualquer das ditas Sés Episcopaes, assim como igualmente os suffraganeos da respectiva provincia, quando a vagatura seja da Séde Archiepiscopal, á sua livre escolha formarão e communicarão uma lista de tres nomes ao Arcebispo de Goa, que a enviará a Sua Magestade El-Rei de Portugal, o qual no praso de seis mezes deverá apresentar á Santa Sé um candidato escolhido d'entre os tres da proposta. Se no praso indicado de seis mezes esta apresentação não tiver sido feita, a livre escolha será devoluta á Santa Sé.

Artigo 8.º

O Summo Pontifice nomeará pela primeira vez os Arcebispos e Bispos das quatro dioceses indicadas no precedente artigo, que serão fundadas

Nelle missioni goane delle altre diocesi dovrà l'Ordinario affidare di preferenza la cura delle anime a sacerdoti goani o portughesi da esso dipendenti.

Articolo 6.º

Il Governo assume l'impegno di provvedere alla conveniente dotazione delle menzionate diocesi, dei capitoli, del clero e dei seminarii, e coopererà efficacemente all'azione dei Vescovi nel fondare scuole, orfanotrofii ed altre istituzioni richieste dal bene dei fedeli e dalla evangelizzazione dei pagani.

Articolo 7.º

Per le quattro Diocesi di Bombay, Mangalor, Quilon e Maduré, che si erigeranno colla istituzione della gerarchia nelle Indie, i Metropolitani insieme coi Vescovi suffraganei, nella vacanza della Sede Vescovile, come pure i suffraganei della provincia nella vacanza della Sede Arcivescovile, formeranno a loro libera scelta e comunicheranno una terna all'Arcivescovo di Goa che la rimetterà alla Corona, la quale dovrà presentare dentro sei mesi alla Santa Sede un candidato fra i tre inclusi nella terna, trascorso il quale termine, la libera scelta è devoluta alla Santa Sede.

Articolo 8.º

Il Sommo Pontefice nominerà per la prima volta gli Arcivescovi ed i Vescovi delle quattro diocesi indicate nel precedente articolo, le quali sa-

com a constituição da gerarchia ecclesiastica.

Artigo 9.º

As christandades de Malaca e Singapura, actualmente dependentes da jurisdicção extraordinaria do Arcebispo de Goa, ficarão sujeitas à jurisdicção do Bispo de Macau.

Artigo 10.º

Regulado assim o Padroado da Corôa Portugueza, em todo o outro territorio das Indias Orientaes, a Santa Sé gosará plena liberdade de nomear os Bispos e de adoptar as determinações que julgar opportunas para o bem dos fieis.

Artigo 11.º

Modificadas e interpretadas por esta fórma as precedentes concessões relativas ao Padroado da Corôa Portuguezas nas Indias Orientaes, continuarão em vigor os artigos 8.º, 4.º, 5.º, 6.º e o annexo A da Concordata de 21 de fevereiro de 1857.

Artigo 12.º

O presente Tratado com o seu annexo, que d'elle fica fazendo parte integrante, será ratificado pelas Altas Partes Contratantes, e as ratificações serão trocadas em Roma dentro de tres mezes, da data da assignatura, ou antes, se for possivel.

Roma, em vinte e tres de junho de mil oitocentos oitenta e seis.

João Baptista da Silva Ferrão de Carvalho Martens.

Annexo ao artigo 8.º do Projecto da Concordata.

I.

A Igreja Patriarchal Metropolitana e Primacial de Goa ficará comprehendendo:

ranno fondate colla costituzione della ecclesiastica gerarchia.

Articolo 9.º

Le cristianità di Malaca e Singapur, attualmente dipendenti dalla giurisdizione straordinaria dell'Arcivescovo di Goa, saranno soggette alla giurisdizione del Vescovo di Macao.

Articolo 10.º

Regolato per tal guisa il Patronato della Corona, in tutto il rimanente territorio delle Indie Orientali, la Santa Sede godrá piena libertà di nominare i Vescovi e di prendere le determinazioni che crederà opportune a vantaggio dei fedeli.

Articolo 11.º

Modificate ed interpretate per tal guisa le precedenti concessioni relative al Patronato della Corona nelle Indie Orientali, rimangono in vigore gli articoli 3, 4, 5, 6, e l'annesso A del Concordato del 1857.

Articolo 12.º

Il presente Trattato col suo annesso, che forma parte integrante di esso, sarà ratificato dalle Alte Parti Contraenti, e le ratifiche saranno scambiate in Roma dentro tre mesi dalla data delle sottoscrizioni, o prima, se sarà possibile.

Roma, venti tre de giugno del milleottocento ottantasei.

L. Card. Jacobini.

Annexo all' articolo 3.º del Progetto di Concordate.

I.

La Chiesa Patriarcale Metropolitana e Primaziale di Goa comprenderà:

1.º) Todo o territorio das possessões portuguezas da India que hoje lhe pertencem, com excepção dos districtos de Damão e de Diu, que ficarão pertencendo á Diocese suffraganea de Damão e titular de Oranganor, nos termos do artigo 3.º da presente Concordata.

2.º) O Canará septentrional com as christandades de uma e de outra jurisdicção que o compõem, e que são actualmente as seguintes:

De Sadashigor:

» Sunkerry:

» Karwar:

» Ankola, com as christandades de Bingi, Chindierro, Bollingolly, Yellopor:

De Siroy:

» Honowar, com as christandades de Kiroly, Boteul, Ferquembat:

De Chandowar e Coomptá:

» Golmuna, com as christandades de Sounxim, Munkim e Baitur: constituindo assim territorio diocesano continuo sujeito á jurisdicção ordinaria de Goa.

3.º) As christandades n'esta circumscricção que actualmente são de outra jurisdicção, ficam sujeitas á jurisdicção ordinaria de Goa.

II.

A diocese de Damão e titular de Oranganor agora erecta, em virtude do artigo 7.º da Concordata de 21 de fevereiro de 1857, ficará assim composta.

Numero um.

1.º) Dos districtos de Damão e de Diu actualmente da jurisdicção ordinaria da Archidiocese de Goa:

2.º) Da parte do districto de Broach ao sul do rio Norhadda e do districto de Surrat:

1.º) Tutto il territorio dei possedimenti portoghesi dell'India che oggi le appartengono, eccetuali i distretti di Damão e di Diu, che resteranno alla Diocesi suffraganea di Damão e titolare di Oranganor, a termini dell' articolo 3.º del presente Concordato.

2.º) Il Canará settentrionale colle cristianità dell' una e dell' altra giurisdizione che lo compongono e che sono attualmente le seguenti:

Di Sadashigor:

» Sunkerry:

» Karwar:

» Ankola, colle cristianità di Bingi, Chindierro, Bollingolly, Yellopor:

Di Siroy:

» Honowar colle cristianità di Kiroly, Boteul, Ferquembat:

Di Chandowar e Coomptá:

» Golmuna colle cristianità di Sounxim, Munkim e Baitur: costituenti così il territorio diocesano non interrotto sottoposto alla giurisdizione ordinaria di Goa:

3.º) Le cristianità in questa circoscrizione, che presentemente sono di altra giurisdizione, restano soggetto alla giurisdizione ordinaria di Goa.

II.

La diocesi di Damão e titolare di Oranganor ora erecta, in virtù dell' articolo 7.º del Concordato del 21 di Febbraro del 1857, resterà così composta.

Numero primo.

1.º) Dei distretti di Damão e di Diu attualmente della giurisdizione ordinaria dell' Archidiocesi di Goa:

2.º) Della parte del distretto di Broach al sud del fiume Norhadda e del distretto di Surrat:

3.º) Do districto de Kenkam septentrional:

4.º) Do actual varado das ilhas de Salcete e Trombay:

5.º) Do actual varado de Baçaim:

constituindo assim territorio diocesano continuo sujeito á jurisdicção ordinaria da diocese.

6.º) Ficam exceptuadas as christandades e estabelecimentos seguintes, hoje sujeitos á jurisdicção do Vigario Apostolico:

No districto de Surrat as igrejas e parochias de Surrat e Bulsar.

Nas ilhas de Salcete e Trombay as igrejas e parochias inteiras de Marolis e de Maucy na ilha de Trombay, hoje já pertencentes á jurisdicção do Vigario Apostolico, com os estabelecimentos da mesma jurisdicção que actualmente lhe pertencem.

No Banderá a igreja actualmente sujeita á jurisdicção do Vigario Apostolico com o Stanislan's Institute e St Joseph's Convent, que já actualmente lhe pertencem, e mais as igrejas de Iuven, Condotina e Culven, que igualmente pertencem á jurisdicção do Vigario Apostolico.

7.º) Para evitar qualquer confusão fica declarado que nos actuaes varados n.ºs 4 e 5 de Salcete e Baçaim continuam sujeitas á jurisdicção ordinaria da Diocese de Damão todas as christandades que actualmente o estão á Archidiocese de Goa, não sendo actualmente sujeitas a esta jurisdicção as christandades que já ficam exceptuadas sob n.º 6.

Numero segundo.

Ficarão igualmente pertencendo á Diocese de Damão todas as christan-

3.º) Del distretto del Kenkam settentrionale:

4.º) Delle'attuale territorio (varado) delle isole di Salcete e Trombay:

5.º) Dell'attuale territorio (varado) de Baçaim:

constituendo così il territorio diocesano non interrotto soggetto alla giurisdizione ordinaria della diocesi:

6.º) Restano eccettuate le cristianità e stabilimenti seguenti, oggi soggetti alla giurisdizione del Vicario Apostolico:

Nel distretto di Surrat le chiese e parrocchie di Surrat e Bulsar:

Nelle isole di Salcete e Trombay le chiese e parrocchie intiere di Marolis e di Maucy nell' isola de Trombay, oggi già appartenenti alla giurisdizione del Vicario Apostolico, cogli stabilimenti della medesima giurisdizione che attualmente le appartengono.

Nel Banderà la chiesa attualmente soggetta alla giurisdizione del Vicario Apostolico collo Stanislan's Institute e St Joseph's Convent, che già attualmente le appartengono, e di più le chiese di Iuven, Condotina e Culven, che egualmente appartengono alla giurisdizione del Vicario Apostolico.

7.º) Per evitare qualsiasi confusione resta dichiarato che negli attuali distretti (varados) n.º 4 e 5 di Salcete e Baçaim seguono a restar soggetti alla giurisdizione ordinaria della Diocesi di Damão tutte le cristianità che attualmente lo sono alla Archidiocesi di Goa, non essendo attualmente soggette a questa giurisdizione le cristianità che già rimangono eccettuate sotto il n.º 6.

Numero secondo.

Rimarranno egualmente assegnate alla Diocesi di Damão tutte le cris-

dades com as suas igrejas, capellas e estabelecimentos dependentes, bens e rendimentos na cidade e ilha de Bombaim, actualmente sujeitas á jurisdicção do Arcebispo de Goa, que para maior clareza se designam aquí:

1.º De Mazagão com a igreja e estabelecimentos que lhe pertencem e capella de S. Francisco Xavier em Colaba e estabelecimentos que lhe são dependentes:

2.º De S. Francisco Xavier de Dalbul:

3.º De Cavel (Nossa Senhora da Soledade) e capella em Lonpoor:

4.º De Mahim superior (S. Miguel) com capella do Bom Conselho em São e escola que lhe pertence:

5.º De Mahim Inferior (Nossa Senhora da Salvação) com as capellas de Matenga e de Parel, collegio e escolas annexas.

III.

A Diocese de Cochim suffraganea de Goa ficará assim circumscripta comprehendendo:

Numero primeiro.

1.º A cidade de Cochim com todas as suas christandades, igrejas, capellas e quaesquer outros estabelecimentos dependentes.

2.º As seguintes circumscripções com as christandades de uma e de outra jurisdicção que lhes pertencem; Mattanchery e Amarambady (jurisdicção do Arcebispo e do Vigario Apostolico)

Pallarutti (jurisdicção do Vigario Apostolico)

Idacochi, Arus, Punuguto e Perumpadippu

Manasherry S. Luiz

Manasherry S. Miguel

tianità colle loro chiesi, cappelle e stabilimenti dependenti, beni e rendite nella città ed isola di Bombaim attualmente soggetta alla giurisdizione dell'Arcivescovo di Goa, che per maggior chiarezza siannoveranno qui appresso:

1.º Di Mazagão colla chiesa e stabilimenti che gli appartengono e cappella di S. Francisco Saverio in Colaba, e gli stabilimenti che gli sono dependenti:

2.º Di S. Francesco Saverio di Dalbul:

3.º Di Cavel (N.ª S.ª della Solidade) e capelle in Lonpoor:

4.º Del Mahim superiore (S. Michele) colla cappella del Buon Consiglio in Sion e scuola che le appartiene:

5.º Del Mahim Inferiore (N.ª S.ª della Salvação) colle capelle di Matenga e di Parel, collegio e scuole annesse.

III.

La Diocesi de Cochim suffraganea di Goa resterà così circoscritta comprendendo:

Numero primo.

1.º La città di Cochim con tutte le sue cristianità, chiesi, cappelle e qualunque altro stabilimento dependente.

2.º Le seguenti circoscrizioni colle cristianità dell'una e dell'altra giurisdizione che loro appartengono:

Mattanchery e Amarambady (giurisdizione dell'Arcivescovo e del Vicario Apostolico)

Pallarutti (giurisdizione del Vicario Apostolico)

Idacochi, Arus, Punuguto e Perumpadippu

Manasherry S. Luigi

Manasherry S. Michele

Caunnamalé
 Candacadavuy
 Combalananguy
 Chellanam S. Sebastião
 Chellanam S. Jorge
 Pollitodu
 Truvine (jurisdição do Vigário Apostólico e do Arcebispo)
 Manacudam e Toreur
 Pallipuram
 Bendurti e Tevere
 Tanghi
 Arthungal S. Jorge
 Arthungal Santo André e Mararicolam e Chetti
 Mararicolam (jurisdição do Arcebispo de Goa)
 Kattur (jurisdição do Arcebispo)
 Aleppi (jurisdição do Arcebispo e do Vigário Apostólico)
 Vattalunyahal (jurisdição do Arcebispo)
 Pungavu (jurisdição do Vigário Apostólico)
 Tumboly (jurisdição do Arcebispo e do Vigário Apostólico).

Numero segundo.

No actual Vicariato Apostólico de Quilon as seguintes christandades:

- 1.^o) Aravola
- 2.^o) Caringolam
- 3.^o) Pontorré
- 4.^o) Tuttur
- 5.^o) Waliatowe
- 6.^o) Velli

comprehendendo todas as igrejas, capellas, estabelecimentos, bens e rendimentos que actualmente lhe pertencem:

IV.

A Diocese de S. Thomé de Meliapor, suffraganea de Goa, ficará assim circumscripta:

Caunnamalé
 Candacadavuy
 Combalananguy
 Chellanam S. Sebastiano
 Chellanam S. Giorgio
 Pollitodu
 Truvine (giurisdizione del Vicario Apostólico e dell'Arcivescovo)
 Manacudam e Toreur
 Pallipuram
 Bendurti e Tevere
 Tanghi
 Arthungal S. Giorgio
 Arthungal S. Andrea e Mararicolam e Chetti
 Mararicolam (giurisdizione dell'Arcivescovo di Goa)
 Kattur (giurisdizione del Arcivescovo)
 Aleppi (giurisdizione dell'Arcivescovo e del Vicario Apostólico)
 Vattalunyahal (giurisdizione dell'Arcivescovo)
 Pungavu (giurisdizione del Vicario Apostólico)
 Tumboly (giurisdizione dell'Arcivescovo e del Vicario Apostólico).

Numero secondo.

Nell' attuale Vicariato Apostólico di Kilon le seguenti cristianità:

- 1.^o) Aravola
- 2.^o) Caringolam
- 3.^o) Pontorré
- 4.^o) Tuttur
- 5.^o) Waliatowe
- 6.^o) Velli

comprehendendo tutte le chiese, capelle, stabilimenti, beni e renditi che presentemente loro appartengono.

IV.

La diocesi di S. Thomé di Meliapor, suffraganea di Goa, resterà così circoscritta:

Numero primeiro.

1.º) A cidade de S. Thomé de Meliapor com todas as suas christandades de uma ou da outra jurisdicção e aquellas do Monte de S. Thomé, igrejas, capellas e quaesquer estabelecimentos dependentes, e em Palavaram

Cavelung e Chinglepett; tendo por limites a leste o golfo de Bengala; a norte os caminhos chamados Edward Elliot's Road e S. George's Cathedral Road; oeste o caminho que conduz de Madrasta a Congeveran até ao rio Palar; a sul o rio Palar até ao mar, constituindo tudo assim territorio diocesano continuo.

2.º) No actual Vicariato Apostolico do Maduré:

As christandades de uma e da outra jurisdicção, comprehendendo todas as suas igrejas, capellas e quaesquer outros estabelecimentos dependentes situados nos districtos de

Tangiore

Rigapatam e de

Manargudi

tendo por limites a este o golfo de Bengala, a norte os rios denominados Vettar e Vemar; a oeste e ao sul os limites dos districtos de Tangiore, Manargudi e Nizagapatam: constituindo tudo assim territorio diocesano continuo.

Numero segundo.

1.º) Todas as christandades, igrejas, capellas, e quaesquer estabelecimentos dependentes, com todos os seus bens e rendimentos em Calcuttá e Dacca, ou Daka, sujeitos actualmente ao Vicariato geral portuguez de Bengala, e que para maior clareza aqui se mencionam:

De Boitakanak na cidade de Calcuttá

Numero primo.

1.º) La città di S. Thomé di Meliapor con tutte le su cristianità dell'una o delle'altra giurisdizione, e quelle del Monte S. Thomé, chiese, cappelle equalsiasi stabilimenti dipendente, e in

Palavaram

Cavelung e Chinglepett; avendo per limiti al l'est il golfo di Bengala; a nord le strade dette Edward Elliot's Road e S. George's Cathedral Road; all'ovest la strada che conduce da Madras a Congeveran fino al fiume Palar; al sud il fiume Palar fino al mare rimanendo così tutto il territorio diocesano continuo.

2.º) N'ell' attuale Vicariato Apostolico del Maduré:

Le cristianità dell'una e dell'altra giurisdizione, comprendendo tutte le sue chiese, cappelle e qualsiasi altro stabilimento dipendente situato nei distretti di

Tangiore

Rigapatam e di

Mapargudi

avendo per confini ad este il golfo de Bengale, a nord i fiumi detti Vettar e Vemar; and ovest ed a sud i limiti dei distretti di Tangiore, Manargudi e Nizagapatam costituendo così tutto il territorio diocesano continuo.

Numero secondo.

1.º) Tutte le cristianità, chiese, cappelle e ogni sorta stabilimenti dipendenti con tutti e loro beni e rendite in Calcuttá e Dacca, o Daka, soggetti presentemente al Vicariato generale portuguese di Bengala, e che per maggior chiarezza qui si annoverano:

Di Boitakanak nella città di Calcuttá

De Chinzurak

De Boudel no distrito de Hoogly com as escolas dependentes:

Em Dacca, ou Daka, as christandades de Dacca (Nossa Senhora da Piedade)

De Tesgão (Nossa Senhora do Rosario);

De Nagory (S. Nicolau Tolentino)

De Hosnabad (Nossa Senhora do Rosario) com as christandades que lhe estão actualmente annexas e dependentes

De Shibpur (Nossa Senhora da Guia) igualmente com as christandades que lhe estão actualmente annexas e dependentes.

2.^o) As christandades com as suas igrejas e capellas, actualmente sujeitas exclusivamente á jurisdicção do Arcebispo de Goa, sitas no actual Vicariato Apostolico do Maduré.

Com relação ás pequenas aldeias que ahí haja sujeitas ás duas jurisdicções, os dois Bispos de S. Thomé e do Maduré proporão equitativamente, para ser resolvido pela Santa Sé e o Padroeiro, a qual das jurisdicções deverá ficar pertencendo de futuro.

V.

Ainda que já fica declarado, todavia para maior clareza, e a fim de evitar quaesquer duvidas de futuro, declara-se que sempre que n'este annexo se trata de christandades, entende-se que comprehende todas as igrejas, capellas e quaesquer outros estabelecimentos, que lhes estejam annexos ou dependentes, com todos os seus bens e rendimentos.

Será dada uma compensação para os bens proprios de Portugal ou dos Vigarios Apostolicos nos logares que forem reciprocamente cedidos. Estes negocios serão regulados por os Bispos e os Vigarios Apostolicos re-

Di Chinzurak

Di Boudel nel distretto di Hoogly colle scuole dipendenti:

In Dacca, o Daka, le cristianità di Dacca (N.^a S.^a della Pietà)

Di Tesgão (N.^a S.^a del Rosario)

Di Nagory (S. Nicolò da Tolentino)

Di Hosnabad (N.^a S.^a del Rosario) colle cristianità che loro sono presentemente annesse e dipendenti

Di Shibpur (N.^a S.^a della Guida) parimenti colle cristianità che sono a questo presentemente annesse e dipendenti.

2.^o) Le cristianità colle loro chiese e cappella attualmente soggette esclusivamente alla giurisdizione dell' Arcivescovo di Goa, e site nell' attuale Vicariato Apostolico del Maduré.

Quanto ai piccoli villaggi che attualmente sono soggetti alle due giurisdizioni, i due Ordinarii di S. Thomé e del Maduré proporranno equitativamente alla risoluzione della Santa Sede e del Patrono, a quale delle due giurisdizioni dovranno essi appartenere nell' avvenire.

V.

Sebbene già è state dichiarato, tuttavia per maggiore chiarezza ed a fine di evitare qualunque dubbio nel futuro, si dichiara che tutte le volte che in questo annesso si tratta di cristianità, s'intende che comprende tutte le chiese, cappelle e qualunque altro stabilimento annesso o dipendente, con tutti i loro beni e rendite.

Avrà luogo un compenso per tutti i beni proprii del Portogallo, o dei Vicarii Apostolici nei luoghi che sono reciprocamente ceduti. Questi affari saranno regolati dai Vescovi e Vicarii Apostolici rispettivi, che ne

aspectivos, os quæes os submeterão
à Santa Sé e ao Governo Portuguez.

Roma, em vinte e tres de junho
de mil oitocentos oitanta e seis.

João Baptista da Silva Ferrão de
Carvalho Martins.

riferiranno alla Santa Sede ed al
Governo Portoghese.

Roma, ventitre di giugno de mil-
leottocento ottantasei.

L. Card. Jacobini.

20.

PORTUGAL.

Circulaire aux consuls relative à l'émigration et au com-
merce du 31 janvier 1887.

Mémorial diplomatique. 1887. No. 8.

Le ministre des affaires étrangères vient d'adresser aux consuls la
circulaire suivante :

Les questions coloniales ont pris dans ces dernières années une im-
portance considérable pour presque tous les pays européens. L'intérêt
primordial de ces questions consiste dans la nécessité dans laquelle pres-
que tous se trouvent d'ouvrir de nouveaux marchés à leurs industries
croissantes, qui, par suite de la concurrence chaque jour plus forte et plus
active de nouvelles forces productrices, luttent dans des conditions dés-
avantageuses sur les marchés de l'Europe, et se sentent menacées d'une
crise permanente et d'une paralysation forcée, qui, en affaiblissant la vie
économique, peut causer de graves perturbations dans l'organisme de l'Etat.

D'autres intérêts encore sont liés étroitement à ce sujet. Le com-
merce des produits coloniaux et le progrès des courants d'émigration que
la densité de la population ou les conditions difficiles de l'existence dans
certaines régions poussent hors de l'Europe, peuvent contribuer directement
ou indirectement à la prospérité de la métropole.

Notre pays n'est pas tellement avancé dans les travaux industriels
qu'il ait besoin aujourd'hui d'ouvrir des marchés nouveaux aux produits
de ses fabriques, et il ne pourrait non plus concourir sur ce terrain avan-
tageusement avec les autres pays producteurs. Mais il n'est pas moins
intéressé que d'autres au développement du commerce des produits de ses
vastes colonies, et aux conséquences des mouvements d'émigration, qui jus-
qu'à aujourd'hui sont partis du Portugal et des îles adjacentes pour for-
mer un fort courant vers l'Amérique. De cette façon il s'est constitué
dans le Nouveau Monde de nombreuses et prospères colonies portugaises,
qui peuvent vaillamment contribuer à l'agrandissement de nos relations

commerciales et assurer un marché accessible et facile aux produits agricoles de la métropole.

Par cela même, l'étude et la comparaison des faits survenus dans les autres pays relativement au mouvement de l'émigration et au commerce spécial des produits coloniaux, peuvent nous fournir des éclaircissements utiles et nous procurer des indications précieuses.

» Dans ce but, vous devrez, en outre du rapport annuel prescrit par la dépêche-circulaire du 30 mars 1870, en rédiger un autre, également annuel, sur tous les faits relatifs à l'émigration et au commerce des produits coloniaux, qui auront lieu dans votre circonscription et qui mériteront d'être mentionnés en raison de leur signification et de leur importance dans la vie économique du pays ou d'une région déterminée.

» Dieu vous garde !

Secrétariat d'Etat des affaires étrangères, le 31 janvier 1887.

» Signé : *Henrique de Barros Gomes.* »

21.

PORTUGAL, FRANCE.

Convention relative à la délimitation des possessions respectives dans l'Afrique occidentale ; signée à Paris le 12 mai 1886.

Journal officiel du 14 septembre 1887.

Le Président de la République française et S. M. le roi de Portugal et des Algarves, animées du désir de resserrer par des relations de bon voisinage et de parfaite harmonie les liens d'amitié qui existent entre les deux pays, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention spéciale pour préparer la délimitation de leurs possessions respectives dans l'Afrique occidentale, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. Girard de Rialle, ministre plénipotentiaire, chef de la division des archives au ministère des affaires étrangères, chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc. ;

Et M. le capitaine de vaisseau O'Neill, commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc.

S. M. le roi de Portugal et des Algarves :

M. João d'Andrade Corvo, conseiller d'Etat, vice président de la Chambre des pairs, grand'croix de l'ordre de Saint-Jacques, grand'croix de l'ordre de la Légion d'honneur, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le gouvernement de la République française, etc. ;

Et M. Carlos Roma do Bocage, député, capitaine de l'état major du

génie, son officier d'ordonnance honoraire et attaché militaire à sa légation près S. M. l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, chevalier de l'ordre de Saint Jacques, officier de la Légion d'honneur, etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1^{er}. En Guinée, la frontière qui séparera les possessions françaises des possessions portugaises suivra, conformément au tracé indiqué sur la carte n° 1 annexé à la présente convention:

Au nord, une ligne qui, partant du cap Roxo, se tiendra, autant que possible, d'après les indications du terrain, à égale distance des rivières Casamance (Casamansa) et San Domingo de Cacheu (São Domingo de Cacheu), jusqu'à l'intersection du méridien 17°30' de longitude ouest de Paris avec la parallèle 12°40' de latitude nord. Entre ce point et le 16° de longitude ouest de Paris, la frontière se confondra avec le 12°40' de latitude nord.

A l'Est, la frontière suivra le méridien de 16° ouest, depuis le parallèle 12°40' de latitude nord jusqu'au parallèle 11°40' de latitude nord.

Au sud, la frontière suivra une ligne qui partira de l'embouchure de la rivière Cajet, située entre l'île Catak (qui sera au Portugal) et l'île Triatão (qui sera à la France), et se tenant autant que possible, suivant les indications du terrain, à égale distance du Rio Componi (Tabati) et du Rio Cassini, puis de la branche septentrionale du Rio Componi (Tabati) et de la branche méridionale du Rio Cassini (Marigot de Kakoudo) d'abord, et du Rio Grande ensuite, viendra aboutir au point d'intersection du méridien 16° de longitude ouest et du parallèle 11°40' de latitude nord.

Appartiendront au Portugal toutes les îles comprises entre le méridien du cap Roxo, la côte et la limite sud formée par une ligne qui suivra le thalweg de la rivière Cajet et se dirigera ensuite au sud-ouest à travers la passe des Pilotes pour gagner 10°40' latitude nord avec lequel elle se confondra jusqu'au méridien du cap Roxo.

Art. 2. S. M. le roi de Portugal et des Algarves reconnaît le protectorat de la France sur les territoires du Fouta-Djallon, tel qu'il a été établi par les traités passés en 1881 entre le gouvernement de la République française et les Almamys du Fouta-Djallon.

Le gouvernement de la République française, de son côté, s'engage à ne pas chercher à exercer son influence dans les limites attribuées à la Guinée portugaise par l'article 1^{er} de la présente convention. Il s'engage en outre à ne pas modifier le traitement accordé de tout temps aux sujets portugais par les Almamys du Fouta-Djallon.

Art. 3. Dans la région du Congo, la frontière des possessions portugaises et françaises suivra, conformément au tracé indiqué sur la carte n° 2, annexée à la présente convention, une ligne qui, partant de la pointe de Chamba, située au confluent de la Loema ou Louisa-Loango et de la Lubinda, se tiendra, autant que possible et d'après les indications du terrain, à égale distance de ces deux rivières, et à partir de la source la plus septentrionale de la rivière Luali, suivra la ligne de faite qui sépare les bassins de la Loema ou Louisa-Loango et du Chilongo, jusqu'au 10°30'

de longitude est de Paris, puis se confondra avec ce méridien jusqu'à se rencontrer avec le Chilongo, qui sert en cet endroit de la frontière entre les possessions portugaises et l'Etat libre du Congo.

Chacune des hautes parties contractantes s'engage à n'élever à la pointe de Chamba aucune construction de nature à mettre obstacle à la navigation.

Dans l'estuaire compris entre la pointe de Chamba et la mer, le thalweg servira de ligne de démarcation politique aux possessions des hautes parties contractantes.

Art. 4. Le gouvernement de la République française reconnaît à Sa Majesté Très Fidèle le droit d'exercer son influence souveraine et civilisatrice dans les territoires qui séparent les possessions portugaises d'Angola et de Mozambique, sous réserve des droits précédemment acquis par d'autres puissances, et s'engage, pour sa part, à s'y abstenir de toute occupation.

Art. 5. Les citoyens français dans les possessions portugaises sur la côte occidentale d'Afrique et les sujets portugais dans les possessions françaises sur la même côte seront respectivement, en ce qui concerne la protection des personnes et des propriétés, traités sur un pied d'égalité avec les sujets et les citoyens de l'autre puissance contractante. Chacune des hautes parties contractantes jouira, dans lesdites possessions, pour la navigation et le commerce, du régime de la nation la plus favorisée.

Art. 6. Les propriétés faisant partie du domaine de l'Etat des hautes parties contractantes, dans les territoires qu'elles se sont mutuellement cédés, feront l'objet d'échanges et de compensations.

Art. 7. Une commission sera chargée de déterminer, sur les lieux, la position définitive des lignes de démarcation prévues par les articles 1 et 3 de la présente convention et les membres en seront nommés de la manière suivante :

Le Président de la République française nommera, et Sa Majesté Très Fidèle nommera deux commissaires.

Les commissaires se réuniront au lieu qui sera ultérieurement fixé, d'un commun accord, par les hautes parties contractantes et dans le plus bref délai possible après l'échange des ratifications de la présente convention.

En cas de désaccord, les dits commissaires en référeront aux gouvernements des hautes parties contractantes.

Art. 8. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Lisbonne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris le douze mai mil huit cent quatre-vingt-six.

Girard de Rialle.

O'Neill.

d'Andrade Corvo.

Roma du Bocage.

22.

ROUMANIE, BELGIQUE.

Convention pour assurer réciproquement le bénéfice de l'assistance judiciaire aux nationaux; signée à Bucarest le 4 mars (20 février) 1881.

Publ. offic. du Ministère des Affaires Etrangères à Bucarest 1881.

Son Altesse Royale le Prince de Roumanie et Sa Majesté le Roi des Belges, désirant, d'un commun accord, conclure une Convention pour assurer réciproquement le bénéfice de l'assistance judiciaire aux nationaux de l'autre partie contractante, ont nommé à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Son Altesse Royale le prince de Roumanie, Monsieur B. Boeresco, Grand Croix de l'Ordre de l'Etoile de Roumanie, Grand Croix de l'Ordre de Léopold de Belgique, etc. etc. etc. Son Ministre des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi des Belges: Monsieur Joseph Jooris, Officier de l'Ordre de Léopold, Grand Croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique d'Espagne, Commandeur des Ordres de Notre Dame de la Conception de Villa Viçosa de Portugal, et de Dannebrog de Danemark, Commandeur de nombre de l'Ordre de Charles III d'Espagne, etc. etc. etc. etc., Son Ministre Résident auprès de Son Altesse Royale le Prince de Roumanie:

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme; sont convenus des articles suivants:

Article I.

Les ressortissants des Hautes Parties contractantes jouiront réciproquement du bénéfice de l'assistance judiciaire, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la loi du pays dans lequel l'assistance sera réclamée.

Article II.

Dans tous les cas, le certificat d'indigence doit être délivré à l'étranger qui demande l'assistance par les autorités de sa résidence habituelle. Si l'étranger ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera approuvé et légalisé par l'Agent diplomatique du pays où le certificat doit être produit.

Lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, renseignements pourront, en outre, être pris auprès des autorités de l'Etat auquel il appartient.

Article III.

Les Roumains admis en Belgique et les Belges admis en Roumanie au bénéfice de l'assistance judiciaire, seront dispensés, de plein droit, de toute caution ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut

être exigé des étrangers plaissant contre les nationaux par la législation du pays où l'action sera introduite.

Article IV.

La présente convention est conclue pour cinq années à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera d'être obligatoire encore une année et ainsi de suite d'année en année, à compter du jour où l'une des Parties l'aura dénoncée.

Article V.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bucarest, en double exemplaire, le quatre du mois de Mars (20 Février) mil huit cent quatre-vingt-un.

B. Boeresco.

J. Jooris.

23.

ROUMANIE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Convention consulaire, signée à Bucarest, le 17/5 juin 1881.

Publ. offic. du Ministère des Affaires Etrangères à Bucarest 1881.

His Majesty the King of Roumania and the United States of America, being mutually desirous of defining the rights, privileges and immunities of consular officers in the two countries, deem it expedient to conclude a consular convention for that purpose, and have accordingly named as their plenipotentiaries:

His Majesty the King of Roumania: Mr. D. Bratiano, President of His Council of Ministers, His Minister of Foreign Affairs, etc.

The United States of America: Eugene Schuyler, their Chargé d'Affaires and Consul General;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and proper form, have agreed upon the following articles:

Article I.

Each of the high contracting parties agrees to receive from the other, consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents, in all its ports, cities and places, except those where it may not be convenient to recognise such officers. This reservation, however, shall not apply to one of the high contracting parties without also applying to every other power.

Article II.

The consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents of each of the two high contracting parties shall enjoy reciprocally, in the States of the other, all the privileges, exemptions and immunities that are enjoyed by officers of the same rank and quality of the most favoured nation. The said officers, before being admitted to the exercise of their functions and the enjoyment of the immunities thereto pertaining, shall present their commissions in the forms established in their respective countries. The government of each of the two high contracting powers shall furnish them the necessary exequatur free of charge, and, on the exhibition of this instrument, they shall be permitted to enjoy the rights, privileges and immunities granted by this convention.

Article III.

Consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents, citizens of the State by which they are appointed, shall be exempt from preliminary arrest except in the case of offences which the local legislation qualifies as crimes and punishes as such; they shall be exempt from military billings, from serving in the regular army or navy, in the militia, or in the national guard; they shall likewise be exempt from all direct taxes, national, State or municipal, imposed upon persons, either in the nature of capitation tax or in respect to their property, unless such taxes become due on account of the possession of real estate, or for interest on capital invested in the country where the said officers exercise their functions. This exemption shall not, however, apply to consuls-general, consuls, vice-consuls or consular agents engaged in any profession, business or trade, but the said officers shall in such case be subject to the payment of the same taxes that would be paid by any other foreigner under the like circumstances.

It is understood that the respective consuls, if they are merchants, shall be entirely submitted, as far as concerns preliminary arrest for commercial acts, to the legislation of the country in which they exercise their functions.

Article IV.

When a court of one of the two countries shall desire to receive the judicial declaration or deposition of a consul-general, consul, vice-consul or consular agent, who is a citizen of the State which appointed him, and who is engaged in no commercial business, it shall request him, in writing, to appear before it, and in case of his inability to do so, it shall request him to give his testimony in writing, or shall visit his residence or office to obtain it orally.

It shall be the duty of such officer to comply with this request with as little delay as possible.

In all criminal cases, contemplated by the sixth article of the amendments to the Constitution of the United States, whereby the right is secured to persons charged with crimes to obtain witnesses in their favour,

the appearance in court of said consular officer shall be demanded, with all possible regard to the consular dignity and to the duties of his office. A similar treatment shall also be extended to the consuls of the United States in Roumania, in the like cases.

Article V.

Consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents may place over the outer door of their offices the arms of their nation, with this inscription: Consulate-General, or Consulate, or Vice-Consulate, or Consular Agency of Roumania or of The United States.

They may also raise the flag of their country on their offices, except in the capital of the country when there is a legation there. They may in like manner, raise the flag of their country over the boat employed by them in the port for the exercise of their functions.

Article VI.

The consular offices shall at all times be inviolable. The local authorities shall not, under any pretext, invade them. In no case shall they examine or seize the papers there deposited. In no case shall those offices be used as places of asylum. When a consular officer is engaged in other business, the papers relating to the consulate shall be kept separate.

Article VII.

In the event of the death, incapacity or absence of consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents, their chancellors or secretaries, whose official character may have previously been made known to the Ministry of Foreign Affairs in Roumania, or to the Department of State at Washington, may temporarily exercise their functions, and while thus acting they shall enjoy all the rights, prerogatives and immunities granted to the incumbents.

Article VIII.

Consuls-general and consuls may, so far as the laws of their country allow, with the approbation of their respective governments, appoint vice-consuls and consular agents in the cities, ports and places within their consular jurisdiction. These agents may be selected from among Roumanians, citizens of the United States, or citizens of other countries. They shall be furnished with a regular commission, and shall enjoy the privileges stipulated for consular officers in this convention, subject to the exceptions specified in Articles 3 and 4.

Article IX.

Consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents, shall have the right to address the administrative and judicial authorities, whether in Roumania, of the State, the district or the commune, or in the United States, of the Union, the States or the municipalities, throughout the whole extent of their consular jurisdiction, in order to complain of any infraction of the treaties and conventions between Roumania and the Uni-

ted States and for the purpose of protecting the rights and interests of their countrymen. If the complaint should not be satisfactorily redressed, the consular officers aforesaid, in the absence of a diplomatic agent of their country, may apply directly to the government of the country where they exercise their functions.

Article X.

Consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents may take at their offices, at their private residence, at the residence of the parties, or on board ship, the depositions of the captains and crews of vessels of their own country, of passengers on board of them, and of any other citizen of their nation. They may also receive at their offices, conformably to the laws and regulations of their country, all contracts between the citizens of their country and the citizens or other inhabitants of the country where they reside, and even all contracts between the latter, provided they relate to property situated or to business to be transacted in the territory of the nation to which the said consular officer may belong.

Such papers and official documents of every kind, whether in the original, in copies, or in translation, duly authenticated and legalized by the consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents, and sealed with their official seal, shall be received as legal documents in courts of justice throughout Roumania and the United States.

Article XI.

The respective consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents shall have exclusive charge of the internal order of the merchant vessels of their nation, and shall alone take cognizance of all differences which may arise, either at sea or in port, between the captains, officers and crews, without exception, particularly in reference to the adjustment of wages and the execution of contracts. The local authorities shall not interfere except when the disorder that has arisen is of such a nature as to disturb tranquillity and public order on shore, or in the port, or when a person of the country or not belonging to the crew shall be concerned therein.

In all other cases, the aforesaid authorities shall confine themselves to lending aid to the consuls and vice-consuls or consular agents, if they are requested by them to do so, in causing the arrest and imprisonment of any person whose name is inscribed on the crew-list, whenever, for any cause, the said officers shall think proper.

Article XII.

The respective consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents may cause to be arrested the officers, sailors, and all other persons making part of the crews, in any manner whatever, of ships of war or merchant vessels of their nation, who may be guilty, or be accused, of having deserted said ships and vessels, for the purpose of sending them on board or back to their country. To this end they shall address the competent local authorities of the respective countries, in writing, and shall make to

them a written request for the deserters, supporting it by the exhibition of the register of the vessel and list of the crew, or by other official documents, to show that the persons claimed belong to the said ship's company.

Upon such request thus supported, the delivery to them of the deserters cannot be refused, unless it should be duly proved that they were citizens of the country where their extradition is demanded at the time of their being inscribed on the crew-list. All the necessary aid and protection shall be furnished for the pursuit, seizure and arrest of the deserters, who shall even be put and kept in the prisons of the country, at the request and expense of the consular officers until there may be an opportunity for sending them away. If, however, such an opportunity should not present itself within the space of three months, counting from the day of the arrest, the deserters shall be set at liberty nor shall they again be arrested for the same cause.

If the deserter has committed any misdemeanour, and the court having the right to take cognizance of the offence shall claim and exercise it, the delivery of the deserter shall be deferred until the decision of the court has been pronounced and executed.

Article XIII.

In the absence of an agreement to the contrary between the owners, freighters and insurers, all damages suffered at sea by the vessels of the two countries, whether they enter port voluntarily, or are forced by stress of weather, shall be settled by the consul-general, consuls, vice-consuls and consular agents of the respective countries.

If, however, any inhabitant of the country or citizen or subject of a third power, shall be interested in the matter, and the parties cannot agree, the competent local authorities shall decide.

Article XIV.

All proceedings relative to the salvage of Roumanian vessels wrecked upon the coasts of the United States and of vessels of the United States wrecked upon the coasts of Roumania, shall be directed by the consul-general, consuls and vice-consuls of the two countries respectively, and until their arrival by the respective consular agents, wherever an agency exists. In the places and ports where an agency does not exist, the local authorities, until the arrival of the consul in whose district the wreck may have occurred, and who shall be immediately informed of the occurrence, shall take all necessary measures for the protection of persons and the preservation of wrecked property.

The local authorities shall not otherwise interfere than for the maintenance of order, the protection of the interests of the salvors, if these do not belong to the crews that have been wrecked, and to carry into effect the arrangements made for the entry and exportation of the merchandize saved.

It is understood that such merchandize is not to be subjected to any custom-house charges, unless it be intended for consumption in the country where the wreck may have taken place.

The intervention of the local authorities in these different cases shall occasion no expense of any kind, except such as may be caused by the operations of salvage and the preservation of the goods saved, together with such as would be incurred under similar circumstances by vessels of the nation.

Article XV.

In case of the death of any Roumanian in the United States, or of a citizen of the United States in Roumania without having any known heirs or testamentary executor by him appointed, the competent local authorities shall give information of the circumstance to the consuls or consular agents of the nation to which the deceased belongs, in order that the necessary information may be immediately forwarded to parties interested.

Consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents shall have the right to appear, personally or by delegate, in all proceedings on behalf of the absent or minor heirs, or creditors, until they are duly represented.

Article XVI.

The present convention shall remain in force for the space of ten years, counting from the day of the exchange of the ratifications, which shall be made in conformity with the respective constitutions of the two countries, and exchanged at Bucarest as soon as possible. In case neither party gives notice, twelve months before the expiration of the said period of ten years, of its intention not to renew this convention, it shall remain in force one year longer, and so on from year to year, until the expiration of a year from the day on which one of the parties shall have given such notice.

In faith whereof, the respective plenipotentiaries have signed this convention in duplicate, and have hereunto affixed their seals.

Done at Bucarest the 5/17 day of June, in the year one thousand eight hundred and eighty one.

D. Brătianu.
Eugene Schuyler.

24.

ROUMANIE, MONACO.

Convention d'extradition; signée à Bucarest le 29/17 déc. 1881.

Publ. offic. Bucarest 1882.

Sa Majesté le Roi de Roumanie et Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, désirant, d'un commun accord, conclure une Convention à l'effet de régler l'extradition des malfaiteurs, ont nommé pour leurs plenipotentiaries, savoir :

Sa Majesté le Roi de Roumanie, le sieur Eugène Statesco, Grand Officier de Son ordre de l'Etoile de Roumanie, etc. etc., Son Ministre des Affaires Etrangères; et

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, le Marquis Louis de l'Aubespine-Sully, Commandeur de Son ordre de Saint Charles, etc. etc., Son-Chargé d'Affaires près le Gouvernement Roumain;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Les Gouvernements Roumain et Monégasque s'engagent à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs nationaux, les individus qui, ayant été condamnés ou étant poursuivis comme auteurs ou complices par les autorités compétentes de l'un des deux Etats contractants pour l'un des crimes ou délits indiqués ci-après à l'art. 2, se seraient réfugiés sur le territoire de l'autre.

Néanmoins, lorsque le crime ou délit donnant lieu à l'extradition aura été commis hors du territoire de la Partie réquérante, il pourra être donné suite à la demande, lorsque la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Article II.

Ces crimes et délits sont:

1. Attentat contre la vie du Souverain ou des membres de sa famille;
2. Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre, avortement;
3. Coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation, et ayant occasionné soit la mort, soit une mutilation grave, une infirmité ou une incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation absolue de l'usage d'un membre, de l'oeil ou de tout autre organe;
4. Bigamie, enlèvement de mineurs, viol, attentat à la pudeur commis avec violence; attentat à la pudeur commis sans violence sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de treize ans à Monaco et de quatorze ans en Roumanie;
5. Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant, exposition ou délaissement d'enfant;
6. Incendie;
7. Destruction de constructions, machines à vapeur, ou appareils télégraphiques; destruction coupable des chemins de fer ou de leur matériel, et actes attentatoires à la libre circulation sur les voies ferrées;
8. Destruction de documents, ou autres papiers publics;
9. Association de malfaiteurs; vols;
10. Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissables de peines criminelles;
11. Attentat à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers;
12. Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la

monnaie, l'émission et la mise en circulation consciente de la monnaie contrefaite ou altérée, contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés; émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés; faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques, et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés; contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques, à l'exception de ceux de particuliers ou de négociants; usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés, et usage préjudiciable des vrais sceaux, timbres, poinçons et marques;

13. Faux témoignage et fausse déclaration d'exports ou d'interprètes; subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes;

14. Faux serment;

15. Concussion, détournement commis par des fonctionnaires publics; corruption de fonctionnaires publics;

16. Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites;

17. Escroquerie; abus de confiance;

18. Abandon par le capitaine, hors les cas prévus par le code maritime des deux Pays contractants, d'un navire ou bâtiment de commerce ou de pêche;

19. Echouement, perte, destruction par le capitaine, les officiers ou les gens de l'équipage, détournement par le capitaine d'un navire ou d'un bâtiment de commerce ou de pêche; jet ou destruction sans nécessité de tout ou partie du chargement, des vivres et des effets de bord; fausse route, emprunt sans nécessité sur le corps, ravitaillement ou équipement du navire, ou mise en gages ou vente des marchandises ou victuailles, ou emploi dans les comptes d'avaries ou de dépenses supposées; vente du navire sans pouvoir spécial, hors le cas d'innavigabilité; déchargement de marchandises sans rapport préalable, hors le cas de péril imminent; vol commis à bord; altération de vivres ou de marchandises, commise à bord par le mélange de substances malfaisantes; attaque ou résistance avec violence et voies de faits envers le capitaine par plus du tiers de l'équipage; refus d'obéir aux ordres du capitaine ou officiers de bord pour le salut du navire ou de la cargaison, avec coups et blessures; complots contre la sûreté, la liberté ou l'autorité du capitaine; prise du navire par les marins ou passagers par fraude ou violence envers le capitaine;

20. Révèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente Convention.

L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative de ces crimes ou délits, lorsqu'elle est punissable d'après la législation des deux pays contractants.

Article III.

L'extradition ne sera jamais accordée pour les crimes ou délits politiques.

Ne sera pas réputé délit politique, ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne du chef d'un Etat étranger ou contre

celle d'un membre de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

L'individu qui serait livré pour une autre infraction aux lois pénales, ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou condamné pour un crime ou délit politique commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit.

Il ne pourra non plus être poursuivi ou condamné pour toute autre infraction antérieure à l'extradition qui n'est pas comprise dans la présente Convention, ou qui n'a pas formé l'objet de la demande d'extradition à moins que, après avoir été puni ou définitivement acquitté du crime qui a motivé l'extradition, il n'ait pas quitté le pays avant le délai d'un mois ou bien qu'il n'y soit retourné.

Article IV.

L'extradition pourra être refusée :

1. Si depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié;

2. Si la demande d'extradition est motivée par un crime ou délit pour lequel l'individu réclamé aurait déjà été jugé dans le pays requis.

Article V.

Si l'individu réclamé par l'une des hautes Parties contractantes est réclamé en même temps par un ou plusieurs autres Gouvernements, il pourra être livré au Gouvernement qui demande l'extradition du chef du crime ou délit le plus grave, et dans le cas où tous ces crimes ou délits auraient la même gravité, l'individu en question pourra être livré au Gouvernement dont la demande sera la plus ancienne.

Article VI.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays où il s'est réfugié, pour un crime ou délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il ait été acquitté ou absous, ou jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Article VII.

L'extradition sera accordée lors même que le condamné, l'accusé ou le prévenu viendrait par ce fait à être empêché de remplir des engagements contractés envers les particuliers, lesquels pourront toujours faire valoir leurs droits auprès des autorités compétentes.

Article VIII.

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

L'extradition sera accordée sur la production soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte

ayant la même force que ce mandat et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits. Ces actes seront délivrés en original ou en expédition authentique par l'autorité compétente du pays qui demande l'extradition.

On fournira en même temps, si c'est possible, le signalement de l'individu réclamé ou toute autre indication de nature à en constater l'identité.

L'extradition de l'étranger aura lieu conformément à la législation de chacun des deux pays, et en Roumanie après une instruction sommaire faite par l'autorité judiciaire à l'effet de constater l'identité de l'individu et si le fait dont il est accusé est prévu par cette convention.

Article IX.

Dans les cas urgents chacun des deux Gouvernements s'appuyant sur l'existence d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, ou d'un mandat d'arrêt, pourra, par le moyen le plus prompt et même par le télégraphe, demander et obtenir l'arrestation du condamné ou du prévenu à condition de présenter dans le plus bref délai le document dont on a indiqué l'existence.

Dans tous les cas l'étranger sera mis en liberté, si dans le délai d'un mois après son arrestation le Gouvernement requis n'a pas reçu l'un des documents dont il s'agit.

Article X.

Les objets volés ou saisis en la possession du condamné ou du prévenu, les instruments et outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit, ainsi que toute autre pièce de conviction, seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, rendus en même temps que s'effectuera la remise de l'individu arrêté et même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Cette remise comprendra aussi tous les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays où il s'est réfugié, et qui y seraient trouvés plus tard.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés qui devront leur être rendus sans frais, après la conclusion de l'affaire criminelle ou correctionnelle.

Article XI.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux Etats dans la limite de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport et autres sur le territoire des Etats intermédiaires seront à la charge de l'Etat réclamanant.

L'individu à extraditer sera remis à la gare du chemin de fer ou au

port de l'État requis que désignera l'Agent diplomatique ou consulaire accrédité par le Gouvernement réclamant aux frais duquel il sera extradé.

Article XII.

Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des États contractants d'un individu n'appartenant pas au pays de transit, sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés, selon les cas, dans l'article VIII ci-dessus, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention, et ne rentre pas dans les dispositions des articles III et IV.

Article XIII.

Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale, non politique, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, une commission rogatoire accompagnée, le cas échéant, d'une traduction en langue française sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition des témoins ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Toute fois les commissions rogatoires tendant à faire opérer, soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne seront exécutées que pour l'un des faits énumérés à l'art. II du présent Traité et sous la réserve exprimée dans le paragraphe 2 de l'art. X ci-dessus.

Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire, dans les cas mêmes où il s'agirait d'expertise pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

Article XIV.

Les simples notifications d'actes, jugements ou pièces de procédure en matière pénale, non politique, réclamées par la justice de l'un des deux pays, seront faites à tout individu résidant sur le territoire de l'autre pays sans engager la responsabilité de l'État qui se borne à en assurer l'authenticité.

A cet effet la pièce transmise diplomatiquement sera signifiée à la requête du ministère public du lieu de la résidence, par les soins d'un officier compétent, et l'original constatant la notification, revêtu du visa, sera envoyé par la même voie au Gouvernement requérant, sans restitution des frais.

Article XV.

Si dans une cause pénale, non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et, dans ce cas,

des frais de voyage et de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi, ni détenu pour des condamnations ou faits criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objets du procès pour lequel il a été appelé.

Lorsque dans une cause pénale, non politique, instruite dans l'un des deux pays, la production de pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par voie diplomatique, et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Les Gouvernements contractants renoncent à toute réclamation des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Article XVI.

Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution de frais, les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux Etats contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par voie diplomatique, du jugement prononcé et devenu définitif au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné, pour être déposé au greffe du tribunal compétent.

Article XVII.

La présente Convention ne sera exécutoire que dix jours après la publication qui en sera faite dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle est conclue pour cinq ans, à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucun des deux Gouvernements n'aurait notifié, six mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire pour une autre année, et ainsi de suite d'année en année.

Article XVIII.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et l'empreinte de leurs sceaux.

Fait à Bucarest, le ²⁹/₁₇ décembre, 1881.

Eug. Statesco.

Marquis de l'Aubespine-Sully.

25.

ROUMANIE, RUSSIE.

Traité de commerce ; conclu à Bucarest le 16/4 décembre 1886.

Revue générale publiée par Nicolas Basilescu. Bucarest T. 1.

Sa Majesté le Roi de Roumanie
et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies,
animés du désir de faciliter et de développer les relations commerciales
entre les deux Etats, ont résolu de conclure dans ce but un Traité de
Commerce, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Roumanie,
Monsieur Michel Phérékyde, Grand Officier de Ses Ordres de l'Etoile et de
la Couronne de Roumanie, Grand Officier de l'Ordre de la Légion d'Hon-
neur, etc. etc. Son Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Affaires
Etrangères ;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Son Conseiller d'Etat
actuel et Chambellan Michel Hitrovo, Grand' Croix des Ordres : de Sainte
Anne, de Saint Stanislas avec glaives, de Medjidié et de Danilo I, Com-
mandeur de Son Ordre de Saint Vladimir, etc. etc. Son Envoyé Extra-
ordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie ;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs,
trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Art. 1. Il y aura réciproquement pleine et entière liberté de com-
merce et de navigation entre le Royaume de Roumanie et l'Empire de
Russie.

Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes, ne
seront pas soumis, dans l'exercice de leur commerce et de leur industrie,
à des droits, impôts, taxes ou patentes, sous quelques dénominations que
ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus des nationaux.

Les privilèges, exemptions, immunités et faveurs quelconques dont
jouiraient généralement, en matière de commerce ou d'industrie, les sujets
de l'une des Hautes Parties contractantes seront communs aux sujets de
l'autre.

Il est entendu toutefois que les stipulations qui précèdent ne déro-
gent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de
commerce, d'industrie, de police et de sûreté générale, en vigueur dans
chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers en général.

Art. 2. Les sujets roumains et russes seront réciproquement libres
de désigner eux-mêmes leurs expéditionnaires, à condition que ceux-ci se
conforment aux prévisions des codes de commerce, lois et règlements doua-
niers roumains et russes, auxquels la présente clause n'apporte aucune
dérogation.

Ils profiteront sous ce rapport du traitement de la nation la plus
favorisée.

Art. 3. Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement, en matière d'entrepôts réels et fictifs, le régime qui résulte de leurs lois et du traitement de la nation la plus favorisée.

Les sujets des deux Etats auront pleine et entière liberté d'établir des magasins, dépôts, citernes, etc., pour y déposer leurs marchandises, en se conformant aux dispositions des lois et règlements respectifs.

Art. 4. Les marchandises de toute nature, produits de l'industrie ou du sol des deux Etats qui peuvent ou pourront être légalement importées dans l'autre ou en être exportées, soit par terre, soit par eau, ne seront assujetties à aucun droit d'entrée ou de sortie autre que ceux qu'auront à payer les produits similaires de toute autre nation étrangère la plus favorisée.

Art. 5. En tout ce qui concerne les droits de douane à l'entrée et à la sortie par les frontières de terre ou de mer, droits d'importation et d'exportation, les deux Hautes Parties contractantes adoptent les conditions déterminées par l'article 6 du présent Traité, et se promettent réciproquement de accorder à l'avenir aucun abaissement de taxes, privilèges, faveurs ou immunités quelconques aux sujets et aux produits d'un autre Etat, qui ne soient aussi et à l'instant étendus sans condition aux nationaux et aux produits respectifs des deux pays, afin que le commerce et l'industrie, en ce qui concerne l'importation, l'exportation, le transit, l'entrepôt, la réexportation, les droits locaux et d'octroi, le courtage, les tarifs, les taxes accessoires et les formalités de douane, y soient traités réciproquement sur un pied d'égalité parfaite et jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu ici par «droits d'octroi», toute taxe sur la consommation perçue au profit de l'Etat, d'une commune ou d'une circonscription quelconque.

Art. 6. Les produits roumains à leur entrée en Russie seront soumis au paiement des taxes du tarif général de l'Empire pour les frontières européennes. Les produits russes à leur entrée en Roumaine seront soumis au paiement des taxes contenues dans le tarif général du Royaume, à l'exception des articles inscrits et taxés au Tableau B annexé au présent Traité, ainsi que des articles jouissant des taux les plus réduits des tarifs conventionnels qui existent ou existeront en Roumanie. Sont toutefois réservés les articles inclus dans le Tableau A, annexé au présent Traité, lesquels seront soumis au tarif général.

Il est bien entendu que toute concession qui serait faite à l'avenir par la Roumanie à une tierce Puissance sur les taux, soit du tarif général roumain, soit des tarifs conventionnels, soit sur les articles marqués aux Tableaux A et B, annexés au présent Traité, serait étendue, ainsi que le stipule l'article précédent, aux produits russes.

Sont exceptés :

Tous avantages qui viendraient à être accordés par l'un des deux Etats à un pays limitrophe, en vue de faciliter à l'échange, entre habitants de territoires voisins, des denrées alimentaires et des articles d'industrie domestique qui y sont produits. Ces avantages seraient restreints à

une zone longeant la frontière et ne dépassant pas une profondeur de quinze kilomètres.

Art. 7. Aucune prohibition à l'importation ou à l'exportation ne pourra être établie par l'une des Hautes Parties contractantes à l'égard de l'autre, qui ne soit, en même temps applicable à toutes les autres nations.

Il ne sera fait d'exception à cet égard que :

- a) pour les mesures de police vétérinaire;
- b) dans l'intérêt de la santé publique, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Art. 8. En ce qui concerne le transit, il a été convenu :

a) que tous les produits qui, en vertu du présent Traité, pourront être introduits en franchise des droits de douane en Roumanie, seront également exempts des taxes d'exportation et de retour;

b) que le cautionnement que les expéditeurs en transit de produits auront à déposer à la douane d'entrée roumaine, ne dépassera, dans aucun cas, le montant des droits d'importation que ces produits auraient eu à supporter en vertu du présent Traité, sauf aux dits expéditeurs à tenir compte à la douane, en dehors du cautionnement ci-dessus spécifié, des taxes de plombage et autres taxes accessoires exigibles, et à se soumettre aux vérifications d'entrée et de sortie.

Art. 9. Pour établir que certains produits spécifiés d'un commun accord sont d'origine ou de manufacture nationale, l'importateur pourra être soumis à l'obligation de présenter à la douane du pays d'importation, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu de l'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service de la douane du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite, et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement.

Art. 10. Les relations commerciales de la Russie avec les Royaumes de Suède et de Norvège et les Etats et pays limitrophes de l'Asie, étant réglées par des stipulations spéciales concernant le commerce de frontière indépendantes des règlements applicables au commerce étranger en général, les deux Hautes Parties contractantes conviennent que les dispositions spéciales contenues dans le traité passé entre la Russie et la Suède et la Norvège, le 26 Avril (8 Mai) 1858, ainsi que celles qui sont relatives au commerce avec les autres Etats et pays ci-dessus mentionnés, ne pourront, dans aucun cas, être invoquées pour modifier les relations de commerce et de navigation établies entre les deux Hautes Parties contractantes par le présent Traité.

Art. 11. Les deux Hautes Parties contractantes, désirant assurer un plus grand développement aux relations commerciales des deux Etats, inviteront les administrations des chemins de fer et les compagnies de navigation respectives à s'entendre pour établir, dans les limites du possible, des tarifs directs ainsi que des tarifs de transit sur les bases les plus équitables pour le commerce et pour l'exploitation des chemins de fer et des compagnies de navigation.

Art. 12. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent de négocier des traités ou conventions pour régler la situation de leurs consuls respectifs, et les questions d'établissement, de navigation, de protection des marques de fabriques et autres.

Jusqu'à conclusion de ces actes, elle se garantissent réciproquement, sous ces rapports, pendant la durée du présent Traité, le fonctionnement du régime antérieur à la date du 21 Octobre (2 Novembre) 1886, sauf les dispositions des lois intérieures qui seront également appliquées à tous les étrangers.

Art. 13. Il est fait exception aux stipulations du présent Traité en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet.

Art. 14. Il est entendu que les bâtiments appartenant au Grand Duché de Finlande seront assimilés aux bâtiments russes proprement dits.

Art. 15. Le présent Traité restera en vigueur jusqu'au 28 Juin (10 Juillet) 1891.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les dispositions qui précèdent seront exécutoires dans les deux États à partir du jour de l'échange des ratifications.

Art. 16. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bucarest le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bucarest, en double original, le quatre (seize Décembre) mil huit cent quatre-vingt-six.

M. Phérékys.

M. Hütovo.

Tableau A.

Farine de blé de toute qualité.

Farine de seigle.

Légumes farineux secs et leurs farines.

Pâtes farineuses dites « d'Italie ».

Cirre brute, blanche ou jaune, de toute espèce.

Cire ouvrée, blanche ou jaune, telle que: cierges, figures, fleurs ou autres préparations de toute sorte.

Savon de toute espèce, à l'exception des savons de parfumerie.

Bougies de stéarine et de spermaceti, de toute sorte.

Cuir (peaux tannées) ordinaires, non dénommés spécialement.

Ouvrages en cuir ordinaires, tels que: ouvrages de cordonnier, de sellier, de harnacheur, de malletier, en cuir ordinaire, même combinés avec

d'autres matières, à l'exception de celles énumérées au No. 7, Lit. D, du tarif B annexé à la Convention Roumaine-Allemande actuellement en vigueur.

Tissus de laine ordinaires, savoir: couvertures grossières à longs poils (păturî, tolurî) draps pour vareuses grossières dits »de Halina« (aba, zege, dimiâ); drap brut; tapis de laine de toute espèce, à la pièce ou au mètre.

Ouvrage en feutre ordinaires, tels que: semelles, chaussons avec ou sans semelles, et chapeaux de feutre grossiers à l'usage des paysans et des soldats.

Toile écrue très-ordinaire.

Papiers et papeteries ordinaires, c'est-à-dire papiers gris ou autres pour emballage, simples ou goudronnés; cartons ordinaires; papier de verre, papier à l'émeri et autres similaires.

Papiers non spécialement dénommés.

Bois de construction.

Ouvrages en bois tout-à fait ordinaires, tels que: ouvrages de tonnelier, de menuisier, de tourneur, grossiers, bruts; ouvrages de charron et autres ouvrages en bois simplement raboté ou taillé; ouvrage de vannerie communs; tous ces articles ni peints, ni passés au mordant, ni laqués, ni vernis, ni polis, ni combinés avec d'autres matières.

Ouvrage en bois ordinaires, tels que: bois sciés en feuilles pour placage; parquets non marquetés; liège en plaques, en feuilles, en semelles et en bouchons; tous ces articles bruts.

Ouvrages en bois fins, tels que: ustensiles de ménage (meubles), parquets marquetés, jouets pour enfants, ainsi que tous les articles désignés aux deux positions ci-dessus, peints, passés au mordant, laqués, vernis, polis, même combinés avec des métaux communs, du cuir ordinaire, de la canne, du roseau et autres matières fibreuses végétales.

Pétrole brut et raffiné.

Observation. — Le pétrole brut et raffiné paiera la taxe portée au Tableau B.

M. Phérékyde,

M. Hîrovo,

Tableau B.

Droits auxquels seront soumis, à leur entrée en Roumanie, les produits russes ci-dessous désignés.

Nr. d'ordre	Articles du Tarif Général	Désignation des Marchandises	Unités	Droits en fos.	Observations
1	1a	Chevaux (étalons et chevaux hongrois) . .	par tête	20—	<p>Le poisson fumé reste soumis à la taxe prévue à l'art. 25a du Tarif Général, et le poisson séché de toutes sortes, à celle de l'art. 25b du Tarif Général.</p> <p>Les cordages mesurant 50 mètres ou plus par kilogramme paieront les mêmes droits que la ficelle. Il est entendu que les câbles, cordes et ficelles de chanvre bénéficieront de toute réduction de taxe qui serait accordée aux câbles, cordes et ficelles fabriqués d'autres fibres végétales.</p> <p>La note insérée dans le Tarif Général sous l'article 7 est maintenue.</p>
2	1b	Juments	»	15—	
3	25a	Poissons frais de toutes sortes	100 k.	4—	
4	25a	Poisson salé de toute espèce y compris la morue, l'esturgeon et le hareng d'Astrakan, dit Scrumbia	»	8—	
5	30	Caviar rouge de tous les poissons, y compris le caviar de brochet, de carpe et d'autres hormis la bontargue	»	8—	
6	268 et 269	Les cuirs grossièrement taillés et étirés pour le découpage des tiges de bottes, mais non assemblés, ni cousus, ni doublés, paieront une surtaxe de 20 ^o /o sur les droits prévus aux articles 268, et 269 du tarif général roumain	»	8—	
7	324	Cordages de chanvre de toutes sortes, mesurant moins de 50 mètres par kilogr. . .	»	20—	
8	384 et 385	Pétrole brut et raffiné, huiles minérales de toutes sortes dérivées du pétrole	»	10—	
9	7	Béliers et moutons, brebis, boucs, chèvres, agneaux et chevreaux	par tête	1,50	

Observation générale: Les taxes seront celles inscrites au Tarif Général pour les articles correspondants.

M. Phérékide. M. Hitrovo.

26.

ROUMANIE, TURQUIE.

Traité de commerce; signé à Constantinople le 10/22 novembre 1887.

Mémorial Diplomatique. 1887. No. 49.

Article premier. Le gouvernement imperial ottoman déclare appliquer aux articles d'origine ou de manufacture roumaine les droits d'importation les plus réduits qui sont ou seront inscrits dans les conventions ou les tarifs conventionnels de l'Empire ottoman avec tout autre Etat ou puissance.

Art. 2. Le gouvernement royal de Roumanie déclare appliquer aux articles d'origine ou de manufacture ottomane énumérés dans le tableau ci-annexé, les droits d'importation y inscrits et aussi faire bénéficier ces articles des droits les plus réduits qui seraient appliqués à l'égard des produits similaires d'un autre Etat.

Art. 3. Les articles d'origine ou de manufacture ottomane non inscrits dans le tableau ci-annexé seront soumis en Roumanie aux taxes les plus réduites actuelles ou futures.

Art. 4. Les produits d'origine ou de manufacture roumanie qui seront importés en Turquie et les produits d'origine ou de manufacture ottomane qui seront importés en Roumanie seront respectivement soumis, quant au droit d'exportation, de transit, quant à la réexportation, à l'entrepôt, aux droits locaux, et quant aux formalités douanières, aux mêmes traitements que les produits de la nation la plus favorisée.

Est excepté de la disposition ci-dessus le tabac produit dans l'Empire ottoman, qui, lors de son exportation en Roumanie, restera assujéti à un droit d'exportation de 4 piastres par toka, soit 312 piastres et demi par cent kilogrammes.

Art. 5. Les navires roumains et leurs cargaisons dans les Etats de Sa Majesté impériale le Sultan, et les navires ottomans et leurs cargaisons en Roumanie, jouiront, sous tous les rapports, du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 6. Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture roumaine ou ottomane, l'importateur pourra être soumis à l'obligation de présenter à la douane du pays d'importation soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu de l'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service de la douane du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite et qui résident dans les lieux d'exportation ou dans les ports d'embarquement.

Art. 7. Le présent traité recevra tous ses effets à partir du jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'au 28 juin (10 juillet) 1891.

Les ratifications seront échangées à Constantinople avant le 1^{er} janvier 1888 (vieux style).

M. Phérékyde.

Sald.

Protocole.

Au moment de signer le traité de commerce, considérant que dès le jour de l'ouverture de négociations entre les deux gouvernements, il a été manifesté le désir de voir les stipulations établies mises aussitôt à exécution, par suite du droit qu'a spécialement le gouvernement roumain de faire l'application immédiate des conventions conclues dans les conditions prévues par la loi du 3 (15) avril 1887, les soussignées sont convenus que le traité conclu aujourd'hui serait, bien que non ratifié, mis en application dans les dix jours de la signature du présent protocole, cette entente étant valable jusqu'au 1^{er} janvier 1888 (v. s.) pour qu'il ne soit point porté dommage aux intérêts du commerce.

M. Phérékyde.

Sald.

27.

ROUMANIE, AUTRICHE-HONGRIE.

Convention de délimitation; signée à Bucarest 25 nov./7 déc. 1887; suivie de deux protocoles du même date.

Publ. offic. du Ministère des Affaires Etrangères à Bucarest 1887.

Sa Majesté le Roi de Roumanie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, également animés du désir d'établir d'une manière définitive et stable la ligne frontière entre Leurs Etats, ont dans ce but institué une Commission mixte chargé des travaux préliminaires.

Cette Commission ayant accompli sa tâche et le tracé futur de la ligne de frontière ayant été fixé d'un commun accord, LL. dites MM. ont résolu de conclure une Convention sur la base des propositions élaborées par la Commission et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

le Sr. Michel Phérékyde, Grand'Croix de l'Ordre Royal de la Couronne de Roumanie, etc., etc., Son Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie:

Le Sr. Agénor Comte de Goluchowski, Son Chambellan, commandeur de l'ordre de François - Joseph, avec plaque, Chevalier de l'Ordre de la

Couronne de Fer, III^e classe, etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants:

Art. I.

La frontière entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie est et demeure établie telle qu'elle est indiquée dans les articles suivants et marquée sur les cartes annexées à la présente Convention (Annexe A), et qui en font une partie intégrante.

Ces cartes ainsi que les stipulations de la présente Convention formeront à l'avenir l'unique base pour régler tous les différends qui pourraient s'élever à l'égard de la ligne-frontière.

Art. II.

La ligne frontière partant du Triplex confinium entre la Hongrie, la Bucovine, et la Roumanie, point situé sur la crête de la montagne Pietrile-Roșii, sur la selle Podul de Piatra, suit la dite crête vers le Nord, passe par le point coté 1643, prend de là une direction générale vers l'Est et passe, en suivant toujours la crête, sur les sommets des montagnes: Muncelilor, Lucaciu, Poiana-Venătorului et Gura-Hații.

De ce point la ligne descend à la source du ruisseau Serisor, qu'elle suit jusqu'à l'embouchure de ruisseau Valea-Arsă, point coté 860, d'où elle monte par le point coté 870 dans la direction du Nord-Nord-Est sur le pied de la montagne Dealul Negru, appelé Runcul prend de là une direction vers le Nord-Ouest en formant un angle ouvert et descend en ligne droite à la rencontre du ruisseau Dorna Neagră.

De là elle suit ce dernier ruisseau jusqu'à son embouchure dans la Bistrita et ensuite cette rivière jusqu'à la Valea-Aramei (cote 786), d'où elle monte par cette vallée en passant par la cote 935 et son origine au sommet de Băta-Neagră (cote 1402).

A partir de ce point la ligne, reprenant la crête des montagnes, passe sur les sommets: Bunculeț, Pietrile-Doamnei Răreul (cotes 1648, 1655, 1829 et 1622), Teodorescul, (cotes 1357 et 1393), Obcina-Chirilu, (cotes 1826, 1218, 1294 et 1814), Căpătina, (cotes 1388, 1383, 1350, 1345 et 1250), Grebenul, (cotes 1437, 1470, 1358, 1477, 1378, 1476 et 1246), Olefile (cote 1376), Alunișul, (cotes 1342, 1204, 1167, 1316 et 1362), Grebenul, (cotes 1361, 1324 et 1303), Băta-Rea, (cote 1217), Capul-Baiștescul (cotes 1298, 1279, 1300, 1105, 960, 1012, 1030 et 1017), d'où par le pied de cette montagne (cotes 918 et 874) elle descend au ruisseau Negrileasa, qu'elle traverse et monte ensuite par le point coté sur la carte 1017 au sommet de l'Obcina Ciurănei (cote 1066).

De là reprenant de nouveau la crête elle passe sur les sommets Rangul (cote 1021) et Gainoasa (cotes 940 et 919) et va jusqu'à l'ensellement formé par celle-ci et Clădita-Mare (cote 847), prend de ce point une direction vers le Nord-Ouest et contournant la Cladita-Mare horizontalement va jusqu'à l'ensellement formé par celle-ci et la Cladita-Mica, d'où elle monte ensuite directement au sommet de la Cladita-Mare (cote 1072).

De ce point reprenant la crête elle passe sur les sommets Rotunda, Obcina-Svoristei (cotes 958 et 968), Obcina-Isakii (cotes 995, 985, 840, 882, 595, 668 et 726), Plesei (cote 560), d'où par le pied de cette montagne en passant par le cote 474 elle va au sommet du Dealul Burago (cote 511).

De ce point la ligne descend par le pied de cette hauteur vers le Nord-Est à la rencontre du ruisseau Valea-Seaca, au point coté 439, suit ce ruisseau par les points cotés 423 et 419 jusqu'au point A marqué sur la carte, d'où, abandonnant le ruisseau elle passe par les points, B, C et traverse la rivière Moldova au point D.

De là elle prend une direction vers le Nord-Est et va en suivant un fossé et tracé anciennement (cote 394), jusqu'à la rencontre du ruisseau Samoşel (cote 398) qu'elle remonte ensuite jusqu'au point coté 423.

De ce dernier point la frontière reprend la direction vers le Nord-Est et va directement à la Vallée de Lucaşesti, qu'elle suit jusqu'au ruisseau Samoş-Marş (pîrtu Hranita) et celui-ci jusqu'à l'embouchure du ruisseau Buneşti. Elle remonte en suite ce ruisseau, traverse longitudinalement le lac artificiel de Buneşti jusqu'au pied de Dealul-Lung, d'où, passant sur le bord nord de ce lac rejoint le ruisseau Buneşti qu'elle continue de remonter jusqu'à un pli de terrain au Nord et près de la cote 329, d'où par ce pli elle monte au sommet du Dealul Buneşti (Dealul Crucea) au point coté 408.

De ce point la ligne descend directement vers le Nord-Est et rejoint un petit ruisseau, qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Samoş Mic (point situé dans le lac artificiel de Nemirceni) et ensuite celui-ci jusqu'à l'embouchure du ruisseau Ruşina.

De là la ligne monte en passant par les points cotés 315 et 362 au sommet de la hauteur Dumbrava Roşie (cote 438), d'où prenant la direction de l'Est elle passe au sommet du Dealul Fisticului (cote 420), et de là au sommet de Dealul Plavarilor (cote 451) d'où elle descend par la crête de cette hauteur dans la direction Sud-Est, passe près de la naissance d'un pli de terrain, qui reste au Sud, pour prendre ensuite la direction vers l'Est et passe au point coté 379, d'où elle monte au sommet du Dealul Cetătuia (Mireşti) (cote 473).

A partir de ce point la frontière va dans la direction du Sud-Est par le plateau de Mireşti (cote 477) directement à la source du ruisseau Racova (branche gauche), qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans la rivière Suceava, en passant par la Balta-Satului près du village Filipeşti (sur la carte Chilişeni).

De ce point jusqu'à l'embouchure du ruisseau Mitocul (sur la carte Bastorba) la ligne frontière suivra le cours de la rivière Suceava, dès qu'il sera rectifié conformément au règlement établi par l'article III de la présente Convention. La ligne actuelle, telle qu'elle se trouve marquée sur la carte, est adoptée provisoirement.

De l'embouchure du Mitocul la ligne remonte ce dernier jusqu'à l'embouchure du ruisseau Dadulni et ensuite celui-ci jusqu'à sa source.

De ce point la frontière monte dans la direction de l'Est pour prendre

la ligne des partages des eaux entre Suceava et Siret, qu'elle suit en passant à Lazary (cote 508), au point coté 493, sur le sommet de l'Obcina Calafindesti (cote 506, sur la carte Zaranka), aux points cotés 473 et 440, d'où elle commence à descendre en passant aux points cotés 380, 372, 370, 375, 392, 350, 391, 380, 362, 389, 364 et 330, laissant ainsi en Bucovine les villages Botoșanita, Gropana et Negostina et en Roumanie les villages Rudești et Verpole.

A partir du point coté 330 la ligne descend directement à la rencontre de la rivière Siret, d'où elle suit son cours jusqu'à l'embouchure du ruisseau Molnita et de là elle remonte ce ruisseau jusqu'à sa source par les points cotés 340 et 350.

De là elle monte dans la direction du Nord-Nord-Est et ensuite d'Ouest sur les hauteurs situées entre les villages Prevoroki et Buda et suivant leur crête elle passe entre Fontana Talharului et Buda par les points cotés 370, 368, 406, 386, 385, 328, 306, 327, 324, 298 et 316, et va ensuite par les points cotés 304 et 247 à la source du ruisseau Lucavita, qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le Prut. (A partir du village de Mamornita le ruisseau Lucavita s'appelle Mamornita jusqu'au Prut).

A partir de l'embouchure de Lucavita la ligne suit le cours que les eaux de Prut ont eu en 1855 en contournant par le Nord l'île de Sineheul et Cotul Grigorcea jusqu'au point N marqué sur la carte de délimitation et sur le plan spécial ci-annexé (Annexe B), où elle rencontre le cours actuel du fleuve. De là jusqu'à Novoselita le cours du Prut de 1884, qui correspond au cours actuel du fleuve, sera considéré comme frontière provisoire entre les deux pays, jusqu'à la rectification du fleuve par la Commission internationale du Prut.

Art. III.

Le cours actuel de la Suceava ne pouvant former une ligne fixe et immuable à cause des changements fréquents, qui ont lieu à l'époque des grandes crues des eaux, la ligne telle qu'elle est tracée sur la carte conformément à l'état actuel de possession, sera considérée comme frontière provisoire jusqu'à la rectification du cours des eaux de cette rivière. Dans ce but une Commission mixte d'ingénieurs nommée par les Gouvernements contractants sera chargée de lever le plan du lit de cette rivière autant qu'elle forme la frontière et d'élaborer un projet de rectification basé strictement sur les principes scientifiques. Ce projet ainsi établi sera soumis à l'approbation des deux Gouvernements.

Le cours des eaux déterminé par ce projet sera démarqué par des bornes en pierre placées suivant les prescriptions de l'article VI de la présente Convention et il formera dès ce moment la frontière.

Par le fait de l'approbation du projet les deux Gouvernements ne s'engagent pas d'exécuter la rectification du même du cours des eaux; mais ils pourront permettre aux particuliers d'exécuter des travaux dans ce but en se conformant aux règles posées par l'article IX de la présente Convention.

Art. IV.

L'eau de la Molnita, ayant été détournée de son cours à différents endroits par des particuliers dans leur intérêt privé, sera rétablie dans son ancien lit afin de former la frontière conformément à la présente Convention. Ces travaux seront exécutés encore avant la démarcation, par les soins du Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel l'eau coule actuellement.

La Commission mixte prévue par l'article IX de la présente Convention aura à se prononcer sur les demandes des particuliers, qui auront besoin de prises d'eau pour leurs établissements.

Art. V.

La ligne frontière entre la Hongrie et la Roumanie partant du Triplex confinium entre la Bucovine, la Hongrie et la Roumanie, point situé sur la montagne Pietrile Roșii (sur l'ensellement Podul de piatră) descend à la source du ruisseau Tăieturile, qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Scafa, ensuit celui-ci jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Haita, et la Haita jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Neagra, traverse ce dernier et monte en suivant la crête du pied de la montagne Cserebtkk, à son sommet cote 1455.

De ce point la ligne suivant toujours la crête va jusqu'au point coté 1762, d'où elle prend le sentier tracé sur le versant nord du Caliman-Kelemen, passe par le point coté 1808 et au Dealul Buciniș, d'où suivant la crête de cette montagne va jusqu'au Dealul Drăgoeasa cote 1854. De là elle va directement au sommet Prislopul, passe à la Peiana Prislopul et sur l'ensellement entre Prislopul et Paltiniș d'où elle descend à la source du ruisseau Paltiniș (apa lui Zăban) qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Drăgoeasa, et celui-ci jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Neagra, et la Neagra jusqu'à l'embouchure du ruisseau Criștoara au point nommé Fontăna Vinului.

A partir de ce point la ligne remonte ce dernier ruisseau jusqu'à sa source, d'où elle monte à l'ensellement qui se trouve entre les montagnes Tibleș mic et Tibleș mare, et suivant la crête passe aux sommets de Tibleșul mic, Dealul verde (cote 1601), Albiuta, Cheteria (cote 1595) Obcina Albilor, Streaș, Prislopul, Preluca Ursului, Piciorul lui Sârdea et Piatra Roșie, d'où elle descend à la source du ruisseau Prisecarul qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans la Bistricioara (Tölgyes).

De là elle suit la Bistricioara jusqu'à l'embouchure du ruisseau Pintecul (Péntek-patak), remonte celui-ci jusqu'à sa source, d'où elle monte à l'ensellement de la Curmătura Pintecului. De ce point la ligne passe sur le dos du pied de la montagne Kicerul (Kicsere), d'où elle descend vers l'Est suivant la crête de ce pied à l'embouchure de la Bistruta dans la Bistra, suit ce dernier ruisseau jusqu'à l'embouchure du ruisseau Frin-turile d'où elle monte au sommet de la montagne Făgetelul (cote 1166) en suivant la crête du pied Nord-Ouest.

Du sommet de Făgetelul la ligne va à l'ensellement entre cette montagne et la montagne Verde, d'où elle descend à la source du ruisseau

Kitirigul (Kőszörűkő patak) qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Bicaz — Békaspatak — suit celui-ci jusqu'à l'embouchure du ruisseau Tikos — Tikos patak — remonte ensuite ce dernier jusqu'à sa source et va de là à l'ensellement entre les montagnes Ivánoș et Floarea, d'où elle descend à la source d'un petit ruisseau qui se trouve au Sud de cet ensellement, qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Ivánoș, remonte ensuite celui-ci jusqu'à sa source d'où elle monte sur l'ensellement d'Obcina Cepkeșului.

De ce point la frontière descend au ruisseau Ata qu'elle suit jusqu'au point coté 847, d'où elle monte vers le Sud sur la montagne nommée piciorul Kerekhavas, et descend ensuite vers l'Est au ruisseau Ata Mare qu'elle traverse et monte suivant la crête du Piciorul Icoanei, au sommet du Torogles — Toroklyás — cote 1266.

De là la ligne suit la crête des montagnes passant par la Poiana Cracea Roșie jusqu'au sommet de la montagne Băta de piatră, d'où elle descend au ruisseau Bratoș — Barátos — (cote 840), le traverse et monte sur la crête du Meleg-havas, qu'elle suit jusqu'à l'ensellement de Curmătura-Lăzăroai. De ce point elle va en ligne droite vers le Sud-Est jusqu'à la jonction du ruisseau Bolohanoș — Bálványo — avec le ruisseau Földtisz patak, suit ce dernier jusqu'au pied nord de l'Arșita Tărcuții d'où elle monte suivant la crête de ce pied au sommet de cette montagne (cote 1372). De là suivant toujours la crête elle descend dans la direction du Sud au ruisseau Tărcuța (cote 1007), qu'elle traverse pour remonter sur la crête et passer sur les sommets Grinduş — Tarhavas et du Ciudomir — Caudamér — d'où elle descend à la source du ruisseau Ciudomir — Caudamér patak — qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le Trotaș — Tatros — (Gyimes).

A partir de ce point la ligne traversant le Trotaș, suit le mur d'enclos des bâtiments de la quarantaine et de la douane hongroise et monte ensuite sur la crête de la montagne Aldamas — Aldomás sorka — (kőcsap) passe à son sommet et à ceux du Popoi — Pipás — (cote 1272), Poiana-Arsă — Egett mező — (cote 1271) et passant au-dessous du sommet Apahavas, elle va à mi-côté sur le 3^{ème} mamelon d'Apahavas à l'Est et de là vers le Sud-Ouest directement au sommet Voica (cote 1304).

Du sommet Voica la ligne descend suivant la crête du pied de cette montagne au ruisseau Cingș — Cstiges — le traverse au point coté 855, d'où elle monte en ligne droite sur le sommet du Kerekbűkk (cote 1096). De là elle descend au ruisseau Agapioasa — Gyepecze patak — (cote 872) qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Sulta — Szulcza — et ensuite celui-ci jusqu'à l'embouchure du ruisseau Solintarul — Solyomtár — (Pricke), — et de là elle remonte celui-ci pour aller à l'ensellement du Solintar — Solyomtár — et puis à son sommet.

De ce point la frontière descend au ruisseau Ciobanul — Csobános — le suit jusqu'à l'embouchure du ruisseau Magyaros, remonte ce dernier pour aller à l'ensellement qui se trouve près du sommet de Magyaros entre les côtes 1366 et 1342. De là suivant la crête des montagnes elle passe par les points cotés 1342, 1219, 1216 et 1173 et sur la crête de

l'Obrejașcul (Magyarosaorka) cotes : 1098, 1068, 906, 828, d'où elle descend au ruisseau Uz à l'endroit nommé Gardul de Piatră — Kőkert. —

De là elle suit le ruisseau Uz jusqu'au l'embouchure du ruisseau Bărzaștu — Veres patak — (Bardocz) et ensuite celui-ci jusqu'à l'embouchure du ruisseau Nemira — Fekete patak — (Kecskes) qu'elle remonte jusqu'à sa source. De ce point la ligne monte sur l'ensellement entre Nemira Mare — Nagi Nemere — et Nemira Mica — Kis Nemere — (Tiganca), suit la crête des montagnes et passe sur les sommets de Nemira Mică — Kis Nemere — Mikeștetű Sandra mic — Kis Sándor — et va jusqu'au sommet du Sandru mare — Nagy Sándor.

Du sommet Sandru Mare la ligne prenant la direction de Nord-Est suit toujours la crête et passe sur le sommet du Kecskes et va jusqu'au point coté 970, d'où elle descend suivant la crête du pied Sud-Est de cette montagne au ruisseau Kecskes qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Slănic — Szalancz patak — remonte celui-ci jusqu'à l'embouchure du ruisseau Pescarul, et ensuite ce dernier jusqu'au pied de la Poiana la Tablă, d'où elle monte en angle droit sur cette Poiana, et de là suivant la crête du Dealul Brezoiul à son sommet du (cote 1001). Reprenant ensuite la crête des montagnes elle passe au sommet du Dealul Cernica (cote 1005), d'où elle descend à l'ensellement coté 975, et de là à la source du ruisseau Cernica qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Oituz à Soosmezű — (Poiana Sarata).

La ligne traversant le ruisseau Oituz (Ojtos — monte sur la crête des montagnes et passe aux sommets Runcul Alb (cote 981), Halas. Coarnile (cote 1235), d'où en suivant toujours la crête descend au ruisseau Leány patak qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Kașin (Kásonpatak) et remonte ensuite celui-ci jusqu'à l'embouchure du ruisseau Clăbuc (Kalabucs) patak et après celui-ci jusqu'à l'embouchure d'un petit ruisseau descendant du Clăbuc (Kalabucs alya) et enfin ce dernier jusqu'à sa source, d'où passant par le point coté 1223, elle monte au sommet du Clăbuc, cote 1370.

De ce point la frontière descend suivant le ravin du milieu au ruisseau Lipșea qu'elle suit jusqu'à l'embouchure du ruisseau Harangbércz (cote 804) et monte suivant la crête du pied Nord-Est du Jahorobércz au sommet et cette montagne (cote 1211), de là elle descend vers le Sud suivant un ravin jusqu'au ruisseau Paltin qu'elle traverse et va en remontant un autre ravin situé vis-à-vis du premier au sommet du Sobércz (cote 1290).

Du sommet de cette montagne la ligne frontière suit la crête jusqu'au sommet Mesteacănu — (Mesztáktetű), — d'où elle descend vers le Sud, suivant toujours la crête, en passant aux points cotés 1139 et 844 jusqu'au ruisseau Putna-Vranci — (Putna patak) — au point où le ruisseau Mărului — (Jáhoros patak) — se jette dans la Putna. De là elle remonte la Putna jusqu'à sa source, passe sur le dos de la montagne Harayoldola, cote 1671 et va à la source du ruisseau Zăbala — (Zabola putna) — qu'elle suit jusqu'à l'embouchure du ruisseau Gorul — (Gor

patak) — et remonte ensuite celui-ci jusqu'à sa source d'où elle va sur l'ensellement entre Giurgiu et Dealul Negru — Fekete halom — (cote 1535).

De ce point la frontière monte vers l'Ouest sur le dos du Dealul Negru — Fekete halom — à une distance de 700 mètres aproximativement, d'où elle descend vers le Sud suivant un ravin au ruisseau Giurgiu — (Gyergyopatak) — qu'elle suit jusqu'à l'embouchure du ruisseau Stina Giurgiuului remonte ensuite celui-ci jusqu'à sa source, traverse l'ensellement de la Tăietura au point coté 1386 et descend à la source du ruisseau Magyarósboker, qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Bisca Mică — Kis Baczka — et ensuite celui-ci jusqu'à l'embouchure du ruisseau Cilianoş — Csilyános patak — (cote 1036), d'où elle remonte ce dernier jusqu'à sa source et de là au sommet de la montagne Bălescul (cote 1561) passe sur l'ensellement entre Bălescul et Coriul et va de là à la source du ruisseau Coriul — Tamás patak — qu'elle suit jusqu'à l'embouchure du ruisseau Bisculita — Kis Baczka — (cote 1142).

De là la frontière va vers le Sud-Ouest, traverse en ligne droite la montagne Hosszúkőz pour aboutir au ruisseau Pitak — Petak patak — qu'elle suit jusqu'à l'embouchure du ruisseau Bisca Mare — Nagy-Baczka, — remonte celui-ci jusqu'à l'embouchure du ruisseau Surducul — Szurduk patak — et ensuite celui-ci jusqu'à sa source d'où elle monte sur l'ensellement nommé Surduk — Poiana cu Pietrile — (Döngökő).

De ce point la ligne suivant la crête des montagnes, passe sur les sommets: Bota mare — Nagy Bota, Bota mică — Kis Bota, Zimbrul, Tabla Chei jusqu'au rocher la Cheia — Szent-László-Király-Kőve, — d'où elle descend à la rivière Buzeul — Bodza, — qu'elle remonte jusqu'à l'embouchure du ruisseau Crasna, ensuite celui-ci jusqu'à sa source, d'où elle va à la Curmătura Crasnei.

De là la ligne reprenant la crête des montagnes passe sur les sommets: Tătarul Mic (cote 1413), Kikişan Tătarul Mare — Nagy Tatár — (cote 1471), Tabla Buzăului, cote 1345, et aux points cotés: 1323, 1183, 1082, 1211, 1442, Bokirna (cote 1463), Laptele, Valea Stinei, Curul Pământului — Piroşca — Tigăia, Bratocea, Babeşul, Bobul Mic, Bobul Mare, Piciorul Caprii, Valea Neagră, Zănoaga Mortului, Zănoaga lui Martin, Cioara, Orlata, Ratoslovul, Priseaca, sur l'ensellement du Predelut, aux sommets Muşita, Paltinul, Dealul Turcului, Lacul Roşu, Găvana, Tot Păltetş, Anderbércz tetş, Piatra Mare (cote 1841), Poiana Judetului, Susaiul, Poristoc — Csăplyatetş — d'où elle descend suivant la crête de cette dernière montagne à la grande route empierrée de Predeal à Temeş.

A partir de ce point la frontière monte de nouveau sur la crête des montagnes et passe sur les sommets: Vlădetul, Fetifoi, puis par la crête Sibot, Piatra Arăş, sur les sommets Dealul Forban, Căpătina Porcului par la Curmătura Armăsarului sur le sommet Baiul, par la Curmătura Morarului, par les sommets Dealul Morarului et la Omul (sommet du Bucegiu). De là en suivant toujours la crête elle passe à l'ensellement de Valea Doamnei et aux sommets: Bătrâna, Coltul Tapului, Coltul Grohotiş, Strunga Mică, Strunga Mare, Dudele, Pietrele Albe, Sfîntul Ilie, Plaiul Măndrului à l'ensellement de Padina Ursului sur le sommet Paicu-

lui, à l'ensellement de Seremet, sur les deux mamelons de Dilma lui Drăgan, aux sommets Mosoiului et Padina Lungă, à l'ensellement de Gura Padini Lungă, où se trouve la Croix en pierre de Jon Flanta, sur le sommet Gruiful lui Lăstun, à l'ensellement Padina cu Drumul, sur les sommets: Piscul Berlindoia (Bocărta), Piscul Giuvelei et Ruiul d'où elle descend à la grande route empierrée au point nommé la Cruce (Törzburger Pass).

De la Cruce la ligne monte de nouveau et reprenant la crête des deux montagnes passe aux sommets: Predealul, Rogoasa, Sirnei, Galbina, Clăbucetul, Poiana Seacă, Piatra lui Craiu (Baiul-Királykő, Königstein), Tamaşul Mic, Tamaşul Mare, Făgetul Caprei, et Lerescul, à l'ensellement de celui-ci, aux sommets: Comisul et Lutele, Berevoescul Mare, Berevoescul Mic, Valea Radului, (Vladului), Brătîla, et à son ensellement, en y cotaient les lacs, sur les sommets: Ludişorul, Zîrna et son ensellement, sur le sommet de Leoata, et à son ensellement. Sur les quatre sommets de Bândeia sur les deux sommets de Gălăşescul, sur ceux de Vultoarea, Coltul Vişta Mare, Moldoveana (Ucea Mare), Podragu, Vîrtopul, Vîrtopaşele, Vinătura lui Boteanu, Budi, Căprăretul, Paltinul (Lespedilor) et Negoiu, à l'ensellement de scara ou Scărişoara, Fundul-Boiul, Valea Căldăriei, sur les sommets: Galbenul, Budislavul, Surul, Lăcustelor, Cocoricul à l'ensellement Cămpăna, sur les sommets Tătarul, Kika Fedeleşului, redescend par sa crête à la Piatra Socului, d'où en passant obliquement sur la Piatra-Albă va jusqu'à la Strunga Sarci, et de là elle descend à la source du ruisseau Valui Frate quelle suit jusqu'à l'Oltul.

De ce point la frontière suit l'Oltul jusqu'à l'embouchure du Rîul Vadului, remonte ensuite celui-ci jusqu'à sa source et de là elle monte à l'Obişia Ghircului, point située entre les cotes 2011 et 2001, et suivant la crête passe sur les sommets: Piatra Ghircului (cote 2001), Forgaci, Curmătura Purgiş, Sterpul (Dealul Negru), Voinăşita, Curmătura Voineagului, Voineagul Catăneşei (cote 1853) et suivant toujours la crête des montagnes elle va jusqu'à l'ensellement de Curmătura Tiganului (cote 1581).

De la Curmătura Tiganului elle descend à la source du ruisseau Tiganului qu'elle suit jusqu'à l'embouchure du ruisseau Jidului, remonte ensuite ce dernier jusqu'à l'embouchure du ruisseau Isvorul lui Dobrun et celui-ci jusqu'à sa source, d'où elle monte sur le dos du Dealul lui Dobrun; de là suivant la crête de cette montagne elle descend par la Culmea Turnerelele (cote 1433), au ruisseau Valea Dobrunului qu'elle suit ensuite jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Lotrul (Point nommé: Lacul lui Dobrun).

A partir de ce point la ligne remonte le Lotrul jusqu'à l'embouchure de l'Isvorul Balului, et celui-ci jusqu'au pied Sud du Dealul Larg, d'où passant sur le dos de cette montagne, monte à son sommet (cote 1928), et de là elle descend à l'ensellement du Dealul Larg et Dealul Praja (cote 1882) et suivant la crête du Cracul Praja va jusqu'au point coté 1767. De là elle descend vers l'Ouest au ruisseau Isvorul Praja qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Rîul Frumos, suit ensuite

celui-ci jusqu'au pied Est de la montagne Slimoiu, d'où elle va en montant sur le dos de ce pied, passe par le point coté 1453 et va au point coté 1527, descend ensuite suivant la crête du pied Ouest du Slimoiu au ruisseau Salanile qu'elle traverse et continue d'aller en ligne droite vers le Sud-Ouest sur le dos de la montagne Smida Mică (cote 1508). De là elle descend au deuxième ruisseau Salanile, le traverse et remonte ensuite le ruisseau Smida Mare, jusqu'à sa source, d'où elle va à l'ensellement du Gura Potecului.

De ce point la frontière suivant la crête des montagnes passe aux sommets : Salanile (cote 1734), Poiana muerei, Pravățul, (Cotul Ursului) Bufta, au point coté 1838 et sur le mamelon Est du Dealul Caprei sur l'ensellement coté 1801, sur le sommet Dealul Fometescul (cote 1871), par la Curmătura Groapa Seacă, sur les sommets Cibanel, Coasta-lui-Rus, Jașul, Păclita, Gruicul et Paringul (Prislop ou Mindra) cote 2520, 4.

Du sommet Păringul la ligne frontière suit la crête de la montagne Surpatele, va sur le sommet de Grivele (cote 2016, 9), passe aux points cotés 1779, 1536, 7; Prislopul (cote 1373), descend suivant le dos du pied de la montagne Poiana Ascunsă jusqu'au point situé en face de l'embouchure du ruisseau Gropanul dans le ruisseau Polatistea, de là elle descend en angle droit au ruisseau Polatistea qu'elle traverse et remonte de là le ruisseau Gropanul jusqu'à sa source, d'où elle monte sur l'ensellement entre Gropul et Tapa entre les cotes 1481 et 1564, 5, et de ce point elle va en ligne droite sur le sommet Petriceea, (cote 1438) d'où suivant le pied Nord Ouest de cette montagne nommée Petricel elle descend au ruisseau Stolojoia, qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans la rivière du Jiul — Zsil — (à ce point le ruisseau Stolojoia se nomme aussi Polatistea).

La frontière traverse le Jiul, monte par les rochers Paretele sur le sommet Candetul sur la crête Margile et passe sur les sommets Dragoiul et Dumitru, sur l'ensellement Obirșia Merișor, Sesul Dimitrei, Obirșia Diuluș, sur les sommets : Draganul, Sesul Diului, Vulcan, Cărtanul et son ensellement et les sommets Futetul, Streaia, Mutul, Dealul Piscul Rușesc, (cote 1630). De ce point elle va en ligne droite vers l'Ouest en traversant la vallée Bréa, sur le sommet Virful Negrului, d'où suivant la crête passe sur le Cornul Zănoaga et sur le sommet Dealul Cornilor, de là elle descend dans la direction Sud-Ouest à la source du ruisseau Zănoaga qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Valea Bălămir, traverse ce dernier et remonte le ravin qui se trouve en face de ce ruisseau jusqu'à son origine et de là suivant la crête elle monte sur les sommets du Sigleul mic et mare.

De ce dernier point elle descend dans la direction Sud-Ouest suivant la crête et le pied de la montagne nommée Cracul Pietrei Maurului au ruisseau Valea de Pești, qu'elle traverse et va en ligne droite en passant le Pribeagul sur le Dealul Galben au point situé à 775 mètres au Sud de la cote 1223, qui se trouve sur le sentier du Dealul Galben. De là elle passe par les points cotés 1174, 1296 (Piatra Negrului), 1344 (Re-

stovanul), sur la Smida Bătrână d'où elle descend à l'embouchure du ruisseau Valea Boului dans le Jiul.

De ce point elle remonte le Jiul jusqu'à l'embouchure du ruisseau Valea Seacă, ensuite celui-ci jusqu'à pied de Peatra Albă, d'où elle monte sur la crête de cette montagne, passe sur les sommets: Soarbele, Paltina, Fetele Manesi, à l'ensellement et le sommet de Sturul (Scurtele), Galbenul, les crêtes Scărișoara Galbeni et Curmătura Galbeni, les sommets Stina Mare, Micușa (Vlăsia), Bulzul, et sur l'ensellement de Scărișoara.

A partir de ce point la ligne frontière suivant toujours la crête des montagnes passe sur les sommets Morarul, Glodeanu et Tutila, d'où elle descend sur le pied Sud-Ouest de cette dernière montagne et passant par les points cotés 1974 et 1879, au ruisseau Rusece à l'embouchure du ruisseau pîrîul Dragomir, de là elle remonte celui-ci jusqu'à sa source d'où elle monte à l'ensellement au point coté 1916. De ce point reprenant la crête elle passe sur sommet Isvorul aux points cotés 1823 1815 1733, sur le sommet: Curereste, (cote 1772) sur la crête du Cracul Maticului, sur les sommets: Dobrovir, Dealul Mlecului (cote 1725), Cupanul (cote 1455). Gasca (cote 1138), sur les points coté: 980, 896, 882, et par la Poiana Schitul descend au ruisseau Cerna.

Elle suit ensuite le cours de la Cerna jusqu'au point coté 254 d'où suivant le sentier qui se trouve tracé sur le versant Ouest de la montagne Secul va jusqu'au ruisseau Teșna, (cote 492) qu'elle remonte jusqu'à la Poiana Gaura-Fetei où elle quitte ce ruisseau et va en ligne droite dans la direction Sud-Ouest à la Poiana Balta Cerbului, et de là à la Cumătura între Plaiuri et suivant la crête passe sur les sommets: Preseaca (cote 1094), Coșeiu (cote 1071), par les Poiana Rotată et Coșeiu (cote 1050), sur les sommets: Lunca Camena (Piatra vinătă), cote 1228 et 1126, Piatra lui Coșei, Poiana Coșei, Grebenicul (cote 1143), Poiana Sufta, Ploștina Mosorului, cotes 827, 894, 927, Virful Cocosului (cote 920), Poiana Rachelei, Predealul Mare, cotes 763, 636, 647 et sur l'ensellement du Meteres. De ce point elle descend à la source du ruisseau Cerovât, qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le ruisseau Bachna, et ensuite celui-ci jusqu'au pied Sud-Est de la montagne Cioaca, nommément jusqu'au point qui se trouve dans le lit actuel de la Bachna en ligne droite vers l'Est-vis-à-vis du mamelon de cette montagne, coté 164.

De ce point la frontière suit une ligne qui se trouverait tracée dans le lit de la Bachna à égale distance des deux anciennes rives jusqu'à la grande route empierrée de Verciorova à Orsova d'où elle va en ligne droite jusqu'au point où les lignes de chemin de fer de la Roumanie et de Hongrie se touchent; (savoir à 132^m. Nord-Ouest du pont sur la Bachna du chemin de fer roumain); — traverse le chemin de fer pour aller directement au Danube.

Art. VI.

En exécution des dispositions des articles précédents, des Commissions mixtes en nombre suffisant nommées par les Gouvernements contractants seront chargées de la démarcation de la ligne frontière sur la base de la

description contenue dans la présente Convention et des cartes de l'état-major I. et R. (photographische Copien der Militär-Aufnahme der Bukovina im Masstabe 1 : 25.000, von Ungarn, respective a) Siebenbürgen 1 : 28.800 b) Banat 1 : 25.000) qui lui sont annexées, et sur lesquelles la ligne frontière est marquée en couleur rouge.

La frontière sera marquée sur toute son étendue par des bornes en pierre pour la ligne de la Bucovine et par de poteaux en bois pour celle de la Hongrie.

Les uns et les autres porteront gravés sur les deux faces parallèles à la frontière des initiales des noms des pays auxquels ils se rapportent, savoir, les bornes d'un côté la lettre B. (Bucovine), de l'autre la lettre R. (Roumanie) et les poteaux les lettres M. O. (Magyar-Ország) et la lettre R. (Roumanie). Au dessous de ces lettres seront gravés les numéros d'ordre à commencer par le »Triplex confinium« entre la Bucovine, la Hongrie et la Roumanie. A ce point on placera une borne en pierre en forme de pyramide triangulaire qui portera sur ses trois faces les initiales des trois pays et le numéro I, gravé comme il est dit plus haut.

Ces bornes et ces poteaux auront les dimensions et seront construits d'après le croquis descriptif ci-joint. (Annexe C.)

Lorsque la frontière suit le cours d'une rivière elle sera marquée par des bornes doubles placées sur les deux rives à des endroits protégés contre les dégâts que les eaux pourraient produire. Les bornes correspondantes seront disposées à distance égale du »Thalweg« (courant de l'eau). Cette distance ne pourra varier que dans les cas exceptionnels où les difficultés du terrain l'exigeraient.

En ce qui concerne les ruisseaux on y marquera en général la frontière en plaçant une borne ou un poteau à la source du ruisseau et deux autres à son embouchure ainsi qu'il est dit plus haut.

Les bornes ou poteaux doubles porteront chacun le même numéro et l'initiale du pays où ils sont placés.

Dans la plaine ou sur des plateaux où la configuration du terrain ne permet pas de distinguer la ligne de frontière naturelle on élèvera entre les bornes ou poteaux de distance en distance des »tumuli« en terre ou des tertres en pierre assez rapprochés pour être visibles de l'un à l'autre. Ces »tumuli« auront deux mètres de diamètre à la base et un mètre d'élévation au centre.

Lorsque la frontière traverse des forêts, on y effectuera des percées de huit mètres de largeur, soit quatre mètres de chaque côté de la ligne.

La place des bornes et des poteaux sera marquée sur la carte de délimitation et repérée où faire se peut. Dans ce but on mettra cette place en rapport avec trois ou quatre points fixes, situés dans les environs. Ces emplacements et les angles relevés seront décrits d'après les formulaires ci-annexés dans un registre spécial en double expédition. (Annexes D et E.)

Les frais occasionnés par les travaux de démarcation seront supportés moitié par l'Autriche-Hongrie et moitié par la Roumanie.

La démarcation sera effectuée l'été qui suivra l'échange des ratifications de la présente Convention.

Art. VII.

Une révision de la ligne frontière démarquée aura lieu deux années après la démarcation même et dans des révisions périodiques de dix à dix ans seront faites de commun accord dans le but de rétablir la ligne, où elle aurait subi une altération quelconque.

Art. VIII.

Lorsqu'à cause des difficultés du terrain il n'existe ou ne peut être tracé pour le service de la frontière qu'un seul chemin soit qu'il coure sur la frontière, soit qu'il passe du territoire d'un pays à celui de l'autre, les organes de surveillance des Gouvernements contractants pourront s'en servir librement et en tout temps. Il est bien entendu que ces dispositions ne sauraient donner lieu à des prétentions tendant à altérer la frontière, telle qu'elle est décrite dans la présente Convention et tracée sur la carte de délimitation.

En dehors du cas spécial mentionné plus haut les gardes-frontière armés ne pourront sur aucun point et sous aucun prétexte franchir la ligne frontière démarquée.

Art. IX.

Sur les rivières et ruisseaux formant frontière ni les Gouvernements contractants ni les particuliers ne pourront établir des digues ou barrages, destinés soit à détourner l'eau de son cours, soit à faire une prise d'eau pour une exploitation industrielle ou autre, sans avoir pris préalablement l'avis conforme du Gouvernement limitrophe.

Les travaux et constructions de cette nature existant actuellement, seront examinés par une Commission mixte nommée par les Gouvernements. Ceux qui seront reconnus comme portant atteinte aux intérêts des particuliers ou des Gouvernements contractants, notamment en ce qui concerne la ligne frontière, seront modifiés ou détruits suivant la décision des autorités compétentes.

Art. X.

Il est entendu, que la présente Convention ne saurait porter préjudice aux droits privés actuels des propriétaires des immeubles qui passent, en totalité ou en partie, d'un pays à l'autre, en ce qui concerne les droits de possession et de libre disposition des dits immeubles.

Toutefois, dans tous les cas où un immeuble de cette catégorie devrait, par suite de vente, échange, donation ou legs passer aux mains d'un nouvel acquéreur, l'Etat sur le territoire duquel se trouve situé l'immeuble aura un droit de préemption et pourra s'en rendre acquéreur contre paiement du prix normal à déterminer, d'après la valeur des terrains dans la localité, par des arbitres nommés par les deux parties intéressées et en cas de désaccord entre les arbitres par le tribunal de la situation de l'immeuble qui se prononcera sur le différend.

Art. XI.

Les propriétaires d'immeubles, dont il est fait mention dans l'article précédent seront traités, relativement à ces possessions, d'après les principes les plus libéraux, c'est-à-dire ces propriétaires mixtes, leurs domestiques et les habitants auront le droit de passer et repasser avec leurs instruments aratoires, leurs bestiaux, leurs outils etc. etc. d'une partie de la possession, ainsi coupée par la frontière, dans l'autre, sans égard à la différence de souveraineté; de transporter de même d'un endroit à l'autre leurs moissons, leurs bestiaux et tous les produits du sol à l'état brut ou préparés sans empêchement, sans redevance et sans payer de droits quelconques.

Cette faveur est restreinte toutefois aux produits provenant du territoire ainsi coupé par la ligne de démarcation, sans exclure la perception des impôts directs de ces immeubles.

Les bénéficiaires de la présente immunité devront être munis d'un certificat permanent constatant leur individualité et leur qualité, portant le visa des autorités des deux pays et qu'ils devront être à même de présenter à toute réquisition des autorités de la frontière. Ce certificat ainsi que le visa ne seront soumis à aucune taxe.

Art. XII.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bucarest en double expédition, le vingt cinq Novembre (sept Décembre) mil huit cent quatre-vingt-sept.

M. Phérékyde.
Goluchowski.

Protocole No. 1.

Au moment de signer la Convention de délimitation conclue aujourd'hui, les soussignés, en exécution de l'entente intervenue à Vienne le 15 avril dernier entre les Délégués des deux Hautes Parties contractantes, sont convenus de ce qui suit:

Le Gouvernement Royal de Roumanie achète pour le compte de l'État, le terrain actuellement en possession de la Commune de Zagon (Comitat de Hárómszék) compris entre le Herczeg-patak, Döngökő (Surduc), Botamare, Bota-mică, Zimbrul, Tabla-Cheiei et qui, par la délimitation, passe en Roumanie.

Ce terrain d'une étendue de 2,624 »Joch« ou de 1,510 hectares, sera payé à raison de 30 florins par »Joch« soit une somme totale de 78,720 florins, val. austr.

Le Gouvernement Royal de Roumanie s'engage à verser cette somme à la Légation Impériale et Royale à Bucarest dans le terme de vingt jours

à dater de l'entrée en vigueur de la Convention de délimitation signée aujourd'hui entre les deux Gouvernements.

Le Gouvernement Impérial et Royal entièrement d'accord sur le prix et les conditions ci-dessus s'engage à nommer le plutôt que faire se pourra, après l'entrée en vigueur de la Convention, une Commission spéciale qui devra opérer la tradition du terrain vendu et des actes y relatifs aux Commissaires du Gouvernement Royal.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le vingt-cinq novembre (7 décembre) mil huit cent quatre-vingt-sept.

*M. Phéréllyde.
Goluchowski.*

Protocole No. 2.

Au moment de signer la Convention de délimitation entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie, les Plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes sont convenus de maintenir la possession de fait actuelle (le status-quo) jusqu'au moment où la délimitation effective étant faite sur le terrain, conformément à l'art. VI, par les différentes commissions mixtes, la garde de la nouvelle ligne frontière aura été remise par elles aux autorités respectives de chacune de deux Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le vingt-cinq Novembre (7 Décembre) mil huit cent quatre-vingt-sept.

*M. Phéréllyde.
Goluchowski.*

28.

RUSSIE.

Svod des Lois de l'Empire de Russie. Tome I. Partie I.
Lois fondamentales de l'Empire. Section I. Des droits sacrés et des prérogatives du pouvoir suprême autocratique *).

I. De la nature du pouvoir suprême autocratique.

1. L'Empereur de toutes les Russies est un Souverain autocrate et absolu. — Dieu lui-même commande d'obéir à son pouvoir suprême, non seulement par crainte, mais encore par devoir de conscience.

2. Le même pouvoir suprême et autocratique appartient à l'Impéra-

*) Daresté, Les Constitutions modernes. T. II. p. 245 sq.

trice, lorsque l'ordre de succession, établi dans la famille impériale, appelle une femme au trône; mais son époux n'a pas le titre de Souverain (Gospudar): il jouit des honneurs et de la prérogative dont jouissent les conjoints des Souverains, mais sans porter ce titre.

II. De l'ordre de succession au trône.

3. Le trône impérial de toutes les Russies est héréditaire dans la famille impériale actuellement et heureusement régnante.

4. Sont inséparables du trône impérial de toutes les Russies: le trône du royaume de Pologne, et celui de la Grande-Principauté de Finlande.

5. Les deux sexes sont successibles au trône, mais le droit de succéder appartient de préférence au sexe masculin, par ordre de primogéniture; en cas d'extinction de la dernière branche masculine, la succession au trône appartient à la branche féminine par droit de représentation.

6. Ainsi, la succession au trône appartient, en première ligne, au fils aîné de l'Empereur régnant, et, après lui, à toute sa descendance masculine.

7. En cas d'extinction de cette descendance masculine, la succession au trône est dévolue au fils puîné de l'Empereur et à sa descendance masculine; en cas d'extinction de cette seconde branche masculine, la succession est dévolue à la branche du troisième fils, et ainsi de suite.

8. En cas d'extinction de la dernière branche masculine des fils de l'Empereur, la succession est conservée dans la même famille, mais elle est dévolue alors à la branche féminine du dernier prince régnant, qui se trouve être la plus rapprochée du trône; l'ordre de succession est le même dans cette branche, la préférence appartenant aux descendants mâles, à l'exception de la princesse dont ils sont issus et qui a formé la branche.

9. En cas d'extinction de cette branche, la succession est dévolue, dans la race du fils aîné de l'Empereur qui fait souche, à la descendance féminine; et, dans cette descendance, à la parente la plus proche du dernier prince régnant de cette race; l'aîné est appelé dans la ligne descendante et, à défaut de descendance, la succession est dévolue à la ligne collatérale; à défaut de cette plus proche parente, la succession est dévolue à celui qui prend son lieu et place par représentation, qu'il soit du sexe masculin ou du sexe féminin, en observant toutefois, comme précédemment, la prééminence du premier sexe sur le second.

10. En cas d'extinction de ces branches, la succession est dévolue à la descendance féminine des autres fils de l'Empereur qui fait souche, en observant le même ordre, puis à la descendance de la fille aînée de ce même Empereur, dans la ligne masculine, et, à défaut de celle-ci, dans la ligne féminine, d'après l'ordre établi pour la vocation héréditaire des filles issues des fils de l'Empereur.

11. En cas d'extinction de la descendance masculine et féminine de la fille aînée de l'Empereur qui fait souche, la succession est dévolue à la descendance masculine, et ensuite à la descendance féminine, de la seconde fille du même Empereur, et ainsi de suite.

12. La soeur cadette, qui a des enfants, n'est pas préférable à sa soeur aînée, même non mariée; le frère cadet est préférable à toutes ses soeurs aînées.

13. Lorsque la succession est dévolue à une branche féminine, qui règne déjà sur une autre nation, celui qui est appelé à succéder en Russie peut renoncer, pour lui et son héritier présomptif, à ses droits de succession au trône étranger, et embrasser la religion russe, si toutefois les lois de cette nation étrangère le lui permettent; si ce changement de religion n'a pas lieu, le plus proche parent, d'après l'ordre de succession établi précédemment, sera appelé au trône.

14. Les enfants, issus du mariage d'une personne de la famille impériale avec une personne n'ayant pas un rang égal au sien, c'est-à-dire n'appartenant pas à une maison régnante ou souveraine, n'ont pas le droit de succéder au trône.

15. Sous l'empire des règles énoncées plus haut, touchant l'ordre de successibilité au trône, toute personne ayant droit à cette succession a la faculté d'abdiquer ce droit, si les circonstances sont telles qu'aucune difficulté ne doive surgir ultérieurement touchant la dévolution de l'hérédité impériale.

16. Une semblable abdication, lorsqu'elle a été publiée et convertie en loi, est considérée comme irrévocable.

17. L'Empereur ou l'Impératrice, qui succède au trône, est tenu, même avant son avènement et la cérémonie du sacre, d'observer religieusement les règles établies ci-dessus concernant l'hérédité impériale.

III. De la majorité de l'empereur, de la régence et de la tutelle.

18. La majorité pour les Souverains des deux sexes et pour l'héritier du trône impérial est fixée à l'âge de seize ans.

19. Si l'Empereur monte sur le trône avant l'accomplissement de cet âge, il y a lieu à l'organisation d'une régence et d'une tutelle jusqu'à sa majorité.

20. La régence et la tutelle sont établies conjointement sur la tête d'une seule et même personne, ou bien sont divisées, la régence appartenant à une personne, la tutelle à une autre.

21. La désignation du régent du tuteur, que ces fonctions soient constituées sur une seule tête ou sur deux têtes distinctes, est laissée au libre arbitre de l'Empereur régnant, qui, pour plus de sûreté, arrêtera son choix en prévision de sa mort.

22. Lorsque cette désignation n'aura pas eu lieu du vivant de l'Empereur, après la mort de celui-ci, la régence et la tutelle de l'Empereur mineur appartiendront au père ou à la mère; le beau-père et la belle-mère sont exclus.

23. A défaut des père et mère, la régence et la tutelle appartiennent au plus proche héritier du trône parmi les parents majeurs, de l'un ou l'autre sexe, de l'Empereur mineur.

24. Les causes légales d'incapacité pour exercer la régence et la tutelle sont les suivantes: 1) l'aliénation mentale lors même qu'elle ne se produit qu'à des intervalles éloignés; 2) un second mariage contracté par l'Impératrice mère, pendant la durée de la régence et de la tutelle.

25. A côté du régent fonctionne un Conseil de régence; le régent ne peut rien faire sans le concours du Conseil de régence, ni le Conseil de régence sans le concours du régent.

26. Le Conseil se compose de six personnes choisies par le régent parmi les dignitaires des deux premières classes; le régent pourvoit également aux vacances qui viennent à se produire.

27. Les membres de la famille impériale, appartenant au sexe masculin, peuvent siéger dans ce Conseil, avec l'agrément du régent, mais seulement après leur majorité et en dehors des six membres qui composent le Conseil.

28. Rentrent dans les attributions du Conseil de régence toutes les affaires, sans exception, dont la décision est réservée à l'Empereur personnellement, ou à l'Empereur et à son Conseil; la tutelle ne fait pas partie de ses attributions.

29. Le régent a voix décisive.

30. Il est procédé à la formation du Conseil et à la désignation de ses membres à défaut de dispositions émanant du dernier Empereur mieux placé que toute autre personne pour connaître les hommes et les circonstances.

IV. De l'avènement au trône et du serment de fidélité.

31. A la mort de l'Empereur, son héritier monte sur le trône en vertu de la loi de succession qui l'y appelle. L'avènement du nouvel Empereur au trône a lieu le jour même du décès de son prédécesseur.

32. Le manifeste, publié par l'Empereur à l'occasion de son avènement au trône, proclame le nom de l'héritier présomptif du trône, si la personne, appelée par la loi à succéder, existe.

33. La promesse de fidélité (*poddanstvo*) au nouvel Empereur et à son héritier, que ce dernier soit ou non désigné dans le manifeste, fait l'objet d'un serment public.

34. Chacun prête serment d'après les rites du culte auquel il appartient.

Remarque 1^{re}. Le Sénat dirigeant, après avoir fait imprimer la formule du serment selon sa teneur légale (*annexe* No. 5), l'envoie en nombre suffisant d'exemplaires aux autorités militaires et civiles, et la communique au Saint-Synode pour être pris par ce dernier des dispositions conformes. — Chacun prête serment devant l'autorité dont il relève, dans les cathédrales, monastères ou églises paroissiales, suivant l'occurrence; ceux qui sont détenus, mais sans avoir été condamnés encore à la perte de leurs droits, prêtent serment devant l'autorité du lieu de leur détention. — Les personnes appartenant à un culte dissident (*inovertsi*) doivent, lorsqu'il n'y a pas d'église de leur culte dans leur résidence, prêter serment devant le tribunal et entre les mains des juges. — Tous ceux qui prêtent le serment

de fidélité signent, s'ils savent écrire, la liste imprimée où ils figurent comme ayant prêté serment.

Remarque 2°. (Supplément de 1881.) Le serment est prêté par tous les sujets de l'Empereur en général, appartenant au sexe masculin et ayant atteint l'âge de douze ans quelles que soient leur classe et leur condition *).

V. Du saint couronnement et du sacre.

35. A l'avènement au trône, il est procédé au saint couronnement et au sacre (myropomazanié), suivant le cérémonial de l'église orthodoxe gréco-russe. L'époque de cette cérémonie solennelle est fixée par décision impériale et annoncée à l'avance par un avis rendu public.

36. La très auguste épouse de l'Empereur est associée à cette sainte cérémonie, conjointement avec l'Empereur, si telle est la volonté de celui-ci. Au cas où le couronnement de l'Empereur a précédé son mariage, le couronnement de son épouse ne peut avoir lieu ultérieurement qu'avec son autorisation expresse.

Remarque 1^{re}. La cérémonie religieuse du couronnement et du sacre a lieu à Moscou, dans la cathédrale de l'Assomption, en présence des autorités gouvernementales supérieures et des corps de l'État, à ce convoqués par ordre impérial. — Le couronnement des Empereurs de toutes les Russies et des rois de Pologne a lieu par une seule et même cérémonie religieuse; des députés du royaume de Pologne sont convoqués pour prendre part à cette solennité en même temps que des députés des autres parties de l'Empire.

Remarque 2°. L'Empereur, avant l'accomplissement de la cérémonie religieuse, à l'exemple des anciens souverains chrétiens et de ses glorieux ancêtres, récite à haute voix et en présence de ses fidèles sujets le symbole de la foi orthodoxe-catholique, puis, revêtu de pourpre, en recevant la couronne, le sceptre et la pomme impériale, il adresse à genoux au Souverain Seigneur la prière à ce consacrée: que Dieu veuille l'éclairer, l'instruire et le guider dans son importante mission de Tsar et Juge de l'Empire de toutes les Russies, que la haute sagesse qui est l'attribut de la Divinité l'assiste, que son cœur soit dans la main de Dieu, que toute chose concoure à l'avantage des peuples qui lui sont confiés et à la gloire de Dieu, et qu'enfin il obtienne au jour du jugement une parole favorable.

*) Cette Remarque se terminait par les mots «à l'exception des paysans». Un oukase d'Alexandre II au Sénat dirigeant, du 1^{er} mars 1881, a admis les paysans à prêter le serment de fidélité, attendu, disent les termes de l'oukase, que depuis l'acte d'émancipation du 19 février 1861 les paysans se trouvent désormais soumis à l'action des lois générales. V. Annuaire 1882. V. 662.

VI. Du titre de Sa Majesté Impériale et des armes de l'Empire.

87. [Titre complet*])

88. (Titre moyen et Titre abrégé.)

89. (Description des armes impériales, du grand sceau du sceau moyen et du petit sceau.)

Remarque. La description détaillée des armes impériales et du sceau impérial sous leurs différentes formes, ainsi que les règles de leur emploi, sont contenues dans une annexe spéciale (annexe 1).

VII. De la religion.

40. La religion qui tient le premier rang et qui domine dans l'Empire de Russie est la religion chrétienne orthodoxe catholique orientale.

41. L'Empereur régnant sur le trône de toutes les Russies ne peut pas appartenir à une religion autre que la religion orthodoxe.

42. L'Empereur, en qualité de prince chrétien, est le souverain défenseur et protecteur des dogmes de la religion dominante, en même temps que le gardien de l'orthodoxie et de la discipline sacrée dans l'Église.

43. Il exerce le pouvoir ecclésiastique autocratique avec l'aide du Très saint Synode dirigeant, nommé par Lui.

44. Tous les sujets de l'Empire russe qui n'appartiennent pas à la religion dominante, nationaux ou nationalisés, de même que les étrangers au service de la Russie ou en résidence temporaire en Russie, jouissent chacun en tous lieux du libre exercice de leur religion et des cérémonies particulières de leur culte.

45. La liberté religieuse n'appartient pas seulement aux chrétiens de confessions étrangères, mais encore aux juifs, aux mahométans et aux païens: afin que tous les peuples qui habitent la Russie puissent glorifier le Dieu Tout-puissant dans leurs différentes langues, dans la religion et le culte de leurs pères, en bénissant l'autorité des monarques russes, et en priant le Créateur de l'univers pour la prospérité croissante et l'affermissement de l'Empire.

46. Les affaires ecclésiastiques des chrétiens de confessions étrangères et des non-chrétiens dans l'Empire russe sont administrées par les chefs spirituels des différents cultes et par les autorités particulières, instituées à cet effet par le Pouvoir suprême.

Remarque. La règle concernant l'observation de la tolérance religieuse et les limites de cette tolérance font l'objet de dispositions de détail contenues dans les divers *oustavs*.

*) Les mots «Souverain du Turkestan» ont été ajoutés en 1882 au titre complet.

29.

RUSSIE.

Statut de la Famille Impériale promulgué par oukase impériale du 2 juillet 1886.

Messenger officielle du 5 juillet 1886. Journal de St. Petersbourg, No. 177, du 6 (18) juillet 1886.

Degrés de parenté dans la Famille Impériale.

1. Toutes les personnes du sang impérial et nées d'un mariage légal, autorisé par l'Empereur régnant et conclu avec une personne de rang égal par la naissance, sont reconnues comme membres de la Famille Impériale. — 1797. 5 avril (17906) §§ 15, 21 et 79.

2. Tous les membres de la Famille Impériale comptent leur degré de parenté d'après la parenté avec l'Empereur dont ils descendent en ligne directe, sans confusion avec le degré de parenté existant avec les Empereurs suivants, montés sur le Trône après le chef de la Famille. — Idem, § 15.

3. Le fils aîné de l'Empereur et tous les aînés provenant de la branche aînée sont, tant que la Famille Impériale existe, reconnus et considérés vis-à-vis de l'Empereur comme les héritiers du Trône et portent le titre d'enfants d'Empereur. — Idem, §§ 16 et 18, obs. 1.

4. Tous les fils cadets de l'Empereur ou les fils cadets de ses descendants, c'est-à-dire tous, outre le premier-né, sont considérés par leur naissance comme des fils d'Empereur. — Idem, § 16.

5. Les fils puînés et tous les fils cadets des branches aînées, en leur qualité de fils de celui qui était désigné pour héritier du Trône, sont considérés à l'égal des fils d'Empereur et jouissent des droits acquis à ceux-ci. — Idem, §§ 16 et 18, obs. 2.

6. Tous ceux qui descendent de branches cadettes jouissent des avantages qui leur reviennent d'après leur degré de parenté avec l'Empereur dont ils descendent, même si un autre membre de la branche aînée occupait le Trône et dès lors ils ne peuvent attendre, réclamer, ni exiger aucuns autres avantages, à moins que la succession au Trône ne vienne à leur échoir, ou si leur frère venait à hériter du Trône. — Idem, §§ 16 et 18, obs. 3; 1885, 24 janvier, Recueil des lois, No. 112, oukase impérial.

7. Le sexe féminin, descendant de la branche mâle, est compté, pour les degrés de parenté, aux mêmes conditions que le sexe masculin, c'est-à-dire que la fille de l'aîné de la branche aînée est reconnue à l'égal de la fille de l'Empereur, celle qui est née du cadet de cette même branche comme sa petite-fille, etc. — 1797, 5 avril (17906) § 19.

8. Les membres de la Maison Impériale du sexe féminin ont une position entièrement distincte de celle des descendants de membres du sexe masculin et par conséquent ils ne peuvent pas se prévaloir de la parenté avec l'Empereur pour les titres, pension ou dot — ils jouissent de tout ce qui précède d'après les droits appartenant à leur père et ne peu-

vent rien exiger, ni de l'état, ni du département des apanages. — Idem, §§ 20, 34 et 40.

9. Les enfants nés d'un mariage non autorisé par l'Empereur régnant ne jouissent d'aucun des avantages appartenant aux membres de la Famille Impériale.

**Naissance et décès des membres de la Famille Impériale et leur livre
généalogique.**

10. A la naissance d'un fils ou d'une fille appartenant à la Famille Impériale et née dans les limites de l'Empire ou à l'étranger, les père et mère ou leur parent le plus proche sont tenus d'informer sans retard l'Empereur régnant de la date de la naissance et du nom du nouveau-né (garçon ou fille). — 1797, 5 avril (17906) § 21.

11. Cette communication doit se faire par écrit et ceux qui se trouvent hors des limites de l'Empire, l'expédient par l'entremise des agents diplomatiques de Russie. — Idem, § 21.

12. L'Empereur, après avoir reçu cette information, ordonne d'inscrire le nom du nouveau-né (garçon ou fille) sur le livre généalogique de la Maison Impériale de Russie et d'informer sa Famille qu'il a été réellement admis au nombre des membres de la descendance impériale. — Idem, § 21.

13. En cas de décès, à l'intérieur ou hors de l'Empire, d'un membre de la Famille Impériale, l'Empereur en est informé de la même manière. — Idem, § 21.

14. La naissance et le décès de tous les membres de la Famille Impériale descendant de la branche mâle, ainsi que le décès des princesses étrangères mariées à des grands-ducs et à des princes du sang impérial, sont portés à la connaissance générale par l'entremise du sénat dirigeant; la naissance et le décès des grands-ducs et des grandes-duchesses sont portés à la connaissance générale par des Manifestes.

15. Les notifications de la naissance et du décès des membres de la Famille Impériale sont conservées aux archives de l'Empire. — Idem, §§ 21 et 180.

16. Le décès des membres de la Famille Impériale est inscrit, ainsi que leur naissance, sur le livre généalogique. — Idem, § 21.

17. L'inscription du nom sur le livre généalogique sert de preuve qu'on appartient à la descendance impériale. — Idem, § 21.

18. Le livre généalogique sert de base pour la répartition des pensions, des apanages et des subsides pécuniaires aux membres de la Famille Impériale. Ce livre est déposé dans le cabinet de S. M. l'Empereur.

Titres, blasons et autres distinctions.

19. Les titres appartenant aux membres de la Famille Impériale sont les suivants :

1^o Héritier, Césarévitch, Grand-Duc et Altesse Impériale.

2^o Grand-Duc, Grande-Duchesse et Altesse Impériale.

3^o Prince, Princesse du sang impérial et Altesse.

4^o Prince, Princesse du sang impérial et Altesse Sérénissime.

20. Le titre d'Héritier, Césarévitch, Grand-Duc et Altesse Impériale appartient au seul héritier du Trône déclaré publiquement comme tel. L'épouse de l'Héritier du Trône porte le titre de Césarevna, Grande-Duchesse et Altesse Impériale. — 1797, 5 avril (17906) § 31; 1841, 16 avril (14462).

21. Le titre de Grand-Duc, de Grande-Duchesse et d'Altesse Impériale appartient aux fils, aux filles, aux frères, aux sœurs et, dans la descendance mâle, à tous les petits-fils d'Empereur.

Observation. En vertu de l'oukase de l'année 1852 les enfants de la grande-duchesse Marie Nicolaïevna et du duc Maximilien de Leuchtenberg portent le titre, qui leur a été conféré, d'Altesse Impériale, sont considérés avec leur descendance provenant de la branche masculine, comme princes et princesses du sang impérial et jouissent des droits et avantages accordés, par le présent chapitre de ces statuts, aux princes et princesses du sang impérial. De toute leur descendance le titre d'Altesse Impériale appartient seulement en propre au prince Alexandre Géorgiévitch Românowsky, Duc de Leuchtenberg.

22. Le titre d'Altesse, de Prince et de Princesse du sang impérial appartient aux petits-fils d'Empereur, descendant de la ligne masculine et dans la descendance de chaque petit-fils le titre d'Altesse est accordé seulement au fils aîné et au premier-né de ses descendants, du sexe masculin et de descendance mâle. Si la personne qui porte le titre d'Altesse vient à décéder sans laisser de descendance, ce titre passe aux lignes collatérales, dans l'ordre admis pour l'héritage des biens à destination inaliénable (законѣнные имуществы) (annexe à l'art. 53).

23. Le titre d'Altesse Sérénissime, de Prince et de Princesse du sang impérial est attribué depuis les enfants cadets du petit-fils à toutes les autres descendance du sang impérial provenant de la branche masculine.

24. Dans les assemblées et dans toutes les occasions pareilles, les grands-ducs et les grandes-duchesses, ainsi que les princes et princesses du sang impérial, ayant droit aux premières places après l'Empereur et l'Impératrice, observent pour la préséance entre eux l'ancienneté des titres, ceux qui portent le même titre — l'ancienneté de famille, dans les familles — l'ancienneté des lignes, et dans les lignes — l'âge de chacun d'eux.

25. Les princes étrangers, ayant épousé des grandes-duchesses et des princesses du sang impérial, occupent les places d'après les degrés dont ils jouissent en propre; ainsi chaque héritier royal cède le pas à celui qui porte le titre d'Héritier Impérial; le prince qui jouit du titre d'Altesse Royale est placé à l'égal de toutes les Altesse Impériales et celui qui jouit de celui d'Altesse Sérénissime marche de pair avec les princes du sang impérial. 1797, 5 avril (17906) § 37.

26. Les Grandes-Duchesses, qui ont épousé des princes étrangers, conservent le rang qui leur appartient d'après leur droit de naissance. — Idem, § 38.

27. Le même droit (art. 26) est conservé aux Princesses du sang impérial; mais celles qui ont épousé un prince ayant le titre d'Altesse

Royale prennent rang d'après le titre de leur époux et jouissent des privilèges qui lui appartiennent, c'est-à-dire des privilèges des Grandes-Duchesses, Altesses Impériales. — Idem, § 38.

28. Les veuves conservent le titre et le rang qui leur appartenaient du vivant de leur époux. L'Impératrice douairière conserve tous ses anciens privilèges et elle a le pas sur l'épouse de l'Empereur régnant. —

29. L'Héritier du Trône a pour armoiries celles de l'Empire avec tous leurs insignes, à l'exception de l'étendard de l'Empire et des six écussons supérieurs avec les armes réunies des principautés et des provinces. — Idem, § 41; 1857, 11 avril, des armoiries et du sceau de l'Empire, § 5; des armoiries des membres de la Maison Impériale, § 2; 1882, 3 novembre (1159).

30. Tous les autres grands-ducs et grandes-duchesses, ainsi que les princes et princesses du sang impérial, ont pour armoiries celles de l'Empire avec quelques différences définies par un règlement spécial, d'après leur degré de parenté avec l'Empereur dont ils descendent en ligne directe. Dans les armoiries des princes et princesses du sang impérial ne figurent pas : les armes de Moscou sur la poitrine, et les armes des royaumes et grands-duchés sur les ailes de l'aigle et le manteau impérial est remplacé par une mante en or doublée d'hermine et parsemée d'aigles russes à double tête. — 1797, 5 avril (17906) § 41; 1857, 11 avril, des armoiries des membres de la Maison Impériale, §§ 4. 16; 1882, 3 novembre (1159).

31. Les grandes-duchesses et les princesses du sang impérial qui ont épousé des princes étrangers, ajoutent aux armoiries de leurs époux le blason russe qui leur appartient par droit de naissance. Les princesses étrangères qui ont épousé des membres de la Maison Impériale ajoutent de même leur blason héréditaire aux armoiries de leurs époux.

Observation. La description détaillée des armoiries de tous les membres de la Maison Impériale se trouve dans l'annexe aux lois fondamentales de l'Empire. — 1797, 5 avril (17906) § 42; 1857, 11 avril, des armoiries des membres de la Maison Impériale; 1882, 3 novembre (1159).

32. Les grands-ducs, lors de leur baptême, reçoivent les ordres de St-André, de St-Alexandre-Nevsky, de l'Aigle Blanc, de Ste-Anne de la 1^{re} classe et de St-Stanislas de la 1^{re} classe. — 1797, 5 août (17908) art. 5 et 6; 1831, 13 décembre (5,013); 1865, 11 juin (42184), oukase du sénat, art. 1^{er}.

33. Les grandes-duchesses reçoivent lors de leur baptême les insignes de l'ordre de Ste-Catherine. — 1797, 5 avril (17908) art. 5 et 6.

34. Les princes et princesses du sang impérial ayant le titre d'Altesses reçoivent les mêmes ordres lorsque les uns et les autres ont atteint leur majorité.

35. Les princes et les princesses ayant le titre d'Altesse Sérénissime reçoivent des décorations selon l'agrément de S. M. l'Empereur.

36. L'Impératrice, l'Héritier du Trône et les grands-ducs ont leurs pavillons spéciaux, d'après les statuts maritimes. — 1827, 7 septembre (1862); 1848, 24 novembre.

37. Les honneurs prescrits sont rendus, conformément aux règlements

militaires et maritimes, à l'Empereur, à l'Impératrice, aux grands-ducs, ainsi qu'aux grandes-duchesses quand ils traversent des forteresses ou se trouvent à bord de navires de la flotte, — et s'ils veulent bien l'autoriser. Les rapports, pour le service civil, pendant les voyages à l'intérieur de l'Empire, ne sont présentés qu'à l'Empereur, à l'Impératrice et à l'Héritier du Trône.

38. Les serviteurs de l'Héritier du Trône, qui forment sa cour, ont des uniformes et des livrées analogues aux uniformes et aux livrées de la cour impériale; les uniformes et les livrées des serviteurs de la cour des autres membres de la Maison Impériale en diffèrent quelque peu par les couleurs.

Observation. Les princes qui ont le titre d'Altesse Impériale conservent les principales couleurs de la livrée impériale; la différence de couleur des cols, des parements et des galons est définie pour chaque grand-duc à part, par décision spéciale de Sa Majesté. Les princes qui ont le titre d'Altesse ont, pour leurs serviteurs, la même livrée que les serviteurs de leur père. Les grandes-duchesses et princesses du sang impérial qui ont épousé des princes étrangers conservent, pour leur personnel de service, la livrée à laquelle elles ont droit de naissance et quand ces princes sont des héritiers royaux ou ont le titre d'Altesse Royales, elles emploient la livrée de leurs époux. Les enfants issus de grandes-duchesses et de princesses du sang impérial emploient la livrée de leurs pères. Les veuves conservent la livrée de leurs époux. 1797, 5 avril (17906) § 43, obs. 1—3, §§ 44—46; 1856, 29 novembre, ordre impérial.

Apanages des membres de la Maison Impériale.

39. Pour assurer à tout jamais la situation de la Famille Impériale et pour alléger les dépenses de l'Etat, des propriétés immobilières et un capital spéciaux sont consacrés à son entretien, sous le nom d'apanages, dont la composition et le mode d'administration, par un département spécialement fondé à cet effet, sont définis par des règlements spéciaux. 1707, 5 avril (17906) § 1.

Observation. Les apanages paient les impôts de l'Etat et ceux du zemstvo et des municipalités, d'après des statuts et des lois spéciales.

40. Avec ces propriétés et ces capitaux et avec l'assistance du Trésor de l'Etat, on fixe la somme convenable et nécessaire pour l'entretien de tous les membres de la Maison Impériale, sans exception, provenant de la descendance masculine et nommément: 1° aux enfants du sexe masculin, jusqu'à leur majorité pour leur éducation, un apanage en argent et depuis leur majorité pour le reste de leurs jours des revenus ou des propriétés à destination inaliénable (заповѣдныя имущества); 2° aux enfants du sexe féminin jusqu'à leur mariage, un traitement en argent et lors de leur mariage une dot, après quoi les princesses ne peuvent prétendre à rien; 3° les Impératrices douairières, ainsi que les grandes duchesses et princesses du sang impérial qui sont veuves, reçoivent une pension viagère. — Idem, §§ 47 et 77.

41. Le chiffre de l'apanage est fixé conformément à la proximité du

degré de parenté, en conséquence de quoi les aînés des branches aînées reçoivent un apanage égal à celui de l'héritier du Trône; chacun de leurs frères et chacun de leurs fils cadets reçoit un apanage égal à celui des fils d'Empereur; chaque prince descendant des frères et fils cadets a droit à un apanage fixe d'après le degré de parenté de son père ou de lui-même avec l'Empereur dont il descend en ligne directe; mais dans le cas où l'héritage du Trône parviendrait à un prince qui n'est ni fils, ni petit-fils d'Empereur, ses frères et ses soeurs recevront l'apanage fixé pour les fils et filles d'Empereur. — 1797, 5 avril (17906) § 72; 1885, 24 janvier, Recueil des lois, no. 112, oukase au sénat.

42. L'Impératrice, pendant le règne de son époux, touche deux cent mille roubles par an et l'entretien de sa cour. L'Impératrice conserve tout cet apanage dans le cas où, devenue veuve, elle continue à vivre en Russie; dans le cas où elle quitterait ce pays, elle n'en reçoit que la moitié.

43. Les enfants d'Empereur reçoivent jusqu'à leur majorité trente-trois mille roubles par an chacun.

44. L'apanage de l'Héritier, outre l'entretien de sa cour, est de cent mille roubles par an. L'épouse de l'Héritier reçoit du vivant de son époux cinquante mille roubles par an et, si elle devient veuve, une pension de cent mille roubles, ainsi que l'entretien de sa cour tant qu'elle reste en Russie; dans le cas contraire, cinquante mille roubles de pension. Les enfants d'Héritier des deux sexes, jusqu'à leur majorité ou jusqu'à leur mariage, approuvé par l'Empereur, reçoivent chacun vingt mille roubles.

45. La dot des grandes-duchesses et princesses du sang impérial est de
1^o Un million pour les filles et petites-filles d'Empereur en ligne directe.

2^o De cent mille roubles pour les arrière-petites-filles et arrière-arrière-petites-filles.

3^o Pour les princesses descendant d'arrière-arrière-petites-filles et au-delà, la dot est de trente mille roubles et ainsi de suite pour toutes les descendances ultérieures de sang impérial.

46. L'apanage précité de l'Impératrice, de l'Héritier, de son épouse, de leurs enfants et des fils cadets et filles d'Empereur jusqu'à leur majorité ou leur mariage, ainsi que la dot des grandes-duchesses et princesses du sang impérial est payé sur les sommes du Trésor de l'Etat. — 1797, 5 août (17906) §§ 74, 75 et 77.

47. L'entretien des enfants d'Héritier, des fils cadets et des filles d'Empereur après leur majorité, ainsi que de tous les autres grands-ducs et princes du sang impérial avec leurs épouses, et de même des grandes-duchesses et princesses du sang impérial jusqu'à leur mariage est payé sur les sommes des apanages, aux termes suivantes: Idem, §§ 76, 77 et 78.

48. Chaque fils d'Empereur (à l'exception de l'Héritier), dès qu'il a atteint sa majorité, reçoit un apanage de cent cinquante mille roubles par an et, en outre, un million de roubles une fois donnés pour son installation. Lors de son mariage, autorisé par l'Empereur, son apanage est porté à deux cent mille roubles, plus trente-cinq mille roubles par an pour l'entretien de son palais. Les épouses des fils d'Empereur reçoivent quarante mille roubles par an, qu'elles conservent si elles deviennent veuves.

49. Les filles d'Empereur après leur majorité et jusqu'à leur mariage reçoivent cinquante mille roubles par an.

50. Les petits-enfants des deux sexes, jusqu'à leur majorité ou jusqu'à leur mariage, autorisé par S. M. l'Empereur, reçoivent quinze mille roubles par an; après leur majorité les petits-fils reçoivent cent cinquante mille roubles par an et, en outre, six cent mille roubles une fois donnés pour leur installation; les épouses des petits-fils reçoivent vingt mille roubles par an, qu'elles conservent pendant leur veuvage. Les petites-filles reçoivent après leur majorité et jusqu'à leur mariage cinquante mille roubles par an.

51. Lors des mariages des fils ou des petits-fils d'Empereur, leurs épouses reçoivent deux capitaux une fois donnés et prélevés sur les sommes des apanages: l'un de cent mille roubles au nom de l'Empereur, l'autre de cinquante mille roubles au nom du grand-duc époux.

52. Les arrière-petits-enfants des deux sexes reçoivent les uns et les autres dix mille roubles par an jusqu'à leur majorité ou jusqu'à leur mariage autorisé par l'Empereur.

53. Les arrière-petits-fils reçoivent après leur majorité un immeuble à destination inaliénable rapportant cent mille roubles de revenu, ou, avec l'autorisation de l'Empereur régnant, un capital correspondant au revenu; les limites du droit de jouissance et de disposition des immeubles de ce genre et leur ordre de succession sont énumérés dans des règlements ci-joints. En outre les arrière-petits-fils reçoivent un apanage fixe de trente mille roubles par an. Les épouses des arrière-petits-fils, depuis le jour de leur mariage et pendant leur veuvage, reçoivent une somme annuelle de dix mille roubles.

54. Les arrière-petites filles reçoivent depuis leur majorité et jusqu'à leur mariage, si elles ne se marient pas avant, une pension annuelle de quinze mille roubles.

55. Les veuves de grands-ducs et de princes du sang impérial qui reçoivent une pension au chiffre précité prélevé sur les sommes des apanages, n'en jouissent au complet que si elles restent en Russie, si elles quittent le pays, elles n'en touchent que le tiers et si elles se remarient, elles perdent toute espèce de droit à leur pension de veuve. — 1797, 5 avril (17906) §§ 47, 69, 70, 78.

56. Les sommes et les pensions fixées pour les membres de la Famille Impériale sont payées trois fois par an, sans déduction aucune. — 1797, 30 juin (18000).

57. Outre l'adoption des règles fondamentales ci-dessus, la situation ultérieure des membres de la Maison Impériale dépend du bon vouloir de l'Empereur régnant et de l'état des revenus des apanages. — 1809, 18 avril (28598).

Droits civils des membres de la Famille impériale.

I. Du Mariage.

A. Mariage.

58. Le mariage de chacun des membres de la Famille Impériale

doit absolument être autorisé par l'Empereur régnant; le mariage accompli sans son autorisation n'est pas reconnu comme légal. — 1797, 5 avril (17906) § 25, et 5 avril (17910).

58. Avec l'autorisation de l'Empereur régnant, les membres de la Famille Impériale peuvent se marier avec des personnes du rite orthodoxe et d'autres religions. — 1721, 18 août (3814); 1796, 9 septembre (17505).

60. Le mariage de l'Héritier du Trône et du prince aîné dans sa descendance avec une personne d'une autre religion ne peut être accompli que si cette personne embrasse la religion orthodoxe — (art. 40 des lois fondamentales de l'Empire).

61. Les fiançailles et le mariage sont accomplis d'après les rites de l'Eglise et avec le cérémonial approuvé à cet effet par le Souverain.

Observation. Les fiançailles, ainsi que le mariage des membres de la Famille Impériale avec des personnes professant une autre religion peuvent être accomplis par procuration, quand, dans les conventions conclues à cet effet entre les autorités suprêmes, il aura été fait mention de pleins pouvoirs accordés à des personnes de confiance pour assister en leur lieu et place aux cérémonies des fiançailles et du mariage. — 1796, 9 septembre (17505).

62. Le mariage des grands-ducs et des grandes-duchesses est annoncé publiquement par des Manifestes où il est fait mention en même temps du titre des jeunes mariés et, si la jeune mariée a embrassé la religion orthodoxe, du nom qui lui a été donné lors de la Sainte-Onction. Le mariage de tous les autres membres de la Famille Impériale de descendance mâle est porté à la connaissance générale par l'entremise du sénat dirigeant.

63. Le membre de la Famille Impériale qui épouse une personne d'un rang ne correspondant pas au sien, c'est-à-dire n'appartenant à aucune famille régnante ou suzeraine, ne peut transmettre ni à cette personne ni à la descendance issue de ce mariage les droits appartenant aux membres de la Famille Impériale. — 1820, 20 mars (28208).

B. Contrats de mariages et dot.

64. Pour les mariages des grands-ducs et des princes du sang impérial avec des princesses étrangères ou pour les grandes-duchesses et princesses du sang impérial avec des monarques ou des princes étrangers, on arrête les conditions voulues d'après les circonstances, par des contrats formels. — 1797, 5 avril (17906) § 66.

65. Lors du mariage des grandes-duchesses ou des princesses du sang impérial, à moins de circonstances imprévues, il y a lieu, à l'effet de les garantir sous tous les rapports pour l'avenir: 1° d'assurer la dot de la grande-duchesse ou de la princesse du sang impérial se mariant à l'étranger et de lui garantir la jouissance du revenu de cette dot pendant toute sa vie; 2° en cas de mort sans enfants, la dot doit faire retour au département des apanages, à l'exception de la part qui revient au mari d'après les lois russes; 3° en cas de son veuvage, de fixer une pension de veuve par la cour à laquelle appartient son époux et d'après les lois de

son pays, avec le droit de rentrer dans sa patrie et avec l'assurance que cette pension lui sera servie régulièrement; 4^o de définir quelle doit être la religion des enfants qui naîtront du mariage; 5^o quand un prince étranger, marié à une grande-duchesse ou à une princesse du sang impérial se fixe en Russie, il doit s'engager pendant toute la durée de son séjour et de celui de sa descendance en Russie à observer, d'après les lois russes, tout ce qui a trait à l'héritage et au partage des biens et à se soumettre à l'action de toutes les autres lois et dispositions locales. — Idem, § 67.

66. Toute grande-duchesse ou princesse du sang impérial appartenant à l'Empire et mariée par l'Empereur reçoit sa dot de l'Empire, qui lui donne une fois pour toutes la somme dont le chiffre est fixé plus haut et qui est versée par le Trésor de l'Etat. Son père est tenu de la munir, en tant que possible, des objets, effets, etc., qui forment ordinairement le trousseau. — Idem, §§ 10 et 63.

67. Les grandes-duchesses et princesses du sang impérial ne peuvent recevoir de l'Etat à titre de dot aucun immeuble.

68. Les enfants de la descendance féminine n'ont droit à aucune dot ni de l'Etat ni de l'administration des apanages. — 1797, 5 avril (17906) § 20.

C. Dissolution du mariage.

69. Le mariage d'un membre de la Famille Impériale ne peut être dissous qu'aux termes exacts des lois de l'Eglise et pour les causes qui y sont indiquées. — 1820, 20 mars (28208).

70. Le mariage est dissous dans ces cas par une décision du saint-synode, ratifiée par l'Empereur.

71. Le membre de la Famille Impériale dont le mariage est dissous, est autorisé à contracter un nouveau mariage, lorsque, par suite des motifs de la dissolution de son précédent mariage, sa nouvelle union n'est pas contraire aux règlements de l'Eglise.

II. De la minorité et de la majorité.

72. La majorité, pour l'Héritier du Trône et conformément aux lois fondamentales de l'Empire, s'accomplit quand il atteint l'âge de seize ans. — 1797, 5 avril (17910); 1834, 22 avril (7,019).

73. Pour les grands-ducs et les grandes-duchesses, ainsi que pour les princes et princesses du sang impérial qui jouissent du titre d'Altesse, la majorité s'accomplit à l'âge de vingt ans et, s'ils se marient avant cet âge, à partir de la date de leur mariage; pour les princes et princesses du sang impérial, jouissant du titre d'Altesse Sérénissime, la majorité s'accomplit à l'âge fixé d'après les lois civiles générales, soit à vingt et un ans.

C'est aux parents du jeune membre de la Famille Impériale qu'appartient le soin de l'élever; en cas de mort de ses parents ou d'autres circonstances exigeant l'institution d'une tutelle, son éducation, ainsi que le soin de veiller à ses intérêts, reviennent à son tuteur.

75. Chaque membre de la Famille Impériale a le droit de nommer pour le cas de décès un tuteur à la descendance mineure qu'il laisse après sa mort et si sa disposition a été approuvée par l'Empereur du vivant du testateur (art. 88), elle doit être exécutée dans toute sa force. 1797. 5 avril (17906) § 24.

76. Quand le testament du défunt n'a pas été ratifié du vivant de celui-ci par l'Empereur, ainsi que dans le cas d'absence complète de testament, l'Empereur se charge lui-même du soin d'élever sa descendance et le tuteur est nommé par l'autorité suprême. — Idem, §§ 23, 24 et 27.

77. On institue d'après les mêmes règles la tutelle sur les propriétés des membres de la Famille Impériale qui, s'étant rendus en pays étrangers, n'en reviendraient pas au terme fixé par l'Empereur, ou n'auraient pas demandé un sursis ou enfin se seraient absentes sans autorisation.

78. Le membre de la Famille Impériale qui a atteint sa majorité prend en mains la direction de ses propriétés, mais à partir de cette époque et jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de vingt-cinq ans, on nomme un curateur spécial pour chacun des membres de la famille portant le titre d'Altesse Impériale ou d'Altesse.

79. Le curateur est choisi par l'Empereur. — 1797. 5 avril (17906) § 27.

80. Le curateur, étant le conseil du membre de la Famille Impériale, lui prête son concours et lui donne des indications dans toutes les affaires qui ont trait à ses propriétés et ratifie ses décisions, sans quoi elles ne peuvent jamais être effectuées. — Idem § 28.

81. A l'accomplissement de leur majorité, les membres des deux sexes de la Famille Impériale, appartenant par le sang à la Famille Impériale, prêtent solennellement serment, d'après un cérémonial revêtu de la sanction suprême, et jurent fidélité à l'Empereur régnant et à la patrie, en s'engageant en même temps à observer les droits de succession et l'ordre de la Famille établi. Les grands-ducs et princes qui ont atteint leur majorité prêtent, outre ce serment, celui de fidélité au service, — mais leur service compte à partir de l'âge de seize ans.

82. Le serment est ratifié par la signature de celui qui le prête. — 1797. 5 avril (17906) § 29.

83. L'instrument du serment, signé, est conservé aux archives de l'Empire, avec tous les autres dossiers concernant la Famille Impériale. — Idem, § 29.

III. Des divers genres de propriété, de leur mode d'acquisition et transfert.

84. Les propriétés appartenant aux membres de la Famille Impériale se divisent en quatre catégories : 1^o propriétés à destination inaliénable ; 2^o propriétés du palais ; 3^o propriétés patrimoniales héréditaires, et 4^o propriétés acquises.

85. Les limites des droits des membres de la Famille Impériale sont définies, pour les propriétés à destination inaliénable par les règlements qui les concernent et servent d'annexe à l'article 53 du présent

Statut; pour les propriétés du palais par les règles énumérées dans l'art. 412 des lois civiles (Annexe de l'année 1888) et par les actes en vertu desquels lesdites propriétés ont été transmises à leurs possesseurs actuels. Pour ce qui est des propriétés patrimoniales héréditaires et des propriétés acquises, elles sont soumises aux lois civiles générales et aux règles arrêtées par le présent Statut.

IV. De l'Héritage.

86. L'Impératrice, Epouse de l'Empereur régnant, dispose librement de sa propriété mobilière et immobilière; si elle vient à mourir sans avoir pris de dispositions, tout ce qui lui appartenait revient, d'après la loi, à ses filles et à ses fils cadets; son fils aîné, comme Héritier du Trône, ne prend pas part à son héritage. — 1797, 5 avril (17906) § 77, obs. 3 et 4.

87. Le même ordre est observé pour l'héritage de l'Impératrice douairière résidant en Russie. L'Empereur régnant ne participe pas alors à l'héritage. — Idem, § 77, obs. 3.

88. Pour ce qui est des propriétés du palais et des propriétés patrimoniales héréditaires, le testament ne sera reconnu comme entièrement valable que s'il a reçu la confirmation suprême du vivant du testateur. Dans le cas où il n'aurait pas été sanctionné personnellement par l'Empereur, les propriétés de ce genre sont considérées comme propriétés restées après la mort de leur détenteur sans qu'il ait été pris aucune disposition à leur égard. Les testaments des membres de la Maison Impériale peuvent être ouverts ou fermés. Les uns et les autres doivent être rédigés en tout conformément aux règles fondamentales de l'Empire et doivent être soumis à l'examen et à la ratification de l'Empereur régnant par le testateur ou par ses héritiers dans l'ordre suivant :

1° Les testaments ouverts peuvent être écrits de la main du testateur du commencement jusqu'à la fin ou en partie, ou sous sa dictée et par une autre personne, mais ils doivent toujours être signés par le testateur lui-même s'il n'en est pas empêché par une grave maladie, ou par les suites de la maladie, et, dans cette forme, ils sont soumis, avec l'autorisation suprême, à l'Empereur régnant. Après la ratification du testament, on indique sur le document le lieu, l'année, le mois et la date de sa ratification.

2° Les testaments fermés doivent être écrits du commencement jusqu'à la fin de la main du testateur et signés par lui-même, avec indication du lieu, de l'année, du mois et du jour de la signature. Les testaments de ce genre ne peuvent contenir aucune disposition relative à la vente de propriétés du palais ou de propriétés patrimoniales héréditaires. Toutes dispositions de cette nature doivent être faites dans une annexe ouverte accompagnant le testament fermé, annexe qui doit être soumise à la sanction de l'Empereur en suivant les règles exposées dans le point No. 1. Les testaments fermés sont remis entre les mains de l'Empereur dans un pli cacheté, si le Souverain a accordé au préalable l'autorisation de faire un testament de ce genre. L'Empereur ordonne à son ministre

de la cour de faire sur le pli une inscription relative à la date où il lui a été remis et de le garder, conformément à ce qui est arrêté au point 4 de ces règlements, jusqu'à l'époque du décès du testateur.

3^o Après le décès du testateur, l'Empereur régnant ouvre le pli et fait connaître sa résolution au sujet des dispositions contenues dans le testament fermé, dispositions qui, d'après les lois fondamentales de l'Empire, ne peuvent être exécutées qu'avec la ratification spéciale du Monarque, à moins que le Souverain n'ait accordé du vivant du testateur son autorisation préalable et par écrit pour l'exécution desdites dispositions.

4^o Les testaments ouverts et les annexes ouvertes des testaments fermés, une fois qu'ils sont ratifiés par l'Empereur régnant, sont conservés, sur le désir exprimé par le testateur, soit chez lui, soit sous pli cacheté, au cabinet de S. M. l'Empereur. Les plis contenant des testaments fermés sont toujours conservés au cabinet de S. M. l'Empereur, auquel ils sont transmis par le ministre de la cour.

5^o Les testaments ouverts ou fermés des membres de la Famille Impériale, après avoir été soumis à l'Empereur, peuvent, si les testateurs le désirent, être complétés, modifiés ou même annulés, mais à la condition que demande en soit faite au préalable à l'Empereur régnant.

6^o Dans les cas extraordinaires, tels que la maladie grave et soudaine du testateur membre de la Famille Impériale, son absence de la résidence de l'Empereur régnant, en temps de campagne ou pendant un voyage, ou quand l'Empereur lui-même ne se trouve pas à l'endroit où réside le testateur, le testament, s'il est ouvert, ainsi que les annexes ouvertes du testament fermé, doivent être signés, non-seulement par le testateur, mais par trois autres témoins choisis parmi les membres de la Maison Impériale ou parmi les personnes les plus proches et jouissant de la confiance du testateur, en indiquant le lieu, l'année, le mois et le jour de la signature; le testament doit en outre être mis sous pli par le testateur et l'adresse au nom de l'Empereur écrite par lui-même. Dans ces cas extraordinaires on admet même la rédaction de testaments fermés sans autorisation préalable de l'Empereur, mais les testaments doivent, conformément au 2^o point des présents règlements, être écrits du commencement jusqu'à la fin de la propre main du testateur, être signés par lui avec indication de l'endroit, de l'année, du mois et du jour de la signature et être mis sous pli et cachetés par le testateur en personne, qui doit inscrire sur le pli l'adresse de l'Empereur. Les testaments rédigés comme il précède peuvent être soumis à la ratification de l'Empereur, après le décès du testateur, par ses héritiers légaux.

7^o Quand une grave maladie ou les suites de sa maladie empêchent un membre de la Famille Impériale qui veut faire son testament, de formuler par écrit ses dernières volontés et même de signer le testament rédigé sur ses indications ou sous sa dictée, il peut autoriser une personne qui lui est proche et qui possède sa confiance à signer ce document en son nom, mais pas autrement qu'en présence de trois témoins au moins appartenant au nombre des personnes qui lui sont proches; s'il veut le faire signer sans témoins, il devra en demander au préalable l'autorisation

à l'Empereur. — Idem, § 24 ; 1852, 28 novembre et 1856, 20 avril — sur les testaments.

89. Les propriétés patrimoniales héréditaires et les propriétés acquises dont le testament ne fait pas mention forment une succession dont il est disposé aux termes des lois civiles générales ; on agit de même pour les propriétés patrimoniales héréditaires si les dispositions prises à leur égard par le testateur n'ont pas reçu la sanction suprême. Cette règle est appliquée de même aux propriétés du palais quand leur ordre de succession n'est pas défini par l'acte aux termes duquel leur dernier possesseur en jouissait.

90. L'héritage des propriétés de génération en génération suit l'ordre légal ordinaire et par conséquent les propriétés patrimoniales héréditaires et les propriétés acquises se transmettent de génération en génération d'après les lois générales. — 1797, 5 avril (17906) § 55.

91. Les grandes-duchesses et princesses du sang impérial devenues veuves héritent, d'après les lois générales, de la part légale qui leur revient des propriétés de leurs époux. — Idem, § 68.

V. Tribunaux.

92. Les affaires relatives aux propriétés appartenant aux membres de la Famille Impériale sont de la compétence des tribunaux et sont tranchées conformément aux lois générales.

93. Il est strictement défendu au département des apanages d'intervenir dans des procès survenus entre membres de la Famille Impériale et de s'immiscer dans la disposition des successions, en laissant aux uns et aux autres leur cours naturel. — 1797, 5 avril (17906) §§ 83 et 107.

Devoirs des membres de la Famille Impériale à l'égard de l'Empereur.

94. L'Empereur régnant doit être considéré en tout cas comme le chef de toute la Famille Impériale et il en est à tout jamais le curateur et le protecteur. 1797, 5 avril (17906) § 23.

95. Chaque membre de la Famille Impériale doit à la personne de l'Empereur régnant, en sa qualité de chef de famille et d'autocrate, respect complet, soumission, obéissance et sujétion. — Idem, §§ 22 et 71.

96. Les privilèges accordés aux membres de la Famille Impériale ont pour base immuable les rapports amicaux, la conservation de la paix et de l'union dans la famille. — Idem, § 71.

97. L'Empereur régnant a, en sa qualité d'autocrate, dans chaque cas contraire à ce qui précède, le droit de priver le membre insoumis des droits qui lui sont accordés par la présente loi et de procéder à son égard comme envers celui qui a désobéi à la volonté du Monarque. — Idem, § 71.

98. Si chacun des membres de la Famille Impériale, comme preuve de sa reconnaissance pour la sollicitude du Monarque, observe une conduite répondant en tous points aux désirs du Souverain et considère les

présentes lois comme un véritable bienfait, leur exécution sera garantie de génération en génération et sera à tout jamais la loi fondamentale de l'Empire de Russie. — Idem, § 71.

(Le texte porte, de la propre main de S. M. l'Empereur
» A mettre à exécution «.)

Péterhof, le 2 juillet 1886.

Annexe à l'art. 53 du Statut de la Famille Impériale.

Règlements sur l'ordre à suivre pour la jouissance, la disposition et la succession des propriétés à destination inaliénable réservées aux petits-fils de l'Empereur.

1. La propriété à destination inaliénable réservée au petit-fils d'Empereur est considérée comme n'étant pas donnée personnellement au petit-fils, mais à toute sa descendance. Par conséquent elle ne peut être l'objet de dispositions testamentaires et sa jouissance est soumise à des restrictions. La propriété n'est passible d'aucun recouvrement à faire par suite d'engagements contractés par le possesseur.

2. Si la propriété se compose d'un immeuble, celui-ci ne peut être ni fractionné, ni vendu, ni hypothéqué, et le possesseur, qui jouit de la propriété et de ses revenus avec les droits de propriétaire absolu, est tenu cependant de ne pas en détériorer la valeur. L'exploitation des forêts qui font partie de la propriété ne peut se faire que sur les indications et sous le contrôle du département des apanages.

3. Si la propriété à destination inaliénable, en vertu d'une autorisation suprême spéciale, se compose d'un capital, le droit de son détenteur se borne à toucher les intérêts, tandis que le capital se trouve en garde au département des apanages. Ce capital ne peut être employé qu'à l'effet d'acheter pour le détenteur un immeuble, s'il en émet le désir et si l'Empereur y consent. L'acte d'achat est dressé dans ce cas au nom du département des apanages.

4. Le prince qui a reçu une propriété à destination inaliénable en héritage doit, s'il a des frères et des sœurs en bas-âge, veiller à leur entretien jusqu'à ce qu'ils aient atteint leur majorité.

5. Cette propriété est toujours transmise intégralement par testament à un héritier du sexe masculin. Les personnes du sexe féminin et leur descendance ne peuvent jamais hériter de propriétés de ce genre.

6. Après le décès du possesseur de la propriété à destination inaliénable celle-ci passe à son fils aîné et, en cas de décès de celui-ci, à l'aîné, d'après le droit de primogéniture, de ses descendants du sexe masculin et de descendance mâle. Si le fils aîné meurt sans héritiers de ce genre, la propriété passe dans le même ordre au second fils et à sa descendance; en l'absence de descendance masculine après le deuxième fils, la propriété passe au troisième et à sa descendance, etc., etc., en observant toujours les droits de primogéniture.

7. Quand le prince qui jouit d'une propriété à destination inaliénable

vient à mourir sans avoir laissé, dans sa branche masculine, de descendants du sexe masculin, cette propriété passe aux lignes collatérales, et sont appelées à en hériter: d'abord la première ligne collatérale, c'est-à-dire les frères du défunt et leur descendance masculine, puis la deuxième ligne collatérale, soit les frères du père du défunt et leur descendance masculine, puis la troisième ligne collatérale, soit les frères du grand-père du défunt par branche masculine et leur descendance mâle, etc., etc., en observant toujours les droits de primogéniture.

8° Quand l'héritier de la propriété à destination inaliénable est le fils, le frère, le petit-fils ou l'arrière-petit-fils de l'Empereur, cette propriété ne lui revient pas et passe au parent suivant du défunt, dans l'ordre établi par les présents règlements.

9° La même personne et en général la même ligne ne peuvent pas jouir par droit de succession de deux propriétés de cette nature. Par conséquent, si un prince qui en possède déjà une vient à hériter d'une seconde, ce prince et la ligne aînée de ses héritiers descendants sont écartés de la succession de la deuxième de ces propriétés, qui passe à l'héritier le plus proche du défunt dans l'ordre établi par les présents règlements.

10° Quand, à la mort du possesseur de la propriété à destination inaliénable, il ne se trouve personne qui, descendant du premier possesseur de ce bien, ait pu en hériter d'après les règles précitées, la propriété revient à la masse générale de la fortune des apanages.

30.

RUSSIE, TURQUIE.

Convention relative au paiement de l'indemnité de guerre; signée à Constantinople, le 2/14 mai 1882*).

Mémorial diplomatique du 26 août 1882.

S. M. l'empereur de toutes les Russies et S. M. l'empereur des Ottomans, désirant, en exécution de l'article IV du traité signé entre la Russie et la Turquie le 28 janvier (8 février) 1879**), régler définitivement, par une convention, le mode de paiement de l'indemnité de guerre russe et la garantie à y affecter, ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

S. M. l'empereur de toutes les Russies d'une part, le sieur Eugène Novicow, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. I. le sultan, conseiller privé actuel, etc., et le sieur Théodore de Thoerner, membre du conseil du ministre des finances, directeur du département de la trésorerie de l'Empire, conseiller privé, etc.

Et S. M. l'empereur des Ottomans de l'autre, Mehmed-Assim-Pacha, son muchir, etc., et Mahmoud-Server-Pacha, son muchir, etc.

*) Les ratifications ont été échangées à Saint-Petersbourg le 30 juin 1882.

**) V. N. E. G. 2. série. III, 468.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

Art. I^{er}. La somme de huit cent deux millions cinq cent mille francs, qui aux termes de l'article IV dudit traité constitue le montant de l'indemnité de guerre russe, sera payée par le gouvernement ottoman au moyen de versements annuels de trois cent cinquante mille livres turques. Il est convenu que cette somme de 350.000 livres turques sera affectée en entier à l'amortissement du capital de l'indemnité de guerre. Accédant au désir du gouvernement ottoman, le gouvernement russe consent à ne pas réclamer en même temps d'intérêt sur ledit capital.

Art. II. Le gouvernement ottoman déclare que l'annuité stipulée de 350.000 livres turques sera prélevée spécialement sur la dime et la taxe des moutons.

Art. III. Les dimes et la taxe des moutons affectées au paiement de l'indemnité de guerre devront être assignées sur le vilayets ou moutessarifiks dans lesquels la Banque impériale ottomane possède des succursales ou des agents.

Art. IV. Les sommes ainsi assignées au paiement de l'indemnité de guerre dans chaque vilayet ou moutessarifik devront être 25 % inférieures à la totalité du rendement desdites taxes dans lesdites localités.

Art. V. La totalité du rendement net desdites taxes dans les vilayets et moutessarifiks en question, c'est-à-dire la somme qui restera après déduction des frais de perception des taxes mêmes, sera versée directement et en entier par l'autorité locale chargée de cette perception dans lesdits vilayets et moutessarifiks, aux caisses de la Banque impériale ottomane, ou à l'agent de ladite Banque, en vertu d'un ordre spécial et permanent sanctionné par iradé impérial.

Cependant, si les revenus des taxes des moutons et des dimes, affectés à l'indemnité de guerre, venaient à fournir un excédent supérieur au 25 % accordé, dans ce cas la Banque impériale ottomane sera tenue d'abandonner au ministère des finances de cazas, dont le revenu des taxes des moutons et des dimes doit égaler l'excédent éventuel sus-indiqué.

Par contre, si ces mêmes revenus subissaient une diminution assez forte pour que l'excédent de 25 % ne puisse pas être réalisé, alors le ministre des finances ottomans s'engage à assigner à la Banque impériale ottomane de nouveaux cazas dont les revenus des taxes des dimes et des moutons suffisent pour parfaire le déficit en question.

Art. VI. La Banque impériale ottomane sera tenue de faire, avec la Banque impériale de Russie, un arrangement spécial pour les opérations de la Banque ottomane à Constantinople, concernant le paiement de l'indemnité de guerre.

Art. VII. La direction de la Banque impériale ottomane sera obligée, dès la signature de la convention, à retenir tout d'abord, au fur et à mesure des rentrées des taxes des moutons et des dimes, la somme assignée pour l'indemnité de guerre russe et tiendra immédiatement à la disposition de l'administration locale tout surplus de chaque vilayet, après que

la part qui en revient au paiement de l'indemnité de guerre aura été prélevée et mise de côté pour le compte de la Banque impériale de Russie.

Art. VIII. Le gouvernement impérial ottoman s'engage à interdire à son ministère des finances, ainsi qu'à l'administration du vilayet ou du montessariflik, d'émettre des havalas, chèques et autres ordres de paiement sur les taxes des moutons et des dîmes ainsi assignées dans les localités indiquées.

Art. IX. Par suite de l'arrangement intervenu, la partie de la taxe des moutons et des dîmes assignée au paiement de l'indemnité russe ne figurera au budget ottoman qu'à titre d'entrée et sortie (irad masraf).

Art. X. En conséquence des articles III et IV de la présente convention, il sera assigné au paiement des annuités stipulées partie des revenus des vilayets d'Alep, de Konieh, de Castamouni, d'Adana et de Sivas, revenus dont les frais de perception ont déjà été déduits; et s'élevant ensemble à quatre cent trente-sept mille cinq cents livres turques.

Sur ce total 850,000 livres turques représentent le montant de l'annuité et le reste sert de garantie supplémentaire de 25 % aux termes des articles V et VIII de la présente convention.

Art. XI. Le gouvernement impérial ottoman conserve le droit de substituer, en cas de nécessité, aux localités désignées, d'autres localités, après une entente préalable avec la Banque impériale ottomane sur les sécurités de rentrée qui doivent être les mêmes. Avis officiel en sera immédiatement donné au gouvernement impérial de Russie.

Art. XII. Le présent acte sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Saint Pétersbourg, dans l'espace de deux semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires de Russie et de Turquie y ont apposé leurs signatures et le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople, le 2 (14) mai 1882.

Novicow.

Thoernor.

M. Assim.

Server.

31.

RUSSIE, DANEMARK.

Déclaration concernant le jaugeage des bâtiments, signée à St.-Pétersbourg, le 16/28 août 1883.

Publication officielle du ministère des affaires étrangères. Copenhague.

La méthode anglaise (système Moorsom) étant désormais en vigueur tant en Danemark qu'en Russie pour le jaugeage des bâtiments, les sous-signés, dûment autorisés par leurs Gouvernements, déclarent que les navires appartenant à l'un des deux pays et jaugés d'après la méthode sus-

mentionnées, seront admis, à charge de réciprocité, dans les ports de l'autre pays, sans être assujettis, pour le paiement des droits de navigation, à aucune nouvelle opération de jaugeage, le tonnage net de registre inscrit sur les papiers de bord étant considéré comme équivalant au tonnage net de registre des navires nationaux.

Attendu cependant qu'en Russie les dispositions fixées par le Règlement Russe du 20 Décembre 1879 et dans le Grand-Duché de Finlande par le Règlement du 4 Octobre 1876 concernant le jaugeage des bâtiments ne s'accordent pas entièrement avec les dispositions de la loi Danoise du 18 Mars 1867, relativement au mode de détermination du tonnage de leurs navires respectifs, il a été en outre convenu entre les sousignées des stipulations suivantes.

Les navires Russes munis de lettres de jauge délivrées le ^{20 Décembre}_{1 Janvier} 1879/80 ou postérieurement à cette date et les navires Finlandais munis de lettres de jauge délivrées après le 31 Mai 1877, seront exemptés de tout remesurage dans les ports danois, y compris ceux des Feroë, de l'Islande et des Antilles pour ce qui concerne leur tonnage brut.

Les navires Russes, tant à vapeur qu'à voiles, ainsi que les voiliers Finlandais, seront soumis à un remesurage partiel dans les ports Danois, pour ce qui concerne leur tonnage net, seulement dans le cas où les armateurs ou les capitaines en exprimeraient le désir. Dans le cas contraire, le calcul des droits de navigation sera basé sur le tonnage net indiqué dans les certificats de jauge Russes et Finlandais sans aucune autre formalité. Quant aux vapeurs Finlandais, ils seront soumis à un remesurage partiel d'après le système Danois pour la détermination de leur tonnage net. Les frais de ces remesurages partiels seront calculés d'après les règlements en vigueur dans les pays où ils auront lieu mais seulement pour le mesurage des espaces qui ont été réellement jaugés.

Réciproquement :

A) Les navires à voiles et les bateaux à vapeur Danois, munis respectivement de certificats d'enregistrement et de nationalité, délivrés après le 1 Octobre 1867 et le 1 Octobre 1878 ne seront soumis à aucun remesurage dans les ports Russes, et le tonnage net, porté sur ces certificats, en prenant pour les bateaux à vapeur celui qui est calculé d'après le »German Rule«, sera reconnu au même titre que le tonnage net, indiqué sur les lettres de jauge Russes.

Quant aux bateaux à vapeur Danois, munis de certificats d'enregistrement et de nationalité antérieurs au 1 Octobre 1878, cette reconnaissance ne comprendra que leur tonnage brut, et la réduction relative à la force motrice sera déterminée par un simple calcul, d'après les données indiquées dans les susdites lettres de jauge sur la contenance cubique des différentes parties du bâtiment.

B) Tous les navires danois munis de certificats d'enregistrement et de nationalité postérieurs au 1 Octobre 1867, ne subiront aucun remesurage dans les ports Finlandais, et le tonnage net indiqué sur ces certificats y

sera reconnu au même titre que celui qui est porté sur les lettres de jauge des navires Finlandais.

Cependant, pour ce qui concerne les bateaux à vapeur danois, la réduction relative à la force motrice pourra également, sur la demande du propriétaire ou du capitaine, être déterminée d'après la méthode finlandaise, c'est-à-dire par un simple calcul d'après les données indiquées dans les susdites lettres de jauge sur la contenance cubique des différentes parties du bâtiment.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente Déclaration qui entrera en vigueur le 1/13 Octobre 1883, et y ont apposé leur signature ainsi que le cachet de leurs armes.

Fait en double à St. Pétersbourg le 16/28 Août 1883.

*E. Vind.
Giers.*

32.

RUSSIE.

Oukase de S. M. l'Empereur de Russie concernant la suppression de la franchise du port de Batoum; signé le 23 juin 1886; suivi d'un memorandum du Gouvernement russe adressé aux puissances signataires du traité de Berlin.

Archives Diplomatiques. 2e s. T. XIX.

Lors de l'annexion de la province de Batoum à l'Empire, il avait été octroyé à la ville de Batoum les droits d'un port franc dans le but de créer au sud-est de la Mer Noire un point d'entrepôt, pour les marchandises étrangères dirigées aussi bien sur la Perse que dans les limites du Transcaucase, ainsi qu'en vue de développer l'activité commerciale et industrielle du Caucase. Les circonstances dans lesquelles ladite mesure avait été adoptée se sont beaucoup modifiées depuis. Avec la suppression du transport en franchise de droits des marchandises étrangères à travers le Caucase, Batoum a perdu sa valeur de marché d'avant-garde sur la route du transit, en même temps que l'existence d'un cordon douanier autour de cette ville était très vexatoire pour la population de la province de Batoum. Se trouvant séparée d'une manière artificielle de son marché naturel où depuis longtemps elle écoulait ses produits et achetait les articles de première nécessité, cette population ne cessait de solliciter du gouvernement qu'il écartât ces conditions anormales, en désaccord avec le bien-être de la contrée. D'autre part, semblables requêtes émanaient des négociants en pétrole de Bakou, dont les intérêts souffraient de la concurrence des établissements fondés dans les limites du port franc.

Jugeant utile, en considération desdites requêtes, d'abroger actuelle-

ment l'action du règlement sanctionné le 16 décembre 1880 par rapport au port franc de Batoum, nous ordonnons savoir :

1° Supprimer à partir du 5 juillet de la présente année le port franc existant dans la ville de Batoum.

2° Ne point soumettre à la perception des droits les marchandises étrangères qui se trouveront audit terme dans les limites tracées au port franc et dans le port de Batoum.

3° Accorder aux marchands de cette localité la faculté de présenter jusqu'au 5 août 1886 aux employés de la douane, pour y apposer les estampilles, plombs et banderolles réglementaires, toutes les marchandises étrangères se trouvant chez eux et qui devront être soumises à cette formalité en vertu des règles générales.

4° Déclarer articles de contrebande les marchandises non présentées à l'estampillage d'ici au 5 août.

5° Faire cesser à l'expiration du terme indiqué dans le paragraphe 3 du présent oukase la surveillance douanière établie sur la limite territoriale du port franc, et

6° Accorder au gérant du ministère des finances pendant la durée de trois mois à partir du jour de la suppression du port franc la faculté d'affranchir du paiement des droits les marchandises étrangères importées dans le port de Batoum, et d'octroyer également d'autres immunités dans les cas où il y aura, d'après lui, plein fondement à le faire.

Alexandre.

A bord du yacht Tsarevna, dans l'archipel de Finlande, le 23 juin 1886.

Mémoire.

Les conditions dans lesquelles Batoum a été placé depuis son annexion à la Russie et qui font l'objet de l'article 59 du traité de Berlin ont créé, tant à la ville même, qu'à toute la région environnante, une situation anormale dont les pernicieuses conséquences ne peuvent plus tarder à appeler l'attention et la sollicitude du gouvernement impérial.

Le dommage qui en résulte pour le fisc et qui ne se réduit pas à la perte sèche des droits sur les importations consommées à Batoum, mais comprend également la charge supplémentaire de l'entretien d'un cordon de douane territoriale et les facilités offertes à la contrebande, ne présente néanmoins ici qu'un intérêt secondaire. C'est la prospérité même et le développement commercial de Batoum qui sont frappés à leur source par le fait de l'existence aux portes de la ville d'un cordon douanier. L'État ne saurait reculer les limites de la zone de franchise sans grever son budget d'un surcroît de frais de surveillance dont la garantie deviendrait en outre d'autant plus illusoire. Resserré et pour ainsi dire étranglé sur une étroite superficie, le commerce local se voit voué à une stagnation forcée au lieu de l'expansion progressive que semblerait lui promettre l'essor économique imprimé au pays depuis son annexion à la Russie.

D'autre part, les établissements commerciaux ou industriels qu'on a essayé de fonder en dehors du cordon ne peuvent évidemment soutenir la lutte avec des concurrents libérés, pour l'entrée de leur outillage, du paie-

ment des droits de douane. Tel est le cas notamment pour les entrepôts de pétrole, Batoum, tête de ligne du chemin de fer de Bakou, constitue à ce titre le débouché le plus naturel pour une branche de commerce dont le développement intéresse à un si haut degré la prospérité de nos possessions du Transcaucase, en même temps que les besoins de la consommation européenne. Mais les avantages que Batoum pourrait tirer de sa position sont entièrement paralysés par les conditions défavorables qui résultent pour cette ville de sa qualité de port franc, et l'autorité reçoit des négociants en pétrole des plaintes incessantes sur les difficultés que leur crée la circonstance en question.

Là ne se bornent pourtant pas les inconvénients de la situation isolée qui a été ainsi faite à Batoum. Les voyageurs qui y débarquent pour se rendre au Caucase par la voie la plus rapide ont à subir, au sortie de la ville, les formalités et les tracasseries d'une visite de douane. Mais ce qui est bien plus grave, c'est que, les mêmes précautions devant nécessairement être appliquées à toute personne qui aurait à franchir la ligne du cordon de surveillance, on n'a pu éviter d'y soumettre la population rustique des districts contigus qui, de date immémoriale, est toujours venue chercher à Batoum les articles nécessaires à son ménage, les vêtements, la chaussure, les outils, etc. Les villageois doivent acquitter les droits pour toutes leurs emplettes et cela en argent comptant qui n'abonde guère dans le pays. Il arrive, en outre, qu'ils soient tenus de justifier la provenance des objets mêmes qu'ils portent sur le corps, ce qui ne laisse pas de donner prise à des contestations fréquentes et pénibles. Les femmes ne sont pas exemptées d'une visite très minuscule, et rien ne répugne davantage aux mœurs musulmanes, qui considèrent tout contact de ce genre comme une sorte de sacrilège. Aussi des pétitions couvertes de milliers de signatures ont-elles été adressées à l'administration du Caucase par les populations locales pour protester contre des mesures qui portent à leurs yeux un caractère odieux et vexatoire, mais qui sont évidemment inhérentes à l'existence même d'un cordon douanier.

En présence des circonstances de cette importance, le gouvernement impérial ne saurait perdre de vue que l'article 59 occupe dans le traité de Berlin une place à part, car il n'est pas, comme les autres, le produit d'un accord collectif, mais il se borne à enregistrer une déclaration libre et spontanée de S. M. l'empereur Alexandre II, d'impérissable mémoire.

Les avantages que cette promesse avait alors en vue d'assurer aux autres Etats signataires semblent désormais écartés de la question, car, avec la suppression du transit du Caucase, Batoum a perdu toute sa valeur comme entrepôt pour les produits autrefois échangés par cette voie entre les Etats d'Europe et la Perse et n'a conservé que le caractère d'un port d'importation.

Il n'existe donc plus, au dehors, d'intérêts au nom desquels le gouvernement impérial puisse s'imposer plus longtemps un sacrifice aussi préjudiciable au bien-être d'une province de l'empire. Une expérience de huit années a trop bien démontré les désastreux effets de cette concession toute volontaire pour qu'il soit permis de méconnaître l'urgence de son retrait.

33.

RUSSIE, TURQUIE.

Note remise à la Porte concernant l'indemnité de guerre;
signée à Constantinople, le ^{17 février}_{1er mars} 1887.

Mémorial Diplomatique 1887. No. 14.

M. de Nélidoff à Said Pacha, ministre des affaires étrangères.

Constantinople, ^{17 février}_{1er mars}.

Malgré l'espoir que le gouvernement ottoman paraissait fonder sur le nouveau mode d'affermage des dîmes, adopté il y a à peu près un an, pour arriver à régler les arriérés des comptes de l'indemnité de guerre, les résultats de l'exercice 1886 s'annonçaient dès le mois de septembre d'une façon si défavorable que, par une note du 27 de ce mois (9 octobre), j'ai cru devoir attirer la sérieuse attention de la Sublime Porte sur l'opportunité qu'il y aurait à faire verser, conformément aux termes précis du premier alinéa de l'article 4 de la convention du 2/14 mai 1882, le total des revenus affectés à notre créance dans les caisses des succursales de la Banque ottomane, afin de s'assurer de leur valeur réelle et de décider des mesures à prendre.

Cette recommandation semble être restée sans effet, et mes appréhensions relatives au détournement sur les lieux des revenus qui nous ont été concédés de leur destination, se trouvent amplement confirmées par le bilan de fin d'année, qui présente un déficit de livres turques 108,700.27, ce qui porte la somme totale des arriérés dus par le gouvernement ottoman à liv. turques 443,007.81.

La moins-value des encaissements de 1886 est d'autant plus déplorable que l'année qui vient de s'écouler a été marquée par une très bonne récolte dans les provinces d'Asie de l'Empire dont les dîmes sont affectées à ce service. On ne saurait donc se dissimuler que nous nous trouvons en présence d'un état de choses qui, d'année en année, s'aggrave systématiquement et auquel il est urgent de porter remède. Il y a en outre le déficit considérable des années précédentes que le gouvernement devrait rechercher les moyens de combler le plus promptement possible. Les ressources nécessaires à cet effet ne sauraient lui faire défaut, puisqu'il ne cesse de faire à l'étranger, pour le compte des ministères de la guerre et de la marine, des commandes considérables, dont les paiements au comptant ont surpassé de beaucoup, dans l'espace des deux derniers mois seulement, les sommes qu'il reste devoir au gouvernement impérial. Or les obligations envers la Russie, découlant pour la Turquie du traité de paix qui a définitivement clos la dernière guerre, sont celles qu'elle devrait tenir à remplir le plus scrupuleusement.

En attendant les communications que Votre Excellence voudra bien me faire à la suite de la présente Note, relativement aux intentions de la Sublime Porte, je vous prie, etc.

Nélidoff.

34.

RUSSIE.

Oukases concernant l'acquisition d'immeubles par les étrangers; signés à Gatchina le 14 mars 1887.

Mémorial diplomatique 1887, No. 24.

Depuis 1864, il a été promulgué toute une série de mesures législatives tendant à consolider dans la zone limitrophe occidentale de l'Empire la propriété foncière russe et à rapprocher cette zone des autres parties de l'Etat. Nous avons reconnu bon actuellement d'établir à titre provisoire et en concordance avec les mesures susdites, ainsi qu'en vue de leur développement ultérieur, des règles spéciales relatives à l'acquisition par des ressortissants étrangers de biens immeubles soit en toute propriété, soit en jouissance à terme, dans certaines provinces de la zone occidentale de la Russie.

En vertu de ce qui précède et conformément aux conclusions du comité des ministres, Nous avons ordonné et ordonnons, savoir:

1. Dans les dix provinces du royaume de Pologne, ainsi que dans les provinces de Bessarabie, Vilna, Vitebsk, Volhynie, Grodno, Kiew, Kovno, Courlande, Livonie, Minsk et Podolie, les ressortissants étrangers ne pourront acquérir désormais par n'importe quelle voie et sur la base de n'importe quelle stipulation légale, soit générale soit locale, en dehors des ports et des villes (à l'exception des cas prévus par l'art. 4 du présent oukase), aucun droit de propriété sur les immeubles ni aucun droit de jouissance des immeubles susdits indépendamment du droit de propriété en général et découlant d'un bail en affermage en particulier.

Note I^{re}. Dans les provinces du royaume de Pologne il est interdit aussi aux ressortissants étrangers de gérer des biens immeubles situés en dehors des villes, en qualité de fondés de pouvoirs ou d'intendants (directeurs).

Note II. La restriction des droits des ressortissants étrangers établie par l'article I^{er} relativement à la possession et la jouissance des immeubles sis en dehors des ports et des villes, ne s'étend point à la location de maisons, logements et maisons de campagne pour leur usage temporaire et leur résidence personnelle.

2. Dans les localités indiquées par l'article 1^{er} du présent oukase, les ressortissants étrangers peuvent assurer le paiement de créances à eux dues en acceptant à titre de gage des immeubles, mais des garanties de ce genre et en général le recouvrement de créances ne sauraient avoir pour les ressortissants étrangers comme suite ni acquisition de l'immeuble engagé ni entrée en jouissance de propriété effective (code judiciaire de l'Empereur Alexandre II, procédure civile, articles 1068, 1064, 1129, 1171, 1178, 1175 et 1209; lois civiles des provinces du royaume de Pologne, articles 2071, 2072 et 2085—2091; lois locales des provinces baltiques, section civile, articles 1886, 1412 et 1457).

3. Par rapport aux droits des ressortissants étrangers héritant d'immeubles sis en dehors des ports et des villes, les restrictions suivantes sont établies pour les contrées énumérées dans l'art. 1^{er}.

a. L'héritage en ligne directe descendante et entre époux de biens laissés par un ressortissant étranger décédé est de droit si l'héritier a établi sa résidence en Russie préalablement à la promulgation du présent oukase.

b. Dans tous les autres cas d'héritage, soit en vertu de lois établies, soit en vertu de dispositions testamentaires, le ressortissant étranger est tenu de vendre à un sujet russe dans l'espace de trois ans les biens dont il a hérité.

c. En cas de non-exécution de l'alinéa b, le bien hérité est pris en tutelle par mesure administrative de l'autorité provinciale et vendu aux enchères publiques par la chambre provinciale respective. Le produit de cette vente, déduction faite des frais de tutelle, est remis à l'héritier.

4. L'action des restrictions indiquées dans les aliéas b et c de l'article précédent s'étend aussi aux cas d'acquisition par des ressortissants étrangers des droits de propriété sur des immeubles en vertu d'actes intervenus avant la promulgation du présent oukase si le propriétaire n'est pas encore entré en jouissance effective du bien immeuble acquis par lui.

5. Les actes et contrats conclus dans l'ordre légal établi pour un délai déterminé et en vertu desquels des ressortissants étrangers ont acquis dans les localités énumérées par l'art. 1^{er} antérieurement à la promulgation du présent oukase des droits de propriété ou de jouissance d'immeubles en dehors des ports et des villes, ne sauraient être une fois ce terme écoulé, ni renouvelés, ni prorogés (en dehors des contrats indiqués dans la note II du 1^{er} article et dans l'article 2 du présent oukase).

6. L'action des articles précédents s'étend aussi aux Associations, Compagnies commerciales et industrielles et Sociétés en commandite constituées en vertu des lois étrangères, quand même elles seraient autorisées à fonctionner dans les limites de la Russie.

7. Toute transaction conclue dans le but d'enfreindre ou d'é luder le présent oukase est nulle et non avenue.

8. Si une transaction dont il est parlé dans l'art. 7 est découverte par l'autorité locale soit générale, soit provinciale, le gouverneur général ou le gouverneur de la province, après avoir recueilli toutes les informations nécessaires, que sont tenus de lui fournir les tribunaux et toutes les autres autorités et fonctionnaires, intente par le ministère des fondés de pouvoirs spéciaux (le parquet pour le royaume de Pologne, les substituts de procureurs pour la Livonie et la Courlande) devant les tribunaux un procès en annulation de la transaction ou de l'acte incriminés. Les procès de ce genre sont jugés d'après les règles spéciales instituées pour les procès intentés par les administrations de l'Etat.

Le sénat dirigeant veillera à l'exécution des présentes.

Alexandre.

Donné à Gatchina le 14 mars 1887.

35.

RUSSIE, PORTUGAL.

Convention d'extradition; signée à Lisbonne le 28 avril (10 mai 1887 *).

Mémorial Diplomatique 1887, No. 47.

Article premier. — Le gouvernement de S. M. l'empereur de toutes les Russies et le gouvernement de S. M. le roi de Portugal et des Algarves s'engagent à se livrer réciproquement, — à l'exception de leurs propres sujets de naissance ou par naturalisation acquise avant la perpétration du crime donnant lieu à l'extradition, — tous les individus réfugiés de Russie en Portugal, dans les îles adjacentes et les possessions d'outre-mer et vice-versa de Portugal, des îles adjacentes et des possessions d'outre-mer en Russie, mis en prévention, accusés ou condamnés à raison d'un des crimes ou délits ci-après énumérés, commis hors du territoire de la partie à laquelle l'extradition est demandée.

L'extradition aura lieu pour les faits suivants:

1. Attentat contre la vie du Souverain ou des membres de sa famille, ainsi que tout autre crime ou délit ci-après énuméré, commis à l'égard du Souverain ou des membres de sa famille.
2. Homicide volontaire, parricide, infanticide, empoisonnement.
3. Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés punissables de peines criminelles.
4. Avortement.
5. Lésions corporelles, coups et blessures volontaires, commis avec préméditation et reconnus graves ou ayant occasionné une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours.
6. Rapt, viol ou tout autre attentat à la pudeur, commis avec violence.
7. Attentat aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt et un ans.
8. Bigamie.
9. Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition, exposition et délaissement d'un enfant.
10. Attentat à la liberté individuelle. Enlèvement de mineurs.
11. Contrefaçon, falsification, altération ou rognement de monnaie ou participation volontaire à l'émission de monnaie contrefaite, falsifiée, altérée ou rognée.
12. Contrefaçon ou falsification à l'égard des sceaux de l'Etat, des billets de banque, des effets publics et des poinçons, timbres et marques, de papier-monnaie et de timbres-poste, usage de sceaux, billets, effets, marques, poinçons ou timbres falsifiés; usage préjudiciable de vrais sceaux, marques, timbres ou poinçons.
13. Faux et usage de faux en écriture publique ou authentique, de commerce ou de banque, ou en écriture privée, à l'exception des faux commis dans les passeports, feuilles de route

*) Les ratifications ont été échangées à Lisbonne le 3 (15) juillet 1887.

et certificats. Destruction et enlèvement de documents. 14. Faux serment, faux témoignage, fausses déclarations d'experts ou d'interprètes, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes. 15. Corruption de fonctionnaires publics, concussion, soustraction ou détournement commis par des percepteurs ou des dépositaires publics. 16. Incendie volontaire. 17. Destruction ou renversement volontaire par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, d'édifices, de ponts, digues ou chaussées, ou autres constructions appartenant à autrui. Dommage causé volontairement aux appareils télégraphiques. 18. Association de malfaiteurs, pillage, dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande et à force ouverte. 19. Crimes et délits maritimes prévus par les législations respectives des parties contractantes. 20. Le fait volontaire d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer. 21. Vol. 22. Escroquerie, extorsion, commise à l'aide de violence ou de menaces. 23. Abus de blanc-seings. 24. Détournement et dissipation au préjudice du propriétaire, possesseur ou détenteur de biens ou valeurs, qui n'ont été remis qu'à titre de dépôt ou pour un travail salarié (abus de confiance). 25. Banqueroute frauduleuse. 26. Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits énoncés ci-dessus.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

Les hautes parties contractantes s'engagent à poursuivre, conformément à leurs lois, les crimes et délits commis par leurs sujets contre les lois de la partie adverse, dès que la demande en sera faite et dans les cas où ces crimes et délits pourraient donner lieu à l'extradition aux termes de la présente convention. La demande, accompagnée de tous les renseignements nécessaires avec la production évidente de la culpabilité du criminel, devra être faite par la voie diplomatique.

Art. II. — Les dispositions du présent arrangement ne sont point applicables aux personnes qui se sont rendues coupables de quelque crime ou délit politique.

La personne qui a été extradée à raison de l'un des crimes ou délits commun mentionnés à l'art. I ne peut par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée à raison d'un crime ou délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable crime ou délit politique, ni pour tout autre crime ou délit antérieur qui ne soit pas le même qui aura motivé l'extradition.

Art. III. — Les individus accusés ou condamnés pour des crimes auxquels d'après la législation du pays réclamant est applicable la peine de mort ne seront livrés qu'à la condition que ladite peine ne leur sera pas infligée.

Art. IV. — L'extradition n'aura pas lieu :

1) Dans le cas d'un crime ou d'un délit commis dans un pays tiers, lorsque la demande d'extradition sera faite par le gouvernement de ce pays. 2) Lorsque la demande en sera motivée par le même crime ou

délit pour lequel l'individu réclamé a été jugé dans le pays requis et du chef duquel il y a été condamné, obsous ou acquitté. 3) Si la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, avant l'arrestation de l'individu réclamé ou, si l'arrestation n'a pas eu lieu, avant qu'il ait été cité devant le tribunal pour être entendu. 4) Lorsque la peine prononcée contre le condamné ou le maximum de la peine applicable au fait incriminé, d'après les législations des hautes parties contractantes, ne surpasseront pas un an d'emprisonnement.

Art. V. — Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime ou délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

Art. VI. — Quand l'accusé ou le condamné dont l'extradition est demandée par l'une des parties contractantes en conformité à la présente convention sera également réclamé par un autre ou par d'autres gouvernements avec lesquels ont été conclues des conventions de cette nature, à cause de crimes commis dans les territoires respectifs, il sera remis au gouvernement sur le territoire duquel il aura commis le crime le plus grave et dans le cas où les crimes auront une gravité égale, il sera remis au gouvernement qui aura le premier fait la demande d'extradition.

Art. VII. — Les engagements des coupables envers des particuliers ne pourront pas arrêter l'extradition sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. VIII. — L'extradition sera demandée par la voie diplomatique; elle ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation, d'un mandat d'arrêt ou de tout autre document équivalent, délivré par l'autorité compétente dans les formes prescrites par la législation du pays qui fait la demande et indiquant le crime ou le délit dont il s'agit, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. IX. — Si dans le délai de trois mois à compter du jour où l'inculpé, l'accusé ou le condamné aura été mis à sa disposition, l'agent diplomatique qui l'a réclamé ne l'a pas fait partir pour le pays réclamant, il sera mis en liberté et il ne pourra pas être arrêté de nouveau pour le même motif.

Art. X. — Les objets volés trouvés en possession du criminel, les instruments et les outils dont il s'est servi pour commettre le crime, ainsi que toute autre pièce de conviction, seront livrés dans tous les cas, soit que l'extradition vienne à se réaliser, soit qu'elle ne puisse pas s'effectuer par suite de la mort ou de la fuite de l'inculpé. Les droits des tiers à ces mêmes objets seront réservés et, le procès fini, les objets seront restitués sans frais.

Art. XI. — Dans les cas d'urgence, l'étranger pourra être arrêté provisoirement dans les deux pays sur un simple avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la con-

dition que cet avis sera régulièrement donné par la voie diplomatique au ministère des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié.

L'étranger, arrêté provisoirement ou maintenu en état d'arrestation aux termes du présent article, sera mis en liberté, si dans les cinq semaines de son arrestation il ne reçoit notification des documents qui aux termes de la présente convention, pourront donner lieu à la demande d'extradition.

Art. XII. — Si dans la poursuite d'une affaire pénale, non politique, les dépositions de témoins domiciliés sur le territoire de l'autre Etat étaient jugées nécessaires, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique et il y sera donné suite en conformité des lois du pays où les témoins devraient être interrogés.

Toute commission rogatoire ayant pour but de demander une audition de témoins devra être accompagnée d'une traduction française.

Les deux gouvernements renoncent à toute réclamation à l'égard du remboursement des frais occasionnés par l'exécution desdites réquisitions, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales, médicales et autres.

Art. XIII. — Si dans une cause pénale, non politique, la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire, son gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite et, en cas de consentement, il devra être dédommagé par l'Etat intéressé à la comparution du témoin des frais de voyage et de séjour, d'après les règlements et les tarifs du pays où il aura à faire ses dépositions. Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour les faits et condamnations criminelles antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objet du procès où il figurera comme témoin.

Art. XIV. — Le transit à travers le territoire de l'une des parties contractantes d'un individu livré par une tierce puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays de transit sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique de l'un des actes de procédure mentionnés à l'art. VII, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles II et III et que le transport ait lieu, quand à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Art. XV. — Les gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour restitution des frais d'entretien, de transport et autres qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Dans le cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port du pays requis que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du gouvernement réclamant aux frais duquel il sera embarqué.

Art. XVI. — Les deux gouvernements se communiqueront par la voie diplomatique les arrêts de leurs tribunaux qui condamneront les sujets de l'Etat étranger pour crime ou pour délit.

Art. XVII. — La présente convention ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Dans les possessions asiatiques de l'Empire de Russie la convention n'entrera en vigueur que six mois après sa promulgation.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernements.

36.

RUSSIE.

Oukase relatif à l'annexion d'une partie de l'Asie centrale aux domaines de l'empereur du 6 août 1887.

Mémorial Diplomatique 1887 No. 36.

Ayant jugé utile d'affecter aux domaines de l'Empereur une partie des terres nouvellement annexées dans l'Asie centrale, Nous ordonnons :

1^o De reconnaître comme propriété du Souverain sous la désignation de Domaine Impérial du Mourgab tous les terrains vagues situés le long du cours du Mourgab sur lesquels l'irrigation pourra être étendue au moyen de la digue en construction dite de Sultan-Bend, sans cependant endommager les terres des autres parties de l'oasis de Merw arrosées par les eaux de cette rivière.

2^o De confier l'administration de ce domaine au département des apanages, en portant au compte des apanages toutes les dépenses concernant la construction de la digue de Sultan-Bend, des canaux d'irrigation, ainsi que les frais nécessaires pour peupler et cultiver la propriété.

3^o D'affecter, après remboursement des dépenses effectuées par le département des apanages pour l'organisation et l'administration du domaine impérial du Mourgab, une partie du revenu de cette propriété au profit du Trésor de l'Etat dans une mesure déterminée par le ministre de la cour de concert avec le ministre des finances.

Le Sénat dirigeant est chargé de prendre les dispositions nécessaires à cet effet.

Alexandre.

Krasnoé-Sélo, le 6 août 1887.

37.

RUSSIE, AFGHANISTAN.

Protocoles concernant la délimitation de la frontière afghane, signés à Saint-Pétersbourg le 25 août 1887.

Mémorial Diplomatique 1887 No. 38.

Saint-Pétersbourg, le 25 août.

La commission mixte russo-anglaise, qui avait été désignée en vertu du protocole signé à Londres le 29 août (10 septembre) 1885 et qui avait été chargée de déterminer sur les lieux la frontière nord-ouest de l'Afghanistan dans la zone s'étendant entre les fleuves Hériroud et Amou-Daria, n'avait pu mener à bout la mission qui lui avait été confiée. Ayant ouvert ses travaux à partir du Hériroud, la commission n'avait réussi à fixer le tracé que jusqu'à un point situé sur le méridien de Douktchi, à une distance approximative de 30 verstes au nord-est d'Andkhol et à 16 verstes environ de l'Amou-Daria. Les divergences d'opinion qui s'élevèrent subséquemment entre les deux commissaires, les colonels Kulberg et sir West Ridgeway au sujet de la direction ultérieure de la frontière n'avaient pu être aplanies sur place, en vue de quoi le cabinet impérial et celui de Londres convinrent en août 1886 de rappeler la commission et d'aborder les négociations directes à l'effet de résoudre les questions pendantes sur la base des données recueillies par les commissaires. Ces négociations devaient s'ouvrir à Saint-Pétersbourg, où fut délégué dans ce but au mois d'avril de l'année courante, le colonel sir West Ridgeway. Le chef du département asiatique, conseiller privé Zinoviev, avait été désigné pour représenter le gouvernement impérial.

De même qu'au sein de la commission l'obstacle principal à un accord entre les deux plénipotentiaires surgit par rapport à la question de la délimitation de la rive gauche de l'Amou-Daria, où, ainsi que le démontraient les investigations locales, une ligne frontière avait déjà été adoptée depuis trente-six ans environ entre les possessions boukhariennes et afghanes, qui ne répondait pas au sens exact de l'entente intervenue en 1873 entre le cabinet impérial et celui de Londres. Cette frontière passait entre le village boukharie de Bossagah et le village afghan de Khamiab, tandis qu'en vertu de l'entente susmentionnée, le poste de Khodja-Saleh devait être considéré comme l'extrême point ouest des possessions afghanes sur la rive gauche de l'Amou-Daria et que l'émir d'Afghanistan n'avait pas le droit d'élever des prétentions sur la rive gauche de ce fleuve en aval de Khodja-Saleh. Les difficultés qui en découlaient se trouvaient encore compliquées par le fait qu'il n'existait pas, à proprement parler, de poste de Khodja-Saleh sur le littoral de l'Amou-Daria, mais que la commission n'y avait découvert que le tombeau d'un saint musulman, portant la désignation de Ziaret-Khodja-Saleh, ainsi qu'une

colline située à proximité de celle-ci et couronnée de ruines, que les habitants de la contrée connaissent sous le nom de Seraï-Khodja-Saleh; ces deux points sont situés à l'est de la frontière boukharo-afghane susmentionnée, à une distance de 30 verstes environ. Il se trouvait également que la dénomination de Khodja-Saleh s'appliquait aussi à Karkin, le principal des quatre districts afghans compris entre Bossagah et Kilif. On n'avait pu éclaircir la controverse en question, en consultant la correspondance diplomatique qui avait précédé l'entente russo-anglaise de 1873. Des informations contenues dans cette correspondance on pouvait seulement conclure qu'il n'y avait pas de motif suffisant de considérer Khodjah-Saleh comme un poste et que cette localité se trouvait au passage de l'Amou-Daria sur la grande route de Boukhara à Balkh. Le passage même et la route en question avaient été abandonnés depuis et toutes les recherches tentées par les commissaires russes et anglais à l'effet d'en déterminer la véritable situation n'aboutirent qu'à des résultats contradictoires. L'incertitude de toutes ces données, comportant une extrême latitude d'interprétation, rendait on ne peut plus difficile la découverte d'une solution de nature à satisfaire les prétentions réciproques d'un côté, et, d'autre part, conforme à l'esprit de l'entente principale de 1873.

Se basant sur ce qu'en 1873 il avait été décidé par les deux gouvernements d'assurer à l'Afghanistan tous les territoires dont l'émir Shir-Ali-Khan avait eu la possession effective et que tout le littoral de l'Amou-Daria jusqu'à Bossagah était, depuis 36 ans environ, c'est-à-dire bien avant l'entente, passé sous l'autorité des Afghans, le délégué britannique exprima d'abord l'opinion que la solution la plus régulière de la question serait de reconnaître à titre définitif la frontière boukharo afghane actuelle. Le plénipotentiaire du gouvernement impérial ne jugea pas possible d'acquiescer à ce point de vue, attendu que le principe invoqué par le colonel Ridgeway avait dès 1873 subi une infraction essentielle et que, par suite de notre connaissance tout à fait insuffisante de la localité, ce même principe n'avait pas non plus été rigoureusement observé dans le protocole de Londres du 29 août (10 septembre) 1885. En 1873 on reconnut à l'émir Shir-Ali-Khan des droits sur le Badakhschan et le Vakhân, qui à cette époque ne pouvaient encore être considérés comme des provinces afghanes, et d'après le protocole de Londres les terres des vallées du Kouschk, du Kaschan et du Mourgab, dont les Turcomans-Saryks habitant l'oasis de Pendjé avaient eu jusque là la jouissance exclusive, se trouvaient dévolues à l'Afghanistan, — circonstance très onéreuse pour les populations précitées. En vue de ces dérogations dont les Afghans avaient seuls profité, il n'y avait pas de motifs suffisants pour admettre en leur faveur de nouvelles concessions; aussi notre plénipotentiaire déclara-t-il que nous ne pouvions accepter sur la rive gauche de l'Amou-Daria qu'une frontière répondant entièrement au sens précis des stipulations de 1873.

Les tentatives ultérieures entreprises des deux côtés pour arriver à une entente sur un tracé de frontière conforme auxdites stipulations restèrent infructueuses. S'appuyant sur ce que, d'après la plupart des dépositions recueillies chez les habitants de la contrée, le passage de l'Amou-

Daria aurait été situé auprès du village d'Islam, le colonel Ridgeway affirmait que la frontière devait être fixée quelque peu à l'ouest de ce village et que les districts de Khamiab et de Dali pouvaient tout au plus être réclamés comme devant être compris dans les limites du territoire russe. Mais le conseiller privé Zinoview, d'autre part, ne jugeant guère possible d'ajouter foi aux dépositions susmentionnées, alleguait que vu l'incertitude des données recueillies sur les lieux, l'identité des dénominations géographiques pouvait seule assurer à la délimitation une base solide; que l'entente de 1873 avait, conformément à une proposition anglaise, fixé le point extrême des possessions afghanes sur la rive gauche de l'Amou-Daria et que Seraï-Khodja-Saleh répondait le mieux à ce point; la frontière devait dès lors être tracée immédiatement au dessous de Seraï. Le colonel Ridgeway, de son côté, ne se croyait pas le droit d'accepter une pareille frontière, se fondant sur ce que, dans ce cas, il faudrait aussi comprendre dans le territoire russe les sources des canaux arrosant les terres à l'ouest de Seraï, lesquelles sources se trouvent près de Kilif, et que cette circonstance ne manquerait pas de donner lieu à des difficultés et des complications constantes sur la frontière.

Les divergences de vues exposées ci-dessus et dont ressortaient clairement les inconvénients attachés à une modification éventuelle de la frontière boukharo-afghane — telle qu'elle existe actuellement sur le littoral de l'Amou-Daria, — contribuèrent à confirmer le gouvernement impérial dans la conviction que le mode le plus pratique de solution du litige serait d'appliquer un projet de délimitation qu'il avait déjà antérieurement élaboré. En vertu de ce projet, dont le plénipotentiaire anglais avait eu connaissance dès le début des négociations, la partie en litige du littoral de l'Amou-Daria devait rester à l'Afghanistan; mais, d'autre part, il y aurait rectification de la frontière sud de l'oasis de Pendjé, par laquelle seraient comprises dans notre territoire les terres qui sur le Kouschk, le Kaschan et le Mourgab avaient été, jusqu'à la délimitation de 1885—1886, dans la jouissance exclusive des Turcomans-Saryks et dont la perte leur était d'autant plus préjudiciable que la population de ladite oasis s'était accrue de près de 400 familles, immigrées chez nous du territoire afghan.

Les négociations entre les deux plénipotentiaires se trouvèrent interrompues par le départ inopiné pour Londres du colonel Ridgeway; mais, à son retour, le délégué britannique communiqua au conseiller privé Zinoview un autre projet de rectification de la frontière méridionale de Pendjé, auquel son gouvernement était prêt à donner son assentiment et qui, dans ses traits essentiels, concordait avec les vues précitées du gouvernement impérial. D'après ce projet, nous devions acquérir un territoire s'étendant entre le Kouschk et le Mourgab, d'une superficie d'à peu près deux mille verstes carrées, et dans lequel seraient comprises la plupart des terres cultivées par les Saryks avant la délimitation, ainsi que les bouches de leurs canaux d'irrigation restées au delà de la frontière, et de vastes pâturages. Il n'y avait de notre part aucun obstacle à l'acceptation de ce projet; aussi l'entente put-elle facilement se faire par rapport à la partie orientale de la frontière afghane, à partir du point situé sur le

méridien de Donkchi jusqu'à l'Amou-Daria. Comme la commission russo-anglaise de délimitation avait déjà reconnu les droits des Afghans sur Djar-Koudouk situé sur la grande route reliant Andkhoï à Khamiab, la nouvelle frontière fut dirigée à quelque distance au nord-ouest de cette route jusqu'à sa jonction avec la frontière séparant Bossagah de Khamiab. Ainsi fut complétée la détermination du tracé délimitatif russo-afghan entre le Hériroud et l'Amou-Daria, dont les détails sont indiqués dans le protocole signé par les deux plénipotentiaires le 10 (22) juillet de cette année.

En abordant les négociations exposées ci-dessus, le gouvernement impérial n'avait nullement en vue de disputer aux Afghans les territoires que ces derniers avaient depuis plusieurs dizaines d'années en leur possession sur la rive gauche de l'Amou-Daria. Notre insistance au sujet de la stricte observation des conditions de l'entente de 1873 était exclusivement motivée par la nécessité d'obtenir une rectification du tracé défectueux adopté par la commission russo-anglaise pour la frontière méridionale de l'oasis de Pendjdé, et notre plénipotentiaire s'en était expliqué dans ce sens en toute franchise avec le colonel Ridgeway, dès le début des négociations. Si, dans les termes de l'accord de 1873, en tant que relatifs à la frontière sur la rive gauche de l'Amou-Daria, il s'était glissé des malentendus par suite d'une connaissance insuffisante des localités, des causes absolument identiques avaient créé les inconvénients de la frontière méridionale de Pendjdé, fixée d'après le protocole du 29 août (10 septembre 1885. C'est pourquoi, renonçant à tirer tout avantage pour lui-même des malentendus susmentionnés, le gouvernement impérial avait le droit incontestable de réclamer une rectification de frontière sur l'autre point. L'urgence de cette rectification devait être considérée comme d'autant plus pressante que les effets onéreux de la délimitation intervenue s'étaient accusés d'une façon extrêmement préjudiciable au point de vue même du maintien de l'ordre sur nos confins. Ne disposant pas dans l'oasis de Pendjdé de pâturages suffisants, nos nouveaux sujets saryks avaient cette année même, comme l'année précédente, franchi arbitrairement la frontière et occupé de l'autre côté les terrains de pacage dont ils avaient antérieurement joui sans obstacle. Par suite de l'annexion à l'oasis du territoire compris entre le Kouschk et le Mourgab et qui n'avait pas encore été par les Afghans, il devient possible de compter sur un aplanissement des inconvénients précités. Aussi les résultats obtenus actuellement peuvent-ils être considérés comme répondant entièrement aux vues dont le gouvernement impérial n'a cessé de s'inspirer depuis l'ouverture des négociations relatives à la délimitation afghane.

Protocole en date du 10 (22) juillet 1887.

Le conseiller privé Zinoview et le colonel sir West Ridgeway, s'étant réunis dans le but de s'entendre définitivement sur les termes d'un arrangement destiné à résoudre les difficultés surgies à l'occasion du tracé de la frontière afghane sur la rive gauche de l'Amou-Daria, ont commencé

par récapituler la marche que les négociations engagées entre eux ont suivie jusqu'à ce jour.

Ainsi qu'il résulte des protocoles précédents, le cabinet de Londres a été d'avis que l'arrangement intervenu en 1873 entre les deux gouvernements avait pour objet de confirmer les droits de l'émir d'Afghanistan sur toutes les contrées dont Shir-Ali-Khan se trouvait à cette époque en possession, et qu'à ce titre le district de Khamiab, qui, conformément à des informations recueillies sur les lieux, avait été incorporé à l'Afghanistan bien avant l'époque de l'arrangement en question, devait également rester soumis à l'autorité de l'émir Abdourrahman-Khan. Cette manière de voir ne pouvait pas être adoptée par le gouvernement impérial de Russie, qui, se basant sur le texte de l'arrangement de 1873, affirmait que l'état actuel des choses sur la rive gauche de l'Amou-Daria ne saurait porter atteinte aux droits du Boukhara résultant du même arrangement. Le gouvernement impérial jugeait d'autant moins possible de sacrifier ces droits que, d'autre part, à la suite de la délimitation effectuée aux termes du protocole de Londres du 29 août (10 septembre) 1885, les Turcomans Saryks de l'oasis de Pendjé avaient été dépossédés des terres dont ils avaient joui précédemment et que ces terres avaient été comprises dans le territoire afghan. En égard à cette divergence de vues et désireux de prouver son respect pour la lettre même de l'arrangement conclu entre les deux gouvernements, le cabinet de Sa Majesté Britannique a autorisé sir West Ridgeway à proposer une frontière qui, en partant de Douktchi — point jusqu'auquel la délimitation avait déjà été effectuée — aboutissait, à l'Almou-Daria aux environs d'Islam; à la suite d'un examen approfondi des informations recueillies par son commissaire sur les lieux, le cabinet britannique était arrivé à la conclusion qu'Islam répondait sous tous les rapports au point frontière Khodja-Saleh dont il est fait mention dans la correspondance relative à l'arrangement. Cette proposition ne fut pas non plus acceptée par le cabinet impérial de Russie, qui, envisageant la question à un point de vue tout à fait différent, soutenait que, vu les contradictions qui s'étaient produites entre les commissaires respectifs à l'occasion de l'appréciation des données locales, la conformité des noms géographiques pouvait seule servir de base à une délimitation équitable; que le Seraï-Khodja-Saleh, situé à proximité du Ziaret connu sous le même nom, devait être considéré comme point extrême des possessions afghanes sur l'Amou-Daria, et que la frontière devait être tracée immédiatement en aval du Seraï en question. Au point de vue de Sa Majesté Britannique une délimitation effectuée dans ces conditions était de nature à offrir de graves inconvénients, surtout en égard à la circonstance que les canaux servant à l'irrigation du territoire compris entre Khodja-Saleh et Islam avaient leurs prises d'eau aux environs du Kilif, ce qui ne pouvait manquer de devenir la source de complications continuelles entre les populations des deux côtés de la frontière. Aussi, pour remédier à ces inconvénients, le cabinet de Sa Majesté Britannique jugea-t-il préférable de renoncer à des tentatives ayant pour objet une entente touchant une nouvelle frontière sur la rive gauche de l'Amou-Daria et d'autoriser sir

West Ridgeway à offrir au gouvernement impérial de Russie, en échange du territoire qu'il réclamait sur la rive gauche de l'Amou-Daria, une compensation sur une autre partie de la frontière. Cette compensation portait sur le territoire dont les Turcomans-Saryks de Pendjé, ainsi qu'il a été exposé plus haut, avaient été dépossédés à la suite du tracé de la frontière en conformité des dispositions contenues dans le protocole de Londres du 29 août (10 septembre) 1885.

Cette proposition ayant obtenu l'adhésion du gouvernement impérial de Russie, M. Zinoview et sir West Ridgeway sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes :

I. — La frontière dont la description est contenue dans l'annexe au présent protocole sous la lettre A, et qui est comprise entre les poteaux n° 1 et n° 19 et les poteaux n° 36 et n° 65, est considérée comme arrêtée définitivement. Les points trigonométriques sur la partie de la ligne frontière décrite ci-dessous et comprise entre les poteaux n° 19 et n° 36 sont également admis comme définitifs; la description de cette partie de la frontière, ainsi que de la partie à l'est du poteau n° 65, pourra être complétée après la démarcation.

Le synopsis des poteaux, attaché au protocole n° 15 en date du 1^{er} (13) septembre 1886, est reconnu exact et définitif en ce qui concerne les poteaux depuis le n° 1 jusqu'au n° 19 et depuis le n° 36 jusqu'au n° 65; il sera complété ultérieurement par le synopsis des poteaux depuis le n° 20 jusqu'au n° 35 et de celui des poteaux à l'est du n° 65.

II. — A partir du poteau n° 19 la frontière suivra une ligne droite jusqu'au sommet de la colline marquée 2740 sur la carte n° 1 annexée au présent protocole; ce point où sera placé le poteau n° 20 est connu sous la dénomination de « station trigonométrique de Kara-Tépé » (lat. 35° 17' 40", long. 62° 15' 17"). Plus loin le tracé descendra la crête des collines se dirigeant de ce point vers le confluent du Kouschk et du Moghur; le poteau n° 21 sera placé sur un point de cette crête ou de son versant, de manière à être vu du confluent ci-dessus mentionnée. Une ligne droite réunira le n° 21 au n° 22, placé dans la vallée du Kouschk sur la rive gauche de la rivière, à 900 pieds au nord du confluent du Kouschk et du Moghur (à 6,300 pieds environ du Mazari-Shah-Alam, indiqué sur la carte n° II annexé au protocole). A partir du poteau n° 22 le tracé remontera le thalweg du Kouschk jusqu'au poteau n° 23, placée à 2,700 pieds en amont de la tête du nouveau canal de la rive droite, dont la prise d'eau est située à 6,000 pieds environ au nord-nord-est de Ziaret de Tchil-Doukhtar. Du poteau n° 23 une ligne droite sera tracée jusqu'au point marqué 2925 sur la carte n° III annexée au présent protocole (lat. 35° 16' 53", long. 62° 27' 57"; poteau n° 24), d'où la frontière suivra la ligne de partage des eaux, en passant par les points suivants: le point 3017 (Bandi-Akhamar, lat. 35° 14' 21", long. 62° 35' 48"; poteau n° 26), le point 3198 (lat. 35° 14' 30", long. 62° 41' 0"; poteau n° 27) et le point Kalari 2 (lat. 35° 18' 21", long. 62° 47' 18") et aboutira au point marqué n° 29 sur la carte n° IV annexée au présent protocole. La frontière franchira la vallée de la

rivière Kaschan en ligne droite entre les poteaux n° 29 et n° 30 (station trigonométrique de Tori-Scheïkh, lat. 35° 24' 51", long. 62° 59' 48") et suivra la ligne de partage des eaux »Sanicha« jusqu'au point (poteau n° 31 de la carte n° III) où elle rencontrera la ligne de partage des eaux du Kaschan et du Mourgab, passera sur cette dernière et la suivra jusqu'à la station trigonométrique du Kaschan (lat. 35° 38' 13", long. 63° 6' 4"; poteau n° 32). De cette station une ligne droite sera tracée jusqu'à un point sur le Mourgab (poteau n° 35) situé à 700 pieds en amont de la prise d'eau du canal Jaki-yuz (ou Jaki-yangi). Plus loin la frontière en descendant le thalweg du Mourgab rejoindra le poteau n° 36 de la frontière démarquée en 1885—1886.

A l'est du poteau n° 65, la frontière suivra la ligne marquée ABOD sur la carte n° VIII annexée au présent protocole, le point A étant situé à la distance de 3,500 pieds au sud des puits d'Imam-Nazar, le point B se trouvant près de Kara-Tépé-Khurd-Kak, qui reste aux Afghans, le point C à peu près à mi-chemin entre les puits est et ouest de Khatabadji, et enfin le point D à peu près à mi-chemin entre les puits Ali-Kadim et les puits marquées Chahi. Les puits d'Imam-Nazar, Kara-Tépé Khurd, Khatabadji ouest et Ali-Kadim restent en dehors du territoire afghan. Du point D, une ligne droite sera tracée jusqu'au commencement de la frontière locale démarquée entre Bosagha et Khami-Ab, qui continuera à servir de frontière entre ces deux villages, avec la seule réserve que les canaux de Bosagha sur tout leurs parcours, c'est-à-dire jusqu'à Koïnli (point H), seront compris dans le territoire russe. En d'autres termes, la démarcation actuelle consacrera sur les bords de l'Amou-Daria les droits existants des deux parties, c'est-à-dire que les habitants de Khamiab conserveront toutes leurs terres et tous leurs pâturages, y compris ceux qui se trouvent à l'est de la frontière locale marquée EFG sur les cartes n° IX et X annexées au protocole; les habitants de Bosagha, d'autre part, conserveront la jouissance exclusive de leurs canaux jusqu'à Koïnli avec le droit de les réparer et de les alimenter, conformément aux usages existants, de ceux de Khami-ab, lorsque des eaux de l'Amou-Daria seront trop basses pour alimenter directement les prises d'eau de Koïnli.

Les officiers qui seront chargés d'exécuter sur les lieux les dispositions du présent protocole entre les poteaux ci-dessus nommés seront tenus de placer le nombre nécessaire de poteaux intermédiaires, en profitant à cet effet autant que possible des points saillants.

III. — La clause du protocole n° 4 du 14 (26 décembre) 1885 défendant aux Afghans de se servir dans la vallée du Kouschk, en aval de Tchil-Doukhtar, des canaux d'irrigation qui n'étaient pas en exploitation à ce moment, reste en vigueur, mais il est bien entendu que cette clause ne pourra être appliquée qu'aux canaux dérivés du Kouschk. Les Afghans ne pourront pas se servir, pour leurs travaux de culture au nord de Tchil-Doukhtar, des eaux du Kouschk, mais les eaux du Moghur leur appartiennent exclusivement, et ils pourront pour s'en servir exécuter tous les travaux qu'ils jugeraient utiles.

IV. — Les clauses des protocoles n° 4 du 14 (26) décembre 1885

et n° 15 du 1^{er} (13) septembre 1886 relatives à la construction d'une digue sur le Mourgab restent en vigueur. M. Zinoviev ayant exprimé le désir que l'obligation imposée à l'émir d'Afghanistan de concéder à cette fin sur la rive droite du Mourgab un terrain dans les conditions stipulées dans lesdits protocoles, soit étendue à tout le parcours de la rivière en aval de la prise d'eau de Jaki-Jus, le colonel Ridgeway est d'avis que les démarches nécessaires à cet effet auprès de l'émir afghan pourraient retarder la conclusion du présent arrangement; mais il est néanmoins convaincu que le consentement de l'émir à la concession, dans les mêmes conditions, d'un terrain sur la rive droite pourra être obtenue sans difficultés, si plus tard le gouvernement impérial avisait le gouvernement de son intention de procéder à la construction d'une digue en amont de la prise d'eau du canal de Bendi-Nadiri.

V. — Le gouvernement britannique communiquera sans délai les dispositions ci-dessus convenues à l'émir d'Afghanistan, et le gouvernement impérial de Russie entrera en possession du territoire qui lui est adjugé par le présent protocole à partir du 1^{er} (13) octobre de l'année courante.

VI. — La ligne frontière convenue sera démarquée sur les lieux par une commission mixte, conformément aux cartes signées. Dans le cas où les travaux de démarcation éprouveraient des retards, la ligne tracée sur les cartes n'en sera pas moins considérée par les deux gouvernements comme obligatoire.

Zinoviev.

Ridgeway.

Annexe au protocole.

Description de la frontière afghane entre le Hériroud et l'Oxus (Amou-Daria).

La frontière commence sur la rive droite du Hériroud à un point marqué sur la carte par le poteau n° 1 distant d'environ 8,500 pieds d'une petite tour située sur un monticule à l'entrée de la passe de Zoulfagar. Le poteau n° 2 se trouve placé au sommet du rocher voisin qui domine le poteau n° 1. A partir du poteau n° 2 la frontière se dirige vers le Nord sur une distance d'un demi-mille environ jusqu'au poteau n° 3 qui est situé sur une hauteur à l'extrémité occidentale d'une partie détachée de l'escarpement. De là la frontière suit une ligne droite vers le sommet d'une colline escarpée, distante d'un mille et demi environ, dans la direction Est-Nord-Est et arrive au poteau n° 4 placé sur un monticule peu élevé dans la plaine. Passé ce poteau, la frontière continue, en inclinant davantage vers l'Est, sur une distance de quatre milles, jusqu'au poteau n° 5 placé à un point proéminent et bien en évidence de la seconde ligne des hauteurs sur le côté nord d'un enfoncement naturel du roc. De ce point la frontière court dans la direction Sud-Est le long de la crête de la ligne des hauteurs jusqu'au poteau n° 6 placé sur l'arête de l'escarpement nord du défilé oriental à une distance d'un mille environ du fond du défilé. Le poteau n° 7 est placé au-dessous du poteau n° 6,

près de la route, au milieu de la passe, le poteau n° 8 se trouve sur le haut de l'escarpement Sud faisant face au poteau n° 6. La frontière descend alors dans la direction Sud la crête de la seconde ligne des hauteurs et coupe le sentier conduisant à Karez-Elias et Abi-Charmi à un point se trouvant à deux milles et quart environ de distance de la bifurcation des quatre routes convergeant à l'extrémité orientale du défilé de Zoulfagar. Le poteau n° 9 est placé à l'est du sentier, sur un petit rocher qui le surplombe. De ce poteau la frontière remonte graduellement la ligne de partage des eaux jusqu'au sommet le plus élevé de la chaîne du Deugli-Dagh, marqué par le poteau n° 10. A l'extrémité est de la même chaîne se trouve le poteau n° 11. A une distance de neuf milles et demi environ vers le Sud-Est se trouvent trois basses collines. Sur celle du milieu est placé le poteau n° 12. Tournant encore légèrement à l'Est la frontière se dirige vers le poteau n° 13 placé à côté de la route à mi-chemin environ d'Ak-Robat à Sumbakarez et de là au poteau n° 14 situé à une distance de deux milles et demi à l'Est, sur le sommet d'une colline.

Le poteau n° 15 est à neuf milles environ d'Ak-Robat sur la route menant à Au-Rhak; de là la frontière se dirige en ligne droite vers le poteau n° 16, placé sur celui des deux monticules de Koscha-Tchinquia qui se trouve à l'Est et est plus élevé, à cinq milles et demi au nord d'Au-Rohak. A une distance à peu près égale au nord-ouest de la source d'Islim se trouve le poteau n° 17 placé sur une colline plate; à côté de la route entre Au-Rohak et Islim sur un léger escarpement est placé le poteau n° 18 à trois milles environ à l'ouest d'Islim du côté sud du courant. Le poteau n° 19 est placé sur la crête arrondie d'un chaînon de hauteurs à trois milles au sud d'Islim.

A partir du poteau n° 36, placé sur la rive droite du Mourgab à trois milles environ au nord du fort de Méroutchak sur une hauteur dominant la rivière, la ligne frontière se dirige à l'Est vers le poteau n° 38 en passant par le poteau n° 37, placé sur la route montant de la vallée de Méroutchak le long du Galla-Chasma-Schor.

Le poteau n° 38 est placé sur un point élevé du Ohul à onze milles environ de la vallée de Méroutchak. La ligne frontière continue de là dans la direction Est-Nord-Est vers le poteau n° 39 situé à un mille environ au sud-est de la source de Khvadja-Gougourdak; ensuite dans la direction Nord-Est en ligne droite vers le poteau n° 40 sur un point élevé du Ohul; de là dans la direction Est-Nord-Est vers le poteau n° 41 placé sur une éminence à douze milles environ au nord de Kilavali: plus loin elle suit la direction Est-Nord-Est vers le poteau n° 42 placé sur une hauteur à deux milles à l'ouest du Pakana-Schor et toujours dans la même direction jusqu'au poteau n° 43. A partir de ce poteau la frontière va dans la direction Sud-Est vers le poteau n° 44 placé sur le point le plus élevé de la ligne de partage des eaux des bassins de Kara-baba et du Kaïssar, connue sous le nom de Bel-i-Parandas. Suivant cette ligne dans la direction Nord, la frontière arrive au poteau n° 45 placé à trois

milles environ au sud ouest du puits de Beschdara. Elle suit de là, dans la direction Nord-Est, un embranchement de la ligne de partage des eaux et aboutit au poteau n° 46, placé à plus d'un mille près de distance au sud-est du puits de Beschdara. Elle suit de là, dans la direction Est, irrégulièrement vers le poteau n° 47 placé à quatre milles et demi environ du point où la route de Khvaja-Gachai et Kasava-Kala traverse le Schor-Egri. De là la frontière se dirige au Nord-Est par une ligne de partage des eaux secondaires vers le poteau n° 48 et suit la même ligne jusqu'au poteau n° 49 établi au point le plus élevé du partage des eaux au nord du Schor-Egri à environ six milles à l'ouest du confluent du Schor-Gandaboulak et Schor-Egri. De ce point la frontière va en ligne droite au Nord-Est traversant le Schor-Gandaboulak au poteau n° 50 placé sur une colline à double sommet faisant saillie sur la ligne de partage des eaux entre Schor-Gandaboulak et Schor-Tara-Koui. En suivant la même direction, elle arrive à Schor-Tara-Koui, où se trouve le poteau n° 51, placé près de la route de Jahafour sur le Kaissar à Yalgoun-Koudouk et Karababa. La frontière passe de là dans la direction Nord-Est au poteau n° 52 à un point distant d'un mille au nord du puits d'Alini. De ce poteau la frontière se dirige au Nord-Nord-Est vers le poteau n° 54 croisant la route Daulatabad-Hazara-Koudouk près du poteau n° 53. Le poteau n° 54 est placé sur le point le plus élevé d'un groupe de collines sablonneuses à deux milles au nord du puits de Katar-Koudouk; de là la ligne frontière court en inclinant légèrement au Nord-Nord-Ouest sur une distance de dix milles environ vers le poteau n° 55 placé sur un monticule à l'extrémité d'une chaîne de collines qui s'étend entre l'enfoncement de Koui-Saraï et celui où se trouve le puits de Khvaja-Ahmad. De ce poteau la frontière va en ligne droite dans la direction Nord, sur un parcours d'un mille et quart, vers le poteau n° 56 placé sur une élévation naturelle à quelques pieds au sud de la route reliant Jalanguir à Méroutchak; de là au poteau n° 57 distant de deux milles et quart Nord-Nord-Ouest et placé au sommet des hauteurs servant de limite nord à l'enfoncement de Koui-Saraï. De ce point la frontière se dirige au Nord-Nord-Est vers le poteau n° 58 placé sur un des monticules sablonneux des hauteurs qui commandent la plaine s'étendant à l'ouest d'Andkhoui; elle tourne ensuite légèrement plus à l'Est vers le poteau n° 59 placé sur une colline sablonneuse peu élevée à deux milles et quart environ à l'est-sud-est des puits de Sari-Mat. Elle aboutit ensuite dans la direction Nord-Nord-Ouest au poteau n° 60, placé entre les puits de Chichli et Gok-Chah à un quart de mille environ à l'ouest des puits de Chichli. Laisant Gok-Chah à la Russie et Chichli à l'Afghanistan, la frontière court en ligne droite au poteau n° 61 placé à 300 pieds à l'est de la route qui mène d'Andkhoui à Sechanchi; elle arrive de là, suivant la même direction, au poteau n° 62 placé sur un monticule sablonneux bien en évidence, connu sous le nom de Madali-Koum; la ligne frontière aboutit ensuite dans la direction Est-Nord-Est au poteau n° 63, placé du côté nord d'Ofkoul — vallée de forme elliptique longue de 3,600 pieds et au fond de laquelle se trouvent deux «kaks» ou bassins d'eau douce qui restent

compris dans le territoire afghan. Tournant ensuite dans la direction Est-Sud-Est, la frontière rejoint en ligne droite le poteau n° 64, placé sur une colline sablonneuse connue sous le nom de Gichi-Koumi, et continue dans la direction Nord-Est jusqu'au poteau n° 65 placé sur la grande route reliant Andkhoï à Douktchi et Karki à un point distant de quatre milles et demi au sud de Douktchi et de deux milles et trois quarts au nord de Sultan-Robat.

*Zimoview.
Ridgenway.*

38.

RUSSIE, AUTRICHE-HONGRIE.

Déclaration concernant le renvoi des sujets respectifs; signée à St. Pétersbourg le 1/13 décembre 1886.

Archives Diplomatiques 1887.

Le soussigné, Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, a l'honneur d'informer Son Excellence M. l'Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique qu'il adhère, au nom du Gouvernement Impérial, aux propositions suivantes ayant fait l'objet d'un accord préalable entre le Gouvernement russe et le Gouvernement autrichien et destinées à régler à l'avenir le mode de renvoi des sujets respectifs dont le rapatriement sera jugé nécessaire pour manque de moyens d'existence, pour vagabondage ou pour manque de passeport.

1. Les sujets autrichiens qui se trouveraient dans les gouvernements de Petrokow, Kielce, Radom, Lublin, Volhynie, Podolie et Bessarabie, de même que les sujets russes qui se trouveraient sur le territoire autrichien en Galicie ou en Bucovine et qui seraient natifs ou originaires des sept gouvernements susmentionnés, seront renvoyés pour les causes ci-dessus indiquées, à la suite d'une correspondance directe des chefs des districts limitrophes autrichiens avec les chefs des districts limitrophes russes.

Le renvoi d'un individu sera annoncé préalablement, en Autriche, au chef respectif du district dans le territoire duquel la réception doit avoir lieu, et celui-ci, après un examen des circonstances et des papiers, donnera son consentement à recevoir cet individu à un endroit indiqué. En Russie, cette annonce doit être faite au chef du district respectif.

2. Si l'individu qui doit être expulsé est muni de papiers valables ou expirés seulement depuis une année, une correspondance préalable entre ces chefs des districts russes et ceux d'Autriche ne sera pas de rigueur.

Les chefs de districts russes et ceux d'Autriche seront tenus de le recevoir sans autre formalité, à condition toutefois que ses papiers constatent incontestablement sa naissance ou son origine et qu'ils n'excitent pas de doutes sur leur authenticité.

3. Les chefs de districts russes et autrichiens peuvent choisir, de commun accord pour chaque cas spécial, un point frontière pour la réception des individus dont le rapatriement aura été décidé.

Les individus qui, conformément au paragraphe 2 de cet Arrangement, seront remis, sans correspondance préalable, doivent être amenés pour être reçus en Russie aux douanes de: Granitza (g-t de Petrokow), Sandomir (g-t de Radom), Tomaschew (g-t de Lublin), Radzivilow (g-t de Volhynie), Wolocysk (g-t de Volhynie), Hussiatin (g-t de Podolie), Novosselitz (g-t de Bessarabie); et en Autriche, à la section de police de Szczakowa (district de Chrzanow), aux commissariats de police de Brody (district de Brody), Podwoloczyska (district de Skalat), aux bureaux de la douane à Nadbrzez (district de Tarnobrzeg), Belzer (district de Rawa-ruska), Hussiatin (district de Hussiatin), Novosiela (district de Czernowitz).

4. La correspondance par voie diplomatique est maintenue à l'égard de tous les sujets russes qui ne sont pas natifs ou originaires des sept gouvernements russes susmentionnés, ainsi que des sujets autrichiens, qui résident dans le reste de l'Empire de Russie, ces gouvernements exceptés.

5. Les deux Gouvernements prendront aussitôt les mesures nécessaires pour enjoindre aux autorités respectives de se conformer au présent règlement et d'accorder toutes les facilités possibles à la pratique de ce règlement.

6. Chacune des parties contractantes s'oblige de réadmettre sur son territoire, à la demande de l'autre partie, ses propres sujets, même dans le cas où ils auraient perdu leur nationalité d'origine, d'après les lois en vigueur dans les pays respectifs, pourvu qu'ils n'aient pas acquis dans l'entre-temps la sujétion de l'autre Etat, d'après la législation de ce dernier.

7. Le présent Arrangement sera valable pour la durée de deux ans à partir du jour de l'échange de cette note. Après ce terme, les deux Gouvernements se réservent le droit de le dénoncer, de sorte qu'il demeurera en vigueur tant qu'il ne sera pas dénoncé.

Le Soussigné profite de cette occasion pour renouveler à Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire l'assurance de sa haute considération.

Saint-Pétersbourg, le 1/13 décembre 1886.

Giers.

39.

SALVADOR, GUATÉMALA.

Traité de paix et d'amitié; signée à Santa-Ana, le 8 mai 1876*).

Rafael Reyes Colección de Tratados del Salvador 1884.

El doctor don Rafael Zaldívar, Presidente provisorio de la República del Salvador,

y El General don J. Rufino Barrios, General en Jefe del ejército expedicionario y Presidente de la República de Guatemala;

Queriendo llevar á debido efecto lo estipulado en la condición 8.^a del tratado de paz en la villa de Chalchuapa el día 25 de Abril del corriente año entre comisionados del mismo General Barrios y el Gobierno de la República del Salvador, presidio por el ex-jefe del Estado don Andrés Valle que desapareció á consecuencia del citado Convenio; y deseando reanudar los lazos de amistad y fraternidad, que de una manera franca y leal deben ligar á los gobiernos y pueblos del Salvador y Guatemala, labrando la verdadera dicha de éstos á la sombra de una paz estable y restableciendo la moralidad pública mediante la recíproca consideración y lealtad, han dispuesto celebrar un tratado definitivo para asegurar el precioso bien de la paz, y con tal fin han nombrado, el señor Presidente Provisorio de la República del Salvador, al señor don Cruz Ulloa Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores, y el General Barrios de comisionado especial suyo, al señor don Marco Aurelio Soto, quienes habiéndose canjeado sus respectivos plenos poderes y encontrándolos en debida forma, han convenido en lo siguiente:

Artículo 1.^o Habrá paz y amistad leal y sincera entre las Repúblicas del Salvador y Guatemala; para lograr esto, los Gobiernos respectivos se obligan á unificar su política exterior, á proceder de acuerdo en los asuntos de interés general para Centro-América, y á procurar que exista la misma uniformidad y armonía con los demás Gobiernos de las Repúblicas del Centro.

Art. 2.^o Los Gobiernos del Salvador y Guatemala mantendrán entre ambos países su constante unión y fraternidad y se pondrán en perfecto acuerdo para impulsar su progreso moral, intelectual, comercial y agrícola.

Art. 3.^o Los Gobiernos del Salvador y Guatemala establecen que habrá entre ambos, completa alianza ofensiva y defensiva en los casos de guerra exterior ya sea con alguna ó algunas de las Repúblicas del Centro, ó ya con alguna nación extranjera.

Art. 4.^o Siendo los emigrados de una y otra República los que principalmente originan las desavenencias y las guerras entre ambos Gobiernos, éstos se comprometen á entregarse recíprocamente á los emigrados criminales que estén prófugos por delitos comunes y sean reclamados para

*) Les ratifications ont été échangées.

juzgarlos por los tribunales ordinarios; y á que los que vivan en la línea fronteriza y en las poblaciones de los departamentos limítrofes, sean concentrados por el Gobierno del Salvador á los departamentos interiores de la República y por el Gobierno de Guatemala á los departamentos también del interior, cuidando ambos Gobiernos que se mantenga y sea efectiva la concentración.

Art. 5.^o Para dar facilidades al comercio y evitar el contrabando que perjudica á las dos Repúblicas, ambos Gobiernos se comprometen á nivelar los derechos marítimos é impuestos sobre el comercio de importación, fijando por todo, por base, el cincuenta por ciento del valor de las mercaderías en fábricas, tirade sobre idénticos aforos y no pudiendo bajar de ella sin previo convenio entre ambas partes contratantes; pero sí, cubir cuando á cada una le parezca conveniente sin que por esto sea obligatorio á la otra. Es convenido también que quedan libres de derechos los artefactos y productos nacionales que pasen á venderse de una á otra de las Repúblicas contratantes.

Art. 6.^o Los salvadoreños residentes en Guatemala y los guatemaltecos residentes en el Salvador que hubieren adquirido títulos científicos ó literarios en cualesquiera Universidades de una ú otra República, podrán ejercer libremente sus profesiones sin más requisito que la autenticidad de los títulos, la identidad de la persona y el pase de la autoridad ó corporación á quien incumbe darlo. Asimismo los estudios hechos por particulares fuera de los establecimientos públicos, serán válidos respectivamente en cada país para obtener grados literarios en las Universidades, siempre que aquellos hubiesen sido hechos en colegios privados aprobados por el Gobierno, ó con profesores que estén inscritos como miembros de aquellos establecimientos autorizados por la ley para dar la respectiva enseñanza y conste todo de documentos fehacientes.

Art. 7.^o Los salvadoreños avecindados en la República de Guatemala y los guatemaltecos avecindados en la República del Salvador serán habidos y considerados como ciudadanos del país donde residan y con iguales derechos y prerogativas que los naturales, pero estarán también sujetos á los mismos cargos, servicios y obligaciones á que están y estuviesen sujetos los ciudadanos naturales.

Art. 8.^o Los Gobiernos contratantes, animados del deseo de que en bien de la sociedad no queden impunes los delitos que se cometan, alentados sus autores y cómplices por la facilidad de evadirse pasándose de un territorio á otro y burlarse con esto del castigo que merecen, es convenido entregarse recíprocamente los individuos que se refugien en el territorio de una de las dos Repúblicas habiendo cometido cualquiera de los delitos siguientes: 1.^o Parricidio, infanticidio, asesinato, envenenamiento, homicidio, heridas ó golpes que puedan producir la muerte: 2.^o Incendio, piratería, falsificación ó alteración de moneda, billetes de banco ó de cualquiera otro valor público, de escrituras públicas, de sellos ó timbres de las administraciones del Estado: 3.^o Asociación de malhechores, estorsión violenta, rapina, hurto calificado, y particularmente hurto con violencia, ó fractura, y hurto en los caminos públicos: 4.^o Bancarrota fraudulenta ó

participación en ella: 5.º Sustracción de fondos del Estado cometida por funcionarios públicos ó por cualquiera otros individuos: 6.º Abigeatos ó robos rateros: y 7.º Deserción ó falta al servicio militar; y por último tentativa de asesinato contra cualquiera miembro de los Altos Poderes de una ú otra República: queda bien entendido que la entrega debe verificarse aun cuando se cometa cualquiera de esos delitos al amparo de alguna facción ó revuelta. Para que la extradición tenga lugar es necesario que el cuerpo del delito, y persona del delincuente se justifiquen conforme á las leyes del país que la pide acompañándose el mandamiento de captura ó cualquiera otro documento equivalente al mandamiento, ó la sentencia condenatoria en su caso, y que la extradición declarada por el tribunal competente se dirija por el órgano del Ministerio de Relaciones respectivo. En casos urgentes y particularmente cuando hubiese peligro de fuga, cada uno de los Gobiernos fundándose en la condena, la acusación ó el mandamiento de captura, podrá por el medio más expedito, y aun por el telégrafo pedir y obtener el arresto del condenado ó prevenido á condición de presentar en el más breve término posible los documentos correspondientes á la extradición. Queda estipulado que cuando el reo deba ser sometido á juicio por otro delito cometido en el país donde se hubiese refugiado, no se verificará la extradición hasta después de pronunciada ó ejecutoriada la sentencia y cumplimiento de la condena.

Art. 9.º Ambos Gobiernos como anteriormente está estipulado, se comprometen á no permitir que existan en ninguna parte de sus respectivos territorios los Padres de la Compañía de Jesús, ni organizados en sociedad ni de otra manera.

Art. 10.º La República del Salvador y la República de Guatemala podrán enviarse recíprocamente Ministros diplomáticos y establecer cónsules, vice-cónsules y agentes consulares en los puntos donde las leyes lo permitan. Acreditados y reconocidos que sean tales agentes diplomáticos y consulares por el Gobierno, cerca del cual deban residir ó en cuyo territorio desempeñen su encargo, disfrutarán de las franquicias, privilegios é inmunidades de que se hallen en posesión los de igual clase de la nación más favorecida, y desempeñarán en los mismos términos todas las funciones propias de su cargo.

Art. 11.º Si alguno de los artículos de este Tratado fuese de alguna manera violado ó infringido se estipula expresamente que ninguna de las dos partes contratantes ordenará ó autorizará actos de represalia, ni declarará la guerra sino es hasta que se hallen agotados todos los medios pacíficos de satisfacción y avenimiento. Estos medios serán la exposición en memorias de las ofensas ó daños verificados con pruebas ó testimonios competentes presentadas por el Gobierno que se crea agraviado, y si no se le diese la debida satisfacción, entonces se someterá la decisión del asunto al arbitramento de alguno de los Gobiernos de Centro-América ó cualquiera del Continente Americano.

Art. 12.º Estando reasumidas en este tratado las principales estipulaciones del que se celebró en la ciudad de San Salvador el 24 de Enero de 1872, se declara derogado por el presente, y desligadas las Repúblicas

contratantes del pacto último conocido con el nombre de «Rivas-Carazo» celebrado con el Gobierno de Nicaragua.

Art. 13.º Este tratado será perpétuo y siempre obligatorio en lo que se refiere á paz y amistad, y en todos los puntos concernientes á comercio y demás disposiciones, permanecerá en su fuerza y vigor por el término de diez años contados desde el día del cange de las ratificaciones. Sin embargo, si un año antes de espirar este término no se hubiese hecho por alguna de las partes notificación oficial á la otra sobre su intención de terminarlo continuará siempre obligatorio para ambas hasta un año después de haberse notificado la expresada intención.

Art. 14.º El presente tratado lo ratificarán desde luego el señor don J. Rufino Barrios, General en jefe del ejército de la República de Guatemala y el Gobierno provisorio del Salvador; y las ratificaciones serán canjeadas dentro de dos meses en San Salvador ó Guatemala.

Art. 15.º Habiendo hecho causa común con Guatemala el Gobierno de Honduras en la guerra que acaba de terminar, los Gobiernos contratantes lo invitarán á que acepte las cláusulas de este tratado relativas á la amistad, á la paz y á la alianza que se establece entre las dos Repúblicas. Igual excitativa se dirigirá al Gobierno de la República de Costa-Rica.

En fé de lo cual, los infrascritos comisionados firman y sellan con sus respectivos sellos, por duplicado, el presente en la ciudad de Santa Ana, el día 8 de Mayo de mil ochocientos setenta y seis.

C. Ulloa.

Marco A. Soto.

40.

SALVADOR, HONDURAS.

Traité de paix et d'amitié; signé à Tegucigalpa,
le 31 mars 1878*).

Rafael Reyes Coleccion de Tratados del Salvador 1884.

El Presidente de la República del Salvador y el Presidente de la República de Honduras,

En el deseo de extender y estrechar lo más posible las amistosas y fraternales relaciones que ligan á ambas repúblicas, mediante su recíproca consideración y lealtad, asegurando al propio tiempo entre ellas una paz sólida y estable, á cuya sombra puedan desarrollarse sus elementos de progreso, han dispuesto de común acuerdo la celebración de un tratado general que armonice sus principales intereses.

Y para el logro de tal objeto, el Presidente de la República del Sal-

*) Les ratifications ont été échangées.

vador ha dado sus amplios poderes á S. E. el señor Licenciado don Salvador Gallegos, enviado extraordinario y Ministro plenipotenciario cerca del gobierno hondureño, y el Presidente de la República de Honduras á S. E. el doctor don Ramón Rosa, secretario general del gobierno;

Quienes después de haberse canjeado sus respectivos plenos poderes y encontrándolos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Artículo 1. Habrá paz y amistad leal y sincera entre las repúblicas del Salvador y Honduras; para lograr esto, los gobiernos respectivos se obligan á unificar su política exterior, á proceder de acuerdo en los asuntos de interés general para Centro-América, y á procurar que exista la misma uniformidad y armonía con los demás gobiernos de las repúblicas del Centro.

Art. 2. Los gobiernos del Salvador y Honduras mantendrán entre ambos países su constante unión y fraternidad, y se pondrán en perfecto acuerdo para impulsar su progreso moral, intelectual, comercial y agrícola.

Art. 3. Ambos gobiernos establecen que habrá entre ellos completa alianza defensiva en los casos de guerra exterior, ya sea con alguna ó algunas de las repúblicas del centro, ó ya con alguna nación extranjera.

Art. 4. Si ocurrieren motivos de desavenencia ó desacuerdo entre otros estados de Centro-América ó entre alguno de ellos y otra nación extranjera, las partes contratantes, de común acuerdo, ó cada una de por sí, ofrecerán á aquellos sus buenos oficios y mediación de una manera conciliatoria y amistosa, á fin de que se restablezca ó se conserve la armonía general de Centro-América.

Art. 5. Los gobiernos de ambas repúblicas se comprometen á no permitir que los emigrados ó descontentos políticos que de alguna de ellas se encontraren en el territorio de la otra, perturben ó maquinen contra la paz y la seguridad de la república de donde proceden, para que el asilo no se convierta en daño de cualquiera de ellas.

Las repúblicas del Salvador y Honduras se obligan á vigilar respectivamente á las personas á que se contrae el inciso anterior, con el fin de que no puedan proporcionarse armas ó elementos de guerra de que pudieran hacer uso con menoscabo de la paz y seguridad de cualquiera de ellas; debiendo confinarlas á un punto desde el cual no puedan ofender, aun expulsarlos en caso de desobediencia.

Para la debida inteligencia de ambos gobiernos sobre este punto, queda igualmente estipulado, que siempre que haya alguna emigración sospechosa de una de las dos repúblicas á la otra, ó se tenga noticia de trabajos ó maquinaciones de los descontentos, contra alguno de los gobiernos contratantes, el interesado dará noticia oficial á la otra parte á fin de que puedan dictarse las medidas convenientes, con la debida oportunidad.

Art. 6. Para dar facilidades al comercio y evitar el contrabando que perjudica á las dos repúblicas, ambos gobiernos se comprometen á gravar la importación de mercaderías extranjeras por los puertos del Pacífico con iguales derechos é impuestos, fijando por base, por todo derecho, el cin-

cuenta por ciento del valor de las mercaderías en fábrica, tirada por idénticos aforos, y no pudiendo bajar de ellos sin previo convenio entre ambas partes contratantes, pero sí subir cuando á cada uno le parezca conveniente, sin que por esto sea obligatorio á la otra. Es convenido también que queden libres de derechos los artefactos nacionales que pasen á venderse de una á otra de las repúblicas contratantes.

Art. 7. No debiendo las Repúblicas contratantes considerarse, la una á la otra, como naciones extranjeras, se declara que los salvadoreños en Honduras y los hondureños en el Salvador, tienen los mismos derechos políticos y civiles de que gozan los nacionales del respectivo país: que podrán ejercer sus profesiones y oficios sin necesidad de más requisitos que la constancia de la identidad de la persona, de la autenticidad de los títulos ó diplomas, y el pase correspondiente del gobierno supremo, sujetándose, empero, á las leyes del país en que residan; debiendo llenarse previamente los requisitos constitucionales para que no se pierdan los derechos de ciudadanos. Se declara igualmente que el salvadoreño que ejerza derechos políticos ó desempeñe cargos públicos en Honduras, y el hondureño que desempeñe ó los ejerza en el Salvador, estará sujeto á todas las cargas y servicios á que están obligados los naturales según sus propias leyes.

Art. 8. Los documentos, títulos académicos, diplomas profesionales y escrituras públicas, de cualquier naturaleza que sean, extendidas ú otorgadas conforme á las leyes de la una ó de la otra República, valdrán en el país respectivo en que el interesado los presente para que tengan sus efectos, y se les dará entera fé si contuvieren los requisitos necesarios de autenticidad. Los tribunales evacuarán los exhortos y demás diligencias judiciales, habiendo para ello solicitud de autoridad legítima, y siendo enviada en la forma debida.

Los ministros, encargados de negocios y agentes consulares del Salvador en países extranjeros protegerán á los hondureños, considerándolos, en todo, como connacionales; y los agentes diplomáticos y consulares de Honduras protegerán y considerarán del mismo modo, en los países extranjeros, á los salvadoreños.

Art. 9. Los súbditos de cualquiera de las partes contratantes, residentes en el territorio de la otra, tendrán, de conformidad con lo convenido sobre el goce igual y amplio de los derechos civiles, plena libertad de adquirir, poseer por compra, venta, donación, cambio, casamiento, testamento, sucesión ab-intestato, ó de cualquiera otra manera, toda clase de propiedad, y de disponer de ella, como lo hacen, conforme á las leyes, los súbditos del respectivo país. Los herederos ó representantes de aquéllos pueden suceder en el derecho de propiedad y tomar posesión de ella, por sí, ó por medio de agentes que obren en su nombre, en la forma ordinaria de ley, de igual suerte que los nacionales del país en donde gestionan ó hacen efectivos sus derechos. En ausencia del heredero y de sus representantes la propiedad será tratada como si fuese perteneciente, en iguales circunstancias, á un ciudadana ó súbdito del país.

Art. 10. En ninguno de los casos referidos en el artículo anterior pagarán los nacionales de las repúblicas contratantes, en territorio de la otra, sobre el valor de la propiedad que adquieran, posean ó de que dispongan, más crecidos derechos, impuestos ó cargas que los que pagan los nacionales ó hijos del país.

Art. 11. Los salvadoreños en Honduras, y los hondureños en el Salvador, estarán exentos del servicio militar obligatorio, cualquiera que sea, por mar ó tierra y de todos los empréstitos forzosos, exacciones ó requerimientos militares.

No se les obligará, por ningún motivo ni bajo ningún pretexto, á pagar más contribuciones ó tasas ordinarias ó extraordinarias que aquellas que pagan los naturales.

Art. 12. Los gobiernos contratantes se comprometen á recibir, en sus respectivos territorios, los comisionados ó agentes diplomáticos y consulares que tengan por conveniente acreditar, acogiendo y tratándolos conforme al derecho y prácticas internacionales, generalmente aceptadas.

Art. 13. Por causa de reclamos de salvadoreños ú hondureños, sus respectivos agentes diplomáticos los patrocinarán y harán valer sus derechos; pero ejerciendo su acción diplomática solamente en los casos en que á aquellos, en vista de sus solicitudes ó reclamos, se les haya hecho denegación de justicia por las autoridades judiciales ó administrativas del país respectivo.

Art. 14. Se declara que por los daños y perjuicios experimentados, respectivamente, por salvadoreños ú hondureños, á causa de revoluciones ó trastornos públicos, los gobiernos contratantes sólo serán responsables por los daños y perjuicios hechos por sus agentes, debiendo toda clase de reclamos, originados por las expresadas causas, atenderse y satisfacerse, para salvadoreños ú hondureños respectivamente, de conformidad con la ley que en la república que corresponda, resuelva para los hijos del país las reclamaciones por los enunciados daños y perjuicios; de tal suerte que los subditos de una de las partes contratantes en ningún caso sean de mayor condición que los naturales de la otra.

Art. 15. Los buques del Salvador y de Honduras se considerarán como nacionales en los puertos respectivos, y no pagarán derecho alguno extraordinario, ni mayor del que paguen las embarcaciones del país.

Art. 16. Los gobiernos del Salvador y Honduras, en el deseo de que no queden impunes los delitos que se cometen, y cuya responsabilidad se elude fácilmente por la evasión de los criminales que pasan de uno á otro territorio, abusando del sagrado derecho del asilo, se obligan recíprocamente á entregarse los individuos que se refugien en el territorio de una de las dos repúblicas, habiendo cometido cualquiera de los delitos siguientes: parricidio, infanticidio, asesinato, homicidio, envenenamiento, lesiones corporales que puedan causar la muerte, violación, estupro, rapto, bigamia, aborto procurado, prostitución ó corrupción de menores causados por sus parientes ó encargados de su guarda, sustitución de uno niño ó suposición de parto, incendio, robo, abigeato, asociación de malhechores, extorsión violenta, usurpación, rapina ó hurto calificado, falsificación ó al-

teración de moneda, de obligaciones ó billetes del estado ó de banco, de papel sellado, timbres ó de cualquier otro valor público ó portación ó comercio fraudulento de moneda falsa ó de cualquiera de estos documentos: falsificación de actas ó acuerdos del gobierno ó de las autoridades constituidas, de escrituras ó documentos públicos, de sellos ó marcas del estado ó de las administraciones públicas y uso de los referidos objetos falsificados; sustracción ó malversación de fondos ó efectos públicos ó de sus valores representativos, cometido por sus administradores, depositarios, custodios ú otros agentes públicos, ó por cualquiera otra clase de individuos; quiebra fraudulenta ó participación en ella; baratería, soborno de testigos ó peritos, falso testimonio ó falsa pericia, calumnia con circunstancias agravantes, desertión ó falta al servicio militar y complicidad en cualquiera de estos delitos; y por último cualesquiera otros que sean contra la independencia de una ú otra república, contra el orden ó la obediencia á las autoridades constituidas ó contra las personas, su propiedad, ú honor, y que según las leyes del país donde se cometen merecen la calificación de graves. Queda bien entendido que la extradición debe verificarse aun cuando cualquiera de los delitos expresados sea cometido al amparo de alguna facción ó revuelta.

Art. 17. Por los delitos expresados en el artículo que precede y por los de contrabando, es permitido el allanamiento de los respectivos territorios en persecución inmediata de los delincuentes, hasta en una extensión de cinco leguas distante de las líneas divisorias del territorio de ambas repúblicas. Para evitar todo abuso en el allanamiento, las autoridades superiores de los departamentos fronterizos, se pondrán en buena y frecuente inteligencia dando á reconocer, recíprocamente, por medio de comunicaciones oportunas, sus respectivos inspectores, guardas y demás agentes de policía.

Art. 18. El individuo extraído no podrá ser procesado ni condenado por cualquier otro delito anterior á la extradición que no esté determinado en este tratado, á no ser en el caso de que, después de haber sido castigado ó absuelto por el delito que motivó la extradición, se descuide de salir del territorio de la república respectiva, antes de concluir el término de dos meses, contados desde el día en que regresó al país de donde partió el reclamo de la extradición.

Art. 19. No procederá la extradición cuando, según las leyes del país, cuyas autoridades las solicitan, la pena del sentenciado ó la acción penal contra el acusado, hubieren prescrito.

Art. 20. Las altas partes contratantes no podrán ser obligadas á entregar á sus nacionales. Si de conformidad con las leyes que rigen en la república á que el culpable pertenece, debe éste ser sometido á juicio por las infracciones de la ley penal cometidas en la otra república, el gobierno de esta última deberá comunicar, al de la otra, las diligencias, informaciones y documentos correspondientes, y remitirle los objetos que constituyen el cuerpo del delito, suministrándole todo lo que conduzca al esclarecimiento necesario para la expedición del proceso. Verificado lo expuesto, el proceso criminal deberá seguirse y terminarse, y el gobierno del

país del juzgamiento deberá informar al otro gobierno del resultado definitivo del proceso; lo cual constituye una perfecta obligación para ambas partes contratantes.

Art. 21. Si el individuo reclamado fuese extranjero para los dos estados contratantes, el gobierno que debe acordar la extradición, informará al de la nación á que pertenece el culpable de la demande recibida, y si este gobierno reclamase al presunto reo, para hacerle juzgar en sus tribunales, el gobierno á quien se hace la nueva demanda de extradición podrá acordarla al último reclamante en el caso de que, después de haber participado la nueva demande de extradición al primer gobierno reclamante, éste prestare su anuencia para que se acceda á la solicitud del gobierno de la nacionalidad del extranjero reclamado; mas si no hubiere tal avenimiento la extradición se acordará al primer reclamante.

Art. 22. No conceptuando las partes contratantes, como países ni gobiernos extranjeros á los demás de Centro-América, se declara: que con respecto á la extradición de los hijos de dichos países no tendrá lugar el cumplimiento de los requisitos y formalidades de que trata el artículo anterior.

Art. 23. Cuando el acusado ó condenado, cuya extradición se solicite por una de las partes contratantes, fuese reclamado por otro ú otros gobiernos, por crímenes ó delitos cometidos por el mismo culpable, en sus respectivos territorios, éste será entregado de preferencia al gobierno en cuyo territorio fué cometido el delito mas grave: si los delitos cometidos tuvieran la misma gravedad, la entrega se hará al gobierno que primero hubiere hecho la demanda de extradición.

Art. 24. En el caso de que el culpable reclamado estuviere acusado ó condenado en el país á donde se dirige la demanda de extradición por haber cometido en el mismo país un crimen ó delito, entonces se diferirá la extradición hasta que el reo sea absuelto por un fallo definitivo, ó se haya ejecutada el castigo á que se le hubiere condenado.

Art. 25. Para acordar la extradición no será un obstáculo, la circunstancia de que el reo, á causa de esta entrega, deje de cumplir obligaciones contraídas con particulares: á estos les queda, en todo caso, la facultad de hacer valer sus derechos ante la competente autoridad judicial.

Art. 26. Para dar el debido cumplimiento á las demandas de extradición se establece: que la demanda ó reclamo proceda del juez de la causa y pase á la Suprema Corte de Justicia: que de este tribunal pase al Supremo Poder Ejecutivo de la República en donde se ha de verificar la entrega: del Poder Ejecutivo de ésta á la Suprema Corte de Justicia, y de este tribunal al juez que, según las leyes del país respectivo, debe cumplimentar la extradición; y, pronunciado el acuerdo sobre la solicitud de extradición, ésta volverá diligenciada y resuelta, al tribunal ó juzgado de su origen, observándose, en orden inverso, los mismos requisitos que quedan mencionados, y conteniendo, en todo caso, las firmas correspondientes para la autenticidad de dichos documentos. Se conviene además en la observancia de los requisitos ó trámites determinados para las demandas de extradición para que puedan expedirse y cumplimentarse, reci-

procamente, los exhortos, requisitorias y demás diligencias del orden judicial.

Art. 27. La extradición solicitada en la forma convenida, en el precedente artículo, deberá acordarse siempre que á la demanda se adjunte una sentencia condenatoria ó un auto de prisión debidamente requisitado, indicándose además la naturaleza y gravedad de los hechos imputados, así como también las disposiciones de las leyes penales aplicables á los hechos punibles que han motivado la solicitud de extradición. Dichos documentos se remitirán originales ó en copia autenticada por el tribunal ó autoridad correspondiente, ó por un agente diplomático ó consular del país á quien se pide la extradición. Se remitirán, al propio tiempo, siempre que fuere posible, las señales ó distintivos del individuo reclamado, ó cualquiera otra indicación que pueda hacer constar su identidad.

Art. 28. Los objetos robados ó secuestrados en poder del condenado ó prevenido, los instrumentos y útiles de los cuales se hubiese servido para cometer el crimen ó delito y cualquier otro elemento de prueba, serán restituidos al mismo tiempo que se efectuó la entrega del individuo arrestado, aun cuando después de haberse acordado no pudiese verificarse la extradición á causa de la muerte ó fuga del reo. Se hará igualmente la entrega de todos los objetos de la misma naturaleza (que el prevenido) hubiese ocultado ó depositado en el país del asilo, y que después encuentren. Entre tanto, estarán reservados los derechos de terceras personas sobre los indicados objetos cuya restitución se les deberá hacer exenta de todo gasto, é inmediatamente después de concluido el procedimiento penal.

Art. 29. Los gastos que causen el arresto, el mantenimiento y transporte del individuo reclamado y también los de la entrega y traslación de los objetos que, según el artículo que antecede, debe restituirse y remitirse, serán de cuenta de los dos estados en sus territorios respectivos. El individuo reclamado será conducido al lugar de la frontera, ó al puerto que indique el gobierno que ha solicitado la extradición, y cargo del mismo serán los gastos relativos al embarque.

Art. 30. En casos urgentes y particularmente si hubiere peligro de fuga, cada uno de los gobiernos fundándose en la condena ó mandamiento de captura, podrá por el medio más expedito y aun por telégrafo pedir y obtener del otro el arresto del condenado ó prevenido, á condición de dirigir lo más tarde dentro de un mes los documentos correspondientes á la extradición.

Art. 31. Si además de los exhortos para la deposición de testigos domiciliados en el territorio de otro estado, la autoridad del país del exhorto, conceptuare necesario el comparendo de dichos testigos, ó de otros á quienes no se hubiere referido el exhorto, el gobierno de quien dependen unos y otros testigos, procurará corresponder á la invitación que le haga el otro gobierno solicitando el comparendo. Si los testigos consintieren en ir, los gobiernos respectivos se pondrán de acuerdo para fijar la indemnización debida, que se les abonará por el estado reclamante, en razón de

la distancia y de la permanencia, anticipándoles la suma que necesiten. Igual convenio celebran las partes contratantes para proporcionarse recíprocamente, siempre que sea posible, los demás medios de prueba correspondientes á la instrucción criminal en el respectivo país.

Art. 32. Los gobiernos contratantes se comprometen á comunicarse recíprocamente la sentencia condenatoria por el crimen ó delito, de cualquier naturaleza que sea pronunciada por los tribunales de uno de los dos estados contra los súbditos del otro. Para este fin cada uno de los gobiernos dará las instrucciones necesarias á las respectivas autoridades competentes.

Art. 33. Se declara que en ningún caso podrá solicitarse ni acordarse la extradición por delitos políticos.

Art. 34. Si algunos de los artículos de este tratado fuese violado ó infringido, ú ocurriere otro motivo de desavenencia entre ambas repúblicas, se estipula expresamente que ninguna de las dos partes contratantes ordenará ó autorizará actos de represalia, sino es hasta que se hallen agotados todos los medios pacíficos de satisfacción ó avenimiento. Estos medios serán la exposición en memorias de las ofensas ó daños verificados, con pruebas ó testimonios competentes, presentados por el gobierno que se crea agraviado, y sino se le diese la debida satisfacción, entonces se someterá la decisión del asunto al arbitramento de cualquiera de los gobiernos de Centro-América ó cualquiera del Continente Americano.

Art. 34. — El presente tratado será perpetuo y siempre obligatorio, en lo que se refiere á paz amistad, y en todos los puntos concernientes á comercio y demás disposiciones, permanecerá en su vigor y fuerza durante diez años, contados desde el día del canje de las ratificaciones. Sinembargo, si un año antes de espirar este término no se hubiere hecho por alguna de las partes notificación oficial á la otra, sobre su intención de terminarlo, continuará siempre obligatorio para ambas, hasta un año después de haberse notificado la expresada intención.

Art. 35. — Este tratado será ratificado, y las ratificaciones canjeadas en esta ciudad ó en la de San Salvador, en el término de tres meses después de la última ratificación, ó antes si fuere posible.

En fé de lo cual, los plenipotenciarios lo firman por duplicado y le ponen sus respectivos sellos.

Concluida en la ciudad de Tegucigalpa, á los treinta y un días del mes de Marzo de mil ochocientos setenta y ocho.

*Salvador Gallegos.
Ramón Rosa.*

41.

SALVADOR, HONDURAS.

Convention destinée à empêcher la contrebande entre les deux territoires; signée à Tegucigalpa le 31 mars 1878*).

Rafael Reyes Coleccion de Tratados del Salvador 1884.

Deseando poner término al comercio ilícito de mercaderías extranjeras, en el Golfo de Fonseca, y al contrabando de aguardiente, en las fronteras terrestres de las repúblicas del Salvador y Honduras, que tantos males acarrean á los intereses fiscales de ambos países;

El presidente del Salvador ha nombrado al señor licenciado don Salvador Gallegos, enviado extraordinario y Ministro plenipotenciario cerca del Gobierno de Honduras; y el Presidente de esta República acreditó por su plenipotenciario al señor doctor don Ramón Rosa, Secretario general del Gobierno;

Quienes después de haberse canjeado sus respectivos plenos poderes y encontrádoslos en buena y debida forma, han convenido en las estipulaciones siguientes:

Art. 1. — Queda absolutamente prohibido el tráfico de mercaderías extranjeras, en embarcaciones menores, entre los puertos de La-Unión y Amapala.

Por consiguiente, cometen el delito de contrabando todos los que hagan ó intenten hacer el referido tráfico. Entiéndese por embarcación menor la que cargue menos de cincuenta arrobas.

Los autores, fautores y cómplices, serán penados por este delito: 1º. — Con la pérdida de la embarcación y mercaderías; y 2º. — Con una multa de un ciento por ciento sobre las mercaderías aprehendidas, ó con prisión, á razón de un día por cada peso duro.

Art. 2. — Para el comercio de mercaderías extranjeras, por embarcaciones mayores, entre La-Unión y Amapala, ó viceversa, se expedirán, por los respectivos administradores, guías gratis y debidamente legalizadas. Estas embarcaciones deberán estar matriculadas en las aduanas respectivas. El Administrador fijara un término prudencial que no podrá exceder de diez días, para presentar la tornaguía.

El que no presentare la tornaguía, en el término indificado, salvo caso fortuito ó fuerza mayor, pagará doble los derechos asignados por la ley, y que han debido causar las mercaderías guiadas.

El administrador que no exija la tornaguía, espirado el término anteriormente establecido, incurrirá en la responsabilidad señalada á los defraudadores de rentas fiscales.

Los Gobiernos contratantes, podrán hacerse, á este respecto, las indicaciones, observaciones, y aún las reclamaciones convenientes.

*) Les ratifications ont été échangées à Tegucigalpa le 17 décembre 1880.

Art. 3. — No podrán establecerse fábricas de aguardiente, en las fronteras y despoblados limítrofes de las repúblicas del Salvador y Honduras, hasta una distancia de cuatro leguas, al interior de los respectivos territorios.

Los inspectores especiales de la renta de aguardiente, los inspectores de policía y las autoridades del orden administrativo y judicial, además de ponerse de acuerdo para la persecución del contrabando de aguardiente, podrán allanar los respectivos territorios, dentro de los límites señalados, y deberán auxiliarse mutuamente en la persecución del contrabando, en la destrucción de fábricas clandestinas, y en la captura de los contrabandistas, para que sean castigados por las autoridades competentes.

Igual disposición es aplicable á los administradores de aduana y comandantes del resguardo por lo relativo á contrabandos que se efectúen en el Golfo de Fonseca, cuyas aguas quedan franqueadas á ambas repúblicas para los objetos de esta disposición.

Art. 4. — Es entendido que no se comprenden en las disposiciones del artículo anterior las fábricas anteriormente establecidas por cuenta de los gobiernos del Salvador y Honduras, ó por los abastecedores y patentados competentemente autorizados.

Pero se establece que no se consentirá, en ningún caso, fábricas de aguardiente en despoblado, ni por cuenta de los gobiernos del Salvador y Honduras, ni por cuenta de los abastecedores y patentadores, y que la excepción se limita á las fábricas, que actualmente se encuentren establecidas dentro de las cuatro leguas al interior de las respectivas repúblicas dentro de poblado.

Art. 5. — La presente convención será aprobada, por los respectivos gobiernos, pero comenzará á regir inmediatamente después que sea publicada en una y otra República; esto sin obstar el canje correspondiente, el que se efectuará en esta ciudad ó en la de San Salvador dos meses después de la última ratificación, mediante el oportuno aviso.

En fé de lo cual, los respectivos plenipotenciarios firman y sellan esta convención, en la ciudad de Tegucigalpa, á los treinta y un días del mes de Marzo de mil ochocientos setenta y ocho.

Salvador Gallegos.

Ramón Rosa.

42.

SALVADOR, HONDURAS.

Convention additionnelle au traité du 31 mars 1878; signée à Tegucigalpa le 8 décembre 1880 *).

Rafael Reyes Coleccion de Tratados del Salvador 1884.

Marco Aurelio Soto, Presidente Constitucional de la República de Honduras,

*) Les ratifications ont été échangées.

Por Cuanto:

Los Gobiernos de las Repúblicas de Honduras y el Salvador, encontrando deficiente el tratado de amistad, comercio y extradición, celebrado por sus respectivos plenipotenciarios en 31 de Marzo de 1878, tanto en lo relativo á franquicias comerciales, como sobre otros puntos de común interés, han convenido en dar sus poderes, para adicionar el referido tratado, al doctor don Ramón Rosa, Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores, y el licenciado don Salvador Gallegos, enviado extraordinario y Ministro plenipotenciario: quienes después de haber encontrado en debida forma sus credenciales y de acuerdo con sus instrucciones, han celebrado la siguiente convención adicional al tratado de 31 de Marzo de 1878.

Art. 1. — Además de los artefactos nacionales que se expresan en el artículo 6º. del tratado de 1878, se declaran absolutamente libres de todo derecho ó impuesto de importación los productos naturales y agrícolas de cada una de las repúblicas que pasen á venderse á la otra, con excepción de los productos que estuvieren estancados ó en lo sucesivo se estanquen para ser administrados por cuenta del Estado.

Los importadores de los referidos productos deberán ir provistos de una guía que les extenderán los respectivos administradores de rentas de los departamentos ó puertos, á fin de que conste la procedencia ó cantidad de dichos productos y se evite el contrabando.

Art. 2. — Para facilitar las transacciones comerciales entre ambas repúblicas, las dos altas partes contratantes convienen en que la moneda que se acuña en Honduras, de ley de novecientos milésimos y peso reconocidamente legítimo, tenga circulación forzosa en la República del Salvador.

Art. 3. — Finalmente atendiendo á que los ciudadanos de cada una de las repúblicas contratantes eluden con frecuencia su alistamiento en las milicias nacionales ó ya alistados en el servicio militar, pasándose al territorio de la otra, se estipula que tanto el Gobierno de Honduras como el del Salvador, podrán escribir respectivamente en sus registros militares y obligar al servicio á los salvadoreños y hondureños que se hallen en su territorio y reunan las condiciones necesarias para el alistamiento ó servicio, conforme á la ley del país en que se hallen, salvo que presenten en debida forma boleta de exoneración de la autoridad correspondiente.

La presente convención se tendrá como adicional al tratado de paz, amistad, comercio y extradición de que se ha hecho referencia, debiendo sujetarse para que tenga efecto, á las mismas formalidades que en él se establecen de ratificación y canje de las ratificaciones que en aquella estipulación se requieren.

En fé de lo cual los plenipotenciarios firman por duplicado esta convención adicional al tratado de amistad de 31 de Marzo de 1878.

Concluido en Tegucigalpa, á los diez y ocho días del mes de Diciembre del año de mil ochocientos ochenta.

Ramón Rosa.
Salvador Gallegos.

43.

SALVADOR, COLOMBIE.

Convention reconnaissant l'arbitrage comme moyen unique à résoudre tous les différends survenus dans les relations des deux Pays; signée à Paris le 24 décembre 1880*).

Coleccion de Tratados formada por Rafael Reyes. San Salvador 1884.

Siendo de grande importancia dar base sólida á las cordiales relaciones de amistad que siempre han existido entre la República del Salvador y los Estados Unidos de Colombia, y al propio tiempo afirmar los sentimientos de fraternidad internacional, que deben servir de fundamento á la paz y prosperidad de las Américas; José María Torres Caicedo, Ministro Plenipotenciario de la República del Salvador en Francia, y Luis Carlos Rico, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de los Estados Unidos de Colombia en Francia, han determinado celebrar, á nombre de los Gobiernos que representan, y ad referendum, una Convención, y al efecto han acordado los artículos siguientes:

Art. I. — La República del Salvador y los Estados Unidos de Colombia contraen á perpetuidad la obligación de someter á arbitraje, cuando no consigan dar la solución por la vía diplomática, á las controversias y dificultades de cualquiera especie que puedan suscitarse entre ambas Naciones, no obstante el celo que constantemente emplearán sus respectivos Gobiernos para evitarlas.

Art. II. — La designación del árbitro, cuando llegue el caso de nombrarlo, será hecha en una Convención especial en que también se determinen claramente la cuestión en litigio y el procedimiento que en el juicio arbitral haya de observarse.

Si no hubiese acuerdo para celebrar esa Convención, ó si de una manera expresa se conviniere en prescindir de esa formalidad, el árbitro plenamente autorizado para ejercer las funciones de tal, será el Presidente de los Estados Unidos de América.

Art. III. — La República del Salvador y los Estados Unidos de Colombia, procurarán celebrar en primera oportunidad con las otras Naciones Americanas, Convenciones análogas á la presente, para que la solución de todo conflicto entre ellas, por medio del arbitraje, sea definitivamente acordada, y para que en Setiembre del año próximo venidero, envíen á Panamá sus Representantes con el fin de que en un Congreso internacional, se adopten algunos principios como fundamentales del Derecho público americano, siendo entendido que los Gobiernos de la República del Salvador y de los Estados Unidos de Colombia se harán representar en dicho Congreso.

Art. IV. — Esta Convención será ratificada por las altas partes

*) Les ratifications ont été échangées le 7 janvier 1882.

contratantes, según sus respectivas formalidades, y las ratificaciones serán canjeadas en Bogotá, en San Salvador ó en París, dentro del más breve término posible.

En fé de lo cual firman y sellan la presente en París, á veinticuatro de Diciembre de mil ochocientos ochenta.

J. M. Torres Caicedo.

Luis Carlos Rico.

44.

SALVADOR, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Convention de paix perpétuelle et d'arbitrage pour résoudre d'une manière pacifique à l'avenir tous les différends survenus dans les relations des deux Pays; signée à Paris le 3 juillet 1882*).

Rafael Reyes Coleccion de Tratados del Salvador 1884.

Siendo de grande importancia dar base sólida á las cordiales relaciones de amistad que siempre han existido entre la República dominicana y la República del Salvador, y al propio tiempo afirmar los sentimientos de fraternidad internacional que deben servir de fundamento á la paz y prosperidad de las Américas, el General don Gregorio Luperón, antiguo Presidente de la República dominicana y su Enviado extraordinario y Ministro plenipotenciario ante varias Cortes de Europa, y el señor doctor don José María Torres Caicedo, Enviado extraordinario y Ministro plenipotenciario del Salvador ante varias Cortes de Europa, han determinado celebrar, á nombre de los gobiernos que representan, y ad referendum una convención, y al efecto han acordado los artículos siguientes:

Art. 1. — La República dominicana y la República del Salvador contraen á perpetuidad la obligación de someter á arbitraje, cuando no consigan dar la solución por la vía diplomática, las controversias y dificultades de cualquiera especie que puedan suscitarse entre ambas naciones, no obstante el celo que constantemente emplearán sus respectivos Gobiernos para evitarlas.

Art. 2. — La designación del árbitro, cuando llegue el caso de nombrarlo, será hecha en una convención especial en que también se determinen claramente la cuestión en litigio y el procedimiento que en el juicio arbitral haya de observarse.

Si no hubiere acuerdo para celebrar esa convención, ó si de una manera expresa se conviniere en prescindir de esa formalidad, el árbitro plenamente autorizado para ejercer las funciones de tal será el que se designe de un común acuerdo.

*) Les ratifications ont été échangées à Paris le 16 octobre 1883,

Art. 3. — La República dominicana y la República del Salvador procurarán celebrar en primera oportunidad con las otras naciones americanas, convenciones análogas á la presente para que la solución de todo conflicto entre ellas por medio del arbitraje, sea definitivamente acordada.

Art. 4. — Esta convención será ratificada por las altas partes contratantes, según sus respectivas formalidades y las ratificaciones serán canjeadas en París dentro del más breve tiempo posible.

En fe de lo cual firman y sellan la presente en París, á tres de Julio de mil ochocientos ochenta y dos.

G. Luperón.

J. M. Torres Caicedo.

45.

SALVADOR, COLOMBIE.

Convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, signée à San Salvador le 23 février 1882*).

Rafael Reyes Coleccion de Tratados del Salvador 1884.

Su Excelencia el señor General don Rafael Aizpuru, Ministro Residente de los Estados Unidos de Colombia, y Su Excelencia el señor licenciado don Salvador Gallegos, Ministro de Relaciones Exteriores de la República del Salvador, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos,

Reconociendo la necesidad de adoptar medidas para garantizar recíprocamente en ambos países la propiedad de las obras científicas y literarias, lo mismo que la conveniencia de establecer un cambio regular y permanente de las producciones de esta especie han convenido en lo siguiente:

Art. I. — Los Estados Unidos de Colombia y la República del Salvador convienen en que las producciones del talento y del ingenio son una propiedad de sus autores, la cual protegen en sus dominios de acuerdo con su respectiva protección igual á los individuos á quienes la otra haya acordado la propiedad legal de sus producciones. En consecuencia no será lícito en el territorio de una de las dos Repúblicas reproducir por impresión, grabado, litografía ó de cualquier otro modo las obras, mapas ó diseños, planos ó dibujos cuya propiedad haya acordado la otra.

Art. II. — Para gozar en los dos países de la protección acordada por el artículo I á la propiedad literaria ó científica se requiere haber obtenido en uno de ellos la patente legal de privilegio; y las altas partes contratantes convienen en comunicarse íntimamente y en publicar por sus órganos oficiales, las concesiones que respectivamente acuerden, y en transmitirse dos ejemplares de la obra, mapa, grabado, diseño ó dibujo objeto de la concesión.

*) Les ratifications ont été échangées.

Art. III. — No se comprenden en la estipulación del artículo I, los escritos publicados por sus autores en la prensa periódica, los cuales podrán ser reproducidos libremente.

Art. IV. — Las partes contratantes convienen en expedir leyes que hagan efectiva la garantía civil acordada por esta Convención á la propiedad científica ó literaria.

Art. V. — Cada uno de los dos Gobiernos formará una colección, tan completa como sea posible, de los libros ya publicados en su territorio ó fuera de él á su costa ó con su auxilio y la remitirá al otro, tan luego como fuere posible.

Art. VI. — Asimismo se enviarán recíprocamente dos ejemplares de cada una de las producciones científicas ó literarias que en lo sucesivo se hagan por la imprenta en los respectivos territorios ó por cuenta de sus Gobiernos, con excepción de las que los Salvadoreños hagan en Colombia ó los Colombianos en el Salvador.

Art. VII. — Las remisiones á que se refiere el artículo anterior se harán en el mes de Enero de cada año, directamente Gobierno á Gobierno ó por medio de las Legaciones ó Cónsules si los hubiere.

Art. VIII. — Esta Convención será obligatoria para ambas partes por el término de veinticinco años; trascurrido ese término se entenderá tácitamente prorogado año por año, hasta que una de las partes manifieste á la otra el deseo de ponerle fin, la cual ocurrirá doce meses después de hecha la notificación.

Art. IX. — El Canje de las ratificaciones de esta Convención se hará dentro del más breve término posible en Bogotá, San Salvador ó Panamá.

En fé de lo cual, firmamos por duplicado la presente Convención en San Salvador, á veintitres de Febrero de mil ochocientos ochenta y dos.

R. Aispuru.

Salvador Gallegos.

46.

SALVADOR, COLOMBIE.

Convention d'extradition, signée à San Salvador le 14 avril 1882 *).

Rafael Reyes Coleccion de Tratados del Salvador. 1884.

El Estado del Salvador por una parte y los Estados Unidos de Colombia por otra, habiendo juzgado conveniente para la mejor administración de justicia y para prevenir el crimen en sus respectivos territorios y jurisdicciones, que las personas acusadas ó convictas de los crímenes

* Les ratifications ont été échangées.

que más adelante se especificarán y que hayan escapado á la acción de la justicia sean recíprocamente entregadas en determinadas circunstancias, han resuelto ajustar un convenio con dicho abjeto, y han nombrado como Plenipotenciarios, el Presidente de los Estados Unidos de Colombia al señor General don Rafael Aizpuru, Ministro residente, y el Presidente del Salvador al señor doctor don Salvador Gallegos Ministro de Relaciones Exteriores, quienes después de haberse comunicado sus respectivos plenos poderes, y hallándolos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Art. 1º. — El Gobierno del Salvador y el de los Estados Unidos de Colombia, convienen en entregar á la justicia, á petición uno de otro, hecha con arreglo á lo que en este convenio se dispone, á todos los individuos acusados ó convictos de cualesquiera de los crímenes especificados en el artículo segundo de este convenio, cometidos dentro de la jurisdicción de una de las partes contratantes, siempre que dichos individuos estuvieren dentro de dicha jurisdicción al tiempo de cometer el crimen, y que busquen asilo ó sean encontrados en el territorio de la otra, con tal que dicha entrega tenga lugar únicamente en virtud de las pruebas de criminalidad que, conforme á las leyes del país en que el fugitivo ó acusado se encuentre, justificasen su detención y enjuiciamiento si el crimen ó delito se hubiesen cometido allí.

Art. 2. — Según lo dispuesto en este convenio, serán entregados los individuos acusados ó convictos de cualquiera de los crímenes siguientes:

1º. Asesinato incluso los crímenes designados con los nombres de parricidio, homicidio, envenenamiento é infanticidio.

2º. El conato de asesinato.

3º. Estupro ó violación.

4º. Incendio.

5º. Piratería ó motín á bordo de los buques cuando la tripulación ú otras personas á bordo, ó una parte de ellas, se hayan apoderado del barco por fraude ó por violencia contra el Capitán.

6º. Allanamiento, entendiéndose como tal el acto de allanar la casa de otro de noche, y entrar en ella con intención de cometer un crimen.

7º. Allanamiento de las oficinas del Gobierno y autoridades públicas, ó de bancos ó casas de banca, ó de cajas de ahorro, cajas de depósito ó de compañías de seguros, con intención de cometer un crimen.

8º. Robo, entendiéndose por tal la sustracción de bienes ó dinero de otro con fuerza ó violencia.

9º. Falsificación ó expendición de documentos falsificados.

10º. Falsificación ó suplantación de actos oficiales del Gobierno ó de la autoridad pública, incluso los tribunales de justicia, ó la expendición ó uso fraudulento de los mismos.

11º. La fabricación de moneda falsa, ó bien sea ésta metálica ó en papel, títulos ó cupones falsos de la deuda pública, billetes de bancos ú otros valores públicos de créditos, sellos, timbres, cuños, marcas falsas de administraciones de Estado ó públicas; y la expendición, circulación ó uso fraudulento de cualquiera de los objetos arriba mencionados.

12°. La sustracción de fondos públicos, cometida dentro de la jurisdicción de una ú otra parte por empleados públicos ó depositarios.

13°. El hurto cometido por cualquiera persona ó personas asalariadas en detrimento de sus principales, cuando este crimen esté castigado con pena grave.

14°. Plagio, entendiéndose por tal la detención de persona ó personas para exigirles dinero ó para otro cualquier fin ilícito.

Art. 3. — Las estipulaciones de este convenio no dan derecho á reclamar la extradición por ningún crimen ó delito de carácter político, ni por actos relacionados con los mismos; y ninguna persona entregada por ó á cualquiera de las partes contratantes, en virtud de este convenio, podrá ser juzgada ó castigada por crimen ó delito alguno político, ni por actos que tongan con ellos conexión y hayan sido cometidos antes de la extradición.

Art. 4. — No procederá la entrega de persona alguna en virtud de este convenio por cualquier crimen ó delito cometido con anterioridad al canje de las ratificaciones del mismo, y nadie podrá ser juzgado por otro crimen ó delito que el que motivó su extradición, á no ser que el crimen sea de los especificados en el artículo 2°. y se haya cometido con posterioridad al canje de las ratificaciones del convenio.

Art. 5. — El criminal evadido no será entregado con arreglo á las disposiciones del presente convenio, cuando por el trascurso del tiempo ó por otra causa legal con arreglo á las leyes del punto dentro de cuya jurisdicción se cometió el crimen, el delincuente se halle exento de ser procesado ó castigado por el delito que motiva la demanda de la extradición.

Art. 6. — Si el criminal evadido cuya entrega puede reclamarse con arreglo á las estipulaciones del presente convenio, se halla actualmente enjuiciado, libre con fianza ó preso por cualquier delito cometido en el país en que buscó asilo, ó haya sido condenado por el mismo, la extradición podrá demorarse hasta tanto que determinen las actuaciones y el criminal sea puesto en libertad con arreglo á derecho.

Art. 7. — Si el criminal fugado reclamado por una de las partes contratantes fuere reclamado á la vez por uno ó mas Gobiernos, en virtud de lo dispuesto en tratados, por crímenes cometidos dentro de sus respectivas jurisdicciones, dicho delincuente será entregado con preferencia al que primero haya presentado la demanda.

Art. 8. — Ninguna de las partes contratantes aquí citadas estará obligada á entregar á sus propios ciudadanos en virtud de las estipulaciones de este convenio.

Art. 9. — Los gastos de captura, detención, interrogatorio y transporte del acusado serán abonados por el Gobierno que haya presentado la demanda de extradición.

Art. 10. — Todo lo que se encuentre en poder del criminal fugado, al tiempo de su captura, que pueda servir de comprobante para probar el crimen, será, en cuanto sea posible, entregado con el reo al tiempo de su extradición. Sin embargo se respetarán debidamente los derechos de tercero con respecto á los objetos mencionados.

Art. 11. — Las diligencias para la entrega de los fugados á la acción

de la justicia, serán practicadas por los respectivos Agentes Diplomáticos de las partes contratantes. En la eventualidad de la ausencia de dichos Agentes del país ó residencia del Gobierno, la reclamación podrá hacerse por los funcionarios superiores consulares.

Dichos representantes ó funcionarios superiores consulares serán competentes para pedir y obtener un mandamiento ú orden preventiva de arresto contra la persona cuya entrega se solicita, en y su virtud los jueces y magistrados de ambos Gobiernos tendrán respectivamente poder y autoridad, con queja hecha bajo juramento para expedir una orden para la captura de la persona inculpada, á fin de que él ó ella pueda ser llevada ante el juez ó magistrado para que pueda conocer y tomar en consideración la prueba de su criminalidad; y si, así oído conocimiento, resulta la prueba suficiente para sostener la acusación, será obligación del juez ó magistrado que lo examine certificar esto mismo á las correspondientes autoridades ejecutivas, á fin de que pueda expedirse la orden para la entrega del fugado.

Si el criminal evalido fuere condenado por el crimen por el que se pide su entrega se dará copia debidamente autorizada de la sentencia del tribunal ante el cual fué condenado. Sin embargo, si el evadido se hallare únicamente acusado de un crimen se presentará una copia debidamente autorizada del mandamiento de prisión en el país donde se cometió el crimen y de las declaraciones en virtud de las cuales se dictó dicho mandamiento, con la suficiente evidencia ó prueba que se juzgue competente para el caso.

Art. 12. — La extradición por vía de tránsito en el territorio de los Estados- Unidos de Colombia, de una persona acusada ó convicta de un crimen y que no pertenezca al país del tránsito, será libremente concedida por los Estados Unidos de Colombia á la presentación por el oficial civil que tenga á dicha persona á su cargo bajo su custodia, de la orden de prisión ó documento en copia original ó autenticada del Gobierno del país del cual dicha persona haya sido entregada á las autoridades del Salvador con tal que el crimen por el cual la persona fugitiva ha sido entregada sea uno de esos enumerados en el artículo 2º. de esta convención, y que no sea un delito de carácter político.

Recíprocamente la República del Salvador dará libremente á los Estados Unidos de Colombia extradición por vía de tránsito por su territorio de una persona acusada ó convicta de un crimen y que no pertenezca al país del tránsito, á la presentación de la orden de prisión ó documento en copia original ó autenticada del Gobierno del país del cual dicha persona haya sido entregada á los Estados Unidos de Colombia, con tal que de igual manera el crimen por el cual la persona fugitiva ha sido entregada sea uno de esos enumerados en el artículo segundo de esta convención, y que no sea un delito de carácter político.

Art. 13. — Este convenio continuará en vigor desde el día del canje de las ratificaciones; pero cualquiera de las partes puede en cualquier tiempo darlo por terminado; avisando á la otra parte con seis meses de anticipación su intención de hacerlo así.

En testimonio de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado el presente convenio por duplicado y puesto sus sellos, en la ciudad de San Salvador, á los catorce días del mes de Abril de mil ochocientos ochenta y dos.

R. Aizpuru.
Salvador Gallegos.

47.

SALVADOR, MÉXIQUE.

Convention relative à l'échange des publications officielles;
signée à Mexique le 20 novembre 1882.

Rafael Reyes Coleccion de Tratados del Salvador. 1884.

Reunidos en la Secretaría de Relaciones Exteriores de los Estados- Unidos mexicanos el veinte de Noviembre de mil ochocientos ochenta y dos, el señor doctor don Manuel Herrera, hijo, enviado extraordinario y Ministro plenipotenciario de la República del Salvador cerca del Gobierno mexicano, y el señor licenciado don Ignacio Mariscal, Secretario de Estado y del despacho de Relaciones Exteriores, el señor Herrera expuso: que deseoso de dar cumplimiento á las instrucciones que de su Gobierno ha recibido, é impulsado por los sentimientos que le animan respecto del pueblo y gobierno mexicanos, busca afanoso los medios que más íntimamente pueden ligar al Salvador y México, y al efecto tiene la honra de dirigir una invitación al Gobierno de México para celebrar un arreglo, mediante el cual quede establecido un cambio regular y permanente de sus respectivas obras literarias y científicas. El señor Mariscal expuso, por su parte, que su Gobierno abunda en los propios sentimientos y en los mismos deseos y que acogía complacido la invitación, con el fin de crear nuevos lazos entre ambas repúblicas.

En tal virtud, por mútuo acuerdo, se consignaron á continuación las estipulaciones siguientes:

Primera. — Los gobiernos del Salvador y México se enviarán recíprocamente dos ejemplares de cada una de las obras científicas, literarias de administración y de política publicadas en sus respectivos países, siempre que dichas obras sean subvencionadas ó pagadas por el Gobierno del Salvador ó el federal de México, así como de aquellas de quealgunos de los dos gobiernos compre cierto número de ejemplares en vez de pagar una subvención.

Segunda. — La estipulación anterior comprenderá las publicaciones de mapas, generales ó particulares, planos topográficos y demás obras de este género.

Tercera. — Existirá la misma obligación aún cuando las obras de que hablan las estipulaciones primera y segunda fueren impresas en el extranjero con auxilio ó subvención de alguno de los dos gobiernos.

Cuarta. — Las obras publicadas en el Salvador se entregarán al representante diplomático de México, quien las remitirá al ministro de Relaciones de su país, y las publicadas en México se remitirán al representante diplomático de El Salvador, quien tendrá análoga obligación. El Gobierno á cuyo país corresponda una obra publicada la remitirá directamente al otro solo en el caso de que falte el representante de este.

Quinta. — Ambos gobiernos se reservan la facultad de hacer que cesen los efectos de este convenio, cuando uno de ellos lo estime oportuno, previo aviso al otro, con dos meses de anticipación.

Y para contancia firman el presente convenio en dos originales, uno para cada Gobierno.

Manuel Herrera, (hijo).

Ignacio Mariscal.

48.

SALVADOR, URUGUAY.

Convention d'arbitrage, pour résoudre d'une manière pacifique à l'avenir toutes les contestations survenues dans les relations des deux pays; signée à Paris le 7 février 1883*).

Rafael Reyes Coleccion de Tratados del Salvador. 1884.

Siendo de grande importancia dar base sólida á las cordiales relaciones de amistad que siempre han existido entre la República del Salvador y la República del Uruguay, y la propio tiempo afirmar los sentimientos de fraternidad internacional, que deben servir de fundamento á la paz y prosperidad de las Américas; J. M. Torres Caicedo, enviado extraordinario y Ministro plenipotenciario del Salvador, acreditado ante varias cortes de Europa y el señor coronel don J. J. Díaz, encargado de negocios del Uruguay en varias cortes de Europa, han determinado celebrar, á nombre de los Gobiernos que representan, y ad referendum, una convención, y al efecto han acordado los artículos siguientes:

Art. 1. La República del Salvador y la República del Uruguay contraen á perpetuidad la obligación de someter á arbitraje, cuando no consigan dar la solución por la vía diplomática, á las controversias y dificultades de cualquiera especie que puedan suscitarse entre ambas naciones, no obstante el celo que constantemente emplearán sus respectivos Gobiernos para evitarlas.

Art. 2. La designación del árbitro, cuando llegue el caso de nombrarlo, será hecha en una convención especial en que también se determinen claramente la cuestión en litigio y el procedimiento que en el juicio arbitral haya de observarse.

*) Les ratifications ont été échangées.

Si no hubiese acuerdo para celebrar esa convención, ó si de una manera expresa se conviniere en prescindir de esa formalidad, el árbitro plenamente autorizado para ejercer las funciones de tal será el que se designe de un común acuerdo.

Art. 3. La República del Salvador y la República del Uruguay procurarán celebrar en primera oportunidad con las otras naciones americanas, convenciones análogas á la presente, para que la solución de todo conflicto entre ellas, por medio del arbitraje, sea definitivamente acordada.

Art. 4. Esta convención será ratificada por las altas partes contratantes, siguiendo sus respectivos usos, y las ratificaciones serán canjeadas en País dentro del más breve tiempo posible.

En fé de lo cual firman y sellan la presente en París, á 7 de Febrero de 1883.

J. M. Torres Caicedo.

Juan J. Dias.

49.

SALVADOR, VÉNÉZUELA.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation; signé à Carácas le 27 août 1883 *).

Rafael Reyes Coleccion de Tratados del Salvador. 1884.

La República del Salvador y los Estados-Unidos de Venezuela, deseando estrechar sus vinculos de fraternidad y las relaciones de amistad que felizmente han existido siempre entre ambos países y regularizar de una manera durable y reciprocamente ventajosa sus relaciones comerciales, han decidido proceder á la conclusión de un tratado de amistad, comercio y navegación, y al efecto nombraron por sus plenipotenciarios, á saber:

El excelentísimo señor Presidente de la República del Salvador, al señor doctor General Luciano Hernández, su Enviado extraordinario y Ministro plenipotenciario en los Estados-Unidos de Venezuela y su Comisionado especial, en el Centenario de Bolívar, condecorado con el busto del Libertador de segunda clase.

Y el excelentísimo señor Presidente de los Estados-Unidos de Venezuela, al señor doctor Martín J. Sanavria,

Quienes después de haber canjeado sus respectivos plenos poderes y de haberlos hallado en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Art. 1. Habrá perpetua paz, firme y sincera amistad entre los Estados-Unidos de Venezuela y sus ciudadanos y la República del Salvador y sus ciudadanos en toda la extensión de sus territorios y posesiones sin distinción de personas, ni de lugares.

*) Les ratifications ont été échangées.

Art. 2. Los venezolanos en el Salvador y los salvadoreños en Venezuela gozarán recíprocamente de los mismos derechos civiles y garantías, que los naturales de uno y otro Estado y como estos, estarán, también sujetos á las leyes y jurisdicción del país respectivo.

Art. 3. Los venezolanos en el Salvador y los salvadoreños en Venezuela tendrán derecho de adquirir, poseer toda especie de bienes y disponer de ellos del mismo modo que los naturales del país respectivo; gozarán de iguales derechos que éstos en el ejercicio del comercio y de la industria, y no estarán sujetos á contribuciones ó impuestos diferentes ó más elevados de los que se exijan á los naturales.

Art. 4. Los venezolanos en el Salvador y los salvadoreños en Venezuela estarán exentos de todo servicio personal en el ejército terrestre, en la marina y en la milicia nacional, así como también de requisiciones militares y de contribuciones de guerra ó empréstitos forzosos, siempre que estos gravámenes no se impongan de una manera general sobre la propiedad inmueble, sin distinción de nacionales y extranjeros.

Art. 5. Los venezolanos en el Salvador y los salvadoreños en Venezuela no podrán emplear en defensa y resguardo de sus derechos é intereses, ni en sus reclamaciones y quejas contra la nación ó contra particulares otros recursos que los que conceden á los naturales las leyes de los respectivos países, debiendo conformarse con las sentencias ó resoluciones definitivas de los tribunales ó juzgados territoriales, sin que en ningún caso puedan apelar á la vía diplomática. Comprende lo dicho, todas las reclamaciones y quejas por daños y perjuicios sufridos por causa de guerra exterior ó interior, de facciones, motines, revueltas políticas ó por cualquier otro motivo.

Art. 6. Serán reconocidos como venezolanos en el Salvador y como salvadoreños en Venezuela, los transeuntes ó domiciliados de uno y otro país que comprueben su nacionalidad por los medios establecidos en las leyes de aquella de las dos Repúblicas en que se hallen.

Art. 7. Los venezolanos en el Salvador y los salvadoreños en Venezuela no podrán ser tenidos por extranjeros, siempre que hayan inmigrado en virtud de contrato por cuenta del Gobierno.

Art. 8. Los bienes inmuebles, aunque pertenezcan á ciudadanos de la otra nación contratante, se regirán por las leyes de aquel país en que estén ubicados.

Art. 9. La forma externa de los actos entre vivos y de última voluntad se regirá por las leyes de aquella nación contratante en que se hayan celebrado tales actos.

Art. 10. Los contratos é instrumentos públicos celebrados en Venezuela de conformidad con sus leyes, son válidos y causan los efectos que procedan en justicia ante los tribunales de Salvador, siempre que no sean contrarios á su constitución y leyes; y recíprocamente son válidos y causan los mismos efectos, los celebrados en el Salvador ante los tribunales de Venezuela.

Art. 11. Para que los instrumentos públicos, procedentes de una de las dos naciones contratantes, produzcan efectos legales en la otra, es ne-

cesario que estén autenticados conforme á las leyes y prácticas de Venezuela ó del Salvador.

Art. 12. Los exhortos ó comisiones rogatorias que los tribunales de una de las dos naciones contratantes dirijan á los tribunales de la otra, en materias de sustanciación, se cumplirán siempre que estuvieren debidamente tramitados y legalizados conforme á las leyes de ambas naciones.

Art. 13. Los trámites que han de seguirse para el cumplimiento de los exhortos ó comisiones rogatorias á que se refiere el artículo anterior, serán los establecidos en aquella de las dos naciones contratantes en que deba dárseles curso.

Art. 14. Habrá entre los Estados-Unidos de Venezuela y la República del Salvador y sus respectivos ciudadanos y territorios, libertad recíproca de comercio y navegación. Los ciudadanos de cualquiera de las dos Repúblicas podrán en consecuencia frecuentar con toda libertad y seguridad con sus buques y cargamentos, las costas, puertos, ríos y lugares de la otra que estén ó estuvieren en lo sucesivo abiertos al comercio extranjero, sujetándose en todo á las leyes y á los reglamentos de policía del país.

Art. 15. Los ciudadanos de una de las partes contratantes en el territorio de la otra, no estarán sujetos á embargos ó expropiaciones; ni á ser detenidos con sus naves, tripulaciones, cargamentos, mercaderías y efectos, para ninguna expedición militar ni para ningún otro objeto, sin que se conceda á los interesados la indemnización correspondiente en el modo y forma que á los nacionales.

Art. 16. Serán considerados como venezolanos en el Salvador y como salvadoreños en Venezuela los buques que naveguen con la bandera respectiva, y con los papeles de mar y demás documentos que exijan las leyes del Estado cuya bandera llevan para la justificación de la nacionalidad de los buques mercantes.

Art. 17. Los buques venezolanos á su entrada en los puertos del Salvador, y á su salida de ellos, y los buques salvadoreños á su entrada en los puertos de Venezuela y á su salida de ellos, en lastre ó cargados, no estarán sujetos á otros ó más altos derechos de tonelaje, faro, puerto, pilotaje, anclaje, cuarentena ú otros que afectan el cuerpo del buque, que aquellos que pagaren los buques nacionales.

Art. 18. Los efectos y mercaderías de toda clase de permitida importacion en los puertos de Venezuela; bajo bandera salvadoreña, y en los puertos del Salvador bajo la bandera venezolano, no pagarán otros ó más altos derechos ó impuestos, que los que hubieren de pagar las mismas mercaderías ó artículos si fuesen importados en buque de la nación más favorecida, sin distinción alguno en el modo de hacer el pago de los mencionados derechos ó impuestos, ya sea que los buques hayan salido directamente de puertos del país á que pertenecen, ó de los puertos de cualquiera otra nación.

Art. 19. Los buques venezolanos en el Salvador y los buques salvadoreños en Venezuela, podrán cumpliendo las leyes y reglamentos fiscales, descargar una parte de sus cargamentos en el puerto de su primer arribo

y dirigirse en seguida con el resto á los otros puertos del mismo Estado que estén abiertos al comercio exterior, sea para acabar de desembarcar allí su cargamento, sea para completar su carga de retorno, no pagando en cada puerto otros ni más altos derechos, que los que paguen los buques de la nación más favorecida en iguales circunstancias. Esta estipulación no comprende el comercio de cabotaje, que las altas partes contratantes reservan á sus respectivos pabellones, y que se arregla por las leyes especiales de cada país.

Art. 20. No se exigirán otros ó más altos derechos de importación, en los puertos ó territorios de una de las Repúblicas contratantes, sobre cualquier artículo, producto ó manufactura de la otra, que los que se pagan ó pagaren sobre el mismo artículo, producto ó manufactura de cualquier otro país. Ni se impondrá prohibición alguna á la importación de cualquier artículo, producto ó manufactura de una de las altas partes contratantes en los puertos ó territorios de la otra, sin que la prohibición se extienda igualmente á todas las demás naciones.

Art. 21. Toda clase de mercaderías y productos, que pueda exportarse legalmente de los puertos ó territorios de una de las repúblicas contratantes, en buques nacionales, podrá exportarse también en buques de la otra, pagando éstos los mismos derechos, y gozando de las mismas franquicias que si las mercaderías y los productos se exportasen en buques nacionales.

Art. 22. Los ciudadanos de una de las Repúblicas contratantes que se vieren obligados á buscar asilo con sus buques mercantes en los ríos, puertos ú otros lugares del territorio de la otra, por causa de tempestad, persecución de piratas ó enemigos, avería en el casco ó aparejo, falta de agua, carbón ó provisiones, serán recibidos y tratados con humanidad dándoseles todo favor, auxilio y protección para reparar sus buques, acopiar agua, carbón, víveres y ponerse en estado de continuar su viaje sin obstáculo ni molestia de ningún género, ni otro gravamen de derechos que los emolumentos del práctico; y sin exigirles que descarguen toda ó parte de la carga, si no fuere preciso. Si fuere necesario descargar parte de la carga ó toda ella, la que fuese descargada ó reembarcada, pagará los gastos por el servicio de los almacenes y por el trabajo.

Cuando se haga preciso vender parte de la carga, únicamente para pagar los gastos de la arribada forzosa, lo vendido quedará sujeto al pago de los derechos de importación, si por la ley los causa.

Sin embargo, si un buque después de reparado y en perfecto estado para continuar su viaje se demorare en el puerto más de 48 horas, quedará sujeto al pago de los derechos y demás gastos de puerto; y si durante la permanencia en el mismo puerto, hiciere alguna operación mercantil, tanto el buque como los efectos que descargue y los productos que embarque, estarán sujetos á los derechos y demás impuestos establecidos por las leyes y reglamentos fiscales, como si el arribo hubiese sido voluntario. Es entendido, que esta estipulación no altera en lo más mínimo las disposiciones vigentes en cada país sobre la materia.

Art. 23. Si algún buque de las dos partes contratantes naufragase,

sufriese averías ó fuese abandonado en las costas de la otra, ó cerca de ellas, se dará á dicho buque y á su tripulación toda la asistencia y protección que fuere posible; y el buque, cualquiera parte de él, todo su aparejo y pertenencias y todos los efectos y mercaderías que se salvaren ó el producto de ellos, si se vendieren, serán entregados á sus dueños ó agentes debidamente autorizados, según las disposiciones vigentes en cada país, que en nada se considerarán alteradas por estas estipulaciones.

Art. 24. Los buques, mercaderías y efectos pertenecientes á ciudadanos de una de las Repúblicas contratantes que fueren apresados por piratas, bien en alta mar ó dentro de los límites de su jurisdicción, y llevados ó encontrados en los ríos, radas, bahías, puertos ó territorios de la otra, serán entregados á los dueños ó á sus agentes, probado que sea su derecho ante los tribunales competentes. La reclamación debe hacerse dentro del término de un año, por los mismos interesados, sus agentes ó los de los respectivos Gobiernos; observándose en todo las leyes de cada país y en su defecto las prescripciones del Derecho de Gentes.

Art. 25. Los buques mercantes de uno de los Estados contratantes surtos en las aguas territoriales del otro, estarán sujetos á la jurisdicción local. No podrán asilar á su bordo á los criminales; y en caso de hacerlo, la autoridad territorial podrá extraerlos de conformidad con las leyes del país.

Art. 26. Los buques de guerra de cualquiera de las dos naciones contratantes podrán entrar y permanecer en los puertos de la otra, abiertos, al comercio exterior, en el número y por el tiempo que sea permitido á los de la nación más favorecida, estando sujetos en dichos puertos á las mismas disposiciones y gozando de los mismos privilegios.

Art. 27. Convienen las dos partes contratantes en reconocer los siguientes principios, en caso de guerra de alguna de ellas con una nación extraña.

1º. Las naves de aquella de las dos partes contratantes que permanezca neutral podrán navegar libremente de los puertos y lugares enemigos á otros neutrales, ó de un puerto ó lugar neutral á otro enemigo, ó de un puerto ó lugar enemigo á otro igualmente enemigo, exceptuando los puertos ó lugares bloqueados; y será libre en todos estos casos, cualquiera propiedad que vaya á bordo de tales naves, sea quien fuere el dueña, exceptuando el contrabando de guerra.

Será libre igualmente toda persona á bordo de buque neutral, aunque sea ciudadano de la nación enemiga siempre que no esté en actual servicio del Gobierno enemigo ó destinado á él.

2º. Las personas y las propiedades de los ciudadanos de aquella de las dos partes contratantes que permanezca neutral, en caso de guerra de la otra, serán libres de toda detención y confiscación aun cuando se encuentren á bordo de una nave enemiga, salvo si las personas se hallaren en servicio del enemigo ó destinadas á él, ó si la propiedad fuere contrabando de guerra.

3º. Las estipulaciones contenidas en este artículo, declarando que el pabellón cubre la propiedad y las personas, se aplicarán á aquellas

potencias que reconocen ó en lo sucesivo reconocieren este principio y no á otras.

Art. 28. Se reputan como artículos de contrabando, cuya conducción y comercio quedan prohibidos en caso de guerra los siguientes:

1º. Piezas de artillería de todas clases y calibres, sus montajes, útiles de servicio y proyectiles, pólvora, bombas, torpedos, fuego griego, cohetes á la congrève y todas las demás cosas destinadas al uso de la artillería y fusilería.

2º. Escudos, casquetes, corazas, cotas de maya, fornituras y uniformes militares.

3º. Bandoleras y caballos junto con sus arneses.

4º. Las máquinas de vapor, combustible y todo lo anexo á ellas destinadas al uso de las naves de guerra; y en general toda especie de armas de hierro, acero, cobre, bronce y cualesquiera otras materias manufacturadas, preparadas ó formadas expresamente para hacer la guerra por mar ó por tierra.

5º. Los víveres que se destinan á las tropas ó escuadras enemigas.

Art. 29. Los artículos de contrabando de guerra antes enumerados y clasificados que se hallen en un buque destinado á un puerto enemigo, estarán sujetos á detención y confiscación.

Art. 30. Ninguna nave de cualquiera de las dos partes contratantes será detenida en alta mar por tener á su bordo artículos de contrabando siempre que el capitán ó sobre cargo de dicha nave quiera entregar los artículos de contrabando al apresador; á menos que estos artículos sean tan numerosos ó de tan gran volúmen que no puedan sin grave inconveniente ser recibidos á bordo del buque apresador, pues en éste y en todos los demás casos de justa detención, el buque detenido será enviado al puerto más inmediato, cómodo y seguro, para ser allí juzgado con arreglo á las leyes.

Art. 31. Para que el bloqueo ó sitio sea obligatorio deberá ser efectivo, es decir, sostenido por una fuerza suficiente para impedir realmente el acceso al lugar sitiado ó bloqueado.

Art. 32. Cuando un buque navegue hácia un puerto ó lugar enemigo, sin saber que se halla sitiado ó bloqueado puede ser rechazado, notificándose el bloqueo ó ataque, por el oficial que mande un buque que forme parte de la fuerza bloqueadora; pero se le permitirá ir libremente cualquier otro puerto ó lugar que ese capitán ó sobrecargo juzgare oportuno, sin confiscar parte alguna de su cargamento, á menos que fuese contrabando de guerra.

Más, si después de notificado el bloqueo ó ataque, el expresado buque intentare de nuevo entrar al puerto, podrá ser apresado y confiscado, así como su cargamento, salvo el caso de que éste pertenezca á persona distinta del dueño del buque y pueda probar que era extraña á la violación del bloqueo.

No se impedirá á ningún buque que hubiere entrado en un puerto antes de hallarse bloqueado ó atacado, salir de él en lastre ó con el cargamento con que entró ó con cualquiera otro, hecho antes de comenzar

el bloqueo; más si intentare salir con cargamento tomado después de este acto, estará sujeto á confiscación junto con la carga.

Los buques de una de las partes contratantes que se encontraren en un puerto bloqueado ó atacado al tiempo de la reducción ó entrega del lugar, y los cargamentos que tuvieren á bordo, no estarán sujetos á confiscación ó demanda alguna, dejándose por lo mismo á los dueños en tranquila posesión de sus propiedades.

Art. 33. Con el objeto de prevenir desórdenes en la visita y reconocimiento de los buques mercantes y sus cargamentos en alta mar, se estipula: que siempre que un buque de guerra de una de las partes contratantes, se encontrare con un neutral de la otra, el primero permanecerá á la mayor distancia que sea compatible con la posibilidad y seguridad de hacer la visita, atendidas las circunstancias del viento de la mar y el grado de sospecha que inspire el bajal que ha de ser visitado, y enviará un bote con dos ó tres hombres solamente para verificar el reconocimiento de los documentos concernientes á la propiedad y carga del buque, sin ocasionar la menor estorsión, violencia ó maltrato, de lo cual será responsable con su persona y bienes, el capitán del buque armado.

En ningún caso se exigirá de la parte neutral que vaya á bordo del buque reconocedor con el fin de exhibir los documentos, ni para ningún otro objeto.

Art. 34. Si una de las dos partes contratantes estuviere en guerra, los buques de la otra deberán estar provistos de patente de navegación y pasaportes en que se expresen el nombre y nacionalidad del dueño del buque, el nombre y capacidad de éste y el nombre y residencia del capitán, á fin de que puedan comprobar que el buque pertenece real y verdaderamente á ciudadanos de la otra parte. Estando cargados los expresados buques, llevarán además de la patente de navegación y pasaportes, manifestos ó certificados que contengan los pormenores del cargamento y el lugar donde fué embarcado, para que pueda saberse si hay á bordo efectos de contrabando. Estos certificados serán expedidos en la forma acostumbrada, por la oficinas de aduana ó las autoridades del puerto de donde saliese el buque, sin cuyo requisito el expresado buque puede ser detenido para ser abjudicado él ó su cargamento, por los tribunales competentes, á menos que se pruebe que la falta proviene de algún accidente, ó se subsane aquella con testimonios del todo equivalentes, en la opinión de los susodichos tribunales.

Art. 35. Las anteriores estipulaciones relativas á la visita y reconocimiento de los buques, se aplicarán solamente á aquellos que naveguen fuera de convoy, pues tratándose de los convoyados, se considerará suficiente la declaración verbal del comandante del convoy, hecha bajo su palabra de honor, de que las naves que están bajo su protección, pertenecen á la nación cuya bandera llevan y que no conducen artículos de contrabando.

Art. 36. Las causas de presas serán decididas por los tribunales establecidos al efecto por las leyes de las respectivas Repúblicas, y dichos tribunales serán los únicos que tomen conocimiento de ellas.

Art. 37. Deseando las dos partes contratantes evitar toda desigualdad en lo concernientes á sus relaciones oficiales internacionales, convienen en conceder á sus Enviados, Ministros, Encargados de Negocios, y demás agentes públicos, los mismos favores, inmunidades y exenciones de que con arreglo al derecho de gentes, gozan ó en adelante disfrutaren los de las naciones más favorecidas, conviniendo en no acumular en una misma persona cargos diplomáticos y consulares.

Art. 38. Los Agentes diplomáticos de una de las dos Repúblicas, en países extranjeros, donde no existan Agentes de la otra, harán toda clase de gestiones permitidas por el Derecho internacional, para proteger los intereses y las personas de sus ciudadanos, en los mismos términos en que deben hacerlo respecto de los de su propio país, siempre que su intervención sea solicitada por la parte interesada y consentida por la autoridad territorial.

Art. 39. Las Repúblicas contratantes deseando mantener tan firmes y duraderas sus relaciones amistosas, cuanto lo permita la previsión humana, convienen: en que si uno ó más ciudadanos de las dos partes contratantes, infringiere cualquiera de los artículos de este Tratado ó alguna ó algunas de las estipulaciones existentes entre los dos países, el infractor ó infractores serán personalmente responsables sin que por ello se turbe ó interrumpa la buena armonía y correspondencia entre las dos Repúblicas, comprometiéndose cada una de ellas á castigar á los infractores y á no autorizar en ningún sentido semejantes infracciones.

Art. 40. Las Repúblicas contratantes se obligan á impedir, por todos los medios que estén á su alcance que en sus territorios se preparen ó reúnan elementos de guerra, se enganche ó reclute gente, ó se apresten buques para obrar hostilmente contra una de ellas.

Art. 41. En lo concerniente á la propiedad de marcas de fábrica, marcas ó etiquetas de mercancías, dibujos y modelos industriales, los ciudadanos de cada una de las altas partes contratantes, gozarán en los Estados de la otra, de los mismos derechos que los nacionales, conformándose con los reglamentos vigentes. Los dos Gobiernos se reservan concertar en breve un convenio de propiedad literaria, que garantice las de sus obras, á los naturales de ambos Estados.

Art. 42. Las altas partes contratantes se obligan solemnemente á arreglar todas sus diferencias por la vía diplomática, sin ocurrir al empleo de las armas ni hostilizarse por ningún motivo, y todas las cuestiones de naturaleza grave, capaces de producir la guerra, en que no puedan avenirse, las someterán al fallo inapelable de uno ó más árbitros nombrados de común acuerdo; si ambos Gobiernos no se acordaren en la designación del árbitro, el ofendido propondrá al Gobierno á quien se disputa la ofensa, una terna para que en el término de seis meses contados desde el día de la notificación, elija de ella el árbitro que deba resolver el conflicto.

Art. 43. En el caso desgraciado de una guerra, que las dos Repúblicas hermanas condenan de antemano como una monstruosidad de los tiempos de la barbarie, con el fin de disminuir sus males, estipulan lo siguiente :

1°. La guerra se hará entre los ejércitos beligerantes sin que se extienda á las poblaciones ó personas desarmadas.

2°. Rotas las hostilidades, los ciudadanos que residen en el territorio de la otra nación beligerante permanecerán respetados en sus personas y en sus propiedades, en tanto que se conduzcan pacíficamente y no cometan ofensa alguna contra el país en que residen; y en caso que se hicieren sospechosos, podrán ser confinados de un punto á otro del territorio ó expulsados de la República.

3°. Se observarán por ambas partes los principios y reglas establecidos en el convenio de Ginebra fechado el veintidos de Agosto de 1864 y en los artículos adicionales de veinte de Octubre de 1868, sobre hospitales, y ambulancias militares, intendencias y servicios de sanidad, administración y trasporte de heridos etc., cuyo convenio y artículos adicionales se tendrán por incluidos en el presente Tratado.

4°. Los hospitales civiles y demás casas de beneficencia, las universidades, colegios y escuelas, los museos, bibliotecas, templos y demás establecimientos de este genero serán reconocidos neutrales y como tales protegidos y respetados, con tal que no sirvan de defensa al enemigo y estén señalados con la bandera adoptada en el Convenio de Ginebra de que se ha hecho mención y que consiste en una cruz roja sobre fondo blanco.

Art. 44. Las Repúblicas contratantes se comprometen á no apropiarse la una ninguna porción del territorio de la otra, á título de conquista ni como indemnización de guerra.

Art. 45. Las dos Repúblicas contratantes se obligan á no conceder favores, privilegios ó exenciones algunas sobre comercio y navegación á otras naciones, sin hacerlos extensivos á la otra parte; y además declaran que las recíprocas concesiones que se hacen por este Tratado, ó que se hicieren en lo sucesivo en consideración á su comunidad de origen y de instituciones y á su legítima aspiración para alcanzar la Unión latino-americana, no constituyen precedente en el trato con las naciones que no se encuentren en idénticas circunstancias.

Art. 46. El presente Tratado durará por el término de 5 años contados desde el día en que las ratificaciones sean canjeadas, pero si ninguna de las altas partes contratantes anunciare á la otra por una declaración oficial un año antes de la espiración de este plazo, su intención de hacerlo terminar, continuará siendo obligatorio para ambas hasta un año después de cualquier día en que se haga tal notificación por una de ellas.

Art. 37. Este Tratado será ratificado por el Poder Ejecutivo de cada una de las dos Repúblicas, previa su aprobación por los respectivos Congresos, y las ratificaciones serán canjeada en la capital de una de las dos naciones contratantes dentro del más breve término posible. En fé de lo cual nosotros los plenipotenciarios de la una y de la otra República, lo hemos firmado y sellado con nuestros sellos particulares en Carácas, á 27 de Agosto de 1888.

*L. Hernández,
Martín J. Sanabria.*

50.

SALVADOR, VÉNÉZUELA.

Convention consulaire; signée à Caracas le 27 août 1883 *).

Rafael Reyes Coleccion de Tratados del Salvador 1884.

La República del Salvador y los Estados-Unidos de Venezuela considerando que conviene establecer reglas precisas respecto de las prerogativas y atribuciones que deban tener en ambos países sus respectivos cónsules, han resuelto celebrar con tal objeto una convención; y al efecto han nombrado por sus plenipotenciarios, á saber:

El excelentísimo señor Presidente de la República del Salvador, al señor doctor general Luciano Hernández, su Enviado extraordinario y Ministro plenipotenciario en los Estados-Unidos de Venezuela, y su comisionado especial en el Centenario de Bolívar, condecorado con el busto del Libertador de segunda clase.

Y el excelentísimo señor Presidente de los Estados-Unidos de Venezuela, al señor doctor Martín J. Sanavria.

Quienes, después de haber canjeado sus respectivos plenos poderes y de haberlos hallado en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Artículo 1. Los Estados contratantes tendrán derecho de nombrar y mantener cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares en las ciudades, puertos y lugares del territorio de la otra, reservándose respectivamente la facultad de exceptuar cualquier punto de su territorio que juzgaren conveniente. Esta reserva, sin embargo, no podrá ser aplicada á una de las altas partes contratantes, sin que lo sea igualmente á todas las demás potencias.

Art. 2. El nombramiento de cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares, podrá recaer en individuos del país á que sirven, de aquel en que vayan á residir ó en otros extranjeros, de conformidad con las leyes del país que los nombra.

Art. 3. No se reconoce en los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares carácter diplomático y por tanto no gozarán de las inmunidades otorgadas á los agentes públicos. Las personas y propiedades de los mencionados cónsules, vice-cónsules y agentes consulares quedan sometidas á las leyes del país como las de los demás particulares, en todo aquello que no concierna al ejercicio de sus funciones; y no gozarán de otras exenciones que las que expresa esta convención.

Art. 4. Para evitar dificultades, las altas partes contratantes convienen en no acumular en una misma persona el carácter diplomática y el consular.

*) Les ratifications ont été échangées.

Art. 5. Para que los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares de una de las Repúblicas contratantes sean admitidos y reconocidos como tales por la otra, tendrán que presentar al Gobierno nacional la patente de su nombramiento en solicitud del exequatur; expedido el cual, dará el respectivo Gobierno las órdenes necesarias, á fin de que en todos los puntos de su circunscripción consular, sean reconocidos en su empleo.

Art. 6. Los Gobiernos de las dos repúblicas se reservan el derecho de rehusar el exequatur, así como el de retirarlo después de expedido, cuando á su juicio haya objeción fundada contra la persona del cónsul nombrado ó ya admitido.

Art. 7. Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares, con tal que no sean ciudadanos del país en donde residan, estarán exentos de cualquier cargo ó servicio público, como también de contribuciones personales directas, excepto aquellas que estén obligados á pagar por razón de su comercio, oficio ó industria ó de su propiedad y de las cuales no estén exentos como extranjeros por ningún tratado, entendiéndose que en todo lo demás, están sometidos á las leyes de los respectivos estados. Pero, si estos agentes son ciudadanos del país para donde fueren nombrados, estarán exentos de todo servicio personal y en lo demás serán considerados por lo que respecta á cargos, obligaciones y contribuciones como los otros ciudadanos del estado á que pertenecen.

Art. 8. Los archivos consulares serán inviolables en todo tiempo, y las autoridades territoriales no podrán, bajo ningún pretexto, examinar ni tomar los papeles pertenecientes á dichos archivos, que deberán estar siempre separados completamente de los libros ó papeles relativos al comercio ó industria ó asuntos particulares, de los respectivos cónsules, vice-cónsules ó agentes consulares.

Art. 9. Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares podrán colocar sobre la puerta exterior del consulado ó vice-consulado, el escudo de armas de su nación, con este rótulo:

Consulado ó vice-consulado de ó agencia consular de

Podrán igualmente enarbolar la bandera de su país en la casa consular en días de solemnidades públicas, religiosas ó nacionales, así como en otros casos acostumbrados. Queda entendido, que ni el escudo, ni el pabellón significan derecho de asilo, exención ni privilegio que sustraiga la persona del cónsul, la casa, ni á los que en ella se encuentren, del derecho común y jurisdiccional del territorio.

Art. 10. Siempre que se estime necesaria la asistencia de los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares, á los tribunales ó juzgados de la República en que ejerzan sus funciones, se les citará por medio de un oficio y se les tratará con la mayor consideración.

Art. 11. Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares podrán dirigirse á las autoridades del distrito de su residencia, y acudir en caso necesario al Gobierno Supremo por medio del agente diplomático de su nación, si lo hubiere, y directamente en caso contrario, á fin de reclamar contra cualquiera infracción de los tratados existentes.

Art. 12. Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares de las dos naciones tendrán el derecho de recibir en sus cancellerías, en el domicilio de las partes y á bordo de las naves de su nación, las declaraciones que hayan de prestar los capitanes, tripulaciones, pasajeros, negociantes y cualquier otro ciudadano de su nación en los casos de su competencia y hasta donde lo permitan las leyes del país.

Art. 13. Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares tendrán la facultad y el deber de recibir toda especie de protestas ó declaraciones que los capitanes, maestros, marineros y pasajeros de los buques mercantes de su nación, ó los ciudadanos de aquella, ó cualesquiera extranjeros, en asuntos en que se versen intereses de dichos ciudadanos, tengan por conveniente hacer ante ellos; y las copias de estos actos firmadas por los mismos cónsules, vice-cónsules ó agentes consulares, y selladas con el sello de su oficio, tendrán efecto, y merecerán fé y crédito en el país á que sirven, según sus leyes. También están facultados para legalizar los documentos expedidos por las autoridades locales y por el Ministro de Relaciones Exteriores de su país, á falta de agente diplomático del mismo.

Art. 14. Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares están autorizados para visar los pasaportes que sean necesarios á los ciudadanos de la República á que sirven y los de los extranjeros que vayan á ella, si así lo solicitan, respetando los usos y leyes del país en que residen y conformándose á lo que dispongan los reglamentos consulares de su nación.

Art. 15. Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares podrán igualmente expedir y legalizar toda especie de documentos que exijan las leyes fiscales de su país á los que despachan buques y mercaderías con destino ó alguno ó á algunos de sus puertos. En todos estos casos podrán cobrar los emolumentos ó derechos de cancelería que fijen los reglamentos consulares de la República á que sirven, debiendo tener á la vista del público la tarifa que rija en esta materia.

Art. 16. En el caso de fallecer un individuo de la nación del cónsul, vice-cónsul ó agente consular, sin dejar heredero ni albacea en el territorio de su distrito, les corresponde la representación en todas las diligencias que deban practicarse para la seguridad de los bienes, conforme á las leyes del país en que residan.

Art. 17. Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares como representantes natos de sus compatriotas ausentes, no necesitan de poder especial para cuidar y proteger sus derechos é intereses, pero sí, para percibir dineros ó efectos suyos.

Art. 18. Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares podrán trasportarse personalmente ó enviar un delegado á bordo de las naves de su nación admitidas á la libre comunicación, ó con permiso de la aduana, para interrogar á los capitanes y tripulaciones, examinar los papeles de mar, recibir las declaraciones sobre su viaje é incidentes de la travesía, y facilitar el despacho de sus buques. Podrán asimismo acompañar á los capitanes é individuos de la tripulación ante los

tribunales y en las oficinas administrativas de la nación, para servirles de intérpretes y agentes en los negocios que tengan que tratar ó en las demandas que tengan que representar.

Art. 19. Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares estarán encargados de velar por el orden interior á bordo de los buques de comercio de su nación y conocerán de las cuestiones que se susciten entre el capitán, los oficiales y marineros relativos á contratos de enganche ó salarios.

La facultad que se da á los cónsules de velar por el orden interior á bordo de los buques de comercio de su nación no restringe en manera alguna la jurisdicción local cuando los buques se encuentran surtos en puertos ó aguas territoriales.

Art. 20. Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares, podrán hacer detener, para reembarcarlos y trasportarlos á su país, á los oficiales, marineros y demás personas, que bajo cualquier concepto, formen parte de la tripulación de los buques de guerra ó mercantes de su nación, cuando sean sospechosos ó acusados de desertión de dichos buques.

A este efecto, si dirigirán por escrito á las autoridades locales competentes de los países respectivos y les pedirán que se les entreguen aquellos delincuentes, justificando con la presentación de los registros del buque ó del rol de la tripulación ó por otros documentos oficiales, que las personas reclamadas, formaban parte de la tripulación.

En virtud de esta sola reclamación, así justificado, no podrá negarse la entrega de los desertores, á no ser que se pruebe debidamente que al tiempo de su inscripción en el rol, eran ciudadanos del país en el cual se pide la extradición.

Se dará todo auxilio y amparo, para la captura y arresto de los desertores, los cuales quedarán detenidos y custodiados en las cárceles del país, á petición y expensas de los cónsules, hasta que éstos hayan encontrado ocasión de hacerlos salir. Sin embargo, si la oportunidad no se presentare en el término de tres meses, á contar desde el día del arresto, los desertores serán puestos en libertad, no pudiendo detenerlos nuevamente por la misma causa.

Si el desertor hubiere cometido algún delito, se diferirá su extradición hasta que el tribunal competente haya dictado la sentencia, y ésta sea ejecutada. En punto á delincuentes por delitos comunes, ambos estados convienen en celebrar en el más breve término posible, un convenio especial de extradición.

Art. 21. Siempre que no haya estipulación en contrario, entre los armadores, fletadores, cargadores y aseguradores, las averías sufridas durante la navegación de los buques de ambas naciones, sea que entren voluntariamente en los puertos respectivos, sea que arriben por fuerza mayor, serán arregladas conforme á lo que dispongan las leyes respectivas de cada país, y sin que los cónsules puedan tener en dichas averías mas intervención que la que esas leyes le confieran.

Art. 22. Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes

consulares de uno de los dos estados contratantes, en las ciudades, puertos y lugares de una tercera potencia, en donde no hubiere cónsul del otro, prestarán á las personas y propiedades de los nacionales de éste, siempre que la reclamen, la misma protección que á las personas y propiedades de sus compatriotas, en cuanto sus facultades lo permitan; sin exigir por esto, otros derechos ó emolumentos que los autorizados respecto de sus nacionales.

Art. 23. Los cónsules generales, cónsules, vice-cónsules y agentes consulares de cada una de las dos naciones en el territorio de la otra, gozarán, además de los derechos, prerogativas, exenciones y privilegios estipulados en esta convención, de los que actualmente se conceden ó se concedieren en lo futuro ó los agentes consulares de igual grado de la nación mas favorecida, siempre que tales concesiones sean recíprocas y que no pugnen con las estipulaciones espresas de esta convención.

Art. 24. La presente convención obligará á las dos repúblicas contratantes por el término de cinco años, contados desde el día en que las ratificaciones sean canjeadas. Pero si ninguna de ellas anunciare á la otra, por una declaración expresa, un año antes de la espiración de este plazo, su intención de hacerla terminar, continuará en vigor para ambas partes hasta un año después del día en que se haga tal notificación por una de ellas.

Art. 25. Esta convención será ratificada por los Gobiernos de las dos Repúblicas, previa su aprobación por los Congresos respectivos y las ratificaciones serán canjeadas en la capital de la República de los Estados-Unidos de Venezuela ó en la capital de la República del Salvador dentro del mas breve tiempo posible.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios de una y otra República, la hemos firmado y sellado por duplicado en Carácas, á veintisiete de Agosto de mil ochocientos ochenta y tres.

*L. Hernández.
Martín J. Sanaavia.*

51.

SALVADOR, NICARAGUA.

Convention concernant le canal interocéanique; signée à San Salvador le 15 novembre 1883.

Rafael Reyes Coleccion de Tratados del Salvador 1884.

Animado el Gobierno del Salvador de los mejores propósitos respecto de la obra del canal interoceánico por Nicaragua; y correspondiendo á la excitativa que el de esta República, le ha hecho por medio de una legación confiada al Excelentísimo señor general don Joaquín Zavala, con el carácter de enviado extraordinario y Ministro plenipotenciario, ha autori-

sado ampliamente por su parte, el señor doctor don Salvador Gallegos, Ministro de Relaciones Exteriores del Salvador, á fin de arreglar con aquel las bases bajo las cuales esto Gobierno presta su concurso para asegurar la ejecución de dicha obra. En tal virtud reunidos los expresados ministros y después de comunicarse sus respectivos plenos poderes, han convenido en las siguientes estipulaciones:

1ª. En consideración á que el canal interoceánico por el territorio de Nicaragua, debe reportar indisputables ventajas á todas las repúblicas de la América-Central, tanto en el orden económico, como en lo político y social, el Gobierno del Salvador se obliga á concurrir con el de Nicaragua, y los de las demás secciones, á garantizar el tres por ciento de beneficio neto anual, durante veinte años, sobre la suma que se invierta en el canal, la cual no deberá exceder de setenta y cinco millones de pesos; concretando desde luego su responsabilidad, á los intereses sobre diez y ocho millones del capital, al tipo referido, desde el día en que la obra se halle terminada y abierta al tráfico universal.

2ª. A su vez, el Gobierno de Nicaragua, en compensación de la garantía expresada, se obliga á participar al Gobierno del Salvador de todos los privilegios, concesiones y beneficios que se ha reservado en la contrata celebrada con la compañía del canal, á 25 de Mayo de 1880, y especialmente los señalados en los artículos 44, 49 y 50 cediéndole, desde luego, una parte proporcional de las acciones que le corresponde en el capital que se suscriba, y en el exceso que se emita para constituir el capital social.

3ª. La presente convención se someterá á las respectivas legislaturas de cada una de las altas partes contratantes, para su ratificación; y obtenida esta, se publicará como ley por ambas Gobiernos, sin necesidad de canje.

En fé de lo cual ambos Ministros firman y sellan por duplicado la presente convención en San Salvador, á 15 de Noviembre de 1883.

Salvador Gallegos.

Joaquín Zavala.

52.

SALVADOR, NICARAGUA.

Traité d'amitié, de commerce et d'extradition; signé à San Salvador le 17 novembre 1883.

Rafael Reyes Colección de Tratados del Salvador 1884.

Las repúblicas del Salvador y Nicaragua, deseando estrechar lo más posible, las amistosas y fraternales relaciones que unen ambas repúblicas asegurando entre ellas una paz sólida y estable, y regularizando de una manera recíprocamente ventajosa sus relaciones comerciales, han dispuesto

de común acuerdo la celebración de un tratado general que armonice sus principales intereses.

Y para el logro de tal objeto, el Presidente de la República del Salvador ha dado sus amplios poderes al honorable doctor don Salvador Gallegos, Ministro de Relaciones Exteriores del Supremo Gobierno, y el Presidente de la República de Nicaragua al honorable General don Joaquín Zavala su Enviado extraordinario y Ministro plenipotenciario.

Quienes después de haberse canjeado sus respectivos plenos poderes, y encontrándolos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Art. 1. Habrá paz perfecta y amistad leal y sincera entre las repúblicas del Salvador y Nicaragua; para lograr esto, los gobiernos respectivos se obligan á unificar su política exterior, á proceder de acuerdo en los asuntos de interés general de Centro-América, y á procurar que exista la misma uniformidad y armonía con los demás gobiernos de las repúblicas del Centro.

Art. 2. Los gobiernos del Salvador y Nicaragua mantendrán entre ambos países su constante unión y fraternidad, y se pondrán en perfecto acuerdo para impulsar su progreso moral, intelectual, comercial y agrícola.

Art. 3. Ambos gobiernos establecen que habrá entre ellos, completa alianza defensiva en los casos de guerra exterior ya sea con alguna ó algunas de las repúblicas del Centro, ó ya con alguna nación extranjera.

Art. 4. Si ocurrieren motivos de desaveniencia ó desacuerdo entre otros Estados de Centro-América ó entre alguno de ellos y otra nación extranjera, las partes contratantes, de común acuerdo, ó cada una de por sí ofrecerán á aquellos sus buenos oficios y mediación de una manera conciliatoria y amistosa, á fin de que se restablezca ó se conserve la armonía general de Centro-América.

Art. 5. Los gobiernos de ambas repúblicas se comprometen á no permitir que los emigrados ó descontentos políticos que de alguna de ellas se encontraren en el territorio de la otra, perturben ó manquinen contra la paz y la seguridad de la República de donde proceden, para que el asido no se convierta en daño de cualquiera de ellas.

Queda igualmente estipulado que siempre que haya alguna emigración sospechosa de una de las dos repúblicas á la otra, ó se tenga noticia de trabajos ó maquinaciones de los descontentos contra alguno de los gobiernos contratantes, el interesado dará noticia oficial á la otra parte á fin de que puedan dictarse las medidas convenientes con la debida oportunidad.

Art. 6. Para favorecer el comercio recíproco entre ambas Repúblicas y estrechar más sus intereses y comunicación se conviene en declarar libres de derecho, ó impuesto de importación los productos naturales ó agrícolas y los artefactos nacionales que pasen á venderse de una á otra de las Repúblicas contratantes con excepción solamente de los productos que estuvieren estancados ó en lo sucesivo se estancquen en cualquiera de ellas, para ser administrados por cuenta del Estado.

Los importadores de los referidos productos deberán ir provistos de una guía que les extenderán los respectivos administradores de los depar-

tamentos ó puertos á fin de que conste la procedencia y cantidad de dichos productos y se evite el contrabando.

Art. 7. No debiendo las repúblicas contratantes considerarse la una á la otra como naciones extranjeras, se declara que los salvadoreños en Nicaragua y los nicaragüenses en el Salvador, tienen los mismos derechos políticos y civiles de que gozan los nacionales del respectivo país: que podrán ejercer sus profesiones y oficios sin necesidad de más requisitos que la constancia de la identidad de la persona, de la autenticidad de los títulos ó diplomas y el pase correspondiente del Gobierno Supremo, sujetaándose empero, á las leyes del país en que residan, debiendo llenarse previamente los requisitos constitucionales para que no se pierdan los derechos de ciudadano. Se declara igualmente que el salvadoreño que ejerza derechos políticos ó desempeñe cargos públicos en Nicaragua y el nicaragüense que los desempeñe ó ejerza en el Salvador, estará sujeto á todos los cargos y servicios á que están obligados los naturales según sus propias leyes.

Art. 8. Los documentos, títulos académicos, diplomas profesionales y escrituras públicas, de cualquiera naturaleza que sean, extendidos ú otorgados, conforme á las leyes de la una ó de la otra República, valdrán en el país respectivo en que el interesado los presente para que tengan sus efectos y se les dará entera fé si contuvieren los requisitos necesarios de autenticidad.

Los tribunales evacuarán los exhortos y demás diligencias judiciales, habiendo para ellos solicitud de autoridad legítima y siendo enviada en la forma debida.

Los ministros, encargados de negocios y agentes consulares del Salvador en países extranjeros, protegerán á los nicaragüenses, considerándolos, en todo, como connacionales; y los agentes diplomáticos y consulares de Nicaragua protegerán y considerarán del mismo modo, en los países extranjeros á los salvadoreños.

Art. 9. Los ciudadanos de cualquiera de las partes contratantes, residentes en el territorio de la otra, tendrán, de conformidad con lo convenido sobre el goce igual y amplio de los derechos civiles, plena libertad de adquirir, poseer por compra, venta, donación, cambio, casamiento, testamento, sucesión ab-intestato, ó de cualquiera otra manera toda clase de propiedad, y de disponer de ella, como lo hacen conforme á las leyes los habitantes del respectivo país. Los herederos ó representantes de aquellos pueden suceder en el derecho de propiedad y tomar posesión de ella, por sí ó por medio de agentes que obren en su nombre, en la forma ordinaria de ley, de igual suerte que los nacionales del país en donde gestionan ó hacen efectivos sus derechos. En ausencia del heredero y de sus representantes, la propiedad será tratada como si fuese perteneciente, en iguales circunstancias, á un ciudadano ó súbdito del país.

Art. 10. En ninguno de los casos referidos del artículo anterior, pagarán los nacionales de las repúblicas contratantes, en territorio de la otra, sobre el valor de la propiedad que adquiriera, ó sean ó de que dis-

pongan, más crecidos derechos, impuestos ó cargas que los que pagan los nacionales ó hijos del país.

Art. 11. Los salvadoreños en Nicaragua y los nicaragüenses en el Salvador, estarán exentos del servicio militar obligatorio, cualquiera que sea, por mar ó tierra, y de todos los empréstitos forzosos, exacciones ó requerimientos militares. No se obligará por ningún motivo ni bajo ningún pretexto á pagar más contribuciones ó tasas ordinarias ó extraordinarias que aquellas que pagan los naturales.

Art. 12. Los gobiernos contratantes se comprometen á recibir en sus respectivos territorios á los comisionados ó agentes diplomáticos y consulares que tengan por conveniente acreditar, acogiendo y tratándolos conforme al derecho y prácticas internacionales generalmente aceptadas.

Art. 13. Por causa de reclamos de salvadoreños ó nicaragüenses, sus respectivos agentes diplomáticos los patrocinarán y harán valer sus derechos pero ejerciendo su acción diplomática solamente en los casos en que aquellos en vista de sus solicitudes ó reclamos se les haya hecho denegación de justicia por las autoridades judiciales ó administrativas del país respectivo.

Art. 14. Se declara que por los daños y perjuicios experimentados, respectivamente, por salvadoreños y nicaragüenses, á causa de revoluciones ó trastornos públicos, los gobiernos contratantes solo serán responsables por los daños y perjuicios hechos por sus agentes, debiendo toda clase de reclamos, originados por las expresadas causas, atenderse y satisfacerse para salvadoreños y nicaragüenses respectivamente de conformidad con la ley que en la República que corresponda, ensuelva para los hijos del país las reclamaciones por los enunciadas daños y perjuicios; de tal suerte que los súbditos de una de las partes contratantes en ningún caso sean de mejor condición que los naturales de la otra.

Art. 15. Los buques del Salvador y Nicaragua se considerarán como nacionales en los puertos respectivos, y no pagarán derecho alguno extraordinario ni mayor del que paguen las embarcaciones del país.

Art. 16. Los gobiernos del Salvador y Nicaragua en el deseo de que no queden impunes los delitos que se cometen y cuya responsabilidad se elude fácilmente por la evasión de los criminales que pasan de uno á otro territorio, abusando del sagrado derecho del asilo, se obligan recíprocamente á entregarse los individuos que se refugien en el territorio de una de las dos repúblicas, habiendo cometido cualquiera de los delitos siguientes: parricidio, infanticidio, asesinato, homicidio, envenenamiento, lesiones corporales que puedan causar la muerte, violación, estupro, rapto, bigamia, aborto procurado, prostitución ó corrupción de menores causadas por sus parientes ó encargados de su guarda, sustitución de un niño ó suposición de parto, incendio, robo, abigeato, asociación de malhechores, extorsión violenta, usurpación, rapina, ó hurto calificado, falsificación ó alteración de moneda, de obligaciones ó billetes del Estado ó de banco, de papel sellado, timbres ó de cualquier otro valor público ó portación ó comercio fraudulento de moneda falsa ó de cualquiera de aquellos documentos: falsificación de actas ó acuerdos del Gobierno ó de las autoridades

constituidas, de escrituras ó documentos públicos, de sellos ó marcas del Estado ó de las administraciones públicas y uso de los referidos efectos falsificados; sustracción ó malversación de fondos ó efectos públicos ó de sus valores representativos, cometidos por sus administradores, depositarios custodios ú otros agentes públicos, ó por cualquiera otra clase de individuos; quiebra fraudulenta ó participación en ella, baratería, soborno de testigos ó peritos, falso testimonio á falsa pericia, calumnia con circunstancias agravantes, desertión ó falta al servicio militar y complicidad en cualquiera de estos delitos, por último cualesquiera delitos que sean contra el orden ó la obediencia á las autoridades constituidas, ó contra las personas, su propiedad ú honor, y que según las leyes del país donde se cometen, merecen la calificación de graves. Queda bien entendido que la extradición debe verificarse aun cuando cualquiera de los delitos expresados sea cometido al amparo de alguna facción ó revuelta.

Art. 17. El individuo extraído no podrá ser procesado ni condenado por cualquier otro delito anterior á la extradición que no esté determinado en este tratado, á no ser en el caso de que, después de haber sido castigado ó absuelto por el delito que motivó la extradición se descuide de salir del territorio de la República respectiva, antes de concluir el término de dos meses, contados desde el día en que regresó al país de donde partió el reclamo de la extradición.

Art. 18. No procederá la extradición cuando, según las leyes del país, cuyas autoridades la soliciten, la pena del sentenciado ó la acción penal contra el acusado hubieren prescrito.

Art. 19. Las altas partes contratantes no podrán ser obligadas á entregar á sus nacionales.

Si de conformidad con las leyes que rigen en la República á que el culpable pertenece, debe éste ser sometido á juicio por las infracciones de la ley penal cometidas en la otra República, el Gobierno de esta última deberá comunicar al de la otra las diligencias, informaciones y documentos correspondientes, y remitirle los objetos que constituyen el cuerpo del delito, suministrándole todo lo que conduzca al establecimiento necesario para la expedición del proceso. Verificado lo expuesto, el proceso criminal deberá seguirse y terminarse, y el Gobierno del país del juzgamiento deberá informar al otro gobierno del resultado definitivo del proceso, lo cual constituye una perfecta obligación para ambas partes contratantes.

Art. 20. Si el individuo reclamado fuese extranjero para los dos estados contratantes, el Gobierno que debe acordar la extradición informará al de la nación á que pertenece el culpable de la demanda recibida, y si este Gobierno reclamase al presunto reo para hacerle juzgar en sus tribunales, el Gobierno á quien se hace la nueva demanda de extradición podrá acordarla al último reclamante, en el caso de que, después de haber participado la nueva demanda de extradición al primer Gobierno reclamante, éste prestare su anuencia para que se acceda á la solicitud del Gobierno de la nacionalidad del extranjero reclamado; mas si no hubiere tal avenimiento la extradición se acordará al primer reclamante.

Art. 21. No conceptuando las partes contratantes, como países ni

gobiernos extranjeros á los demás de Centro-América, se declara que con respecto á la extradición de los hijos de dichos países no tendrá lugar el cumplimiento de los requisitos y formalidades de que trata el artículo anterior.

Art. 22. Cuando el acusado ó condenado cuya extradición se solicite por una de las partes contratantes fuere reclamado por otro ú otros gobiernos, por crímenes ó delitos cometidos por el mismo culpable en sus respectivos territorios, éste será entregado de preferencia al Gobierno en cuyo territorio fué cometido el delito más graves: si los delitos cometidos tuvieren la misma gravedad, la entrega se hará al Gobierno que primero hubiere hecho la demanda de extradición.

Art. 23. En el caso de que el culpable reclamado estuviere acusado ó condenado en el país á donde se dirige la demanda de extradición, por haber cometido en el mismo país un crimen ó delito, entonces se diferirá la extradición hasta que el reo sea absuelto por un fallo definitivo ó se haya ejecutado el castigo á que se le hubiere condenado.

Art. 24. Para acordar la extradición no será un obstáculo que el reo, á causa de esta entrega deje de cumplir obligaciones contraídas con particulares: á estos les queda, en todo caso la facultad de hacer valer sus derechos ante la competente autoridad judicial.

Art. 25. Para dar el debido cumplimiento á las demandas de extradición se establece: que la demanda ó reclamo proceda del juez de la causa y pase á la Suprema Corte de Justicia: que de este tribunal pase al Supremo Poder Ejecutivo en la República en donde se ha de verificar la entrega: del Poder Ejecutivo de ésta á la Suprema Corte de Justicia y de este Tribunal al juez que, según las leyes del país respectivo debe cumplimentar la extradición; y pronunciado el acuerdo sobre la solicitud de extradición ésta volverá diligenciada y resuelta, al Tribunal ó Juzgado de su origen, observándose en orden inverso los mismos requisitos que quedan mencionados, y conteniendo en todo caso, las firmas correspondientes para la autenticidad de dichos documentos. Se conviene además en la observancia de los requisitos ó trámites determinados para las demandas de extradición para que puedan expedirse y cumplimentarse recíprocamente los exhortos, requisitorias, y demás diligencias del orden judicial.

Art. 26. La extradición solicitada en la forma convenida en el presente artículo, deberá acordarse siempre que á la demanda se adjunte una sentencia condenatoria ó un auto de prisión debidamente requisitado indicándose además la naturaleza, gravedad de los hechos imputados, así como también las disposiciones de las leyes penales aplicables á los hechos punibles que han motivado la solicitud de extradición. Dichos documentos se remitirán originales ó en copia autorizada por el Tribunal ó autoridad correspondiente ó por un agente diplomático ó consular del país á quien se pide la extradición. Se remitirán al propio tiempo, siempre que fuere posible las señales ó distintivos del individuo reclamado ó cualquiera otra indicación que pueda hacer constar su identidad.

Art. 27. Los objetos robados ó secuestrados en poder del condenado ó prevenido, los instrumentos y útiles de los cuales se hubiese servido

para cometer el crimen ó delito, y cualquier otro elemento de prueba, serán restituidos al mismo tiempo que se efectúe la entrega del individuo arrestado, aún cuando después de haberse acordado no pudiese verificarse la extradición á causa de la muerte ó fuga del reo. Se hará igualmente la entrega de todos los objetos de la misma naturaleza que el prevenido hubiese ocultado ó depositado en el país del asilo, y que después se encuentren. Entre tanto estarán reservados los derechos de terceras personas sobre los indicados objetos cuya restitución se les deberá hacer exenta de todo gasto, é inmediatamente después de concluido el procedimiento penal.

Art. 28. Los gastos que causen el arresto, el mantenimiento y transporte del individuo reclamado y también los de la entrega y traslación de los objetos que, según el artículo que antecede, deben restituirse y remitirse, serán de cuenta de los dos Estados en sus territorios respectivos. El individuo reclamado será conducido al lugar de la frontera, ó al puerto que indique el Gobierno que ha solicitado la extradición y á cargo del mismo serán los gastos relativos al embarque.

Art. 29. En casos urgentes y particularmente si hubiere peligro de fuga, cada uno de los Gobiernos, fundándose en la condena ó mandamiento de captura, podrá por el medio más expedito y aún por telégrafo pedir y obtener del otro el arresto del condenado ó prevenido á condición de dirigir lo más tarde dentro de un mes, los documentos correspondientes á la extradición.

Art. 30. Si además de los exhortos para la deposición de testigos domiciliados en el territorio de otro Estado, la autoridad del país del exhorto conceptuare necesario el comparendo de dichos testigos ó de otros á quienes no se hubiese referido el exhorto, el Gobierno de quien dependen unos y otros testigos procurará corresponder á la invitación que le haga el otro Gobierno solicitando el comparendo. Si los testigos consintieren en ir, los gobiernos respectivos se pondrán de acuerdo para fijar la indemnización debida, que se les abonará por el Estado reclamante en razón de la distancia y de la permanencia, anticipándoles la suma que necesiten. Igual convenio celebran las partes contratantes para proporcionarse recíprocamente, siempre que sea posible, los demás medios de prueba correspondientes á la instrucción criminal en el respectivo país.

Art. 31. Los gobiernos contratantes se comprometen á comunicar recíprocamente la sentencia condenatoria por el crimen ó delito, de cualquiera naturaleza que sea, pronunciada por los tribunales de uno de los dos estados contra los súbditos del otro. Para este fin cada uno de los gobiernos dará las instrucciones necesarias á las respectivas autoridades competentes.

Art. 32. Se declara que en ningún caso podrá solicitarse ni acordarse la extradición por delitos políticos.

Art. 33. Si alguno de los artículos de este tratado fuese violado ó infringido ú ocurriese otro motivo de desavenencia entre ambas repúblicas, se estipula expresamente que ninguna de las dos partes contratantes ordenará ó autorizará actos de represalia sinó es hasta que se hallen agotados todos los medios pacíficos de satisfacción ó avenimiento. Estos me-

dios serán la exposición en memorias de las ofensas ó daños verificados con pruebas ó testimonios competentes presentados por el Gobierno que se crea agraviado, y si no se les diese la debida satisfacción, entonces se someterá la decisión del asunto al arbitramento de cualquiera de los Gobiernos de Centro-América ó de cualquiera del Continente americano.

Art. 34. El presente tratado será perfecto y siempre obligatorio en lo que se refiere á paz y amistad, y en todos los puntos concernientes á comercio y demás disposiciones, permanecerá en vigor y fuerza durante diez años contados desde el día del canje de las ratificaciones: sin embargo, si un año antes de espirar este término no se hubiere hecho por alguna de las partes, notificación oficial á la otra, sobre su intención de terminarlo, continuará siempre obligatorio para ambas hasta un año después de haberse notificado la expresada intención.

Art. 35. Este tratado será ratificado, y las ratificaciones canjeadas en esta ciudad ó en la de Managua, en el término de tres meses después de la última ratificación, ó antes si fuere posible.

En fé de lo cual, los plenipotenciarios lo firman por duplicado y le ponen sus respectivos sellos.

Concluido en la ciudad de San Salvador, á los diez y siete días del mes de Noviembre de mil ochocientos ochenta y tres.

Salvador Gallegos.
Joaquín Zavala.

53.

SALVADOR, ESPAGNE.

Convention pour la protection de la propriété littéraire;
signée à Madrid le 23 juin 1884*).

Rafael Reyes Coleccion de Tratados del Salvador 1884.

El Presidente de la República del Salvador al señor don Jose María Torres Caicedo, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en Madrid, Miembro correspondiente de la Academia Española, Comendador de número extraordinario de la Real y distinguida Orden de Carlos III, Gran Oficial de la Orden de la Legión de Honor de Francia etc., etc.

y Su Majestad el Rey de España á don José Elduayen, Marqués del Paso de la Merced, Gran Cruz de la Real y distinguida Orden de Carlos III, de Leopoldo de Austria, de Pío IX, de la Legión de Honor de Francia, de San Mauricio y San Lázaro de Italia, de la Estrella de Rumania, del Osmanié de Turquía y Collar de la Orden de Wasa de Suecia, Su Ministro de Estado, Senador vitalicio, Ministro que ha sido de Hacienda y Ultramar, Inspector general del Cuerpo de Ingenieros de Caminos, Canales y Puertos etc., etc.

*) Les ratifications ont été échangées.

Los cuales después de haber exhibido sus plenos poderes y halládoslos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Art. 1. Los naturales de la República del Salvador en España y los naturales de España en la República del Salvador, que sean autores de libros, folletos ú otros escritos, de obras dramáticas, de composiciones musicales, ó de arreglos de música, de obras de dibujo, de pintura, de escultura, de grabado, de litografías, de láminas, de cartas geográficas y, en general, de toda clase de producciones científicas, literarias ó artísticas gozarán recíprocamente en cada uno de los dos Estados, de las ventajas estipuladas en el presente convenio, así como también de todas aquellas que al presente se refieren ó mas tarde se refieran, por la ley, en uno ú otro Estado, á la propiedad de obras de literatura, de ciencias ú otras artes.

Para garantizar estas ventajas, obtener indemnización de daños y perjuicios y proceder contra los falsificadores, gozarán de la misma protección y los mismos recursos legales ya concedidos ó que en lo sucesivo se concedieren á los autores nacionales, en cada uno de los dos países tanto por las leyes especiales sobre la propiedad literaria y artística, como por la Legislación general en materia civil ó penal.

Art. 2. Para asegurar las obras de literatura, ciencias ó artes la protección estipulada en el artículo primero y para que los autores ó editores de estas obras sean, en consecuencia, admitidos ante los tribunales de los dos países á seguir procesos contra los falsificadores, bastará que los referidos autores ó editores justifiquen su derecho de propiedad por medio de un certificado que emane de la autoridad pública competente y así comprueben que gozan en su propio país para la obra de que se trate, de la protección legal contra falsificación ó reproducción ilícita.

Art. 3. Las estipulaciones del artículo primero se aplican igualmente á la representación ó á la ejecución en uno de los dos Estados, de las obras dramáticas ó musicales de los autores y compositores del otro país.

Art. 4. Quedan expresamente asimiladas á las obras originales las traducciones de obras nacionales ó extranjeras hechas por un escritor que pertenezca á uno de los dos Estados. Esas traducciones gozarán, por este título, de la protección estipulada á virtud del presente convenio para las obras originales, en lo concerniente á su producción no autorizada en el otro Estado. Queda bien atendido, sin embargo que el objeto del presente artículo es únicamente el de proteger al traductor en lo relativo á la versión que haya hecho de la obra original, y no el de conferir derecho exclusivo de traducción al primer traductor de una obra cualquiera, escrita en lengua muerta ó viva.

Art. 5. Los nacionales de uno de los dos países, autores de obras originales, tendrán el derecho de oponerse á la publicación en el otro país de toda traducción de esas obras no autorizada por ellos mismos, y estos, durante todo el tiempo que se haya concedido para el goce del derecho de propiedad literaria sobre la obra original; siendo así que la publicación de una traducción no autorizada, equivale bajo todos respectos á la reimpresión ilícita de la obra.

Los autores de obras dramáticas gozarán recíprocamente de los mismos

derechos en lo relativo á la traducción ó á la representación de las traducciones de sus obras.

Art. 6. Se prohíben igualmente las apropiaciones indirectas no autorizadas, tales como: las adaptaciones, las imitaciones llamadas de buena fé, utilizaciones, trascripciones de obras musicales y, en general, todo uso que se haga por la imprenta ó en la escena de las obras literarias, dramáticas ó artísticas, sin el consentimiento del autor.

Art. 7. Será, no obstante, lícita recíprocamente la publicación, en cada uno de los dos países, de extractos ó de fragmentos enteros de las obras de un autor del otro país, ya en la lengua original, ya en traducción, con tal que estas publicaciones sean especialmente aprobadas para la enseñanza y el estudio y vayan acompañadas de notas explicativas.

Art. 8. Las obras que se den á luz por entregas, así como los artículos ó folletos que los autores de uno de los dos países inserten en periódicos, no podrán ser reproducidos ó traducidos en los periódicos ó colecciones periódicas del otro país, ni publicados en volumen ó de otro modo, sin permiso de los autores. Esta prohibición no deberá nunca aplicarse á los artículos de discusión política.

Art. 9. Los mandatarios legales ó representantes de los autores, compositores y artistas, gozarán recíprocamente y bajo todos respectos de los mismos derechos que los que el presente convenio concede á los autores, traductores, compositores y artistas.

Art. 10. Los derechos de propiedad literaria y artística, reconocidos por el presente convenio, son garantizados durante la vida de los autores, traductores, compositores y artistas y durante cincuenta años después de su muerte, en provecho de los cónyuges que sobrevivan, de sus herederos, sucesores irregulares donatarios, legatarios, cesionarios, ó todos aquellos que representen sus derechos conforme á la Legislación de su país.

Art. 11. Se prohíbe en cada uno de los dos países la introducción y la venta ó exposición de obras científicas, literarias ó artísticas impresas ó reproducidas en cualquiera de ellos ó en nación extranjera sin permiso de los autores ó propietarios de tales obras.

Art. 12. Toda edición ó reproducción de obra científica, literaria ó artística hecha sin ajustarse á las disposiciones del presente convenio, será considerada como falsificación.

Cualquiera que haya editado, vendido, puesto á vender ó introducido en el territorio de uno de los dos países alguna obra ú objeto falsificado, será castigado según las leyes en vigor en uno ú otro de los dos países en sus respectivos casos.

Art. 13. Las disposiciones del presente convenio, no podrán perjudicar en manera alguna al derecho que corresponde á cada una de las Altas Partes contratantes para permitir, vigilar ó prohibir por medio de medidas de legislación ó de policía interior, la circulación, la representación ó la exposición de toda obra ó producción, con respecto á la cual la autoridad competente haga ejercer este derecho.

El presente convenio, no se opondrá por ningún motivo al derecho de la una ó de la otra de las Altas Partes contratantes para prohibir la

importación en sus propios Estados, de los libros que, en virtud de sus leyes interiores ó por estipulaciones acordadas con otras potencias, sean ó hayan de ser declarados como falsificaciones.

Hecho, por duplicado, en Madrid, á veintitres de Junio de mil ochocientos ochenta y cuatro.

J. M. Torres Caicedo.

José Elduayen.

54.

SALVADOR, COSTA RICA.

Traité d'Amitié, de paix, de commerce et d'extradition;
signé à San José de Costa Rica le 8 novembre 1882.

Coleccion de Tratados forma dà par Rafael Reyes San Salvador 1884.

Tratado de Paz, Amistad, Comercio y Extradición, ajustado entre los Plenipotenciarios señores doctores don Salvador Gallegos, Ministro de Relaciones Exteriores del Salvador, debidamente autorizado,

y Don José María Castro, Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores de Costa-Rica;

Los Gobiernos de las Repúblicas del Salvador y Costa-Rica, deseosos de estrechar las relaciones de ambos países y de afianzarlas en un tratado que llene ésta y otras nobles aspiraciones, han acreditado con tal objeto sus respectivos Plenipotenciarios, á saber: el del Salvador á su Ministro de Relaciones Exteriores doctor don Salvador Gallegos, y el de Costa-Rica, á su Secretario de Estado doctor don José María Castro, quienes después de haberse comunicado sus respectivos plenos poderes y de hallarlos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Art. 1. Habrá perfecta paz, perpetua y sincera amistad, entre las Repúblicas del Salvador y Costa-Rica.

Art. 2. En ningún caso el Salvador y Costa-Rica se harán la guerra. Si entre ellas llegare á surgir alguna diferencia, sedarán las debidas explicaciones; y no pudiendo avenirse en el asunto ocurrido, adoptarán precisa é ineludiblemente para terminarlo, el medio humanitario y civilizado del arbitraje.

Art. 3. La designación del árbitro se hará en un convenio especial determinando la cuestión y el procedimiento que en el juicio arbitral deba observar el árbitro.

Si el nombramiento de éste no se hubiere verificado de común acuerdo dentro de seis meses á contar desde la fecha del «Diario Oficial» en que precisamente debo publicarse el despacho en que una de las partes contratantes exige de la otra dicho nombramiento, éste se tendrá por efectuado en el Gobierno de aquella de las naciones hispano-americanas que lo acepte

y á quien corresponda por orden alfabético, el cual ha de seguirse sucesivamente hasta llegar al que tenga la deferencia de prestar tan importante servicio. Salvo que resulte de común acuerdo, ningún Gobierno de los mencionados que tuviere interés en la cuestión, ya sea directa ó indirectamente, ú otra cualquiera con alguna de las partes contratantes, puede ser llamado al arbitraje.

El árbitro, aún cuando una sola de las partes le hubiere hecho saber que le toca el arbitraje y solicitado su admisión, citará á las dos, señalándoles un término prudente, que nunca excederá de diez meses, para que dentro de él concurren por medio de sus representantes acreditados con letras-patentes á explicar y defender su respectiva causa y exhibir los documentos que la apoyen. Para que la citación se tenga por válida, basta que se haga por medio del agente diplomático ó consular del árbitro de cualquiera otra nación amiga.

Si alguna de las partes dejare de concurrir dentro del término fijado, cualquiera que sea la causa, con su representante ó una exposición documentada de los derechos que alega, el árbitro procederá no obstante, á examinar el asunto sometido con cualquiera antecedente que se hubiere suministrado por las dos ó una sola de las partes, y sin otra formalidad, pronunciará su laudo, el cual adquiere desde la fecha de su notificación, que se hará de la manera establecida para la citación, toda la fuerza y validez de un tratado concluido, obligatorio é irrevocable entre las mismas partes contratantes, las cuales renuncian desde ahora á toda reclamación de cualquiera naturaleza contra la decisión arbitral, y se obligan á acatarla y cumplirla fielmente, empeñando en ello el honor nacional.

Art. 4. Las relaciones comerciales de una República con la otra, en ningún caso podrán cerrarse, si no es á consecuencia de una declaratoria formal de guerra, entre las partes contratantes, lo cual es casi imposible, desde luego que al deber y buen nombre de ellas cumple guardar lo estipulado en los artículos precedentes.

Art. 5. Si por desgracia, alguna nación hiciere la guerra al Salvador ó á Costa-Rica, las partes contratantes convienen en no hacer alianza ofensiva ni prestar ninguna clase de auxilios á los enemigos de ninguna de las dos Repúblicas; pero esto no obsta á que puedan celebrar alianzas para la defensa de sus derechos ó las de sus respectivos territorios en caso de ser invadidos.

Art. 6. Si el desacuerdo ó desavenencia ocurriere entre otros Estados de Centro-América, las partes contratantes, de común acuerdo ó cada una por sí, ofrecerán á aquellos sus buenos oficios y mediarán á fin de mantener la armonía general en Centro-América.

Art. 7. Si se suscitare cuestión entre uno de los Gobiernos contratantes y alguna potencia extranjera, el otro ofrecerá sus buenos oficios, excitando á la vez á los demás Gobiernos de Centro-América á que por su parte hagan lo mismo hasta lograr un arreglo equitativo y satisfactorio. Este compromiso deberá cumplirse desde que se tenga conocimiento de la cuestión y los correspondientes informes de su naturaleza y circunstancias.

Art. 8. Debiendo las repúblicas contratantes considerarse recíprocamente como hermanas, se declara y establece que, en cuanto lo permitan las constituciones que ahora las rigen, y lo más, pero no lo menos, que franqueen las venideras, los salvadoreños en Costa-Rica y los costaricenses en el Salvador, gozarán de los mismos derechos políticos que incumben á los naturales. En consecuencia, para que sea eficaz este propósito, el Gobierno de Costa-Rica, se compromete á procurar la reforma de su Constitución vigente, en el sentido de que se conceda á los salvadoreños y demás centro-americanos el goce completo de los derechos políticos, pues por lo que hace al Salvador no presentando inconveniente su Constitución actual, quedan desde ahora otorgados á los costaricenses. En cuanto á los derechos civiles, dicho goce y equiparación serán desde luego absolutos, sin reserva ni diferencia alguna, especialmente en cuanto á libertades y seguridades personales y de domicilio; á los medios de adquirir bienes de toda clase, poseerlos, conservarlos, transferirlos y trasportarlos dentro y fuera de la República, y al libre ejercicio del comercio y la navegación: todo sin otras limitaciones, formalidades é impuestos nacionales ó municipales, que aquellos á que están ó lleguen á estar sujetos los naturales.

Art. 9. El ejercicio de derechos políticos y la admisión y servicio de cualquier empleo ó cargo público por parte de los ciudadanos de una República en la otra, nunca y en ningún caso podrán afectar la nacionalidad ni la ciudadanía de su origen, más en la República donde tales derechos y empleos ó cargos ejerzan, están sujetos á todas las cargas y servicios obligatorios á los naturales.

Art. 10. Los salvadoreños en Costa-Rica y los costaricenses en el Salvador, podrán ejercer con arreglo á las leyes del país en que residan sus profesiones ú oficios, sin más requisitos que la presentación del título debidamente autenticado, la justificación de la identidad de la persona, si fuese necesaria, y el pase correspondiente del Gobierno Supremo. También tendrán el derecho de incorporar en la Universidad ó Colegio respectivo sus cursos académicos, previas las utenticación é identidad referidas.

Art. 11. Los documentos, títulos académicos, diplomas profesionales y escrituras públicas de cualquiera naturaleza que sean, extendidos ú otorgados conforme á las leyes de la una ó de la otra República respectivamente, valdrán en aquella donde se presenten para que tengan sus efectos y se les dará entera fé si contuvieren los requisitos necesarios de autenticidad. Los tribunales evacuarán los exhortos y demás diligencias judiciales, habiendo para ello solicitud de autoridad legítima, enviado en forma, y un encargado de la parte interesada, para proveer lo que el caso demande.

Los Ministros, Encargados de Negocios y Agentes Consulares del Salvador en países extranjeros, protegerán á los costaricenses, considerándolos en todo como connacionales, y los Agentes diplomáticos y Consulares de Costa-Rica, protegerán y considerarán del mismo modo en países extranjeros á los salvadoreños.

Art. 12. Los naturales de una República residentes ó domiciliados en la otra, estarán exentos del servicio militar obligatorio, cualquiera que sea, por mar ó tierra, y de todos los empréstitos forzosos, exacciones ó

requerimientos militares, salvo lo dispuesto en la parte final del artículo 9. No se les obligará por ningún motivo ni bajo ningún pretexto á pagar más contribuciones ó taxas ordinarias ó extraordinarias que aquellas que pagan los naturales.

Art. 13. Si algunos emigrados por causas políticas se acogieren al territorio de una ú otra República, gozarán de su asilo; pero se cuidará de que el asilo no se convierta en perjuicio de la seguridad y derechos del país de donde proceden los emigrados. En consecuencia, estos podrán ser concentrados cuando se justifique debidamente que abusan del asilo, maquinando ó poniendo por obra trabajos atentatorios contra el orden público del país de su procedencia.

Art. 14. Los gobiernos contratantes se comprometen á recibir en sus respectivos territorios los comisionados ó agentes diplomáticos y consulares que tengan por conveniente acreditar, acogiendo y tratándolos conforme al derecho y prácticas internacionales, generalmente aceptadas.

Art. 15. A los agentes diplomáticos de una República en la otra, es dable favorecer moralmente con sus buenos oficios la justicia que asista á los nacionales de la República que representen, en sus asuntos llevados por cualquier via legal, ante la autoridad respectiva; pero no les es permitido admitirles reclamos para entablar una acción diplomática, ni ejercer ésta, sino es en el caso de que hayan agotado en la respectiva demanda todos los recursos que para ante autoridades del país, las leyes del mismo franqueen á los naturales.

Art. 16. En cuanto á los daños ó perjuicios que el nacional de una de las Repúblicas contrayentes recibiere en el territorio de la otra, el Gobierno de ésta no será responsable, sino es que sean causados por agentes del mismo Gobierno ó autoridad del país, en cuyo caso, los perjudicados deben ser atendidos por las autoridades de la República donde lo han sido, y obtener de ellas la debida justicia, bajo las mismas leyes á que están sujetos los nacionales, — de tal suerte que los naturales de una de las partes contratantes, en ningún caso serán de mejor condición que los de la otra.

Art. 17. Ambas Repúblicas se comprometen á fijar las bases para establecer y mantener una representación común en el exterior, para procurar una legislación uniforme y para constituir un sistema común de pesos, medidas y monedas sobre la base decimal, todo en el más corto plazo posible.

Art. 18. Cuando la Constitución de Costa-Rica abra el campo que la del Salvador, y la oportunidad se presente de celebrar concierto para la Unión Centro-Americana, los Gobiernos contratantes se empeñarán de consuno en la realización de esa grande idea. Cualquiera de las dos que la intente ó que sea invitada para ella, deberá dar á la otra, noticia inmediata y completa de las negociaciones que ocurran desde el momento en que se inicien y á medida que se vayan verificando.

Art. 19. No pudiendo considerarse rigurosamente las Repúblicas del Salvador y Costa-Rica como naciones extranjeras, por razón de su común origen por las conexiones é intereses territoriales, comerciales y políticos

que las han ligado y las ligan, se declara y establece respecto de sus particulares y propias producciones: que las importaciones y exportaciones que se hagan de uno á otro punto ya sean por mar ó tierra de los artículos ó productos naturales é industriales propios del país que los remite, no pagarán derecho ni impuesto de ninguna clase, sean fiscales ó locales; más esta franquicia para las producciones del Salvador en Costa-Rica, atendidos los compromisos de antemano contraídos por la última, no podrá tener efecto antes de que ella haya totalmente solventado sus actuales deudas interior y exterior.

Para evitar toda deuda, á su tiempo, lo mismo que cualquier fraude, se conviene: que los efectos de que habla este artículo, en su introducción al territorio ó dominios de la una parte, deberán ir acompañados de una guía expedida por las autoridades competentes de la otra, en que se hará constar ser ella el origen ó procedencia de dichos efectos: esto por lo que hace á la importación; más, respecto á la exportación, el que la verifica tiene la obligación de presentar, dentro de dos meses, la correspondiente torna-guía, si esto se le exigiere.

Art. 20. Las Repúblicas contratantes se entregarán recíprocamente los individuos prófugos de la una refugiados en la otra, que estuvieren procesados ó sentenciados, como autores, cómplices ó encubridores, por los delitos de homicidio, incendio, robo, abigeato, piratería, peculado, falsificación de moneda, sellos é instrumentos públicos, bonos y documentos de crédito del Estado, billetes de banco ó cualquier otro valor público, defraudación de rentas públicas, quiebra fraudulenta, falso testimonio y por cualquiera otro delito que tenga señalada pena de muerte, penitenciaria, presidio, trabajos forzados ó prisión que no baje de dos años en la nación en que se hubiesen cometido, aunque la pena sea menor ó distinta en la del refugio.

Art. 21. La pena de dos años de prisión mencionada en el artículo anterior, señala solamente la naturaleza de los delitos que motivan la extradición, cuando ésta se pide durante el enjuiciamiento; pero no limita los efectos del juicio, si por circunstancias atenuantes ú otros esclarecimientos favorables al reo, fuese éste sentenciado á sufrir pena menor.

Art. 22. Para los efectos de extradición, se comprenden en la jurisdicción de la República á la cual aquella se pide, sus aguas territoriales, sus buques mercantes en alta mar, y los de guerra donde quiera que se sacuentren.

Art. 23. Cuando la pena del crimen ó delito que motiva la extradición, no sea igual en la nación reclamante y en la del refugio, sufrirá el delincuente la menor, y en ningún caso se le impondrá la de muerte.

Art. 24. La extradición estipulada en el artículo 20, no alcanzará á los delitos cometidos antes de estar en vigor el presente tratado.

Art. 25. Queda también fuera del alcance de la extradición, todo delito político, aun cuando resulte cometido en conexión con algún crimen ó delito común que pudiera motivarla.

Los refugiados que hubieren sido entregados por delitos comunes, no

podrán ser juzgados ni castigados por delito político cometido antes de la extradición.

Corresponde al Gobierno de la República del asilo, certificar la naturaleza de todo delito político.

Art. 26. Para la extradición se entenderán entre sí los Gobiernos, sea directamente, sea por la vía diplomática ó por cualquier funcionario debidamente autorizado. En la reclamación se especificará la prueba ó principios de prueba que por las leyes del Estado en que se haya cometido el delito, sea bastante para justificar la captura y enjuiciamiento del inculpado.

En caso de fuga del reo, después de estar condenado y antes de haber sufrido totalmente la pena, la reclamación expresará esta circunstancia é irá acompañada únicamente de la sentencia.

Art. 27. En casos urgentes, se podrá solicitar la detención provisional del inculpado por medio de comunicación telegráfica ó postal dirigida al Ministro de Relaciones Exteriores, directamente ó por medio del respectivo agente diplomático. El arresto provisional se verificará en la forma y según las reglas establecidas por la legislación del país del asilo; pero cesará si en el término de un mes, contado desde que se verificó, no se formalizase la reclamación indicada en el artículo precedente.

Art. 28. Si el reo fuese ciudadano del país en que se ha refugiado y se solicitare su extradición para que sufra la pena impuesta por sentencia ejecutoriada, emitida con su audiencia, se entregará con sujeción á lo dispuesto en los artículos 23, 24 y 25; pero si la extradición se pidiese por causa de enjuiciamiento, el Gobierno no está obligado á concederla, si el reo prefiriese ser juzgado por los tribunales de su país; en este caso, con los antecedentes recogidos en el punto donde se hubiese cometido el delito, y después de evacuarse los exhortos que se creyere convenientes, el juez del domicilio del reo, ó el de la capital, si no tuviere, deberá seguir el proceso hasta terminarlo; y el Gobierno del país del juzgamiento, informará al otro Gobierno del resultado definitivo.

Art. 29. Cuando haya lugar á la extradición, todos los objetos aprehendidos que tengan relación con el delito y sus autores, se entregarán, sin perjuicio del derecho de tercero, á la República reclamante. Dicha entrega se verificará aunque por la muerte ó fuga del inculpado no pueda llevarse á efecto la extradición.

Art. 30. No será concedida la extradición si el reo reclamado hubiese sido ya juzgado y sentenciado por el mismo hecho en la República donde reside, ó si conforme á las leyes de la República que lo solicita, hubiese prescrito la acción ó la pena.

Art. 31. Si el reo cuya extradición se solicita estuviese acusado ó hubiese sido condenado por crimen ó delito cometido en la jurisdicción territorial de la República en que se encuentra, no será entregado sino después de haber sido absuelto ó indultado, y, en caso de condenación, después de haber sufrido la pena.

En los casos en que el reo cuya entrega se pida, hubiese contraído obligaciones que no pueda cumplir á causa de la extradición, ésta se lle-

vará siempre á efecto, quedando la parte interesada en libertad de gestionar sus derechos ante la autoridad competente.

Art. 32. Cuando el acusado ó condenado cuya extradición se solicita por una de las partes contratantes, fuere igualmente reclamado por otro ú otros gobiernos á causa de crímenes ó delitos cometidos en jurisdicción de ellos por el mismo culpable, éste será entregado de preferencia al Gobierno que primero hubiere hecho la demanda de extradición.

Art. 33. Los gastos que causen el mantenimiento y trasporte del individuo reclamado y también la entrega y traslación de los objetos que por tener relación con el delito deban restituirse, serán á cargo de la República que solicite la entrega.

Art. 34. Si además de los exhortos para la deposición de testigos domiciliados en el territorio del otro Estado, la autoridad del país del exhorto conceptuare necesario el comparendo de dichos testigos ó de otros á quienes no se hubiere referido el exhorto, el Gobierno de quien dependen unos y otros testigos procurará corresponder á la invitación que le haga el otro Gobierno solicitando el comparendo. Si los testigos consintieren en ir, los gobiernos respectivos se pondrán de acuerdo para figar la indemnización debida, que se les abonará por el Estado reclamante, en razón de la distancia y de la permanencia. anticipándoles la suma que necesiten. Igual convenio celebrarán las partes contratantes para proporcionarse recíprocamente, siempre que sea posible, los demás medios de prueba correspondientes á la instrucción criminal en el respectivo país.

Art. 35. Los Gobiernos contratantes se comprometen á comunicarse recíprocamente la sentencia condenatoria por el crimen ó delito de cualquiera naturaleza que sea, pronunciada por los tribunales de un Estado contra los ciudadanos de otro.

Art. 36. El presente tratado abroga el de diez de Diciembre de mil ochocientos cuarenta y cinco, celebrado entre las mismas partes contratantes, será ratificado debidamente y sus ratificaciones se canjearán en esta ciudad ó en la de San Salvador, dentro de diez meses á contar desde esta fecha.

En fé de lo cual, los plenipotenciarios arriba mencionados firman por duplicado y sellan con sus respectivos sellos este tratado constante de treinta y seis artículos en la ciudad de San José de Costa-Rica, á los ocho días del mes de Noviembre de 1884, y LXIII año de la Independencia de Centro-América.

*Salvador Gallegos.
José M^{ra}. Castro.*

55.

SALVADOR, COSTA-RICA.

Traité d'amitié, de commerce et d'extradition; signé à San José le 28 novembre 1885.

Anuario diplomático del Salvador de 1885.

Los Gobiernos del Salvador y Costa-Rica, deseando estrechar lo más posible las amistosas y fraternales relaciones á ambas Repúblicas, mediante su recíproca consideración y lealtad, asegurando al propio tiempo entre ellas una paz sólida y estable, á cuya sombra se desarrollen sus elementos de progreso, han dispuesto, de común acuerdo, la celebración de un Tratado General que armonice sus principales intereses; y para conseguir tan importante fin el Presidente de la República del Salvador ha conferido amplios poderes á su Ministro de Estado en los Despachos de Hacienda y Crédito Público, doctor don Jacinto Castellanos, con el caracter de Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario, y el Presidente de la República de Costa-Rica, á su Secretario de Estado en los Despachos de Relaciones Exteriores, Justicia, Culto y Beneficencia, licenciado don Ascensión Esquivel; quienes después de haber canjeado sus respectivos plenos poderes, y encontrándolos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Art. 1. Habrá perfecta paz, perpétua y sincera amistad entre las Repúblicas del Salvador y Costa-Rica.

Art. 2. En ningún caso el Salvador y Costa-Rica se harán la guerra. Si desgraciadamente llegare á surgir entre ellas alguna diferencia, se darán las debidas explicaciones; y no pudiendo avenirse en el asunto ocurrido, adoptarán precisa é ineludiblemente para terminarla, el medio humanitario y civilizado del arbitraje.

Art. 3. La designación del árbitro se hará en un convenio especial, determinando la cuestión y el procedimiento que deba observarse en el juicio arbitral.

Art. 4. Las relaciones comerciales de una República con otra, en ningún caso podrán cerrarse, si no es á consecuencia de una declaración formal de guerra entre las partes contratantes, lo cual es casi imposible desde luego que al deber y buen nombre de ellas cumple guardar lo estipulado en los artículos anteriores.

Art. 5. Si por desgracia alguna nación hiciere la guerra al Salvador ó á Costa-Rica, las partes contratantes convienen en no hacer alianza ofensiva, ni prestar ninguna clase de auxilios á los enemigos de ninguna de las dos Repúblicas; pero esto no obsta para que puedan pactar alianzas para la defensa de sus derechos ó de sus respectivos territorios, en caso de ser invadidos.

Art. 6. Si el desacuerdo ó desavenencia ocurriere entre otras Re-

públicas de Centro-América, las partes contratantes, de común acuerdo, ó cada una de por sí, ofrecerán á aquellas sus buenos oficios, y mediarán, á fin de mantener la armonía general en Centro-América.

Art. 7. Si se suscitare cuestión entre uno de los Gobiernos contratantes y alguna Potencia Extranjera, el otro ofrecerá sus buenos oficios, excitando á los demás Gobiernos de Centro-América para que por su parte hagan lo mismo, hasta lograr un avenimiento equitativo y satisfactorio. Este compromiso deberá cumplirse desde que se tenga conocimiento de la cuestión y los correspondientes informes de su naturaleza y circunstancias.

Art. 8. Debiendo las Repúblicas contratantes considerarse recíprocamente como hermanas, se declara y establece que, en cuanto lo permitan las Constituciones que ahora las rigen, y lo más, pero no lo menos que franqueen las venideras, los salvadoreños en Costa-Rica, y los costaricenses en el Salvador, gozarán los mismos derechos políticos que incumben á los naturales. En consecuencia, para que sea eficaz este propósito, el Gobierno de Costa-Rica se compromete á procurar la reforma de su Constitución vigente, en el sentido de que se conceda á los salvadoreños y demás centro-americanos el goce completo de los derechos políticos, pues por lo que hace al Salvador, no presentando inconvenientes su Constitución actual, quedan desde ahora otorgados á los costaricenses. En cuanto á los derechos civiles, dicho goce y equiparación serán desde luego absolutos sin reserva ni diferencia alguna, especialmente en cuanto á libertades y seguridades personales y de domicilio; á los medios de adquirir bienes de toda clase, poseerlos, conservarlos, trasferirlos y trasportarlos dentro y fuera de la República, y al libre ejercicio del comercio y la navegación: todo sin otras limitaciones, formalidades é impuestos nacionales ó municipales que aquellos á que están ó llegaren á estar sujetos los naturales.

Art. 9. El ejercicio de los derechos políticos en su caso, y el servicio de cualquier empleo ó cargo público por parte de los ciudadanos de una República en la otra, nunca y en ningún caso podrá afectar la nacionalidad ni la ciudadanía de su origen; más en la República donde tales derechos, empleos ó cargos ejerzan, están sujetos á todas las cargas y servicios obligatorios á los naturales.

Art. 10. Los salvadoreños en Costa-Rica, y los costaricenses en el Salvador, podrán ejercer con arreglo á las leyes del país en que residan, sus profesiones ú oficios, sin mas requisitos que la presentación del título debidamente autenticado, la justificación de la identidad de la persona si fuere necesaria, y el pase correspondiente del Gobierno. También tendrán el derecho de incorporar en la Universidad, Instituto ó Colegio respectivo, sus cursos académicos, previa la autenticación é identidad referidas.

Art. 11. Los salvadoreños gozarán en Costa-Rica, y los costaricenses en el Salvador, del derecho de propiedad literaria ó artística, en los mismos términos y sujetos á iguales requisitos que los naturales.

Art. 12. Los documentos públicos ó auténticos, títulos académicos ó profesionales y escrituras de cualquiera naturaleza que sean, extendidos ú otorgados conforme á las leyes de la una ó de la otra República respectivamente, valdrán en aquella donde se presenten para que tengan efecto,

y se les dará entera fe, si contuvieren los requisitos necesarios de autenticidad. Los exhortos que para examen de testigos, notificaciones ú otras diligencias análogas de tramitación judicial se expidieren de una de las Repúblicas contratantes á la otra, serán evacuadas por la que los reciba, siempre que medie solicitud de autoridad legítima, enviada en forma por conducto de los respectivos Gobiernos; y siempre que haya encargado que, en caso de ser preciso, suministre las expensas que el asunto demande.

Art. 13. Los Ministros, Encargados de Negocios y Agentes Consulares del Salvador en países extranjeros, protegerán á los costarricenses, considerándolos en todo como connacionales; y los Agentes diplomáticos y Consulares de Costa-Rica, protegerán y considerarán del mismo modo en países extranjeros á los salvadoreños.

Art. 14. Los naturales de una República residentes en la otra, estarán exentos del servicio militar obligatorio, cualquiera que sea, por mar ó tierra, y de todos los empréstitos forzosos, exacciones ó requerimientos militares, salvo lo dispuesto en la parte final del artículo 9. No se les obligará por ningún motivo, ni bajo ningún pretexto á pagar más contribuciones ó tasas ordinarias ó extraordinarias que aquellas que paguen los naturales.

Art. 15. Si algunos emigrados por causas políticas se acogieren al territorio de una ú otra República, gozarán de su asilo; pero se cuidará de que el asilo no se convierta en perjuicio de la seguridad y derechos del país de donde procedan los emigrados. En consecuencia, no se permitirá que en los puertos de la República que concede el asilo se preparen ó armen expediciones que tengan por objeto alterar el orden público de la otra.

Art. 16. Los Gobiernos contratantes se comprometen á recibir en sus respectivos territorios los Agentes diplomáticos y Consulares que tengan por conveniente acreditar, acogiéndolos y tratándolos conforme al derecho y prácticas internacionales generalmente aceptados.

Art. 17. A los Agentes diplomáticos de una República en la otra, es dable favorecer moralmente con sus buenos oficios, la justicia que asista á los nacionales de la República que representen en sus asuntos llevados por cualquier vía legal, ante la autoridad respectiva; pero no les es permitido admitirles reclamos para entablar una acción diplomática, ni ejercer ésta, sinó es en el caso de que hayan agotado en la respectiva demanda todos los recursos que para ante autoridades del país, las leyes del mismo franqueen á los naturales.

Art. 18. En cuanto los daños ó perjuicios que el natural de una de las Repúblicas contratantes recibiere en el territorio de la otra, el Gobierno de ésta no será responsable, sino es que sean causados por Agentes del mismo Gobierno ó autoridades del país, en cuyo caso los perjudicados deben ser atendidos por las autoridades de la República donde lo han sido, y obtener de ellas la debida justicia, bajo las mismas leyes á que están sujetos los naturales; de tal suerte, que los naturales de una de las partes contratantes en ningún caso serán de mejor condición que los de la otra.

Art. 19. Las Repúblicas contratantes se entregarán recíprocamente

los individuos prófugos de la una refugiados en la otra, que estuvieren procesados ó sentenciados como autores, cómplices ó encubridores, por los delitos de homicidio, incendio, robo, abigeato, piratería, peculado, falsificación de moneda, sellos é instrumentos públicos, bonos y documentos de crédito del Estado, billetes de banco, ó cualquiera otro valor público, defraudación de las rentas públicas, quiebra fraudulenta, falso testimonio, y por cualquiera otro delito pue tenga señalada pena de muerte, penitenciaría, presidio, trabajos forzados ó prisión que no baje de dos años en la nación en que se hubiesen cometido aunque la pena sea menos distinta en la del refugio.

Art. 20. La pena de dos años de prisión mencionada en el artículo anterior, señala solamente la naturaleza de los delitos que motivan la extradición, cuando ésta se pide durante el enjuiciamiento; pero no limita los efectos del juicio, si por circunstancias atenuantes ú otros esclarecimientos favorables al reo, fuese éste sentenciado á sufrir pena menor.

Art. 21. Para los efectos de la extradición, se comprenden en la jurisdicción de la República, á la cual aquella se pide, sus aguas territoriales, sus buques mercantes en alta mar y los de guerra donde quiera que se encuentren.

Art. 22. Cuando la pena del crimen ó delito que motiva la extradición no sea igual en la nación reclamante y en la del refugio, sufrirá el delincuente la menor, y en ningún caso se impondrá la de muerte.

Art. 23. La extradición estipulada en el artículo 19, no alcanzará á los delitos cometidos antes de estar en vigor el presente Tratado.

Art. 24. Queda también fuera del alcance de la extradición, todo delito político, aun cuando resulte cometido en conexión con algún crimen ó delito común que pudiera motivarla.

Los refugiados que hayan sido entregados por delitos comunes, no podrán ser juzgados ni castigados por delito político cometido antes de la extradición.

Corresponde al Gobierno de la República del asilo calificar la naturaleza de todo delito político.

Art. 25. Para la extradición se entenderán entre sí los Gobiernos, sea directamente, sea por la vía diplomática ó por cualquier funcionario debidamente autorizado. En la reclamación se especificará la prueba ó principio de prueba que por las leyes del Estado en que se haya cometido el delito, sea bastante para justificar la captura y enjuiciamiento del inculpado.

En caso de fuga del reo, después de estar condenado y antes de haber sufrido totalmente la pena, la reclamación expresará esta circunstancia é irá acompañada únicamente de la sentencia.

Art. 26. En casos urgentes, se podrá solicitar la detención provisional del inculpado por medio de comunicación telegráfica ó postal, dirigida al Ministerio de Relaciones Exteriores, directamente ó por medio del respectivo Agente diplomático. El arresto provisional se verificará en la forma y según las reglas establecidas por la legislación del país del

asilo; pero cesará si en el término de un mes, contado desde que se verificó no se formalizase la reclamación indicada en el artículo precedente.

Art. 27. Si el reo fuese ciudadano del país en que se ha refugiado y se solicitare su extradición para que sufra la pena impuesta por sentencia ejecutoriada, emitida con su audiencia, se entregará con sujeción á lo dispuesto en los artículos 22, 23 y 24; pero si la extradición se pudiese por causa de enjuiciamiento, el Gobierno no está obligado á concederla, si el reo prefiriese ser juzgado por los tribunales de su país; en este caso, con los antecedentes recogidos en el punto donde se hubiese cometido el delito, y después de evacuarse los exhortos que se creyere convenientes, el juez del domicilio del reo ó el de la capital, sino lo tuviere, deberá seguir el proceso, hasta terminarlo; y el Gobierno del país del juzgamiento, informará al otro Gobierno del resultado definitivo.

Art. 28. Cuando haya lugar á la extradición, todos los objetos aprehendidos que tengan relación con el delito y sus autores, se entregarán sin perjuicio de derecho de tercero, á la República reclamante. Dicha entrega se verificará aunque por la muerte ó fuga del inculpado, no pueda llevarse á efecto la extradición.

Art. 29. No será concedida la extradición, si el reo reclamado hubiese sido ya juzgado y sentenciado por el mismo hecho en la República donde reside, ó si conforme á las leyes de la República que lo solicita, hubiese prescrito la acción ó la pena.

Art. 30. Si el reo cuya extradición se solicita estuviese acusado ó hubiese sido condenado por crimen ó delito cometido en la jurisdicción territorial de la República en que se encuentra, no será entregado sino después de haber sido absuelto ó indultado, y en caso de condenación, después de haber sufrido la pena.

En los casos en que el reo cuya entrega se pida, hubiese contraído obligaciones que no pueda cumplir á causa de la extradición, ésta se llevará siempre á efecto quedando la parte interesada en libertad de gestionar sus derechos ante la autoridad competente.

Art. 31. Cuando el acusado ó condenado cuya extradición se solicita por una de las partes contratantes fuere igualmente reclamado por otro ú otros Gobiernos á causa de crímenes ó delitos cometidos en jurisdicción de ellos por el mismo culpable, éste será entregado de preferencia al Gobierno que primero hubiere hecho la demanda de extradición.

Art. 32. Los gastos que causen el mantenimiento y transporte del individuo reclamado y también la entrega y traslación de los objetos que por tener relación con el delito deban restituirse, serán á cargo de la República que solicite la entrega.

Art. 33. Si además de los exhortos para la de posición de testigos domiciliados en el territorio del otro Estado, la autoridad del país del exhorto conceptuare necesario el comparendo de dichos testigos ó de otros á quienes no se hubiere referido el exhorto, el Gobierno de quien dependen unos y otros testigos procurará corresponder á la invitación que le haga el otro Gobierno solicitando el comparendo. Si los testigos consintieren en ir, los Gobiernos respectivos se pondrán de acuerdo para fijar la

indemnización debida, que se les abonará por el Estado reclamante, en razón de la distancia y de la permanencia, anticipándoles la suma que necesiten. Igual convenio celebrarán las partes contratantes para proporcionarse reciprocamente, siempre que sea posible, los demás medios de prueba correspondientes á la instrucción criminal en el respectivo país.

Art. 34. Los Gobiernos contratantes se comprometen á comunicarse reciprocamente la sentencia condenatoria por el crimen ó delito de cualquiera naturaleza que sea, pronunciada por los tribunales de un Estado contra ciudadanos del otro.

Art. 35. El presente Tratado abroga el de diez de diciembre de mil ochocientos cuarenta y cinco, único vigente, por no haber sido ratificado ni canjeado en tiempo el celebrado en ocho de noviembre de mil ochocientos ochenta y cuatro. Será perpetuo en lo relativo á las estipulaciones sobre paz y amistad, y durará por diez años en todo lo demás; pero si ninguna de las partes contratantes lo denunciare antes de la espiración del último año, continuará indefinidamente hasta que se haga tal denuncia. El canje de las ratificaciones se hará en ésta ciudad ó en la de San Salvador dentro de un año contado desde esta fecha.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios arriba mencionados, firman por duplicado, y sellan con sus respectivos sellos este Tratado, constante de treinta y cinco artículos, en la Ciudad de San José de Costa-Rica, á los veintiocho días del mes de noviembre de mil ochocientos ochenta y cinco y LXIV de la Independencia.

*Jacinto Castellanos.
Ascensión Esquivel.*

56.

SALVADOR, ESPAGNE.

Convention d'extradition de malfaiteurs entre les deux pays;
signée à Paris le 22 novembre 1884.

Anuario diplomático del Salvador de 1885.

El Presidente de la República del Salvador y Su Majestad el Rey de España, habiendo juzgado conveniente con el fin de favorecer la recta administración de justicia que las personas procesadas ó sentenciadas por los delitos que más adelante se enumerarán y que se refugiasen de uno de los dos países en el otro sean recíprocamente entregados, bajo ciertas circunstancias, han nombrado por sus Plenipotenciarios para ajustar y firmar un Convenio de extradición á saber:

El Presidente de la República del Salvador al Exmo. señor don José María Torres Caicedo, Caballero Gran Cruz de Isabel la Católica, Comendador de número de Carlos III, Gran Oficial de la Legión de Honor de Francia, Miembro correspondiente de la Real Academia Española y del

Instituto de Francia, Ministro Plenipotenciario del Salvador cerca de S. M. el Rey de España y del Gobierno de la República francesa,

y Su Majestad el Rey de España al Exmo. señor don Manuel Silvela de Le Viellenze, Senador vitalicio, Individuo de número de la Real Academia Española y de Mérito de la Real de Jurisprudencia, ex-Decano del Ilustre Colegio de Abogados de Madrid, Caballero del Collar de Carlos III, Gran Cordón de la Legión de Honor de Francia, Gentilhombre de Cámara de S. M., el Rey de España, Su Embajador Extraordinario y Plenipotenciario cerca de la República francesa, etc., etc., etc.

Los cuales después de haberse comunicado sus respectivos plenos poderes y hallados en buena y debida forma han convenido en los artículos siguientes:

Artículo I. Las Altas Partes contratantes se comprometen á entregarse reciprocamente con las condiciones y circunstancias expresadas en el presente Convenio á los individuos refugiados de la República del Salvador en España y sus provincias en ultramar ó de España ó de sus provincias de ultramar en la República del Salvador procesados ó condenados como autores, cómplices ó encuadradores por los tribunales del país donde se cometió la infracción por los delitos graves ó menos graves, intentados, consumados ó frustrados que á continuación se expresan.

Art. II. Se concederá reciprocamente la extradición por los delitos siguientes:

- 1º. El asesinato, el envenenamiento, el parricidio, y el infanticidio.
- 2º. El homicidio.
- 3º. El aborto.
- 4º. La violación y el estupro.
- 5º. Los atentados contra el pudor con violencia y sin violencia en la persona ó con ayuda de la persona en un niño de uno ú otro sexo menor de trece años.
- 6º. La sustracción y seducción de menores.
- 7º. El rapto, abandono, ocultación, desaparición, sustitución ó suposición de un niño.
- 8º. El secuestro ó detención de persona ó personas para transportarlas á otro país, exigirles dinero ó con cualquier otro fin ilícito.
- 9º. La bigamia.
- 10º. Las heridas ó lesiones graves.
- 11º. El desacato contra la autoridad.
- 12º. Las amenazas de muerte ó de incendio, ó para exigir dinero hechas por escrito y bajo condición.
- 13º. El perjurio y soborno para perjurar.
- 14º. El incendio voluntario.
- 15º. El hurto y el robo.
- 16º. La defraudación y malversación de caudales por empleados públicos ó personas legalmente responsables de la custodia de efectos y valores de la gestión é inversión de fondos.
- 17º. La estafa y el abuso de confianza.
- 18º. La falsificación, alteración, introducción y emisión fraudulenta

de moneda y documentos de crédito con curso legal, fabricación, importación, venta y uso de instrumentos destinados á hacer moneda falsa, pólizas ó cualesquiera títulos de la Denda pública, billetes de Banco y papel moneda, falsificación de sellos de Estado ó de Correos, estampillas, timbres, cuños, marcas y despachos telegráficos.

19°. Falsificación ó expendición de documentos falsificados públicos ó privados.

20°. Falsificación ó suplantación de actos oficiales del Gobierno ó de la autoridad pública, incluso los tribunales de justicia, ó la expendición ó uso fraudulento de los mismos.

21°. Quiebra fraudulenta.

22°. El daño cometido en los caminos de hierro que pueda poner en peligro la vida de los pasajeros; en los telégrafos, diques ú obras de utilidad pública.

23°. El atentado contra la propiedad y la libertad individual y la inviolabilidad del domicilio, siempre que dichos delitos sean penables en ambos países.

24°. La asociación de malhechores.

25°. El falso testimonio, el soborno de testigos, peritos é intérpretes.

26°. Usurpación de estado civil.

27°. Delitos cometidos en la mar.

a. La piratería, según la ley de las naciones.

b. Todo acto de pillaje ó de violencia cometido por la tripulación de un buque español ó salvadoreño ó por la tripulación de un buque contra otro buque español ó salvadoreño ó por la tripulación de un buque extranjero que no esté habilitado en regla contra buques salvadoreños ó españoles, sus tripulaciones ó cargamentos.

c. El hecho de cualquier individuo forme ó nó parte de la tripulación de un buque de entregarlo á los piratas.

d. El acto de cualquier individuo forme ó nó parte de la tripulación de un buque de apoderarse del mismo con fraude ó por violencia.

e. Destrucción, sumersión, veramento ó pérdida de un buque con intención culpable.

f. Sublevación por dos ó más personas á bordo de un buque en la mar contra la autoridad del Capitán ó del patrón.

28°. El tráfico de esclavos con violación de las leyes de ambos países.

Se comprenden en las calificaciones anteriores las tentativas de los delitos y la complicidad en los mismos penadas en las legislaciones de ambos países.

Art. III. Ningún salvadoreño será entregado por su Gobierno al de S. M. C. ni éste entregará al de la República del Salvador ningún español.

Sin embargo las Altas Partes contratantes se obligan á hacer procesar y juzgar según sus legislaciones á sus respectivos nacionales que cometan infracciones contra las leyes de uno de los Estados, tan luego como el Estado cuyas leyes se hayan infringido presente la petición oportuna por la vía diplomática ó consular, siempre que dichas infracciones puedan ser calificadas en alguna de las categorías que señala el artículo II.

Art. IV. La extradición no se efectuará si la persona reclamada por parte del Gobierno del Salvador ó la persona reclamada por parte del Gobierno español ha sido ya reclamada, absuelta ó condenada ó está aún sujeta á procedimiento criminal en territorio salvadoreño ó español respectivamente, por el delito por el cual se pide la extradición.

Si el individuo reclamado se hallase procesado ó sentenciado por una infracción cometida en el país donde se halle refugiado, podrá retrasarse su extradición hasta que se sobresea la causa, se absuelva al procesado ó cumpla la condena que se le imponga.

Art. V. Podrá negarse la extradición si después de la ejecución del delito ó al instruir el proceso ó al dictarse la sentencia condenatoria, se adquiriese la prescripción de la pena ó de la acción según las leyes del país en que el procesado se hubiese refugiado, ó si los hechos acriminados han sido objeto de una amnistía ó de un indulto.

Art. VI. No será entregada persona alguna procesada ó sentenciada, si el delito de que se le acusa está considerado por la parte que reclama su extradición como delito político ó como hecho anexo con el mismo.

No se reputará delito político ni hecho que tenga relación con él el atentado contra la vida del Soberano ó Jefe de uno de los Estados contratantes y los individuos de sus respectivas familias, que constituye el delito de asesinato, homicidio ó envenenamiento.

Art. VII. El individuo que fuese entregado no podrá ser perseguido ni juzgado en juicio ordinario por otro delito que no sea el que motivó la extradición á ménos que conste el consentimiento expreso y voluntario del acusado, comunicado al Gobierno que lo entregó.

Art. VIII. La demanda de extradición será siempre entablada por la vía diplomática y deberá ir acompañada de un auto de prisión dictado contra el reo cuya entrega se pide por la Autoridad competente del Estado reclamante fundado en pruebas tales que según las leyes del país donde se encuentra el procesado justifiquen su arresto como si el delito se hubiese cometido allí, ó de cualquier otro documento que tenga al menos la misma fuerza que dicho auto y precise igualmente los hechos denunciados y la disposición penal que les sea aplicable.

En dicho documento deberán especificarse hasta donde sea posible las señas personales del reclamado para facilitar su busca y detención.

Cuando la demanda se refiere á una persona condenada en rebeldía deberá ir acompañada del testimonio de la sentencia condenatoria dictada por el Tribunal competente del Estado que solicita la extradición.

Las demandas de extradición no podrán apoyarse solamente en sentencias dictadas en rebeldía, pero las personas sentenciadas en rebeldía deben considerarse como acusadas para los efectos de la petición de entrega.

Art. IX. Si la demanda de extradición se halla conforme con las estipulaciones que preceden, las autoridades del Estado, al que se dirija la demanda, procederán á la detención del fugado, el cual será conducido ante el magistrado competente quien debe examinarlo y practicar las investigaciones preliminares del caso como si el delito se hubiese cometido en el mismo país.

Art. X. Un criminal fugado puede ser aprehendido en virtud de un mandamiento de prisión dictado por cualquier magistrado de policía, juez de paz ú otra autoridad competente en ambos países, en vista de los informes, reclamaciones y pruebas al efecto, ó á consecuencia de las diligencias que en opinión de la autoridad competente que dictó dicho auto, lo justificarían si el delito se hubiese cometido ó el acusado hubiera sido sentenciado en la parte del territorio de los dos Estados en que el magistrado, juez de paz ú otra autoridad competente ejerce jurisdicción con tal, sin embargo, de que en España ó en sus provincias de ultramar el acusado sea conducido tan pronto como se pueda ante el juez del distrito donde fuese detenido para el oportuno interrogatorio y para que el arresto se eleve á prisión.

Art. XI. En los casos urgentes cada uno de los dos Gobiernos fundándose en un mandamiento de prisión ó en una sentencia condenatoria, podrá por telégrafo ó por el medio más rápido pedir y obtener la detención del acusado ó del sentenciado con la condición de presentar lo más pronto posible el documento anunciado.

Art. XII. Si dentro del plazo de dos meses contados desde el día en que el procesado ó es sentenciado fuese puesto á disposición del Agente diplomático ó consular, siendo la extradición pedida de Cuba ó Puerto Rico y de cuatro meses si la demanda procede de la Península ó Islas Filipinas, no se hubiese hecho cargo del detenido el Estado reclamante, será puesto en libertad, no pudiéndolo nuevamente detener por el mismo motivo.

Art. XIII. Las anteriores estipulaciones serán aplicables al caso de los individuos procesados ó sentenciados por alguno de los delitos especificados en el presente Convenio y cometidos en alta mar á bordo de cualquier buque de uno ú otro país que entre en un puerto del otro.

Art. XIV. En el examen que se haga de conformidad con las estipulaciones de este Convenio las autoridades del Estado, á quienes se haya hecho la petición de entrega, reconocerán como prueba plena las declaraciones juradas y las de testigos hechas en el otro Estado ó copias testimoniadas de las mismas, como así mismo los autos y sentencias dictadas con arreglo á derecho, firmadas por el juez competente y declaradas auténticas y selladas con el sello oficial por el Ministro de Justicia ó algún otro Ministro del Estado.

Art. XV. Si el individuo reclamado por una de las Altas Partes contratantes con arreglo á este Convenio lo fuese simultáneamente por uno ó más Estados por otros delitos cometidos en sus respectivos territorios, será concedida su extradición al Estado que primeramente hubiese presentado la demanda, á menos de existir algún otro arreglo entre los diferentes Gobiernos para determinar la preferencia, ya sea en vista de la gravedad del delito ó por cualquiera otra causa.

Art. XVI. Los objetos aprehendidos que puedan servir para probar el delito así como los procedentes de robo serán, según lo disponga la autoridad competente, entregados al Estado reclamante, bien se verifique la extradición por haber sido detenido el procesado, bien no pueda efectuarse por haberse fugado ó fallecido el individuo que se reclama. Esta

entrega comprenderá igualmente todos los objetos que el procesado hubiese ocultado ó depositado en el país y que posteriormente se descubriesen. Quedan reservados los derechos que un tercero no complicado en la causa pudiese haber adquirido sobre los objetos indicados en este artículo.

Art. XVII. Las Altas Partes contratantes renuncian á cualquiera reclamación para el reembolso de los gastos ocasionados por la captura y detención, custodia, alimentación de los procesados y conducción de los mismos hasta el buque que ha de trasportarlos al país que les reclama y entrega de los objetos á que se refiere el artículo anterior, comprometiéndose á satisfacer los referidos gastos dentro de sus respectivos territorios.

Art. XVIII. El delito de simple desertión no será motivo de extradición, pero si el desertor hubiese cometido algún otro de los enumerados en este Convenio se procederá conforme á lo prevenido para estos casos. No se hallan comprendidos en la excepción anterior los desertores de la marina de guerra ó mercante, y los Cónsules generales, Cónsules, Vice-Cónsules ó Agentes consulares podrán reclamar el auxilio de las autoridades locales para buscar, aprehender y arrestar á los desertores de buques de guerra ó mercantes de su país.

Al efecto se dirigirán por escrito á las autoridades locales competentes y probarán con la exhibición de los registros de los buques de la tripulación ú otros documentos oficiales, que los individuos reclamados formaban parte de la misma. Justificada así la demanda, á menos de probarse lo contrario, se accederá á su entrega. Los desertores aprehendidos serán puestos á disposición del Cónsul ó Agente consular que los hubiese reclamado y podrán quedar detenidos en las prisiones públicas durante un plazo de dos meses contados desde el día de su arresto, hasta que sean conducidos á los buques de cuyo servicio desertaron, ó á otros de la misma Nación, transcurrido el cual serán puestos en libertad y no volverán á ser detenidos por la misma causa.

Siempre que el desertor hubiese cometido algún delito en el país en donde se le reclame, se diferirá su extradición hasta que termine la causa instruida ó cumpla la sentencia que se le imponga.

Art. XIX. Cuando en la instrucción de una causa criminal, no política, uno de los dos Gobiernos juzgase necesario oír testigos domiciliados en el territorio del otro Estado ú otro acto de instrucción judicial, se enviará al efecto por la vía diplomática un exhorto redactado en las formas prescritas por las leyes vigentes en el país donde proceda la reclamación y se cumplimentará observando las leyes del país en que hayan de ser oídos los testigos.

Si con motivo de una causa criminal, no política, instruida en uno de los dos países, se juzgase necesario el careo del acusador con individuos detenidos en el otro país ó la presentación de pruebas ó documentos oficiales, se dirigirá la petición por la vía diplomática y se le dará curso salvo el caso de que á ello se opongan consideraciones excepcionales y con la condición siempre de enviar lo más pronto posible á los detenidos y devolver los documentos indicados.

Los gastos de traslación de un país á otro de los individuos deteni-

dos y de los objetos mencionados; así como los que ocasionare el cumplimiento de las formalidades anunciadas en los artículos que preceden, serán sufragados por el Gobierno que los haya reclamado dentro de los límites del territorio respectivo.

Art. XX. Las estipulaciones de este Convenio serán aplicables á las provincias y posesiones de España en ultramar.

La demanda de entrega de un criminal evadido en alguna de dichas provincias ó posesiones se formulará ante el Gobernador ó autoridad principal de las mismas por el Agente consular de la República del Salvador allí establecido.

Dichas demandas serán presentadas y admitidas por el Gobernador ó autoridad principal, ajustándose tan exactamente como sea posible á las estipulaciones de este Convenio, con la facultad, sin embargo, de conceder la extradición ó de consultar á su Gobierno.

Art. XXI. Este convenio empezará á regir diez días después de su publicación con arreglo á las formas prescritas por las leyes de uno y otro país y podrá ser denunciado por cualquiera de las Altas Partes contratantes, pero continuará vigente durante seis meses después de haberse dado aviso para su terminación.

Este Convenio será ratificado y las ratificaciones cangeadas en París, tan pronto como posible fuere.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios respectivos lo han firmado y sellado en París á veintidos de Noviembre de 1884.

J. M. Torres Caicedo.

Manuel Silveira.

57.

SALVADOR, ESPAGNE.

Convention consulaire; signée à San Salvador le premier mars 1885.

Anuario diplomático del Salvador de 1885.

Deseando el Gobierno del Salvador fijar de acuerdo con el de S. M. C. los derechos, privilegios é inmunidades de los Cónsules generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes consulares, lo mismo que sus funciones y los deberes á que estarán sujetos respectivamente en España y el Salvador; y estando de acuerdo el Representante de S. M. C. acerca de las recíprocas ventajas que debe producir la determinación de las atribuciones y prerogativas consulares, el Gobierno del Salvador ha autorizado por su parte al Excelentísimo señor Ministro de Relaciones Exteriores doctor don Salvador Gallegos, Miembro correspondiente de la Academia Española y condecorado con el Busto del Libertador de segunda clase, etc., etc., quien de acuerdo con el Ministro residente de S. M. C. Excelentísimo señor don

Melchor Ordoñez y Ortego, Coronel de infantería de marina, Teniente de navio de primera clase de la Armada (Retirado), Comendador de la Real Orden de Isabel la Católica, Caballero de primera y tercera clase de la Cruz blanca del mérito naval y de la Cruz roja de segunda clase del mérito militar, Caballero de la Orden de San Hermenegildo, Benemérito de la Patria por la campaña del Pacífico, Condecorado con la medalla conmemorativa de la de Toló, Maestrante de la Real de Ronda, Oficial y Comendador de la Legión de Honor de Francia, Gran Oficial de la Corona de Siam y Gran Cruz de las Ordenes del mérito naval, Cambodja y Annam, etc., etc., han convenido en celebrar ad referendum, por parte de este último, una Convención Consular bajo las siguientes estipulaciones:

Art. 1. Cada una de las Altas Partes contratantes tendrá la facultad de nombrar Cónsules generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes consulares en los puertos, ciudades ó lugares del territorio de la otra, reservándose el derecho de exceptuar cualquier punto donde no se juzgue conveniente el establecimiento de dichos funcionarios.

Art. 2. Los Cónsules generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes consulares nombrados por España y el Salvador, no podrán entrar en el ejercicio de sus funciones sin que previamente sometan los respectivos nombramientos á la aprobación del Gobierno territorial y obtengan el competente exequatur que les será expedido gratuitamente y en la forma establecida en cada país.

En vista de este documento, las autoridades administrativas y judiciales del distrito donde hayan de residir dichos funcionarios, los admitirán inmediatamente al ejercicio de sus funciones amparándolos en el goce de las prerrogativas y privilegios inherentes á su cargo.

Cada una de las Altas Partes contratantes se reservan el derecho de anular el exequatur de cualquiera de dichos funcionarios cuando así lo juzgue conveniente, manifestando los motivos que le induzcan á ello.

Art. 3. Los Cónsules generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes consulares respectivos, gozarán en los dos países de los privilegios propios de su empleo, tales como la exención de alojamientos militares y de todas las contribuciones directas así personales como mobiliarias y suntuarias, excepto cuando sean ciudadanos del país donde residan, ó posean bienes inmuebles ó ejerzan el comercio; en cuyos casos estarán sujetos á los mismos cargos y contribuciones que los nacionales.

Estos funcionarios gozarán además de la inmunidad personal, excepto por delitos clasificados como graves por el Código Penal de España ó que, según las leyes del Salvador, deben someterse á la decisión del Jurado; más si fueren comerciantes, quedarán sujetos á las leyes del país en consecuencia de sus operaciones de comercio.

Podrán colocar sobre la puerta exterior de sus casas el escudo de las armas de su nación con la inscripción siguiente: «Consulado de España», «Consulado del Salvador»; y en los días de solemnidades públicas nacionales ó religiosas, podrán enarbolar la bandera de su nación en la casa consular.

Estos signos exteriores solo servirán para indicar la habitación con-

sular sin que nunca quedan considerarse como significación del derecho de asilo ni como impedimento para las investigaciones y diligencias que la justicia territorial tenga que practicar dentro del edificio.

Art. 4. Los Cónsules generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes consulares que no sean súbditos del país donde residan no podrán ser obligados á comparecer como testigos ante los tribunales del mismo. Cuando la autoridad local necesite obtener de dichos funcionarios alguna declaración ó información, la deberá pedir por escrito, ó presentarse en su domicilio para recibirla personalmente.

Art. 5. En caso de impedimento, ausencia ó muerte de los Cónsules y Vice-Cónsules, los cancilleres ó personas designadas previamente por el titular para sustituirle, serán admitidos á ejercer interinamente las funciones consulares con aprobación de la autoridad correspondiente, y gozarán durante su interinidad de todos los derechos, privilegios é inmunidades inherentes á su cargo.

Art. 6. Cuando una de las Altas Partes contratantes nombre por su Cónsul ó Vice-Cónsul en un puerto ó ciudad de la otra, á un súbdito de ésta, conservará dicho funcionario su nacionalidad y quedará por tanto sujeto á las leyes y reglamentos inherentes á la misma, sin que por ello se coarte de modo alguno el ejercicio de sus funciones.

Art. 7. Los archivos consulares serán inviolables, y las autoridades locales, no podrán bajo ningún pretexto, visitar ni embargar los estados, archivos, ni los papeles pertenecientes á los mismos, que deberán estar siempre separados de los libros y papeles relativos al comercio ó industria que puedan ejercer los respectivos Cónsules y Vice-Cónsules.

Si falleciere algún funcionario consular sin designar persona, que le sustituya, la autoridad local procederá inmediatamente á poner los sellos en los archivos, debiendo asistir á este acto, si fuere posible, un funcionario consular de otra nación residente en el distrito, y dos personas pertenecientes al país, cuyos intereses representaba el difunto, y á falta de éstas, otras dos de las más notables de la localidad, las cuales cruzarán sus sellos con los de la referida autoridad. De todo ello se levantará acta por duplicado, entregándose uno de los ejemplares al Cónsul á quien esté subordinada la Agencia consular vacante.

Quando el nuevo funcionario haya de tomar posesión de los archivos, el rompimiento de los sellos se verificará en presencia de la autoridad local.

Art. 8. Los Cónsules generales, Cónsules y Vice-Cónsules ó Agentes consulares de cada uno de los dos países, podrán en el ejercicio de sus atribuciones, dirigirse á las autoridades de su distrito consular, para denunciar toda infracción á los Tratados ó convenios existentes entre los dos países, lo mismo que todo abuso de que tengan que quejarse sus nacionales. Si estas denuncias no fueren atendidas por las autoridades, podrán á falta de un Agente diplomático de su país, recurrir al Soberano del Estado en que residan.

Art. 9. Los Cónsules generales y Cónsules, así como los Vice-Cónsules y Agentes consulares de los dos países, tendrán el derecho de reci-

bir en sus cancillerías en el domicilio de las partes y á bordo de los buques de su nación las declaraciones que hayan de prestar los capitanes, tripulantes y pasajeros, negociantes y cualesquiera otro súbdito de su país.

Estarán además autorizados para recibir como notarios, según las leyes de su país:

1^a. Las disposiciones testamentarias y todos los demás actos notariales concernientes á sus nacionales, incluso los contratos de cualquier clase. Pero si estos contratos tienen por objeto la constitución de una hipoteca, ó cualquiera otra transacción sobre inmuebles situados en el país en que el Cónsul reside, deberán ser extendidos en la forma prescrita y según las disposiciones especiales de las leyes de este mismo país.

2^o. Todos los contratos estipulados entre uno ó varios de sus nacionales y otras personas del país en que residen, y así mismo los actos celebrados tan solo entre súbditos de este último país, con tal de que estos actos, se refieran exclusivamente á bienes situados ó á negocios que hayan de tratarse en el territorio de la nación á que pertenece el Cónsul ó Agente ante el cual estos actos se celebran;

Podrán igualmente traducir y legalizar toda especie de actos ó documentos emanados de las autoridades ó funcionarios de su país.

Todos los actos que quedan mencionados, así como las copias, extractos ó traducciones de los mismos, debidamente legalizados por los citados Agentes y sellados con el sello oficial de los consulados y vice-consulados, tendrán en cada uno de los dos países la misma fuerza y valor que si se hubiesen otorgado ante notario ú otros oficiales públicos ministeriales competentes en uno ú otro de los Estados, siempre que estos actos hayan sido sometidos á los derechos de timbre, de registro ó de cualquiera otra tasa ó impuesto establecido en el país en que el acto deba ponerse en ejecución.

Art. 10. Cuando falleciere un súbdito de una de las dos Altas Partes contratantes en el territorio de la otra, las autoridades locales competentes deberán ponerlo inmediatamente en conocimiento de los Cónsules generales, Cónsules, Vice-Cónsules ó Agentes consulares del distrito los cuales deberán por su parte dar aviso á las autoridades locales cuando el fallecimiento llegue antes á su noticia.

Los Cónsules generales, Cónsules, Vice-Cónsules, ó Agentes consulares ó la persona designada por el Cónsul general cuando fallecieren sus nacionales sin haber dejado herederos ó ejecutores testamentarios, ó que estos fuesen desconocidos, ó estuviesen legalmente incapacitados, ó se hallasen ausentes, deberán proceder á los actos siguientes:

1^o. Poner los sellos de oficio ó á petición de las partes interesadas, sobre todos los efectos, muebles y sobre todos los papeles del difunto, previniendo de antemano á la autoridad local competente que podrá asistir á este acto, y si lo juzga conveniente cruzar también sus sellos, los cuales no podrán ser levantados sinó de común acuerdo.

2^o. Formar en presencia de la autoridad competente del país, si ésta juzgase que debe comparecer, el inventario de todos los bienes y efectos que poseía el difunto.

Para la colocación de los sellos, que deberá verificarse lo más pronto posible, así como también para la formación de inventarios, dichos funcionarios fijarán de acuerdo con la autoridad local, el día y hora en que deba procederse á cada una de estas operaciones, previniéndola de antemano, por escrito, de que habrá de acusar recibo.

3º. Proceder, según las costumbres del país, á la venta de todos los efectos, muebles ó frutos de la herencia que puedan sufrir deterioro, administrar y liquidar personalmente ó nombrar bajo su responsabilidad un funcionario para la administración y liquidación de la herencia, sin que la autoridad local tenga que intervenir en estas nuevas operaciones, á menos que uno ó más súbditos del país ó de una tercera Potencia tengan que deducir derechos contra la misma herencia; porque en este caso, no teniendo el Cónsul facultad para resolver la cuestión, se someterá ésta á los tribunales, para que la juzguen con arreglo á las leyes del país en que los bienes hereditarios se hallen situados; interviniendo entonces el Cónsul cuando se susciten cuestiones litigiosas, como representante de la herencia, sin que puedan darla por liquidada, hasta que recaiga la sentencia correspondiente á que deberá dar cumplimiento si de ella no se interpusiese apelación.

Los dichos Cónsules generales, Cónsules, Vice-Cónsules ó Agentes consulares deberán anunciar el fallecimiento de los súbditos de su nación en uno de los diarios que se publiquen en su distrito consular, y no podrán entregar la herencia ni su producto á los herederos legítimos ó sus apoderados, hasta después de haber pagado todas las demás deudas que el difunto hubiese contraído en el país, ó bien hasta que haya transcurrido un año desde el fallecimiento del súbdito de su nación sin que se haya presentado ninguna reclamación contra la herencia.

Queda entendido además, que el derecho de administrar y liquidar las herencias de los españoles fallecidos en el Salvador, pertenecerá á los Cónsules y Vice-Cónsules de España, aún cuando los herederos sean menores hijos de españoles nacidos en el Salvador, en reciprocidad de la facultad que tienen los Cónsules del Salvador en España de administrar y liquidar las herencias de sus nacionales en casos idénticos.

Art. 11. Los Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes respectivos estarán encargados exclusivamente del orden interior á bordo de los buques mercantes de su nación; y juzgarán por sí solos las disenciones que ocurran entre el capitán, los oficiales, marineros y cualesquiera otros individuos comprendidos en el rol de la tripulación por cualquier título que sea. Las autoridades locales no podrán intervenir sinó cuando los desórdenes que ocurran sean de tal naturaleza que puedan perturbar la tranquilidad ó el orden público en tierra ó en el puerto, ó cuando una ó más personas del país ó extrañas á la tripulación se hallen mezclados en ellos.

En todos los demás casos las referidas autoridades se limitarán á auxiliar eficazmente á los funcionarios consulares cuando estos los requieran para hacer arrestar y conducir á la cárcel á alguno de los individuos inscritos en el rol de la tripulación, siempre que por cualquier motivo lo juzguen conveniente.

Art. 12. Los Cónsules generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes consulares podrán hacer arrestar y enviar sea á bordo, sea á su país los marineros y cualesquiera otras personas que formen parte de la tripulación de los buques de guerra ó de comercio de su nación que hubiesen desertado de dichos buques.

A este fin deberán dirigirse por escrito á las autoridades locales competentes y justificar mediante la presentación de los registros del buque ó del rol de la tripulación ó si el buque hubiese partido, mediante copia auténtica de tales documentos, ó declaración de contestarle ser que las personas que reclaman formaban realmente parte de la tripulación. En vista de esta petición así justificada, no podrá negarse la entrega de tales individuos.

Se le dará además toda asistencia y auxilio para buscar y arrestar á estos desertores, los cuales serán detenidos y custodiados en las cárceles país, á petición y expensas de los Cónsules, hasta que estos hayan encontrado ocasión de hacerlos salir. Sin embargo, si la oportunidad no se presentare en el término de tres meses á contrar desde el día del arresto, los desertores serán puestos en libertad, no pudiendo detenerles nuevamente por la misma causa.

Esto no obstante, si el desertor hubiere cometido algún delito en tierra, la extradición solo se verificará después que el tribunal haya dictado su sentencia y ésta haya recibido plena y entera ejecución.

Las Altas Partes contratantes convienen en que, los marineros y otros individuos de la tripulación súbditos del país en que se verifique la desertión, están exceptuados de las estipulaciones del presente artículo.

Art. 13. Siempre que no hubiere estipulaciones en contrario entre los armadores, cargadores y aseguradores, las averías, serán arregladas por los Cónsules generales, Cónsules, Vice-Cónsules ó Agentes consulares de su nación, á no ser que súbditos del país en que residan estos funcionarios ó de una tercera Potencia se hallen interesados en estas averías, pues en este caso corresponderá su conocimiento y regulación á la autoridad local competente, sinó media compromiso ó avenencia entre todos los interesados.

Art. 14. Cuando naufrague ó escolle algún buque perteneciente al Gobierno ó á los subditos de una de las Altas Partes contratantes en el litoral de la otra, las autoridades locales deberán ponerlo inmediatamente en conocimiento del Cónsul general, Cónsul, Vice-Cónsul ó Agente consular del distrito, ó en su defecto en el del Cónsul general, Cónsul ó Vice-Cónsul más próximo al lugar del fracaso.

Todas las operaciones relativas al salvamento de los buques españoles que hubieren naufragado ó varado en las aguas territoriales de la República del Salvador, serán dirigidas por los Cónsules generales, Cónsules y Vice-Cónsules de España, y recíprocamente todas las operaciones relativas al salvamento de los buques salvadoreños que hubieren naufragado ó varado en las aguas territoriales del reino de España, serán dirigidas por los Cónsules generales, Cónsules y Vice-Cónsules del Salvador.

La intervención de la autoridad local tendrá lugar únicamente en los

dos países, para mantener el orden, garantir los intereses de los salvadoreños que no pertenezcan á la tripulación del buque náufrago y asegurar la fiscalización de las imposiciones respectivas.

En ausencia y hasta la llegada des los Cónsules generales, Cónsules, Vice-Cónsules ó Agentes consulares, las autoridades locales deberán tomar todas las medidas necesarias para la protección de los individuos y la conservación de los efectos que se hubieren salvado del naufragio.

En caso de duda sobre la nacionalidad de los buques, las disposiciones mencionadas en el presente artículo, serán de la exclusiva competencia de la autoridad local.

Las Altas Partes contratantes convienen además en que las mercancías y efectos salvados no estarán sujetos al pago de ningún derecho de Aduana, á ménos que se destinen al consumo interior.

Art. 15. Los Cónsules generales, Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes consulares respectivos, gozarán en los dos países de todos los otros privilegios, enenciones é inmunidades acordadas ó que se acordaren á los funcionarios de igual clase de la nación más favorecida.

Art. 16. Las disposiciones del presente Convenio no son aplicables á los dominios que S. M. Católica posee en ultramar mientras rija en ellos alguna legislación especial que pueda restringir las facultades de los Cónsules extranjeros, si bien los del Salvador residentes en dichas posesiones obtendrán por parte del Gobierno español todas las ventajas que disfruten ó puedan disfrutar los funcionarios, de su clase de la nación más favorecida.

Art. 17. El presente Convenio estará en vigor por espacio de diez años, á contar desde el día en que se canjeen las ratificaciones; pero ni ninguna de las Altas Partes contratantes hubiese anunciado oficialmente á la otra un año antes de espirar el término la intención de hacer cesar sus efectos, continuará en vigor por ambas partes hasta un año después que se haya hecho dicha declaración, cualquiera que sea la época en que esta haya tenido lugar.

Art. 18. El presente Convenio según se halla extendido en diez y ocho artículos y firmado sub-condiciones y sin autorización por parte del Representante de España, se someterá á la ratificación de los respectivos Gobiernos y las ratificaciones se canjearán dentro del más breve término posible.

En fe de lo cual firman por duplicado la presente convención, sellándola con sus timbres particulares, en la ciudad de San Salvador el primer día del mes de Marzo del año de mil ochocientos ochenta y cinco.

Salvador Gallegos.
Melchior Ordoñez.

58.

SALVADOR; ESPAGNE.

Traité de paix et d'amitié, signé à San Salvador le 2 mars 1885.

Anuario diplomático del Salvador de 1885.

Habiendo manifestado el señor Ministro residente de España los deseos que animan á su Gobierno de fijar claramente las reglas que deben observarse para la determinación de la nacionalidad de los hijos de españoles nacidos en el Salvador y de los de salvadoreños nacidos en España, adoptando una base uniforme, arreglada á los principios que generalmente se observan en las naciones, y que aleje todo motivo de desacuerdo, á que pudiera prestarse la discordancia de los principios consignados en las constituciones del Salvador y de España que estaban vigentes el año de 1866, á cuyos preceptos se dispuso que se atendrían en esta materia ambas naciones respectivamente, según las notas adicionales al Tratado de paz y amistad concluido el 24 de Junio de 1865; y estando de acuerdo el Gobierno del Salvador en la recíproca utilidad y conveniencia que hay para ambas naciones en la determinación clara y uniforme de tales principios, han convenido en celebrar un Tratado adicional al de paz y amistad de que se ha hecho mención, derogando desde luego, mediante él, lo dispuesto en las notas cambiadas al tiempo de verificarse el canje de aquella estipulación internacional.

En tal virtud el Gobierno del Salvador ha autorizado por su parte al Excelentísimo señor Ministro de Relaciones Exteriores Dr. don Salvador Gallegos, Miembro correspondiente de la Academia Española y condecorado con el busto del Libertador de segunda clase, etc., etc., quien de acuerdo con el Ministro residente de Su Magestad Católica Excelentísimo señor don Melchor Ordoñez y Ortega, Coronel de infantería de marina y Teniente de navío de primera clase de la armada (retirado), Comendador de la Real Orden de Isabel la Católica, Caballero de primera y tercera clase de la Cruz blanca del mérito naval y de la Cruz roja de segunda clase del mérito militar, Caballero de la Orden de San Hermenegildo, Benemérito de la patria, por la campaña del Pacífico, condecorado con la medalla conmemorativa de la de Toló, Maestrante de la Real de Ronda, Oficial y Comendador de la Legión de Honor de Francia, Gran Oficial de la Corona de Siam y Gran Cruz de las órdenes del mérito naval, Camboja y Annam, etc., etc., han celebrado ad referendum este último el referido Tratado adicional, bajo las estipulaciones siguientes:

Art. 1. Los hijos de padre ó madre salvadoreño nacidos en España, ó de padre ó madre español, nacidos en la República del Salvador, adquirirán la nacionalidad salvadoreña ó española respectivamente, si la adoptaren de una manera expresa, por voluntad de su padre, durante la minoría de su edad, ó por la suya propia, luego que hubiesen llegado á la mayor edad ó que hayan sido emancipados.

Esta adopción deberá notificarse por los referidos hijos á la autoridad respectiva del país cuya nacionalidad se adquiere, dentro de un año contado desde el día de la emancipación ó de llegar á la mayor edad; y en caso de no hacerlo así, se entenderá, de derecho, que conservan la nacionalidad de su padre.

Art. 2. Respecto de los hijos de salvadoreños nacidos en España ó de españoles nacidos en el Salvador, mayores de edad, que hasta la fecha no hayan adquirido la nacionalidad del país donde han nacido, conservarán también la de su padre, salvo que adopten expresamente la del país de su nacimiento, dentro de un año, que se contará desde la fecha de la publicación de las ratificaciones del presente Tratado, en la misma nación.

Art. 3. La inscripción de los hijos de salvadoreños, en los registros de la nacionalidad salvadoreña, que haya en España, y la inscripción de los hijos de españoles en el registro de la nacionalidad española que se establezcan en el Salvador, solamente prodrá verificarse por los funcionarios respectivos, teniendo á la vista un certificado auténtico de que tales hijos no han adoptado, ni por su propia voluntad ni por la de sus padres, la nacionalidad del país donde han nacido.

Art. 4. El presente Tratado adicional al de paz y amistad que hay entre en Salvador y España, firmado subcondicione por parte del Representante de España, tendrá un carácter perpétuo y se someterá á las solemnidades de ratificación y canje, para que surta los efectos consiguientes.

En fe de lo cual ambos Ministros lo hemos firmado y sellado con nuestros sellos particulares, por duplicado, en la ciudad de San Salvador, á los dos días del mes de Marzo de mil ochocientos ochenta y cinco.

Salvador Gallegos.

Melchior Ordóñez.

59.

SALVADOR, ESPAGNE.

Traité de commerce et de navigation; signé à San Salvador
le 2 mars 1885.

Anuario diplomático del Salvador de 1885.

Animado el Gobierno del Salvador del deseo de estrechar los lazos de amistad que felizmente unen á esta República con la Nación española desarrollando sus relaciones de comercio y navegación así como también de dar cumplimiento al artículo nueve del Tratado de reconocimiento, paz y amistad celebrado entre ambos países el día 24 de Junio de 1865 en el que se prometieron ambas naciones la celebración de un Tratado de comercio y navegación; y estando de acuerdo el Representante de Su Magestad Católica en la conveniencia de realizar cuanto antes estos amistosos y benéficos propósitos, el Gobierno del Salvador ha autorizado por su parte al Excelentísimo señor Ministro de Relaciones Exteriores doctor don

Salvador Gallegos, Miembro correspondiente de la Academia Española y condecorado con el Busto del Libertador de segunda clase, etc., etc., quien de acuerdo con el Ministro residente de España, Excelentísimo señor don Melchor Ordóñez y Ortega, Coronel de infantería de marina y Teniente de navío de primera clase de la Armada (retirado), Comendador de la Real Orden de Isabel la Católica, Caballero de primera y tercera clase de la Cruz blanca del mérito naval y de la Cruz roja de segunda clase del mérito militar, Caballero de la Orden de San Hermenegildo, Benemérito de la patria por la campaña del Pacífico, condecorado con la medalla conmemorativa de la de Toló, Maestrante de la Real de Ronda, Oficial y Comendador de la Legión de Honor de Francia, Gran Oficial de la Corona de Siam y Gran Cruz de las órdenes del mérito naval de la Real de Camboja y de la del Imperio de Annam, etc., etc., han convenido en celebrar ad referendum por parte de este último el referido Tratado bajo las bases siguientes:

Art. I. Habrá libertad recíproca de comercio y navegación entre los ciudadanos de la República del Salvador y los súbditos de su Magestad el Rey de España.

Los salvadoreños en España y los españoles en el Salvador tendrán derecho á adquirir y poseer bienes de toda clase y á disponer de ellos en la misma forma que los naturales del país por todos los medios que permitan las leyes de ambos Estados; gozarán respecto del ejercicio del comercio y de la industria de los mismos derechos que los nacionales, no estando sujetos á impuesto alguno, empréstitos, contribuciones ordinarias ó extraordinarias diferentes ó más elevadas de las que se exijan á los naturales del país; estarán exentos de todo cargo ó empleo municipal y de todo servicio personal, ya sea en los ejércitos terrestres ó marítimos, ya en la milicia nacional, así como también de toda requisa ó servicio especial de la milicia, y de cualquier contribución extraordinaria de guerra ó empréstito forzoso, siempre que estas prestaciones, contribuciones ó empréstitos forzosos no se impongan sobre la propiedad inmueble ó sobre el ejercicio de las industrias, profesiones, artes ú oficios sujetos al pago de la contribución industrial y de comercio.

Art. II. Serán considerados como salvadoreños en España y como españoles en el Salvador para todos los efectos, los buques que naveguen bajo la bandera respectiva, llevando los papeles de á bordo y documentos que exijan las leyes de cada uno de los dos Estados para la justificación de la nacionalidad de los buques mercantes.

Art. III. Los buques salvadoreños en los puertos de España y los buques españoles en los del Salvador se asimilarán en todo á los nacionales, en lo que se refiere á los derechos de puerto y navegación. Con respecto á la policía de los puertos, carga y descarga de los buques, seguridad de las mercancías, objetos de tráfico, bienes y efectos cualesquiera que sean los súbditos ó ciudadanos de las dos Altas Partes contratantes, quedarán sometidos á las leyes y reglamentos de policía local del mismo modo que los nacionales.

Art. IV. Los buques españoles que entren en los puertos del Sal-

vador y recíprocamente los salvadoreños que entren en los de España se someterán á la legislación arancelaria respectiva. La navegación de la costa ó de cabotaje de los respectivos países queda exclusivamente reservada al pabellón nacional.

Art. V. Los artículos del suelo ó de la industria de cada una de las Altas Partes contratantes, cuya importación sea legalmente permitida en la otra, no estarán sujetos á otros derechos ni más elevados ni diferentes, cualquiera que sea su denominación, que los fijados ó que puedan fijarse á los productos de la misma clase pertenecientes á la nación más favorecida. Pero además, el café, el añil, el tabaco, el cacao y las materias textiles que se importen de la República del Salvador á España gozarán de iguales franquicias en el pago de los derechos é impuestos á los que actualmente disfrutan los productos de igual naturaleza procedentes de las provincias españolas de ultramar, y en caso de no haber algunos de estos productos en las referidas provincias, los que se importen del Salvador á España, gozarán de la rebaja de un diez por ciento en los derechos establecidos ó que en lo sucesivo se establezcan para artículos semejantes de la nación más favorecida.

En consideración á esta franquicia, el Gobierno del Salvador conviene en que sea libre de todo impuesto local, municipal, de beneficencia y de cualquiera otro actualmente establecido ó que en lo sucesivo se establezca en la República, la importación que se haga de España al Salvador de algunos de los siguientes artículos: vinos y licores españoles, cualquiera que sea su clase, graduación y envase, aceites, higos, pasas, frutas y carnes conservadas, fideos, sardinas, pescados, corchos, papel, almendras, azafrán, cera, guitarras, bandurrias y demás instrumentos de música, escopetas, pistolas, clavos de olor, cuerdas, canela y sanguijuelas. Así mismo será libre de todo derecho é impuesto en el Salvador la importación que se haya de libros impresos españoles.

Art. VI. No se percibirá ningún derecho de puerto ó de navegación en los puertos de las Altas Partes contratantes sobre los buques de la otra que toquen en ellos á consecuencia de algún accidente ó de fuerza mayor, con tal que el buque no emprenda ninguna operación comercial y que no prolongue su estancia en el puerto más allá del tiempo reclamado por las circunstancias que le hayan obligado á recalar en él.

En el caso de naufragio ó de averías de embarque perteneciente al Gobierno ó á los súbditos de una de las Altas Partes contratantes en las costas ó en el territorio de la otra, no solamente se dará á los náufragos toda clase de asistencia y socorro, sino que también los buques, sus partes y restos, sus utensilios y todos los objetos que les pertenezcan, los papeles encontrados á bordo, así como los efectos y mercancías que arrojados á la mar hayan sido salvados ó bien el precio de su venta, serán fielmente entregados á los propietarios cuando los reclamen por sí ó uno de sus apoderados; y esto sin otro estipendio que el de los gastos de salvamento, de almacenaje ó de aquellos mismos derechos que en igual caso deban pagar los buques nacionales. A falta del propietario ó de un Agente especial de éste se hará la entrega á los Cónsules respectivos

ó á los Vice-Cónsules ó Agentes consulares; entendiéndose que si el buque, sus efectos y mercancías llegasen á ser objeto de una reclamación legal, se reservará la decisión á los tribunales competentes del país.

Los restos salvados de los buques y bienes averiados procedentes del cargamento de un buque de una de las Altas Partes contratantes, no podrán ser sometidos por la otra al pago de gastos de ninguna especie fuera de los de salvamento, á no ser que se destinen al consumo interior.

Art. VII. Los buques mercantes de uno de los Estados contratantes surtos en las aguas territoriales del otro, estarán sujetos á la jurisdicción local. No podrán asilar á su bordo á los criminales; y en caso de hacerlo la autoridad territorial podrá extraerlos de confirmidad con las leyes del país.

Art. VIII. Las dos Altas Partes contratantes obligan á no conceder favores, privilegio ó exenciones algunas sobre comercio y navegación á otras naciones sin hacerlos extensivos á la otra parte; y además declaran que las recíprocas concesiones que se hacen por este Tratado ó que se hicieren en lo sucesivo en consideración á los vínculos naturales que los ligan, no constituyen precedente en el trato con las naciones que no se encuentren en idénticas circunstancias.

Art. IX. El presente Tratado durará por el término de cinco años, contados desde el día en que las ratificaciones sean canjeadas; pero si ninguna de las Altas Partes contratantes anunciare á la otra por una declaración oficial un año antes de la espiración de este plazo, su intención de hacerlo terminar, continuará siendo obligatorio para ambas, hasta un año después de cualquier día en que se haga tal notificación por una de ellas.

En fe de lo cual ambos Ministros lo hemos firmado y sellado con nuestros sellos particulares, por duplicado, en la Ciudad de San Salvador, á los dos días del mes de Marzo de mil ochocientos ochenta y cinco.

Salvador Gallegos.

Melchior Ordoñez.

60.

SALVADOR, GUATÉMALA, HONDURAS.

Traité général de paix, amitié et de commerce; signé à
Guatémala le 12 septembre 1885.

Anuario diplomatico del Salvador de 1885.

El Presidente de la República del Salvador,

El Presidente de la República de Honduras y

El Presidente de la República de Guatemala,

Deseando estrechar y fortalecer los vínculos de fraternidad y las relaciones amistosas que afortunadamente existen entre los pueblos y Gobiernos

del Salvador, Honduras y Guatemala: deseando así mismo asegurar la tranquilidad interior y la paz exterior de estas Repúblicas y la buena inteligencia y armonía con las otras de Centro-América, y promover el más amplio desarrollo de los elementos de prosperidad que encierran; han dispuesto celebrar un Tratado general que tienda á realizar tan importantes fines de una manera durable y recíprocamente ventajosa; y al efecto nombraron por sus Plenipotenciarios, á saber:

El Presidente de la República del Salvador, á su Excelencia el señor doctor don Rafael Meza, el Presidente de la República de Honduras, á Su Excelencia el señor licenciado don Jerónimo Zelaya, ambos nombrados Enviados Extraordinarios y Ministros Plenipotenciarios de sus respectivos Gobiernos cerca del Gobierno de Guatemala; y el Presidente de Guatemala á Su Excelencia el señor licenciado don Manuel Ramírez, Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores, quienes después de haber canjeado sus respectivos plenos poderes, y encontrándolos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Art. 1. Habrá paz y amistad leal y sincera entre las Repúblicas del Salvador, Honduras y Guatemala; para lograr esto, los respectivos Gobiernos se obligan á unificar su política exterior, á proceder de acuerdo en los asuntos de interés general para Centro-América, y á procurar que exista la misma uniformidad y armonía con los demás Gobiernos de las Repúblicas del Centro.

Art. 2. Los Gobiernos del Salvador, Honduras y Guatemala, mantendrán entre los tres países su constante unión y fraternidad, y se pondrán en perfecto acuerdo para impulsar su progreso moral, intelectual, comercial y agrícola.

Art. 3. Los Gobiernos del Salvador, Honduras y Guatemala establecen que habrá entre ellos completa alianza defensiva, en los casos de guerra con alguna nación extranjera.

Art. 4. Si alguna de las Altas Partes contratantes fuese ofendida por alguna ó algunas de las otras Repúblicas de Centro-América, la que lo sea dará aviso á sus aliadas tan pronto como lo estime oportuno para que interpongan con el agresor su mediación amistosa; pero si fueren desatendidas harán causa común con el ofendido hasta lograr el restablecimiento de la paz.

Art. 5. Si ocurrieren motivos de desacuerdo entre las otras Repúblicas de Centro-América ó entre alguna de ellas y otra nación extranjera, las Partes contratantes, de común acuerdo, ofrecerán á aquellas sus buenos oficios y mediación de una manera conciliatoria y amistosa, á fin de que se restablezca ó se conserve la armonía general de Centro-América.

Art. 6. Para que el asilo de los emigrados ó descontentos políticos no pueda en ningún caso perjudicar á la República de donde procedan, los Gobiernos de los respectivos países se comprometen á concentrar á los asilados, á fin de vigilarlos y evitar que se proporcionen armas ó elementos de guerra de que pudieran hacer uso para hostilizar á su Gobierno.

Para la debida inteligencia de los tres Gobiernos, sobre este punto, queda igualmente estipulado, que siempre que haya alguna emigración

sospechosa de una de las tres Repúblicas á cualesquiera de las otras, ó se tenga noticia de trabajos ó manquinaciones de los descontentos, contra alguno de los Gobiernos contratantes, el interesado dará noticia oficial á la otra parte, á fin de que puedan dictarse las medidas convenientes, con la debida oportunidad.

Art. 7. No debiendo las Repúblicas contratantes considerarse entre sí, como naciones extranjeras, se declara: que los salvadoreños, hondureños y guatemaltecos gozan de los mismos derechos políticos y civiles de que gozan los nacionales del país donde aquellos residan.

Art. 8. Los documentos, títulos académicos, diplomas profesionales y escrituras públicas, de cualquier naturaleza que sean, extendidas, ú otorgadas conforme á las leyes de cada una de las Repúblicas contratantes, valdrán en el país respectivo en que el interesado los presente para que tengan sus efectos, y se les dará enter fe, si contuvieren los requisitos necesarios de autenticidad. Los tribunales evacuarán los exhortos y demás diligencias judiciales, habiendo para ello, solicitud de autoridad legítima y siendo enviada en la forma debida.

Art. 9. Los buques de las tres Repúblicas contratantes se considerarán en cada una de ellas como nacionales y no pagarán derecho alguno ni tendrán otros (gravámenes) que los que paguen y tengan (impuestos) las embarcaciones del país.

Art. 10. Los Gobiernos contratantes, en el deseo de que no queden impunes los delitos que se cometan y cuya responsabilidad se elude fácilmente por la evasión de los criminales que pasan de uno á otro territorio, abusando del derecho de asilo, se obligan recíprocamente á entregarse los individuos que se refugien en el territorio de una de las tres Repúblicas, habiendo cometido cualquiera de los delitos siguientes: parricidio, infanticidio, asesinato, homicidio, envenenamiento, lesiones corporales que puedan causar la muerte, violación, estupro, rapto, bigamia, sestión de un niño ó suposición de parto, incendio, robo, abigeato, asociación de malhechores, estorsión violenta, usurpación ó hurto calificado, falsificación ó alteración de moneda, de obligaciones del Estado, de billetes de banco, de papel sellado y timbres ó de cualquiera otro valor público, comercio fraudulento de moneda falsa, falsificación de acuerdos del Gobierno ó autos de autoridades constituidas, de escrituras ó documentos públicos, de sellos ó marcas del Estado ó de las oficinas públicas y uso de los referidos objetos falsificados; sustracción ó malversación de fondos ó efectos públicos ó de sus valores representativos, cometido por sus administradores, depositarios ú otros agentes públicos, ó por cualquiera otra clase de individuos; quiebra fraudulenta ó participación en ella, soborno de testigos ó peritos, falso testimonio, calumnia, con circunstancias agravantes, desercion ó falta al servicio militar y complicidad en cualquiera de estos delitos; queda bien entendido que la extradición debe verificarse, aún cuando cualquiera de los delitos expresados, sea cometido al amparo de alguna facción ó revuelta.

Art. 11. Para la extradición se entenderán entre sí los Gobiernos contratantes, sea directamente ó sea por la vía diplomática ó por cual-

quier funcionario debidamente autorizado. En la reclamación se especificará la prueba ó principio de ella, que por las leyes de la República en que se haya cometido el delito sea bastante para justificar la captura y enjuiciamiento del culpado.

En caso de fuga del reo, después de estar condenado y antes de haber sufrido totalmente la pena, la reclamación irá acompañada únicamente de la sentencia.

Art. 12. En casos urgentes, se podrá solicitar la detención provisional del inculcado, por medio de comunicación telegráfica ó postal dirigida al Ministro de Relaciones Exteriores directamente ó por medio del respectivo Agente diplomático. El arresto provisional se verificará según las reglas establecidas por la legislación del país del asilo; pero cesará si en el término de un mes, contado desde que se verificó, no se formalizare la reclamación indicada en el artículo precedente.

Art. 13. Cuando haya lugar á la extradición, todos los objetos aprehendidos que tengan relación con el delito y sus autores, se entregarán, sin perjuicio del derecho de tercero, á la República reclamante. Dicha entrega se verificará aunque por la muerte ó fuga del inculcado no pueda llevarse á efecto la extradición.

Art. 14. Las Altas Partes contratantes no podrán ser obligadas á entregar á sus nacionales; pero sí deberán ser sometidos á juicio por las infracciones de la ley penal cometidas en cualquiera de las otras Repúblicas, y el Gobierno deberá comunicar las diligencias, informaciones y documentos correspondientes, y remitirle los objetos que constituyan el cuerpo del delito, suministrándole todo lo que conduzca al esclarecimiento necesario para la expedición del proceso. Verificado lo expuesto, el proceso criminal deberá seguirse y terminarse, y el Gobierno del país del juzgamiento deberá informar al otro Gobierno del resultado definitivo de la causa, lo cual constituye una perfecta obligación para las Partes contratantes.

Art. 15. Cuando el acusado ó condenado cuya extradición se solicite por una de las Partes contratantes, fuese reclamado por otro ó otros Gobiernos, por crímenes ó delitos cometidos por el mismo culpable, en sus respectivos territorios, éste será entregado de preferencia al Gobierno en cuyo territorio fue cometido el delito más grave: si los delitos cometidos tuvieran la misma gravedad, la entrega se hará al Gobierno que primero hubiere hecho la demanda de extradición.

Art. 16. En el caso de que el culpable reclamado estuviese acusado ó condenado en el país á donde se dirige la demanda de extradición, por haber cometido en él un crimen ó delito, entonces se diferirá la extradición hasta que el reo sea absuelto por un fallo definitivo ó se haya ejecutado el castigo á que se le hubiere condenado.

Art. 17. Se declara que en ningún caso podrá solicitarse ni acordarse la extradición por delitos políticos advirtiéndose que la calificación de esta clase de delitos, quedará siempre reservada al Gobierno á quien se pida la extradición.

Art. 18. Queda desde luego estipulado el libre cambio y la aboli-

ción de todo derecho fiscal que grave el comercio de importación ó de exportación, de cabotaje ó terrestre, entre las tres Repúblicas contratantes, ya verse sobre artefactos y productos nacionales ó ya sobre artefactos y productos extranjeros que de cada una de las Repúblicas pacen á venderse á la otra.

Se exceptúan únicamente los productos estancados en la actualidad ó que en lo sucesivo se estanquen en cualquiera de los tres países, para ser administrados por cuenta de la nación.

Art. 19. Las Repúblicas contratantes se comprometen á mantener para su mútuo servicio de correos, las mismas bases adoptadas entre ellas por estar adheridas á la Unión Postal Universal.

Art. 20. El Salvador, Honduras y Guatemala se comprometen á mejorar el servicio telegráfico cuanto más sea posible, y á no alterar su tarifa que desde luego se fija á razón de doze y medio centavos por cada diez palabras, excluyendo dirección, fecha y firma, conforme á los reglamentos del ramo. También queda convenido que mientras Guatemala y Honduras no tengan una estación cablegráfica sobre las costas del Pacifico, las líneas terrestres del Salvador transmitirán los cablegramas recibidos en la estación de La-Libertad de ó para Guatemala y Honduras, conforme al Convenio celebrado con la primera el 4 de Diciembre de 1882.

Art. 21. Siendo de mútua y reconocida conveniencia el establecimiento de una línea de vapores nacionales, que hagan semanalmente el comercio de cabotage centro-americano, trasportes de correspondencia y celo del contrabando, entre los puertos de Amapala en la República de Honduras, La-Union en la República del Salvador, de Champerico en la de Guatemala y los puertos intermedios, las Partes contratantes acuerdan una subvención de mil quinientos pesos mensuales por los primeros cuatro años, y de setecientos cincuenta pesos, también mensuales, por otros cuatro años más, pagaderos proporcionalmente por cada uno de los gobiernos á la primera compañía que establezca aquel servicio con dos vapores, por lo menos, debiendo tener cada uno capacidad para trescientas toneladas de carga y amplias comodidades para el transporte de pasajeros.

La compañía que así se establezca queda exceptuada de todo derecho de tonelaje, anclaje y fardo, en los puertos ya mencionados y obligada solamente á conducir la correspondencia libre de todo gasto.

Art. 22. Siendo idénticos los intereses comerciales del Salvador, Honduras y Guatemala, queda convenido que la subvención que se acuerde anualmente á las compañías de vapores extranjeros, que hacen el servicio con los puertos del Pacifico, en conexión con los de Panamá y California, será siempre establecida de común acuerdo y bajo idénticas condiciones.

Art. 23. Siendo el peso y ley de la moneda guatemalteca igual al peso y ley de la moneda salvadoreña y hondureña, se establece que las referidas monedas tendrán curso legal en las tres Repúblicas, y se recibirán por su valor nominal en todas las administraciones ú oficinas fiscales de las mismas como moneda nacional de los respectivos países.

Art. 24. Para el caso de que se concluyan los ferrocarriles interoceánicos que Honduras y Guatemala están construyendo, se conviene en

que se harán estipulaciones especiales, á fin de que el Salvador perciba integros los derechos de importación que le correspondan, por las mercaderías que le fueren destinadas y fueren introducidas por las mencionadas vías.

Además el Salvador y Guatemala, convienen en que al estar terminada la línea férrea del Norte de esta última, ambos gobiernos costearán por mitad la construcción de un ramal que partiendo de Escuintla, entronque con el ferrocarril de Sonsonate á Santa Ana, en el punto que se juzgue más conveniente.

Art. 25. Las Altas Partes contratantes, persiguiendo el gran ideal de la Unión de las cinco Repúblicas de Centro-América, y deseando establecer desde luego las bases fundamentales que conduzcan á tal fin se comprometen:

1º. A procurar el establecimiento de un Consejo Federal, á cuyo cargo estarán las relaciones exteriores, con las atribuciones de las Secretarías de Estado en ese ramo. El Consejo se compondrá de tres personas designadas una por cada República y residirá donde en su oportunidad se acuerde por los respectivos gobiernos:

2º. A nombrar desde luego una comisión compuesta de dos personas por cada República, con el objeto especial de uniformar las leyes sobre aduanas, moneda, pesos y medidas etc.; y

3º. A darse recíprocamente pronto y eficaz auxilio contra las facciones y guerras intestinas que puedan alterar la paz interior de cualquiera de las Repúblicas, á menos que esas facciones tengan por objeto defender los principios constitucionales, conculcados de una manera flagrante por alguno de los Poderes públicos.

Art. 26. Los tres Gobiernos se comprometen á implantar y mantener los principios de la República Democrática, especialmente el de la alternabilidad en el ejercicio del Poder Ejecutivo: el de libertad de cultos, enseñanza laica, registro, matrimonio civil, secularización de cementerios, etc., y se garantizan el mantenimiento de estos principios.

Art. 27. Se comprometen igualmente á nombrar una comisión mixta de jurisperitos competentes para que uniformen las legislaciones interiores en todos sus ramos.

Art. 28. Las Altas Partes contratantes se garantizan la integridad de sus respectivos territorios.

Art. 29. Los nacionales de cualesquiera de las Repúblicas contratantes residentes en otra de ellas, no podrán emplear en defensa y resguardo de sus derechos é intereses, ni en sus reclamaciones y quejas contra la nación ó los particulares, otros recursos que los que conceden á los naturales las leyes del país, debiendo conformarse con la resolución definitiva de los tribunales, sin que en ningún caso puedan apelar á la vía diplomática. Comprende lo dicho las reclamaciones y quejas por daños y perjuicios causados por guerra exterior ó interior, facciones, motines, revueltas políticas ó por cualquier otro motivo.

Art. 30. Si alguno de los artículos de este Tratado fuese violado

ó infringido, se estipula expresamente, que ninguna de las Partes contratantes ordenará ó autorizará actos de represalia.

Para todo caso de desavenencia, cualesquiera que sean los motivos, los tres Gobiernos estipulan solemnemente consagrar el arbitraje como medio necesario y civilizado de evitar la guerra. Procurarán previamente poner en práctica todos los medios pacíficos de satisfacción y avenimiento. Estos medios serán la exposición en memorias de las ofensas ó daños verificados, con pruebas ó testimonios competentes, presentados por el Gobierno que se crea agraviado, y sino se le diesen las debidas explicaciones y satisfacción, entonces, como queda estipulado, se someterá la decisión del asunto al arbitramento del Cuerpo Diplomático acreditado en Centro-América.

Art. 31. El presente Tratado será perpétuo y siempre obligatorio, en lo que se refiere á la paz, amistad y unión; y en todos los demás puntos concernientes á comercio y demás disposiciones, permanecerán en su vigor y fuerza por el término de diez años, contados desde el día del cange de las ratificaciones.

Sin embargo, si un año antes de espirar este término, no se hubiere hecho por alguna de las Partes notificación oficial á las otras, sobre su intención de terminarlo, continuará siempre obligatorio hasta un año después de haberse notificado la expresada intención.

Art. 32. Quedan derogados los Tratados celebrados con anterioridad al presente entre las Altas Partes contratantes, con excepción de las convenciones telegráficas.

Art. 33. Este tratado será ratificado y las ratificaciones cangeadas en esta ciudad, en la de San Salvador ó en la de Tegucigalpa, en el término de tres meses, después de la última ratificación, ó antes si fuere posible.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios lo firman por triplicado y le ponen sus respectivos sellos.

Concluido en la ciudad de Guatemala, á los doce días del mes de Setiembre de mil ochocientos ochento y cinco.

Rafael Mesa.

Jerónimo Zelaya.

Manuel Ramírez.

27. 1887. Nov. 25.
Déc. 7. Roumanie, Autriche-Hongrie. Délimitation.
28. Russie. Svod des Lois de l'Empire.
29. 1886. Juill. 2. — Statut de la Famille Impériale.
30. 1882. Mai 2/14. — Turquie. Paiement de l'indemnité de guerre.
31. 1883. Août 16/28. — Danemark. Jaugeage.
32. 1886. Juin 23. — Oukase de S. M. l'Empereur de Russie concernant la suppression de la franchise du port de Batoum.
33. 1887. Févr. 17.
Mars 1. — Turquie. Note concernant l'indemnité de guerre.
34. — Mars 14. — Oukase concernant l'acquisition d'immeubles par les étrangers.
35. — Avril 28.
Mai 10. — Portugal. Convention d'extradition.
36. — Août 6. — Oukase relatif à l'annexion d'une partie de l'Asie Centrale aux domaines de l'Empereur.
37. — Août 25. — Afghanistan. Délimitation.
38. 1886. Déc. 1/13. — Autriche-Hongrie. Renvoi des sujets respectifs.
39. 1876. Mai 8. Salvador, Guatemala. Paix et amitié.
40. 1878. Mars 31. — Honduras. Paix et amitié.
41. — Mars 31. — Honduras. Convention destinée à empêcher la contrebande.
42. 1880. Déc. 8. — Honduras. Convention additionnelle au traité du 31 mars 1878.
43. — Déc. 24. — Colombie. Arbitrage.
44. 1882. Juill. 3. — République Dominicaine. Arbitrage.
45. — Févr. 23. — Colombie. Propriété littéraire.
46. — Avril 14. — Colombie. Convention d'extradition.
47. — Nov. 20. — Mexique. Echange des publications officielles.
48. 1883. Févr. 7. — Uruguay. Arbitrage.
49. — Août 27. — Vénézuéla. Commerce et navigation.
50. — Août 27. — Vénézuéla. Convention consulaire.
51. — Nov. 15. — Nicaragua. Canal interocéanique.
52. — Nov. 17. — Nicaragua. Commerce et navigation.
53. 1884. Juin 23. — Espagne. Propriété littéraire.
54. 1882. Nov. 8. — Costa-Rica. Amitié, paix et extradition.
55. 1885. Nov. 28. — Costa-Rica. Amitié et commerce.
56. 1884. Nov. 22. — Espagne. Extradition.
57. 1885. Mars 1. — Espagne. Convention consulaire.
58. — Mars 2. — Espagne. Paix et amitié.
59. — Mars 2. — Espagne. Commerce et navigation.
60. — Sept. 12. — Guatemala, Honduras. Traité général de paix et d'amitié.

A GOETTINGUE.

Imprime chez GUILLAUME FRÉDÉRIC KÆSTNER.

15, 4

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS
ET
AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE
G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Membre associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XIV.

DEUXIÈME LIVRAISON.

GOETTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.

1889.

Table des matières.

I. Traités, Conventions, Arrangements spéciaux etc.

- | | |
|---|---|
| <p>61. 1872. <small>Jul. 2.
Jan. 9.</small></p> <p>62. 1879. <small>Mai 19.</small></p> <p>63. 1880. <small>Juin 14.</small></p> <p>64. 1882. <small>Mai 19.</small></p> <p>65. 1886. <small>Févr. 19.
Mars 2.</small></p> <p>66. 1886. <small>Mars 15.</small></p> <p>67. — — —</p> <p>68. — <small>Juin 30.</small></p> <p>69. — <small>Oct. 13/25.</small></p> <p>70. 1887. <small>Août 10/22.</small></p> <p>71. 1883. <small>Juillet 25.</small></p> <p>72. 1887. <small>Janv. 18.</small></p> <p>73. 1883. <small>Déc. 17.</small></p> <p>74. 1885. <small>Oct. 2.</small></p> <p>75. 1885. <small>Juin 22.</small></p> <p>76. 1885. <small>Oct. 27.</small></p> <p>77. — <small>Nov. 6.</small></p> <p>78. — <small>Déc. 10.</small></p> <p>79. 1886. <small>Janv. 19.</small></p> <p>80. — <small>Févr. 19.</small></p> <p>81. — <small>Mai 1/11.</small></p> <p>82. — <small>Juin 3.</small></p> <p>83. — <small>Juin 4.</small></p> <p>84. 1884. <small>Mars 1.</small></p> <p>85. 1886. <small>Juin 5.</small></p> <p>86. — <small>Mai 28.
Juin 7.</small></p> <p>87. — <small>Juill. 1.</small></p> <p>88. — <small>Sept. 9.</small></p> <p>89. — <small>Oct. 29.</small></p> <p>90. 1887. <small>Juin 4.</small></p> | <p>Serbie, Autriche-Hongrie. Chemins de fer et régularisation des Portes de fer.</p> <p>— Russie. Commerce.</p> <p>— — Commerce.</p> <p>— Grèce. Commerce.</p> <p>— Turquie, Bulgarie. Paix.</p> <p>— Belgique, Brésil etc. Échange des journaux officiels et des documents parlementaires.</p> <p>— Belgique, Brésil etc. Échange des documents officiels.</p> <p>— Allemagne. Marques de fabrique.</p> <p>— Bulgarie. Retablissement des relations diplomatiques.</p> <p>— Turquie. Chemins de fer.</p> <p>Siam, Danemark. Boissons.</p> <p>Suède et Norvège, Espagne. Commerce.</p> <p>Suisse, Pays-Bas. Phylloxera.</p> <p>— Congo. Union postale.</p> <p>— Autriche-Hongrie. Commerce.</p> <p>— Japon. Poids et mesures.</p> <p>— Afrique du Sud. Commerce.</p> <p>— Monaco. Extradition.</p> <p>— Chile. Arbitrage.</p> <p>— Equateur. Propriété industrielle.</p> <p>— Italie. État civil.</p> <p>— Bade. Surveillance sanitaire.</p> <p>— Allemagne. Mariages.</p> <p>— Bulgarie. Convention de Genève.</p> <p>— Japon. Convention de Genève.</p> <p>— Roumanie. Commerce.</p> <p>— Liechtenstein. Médecins à la frontière.</p> <p>— Belgique. Assistance judiciaire.</p> <p>— Autriche-Hongrie. Médecins à la frontière.</p> <p>— Belgique. Immigration et Établissement.</p> |
|---|---|

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS

ET
AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE
G. FR. DE MARTENS

PAR
Felix Stoerk
Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Membre associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

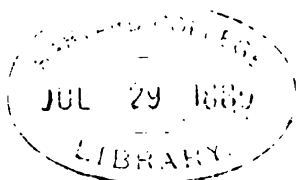
TOME XIV.

DEUXIÈME LIVRAISON.

GOETTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.

1889.

15.4



Minot fund.

SERBIE, AUTRICHE-HONGRIE.

Convention provisoire concernant les chemins de fer et la régularisation des Portes de fer; signée à Berlin le 8 juillet (26 juin) 1878.

Traité et Conventions de la Serbie. Publ. Officielle. Belgrad 1887.

Les soussignés, au nom de leurs Gouvernements respectifs, sont tombés d'accord sur ce qui suit:

1^o Le Gouvernement Austro-Hongrois s'engage à raccorder dans le délai de trois ans son réseau de chemins de fer à celui de la Serbie à Belgrade. De son côté le Gouvernement serbe s'engage à construire, raccorder et exploiter, en conformité avec les décisions du congrès, les lignes ferrées projetées qui se dirigeront vers son ancienne frontière d'Alexinatz d'un côté par Bellova et de l'autre par la voie Salonique-Mitrovitza. Il s'engage en même temps à construire et faire exploiter la ligne de jonction entre Belgrade et Nisch.

Les travaux de construction de ces différentes lignes devront être terminés dans le délai de trois ans.

Les deux Gouvernements agiront d'accord afin d'assurer la construction et le raccordement simultanés des lignes de jonction respectives, bulgares et ottomanes.

La construction et l'exploitation de ces lignes seront uniformes et les règlements y relatifs devront concorder autant que possible avec ceux en vigueur sur les grandes lignes de l'Autriche-Hongrie et sur celles du réseau de l'ancienne Roumélie.

Dans ce but, il sera établi à Vienne, immédiatement après la conclusion de la paix, une commission composée de délégués de l'Autriche-Hongrie, de la Serbie, de la Turquie et de la Bulgarie, laquelle aura pour tâche d'élaborer des conventions entre les États susmentionnés et les compagnies intéressées, à l'effet de mettre à exécution les stipulations qui précèdent et d'autre part de diriger et de surveiller, au nom des Gouvernements respectifs et dans les limites de sa compétence, l'exploitation de toutes les lignes en question.

2^o Les relations commerciales entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie seront réglées de manière à faciliter, autant que possible, l'échange des provenances réciproques et à favoriser le développement non interrompu des rapports intimes et stables entre les deux pays. En égard aux be-

soins particuliers des provinces limitrophes, le commerce de frontière sera soumis à un traitement spécial.

Dans cette intention l'Autriche-Hongrie et la Serbie s'engagent réciproquement à conclure un traité de commerce répondant au but susindiqué.

On étudiera en même temps la question d'une union douanière à conclure entre les deux pays, en tant qu'il pourrait être trouvé dans l'intérêt des deux parties contractantes.

Pour quelque forme qu'on se décide les deux parties s'engagent à conclure une convention à ce sujet aussitôt après la ratification de la paix.

Les délégués des deux Etats se réuniront à cet effet à Vienne quatre mois après cette date ou plus tôt si faire se peut.

8^e L'Autriche-Hongrie se chargeant de faire exécuter les travaux de régularisation des Portes de fer et des Cataractes d'Orsova sans demander le concours financier de la Principauté, celle-ci s'engage à accorder toutes les facilités qui pourraient être réclamées dans l'intérêt de l'exécution des travaux, en tant qu'il y aurait nécessité de se servir provisoirement de la rive serbe.

Le traitement de la nation la plus favorisée est assuré à la Serbie par rapport à la navigation à travers les Portes de fer.

Les deux Gouvernements s'engagent à faire approuver, s'il le faut, la présente convention par les Corps législatifs de leurs pays.

Berlin ^{8 Juillet}
26 Juin 1878.

*J. Ristic.
Andrassy.*

62.

SERBIE, RUSSIE.

Arrangement provisoire relatif au commerce des deux Pays;
signé à Belgrade le 19 mai 1879.

Traité et Conventions de la Serbie. Publ. Officielle. Belgrad 1887.

Le Gouvernement de Son Altesse le Prince de Serbie et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de Russie, désirant régler provisoirement les relations commerciales entre les deux pays, pendant la période de temps nécessaire pour la négociation et la conclusion d'un Traité de Commerce, les soussignés dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Les produits d'origine ou de provenance Serbes qui seront importés en Russie et les produits d'origine ou de provenance russes qui seront importés en Serbie, seront respectivement soumis, quant aux droits d'importation, d'exportation, de transit, quant à la réexportation, au courtage, à l'entrepôt, aux droits locaux et quant aux formalités douanières, au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée.

Le présent arrangement provisoire restera en vigueur jusqu'à la conclusion d'un Traité de Commerce définitif, mais dans tous les cas, il cessera ses effets le 1. Mai 1880.

Le Gouvernement Serbe s'engage à faire approuver s'il le faut le présent arrangement par le Corps législatif du pays. .

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs chancelleries.

Belgrade 19 Mai 1879.

Le Président du Conseil des Ministres
Ministre des Affaires Etrangères
de S. A. le Prince de Serbie
J. Ristić.

Le Ministre Résident
de S. M. L' Empereur de Russie,
Persiany.

63.

SERBIE, RUSSIE.

Déclaration destinée à renouveler l'arrangement provisoire
conclu en matière commerciale; signée à Belgrade
le 14 juin 1880.

Traité et Conventions de la Serbie. Publ. Officielle. Belgrad 1887.

Le Gouvernement de Son Altesse le Prince de Serbie et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de Russie, désirant renouveler l'arrangement conclu en matière commerciale entre les deux pays pendant la période de temps nécessaire pour la négociation et la conclusion d'un Traité de commerce, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Les produits d'origine ou de provenance serbe, qui seront importés en Russie, et les produits d'origine ou de provenance russe qui seront importés en Serbie, seront respectivement soumis quant aux droits d'importation, d'exportation, de transit, quant à la réexportation, au courtage, à l'entrepôt, aux droits locaux et quant aux formalités douanières au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée.

La présente déclaration est conclue pour la durée d'un an à partir d'aujourd'hui. Dans le cas cependant où aucun des deux Gouvernements n'aurait notifié, trois mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire pour une autre année et ainsi de suite d'une année à l'autre, jusqu'à la conclusion d'un Traité de commerce définitif ou jusqu'à ce qu'une des deux parties ne l'ait dénoncée.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs chancelleries.

Belgrade le 14 Juin 1880.

Le Président du Conseil des Ministres
Ministre des Affaires Etrangères
de S. A. le Prince de Serbie
J. Ristić.

Le Ministre Résident
de S. M. L'Empereur de Russie
Persiansky.

64.

SERBIE, GRÈCE.

Traité de commerce; signé à Belgrade le 19 mai 1882.

Traité et Conventions de la Serbie. Publ. Officielle. Belgrad 1887.

Sa Majesté Le Roi de Serbie
et Sa Majesté Le Roi des Hellènes,
également animés du désir de faciliter et de développer les relations
commerciales établies entre les deux pays, ont résolu de conclure pour cet
objet un traité, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté Le Roi de Serbie:

Mr. M. Pirotchanatz, Grand-Croix des Ordres de Takovo de Serbie
et du Sauveur de Grèce, etc. etc., Son Président du Conseil des Ministres,
Ministre des Affaires Etrangères;

Sa Majesté Le Roi des Hellènes:

Mr. Nicolas P. Delyanni, Officier de l'Ordre Royal du Sauveur, etc.
etc., Son Ministre Résident à Belgrade;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants.

Article I.

Il y aura réciproquement pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets des deux Hautes Parties contractantes, qui pourront, les uns et les autres, s'établir librement dans le territoire de l'autre pays.

Les Serbes en Grèce et les Hellènes en Serbie pourront réciproquement, en se conformant aux lois du pays, entrer, voyager ou séjourner en toute liberté dans quelque partie que ce soit des territoires respectifs, pour y vaquer à leurs affaires; ils y jouiront à cet effet, pour leurs personnes et leurs biens, de la même protection que les nationaux ou les sujets de l'Etat le plus favorisé.

Ils pourront, dans toute l'étendue des deux territoires, exercer l'in-

industrie, faire le commerce, tant en gros qu'en détail, sans être assujettis, soit pour leurs personnes ou leurs biens, soit pour l'exercice de leur commerce ou de leur industrie, à des taxes générales ou locales, ni à des impôts ou obligations, de quelque nature qu'ils soient, autres ou plus onéreux que ceux qui sont ou pourront être établis sur les nationaux ou sur les sujets de l'Etat le plus favorisé.

De même pour tout ce qui concerne les droits locaux, les formalités de douane, le courtage, les dessins de fabrique ou les échantillons introduits par des commis-voyageurs, ainsi que toutes autres affaires commerciales, les Serbes en Grèce et les Hellènes en Serbie jouiront du traitement de la nation la plus favorisée, et tous les droits, privilèges, exemptions et immunités quelconques, dont jouiraient en matière de commerce et d'industrie les sujets de l'une des deux Hautes Parties contractantes, ou qui seraient ou pourraient être plus tard concédés aux sujets d'une tierce Puissance, seront applicables aux sujets de l'autre.

Article II.

Pour ce qui concerne le droit d'acquérir, d'aliéner, ou de posséder toutes espèces de propriété mobilière ou immobilière, les Serbes en Grèce et les Hellènes en Serbie jouiront des droits que les lois respectives accordent ou accorderont dans chacun des deux Etats aux sujets de la nation la plus favorisée.

Ils pourront dans ces limites, et sous les mêmes conditions que les sujets de l'Etat le plus favorisé, en faire l'acquisition et en disposer par achat, vente, donation, échange, contrat de mariage, testament, héritage, ou de quelqu'autre manière que ce soit, sans être assujettis à des taxes, impôts, ou charges quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les nationaux ou sur les sujets de l'Etat le plus favorisé.

Ils pourront de même exporter librement le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être tenus à payer des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux ou les sujets de l'Etat le plus favorisé auraient à acquitter en pareille circonstance.

Article III.

Les négociants et les industriels en général appartenant à l'un des deux pays contractants, voyageant dans l'autre ou y faisant voyager leurs commis et agents — soit avec, soit sans échantillons — dans l'intérêt exclusif du commerce ou de l'industrie qu'ils exercent, et dans le but de faire des achats ou de ventes, ou de recevoir des commissions, seront traités, quant à la patente, comme les négociants, fabricants et industriels de la nation la plus favorisée.

Il est entendu toutefois que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois et règlements qui sont en vigueur dans chacun des deux pays, et applicables à tous les étrangers pour ce qui concerne le commerce de colportage.

Les sujets des Hautes Parties contractantes seront réciproquement

traités comme les nationaux ou comme les sujets de l'Etat le plus favorisé, lorsqu'ils se rendront d'un pays dans l'autre pour visiter les foires et marchés, dans le but d'y exercer leur commerce et d'y écouler leurs produits.

Aucune entrave ne sera apportée à la libre circulation des voyageurs, et les formalités administratives relatives aux documents de voyage seront restreintes, au passage des frontières, aux strictes exigences du service public.

Article IV.

Les Serbes en Grèce et les Hellènes en Serbie seront réciproquement exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, du logement militaire, de toute contribution, soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu du service personnel, de tout emprunt forcé, de toute prestation ou réquisition militaire. Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession à titre quelconque, d'un bien fonds, ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être tenus de se soumettre comme propriétaires fonciers ou fermiers.

Ils seront dispensés également de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale quelconque.

Ils auront réciproquement un libre accès auprès des tribunaux de justice, en se conformant aux lois du pays, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits, à tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils pourront employer, dans toutes les instances, des avocats, avoués, et agents de toutes classes, autorisés par les lois du pays, et jouiront sous ce rapport et en ce qui regarde les visites domiciliaires dans leurs demeures, fabriques, magasins, ou boutiques, des mêmes droits et avantages qui sont ou seront accordés aux nationaux du pays même ou aux sujets de l'Etat le plus favorisé.

Il reste entendu que toute faveur ou exemption qui serait ultérieurement accordée en cette matière aux sujets d'un pays étranger par l'une des deux Parties contractantes, serait immédiatement, et de plein droit, étendue aux sujets de l'autre Partie.

Article V.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à n'établir l'une envers l'autre aucune prohibition d'importation, ou d'exportation, ou de transit, qui ne soit en même temps applicable à toutes les autres nations, sauf les mesures spéciales que les deux pays se réservent de prendre dans un but sanitaire, ou en vue d'événements de guerre.

Article VI.

En ce qui concerne le montant et la perception des droits d'importation et d'exportation, le transit, la re-exportation, les droits locaux et les formalités douanières, chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou

abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans la présente convention, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. En conséquence toute faveur ou immunité qui viendrait à être concédée à une tierce Puissance, sera étendue immédiatement sans condition, et par le fait même, à l'autre Partie contractante.

Article VII.

Les produits du sol ou de l'industrie de la Serbie qui seront importés en Grèce, et les produits du sol ou de l'industrie de la Grèce qui seront importés en Serbie, et qui sont destinés soit à la re-exportation, soit au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits ni autres ni plus élevés que les produits de la nation la plus favorisée.

Article VIII.

Les marchandises de toute nature sortant de l'un des deux territoires en y entrant seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées, sans préjudice du régime spécial qui pourrait être établi conformément aux prévisions de l'Article V.

Article IX.

En ce qui concerne l'expédition douanière des marchandises soumises à un droit *ad valorem*, les importateurs et les produits de l'un des deux pays seront, sous tous les rapports, traités dans l'autre comme les importateurs et les produits du pays le plus favorisé.

Article X.

Les dispositions des Articles précédents relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliqueront pas aux facilités qui ont été ou qui pourront être concédées plus tard par l'un des deux Etats à d'autres Etats voisins, par rapport au trafic local entre les districts frontières limitrophes.

Article XI.

En ce qui concerne la propriété des marques de fabrique, marques ou étiquettes des marchandises, dessins ou modèles industriels, les sujets de chacun des deux pays jouiront dans l'autre des mêmes droits que les nationaux, à la condition de se conformer aux règlements en vigueur.

La présente disposition aura son plein et entier effet dès que les deux Puissances contractantes auront déterminé par un échange de déclarations ces formalités à l'accomplissement desquelles sera subordonnée la jouissance des droits conférés de part et d'autre aux nationaux respectifs.

Article XII.

Les navires serbes et leurs cargaisons en Grèce et les navires hellènes

et leurs cargaisons en Serbie, jouiront sous tous les rapports, à leur arrivée dans un port quelconque et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison, du même traitement que les navires et les cargaisons appartenant à la nation la plus favorisée.

La stipulation précédente se réfère au traitement local, aux droits et frais dans les ports, bassins, docks, rades, havres et rivières des deux pays, aux pilotage, et en général à tout ce qui se rapporte à la navigation.

Toute faveur ou exemption, ou tout autre privilège relatif à la navigation, que l'une des Parties contractantes accordera à une tierce Puissance, sera immédiatement et sans condition étendu à l'autre Partie.

Article XIII.

Le présent traité restera en vigueur pendant dix années à partir du jour de l'échange des ratifications. Si aucune des deux Hautes Parties contractantes n'avait notifié à l'autre, douze mois avant la fin de la dite période son intention d'en faire cesser les effets, il continuerait à rester en vigueur pendant une année encore à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les dispositions qui précèdent seront exécutoires dans les deux pays un mois après l'échange des ratifications.

Article XIV.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Belgrade aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes ont signé le présent traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double original à Belgrade, le 19 Mai 1882.

M. Piritchanatz.

N. P. Delyanni.

65.

SERBIE, TURQUIE, BULGARIE.

Traité de paix; signé à Bucarest le 3 mars (19 février) 1886.

Traité et Conventions de la Serbie. Publ. Officielle. Belgrad 1887.

Sa Majesté le Roi de Serbie,

Sa Majesté Impériale le Sultan, Empereur des Ottomans, en Sa qualité de Suzérain de la Principauté de Bulgarie, et Son Altesse le Prince de Bulgarie, animés d'un égal désir de rétablir la paix entre le Royaume de Serbie et la Principauté de Bulgarie, ont muni à cet effet de leurs Pleins Pouvoirs:

D'une part:

Sa Majesté le Roi de Serbie, le Sieur Chedomille Mijatovitch, Son

Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Londres, Commandeur de l'Ordre Royal de l'Aigle Blanc, Grand Officier de l'Ordre Royal de Takovo etc. etc. etc.

Et d'autre part :

Sa Majesté Impériale le Sultan, Abdoullah-Madjid Pacha, Roumélie Beyler Bey, Directeur de la Presse au Ministère Impérial des Affaires Etrangères, décoré de l'Ordre de l'Osmanie de 3 classe et de l'Ordre du Medjidié de 4 classe etc. etc. etc. comme Premier Délégué,

Son Altesse le Prince de Bulgarie, le sieur Ivan Evstatieff Guéchoff, Gouverneur de la Banque Nationale Bulgare, etc. etc. comme Deuxième Délégué, dont le choix a été approuvé par Sa Majesté Impériale le Sultan ;

Lesquels après s'être communiqué leurs Pleins Pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article unique.

La paix est rétablie entre le Royaume de Serbie et la Principauté de Bulgarie à dater du jour de la signature du présent Traité.

Le présent acte sera ratifié et les ratifications seront échangées à Bucarest dans un délai de quinze jours ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Délégués respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bucarest, le dix neuf Février (trois Mars) de l'année mille huit cent quatre vingt six.

Ch. Mijatovitch.

A. Madjid.

J. E. Gutchoff.

66.

SERBIE, BELGIQUE, BRÉSIL, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE, ITALIE, PORTUGAL.

Convention pour établir l'échange international des journaux officiels ainsi que des annales et des documents parlementaires ; signée à Bruxelles le 15 mars 1886.

Traité et Conventions de la Serbie. Publ. Officielle. Belgrad 1887.

Sa Majesté le Roi de Serbie, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Sa Majesté la Reine Régente d'Espagne, Le Président des États-Unis d'Amérique, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, désirant assurer l'échange immédiat du journal officiel ainsi que des annales et des documents parlementaires de leurs États respectifs ont nommé pour leurs Plénipotentiaires savoir :

Sa Majesté le Roi de Serbie M. Marinovitch, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. le Prince de Caraman, Son Ministre des Affaires Etrangères et M. le Chevalier de Moreau, Son Ministre d'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux Publics;

Sa Majesté l'Empereur du Brésil, M. le comte de Villeneuve, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté la Reine Régente d'Espagne M. de Tavora, chargé d'Affaires ad interim d'Espagne à Bruxelles;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique M. Lambert Tree, Ministre Résident des Etats-Unis d'Amérique à Bruxelles;

Sa Majesté le Roi d'Italie M. le Marquis Maffei, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves M. le Baron de Sant'Anna, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Très-Fidèle,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Indépendamment des obligations qui résultent de l'article 2 de la Convention générale de ce jour, relative à l'échange des documents officiels et des publications scientifiques et littéraires, les Gouvernements respectifs s'engagent à faire expédier aux Chambres législatives de chaque Etat contractant, au fur et à mesure de leur publication un exemplaire du Journal officiel, ainsi que des annales et des documents parlementaires livrés à la publicité.

Article II.

Les Etats qui n'ont pas pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement belge et par ce Gouvernement à tous les autres Etats signataires.

Article III.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra. Elle est conclue pour dix ans, à partir du jour de l'échange des ratifications et elle continuera à subsister au delà de ce délai tant que l'un des Gouvernements n'aura pas déclaré six mois à l'avance qu'il y renonce.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles en sept exemplaires le 15 Mars 1886.

J. Marinovitch. Prince de Caraman. Chevalier de Moreau.

Comte de Villeneuve. José Maria de Tavora. Lambert Tree.

Maffei. Baron de Sant'Anna. Alphonse Rivier.

67.

**SERBIE, BELGIQUE, BRÉSIL, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE, ITALIE, PORTUGAL, SUISSE.**

Convention pour établir un système d'échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires des Etats respectifs; signée à Bruxelles le 15 mars 1886.

Schweiz. Bundesblatt. 38. Jahrg. Bd. II. — Traité et Conventions de la Serbie. Publ. Officielle. Belgrad 1887.

Seine Majestät der König von Serbien,
Seine Majestät der König der Belgier,
Seine Majestät der Kaiser von Brasilien,

Ihre Majestät die Königin Regentin von Spanien,

Der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika,

Seine Majestät der König von Italien,

Seine Majestät der König von Portugal und Algarbien,

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft,

in der Absicht, auf denjenigen Grundlagen, welche durch die Brüsseler Konferenz vom 10.—14. April 1886 festgesetzt worden, den internationalen Austausch der amtlichen Aktenstücke, sowie der wissenschaftlichen und literarischen Publikationen ihrer respektiven Staaten zu organisiren, haben zu ihren Bevollmächtigten hierfür ernannt:

Seine Majestät der König von Serbien: den Herrn Marinovitch, seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Sr. Majestät dem König der Belgier;

Seine Majestät der König der Belgier: den Herrn Fürsten von Caraman, seinen Minister der auswärtigen Angelegenheiten, und den Herrn Chevalier de Moreau, seinen Minister für

Sa Majesté le Roi de Serbie,
Sa Majesté le Roi des Belges,
Sa Majesté l'Empereur du Brésil,

Sa Majesté la Reine Régente d'Espagne,

Le Président des États-Unis d'Amérique,

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse,

désirant établir sur les bases adoptées par la Conférence réunie à Bruxelles du 10 au 14 Avril 1886, un système d'échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires de leurs Etats respectifs, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires savoir:

Sa Majesté le Roi de Serbie: Mr. Marinovich, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté le Roi des Belges: Mr. le Prince de Caraman, Son Ministre des Affaires Etrangères, et Mr. le Chevalier de Moreau, Son Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des

Landwirthschaft, Industrie und öffentliche Arbeiten;

Seine Majestät der Kaiser von Brasilien: den Herrn Grafen von Villeneuve, seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Sr. Majestät dem König der Belgier;

Ihre Majestät die Königin Regentin von Spanien: den Herrn de Tavora, interimistischen Geschäftsträger Spaniens in Brüssel;

Der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika: den Herrn Lambert Tree, Minister-Resident der Vereinigten Staaten von Amerika in Brüssel;

Seine Majestät der König von Italien: den Herrn Marquis Maffei, seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Sr. Majestät dem König der Belgier;

Seine Majestät der König von Portugal und Algarbien: den Herrn Baron von Sant'Anna, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister seiner allergetreuesten Majestät;

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft: den Herrn Rivier, seinen Special-Bevollmächtigten;

welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer Vollmachten, die in gehöriger Form befunden wurden, folgende Artikel vereinbart haben:

Artikel 1.

In jedem der Vertragsstaaten ist ein Bureau einzurichten, welches den Austausch zu besorgen hat.

Artikel 2.

Die Vertrags-Staaten verpflichten sich, einander folgende Publikationen tauschweise zu übermitteln:

1) die amtlichen, parlamentarischen und administrativen Schriftstücke,

Travaux Publics;

Sa Majesté l'Empereur du Brésil: Mr. le Comte de Villeneuve, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté la Reine Régente d'Espagne: Mr. de Tariva, Chargé d'affaires ad interim d'Espagne à Bruxelles;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique: Mr. Lambert Tree, Ministre Résident des Etats-Unis d'Amérique à Bruxelles;

Sa Majesté le Roi d'Italie: Mr. le Marquis Maffei, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves: Mr. le Baron de Sant'Anna, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Très-Fidèle;

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse: Mr. Rivier, son Plénipotentiaire spécial;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants:

Article I.

Il sera établi dans chacun des Etats contractants un bureau chargé du service des échanges.

Article II.

Les publications que les Etats contractants s'engagent à échanger sont les suivantes:

1) Les documents officiels, parlementaires et administratifs qui sont

welche am Ursprungsorte zur Veröffentlichung gelangen;

2) die auf Veranstaltung und auf Kosten der Regierungen herausgegebenen Werke.

Artikel 3.

Jedes Bureau wird ein Verzeichnis der für die Vertrags-Staaten verfügbaren Publikationen drucken lassen.

Dieses Verzeichnis ist alle Jahre zu berichtigen und zu vervollständigen und allen Tauschbüreux regelmäßig zu übersenden.

Artikel 4.

Die Tauschbüreux werden sich darüber verständigen, wie viele Exemplare verlangt und geliefert werden können.

Artikel 5.

Die Sendungen sollen direkt von Bureau zu Bureau stattfinden. Es sind einheitliche Formulare einzuführen für die Inhaltsverzeichnisse der Sendungen, sowie für alle in der Verwaltung dieses Dienstzweiges zur Verwendung gelangenden Korrespondenzen, Anfragen, Empfangsanzeigen etc.

Artikel 6.

Bei Versendungen ins Ausland übernimmt jeder Staat die Kosten der Verpackung und des Portos bis an den Bestimmungsort. Für überseeische Sendungen wird jedoch der Antheil jedes Staates an den Transportkosten durch besondere Vereinbarung festgesetzt.

Artikel 7.

Die Tauschbüreux haben in offiziöser Weise den Verkehr zwischen den gelehrten Körperschaften, den litterarischen und wissenschaftlichen

livrés à la publicité dans le lieu d'origine;

2) Les ouvrages exécutés par ordre et aux frais des Gouvernements.

Article III.

Chaque bureau fera imprimer la liste des publications qu'il peut mettre à la disposition des Etats contractants.

Cette liste sera corrigée et complétée chaque année et adressée régulièrement à tous les bureaux d'échange.

Article IV.

Les bureaux d'échange s'entendront sur le nombre d'exemplaires qui pourront être demandés et fournis.

Article V.

Les envois se feront directement de bureau à bureau. Il sera adopté des modèles et des formules uniformes pour les bordereaux du contenu des caisses, ainsi que pour toutes les pièces de correspondance administrative, demandes, accusés de réception, etc.

Article VI.

Pour l'expédition à l'extérieur, chaque Etat se charge des frais d'emballage et de port jusqu'à destination. Toutefois, quand l'expédition se fera par mer des arrangements particuliers régleront la part de chaque Etat dans les frais de transport.

Article VII.

Les bureaux d'échange serviront d'intermédiaires officiels entre les corps savants et les sociétés littéraires, scientifiques etc. des Etats con-

Gesellschaften etc. der Vertragsstaaten durch Empfangnahme und Versendung ihrer Publikationen zu vermitteln.

In diesen Fällen handelt es sich jedoch lediglich um die portofreie Uebermittelung der ausgetauschten Werke durch die Tauschbüreaux, gegen diese letztern sich durchaus nicht damit zu befassen haben, die Herstellung solcher Verkehrsbeziehungen zu veranlassen.

Artikel 8.

Diese Bestimmungen gelten nur für diejenigen Werke und Aktenstücke, welche erst nach erfolgtem Abschlusse der gegenwärtigen Uebereinkunft zur Veröffentlichung gelangen.

Artikel 9.

Diejenigen Staaten, welche an gegenwärtiger Uebereinkunft nicht Theil genommen haben, können auf ihr Verlangen den Beitritt zu derselben erklären.

Dieser Beitritt ist auf diplomatischem Wege der belgischen Regierung und von derselben allen anderen Vertragsstaaten zu notifiziren.

Artikel 10.

Die gegenwärtige Uebereinkunft ist zu ratifiziren und die Ratifikationen sind thunlichst bald in Brüssel auszuwechseln. Sie wird für zehn Jahre vom Tage der Auswechsellung der Ratifikationen an gerechnet, abgeschlossen und bleibt über diesen Zeitpunkt hinaus so lange in Kraft, als nicht von einer der Regierungen die Erklärung ihres Rücktrittes erfolgt; eine solche Erklärung ist sechs Monate zum Voraus abzugeben.

Dessen zu Urkund haben die respektiven Bevollmächtigten diese Ue-

bersetzungen für die Ratifikation und für die Veröffentlichung ihrer Publikationen.

Mais il demeurera bien entendu que, dans ce cas, le rôle des bureaux d'échange se bornera à la transmission en franchise des ouvrages échangés et que ces bureaux ne prendront aucunement l'initiative de provoquer l'établissement de ces relations.

Article VIII.

Ces dispositions ne sont applicables qu'aux documents et ouvrages publiés à partir de la date de la présente Convention.

Article IX.

Les Etats qui n'ont pas pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement belge et par ce Gouvernement à tous les autres Etats signataires.

Article X.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra. Elle est conclue pour dix ans, à partir du jour de l'échange des ratifications, et elle continuera à subsister au delà de ce délai tant que l'un des Gouvernements n'aura pas déclaré six mois à l'avance qu'il y renonce.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont

bereinkunft unterzeichnet und ihre
Wappensiegel beigedrückt.

Gegeben zu Brüssel in acht Exemplaren, am 15. März 1886.

*J. Marinovitch.
Prince de Caraman.
Chevalier de Moreau.
Comte de Villeneuve.
José Ma. de Tavira.
Lambert Tres.
Maffei.
Baron de Sant'Anna.
Alphonse Rivier.*

apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles en huit exemplaires, le 15 Mars 1886.

*J. Marinovitch.
Prince de Caraman.
Chevalier de Moreau.
Comte de Villeneuve.
José Ma. de Tavira.
Lambert Tres.
Maffei.
Baron de Sant'Anna.
Alphonse Rivier.*

68.

SERBIE, ALLEMAGNE.

Déclaration concernant la protection des marques de fabrique;
signée à Berlin le 30 juin 1886.

Traité et Conventions de la Serbie. Publ. Officielle. Belgrade 1887.

Nachdem die königlich serbische Regierung und die kaiserlich deutsche Regierung, in Gemässheit der Vereinbarung im Artikel XI des Handelsvertrages zwischen Serbien und Deutschland vom 6. Januar 1883*) übereingekommen sind, den beiderseitigen Gewerbetreibenden den Markenschutz wechselseitig zu sichern, so sind von den Unterzeichneten auf Grund erhaltener Ermächtigung die nachstehenden Bestimmungen verabredet worden.

Artikel I.

Es sollen die serbischen Staatsangehörigen in Deutschland und die Angehörigen des Deutschen Reiches in Serbien in Bezug auf die Bezeichnung ihrer Waaren oder der Verpackung der letzteren, sowie bezüglich der Fabrik- oder Handels-Marken denselben Schutz wie die eigenen Angehörigen geniessen.

Artikel II.

Um ihren Marken (Namen, Firmen und Waarenzeichen) den durch den vorstehenden Artikel vorgesehenen Schutz zu sichern, haben die Angehörigen eines jeden der beiden vertragschliessenden Länder die in dem anderen Lande durch Gesetze oder Verordnungen vorgeschriebenen Bedingungen und Förmlichkeiten zu erfüllen.

Artikel III.

Die gegenwärtige Vereinbarung soll bis zum Ablaufe eines Jahres

*) N. R. G. 2^e série. IX. 429.

nach erfolgter Kündigung seitens des einen oder anderen Theiles, Kraft und Wirksamkeit eines Vertrages haben. Dieselbe tritt in jedem der beiden Gebiete mit dem Tage der entsprechenden amtlichen Bekanntmachung in Anwendung.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten die gegenwärtige Erklärung vollzogen und mit ihrem Siegel versehen. Geschehen in doppelter Ausfertigung.

Berlin 30. Juni 1886.

M. A. Petroniwitsch.
Graf Berchem.

69.

SERBIE, BULGARIE.

Convention concernant le rétablissement des relations diplomatiques; signée à Nisch, le 13 (25) octobre 1886.

Mémorial Diplomatique 1886 No. 46.

Le Gouvernement de S. M. le roi de Serbie ayant accueilli avec satisfaction la proposition faite par le gouvernement de la principauté bulgare concernant le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays et étant disposé à renouveler les rapports d'amitié et de bon voisinage il a été signé la convention suivante, par

M. le colonel D^r Franassovitch, ministre des affaires étrangères du royaume de Serbie, au nom du gouvernement de ce royaume, d'une part, et par

M. le D^r Dj. Stranski, agent diplomatique de la Bulgarie, autorisé à cet effet par MM. les régents de la principauté bulgare, d'autre part:

I. Le gouvernement de la principauté bulgare, regrettant l'affaire de Bregovo, qui a troublé les rapports d'amitié entre les deux Etats voisins, abandonnera le territoire en litige, aussitôt que le présent acte sera signé. Le territoire en litige sera considéré comme terrain neutre jusqu'à ce que la commission serbo-bulgare, qui sera instituée à cet effet, ait donné une solution définitive à la question de Bregovo. Dans le cas où le terrain en litige serait adjugé à la Serbie, le gouvernement royal se déclare prêt à le rétrocéder à la Bulgarie et à accepter en échange un territoire correspondant sur un autre point de la frontière.

II. En vue de favoriser le développement économique des deux pays et de fortifier les liens qui les unissent, les deux pays s'engagent à nommer, dans le délai de deux mois, une commission mixte qui étudiera les rapports commerciaux qui existent entre les deux pays. Dans le délai des six mois suivants il sera conclu entre le royaume de Serbie et la principauté bulgare un traité de commerce conforme aux lois des deux Etats. Jusqu'à la conclusion de cette convention, les deux gouvernements

seront tenus de faciliter de leur mieux les rapports commerciaux entre les deux pays.

III. Le gouvernement de la principauté bulgare prend l'engagement d'interdire aux émigrés politiques de Serbie de prendre domicile dans la zone qui s'étend à 60 kilomètres le long de la frontière serbe et d'empêcher toute action de ces émigrés qui tendrait à troubler la paix dans le royaume de Serbie. Le gouvernement du royaume prend un engagement analogue à l'égard des émigrés politiques bulgares qui viendraient se fixer en Serbie.

IV. Le gouvernement de la principauté bulgare s'engage à faire tout son possible pour que la voie ferrée Vakarel-Sophia-Tsaribrod soit terminée en même temps que la ligne de Pirots à Nisch.

Cette convention entrera en vigueur le jour même de sa ratification.

En vertu de quoi cet acte a été signé par les ci-après nommés et revêtu de leur cachet.

Fait double à Nisch, le 13 (25) octobre 1886.

Le ministre des affaires étrangères du royaume de Serbie,

Fransavitch.

L'agent diplomatique de la principauté bulgare,

Stransky.

70.

SERBIE, TURQUIE.

Correspondence relative à la jonction des chemins de fer turco-serbes, du 10/22 août 1887.

Mémorial diplomatique 1887, No. 40.

Vers la fin d'août, le ministre de Serbie à Constantinople, M. Novakovich, a remis à la Porte la note suivante, relative aux chemins de fer de jonction turco-serbes.

A S. E. Saïd pacha, ministre des affaires étrangères, etc.

Votre Excellence sait qu'en exécution des articles 10, 21 et 33 du traité de Berlin*), la Turquie, l'Autriche-Hongrie, la Serbie et la Bulgarie ont conclu entre elles, à Vienne, le 9 mai 1883**), une convention pour le raccordement de leurs chemins de fer. D'après le texte de l'art. 12 de cette convention, le gouvernement de S. M. I. le Sultan s'engageait à terminer jusqu'au 15 octobre 1886 la construction des lignes de jonction désignées dans le dit article, et le gouvernement serbe prenait l'obligation de terminer, dans le même délai, les lignes de jonctions à établir sur son territoire.

Conformément à ces stipulations, une commission spéciale turco-serbe

*) N. R. G. 2^e série. III. 449.

**) N. R. G. 2^e série. IX. 720.

se réunit à Vranja et fixa par un protocole le point de raccordement des lignes serbes et ottomanes. Aussitôt après, les travaux furent poussés des deux côtés avec activité. En outre, la convention du 4 juin dernier, dont les ratifications devaient être échangées au plus tard le 4 juillet, a réglé les conditions du service des douanes, de la police, des postes et télégraphes dans nos stations-frontières. Nos deux gouvernements ont eu ainsi la satisfaction de voir terminés tous les travaux préliminaires qui étaient nécessaires pour l'exécution complète de toutes leurs obligations internationales. Indépendamment de cette action commune de nos deux Etats pour le raccordement de la ligne de Nich-Vranja avec celle de Mitrovitza-Salonique, la Serbie a aussi ouvert récemment à l'exploitation l'embranchement de Nich-Pirot. Elle a donc rempli entièrement tous les engagements que le traité de Berlin lui avait imposés.

Il est évident que la Serbie n'a pu exécuter loyalement et consciencieusement ses obligations qu'en grevant d'une manière sensible ses finances. Mais elle espérait, en construisant ses chemins de fer, qu'elle serait indemnisée de ses dépenses par les recettes du trafic international, et non par celles du trafic local qui est toujours insuffisant pour l'entretien de lignes pareilles. Or, diverses raisons qui sont connues de Votre Excellence ont fait que, jusqu'à ce jour, les jonctions n'ont pu encore avoir lieu, de sorte qu'il nous est impossible de faire fructifier nos lignes en les employant au service international, et cela au grand détriment de nos finances. La convention du 9 mai 1883 contient une garantie contre cette éventualité. En fixant une date pour l'achèvement simultané des lignes des quatre Etats, cet acte international entendait sans doute qu'aucun de ces quatre Etats ne serait exposé, une fois les travaux terminés, à se voir frustré, ne fût-ce qu'un seul jour, des avantages qu'il aurait le droit de retirer des jonctions en même temps que les autres. C'est là pourtant la situation dans laquelle la Serbie se trouve par suite de la non-exécution des engagements qui incombent à la Bulgarie, situation qui, par des circonstances indépendantes de notre volonté, dure déjà depuis trop longtemps, et que les signataires du traité de Berlin ne prévoyaient certainement pas, lorsqu'ils imposèrent à la Serbie la lourde charge du raccordement des chemins de fer ottomans avec le réseau européen. Dans leur esprit, des raccordements isolés étaient autorisés, puisque nulle part dans la convention du 9 mai 1883 on ne rencontre d'obstacle contre cette manière de procéder. Au contraire, cet acte international a lié deux à deux les Etats dont les lignes de chemin de fer doivent être raccordées, et, comme conséquence de ce principe, l'Autriche-Hongrie et la Serbie ont déjà créé un précédent en reliant sans perte de temps leurs lignes entre Belgrade et Semlin.

Il nous semble donc qu'aucun obstacle ne s'oppose à ce que la Turquie et la Serbie relient également dès à présent leurs lignes entre Belgrade et Salonique, sans attendre la date absolument incertaine à laquelle la Bulgarie sera en mesure de remplir ses engagements envers la Serbie, d'une part, et envers la Turquie, de l'autre.

La parfaite communauté des intérêts serbes et ottomans dans cette

question vitale pour les deux pays nous inspire la conviction que la Sublime Porte n'hésitera pas à adhérer à ces vues et à répondre à un désir qui est non seulement basé sur les stipulations formelles d'un acte international, mais qui offre encore et d'une manière évidente de grands avantages aux deux Etats. Cette communauté d'intérêt, que la Sublime Porte, dans sa sagesse bien connue, apprécie à sa valeur réelle, repose sur le fait patent que, lorsque la Serbie jouira des bienfaits du raccordement; les centres commerciaux les plus importants de l'empire ottoman se trouveront également par l'entremise des lignes serbes en communication avec l'Europe. D'autre part, si la Serbie a dû faire des sacrifices d'argent considérables pour remplir le devoir que lui imposait le traité de Berlin, l'empire ottoman a eu à supporter aussi de son côté des charges tout aussi lourdes, vu la longueur de ses lignes de jonction. Il est donc temps que nos lignes, qui sont complètement terminées, ne restent plus un seul moment improductives mais que leur raccordement contribue à la prospérité de nos populations respectives et au développement des sources de revenus fiscaux des deux Etats, prospérité et développement qui seront la conséquence immanquable de la jonction de nos chemins de fer.

En soumettant franchement et loyalement ces vues à l'appréciation de la Sublime Porte, nous avons la ferme conviction qu'elle n'en méconnaîtra pas la valeur et qu'elle se persuadera vite, comme nous, que la réalisation immédiate du raccordement de nos lignes de Nich-Vranya-Salonique est une nécessité urgente, en attendant que la Bulgarie soit en état de remplir ses engagements. Ayant pleine confiance dans la sagesse de la S. Porte et me conformant aux instructions formelles de mon gouvernement qui me charge d'attirer l'attention du gouvernement impérial sur les dispositions précitées de la convention du 9 mai 1883, je prie Votre Excellence d'intervenir auprès de qui de droit et de décider le gouvernement impérial en faveur du prompt raccordement des dites lignes de Nich-Vranya-Salonique.

Devant informer mon gouvernement le plus tôt possible de la décision prise par la Sublime Porte, je prie Votre Excellence de vouloir bien m'honorer prochainement d'une réponse et d'agréer, etc.

Constantinople, le 10/22 août 1887.

Stoyan Novacovich.

71.

SIAM, DANEMARK.

Convention pour régler le Trafic des boissons en Siam, signée à Kopenhague le 25 juillet 1883.

Publication officielle du ministère des affaires étrangères. Copenhague.

The Government of His Majesty the King of Denmark and the Go-

vernment of His Majesty the King of Siam, being desirous of making satisfactory arrangements for the regulation of the traffic in spirituous liquors in Siam, the Undersigned, duly authorized to that effect, have agreed as follows :

Article 1.

Spirits of all kinds not exceeding in alcoholic strength those permitted to be manufactured by the Siamese Government in Siam may be imported and sold by Danish subjects on payment of the same duty as that levied by the Siamese excise laws upon spirits manufactured in Siam ; and spirits exceeding in alcoholic strength spirits manufactured in Siam as aforesaid may be imported and sold upon payment of such duty and of a proportionate additional duty for the excess of alcoholic strength above the Siamese Government standard.

Beer and wines may be imported and sold by Danish subjects on payment of the same duty as that levied by the Siamese excise laws upon similar articles manufactured in Siam, but the duty on imported beer and wines shall in no case exceed 10 per cent ad valorem.

The said duty on imported spirits, beer and wines shall be in substitution of, and not in addition to, the import duty of 8 per cent leviable under the existing Treaties, and no further duty, tax, or imposition whatever shall be imposed on imported spirits, beer, and wines.

The scale of excise duty to be levied upon spirits, beer and wines manufactured in Siam shall be communicated by the Siamese Government to His Majesty the King of Denmark's Consul at Bangkok, and no change in the excise duties shall affect Danish subjects until after the expiration of six months from the date at which such notice shall have been communicated by the Siamese Government to His Danish Majesty's Representative at Bangkok.

Article 2.

The testing of spirits imported into the Kingdom of Siam by Danish subjects shall be carried out by European officials nominated by the Siamese authorities, and by an equal number of experts nominated by His Danish Majesty's Consul. In case of difference the parties shall nominate a third person, who shall act as umpire.

Article 3.

The Siamese Government may stop the importation by Danish subjects into Siam of any spirits which, on examination, shall be proved to be deleterious to the public health ; and they may give notice to the importers, consignees, or holders thereof to export the same within three months from the date of such notice, and if this is not done the Siamese Government may seize the said spirits and may destroy them, provided always that in all such cases the Siamese Government, shall be bound to refund any duty which may have been already paid thereon.

The testing of spirits imported by Danish subjects, and which may

be alleged to be deleterious, shall be carried out in the manner provided by Article 2.

The Siamese Government engage to take all necessary measures to prohibit and prevent the sale of spirits manufactured in Siam which may be deleterious to the public health.

Article 4.

Any danish subject who desires to retail spirituous liquors, beer or wines in Siam must take out a special licence for that purpose from the Siamese Government, which shall not be refused without just and reasonable cause.

This licence may be granted upon conditions to be agreed upon from time to time between the two Governments.

Article 5.

Danish subjects shall at all times enjoy the same rights and privileges in regard to the importation and sale of spirits, beer, wines and spirituous liquors in Siam as the subjects of the most favoured nation; and spirits, beer, wines, and spirituous liquors coming from any part of His Danish Majesty's dominions shall enjoy the same privileges in all respects as similar articles coming from any other country the most favoured in this respect.

It is therefore clearly understood that Danish subjects are not bound to conform to the provisions of the present Convention to any greater extent than the subjects of other nations are sobound.

Article 6.

Subject to the provisions of Article 5, the present Agreement shall come into operation on a date to be fixed by mutual consent between the two Governments, and shall remain in force until the expiration of six months notice given by either party to determine the same.

The existing Treaty engagements between Denmark and Siam shall continue in full force until the present Agreement comes into operation — and after that date, except in so far as they are modified hereby.

Should the present Agreement be terminated the Treaty engagements between Denmark and Siam shall revive, and remain as they existed previously to the signature hereof.

Article 7.

In this Agreement the words »Danish subject« shall include any naturalized or protected subject of His Danish Majesty; and the words »His Majesty's Consul« shall include any Consular officer of His Danish Majesty in Siam.

In witness whereof the Undersigned have signed the same in duplicate and have affixed thereto their seals.

Done at Copenhagen the twenty-fifth day of July 1883, corresponding to the sixth day of the waning moon of the month Asadhamas, of the Year Goat, fifth decade, 1245, of the Siamese Astronomical era.

*O. D. Rosenørn-Lehn.
Frisdang.*

72.

SUÈDE ET NORVÈGE, ESPAGNE.

Convention prorogeant le traité de commerce du 15 mars 1883;
signée à Madrid le 18 janvier 1887.

Mémorial Diplomatique 1887 No. 29.

S. M. la reine régente d'Espagne, au nom de son auguste fils, le roi don Alphonse XIII, et le roi de Suède et de Norvège,

Persuadés des avantages qui ont résulté pour les deux pays du traité de commerce du 15 mars 1883, et également animés du désir d'améliorer et d'accroître les relations commerciales entre leurs nations respectives, ont résolu de proroger le traité actuel.

A cet effet, Leurs Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. la reine régente d'Espagne, M. Sigismond Moret y Prendergast, chevalier, grand'croix de l'ordre royal et distingué de Charles III, son ministre d'Etat;

Et S. M. le roi de Suède et de Norvège, M. Jean Antoine Wolff Grip, son gentilhomme, commandeur de l'ordre de l'Etoile polaire, chevalier de l'ordre de Saint-Olaf, commandeur de l'ordre de Charles III, son ministre plénipotentiaire près Sa Majesté catholique, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1^{er}. Le traité de commerce conclu le 15 mars 1883, entre l'Espagne et la Suède et la Norvège demeurera en vigueur jusqu'au 1^{er} février 1892.

Dans le cas où ni l'une ni l'autre des hautes parties contractantes n'aura notifié, douze mois avant ladite date, son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes.

Art. 2. Les stipulations de cette convention seront soumises à l'approbation des représentations nationales de la Suède et de la Norvège.

Art. 3. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Madrid dans le plus bref délai possible.

Art. 4. Cette convention commencera à être exécutoire immédiatement après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Madrid en double, le 18 janvier 1887.

S. Moret.

A. Grip.

73.

SUISSE, PAYS-BAS.

Publication officielle de la Confédération Suisse relative à l'adhésion des Pays-Bas à la Convention phylloxérique internationale du 3 novembre 1881*); en date du 17 décembre 1883.

Eidg. amtli. Sammlg. N. F. VIII. Bd.

Dieser Uebereinkunft ist auch das Königreich der Niederlande beigetreten, laut der vom niederländischen Generalkonsul in der Schweiz mit Note vom 8. Dezember 1883 gemachten Mittheilung.

Die obgedachte Uebereinkunft besteht nunmehr zwischen der Schweiz, Deutschland, Frankreich, Oesterreich-Ungarn, Portugal, Belgien, Luxemburg, den Niederlanden und Serbien.

Bern, den 17. Dezember 1883.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:

Ringier.

74.

SUISSE, CONGO.

Publication officielle de la Confédération Suisse relative à l'adhésion du Congo à la convention postale universelle de Paris du 1 juin 1878 **); en date du 2 octobre 1885.

Eidg. amtli. Sammlg. N. F. VIII. Bd.

Von der durch Art. 18 des in Paris am 1. Juni 1878 abgeschlossenen Weltpostvertrags (Convention postale universelle de Paris) eingeräumten Befugniss Gebrauch machend, hat der Administrateur général du Congo

*) V. N. R. G. 2. série. VIII, 435.

**) V. N. R. G. 2. série. III, 699.

dem schweizerischen Bundesrathe mitgetheilt, dass dieser Staat dem obgedachten Vertrag auf 1. Januar 1886 beigetreten sei.

Gemäss den Bestimmungen des obgenannten Artikels hat der schweizerische Bundesrath den Regierungen der Postvereinsstaaten den stattgefundenen Beitritt mit Note vom 2. Oktober 1885 kund gegeben, mit der weitem Mittheilung, dass der Staat Congo für den Beitrag an die Kosten des internationalen Postbüreau in die siebente Klasse eingereiht worden sei, und dass die Posttaxen in Franken und Centimen entrichtet werden.

Bern, den 2. Oktober 1885.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:
Ringier.

75.

SUISSE, AUTRICHE-HONGRIE.

Convention pour la garantie réciproque des marques de fabrique et de commerce; signée à Vienne le 22 juin 1885.

Eidg. amtll. Sammlg. N. F. Bd. IX.

Traduction.

Um den Gewerbetreibenden in der Schweiz und in Oesterreich-Ungarn den wechselseitigen Schutz ihrer Fabrik- und Handelsmarken zu sichern, haben die Unterzeichneten, zu diesem Zwecke gehörig bevollmächtigt, folgende Bestimmungen vereinbart:

Artikel 1.

Die Oesterreicher und Ungarn geniessen in der Schweiz und die Schweizer in Oesterreich-Ungarn in Bezug auf die Fabrik- und Handelsmarken den nämlichen Schutz wie die Einheimischen.

Artikel 2.

Die Angehörigen des einen der hohen vertragschliessenden Theile, welche in den Gebieten des andern Theiles den Schutz ihrer Marken ge-

Texte original.

Afin d'assurer aux industriels en Suisse et en Autriche-Hongrie la protection réciproque de leurs marques de fabrique et de commerce, les Soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont arrêté les dispositions suivantes:

Article 1^{er}.

Les Autrichiens et Hongrois en Suisse et les Suisses en Autriche-Hongrie jouiront, en ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce, de la même protection que les nationaux.

Article 2.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes que désireront jouir de la protection de leurs marques dans les territoires de l'autre

niessen wollen, haben nach Massgabe der in diesen letztern Gebieten bestehenden Vorschriften diese Marken zu hinterlegen, und zwar in der Schweiz beim Eidgenössischen Amte für Fabrik- und Handelsmarken in Bern und in Oesterreich-Ungarn bei den Handels- und Gewerbekammern von Wien und Budapest.

Artikel 3.

Gegenwärtiges Uebereinkommen bleibt in Kraft bis nach Ablauf eines Jahres nach erfolgter Kündigung seitens des einen oder andern der vertragschliessenden Theile, und seine Bestimmungen sind vom Tage seiner Veröffentlichung an vollziehbar.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet und derselben ihr Wappensiegel beigeschrieben.

So geschehen in Wien, in doppelter Ausfertigung, den 22. Juni 1885.

*A. O. Aepfl.
Kálnoki.*

tre Partie doivent effectuer le dépôt de ces marques, conformément aux prescriptions en vigueur dans ces derniers territoires, savoir: en Suisse, au bureau fédéral pour les marques de fabrique à Berne, et, en Autriche-Hongrie, aux Chambres de commerce et de l'industrie de Vienne et de Budapest.

Article 3.

Le présent arrangement demeurera en vigueur jusqu'à une année après sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes, et ses dispositions seront exécutoires dès le jour de leur publication.

En foi de quoi les Soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, en double expédition, le 22 juin 1885.

*A. O. Aepfl.
Kálnoki.*

76.

SUISSE, JAPON.

Publication officielle de la Confédération suisse relative à l'adhésion du Japon à la Convention concernant la création et l'entretien d'un bureau international des poids et mesures du 20 mai 1875 *); en date du 27 octobre 1885.

Eidg. amtl. Sammlg. N. F. VIII. Bd.

Die schweizerische Gesandtschaft in Paris hat mit Schreiben vom 19. Oktober 1885 dem Bundesrathe die Mittheilung gemacht, dass das Kaiserreich Japan nach der vom dortseitigen bevollmächtigten Minister in Paris, Herrn Marquis Hachisuka, dem internationalen Mass- und Gewichts-

*) V. N. R. G. 2. série. I. 663.

büreau in Paris gemachten Anzeige dem am 20. Mai 1875 in Paris abgeschlossenen internationalen Metervertrage beigetreten sei.

Bern, den 27. Oktober 1885.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:
Ringier.

Note. Der obgedachte Vertrag besteht nunmehr zwischen Argentinien, Belgien, Brasilien, Dänemark, Deutschland, Frankreich, Grossbritannien und Irland, Italien, Japan, Nordamerika, Oesterreich-Ungarn, Peru, Portugal, Russland, Schweden und Norwegen, Schweiz, Spanien, Türkei und Venezuela, somit zwischen 19 Staaten.

77.

SUISSE, RÉPUBLIQUE DE L'AFRIQUE DU SUD.

Traité de paix et de commerce; signé à Berne le 6 novembre 1885 *).

Eidg. amtl. Sammlg. Bd. X.

Traduction.

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft
und der Staatspräsident der Südafrikanischen Republik,

von dem Wunsche beseelt, zwischen beiden Ländern freundschaftliche Beziehungen anzuknüpfen und zu befestigen, sowie die Handelsverbindungen zwischen ihren respektiven Bürgern durch alle ihnen zur Verfügung stehenden Mittel zu erweitern, sind übereingekommen, mit einander einen Freundschafts-, Niederlassungs- und Handelsvertrag abzuschliessen, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der schweizerische Bundesrath:
Herrn Bundesrath Louis Ruchonnet,
Vorsther des Justiz- und Polizeidepartements, und

Der Staatspräsident der Südafrika-

Texte original.

Le conseil fédéral de la Confédération suisse
et le président de la République sud-africaine,

animés du désir d'établir et de resserrer les liens d'amitié entre les deux pays, ainsi que d'accroître par tous les moyens à leur disposition les relations commerciales entre leurs citoyens respectifs, ont résolu de conclure entre eux un traité d'amitié, d'établissement et de commerce et ont à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires:

Le Conseil fédéral suisse: Monsieur le conseiller fédéral Louis Ruchonnet, chef du département de justice et police, et

le président de la République sud-

*) Les ratifications ont été échangées le 29 septembre 1887.

nischen Republik: Herrn Beelaerts van Blokland, ausserordentlichen Gesandten der Südafrikanischen Republik in der Schweiz, Minister-Residenten der genannten Republik bei dem Deutschen Reiche und bei Frankreich,

welche, nach gegenseitiger Mittheilung ihrer, in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, den nachstehenden Vertrag abgeschlossen haben:

Artikel I.

Zwischen der Schweiz und der Südafrikanischen Republik soll beständiger Friede und gegenseitige Niederlassungs- und Handelsfreiheit bestehen.

Die beiderseitigen Angehörigen sollen im andern Staate in Bezug auf ihre Personen und ihr Eigenthum in gleicher Weise aufgenommen und behandelt werden, wie es die eigenen Landesangehörigen sind, oder in Zukunft werden könnten.

Demzufolge können die Bürger der beiden kontrahirenden Staaten auf den respektiven Territorien, wenn sie sich nach den Landesgesetzen richten, frei herumreisen oder sich bleibend aufhalten; Handel treiben, sowohl im Grossen als im Kleinen; jede Art von Handwerk oder Gewerbe ausüben; die ihnen nöthigen Häuser, Magazine, Kaufläden oder Etablissements mieten und innehaben; Waaren- und Geldversendungen ausführen, und sowohl aus dem Innern des Landes, als aus fremden Ländern Konsignationen annehmen, ohne dass die gedachten Bürger für alle oder einzelne dieser Verrichtungen andern Verbindlichkeiten unterworfen werden dürfen als solchen, welche den Landesangehörigen auferlegt sind.

Immerhin bleiben die polizeilichen

africaine: Monsieur Beelaerts van Blokland, envoyé extraordinaire de la République sud-africaine en Suisse, ministre-résident de cette république auprès de l'Allemagne et de la France,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont signé le traité ci-après:

Article I^{er}.

Il y aura entre la Suisse et la République sud-africaine paix perpétuelle et liberté réciproque d'établissement et de commerce.

Les ressortissants de chacun des deux états seront reçus et traités dans l'autre, pour leurs personnes et leurs propriétés, de la même manière que le sont ou pourront l'être, à l'avenir, les nationaux eux-mêmes. Les citoyens de chacun des deux états contractants pourront librement, sur les territoires respectifs et en se conformant aux lois du pays, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, exercer toute profession ou industrie, louer et occuper les maisons, magasins, boutiques et établissements qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent, recevoir des consignations tant de l'intérieur que des pays étrangers, sans que pour toutes ou quelques-unes de ces opérations lesdits citoyens soient assujettis à d'autres obligations que celles qui pèsent sur les nationaux. Sont réservées toutefois les précautions de police, dans la mesure où elles sont pratiquées vis-à-vis des ressortissants des nations les plus favorisées.

Vorsichtsmassregeln in dem Umfange vorbehalten, wie sie gegenüber den Angehörigen der meistbegünstigten Nationen angewendet werden.

Die beiderseitigen Angehörigen geniessen jene Freiheiten, sei es, dass sie ihre Geschäfte selbst besorgen und ihre eigenen Erklärungen beim Zollamte anbringen, sei es, dass sie durch Dritte, Bevollmächtigte, Kommissionäre, Agenten, Konsignatäre oder Dolmetscher beim Ankauf oder Verkauf ihrer Liegenschaften, Werthsachen oder Waaren sich vertreten lassen; ebenso haben sie das Recht, alle Geschäfte, die ihnen von ihren eigenen Landsleuten, von Fremden oder von Landesangehörigen anvertraut werden mögen, in der Eigenschaft als Bevollmächtigte, Kommissionäre, Agenten, Konsignatäre oder Dolmetscher zu besorgen.

Endlich haben sie von ihrem Handel oder ihrer Industrie in allen Städten und Ortschaften der beiden Staaten, mögen sie daselbst Nieder gelassene oder zeitweilige Aufenthalter sein, keine andern oder höhern Gebühren, Taxen oder Abgaben, unter welcher Benennung dies sein möchte, zu entrichten, als diejenigen, welche von den Landesangehörigen oder den Bürgern der meistbegünstigten Nation erhoben werden; und es sollen auch die Vorrechte, Immunitäten und Begünstigungen jeder Art, welche die Bürger des einen der beiden Vertrags-Staaten in Handels- und Industriesachen geniessen, den Bürgern des andern Staates zukommen.

Artikel II.

Die Bürger der beiden kontrahierenden Staaten geniessen auf dem Gebiete des andern Staates beständigen und vollkommenen Schutz für ihre Personen und ihr Eigenthum.

Les ressortissants de chacun des deux états jouiront de cette liberté, soit qu'ils fassent leurs affaires eux-mêmes et présentent en douane leurs propres déclarations, soit qu'ils se fassent suppléer par des tiers, fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes, dans l'achat ou dans la vente de leurs biens, de leurs effets ou de marchandises; ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs propres compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux, en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes.

Enfin, ils ne paieront point, à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les villes ou lieux quelconques des deux états, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, des droits, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux ou sur les citoyens de la nation la plus favorisée, et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent, en matière de commerce et d'industrie, les citoyens de l'un des deux états contractants seront communs à ceux de l'autre.

Article II.

Les citoyens de chacune des deux parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre partie, de la plus constante et complète protection pour leurs personnes et leurs pro-

Demzufolge haben sie freien und leichten Zutritt zu den Gerichtshöfen zur Verfolgung und Vertheidigung ihrer Rechte, und zwar vor jeder Instanz und in allen durch die Gesetze aufgestellten Graden von Jurisdiktion. Sie dürfen unter allen Umständen die Advokaten, Anwälte oder Agenten jeder Klasse zu Besorgung ihrer Rechtssachen frei unter denjenigen Personen wählen, die nach den Landesgesetzen zur Ausübung dieser Berufsarten befugt sind. Sie genießen überhaupt in dieser Beziehung die gleichen Rechte und Begünstigungen, wie die Landesangehörigen, und sind auch den gleichen Bedingungen unterworfen.

Die anonymen kommerziellen, industriellen oder finanziellen Gesellschaften, welche in dem Gebiete des einen der beiden kontrahirenden Theile nach Massgabe der dort geltenden Gesetze niedergelassen sind, können in dem Gebiete des andern Theiles alle Rechte ausüben, welche den gleichartigen Gesellschaften der meistbegünstigten Nation zustehen.

Artikel III.

Die Bürger eines jeden der beiden kontrahirenden Staaten können auf dem Gebiete des andern Staates jede Art von beweglichem und unbeweglichem Eigenthum ganz frei erwerben und besitzen, sei es durch Kauf, Verkauf, Schenkung, Tausch, Heirath, Testament oder Intestaterbschaft, oder auf jede andere Art.

Ihre Erben und Vertreter können in eigener Person oder durch Bevollmächtigte, welche in ihrem Namen handeln, in den ordentlichen Gesetzesformen, gleich den Bürgern des Landes, die Hinterlassenschaft antreten und in Besitz nehmen.

priétés. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom, choisis parmi les personnes admises à l'exercice de ces professions d'après les lois du pays. Enfin, ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont accordés aux nationaux, et ils seront soumis aux mêmes conditions.

Les sociétés anonymes, commerciales, industrielles ou financières, établies sur le territoire de l'une des deux parties contractantes conformément aux lois qui y sont en vigueur, pourront exercer sur le territoire de l'autre partie tous les droits appartenant aux sociétés de même nature de la nation la plus favorisée.

Article III.

Les citoyens de chacune des deux parties contractantes auront, sur les territoires de l'autre, liberté pleine et entière d'acquérir, de posséder par suite d'achat, vente, donation, échange, mariage, testament, succession ab intestat ou de toute autre manière, toute espèce de propriété mobilière ou immobilière.

Leurs héritiers et représentants pourront leur succéder et prendre possession des successions par eux-mêmes ou par fondés de pouvoirs agissant en leur nom, d'après les formes ordinaires de la loi, comme les citoyens du pays.

In Abwesenheit solcher Erben oder Vertreter ist das Eigenthum auf die gleiche Weise zu behandeln, wie dasjenige eines Bürgers des Landes unter ähnlichen Umständen behandelt würde.

In allen diesen Fällen wird von dem Werthe solchen Eigenthums keine andere oder höhere Abgabe, Steuer oder Gebühr gefordert, als auch von den Landesangehörigen entrichtet werden muss.

Unter allen Umständen ist es den Bürgern der beiden kontrahirenden Theile gestattet, ihr Vermögen ausser Landes zu ziehen; das heisst, es kann dasselbe von den Schweizerbürgern aus dem Gebiete der Südafrikanischen Republik und von den Bürgern der Südafrikanischen Republik aus dem schweizerischen Gebiete frei ausgeführt werden, ohne dass sie als Ausländer wegen dieses Wegzuges eine besondere Abgabe zu entrichten hätten, und ohne dass ihnen andere oder höhere Gebühren auferlegt werden dürften, als diejenigen, welche für die Bürger des Landes selbst gelten.

Artikel IV.

Die Angehörigen jedes der beiden kontrahirenden Theile werden auf dem Gebiete des andern hinsichtlich des Militärdienstes sowohl in der regulären Armee, als in der Miliz und Nationalgarde, sowie hinsichtlich jedes Amtsdienstes gerichtlicher, administrativer oder municipaler Art, und aller militärischen Requisitionen oder Leistungen, sowie in Bezug auf Zwangsanleihen und anderweitige Lasten, welche zu Kriegszwecken oder in Folge sonstiger aussergewöhnlicher Umstände aufgelegt werden, die nämlichen Rechte geniessen, wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation.

En l'absence des héritiers ou des représentants, la propriété sera traitée de la même manière que celle d'un citoyen du pays serait traitée dans les circonstances semblables.

Dans tous ces cas, il ne sera exigé sur la valeur d'une telle propriété aucun impôt, contribution ou charge autre ou plus fort que ceux auxquels sont soumis les citoyens du pays.

Dans toutes les circonstances, il sera permis aux citoyens des deux pays contractants d'exporter leurs biens, savoir: les citoyens suisses, du territoire de la République sud-africaine, et les citoyens de la République sud-africaine, du territoire suisse, librement et sans être assujettis, lors de l'exportation, à payer un droit quelconque en qualité d'étrangers et sans devoir acquitter des droits autres ou plus forts que ceux auxquels les citoyens du pays seront eux-mêmes tenus.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des deux parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre, en ce qui concerne le service militaire tant dans l'armée régulière que dans les milices et la garde nationale, ainsi que tout service officiel ayant un caractère judiciaire, administratif ou municipal, toutes réquisitions ou prestations militaires et les emprunts forcés ou autres charges imposés pour des buts de guerre ou par suite d'autres circonstances extraordinaires, des mêmes droits que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Sie dürfen weder persönlich, noch hinsichtlich ihrer beweglichen und unbeweglichen Güter zu andern Verpflichtungen, Beschränkungen, Taxen oder Abgaben angehalten werden, als solchen, welchen die Inländer unterworfen werden.

Artikel V.

Die Angehörigen beider Staaten genießen auf dem Gebiete des andern vollständige Glaubens- und Gewissensfreiheit, und es werden die Regierungen sie bei ihrem Gottesdienste, den sie in Kirchen, Kapellen oder an andern für gottesdienstliche Zwecke bestimmten Orten, unter Beobachtung der Gesetze, Sitten und Gebräuche des Landes, ausüben, schützen. Der gleiche Grundsatz soll auch bei dem Begräbniss der Angehörigen des einen Staates, welche auf dem Gebiete des andern sterben, Anwendung finden.

Artikel VI.

Es steht den beiden kontrahirenden Staaten frei, Konsuln, Vizekonsuln oder Konsularagenten mit Wohnsitz auf den Gebieten des andern Staates zu ernennen. Bevor aber einer dieser Beamten in Funktion treten kann, muss derselbe in üblicher Form von der Regierung, bei welcher er bestellt ist, anerkannt und angenommen sein.

Die Konsularbeamten eines jeden der kontrahirenden Staaten genießen auf den Gebieten des andern Staates alle Begünstigungen, Freiheiten und Immunitäten, welche daselbst den Beamten gleichen Ranges der meistbegünstigten Nation gewährt sind oder noch gewährt werden können.

Die Konsulatsarchive und Konsulatskanzleien sind unverletzlich, und es dürfen die Staatsbehörden unter

Ils ne pourront être assujettis, ni personnellement, ni pour leurs biens mobiliers et immobiliers, à des obligations, restrictions, taxes ou contributions autres que celles auxquelles les nationaux seront soumis.

Article V.

Les ressortissants des deux états jouiront, sur le territoire de l'autre, d'une liberté de conscience et de croyance pleine et entière. Le gouvernement les protégera dans l'exercice de leur culte dans les églises, chapelles ou autres lieux affectés au service divin, pourvu qu'ils se conforment aux lois, usages et coutumes du pays. Ce même principe sera également mis en pratique lors de l'inhumation des ressortissants de l'un des deux états décédés sur le territoire de l'autre.

Article VI.

Il sera loisible aux deux parties contractantes de nommer des consuls, vice-consuls ou agents consulaires pour résider dans les territoires de l'autre. Mais, avant qu'un de ces officiers puisse entrer en fonctions, il devra être reconnu et admis dans la forme ordinaire par le gouvernement auprès duquel il est délégué.

Les officiers consulaires de chacune des deux parties contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre, de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou qui pourront être accordés aux officiers du même rang de la nation la plus favorisée.

Les archives consulaires et les chancelleries consulaires sont inviolables, et les autorités publiques ne

keinem Vorwande und in keinem Falle die dazu gehörigen Papiere durchsuchen oder mit Beschlag belegen. Diese Papiere müssen stets von den Büchern und Papieren betreffend die vom Konsularbeamten allfällig betriebenen Handels- oder Industriegeschäfte vollständig abge-sondert sein.

Artikel VII.

Die beiden kontrahirenden Staaten verpflichten sich, die Bürger des andern Staates in Allem, was die Einfuhr, die Niederlage, den Transit und die Ausfuhr von Gegenständen gesetzlich erlaubten Handels betrifft, auf dem gleichen Fusse zu behandeln, wie die Bürger des Landes oder die Angehörigen der meistbegünstigten Nation.

Artikel VIII.

Keiner der beiden kontrahirenden Theile darf von der Einfuhr, der Niederlage, dem Transit oder der Ausfuhr der Boden- oder Gewerbs-erzeugnisse des andern Staates höhere Gebühren erheben, als diejenigen, mit welchen die gleichen Artikel, die aus irgend einem andern Lande kommen, belegt sind oder noch belastet werden mögen.

Artikel IX.

Die beiden kontrahirenden Theile verpflichten sich, im Fall einer von ihnen künftig einer dritten Macht in Handels- oder Zollsachen irgend welche Begünstigung gewähren sollte, diese Begünstigung gleichzeitig und ohne Weiteres auch auf den andern kontrahirenden Theil auszudehnen.

Indessen behält sich jeder der beiden Staaten im Interesse der Erleichterung des Grenzverkehrs das Recht vor, einem oder mehreren angrenzen-

pourront, sous aucun prétexte et dans aucun cas, visiter ou saisir les papiers qui en feront partie. Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourrait exercer l'officier consulaire.

Article VII.

Les deux états contractants s'engagent à traiter les citoyens de l'autre état, dans tout ce qui touche à l'importation, l'entrepôt, le transit et l'exportation de tout article d'un commerce légal, sur le même pied que les citoyens du pays ou que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article VIII.

Aucune des deux parties contractantes ne pourra exiger, pour l'importation, l'entrepôt, le transit ou l'exportation des produits du sol ou des manufactures de l'autre état, des droits plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être imposés sur les mêmes articles provenant de tout autre pays étranger.

Article IX.

Les deux parties contractantes s'engagent, pour le cas où l'une d'elles accorderait dorénavant à une troisième puissance quelque faveur en matière de commerce ou de douane, à étendre en même temps et de plein droit cette faveur à l'autre partie contractante.

Il est entendu toutefois que chacun des deux états, en vue de faciliter le commerce à la frontière, se réserve de maintenir ou d'accorder à un ou

den Staaten oder Kolonien besondere Begünstigungen auch ferner zu gestatten oder in Zukunft zu gewähren, ohne dass solche der andere Theil, auf Grund seines Anspruches auf Gleichbehandlung mit der meistbegünstigten Nation, auch für sich verlangen dürfte. Er kann diese Begünstigungen nur beanspruchen, wenn sie einem nicht angrenzenden Staate gewährt werden.

Artikel X.

Ueber die Auslieferung der Verbrecher und den Vollzug von Rogatorien wird zwischen den kontrahirenden Theilen eine besondere Uebereinkunft abgeschlossen werden. Bis zum Inkrafttreten dieser Uebereinkunft soll die Schweiz in der Süd-afrikanischen Republik und diese letztere in der Schweiz alle Rechte geniessen, welche die kontrahirenden Theile einem andern, nicht angrenzenden Staate in diesen Beziehungen eingeräumt haben oder in Zukunft einräumen werden. Für alle Fälle gilt als vereinbart, dass jedes diesfällige Begehren, welches von dem einen Theile an den andern gestellt wird, ohne Weiteres die Zusicherung der Gegenseitigkeit in sich schliesst.

Artikel XI.

Für den Fall, dass sich ein Anstand zwischen den Vertragsstaaten erheben sollte, der nicht auf freundschaftlichem Wege durch diplomatische Korrespondenz zwischen den beiden Regierungen beigelegt werden könnte, sind die letztern übereingekommen, ihn einem Schiedsgerichte zu unterstellen, und dessen Entscheidung gewissenhaft zu achten und zu vollziehen.

Das Schiedsgericht wird aus drei Mitgliedern bestehen. Jeder der bei-

plusieurs états ou colonies limitrophes des avantages particuliers que l'autre partie ne pourra réclamer comme conséquence de son droit au traitement de la nation la plus favorisée. Elle pourra les réclamer si ces avantages venaient à être accordés à un état non limitrophe.

Article X.

Une convention spéciale sur l'extradition des malfaiteurs et l'exécution des commissions rogatoires sera conclue entre les parties contractantes. D'ici à l'entrée en vigueur de cette convention, la Suisse jouira dans la République sud-africaine, et celle-ci en Suisse, de tous les droits que ces parties accordent ou accorderont en ces matières à un autre état non limitrophe. Il est en tout cas entendu que toute demande faite en ces matières par l'une des parties à l'autre entraînera de plein droit la promesse de réciprocité.

Article XI.

Dans le cas où un différend s'élèverait entre les deux pays contractants et ne pourrait être arrangé amicalement par correspondance diplomatique entre les deux gouvernements, ces derniers conviennent de le soumettre au jugement d'un tribunal arbitral, dont ils s'engagent à respecter et à exécuter loyalement la décision.

Le tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux

den Staaten ernannt ausserhalb der Angehörigen und Einwohner seines Landes ein Mitglied. Diese beiden Schiedsrichter wählen das dritte Mitglied. Wenn sie über dessen Wahl sich nicht verständigen können, so wird der dritte Schiedsrichter von einer Regierung ernannt, die von den zwei andern Schiedsrichtern oder, falls es zu keiner Verständigung kommt, durch das Loos bezeichnet wird.

Artikel XII.

Die Stipulationen des gegenwärtigen Vertrages werden in beiden Staaten mit dem fünfzigsten Tage nach Auswechslung der Ratifikationen in Vollziehung gesetzt. Der Vertrag bleibt für den Zeitraum von zehn Jahren, vom Tage der Auswechslung der Ratifikationsurkunden an gerechnet, in Kraft. Falls keiner der kontrahirenden Theile zwölf Monate vor Ablauf des gedachten Zeitraums dem andern Theile seine Absicht, denselben aufzuheben, anzeigen sollte, so verbleibt der Vertrag in Kraft bis nach Ablauf eines Jahres von dem Tage an, wo der eine oder der andere der kontrahirenden Theile denselben gekündigt haben wird.

Die kontrahirenden Theile behalten sich die Befugniss vor, in beiderseitigem Einverständniss alle diejenigen Abänderungen am Vertrage vorzunehmen, die mit dessen Geist oder Grundsätzen nicht im Widerspruch stehen und deren Nützlichkeit sich durch die Erfahrung herausgestellt haben wird.

Artikel XIII.

Diese Uebereinkunft soll der Genehmigung und Ratifikation der respektiven kompetenten Behörden beider Vertrags- Parteien unterstellt, und

états en désignera un, choisi en dehors de ses nationaux et des habitants du pays. Les deux arbitres nommeront le troisième. S'ils ne peuvent s'entendre pour ce choix, le troisième arbitre sera nommé par un gouvernement désigné par les deux arbitres ou, à défaut d'entente, par le sort.

Article XII.

Les stipulations du présent traité seront exécutoires dans les deux états dès le cinquantième jour après l'échange des ratifications. Le traité restera en vigueur pendant dix ans, à dater du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé.

Les parties contractantes se réservent la faculté d'introduire d'un commun accord dans ce traité toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Article XIII.

Ce traité sera soumis, de part et d'autre, à l'approbation et à la ratification des autorités compétentes respectives de chacune des parties con-

die Ratifikationen sollen in Bern sobald als möglich ausgewechselt werden.

Zur Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten, unter Vorbehalt der angeführten Ratifikationen, den vorstehenden Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beige-
druckt.

So geschehen in Bern, den 6. November 1885.

L. Ruchonnet.

Beelaerts van Blokland.

Schlussprotokoll.

Der Freundschafts-, Niederlassungs- und Handelsvertrag zwischen der schweizerischen Eidgenossenschaft und der Südafrikanischen Republik ist am heutigen Tage unterzeichnet worden.

Bei diesem Anlass haben die Bevollmächtigten der beiden Vertragsstaaten folgende Erklärung abgegeben:

- 1) Jeder der beiden kontrahirenden Staaten behält sich das Recht vor, die Angehörigen des andern Staates, welche der Landesgesetzgebung nicht nachleben, von seinem Gebiete wegzuweisen:
- 2) Im Hinblick auf Artikel 4 der zwischen Grossbritannien und der Südafrikanischen Republik am 27. Februar 1884*) abgeschlossenen Konvention wird der gegenwärtige Vertrag der schweizerischen Bundesversammlung zur Ratifikation erst vorgelegt werden, nachdem die Regierung der Südafrikanischen Republik dem schweizerischen Bundesrathe mitgeteilt haben wird, dass der Vertragsabschluss in Gemässheit des erwähnten Artikels 4 die ausdrückliche oder stillschwei-

tractantes; les ratifications en seront échangées à Berne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont, sous réserve des ratifications qui viennent d'être mentionnées, signé le traité ci-dessus et y ont apposé leur sceau.

Ainsi fait à Berne, le 6 novembre 1885.

L. Ruchonnet.

Beelaerts van Blokland.

Protocole final.

Le traité d'amitié, d'établissement et de commerce entre la Confédération suisse et la République sud-africaine a été signé aujourd'hui.

A cette occasion, les plénipotentiaires des deux parties ont déclaré ce qui suit:

- 1) Il est entendu que chacun des deux états contractants se réserve la faculté de renvoyer de son territoire les ressortissants de l'autre état qui ne se conformeraient pas aux lois du pays.
- 2) En raison de l'article 4 de la convention conclue le 27 février 1884*) entre la Grande-Bretagne et la République sud-africaine, le présent traité ne sera soumis à la ratification de l'assemblée fédérale suisse que lorsque le gouvernement de la République sud-africaine aura fait savoir au conseil fédéral suisse que la conclusion du traité a obtenu, en conformité du susdit article 4, l'approbation expresse ou tacite du gouvernement britannique,

*) V. N. R. G. 2. Serie. T. X. 160.

gende Genehmigung der britischen
Regierung erhalten habe.
So geschehen in Bern, den 6.
November 1885.

L. Ruchonnet.

Beelaerts van Blokland.

Ainsi fait à Berne, le 6 novembre
1885.

L. Ruchonnet.

Beelaerts van Blokland.

78.

SUISSE, MONACO.

Convention d'extradition signée à Paris le 10 décembre 1885*).

Eidg. amtl. Sammlung. N. F. VIII. Bd.

Traduction.

Der schweizerische Bundesrath und
die Regierung Seiner Durchlaucht des
Fürsten von Monaco, in der Absicht,
einen Vertrag über die gegenseitige
Auslieferung von Verbrechern abzu-
schliessen, haben als ihre Bevollmäch-
tigten ernannt:

Der schweizerische Bundesrath:
Hrn. Karl Eduard Lardy, ausseror-
dentlichen Gesandten und bevollmäch-
tigten Minister der schweizerischen
Eidgenossenschaft in Paris, und Seine
Durchlaucht der Fürst von Monaco:
Hrn. Johann Baptist Joseph Depelley,
Seinen Geschäftsträger bei der Fran-
zösischen Regierung, Ritter des Ordens
von St. Karl etc., welche, nach Aus-
wechslung ihrer in gehöriger Form be-
findenen Vollmachten, über nachste-
hende Bestimmungen übereingekom-
men sind:

Artikel 1.

Der schweizerische Bundesrath und
die Regierung Seiner Durchlaucht des
Fürsten von Monaco verpflichten sich
gegenseitig, auf das von einer der

Texte original.

Le Conseil fédéral suisse et le
gouvernement de Son Altesse Sérénis-
sime le Prince de Monaco, désirant,
d'un commun accord, conclure une
convention à l'effet de régler l'extra-
dition réciproque des malfaiteurs, ont
nommé dans ce but pour leurs plé-
nipotentiaires, savoir:

Le Conseil fédéral suisse, M. Char-
les-Edouard Lardy, Envoyé extraor-
dinaire et ministre plénipotentiaire
de la Confédération suisse à Paris,
et Son Altesse Sérénissime le Prince
de Monaco, M. Jean-Baptiste-Joseph
Depelley, Son Chargé d'affaires près
le Gouvernement Français, Chevalier
de l'ordre de St.-Charles etc., lesquels,
après s'être communiqué leurs pleins
pouvoirs, trouvés en bonne et due
forme, sont convenus des articles sui-
vants:

Article 1^{er}.

Le gouvernement de la Confédéra-
tion suisse et le gouvernement de
Son Altesse Sérénissime le Prince de
Monaco s'engagent à se livrer réci-

*) Les ratifications ont été échangées à Paris le 25 janvier 1886.

beiden Regierungen an die andere gestellte Begehren alle Individuen, mit Ausnahme der eigenen Staatsangehörigen, auszuliefern, welche wegen eines der nachstehend aufgezählten Verbrechen oder Vergehen als Urheber oder Mitschuldige in Untersuchung gezogen oder von den kompetenten Gerichten verurtheilt worden sind und sich aus dem Fürstenthum Monaco nach der Schweiz, oder von der Schweiz nach dem Fürstenthum Monaco geflüchtet haben:

1. Mord.
2. Verwandtenmord.
3. Kindesmord.
4. Vergiftung.
5. Todtschlag.
6. Drohung eines im Verbrechensgrade strafbaren Angriffes gegen Personen und Eigenthum.
7. Abtreibung der Leibesfrucht.
8. Nothzucht; vollendeter oder versuchter Angriff auf die Schamhaftigkeit, mit oder ohne Anwendung von Gewalt.
9. Entführung von Minderjährigen.
10. Aussetzung und Unterdrückung von Kindern.
11. Absichtliche und unabsichtliche Körperverletzung, die den Tod zur Folge hatte. Absichtliche Körperverletzung, die eine Krankheit oder Arbeitsunfähigkeit von mehr als 20 Tagen, die Verstümmelung, die Amputation oder die Unbrauchbarkeit eines Gliedes, Erblindung, Verlust eines Auges oder andere bleibende Gebrechen zur Folge hatte.
12. Erpressung.
13. Vorsätzliche Brandstiftung.
14. Diebstahl und betrügerische Unterschlagung.
15. Prellerei und ähnliche Betrügereien.
16. Missbrauch des Vertrauens;

proquement, sur la demande que l'un des deux gouvernements adressera à l'autre, à la seule exception de leurs nationaux, les individus réfugiés de la Principauté de Monaco en Suisse ou de la Suisse dans la Principauté de Monaco et poursuivis ou condamnés comme auteurs ou complices, par les tribunaux compétents, pour les crimes et délits énumérés ci-après:

- 1° Assassinat;
- 2° Parricide;
- 3° Infanticide;
- 4° Empoisonnement;
- 5° Meurtre;
- 6° Menaces d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissables de peines criminelles;
- 7° Avortement;
- 8° Viol; attentat à la pudeur consommé ou tenté avec ou sans violence;
- 9° Enlèvement de mineurs;
- 10° Exposition et suppression d'enfants;
- 11° Coups et blessures volontaires et involontaires ayant occasionné la mort; coups et blessures volontaires ayant occasionné une maladie ou une incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours, ou ayant été suivis de mutilation, amputation ou privation de l'usage de membres, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes;
- 12° Extorsion;
- 13° Incendie volontaire;
- 14° Vol et soustraction frauduleuse;
- 15° Escroquerie et fraudes analogues;
- 16° Abus de confiance, concussion

- Amtsmissbrauch zu betrügerischen Zwecken; Bestechung von Beamten oder öffentlichen Bediensteten, von Experten oder Schiedsrichtern.
17. Münzfälschung, betrügerisches Einführen und Ausgeben von falschem Gelde oder von Papiergeld mit gesetzlichem Kurs, Fälschung von Banknoten und öffentlichen Werthpapieren, Nachahmung der Staatsiegel und aller durch die betreffenden Regierungen mit öffentlicher Glaubwürdigkeit versehenen und für irgend welchen öffentlichen Dienst bestimmten Stempel, und zwar selbst dann, wenn die Anfertigung oder Nachahmung ausserhalb des Staates, der die Anlieferung verlangt, stattgefunden hat; Missbrauch echter Siegel, Stempel, Kontrolstempel und Marken.
18. Fälschung von öffentlichen Akten, authentischen Urkunden, oder von Handels- oder Privatpapieren.
19. Betrügerischer Gebrauch der verschiedenen Fälschungen.
20. Falsches Zeugniß und falsche Expertise.
21. Meineid.
22. Verleitung von Zeugen zu falschem Zeugniß und von Experten zu falscher Expertise.
23. Betrügerischer Bankerott.
24. Zerstörung oder Beschädigung von Eisenbahnen und Telegraphenlinien in strafbaren Absicht.
25. Jede Zerstörung oder Beschädigung von beweglichem oder unbeweglichem Eigenthum.
- In den vorstehenden Begriffsbezeichnungen ist der Versuch von allen Handlungen inbegriffen, welche in
- et corruption de fonctionnaires, d'experts ou d'arbitres;
- 17° Falsification, introduction et émission frauduleuse de fausse monnaie, de papier-monnaie, ayant cours légal; falsification des billets de banque et des effets publics; contrefaçon des sceaux de l'Etat et de tous timbres autorisés par les gouvernements respectifs et destinés à un service public; alors même que la fabrication ou contrefaçon aurait eu lieu en dehors de l'Etat qui réclamerait l'extradition; usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques;
- 18° Faux en écriture publique ou authentique ou de commerce, ou en écriture privée;
- 19° Usage frauduleux des divers faux;
- 20° Faux témoignage et fausse expertise;
- 21° Faux serment;
- 22° Subornation de témoins et d'experts;
- 23° Banqueroute frauduleuse;
- 24° Destruction ou dérangement, dans une intention coupable, d'une voie ferrée ou de communications télégraphiques;
- 25° Toute destruction, dégradation ou dommage de la propriété mobilière ou immobilière.
- Sont comprises dans les qualifications précédentes les tentatives de tous les faits punis comme crimes

dem Staate, der die Auslieferung verlangt, als Verbrechen mit Strafe bedroht sind, sowie auch der Versuch der Vergehen von Diebstahl, Prelerei und Erpressung.

In allen Fällen, bei Verbrechen oder Vergehen, kann die Auslieferung nur stattfinden, wenn die gleiche Handlung in demjenigen Lande, an welches das Auslieferungsbegehren gerichtet wird, ebenfalls strafbar ist.

Artikel 2.

Das Auslieferungsbegehren muss immer auf diplomatischem Wege gestellt werden.

Artikel 3.

Personen, die wegen einer der im Artikel 1 aufgezählten Handlungen angeklagt sind, müssen provisorisch verhaftet werden, wenn auf diplomatischem Wege ein von der zuständigen Behörde angestellter Verhaftsbefehl oder eine andere gleich wirksame Urkunde beigebracht wird.

Die provisorische Verhaftung soll ebenfalls stattfinden auf die durch die Post oder durch den Telegraphen gemachte Anzeige, dass ein Verhaftsbefehl bestehe, immerhin unter der Bedingung, dass diese Anzeige, wenn sich der Angeklagte in das Fürstenthum Monaco geflüchtet hat, dem General-Gouverneur, oder, wenn der Angeklagte sich nach der Schweiz geflüchtet hat, dem Bundespräsidenten in gehöriger Form auf diplomatischem Wege zugekommen sei.

Wenn das Verhaftungsbegehren einer Gerichts- oder Verwaltungsbehörde des einen der beiden Staaten auf direktem Wege zugekommen ist, so hängt die Anordnung der Verhaftung von dem Ermessen dieser Behörde ab; sie soll aber jedenfalls ohne Verzögerung alle zur Herstellung der Ideen-

dans le pays réclamant et celles des délits de vol, d'escroquerie et d'extorsion.

Dans tous les cas, crimes ou délits, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera punissable dans le pays à qui la demande est adressée.

Article 2.

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Article 3.

L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par l'article 1^{er} de la présente convention devra être arrêté provisoirement sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt ou autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité compétente et produit par voie diplomatique.

L'arrestation provisoire devra également être effectuée sur avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au Gouverneur général, si l'inculpé est réfugié dans la Principauté de Monaco, ou au Président de la Confédération, si l'inculpé est réfugié en Suisse.

L'arrestation sera facultative, si la demande est directement parvenue à une autorité judiciaire ou administrative de l'un des deux Etats; mais cette autorité devra procéder sans délai à tous interrogatoires de nature à vérifier l'identité ou les preuves du fait incriminé, et, en cas de

tität der Person und zur Beibringung der Beweise für die eingeklagte Handlung zweckdienlichen Verbörs vornehmen und, wenn sich Schwierigkeiten ergeben, dem General-Gouverneur des Fürstenthums Monaco oder dem Bundespräsidenten über die Beweggründe, die sie veranlasst haben, die verlangte Verhaftung zu verschieben, Bericht erstatten.

Die provisorische Verhaftung soll in der Form und nach den Regeln vollzogen werden, welche die Gesetzgebung des Landes, an welches jenes Ansuchen gestellt worden ist, vorschreibt; sie soll aber aufhören, wenn nach 20 Tagen, von dem Moment der Vollziehung an gerechnet, der hierum angegangenen Regierung nicht das Auslieferungsbegehren gemäss den Vorschriften des Artikel 2 zugestellt worden ist.

Artikel 4.

Die Auslieferung wird nur bewilligt auf die Beibringung eines verurtheilenden Erkenntnisses oder eines gegen den Angeschuldigten nach den gesetzlichen Formen des requirirenden Staates erlassenen Verhaftsbefehles, oder endlich einer jeden andern Urkunde, die einem solchen Verhaftsbefehl gleicht und zugleich die Natur und die Schwere des eingeklagten Verbrechens, sowie den Zeitpunkt, in welchem es begangen worden ist, angibt.

Diese Akten sollen, so weit möglich, das Signalement des auszuliefernden Individuums, sowie eine Abschrift der auf die eingeklagte Handlung anwendbaren Strafbestimmungen enthalten.

Wenn über die Frage Zweifel entsteht, ob das Verbrechen oder Vergehen, welches Gegenstand der Verfolgung ist, unter die Bestimmungen

difficulté, rendre compte au Gouverneur général de la Principauté de Monaco ou au Président de la Confédération suisse des motifs qui l'auraient portée à surseoir à l'arrestation réclamée.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du gouvernement requis; elle cessera d'être maintenue si, dans les vingt jours à partir du moment où elle a été effectuée, ce gouvernement n'est pas saisi, conformément à l'article 2, de la demande de livrer le détenu.

Article 4.

L'extradition ne sera accordée que sur la production soit d'un arrêt ou jugement de condamnation, soit d'un mandat d'arrêt décerné contre l'accusé et expédié dans les formes prescrites par la législation du pays qui demande l'extradition, soit de tout autre acte ayant au moins la même force que ce mandat et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que leur date.

Les pièces seront, autant que possible, accompagnées du signalement de l'individu réclamé et d'une copie du texte de la loi pénale applicable au fait incriminé.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou le délit, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions du traité,

dieses Vertrages fällt, so werden nähere Aufschlüsse begehrt werden, nach deren Prüfung die Regierung, an welche das Auslieferungsbegehren gerichtet ist, darüber entscheidet, ob demselben Folge zu geben sei.

Artikel 5.

Die Auslieferung für die im Artikel 1 genannten gemeinen Verbrechen findet auch dann statt, wenn die eingeklagte Handlung vor dem Inkrafttreten dieses Vertrages verübt wurde.

Artikel 6.

Die politischen Verbrechen und Vergehen sind von dem gegenwärtigen Verträge ausgeschlossen.

Es ist ausdrücklich festgesetzt, dass ein Individuum, dessen Auslieferung gewährt worden ist, in keinem Falle wegen eines vor seiner Auslieferung begangenen politischen Vergehens, noch wegen irgend einer mit einem derartigen Verbrechen oder Vergehen zusammenhängenden Handlung verfolgt oder bestraft werden darf.

Artikel 7.

Die Auslieferung wird verweigert werden, wenn vom Zeitpunkte der eingeklagten Handlung, oder der Untersuchung, oder der Verurtheilung an nach den Gesetzen desjenigen Landes, in welches der Angeklagte sich geflüchtet hat, die Verjährung der Strafe oder der Anklage eingetreten ist.

Artikel 8.

Wenn das Individuum, dessen Auslieferung verlangt wird, in dem Lande, wohin es sich geflüchtet hat, wegen einer dort begangenen strafbaren Handlung in Untersuchung gezogen oder verurtheilt ist, so kann seine

des explications seront demandées, et, après examen, le gouvernement à qui l'extradition est réclamée statuera sur la suite à donner à la requête.

Article 5.

L'extradition sera accordée du chef de l'un des crimes ou délits communs énumérés à l'article 1^{er}, même dans le cas où l'acte incriminé aurait été commis avant l'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 6.

Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente convention.

Il est expressément stipulé qu'un individu dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour un délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit.

Article 7.

L'extradition sera refusée si la prescription de la peine ou de l'action est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié depuis les faits imputés ou depuis la poursuite ou la condamnation.

Article 8.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour une infraction commise dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été jugé et qu'il ait subi sa peine.

Auslieferung bis zur Verurtheilung und bis zur Vollziehung der Strafe verschoben werden.

Ist es in dem gleichen Lande wegen privatrechtlicher Verbindlichkeiten, die es gegenüber von Privatpersonen eingegangen hat, verfolgt oder verhaftet, so soll die Auslieferung dennoch stattfinden; es bleibt aber der beschädigten Partei vorbehalten, ihre Rechte vor der zuständigen Behörde geltend zu machen.

Wird die Auslieferung des gleichen Individuums von zwei Staaten wegen verschiedener Verbrechen verlangt, so entscheidet die Regierung, an welche die beiden Auslieferungsbegehren gestellt worden sind, darüber, an welchen Staat das Individuum zuerst ausgeliefert werden soll. Bei diesem Entscheide ist Rücksicht zu nehmen auf die grössere Strafbarkeit der eingeklagten Handlung oder auf die grössere Leichtigkeit, mit welcher der Verfolgte, sofern Grund hiezu vorhanden ist, von einem Land zum andern überliefert werden kann, um für die eine Anklage nach der andern vor Gericht gestellt zu werden.

Artikel 9.

Die Auslieferung kann nur für die Verfolgung und Bestrafung der im Artikel 1 vorgesehenen Verbrechen oder Vergehen stattfinden. Sie berechtigt jedoch zur Prüfung und folgeweise zur Bestrafung von solchen strafbaren Handlungen, welche als mit dem eingeklagten Verbrechen oder Vergehen in Verbindung stehend (als konnex) gleichzeitig verfolgt werden und entweder einen erschwerenden Umstand bilden oder die Hauptanklage ändern.

Dagegen ist es nicht gestattet, das ausgelieferte Individuum für irgend eine andere Gesetzesverletzung in Un-

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Dans le cas de réclamation du même individu de la part de deux Etats pour crimes distincts, le Gouvernement requis statuera en prenant pour base la gravité du fait poursuivi ou les facilités accordées pour que l'inculpé soit restitué, s'il y a lieu, d'un pays à l'autre, pour purger successivement les accusations.

Article 9.

L'extradition ne pourra avoir lieu que pour la poursuite et la punition des crimes ou délits prévus à l'article 1^{er}. Toutefois, elle autorisera l'examen et, par suite, la répression des délits poursuivis en même temps, comme connexes du fait incriminé et constituant soit une circonstance aggravante, soit une dégénérescence de l'accusation principale.

L'individu qui aura été livré ne pourra être poursuivi ou jugé contradictoirement pour aucune infraction.

tersuchung zu ziehen oder im kontradiktorischen Verfahren zu bestrafen, als für diejenige, wegen welcher die Auslieferung bewilligt wurde, es wäre denn, dass der Angeklagte ausdrücklich und freiwillig seine Zustimmung gegeben und die ausliefernde Regierung davon Kenntniss erhalten hätte, oder dass, falls jene Gesetzesverletzung in dem Vertrage enthalten ist, vorher Einwilligung derjenigen Regierung, welche die Auslieferung gewährt hat, eingeholt würde.

Article 10.

Die beiden vertragsschliessenden Staaten verpflichten sich, die Verbrechen und Vergehen, welche durch ihre Bürger oder Unterthanen gegen die Gesetze des andern Staates begangen worden sind, nach Massgabe ihrer Gesetzgebung zu verfolgen, wenn der letztere Staat ein bezügliches Begehren stellt und diese Verbrechen oder Vergehen im Artikel 1 des gegenwärtigen Vertrages vorgesehen sind.

Seinerseits verpflichtet sich der Staat, auf dessen Begehren ein Bürger oder Unterthan des andern Staates verfolgt und beurtheilt wurde, das nämliche Individuum wegen der gleichen Handlung nicht ein zweites Mal zu verfolgen, insofern dieses Individuum die Strafe, zu der es in seiner Heimat verurtheilt worden, verbüsst hat.

Artikel 11.

Wenn das Auslieferungsbegehren begründet ist, so sollen alle sequestrirten Gegenstände, welche geeignet sind, das Verbrechen oder Vergehen zu konstatiren, sowie diejenigen Gegenstände, welche vom Diebstahl herühren, der die Auslieferung begehrenden Regierung zugestellt werden,

tion autre que celle ayant motivé l'extradition, à moins du consentement exprès et volontaire donné par l'inculpé et communiqué au Gouvernement qui l'a livré, ou à moins que l'infraction ne soit comprise dans la convention et qu'on n'ait obtenu préalablement l'assentiment du Gouvernement qui aura accordé l'extradition.

Article 10.

Chacun des Etats contractants s'engage à poursuivre, conformément à ses lois, les crimes ou délits commis par ses citoyens ou sujets contre les lois de l'autre Etat, dès que la demande en est faite par ce dernier et dans le cas où ces crimes ou délits peuvent être classés dans une des catégories énumérées à l'article 1^{er} du présent traité.

De son côté, l'Etat à la demande duquel un citoyen ou sujet de l'autre Etat aura été poursuivi et jugé s'engage à ne pas exercer une seconde poursuite contre le même individu et pour le même fait, à moins que l'individu n'ait pas subi la peine à laquelle il aurait été condamné dans son pays.

Article 11.

Quand il y aura lieu à l'extradition, tous les objets saisis qui peuvent servir à constater le crime ou le délit, ainsi que les objets provenant de vol, seront remis à l'Etat réclamant, soit que l'extradition puisse s'effectuer, l'accusé ayant été arrêté, soit qu'il ne puisse y être donné

gleichviel, ob die Auslieferung infolge Verhaftung des Angeklagten wirklich stattfinden kann oder ob letzteres nicht möglich ist, indem der Angeklagte oder der Verurtheilte sich auf's Neue geflüchtet hat oder gestorben ist.

Ebenso sollen alle Gegenstände ausgeliefert werden, die der Angeklagte in dem Lande, in das er sich geflüchtet, versteckt oder in Verwahrung gegeben hat und die später aufgefunden werden. Immerhin bleiben die Rechte vorbehalten, welche dritte, in die Untersuchung nicht verwickelte Personen auf die im gegenwärtigen Artikel bezeichneten Gegenstände erworben haben.

Artikel 12.

Die Kosten der Verhaftung, der Gefangenhaltung, der Ueberwachung, der Verpflegung und des Transportes der Ausgelieferten oder der Zustellung der im Artikel 11 erwähnten Gegenstände hat der requirirte Staat zu tragen, soweit sie auf seinem Gebiete entstanden sind.

Artikel 13.

Der Transit des von einem andern Staate ausgelieferten Individuums durch monégaskisches oder schweizerisches Gebiet oder mit Schiffen der monégaskischen Marine, wird auf diplomatisches Gesuch und gestützt auf die nötigen Papiere zum Nachweise dafür, dass es sich nicht um ein politisches oder bloss militärisches Verbrechen handle, bewilligt, insofern jenes Individuum nicht dem Lande angehört, durch welches es transitiren muss.

Der Transport soll mit der grösstmöglichen Beförderung, unter Ueberwachung von Agenten desjenigen Landes, bei welchem ein solcher Tran-

suite, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau évadé ou étant décédé.

Cette remise comprendra aussi tous les objets que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays et qui seraient découverts ultérieurement. Sont réservés, toutefois, les droits que des tiers, non impliqués dans la poursuite, auraient pu acquérir sur les objets indiqués dans le présent article.

Article 12.

Les frais occasionnés sur le territoire de l'Etat requis par l'arrestation, la détention, la garde, la nourriture et le transport des extradés ou bien par le transport des objets mentionnés dans l'article 11 de la présente convention, seront supportés par le Gouvernement de cet Etat.

Article 13.

Le transit sur le territoire suisse ou monégasque ou par les bâtiments des services maritimes monégasques, d'un individu extradé, n'appartenant pas au pays de transit et livré par un autre Gouvernement, sera autorisé sur simple demande, par voie diplomatique, appuyée des pièces nécessaires pour établir qu'il ne s'agit pas d'un délit politique ou purement militaire.

Le transport s'effectuera par les voies les plus rapides, sous la conduite d'agents du pays requis et aux frais du Gouvernement réclamant.

sit nachgesucht wird, und auf Kosten derjenigen Regierung, welche die Auslieferung verlangt, vollzogen werden.

Derjenige der hohen Vertragsstaaten, welcher für die Auslieferung den Transit durch das Gebiet eines dritten Staates nachsuchen will, hat mit diesem letztern die bezüglichen Bedingungen zu vereinbaren.

Artikel 14.

Wenn im Laufe eines Strafverfahrens eine der beiden Regierungen die Abhörnung von Zeugen, welche in dem andern Staate wohnen, oder die Vornahme jeder andern Untersuchungshandlung für nöthig erachtet, so soll zu diesem Zwecke dem andern Staate auf diplomatischem Wege ein Rogatorium (Requisitorial) eingesandt, und es soll demselben ungesäumt Folge gegeben werden, gemäss den Gesetzen dieses Landes.

Die beiden Regierungen verzichten auf jede Reklamation, welche zum Zwecke hätte, die Rückerstattung der Kosten, die durch den Vollzug des Rogatoriums entstehen, zu verlangen, es wäre denn, dass es sich um Ausgaben für Kriminal-, Handels- oder gerichtlich - medizinische Expertisen handelte.

Ebenso kann keinerlei Ersatzforderung gestellt werden für Kosten gerichtlicher Handlungen, die von Beamten des einen oder andern Staates freiwillig vorgenommen worden sind, zum Zwecke der Verfolgung oder Feststellung von strafbaren Handlungen, die auf dem Gebiete ihrer Staaten von einem Fremden begangen worden sind, der später in seinem Heimatlande in Untersuchung gezogen wird.

Artikel 15.

Wenn in Strafsachen die amtliche

Celle des Hautes Parties contractantes qui voudrait recourir pour l'extradition au transit sur le territoire d'une tierce Puissance, aurait à en régler les conditions avec cette dernière.

Article 14.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat ou tous autres actes d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, d'urgence, conformément aux lois du pays.

Les Gouvernements respectifs renoucent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales ou médico-légales.

Aucune réclamation ne pourra non plus avoir lieu pour les frais de tous actes judiciaires spontanément faits par les magistrats de chaque pays pour la poursuite ou la constatation de délits commis, sur leur territoire, par un étranger qui serait ensuite poursuivi dans sa patrie.

Article 15.

En matière pénale, lorsque la no-

Zustellung eines Untersuchungsaktes oder eines Urtheils an eine in der Schweiz oder an eine im Fürstenthum Monaco wohnende Person nothwendig erscheint, so soll das betreffende Aktenstück, sei es auf diplomatischem Wege eingesandt, oder sei es dem kompetenten Beamten am Wohnort derjenigen Person, welcher es zugestellt werden soll, direkt übermacht worden, dieser letztern persönlich eingehändigt werden, und zwar auf Verfügung dieses Beamten durch den hiefür speziell zuständigen Angestellten. Ersterer soll dann dem absendenden Beamten das die amtliche Zustellung konstatirende Aktenstück im Original zurückschicken. Diese amtliche Zustellung hat die gleiche Wirkung, als hätte sie in dem Lande stattgefunden, von welchem der Untersuchungsakt oder das Urtheil herührt.

Artikel 16.

Wenn im Laufe eines Strafverfahrens das persönliche Erscheinen eines Zeugen nothwendig ist, so soll derselbe von seiner Landesregierung eingeladen werden, der an ihn ergangenen Vorladung Folge zu leisten. Im Falle der Zeuge erscheinen will, so werden ihm die Kosten für die Reise und den Aufenthalt ausser Hause, von seinem Aufenthaltsorte an gerechnet, nach den in dem Lande, wo die Abhörung stattfinden soll, in Kraft bestehenden Tarifen und Verordnungen vergütet. Auf sein Verlangen können ihm die Gerichtsbeamten seines Wohnortes die Reisekosten ganz oder theilweise vorstrecken, und es werden dieselben dann durch die Regierung, welche die Abhörung verlangt hat, zurückerstattet.

Kein Zeuge, welchem Lande er

tification d'un acte de procédure ou d'un jugement à une personne habitant la Suisse ou la Principauté paraitra nécessaire, la pièce, transmise par la voie diplomatique ou directement au magistrat compétent du lieu de la résidence, sera signifiée à personne, à sa requête, par les soins du fonctionnaire compétent, et il renverra au magistrat expéditeur, avec son visa, l'original constatant la notification, dont les effets seront les mêmes que si elle avait eu lieu dans le pays d'où émane l'acte ou le jugement.

Article 16.

Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays auquel appartient le témoin l'invitera à se rendre à la citation qui lui sera faite. En cas de consentement du témoin, des frais de voyage et de séjour lui seront accordés à partir de sa résidence, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu. Il pourra lui être fait sur sa demande, par les magistrats de sa résidence, l'avance de tout ou partie des frais de voyage, qui seront ensuite remboursés par le Gouvernement requérant.

Aucun témoin, quelle que soit sa

immer angehöre, der in einem der beiden Länder zitiert worden ist und freiwillig vor dem Richter des andern Landes erscheint, darf für zivil- oder strafrechtliche Handlungen oder Verurtheilungen, die der Einvernahme vorangegangen sind, oder unter dem Vorwande der Mitschuld an den Handlungen, welche den Gegenstand des Prozesses bilden, in dem er als Zeuge erscheint, verfolgt oder verhaftet werden.

Artikel 17.

Wenn im Laufe des in einem der beiden Länder eingeleiteten Strafverfahrens die Konfrontation eines im andern Lande gefangen gehaltenen Verbrechers oder die Beibringung von Beweisstücken oder andern gerichtlichen Akten als nützlich erscheint, so ist das bezügliche Begehren auf diplomatischem Wege zu stellen, und es muss alsdann demselben, insofern ihm keine besondern Umstände entgegen stehen, Folge gegeben werden, unter der Verpflichtung, den betreffenden Verbrecher und die Dokumente wieder zurückzusenden.

Die vertragschliessenden Regierungen verzichten auf jede Ersatzforderung der Kosten, welche durch den Transport und die Rücksendung der zu konfrontirenden Verbrecher und die Versendung und Rückstellung der Beweisstücke und anderer Dokumente auf ihrem resp. Gebiete verursacht werden.

Artikel 18.

Der gegenwärtige Vertrag ist auf fünf Jahre abgeschlossen.

Der Zeitpunkt seiner Vollziehung wird in dem Protokolle über die Auswechslung der Ratifikationen festgestellt werden.

Nouv. Recueil Gén. 2^e S. XIV.

nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre, ne pourra être poursuivi ni détenu pour des faits ou condamnations antérieurs, civils ou criminels, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objets du procès où il figure comme témoin.

Article 17.

Lorsque, dans une cause pénale instruite dans l'un des deux pays, la confrontation de criminels détenus dans l'autre, ou la production de pièces de conviction ou documents judiciaires, sera jugée utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Les Gouvernements contractants renoncent à toute réclamation de frais résultant du transport et du renvoi, dans les limites de leurs territoires respectifs, de criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Article 18.

La présente convention est conclue pour cinq années.

L'époque de sa mise en vigueur sera fixée dans le procès-verbal d'échange des ratifications.

Y

Findet sechs Monate vor Ablauf dieser fünf Jahre keine Aufkündigung von Seiten einer der beiden Regierungen statt, so wird der Vertrag für fünf weitere Jahre gültig sein, und so weiter, von je fünf zu fünf Jahren.

Er soll ratifizirt und die Ratifikationsurkunden sollen in Paris ausgetauscht werden, so bald es möglich sein wird.

Dessen zur Urkunde haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den vorstehenden Vertrag unterzeichnet und demselben ihre Siegel beigeschrieben.

So geschehen, in doppelter Ausfertigung, zu Paris den 10. Dezember 1885.

Lardy.
J. Depelley.

Dans le cas où, six mois avant l'expiration des cinq années, aucun des deux Gouvernements n'aurait déclaré y renoncer, elle sera valable pour cinq autres années et, ainsi de suite, de cinq ans en cinq ans.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en double expédition à Paris, le 10 Décembre 1885.

Lardy.
J. Depelley.

79.

SUISSE, CHILE.

Convention d'arbitrage; signée à Santiago le 19 janvier 1886 *).

Eidg. amtli. Sammlung N. F. IX. Bd.

Texte original.

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft und

Seine Excellenz der Präsident der Republik Chile,

in dem Wunsch, das Erforderliche einzuleiten, um in freundschaftlicher Weise zu erledigen die Reklamationen, welche von schweizerischen Landesangehörigen gegen die chilenische Regierung aus Anlass des letzten Krieges mit Peru und Bolivien geltend

Texte original.

El Consejo federal suizo y Su Excelencia el Presidente de la República de Chile,

deseando arbitrar los medios para resolver amistosamente las reclamaciones presentados por ciudadanos suizos contra el Gobierno chileno, a consecuencia de la última guerra entre Chile y el Perú y Bolivia, han nombrado por sus Plenipotenciarios:

*) L'échange des ratifications a eu lieu.

gemacht werden, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft:

den Kaiserlich Deutschen Legationsrath und Minister-Residenten bei der Republik Chile, Freiherrn Schenck zu Schweinsberg,

Seine Excellenz der Präsident der Republik Chile:

den Minister der auswärtigen Angelegenheiten der Republik, Herrn Aníbal Zañartu,

welche, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, über nachstehende Bestimmungen übereingekommen sind:

Einziger Artikel.

Die Schweiz und Chile kommen überein, zur Kenntniss des in Gemässheit der deutsch-chilenischen Convention vom 23. August 1884 errichteten Schiedsgerichts zu bringen und dessen Entscheidung zu unterwerfen die Reklamationen, welche von schweizerischen Landesangehörigen gegen die chilenische Regierung geltend gemacht werden aus Anlass der Akte und Operationen der Streitkräfte der Republik zu Wasser und zu Land auf den Gebieten und an den Küsten Peru's und Bolivien's während des letzten Krieges.

Die Reklamationen sollen entschieden werden nach den nämlichen Grundsätzen und unter denselben Formalitäten und Bedingungen, welche für die Reklamationen deutscher Reichsangehöriger durch die gedachte Convention vom 23. August 1884 aufgestellt worden sind. Sie müssen dem Schiedsgericht durch den deutschen Vertreter vorgelegt werden innerhalb der Frist von neunzig Tagen, vom Tage der Auswechslung der Ra-

El consejo federal suizo:

al Señor Baron Schenck zu Schweinsberg, Consejero de Legacion y Ministro Residente de Su Majestad el Emperador de Alemania en Chile, y Su Excelencia el Presidente de la República de Chile:

al Señor Aníbal Zañartu, Ministro de Relaciones Exteriores de la República,

Los cuales Plenipotenciarios, despues de haber examinado sus Plenos Poderes y de haberlos encontrado en buena y debida forma, han convenido en el siguiente:

Artículo único.

El Consejo federal suizo y el Gobierno de la República de Chile convienen en deferir al conocimiento y resolucion del Tribunal Arbitral establecido por la Convencion jermánico-chilena de 23 de agosto de 1884, las reclamaciones presentadas por ciudadanos suizos contra el Gobierno de Chile, con motivo de los actos y operaciones ejecutados por las fuerzas de mar y tierra de la República en los territorios y costas del Perú y Bolivia durante la última guerra.

Estas reclamaciones serán falladas en conformidad a los mismos principios y bajo los mismos trámites y condiciones que ha establecido para las reclamaciones de súbditos alemanes la ya referida Convencion de 23 de agosto de 1884, y deberán ser presentadas al Tribunal por el Representante diplomático del Imperio aleman en el término de noventa dias, contados desde aquel en que se verifique el canje de las ratificaciones

tifikationen der gegenwärtigen Konvention an gerechnet.

Eine Reklamation, welche nach Ablauf dieser Frist vorgelegt würde, soll nicht mehr zugelassen und von vornherein als zurückgewiesen angesehen werden, derart, dass sie aus keinem Grund oder Anlass wiederum Gegenstand der Prüfung oder Erörterung sein kann.

Der schweizerische Bundesrath übernimmt es, die erforderliche Ermächtigung einzuholen, damit der deutsche und brasilianische Schiedsrichter der Entscheidung der vorerwähnten Reklamationen sich annehmen können.

Die gegenwärtige Konvention wird von den hohen kontrahirenden Theilen ratifizirt, und es sollen die Ratifikationen zu Santiago sobald als möglich ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Länder sie in doppelter Ausfertigung in deutscher und spanischer Sprache unterzeichnet und mit ihren resp. Siegeln versehen.

Geschehen zu Santiago in Chile am neunzehnten Tag des Monats Januar im Jahre achtzehnhundert sechs und achtzig.

Frhr. G. Schenck zu Schweinsberg.
Aníbal Zañartu.

de la presente Convencion.

Toda reclamacion que se presentare despues de trascurrido el plazo indicado en el inciso precedente, no será admitida, teniéndose desde luego como desechada, de modo que por ningun motivo o pretexto pueda ser materia de nuevo examen o discusion.

El Consejo federal suizo queda encargado de recabar la autorizacion necesaria para que los Jueces Arbitros de Alemania y del Brasil puedan concurrir a la resolucion de las reclamaciones indicadas.

La presente Convencion será ratificada por las Altas Partes contratantes y las ratificaciones se canjearán en Santiago cuanto ántes fuere posible.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios de ambos paises la firmaron en doble ejemplar y en los idiomas aleman y español y la sellaron con sus sellos respectivos.

Hecha en Santiago de Chile a los diez y nueve dias del mes de Enero del año mil ochocientos ochenta y seis.

Frhr. G. Schenck zu Schweinsberg.
Aníbal Zañartu.

80.

SUISSE. EQUATEUR.

Publication officielle de la Confédération Suisse donnant part de la dénonciation de la Convention pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883*), faite par l'Equateur; en date du 19 février 1886.

Eidg. amtl. Sammlg. N. F. IX. Bd.

Austritt der Republik Ecuador aus der internationalen Convention zum Schutze des gewerblichen Eigenthums.

(Vom 19. Februar 1886.)

Mit Note vom 26. Dezember 1885 hat das Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten der Republik Ecuador die am 20. März 1883 in Paris abgeschlossene internationale Convention zum Schutze des gewerblichen Eigenthums gekündigt.

Nach Massgabe des Artikels 18 der erwähnten Uebereinkunft bleibt diese gegenüber dem kündenden Staate bis zum Ablaufe eines Jahres, vom Tage der Kündigung an, in Kraft, und es verbleibt demgemäss Ecuador noch bis zum 26. Dezember 1886 in der Union.

Der Bundesrath hat hievon den übrigen Vertragsstaaten mit Note vom 19. Februar 1886 Mittheilung gemacht.

Bern, den 19. Februar 1886.

Die schweiz. Bundeskanzlei.

81.

SUISSE, ITALIE.

Déclaration relative à la communication reciproque des actes intéressant l'Etat civil de leurs ressortissants respectifs; signée à Rome; le 1 mai à Berne le 11 mai 1886. —

Eidg. amtl. Sammlg. N. Folge Bd. IX.

Traduction.	Texte original.
Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft und die Regierung Seiner Majestät des Königs von Italien, von dem Wunsche geleitet, in den beiden Staaten die ordnungsmässige	Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et Le Conseil fédéral de la Confédération suisse, désirant assurer dans les deux pays la tenue régulière des registres

*) V. N. R. G. 2^e s. X. p. 133.

Führung der Civilstandsregister durch die gegenseitige Mittheilung der Akten betreffend den Civilstand der beiderseitigen Staatsangehörigen zu sichern, verpflichten sich, zu den festgesetzten Zeitpunkten sich gehörig beglaubigte Ausfertigungen der auf ihrem Gebiete in Bezug auf Bürger des andern Staates errichteten Geburts-, Trauungs- und Todesakten kostenfrei mitzutheilen.

Die Civilstandsbeamten in der Schweiz und in Italien sind im Weiter gehalten, sich gegenseitig auf diplomatischem Wege von den Anerkennungen und Legitimationen unehelicher, im andern Staate heimatberechtigter Kinder, die sie der Landesgesetzgebung gemäss in die Civilstandsregister einzutragen haben, Kenntniss zu geben.

Alle drei Monate sollen die im Laufe des vorausgegangenen Vierteljahres beurkundeten Civilstandsakten vom schweizerischen Bundesrathe an die italienische Gesandtschaft in Bern und von der italienischen Regierung an die schweizerische Gesandtschaft in Rom übermittelt werden.

Wenn bei Eheschliessungen beide Brautleute zwei verschiedenen Gemeinden des andern Staates angehören, so ist der betreffende Trauungsschein doppelt auszufertigen.

Es wird ausdrücklich erklärt, dass die Zustellung oder die Annahme der Ausfertigungen der genannten Aktenstücke die Frage der Staatsangehörigkeit nicht präjudizieren soll.

Für Civilstandsakten, welche von der einen und der andern Seite auf Gesuch von Privaten, die mit keinem Armuthszugnisse versehen sind, verlangt werden, sind die im betreffenden Staate geltenden Gebühren zu entrichten, es sei denn, dass dies Gesuch die Folge einer Unterlassung

de l'Etat civil par la communication réciproque des actes intéressant l'Etat civil de leurs ressortissants respectifs, s'engagent à se délivrer réciproquement, aux époques déterminées et sans frais, des expéditions dûment légalisées des actes de naissance, des actes de mariage et des actes de décès, dressés sur leur territoire et concernant des citoyens de l'autre Etat.

Les officiers de l'Etat civil en Italie et en Suisse seront en outre tenus de se donner mutuellement avis, par la voie diplomatique, des reconnaissances et des légitimations d'enfants naturels dont ils auraient lieu, d'après la législation du pays respectif, d'opérer l'inscription dans les registres de l'Etat civil et qui concerneraient des citoyens de l'autre pays.

Tous les trois mois, les expéditions des dits actes, dressés pendant le trimestre précédent, seront remises par le Gouvernement Italien à la Légation Suisse à Rome et par le Conseil Fédéral Suisse à la Légation d'Italie à Berne.

Lorsqu'il s'agit de mariage entre deux personnes appartenant à deux Communes différentes de l'autre Etat, l'acte de mariage y relatif devra en être expédié en double.

Il est expressément entendu que la délivrance ou l'acceptation des expéditions des dits actes ne préjugera pas les questions de nationalité.

Les actes de l'Etat civil demandés, de part et d'autre, à la requête de particuliers non pourvus d'un certificat d'indigence, resteront soumis au paiement des droits exigibles dans chacun des deux pays, hormis le cas où la nécessité de les demander à l'autre part serait la conséquence de

oder Versäumniss in den regelmässigen Sendungen wäre, welche gemäss gegenwärtiger Vereinbarung von Amtes wegen zu erfolgen haben.

Gegenwärtige Erklärung ersetzt die zwischen den beiden Regierungen am 1./9. September 1870 ausgetauschte und tritt mit dem 1. Juli 1886 in Kraft.

Dessen zur Urkunde gibt der Bundesrath der schweizerischen Eidgenossenschaft gegenwärtige Erklärung ab, welche gegen eine gleichlautende Erklärung der Regierung Seiner Majestät des Königs von Italien ausgetauscht werden wird.

So geschehen in Bern, den 11. Mai 1886.

Im Namen des schweiz.

Bundesrathes,

Der Bundespräsident:

Deucher.

Der Stellvertreter

des eidg. Kanzlers:

Schatsmann.

quelque omission ou retard dans les envois réguliers qui doivent être faits d'office en conformité du présent Accord.

La présente Déclaration remplacera celle échangée entre les deux Gouvernements le 1/9 Septembre 1870 et sortira ses effets à partir du 1^{er} Juillet 1886.

En foi de quoi, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie donne la présente Déclaration, qui sera échangée contre une Déclaration analogue du Conseil Fédéral de la Confédération suisse.

Fait à Rome le 1^{er} Mai 1886.

Au nom du Gouvernement

de Sa Majesté le Roi

d'Italie,

Le Ministre des Affaires

Etrangères:

C. Robilant.

82.

SUISSE, BADE*).

Convention pour établir un service de surveillance sanitaire à la gare badoise de Bâle visant le passage des voyageurs quittant la Suisse pour se diriger au Grand-Duché de Bade en temps d'épidémies; signée à Fribourg-en-Brisgau le 3 juin 1886.

Uebereinkunft zwischen der Schweiz und dem Grossherzogthum Baden, betreffend die sanitäre Ueberwachung des von der Schweiz nach Baden gerichteten Reiseverkehrs auf dem badischen Bahnhof zu Basel bei drohenden oder ausgebrochenen Seuchen.

In der Absicht, die sanitäre Ueberwachung des von der Schweiz nach Baden gerichteten Reiseverkehrs auf dem badischen Bahnhof zu Basel bei

*) La convention a été ratifiée.

drohenden oder ausgebrochenen Seuchen zweckmässig einzurichten, haben die hiezu bevollmächtigten Delegirten, nämlich:

Herr Nationalrath Dr. Carl Burckhardt - Iselin, als Vertreter der Schweiz, und

der grossh. Landeskommissär Herr Ministerialrath Hebling, als Vertreter des Grossherzogthums Baden,

unter Vorbehalt der beiderseits geltend gemachten rechtlichen Auffassungen, sowie unter Vorbehalt der Genehmigung, sich über folgende Punkte geeinigt:

Artikel 1.

Bei drohender oder ausgebrochener Seuche kann die grossh. badische Regierung nach Anzeige bei dem Sanitätsdepartement des Kantons Basel-Stadt einen Arzt auf Kosten der badischen Verwaltung in dem badischen Bahnhof zu Basel aufstellen, welcher die von diesem Bahnhof in der Richtung nach dem badischen Gebiet Abreisenden überwacht.

Artikel 2.

Die ärztliche Ueberwachung, beziehungsweise die dafür erforderliche Beobachtung und Untersuchung, wird in einem bestimmten, genau abgegrenzten Lokal vorgenommen werden.

Die badische Eisenbahnverwaltung stellt im Einvernehmen mit dem Basler Sanitätsdepartement die hiefür, sowie für die Beobachtung seucheverdächtiger und für die Unterbringung seuchekranker Reisender bis zu ihrer Abholung geeigneten Räumlichkeiten, auch geeignete Transportmittel.

Artikel 3.

Die badische Behörde ist in der Wahl des betreffenden Arztes nicht beschränkt, namentlich ist nicht erforderlich, dass derselbe auch in der Schweiz zur Ausübung der Praxis berechtigt sei. Die badische Behörde wird denselben anweisen, keinerlei Anordnungen zu treffen, welche mit den sanitarischen Vorschriften der zuständigen Behörde des Bundes und des Kantons in Widerspruch stehen, und sich allen allgemeinen sanitätspolizeilichen Weisungen dieser Behörde zu unterziehen.

Artikel 4.

Die von dem Arzt von der Weiterreise Ausgeschlossenen werden, sofern sie Angehörige des deutschen Reiches sind, nach Lörrach oder einem andern badischen Grenzorte verbracht werden. Im Falle mangelnder Transportfähigkeit sind solche Reisenden auf Kosten der badischen Verwaltung in Basel nach den dortigen gesundheitspolizeilichen Vorschriften zu verpflegen.

Artikel 5.

Der Entscheid über das Vorhandensein oder Nichtvorhandensein von Transportfähigkeit steht bei dem schweizerischen Arzt, welcher für die Ueberwachung der nach der Schweiz Reisenden auf dem Bahnhof aufgestellt

werden wird. So lange diese Ernennung nicht erfolgt ist, gibt der Physikus von Basel oder dessen Stellvertreter den Entscheid.

Geschehen zu Freiburg i/Br., den 3. Juni 1886.

Der schweizerische Delegirte:

C. Burckhardt.

Der badische Delegirte:

Hebting.

83.

SUISSE, ALLEMAGNE.

Convention pour faciliter en matière de droit la conclusion de mariages entre les ressortissants des deux pays; signée à Berlin, le 4 juin 1886.

Bidg. amtl. Sammlung Bd. IX. — Centralblatt für das Deutsche Reich Nr. 29 vom 16. Juli 1886.

Uebereinkunft zwischen der Schweiz und dem Deutschen Reiche, betreffend die Erleichterung der Eheschliessung der beiderseitigen Staatsangehörigen.

Nachdem der Schweizerische Bundesrath und die Regierung Seiner Majestät des Deutschen Kaisers es für nützlich erachtet haben, die Eheschliessungen ihrer im Gebiete des andern Theils sich aufhaltenden Staatsangehörigen zu erleichtern, haben die Unterzeichneten, hierzu gehörig bevollmächtigt, nachstehende Vereinbarung getroffen:

Artikel 1.

Deutsche, welche mit Schweizerinnen in der Schweiz, und Schweizer, welche mit Deutschen in Deutschland eine Ehe abschliessen wollen, sollen, wenn sie ihre Staatsangehörigkeit nachgewiesen haben, nicht mehr verpflichtet sein, durch Vorlegung von Attesten ihrer bezüglichen Heimathbehörden darzuthun, dass sie ihre Staatsangehörigkeit durch die Eheschliessung auf ihre zukünftige Ehefrau und ihre in der Ehe gebornen Kinder übertragen, und dass sie demgemäss nach eingegangener Ehe sammt ihrer vorgedachten Familie von ihrem Heimathstaate auf Erfordern wieder werden übernommen werden.

Artikel 2.

Die beiderseitigen Angehörigen sind jedoch verpflichtet, falls dies in ihrer Heimath oder an dem Orte der Eheschliessung gesetzlich vorgeschrieben ist, eine Bescheinigung ihrer zuständigen Landesbehörde dartüber vorzulegen, dass der Abschliessung der Ehe nach dem bürgerlichen Rechte ihrer Heimath kein bekanntes Hinderniss entgegensteht.

Zur Urkunde dessen haben die Unterzeichneten die gegenwärtige Erklärung in doppelter Ausfertigung vollzogen.

Berlin, den 4. Juni 1886.

A. Roth.

Berchem.

Schlussprotokoll.

Nachdem die Unterzeichneten heut im Auswärtigen Amt zusammen getreten sind, um die Unterzeichnung des zwischen der Schweiz und Deutschland bezüglich des Fortfalls der sogenannten Trauerlaubnisscheine vereinbarten Abkommens vorzunehmen, wurden die hieüber ausgefertigten beiden Urkunden vorgelegt, geprüft, übereinstimmend befunden, beiderseits vollzogen und gegenseitig ausgetauscht.

Vor Unterzeichnung dieses Protokolles machte der Schweizerische Herr Bevollmächtigte im Auftrage seiner Regierung darauf aufmerksam, dass die von einem Schweizerischen Staatsangehörigen im Auslande in Gemässheit des dortigen formellen und materiellen Rechts abgeschlossene Ehe in der Schweiz sowohl in öffentlicher, als in privatrechtlicher Beziehung als gültig anerkannt werde, und beantragte, von dieser Erklärung den Deutschen Standesbeamten und denjenigen Landesbehörden, welche die Trauerlaubnisscheine auszustellen haben, auf geeignet scheinendem Wege amtlich Kenntniss zu geben.

Von Seiten des unterzeichneten Deutschen Bevollmächtigten wurde eine entsprechende Mittheilung an die Bundesregierungen zugesagt.

Verhandelt wie oben, Berlin, den 4. Juni 1886.

*A. Roth.
Berchem.*

84.

SUISSE, BULGARIE.

Publications officielles du Conseil fédéral de la Confédération relative à l'adhésion de la Bulgarie à la Convention conclue à Genève le 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagnes; en date du 1 mars 1884.

Eidg. amtll. Sammlung. N. F. Bd. IX.

Uebereinkunft zur Verbesserung des Looses der im Kriege verwundeten Militärs. (Vom 22. August 1864.)

Dieser Uebereinkunft ist auch das Fürstenthum Bulgarien am 1. März 1884 beigetreten.

Die vom dortseitigen Minister der auswärtigen Angelegenheiten ausgestellte Erklärung lautet wie folgt:

Le gouvernement de Son Altesse le Prince de Bulgarie désirant prendre rang dans la Société Internationale de la Croix Rouge et ayant pris connaissance de la Convention conclue à Genève le 22 Août 1864 entre la Confédération Suisse et plusieurs autres Etats, pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne.

Convention dont la teneur suit:

(Siehe eidg. Gesetzsammlung, Bd. VIII, S. 526—530 *). (Art. 1—10).

Et le Conseil Fédéral Suisse ayant invité le Gouvernement Princier de Bulgarie, à la suite du désir exprimé, à donner son adhésion à la susdite Convention;

Le soussigné Ministre des Affaires Etrangères et des Cultes de Son Altesse le Prince, dûment autorisé à cet effet par son Auguste Souverain, déclare par les présentes que le Gouvernement Princier de Bulgarie accède complètement à la susdite Convention.

En foi de quoi il a signé le présent acte d'accession et y a apposé le sceau de ses armes.

Fait à Sofia, le premier jour du mois de Mars de l'an mil huit-cent quatre-vingt-quatre.

M. Balabanow.

85.

SUISSE, JAPON.

Publications officielles du Conseil fédéral de la Confédération relative à l'adhésion du Japon à la Convention conclue à Genève le 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagnes; en date du 5 juin 1886.

Eidg. amtli. Sammlung. N. F. Bd. IX.

Uebereinkunft zur Verbesserung des Looses der im Kriege verwundeten Militärs. (Vom 22. August 1864).

Dieser Uebereinkunft ist auch das Kaiserreich Japan am 5. Juni 1886 beigetreten.

Die vom japanesischen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft ausgestellte Erklärung lautet wie folgt:

Sa Majesté l'Empereur du Japon ayant pris connaissance de la Convention signée à Genève le 22 août 1864 entre la Confédération suisse, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté la Reine d'Espagne, Sa Majesté l'Empereur des Français, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté le Roi de Wurtemberg, pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne, convention dont la teneur suit:

*) V. N. R. G. XVIII 607.

(Siehe eidg. Gesetzsammlung, Bd. VIII, S. 526—530.)*) (Art. 1—10.)

Le Soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon près de la Confédération suisse, muni à cet effet de pouvoirs spéciaux, déclare par les présentes que le Japon accède à la susdite Convention.

En foi de quoi, il a signé la présente déclaration et y a apposé son cachet, à Berne, le 5 juin mil huit-cent quatre-vingt-six (1886).

Le Ministre du Japon en Suisse:

Marquis Hachisuka.

Note. Die oben erwähnte Uebereinkunft besteht nunmehr zwischen der Schweiz, der Argentinischen Republik, Belgien, Bolivia, Bulgarien, Chili, Dänemark, Deutschland, Frankreich, Griechenland, Grossbritannien, Italien, Japan, Montenegro, den Niederlanden, den Vereinigten Staaten von Nordamerika, Oesterreich-Ungarn, Persien, Peru, Portugal, Rumänien, Russland, Salvador, Schweden und Norwegen, Serbien, Spanien und der Türkei.

86.

SUISSE. ROUMANIE**).

Traité de commerce, signé à Bucarest le 7 juin (26 mai) 1886; suivi d'un Protocole en date du 1 juillet (19 juin) 1886.

Eidg. amtll. Sammlung N. F. Bd. IX.

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft und

Seine Majestät der König von Rumänien,

gleichermassen von dem Wunsche beseelt, die freundschaftlichen Beziehungen beider Staaten zu erweitern und den Handelsverkehr zwischen denselben in gegenseitig befriedigender Weise zu regeln, haben beschlossen, zu diesem Zwecke einen Handelsvertrag abzuschliessen und zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft:

Herrn A. O. Aepli, seinen ausserordentlichen Gesandten und bevoll-

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse et

Sa Majesté le Roi de Roumanie,

également animés du désir de resserrer encore les liens d'amitié qui unissent les deux pays et de placer dans des conditions réciproquement satisfaisantes les relations commerciales entre les deux Etats, ont décidé de conclure à cet effet un traité de commerce et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse:

Monsieur A. O. Aepli, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipo-

*) V. N. R. G. XVIII 607.

**) Les ratifications ont été échangées le 19 et 25 juin 1886.

mächtigten Minister bei Seiner kaiserlichen und königlich-apostolischen Majestät, und

Herrn Jean Staub, seinen Generalkonsul in Bucharest;

Seine Majestät der König von Rumänien:

Herrn Michel Perekyde, seinen Minister der auswärtigen Angelegenheiten, welche, nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, sich über folgende Artikel geeinigt haben:

Artikel 1.

Für die Waaren schweizerischen Ursprungs oder schweizerischer Fabrikation sind bei der Einfuhr in Rumänien die niedrigsten Zölle der jetzigen oder künftigen rumänischen Vertragstarife zu entrichten.

Ausgenommen sind die Artikel, welche im Tableau A, das gegenwärtigem Verträge beigelegt ist, aufgeführt sind. Für diese Artikel und für alle andern, welche in den rumänischen Vertragstarifen nicht erwähnt sind, müssen die Zölle des rumänischen Generaltarifs entrichtet werden.

Für die Waaren rumänischen Ursprungs oder rumänischer Fabrikation sind ebenso bei der Einfuhr in die Schweiz die niedrigsten Zölle der jetzigen oder künftigen schweizerischen Vertragstarife zu entrichten. Die in diesen Tarifen nicht erwähnten Artikel unterliegen den Zöllen des schweizerischen Generaltarifs.

Für den Fall, dass Rumänien vor dem Erlöschen des gegenwärtigen Vertrages die Behandlung auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation irgend einem Lande zugestehen sollte, das diese Behandlung nicht schon genießt, wird vereinbart, dass der Schweiz unverzüglich und ohne Bedingungen

tentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et

Monsieur Jean Staub, Son Consul Général à Bucarest;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Monsieur Michel Pherekyde, Son Ministre des Affaires Etrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier.

Les marchandises d'origine ou de manufacture suisse paieront, à leur entrée en Roumanie, les droits les plus réduits qui sont ou seront inscrits dans les tarifs conventionnels de la Roumanie.

Exception est faite pour les articles énumérés dans le tableau A, annexé au présent traité. Ces articles, ainsi que tous autres non inscrits dans les tarifs conventionnels de la Roumanie, paieront les taxes du tarif général roumain.

Réciproquement, les marchandises d'origine et de manufacture roumaine paieront, à leur entrée en Suisse, les droits les plus réduits qui sont ou seront inscrits dans les tarifs conventionnels suisses. Les articles non inscrits dans ces tarifs seront soumis aux taxes du tarif général suisse.

Il est entendu que, si avant l'expiration du présent traité, la Roumanie venait à concéder le traitement de la nation la plus favorisée à un Etat quelconque n'en jouissant pas encore, le même traitement serait immédiatement, et sans condition ni restriction, accordé à la Suisse.

oder Beschränkungen die gleiche Behandlung eingeräumt würde.

In Allem, was die Ausfuhr oder Durchfuhr betrifft, sichern sich die beiden hohen vertragschliessenden Theile gegenseitig die Behandlung auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation zu.

Artikel 2.

Wenn im Gebiete des einen der beiden hohen vertragschliessenden Theile, sei es im ganzen Lande, sei es in einem bestimmten Bezirk, für Rechnung des Staates oder einer Gemeinde von einem Artikel eine interne Produktions-, Fabrikations- oder Verbrauchssteuer erhoben wird, so darf in diesem Land oder Bezirk der gleiche Artikel, wenn er aus dem Gebiete des andern vertragschliessenden Theils eingeführt wird, keiner höhern Steuer als das Erzeugniss der meistbegünstigten Nation unterworfen werden.

Artikel 3.

Die Kaufleute, Fabrikanten und Gewerbetreibenden überhaupt, welche in der im internationalen Verkehr üblichen Weise nachweisen können, dass sie in dem Lande, in welchem sie wohnen, in einer dieser Eigenschaften gehörig patentirt sind, sollen in dieser Beziehung im andern Lande keinen weiteren Abgaben oder Steuern unterliegen, wenn sie, sei es mit oder ohne Muster, aber ohne Mitführung von Waaren, ausschliesslich im Interesse ihrer Handels- oder Industriegeschäfte und um Einkäufe zu machen oder Bestellungen aufzunehmen, das Land bereisen oder durch ihre Angestellten oder Agenten bereisen lassen.

Artikel 4.

Die einem Eingangszoll unterworfenen Artikel, welche als Muster die

Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'exportation et le transit.

Article 2.

Si dans le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes, dans le pays entier ou dans une circonscription restreinte, un droit interne est prélevé, soit pour le compte de l'Etat, soit pour celui d'une commune, sur la production, la fabrication ou la consommation d'un article, le même article qui serait introduit du territoire de l'autre Haute Partie contractante, ne pourra, dans ce pays ou dans cette circonscription, être grevé que d'un droit égal à celui qui est perçu sur les produits de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les négociants, les fabricants et les industriels en général, qui pourront prouver de la manière usitée dans les rapports internationaux qu'ils sont dûment patentés dans l'une de ces qualités au pays où ils résident, ne seront soumis, à ce titre, à aucun droit ou impôt ultérieur dans l'autre pays, lorsqu'ils y voyageront ou y feront voyager leurs commis ou agents, — soit avec, soit sans échantillons, mais sans colporter des marchandises, — dans l'intérêt exclusif du commerce ou de l'industrie qu'ils exercent, et dans le but de faire des achats ou de recevoir des commissions.

Article 4.

Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et

nen und von rumänischen Fabrikanten, Kaufleuten oder Handelsreisenden in die Schweiz oder von schweizerischen Fabrikanten, Kaufleuten oder Handelsreisenden in Rumänien eingeführt werden, sind unter Vorbehalt der nöthigen Zollformalitäten zur Sicherung der Wiederausfuhr oder Zurückfuhr in's Niederlagshaus gegenseitig auf beschränkte Zeit zollfrei zuzulassen. Diese Formalitäten werden nach den Gesetzen oder Reglementen vorgenommen, die in den bezüglichen Ländern gelten oder noch erlassen werden.

Artikel 5.

Um festzustellen, dass die Waaren Produkte oder Fabrikate seines Landes sind, kann der Importeur gehalten werden, dem Zollamt des andern Landes eine, von einer Behörde am Versendungsort abgegebene Erklärung oder eine, vom Vorstande des Ausfuhrzollbureau ausgestellte Bescheinigung oder endlich ein Attest des im Versendungsort oder Verschiffungshafen residirenden Konsuls oder Konsularagenten des Landes, in welches die Waare eingeführt werden soll, vorzulegen.

Artikel 6.

Der gegenwärtige Vertrag tritt nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und bleibt bis zum 10. Juli (28. Juni alten Stils) 1891 gültig.

Wenn keiner der hohen vertragsschliessenden Theile zwölf Monate vor diesem Datum die Absicht kundgegeben haben sollte, den Vertrag ausser Kraft zu setzen, so bleibt derselbe weiter verbindlich bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage an gerechnet, an welchem der eine oder andere der beiden hohen vertragsschliessenden Theile ihn gekündet haben wird.

qui sont importés en Suisse par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce roumains, et en Roumanie par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce suisses, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Ces formalités s'accompliront selon les lois ou règlements qui sont ou seront édictés dans les pays respectifs.

Article 5.

Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture nationale, l'importateur pourra être soumis à l'obligation de présenter à la douane de l'autre pays, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu de l'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service de la douane du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite, et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement.

Article 6.

Le présent traité entrera en vigueur à partir de l'échange des ratifications, et restera exécutoire jusqu'au 10 juillet (28 juin) 1891.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant cette date, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Artikel 7.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Bucharest ausgetauscht werden.

Zur Urkunde dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und demselben ihre Wappensiegel beigedrückt.

So geschehen in Bucharest, in doppelter Ausfertigung, den 7. Juni (26. Mai alten Stils) 1886.

*A. O. Aepli.
Jean Staub.
M. Phorekyde.*

Article 7.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bucarest le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bucarest, en double original, le sept juin (vingt-six mai) mil huit cent quatre-vingt-six.

*A. O. Aepli.
Jean Staub.
M. Phorekyde.*

Tableau A.

Mehl aller Art von Getreide.
Roggenmehl.
Getrocknete, mehlhaltige Gemüse und Mehle von solchen.
Sog. italienische Teigwaren.
Wachs, roh, weiss und gelb aller Art.

Wachs, verarbeitet, weiss oder gelb, wie: Kerzen, Figuren, Blumen oder andere Arbeiten aller Art.

Seifen aller Art, mit Ausnahme der parfümirten.

Lichte aus Stearin und Wallrath aller Art.

Leder (gegerbte Häute), gemeines, nicht besonders genanntes.

Lederwaren, gemeine, wie Schuhmacher-, Sattler-, Riemer-, Täschnerwaren aus gemeinem Leder, auch in Verbindung mit andern Materialien, mit Ausnahme der im Artikel 445 des Conventionaltarifs genannten.

Wollengewebe, gemeine, wie: grobe, langhaarige Decken (Paturi, Tzoluri), Tuch zu groben Kitteln oder sog. »Halinatuch« (Aba, Zeghe, Dimie); rohes Tuch; wollene Teppiche aller Art, am Stück oder nach Metern.

Farines de blé de toutes qualités.
Farines de seigle.
Légumes farineux secs et leurs farines.

Pâtes farineuses dites d'Italie.
Cire brute, blanche et jaune de toute espèce.

Cire ouvrée blanche ou jaune, telle que: cierges, figures, fleurs ou autres préparations de toute sorte.

Savons de toute espèce, à l'exception des savons de parfumerie.

Bougies de stéarine et de spermaceti de toute sorte.

Cuir (peaux tannées) ordinaires, non dénommés spécialement.

Ouvrages en cuir ordinaires, tels que: ouvrages de cordonnier, de sellier, de harnacheur, de malletier, en cuir ordinaire, même combinés avec d'autres matières, à l'exception de celles énumérées à l'article 445 du tarif conventionnel.

Tissus de laines ordinaires, savoir: couvertures grossières à longs poils (paturi, tzoluri); draps pour vareuses grossières, dits »de Halina« (abà, zeghe, dimie); drap but; tapis de laine de toute espèce, à la pièce ou au mètre.

Gemeine Filzwaaren, als: Sohlen, Filzschuhe mit oder ohne Sohlen und grobe Filzhüte zum Gebrauch für Bauern und Soldaten.

Leinwand, rohe, ganz ordinäre.

Papier- und Pappwaaren, gemeine, nämlich: graues und anderes Packpapier, einfach oder getheert, gemeiner Carton, Glaspapier, Schmirgelpapier und andere ähnliche Papier- und Pappwaaren.

Papier, nicht besonders benanntes. Bauholz.

Holzwaaren, ganz grobe, als: grobe, rohe Böttcher-, Tischler- und Drechslerwaaren; Wagnerarbeiten und andere bloss gehobelte oder geschnittene Holzwaaren; gemeine Korbflechterwaaren; alle diese Waaren weder gefärbt, noch gebeizt, lackirt, gefirnisst, polirt, noch in Verbindung mit andern Materialien.

Holzwaaren, gemeine, als: Holz in geschnittenen Fournieren, nicht eingelegte Parquettafeln; Korkplatten, -Scheiben -Sohlen und -Stöpsel; alle diese Waaren roh.

Holzwaaren, feine, als: Hausgeräthe (Möbel), eingelegte Parquettafeln, Kinderspielzeug, sowie alle in den zwei vorhergehenden Positionen genannten Waaren, bemalt, gebeizt, lackirt, gefirnisst, polirt, auch in Verbindung mit unedlen Metallen, gemeinem Leder, Rohr, Schilf und andern vegetabilischen Faserstoffen.

Petroleum und Schieferöl (huile de schiste), roh und gereinigt.

*A. O. Aepli.
Jean Staub.
M. Pherekyde.*

Ouvrages en feutre ordinaires, tels que: semelles, chaussons avec ou sans semelles, et chapeaux de feutre grossiers à l'usage des paysans et des soldats.

Toile écrue très ordinaire.

Papiers et papeteries ordinaires, c'est-à-dire: papiers gris ou autres pour emballage, simoles ou goudronnés, cartons ordinaires, papier de verre, papier à l'émeri et autres similaires.

Papier non spécialement dénommés. Bois de construction.

Ouvrages en bois tout à fait ordinaires, tels que: ouvrages de tonnelier, de menuisier, de tourneur, grossiers, bruts; ouvrages de charron et autres ouvrages en bois simplement raboté ou taillé; ouvrages de vannerie communs; tous ces articles ni peints, ni passés au mordant, ni laqués, ni vernis, ni polis, ni combinés avec d'autres matières.

Ouvrages en bois ordinaires, tels que: bois sciés en feuilles pour placage, parquets non marquetés; liège en plaques, en feuilles, en semelles et en bouchons; tous ces articles bruts.

Ouvrages en bois fins, tels que: utensiles de ménage (meubles), parquets marquetés, jouets pour enfants, ainsi que tous les articles désignés aux deux positions ci-dessus, peints, passés au mordant, laqués, vernis, polis, même combinés avec des métaux communs, du cuir ordinaire, de la canne, du roseau et autres matières fibreuses végétales.

Pétrole et huile de schiste, bruts et raffinés.

*A. O. Aepli.
Jean Staub.
M. Pherekyde.*

Protokoll.

Die Unterzeichneten haben sich heute zur Auswechslung der Ratifikationen des hohen schweizerischen Bundesrathes und Seiner Majestät des Königs von Rumänien über den am 7. Juni (26. Mai) letztthin in Bucharest zwischen der Schweiz und Rumänien abgeschlossenen Handelsvertrag eingefunden und sind, nachdem die Ratifikationsurkunden gegenseitig als richtig und übereinstimmend erkannt worden, zum Austausch derselben geschritten.

Bei diesem Anlasse und um jeden Irrthum zu vermeiden, welcher aus der Thatsache entstehen könnte, dass der frühere Konventionaltarif seit der Unterzeichnung des Vertrages ausser Kraft getreten ist, erklären die Unterzeichneten, dass im Alinea 10 des gegenwärtigem Verträge beigefügten Tableau A die hohen vertragschliessenden Theile unter Artikel 445 des Konventionaltarifs die Nummer 7, Litt. d des Tarifs B, welcher der am 14. November 1877 in Berlin zwischen Rumänien und Deutschland abgeschlossenen Handelskonvention beigefügt ist, verstanden haben.

Zur Urkunde dessen haben die Unterzeichneten das gegenwärtige Protokoll in doppelter Ausfertigung unterzeichnet und demselben ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen in Bucharest, den 1. Juli (19. Juni) des Jahres 1886.

*Jean Staub.
M. Pharekyde.*

Procès-Verbal.

Les soussignés s'étant réunis pour procéder à l'échange des ratifications du Haut Conseil Fédéral de la Suisse et de Sa Majesté le Roi de Roumanie sur le Traité de commerce conclu à Bucarest, le 7 Juin (26 Mai) dernier, entre la Suisse et la Roumanie, les instruments de ces ratifications ont été produits et ayant été trouvés exacts et concordants, l'échange en a été opéré.

A cette occasion et afin d'éviter toute erreur provenant du fait que l'ancien Tarif conventionnel a cessé d'être en vigueur depuis la signature du Traité, les soussignés déclarent que dans l'alinéa 10 du Tableau A annexé au Traité de commerce, par l'article 445 du Tarif conventionnel, les deux Hautes Parties contractantes ont entendu désigner le N° 7, lettre d, du tarif B, annexé à la Convention de commerce conclue à Berlin le 14 Novembre 1877 entre la Roumanie et l'Allemagne.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent procès-verbal qu'ils ont signé en double exemplaire et revêtu de leurs cachets.

Fait à Bucarest, le 1^{er} Juillet (19 Juin) de l'an 1886.

*Jean Staub.
M. Pharekyde.*

87.

SUISSE, LIECHTENSTEIN.

Convention pour régler l'admission réciproque des medecins etc., établis dans les communes limitrophes à l'exercice de leur art; signée à Vienne le 1 juillet 1886*).

Eidg. amtl. Sammlung. N. F. Bd. IX.

Der Bundesrath der schweizerischen Eidgenossenschaft und
Seine Durchlaucht der regierende Fürst Johann II. von und zu
Liechtenstein,

haben es für nützlich befunden, gegenseitig die in der Nähe der
Grenze wohnhaften Aerzte, Wundärzte, Thierärzte und Hebammen zur Aus-
übung ihrer Berufsthätigkeit zu ermächtigen, und haben zum Zweck des
Abschlusses einer diesfälligen Uebereinkunft zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Bundesrath der schweizerischen Eidgenossenschaft:
seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister, Herrn
A. O. Aepli,

Seine Durchlaucht der regierende Fürst Johann II. von und zu
Liechtenstein:

Seinen Justizrath, den Hof- und Gerichtsadvokaten Herrn Dr. Hermann
H a m p e,

welche, auf Grund der ihnen ertheilten Vollmachten, über folgende Artikel
übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die schweizerischen Aerzte, Wundärzte, Thierärzte und Hebammen,
welche in der Nähe der schweizerisch-liechtensteinischen Grenze wohnhaft
sind, sollen das Recht haben, ihre Berufsthätigkeit auch in dem Fürsten-
thum Liechtenstein in gleichem Masse, wie ihnen das in der Heimat ge-
stattet ist, auszuüben, und umgekehrt sollen unter gleichen Bedingungen
die liechtensteinischen Aerzte, Wundärzte, Thierärzte und Hebammen zur
Ausübung ihrer Berufsthätigkeit in den schweizerischen, in der Nähe der
Grenze belegenen Orten befugt sein.

Artikel 2.

Die Personen, welche in Gemässheit des Artikels 1 in den in der
Nähe der schweizerischen Grenze, beziehungsweise im Fürstenthum Liechten-
stein, belegenen Orten ihren Beruf ausüben, sollen nicht befugt sein, sich
dort dauernd niederzulassen oder ein Domizil zu begründen, es sei denn,
dass sie sich der in diesem Lande geltenden Gesetzgebung und namentlich
nochmaliger Prüfung unterwerfen.

Artikel 3.

Es gilt als selbstverständlich, dass die Aerzte, Wundärzte, Thierärzte

*) La convention a été ratifiée à Vienne le 24 juillet 1886.

und Hebammen eines der beiden Länder, wenn sie von der ihnen im Artikel 1 dieser Uebereinkunft zugestandenem Befugniss Gebrauch machen wollen, sich bei der Ausübung ihres Berufes in dem anderen Lande den dort in dieser Beziehung geltenden Gesetzen und Administrativvorschriften zu unterwerfen haben.

Artikel 4.

Die gegenwärtige Uebereinkunft soll zwanzig Tage nach beiderseits erfolgter Publikation derselben in Kraft treten, und sechs Monate nach etwa erfolgter Kündigung seitens einer der beiden Regierungen ihre Wirksamkeit verlieren. Sie soll ratifizirt und die Ratifikationen sollen sobald als möglich in Wien ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieselbe unterzeichnet und ihr Siegel begedruckt.

In zweifacher Ausfertigung vollzogen zu Wien, den 1. Juli 1885.

A. O. Aepli.

Dr. Hampé.

88.

SUISSE, BELGIQUE.

Convention concernant l'assistance judiciaire; signée à Bern le 9 septembre 1886 *).

Eidg. amtli. Sammlung. N. F. IX. Bd.

Uebersetzung.

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft und

Seine Majestät der König der Belgier, von dem gemeinsamen Wunsche geleitet, eine Vereinbarung abzuschliessen, um den Angehörigen des andern Staates im gerichtlichen Verfahren Schutz (Armenrecht) zu sichern haben zu diesem Behufe zu Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft:

Herrn Bundesrath Louis Ruchonnet, Vorsteher des eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements;

Seine Majestät der König der Belgier, Herrn Moritz Delfosse, Seinen

Originaltext.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et

Sa Majesté le Roi des Belges, désirant, d'un commun accord, conclure une convention pour assurer réciproquement l'avantage de l'assistance judiciaire (bénéfice du pauvre) aux nationaux de l'autre partie contractante, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse:

Monsieur Louis Ruchonnet, conseiller fédéral, chef du département de justice et police;

Sa Majesté le Roi des Belges: Monsieur Maurice Delfosse, son

*) Les ratifications ont été échangées le 30 décembre 1886.

ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft;

welche, nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die Schweizer geniessen in Belgien und die belgischen Staatsangehörigen geniessen in der Schweiz die Rechtswohlthat des Armenrechts vor Gericht in allen Fällen, wo dieselbe auch den Landesangehörigen zusteht, wenn sie die jeweiligen in Kraft bestehenden Gesetze des Landes beobachten, in welchem das Armenrecht nachgesucht wird.

Artikel 2.

In allen Fällen soll das Armuthszeugniss dem Fremden, welcher das Armenrecht verlangt, von den Behörden seines gewöhnlichen Wohnsitzes ausgestellt werden.

Wohnt er nicht in dem Lande, in welchem das Begehren gestellt wird, so soll das Armuthszeugniss von einem diplomatischen Agenten des Landes, in welchem dasselbe gebraucht werden will, unentgeltlich beglaubigt werden.

Wohnt hingegen der Fremde in dem Lande, wo das Begehren gestellt wird, so können ausserdem bei den Behörden seines Heimatlandes Erkundigungen eingezo-gen werden.

Artikel 3.

Die Schweizer, welchen in Belgien, und die belgischen Staatsangehörigen, welchen in der Schweiz die Vortheile des Armenrechts bewilligt worden, sind von Rechts wegen auch von jeder Bürgschaft oder Hinterlage befreit, die von Ausländern, welche

envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse,

lesquels après s'être communiqué leurs pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1^{er}.

Les Suisses jouiront en Belgique, et les ressortissants belges jouiront en Suisse de l'assistance judiciaire (bénéfice du pauvre) dans tous les cas où cette assistance serait accordée aux nationaux eux-mêmes, en se conformant aux lois qui sont ou seront en vigueur dans le pays où l'assistance sera réclamée.

Article 2.

Dans tous les cas, le certificat d'indigence devra être délivré à l'étranger qui demande l'assistance judiciaire (bénéfice du pauvre) par les autorités de sa résidence habituelle.

Si l'étranger ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique du pays où le certificat doit être produit.

Par contre lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, des renseignements pourront être pris auprès des autorités de la nation à laquelle il appartient.

Artikel 3.

Les Suisses admis en Belgique, ainsi que les ressortissants belges admis en Suisse à l'assistance judiciaire (bénéfice du pauvre), y seront dispensés de plein droit de tout cautionnement ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut,

gegen Landesangehörige einen Rechtsstreit führen, gemäss der Gesetzgebung des Landes, wo die Klage angestellt wird, unter irgend welcher Bezeichnung gefordert werden können.

Artikel 4.

Die vorstehende Uebereinkunft ist für die Dauer von fünf Jahren abgeschlossen.

In dem Falle, wo keine der beiden hohen kontrahirenden Parteien ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Termins die Absicht kundgegeben, ihre Wirkung aufzuheben, soll die Uebereinkunft in Kraft bestehen, bis nach geschehener Kündigung seitens des einen oder des anderen Theiles ein Jahr verflossen sein wird.

Artikel 5.

Diese Uebereinkunft soll so bald als möglich der Ratifikation der kompetenten Behörden unterstellt werden.

Sie tritt mit dem Tage der Auswechslung der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die beidseitigen Bevollmächtigten diese Uebereinkunft unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen in Bern, den 9. September 1886.

L. Ruchonnet.
Maurice Delfosse.

en vertu de la législation en vigueur dans le pays où l'action sera introduite, être exigé des étrangers plaidant contre les nationaux.

Article 4.

La présente convention restera en vigueur pendant cinq années.

Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à demeurer en force jusqu'à l'expiration d'une année, à compter du jour où l'une des parties l'aura dénoncée.

Article 5.

La présente convention sera soumise à la ratification des autorités compétentes, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour où les ratifications en seront échangées.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berne, le 9 septembre 1886.

L. Ruchonnet.
Maurice Delfosse.

89.

SUISSE, AUTRICHE-HONGRIE.

Convention pour régler l'admission réciproque des medecins etc., établis dans les communes limitrophes à l'exercice de leur art; signée à Vienne le 29 octobre 1886 *).

Eidg. amtli. Sammlung N. F. Bd. IX.

Der Bundesrath der schweizerischen Eidgenossenschaft und Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn,

haben, um die in der Nähe der Grenze wohnhaften Aerzte, Wundärzte, Thierärzte und Hebammen gegenseitig zur Ausübung ihrer Berufsthätigkeit zu ermächtigen, den Abschluss einer diesfälligen Uebereinkunft beschlossen und zu diesem Behufe zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Bundesrath der schweizerischen Eidgenossenschaft:

den Herrn Arnold Otto Aepli, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der schweizerischen Eidgenossenschaft, und

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn:

den Herrn Gustav Grafen Kálnoky, Allerhöchst Ihren wirklichen Geheimen Rath, Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern, Grosskreuz des St. Stephans-Ordens, Ritter des Leopold-Ordens etc.,

welche, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgetheilt und dieselben in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die schweizerischen Aerzte, Wundärzte, Thierärzte und Hebammen, welche in der Nähe der schweizerisch-österreichischen Grenze wohnen, sollen das Recht haben, ihre Berufsthätigkeit auch in den österreichischen, in der Nähe der Grenze gelegenen Orten in gleichem Masse, wie ihnen dies in der Heimat gestattet ist, auszuüben, und umgekehrt sollen unter gleichen Bedingungen die österreichischen Aerzte, Wundärzte, Thierärzte und Hebammen, welche in der Nähe der österreichisch-schweizerischen Grenze wohnen, zur Ausübung ihrer Berufsthätigkeit in den schweizerischen, in der Nähe der Grenze gelegenen Orten befugt sein.

Artikel 2.

Die Personen, welche in Gemässheit des Artikels 1 in den in der Nähe der Grenze gelegenen Orten des Nachbarlandes ihren Beruf ausüben, sollen nicht befugt sein, sich dort dauernd niederzulassen oder ein Domizil zu begründen, es sei denn, dass sie sich der in diesem Lande geltenden Gesetzgebung und namentlich nochmaliger Prüfung unterwerfen.

*) Les ratifications ont été échangées à Vienne le 10 juillet 1886.

Artikel 3.

Es gilt als selbstverständlich, dass die Aerzte, Wundärzte, Thierärzte und Hebammen eines der beiden Länder, wenn sie von der ihnen im Artikel 1 dieser Uebereinkunft zugestandenen Befugnisse Gebrauch machen wollen, sich bei der Ausübung ihres Berufes in den in der Nähe der Grenze gelegenen Orten des andern Landes den dort in dieser Beziehung geltenden Gesetzen und Administrativ-Vorschriften zu unterwerfen haben.

Artikel 4.

Die gegenwärtige Uebereinkunft soll zwanzig Tage nach beiderseits erfolgter Publikation derselben in Kraft treten und sechs Monate nach etwa erfolgter Kündigung seitens einer der beiden Regierungen ihre Wirksamkeit verlieren.

Sie soll ratifizirt und die Ratifikationen sollen sobald als möglich in Wien ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten die gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet und ihre Siegel beigedruckt.

So geschehen zu Wien am neunundzwanzigsten Oktober des Jahres Eintausend achthundert fünf und achtzig.

*A. O. Aeppli.
Kálnoky.*

90.

SUISSE, BELGIQUE.

Traité d'immigration et d'établissement; signé à Berne le
4 juin 1887.

Schweizerisches Bundesblatt. 39. Jahrgang. Bd. II.

Der Bundesrath der schweizerischen Eidgenossenschaft und Seine Majestät
der König der Belgier,

von dem Wunsche beseelt, die Freundschaftsbande zu befestigen und die guten Beziehungen zu fördern, welche beide Länder verbinden, haben beschlossen, die Bedingungen für die Niederlassung der Belgier in der Schweiz und der Schweizer in Belgien in beidseitigem Einverständnisse durch einen besondern Vertrag zu regeln, und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Der Bundesrath der schweizerischen Eidgenossenschaft:

Herrn Bundesrath Louis Ruchonnet, Vorsteher des eidg. Justiz- und Polizeidepartements, und

Seine Majestät der König der Belgier:

Herrn Maurice Delfosse, Seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft,

welche, nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, sich über folgende Artikel geeinigt haben:

Artikel 1.

Die Belgier sind in jedem Kantone der Eidgenossenschaft in Bezug auf ihre Personen und ihr Eigenthum auf dem nämlichen Fusse und auf die gleiche Weise aufzunehmen und zu behandeln, wie es die Angehörigen der andern Kantone sind oder noch werden sollten. Sie können daher in der Schweiz ab- und zugehen und sich daselbst zeitweilig aufhalten, wenn sie den Gesetzen und Polizeiverordnungen nachleben.

Jede Art von Gewerbe und Handel, welche den Angehörigen der verschiedenen Kantone erlaubt ist, wird es auf gleiche Weise auch den Belgiern sein, und zwar ohne dass ihnen eine pekuniäre oder sonstige Mehrleistung überbunden werden darf.

Artikel 2.

Die Schweizer werden in Belgien die nämlichen Rechte und Vortheile geniessen, wie sie der Artikel 1 des gegenwärtigen Vertrages den Belgiern in der Schweiz zusichert.

Artikel 3.

Die Angehörigen des einen der beiden Staaten, welche im andern wohnhaft sind, stehen nicht unter den Militärgesetzen des Landes, in dem sie sich aufhalten, sondern bleiben denjenigen ihres Vaterlandes unterworfen.

Ebenso sind sie frei von jedem Dienste in der Bürgerwehr sowohl als in den Ortsbürgerwachen.

Artikel 4.

Die Angehörigen des einen der beiden Staaten, welche im andern wohnhaft sind und in die Lage kommen sollten, durch gesetzliche Verfügung oder gemäss den Gesetzen oder Verordnungen über die Sittenpolizei und über den Bettel weggewiesen zu werden, sollen sammt Familie jederzeit in ihrer ursprünglichen Heimat wieder aufgenommen werden, vorausgesetzt, dass sie ihre Heimatrechte beibehalten haben.

Artikel 5.

Jeder Vortheil, den einer der vertragschliessenden Theile bezüglich der Niederlassung der Bürger und der Ausübung der industriellen Berufsarten in irgend einer Weise einem andern Staate gewährt hätte oder in Zukunft noch gewähren sollte, wird in gleicher Weise und zu gleicher Zeit auch gegenüber dem andern Kontrahenten zur Anwendung kommen, ohne dass hiefür der Abschluss einer besondern Uebereinkunft nöthig wäre.

Artikel 6.

Der gegenwärtige Vertrag ist für zehn Jahre abgeschlossen und tritt einen Monat nach Auswechslung der Ratifikationen in Kraft.

Für den Fall, dass keiner der hohen vertragschliessenden Theile zwölf Monate vor Ablauf des genannten Zeitraumes seine Absicht kundgegeben hat, vom Vertrage zurückzutreten, bleibt dieser von dem Tage ab, an welchem einer der hohen vertragschliessenden Theile ihn gekündigt hat, noch ein weiteres Jahr lang verbindlich.

Der gegenwärtige Vertrag ist zu ratifiziren und sollen die Ratifikationsurkunden sobald wie möglich in Bern ausgetauscht werden.

Dessen zur Urkunde haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und demselben ihre Siegel beigeschlagen. So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Bern, am 4. Juni 1887.

L. Ruchonnet.

Maurice Delfosse.

91.

SUISSE.

Loi fédérale concernant la levée en masse, du 4 décembre 1886.

Eidg. amtl. Sammlung. N. F. X. Bd.

Die Bundesversammlung der schweizerischen Eidgenossenschaft, gestützt auf Artikel 19, Alinea 3 der Bundesverfassung und nach Einsicht einer Botschaft des Bundesrathes vom 21. Mai 1886, beschliesst:

Art. 1. Der Landsturm bildet neben dem Auszug und der Landwehr (Art. 6 der Militärorganisation) einen Theil der gesetzlich organisirten Wehrkraft der schweizerischen Eidgenossenschaft.

Art. 2. Jeder wehrfähige Schweizerbürger vom zurückgelegten 17. bis zum vollendeten 50. Altersjahr, der nicht im Auszug oder in der Landwehr eingetheilt oder nach Art. 2 der Militärorganisation dienstfrei ist, hat die Pflicht, im Landsturm zu dienen.

Im Landsturm können auch Freiwillige Aufnahme finden, welche das 17. Altersjahr noch nicht erreicht oder das 50. Altersjahr überschritten haben.

Aus dem Auszuge oder der Landwehr getretene Offiziere können bis zum vollendeten 55. Altersjahr zum Dienste im Landsturm angehalten werden.

Art. 3. Der Landsturm wird nur in Zeiten von Krieg und Kriegsgefahr aufgeboten.

In der Regel soll der Landsturm nicht ausserhalb der Landesgrenzen verwendet werden.

Das Aufgebot wird vom Bundesrathe verfügt und durch die kantonalen Militärbehörden vollzogen. Die Ermächtigung, einzelne Theile des Landsturmes aufzubieten, kann vom Bundesrathe an diese Behörden und an höhere Truppenkommandos übertragen werden, unter Vorbehalt der Bestimmungen des Art. 245 der Militärorganisation.

In Friedenszeiten sind die Landsturmpflichtigen von jedem Uebungsdienste befreit.

Art. 4. Auf Verfügung des Bundesrathes kann in Fällen des Be-

darfes Mannschaft aus dem Landsturm zur Ergänzung des Auszuges und der Landwehr verwendet werden.

Ebenso können Offiziere des Auszuges oder der Landwehr vortübergehend zum Dienst beim Landsturm beordert werden.

Art. 5. Der aufgebotene Landsturm steht unter dem eidgenössischen Militärstrafgesetz, leistet den Kriegseid, hat die gleichen Rechte und Pflichten wie die Truppen des Bundesheeres und ist in Allem dem Kommando derjenigen Heeresabtheilung unterstellt, in dessen Bereich er sich befindet.

Ersatzpflichtige, welche im Landsturm effektiv Dienst leisten, sind für das betreffende Jahr von jeder Ersatzsteuer befreit.

Art. 6. Der Bundesrath erlässt die erforderlichen Vorschriften über die Organisation, Ausrüstung, Bewaffnung und Unterscheidungszeichen des Landsturmes, sowie über die Befreiung vom Dienst bei demselben.

In jedem Divisionskreise beauftragt der Bundesrath einen oder mehrere Offiziere mit der Vorbereitung der Organisation des Landsturmes.

Art. 7. Ueber den Bestand des Landsturmes sind von den Kantonen Kontrollen und Verzeichnisse zu führen, für welche von dem Bunde einheitliche Formulare vorgeschrieben werden. Die genaue Vollziehung dieser Vorschrift ist von Seite des Bundes zu überwachen.

Die Kantone werden für diese Leistung vom Bunde entschädigt.

Art. 8. Die zur Vollziehung dieses Gesetzes (Art. 6 und 7) erforderlichen Geldmittel sind alljährlich durch die Bundesversammlung zu bewilligen.

Art. 9. Der Bundesrath ist beauftragt, auf Grundlage der Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 17. Juni 1874, betreffend die Volksabstimmung über Bundesgesetze, die Bekanntmachung dieses Gesetzes zu veranstalten und den Beginn seiner Wirksamkeit festzusetzen.

Also beschlossen vom Nationalrathe,
Bern, den 1. Dezember 1886.

Der Vizepräsident: *Zemp*.
Der Protokollführer: *Ringier*.

Also beschlossen vom Ständerathe,
Bern, den 4. Dezember 1886.

Der Vizepräsident: *Scherb*.
Der Protokollführer: *Schatsmann*.

92.

SUISSE, BADE, ALSACE - LORRAINE.

Convention ayant pour objet l'adoption des règles analogues pour l'exécution de la pêche dans le Rhin et dans ses affluents ainsi que dans le lac de Constance; signée à Lucerne le 18 mai 1887 *).

Amth. eidg. Gesetzsammlung. Bd. X.

Nachdem sich die Nothwendigkeit ergeben hat, die zwischen der Schweiz, Baden und Elsass-Lothringen abgeschlossene Uebereinkunft, d. d. Basel, den 25. März 1875 **) Mülhausen, den 14. Juli 1877, und die Nachtragsübereinkunft, d. d. Colmar, den 21. September 1884 ***), einer Durchsicht zu unterziehen, sind zu diesem Zwecke

Seitens des Schweizerischen Bundesrathes:

der eidgenössische Oberforstinspektor Johann Coaz,

Seitens der Grossherzoglich Badischen Regierung:

Ministerialrath Adolf Buchenberger und

Legationsrath Adolf Freiherr von Marschall,

Seitens der Kaiserlichen Regierung von Elsass-Lothringen:

Ministerialrath Hugo Freiherr von Bibra

zu Bevollmächtigten bestellt worden, und haben unter Vorbehalt der Ratifikation folgende Uebereinkunft abgeschlossen:

Art. 1.

Beim Fischfang im Rhein und dessen Zuflüssen, soweit darin Wanderfische (Lachse und Maifische) vorkommen, ist jede ständige Fischerei-Vorrichtung (Fischwehr, Fach) und jede am Ufer oder im Flussbett befestigte oder verankerte Vorrichtung (Reusen, Sperrnetze) verboten, welche den Wasserlauf auf mehr als die Hälfte seiner Breite, bei gewöhnlichem niedrigem Wasserstande, in der kürzesten Linie von Ufer zu Ufer gemessen, für den Zug der Wanderfische versperrt.

Die Entfernung zwischen den einzelnen Pfählen, welche die zum Lachsfange bestimmten Fischwehre (Fache) bilden, sowie zwischen den Querverbindungen dieser Pfähle, muss mindestens 10^m im Lichten betragen.

Mehrere solcher ständiger und am Ufer oder im Flussbett befestigter oder verankerter Fischerei-Vorrichtungen, sowie mehrere feststehende Netze dürfen gleichzeitig auf derselben Uferseite oder auf der entgegengesetzten Uferseite nur in einer Entfernung von einander angebracht sein, welche mindestens das Doppelte der Länge der betreffenden Vorrichtung beträgt. Sind die Vorrichtungen von verschiedener Länge, so ist für die betreffende Entfernung die grössere Länge massgebend.

Auf sogenannte Altrheine (Giessen) finden obige Bestimmungen keine Anwendung, insofern dieselben nicht von beiden Seiten mit dem Haupt-

*) Les ratifications ont été échangées à Berne le 19 octobre 1887.

**) V. N. R. G. 2. Série. T. II. 60. 64.

***) V. N. R. G. 2. Série. T. X. 523.

strom derartig in Verbindung stehen, dass die Wanderfische jederzeit frei hindurchziehen können.

Art. 2.

Fanggeräte jeder Art und Benennung dürfen nicht angewendet werden, wenn die Oeffnungen (bei Maschen in nassem Zustande) in Höhe und Breite nicht wenigstens folgende Weiten haben:

- a. beim Lachsfange: Geflechte (Körbe, Reusen) und Treibnetze: 6^{cm}, das Innere der Reusen (Reusenschlupf): 4^{cm};
- b. beim Fang anderer grosser Fischarten: 3^{cm};
- c. beim Fang kleiner Fischarten: 2^{cm}.

Im Rhein zwischen Schaffhausen und Basel dürfen jedoch beim Fischfang überhaupt keine Netze verwendet werden, deren Oeffnungen, gemessen wie oben angegeben, weniger als 3^{cm} betragen.

Bei der Kontrolle der Geflechte und Netze ist eine Abweichung von einem Zehnthheil nicht zu beanstanden.

Zum Zwecke des Fanges von Futterfischen für die Fischzuchtanstalten und von Köderfischen kann von der Aufsichtsbehörde unter den geeigneten Kontrollmassregeln der Gebrauch von Netzen mit geringerer Maschenweite gestattet werden; doch wird dadurch an den Bestimmungen über Mindestmasse (Art. 5) und Schonzeiten (Art. 6) der Fische nichts geändert.

Art. 3.

Treibnetze dürfen nicht derart ausgesetzt und befestigt werden, dass sie festliegen oder hängen bleiben.

Im Rheinstrom vom Fall bei Schaffhausen an abwärts und seinen Nebenflüssen, soweit sie den Durchzug der Lachse und Maifische zu den Laichplätzen vermitteln, dürfen Treibnetze beim Fischfang nur angewendet werden, wenn sie zwischen Ober- und Unterlähre (Leine) nicht über 2,5^m breit sind.

Mehrere Treibnetze dürfen nur in einer Entfernung von einander ausgeworfen werden, welche mindestens das Doppelte der Länge des grössten Netzes beträgt.

Sollte die am Niederrhein vorkommende Lachsfischerei mit Zegensbetrieb im Gebiet des Oberrheins eingeführt werden, so bleibt dieselbe in der Zeit vom 27. August bis zum 26. Oktober einschliesslich verboten.

Art. 4.

Es ist verboten:

- 1) Die Anwendung explodirender oder sonst schädlicher Stoffe (insbesondere von Dynamit, Sprengpatronen, giftigen Ködern und von Mitteln zur Betäubung der Fische);
- 2) die Anwendung von Fallen mit Schlagfedern, Fischgabeln und Geeren (Harpunen), Schiesswaffen und anderen derartigen Fangmitteln, welche eine Verwundung der Fische herbeiführen können. Der Gebrauch von Angeln ist gestattet;
- 3) die Anlegung neuer sogenannter Selbstfänge. Die bereits beste-

henden müssen mit Oeffnungen versehen sein, deren Weite der für die Maschenweite der Netze (Art. 2) vorgeschriebenen entspricht;

4) die Anwendung von Reusen zum Lachsfang während der Zeit vom 20. Oktober bis 24. Dezember;

5) das Trockenlegen der Wasserläufe zum Zwecke des Fischfange;

6) der Fang zur Nachtzeit unter Anwendung menschlicher Thätigkeit. Ausnahmen von diesem Verbot, insbesondere hinsichtlich der Fischerei auf Lachse und Maifische, können durch die Aufsichtsbehörde zugelassen werden.

Art. 5.

Die nachbenannten Fischarten dürfen weder feilgeboten, noch verkauft werden, wenn die Fische von der Kopfspitze bis zum Schwanzende (Schwanzspitzen) gemessen nicht wenigstens folgende Längen haben:

Lachs (Salm, <i>Trutta Salar</i> , L.)	= 50 ^{cm} ;
Aal (<i>Anguilla fluviatilis</i> , Flem.)	} = 35 ^{cm} ;
Zander (Schill, <i>Lucioperca Sandra</i> , L.)	
Hecht (<i>Esox lucius</i> , L.)	} = 30 ^{cm} ;
Seeforelle (<i>Trutta lacustris</i> , L.)	
Aesche (<i>Thymallus vulgaris</i> , Nils.)	} = 25 ^{cm} ;
Saibling (Rötheli, <i>Salmo Salvelinus</i> , L.)	
Barbe (<i>Barbus fluviatilis</i> , Agass.)	} = 20 ^{cm} ;
Fluss- und Bachforelle (<i>Trutta Fario</i> , L.)	
Regenbogenforelle (<i>Salmo irideus</i> , Gibb.)	
Weissfelchen (Sandfelchen, <i>Coregonus Fera</i> , Jur.)	
Blaufelchen (<i>Coregonus Wartmanni</i> , Bloch)	
Kropffelchen (Kilch, <i>Coregonus hiemalis</i> , Jur.)	
Grosse Maräne (<i>Coregonus Maraena</i> , Bloch)	
Amerikanische Maräne (White-fish, <i>Coregonus albus</i>)	
Schleie (<i>Tinca vulgaris</i> , Cuv.)	

Werden untermässige Fische gefangen, so sind dieselben sofort wieder in das Wasser zu setzen.

Art. 6.

Für die nachbenannten Fischarten werden folgende Schonzeiten, während welcher dieselben nicht gefangen werden dürfen, festgesetzt:

- 1) vom 1. März bis 30. April für Aeschen und Regenbogenforellen;
- 2) vom 1. April bis 31. Mai für Zander;
- 3) vom 1. Oktober bis 31. Dezember für Seeforellen;
- 4) vom 10. Oktober bis 10. Januar für Fluss- und Bachforellen;
- 5) vom 1. November bis 31. Dezember für Saiblinge (Rötheli);
- 6) vom 11. November bis 24. Dezember für Lachse (Salmen);
- 7) vom 15. November bis 15. Dezember für Felchen (Weiss-, Blau-, Kropffelchen und Maränen).

Der Fang der sogenannten Silber- oder Schweb- (unfruchtbaren) Forellen im Bodensee während der Schonzeit ist gestattet.

Werden beim erlaubten Fang Fische, welche der Schonzeit unterliegen, mitgefangen so sind dieselben sofort wieder in das Wasser zu setzen.

Die Fischerei auf Lachse (Salmen), ebenso diejenige auf Felchen (Weiss-, Blau-, Kropffelchen und Märken) kann auch während der Schonzeit (Absatz 1) betrieben werden, jedoch nur mit ausdrücklicher Erlaubniss der zuständigen Behörde. Diese Erlaubniss ist nur zu ertheilen, wenn Sicherheit besteht, dass die Fortpflanzungselemente (Rogen und Milch) der gefangenen laichreifen Fische zu Zwecken der künstlichen Fischzucht Verwendung finden.

Wo letztere Voraussetzung vorliegt, oder wo Fische zu wissenschaftlichen Untersuchungen verwendet werden sollen, kann auch hinsichtlich der andern obenerwähnten Fischarten (Absatz 1) die Erlaubniss zum Fang durch die zuständige Behörde während der Schonzeit in einzelnen Fällen ertheilt werden.

Art. 7.

Im Bodensee darf ausserdem in der Zeit vom 15. April bis Ende Mai die Netzfischerei nur an den tiefen Stellen des See's mit schwebenden Netzen und unter sorgfältiger Vermeidung jeder Berührung der Halden (abfallenden Seeufer), der Reiser und der gesammten Wasserflora (Kräbe) ausgeübt werden.

Art. 8.

Im Rheinstrom und in denjenigen Strecken seiner Nebenflüsse von Basel an abwärts, welche den Durchzug der Lachse und Maifische zu den Laichstellen vermitteln, soll die Fischerei auf Lachse und Maifische mit Geräthen jeder Art auf die Dauer von 24 Stunden in jeder Woche vom Samstag Abend 6 Uhr bis Sonntag Abend 6 Uhr eingestellt werden.

Art. 9.

Fische, deren Fang unter einem bestimmten Mass (Art. 5) oder deren Fang zu einer bestimmten Zeit (Art. 6) verboten ist, dürfen im ersten Fall nicht unter diesem Mass, im andern Fall nicht während dieser Zeit — die ersten drei Tage ausgenommen — feil geboten, verkauft oder versendet werden. Unter den gleichen Voraussetzungen ist auch die Verabreichung solcher Fische in Wirthschaften zu untersagen.

Auf Lachse und Felchen, zu deren Fang gemäss Art. 6, vorletzter Absatz, Erlaubniss ertheilt worden ist, findet dieses Verbot keine Anwendung. Ausserdem können in ausserordentlichen Fällen, wie bei Abfischung von Teichen infolge von Naturereignissen oder sonstigen Nothstandes (z. B. durch Abschlagen von Wasserläufen etc.), sowie für Fische, welche zu Zwecken der Fischzucht bestimmt sind, die zuständigen Behörden unter der geeigneten Kontrolle ausnahmsweise Bewilligung zum Verkauf und Versandt ertheilen.

Art. 10.

Es ist verboten, in Fischwasser Fabrikabgänge oder andere Stoffe von solcher Beschaffenheit und in solchen Mengen einzuwerfen, einzuleiten oder

einfließen zu lassen, dass dadurch dem Fischbestande Schaden erwächst oder die Fische vertrieben werden.

Ob und inwieweit die obige Vorschrift auf die bereits bestehenden Ableitungen aus landwirthschaftlichen oder aus gewerblichen Anlagen Anwendung finden soll, wird von der zuständigen Behörde bestimmt werden.

Art. 11.

Jede Regierung der beteiligten Uferstaaten bestellt für ihr Gebiet einen Bevollmächtigten.

Diese Bevollmächtigten werden sich die von ihren Regierungen getroffenen Anordnungen über das Fischereiwesen im Rheingebiet gegenseitig mittheilen und von Zeit zu Zeit zusammenkommen, um über die zur Förderung der Fischerei im Rheingebiet zu ergreifenden Massregeln zu berathen.

Art. 12.

Die kontrahirenden Regierungen verpflichten sich, in den Gesetzen und Verordnungen über Ausübung der Fischerei die in den Artikeln 1 bis 11 enthaltenen Bestimmungen soweit thunlich durchzuführen.

Durch gegenwärtige Uebereinkunft wird die Befugniss der einzelnen Staaten nicht ausgeschlossen, für ihre Gebiete strengere Bestimmungen zum Schutze der Fischerei zu treffen.

Art. 13.

Das Geltungsgebiet dieser Uebereinkunft ist der Bodensee und der Rhein vom Ausfluss aus dem Bodensee an abwärts. Die Bestimmungen der Uebereinkunft, welche auf die Wanderfische (Lachse und Maifische) Bezug haben, gelten auch für die Zuflüsse des Rheins.

Art. 14.

Die Uebereinkunft tritt alsbald nach ihrer Ratifikation in Kraft und bleibt von diesem Tage an zehn Jahre lang in Wirksamkeit. Nach Ablauf von zehn Jahren, vom Tag des Ratifikationsaustausches gerechnet, soll es jedem der drei vertragschliessenden Theile frei stehen, jederzeit mit einjähriger Kündigungsfrist von der Vereinbarung zurückzutreten.

Art. 15.

Die gegenwärtige Uebereinkunft soll ratifizirt und die Auswechslung der Ratifikationserklärungen thunlichst bald bewirkt werden.

Dessen zur Urkunde haben die Bevollmächtigten gegenwärtige Uebereinkunft in dreifacher Ausfertigung vollzogen.

Geschehen zu Luzern, am achtzehnten Mai eintausend achthundert sieben und achtzig (1887).

*Coas.
Buchenberger.
v. Marschall.
Bibra.*

Schlussprotokoll.

Bei Unterzeichnung der Uebereinkunft betreffend die Regelung der Fischereiverhältnisse im Rhein und seinen Zuflüssen einschliesslich des Bodensees haben die Bevollmächtigten für dienlich und erforderlich erachtet, in dem gegenwärtigen Schlussprotokolle folgende Erklärungen und Erläuterungen niederzulegen:

I.

Es herrscht unter den Bevollmächtigten Uebereinstimmung dahin, dass die zeitweise gänzliche Absperrung eines Wasserlaufes für zulässig erachtet und gestattet werden könne, wenn in Folge Abschlagens von Fischwassern, in Folge Wassermangels oder anderer Ereignisse der Fischbestand zu Grunde zu gehen droht. (Art. 1).

II.

Es wird festgestellt, dass bei Angabe von Fristen sowohl der erste als der letztgenannte Tag als eingeschlossen zu gelten haben. (Art. 4, Ziff. 4, und Art. 6 der Uebereinkunft).

III.

Es bleibt vorbehalten, für das Fischereigebiet des Untersee's auch bezüglich anderer, als der im Art. 6 bezeichneten Fischarten Schonzeiten festzusetzen.

IV.

Es wird hier ausdrücklich hervorgehoben, dass die Festsetzungen d. d. Basel, 22./23. Oktober 1883 und die in Vollzug derselben erlassenen Vorschriften durch die gegenwärtige Uebereinkunft nicht berührt werden.

V.

Unter den Bevollmächtigten besteht Einverständniss darüber, dass die seiner Zeit gegenseitig übernommene Verpflichtung, alljährlich eine nach der Uferlänge vom Rheinfeld bei Schaffhausen abwärts bemessene Anzahl junger Lachse (auf den Kilometer Uferlänge mindestens 1000 Stück) in das Rheingebiet einzusetzen, für die Dauer der gegenwärtigen Uebereinkunft in Geltung zu bleiben habe.

VI.

Es wird als wünschenswerth erachtet, dass künftig in den Bodensee und Rhein neue Fischarten nicht ohne vorgängige gegenseitige Verständigung der Regierungen der Uferstaaten eingesetzt werden.

Geschehen zu Luzern, am achtzehnten (18.) Mai eintausend achthundert siebenundachtzig (1887).

*Coas.
Buchenberger.
v. Marschall.
Bibra.*

93.

SUISSE, ESPAGNE.

Arrangement concernant la prolongation de la durée du traité de commerce du 14 mars 1883*); signé à Berne le 27 juin 1887.

Bidgen. amtl. Sammlung 1887. N. F. Bd. X.

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft und

Seine Majestät der König von Spanien, in dessen Namen

die Königin Regentin des Königreichs,

von dem Wunsche beseelt, die bestehenden Handelsbeziehungen zwischen den beiden Staaten für eine weitere Periode auf der bisherigen Grundlage zu regeln, sind zu diesem Ende übereingekommen, die Dauer des am 14. März 1883 abgeschlossenen und nach Artikel 11 am 30. Juni 1887 unwiderruflich, ohne vorhergehende Kündigung ablaufenden Handelsvertrags, sowie des Zusatzprotokolls und der Konventionaltarife, bis zum 1. Februar 1892 zu verlängern.

Wenn keiner der beiden vertragsschliessenden Theile 12 Monate vor diesem Zeitpunkte die Absicht bekundet, vom Verträge zurückzutreten, so bleibt derselbe weiter verbindlich bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage an gerechnet, an welchem der eine oder andere Theil ihn gekündigt haben wird.

Zur Urkunde dessen haben die im Namen ihrer Regierungen handelnden Unterzeichneten die gegenwärtige Erklärung unterschrieben und derselben ihre Siegel beigeschrieben.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et

Sa Majesté le roi d'Espagne, en son nom

Sa Majesté la reine régente du royaume,

animés du désir de régler pour une période plus étendue les relations commerciales existant entre les deux pays sur les bases actuelles, sont convenus, à cet effet, de prolonger jusqu'au 1^{er} février 1892 le terme du traité de commerce avec protocole additionnel et tarifs conventionnels, conclu le 14 mars 1883, et qui, en vertu de l'article 11, doit cesser de déployer ses effets d'une manière irrécusable et sans dénonciation préalable, à partir du 30 juin 1887.

Si aucune des deux parties contractantes ne demande, 12 mois avant le 1^{er} février 1892, à résilier ce traité, celui-ci continuera à les lier jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les soussignés, agissant au nom de leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Déclaration et y ont apposé leurs cachets.

*) V. N. R. G. 2^e série. X. 598.

So geschehen in doppelter Ausfertigung in Bern, am siebenundzwanzigsten Juni achtzehnhundert sieben und achtzig (27. Juni 1887).

A. Deucher.
Comte de la *Almina*.

Ainsi fait en double expédition, à Berne, le vingt-sept juin mil huit cent quatre-vingt-sept (27 juin 1887).

A. Deucher.
Comte de la *Almina*.

94.

SUISSE, FRANCE.

Convention relative à la navigation sur le lac Léman, signée à Paris le 9 juillet 1887*).

Eidg. amtl. Sammlung. N. F. X. Bd.

Der schweizerische Bundesrath und der Präsident der Französischen Republik,

in der Absicht, verschiedene Fragen betreffend die Schifffahrt auf dem Genfersee einverständlich zu ordnen, haben sich für Abschluss eines bezüglichen Vertrages entschieden und zu ihren daherigen Bevollmächtigten zu diesem Behufe ernannt:

Der schweizerische Bundesrath:

Herrn Lardy, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der schweizerischen Eidgenossenschaft in Paris;

Der Präsident der Französischen Republik,

Herrn Emil Flourens, Minister der auswärtigen Angelegenheiten, etc.,

welche, nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und richtiger Form befundenen Vollmachten, folgende Bestimmungen vereinbart haben:

Erster Abschnitt.

Von den einen öffentlichen Dienst ausführenden Dampfschiffen.

Erstes Kapitel.

Allgemeine Bestimmungen.

Art. 1. Zur Ausführung eines re-

Le Conseil fédéral suisse et le Président de la République Française,

désirant régler d'un commun accord diverses questions relatives à la navigation sur le lac Léman, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le conseil fédéral suisse:

M. Lardy, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Paris;

le Président de la République Française:

M. Emile Flourens, ministre des affaires étrangères, etc., etc.,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Titre I.

Des bateaux à vapeur faisant un service public.

Chapitre I.

Dispositions générales.

Art. 1^{er}. Pour exécuter un trans-

*) Les ratifications ont été échangées à Paris le 23 juillet 1887.

gelmässigen und periodischen Personentransporte in den schweizerischen Gewässern bedürfen die Dampfschiffe eines von der Bundesbehörde ausgestellten Konzessionsaktes, der die Bedingungen enthält, welchen die Dampfschiffahrt mit Rücksicht auf den Bund unterworfen ist.

Die französische Regierung behält sich vor, die in den französischen Gewässern fahrenden Schiffe analogen Bestimmungen zu unterwerfen.

Art. 2. Die schweizerische Regierung (respektive die Regierungen der Kantone Waadt, Wallis und Genf) und die Regierung von Frankreich üben die Oberaufsicht über die Dampfschiffe aus. Sie lassen Inspektionen vornehmen, um sich zu vergewissern, dass die Dampfschiffe in der Weise gebaut, unterhalten und geleitet werden, dass alle wünschbaren Garantien geboten sind und dass sie für den Transport von Reisenden sich eignen.

Art. 3. Jeder Inhaber einer Konzession für Dampfschiffbetrieb ist gehalten, die durch obgenannte Regierungen in Bezug auf die Schiffahrt und die Fischerei bezeichneten Agenten im ganzen Umfange des betreffenden Gebietes unentgeltlich aufzunehmen und zu befördern.

Art. 4. a. Jeder Eigenthümer eines Dampfschiffes, welcher dasselbe für den Transport von Reisenden und Waaren benutzen will, muss im Besitze einer von der kompetenten Behörde (in Frankreich durch den Präfecten) ausgestellten Schiffahrtsbewilligung sein.

b. Die durch einen der Seeuferstaaten in der ihm eigenthümlichen Form ertheilten Bewilligungen sind in den Gewässern der andern Staaten auch gültig.

port régulier et périodique de personnes dans les eaux suisses, les bateaux à vapeur doivent être munis d'un acte de concession délivré par l'autorité fédérale, acte qui contient les dispositions auxquelles la navigation est soumise par rapport à la Confédération.

Le gouvernement français se réserve d'appliquer des dispositions analogues aux bateaux naviguant dans les eaux françaises.

Art. 2. Le gouvernement de la Suisse (soit les gouvernements des cantons de Vaud, du Valais et de Genève) et le gouvernement de la France ont la haute surveillance sur les bateaux à vapeur. Ils font procéder à des inspections pour s'assurer que les bateaux sont construits, entretenus et dirigés de manière à offrir les garanties désirables et qu'ils peuvent être utilisés pour le transport des voyageurs.

Art. 3. Tout concessionnaire d'un service public par bateaux à vapeur est tenu de recevoir et de transporter gratuitement dans toute l'étendue de leurs circonscriptions respectives les agents de la navigation et de la pêche qui sont désignés par les gouvernements mentionnés à l'article précédent.

Art. 4. a. Tout propriétaire d'un bateau à vapeur qui veut s'en servir pour le transport des voyageurs et des marchandises, doit être en possession d'un permis de navigation délivré par l'autorité compétente (en France par le préfet).

b. Les permis délivrés par l'un des Etats riverains du lac, dans les formes qui lui sont propres, sont valables dans les eaux des autres Etats.

c. Vom Rückzug oder dem Ablauf einer Bewilligung hat die Regierung, welche sie erteilt hat, die andern Regierungen zu benachrichtigen.

d. Der Eigenthümer eines Dampfschiffes hat die Erneuerung seiner Bewilligung nachzusuchen, sobald in irgend einem Theile der Dampfapparate eine wesentliche Aenderung vorgenommen worden ist.

Art. 5. Jedes Gesuch um Ertheilung einer Schiffsfahrtsbewilligung hat folgende Angaben zu erhalten:

- a. den Namen des Schiffes;
- b. seine Haupt-Dimensionen, sowie seinen Tiefgang bei voller Ladung;
- c. den Namen und das Domizil des Erstellers der Dampfessel, sowie die Zeichnung dieser Apparate und ihre Zahl;
- d. den Maximalarbeitsdruck in Atmosphären, mit welchen die Kessel zu arbeiten haben;
- e. die Leistung der Maschine in Indikatorpferden zu je 75 Kilogramm-Metern per Sekunde;
- f. die für das Schiff zulässige Maximalzahl der zu befördernden Reisenden.

Zweites Kapitel.

Bau.

Art. 6. Die Blechdicke der Schiffschale darf nirgends geringer sein als $2\frac{1}{2}$ mm. an den Enden und $3\frac{1}{2}$ mm. in der Mitte, soweit es die ausserhalb des Wassers befindlichen Theile betrifft, 3 mm. an den Enden und 4 mm. in der Mitte für die unter der Wasserlinie befindlichen Parthien. Diese Dimensionen können um $\frac{1}{5}$ reduziert werden, wenn die Schiffschale aus Stahl besteht.

Die Oeffnungen der Fenster müssen

c. En cas de retrait ou d'expiration d'un permis, le gouvernement qui l'a délivré doit en aviser les autres gouvernements.

d. Le propriétaire d'un bateau à vapeur doit demander le renouvellement de son permis chaque fois qu'une modification importante est apportée à une partie quelconque des appareils à vapeur.

Art. 5. Toute demande de permis de navigation doit être accompagnée des renseignements suivants:

- a. le nom du bateau;
- b. ses principales dimensions, ainsi que son tirant d'eau à pleine charge;
- c. le nom et le domicile du constructeur des chaudières, ainsi que le dessin et le nombre de ces appareils,
- d. le numéro du timbre exprimant en atmosphères la pression effective maximum sous laquelle ces appareils doivent fonctionner;
- e. la puissance des machines en chevaux de 75 kilogrammètres par seconde, indiqués sur le piston;
- f. le nombre maximum des passagers, qui pourront être transportés par le bateau.

Chapitre II.

Construction.

Art. 6. La coque en fer du bateau ne doit présenter dans aucune de ses parties une épaisseur inférieure à $2\frac{1}{2}$ mm. aux extrémités et $3\frac{1}{2}$ mm. au milieu de la longueur pour les portions en dehors de l'eau, 3 mm. aux extrémités et 4 mm. au milieu pour celles situées au-dessous de la ligne de flottaison. Ces dimensions pourront être réduites de $\frac{1}{5}$ dans le cas où la coque serait en acier.

Les ouvertures des fenêtres ne

in ihrem untersten Theil mindestens 50 Centimeter über der Wasserlinie sich befinden.

Art. 7. Das Schiff muss seiner Länge nach durch 3 eiserne Wände in 4 Abtheilungen getrennt sein. Von den genannten Wänden muss die eine vornen, auf eine dem achten bis zwölften Theile der Schiffslänge entsprechende Entfernung vom Vordersteven, die beiden andern an den Enden des Maschinenraumes sich befinden. Diese Wände haben an ihrem untern Theile eine nothwendigen Falls verschliessbare Oeffnung für den Durchlass des Wassers. Ausser dieser Oeffnung darf an der vordern Wand keine angebracht werden, und wenn die eine der andern Wände eine Thüre enthält, muss dieselbe solid und hermetisch verschliessbar sein.

In jeder Abtheilung muss der Fussboden auf einer Breite von 60 Centimetern und auf wenigstens einem Drittel seiner Länge leicht ausgehoben werden können.

Art. 8. Das Verdeck der Schiffe muss mit Geländern versehen sein, die hoch genug sind, um den Reisenden Sicherheit zu bieten. Die Oeffnungen, welche vom Verdeck in den Maschinenraum führen, müssen mit Barrièren oder Gittern versehen sein, um Unfälle zu verhüten.

Art. 9. Die Wasserlinie bei voller Ladung muss an den Seiten der Schiffsschale angegeben sein. — Das Schiff muss auf jeder Seite seinen Namen deutlich und in grossen Buchstaben tragen.

Art. 10. Die Raddampfer müssen unter den Radkasten mit eisernen Schutzstangen versehen sein, die nicht über 40 Centimeter vom Niveau des Wassers entfernt sein dürfen.

Art. 11. Das Steuerruder muss durch einen Mechanismus in Bewe-

puent avoir leur partie la plus basse à une distance de la ligne de flottaison inférieure à 50 centimètres.

Art. 7. Le bateau doit être divisé dans sa longueur en 4 compartiments par 3 parois en fer situées, l'une vers l'avant, à une distance de l'étrave comprise entre le huitième et le douzième de la longueur totale du bateau, les deux autres aux extrémités de la chambre des machines. Ces parois ont à leur partie inférieure une ouverture pour l'écoulement de l'eau, ouverture qui doit pouvoir être fermée en cas de besoin. En dehors de l'ouverture indiquée ci-dessus il ne peut en être pratiqué aucune dans la paroi de l'avant, et si l'une des autres parois est percée d'une porte, celle-ci doit pouvoir se fermer solidement et hermétiquement.

Dans chacun des compartiments le plancher doit pouvoir être levé facilement sur une largeur de 60 centimètres et sur au moins le tiers de sa longueur.

Art. 8. Le pont des bateaux doit être garni de garde-corps d'une hauteur suffisante pour la sécurité des passagers. Les ouvertures servant à établir la communication entre le pont et la chambre des machines seront munies de barrières ou de grilles pour empêcher les accidents.

Art. 9. Le tirant d'eau du bateau en pleine charge doit être indiqué sur les flancs de la coque. — Le nom du bateau sera inscrit en caractères apparents sur chacun de ses côtés.

Art. 10. Les bateaux à roues doivent avoir au-dessous des tambours un garde-roue en fer, à une distance au-dessus de l'eau ne dépassant pas 40 centimètres.

Art. 11. Le gouvernail doit être commandé par un mécanisme disposé

gung gesetzt werden, der so eingerichtet ist, dass das Schiff nach der nämlichen Seite sich kehrt wie der obere Theil des Steuerrades. Ausser diesem Mechanismus soll das Steueruder eventuell auch mittelst des Nothhebels in Bewegung gesetzt werden können.

Art. 12. Bei jedem nach dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Reglements erstellten Dampfschiff muss das Steuerrad über dem mittlern oder dem vordern Theile des Schiffes angebracht sein.

Art. 13. Die Maschinen und Dampfkessel müssen mit Sorgfalt und in einer für die Sicherheit des Dienstes alle Gewähr bietenden Weise erstellt und unterhalten werden.

Art. 14. Sofern die Behörde nicht eine besondere Ermächtigung ertheilt und auf der Schiffsfahrtsbewilligung erwähnt hat, sind die Dampfkessel der Schiffe durch den schweizerischen Verein der Dampfkesselbesitzer, oder durch eine gleichartige französische Gesellschaft zu inspizieren.

Art. 15. Die Dampfkessel müssen mit folgenden Apparaten versehen sein:

- a. Zwei Sicherheitsventile, welche abblasen, sobald der Normaldruck erreicht ist. Jedes dieser Ventile soll im Stande sein, für sich allein, wenn es in Funktion tritt, welches auch das Mass der Feuerung sei, genügend Dampf abzuführen, um den Druck auf normaler Höhe zu erhalten.
- b. Für jeden Kessel ein Wasserstandsglas und drei Probirhähnen. Eine in die Augen fallende Linie oder ein neben dem Glas angebrachter Zeiger dient zur Angabe des Normalstandes des Wassers im Kessel.
- c. Wenigstens zwei Manometer, von

de telle manière que le bateau tourne du même côté que la partie supérieure de la roue du timonier. Outre ce mécanisme, le gouvernail doit pouvoir être manoeuvré à la barre en cas de besoin.

Art. 12. Tout bateau à vapeur construit après la mise en vigueur du présent règlement doit avoir la roue du timonier placée au-dessus de la partie centrale ou de la partie antérieure du bateau.

Art. 13. Les machines et chaudières doivent être construites et entretenues avec soin et de manière à présenter toutes les garanties voulues de solidité et de bonne marche.

Art. 14. A moins d'autorisation spéciale accordée par l'autorité et mentionnée sur le permis de navigation, les chaudières des bateaux doivent être inspectées par la Société suisse des propriétaires de chaudières à vapeur, ou par une société française analogue.

Art. 15. Les chaudières doivent être munies des appareils ci-après:

- a. Deux soupapes de sûreté réglées de manière à se lever dès que la pression normale est atteinte. Chacune des soupapes doit suffire à maintenir à elle seule, étant au besoin convenablement déchargée et quelle que soit l'activité du feu, la vapeur dans la chaudière à un degré de pression qui n'excède pas la pression normale.
- b. Pour chaque corps de chaudière un tube de niveau d'eau et trois robinets d'épreuve. Une ligne apparente ou un index placé à côté du tube sert à indiquer le niveau normal de l'eau de la chaudière.
- c. Deux manomètres au moins, dont

denen einer vom Heizerstand aus sichtbar sein muss. Diese Manometer sind mit einer Flansche versehen, um den Kontrolmanometer aufzunehmen, es sei denn, dass hiefür eine besondere Vorrichtung vorhanden sei. Eine feste und in die Augen fallende Linie gibt die Lage an, welche der Zeiger nicht überschreiten soll.

- d. Sämmtliche auf der einen Seite vom Feuer berührten Theile der Kesselwandung müssen auf der andern Seite vom Wasser be-spült sein.

Der Wasserstand ist auf einem Niveau zu erhalten, welcher, unter allen Umständen, durchschnittlich wenigstens 10 Centimeter über dem Punkte sich befindet, auf welchem die vorstehende Bedingung nicht mehr erfüllt wäre. Diese Grenze ist in sehr deutlicher Weise in der Nähe des in littera b erwähnten Wasserstandzeigers zu bezeichnen.

Mit Rücksicht auf die Schwankungen des Schiffes nimmt man für diese Höhe den sich bei den Beobachtungen ergebenden Durchschnitt an.

Die in den vorstehenden Alineas enthaltenen Bestimmungen finden nicht Anwendung:

- 1) auf die vom Dampfkessel getrennten Ueberhitzer;
- 2) auf verhältnissmässig beschränkte Flächen, deren Lage so ist, dass sie nie, auch wenn das Feuer seine Maximalwirkung entwickelt, glühend werden können, wie die Röhren oder Kamintheile, welche durch den Dampfraum führen, indem sie die Verbrennungsprodukte direkt dem Hauptkamin zuleiten;
- 3) auf die sogenannten Schnell-Dampf-erzeuger (Wasserröhrenkessel).

Art. 16. Zur Speisung der Dampf-

un placé à la portée des chauffeurs. Ces manomètres sont munis d'une bride d'attente pour recevoir le manomètre-contrôle, à moins qu'il n'existe pour cela une bride spéciale. Une ligne fixe et apparente indique la position que l'aiguille ne doit pas dépasser.

- d. Toute paroi en contact, par une de ses faces, avec la flamme, doit être baignée par l'eau sur la face opposée.

Le plan d'eau doit être maintenu à un niveau de marche tel qu'il soit, en toute circonstance, à une hauteur moyenne de 10 centimètres, au moins, au-dessus du point pour lequel la condition précédente cesserait d'être satisfaite. Cette position-limite est indiquée d'une manière très apparente, au voisinage du tube de niveau mentionné au paragraphe b.

En cas d'oscillation du bateau, on prendra, pour cette hauteur, la moyenne des hauteurs observées.

Les prescriptions énoncées aux paragraphes précédents du présent article ne s'appliquent point:

- 1° aux surchauffeurs de vapeur distincts de la chaudière;
- 2° à des surfaces relativement peu étendues et placées de manière à ne jamais rougir, même lorsque le feu est poussé à son maximum d'activité, telles que les tubes ou parties de cheminées qui traversent le réservoir de vapeur, en envoyant directement à la cheminée principale les produits de la combustion;
- 3° aux générateurs dits à production de vapeur instantanée.

Art. 16. Les chaudières sont ali-

1
kessel müssen zwei Apparate vorhanden sein, wovon jeder für sich allein genügt, um bei höchstem Bedürfniss das nöthige Wasser zu liefern.

Einer dieser Apparate ist unabhängig vom Gang der Maschine.

Bei der Einmündung des Speisungsrohrs in den Kessel muss ein Contreventil angebracht sein.

Wenn sich mehrere Dampfkessel auf einem Schiffe befinden, so muss sich die Speisung auch dann für jeden Kessel direkt vollziehen, wenn sie unten mit einander verbunden sind.

Art. 17. Das Admissionsrohr muss bei seinem Austritt aus dem Kessel mit einem Absperrventil versehen sein, welches den vollständigen Abschluss des Dampfes von der Maschine ermöglicht. Dieses Ventil muss vom Verdeck aus gehandhabt werden können, jedoch ohne dass das Publikum Zutritt zu demselben habe.

Art. 18. Behufs Wegschaffung des Kielwassers müssen an der Schiffsmaschine folgende Vorrichtungen angebracht sein:

- a. Eine Leckpumpe, welche durch die Maschine selbst in Bewegung gesetzt wird.
- b. Ein Rohr, mit Hahnen, welches die Herstellung einer Verbindung zwischen dem Kiel und dem Condensor ermöglicht, in der Weise dass aus letzterm eine wirkliche Leckpumpe wird.
- c. Eine im Maschinenraum für die Füllung der Kessel erstellte Handpumpe, welche aber, vermöge einer besondern Röhrenleitung, ebenfalls als Leckpumpe dienen kann.

Drittes Kapitel.

Betakelung und Ausrüstung.

Art. 19. Die Dampfschiffe sind mit folgenden, stets in gutem Zustande

mentées par un double jeu d'appareils, chacun d'eux ayant une puissance suffisante pour fournir seul l'eau nécessaire dans les plus grands besoins.

Un de ces appareils est indépendant du fonctionnement de la machine.

Une soupape de retenue doit être placée à la jonction du tuyau d'alimentation sur la chaudière.

S'il y a plusieurs chaudières sur un bateau et alors même qu'elles communiquent entre elles par leur partie inférieure, l'alimentation doit se faire directement pour chacune d'elles.

Art. 17. Le tuyau de prise de vapeur doit être muni à son point de départ sur la chaudière d'une soupape à vis permettant d'arrêter complètement l'arrivée de la vapeur sur la machine. Cette soupape doit pouvoir être manœuvrée depuis le pont du bateau, sans être toutefois à la portée du public.

Art. 18. Les machines doivent être pourvues des appareils suivants pour l'enlèvement de l'eau de la cale:

- a. Une pompe de cale, mise en mouvement par la machine elle-même.
- b. Un tuyau, avec robinet, permettant d'établir une communication entre la cale et le condenseur de manière à faire de ce dernier appareil une véritable pompe de cale.
- c. Une pompe à main établie dans la chambre de la machine pour le remplissage des chaudières, mais pouvant servir également de pompe de cale à l'aide d'une tuyauterie spéciale.

Chapitre III.

Agrès et apparaux.

Art. 19. Les bateaux à vapeur sont pourvus des agrès indiqués ci-

zu erhaltenden Geräthschaften auszurüsten:

- a. Ein mit zwei Paar Rudern versehener Kahn, der so aufgehängt ist, dass er schnell in's Wasser gelassen werden kann. Der Kahn kann aus Holz oder aus Eisen sein, aber in letzterm Fall muss er mit Luftkasten versehen sein, welche, auch wenn er mit Wasser gefüllt wird, das Einsinken verhindern. Die Dimensionen des Kahnes müssen denjenigen des Schiffes, das ihn trägt, verhältnissmässig entsprechen.
- b. Zwei Ketten mit Ankern, welche sofort ausgeworfen werden können.
- c. Eine auf dem Vordertheile des Schiffes angebrachte Signalglocke.
- d. Eine Dampfpeife.
- e. Ein in einem Gehäuse untergebrachter Kompass, der Nachts beleuchtet werden kann. Demselben muss ein Kursbuch beigegeben sein, welches die für die verschiedenen Fahrlinien, welche das Schiff auszuführen im Falle ist, nöthigen Notizen enthält.
- f. Ein Sprachrohr.
- g. Die für die reglementarische Beleuchtung des Schiffes nöthigen Laternen.
- h. Eine bewegliche Leiter, welche so konstruirt ist, dass sie ausserhalb des Schiffes aufgehängt werden kann und deren unteres Ende bis auf höchstens 50 cm. vom Wasserspiegel reicht.
- i. Zwei Schalterstangen von genügender Grösse.
- k. Das für die Schiffsmanöver nöthige Tauwerk.

Art. 20. Ausser den im vorhergehenden Artikel nöthigen Geräthschaften müssen an Bord jedes Schiffes folgende Rettungsapparate vorhanden sein:

après, lesquels doivent être maintenus constamment en bon état:

- a. Un canot, suspendu de manière à pouvoir être mis à l'eau rapidement et ayant deux paires de rames. — Il peut être construit en bois ou en fer, mais, dans ce dernier cas, il est muni de caisses à air l'empêchant de s'enfoncer alors même qu'il serait plein d'eau. Les dimensions de ce canot doivent être proportionnées à celles du bateau qui le porte.
- b. Deux chaines avec ancres pouvant être jetées immédiatement.
- c. Une cloche pour signaux, fixée à l'avant du bateau.
- d. Un sifflet à vapeur.
- e. Une boussole montée dans une caisse et devant pouvoir être éclairée de nuit. La boussole est accompagnée d'un livret de boussole contenant les indications de marche pour les différents services que le bateau peut être appelé à faire.
- f. Un porte-voix.
- g. Les fanaux nécessaires pour l'éclairage réglementaire du bateau.
- h. Une échelle mobile, construite de manière à pouvoir être suspendue en dehors du bateau et arrivant à une distance du niveau de l'eau inférieure à 50 centimètres.
- i. Deux étires ou gaffes d'une grandeur suffisante.
- k. Les cordages nécessaires pour les manœuvres du bateau.

Art. 20. Outre les agrès mentionnés à l'article précédent, il doit se trouver à bord de chaque bateau les appareils de secours ci-après:

- | | |
|---|---|
| <p>a. Wenigstens 4 Rettungsringe, bereit zum sofortigen Auswerfen.</p> <p>b. Je nach der Grösse der Schiffe vier bis zwölf Korkjacken, welche leicht und schnell umgeschallt werden können.</p> <p>c. Ein Rettungskasten mit einer Spezialinstruktion über die Hilfeleistungen für Ertrunkene.</p> <p>d. Apparate für Nothsignale, nämlich: eine Kanone mit Munition (an die Stelle dieser Kanone kann ein Nebelhorn oder ein anderes Instrument von genügendem Klang treten); eine besondere Signalflagge für den Tag und zwei bengalische Feuer für die Nacht.</p> <p>e. Zwei Sandkissen mit Brettern und Stiften, welche zum Aufhalten von eindringendem Wasser dienen können.</p> <p>f. Eine Decke (Blache), welche gewöhnlich zum Bedecken der Waaren dient und, wenn nöthig, mit Hilfe von Stricken von Aussen um die Schiffsschale gezogen werden kann, um eine Oeffnung an einer von Innen nicht zugänglichen Stelle zu schliessen.</p> <p>g. Auf dem Verdeck jedes Schiffes müssen bewegliche Tische oder Bänke in der Weise vorhanden sein, dass sie im Nothfalle in schwimmendem Zustande dem Reisenden als Haltpunkte dienen.</p> | <p>a. Quatre bouées de sauvetage au moins, prêtes à être jetée au premier besoin.</p> <p>b. Des corsets de liège (quatre à douze, suivant la grandeur des bateaux) pouvant s'adapter facilement et rapidement.</p> <p>c. Une boîte de secours accompagnée d'une instruction spéciale pour les soins à donner aux noyés.</p> <p>d. Des appareils pour signaux de détresse, savoir: un canon avec ses munitions (ce canon peut être remplacé par une sirène, un cornet de brume ou autre instrument d'une sonorité suffisante); un pavillon spécial pour signal de jour et deux flammes de Bengale pour la nuit.</p> <p>e. Deux coussins de sable avec des planches et pointelles pouvant servir à arrêter des voies d'eau.</p> <p>f. Une bâche servant en temps ordinaire à couvrir les marchandises et pouvant, à l'aide de cordages, être appliquée contre la coque par le dehors pour fermer une ouverture dans un endroit non accessible depuis l'intérieur.</p> <p>g. Sur le pont de chaque bateau il doit se trouver des tables ou des bancs mobiles établis de manière à pouvoir flotter et à offrir un point d'appui aux passagers en cas de sinistre.</p> |
|---|---|

Art. 21. Die Angestellten der Schiffe müssen mit der Anwendung der Rettungsapparate vertraut und im Falle sein, dieselben ohne Zaudern gebrauchen zu können.

Art. 22. Wenn das Schiff mit Petroleum - Beleuchtung versehen ist, so müssen die Lampen, auch wenn sie nicht angezündet sind, an den Wänden befestigt oder aufgehängt sein. In tragbaren Lampen, welche man auf

Art. 21. Les employés des bateaux doivent connaître l'usage de chacun des appareils de secours et être en état de s'en servir sans hésitation.

Art. 22. Si l'éclairage d'un bateau se fait au pétrole, les lampes doivent rester toujours fixées aux parois ou suspendues, même quand elles ne sont pas allumées. L'usage du pétrole est interdit dans les lampes portatives

Tische oder das Verdeck stellt, darf kein Petroleum verwendet werden, mit Ausnahme jedoch der Sicherheits- oder Windlaternen.

Es dürfen nicht mehr als 10 Liter Petroleum an Bord eines Schiffes sich befinden, und es muss diese Flüssigkeit, in einem alle Sicherheit darbietenden metallenen Gefäss, an einer vor dem Feuer geschützten Stelle verwahrt werden.

Die Lappen etc., die zum Putzen der Maschine gedient haben, müssen in einer metallenen Kiste verschlossen sein, und dürfen das Gewicht von 20 kg. nicht übersteigen.

Viertes Kapitel.

Personal.

Art. 23. Die Besatzung eines Dampfschiffes muss aus folgenden Angestellten bestehen:

- a. Ein Kapitän, Kommandant des Schiffes, welcher als solcher die Autorität über alle andern Angestellten hat und für den Gang des Schiffes verantwortlich ist.
- b. Ein Steuermann, welcher die Manöver leitet und dafür verantwortlich ist, falls der Kapitän nicht selbst dessen Dienst versieht.

Ein und derselbe Angestellte kann nicht gleichzeitig Steuermann und Rechnungsführer (comptable) sein.

- c. Drei Schiffsleute (Matrosen) oder mehr, von denen zwei im Stande sein sollen, das Steuerruder zu führen.

Bei Dampfschiffen von weniger als 100 Tonnen kann diese Zahl auf 2 reduziert werden.

- d. Ein Maschinist und die nöthigen Heizer für die Bedienung der Maschine. Einer der Heizer muss im Stande sein, den Maschinisten zu ersetzen.

déposées sur les tables, ou sur le pont, sauf toutefois pour l'emploi de lanternes de sûreté dites «falots-tempête».

La quantité de pétrole à bord ne pourra dépasser 10 litres et ce liquide sera renfermé dans un vase en métal offrant toute garantie de sécurité et tenu dans un endroit à l'abri du feu.

Les matières ayant servi à nettoyer la machine doivent être renfermées dans une caisse métallique et ne pas avoir un poids supérieur à 20 kilogrammes.

Chapitre IV.

Personnel.

Art. 23. L'équipage d'un bateau à vapeur doit comprendre les employés ci-après:

- a. Un capitaine-commandant du navire, qui a, comme tel, l'autorité sur tous les autres employés et qui demeure responsable de la marche du bateau.
- b. Un pilote, qui dirige les manœuvres et qui en est responsable dans le cas où le capitaine ne remplirait pas lui-même ces fonctions.

Le même employé ne pourra pas être à la fois pilote et comptable.

- c. Trois bateliers ou plus, dont deux doivent être en état de tenir le gouvernail.

Ce nombre pourra être réduit à deux pour les bateaux à vapeur d'un tonnage inférieur à cent tonnes.

- d. Un mécanicien et les chauffeurs nécessaires pour le service de la machine. — Un des chauffeurs doit pouvoir au besoin faire les manœuvres en lieu et place du mécanicien.

Art. 24. Jeder dieser Angestellten muss die Befähigung haben, den Posten, der ihm anvertraut ist, zu versehen. Die Funktionen des Kapitäns, des Steuermanns und des Maschinisten sind nur solchen Männern zu übertragen, welche, durch ihr gutes Verhalten und ihre Befähigung, alle wünschbaren Garantien darbieten.

Der Kapitän muss wenigstens 21 Jahre alt sein.

Art. 25. Die Regierung der Schweiz (resp. die Regierung jedes der Uferkantone) und die Regierung von Frankreich (resp. die Präfektoralbehörde) haben das Recht, die Entfernung jedes Angestellten zu verlangen, der zu ernstlichen Klagen Veranlassung geben, oder sich als unfähig zu Erfüllung seiner Dienstobliegenheiten erweisen sollte.

Fünftes Kapitel.

Dienstbetrieb, Fahrtordnungen, Klagen, Polizei.

Art. 26. Die Eigenthümer der Dampfschiffe, welche einen öffentlichen Dienst ausführen, sind gehalten, ihre Fahrplanentwürfe den kompetenten Behörden (in Frankreich dem Präfekten) wenigstens 20 Tage zum Voraus zu unterbreiten und die Fahrpläne wenigstens 3 Tage vor ihrem Inkrafttreten an allen Stationen anzuschlagen. Die Bestimmungen des Art. 1 bleiben vorbehalten.

Art. 27. Fälle höherer Gewalt ausgenommen, sind die Dampfschiffe zu genauer Einhaltung ihrer Fahrpläne verpflichtet.

Art. 28. Wenn ein Dampfschiff im Begriff ist, bei einer Station zu landen, so kündigt es seine Anwesenheit zwei Minuten vor der Anunft durch ein Glockenzeichen und einen nachherigen, etwas anhaltenden Pfiff

Art. 24. Chacun de ces employés doit être apte à remplir le poste qui lui est confié. Les fonctions de capitaine, de pilote et de mécanicien ne seront conférées qu'à des hommes qui, par leur bonne conduite et leurs capacités, offrent toutes les garanties désirables.

Le capitaine doit être âgé de 21 ans au moins.

Art. 25. Le gouvernement de la Suisse (soit les gouvernements de chacun des cantons riverains) et le gouvernement français (soit l'autorité préfectorale), ont le droit d'exiger le renvoi de tout employé qui donnerait lieu à des plaintes sérieuses ou qui serait reconnu incapable de remplir les fonctions qu'il occupe.

Chapitre V.

Service, horaires, plaintes, police.

Art. 26. Les propriétaires de bateaux à vapeur faisant un service public sont tenus de soumettre leurs projets d'horaires aux autorités compétentes (en France au préfet) au moins 20 jours d'avance et de les faire afficher dans tous les ports desservis trois jours au moins avant leur mise à exécution. Sont réservées les dispositions mentionnées à l'article premier.

Art. 27. Sauf le cas de force majeure les bateaux à vapeur sont tenus de se conformer exactement à leurs horaires.

Art. 28. Lorsqu'un bateau à vapeur veut toucher une station, il annonce sa présence deux minutes avant l'arrivée par un son de cloche, suivi d'un coup de sifflet un peu prolongé. La marche de la machine doit être

an. Der Gang der Maschine muss verlangsamt und rechtzeitig genug angehalten werden, damit das Dampfschiff sich dem Landungsplatz nur mit genügend ermässiger Geschwindigkeit nähert. Das Verlassen der Landungsstelle wird durch einen sehr kurzen Pfiff angezeigt.

Art. 29. Es ist den Dampfschiffen durchaus verboten, mehr Passagiere aufzunehmen als gestattet und in der Schifffahrtsbewilligung angegeben sind.

Art. 30. Die Dampfschiffkapitäne können die Aufnahme von betrunkenen oder sich unanständig aufführenden Personen verweigern. Sie können die Passagiere, welche auf dem Schiffe Handel verursachen, beleidigende Aeusserungen thun oder sich unanständig oder besonders lärmend aufführen, bei der ersten Station aussetzen.

Art. 31. An Bord jedes Dampfschiffes wird ein Beschwerdebuch für die Passagiere aufgelegt. Dasselbe wird auf erstes Verlangen zur Stelle gebracht. Der Kapitän kann im Beschwerdebuch ebenfalls seine Bemerkungen anbringen oder die Thatssachen niederschreiben, deren Bescheinigung durch die Passagiere er als wichtig ansieht.

Art. 32. Auf jedem Dampfschiff müssen an den Reisenden leicht zugänglicher Stelle angeschlagen sein:

- a. der Fahrplan und der Tarif der Platzpreise;
- b. ein Auszug aus gegenwärtigem Reglement, enthaltend die Artikel 1, 2, 4, 25, 27, 29, 30, 31, 65 und 78;
- c. die Angabe der Zahl der Passagiere, welche das Schiff befördern kann;

ralentie et arrêtée assez à temps pour que le bateau ne s'approche du débarcadère qu'avec une vitesse suffisamment modérée. Au moment de quitter celui-ci, le bateau indique son départ par un coup de sifflet très bref.

Art. 29. Il est absolument interdit aux bateaux à vapeur de prendre un nombre de passagers supérieur au chiffre qui a été fixé et qui est indiqué sur le permis de navigation.

Art. 30. Les capitaines de bateaux à vapeur peuvent refuser de recevoir à bord les personnes qui se présentent en état d'ivresse ou qui se comportent d'une manière inconvenante. Ils peuvent faire descendre à la première station les passagers qui sur le bateau provoquent des rixes, tiennent des propos offensants ou se conduisent d'une manière inconvenante ou particulièrement bruyante.

Art. 31. Il sera tenu à bord de chaque bateau à vapeur un registre destiné à recevoir les réclamations des voyageurs. Ce registre est présenté à toute réquisition. Le capitaine peut également y consigner ses observations ou les faits qu'il lui paraît important de faire attester par les passagers.

Art. 32. Sur chaque bateau à vapeur il doit se trouver affiché, dans un endroit accessible à tous les passagers :

- a. L'horaire du service et le tarif des places;
- b. Un extrait du présent règlement contenant les articles 1, 2, 4, 25, 27, 29, 30, 31, 65 et 78;
- c. L'indication du nombre de passagers que le bateau peut transporter;

d. der Avis, dass ein Beschwerdebuch für die Reisenden aufliegt.

Auf jedem Schiff muss auch ein Exemplar des gegenwärtigen Reglements zur Verfügung der Reisenden, welche davon Kenntniss nehmen wollen, vorhanden sein.

Zweiter Abschnitt.

Vergütungsdampfer und andere im ersten Abschnitt nicht erwähnte Dampfschiffe, Segelschiffe und Ruderschiffe.

Art. 33. Die Vergütungsdampfer und andern im ersten Abschnitt nicht erwähnten Dampfschiffe unterliegen den Bestimmungen der Art. 4, 5, 13 und 14.

Art. 34. Die Vergütungsdampfer und andern im ersten Abschnitt nicht erwähnten Dampfschiffe, sowie die für den Transport von Material oder Waaren, für den Fischfang oder die Personenbeförderung bestimmten Segel- oder Ruderschiffe müssen vornen auf jeder Seite einen Namen oder eine Ordnungsnummer von wenigstens 8 cm. Höhe tragen, welche auf Entfernung lesbar und genügend sind für die Unterscheidung von andern Schiffen. Dieser Name oder diese Nummer ist auf einem Register einzutragen, das bei der kompetenten Behörde aufliegt, und zwar in der Schweiz in jedem Kanton in den Büreaux der betreffenden Departemente, in Frankreich im Bureau des Ingenieurs des Bezirks Thonon.

Art. 35. Jedes für den Transport von Personen bestimmte Miethboot muss durch die kompetente Behörde (und zwar in der Schweiz in den Uferkantonen die mit dieser Aufgabe beauftragten Beamten, in Frankreich die Verwaltung der Brücken

d. L'avis qu'un registre de réclamations est à la disposition des voyageurs.

Un exemplaire du présent règlement doit aussi se trouver sur chaque bateau, à la disposition des voyageurs qui voudraient en prendre connaissance.

Titre II.

Bateaux à vapeur de plaisance et autres que ceux mentionnés au titre I, bateaux à voiles, et bateaux à rames.

Art. 33. Les bateaux à vapeur de plaisance et autres que ceux définis au titre I seront soumis aux dispositions des articles 4, 5, 13 et 14.

Art. 34. Les bateaux à vapeur de plaisance et autres que ceux mentionnés au titre I, les embarcations à voiles ou à rames destinées au transport des matériaux ou marchandises, à la pêche ou au transport des personnes, doivent porter de chaque côté, à l'avant, un nom ou un numéro d'ordre, de 8 centimètres de hauteur au moins, pouvant être lu à distance et suffisant pour le distinguer des autres embarcations. Ce nom ou numéro doit être inscrit sur un registre déposé auprès de l'autorité compétente en Suisse, dans chaque canton, aux bureaux des départements que cela concerne, en France au bureau de l'ingénieur de l'arrondissement de Thonon.

Art. 35. Tout bateau de louage destiné au transport des personnes doit avoir été jaugé par les soins de l'autorité compétente, en Suisse, dans les cantons riverains, les fonctionnaires préposés à ce service, en France l'administration des ponts

und Strassen — Administration des ponts et chaussées) geacht sein und die Angabe der Zahl der Passagiere, die es ohne Gefahr aufnehmen kann, tragen. Diese Zahl darf niemals überschritten werden.

Art. 36. Die Bootsvermiether und ihre Schiffsleute müssen im Besitz einer Bewilligung sein, welche erteilt wird: in der Schweiz, in den Uferkantonen, durch die kompetenten Amtsstellen, in Frankreich durch den Vorstand (Maire) der Gemeinde.

Jeder Schiffer muss wenigstens 16 Jahre alt sein, gut schwimmen können und die nöthigen Kenntnisse für die Führung der Schiffe besitzen.

Art. 37. Es ist den Schiffsvermiethern untersagt, Leuten unter 16 Jahren, sowie solchen Personen, die nicht die nöthige Erfahrung für die Führung besitzen, Boote anzuvertrauen.

Art. 38. Die Regierung der Schweiz (resp. die Regierungen der Kantone Waadt, Wallis und Genf) und die Regierung von Frankreich setzen die Bedingungen fest, welche die Miethboote zu erfüllen haben, und ordnen Alles, was auf die Einschreibung und Aichung der Boote Bezug hat.

Art. 39. Die Route der Dampfschiffe muss in der Nähe der Landungsplätze stets offen bleiben. Es ist den Segel- oder Ruderbooten untersagt, sich dort aufzuhalten und den Gang der Dampfschiffe in irgend einer Weise zu stören.

Art. 40. Die auf die Segel- und Ruderschiffe bezüglichen Artikel des gegenwärtigen Reglements sind bei allen Einschiffsungsplätzen von Miethbooten anzuschlagen, damit das Publikum genügende Kenntnisse derselben erhalte.

et chaussées, et porter une inscription indiquant le nombre des passagers qu'il peut recevoir sans danger. Ce nombre ne doit jamais être dépassé.

Art. 36. Les loueurs de bateaux et leurs bateliers doivent être porteurs d'un permis qui leur est délivré, en Suisse, dans les cantons riverains, par les offices compétents, en France par le Maire de la commune.

Tout batelier doit être âgé de seize ans au moins. Il doit être bon nageur et avoir les connaissances nécessaires pour la conduite des bateaux.

Art. 37. Il est défendu aux loueurs de bateaux de confier une embarcation à des jeunes gens ayant moins de seize ans, ainsi qu'à toute personne qui n'aurait pas l'expérience nécessaire pour la conduire.

Art. 38. Le gouvernement de la Suisse (soit les gouvernements des cantons de Vaud, du Valais et de Genève) et le gouvernement français déterminent les conditions que doivent remplir les bateaux de louage et fixent tout ce qui se rapporte à l'inscription et au jaugeage des embarcations.

Art. 39. La route des bateaux à vapeur doit rester constamment libre dans le voisinage des débarcadères. Il est défendu aux embarcations à voiles ou à rames d'y stationner et d'entraver d'une manière quelconque la marche des bateaux à vapeur.

Art. 40. Les articles du présent règlement concernant les bateaux à voiles et à rames seront affichés sur tous les points d'embarquement de bateaux de louage, afin que le public en ait une connaissance suffisante.

Dritter Abschnitt.

Laternen, Signale, Vorschriften zur Vermeidung von Zusammenstößen.

Art. 41. Bei den nachfolgenden Regeln wird jedes Dampfschiff, das nur mit Hilfe seiner Segel fährt, als Segelschiff, und jedes Dampfschiff, dessen Maschine in Thätigkeit ist, als solches betrachtet, ob es seine Segel gebrauche oder nicht.

Art. 42. Jedes bei Nacht fahrende Dampfschiff muss folgende Signallichter tragen:

- a. Vornen, ein weisses Licht, in die Axe des Schiffes gestellt und von hinten nicht sichtbar. Dasselbe muss mindestens doppelt so stark sein als die unter litt. b und c hienach erwähnten;
- b. auf Steuerbord ein grünes Licht, welches dermassen gestellt ist, dass es einen Raum nach Aussen und Vornen gleichmässig und ununterbrochen beleuchtet, der durch einen horizontalen Bogen von 110 Grad, von einer der Längsachse des Schiffes parallelen Linie an, gebildet wird;
- c. auf Backbord ein rothes Licht, welches dermassen gestellt ist, dass es einen Raum nach Aussen und Vornen gleichmässig und ununterbrochen beleuchtet, der durch einen horizontalen Bogen von 110 Grad, von einer der Längsachse des Schiffes parallelen Linie an, gebildet wird;
- d. ein weisses Licht, durch welches der hintere Theil des Schiffes sichtbar wird.

Dieses grüne und dieses rothe Seitenlicht müssen auf der innern Seite, gegen dem Schiffe zu, mit einem der Längsachse desselben parallelen und

Nouv. Recueil Gén. 2^e S. XIV.

Titre III.

Feux, signaux, règles à suivre pour prévenir les abordages.

Art. 41. Dans les règles qui suivent, tout bateau à vapeur qui ne marche qu'à l'aide de ses voiles est considéré comme bateau à voiles, et tout bateau à vapeur dont la machine est en action est considéré comme bateau à vapeur, qu'il se serve des voiles ou qu'il ne s'en serve pas.

Art. 42. Tout bateau à vapeur qui est en marche pendant la nuit doit porter les feux suivants:

- a. A l'avant, un feu blanc placé dans l'axe du bateau et invisible de l'arrière. L'intensité de ce feu sera au moins double de celle des feux indiqués aux lettres b et c ci-dessous;
- b. A tribord un feu vert établi de manière à projeter une lumière uniforme non interrompue en avant et du côté extérieur, sur le parcours d'un arc horizontal de 110 degrés, à partir d'une ligne parallèle à l'axe longitudinal du bateau;
- c. A bâbord, un feu rouge établi de manière à projeter une lumière uniforme non interrompue en avant et du côté extérieur, sur le parcours d'un arc horizontal de 110 degrés, à partir d'une ligne parallèle à l'axe longitudinal du bateau;
- d. Un feu blanc permettant de voir l'arrière du bateau.

Ces feux de côté vert et rouge doivent être pourvus du côté intérieur, par rapport au bateau, d'un écran parallèle à l'axe longitudinal

B b

wenigstens 50 cm. vorragenden Schirmbrett versehen sein, so dass das rothe Licht von Steuerbord vornen aus und das grüne Licht von Backbord vornen aus nicht gesehen werden können.

Aussen am Schiffe darf kein anderes farbiges Licht erscheinen, als die unter litt. *b* und *c* hievor erwähnten.

Art. 43. Jedes Dampfschiff, das ein anderes Schiff schleppt, muss ausser den Seitenlichtern vornen zwei weisse Lichter tragen, auf der gleichen vertikalen Linie und auf 1 Meter Entfernung eines von dem andern.

Art. 44. Jedes Schiff, das an einer Stelle, wo andere (Dampf- oder Segel-) Schiffe durchzufahren haben, vor Anker liegt, muss vornen ein glänzendes weisses Licht, welches von allen Seiten sichtbar und an einem auffälligen Orte angebracht ist, tragen.

Art. 45. Jedes zur Nachtzeit fahrende Ruderschiff muss vornen ein weisses Licht tragen, welches von allen Seiten aus auf eine Entfernung von wenigstens zwei Kilometern sichtbar ist.

Die unter dem Namen von Barken oder »corsaires« bezeichneten Segelschiffe müssen, ausser dem obigen, ein weisses Licht auf der hintern Seite tragen.

Die Vergnügungs-Segelschiffe tragen an Backbord ein rothes, an Steuerbord ein grünes und hinten ein weisses Licht, wie dies im Art. 42, litt. *b*, *c* und *d* vorgeschrieben ist. In keinem Fall tragen sie ein Licht am Mast oder vornen.

Art. 46. In dunkler Nacht (wenn übrigens kein Nebel vorhanden ist und nicht Schnee oder Regen fällt) müssen die in den Artikeln 42 und 43 erwähnten Lichter auf eine Entfernung von 3 Kilometern und die

du bateau et se projetant en avant d'au moins 50 cm., de telle sorte que leur lumière ne puisse être aperçue de tribord devant pour le feu rouge et de bâbord devant pour le feu vert.

Aucun feu de couleur autre que ceux mentionnés aux paragraphes *b* et *c* ne doit paraître à l'extérieur du bateau.

Art. 43. Tout bateau à vapeur qui remorque un autre bateau doit porter, outre ses feux de côté, deux feux blancs placés à l'avant, sur une même ligne verticale et à 1 mètre de distance l'un de l'autre.

Art. 44. Tout bateau qui est au mouillage dans un endroit où d'autres bateaux à vapeur ou à voiles peuvent être appelés à passer, doit avoir à son avant un feu blanc brillant, éclairant tout l'horizon et placé dans un endroit très-apparent.

Art. 45. Toute embarcation à rames naviguant de nuit doit porter un feu blanc placé à l'avant et disposé de manière à être visible dans toutes les directions à une distance d'au moins deux kilomètres.

Les embarcations à voiles désignées sous le nom de barques ou corsaires porteront, outre le feu indiqué ci-dessus, un second feu blanc à l'arrière.

Les bateaux de plaisance à voiles porteront à bâbord un feu rouge, à tribord un feu vert et à l'arrière un feu blanc, comme il est dit à l'article 42, paragraphes *b*, *c* et *d*. En aucun cas ils ne porteront de feu ni au mât, ni à l'avant.

Art. 46. Les feux indiqués ci-dessus doivent être visibles par une nuit sombre (l'atmosphère étant toutefois sans brume, pluie, brouillard ou neige), à une distance de 3 kilomètres pour ceux mentionnés aux articles 42

in den Artikeln 44 und 45 erwähnten auf eine Entfernung von 2 Kilometern sichtbar sein.

Alle diese Lichter müssen bei jedem Wetter vom Sonnenuntergang bis Sonnenaufgang angezündet sein.

Art. 47. Wenn zwei auf der gleichen oder ungefähr gleichen Linie, aber in entgegengesetzter Richtung fahrende Dampfschiffe sich kreuzen, weicht jedes von ihnen rechts aus, so dass es das andere links vorbeifahren lässt. Im Moment der Kreuzung müssen die Schiffe wenigstens fünf Schiffsbreiten von einander entfernt sein. Zwei Minuten vor dem Augenblick der Kreuzung gibt jedes Schiff einen kurzen Pfiff. Auf dieses Signal, welches als »Achtung« für das Personal gilt, begibt sich jeder Angestellte auf seinen Posten und bleibt daselbst bis nach vollzogener Kreuzung.

Art. 48. Wenn die Kreuzung in der Nähe eines Landungsplatzes stattfindet, kann die Entfernung auf zwei Schiffsbreiten reduziert werden, aber in diesem Falle verlangsamen die beiden Schiffe ihren Gang und nehmen sie die Normalgeschwindigkeit erst nach der Kreuzung wieder auf.

Art. 49. Wenn zwei auf parallelen oder ungefähr parallelen Linien fahrende Dampfschiffe sich auf offener See kreuzen, so finden die vorstehenden Bestimmungen so oft Anwendung, als die Entfernung zwischen den beiden Linien nicht 20 Schiffsbreiten übersteigt. Bei grösserer Entfernung setzt jedes Schiff seinen Kurs unverändert fort.

Die Signale mit der Pfeife werden gegeben, sofern die Schiffe auf Hörweite sind, und zwar ein Pfiff, wenn die Kreuzung rechts stattfindet, zwei Pfeiffe, wenn sie links erfolgt.

Art. 50. Wenn zwei auf senk-

et 48 et 2 kilomètres pour ceux indiqués aux articles 44 et 45.

Tous ces feux doivent être tenus allumés par tous les temps, depuis le coucher du soleil jusqu'à son lever.

Art. 47. Lorsque deux bateaux à vapeur marchant sur la même ligne ou à peu près, mais en sens contraire, viennent à se croiser, chacun d'eux oblique à droite, de manière à laisser passer l'autre à sa gauche. Au moment du croisement, les deux bateaux doivent être éloignés d'au moins cinq fois la largeur d'un bateau. Deux minutes avant l'instant du croisement, chacun des bateaux donne un coup de sifflet, et à ce signal, qui sert de garde à vous pour le personnel, chaque employé se rend à son poste et y reste jusqu'à ce que le croisement ait été effectué.

Art. 48. Si le croisement a lieu à proximité d'un débarcadere, la distance peut être réduite à deux largeurs de bateau, mais dans ce cas les deux bateaux ralentissent leur marche, laquelle n'est reprise avec la vitesse normale qu'après le croisement.

Art. 49. Lorsque deux bateaux à vapeur mecrhant en sens contraire sur des lignes parallèles ou à peu près parallèles se croisent en plein lac, les règles précédentes sont observées chaque fois que la distance des lignes suivies ne dépasse pas vingt fois la largeur d'un bateau. Si la distance est plus grande, chacun des bateaux suit sa ligne sans dévier.

Quant aux signaux avec le sifflet, ils sont donnés si les bateaux sont à portée de s'entendre, savoir un coup de sifflet si le croisement se fait à droite et deux coups s'il se fait à gauche.

Art. 50. Lorsque deux bateaux à

rechten oder ungefähr senkrechten Linien fahrende Dampfschiffe sich kreuzen in der Weise, dass ein Zusammenstoß zu befürchten wäre, so gibt jedes derselben ein Signal mit einem Piff; für die Kreuzung weicht sodann dasjenige Schiff rechts aus, das hinter dem andern durchfahren kann, und das andere fährt geradaus.

Art. 51. Sobald zwei Dampfschiffe nahe bei einander fahren und ein Zusammenstoß zu befürchten wäre, hat jedes Schiff still zu halten und sogar, wenn nöthig, rückwärts zu fahren, unter Abgabe dreier Piffe als Signal.

Art. 52. Wenn ein Dampfschiff einem andern, das den gleichen Kurs hat wie dieses selbst, vorfährt, geschieht das Vorfahren unter Ausweichen nach rechts, so dass das überholte Schiff links bleibt. Eine Ausnahme von dieser Regel findet nur dann statt, wenn das überholte Schiff zu nahe beim Ufer oder bei einem Hinderniss sich befindet, so dass das andere Schiff links vorfahren muss. In beiden Fällen fährt das überholte Schiff geradaus.

Art. 53. Jedes Dampfschiff, das in seinem Kurs einem Schiff begegnet, das sich nicht frei bewegen kann (vor Anker liegendes oder im Fischzug begriffenes Schiff, Segelschiff bei vollständiger Windstille, Schleppdampfschiff), muss dem genannten Schiff ausweichen.

Art. 54. Jedes im Nebel fahrende Dampfschiff muss mindestens zwei Mal in der Minute die Glocke und in Zwischenräumen von höchstens 3 Minuten einen verlängerten Ton mit der Dampfpeife erschallen lassen.

Art. 55. Wenn ein Segelschiff im Nebel oder bei Schneefall, Tags oder Nachts, fährt, so muss es mit seinem

vapour marchant sur des lignes perpendiculaires ou à peu près viennent à se croiser de manière à faire craindre un abordage, chacun d'eux donne le signal d'un coup de sifflet; ensuite, pour le croisement, celui des bateaux qui peut, en obliquant à droite, passer derrière l'autre, opère cette manœuvre, et l'autre marche droit devant lui.

Art. 51. Chaque fois que deux bateaux à vapeur sont en marche à proximité l'un de l'autre et qu'une collision peut être à craindre, chacun des bateaux doit s'arrêter et même marcher en arrière, si c'est nécessaire, en donnant le signal de trois coups de sifflet.

Art. 52. Lorsqu'un bateau à vapeur en devance un autre suivant la même ligne que lui, celui qui devance le fait en obliquant à droite, de manière à laisser sur sa gauche le bateau devancé. Il n'y a d'exception à cette règle que si le bateau devancé est trop près de la côte ou d'un obstacle obligeant l'autre à prendre la gauche. Dans les deux cas, le bateau devancé doit marcher droit devant lui.

Art. 53. Tout bateau à vapeur qui rencontre sur sa route une embarcation ne pouvant se mouvoir librement (bateau à l'ancre, bateau occupé à lever des filets, voilier par calme plat, vapeur remorquant), doit manœuvrer de manière à l'éviter.

Art. 54. Tout bateau à vapeur naviguant par le brouillard doit faire entendre au moins deux fois par minute un son de cloche et à des intervalles n'excédant pas 3 minutes un coup de sifflet prolongé.

Art. 55. Chaque fois qu'une embarcation à voiles est en marche par les temps de brouillard, brume ou

Horn jede Minute folgende Signale geben: einen Stoss, wenn es mit Steuerbordhalsen segelt, zwei Stösse, wenn es mit Backbordhalsen segelt, drei Stösse, wenn es vor dem Winde segelt.

Ruderschiffe lassen jede Minute einen längern Pfiff aus einer Taschenpfeife ertönen.

Art. 56. Wenn im Nebelwetter ein Dampfschiff, welches einen regelmässigen Dienst ausführt, in ein Gebiet geräth, wo fahrplanmässig eine Kreuzung mit einem andern Schiff stattfinden soll, ist verdoppelte Vorsicht geboten. Sobald der Augenblick der Kreuzung herannaht, wird der Gang der Maschine verlangsamt oder gar einen Augenblick unterbrochen, um zu horchen. Wenn man sodann das zweite Schiff gehört hat und sicher ist, dass es auf eine genügende Entfernung fährt, so gibt man das Kreuzungssignal und das Schiff nimmt seine Fahrt wieder auf. Wenn es den Anschein hat, dass die beiden Schiffe gegen einander fahren, so werden die Maschinen sofort zum Halten gebracht und sie können nur dann wieder in Bewegung gesetzt werden, nachdem die gegenseitige Stellung der Schiffe ermittelt worden ist. So oft ein Schiff auf diese Weise stillstehen muss, ist der Aufenthalt sorgfältig aufzuzeichnen, und es wird demselben in der Berechnung der Entfernungen bei der Fahrt nach dem Kompass Rechnung getragen.

Art. 57. Wenn die Kreuzung zweier Dampfschiffe in der Nähe eines Hafens stattfindet, so darf das zuerst angekommene Schiff bei Nebel nur dann auslaufen, nachdem das zweite Schiff sichtbar ist.

Art. 58. Jedes Dampfschiff, wel-

neige, soit de jour soit de nuit, elle doit faire entendre chaque minute avec son cornet, les signaux suivants: un coup lorsqu'elle est tribord amures, deux coups lorsqu'elle est bâbord amures, trois coups lorsqu'elle a le vent arrière.

Si l'embarcation est à rames, elle doit faire entendre chaque minute le son prolongé d'un sifflet de poche.

Art. 56. Lorsque, par un temps de brouillard, un bateau à vapeur faisant un service régulier arrive dans une région où par le fait de l'horaire un croisement doit se produire avec un autre bateau, un redoublement de précautions est nécessaire. Dès qu'on approche du moment du croisement, la machine est fréquemment ralentie ou même arrêtée un instant pour écouter puis lorsqu'on a entendu le second bateau et qu'on s'est assuré qu'il passe à une distance suffisante, on donne le signal du croisement et le bateau reprend sa marche. — Si les deux bateaux paraissent se diriger l'un sur l'autre, les machines sont immédiatement arrêtées et elles ne peuvent être remises en marche qu'après que la position relative des deux bateaux a été déterminée. — Chaque fois qu'un bateau doit ainsi s'arrêter, le temps d'arrêt est noté avec soin et il en est tenu compte dans le calcul des distances pour la marche de la boussole.

Art. 57. Si le croisement de deux bateaux à vapeur se fait à proximité d'un port, le premier bateau arrivé ne peut, dans les cas de brouillard, quitter le débarcadère qu'après que le second bateau est en vue.

Art. 58. Tout bateau à vapeur

ches Nachts oder bei Nebel fährt, muss in Bezug auf sein Personal folgende Regeln beobachten:

- a. Ein Mann wird als Wache vornen auf dem Verdeck des Schiffes sich aufstellen mit dem Befehl, sofort durch Rufen oder mit einer Sackpfeife jedes Hinderniss oder jeden Gegenstand zu signalisiren, welcher das sofortige Anhalten des Schiffes erfordern könnte.
- b. Der Piloten befindet sich auf der Passerelle, und wenn er infolge der Kälte oder des Regens momentan diesen Posten verlassen muss, bleibt er auf dem Verdeck in unmittelbarer Nähe der Maschine, um im Nothfalle schnell seine Kommandos erteilen zu können.
- c. Der Maschinist muss im Bereich seiner Maschine und bereit, die Manöver auszuführen, sich befinden. Wenn er sich entfernen muss, so lässt er sich durch einen seiner Gehülfen ersetzen.
- d. Der Kapitän (der Rechnungsführer — Comptable — wo der Kapitän zugleich Piloten ist) hält sich so viel als möglich auf dem Verdecke auf und soll nur so lange in seiner Kabine bleiben, als es der Dienst unbedingt erfordert.

Art. 59. Die Dampfschiffgesellschaften sind berechtigt, die obigen Regeln durch Spezialinstruktionen, welche für die verschiedenen vorkommenden Fälle berechnet sind, auszulegen und zu vervollständigen, aber es dürfen diese Instruktionen niemals Bestimmungen enthalten, welche denjenigen des gegenwärtigen Reglements widersprechen.

Art. 60. Jedem Segel- oder Ruder-schiff ist es untersagt, sich einem auf der Fahrt befindlichen Dampfschiffe zu nähern, sei es um mit demselben

naviguant de nuit ou par le brouillard doit observer les règles suivantes, en ce qui concerne son personnel:

- a. Un homme de vigie est placé à l'avant sur le pont du bateau, avec ordre de signaler à l'instant, par un appel ou à l'aide d'un sifflet de poche, tout obstacle ou autre circonstance qui pourrait exiger l'arrêt immédiat du bateau.
- b. Le pilote se tient sur la passerelle et si, par suite du froid ou de la pluie, il doit abandonner momentanément ce poste, il reste sur le pont dans le voisinage immédiat de la machine, afin de pouvoir donner rapidement ses commandements en cas de besoin.
- c. Le mécanicien doit être à portée de sa machine et prêt à exécuter les manœuvres. S'il doit s'éloigner, il se fait remplacer par un de ses aides.
- d. Le capitaine (le comptable sur les bateaux où le capitaine est pilote) se tient autant que possible sur le pont et ne doit rester dans sa cabine que le temps strictement nécessaire pour les besoins du service.

Art. 59. Les compagnies de bateaux à vapeur ont le droit d'interpréter et de compléter les règles ci-dessus par des instructions spéciales visant les différents cas qui peuvent se présenter, mais ces instructions ne doivent jamais contenir des clauses contraires à celles du présent règlement.

Art. 60. Il est interdit à tout bateau à voiles ou à rames de s'approcher d'un bateau à vapeur en marche, soit pour communiquer avec

in Verbindung zu treten, sei es um in seine Wellen sich zu begeben. Derjenige, welcher dieses Verbot übertreibt, ist für die Folgen, welche aus der Widerhandlung für ihn oder für Andere entstehen würden, verantwortlich.

Art. 61. Die Segel- und Ruderschiffe müssen es vermeiden, in das Fahrwasser der Dampfschiffe sich zu begeben. Diese Regel muss hauptsächlich Nachts und bei Nebel oder Schneewetter, sowie in den Häfen und in der Nähe der Landungsplätze beobachtet werden.

Art. 62. Wenn zwei Schiffe, das eine ein Segel- oder ein Ruderschiff und das andere ein Dampfschiff, in Gefahr gerathen, zusammen zu stossen, so muss das erstere seinen Kurs verfolgen, ohne die Richtung zu verändern, und das Dampfschiff muss ihm ausweichen, indem es, wenn möglich, hinter ihm durchfährt.

Art. 63. Wenn ein Segel- oder Ruderschiff im Kurse eines sich nähernden Dampfbootes sich befindet und in der Unmöglichkeit ist, sich zu bewegen, sei es, weil es vor Anker liegt, oder aus irgend einem andern Grunde (Fischfang), muss Derjenige, welcher auf dem Schiff sich befindet, dem Dampfschiff seine Lage zu erkennen geben, indem er seine Ruder erhebt oder selbst aufrecht steht. Dieses Signal muss rechtzeitig genug gegeben werden, damit das Dampfschiff das für das Ausweichen nöthige Manöver vollziehen kann.

Art. 64. Wenn zwei Segelschiffe Kurse verfolgen, welche sie einander näher bringen, sodass die Gefahr des Zusammenstossens entsteht, so wird das eine derselben den Kurs verändern, unter Beobachtung folgender Regeln:

a. Das Schiff, welches mit Seitenwind

celui-ci, soit pour venir se placer dans sa vague. Celui qui ne se conforme pas à cette défense sera responsable des conséquences qui pourraient résulter de son infraction, soit pour lui-même, soit pour d'autres.

Art. 61. Les embarcations à voiles ou à rames doivent éviter de se placer dans les eaux des bateaux à vapeur. Cette règle doit être particulièrement observée de nuit et en temps de brouillard, de brume ou de neige, ainsi que dans les ports et dans le voisinage des débarcadères.

Art. 62. Si deux bateaux, l'un à voiles ou à rames et l'autre à vapeur, courent le risque de se rencontrer, le premier doit continuer sa route sans changer de direction et le bateau à vapeur doit l'éviter en passant autant que possible derrière lui.

Art. 63. Si un bateau à voiles ou à rames, situé sur la ligne d'un bateau à vapeur qui s'approche, se trouve dans l'impossibilité de se mouvoir, parce qu'il est ancré ou pour toute autre cause (pêche), celui qui le monte doit signaler sa situation au bateau à vapeur en levant ses avirons ou en se tenant lui-même debout. Ce signal doit être donné assez à temps pour que le vapeur puisse faire la manœuvre nécessaire pour l'éviter.

Art. 64. Quand deux bateaux à voiles font des routes qui les rapprochent l'un de l'autre, de manière à faire courir le risque d'abordage, l'un des deux s'écartera de la route de l'autre d'après les règles suivantes:

a. Le bateau qui court l'argue doit

segelt, muss demjenigen ausweichen, welches in der Richtung des Windes segelt.

- b. Das Schiff, welches in der Richtung des Windes mit Backbordhalsen segelt, muss demjenigen ausweichen, welches die Halsen Steuerbord trägt.
- c. Wenn zwei Schiffe mit Seitenwind, aber mit verschiedener Stellung der Halsen segeln, so muss dasjenige Schiff, welches den Wind von Backbord erhält, demjenigen ausweichen, das mit Steuerbordhalsen segelt.
- d. Wenn zwei Schiffe mit Seitenwind segeln und den Wind von gleicher Bordseite erhalten, so muss das vor dem Wind fahrende Schiff dem unter dem Wind befindlichen ausweichen.
- e. Das Schiff, das den Wind direkt hinter sich hat, muss der Fahrlinie des andern ausweichen.

s'écarter de la route de celui qui est au plus près.

- b. Le bateau qui est au plus près bâbord amures doit s'écarter de la route de celui qui est au plus près tribord amures.
- c. Si les deux bateaux courent large, mais avec les amures de bords différents, le bateau qui a le vent par bâbord s'écarter de la route de celui qui le reçoit par tribord.
- d. Si les deux bateaux courent large ayant tous les deux le vent du même bord, celui qui est au vent doit s'écarter de la route de celui qui est sous le vent.
- e. Le bateau qui est vent arrière doit s'écarter de la route de l'autre.

Vierter Abschnitt.

Häfen und Landungsplätze.

Art. 65. Die Dampfschiffe, welche einen öffentlichen Dienst besorgen, dürfen nur an denjenigen Stationen, wo ein Landungsplatz existirt, anhalten, um Reisende aufzunehmen oder auszuschießen.

Der Gebrauch von Stationsschiffen ist untersagt.

Art. 66. Die Landungsstellen sind solid und in einer Weise, dass sie für die Reisenden alle Garantien bieten, anzulegen. Der äussere Theil soll durch Federpfähle geschützt sein, die von der Landungsstelle unabhängig und dazu bestimmt sind, den Anprall der Schiffe zu mildern.

Wenn die Landungsstelle in Mauerwerk ausgeführt ist, soll sie in einen hölzernen Vorban endigen, der breit

Titre IV.

Ports et débarcadères.

Art. 65. Les bateaux à vapeur faisant un service public ne peuvent s'arrêter pour prendre ou déposer les voyageurs que dans les ports où un débarcadère existe.

L'usage des bateaux radeleurs est interdit.

Art. 66. Les débarcadères seront construits solidement et de manière à présenter toute garantie pour les passagers. La tête sera protégée par des pilotis indépendants du débarcadère et destinés à recevoir les chocs des bateaux.

Si le débarcadère est en maçonnerie, il sera terminé par une partie en bois, assez large pour que les roues et la

genug ist, damit in keinem Falle weder die Räder, noch die Schale des Schiffes das Mauerwerk oder den Steingrund erreichen können.

Art. 67. Jede Landungsstelle soll an einem fixen, nicht über 8 m. vom äussersten Ende entfernten Punkte mit einer Laterne von besonderer Konstruktion und grosskalibriger Flamme versehen sein, welche einerseits den Landungsplatz beleuchten und sodann seseits ein rothes Licht abgeben soll.

Dieses Licht soll in dunkler Nacht auf eine Entfernung von wenigstens 2 km sichtbar sein, sofern die Atmosphäre dunst-, regen-, nebel- oder schneefrei ist.

Diese Laterne ist vom Sonnenuntergang an bis nach Vorbeifahrt des letzten Schiffes angezündet zu halten.

Die kompetente Behörde in den beiden Ländern kann gutfindendenfalls verfügen, dass diese Laterne bis zu einer bestimmten, von der Behörde festgesetzten Stunde angezündet bleibe.

Art. 68. Jeder gefährliche Punkt in der Nähe einer Landungsstelle soll Nachts zur Durchfahrtszeit der Schiffe von einem grünen Lichte beleuchtet sein.

Diese Beleuchtung soll namentlich am Kopf der Hafendämme, welche die Häfen beschützen, nicht fehlen. Ein Entscheid der kompetenten Behörden in den beiden Ländern bestimmt die Punkte, wo eine solche Beleuchtung für nothwendig erachtet wird, sowie die Dauer derselben.

Art. 69. Ebenso soll auf jedem Landungsplatze, unweit von seinem Endpunkte, eine Glocke mit hellem Klang angebracht sein, um an Nebeltagen Signale geben zu können. Ihr Klang muss stark genug sein, um bei ruhigem Wetter auf 2 km. Entfernung gehört zu werden. Diese Glocke muss bei Nebelwetter eine Viertelstunde von der

coque du bateau ne puissent dans aucun cas venir rencontrer la maçonnerie ou les enrochements.

Art. 67. Tout débarcadère doit avoir, sur un point fixe à une distance de l'extrémité ne dépassant pas trois mètres, une lanterne de construction spéciale avec flamme d'un fort calibre, servant à la fois à éclairer la place de débarquement et à projeter un feu rouge du côté du large.

Ce feu doit être visible à une distance d'au moins 2 kilomètres par une nuit sombre, l'atmosphère étant toutefois sans brume, pluie, brouillard ou neige.

Cette lanterne sera allumée depuis le coucher du soleil jusqu'après le passage du dernier bateau.

L'autorité compétente dans les deux pays peut, là où elle le jugera utile, décider que cette lanterne doit rester allumée jusqu'à une heure déterminée qu'elle fixe elle-même.

Art. 68. Tout point dangereux situé à proximité d'un débarcadère doit être éclairé la nuit par un feu vert à l'heure de passage des bateaux.

Cet éclairage devra exister en particulier à l'extrémité des jetées qui abritent les ports. Un arrêté de l'autorité compétente dans chacun des deux pays fixera les points où un tel éclairage est reconnu nécessaire, ainsi que la durée de cet éclairage.

Art. 69. Tout débarcadère doit avoir également à une petite distance de son extrémité et sur un point fixe une cloche ou timbre à son clair servant à donner des signaux les jours de brouillard. Sa puissance sera suffisante pour être entendue par un temps calme d'au moins 2 kilomètres. Cette cloche sera donnée, en temps de brouillard, toutes les deux minu-

Durchfahrtszeit eines Dampfschiffes bis zu seiner Ankunft alle 2 Minuten geläutet werden. Die Verwendung eines Nebelhorns an Stelle der Glocke kann gestattet werden.

Art. 70. Die in den zwei vorhergehenden Artikeln angegebenen Sicherheitsvorkehrungen betreffen nicht nur die gewöhnlichen, regelmässigen Fahrten, sondern auch Supplementsfahrten, Spazierfahrten und andere, welche angekündigt worden sind.

Art. 71. Die Zufahrten zu den Landungsplätzen sollen immer offen gehalten werden, und es ist Alles zu vermeiden, was ein Hinderniss für den freien Verkehr und die Manöver der Dampfboote bilden könnte.

Wenn die Landungsplätze nicht Privateigenthum sind, müssen die Schiffe, nachdem sie ihre Operationen beendet, jeweilen diese Plätze verlassen und sich im Hafen vor Anker legen.

Art. 72. In allen Ortschaften, wo ein Landungsplatz existirt, wird, in der Schweiz durch die Gemeinde- oder Kantonsbehörden, in Frankreich durch den Staat, für die in den Artikeln 66 bis 71 vorgesehenen Sicherheitsvorkehrungen gesorgt.

Ferner sorgen die Behörden für den Unterhalt eines Schiffes mit Rudern in der Nähe des Landungsplatzes, um im Nothfalle Hülfe leisten zu können.

Art. 73. So viel wie möglich soll sich an jedem Ort, wo ein Landungsplatz existirt, ein Telegraphen- oder Telephonbureau befinden, das den ganzen Tag geöffnet ist.

Art. 74. Das Fischen auf den Hafendämmen und den Landungsplätzen der Dampfschiffe ist untersagt.

Andererseits ist im Interesse der Fischerei den Dampfbooten untersagt, ihre Schlacken in einer Entfernung

tes à partir d'un quart d'heure avant le passage de chaque bateau à vapeur et jusqu'à son arrivée. L'emploi d'un cornet de brume en remplacement de cette cloche pourra être autorisé.

Art. 70. Les mesures de sécurité indiquées aux deux articles précédents concernent non seulement les courses ordinaires régulières, mais aussi les courses supplémentaires, de promenade ou autres, qui auront été annoncées.

Art. 71. Les abords des débarcadères doivent toujours être maintenus libres et on évitera tout ce qui pourrait être une entrave pour la circulation et les manœuvres des bateaux à vapeur.

Toutes les fois que les débarcadères ne seront pas propriété privée, les bateaux, après avoir terminé leurs opérations, devront les quitter et se mettre à l'ancre dans le port.

Art. 72. Dans toutes les localités où existe un débarcadère, il est pourvu aux mesures de sécurité prescrites par les articles 66 à 71, à savoir: en Suisse par les autorités communales ou cantonales, en France par l'Etat.

Il est en outre pourvu, par leurs soins, à l'entretien, à proximité des débarcadères, d'un bateau avec ses rames, pouvant servir à porter secours en cas de besoin.

Art. 73. Autant que possible il devra se trouver dans tout endroit où un débarcadère existe, un bureau de télégraphe ou de téléphone restant ouvert toute la journée.

Art. 74. La pêche est interdite sur les estacades et les embarcadères de bateaux à vapeur.

D'autre part, dans l'intérêt de la pêche, il est interdit aux bateaux à vapeur de jeter leurs scories à une

vom Lande auszuwerfen, wo die Tiefe weniger als 50 m. beträgt.

Art. 75. Den Regierungen der Uferkantone und von Frankreich steht es frei, Polizeireglemente bezüglich der auf ihrem Gebiete gelegenen Häfen und Rheden zu erlassen, sofern diese Reglemente nichts enthalten, was den vorstehenden Bestimmungen zuwiderläuft.

Fünfter Abschnitt.

Nautische Feste.

Art. 76. Ohne Bewilligung darf kein nautisches Fest abgehalten werden.

Das Gesuch ist an die kompetente Behörde, in der Schweiz an die betreffende Amtsstelle, in Frankreich an den Präfekten, zu richten. Diese Behörden ordnen bei Ertheilung der Bewilligung die nöthig scheinenden Sicherheitsvorkehrungen an.

Art. 77. In der Organisation dieser Feste wird man im Allgemeinen Alles vermeiden, was ein Hinderniss für die Schiffe bilden könnte, die einen öffentlichen Dienst ausführen.

Sechster Abschnitt.

Strafbestimmungen.

Art. 78. Jede Uebertretung des gegenwärtigen Reglements kann eine Klage oder ein Protokoll, das der Behörde des Ortes, wo die Uebertretung begangen wurde, zuzustellen ist, nach sich ziehen.

Die Reisenden können ihre Beschwerde beim Aussteigen beim Landjäger deponiren, der sie innert 24 Stunden der Behörde zustellt.

Art. 79. Die Strafen werden durch die kompetente Behörde ausgesprochen, unter Vorbehalt des Rekurses in den durch das Gesetz vorgesehenen Fällen.

distance de la côte où la profondeur est inférieure à 50 mètres.

Art. 75. Les gouvernements des cantons riverains et de la France restent libres d'édicter des règlements de police concernant les ports et rades situés sur leur territoire, pourvu que ces règlements ne contiennent rien de contraire aux dispositions qui précèdent.

Titre V.

Fêtes nautiques.

Art. 76. Aucune fête nautique ne peut avoir lieu sans autorisation.

La demande doit être adressée aux autorités compétentes, en Suisse aux offices que cela concerne, en France au préfet. Ces autorités en délivrant le permis, ordonnent les mesures de sécurité qu'elles jugent nécessaires.

Art. 77. D'une manière générale, on évitera dans l'organisation de ces fêtes tout ce qui pourrait être une entrave pour les bateaux faisant un service public.

Titre VI.

Pénalités.

Art. 78. Toute contravention au présent règlement peut donner lieu à une plainte ou à un procès-verbal qui est transmis aux autorités du lieu de la contravention.

Les passagers peuvent déposer leur plainte, en débarquant, entre les mains de la gendarmerie, qui la remet à l'autorité dans les 24 heures.

Art. 79. Les peines sont prononcées par l'autorité compétente, sauf recours dans les cas prévus par la loi.

Art. 80. Die Uebertretungen des gegenwärtigen Reglements in den schweizerischen Gewässern werden mit Bussen von Fr. 2—1000, oder Einsperrung von 1 Tag bis zwei Monate bestraft, unvorgreiflich der Fälle, wo das Gericht wegen Verbrechen oder Vergehen schwerere Strafen anzusprechen hat. In den französischen Gewässern sind solche Uebertretungen der in Kraft bestehenden Gesetzgebung unterworfen.

Art. 81. Demeurent applicables dans les eaux suisses, pour les bateaux à vapeur transportant des objets postaux, les dispositions de l'article 67 du code pénal fédéral du 4 février 1853.

Inkrafttreten.

Art. 82. Gegenwärtige Uebereinkunft tritt 14 Tage nach Austausch der Ratifikationen in Kraft und bleibt so lange in Gültigkeit, bis eine der beteiligten Regierungen dieselbe auf ein Jahr kündigt.

Dessen zur Urkunde haben die beiderseitigen Bevollmächtigten die gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet und derselben ihre Siegel beigesetzt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Paris, am 9. Juli 1887.

Für die schweiz. Eidgenossenschaft: *)

Lardy.

Für Frankreich:

Flourens.

*) Sowohl in ihrem Namen als in demjenigen der Uferkantone Waadt Wallis und Genf.

Art. 80. Les contraventions au présent règlement sont punies dans les eaux suisses d'une amende de 2 francs à 1000 francs, ou d'un emprisonnement de un jour à deux mois, sans préjudice des peines plus graves prononcées par les tribunaux en cas de crimes ou délits. Dans les eaux françaises, elles sont soumises à la législation en vigueur.

Art. 81. Für die Dampfschiffe, welche Postsachen befördern, finden in den schweizerischen Gewässern die Bestimmungen von Art. 67 des Gesetzes über das Bundesstrafrecht, vom 4. Februar 1853, Anwendung.

Entrée en vigueur.

Art. 82. La présente convention entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera exécutoire aussi longtemps que l'un des gouvernements intéressés ne l'aura pas dénoncée, moyennant un avis donné une année à l'avance.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 9 juillet 1887.

Pour la Confédération suisse: *)

Lardy.

Pour la France:

Flourens.

*) Tant en son nom qu'en celui des Cantons riverains de Vaud, du Valais et de Genève.

95.

SUISSE, AUTRICHE-HONGRIE.

Déclarations fixant les règles de la réadmission des sujets respectifs; signées le 21/28 oct. 1887.

Amtl. eidg. Gesetzssaml. Bd. X.

Erklärungen zwischen der Schweiz und Oesterreich-Ungarn, betreffend die Wiedertübernahme ehemaliger Staatsangehöriger.

Die Regierungen der schweizerischen Eidgenossenschaft und der österreichisch-ungarischen Monarchie sind übereingekommen, bezüglich der Uebernahme Auszuweisender den Grundsatz zur Anwendung zu bringen, dass jeder der kontrahirenden Theile sich verpflichtet, auf Verlangen des andern Theiles seine Angehörigen wieder zu übernehmen, auch wenn dieselben die Staatsangehörigkeit nach der inländischen Gesetzgebung bereits verloren haben, sofern sie nicht dem andern Lande nach dessen eigener Gesetzgebung angehörig geworden wären.

Zu Urkund dessen ist die gegenwärtige Erklärung ausgestellt und gegen eine übereinstimmende Erklärung der k. k. österreichisch-ungarischen Regierung ausgewechselt worden.

Bern, den 21. Oktober 1887.

Im Namen des schweiz. Bundesrathes,

Der Bundespräsident:

Dros.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:

Ringier.

Die Regierungen der österreichisch-ungarischen Monarchie und der schweizerischen Eidgenossenschaft sind übereingekommen, bezüglich der Uebernahme Auszuweisender den Grundsatz zur Anwendung zu bringen, dass jeder der kontrahirenden Theile sich verpflichtet, auf Verlangen des andern Theiles seine Angehörigen wieder zu übernehmen, auch wenn dieselben die Staatsangehörigkeit nach der inländischen Gesetzgebung bereits verloren haben, sofern sie nicht dem anderen Lande nach dessen eigener Gesetzgebung angehörig geworden wären.

Zu Urkund dessen ist die gegenwärtige Erklärung ausgestellt und gegen eine übereinstimmende Erklärung des schweizerischen Bundesrathes ausgewechselt worden.

Wien, den 28. October 1887.

Seiner kais. und königl. Apostol. Majestät Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern:

Gustav Graf Kálnoky.

96.

SUISSE, BELGIQUE.

Traité concernant les conditions de l'établissement des Belges en Suisse et des Suisses en Belgique; signé à Berne le 4 juin 1887 *).

Eidg. amtl. Samml. N. F. Bd. X.

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft
und

Seine Majestät der König der Belgier,
von dem Wunsche beseelt, die Freundschaftsbände zu befestigen und die guten Beziehungen zu fördern, welche beide Länder verbinden, haben beschlossen, die Bedingungen für die Niederlassung der Belgier in der Schweiz und der Schweizer in Belgien in beidseitigem Einverständniss durch einen besondern Vertrag zu regeln, und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft:

Herrn Bundesrath Louis Ruchonnet, Vorsteher des eidg. Justiz- und Polizeidepartements, und

Seine Majestät der König der Belgier:
Herrn Maurice Delfosse, Seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft, welche, nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, sich über folgende Artikel geeinigt haben:

Artikel 1.

Die Belgier sind in jedem Kantone

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse
et

Sa Majesté le Roi des Belges,
animés du désir de resserrer les liens d'amitié et de multiplier les bons rapports qui unissent les deux pays, ont décidé de régler, d'un commun accord et par un traité spécial, les conditions auxquelles sera soumis l'établissement des Belges en Suisse et des Suisses en Belgique, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse:

Monsieur le conseiller fédéral Louis Ruchonnet, chef du département fédéral de justice et police, et

Sa Majesté le Roi des Belges:
Monsieur Maurice Delfosse, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la Confédération suisse, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1^{er}.

Les Belges seront reçus et traités

*) Les ratifications ont été échangées à Berne le 7 mai 1888.

der Eidgenossenschaft in Bezug auf ihre Personen und ihr Eigenthum auf dem nämlichen Fusse und auf die gleiche Weise aufzunehmen und zu behandeln, wie es die Angehörigen der andern Kantone sind oder noch werden sollten. Sie können daher in der Schweiz ab- und zu-gehen und sich daselbst zeitweilig aufhalten, wenn sie den Gesetzen und Polizeiverordnungen nachleben.

Jede Art von Gewerbe und Handel, welche den Angehörigen der verschiedenen Kantone erlaubt ist, wird es auf gleiche Weise auch den Belgiern sein, und zwar ohne dass ihnen eine pekuniäre oder sonstige Mehrleistung überbunden werden darf.

Artikel 2.

Die Schweizer werden in Belgien die nämlichen Rechte und Vortheile geniessen, wie sie der Artikel 1 des gegenwärtigen Vertrages den Belgiern in der Schweiz zusichert.

Artikel 3.

Die Angehörigen des einen der beiden Staaten, welche im andern wohnhaft sind, stehen nicht unter den Militärgesetzen des Landes, in dem sie sich aufhalten, sondern bleiben denjenigen ihres Vaterlandes unterworfen.

Ebenso sind sie frei von jedem Dienste in der Bürgerwehr sowohl als in den Ortsbürgerwachen.

Artikel 4.

Die Angehörigen des einen der beiden Staaten, welche im andern wohnhaft sind und in die Lage kommen sollten, durch gesetzliche Verfügung oder gemäss den Gesetzen oder Verordnungen über die Sittenpolizei und über den Bettel weggewiesen zu werden, sollen sammt Fa-

dans chaque canton de la Confédération, relativement à leurs personnes et à leurs propriétés, sur le même pied et de la même manière que le sont ou pourront l'être à l'avenir les ressortissants des autres cantons. Ils pourront, en conséquence, aller, venir et séjourner temporairement en Suisse, en se conformant aux lois et règlements de police.

Tout genre d'industrie et de commerce permis aux ressortissants des divers cantons le sera également aux Belges et sans que l'on puisse en exiger aucune condition pécuniaire ou autre plus onéreuse.

Article 2.

Les Suisses jouiront en Belgique des mêmes droits et avantages que l'article premier ci-dessus assure aux Belges en Suisse.

Article 3.

Les ressortissants de l'un des deux Etats établis dans l'autre ne seront pas atteints par les lois militaires du pays qu'ils habiteront, mais resteront soumis à celles de leur patrie.

Ils seront également exempts de tout service, soit dans la garde civique, soit dans les milices municipales.

Article 4.

Les ressortissants de l'un des deux Etats établis dans l'autre et qui seraient dans le cas d'être renvoyés par sentence légale ou d'après les lois ou règlements sur la police des mœurs et sur la mendicité, seront reçus en tout temps, eux et leurs familles, dans le pays dont ils sont

milie jederzeit in ihrer ursprünglichen Heimat wieder aufgenommen werden, vorausgesetzt, dass sie ihre Heimatrechte beibehalten haben.

Artikel 5.

Jeder Vortheil, den einer der vertragschliessenden Theile bezüglich der Niederlassung der Bürger und der Ausübung der industriellen Berufsarten in irgend einer Weise einem andern Staate gewährt hätte oder in Zukunft noch gewähren sollte, wird in gleicher Weise und zu gleicher Zeit auch gegenüber dem andern Kontrahenten zur Anwendung kommen, ohne dass hiefür der Abschluss einer besondern Uebereinkunft nöthig wäre.

Artikel 6.

Der gegenwärtige Vertrag ist für zehn Jahre abgeschlossen und tritt einen Monat nach Auswechslung der Ratifikation in Kraft.

Für den Fall, dass keiner der hohen vertragschliessenden Theile zwölf Monate vor Ablauf des genannten Zeitraumes seine Absicht kundgegeben hat, vom Vertrage zurückzutreten, bleibt dieser vom dem Tage ab, an welchem einer der hohen vertragschliessenden Theile ihn gekündigt hat, noch ein weiteres Jahr lang verbindlich.

Der gegenwärtige Vertrag ist zu ratifiziren, und es sollen die Ratifikationsurkunden so bald wie möglich in Bern ausgetauscht werden.

Dessen zur Urkunde haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und demselben ihre Siegel beigeschlagen.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Bern, am 4. Juni 1887.

L. Ruchonnet.
Maurice Delfosse.

originaires et où ils auront conservé leurs droits.

Article 5.

Tout avantage que l'une des parties contractantes aurait concédé ou pourrait encore concéder à l'avenir d'une manière quelconque à une autre puissance, en ce qui concerne l'établissement des citoyens et l'exercice des professions industrielles, sera applicable de la même manière et à la même époque à l'autre partie, sans qu'il soit nécessaire de faire une convention spéciale à cet effet.

Article 6.

Le présent traité est conclu pour dix ans et entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des hautes parties contractantes l'aura dénoncé.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées le plus tôt possible à Berne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Berne, le 4 juin 1887.

L. Ruchonnet.
Maurice Delfosse.

97.

SUISSE, SERBIE.

Convention réglant l'extradition réciproque des malfaiteurs suivie d'une note en date du 28 nov. 1887; signée à Vienne le 28 novembre 1887 *).

Eidgen. amtl. Samml. N. F. Bd. X.

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft
und
Seine Majestät der König von Serbien,

in der Absicht, einen Vertrag über die gegenseitige Auslieferung von Verbrechern abzuschliessen, haben als ihre Bevollmächtigten ernannt:

Der schweizerische Bundesrath:

Herrn A. O. Aepli, Seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Kaiserlich und Königlich Apostolischen Majestät,

und

Seine Majestät der König von Serbien:

Herrn M. Boghitchévitch, Seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Kaiserlich und Königlich Apostolischen Majestät,

welche, nach Auswechslung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, nachstehende Artikel vereinbart haben:

Artikel I.

Die Regierung der schweizerischen Eidgenossenschaft und die Regierung Seiner Majestät des Königs von Serbien verpflichten sich gegenseitig, auf das von einer der beiden Regierungen

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse

et

Sa Majesté le Roi de Serbie,

désirant, d'un commun accord, conclure une convention à l'effet de régler l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Conseil fédéral suisse,

Monsieur A.-O. Aepli, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près sa majesté impériale et royale apostolique,

et

sa Majesté le Roi de Serbie,

Monsieur M. Boghitchévitch, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près sa majesté impériale et royale apostolique,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I^{er}.

Le gouvernement de la Confédération suisse et le gouvernement de sa majesté le Roi de Serbie s'engagent à se livrer réciproquement, sur la demande que l'un des deux gouver-

*) Les ratifications ont été échangées à Vienne le 21 juin 1888.

an die andere gestellte Begehren alle Individuen, mit Ausnahme der eigenen Staatsangehörigen, auszuliefern, welche wegen eines der nachstehend aufgezählten Verbrechen oder Vergehen als Urheber oder Mitschuldige in Untersuchung gezogen oder von den kompetenten Gerichten verurtheilt worden sind und sich aus dem Königreich Serbien nach der Schweiz oder aus der Schweiz nach Serbien geflüchtet haben:

1. Mord;
2. Verwandtenmord;
3. Kindesmord;
4. Vergiftung;
5. Todtschlag;
6. Abtreibung der Leibesfrucht;
7. Bigamie;
8. Nothzucht; gewaltsamer Angriff auf die Schamhaftigkeit; ohne Gewalt verübter Angriff auf die Schamhaftigkeit gegen Kinder oder vermittelt Kinder beiderlei Geschlechtes unter 14 Jahren; Verletzung der Sittlichkeit durch gewerbsmässige Förderung, Erleichterung oder Begünstigung der Sittenlosigkeit oder Ausschweifung von Minderjährigen des einen oder andern Geschlechtes zur Befriedigung der Leidenschaften Anderer;
9. Entführung von Minderjährigen;
10. Wegnahme, Verheimlichung, Unterdrückung, Vertauschung oder Unterschiebung von Kindern; Aussetzung oder Verlassen von Kindern;
11. Absichtliche Körperverletzung, die den Tod oder eine Krankheit oder Arbeitsunfähigkeit von mehr als 20 Tagen, die Verstümmelung, die Amputation oder die Unbrauchbarkeit eines Gliedes, Erblindung, Verlust eines Auges oder andere bleibende Gebrechen zur Folge hatte;

nements adressera à l'autre, à la seule exception de leurs nationaux, les individus réfugiés du royaume de Serbie en Suisse ou de Suisse en Serbie et poursuivis ou condamnés, comme auteurs ou complices, par les tribunaux compétents, pour les crimes et délits énumérés ci-après:

- 1° Assassinat;
- 2° Parricide;
- 3° Infanticide;
- 4° Empoisonnement;
- 5° Meurtre;
- 6° Avortement;
- 7° Bigamie;
- 8° Viol; attentat à la pudeur avec violence; attentat à la pudeur sans violence sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de quatorze ans; attentat aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe;
- 9° Enlèvement de mineurs;
- 10° Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfants; exposition ou délaissement d'enfants;
- 11° Coups et blessures volontaires ayant occasionné, soit la mort, soit une maladie ou une incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours, ou ayant été suivis de mutilation, amputation ou privation de l'usage de membres, cécité, perte d'un oeil ou autres infirmités permanentes;

- | | |
|---|--|
| <p>12. Bedrohung von Personen oder Eigenthum, wenn sie in der Schweiz mit Zuchthaus oder Gefängniß und in Serbien mit dem Tode, mit Zuchthaus oder Gefängniß bestraft wird;</p> <p>13. Verletzung der persönlichen Freiheit und des Hausrechtes durch Privatpersonen;</p> <p>14. Vorsätzliche Brandstiftung;</p> <p>15. Diebstahl; Raub; Erpressung; betrügerische Unterschlagung;</p> <p>16. Prellerei, Vertrauensmissbrauch und ähnliche Betrügereien;</p> <p>17. Amtsmissbrauch, Veruntreuung durch öffentliche Beamte und Bestechung von öffentlichen Beamten, Experten oder Schiedsrichtern;</p> <p>18. Münzfälschung, inbegriffen das Nachahmen und Verändern von Münzen, das Ausgeben und Inverkehrsetzen von nachgemachten oder veränderten Münzen; Nachahmung oder Verfälschung von Staatspapieren, oder Banknoten, von öffentlichen oder privaten Werthschriften; Ausgabe oder Inverkehrsetzung von derartigen falschen oder verfälschten Papieren, Noten oder Werthschriften; Schriftenfälschung oder Fälschung von telegraphischen Depeschen und Gebrauch solcher nachgeahmter, fabrizirter oder verfälschter Depeschen, Papiere, Banknoten oder Werthschriften; Nachahmung oder Verfälschung von Siegeln, Stempeln, Marken und Poinçons, mit Ausnahme solcher, die Privaten oder Handelsleuten angehören; Gebrauch von nachgeahmten oder verfälschten Siegeln, Stempeln, Marken und Poinçons und Missbrauch echter Siegel, Stempel, Marken und Poinçons;</p> | <p>12° Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissables, en Suisse, de la peine des travaux forcés ou de la réclusion seulement, et, en Serbie, de la peine de mort, des travaux forcés ou de la réclusion;</p> <p>13° Attentat à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers;</p> <p>14° Incendie volontaire;</p> <p>15° Vol; rapine; extorsion; soustraction frauduleuse;</p> <p>16° Escroqueries, abus de confiance et fraudes analogues;</p> <p>17° Concussion, détournement et corruption de fonctionnaires publics, d'experts ou d'arbitres;</p> <p>18° Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée; contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés; émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés; faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés; contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, marques et poinçons, à l'exception de ceux de particuliers ou de négociants; usage de sceaux, timbres, marques et poinçons contrefaits ou falsifiés et usage préjudiciable des vrais sceaux, timbres, marques et poinçons;</p> |
|---|--|

- | | |
|--|--|
| <p>19. Falsches Zeugniß und falsche Expertise;
 20. Meineid;
 21. Verleitung von Zeugen zu falschem Zeugniß und von Experten zu falscher Expertise;
 22. Gerichtliche Verleumdung;
 23. Betrügerischer Bankerott;
 24. Absichtliche Zerstörung oder Beschädigung von beweglichem oder unbeweglichem Eigentum; Zerstörung von öffentlichen Urkunden oder andern öffentlichen Papieren;
 25. In strafbarer Absicht verübte Beschädigung von Eisenbahnen, Dampfmaschinen, Telegraphenapparaten oder Telegraphenlinien;
 26. Komplott zur Ausübung von Gesetzesübertretungen, die in diesem Verträge vorgesehen sind;
 27. Verheimlichung von Gegenständen, welche durch ein in diesem Verträge vorgesehenes Verbrechen oder Vergehen erlangt worden sind.</p> | <p>19° Faux témoignage et fausse expertise;
 20° Faux serment;
 21° Subornation de témoins et d'experts;
 22° Dénonciation calomnieuse;
 23° Banqueroute frauduleuse;
 24° Destruction, dégradation ou dommages volontaires de la propriété mobilière ou immobilière! destruction de documents ou autres papiers publics;
 25° Dérangement, dans une intention coupable, d'une voie ferrée, de machines à vapeur, d'appareils ou de communications télégraphiques;
 26° Association de malfaiteurs pour commettre des infractions prévues par la présente convention;
 27° Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention.</p> |
|--|--|

Die Auslieferung soll auch wegen Versuches oben aufgezählter Verbrechen bewilligt werden, sofern diese Handlungen nach der Gesetzgebung der beiden kontrahirenden Parteien als Verbrechen strafbar sind.

Artikel II.

Das Auslieferungsbegehren muss immer auf diplomatischem Wege gestellt werden.

Artikel III.

Personen, die wegen einer der im Artikel I aufgezählten Handlungen angeklagt sind, müssen provisorisch verhaftet werden, wenn auf diplomatischem Wege ein von der zuständigen Behörde ausgestellter Verhaftsbefehl oder eine andere gleich wirksame Urkunde beigebracht wird.

Die provisorische Verhaftung soll

L'extradition sera accordée, de même, dans les cas de tentatives des crimes énumérés ci-dessus, à condition que ces crimes soient punissables comme tels d'après la législation des deux parties contractantes.

Article II.

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Article III.

L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par l'article I^{er} de la présente convention devra être arrêté provisoirement sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt ou autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité compétente et produit par voie diplomatique.

L'arrestation provisoire devra éga-

ebenfalls stattfinden auf die durch die Post oder durch den Telegraphen gemachte Anzeige, dass ein Verhaftsbefehl bestehe, immerhin unter der Bedingung, dass diese Anzeige, wenn sich der Angeklagte nach dem Königreiche Serbien geflüchtet hat, dem Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, oder, wenn der Angeklagte sich nach der Schweiz geflüchtet hat, dem Bundespräsidenten in gehöriger Form auf diplomatischem Wege zugekommen sei.

Wenn das Verhaftungsbegehren einer Gerichts- oder Verwaltungsbehörde des einen der beiden Staaten auf direktem Wege zugekommen ist, so hängt die Anordnung der Verhaftung von dem Ermessen dieser Behörde ab; sie soll aber jedenfalls ohne Verzug alle zur Herstellung der Identität der Person und zur Beibringung der Beweise für die eingeklagte Handlung zweckdienlichen Verböthe vornehmen und, wenn sich Schwierigkeiten ergeben, dem Minister der auswärtigen Angelegenheiten oder dem Bundespräsidenten über die Beweggründe, welche sie veranlasst haben, die verlangte Verhaftung zu verschieben, Bericht erstatten.

Die provisorische Verhaftung soll in der Form und nach den Regeln vollzogen werden, welche die Gesetzgebung des Landes, an welches jenes Ansuchen gestellt worden ist, vorschreibt; sie soll aber aufhören, wenn nach 30 Tagen, von dem Moment der Vollziehung an gerechnet, der hierum angegangenen Regierung nicht das Auslieferungsbegehren gemäss den Vorschriften des Artikel II zugestellt worden ist.

Artikel IV.

Die Auslieferung wird nur bewilligt auf die Beibringung eines verurtheilenden Erkenntnisses oder eines

lement être effectuée sur avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au ministre des affaires étrangères, si l'inculpé est réfugié sur le territoire du royaume de Serbie, ou au Président de la Confédération, si l'inculpé est réfugié en Suisse.

L'arrestation sera facultative, si la demande est directement parvenue à une autorité judiciaire ou administrative de l'un des deux Etats; mais cette autorité devra procéder sans délai à tous interrogatoires de nature à vérifier l'identité ou les preuves du fait incriminé, et, en cas de difficulté, rendre compte au ministre des affaires étrangères ou au Président de la Confédération suisse des motifs qui l'auraient portée à surseoir à l'arrestation réclamée.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du gouvernement requis; elle cessera d'être maintenue si, dans les 30 jours à partir du moment où elle a été effectuée, ce gouvernement n'est pas saisi, conformément à l'article II, de la demande de livrer le détenu.

Article IV.

L'extradition ne sera accordée que sur la production soit d'un arrêt ou jugement de condamnation, soit d'un

gegen den Angeschuldigten nach den gesetzlichen Formen des requirirenden Staates erlassenen Verhaftsbefehles, oder endlich einer jeden andern Urkunde, die einem solchen Verhaftsbefehl gleichsteht und zugleich die Natur und die Schwere des eingeklagten Verbrechens, sowie den Zeitpunkt, in welchem es begangen worden ist, angibt.

Diese Akten sollen, so weit möglich, das Signalement des auszuliefernden Individuums, sowie eine Abschrift der auf die eingeklagte Handlung anwendbaren Strafbestimmungen enthalten.

Wenn über die Frage Zweifel entsteht, ob das Verbrechen oder Vergehen, welches Gegenstand der Verfolgung ist, unter die Bestimmungen dieses Vertrages fällt, so werden nähere Aufschlüsse begehrt werden, nach deren Prüfung die Regierung, an welche das Auslieferungsbegehren gerichtet ist, darüber entscheidet, ob demselben Folge zu geben sei.

Die in einer andern Sprache abgefassten Schriftstücke müssen von gehörig beglaubigten deutschen oder französischen Uebersetzungen begleitet sein.

Artikel V.

Die Auslieferung für die im Artikel I genannten gemeinen Verbrechen findet auch dann statt, wenn die eingeklagte Handlung vor dem Inkrafttreten dieses Vertrages verübt wurde.

Artikel VI.

Die politischen Verbrechen und Vergehen, sowie die rein militärischen Delikte sind von dem gegenwärtigen Verträge ausgeschlossen.

Es ist ausdrücklich festgesetzt, dass ein Individuum, dessen Auslieferung

mandat d'arrêt décerné contre l'accusé et expédié dans les formes prescrites par la législation du pays qui demande l'extradition, soit de tout autre acte ayant au moins la même force que ce mandat et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que leur date.

Les pièces seront, autant que possible, accompagnées du signalement de l'individu réclamé et d'une copie du texte de la loi pénale applicable au fait incriminé.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou le délit, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions du traité, des explications seront demandées, et, après examen, le gouvernement à qui l'extradition est réclamée statuera sur la suite à donner à la requête.

Les pièces écrites dans une autre langue devront être accompagnées de traductions allemandes ou françaises, dûment certifiées.

Article V.

L'extradition sera accordée du chef de l'un des crimes ou délits communs énumérés à l'article I^{er}, même dans le cas où l'acte incriminé aurait été commis avant l'entrée en vigueur de la présente convention.

Article VI.

Les crimes et délits politiques, ainsi que les délits purement militaires, sont exceptés de la présente convention.

Il est expressément stipulé qu'un individu dont l'extradition aura été

gewährt worden ist, in keinem Falle wegen eines vor seiner Auslieferung begangenen politischen oder rein militärischen Vergehens, noch wegen irgend einer mit einem derartigen Verbrechen oder Vergehen zusammenhängenden Handlung verfolgt oder bestraft werden darf.

Artikel VII.

Die Auslieferung wird verweigert werden, wenn seit der eingeklagten Handlung oder der Untersuchung oder der Verurtheilung nach den Gesetzen desjenigen Landes, in welches der Angeklagte sich geflüchtet hat, die Verjährung der Strafe oder der Anklage eingetreten ist.

Artikel VIII.

Wenn das Individuum, dessen Auslieferung verlangt wird, in dem Lande, wohin es sich geflüchtet hat, wegen einer dort begangenen strafbaren Handlung in Untersuchung gezogen oder verurtheilt ist, so kann seine Auslieferung bis zur Verurtheilung und bis zur Vollziehung der Strafe verschoben werden.

Ist es in dem gleichen Lande wegen privatrechtlicher Verbindlichkeiten, die es gegenüber von Privatpersonen eingegangen hat, verfolgt oder verhaftet, so soll die Auslieferung dennoch stattfinden; es bleibt aber der beschädigten Partei vorbehalten, ihre Rechte vor der zuständigen Behörde geltend zu machen.

Wird die Auslieferung des gleichen Individuums von zwei Staaten wegen verschiedener Verbrechen verlangt, so entscheidet die Regierung, an welche die beiden Auslieferungsbegehren gestellt worden sind, darüber, an welchen Staat das Individuum zuerst ausgeliefert werden soll. Bei diesem Entscheide ist Rücksicht zu

accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour un délit politique ou purement militaire antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit.

Article VII.

L'extradition sera refusée si la prescription de la peine ou de l'action est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié depuis les faits imputés ou depuis la poursuite ou la condamnation.

Article VIII.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour une infraction commise dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été jugé et qu'il ait subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Dans le cas de réclamation du même individu de la part de deux États pour crimes distincts, le gouvernement requis statuera en prenant pour base la gravité du fait poursuivi ou les facilités accordées pour que l'inculpé soit restitué, s'il y a lieu, d'un pays à l'autre, pour purger successivement les accusations.

nehmen auf die grössere Strafbarkeit der eingeklagten Handlung oder auf die grössere Leichtigkeit, mit welcher der Verfolgte, sofern Grund hiezu vorhanden ist, von einem Land zum andern überliefert werden kann, um für die eine Anklage nach der andern vor Gericht gestellt zu werden.

Artikel IX.

Das ausgelieferte Individuum kann auf Grund eines andern Verbrechens oder Vergehens als desjenigen, welches die Auslieferung begründet hat, weder verfolgt, noch bestraft werden, selbst dann nicht, wenn dieses andere Verbrechen oder Vergehen der Auslieferung vorausgegangen und im gegenwärtigen Verträge vorgesehen ist.

Jedoch kann in einem solchen Falle das betreffende Individuum in Untersuchung gezogen und in Anklagezustand versetzt werden, wenn die ausliefernde Regierung ihre Zustimmung erteilt. Der letzteren Regierung steht es hierbei auch zu, die Vorlegung eines der im Artikel IV des gegenwärtigen Vertrages genannten Schriftstücke zu verlangen.

Dieser Zustimmung bedarf es indes nicht, wenn der Angeschuldigte von sich aus vor Gericht gestellt zu werden oder seine Strafe anzutreten verlangt, oder wenn er nicht innerhalb eines Monats das Gebiet des Landes, an welches er ausgeliefert worden ist, verlassen hat.

Unter allen Umständen ist die Zustimmung der Regierung, welche die Auslieferung bewilligt hat, für die Beurtheilung von strafbaren Handlungen, die gleichzeitig mit dem eingeklagten Verbrechen oder Vergehen, für welches die Auslieferung bewilligt wurde, verfolgt werden, nicht erforderlich, wenn jene Handlungen mit dem eingeklagten Verbrechen oder

Article IX.

L'individu extradé ne pourra être ni poursuivi ni puni du chef d'un crime ou d'un délit autre que celui qui a motivé l'extradition, lors même que cet autre crime ou délit serait antérieur à l'extradition et rentrerait dans la catégorie de ceux prévus par la présente convention.

Dans ce cas, toutefois, il pourra y avoir poursuite et accusation, si le gouvernement qui a livré l'extradé y donne son consentement. Ce gouvernement pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'article IV de la présente convention.

Cependant, ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine, ou lorsqu'il n'aura pas quitté dans le délai d'un mois le territoire du pays auquel il a été livré.

Dans tous les cas, le consentement du gouvernement qui a accordé l'extradition ne sera pas nécessaire pour la répression des délits poursuivis en même temps que le fait incriminé, pour lequel l'extradition a été accordée, en tant que ces délits présenteraient un caractère de connexité avec le fait incriminé et constitueraient, soit une circonstance aggravante, soit une dé-

Vergehen in Verbindung stehen und entweder einen erschwerenden Umstand bilden oder die Hauptanklage ändern.

Artikel X.

Die beiden vertragschliessenden Staaten verpflichten sich, die Verbrechen und Vergehen, welche durch ihre Bürger gegen die Gesetze des andern Staates begangen worden sind, nach Massgabe ihrer Gesetzgebung zu verfolgen, wenn der letztere Staat ein bezügliches Begehren stellt und diese Verbrechen oder Vergehen im Artikel I des gegenwärtigen Vertrages vorgesehen sind.

Seinerseits verpflichtet sich der Staat, auf dessen Begehren ein Bürger des andern Staates verfolgt und beurtheilt wurde, das nämliche Individuum wegen der gleichen Handlung nicht ein zweites Mal zu verfolgen, insofern dieses Individuum die Strafe, zu der es in seiner Heimat verurtheilt worden, verbüsst hat.

Artikel XI.

Wenn das Auslieferungsbegehren begründet ist, so sollen alle sequestrirten Gegenstände, welche geeignet sind, das Verbrechen oder Vergehen zu konstatiren, sowie diejenigen Gegenstände, welche vom Diebstahl herrühren, der die Auslieferung begehrenden Regierung zugestellt werden, gleichviel, ob die Auslieferung infolge Verhaftung des Angeklagten wirklich stattfinden kann oder ob Letzteres nicht möglich ist, indem der Angeklagte oder der Verurtheilte sich auf's Neue geflüchtet hat oder gestorben ist.

Ebenso sollen alle Gegenstände ausgeliefert werden, die der Angeklagte in dem Lande, in das er sich

générescence de l'accusation principale.

Article X.

Chacun des Etats contractants s'engage à poursuivre, conformément à ses lois, les crimes ou délits commis par ses citoyens contre les lois de l'autre Etat, dès que la demande en est faite par ce dernier et dans le cas où ces crimes ou délits peuvent être classés dans une des catégories énumérées à l'article 1^{er} du présent traité.

De son côté, l'Etat, à la demande duquel un citoyen ou sujet de l'autre Etat aura été poursuivi et jugé, s'engage à ne pas exercer une seconde poursuite contre le même individu et pour le même fait, à moins que l'individu n'ait pas subi la peine à laquelle il aurait été condamné dans son pays.

Article XI.

Quand il y aura lieu à l'extradition, tous les objets saisis qui peuvent servir à constater le crime ou le délit, ainsi que les objets provenant de vol, seront remis à l'Etat réclamant, soit que l'extradition puisse s'effectuer, l'accusé ayant été arrêté, soit qu'il ne puisse y être donné suite, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau évadé ou étant décédé.

Cette remise comprendra aussi tous les objets que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays et

geflüchtet, versteckt oder in Verwahrung gegeben hat und die später aufgefunden werden. Immerhin bleiben die Rechte vorbehalten, welche dritte, in die Untersuchung nicht verwickelte Personen auf die im gegenwärtigen Artikel bezeichneten Gegenstände erworben haben.

Artikel XII.

Die Kosten der Verhaftung, der Gefangenhaltung, der Ueberwachung, der Verpflegung und des Transportes der Ausgelieferten oder der Zustellung der im Artikel XI erwähnten Gegenstände hat der requirirte Staat zu tragen, soweit sie auf seinem Gebiete entstanden sind.

Artikel XIII.

Der Transit des von einem andern Staate ausgelieferten Individuums durch die Gebiete der kontrahirenden Staaten wird auf diplomatisches Gesuch und gestützt auf die nötigen Anweise dafür, dass es sich nicht um ein politisches oder rein militärisches Verbrechen handle, bewilligt, insofern jenes Individuum nicht dem Lande angehört, durch welches es transitiren muss.

Der Transport soll mit der grösstmöglichen Beförderung, unter Ueberwachung von Agenten desjenigen Landes, bei welchem ein solcher Transit nachgesucht wird, und auf Kosten derjenigen Regierung, welche die Auslieferung verlangt, vollzogen werden.

Artikel XIV.

Wenn im Laufe eines Strafverfahrens eine der beiden Regierungen die Abhörnung von Zeugen, welche in dem andern Staate wohnen, oder die Vornahme einer andern Untersuchungshandlung für nöthig erachtet, so soll zu diesem Zwecke dem an-

qui seraient découverts ultérieurement. Sont réservés, toutefois, les droits que des tiers, non impliqués dans la poursuite, auraient pu acquérir sur les objets indiqués dans le présent article.

Article XII.

Les frais occasionnés sur le territoire de l'Etat requis par l'arrestation, la détention, la garde, la nourriture et le transport des extradés ou bien par le transport des objets mentionnés dans l'article XI de la présente convention, seront supportés par le Gouvernement de cet Etat.

Article XIII.

Le transit sur le territoire des Etats contractants d'un individu extradé, n'appartenant pas au pays de transit et livré par un autre gouvernement, sera autorisé sur simple demande, par voie diplomatique, appuyée des pièces nécessaires pour établir qu'il ne s'agit pas d'un délit politique ou purement militaire.

Le transport s'effectuera par les voies les plus rapides, sous la conduite d'agents du pays requis et aux frais du Gouvernement réclamant.

Article XIV.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat ou tous autres actes d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie di-

dem Staate auf diplomatischem Wege ein Rogatorium (Requisitorial) eingesandt, und es soll demselben ungekürzt Folge gegeben werden, gemäss den Gesetzen dieses Landes.

Die in einer andern Sprache abgefassten Schriftstücke müssen von gehörig beglaubigten deutschen oder französischen Uebersetzungen begleitet sein.

Die beiden Regierungen verzichten auf jede Reklamation, welche zum Zwecke hätte, die Rückerstattung der Kosten, welche durch den Vollzug des Rogatoriums entstehen, zu verlangen, es wäre denn, dass es sich um Ausgaben für Kriminal-, Handels- oder gerichtlich - medizinische Expertisen handelte.

Ebenso kann keinerlei Ersatzforderung gestellt werden für Kosten gerichtlicher Handlungen, die von Beamten des einen oder andern Staates freiwillig vorgenommen worden sind, zum Zwecke der Verfolgung oder Feststellung von strafbaren Handlungen, die auf dem Gebiete ihrer Staaten von einem Fremden begangen worden sind, der später in seinem Heimatlande in Untersuchung gezogen wird.

Artikel XV.

Wenn in Strafsachen die amtliche Zustellung eines Untersuchungsaktes oder eines Urtheils an einen Schweizer oder an einen Angehörigen des Königreiches Serbien nothwendig erscheint, so soll das betreffende Aktenstück, sei es auf diplomatischem Wege eingesandt, oder dem kompetenten Beamten am Wohnort derjenigen Person, welcher es zugestellt werden soll, direkt übermacht worden, dieser letztern persönlich eingehändigt werden, und zwar auf Verfügung dieses Beamten durch den

plomatique, et il y sera donné suite, d'urgence, conformément aux lois du pays.

Les pièces écrites dans une autre langue devront être accompagnées de traductions allemandes ou françaises, dûment certifiées.

Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales ou médico-légales.

Aucune réclamation ne pourra non plus avoir lieu pour les frais de tous actes judiciaires spontanément faits par les magistrats de chaque pays pour la poursuite ou la constatation de délits commis, sur leur territoire, par un étranger qui serait ensuite poursuivi dans sa patrie.

Article XV.

En matière pénale, lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un Suisse ou à un ressortissants du royaume de Serbie paraîtra nécessaire, la pièce, transmise par la voie diplomatique ou directement au magistrat compétent du lieu de la résidence, sera signifiée à personne, à sa requête, par les soins du fonctionnaire compétent, et il renverra au magistrat expéditeur, avec son visa, l'original constatant la notification, dont les effets seront les mêmes que si elle avait eu lieu dans

hiefür speziell zuständigen Angestellten. Ersterer soll dann dem abwesenden Beamten das die amtliche Zustellung konstatirende Aktenstück im Original zurückschicken. Diese amtliche Zustellung hat die gleiche Wirkung, als hätte sie in dem Lande stattgefunden, von welchem der Untersuchungsakt oder das Urtheil herührt.

Artikel XVI.

Wenn im Laufe eines Strafverfahrens das persönliche Erscheinen eines Zeugen nothwendig ist, so soll derselbe von seiner Landesregierung eingeladen werden, der an ihn ergangenen Vorladung Folge zu leisten. Wenn der Zeuge erscheinen will, so werden ihm die Kosten für die Reise und den Aufenthalt ausser Hause, von seinem Aufenthaltsorte an gerechnet, nach den in dem Lande, wo die Abhörung stattfinden soll, in Kraft bestehenden Tarifen und Verordnungen vergütet. Auf sein Verlangen können ihm die Gerichtsbeamten seines Wohnortes die Reisekosten ganz oder theilweise vorstrecken, und es werden dieselben dann durch die Regierung, welche die Abhörung verlangt hat, zurückerstattet.

Kein Zeuge, welchem Lande er immer angehöre, der in einem der beiden Länder zitirt worden ist und freiwillig vor dem Richter des andern Landes erscheint, darf für zivil- oder strafrechtliche Handlungen oder Verurtheilungen, die der Einvernahme vorangegangen sind, oder unter dem Vorwande der Mitschuld an den Handlungen, welche den Gegenstand des Prozesses bilden, in dem er als Zeuge erscheint, verfolgt oder verhaftet werden.

le pays d'où émane l'acte ou le jugement.

Article XVI.

Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le gouvernement du pays auquel appartient le témoin l'invitera à se rendre à la citation qui lui sera faite. En cas de consentement du témoin, des frais de voyage et de séjour lui seront accordés à partir de sa résidence, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu. Il pourra lui être fait sur sa demande, par les magistrats de sa résidence, l'avance de tout ou partie des frais de voyage, qui seront ensuite remboursés par le gouvernement requérant.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre, ne pourra être poursuivi ni détenu pour des faits ou condamnations antérieurs, civils ou criminels, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objets du procès où il figure comme témoin.

Artikel XVII.

Wenn im Laufe des in einem der beiden Länder eingeleiteten Strafverfahrens die Konfrontation eines im andern Lande gefangen gehaltenen Verbrechers oder die Beibringung von Beweisstücken oder andern gerichtlichen Akten als nützlich erscheint, so ist das bezügliche Begehren auf diplomatischem Wege zu stellen, und es muss alsdann demselben, insofern ihm keine besondern Umstände entgegen stehen, Folge gegeben werden, unter der Verpflichtung, den betreffenden Verbrecher und die Dokumente wieder zurückzusenden.

Die vertragschliessenden Regierungen verzichten auf jede Ersatzforderung der Kosten, welche durch den Transport und die Rücksendung der zu konfrontirenden Verbrecher und die Versendung und Rückstellung der Beweisstücke und anderer Dokumente auf ihrem resp. Gebiete verursacht werden.

Artikel XVIII.

Die vertragschliessenden Parteien verpflichten sich, alle Strafurtheile wegen Verbrechen oder Vergehen jeder Art, welche von den Gerichten des einen der Vertragsstaaten gegen Angehörige des andern ausgesprochen werden, einander mitzuthemen. Diese Mittheilung hat auf diplomatischem Wege durch Uebersendung eines Auszuges aus dem rechtskräftig gewordenen Urtheile zu erfolgen.

Wenn dieser Auszug in einer andern Sprache abgefasst ist, so soll er von einer gehörig beglaubigten deutschen oder französischen Uebersetzung begleitet sein.

Artikel XIX.

Der gegenwärtige Vertrag ist auf fünf Jahre abgeschlossen, vom Tage

Article XVII.

Lorsque, dans une cause pénale instruite dans l'un des deux pays, la confrontation de criminels détenus dans l'autre, ou la production de pièces de conviction ou documents judiciaires, sera jugée utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Les gouvernements contractants renoncent à toute réclamation de frais résultant du transport et du renvoi, dans les limites de leurs territoires respectifs, de criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. XVIII.

Les parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement tous les arrêts de condamnation pour crimes ou délits de toute sorte, prononcés par les tribunaux de l'un des Etats contractants contre les ressortissants de l'autre. Cette communication aura lieu moyennant l'envoi, par voie diplomatique, d'un extrait du jugement devenu définitif.

Si cet extrait est rédigé dans une autre langue, il sera accompagné d'une traduction allemande ou française, dûment certifiée.

Article XIX.

La présente convention est conclue pour cinq années à partir du jour

der Auswechslung der Ratifikationen an gerechnet; welche so bald als möglich in Wien stattfinden soll.

Er ist vierzehn Tage nach Auswechslung der Ratifikationsurkunden vollziehbar.

Findet sechs Monate vor Ablauf dieser fünf Jahre keine Aufkündigung von Seite einer der beiden Regierungen statt, so wird der Vertrag für fünf weitere Jahre gültig sein, und so weiter, von je fünf zu fünf Jahren.

Dessen zur Urkunde haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den vorstehenden Vertrag unterzeichnet, unter Beidrückung ihrer Siegel.

So geschehen zu Wien in doppelter Ausfertigung den 28. November (16. November) 1887.

A. O. Aepli.
M. M. Boghitchévitch.

de l'échange des ratifications qui aura lieu à Vienne aussitôt que faire se pourra.

Elle sera exécutoire dans le terme de quinze jours après l'échange des ratifications.

Dans le cas où, six mois avant l'expiration des cinq années, aucun des deux gouvernements n'aurait déclaré y renoncer, elle sera valable pour cinq autres années et, ainsi de suite, de cinq ans en cinq ans.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne en double expédition le 28 novembre (16 novembre) 1887.

A. O. Aepli.
M. M. Boghitchévitch.

A n n e x e.

Note à Son Excellence Monsieur Milan Boghitchévitch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Serbie à Vienne.

Herr Minister!

Ew. Excellenz beehre ich mich zur Kenntniss zu bringen, dass der Bundesrath mich beauftragt hat, mit Bezug auf die Verfolgung und Auslieferung von Personen, die eines Verbrechens gegen einen Souverän und dessen Familienglieder sich schuldig gemacht haben, folgende Erklärung Ihnen mitzutheilen:

»Nach diesseitiger Auffassung ist es ein Irrthum, zu glauben, es verweigere die Schweiz die Auslieferung derjenigen Personen, die sich eines Verbrechens gegen einen Souverän oder seine Familienglieder schuldig gemacht haben.

»Weder der Text der Auslieferungsverträge noch diesseitige Ent-

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Conseil fédéral m'a chargé de vous communiquer la déclaration suivante, concernant la poursuite et l'extradition d'individus qui se sont rendus coupables d'un crime contre un souverain ou contre les membres de sa famille:

»D'après notre manière de voir, il est erroné de croire que la Suisse refuse l'extradition d'individus qui se sont rendus coupables d'un crime contre un souverain ou contre les membres de sa famille.

»Ni le texte de nos traités d'extradition, ni les arrêts suisses ne justi-

scheide rechtfertigen eine solche Annahme.

»Alle unsere Verträge verpflichten uns zur Auslieferung in den Fällen von Mord, Meuchelmord oder Vergiftung, ohne dass in Bezug auf die Person, gegen welche das Verbrechen begangen wird, irgend ein Unterschied gemacht wäre. Der Königsmörder steht auf der gleichen Linie, wie der Mörder eines jeden Menschen.

»Allerdings machen die Verträge einen Vorbehalt in Bezug auf die Natur des Verbrechens, indem sie bei politischen Verbrechen die Pflicht zur Auslieferung ausschliessen, und es ist klar, dass dieser Vorbehalt auch zutreffen kann, wenn es sich um ein gegen die Person eines Souveräns begangenes Verbrechen handelt. Daraus folgt nun aber keineswegs, dass die Schweiz ein jedes gegen einen Souverän begangenes Verbrechen von vornherein als ein politisches ansehe und unter allen Umständen die Auslieferung verweigere. Nie ist weder von einer politischen noch von einer richterlichen Behörde eine derartige Forderung aus den Verträgen gezogen worden.

»Diese Behörden werden immer im einzelnen Fall untersuchen, ob einem Verbrechen die politische Qualifikation zukomme oder nicht.

»Nach diesen Grundsätzen wird es der Schweiz immer möglich sein, ihre Pflicht gegen die übrigen Staaten zu erfüllen. Weiter kann sie aber nicht gehen. Sie kann von der Regel, welche für die politischen Verbrechen allgemein und überall gilt, nicht eine Ausnahme machen, die stets nur für den Mitkontrahenten und nie für sie selbst zur Anwendung kommen könnte.«

fient cette opinion.

»Tous nos traités nous obligent à l'extradition pour assassinat, pour meurtre ou pour empoisonnement, sans qu'il soit fait aucune différence par rapport à la personne sur laquelle le crime a été commis. Le régicide est sur la même ligne que l'assassin de tout autre homme.

»Il est vrai que les traités font une réserve par rapport à la nature du crime, en excluant l'obligation d'extradition pour crimes politiques, et il est évident que cette réserve peut aussi ressortir ses effets quand il s'agit d'un crime commis sur la personne d'un souverain. Mais il n'en suit absolument pas que la Suisse considérerait tout crime commis sur la personne d'un souverain comme crime politique et refuserait l'extradition par principe. Jamais une pareille conséquence n'a encore été tirée des dispositions des traités ni par les autorités politiques, ni par les autorités judiciaires.

»Ces autorités examineront, dans chaque cas spécial, si un crime se qualifie comme crime politique, oui ou non.

»En se conformant à ces principes, il sera toujours possible à la Suisse de remplir ses devoirs envers les autres états. Mais elle ne saurait aller plus loin. Elle ne peut faire d'exception à la règle généralement et partout en vigueur quant aux crimes politiques, exception qui ne trouverait son application toujours que pour l'autre partie contractante et jamais pour la Suisse elle-même.«

Gleichzeitig benutze ich diesen Anlass etc.

Wien, den 28. November 1887.

Der schweizerische Minister:

A. O. Aepli.

Je profite de l'occasion, etc.

Vienne, ce 28 novembre 1887.

Le ministre de Suisse:

A. O. Aepli.

98.

SUISSE, FRANCE.

Convention en vue d'assurer la fréquentation des écoles primaires par les enfants des deux pays; signée à Paris le 14 Déc. 1887*).

Eidgen. anhl. Samml. N. F. Bd. X.

Der schweizerische Bundesrath
und
Der Präsident der Französischen Republik,

in der Absicht, den Kindern der beiden Nationen, insbesondere in den angrenzenden Schweizerkantonen und französischen Departementen, die Wohlthat des obligatorischen und unentgeltlichen Primarunterrichts zu sichern, haben beschlossen, zu diesem Zwecke eine Spezial-Uebereinkunft abzuschliessen, und zu ihren diesfälligen Bevollmächtigten ernannt:

Der schweizerische Bundesrath:

Herrn Karl Eduard Lardy, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der schweizerischen Eidgenossenschaft in Paris,
und

Der Präsident der Französischen Republik:

Herrn Emil Flourens, Minister der auswärtigen Angelegenheiten;

Le Conseil fédéral suisse
et
le Président de la République Française,

également animés du désir d'assurer aux enfants des deux nations, particulièrement dans les cantons suisses et départements français limitrophes, les bienfaits de l'instruction primaire obligatoire et gratuite, ont résolu de conclure à cette fin une convention spéciale et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Conseil fédéral suisse:

M. Charles-Edouard Lardy, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Paris,

et

Le Président de la République Française:

M. Emile Flourens, ministre des affaires étrangères,

*) Les ratifications ont été échangées à Paris le 13 juin 1888.

welche Bevollmächtigten, nach Austausch und Richtigbefinden ihrer Vollmachten, die folgenden Artikel vereinbart haben:

Artikel 1.

Die Kinder schweizerischer Nationalität werden in Frankreich, in Allem was Bezug hat auf das Obligatorium des Primarunterrichts und die Unentgeltlichkeit des öffentlichen Primarunterrichts, auf dem gleichen Fusse wie die französischen behandelt.

Ebenso werden die Kinder französischer Nationalität in der Schweiz in Allem, was das Obligatorium des Primarunterrichts und die Unentgeltlichkeit des öffentlichen Primarunterrichts betrifft, auf dem gleichen Fusse wie die schweizerischen behandelt.

Artikel 2.

Vater, Vormund und Pflegevater eines dem obligatorischen Primarunterricht unterworfenen Kindes, der Lehrmeister, bei welchem es untergebracht ist, überhaupt alle für das Kind verantwortlichen Personen sind in Frankreich, wenn das Kind schweizerischer Nationalität ist, zur Beobachtung der französischen Gesetze gehalten und bei Zuwiderhandlung den gleichen Strafen unterworfen, wie wenn das Kind französischer Nationalität wäre.

Und umgekehrt sind in der Schweiz die für ein Kind französischer Nationalität verantwortlichen Personen den nämlichen Gesetzen und bei Zuwiderhandlung den gleichen Strafen unterworfen, wie wenn das Kind schweizerischer Nationalität wäre.

Artikel 3.

Wenn die für das Kind verantwortliche Person auf dem Gebiete des andern Staates wohnt, so sind die

Novv. Recueil Gén. 2° S. XIV.

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Artikel 1^{er}.

Les enfants de nationalité suisse sont traités en France, en tout ce qui concerne l'obligation de l'enseignement primaire et la gratuité de l'instruction primaire publique, sur le même pied que les Français.

Inversement, les enfants de nationalité française sont traités en Suisse, en tout ce qui concerne l'obligation de l'enseignement primaire et la gratuité de l'instruction primaire publique, sur le même pied que les Suisses.

Article 2.

Le père, le tuteur, la personne qui a la garde d'un enfant soumis à l'instruction primaire obligatoire, le patron chez lequel cet enfant est placé, et, en général, les personnes responsables dudit enfant, sont, en France, lorsque l'enfant est de nationalité suisse, tenus à l'observation des lois françaises et, en cas de contravention, sont passibles des mêmes peines que si l'enfant était de nationalité française.

Inversement, en Suisse, les personnes responsables d'un enfant de nationalité française sont soumises aux mêmes lois et, en cas de contravention, sont passibles des mêmes peines que si l'enfant était de nationalité suisse.

Article 3.

Si la personne responsable de l'enfant réside sur le territoire de l'autre Etat, les autorités scolaires sont ré-

D d

Schulbehörden gegenseitig gehalten, sich die Kinder zu verzeigen, welche den Gesetzen über den obligatorischen Primarunterricht nicht nachkommen, und die Behörden des Wohnortes der verantwortlichen Person sind befugt, gegen letztere in gleicher Weise einzuschreiten und die gleichen Strafen gegen sie anzuwenden, wie wenn die Zuwiderhandlung auf dem Gebiete des eigenen Staates stattgefunden hätte.

Den Berichten der Schulbehörden eines der beiden Länder kommt, Gegenbeweis vorbehalten, vor den Behörden des andern Landes Beweiskraft zu.

Artikel 4.

Die über dreizehn Jahre alten schweizerischen Kinder, welche nach den Gesetzen ihres Heimatkantons noch schulpflichtig sind, werden in Frankreich, zu den gleichen Bedingungen wie die in der Gemeinde wohnhaften französischen Kinder, zu den Fortbildungs-, gewerblichen oder Oberprimarschulen oder Unterrichtskursen zugelassen.

Artikel 5.

Die Schulbehörden jedes der beiden Staaten sind gehalten, denjenigen des andern Staates in der Auskunfterteilung über den wirklichen Besuch der Primarschulen seitens der Kinder, welche sie einander bekannt zu geben hätten, behülflich zu sein, sowie unentgeltlich und beförderlich die Schulzeugnisse auszustellen, welche von den Behörden des andern Staates verlangt werden möchten. Diese Auskunftbegehren können auch in Bezug auf die Kinder gestellt werden, welche Art. 4 im Auge hat.

Artikel 6.

Zum Zwecke der Vollziehung der

einander gegenseitig gehalten, sich die Kinder zu verzeigen, welche den Gesetzen über den obligatorischen Primarunterricht nicht nachkommen, und die Behörden des Wohnortes der verantwortlichen Person sind befugt, gegen letztere in gleicher Weise einzuschreiten und die gleichen Strafen gegen sie anzuwenden, wie wenn die Zuwiderhandlung auf dem Gebiete des eigenen Staates stattgefunden hätte.

Les rapports dressés par les autorités scolaires de l'un des deux pays feront foi, jusqu'à preuve contraire, devant les autorités de l'autre pays.

Article 4.

Les enfants suisses âgés de plus de treize ans, qui seraient encore, d'après les lois de leur canton d'origine, astreints à fréquenter une école, sont admis à suivre en France, aux mêmes conditions que les Français habitant la commune, les écoles ou les cours d'enseignement complémentaire, professionnel ou primaire supérieur.

Article 5.

Les autorités scolaires de chacun des deux Etats sont tenues de prêter leur concours à celles de l'autre Etat pour les renseignements sur la réelle fréquentation des écoles primaires par les enfants qu'elles se signaleraient, et de délivrer gratuitement et d'urgence telles attestations de scolarité qui leur seraient demandées par les autorités de l'autre Etat. Ces demandes de renseignements peuvent également s'appliquer aux enfants désignés dans l'article 4.

Article 6.

Pour l'exécution des articles qui

vorstehenden Artikel sind die Schulbehörden der beiden Länder befugt, direkt mit einander zu korrespondiren. Hiefür ist alljährlich in jedem der beiden Staaten eine Liste der zur direkten Korrespondenz ermächtigten schweizerischen und französischen Beamten aufzustellen, welche jeweilen im Laufe des Monats Juli auf diplomatischem Wege der andern Regierung mitzutheilen ist.

Artikel 7.

Gegenwärtige Uebereinkunft bleibt in Kraft bis nach Ablauf einer Frist von sechs Monaten, vom Tage der Kündigung an gerechnet. Letztere hat, wenn eine Vertragspartei sich zu derselben entschliesst, was ihr jederzeit freisteht, auf diplomatischem Wege zu geschehen.

Die Ratifikationen der gegenwärtigen Uebereinkunft sind innerhalb sechs Monaten in Paris auszutauschen, worauf dieselbe sofort in Kraft treten wird.

Zur Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet und ihre Siegel begedrückt.

Ausgefertigt in Paris, in zwei Exemplaren, den 14. Dezember 1887.

*Lardy.
Flourens.*

précèdent, les autorités scolaires des deux pays sont autorisées à correspondre directement entre elles. A cet effet, il sera dressé tous les ans, dans chacun des deux États, une liste des fonctionnaires suisses et français autorisés à correspondre directement; cette liste sera respectivement communiquée, par la voie diplomatique, à l'autre gouvernement, dans le courant du mois de juillet.

Article 7.

La présente convention demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois, à partir de la date de la dénonciation, qui en serait faite, par la voie diplomatique, à une époque quelconque, par l'une des parties contractantes.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de six mois. Elle sera exécutoire aussitôt après l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 14 décembre 1887.

*Lardy.
Flourens.*

99.

SUISSE, SERBIE.

Convention d'établissement et consulaire; signée à Vienne
le 4/16 février 1888*).

Schweiz. Bundesblatt. 1888. Eidg. Gesetzessammlung. Bd. X.

Traduction.

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft und

Seine Majestät der König von Serbien, von dem Wunsche beseelt, die Freundschaftsbande zu befestigen und die guten Beziehungen zu fördern, welche beide Länder verbinden, haben beschlossen, die Bedingungen für die Niederlassung der Serben in der Schweiz und der Schweizer in Serbien in beiderseitigem Einverständniss durch eine besondere Uebereinkunft zu regeln und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft:

Herrn A. O. Aepli, Seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Kaiserlich und Königlich Apostolischen Majestät, und

Seine Majestät der König von Serbien: Herrn Milan M. Boghitchévitch, Seinen ausserordentlichen und bevollmächtigten Minister bei Seiner Kaiserlich und Königlich Apostolischen Majestät,

welche, nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, sich über folgende Artikel geeinigt haben:

Artikel I.

Die Serben sind in jedem Kantone der Eidgenossenschaft in Bezug auf

Original.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et

Sa Majesté le Roi de Serbie, animés du désir de resserrer les liens d'amitié et de multiplier les bons rapports qui unissent les deux pays, ont décidé de régler, d'un commun accord, et par une convention spéciale, les conditions auxquelles sera soumis l'établissement des Serbes en Suisse et des Suisses en Serbie, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Le Conseil fédéral de la Confédération Suisse:

Monsieur A.-O. Aepli, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et

Sa Majesté le Roi de Serbie:

Monsieur Milan-M. Boghitchévitch, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1^{er}.

Les Serbes seront reçus et traités, dans chaque canton de la Confédé-

*) Les ratifications ont été échangées le 8 juillet 1888.

ihre Personen und ihr Eigenthum auf dem nämlichen Fusse und auf die gleiche Weise aufzunehmen und zu behandeln, wie es die Angehörigen der andern Kantone sind oder noch werden sollten. Sie können daher in der Schweiz ab- und zugehen und sich daselbst zeitweilig aufhalten, wenn sie den Gesetzen und Polizeiverordnungen nachleben.

Jede Art von Gewerbe und Handel, welche den Angehörigen der verschiedenen Kantone erlaubt ist, wird es auf gleiche Weise auch den Serben sein, und zwar ohne dass ihnen eine pekuniäre oder sonstige Mehrleistung auferlegt werden darf.

Artikel 2.

Die Schweizer werden in Serbien die nämlichen Rechte und Vortheile geniessen, wie sie der Artikel 1 der gegenwärtigen Uebereinkunft den Serben in der Schweiz zusichert.

Artikel 3.

Die Angehörigen des einen der beiden Staaten, welche im andern wohnhaft sind, stehen nicht unter den Militärgesetzen des Landes, in dem sie sich aufhalten, sondern bleiben denjenigen ihres Vaterlandes unterworfen.

Ebenso sind sie frei von jedem Dienste in der Bürgerwehr sowohl als in den Ortsbürgerwachen.

Artikel 4.

Die Angehörigen des einen der beiden Staaten, welche im andern wohnhaft sind und in die Lage kommen sollten, durch gesetzliche Verfügung oder gemäss den Gesetzen oder Verordnungen über die Sittenpolizei und über den Bettel weggewiesen zu werden, sollen sammt Familie jederzeit

ration, relativement à leurs personnes et à leurs propriétés, sur le même pied et de la même manière que le sont ou pourront l'être à l'avenir les ressortissants des autres cantons. Ils pourront, en conséquence, aller, venir et séjourner temporairement en Suisse, en se conformant aux lois et règlements de police.

Tout genre d'industrie et de commerce permis aux ressortissants des divers cantons le sera également aux Serbes et sans que l'on puisse en exiger aucune condition pécuniaire ou autre plus onéreuse.

Article 2.

Les Suisses jouiront en Serbie des mêmes droits et avantages que l'article premier ci-dessus assure aux Serbes en Suisse.

Article 3.

Les ressortissants de l'un des deux états établis dans l'autre ne seront pas atteints par les lois militaires du pays qu'ils habiteront, mais resteront soumis à celles de leur patrie.

Ils seront également exempts de tout service, soit dans la garde civique, soit dans les milices municipales.

Article 4.

Les ressortissants de l'un des deux états établis dans l'autre, et qui seraient dans le cas d'être renvoyés par sentence légale ou d'après les lois ou règlements sur la police des mœurs et sur la mendicité, seront reçus en tout temps, eux et leurs familles, dans le pays dont ils sont

in ihrer ursprünglichen Heimat wieder aufgenommen werden.

Jeder der kontrahirenden Theile verpflichtet sich, auf Verlangen des andern Theiles seine Angehörigen wieder zu übernehmen, auch wenn dieselben die Staatsangehörigkeit nach der inländischen Gesetzgebung bereits verloren haben sollten, es wäre denn, dass sie Angehörige des andern Landes, nach dessen eigener Gesetzgebung, geworden wären.

Artikel 5.

Jeder Vortheil, den einer der vertragschliessenden Theile bezüglich der Niederlassung der Bürger und der Ausübung der industriellen Berufsarten in irgend einer Weise einem andern Staate gewährt hätte oder in Zukunft noch gewähren sollte, wird in gleicher Weise und zu gleicher Zeit auch gegenüber dem andern Kontrahenten zur Anwendung kommen, ohne dass hiefür der Abschluss einer besondern Uebereinkunft nöthig wäre.

Artikel 6.

Es steht den beiden kontrahirenden Staaten frei, Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln oder Konsularagenten mit Wohnsitz auf den Gebieten des andern Staates zu ernennen. Bevor aber ein Konsularbeamter als solcher handeln kann, muss er in üblicher Form von der Regierung, bei welcher er bestellt ist, anerkannt und angenommen sein.

Die Konsularbeamten eines jeden der kontrahirenden Staaten sollen auf den Gebieten des andern Staates alle Begünstigungen, Freiheiten und Immunitäten geniessen, welche dasselbst den Konsuln gleicher Art und gleichen Ranges der meistbegünstigten Nation gewährt werden können.

originaires.

Chacune des parties contractantes s'engage, sur la demande de l'autre partie, à recevoir ses ressortissants, alors même que ceux-ci auraient perdu leur droit de cité d'après la législation du pays d'origine, à moins qu'ils ne soient devenus citoyens de l'autre état, d'après la législation de ce dernier.

Article 5.

Tout avantage que l'une des parties contractantes aurait concédé ou pourrait encore concéder, à l'avenir, d'une manière quelconque, à une autre puissance, en ce qui concerne l'établissement des citoyens et l'exercice des professions industrielles, sera applicable, de la même manière et à la même époque, à l'autre partie, sans qu'il soit nécessaire de faire une convention spéciale à cet effet.

Article 6.

Il sera loisible aux deux parties contractantes de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pour résider dans les territoires de l'autre. Mais avant qu'un officier consulaire puisse agir en cette qualité, il devra être reconnu et admis dans la forme ordinaire par le gouvernement auprès duquel il est délégué.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des deux parties contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre, de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou qui pourront être accordées aux consuls de la même catégorie et du même rang de la nation la plus favorisée.

Jede der Vertragsparteien ist berechtigt, die Orte zu bezeichnen, an denen sie keine Konsularbeamten zulassen will; dieser Vorbehalt soll jedoch keinem der beiden Theile gegenüber geltend gemacht werden können, ohne auf alle andern Staaten gleichmässig Anwendung zu finden.

Artikel 7.

Die gegenwärtige Uebereinkunft ist für fünf Jahre abgeschlossen und tritt einen Monat nach Auswechslung der Ratifikationen in Kraft.

Für den Fall, dass keiner der hohen vertragschliessenden Theile zwölf Monate vor Ablauf des genannten Zeitraumes seine Absicht kundgegeben hat, von der Uebereinkunft zurückzutreten, bleibt diese von dem Tage ab, an welchem einer der hohen vertragschliessenden Theile sie gekündigt hat, noch ein weiteres Jahr lang verbindlich.

Die gegenwärtige Uebereinkunft ist zu ratifiziren und es sollen die Ratifikationsurkunden sobald als möglich in Wien ausgetauscht werden.

Dessen zur Urkunde haben die beiderseitigen Bevollmächtigten die gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet und derselben ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Wien, am sechszehnten/vierten Februar eintausend achthundert acht und achtzig (16./4. Februar 1888).

A. O. Aspli.
M. M. Boghitchévitch.

Chacune des parties contractantes aura le droit de désigner les localités où il ne lui conviendra pas d'admettre des fonctionnaires consulaires, mais il est bien entendu que cette réserve ne pourra être appliquée à l'une d'entre elles sans l'être également à tous les autres états.

Article 7.

La présente convention est conclue pour cinq ans et entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des hautes parties contractantes l'aura dénoncée.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt possible à Vienne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Vienne, le seize/quatre février dix-huit-cent-quatre-vingt-huit (16/4 février 1888).

A. O. Aspli.
M. M. Boghitchévitch.

100.

SUISSE, FRANCE.

Déclaration destinée à modifier la convention du 28 décembre 1880 pour réglementer la pêche dans les eaux frontières; signée à Berne le 14 avril 1888.

Eidg. amtli. Samml. Neue Folge. X. Bd.

Traduction.

Nachdem die Regierung der schweizerischen Eidgenossenschaft und die Regierung der französischen Republik es für zweckmässig erachtet haben, in den Artikeln 3 und 8 der am 28. Dezember 1880 zwischen der Schweiz und Frankreich zum Zwecke der Regulirung der Fischerei in den Grenzgewässern getroffenen Uebereinkunft Abänderungen zu treffen, und nachdem das am 9. Dezember 1884 zwischen den beiden Regierungen bezüglich der genannten Uebereinkunft getroffene Abkommen nicht zur Ausführung gelangt ist, haben die Unterzeichneten folgende Bestimmungen vereinbart:

I.

Das am 9. Dezember 1884 in Paris unterzeichnete und den Artikel 8 der Uebereinkunft vom 28. Dezember 1880 abändernde Abkommen ist und bleibt aufgehoben.

II.

Der Artikel 3 der Uebereinkunft vom 28. Dezember 1880 über die Fischerei in den Grenzgewässern wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

Artikel 8. Im Weiteren sind verboten:

- a. die Schlingen;
- b. die Geeren, die Gabeln, die Blei-

Original.

Le gouvernement de la Confédération suisse et le gouvernement de la République Française ayant jugé à propos d'apporter des modifications aux articles 3 et 8 de la convention signée entre la Suisse et la France, le 28 décembre 1880, pour réglementer la pêche dans les eaux frontières, et l'arrangement intervenu le 9 décembre 1884 entre les deux gouvernements relativement à ladite convention n'ayant pas été mis à exécution, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes:

I.

L'arrangement signé à Paris le 9 décembre 1884 et portant modification de l'article 8 de la convention du 28 décembre 1880 *) est et demeure abrogé.

II.

L'article 3 de la convention du 28 décembre 1880 sur la pêche dans les eaux frontières est remplacé par la stipulation suivante:

Article 3: »sont, en outre, interdits:

- a. les lacets;
- b. les harpons, les tridents, les plom-

*) V. N. B. G. 2^e série. T. IX. 111.

Leinen, die Löffel, die Brillants und die künstlichen Köder im Allgemeinen;

c. die Schiesswaffen;

d. die Zweige, Reiser und Wurzelbündel zur Herbeiziehung der Fische.

III.

Der Artikel 8 der genannten Uebereinkunft wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

Artikel 8. § 1. Der Fang der Forelle ist vom 10. Oktober bis 20. Januar verboten.

§ 2. Der Fang der Fera und des Ritters ist vom 1. Februar bis 15. März verboten.

§ 3. Der Fang des Bar schen ist vom 1. bis 31. Mai inklusive verboten.

§ 4. Während dieser Zeit, vom 1. bis 31. Mai, sind die einzigen zum Fang anderer Fischarten als des Barschen erlaubten Fanggeräte folgende: die ruhende oder schwebende Angelschnur in freier Hand; die Schleifsnur mit natürlichem Köder; die Setzsnur; die Goujonnière, aber nur zum Fang von Köderfischen, unter Beobachtung der Vorschriften in den Artikeln 2 und 7 der Uebereinkunft.

Zur Urkunde dessen haben die Unterzeichneten, hierzu gehörig bevollmächtigt, die gegenwärtige Deklaration vereinbart, welche in Kraft tritt, sobald sie in beiden Ländern genehmigt und veröffentlicht worden ist.

Doppelt ausgefertigt in Bern, den 14. April 1888.

Dros.

Emm. Arago.

bées, les cuillers, les brillants et, en général, les appâts artificiels;

c. les armes à feu;

d. les branches et racines (bouquets) pour attirer le poisson.»

III.

L'article 8 de ladite convention est remplacé par la stipulation suivante :

Article 8 : » § I^{er}. La pêche de la truite est interdite du 10 octobre au 20 janvier ;

§ II. la pêche de la féra et de l'ombre-chevalier est interdite du 1^{er} février au 15 mars ;

§ III. la pêche de la perche est interdite du 1^{er} au 31 mai inclusivement ;

§ IV. pendant cette même période, du 1^{er} au 31, les seuls engins autorisés pour la pêche des espèces autres que la perche sont : la ligne tombante ou flottante tenue à la main, la ligne trainante avec amorces naturelles, le fil dormant, la goujonnière, mais seulement pour la pêche des amorces, en se conformant aux prescriptions des articles 2 et 7 de la convention.»

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente déclaration, qui entrera en vigueur dès qu'elle aura été approuvée et publiée dans les deux pays.

Fait en double exemplaire, à Berne, le 14 avril 1888.

Dros.

Emm. Arago.

101.

SUISSE. ITALIE

Convention concernant l'exercice des professions médicales
par les personnes domiciliées à proximité de la frontière;
signée à Berne le 28 juin 1888*).

Bidg. amtli. Sammlung. Neue Folge. X. Bd.

Traduction.

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft und

Seine Majestät der König von Italien,
haben es für nützlich befunden,
gegenseitig die in der Nähe der
Grenze wohnhaften Aerzte, Wund-
ärzte, Thierärzte und Hebammen zur
Ausübung ihrer Berufsthätigkeit zu
ermächtigen, und haben zum Zweck
des Abschlusses einer hierauf bezüg-
lichen Uebereinkunft zu Bevollmäch-
tigten ernannt:

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft:

Herrn Bundesrath Numa Droz,
Vorsteher des Departements des Auswärtigen, und

Seine Majestät der König von Italien:
den Herrn Baron August Peiroleri,
seinen außerordentlichen Gesandten
und bevollmächtigten Minister bei der
schweizerischen Eidgenossenschaft;

welche, auf Grund der ihnen ertheilten Vollmachten, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die schweizerischen Aerzte, Wundärzte, Thierärzte und Hebammen, welche in der Nähe der italienisch-schweizerischen Grenze wohnhaft sind, sollen das Recht haben, ihre Berufs-

Original.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et

Sa Majesté le Roi d'Italie,
reconnaissant l'utilité d'autoriser
les médecins, chirurgiens, vétérinaires
et sages-femmes domiciliés à proximité de la frontière à exercer réciproquement leur profession, ont, à l'effet de conclure une convention à ce sujet, nommé pour leurs plénipotentiaires:

Le Conseil fédéral suisse:

M. Numa Droz, conseiller fédéral,
chef du département des affaires étrangères, et

Sa Majesté le Roi d'Italie:
M. le baron Auguste Peiroleri,
son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Article premier.

Les médecins, chirurgiens, vétérinaires et sages-femmes suisses demeurant à proximité de la frontière italo-suisse ont le droit d'exercer leur profession dans les localités italiennes

*) L'échange des ratifications a eu lieu le 29 juillet 1888.

thätigkeit in den italienischen, in der Nähe der Grenze gelegenen Orten in gleichem Masse, wie ihnen dies in der Heimat gestattet ist, auszuüben, vorbehaltlich der im Artikel 2 enthaltenen Beschränkung; und umgekehrt sollen unter gleichen Bedingungen die italienischen Aerzte, Wundärzte, Thierärzte und Hebammen, welche in der Nähe der italienisch-schweizerischen Grenze wohnhaft sind, zur Ausübung ihrer Berufsthätigkeit in den schweizerischen, in der Nähe der Grenze gelegenen Orten befugt sein.

Artikel 2.

Die vorstehend bezeichneten Personen sollen bei der Ausübung ihres Berufs in dem anderen Lande zur Selbstverabreichung von Arzneimitteln an die Kranken, abgesehen von dem Falle drohender Lebensgefahr, nicht befugt sein.

Artikel 3.

Die Personen, welche in Gemässheit des Artikels 1 in den in der Nähe der Grenze gelegenen Ortschaften des Nachbarlandes ihren Beruf ausüben, sind nicht befugt, sich dort dauernd niederzulassen, noch mit Gemeinden des andern Landes besondere Verträge über ärztliche Besorgung abzuschliessen, noch ein Domizil zu begründen, es sei denn, dass sie sich der im dortigen Lande geltenden Gesetzgebung und namentlich einer nochmaligen Prüfung unterwerfen.

Artikel 4.

Es gilt als selbstverständlich, dass die Aerzte, Wundärzte, Thierärzte und Hebammen des einen oder des andern der beiden Länder, wenn sie von der ihnen im Artikel 1 dieser

voisines de la frontière dans la même mesure qu'en Suisse, sous réserve de la restriction renfermée à l'article 2; réciproquement, les médecins, chirurgiens, vétérinaires et sages-femmes italiens demeurant dans le voisinage de la frontière italo-suisse sont autorisés à exercer leur profession dans les localités suisses situées à proximité de la frontière.

Article 2.

Les personnes désignées ci-dessus n'ont pas le droit, en exerçant leur profession dans le pays voisin, de fournir elles-mêmes les remèdes aux malades, à moins toutefois que la vie de ces derniers ne soit en danger.

Article 3.

Les personnes qui, en vertu de l'article premier, exercent leur profession dans les localités du pays voisin situées à proximité de la frontière n'ont pas le droit de s'y établir en permanence, ni de conclure des conventions spéciales pour des services sanitaires avec des communes de l'autre pays, ni d'y élire domicile, à moins toutefois qu'elles ne se soumettent aux lois de ce pays et qu'elles ne subissent un nouvel examen.

Article 4.

Il est bien entendu que les médecins, chirurgiens, vétérinaires et sages-femmes de l'un ou de l'autre des deux pays, qui désirent faire usage du droit que leur confère l'article 1^{er}

Uebereinkunft zugestandenem Befugniss Gebrauch machen wollen, sich bei der Ausübung ihres Berufs in den Grenzortschaften des anderen Landes den dort geltenden Gesetzen und Administrativvorschriften zu unterwerfen und insbesondere, so oft sie darum angegangen werden, sich durch einen ihnen von der zuständigen Kantonsregierung oder dem Präfekten der italienischen Provinz ausgestellten Ausweis über ihre Befugniss zur Berufsausübung zu recht fertigen haben.

Artikel 5.

Die genannten Medizinalpersonen dürfen die Grenze zu jeder Tages- und Nachtstunde, zu Fuss, zu Pferd oder in einem Wagen, und selbst auf Wegen überschreiten, die abseits von den Zollstrassen liegen; unter dem Vorbehalt jedoch, dass sie keine Waaren mit sich führen, die dem Eingangszoll unterworfen sind.

Bei Ueberschreitung der Zolllinie unterliegen sie der Untersuchung durch die Zollwächter, jedoch ohne gehalten zu sein, sich auf das Zollbureau zu begeben, es sei denn, dass sie zollpflichtige Gegenstände bei sich haben.

Artikel 6.

Die gegenwärtige Uebereinkunft soll zwanzig Tage nach ihrer beiderseits erfolgten Promulgation in Kraft treten und bis sechs Monate nach dem Tage in Kraft bleiben, an welchem sie von einer der vertragsschliessenden Parteien aufgekündigt wird. Sie soll ratifizirt und die Ratifikationen sollen sobald als möglich ausgewechselt werden.

Zur Urkunde dessen haben die beidseitigen Bevollmächtigten diese

de la présente convention, doivent, lorsqu'ils exercent leur profession dans les localités limitrophes du pays voisin, se soumettre aux lois et prescriptions administratives en vigueur dans ce dernier pays et, en particulier, justifier de leur qualité chaque fois qu'ils en seront requis, moyennant une feuille de reconnaissance, qui leur sera délivrée respectivement par le gouvernement cantonal et par le préfet de la province italienne.

Article 5.

Les personnes en question pourront passer la frontière à chaque heure du jour et de la nuit, à pied, à cheval ou en voiture, et même par des chemins à l'écart des routes douanières, pourvu qu'elles n'apportent pas de marchandises soumises à des droits d'entrée.

Elles seront visitées par les douaniers au point de passage de la ligne douanière, sans qu'elles soient obligées de se rendre au bureau des péages, à moins, toutefois, qu'elles n'aient sur elles des objets passibles de droits.

Article 6.

La présente convention sera exécutoire à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays et continuera à sortir ses effets jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où elle aura été dénoncée par l'une des deux parties contractantes. Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente

Uebereinkunft unterzeichnet und derselben ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Bern, den 28. Juni 1888.

Droz.
A. Peiróleri.

convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Berne, le 28 juin 1888.

Droz.
A. Peiróleri.

102.

SUISSE, SAINT-SIÈGE.

Convention pour régler définitivement la situation religieuse des paroisses du canton du Tessin; signée à Berne le 4 juillet 1888 *).

Eidg. amtl. Gesetzsamml. Neue Folge. X. Bd.

Traduction.

Der schweizerische Bundesrath, in seinem eigenen Namen und im Namen des Kantons Tessin, — und der Heilige Stuhl, in Vollziehung der Uebereinkunft vom 1. September 1884 **);

in der Absicht, die kirchlichen Verhältnisse des Kantons Tessin endgültig zu regeln,

haben zu ihren diesfälligen Abgeordneten ernannt:

Der schweizerische Bundesrath: Herrn Numa Droz, Chef des Departements des Auswärtigen, und

Herrn Louis Ruchonnet, Chef des Justiz- und Polizeidepartements;

der Heilige Stuhl: Monseigneur Dominique Ferrata, Erzbischof von Tessonich, apostolischen Nuntius in Brüssel;

welche Bevollmächtigten, nach Austausch und Richtigbefund ihrer Vollmachten, unter Ratifikationsvorbehalt

Original.

Le Conseil fédéral suisse, en son propre nom et au nom du canton du Tessin, et

le Saint-Siège, en exécution de la convention du 1^{er} septembre 1884 **);

voulant régler définitivement la situation religieuse des paroisses du canton du Tessin,

ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Conseil fédéral suisse: Monsieur Numa Droz, chef du département des affaires étrangères, et

Monsieur Louis Ruchonnet, chef du département de justice et police;

le Saint-Siège: Monseigneur Dominique Ferrata, Archevêque de Thessalonique, Nonce Apostolique à Bruxelles,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus

*) L'échange des ratifications a eu lieu le 15 juillet 1888.

**) V. N. R. G. 2^e s. X. 628.

folgende Artikel vereinbart haben:

Artikel 1.

Auf den Zeitpunkt, in welchem diese Uebereinkunft in Kraft tritt, wird die Pfarr- und Stiftskirche zum hl. Laurentius in Lugano zur Kathedralkirche des ganzen Gebietes des Kantons Tessin erhoben, und diese Kirche wird kanonisch als gleichberechtigt der Kirche von Basel zugetheilt, deren Ordinarius fortan den Titel Bischof von Basel und Lugano führen wird.

Art. 2.

Für die Verwaltung der zugetheilten Kathedralkirche wird der hl. Stuhl im Einverständniss mit dem Diözesanbischof einen apostolischen Administrator ernennen, welcher aus der Zahl der dem Kanton Tessin angehörenden Priester zu wählen ist.

Der apostolische Administrator wird bischöflichen Charakter haben, im Kanton Tessin residiren und den Titel apostolischer Administrator des Tessin führen.

Art. 3.

Die Bestimmungen der Uebereinkunft vom 26. März 1828*), betreffend die Ernennung des Bischofs von Basel, werden, insofern die übrigen Vertragsparteien sich damit einverstanden erklären, auf die zugetheilte Kathedralkirche ausgedehnt.

Art. 4.

Die Bestimmung des Art. IV der Konvention vom 1. September 1884, sowie die Verkommnisse, welche auf gements qui peuvent en découler.

des articles suivants, sous réserve de la ratification de leurs hauts commettants.

Article 1^{er}.

Pour le moment de l'entrée en vigueur de la présente convention, l'église paroissiale et collégiale de St.-Laurent à Lugano sera érigée en église cathédrale pour tout le territoire du canton du Tessin, et cette église sera réunie canoniquement et à égalité de droits à l'église de Bâle, dont l'ordinaire portera dorénavant le titre d'Evêque de Bâle et de Lugano.

Art. 2.

Pour l'administration de l'église cathédrale réunie, le Saint-Siège nommera, d'entente avec l'évêque diocésain, un administrateur apostolique qui sera choisi parmi les prêtres ressortissants tessinois.

L'administrateur apostolique aura le caractère épiscopal; il résidera dans le canton et portera le titre d'Administrateur apostolique du Tessin.

Art. 3.

Les dispositions de la convention du 26 mars 1828*), concernant la nomination de l'évêque de Bâle, seront étendues à l'église cathédrale réunie si les autres parties intéressées y consentent.

Art. 4.

Il n'est apporté aucune modification à l'article IV de la convention du 1^{er} septembre 1884 et aux arrangements du même jour, lesquels ne subissent aucune modification.

*) V. N. B. G. IX. 17.

Mit Rücksicht auf den Umstand, dass der Kanton Tessin die Kosten seiner gesonderten Administration zu tragen hat, wird dieser Kanton, wie auch sein Administrator, weder an die Tafelgelder des Diözesanbischofs, noch an die übrigen Kosten der gemeinsamen Administration der Diözese einen Beitrag leisten.

Art. 5.

Der gegenwärtige Administrator bleibt im Genuss seiner Bestallung, wie sie vom Heiligen Stuhle am 20. September 1887 erfolgt ist.

Art. 6.

Die Ratifikationen dieser Uebereinkunft sind in Rom binnen vier Monaten auszutauschen und sechs Monate nach diesem Austausch tritt die Uebereinkunft in Kraft.

Schlussprotokoll.

Es gilt als vereinbart:

1. Die zugetheilte Kathedralkirche hat an der Verwaltung der Diözese Basel keinen andern Antheil, als denjenigen, der in Art. 3 erwähnt ist.

2. Diese Uebereinkunft tritt in Kraft und soll zur Durchführung gelangen, gleichviel ob die in Art. 3 vorgesehene Ausdehnung der Uebereinkunft vom 26. März 1828 eintritt und von der daraus herfließenden Befugniss Gebrauch gemacht wird, oder nicht.

Bern, den 16. März 1888.

N. Dros.

L. Ruchonnet.

Dominique Ferrata,

Erzbischof von Tessalonich, apostolischer Nuntius in Brüssel.

En considération du fait que le canton du Tessin supporte les frais de son administration spéciale, ce canton et son administrateur apostolique ne contribueront ni à la mense de l'évêque diocésain, ni aux autres frais de l'administration générale du diocèse.

Art. 5.

L'administrateur actuel demeure au bénéfice de sa nomination, faite par le Saint-Siège en date du 20 septembre 1887.

Art. 6.

Les ratifications de cette convention seront échangées à Rome dans le délai de quatre mois, et la convention entrera en vigueur six mois après cet échange.

Protocole final.

Il est entendu: 1^o que l'église cathédrale réunie ne prendra aucune autre part à l'administration du diocèse de Bâle que celle dont l'article 3 fait mention; 2^o que la mise en vigueur et la pleine application de la convention ne sont pas subordonnées à l'extension des dispositions de la convention du 26 mars 1828, prévue par le dit article 3, ni à l'usage éventuel de la faculté découlant de cette extension.

Berne, le 16 mars 1888.

N. Dros.

L. Ruchonnet.

Dominique Ferrata,

Archevêque de Thessalonique, Nonce Apostolique à Bruxelles.

103.

SUISSE.

Loi fédérale concernant les brevets d'invention, du 29 juin 1888, suivie d'un décret du conseil fédéral du 12 oct. 1888.

Eidg. amtll. Samml. Neue Folge. X. Bd.

I.

Bundesgesetz betreffend die Erfindungspatente.

(Vom 29. Juni 1888.)

Die Bundesversammlung der schweizerischen Eidgenossenschaft,
in Anwendung des Art. 64 der schweizerischen Bundesverfassung;
nach Einsicht einer Botschaft des Bundesrathes vom 20. Januar 1888,
beschliesst:

I. Allgemeine Bestimmungen.

Art. 1. Die schweizerische Eidgenossenschaft gewährt, in der Form von Erfindungspatenten, den Urhebern neuer Erfindungen, welche gewerblich verwertbar und durch Modelle dargestellt sind, oder deren Rechtsnachfolgern die in vorliegendem Gesetze bezeichneten Rechte.

Art. 2. Erfindungen gelten nicht als neu, wenn sie zur Zeit der Anmeldung, in der Schweiz schon derart bekannt geworden sind, dass die Ausführung durch Sachverständige möglich ist.

Art. 3. Ohne die Erlaubniss des Patentinhabers darf Niemand den Gegenstand der Erfindung darstellen oder damit Handel treiben.

Bildet ein Werkzeug, eine Maschine oder eine sonstige Betriebsvorrichtung den Gegenstand der Erfindung, so ist der Gebrauch dieses Gegenstandes zu einem gewerblichen Zwecke ebenfalls nur mit Erlaubniss des Patentinhabers gestattet. Letztere gilt als ertheilt, wenn der patentirte Gegenstand ohne irgend welche einschränkende Bedingung in den Handel gebracht wird.

Art. 4. Die Bestimmungen des vorhergehenden Artikels sind nicht auf solche Personen anwendbar, welche zur Zeit der Patentanmeldung die Erfindung bereits benutzt oder die zu ihrer Benutzung nöthigen Veranstaltungen getroffen haben.

Art. 5. Das Patent ist durch Erbfolge übertragbar. Auch kann es den Gegenstand einer gänzlichen oder theilweisen Abtretung, beziehungsweise Verpfändung, bilden, oder denjenigen einer Lizenz, die einen Dritten zur Benutzung der Erfindung ermächtigt.

Uebertragungen von Patenten und Lizenzertheilungen sind Dritten gegenüber nur wirksam, wenn sie nach Art. 19 dieses Gesetzes einregistriert sind.

Art. 6. Die Dauer der Patente ist fünfzehn Jahre, vom Tage der Anmeldung an.

Für jedes Patent ist eine Hinterlegungsgebühr von Fr. 20 und eine in folgender Weise zunehmende Jahresgebühr zu entrichten:

Für das erste Jahr . . .	Fr. 20
» » zweite » . . .	» 30
» » dritte » . . .	» 40

und so weiter bis zum 15. Jahre, für welches die Gebühr Fr. 160 beträgt.

Diese Gebühr ist zum Voraus, am ersten Tage des betreffenden Patentjahres, zu entrichten. Der Patentinhaber kann dieselbe auch für mehrere Jahre vorausbezahlen. Wenn er vor Ablauf der Zeit, für welche er bezahlt hat, auf das Patent verzichtet, so werden ihm die dannzumal noch nicht verfallenen Jahresgebühren zurückvergütet.

Art. 7. Der Inhaber eines Patentes, welcher an der durch dasselbe geschützten Erfindung eine Verbesserung anbringt, kann durch Bezahlung einer einmaligen Gebühr von Fr. 20 ein Zusatzpatent erhalten, das mit dem Hauptpatent sein Ende erreicht.

Art. 8. Einem in der Schweiz niedergelassenen Patentbewerber, welcher nachweisbar unvernünftig ist, kann für die drei ersten Jahresgebühren Stundung bis zum Beginn des vierten Jahres werden. Wenn er alsdann seine Erfindung fallen lässt, so werden ihm die verfallenen Gebühren erlassen.

Art. 9. Das ertheilte Patent erlischt:

- 1) wenn der Inhaber in schriftlicher Eingabe an das eidgenössische Amt für gewerbliches Eigenthum auf dasselbe verzichtet;
- 2) wenn die Jahresgebühren nicht spätestens innerhalb drei Monaten nach der Fälligkeit (Art. 6) bezahlt werden.

Das eidgenössische Amt für gewerbliches Eigenthum wird, immerhin ohne Verbindlichkeit für dasselbe, den Inhaber unverzüglich vom Verfall der Jahresgebühr verständigen;

- 3) wenn die Erfindung nach Ablauf des dritten Jahres, vom Datum der Anmeldung an gerechnet, nicht zur Anwendung gekommen ist;
- 4) wenn der patentirte Gegenstand vom Ausland in die Schweiz eingeführt wird, und der Inhaber des Patentes gleichzeitig schweizerische Lizenzbegehren, welche auf billiger Grundlage beruhen, abgelehnt hat.

Die Klage auf Hinfälligkeit des Patentes in den Fällen von Ziffer 3 und 4 kann von Jedermann, welcher hiefür ein rechtliches Interesse nachweist, bei dem für die Nachahmungsklage zuständigen Gerichte (Art. 80) angehoben werden.

Art. 10. Ein ertheiltes Patent ist als nichtig zu erklären:

- 1) wenn die Erfindung nicht neu oder gewerblich nicht verwerthbar ist;
- 2) wenn der Patentinhaber weder Urheber der Erfindung noch dessen Rechtsnachfolger ist, wobei jedoch bis zum Beweise des Gegentheils der Patentnehmer als Urheber der betreffenden Erfindung gilt;
- 3) wenn der Titel der Erfindung, unter welchem das Patent nachgesucht worden ist, einen andern als den wirklichen Gegenstand der Erfindung angibt und dem Patentbewerber dabei die Absicht, Andere zu täuschen, zur Last fällt;

- 4) wenn die mit dem Gesuche eingereichte Darlegung der Erfindung (Beschreibung und Zeichnungen) nicht genügt, um Sachverständigen die Ausführung der Erfindung möglich zu machen, oder mit dem Modell (Art. 14, Ziffer 3) nicht übereinstimmt.

Die Nichtigkeitsklage steht Jedermann zu, der dafür ein rechtliches Interesse nachweist, und ist bei dem zuständigen Gerichte anzuheben.

Art. 11. Wer nicht in der Schweiz wohnt, kann den Anspruch auf die Ertheilung eines Patents und die Rechte aus dem letztern nur geltend machen, wenn er in der Schweiz einen Vertreter bestellt hat. Der Letztere ist zur Vertretung in den nach Massgabe dieses Gesetzes stattfindenden Verfahren, sowie in den das Patent betreffenden Rechtsstreitigkeiten befugt.

Für die in solchen Rechtsstreitigkeiten gegen den Patentinhaber anzustellenden Klagen ist das Gericht zuständig, in dessen Bezirk der Vertreter seinen Wohnsitz hat, in Ermangelung eines solchen das Gericht, in dessen Bezirk das eidgenössische Amt seinen Sitz hat.

Art. 12. Der Inhaber eines Patentes für eine Erfindung, welche ohne Benutzung einer früher patentirten Erfindung nicht verwerthet werden kann, ist berechtigt, vom Inhaber der letztern die Ertheilung einer Lizenz zu verlangen, wenn seit der Einreichung des Gesuchs für das frühere Patent drei Jahre verflossen sind und die neue Erfindung von erheblicher gewerblicher Bedeutung ist.

Wenn die Lizenz bewilligt ist, so ist der Inhaber des frühern Patentes berechtigt, auch seinerseits vom nachfolgenden Erfinder eine Lizenz zu verlangen, welche ihn zur Benutzung der neuen Erfindung ermächtigt; unter der Voraussetzung jedoch, dass diese letztere ihrerseits mit der frühern Erfindung in einem thatsächlichen Zusammenhange stehe.

In Streitfällen entscheidet das Bundesgericht und setzt die zu leistenden Entschädigungen und Sicherheit fest.

Art. 13. Wenn das öffentliche Interesse es erheischt, kann die Bundesversammlung auf Verlangen des Bundesrathes oder einer Kantonsregierung die Expropriation eines Patentes auf Kosten des Bundes oder eines Kantons aussprechen.

Der Bundesbeschluss wird bestimmen, ob die Erfindung das ausschliessliche Eigenthum des Bundes oder ob sie Gemeingut wird.

Den Betrag der dem Patentinhaber zu leistenden Entschädigung bestimmt das Bundesgericht.

II. Anmeldung und Ertheilung der Patente.

Art. 14. Wer für eine Erfindung ein Patent erwerben will, hat hiefür beim eidgenössischen Amte für gewerbliches Eigenthum ein Gesuch nach Massgabe eines sachbezüglichen Formulars einzureichen.

Dieses Gesuch darf sich nur auf einen Hauptgegenstand mit den zu demselben gehörigen Details beziehen.

Dasselbe hat den Titel der Erfindung, welcher das Wesen des erfundenen Gegenstandes klar und bestimmt bezeichnen soll, anzugeben.

Dem Gesuche sind beizufügen:

- 1) eine Beschreibung der Erfindung, welche in einer besondern Abtheilung der Schrift die wesentlichen Merkmale der Erfindung gedrängt aufzuführen muss;
- 2) die zum Verständniss der Beschreibung erforderlichen Zeichnungen;
- 3) der Beweis, dass ein Modell des erfundenen Gegenstandes, oder der Gegenstand selbst, vorhanden ist; als Modell gilt die Ausführung der Erfindung oder eine andere körperliche Darstellung derselben, welche deren Wesen klar erkennen lässt;
- 4) die Summe von Fr. 40 als Hinterlegungsgebühr und als erste Jahresgebühr des Patentes (Artikel 6);
- 5) ein Verzeichniss der eingereichten Aktenstücke und Gegenstände.

Das Gesuch und die schriftlichen Beilagen müssen in einer der drei Landessprachen abgefasst sein.

Im Falle der Versagung des Patentes wird dem Hinterlegenden die Jahresgebühr von Fr. 20 mit sämmtlichen gemachten Eingaben zurtückerstattet.

Art. 15. Der Bundesrath kann für einzelne Klassen von Erfindungen die Hinterlegung von Modellen fordern.

Ueber die Ausführung dieses und des vorstehenden Artikels hat der Bundesrath eine Verordnung zu erlassen, und es soll derselbe dabei insbesondere über das Erforderniss der Ziffer 3 im Artikel 14 nähere Bestimmungen treffen.

Art. 16. Einem Patentbewerber ist gegen Erfüllung der in den Ziffern 1, 2, 4 und 5 des Artikel 14 aufgestellten Requisite ein provisorisches Patent zu ertheilen.

Dieses provisorische Patent sichert dem Inhaber desselben während der Dauer von zwei Jahren, vom Datum des Gesuches an gerechnet, einzig das Recht auf ein definitives Patent, ohne Rücksicht darauf, ob die Erfindung inzwischen in die Oeffentlichkeit gedrungen sei. Ein Klagrecht wegen Nachahmung oder Benutzung der Erfindung steht jedoch dem Inhaber nicht zu.

Der Inhaber eines provisorischen Patentes hat vor Ablauf dieser zwei Jahre durch Leistung des in Ziffer 3 des Art. 14 geforderten Ausweises ein definitives Patent auszuwirken, widrigenfalls jenes Patent dahinfällt.

Das definitive Patent ist nicht rückwirkend. Die Dauer desselben wird vom Datum des provisorischen Patentes berechnet.

Art. 17. Jedes Gesuch, in welchem die durch die Artikel 14, 15 und 16 vorgeschriebenen Bedingungen nicht erfüllt sind, ist vom eidgenössischen Amte für gewerbliches Eigenthum zurückzuweisen; gegen eine solche Verfügung kann innerhalb der Nothfrist von vier Wochen an die vorgesetzte Verwaltungsbehörde rekurrirt werden.

Wenn das eidgenössische Amt vermöge eines der in Art. 10 aufgeführten Gründe die Erfindung nicht für patentirbar hält, so soll es den Gesuchsteller vorgängig und in konfidenteller Weise darauf aufmerksam machen, ihm überlassend, ob er seine Anmeldung aufrechterhalten, abändern oder zurückziehen will.

Art. 18. Die Patente (provisorische und definitive), deren Anmeldung in gehöriger Weise stattgefunden hat, werden unverzüglich ausgefertigt, und zwar auf Verantwortlichkeit der Gesuchsteller und ohne Gewährleistung des Vorhandenseins, der Neuheit, oder des Werthes der Erfindung.

Das eidgenössische Amt übermittle dem Gesuchsteller ein Attest, welches die Erfüllung der vorgeschriebenen Bedingungen bezeugt und welchem die Doppel der in Art. 14 erwähnten Beschreibung und Zeichnungen beizufügen sind. Dieses Attest bildet das (provisorische oder definitive) Erfindungspatent.

Art. 19. Das eidgenössische Amt für gewerbliches Eigenthum führt ein Register, welches folgende Angaben enthalten soll: den Gegenstand der ertheilten Patente, Namen und Wohnort der Patentinhaber und ihrer Bevollmächtigten, das Datum des Gesuches und der Leistung des Ausweises über die Existenz des Modelles, sowie alle Aenderungen, welche sich auf die Existenz, den Besitz und den Genuss des Patentes beziehen.

Rechtskräftige Urtheile über Verfall, Nichtigkeit, Expropriation und Lizenztheilung sind auf Begehren der obsiegenden Partei einzutragen.

Art. 20. Jeder Inhaber eines definitiven Patentes hat die nach demselben hergestellten Gegenstände an einer sichtbaren Stelle mit dem eidgenössischen Kreuz, sowie mit der Nummer des Patentes zu versehen.

Wenn dies vermöge der Beschaffenheit der Gegenstände nicht thunlich ist, so ist die Bezeichnung auf deren Verpackung anzubringen.

Der Patentinhaber verliert sein Klagrecht wegen Nachahmung, wenn er die hier vorgeschriebene Bezeichnung seiner Erzeugnisse unterlassen hat.

Art. 21. Der Inhaber eines definitiven Patentes kann verlangen, dass die in Art. 4 erwähnten Personen die betreffenden Gegenstände ebenfalls mit dem eidgenössischen Kreuz, sowie mit der Nummer des Patentes versehen.

Art. 22. Jedermann kann auf dem eidgenössischen Amte mündliche oder schriftliche Auskunft über den Inhalt des Patentregisters erhalten.

Der Bundesrath ist ermächtigt, für diese Mittheilungen einen mässigen Gebührentarif aufzustellen.

Art. 23. Die Titel der (provisorischen und definitiven) Patente mit deren Nummern, sowie dem Namen und Wohnort der Patentinhaber und ihrer Bevollmächtigten werden sofort nach Ertheilung der Patente vom eidgenössischen Amte veröffentlicht.

Das Amt veröffentlicht in gleicher Weise die Erlöschung der Patente und jede im Besitze derselben eingetretene Aenderung.

Ausserdem veröffentlicht das eidgenössische Amt die Beschreibungen und die den Patentgesuchen beigelegten Zeichnungen und gibt sie zu einem mässigen Preise ab. Diese Publikation wird an folgende Stellen gratis versandt: an die Departemente des Bundesrathes, an das Bundesgericht, an die kantonalen Regierungen — speziell für die Gerichte, welche berufen sind, in Klagesachen wegen Nachahmung zu urtheilen — an die höhern öffentlichen Unterrichtsanstalten und an die Gewerbemuseen der Schweiz. Ferner wird man obige Publikation mit den ähnlichen Veröffentlichungen anderer Länder austauschen.

Um dem Erfinder die Erwerbung von Patenten im Auslande zu ermöglichen, kann auf dessen Gesuch hin die Veröffentlichung der Beschreibung der Erfindung um 6 Monate verschoben werden. In diesem Falle kann der Patentinhaber gegen Nachahmer erst nach erfolgter Veröffentlichung Klage anheben.

III. Von der Nachahmung.

Art. 24. Gemäss den nachstehenden Bestimmungen kann auf dem Wege des Civil- oder Strafprozesses belangt werden:

- 1) wer patentirte Gegenstände nachahmt oder sie unerlaubter Weise benutzt;
- 2) wer die nachgeahmten Gegenstände verkauft, feilhält, in Verkehr bringt oder auf schweizerisches Gebiet einführt;
- 3) wer bei diesen Handlungen wissentlich mitgewirkt, oder deren Ausführung begünstigt oder erleichtert hat;
- 4) wer sich weigert, die Herkunft von in seinem Besitze befindlichen nachgeahmten Gegenständen anzugeben.

Art. 25. Wer eine der im vorstehenden Artikel erwähnten Handlungen vorsätzlich begeht, wird zum Schadenersatz verurtheilt und überdies mit einer Geldbusse im Betrage von Fr. 30 bis 2000, oder mit Gefängnis in der Dauer von 3 Tagen bis zu einem Jahr, oder mit Geldbusse und Gefängnis innerhalb der angegebenen Begrenzung bestraft.

Gegen Rückfällige können diese Strafen bis auf das Doppelte erhöht werden.

Bloss fahrlässige Uebertretung wird nicht bestraft. Die Civilentschädigung bleibt indessen in den in Artikel 24 erwähnten Fällen vorbehalten.

Art. 26. Die Civilklage steht Jedermann zu, welcher ein rechtliches Interesse daran nachweist.

Die Bestrafung erfolgt nur auf Antrag des Verletzten, nach der Strafprozessordnung desjenigen Kantons, in welchem die Klage angestrengt wird. Diese kann entweder am Domizil des Angeschuldigten, oder an dem Orte, wo das Vergehen begangen worden ist, erhoben werden. In keinem Falle dürfen für das gleiche Vergehen mehrere strafrechtliche Verfolgungen eintreten.

Wenn seit der letzten Uebertretung mehr als zwei Jahre verflossen sind, so tritt Verjährung der Klage ein.

Art. 27. Die Gerichte haben auf Grund erfolgter Civil- oder Strafklage die als nöthig erachteten vorsorglichen Verfügungen zu treffen. Namentlich können sie nach Vorweisung des Patentes eine genaue Beschreibung der angeblich nachgeahmten Gegenstände, sowie der ausschliesslich zur Nachahmung dienenden Werkzeuge und Geräthe, und nöthigenfalls auch die Beschlagnahme erwähnter Gegenstände, Werkzeuge und Geräthe vornehmen lassen.

Wenn Grund vorhanden ist, eine Beschlagnahme vorzunehmen, so kann das Gericht dem Kläger eine Kautions auflegen, welche er vor der Beschlagnahme zu hinterlegen hat.

Art. 28. Das Gericht kann auf Rechnung und bis zum Belaufe der

dem verletzten Theile zugesprochenen Entschädigungen und der Bussen die Konfiskation der mit Beschlagnahme belegten Gegenstände verfügen.

Es soll, selbst im Falle einer Freisprechung, wenn nöthig, die Vernichtung der ausschliesslich zur Nachahmung bestimmten Werkzeuge und Geräthe anordnen.

Es kann auf Kosten der Verurtheilten die Veröffentlichung des Erkenntnisses in einer oder mehreren Zeitungen anordnen.

Art. 29. Wer rechtswidrigerweise seine Geschäftspapiere, Anzeigen oder Erzeugnisse mit einer Bezeichnung versieht, welche zum Glauben verleiten soll, dass ein Patent besteht, wird von Amtes wegen oder auf Klage hin mit einer Geldbusse von 30 bis 500 Franken, oder mit Gefängniss in der Dauer von 3 Tagen bis zu 3 Monaten, oder mit Geldbusse und Gefängniss innerhalb der angegebenen Begrenzung bestraft.

Gegen Rückfällige kann diese Strafe bis auf das Doppelte erhöht werden.

Art. 30. Die Kantone haben zur Behandlung der civilrechtlichen Streitigkeiten wegen Nachahmung patentirter Gegenstände eine Gerichtsstelle zu bezeichnen, welche den Prozess als einzige kantonale Instanz entscheidet.

Die Berufung an das Bundesgericht ist ohne Rücksicht auf den Werthbetrag der Streitsache zulässig.

Art. 31. Der Ertrag der Bussen fliesst in die Kantonskasse. Bei Ausfällung einer Geldstrafe hat der Richter für den Fall der Nichteinbringlichkeit derselben eine entsprechende Gefängnisstrafe festzusetzen.

IV. Verschiedenes und Schlussbestimmungen.

Art. 32. Die Angehörigen der Länder, welche mit der Schweiz eine bezügliche Konvention abgeschlossen haben, können innerhalb einer Frist von 7 Monaten vom Datum des Patentgesuches in einem der genannten Länder, und unter Vorbehalt der Rechte Dritter, ihr Gesuch in der Schweiz hinterlegen, ohne dass durch inzwischen eingetretene Thatsachen, wie durch ein anderes Patentgesuch oder eine Veröffentlichung, die Gültigkeit ihres Patentgesuches beeinträchtigt werden könnte.

Das gleiche Recht wird denjenigen Schweizerbürgern gewährt, welche in erster Linie ein Patentgesuch in einem der im vorigen Absatze bezeichneten Länder eingereicht haben.

Art. 33. Jedem Erfinder eines patentirbaren, in einer nationalen oder internationalen Ausstellung in der Schweiz ausgestellten Erzeugnisses wird, nach Erfüllung der vom Bundesrath zu bestimmenden Formalitäten, ein Schutz von sechs Monaten, vom Tage der Zulassung des Erzeugnisses zur Ausstellung, gewährt. Während der Dauer dieser letzteren sollen etwaige Patentgesuche seitens Dritter oder Veröffentlichungen den Erfinder nicht verhindern, innerhalb der genannten Frist, das zur Erlangung des definitiven Schutzes erforderliche Patentgesuch rechtsgültig zu stellen.

Wenn eine internationale Ausstellung in einem Lande stattfindet, das mit der Schweiz eine bezügliche Konvention abgeschlossen hat, so wird der zeitweilige Schutz, welcher durch das fremde Land den an der betreffenden Ausstellung befindlichen patentirbaren Erzeugnissen gewährt worden ist,

auf die Schweiz ausgedehnt. Dieser Schutz darf eine Dauer von sechs Monaten, vom Tage der Zulassung des Erzeugnisses zur Ausstellung, nicht übersteigen und hat die nämlichen Wirkungen, wie die in vorstehendem Absatze bechriebenen.

Art. 34. Die Ueberschüsse der Einnahmen des eidgenössischen Amtes für gewerbliches Eigenthum sind in erster Linie zur Anlage von Fachbibliotheken in den industriellen Centren der Schweiz und zur wirksamen Verbreitung der Publikationen des genannten Amtes und in zweiter Linie dazu zu verwenden, die in Art. 17, Absatz 2 dieses Gesetzes vorgesehenen Nachforschungen zu fördern.

Art. 35. Der Bundesrath ist beauftragt, die zur Ausführung dieses Gesetzes erforderlichen Reglemente und Verordnungen zu erlassen.

Art. 36. Durch vorliegendes Gesetz werden die in den Kantonen geltenden Bestimmungen über den Schutz der Erfindungen aufgehoben.

Erfindungen, die in dem Zeitpunkt, in welchem dieses Gesetz in Kraft tritt, vermöge der kantonalen Gesetze noch Schutz geniessen, verbleiben gleichwohl in den betreffenden Kantonen bis zum Ablauf der gesetzlichen Schutzdauer geschützt.

Art. 37. Der Bundesrath wird beauftragt, auf Grundlage der Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 17. Juni 1874, betreffend die Volksabstimmung über Bundesgesetze und Bundesbeschlüsse, die Bekanntmachung dieses Gesetzes zu veranstalten und den Beginn der Wirksamkeit desselben festzusetzen.

Also beschlossen vom Ständerathe,
Bern, den 27. Juni 1888.

Der Präsident: *Schoch.*

Der Protokollführer: *Schattemann.*

Also beschlossen vom Nationalrathe,
Bern, den 29. Juni 1888.

Der Präsident: *E. Ruffy.*

Der Protokollführer: *Ringier.*

Der schweizerische Bundesrath beschliesst:

Das vorstehende, am 4. Juli 1888 öffentlich bekannt gemachte Bundesgesetz, über welches eine Volksabstimmung nicht verlangt wurde, ist in die eidgenössische Gesetzessammlung aufzunehmen und tritt mit 15. November 1888 in Kraft.

Bern, den 5. Oktober 1888.

Im Namen des schweiz. Bundesrathes,
Der Bundespräsident:

Hertenstein.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:

Ringier.

II.

**Vollziehungsverordnung zum Bundesgesetz vom 29. Juni 1888
betreffend die Erfindungspatente.**

(Vom 12. Oktober 1888.)

Der schweizerische Bundesrath,
in Ausführung des Art. 35 des Bundesgesetzes vom 29. Juni 1888
betreffend die Erfindungspatente;
auf den Vorschlag seines Departementes des Auswärtigen (Handels-
abtheilung),

beschliesst:

I. Patentgesuche.

Art. 1. Vom 15. November 1888 an können die Urheber neuer, gewerblich verwerthbarer Erfindungen, beziehungsweise ihre Rechtsnachfolger, unter Beobachtung der folgenden Bestimmungen Erfindungspatente erlangen.

Art. 2. Die Patentgesuche müssen dem eidgenössischen Amt für gewerbliches Eigenthum auf gedruckten, in entsprechender Weise ausgefüllten Formularen (s. Beilage I) eingereicht werden.

Ausländische Patentgesuche sind durch Vermittlung von in der Schweiz domizilirten Vertretern, welchen von den Erfindern oder ihren Rechtsnachfolgern die bezügliche Vollmacht erteilt worden ist, einzureichen (Art. 11 des Gesetzes).

Gehen die Patentgesuche von Rechtsnachfolgern der Erfinder aus, so müssen die ihre Rechtsansprüche beweisenden Dokumente beigelegt werden.

Art. 3. Einem Gesuch um ein (definitives) Patent sind beizulegen:

- 1) eine Beschreibung der Erfindung;
- 2) die zum Verständniss der Beschreibung erforderlichen Zeichnungen;
- 3) der Ausweis, dass ein Modell des erfundenen Gegenstandes oder der Gegenstand selbst vorhanden ist;
- 4) die Summe von Fr. 40 als Hinterlegungsgebühr und als erste Jahresgebühr des Patentes;
- 5) im Falle der Vertretung durch eine in der Schweiz domizilirte Drittperson die derselben vom Patentbewerber erteilte, mit seiner Unterschrift versehene Vollmacht;
- 6) im Falle, dass das Patent nicht zu Händen des Erfinders nachgesucht wird, eine die Rechte des Rechtsnachfolgers dokumentirende Urkunde;
- 7) ein Verzeichniss der eingereichten Aktenstücke und Gegenstände.

Wer seinem Patentgesuch den unter Ziffer 3 erwähnten Ausweis (s. Art. 9) nicht beilegt, hat nur auf ein provisorisches Patent Anspruch.

Die Beschreibung der Erfindung und die Zeichnungen müssen in zwei Exemplaren eingereicht werden.

Das Patentgesuch und die Beilagen sind in einer der drei Landessprachen abzufassen.

Art. 4. Wünscht ein Patentinhaber die Ertheilung eines Zusatzpatentes, so muss er ein diesbezügliches Gesuch auf einem in entsprechen-

der Weise ausgefüllten Formular (s. Beilage I) einreichen, worin Titel und Nummer des Hauptpatentes angegeben sind, auf welches sich die zu patentirende Verbesserung bezieht.

Diesem Gesuch sind beizufügen:

- 1) eine Beschreibung der Verbesserung;
- 2) die zum Verständniss der Beschreibung erforderlichen Zeichnungen;
- 3) der Ausweis, dass ein Modell der Verbesserung vorhanden ist;
- 4) die einmalige Gebühr von Fr. 20;
- 5) ein Verzeichniss der eingereichten Aktenstücke und Gegenstände.

Die Beschreibung der Verbesserung und die Zeichnungen müssen in zwei Exemplaren eingereicht werden.

Das Gesuch für das Zusatzpatent und die Beilagen sind in der Sprache des Gesuches für das Hauptpatent nebst Beilagen abzufassen.

Art. 5. Ein Patentgesuch darf sich nur auf einen Hauptgegenstand mit den zu demselben gehörenden Details beziehen.

Dasselbe hat den Titel der Erfindung, welcher das Wesen des erfundenen Gegenstandes klar und bestimmt bezeichnen soll, anzugeben (Art. 14 des Gesetzes).

Ein Gesuch für ein Zusatzpatent darf mehrere Verbesserungen, welche sich auf die durch das Hauptpatent geschützte Erfindung beziehen, umfassen.

Art. 6. Ein Patentbewerber, der sich die Vortheile der Bestimmungen von Art. 32 des Gesetzes zuwenden will, wonach innerhalb 7 Monaten nach der ersten Patentanmeldung in einem fremden Staat die Einreichung eines gültigen Patentgesuches in der Schweiz möglich ist, muss dies in seinem Patentgesuch erwähnen, überdies den Staat, bei welchem die erste Patentanmeldung stattfand, und das Datum derselben angeben.

Will ein Patentbewerber die Bestimmungen des Art. 33 des Gesetzes zu Nutzen ziehen, welche vom vorläufigen Schutz neuer, auf einer Landes- oder internationalen Ausstellung aufgelegter Erzeugnisse handeln, so muss er dies in seinem Gesuch ebenfalls erwähnen, unter Angabe der Ausstellung, des Zulassungsdatums des Gegenstandes und der Ordnungsnummer des ihm ertheilten Zeugnisses betreffend den zeitweiligen Schutz.

Art. 7. Die durch Zeichnungen vervollständigte Beschreibung der Erfindung muss so gehalten sein, dass ein Fachmann den Gegenstand derselben danach ausführen könnte.

Am Schluss der Beschreibung sind die wesentlichen Merkmale der Erfindung (nach deutschem Sprachgebrauch »Patentansprüche«) gedrängt darzulegen.

Sie muss mit leserlicher Schrift in schwarzer Tinte (Kopirtinte ausgeschlossen) auf Papier vom Format 33 auf 21 Centimeter abgefasst sein.

Art. 8. Die Zeichnungen müssen auf Blättern von einem der drei folgenden Formate ausgeführt werden:

33 Centimeter Höhe auf 21 Centimeter Breite,

33 » » 42 » »

33 » » 63 » »

Die beiden letzten Formate sollen nur zur Anwendung kommen, wenn die für das Verständniss der Zeichnung erforderliche Deutlichkeit deren

Reduktion auf das kleinste Format ausschliesst; in der Regel ist dieses letztere zu verwenden; wenn nothwendig, können die Zeichnungen auf mehreren Blättern eingereicht werden.

Jede Zeichnung muss mit einfachen, 2 Centimeter vom Centimeter vom Blattrand gezogenen Linien einfasst werden.

Die Zeichnungen sollen innerhalb der Einfassung folgende schriftlichen Angaben enthalten: In der Ecke links oben den Namen des Patentbewerbers und das Datum der Gesuchstellung, in der Ecke rechts oben die Anzahl der Zeichnungsblätter und die Ordnungsnummer jedes einzelnen in der Ecke rechts unten die Unterschrift desjenigen, der das Gesuch einreicht, sei es der Erfinder selbst oder sein Vertreter.

Der für die Zeichnungen angewandte Massstab muss gross genug gewählt werden, um das Wesen der Erfindung genau erkennen zu lassen. Wird der Massstab auf den Zeichnungen angegeben, so soll es nicht in Worten geschehen, sondern graphisch auf Grundlage des metrischen Systems.

Die Zeichnungen dürfen keine schriftliche Erklärung der Erfindung enthalten.

Dasjenige Zeichnungsexemplar, welches für photographische Reproduktion dienen soll muss auf Bristolpapier angefertigt werden und darf weder farbige Linien, noch Töne erhalten; alle Linien müssen mit ganz schwarzer Tusche ausgezogen werden; Linien gleicher Bedeutung erhalten durchweg gleiche Stärke; überhaupt muss die Behandlung der Zeichnung eine gleichmässige sein. Schraffen zur Bezeichnung der Schnitte und zur Hervorhebung gerundeter Formen dürfen nicht in einander übergehen; Schattirungen durch Schraffen sind auf das Nothwendigste zu beschränken; keine Schlagschatten. Die Zeichnung in der Beilage zur Vollziehungsverordnung kann als Muster für die Behandlung dienen.

Ueberweisungsbuchstaben und Ziffern müssen kräftig und deutlich geschrieben werden; sie sollen nicht weniger als 3 Millimeter hoch sein und den Typen im vorerwähnten Muster entsprechen. Zur Bezeichnung gleicher Konstruktionstheile in verschiedenen Ansichten müssen stets gleiche Zeichen verwendet werden. Es wird empfohlen, in komplizirten Zeichnungen die Zeichen ausserhalb der Umrisse zu setzen und durch Haarstriche mit den zugehörigen Konstruktionstheilen zu verbinden.

Das zweite Zeichnungsexemplar soll aus einer Leinwandpause des ersten bestehen; es darf in Farben gehalten sein, welche das zur Verwendung gelangende Material kennzeichnen; auch dürfen diejenigen Partien, welche die charakteristischen Merkmale der Erfindung darstellen, besonders hervorgehoben werden.

Die Zeichnungen dürfen weder gefaltet noch gerollt werden; sie sind so zu verpacken, dass sie ganz flach und unzerknittert an's eidg. Amt gelangen.

Das Zeichnungsexemplar auf Bristolpapier wird besonders aufbewahrt, um gelegentlich zu neuen Reproduktionen verwendet werden zu können. Die Leinwandpause wird dem Aktenbündel des betreffenden Patentbesitzes einverleibt.

Art. 9. Die Art und Weise der Leistung des durch Art. 3, 3, ge-

forderten Beweises, dass ein Modell des erfundenen Gegenstandes, beziehungsweise der Gegenstand selbst, vorhanden ist, wird durch einen Bundesrathsbeschluss festgestellt.

Art. 10. Der Betrag der Gebühren muss dem eidg. Amt für gewerbliches Eigenthum per Postmandat eingesandt werden, wenn der Patentbewerber oder sein Vertreter nicht vorzieht, die Bezahlung persönlich auf dem Amte zu leisten. In jedem Falle ist ihm eine Empfangsbescheinigung auszustellen.

Art. 11. Die Jahresgebühr ist zum Voraus, am ersten Tage des betreffenden Patentjahres, zu entrichten. Der Patentinhaber kann dieselbe auch für mehrere Jahre vorausbezahlen. Wenn er vor Ablauf der Zeit, für welche er bezahlt hat, auf das Patent verzichtet, so werden ihm die dannzumal noch nicht verfallenen Jahresgebühren zurückvergütet (Art. 6 des Gesetzes).

Art. 12. Einem in der Schweiz niedergelassenen Patentbewerber, welcher nachweisbar unvernünftig ist, kann für die drei ersten Jahresgebühren Stundung bis zum Beginn des vierten Jahres gewährt werden. Wenn er alsdann seine Erfindung fallen lässt, so werden ihm die verfallenen Gebühren erlassen (Art. 8 des Gesetzes).

II. Registrirung und Ertheilung der Patente.

Art. 13. Wenn ein Patentgesuch beim eidg. Amt einläuft, wird sofort untersucht, ob dessen Einreichung in Uebereinstimmung mit den Vorschriften der Art. 3 und 4 der vorliegenden Verordnung stattgefunden hat.

Art. 14. Ergibt die amtliche Untersuchung, dass das Patent regelrecht nachgesucht worden ist, so wird seine Eintragung in das Patentregister vorgenommen.

Dies Register enthält folgende Angaben:

- 1) die Ordnungsnummer des Patent;
- 2) den Titel der Erfindung und die Klasse, welcher sie angehört; wenn es sich um ein Zusatzpatent handelt, auch den Titel und die Ordnungsnummer des Hauptpatentes;
- 3) den Namen und die Adresse des Patentinhabers;
- 4) den Namen und die Adresse seines Vertreters;
- 5) den Tag und die Stunde der Hinterlegung des Gesuches; zudem, wenn es sich um ein Zusatzpatent handelt, den Tag und die Stunde der Einreichung des Gesuches für das Hauptpatent;
- 6) den Tag und die Stunde der Beweisleistung für die Existenz des Modelles;
- 7) wenn das Patentgesuch sich auf die Bestimmungen des Art. 32 oder 33 des Gesetzes beruft, das Datum der ersten Patentanmeldung im Ausland, beziehungsweise das Datum der Zulassung des erfundenen Gegenstandes auf einer Landes- oder internationalen Ausstellung;
- 8) vom Erfinder freiwillig gewährte oder ihm gerichtlich aufgezwungene Lizenzerteilungen;

- 9) verschiedene das Patent betreffende Bemerkungen, zum Beispiel: Ertheilung von Zusatzpatenten, Uebertragungen, Abtretungen, Verpfändungen, Nichtigkeitserklärung, Erlöschung, Expropriation.

Das eidgen. Amt führt Tag für Tag ein alphabetisches Namensregister der Patentinhaber mit Angabe der Ordnungsnummern ihrer Patente nach.

Art. 15. Sofort nach erfolgter Registrirung eines provisorischen oder definitiven Patentes wird dem Patentbewerber die betreffende Patenturkunde zugestellt.

Diese Urkunde besteht in einer vom eidgen. Amt für gewerbliches Eigenthum ausgefertigten Erklärung, welche feststellt, dass infolge Erfüllung aller gesetzlich vorgeschriebener Formalitäten für die in der beigeschlossenen Darlegung beschriebene und durch Zeichnungen erläuterte Erfindung ein Patent ertheilt worden ist.

Die schriftliche Darlegung der Erfindung muss der urkundlichen Erklärung des eidg. Amtes in einem Exemplar der in Art. 25 erörterten Publikation beigelegt werden.

Art. 16. Wenn eine Patenturkunde verloren geht, kann der rechtmässige Eigenthümer, nachdem er sich als solcher ausgewiesen hat, gegen Entrichtung einer Gebühr von Fr. 10 eine neue Ausfertigung derselben bekommen.

Die neue Ausfertigung muss erwähnen, dass sie die verloren gegangene Originalurkunde ersetzt.

Art. 17. Der Eigenthümer eines provisorischen Patentes kann dasselbe kostenfrei gegen ein definitives Patent umtauschen, sobald er dem eidgen. Amt den Beweis liefert, dass ein Modell des erfundenen Gegenstandes, oder dieser selbst, vorhanden ist. (Art. 9.)

Das definitive Patent erhält die Ordnungsnummer des provisorischen, welches es ersetzt.

Art. 18. Als Datum der Einreichung des Patentgesuches gilt der Tag, an welchem alle diejenigen Aktenstücke und Gegenstände, welche nach Art. 8 für die Erlangung eines provisorischen oder definitiven Patentes zu hinterlegen sind, beim eidg. Amt regelrecht angelangt sind.

Das definitive Patent erhält das Datum des Tages, an welchem der durch Art. 3, 3, geforderte Beweis an das eidg. Amt gelangt ist; wenn es gegen ein provisorisches Patent umgetauscht wird, wird auch das Datum der Einreichung des Patentgesuches darauf vermerkt, da von diesem aus die Fälligkeit der Jahresgebühren und die Patendauer berechnet werden.

Art. 19. Die Registrirung der Zusatzpatente findet in gleicher Weise statt, wie diejenige der Hauptpatente.

Die Zusatzpatente erhalten das Datum des Tages, an welchem die Einreichung des Gesuches stattgefunden hat; überdiess wird auf denselben jeweiligen Datum und Ordnungsnummer der Hauptpatente, auf welche sie sich beziehen, eingetragen.

Art. 20. Ergibt die in Art. 18 vorgesehene Untersuchung, dass sich bei einem Patentgesuch Lücken oder Formfehler vorfinden, so fordert das eidgenössische Amt den Patentbewerber auf, das Gesuch zu vervollständigen, beziehungsweise zu verbessern. In diesem Falle erhält das

Patent das Datum des Tages, an welchem die betreffenden Vervollständigungen oder Richtigstellungen beim eidgenössischen Amt angelangt sind.

Wird das Patentgesuch innert 4 Wochen nicht in Ordnung gebracht, so verweigert das eidgenössische Amt das Patent und übersendet dem Bewerber die hinterlegten Aktenstücke und Gegenstände nebst der Fr. 20 betragenden ersten Jahresgebühr (Art. 14 des Gesetzes).

Art. 21. Im Falle der Patentverweigerung seitens des eidgenössischen Amtes für gewerbliches Eigenthum kann der Patentbewerber innert der Nothfrist von 4 Wochen bei dem eidgenössischen Departement, zu dessen Geschäftskreis die Amtsführung in Sachen der Erfindungspatente gehört, den Rekurs anmelden. Entscheidet dieses im Sinne der ersten Instanz, so kann die Frage vor den Bundesrath als dritte und oberste Instanz gebracht werden.

Art. 22. Wenn das eidgenössische Amt vermöge eines der in Art. 10 des Gesetzes aufgeführten Gründe die Erfindung nicht für patentirbar hält, so soll es den Gesuchsteller vorgängig und in konfidentieller Weise darauf aufmerksam machen, ihm überlassend, ob er seine Anmeldung aufrechterhalten, abändern oder zurückziehen will (Art. 17 des Gesetzes).

Wenn der Patentbewerber das Gesuch aufrechterhält oder binnen 14 Tagen (*dans la quinzaine*) nicht antwortet, wird das Patent registriert, und die Urkunde in üblicher Weise ausgefertigt und zugestellt. Setzt er aber das eidgenössische Amt in Kenntniss, dass er für dieselbe Erfindung ein neues Gesuch einzureichen beabsichtige, so wird dem ersten nicht Folge gegeben; die eingesandten Akten werden retournirt und das neue Gesuch kann innerhalb der Frist von drei Monaten, vom Eingang des ersten Gesuches an gerechnet, ohne weitere Kosten beim eidgenössischen Amt eingereicht werden.

Art. 23. Das eidgenössische Amt veröffentlicht alle vierzehn Tage im schweizerischen Handelsamtsblatt ein nach Klassen geordnetes Verzeichniss der inzwischen ausgefertigten Patente.

Die Veröffentlichung enthält folgende Angaben: die Ordnungsnummer des Patentbesitzers, den Titel der Erfindung, den Namen und die Adresse des Patentinhabers und seines Vertreters und das Einreichungsdatum des Patentgesuches.

In gleicher Weise veröffentlicht das eidgenössische Amt Nichtigkeits-erklärungen und Erlöschungen der Patente, sowie jede im Besitz derselben eingetretene Veränderung; immerhin in der Meinung, dass in denjenigen Fällen, wo die Patente aufhören zu existiren, die Angabe der Adressen ihrer bisherigen Inhaber und deren Vertreter unterlassen wird.

Diese Veröffentlichungen erfolgen in der Sprache der betreffenden Patentgesuche.

Art. 24. Zu Anfang jedes Jahres veröffentlicht das eidgenössische Amt ein alphabetisches Verzeichniss der Erfinder mit Beisetzung der Ordnungsnummern der ihnen im Lauf des verflossenen Jahres ertheilten Patente.

Desgleichen gibt es einen nach Klassen geordneten Katalog der ertheilten Patente heraus, worin Titel und Ordnungsnummern der Patente sowie Namen und Adressen der Erfinder angegeben sind.

Art. 25. Sobald ein Patent registrirt ist, wird die schriftliche Darlegung der Erfindung, d. h. die bei Einreichung des Patentgesuches hinterlegte Beschreibung mit den zugehörigen Zeichnungen in einem besondern Druckhefte (Patentschrift) herausgegeben; das eidgenössische Amt verkauft solche Hefte zu mässigen, im Verhältniss zu deren Herstellungskosten stehenden Preisen

Diese Publikationen werden an folgende Stellen gratis verabfolgt: an die Departemente des Bundesrathes, an das Bundesgericht, an die kantonalen Regierungen, an die höhern öffentlichen Unterrichtsanstalten und an die Gewerbemuseen der Schweiz. Ferner wird man obige Publikationen mit den ähnlichen Veröffentlichungen anderer Länder austauschen.

Auf Verlangen des Erfinders können der Verkauf und die Versendung der Beschreibung der Erfindung um sechs Monate verschoben werden (Art. 23 des Gesetzes).

Art. 26. Personen, welche die Patentschriften aller einer bestimmten Klasse angehörenden Erfindungen zu erhalten wünschen, können unter folgenden Bedingungen derauf abonniren:

Jeder Abonnent hinterlegt auf dem eidgenössischen Amt persönlich oder mittelst Postmandat die Summa von Fr. 50, welche ihm in einem zu eröffnenden Konto-Korrent gutgeschrieben wird. Sobald eine Patentschrift der betreffenden Klasse erscheint, wird sie dem Abonnenten zugesandt und auf sein Konto verrechnet, bis die Hinterlage erschöpft ist; vom Eintritt dieses Falles wird er sofort benachrichtigt.

Art. 27. Das eidgenössische Amt führt über die Einzahlung der jährlichen Patentgebühren eine genaue Kontrolle.

Sobald die Unterlassung der Einzahlung einer verfallenen Gebühr konstatiert worden ist, übersendet es dem Patentinhaber oder, wenn derselbe im Ausland wohnt, seinem in der Schweiz niedergelassenen Vertreter eine Mahnung mit dem Bemerken, dass das Patent erlischt, wenn die Gebühr nicht innert drei Monaten nach dem Verfalltag eingezahlt wird.

Unterbleibt die Entrichtung der Gebühr innert dieser Frist, so konstatiert das eidgenössische Amt protokollarisch die Erlöschung des Patentes, legt das Protokoll zu dessen Akten, registrirt die Erlöschung und publizirt sie gemäss den Vorschriften des Art. 23.

Art. 28. Uebertragungen, Abtretungen und Verpfändungen, freiwillige Lizenztheilungen, sowie alle Aenderungen, welche den Besitz und den Genuss von Patenten betreffen, werden gegen Einreichung eines Begehrens, dem eine beglaubigte Ausfertigung des bezüglichen gesetzlichen Aktes beizulegen muss, auf dem eidgenössischen Amte in das Patentregister eingetragen.

Die Registrirungsgebühren betragen:

- 1) für eine Uebertretung oder Abtretung Fr. 10;
- 2) für eine Lizenztheilung oder Verpfändung » 5.

Art. 29. Rechtskräftige Urtheile über Erlöschung, Nichtigkeit, Expropriation und Lizenztheilung sind auf Begehren der obsiegenden Partei in das Patentregister einzutragen (Art. 19 des Gesetzes).

Diese Eintragungen finden von Amtswegen statt; ausser dem Urtheil

ist jeweilen auch der Gerichtshof, von dem es gefällt wurde, sowie das Datum der Urtheilsfällung zu registriren.

Art. 80. Für jedes Patent muss ein mit dessen Ordnungsnummer versehenes besonderes Aktenheft angelegt werden. Dasselbe enthält:

- 1) das Patentgesuch und dessen in Artikel 8 unter den Ziffern 1, 2, 5, 6 und 7 erwähnte Beilagen;
- 2) das eventuell erst später eingereichte Schriftstück, durch welches der in Art. 8, 3 geforderte Beweis betreffend das Vorhandensein eines Modells erbracht wird;
- 3) die Dokumente betreffend allfällige Uebertragung, Abtretung oder Verpfändung des Patentes, sowie solche, die sich auf Lizenzertheilungen und andere im Besitz oder Genuss des Patentes eintretende Aenderungen beziehen.

Die Aktenhefte der gültigen und ungültigen Patente sind von einander getrennt aufzubewahren.

Art. 31. Jedermann kann vom eidgenössischen Amte mündlich oder schriftlich Auskunft über den Inhalt des Patentregisters und der Akten erhalten, oder in Gegenwart eines Beamten Einsicht in die Patentaktenhefte nehmen.

Für derartige Dienstleistungen erhebt das eidgenössische Amt folgende Gebühren:

- | | | |
|------------------------------|-------|---|
| 1) für mündliche Auskunft | Fr. 1 | } per Patent, über welches
Auskunft verlangt wird. |
| 2) » schriftliche Auskunft | » 2 | |
| 3) » Einsichtnahme der Akten | » 2 | |

Brieflichen Auskunftsbegehren muss die betreffende Gebühr in Postmarken beigegeben werden.

III. Während Ausstellungen gewährter zeitweiliger Schutz.

Art. 32. Wenn der Urheber einer patentirbaren Erfindung, deren Gegenstand auf einer schweizerischen Landes- oder internationalen Ausstellung aufgelegt ist, sich den in Art. 33 des Gesetzes vorgesehenen zeitweiligen Schutz sichern will, muss er beim eidgenössischen Amte innert Monatsfrist, vom Datum der Zulassung des betreffenden Gegenstandes zur Ausstellung gerechnet, ein Spezialgesuch nach Formular (s. Beilage II) nebst folgenden Beilagen hinterlegen:

- 1) eine summarische, die betreffende Erfindung jedoch genügend kennzeichnende Beschreibung;
- 2) die zum Verständniss der Beschreibung erforderlichen Zeichnungen;
- 3) eine Gebühr von Fr. 10;
- 4) ein Verzeichniss der hinterlegten Schriftstücke und Gebühr.

Die Beschreibung und die Zeichnungen müssen im Format von 33 auf 21 Centimeter angefertigt werden; sie sind nur in je einem Exemplar zu hinterlegen.

Das Gesuch für zeitweiligen Schutz nebst Beilagen muss in einer der drei Laudessprachen abgefasst werden.

Nach erfolgter Hinterlegung stellt das eidgenössische Amt dem Bewerber ein bezügliches Zeugniss aus, welches die Ordnungsnummer des Gesuches, den Titel der Erfindung, Namen und Adresse des Bewerbers und die Angabe von Tag und Stunde der Hinterlegung enthält.

Art. 33. Die Gesuche für zeitweiligen Schutz werden in ein besonderes Register eingetragen; sie erhalten eine der Reihenfolge ihrer Hinterlegung entsprechende Ordnungsnummer.

Jedes dieser Gesuche bildet mit den zugehörigen Akten ein besonderes Aktenheft, welches nummerirt und entsprechend eingereiht wird.

Das eidgenössische Amt führt ein fortwährend auf dem Laufenden zu erhaltendes alphabetisches Namenregister der Hinterleger mit Beisetzung der Ordnungsnummern ihrer Gesuche nach.

IV. Verschiedenes.

Art. 34. Mit Bewilligung des Departementes, in dessen Ressort das eidgenössische Amt für gewerbliches Eigenthum gehört, kann letzteres seine Beziehungen zu Patentagenten, deren Handlungsweise gegenüber dem eidgenössischen Amt oder ihren Klienten zu ernststen Klagen Anlass gibt, abrechnen.

In der Regel findet die erstmalige Unterbrechung der Beziehungen auf die Dauer eines Monats statt, im Wiederholungsfalle auf längere Zeit, eventuell für immer.

Gegen Patentagenten ergriffene Disziplinar massregeln werden vom eidgenössischen Amt unter Angabe der Motive registriert und im schweizerischen Handelsamtsblatt ohne Begründung veröffentlicht.

Art. 35. Das eidgenössische Amt für gewerbliches Eigenthum ist ermächtigt, von sich aus die auf Patentgesuche und ihre Registrirung bezügliche Korrespondenz zu führen, unter Vorbehalt, in Rekursfällen, der Entscheidung des Departementes, beziehungsweise des Bundesrathes.

Art. 36. Die an das eidgenössische Amt gerichteten Briefe und Sendungen müssen frankirt sein.

Art. 37. Das eidgenössische Amt hält ein Kassabuch, in welches seine Einnahmen und Ausgaben eingetragen werden, und stellt allmonatlich Rechnung. Das Kontrolbüreau des Finanzdepartementes wird Rechnung und Kassabuch alle Monate verifiziren, indem es dieselben mit dem Eintragungsregister der Patente mit den Belegen und mit der Buchhaltung vergleicht.

Art. 37. Die Formulare für Gesuche um provisorische und definitive Patente, Zusatzpatente und Zeugnisse für zeitweiligen Schutz werden vom eidgenössischen Amt, sowie von den kantonalen Staatskanzleien unentgeltlich geliefert.

Art. 30. Zu Anfang jedes Jahres veröffentlicht das eidgenössische Amt für gewerbliches Eigenthum statistische Tabellen betreffend die im abgelaufenen Jahre verlangten und ertheilten Patente jeder Kategorie, ihre Vertheilung nach den verschiedenen Erfindungsklassen und nach den verschiedenen Staaten, die Einnahmen und Ausgaben jeder Art, sowie etwaige andere sachbezügliche Angaben von allgemeinerem Interesse.

Bern, den 12. Oktober 1888.

Im Namen des schweiz. Bundesrathes,
Der Bundespräsident:

Hertenstein.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft
Ringier.

Formulare.**I. Patentgesuch.**

D. Unterzeichnete ¹⁾ _____
 wohnhaft in ²⁾ _____
 ersucht das eidgenössische Amt für gewerbliches Eigenthum als ³⁾ _____
 um Ertheilung eines ⁴⁾ _____ Patentes für nachstehend genannte
 Erfindung ⁵⁾ _____

deren Wesen in der beiliegenden Beschreibung sammt Zeichnungen ausein-
 andergesetzt ist.

Obige Erfindung wurde zum ersten Mal zur Patentirung angemeldet
 in ⁶⁾ _____ am _____

Obige Erfindung steht infolge Zulassung ihres Gegenstandes zur _____
 Ausstellung in ⁷⁾ _____ am ⁸⁾ _____ kraft Zeugniß Nr. ⁹⁾ _____ unter
 zeitweiligem Schutz.

_____ den _____ 18 _____
¹⁰⁾ _____

1) Name und Zuname des Bewerbers.

2) Vollständige Adresse des Bewerbers.

3) Angabe, ob der Bewerber der Erfinder oder sein Rechtsnachfolger
 ist; in letzterem Fall Namensangabe des Erfinders.

4) Angabe, ob es sich um ein provisorisches, definitives oder Zusatz-
 patent handelt.

5) Titel der Erfindung. Wenn es sich um den Genuss der Vergün-
 stigungen des Art. 32 des Gesetzes handelt.

6) Angabe des Landes und des Datums der ersten Anmeldung.

Wenn es sich um den Genuss der Vergünstigungen des Art. 33 des
 Gesetzes handelt.

7) Ort der Ausstellung.

8) Datum der Zulassung des Gegenstandes zu derselben.

9) Ordnung-Nummer des betreffenden Zeugnisses.

10) Unterschrift des Bewerbers; oder für N. N.

(Name des Bewerbers) Der Vertreter: X. X.

(Name des Vertreters mit Angabe seiner vollständigen Adresse).

Bemerkung: Patentgesuche werden nur angenommen, wenn folgende Beilagen miteingereicht werden:

Für provisorische Patente.	Für definitive Patente.	Für Zusatzpatente.
1) Zwei Exemplare der Beschreibung der Erfindung;	Die für sofortige Erlangung eines definitiven Patentes zu hinterlegenden Beilagen sind identisch mit den für Erlangung eines provisorischen Patentes vorgeschriebenen; nur muss zudem noch der Beweis erbracht werden, dass ein Modell des Gegenstandes der Erfindung, oder der Gegenstand selbst, vorhanden ist (Art. 9 der Vollziehungsverordnung).	1) Zwei Exemplare der Beschreibung der Verbesserung;
2) ein Exemplar der zum Verständniss der Beschreibung erforderlichen Zeichnungen auf Pausleinwand;		2) ein Exemplar der zum Verständniss der Beschreibung der erforderlichen Zeichnungen auf Bristolpapier;
3) ein Exemplar derselben Zeichnungen auf Pausleinwand;		3) ein Exemplar derselben Zeichnungen auf Pausleinwand;
4) die Summe von 40 Franken, vorausgesetzt, dass sie nicht durch Postmandat separat eingeschickt wird;		4) Der Beweis, dass ein Modell der Verbesserung existirt;
5) ein Verzeichniss der hinterlegten Beilagen.		5) die Summe von 20 Franken, vorausgesetzt, dass sie nicht durch Postmandat separat eingeschickt wird;
Der Eigenthümer eines provisorischen Patentes kann dasselbe kostenfrei gegen ein definitives umtauschen, sobald er dem eidgenössischen Amte den Beweis liefert, dass ein Modell des erfundenen Gegenstandes, oder dieser selbst vorhanden ist (Art. 17 der Vollziehungsverordnung).		6) ein Verzeichniss der hinterlegten Beilagen.

Wird ein Patent nicht zu Handen des Erfinders, sondern seines Rechtsnachfolgers nachgesucht, so ist auch eine dessen Rechte dokumentirende Urkunde zu hinterlegen.

Einem Gesuche, welches durch einen Vertreter eingereicht wird, muss die vom Patentbewerber unterzeichnete Vollmacht beigelegt werden.

II. Gesuch um zeitweiligen Schutz für eine Erfindung, deren Gegenstand auf einer schweizerischen Landes- oder internationalen Ausstellung aufgelegt ist.

D. Unterzeichnete ¹⁾ _____
 wohnhaft in ²⁾ _____

ersucht das eidgenössische Amt für gewerbliches Eigenthum um Ertheilung eines Zeugnisses für zeitweiligen Schutz der nachbenannten Erfindung: _____

deren Wesen in beigeschlossener Beschreibung sammt Zeichnungen erläutert ist, und deren Gegenstand zur _____ Ausstellung in ³⁾ _____ unter dem Datum des ⁴⁾ _____ zugelassen wurde.

⁵⁾ _____

- 1) Name und Zuname des Ausstellers.
- 2) Vollständige Adresse des Ausstellers.
- 3) Angabe der betreffenden Ausstellung.
- 4) Datum der Zulassung.
- 5) Unterschriften des Ausstellers oder für N. N. (Name des Ausstellers) Der Vertreter: X. X.
 (Unterschrift des Vertreters mit Angabe seiner vollständigen Adresse).

Bemerkung. Gesuche um zeitweiligen Schutz werden nur angenommen, wenn folgende Beilagen miteingereicht werden:

- 1) Eine Beschreibung der Erfindung, welche dem zeitweiligen Schutz unterstellt werden soll;
- 2) die zum Verständniss der Beschreibung erforderlichen Zeichnungen;
- 3) die Hinterlegungsgebühr von 10 Franken, vorausgesetzt, dass sie nicht durch Postmandat separat eingeschickt wird;
- 4) ein Verzeichniss der hinterlegten Beilagen.

Einem Gesuche, welches durch einen Vertreter eingereicht wird, muss die vom Patentbewerber unterzeichnete Vollmacht beigelegt werden.

104.

TURQUIE, SERBIE.

Arrangement provisoire concernant les consuls, signé à Belgrade le 23 août (4 sept.) 1886.

Mémorial Diplomatique 1887. No. 1.

En vue de faciliter les relations commerciales entre les sujets de leurs pays respectifs, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont conclu et signé l'arrangement provisoire suivant, concernant l'établissement des consulats dans leurs pays respectifs et la détermination des attributions de leurs titulaires :

Art. 1^{er}. Le gouvernement de S. M. I. le Sultan et le gouvernement de S. M. le roi de Serbie se reconnaissent mutuellement le droit de nommer des consuls qui exerceront leurs fonctions dans le pays où ils sont envoyés sur la base des principes du droit international, de sorte que les consuls serbes dans l'Empire n'auront droit en aucune façon, tant en ce qui concerne leurs attributions que leurs personnes, aux privilèges et immunités extraordinaires concédés aux consulats des autres Etats en Turquie.

Art. 2. La nomination d'un consul à une résidence doit être justifiée auprès du gouvernement qui le reçoit par le besoin du commerce nécessitant sa présence dans cette localité.

Art. 3. Le présent arrangement ne doit nuire en rien à la conclusion d'une convention consulaire.

Art. 4. Le présent arrangement entre en vigueur à partir de la signature de cet acte et aura force exécutoire aussi longtemps que l'une des parties contractantes jugera nécessaire de le dénoncer. Toutefois un délai de trois mois est fixé pour que la dénonciation soit considérée comme effective.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Belgrade le 23 août (4 septembre 1886).

Le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le roi de Serbie
Franassovich.

L'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. I. le Sultan,

Zia.

105.

TURQUIE.

Decret relatif à l'Etablissement d'une Haute Cour administrative en Egypte du 19 février 1887.

Mémorial Diplomatique 1887. No. 10.

Nous, Khédive d'Egypte, sur la proposition de notre conseil des ministres, le Conseil législatif entendu; décrétons:

Article 1^{er}. Les ministres, les chefs d'administration ou tous autres hauts fonctionnaires qui auraient ordonné des paiements pour des dépenses engagées par eux, en dehors des crédits alloués, ou opéré des virements entre les chapitres du budget sans une autorisation préalable de notre conseil des ministres, ou pris des mesures contraires aux lois et règlements en vigueur, pourront être tenus à en répondre devant une haute Cour administrative.

Art. 2. La haute Cour administrative sera présidée par le président de notre Conseil des ministres, et, en cas d'empêchement, par le doyen d'âge des membres du ministère.

Elle sera composée des ministres non impliqués dans la poursuite, du conseiller financier et d'un conseiller khédivial, désigné par nous.

Art. 3. La haute Cour administrative sera saisie de la poursuite à la requête de notre Conseil des ministres.

A partir de ce moment, le ministre, le chef d'administration ou le haut fonctionnaire poursuivis demeureront suspendus de leurs fonctions.

Art. 4. La haute Cour administrative règlera elle-même la procédure à suivre devant elle.

Elle jugera d'après sa conviction, sans être astreinte à des règles déterminées au point de vue de la preuve, après avoir, en tout cas, invité l'inculpé à présenter personnellement et verbalement sa défense.

Art. 5. En cas de culpabilité, l'arrêt motivé de la haute Cour administrative établira la responsabilité pécuniaire de l'inculpé, et prononcera le blâme ou la révocation sans préjudice en aucun cas, de l'action pénale ou civile à exercer.

Art. 6. Nul recours ne sera admis contre l'arrêt de la haute cour administrative.

Art. 7. La démission du ministre, du chef d'administration ou du haut fonctionnaire traduits devant la haute Cour administrative ne pourra pas être acceptée avant la solution de la poursuite.

Art. 8. Tous nos ministres sont chargés de l'exécution du présent décret.
Fait au palais d'Abdine, le 19 février 1887 (26 gamad-ewel 1304).

Mehemet Tewfik.

Par le khédive, le président du Conseil des ministres,

N. Nubar.

106.

TURQUIE, GRANDE-BRETAGNE.

Convention concernant l'Egypte, signée à Constantinople le
22 mai 1887.

Mémorial Diplomatique 1887. No. 30 et 31.

Sa Majesté la Reine du Royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, ayant, en exécution de la convention conclue à Constantinople le 24 octobre 1885, envoyé respectivement un haut commissaire en Egypte, et lesdits commissaires ayant fait leurs rapports à leurs gouvernements respectifs, LL. MM. ont résolu de conclure une convention ultérieure en conformité avec les objets mentionnés dans ladite convention.

Article 1^{er}.

Les firmans impériaux actuellement en vigueur en Egypte sont confirmés, autant qu'ils ne seront pas modifiés par la présente convention.

Article 2.

Le Khédivat d'Egypte comprend les territoires mentionnés dans les firmans impériaux concernant l'Egypte.

Article 3.

Le gouvernement impérial ottoman invitera les puissances signataires du traité de Berlin à approuver une convention tendant à mieux assurer la liberté de la navigation du canal de Suez.

Dans cette convention, le gouvernement impérial ottoman déclarera que le canal maritime sera toujours libre et ouvert, en temps de paix aussi bien qu'en temps de guerre, aux vaisseaux de guerre et aux navires marchands passant d'une mer à l'autre, sans distinction de pavillon, moyennant paiement des taxes convenues et conformément aux règlements actuellement en vigueur ou à ceux qui pourraient être promulgués à l'avenir par l'administration compétente.

La convention pourvoira à ce que les grandes puissances s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à ne jamais entraver le libre passage à travers le canal en temps de guerre, et à respecter les propriétés et les établissements qui dépendent du canal.

Elle pourvoira également à ce que le canal ne soit jamais soumis à un blocus, et à ce qu'aucun droit de guerre ou acte hostile ne soit exercé tant à l'intérieur du canal que dans un rayon de 8 milles marines au large des ports de Suez et de Port-Saïd.

Il sera convenu également que les agents diplomatiques en Egypte des puissances signataires veilleront à l'exécution de la convention toutes

les fois que des circonstances pourraient se produire, de nature à menacer la sécurité ou la liberté du passage du canal; que ces agents s'assembleront quand ils y seront conviés par l'un deux, sous la présidence du commissaire spécial nommé à cet effet par la Sublime-Porte ou par le Khédive, dans le but d'examiner ou de vérifier les cas de danger, et qu'ils en préviendront le gouvernement égyptien, afin qu'il puisse adopter des mesures propres à assurer la protection et le libre passage du canal; qu'en tout cas ils s'assembleront une fois par an, dans le but de constater si la convention a été dûment observée.

Il sera pourvu de plus à ce qu'aucun obstacle n'entrave les mesures qui pourraient être nécessaire à la défense de l'Egypte et à la sécurité du canal, et, enfin, à ce que les deux hautes parties contractantes invitent les autres puissances à adhérer dans les mêmes formes qu'elles le feront elles-mêmes à la convention sus-mentionnée.

Article 4.

Aussi longtemps que l'état anormal du Soudan et les troubles causés par les événements politiques de l'Egypte pourront rendre nécessaire l'adoption des précautions ordinaires pour la sécurité des frontières et la tranquillité intérieure de l'Egypte, le gouvernement de Sa Majesté britannique aura la haute main sur la défense et l'organisation militaires du pays.

A cet effet il maintiendra en Egypte le nombre de soldats qu'il pourra considérer comme nécessaire, et continuera à exercer une surveillance générale sur l'armée égyptienne.

Les conditions concernant le retrait des troupes britanniques et la cessation de tout contrôle exercé par le gouvernement de Sa Majesté britannique sur l'armée égyptienne, seront réglées en conformité des stipulations de l'article 5 de la présente convention.

Article 5.

A l'expiration de la troisième année à partir de la date de la présente convention, le gouvernement de S. M. Britannique retirera ses troupes d'Egypte. Si, à cette époque, l'apparition d'un danger, soit intérieur, soit venant du dehors, rend nécessaire l'ajournement de l'évacuation, les troupes britanniques se retireront d'Egypte immédiatement après que ce danger aura disparu, et, deux années après l'évacuation dont il est question ci-dessus, les dispositions de l'article 4 cesseront complètement d'avoir leur effet.

Après le retrait des troupes britanniques, l'Egypte jouira des avantages du principe de «sûreté territoriale» (sic), et, après la ratification de la présente convention, les grandes puissances seront invitées à signer un acte reconnaissant et garantissant l'inviolabilité du territoire égyptien.

D'après cet acte, aucune puissance n'aura le droit en aucune circonstance d'envoyer des troupes sur le territoire égyptien, excepté dans les cas prévus par les annexes de la présente convention.

Néanmoins le gouvernement impérial ottoman fera usage de ses droits d'occuper militairement l'Egypte, s'il y a des raisons de craindre une in-

vasion du dehors, ou si l'ordre et la sécurité intérieurs sont troublés, ou si le gouvernement khédivial d'Egypte refuse d'exécuter ses devoirs envers la cour suzeraine ou ses obligations internationales.

De son côté, le gouvernement de S. M. Britannique est autorisé par cette convention à envoyer, dans les cas susmentionnés, des troupes en Egypte, qui prendront les mesures nécessaires pour éloigner le danger. En prenant ces mesures, les commandants de ces troupes agiront avec tous les égards dus aux droits des puissances souveraines.

Les troupes ottomanes, aussi bien que les troupes britanniques, seront retirées d'Egypte aussitôt que les causes qui auront nécessité leur intervention n'existeront plus.

Si, en raison d'empêchements, le gouvernement ottoman n'envoie pas de troupes en Egypte, il enverra un commissaire pour y demeurer tant qu'y séjourneront les troupes britanniques et leur général.

Toutes les fois que les deux Etats pourront considérer comme nécessaire d'envoyer des troupes en Egypte, ils s'en notifieront les circonstances l'un à l'autre, et agiront en conformité de la présente convention.

Article 6.

Lorsque la présente convention aura été ratifiée, les deux Hautes Parties contractantes notifieront le fait d'abord aux puissances signataires du traité de Berlin, et, subséquemment, aux autres gouvernements qui ont fait ou accepté des arrangements avec le Khédiviat d'Egypte, en les invitant à y donner leur adhésion.

Article 7.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Constantinople dans l'espace d'un mois à partir de la signature de cet acte, ou plus tôt s'il est possible.

Henry Drummond Wolff.
Kiamil Pascha.
Saïd Pascha.

Annexes.

I.

Si, par suite de quelque circonstance, la navigation du canal de Suez se trouve obstruée, les puissances qui auront adhéré à la convention conclue entre la Grande-Bretagne et l'empire ottoman auront le droit d'envoyer à travers le territoire égyptien les troupes qu'elles auraient besoin de faire passer d'un mer à l'autre.

Néanmoins aucune de ces puissances ne pourra, en ce cas, avoir plus de 1,000 hommes à la fois sur le sol égyptien, et le passage de ces troupes s'effectuera par les voies et moyens les plus rapides.

Toutes les fois qu'une de ces puissances se prévendra de ce droit, elle notifiera le fait par son consul, vingt-quatre heures auparavant, au

gouverneur du fort où le débarquement aura lieu, et ce dernier surveillera et contrôlera le passage des troupes.

II.

Il est entendu que si, à l'expiration des trois ans stipulées dans la convention de ce jour, pour le retrait d'Egypte des troupes britanniques, une des grandes puissances méditerranéennes ne l'a pas acceptée, le gouvernement de Sa Majesté Britannique considérera ce refus comme l'apparition d'un danger extérieur prévu par l'article 5 de la convention, et les moyens d'exécution de ladite convention seront de nouveau discutés et déterminés entre le gouvernement impérial ottoman et le gouvernement de Sa Majesté Britannique.

D'autres annexes s'occupent des moyens de préparer l'abolition des Capitulations, de la taxe des étrangers, de la taxe des étrangers, d'une réglementation des finances égyptiennes, etc.

Annexe 3. Protocole.

Considérant que les capitulations et les us et coutumes en vigueur en Egypte, en exemptant les criminels étrangers de la juridiction territoriale, affaiblissent l'autorité du gouvernement égyptien, et rendent difficile le maintien de l'ordre non seulement au détriment des indigènes, mais aussi des étrangers résidant en Egypte, il est entendu que dans un mois, à partir de la date de la ratification de la convention signée ce jourd'hui, le gouvernement de Sa Majesté Britannique et le gouvernement de Sa Majesté Impériale le Sultan inviteront ensemble les puissances européennes qui ont adhéré à la juridiction des tribunaux mixtes en Egypte à examiner par quels moyens les sujets de leurs pays respectifs seraient soumis à une juridiction et à une législation locales et uniformes, tout en tenant dûment compte de leurs privilèges.

Dans ce même but les deux gouvernements soumettront aux puissances la nécessité d'établir un système par lequel les sujets étrangers résidant en Egypte soient appelés à contribuer équitablement aux impôts du pays.

Fait en double le 22^e jour du mois de mai de l'an 1887.

Annexe 4. Protocole.

Il est entendu entre les soussignés plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique et de Sa Majesté Impériale le Sultan que les deux gouvernements soumettront ensemble aux puissances des propositions pour l'amélioration des administrations des domaines, de la Daïra-Sanieh et des chemins de fer. Ils leur soumettront aussi des propositions pour régulariser les pouvoirs de la caisse de la Dette publique et pour régler les finances égyptiennes. Des propositions concernant également la presse et la quarantaine ainsi que les moyens les plus propres à faciliter la législation applicable aux étrangers seront formulées.

Les puissances seront de même invitées à déclarer que le tribut payable annuellement par l'Egypte à Sa Majesté Impériale le Sultan et s'élevant à liv. t. 750,000 constituera la première charge sur le Trésor égyptien.

Fait en double le 22^e jour du mois de mai, 1887.

Annexe 5.

Constantinople, le 22 mai 1887.

MM. les plénipotentiaires,

En me référant au protocole signé aujourd'hui en ce qui touche les arrangements financiers à effectuer en Egypte, j'ai l'honneur de vous informer que le gouvernement de Sa Majesté Britannique ne saurait admettre aucun changement dans les pouvoirs du conseiller financier du gouvernement égyptien qui, par sa position et les fonctions qu'il exerce, offre une garantie indispensable pour la bonne administration des finances égyptiennes et les intérêts des créanciers de ce pays.

Je saisis, etc.

H. Drummond Wolff.

Son Altesse Kiamil Pacha,

Grand Vizir.

Son Excellence Saïd Pacha,

Ministre des affaires étrangères.

Annexe 6.

Sublime Porte, Ministre des affaires étrangères, le 22 mai 1887.

M. le plénipotentiaire,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la note que Votre Excellence a bien voulu nous adresser en date d'aujourd'hui relativement aux pouvoirs du conseiller financier du gouvernement égyptien.

Veuillez, etc.

*M. Kiamil.**M. Saïd.*

S. Exc. Sir Drummond Wolff, plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique.

107.

URUGUAY, BRÉSIL.

Traité d'extradition, signé à Montevideo le 25 novembre 1878 *).

Publ. offic. Montevideo 1879.

Habiendo los Gobiernos de la República Oriental del Uruguay y del Brasil, resuelto celebrar un Acuerdo que remueva las dificultades provenientes de la inteligencia del artículo 1º del Tratado de Extradición de 12 de Octubre de 1851, y que llene algunos vacíos del mismo Tratado, los abajo firmados, Ministro Secretario de Estado en el Departamento de Relaciones Exteriores de dicha República, y Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Su Magestad el Emperador del Brasil, munidos de los Plenos Poderes necesarios, convinieron en que el mencionado artí-

*) Les ratifications ont été échangées à Montevideo le 21 février 1879.

~~este sea~~ substituido por las siguientes disposiciones en que se comprenden las ampliativas.

Paragrafo 1º.

Los Gobiernos de la República Oriental del Uruguay y del Brasil, se obligan á entregar reciprocamente, los individuos refugiados en uno de los dos Estados, que las competentes autoridades del otro hubieran acusado ó condenado, como autores ó cómplices, por cualesquiera de los crímenes abajo enunciados, cometidos en el territorio del Gobierno reclamante ó contra los cuales hubieran las mismas autoridades expedido orden de prision.

Paragrafo 2º.

La extradicion será concedida por cualquiera de estos crímenes.

1º. Homicidio, comprendidos el asesinato, parricidio, envenenamiento ó infanticidio.

2º. Tentativa de cualquiera de los crímenes especificados en el número precedente.

3º. Aborto voluntario.

4º. Lesiones en que hubiere ó de las que resultare inhabilitacion para el trabajo por mas de 30 dias, deformidad, inhabilitacion, mutilacion ó destruccion de algun miembro ú organo, ó la muerte sin intencion de darla.

5º. Estupro y otros atentados á la honra y al pudor, una vez que concorra la circunstancia de violencia.

6º. Poligamia, parto supuesto; fingimiento de la calidad de esposo ó esposa contra la voluntad de ésta ó de aquel, para usurpar derechos maritales; ocultacion y sustraccion de menores.

7º. Incendio voluntario, daño hecho á los caminos de fierro, del cual resulte ó pueda resultar peligro para la vida de los pasajeros.

8º. Falsificacion, alteracion, importacion, introduccion y emision de moneda y papeles de crédito con curso legal en los dos paises; fabricacion, importacion, venta y uso de instrumentos con el fin de hacer moneda falsa, pólizas ó cualesquiera otros títulos de Denda Pública, notas de los Bancos, ó cualesquiera papeles de los que circulan como si fuesen moneda; falsificacion de actos soberanos, sellos de Correo, estampillas, sellos oficiales, timbres, cuños y cualesquiera otros sellos del Estado y de las reparticiones públicas, y uso, importacion y venta de esos objetos; falsificacion de escrituras públicas y particulares, letras de cambio y otros títulos de comercio, y uso de esos papeles falsificados.

9º. Robo, esto es, hurto con violencia á las personas y á las cosas, y estelionato.

10º. Peculado, ó malversacion de dineros públicos, abuso de confianza ó sustraccion de dineros, fondos, documentos y cualesquiera títulos de propiedad pública y particular por personas á cuyo cuidado estén confiados, ó que sean asociados ó empleados en el establecimiento ó casa en que se cometió el crimen.

11º. Barateria, piratería, comprendido el hecho de que alguno se

apoderase del buque, de cuya tripulacion formase parte, por medio de fraude ó violencia contra el commandante ó quien hiciera sus veces.

12°. Bancarrota fraudulenta.

13°. Perjurio en materia civil y criminal.

Paragrafo 3°.

No se reputará crimen político, ni hecho conexo con él, el atentado contra los Jefes de los respectivos Estados, cuando ese atentado constituya el crimen de homicidio, asesinato y envenenamiento.

Paragrafo 4°.

Las Altas Partes contratantes se obligan á hacer procesar y juzgar con arreglo á sus legislaciones, á sus respectivos nacionales que cometieran infracciones contra las leyes de uno de los dos Estados, siempre que el Gobierno del Estado cuyas leyes fueran infringidas, presentare el competente pedido por via diplomática ó consular, y en el caso de que pudieran aquellas infracciones ser calificadas en alguna de las categorías enumeradas en el parágrafo 2°. El pedido será acompañado del cuerpo del delito, de todos los objetos que lo instruyeran, de cualesquiera documentos, y de las informaciones necesarias, debiendo las autoridades del país reclamante proceder como si ellas mismas hubiesen de formar el proceso.

En este caso, todos los actos y documentos serán hechos gratuitamente.

No será, sin embargo, juzgado ningun nacional de las Altas Partes Contratantes por los Tribunales de su Nacion, si ya hubiera sido procesado y juzgado por el mismo delito en el territorio en que tuvo lugar el hecho, aun cuando la sentencia haya sido de absolution.

Paragrafo 5°.

La extradicion en ningun caso será concedida cuando, segun la legislacion del país en que estuviere refugiado el reo, se hallare prescripta la pena ó la accion criminal.

Paragrafo 6°.

El individuo entregado en virtud del Tratado y de presente Acuerdo, no podrá ser procesado por ningun crimen anterior distinto del que motivare la estradicion, salvo:

1°. Si en consecuencia de los debates judiciales y de un examen mas profundo de las circunstancias del crimen, los Tribunales lo comprendiesen en alguna de las otras categorías enumeradas en el parágrafo 2° de este Acuerdo.

Dado ese caso, el Gobierno del Estado al cual fué entregado el reo, comunicará el hecho al otro Gobierno, y dará las informaciones precisas para el conocimiento exacto del modo porque los Tribunales llegaron á aquel resultado.

Esta hipótesis solo tendrá lugar respecto de los crímenes que fueran perpetrados posteriormente á la celebracion del presente Acuerdo.

2°. Si despues de castigado, absuelto ó perdonado del crimen espe-

eficaz en el pedido de extradicion permaneciese en el país hasta el plazo de tres meses contados de la fecha de la sentencia de absolucion pasada en autoridad de cosa juzgada ó del dia en que fuese puesto en libertad á consecuencia de haber cumplido la pena ò obtenido su perdon.

3.º Finalmente si regresase posteriormente al territorio del Estado reclamante.

Paragrafo 7º.

Si el individuo reclamado se hallase perseguido ó detenido en el país donde se refugió, por obligacion contraida con persona particular, su extradicion tendrá con todo, lugar, quedando á salvo la parte perjudicada para hacer valer sus derechos ante la autoridad competente.

Paragrafo 8º.

Los objetos sustraídos ó encontrados en poder del acusado ó condenado, los instrumentos y utensilios de que se hubiere servido para la perpetracion del delito, y cualquiera otra prueba de conviction, serán entregados con él.

La entrega ó remesa de los objetos será hecha, aun cuando despues de concedida la extradicion, esta no llegára á realizarse por muerte ó fuga del acusado.

La remesa de objetos será extensiva á todos los de igual naturaleza que el reo hubiese ocultado ó trasportado para el país donde se refugió, y que se descubrieran posteriormente.

Quedan, además, á salvo, los derechos de tercero sobre los objetos arriba mencionados, los cuales serán devueltos sin gasto alguno, despues de terminado el proceso.

Paragrafo 9º.

La extradicion se verificará en virtud de reclamacion presentada directamente por los Gobiernos ó por via diplomática ó consular.

Para que la extradicion sea concedida, es indispensable la presentacion, en cópia auténtica, de la órden de prision, del despacho de acusacion ó de la sentencia de condena, extraida de los autos de conformidad á las leyes del Estado reclamante.

Estas piezas, siempre que fuese posible, serán acompañadas de las señales características del acusado ó condenado, y de una cópia del texto de la Ley aplicable al hecho criminal que le es imputado.

Paragrafo 10º.

En casos urgentes y principalmente cuando hubiese peligro de evasion, cada uno de los Gobiernos, así como los Jefes Políticos de los Departamentos del Salto, Tacuarembó, Cerro-Largo y Maldonado, y el Presidente de la Provincia de Rio Grande del Sud, — fundándose en la existencia de una sentencia de condena ó de acusacion ó de una órden de prision espedita por autoridad competente, podrá por el medio mas pronto, y aun por el telégrafo, pedir y obtener la prision del criminal con la con-

dición de presentar en el plazo de treinta días el documento cuya existencia hubiese sido indicada. Si esta condicion no fuere llenada en dicho plazo, el preso será puesto en libertad, quedándole á salvo el derecho de reclamacion contra el Gobierno que hubiese solicitado la prision.

Paragrafo 11°.

Cuando en el curso de una causa criminal, en uno de los dos países, se juzgase necesario las declaraciones de testiga residentes en el otro, será para ese fin, por via diplomática, carta de enviada inquirimiento, á la cual se dará ejecucion observándose las leyes del Estado donde los testigos fueren requeridos.

Los dos Gobiernos renuncian á cualquier reclamacion que tenga por objeto la restitution de los gastos resultantes del cumplimiento de esa carta.

Paragrafo 12°.

Si en cualquier causa criminal se juzgase necesaria la presencia personal de algun testigo, el Gobierno de quien él fuere súbdito, consultará su voluntad de acceder ó nó á la invitacion que para ese fin hubiere dirigido el otro Gobierno.

Si los testigos requeridos consintieran en la partida, recibirán los pasaportes necesarios, y los Gobiernos respectivos se entenderán entre sí para determinar la indemnizacion que segun la distancia y el tiempo de permanencia habrá de serles paga por el Gobierno reclamante, así como la suma que este deberá adelantarles.

En ningun caso podrán los testigos ser retenidos ó molestados durante su residencia en el país donde han de declarar, ni durante el viaje de ida y vuelta por hechos anteriores al pedido de comparencia.

Paragrafo 13°.

Si en algun proceso instruido en cualquiera de los dos Estados contratantes fuese necesario proceder al careo del procesado con delinquentes detenidos en el otro Estado, ó adquirir pruebas de conviccion, ó documentos judiciales que él posea, el pedido será hecho por via diplomática.

Se deberá acceder al pedido, cuando consideraciones especiales no lo estorben, bajo condicion de ser devueltos en el mas corto plazo posible, los individuos y documentos reclamados.

Los gastos de conduccion de los individuos y objetos indicados, serán pagos por el Gobierno que hiciere el pedido.

Paragrafo 14°.

Los dos Gobiernos prometen notificar uno al otro las sentencias sobre los crímenes de toda especie, dictadas por los Tribunales de uno de los dos Estados, contra ciudadanos del otro.

La comunicacion se hará remitiendo por via diplomática, la sentencia dictada definitivamente, al Gobierno de quien el reo fuere súbdito.

Esta remesa se hará gratuitamente.

Cada uno de los Gobiernos expedirá para este objeto las instrucciones necesarias á las autoridades competentes.

Paragrafo 15.º

A falta de Agentes Diplomáticos, los pedidos de los párrafos 11, 12 y 13, y la comunicacion del párrafo 14, serán hechos directamente ó por conducto de los respectivos Agentes Consulares.

El presente Acuerdo será ratificado y sus ratificaciones serán cangeadas en Rio de Janeiro en el plazo mas breve posible.

En fé de lo cual los mencionados Plenipotenciarios lo firmaron en dos ejemplares y le pusieron sus sellos.

Hecho en Montevideo á los 25 dias del mes de Noviembre del año 1878.

Gualberto Mendes.

Felipe Lopes Netto.

108.

URUGUAY, GRANDE-BRETAGNE.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation; signé à
Montevideo le 13 novembre 1885*).

Publ. off. Montevideo 1886.

Su Excelencia el Presidente de la República Oriental del Uruguay y S. M. la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, deseando mantener y estrechar las relaciones amistosas y promover el intercambio comercial entre los territorios de la República y los dominios de S. M. Britanica, han resuelto celebrar un tratado de Amistad, Comercio y Navegacion, nombrando por sus Plenipotenciarios, á saber;

Su Excelencia el Presidente de la República Oriental del Uruguay á S. E. el doctor don Manuel Herrera y Obes su Ministro Secretario de Estado en el Departamento de Relaciones Exteriores.

Y S. M. la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, á S. E. el señor William Gifford Palgrave, su Ministro Residente en la República.

Quienes despues de haberse comunicado reciprocamente sus respectivos plenos Poderes, hallados en buena y debida forma, convinieron y ajustaron los artículos siguientes:

Artículo 1.º

Las Altas Partes Contratantes convienen en que, en todos los asuntos relativos al comercio y navegacion, cualquier privilegio, favor é inmunidad,

***) Ratifié.**

sean los que fueren, que cada una de las Partes Contratantes hubiere actualmente concedido, ó pudiese en lo sucesivo conceder á los ciudadanos ó súbditos de cualquier otro Estado, se hará extensivo, inmediata é incondicionalmente, á los ciudadanos ó súbditos de la otra Parte Contratante; siendo su intencion que el comercio y la navegacion de cada país se hallen colocados, en todos conceptos, reciprocamente en la condicion de la Nacion más favorecida.

Artículo 2.º

Los productos y manufacturas, así como todas las mercaderías que procedan del Uruguay y se importen á los dominios y posesiones de Su Majestad Británica y lo productos y manufacturas, así como todas las mercaderías que procedan de los dominios y posesiones de Su Majestad Británica que se importen al Uruguay, sea los que se entiendan para consumo, almacenaje, reembarco ó tránsito serán tratados del mismo modo y especialmente no estarán sujetos á ningun derecho mas alto, ni á otros impuestos, sean generales, municipales ó locales que los productos manufacturas y mercaderías que cualquiera tercera potencia, la mas favorecida al respecto, satisfaga. Ningun otro ó mas elevado impuesto se exigirá en el Uruguay sobre la exportacion de cualquiera mercadería para los dominios y posesiones de Su Magestad Británica, ó en los dominios y posesiones de Su Magestad Británica sobre la exportacion de cualquiera mercadería para el Uruguay, que se pueda exigir para la exportacion de mercaderías similares á cualquiera tercera potencia la mas favorecida á este respecto.

Tampoco las partes contratantes establecerán una prohibicion de importacion, exportacion ó tránsito para la otra que, en igualdad de circunstancias, no sea aplicable á cualquiera otra tercera potencia, la mas favorecida á este respecto.

De igual manera, en todo lo relativo á impuestos locales, formalidades aduaneras, corretajes, muestras ó modelos introducidos por viajeros comerciales y cualquiera otra materia que se relacione con el comercio, los ciudadanos uruguayos en los dominios y posesiones de S. M. Británica, y los súbditos británicos en el Uruguay, serán tratados como los de la Nacion mas favorecida.

Dado el caso de que se introdujere cualquier cambio en las leyes uruguayas, en la Tarifa de Aduanas ó en los reglamentos, se dará el aviso suficiente con el fin de habilitar á los súbditos británicos para que adopten las medidas necesarias á fin de someterse á él.

Artículo 3.º

Los buques uruguayos y sus cargamentos en los dominios y posesiones de Su Magestad Británica, y los buques británicos y sus cargamentos en el Uruguay, de cualquier punto que procedan y cualquiera que sea la plaza de origen ó destino de sus cargamentos, deberán ser tratados en todo y por todo como buques nacionales, así como sus cargamentos.

Las estipulaciones precedentes son extensivas á los tratamientos lo-

cales, derechos é impuestos en los puertos, radas diques, ensenadas, fondeaderos y rios de ambos países, pilotaje y en general en todos los asuntos que se relacionen con la navigation.

Todo favor ó exencion al respecto, ó cualquier otro privilegio en materia de navegacion que cada una de las Partes Contratantes concediere á una tercera Potencia, será inmediata é incondicionalmente hecha extensiva á la otra parte.

Todos los buques que, de conformidad con la Ley Británica, debieren ser considerados como buques británicos y todos los buques que de conformidad con la Ley Uruguaya, deban ser considerados como buques uruguayos, para los fines de este Tratado, serán respectivamente tratados como buques británicos ó como buques uruguayos.

El cabotage queda exceptuado de las estipulaciones del presente Tratado y sujeto á las leyes respectivas de los dos Estados.

Artículo 4.^o

Los súbditos ó ciudadanos de cada una de las Partes Contratantes tendran permiso para residir permanente ó temporalmente en los dominios ó posesiones de la otra, y para ocupar y alquilar casas y almacenes con el fin de comerciar, sea al por mayor ó al por menor. También tendrán la plena libertad de ejercer los derechos civiles, y por consiguiente de adquirir, poseer y disponer de cualquiera clase de propiedades, muebles ó raíces.

Podrán adquirir y traspasar los mismos bienes á otros, sea por compra, venta, donacion ó cambio, casamiento, testamento, sucesion abintestato y de cualquiera otra manera, bajo las mismas condiciones que los naturales del país.

Sus herederos y representantes legales les heredarán y tomarán posesion de ellos, sea personalmente, ó por medio de procuradores de la misma manera y en la misma forma legal que los naturales del país.

En ninguno de estos casos pagarán, sobre el valor de esas propiedades, ningun otro ó mayor impuesto, tasa ó carga, que la que por ellos pagan los naturales del país. En todos los casos los súbditos ó ciudadanos de las Partes Contratantes tendrán permiso para exportar su propiedad ó sus productos, si se vende, libremente, sin estar sujetos para esa extraccion, á pagar ningun derecho diferente de aquel á que los naturales del país estén sujetos en circunstancias similares.

Artículo 5.^o

Las moradas, manufacturas, almacenes y tiendas de los súbditos ó ciudadanos de cada una de las Partes Contratantes en los dominios ó posesiones de la otra, y todos los parajes que le pertenezcan, destinados á la residencia ó al comercio, serán respetados. Tales moradas y parajes estarán exentos del registro ó visita domiciliaria y los libros, papeles y cuentas estarán igualmente libres del exámen ó inspeccion excepto bajo las condiciones y con las formas prescriptas por las leyes para los naturales del país.

Los súbditos ó ciudadanos de cada una de las dos Partes Contratantes en los dominios y posesiones de la otra, tendrán libre acceso ante los Tribunales de Justicia para la prosecucion y defensa de sus derechos sin otras condiciones, restricciones ó tasas que las impuestas á los naturales del pais y tendrán ellos la libertad de emplear en todas las causas sus abogados, procuradores ó agentes elegidos entre las personas admitidas al ejercicio de esas profesiones de conformidad con leyes del país.

Artículo 6.^o

Los súbditos ó ciudadanos de cada una de las Partes Contratantes en los dominios y posesiones de la otra estarán exentos de dar alojamiento forzado á tropas, y de todo servicio militar á que se les llamare sea en el ejército, en la escuadra, en la Guardia Nacional ó en la milicia. Se hallarán tambien exentos de toda contribucion, sea pecunaria ó equivalente, impuesta como compensacion por el alojamiento de tropas y por el servicio personal; y finalmente de empréstitos forzosos y exacciones ú otras requisiciones militares de cualquiera especie que fueren.

Artículo 7.^o

Los súbditos ó ciudadanos de cada una de las dos Partes Contratantes residente en los dominios y posesiones de la otra gozarán, respecto de sus casas, personas y propiedades, de la proteccion del Gobierno en tan plena y amplia manera como la gozan los súbditos y ciudadanos naturales.

Del mismo modo los súbditos ó ciudadanos de cada una de las partes contratantes gozarán en los dominios y posesiones de la otra de la plena libertad de conciencia, y no serán molestados con respecto á sus creencias religiosas; y aquellos súbditos ó ciudadanos que fallecieren en los territorios de la otra parte serán sepultados en los cementerios públicos, ó en parajes designados al efecto, con el debido decoro y respeto.

Los súbditos de S. M. Británica residentes en los territorios de la República Oriental del Uruguay, tendrán la libertad de ejercer en privado y en sus propios domicilios, ó en las moradas ú oficinas de los Ministros, Consules y Vice-Cónsules de S. M. Británica ó en cualquier edificio público erigido aparte con este objeto, sus ritos religiosos, servicios y cultos, y de reunirse en ellos con este fin, sin impedimento ni molestia.

Las mismas estipulaciones se observarán con respecto á los ciudadanos de la República Oriental del Uruguay residentes en los territorios de S. M. Británica.

Artículo 8.^o

Los súbditos ó ciudadanos de cada una de las Partes Contratantes tendrán, en los dominios y posesiones de la otra, los mismos derechos que los naturales, ó que los súbditos ó ciudadanos de la Nacion mas favorecida, respecto á las Patentes de Invencion, marcas de fábrica y diseños y á la proteccion de la propiedad industrial, despues de cumplidas las formalidades prescriptas por la Ley.

Artículo 9.º

Cada una de las Partes Contratantes podrá nombrar Cónsules Generales, Cónsules, Vice-cónsules, Pro-cónsules y Agentes Consulares para que respectivamente residan en ciudades ó puertos en los dominios y posesiones de la otra Potencia. Tales Agentes Consulares no entrarán sin embargo en el ejercicio de sus funciones hasta tanto que hayan sido aprobados y admitidos en la forma usual por el Gobierno cerca del cual se les acredita. Ejercerán todas las funciones y gozarán de todas las prerogativas, exenciones é inmunidades que estén concedidas ó que despues se concedieren á los Oficiales Consulares de la Nacion mas favorecida.

Artículo 10.

En el caso de que cualquier súbdito ó ciudadano de cada una de las dos Partes Contratantes, falleciere sin última voluntad ó testamento, en los dominios y posesiones de la otra Parte Contratante, el Cónsul General, Cónsul ó Vice-Cónsul de la Nacion á que el fallecido perteneciere, ó en su ausencia, el representante de tal Agente Consular podrá hasta donde las leyes de cada país lo permitan, hacerse cargo de la propiedad que el fallecido haya podido dejar, para beneficio de sus representantes legales y hasta tanto que se nombre un albacea ó administrador.

Artículo 11.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vice-cónsules y Agentes Consulares de cada una de las Partes Contratantes, residentes en los dominios y posesiones de la otra, recibirán de las autoridades locales todo el auxilio que, con arreglo á la Ley, se les pueda prestar para recuperar los desertores de los buques de sus respectivos países.

Artículo 12.

Cualquier buque de guerra ó mercante de una de las Partes Contratantes que se viere obligado por mal tiempo ó por accidente, á tomar abrigo en un puerto del territorio de la otra, tendrá la libertad de hacer reparaciones en él, procurarse las provisiones necesarias y continuar su viaje, sin pagar ningun otro derecho sinó aquellos que pagaría en idéntico caso un buque de la Nacion más favorecida.

En el caso empero, de que el capitán de un buque mercante se viese en la necesidad de disponer de una parte de su mercancía con el fin de sufragar sus gastos, estará obligado á conformarse con los reglamentos y tarifas del puerto al cual hubiere arribado.

Si algun buque de guerra ó mercante de una de las Partes Contratantes encallase ó naufragase en el territorio de la otra, esa nave ó buque y todas sus partes, sus aparejos y pertenencias que les sean propias, y todas las mercaderías y efectos salvados de él, incluso los que se hubiere narrojado del buque, ó los procedentes de él, si se vendiesen así como tambien todos los papeles hallados á bordo de esa nave ó buque encallado ó naufragado, serán entregados á los dueños ó á sus agentes cuando los reclamen.

Si no hubiere en ese punto dueños ó agentes, entonces los mismos efectos serán entregados al Cónsul General, Cónsul, Vice-cónsul ó Agente Consular británico ó uruguayo en cuyo distrito encalló ó naufragó, despues de haberlos reclamado dentro del plazo fijado por las leyes del país; y esos Cónsules, propietarios ó Agentes, pagarán tan solo los gastos ocasionados por la conservacion de la propiedad, juntamente con el salvamento ú otros gastos que se hubiesen de pagar en igual caso de naufragio de un buque de la Nacion más favorecida.

Los efectos y mercaderias salvados del naufragio se hallarán exentos de todo impuesto aduanero, excepto los que puedan expendirse para el consumo, en cuyo caso pagarán el mismo impuesto que si hubiesen sido importados en un buque de la Nacion más favorecida.

En el caso de que un buque haya arribado por razon de mal tiempo, encallado ó naufragado, los respectivos Cónsules Generales, Cónsules, Vice-cónsules y Agentes Consulares deberán si el propietario ó capitán, ú otro Agente del propietario no está presente ó si está presente y lo requiere, ser autorizados á intervenir para adoptar las medidas conducentes á asegurar la asistencia necesaria para sus connacionales.

Artículo 13.

Para la mayor seguridad del comercio entre los ciudadanos de la República Oriental del Uruguay y los súbditos de S. M. Británica, queda convenido que si en algun tiempo hubiere cualquiera interrupcion en las amistosas relaciones, ó si cualquier rompimiento tuviese lugar, desgraciadamente, entre ámbas Partes Contratantes, los súbditos ó ciudadanos de cada una de las referidas Partes Contratantes que residieren en los dominios ó territorios de la otra, ó que estuviesen establecidos en ella, en el ejercicio de cualquier tráfico ó empleo especial, tendrán el privilegio de permanecer y continuar ese tráfico ó empleo, sin interrupcion de ninguna especie en el pleno goce de su libertad y su propiedad, durante tanto tiempo como vivan en paz y no cometan ninguna ofensa contra las leyes; y sus bienes, propiedades y efectos, de cualquiera clase que fueren y existiesen allí, sea bajo su propia custodia ó encargados á individuos ó al Estado, no serán sometidos á captura ó secuestro ó á cualesquiera otras cargas ó exigencias que aquellas que se pudieren hacer sobre idénticos bienes, propiedades y efectos pertenecientes á súbditos ó ciudadanos naturales.

Siempre, empero, que ellos prefieran abandonar el país, les será permitido hacer arreglos para dejar á salvo sus bienes, propiedades y efectos ó para disponer de ellos y liquidar sus cuentas; y se les dará un salvo conducto para que se embarquen en los puertos que ellos mismos elijan.

Artículo 14.

Las estipulaciones del presente Tratado serán aplicables á todas las colonias y posesiones extranjeras de S. M. Británica, hasta donde las leyes lo permitan, con excepcion de las á continuacion nombradas es decir, exceptuándose en:

India.

The Dominion of Canadá.

« Newfoundland.

« New South Wales.

« Victoria.

South Australia.

Western Australia.

Queenland.

Tasmania.

New Zealand.

The Cape.

Natal.

Las estipulaciones del presente Tratado serán tambien aplicables á cualquiera de los dominios precitados, colonias ó posesiones extranjerias á cuyo respecto se hubiese dado aviso, con ese fin por el Representante de Su Majestad Británica en la República Oriental del Uruguay, al Ministro Uruguayo de Negocios Extranjeros dentro de los dos años á contar desde la fecha del cange de las ratificaciones del presente Tratado.

El Tratado será aplicado, en el caso de esas colonias ó posesiones extranjerias, desde la fecha en que ese aviso le sea notificado al Ministro de Relaciones Exteriores del Uruguay.

Artículo 15.

Cualesquiera controversias que pudieran suscitarse respecto de la interpretacion ó de la ejecucion del presente Tratado, ó á consecuencia de cualquier violacion de él, se someterán, cuando los medios de resolverlas directamente por arreglo amigable se hayan agotado, á la decision de Comisiones de arbitraje y el resultado de ese arbitraje será acatado por ambos Gobiernos.

Los miembros de esas Comisiones serán elejidos por ambos Gobiernos de mútuo consentimiento, y faltando éste, cada una de las Partes nombrará un árbitro ó un número igual de árbitros, y los árbitros así designados, elegirán un tercer árbitro que decida.

El procedimiento del arbitraje se determinará en cada caso por las Partes Contratantes; faltando dicho acuerdo, la Comision de árbitros estará desde luego habilitada para resolverlo de antemano.

Artículo 16.

El presente Tratado continuará en vigencia durante diez años, á contar desde el día del cange de las ratificaciones; y en el caso de que ninguna de las dos Partes Contratantes haya dado aviso doce meses antes de la espiracion del referido periodo de diez años, de su intencion de poner término al presente Tratado, éste quedará en fuerza y vigor hasta la espiracion de un año á contar desde el dia en que cada una de las Partes Contratantes haya dado tal aviso.

Artículo 17.

El presente Tratado será ratificado por S. E. el Presidente de la República Oriental del Uruguay y por S. M. la Reina de la Gran Bretaña é Irlanda, y las ratificaciones se cangearán en Montevideo, tan pronto como fuere posible.

En fe de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios han firmado el mismo y puesto sus sellos.

Hecho en Montevideo, á los trece dias del mes de Noviembre de mil ochocientos ochenta y cinco.

Manuel Herrera y Obes.

W. Gifford Palgrave.

109.

URUGUAY, ESPAGNE.

Traité d'extradition; signé à Montevideo le 23 novembre 1885 *).

Publ. off. Montevideo 1886.

El Presidente de la República Oriental del Uruguay y su Magestad el Rey de España, animados del deseo de asegurar y promover el bienestar y la tranquilidad de sus respectivos países, facilitando la recta, pronta y eficaz administracion de justicia, previniendo los crímenes y regularizando la entrega de los criminales que busquen asilo en sus respectivos territorios, han convenido en ajustar un Tratado, y al efecto han nombrado por sus Plenipotenciarios, á saber:

El Presidente de la República Oriental del Uruguay, al Sr. Dr. D. Manuel Herrera y Obes, su Ministro Secretario de Estado en el Departamento de Relaciones Exteriores; y Su Magestad el Rey de España, al señor don Manuel del Palacio y Simó, Gran Cruz de la Real Orden de Isabel la Católica, Gran Oficial de la Orden de San Mauricio y San Lázaro de Italia, del Nishan de Tunez, Comendador del Medjidié de Turquía, y de la Corona de Italia, Oficial de la Legion de Honor de Francia etc., etc., su Ministro Residente cerca de la República Oriental del Uruguay.

Quienes, despues de haberse comunicado sus plenos poderes, hallados en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Artículo 1.º

El Gobierno de la República Oriental del Uruguay y el Gobierno de España, se comprometen por el presente Tratado á la reciproca entrega de los individuos refugiados de uno de los dos países en el otro, que fuesen condenados ó acusados por los tribunales competentes como autores ó complices de los crímenes enunciados en el artículo siguiente.

*) Les ratifications ont été échangées.

Artículo 2.º

Los crímenes que autorizan la extradición son:

- 1.º Asesinato.
- 2.º Homicidio (á no ser que se hubiese cometido en defensa propia ó por imprudencia).
- 3.º Parricidio.
- 4.º Infanticidio.
- 5.º Envenenamiento y las tentativas de los crímenes comprendidos en los incisos anteriores.
- 6.º Violacion, aborto voluntario.
- 7.º Bigamia.
- 8.º Rapto.
- 9.º Atentado con violencia contra el pudor.
10. Ocultacion y sustraccion de menores.
11. Incendio voluntario.
12. Lesiones hechas voluntariamente, en que hubiese, ó de las que resultase inhabilitacion de servicio, deformidad, mutilacion ó destruccion de algún miembro ú órgano, ó la muerte sin intencion de darla.
13. Daños ocasionados voluntariamente á los ferrocarriles y telégrafos, y de que resulten trabas á la marcha regular de ellos ó peligro para la vida de los pasajeros.
14. Asociacion de malhechores.
15. Robo, y particularmente con violencia á las personas ó á las cosas.
16. Falsificacion, alteracion, introduccion y emision fraudulenta de monedas y papeles de crédito con curso legal; fabricacion, importacion, venta y uso de instrumentos destinados á hacer moneda falsa, pólizas ó cualesquiera títulos de la Deuda pública; billetes de Bancos ó cualesquiera papeles de los que circulan como si fuesen moneda; falsificacion de sellos de Correo, estampillas, timbres, cuños y cualesquiera otros sellos del Estado ó de las oficinas públicas, aún en el caso de que el crimen haya sido cometido fuera del Estado que pide la extradición; uso, importacion y venta de estos objetos.
17. Falsificacion de escrituras públicas, letras de cambio y otros títulos de comercio, y el uso de estos papeles falsificados.
18. Sustraccion de las Oficinas del Estado de documentos originales ó en cópia, cometida por particulares, por empleados ó funcionarios públicos, peculado ó malversacion de caudales públicos; concusion cometida por funcionarios públicos; sustraccion fraudulenta de los fondos, dinero ó papeles pertenecientes á una Compañía ó Sociedad industrial ó Comercial, ú otra Corporacion, por persona empleada por ella, siempre que esté legalmente establecida dicha compañía ó corporacion; pero solo en el caso que estos delitos mereciesen pena corporis afflictiva, atendida la legislacion del país en que se hubiera cometido.

19. Falso testimonio en materia civil ó criminal.
20. Quiebra fraudulenta.
21. Barateria, siempre que los hechos que la constituyen y la legislación del país á que perteneciera la nave haga responsables á sus autores de pena corporis afflictiva.
22. Insurreccion del equipaje ó tripulacion de un buque cuando los individuos que componen dicha tripulacion ó equipaje se hubiesen apoderado de la embarcacion, ó la hubiesen entregado á piratas.

Artículo 3.º

La obligacion de la extradicion no se extiende en caso alguno á los nacionales de los dos paises.

Sin embargo las Altas Partes contratantes se obligan á hacer procesar y juzgar, segun sus legislaciones los respectivos nacionales que cometan infracciones, contra las leyes de uno de los dos Estados, luego que el Gobierno del Estado cuyas leyes se hayan infringido presente la competente demanda por la via diplomática ó consular, y en caso de que aquellas infracciones puedan ser calificadas en algunas de las categorías que designa el artículo 2.º

La solicitud será acompañada de los objetos, antecedentes, documentos y demás informes necesarios; debiendo las autoridades del país reclamante proceder como si ellas mismas hubiesen de calificar el delito.

En tal caso, las actas y documentos serán hechos gratuitamente; pero no podrá reclamarse el enjuiciamiento ante los tribunales de su país de ninguno de los nacionales de las Altas Partes contratantes si ya hubiese sido procesado y juzgado por el mismo delito en el territorio en que el hecho tuvo lugar, aunque la sentencia hubiese sido absolutoria.

Artículo 4.º

En ningun caso el prófugo que hubiese sido entregado á alguno de los dos Gobiernos podrá ser castigado por delitos políticos anteriores á la fecha de la extradicion, ni por otro crimen ó delito que no sea de los enumerados en el presente Tratado.

El asesinato, el homicidio ó el envenenamiento del Jefe de un Gobierno extranjero, ó de funcionarios públicos, y la tentativa de estos crímenes políticos para el objeto de la extradicion.

Artículo 5.º

Si el acusado ó condenado cuya extradicion pidiese una de las Altas Partes contratantes, de conformidad con el presente Tratado, fuese igualmente reclamado por otro ú otros Gobiernos á consecuencia de delitos cometidos en sus respectivos territorios, será entregado al Gobierno del Estado donde hubiese cometido el crimen mas grave; y siendo éste de igual gravedad, se preferirá en primer lugar la reclamacion del Gobierno del Estado á quien pertenezca el acusado y en segundo lugar la de fecha mas antigua.

Artículo 6.º

Si el individuo reclamado se hallare enjuiciado por un crimen ó delito cometido en el país en que se encuentra asilado, la extradición será diferida hasta que concluya el juicio que se sigue contra el, ó sufra la pena que se le impusiera.

Lo mismo sucederá si, al tiempo de reclamarse su extradición, se hallare cumpliendo una pena anterior.

Artículo 7.º

Si el individuo reclamado se hallare perseguido ó detenido en el país en que se ha refugiado, en virtud de obligación contraída con persona particular su extradición, sin embargo, tendrá lugar quedando libre la parte perjudicada para hacer valer sus derechos ante la autoridad competente.

Artículo 8.º

El individuo entregado en virtud del presente Tratado no podrá ser procesado por ningún crimen anterior distinto del que haya motivado la extradición, excepto en los casos siguientes:

- 1.º Si en consecuencia de los debates judiciales y un exámen mas profundo de las circunstancias del crimen, los tribunales lo clasifican en algunas de las otras categorías indicadas en el artículo 2.º
El Gobierno del Estado á quien el reo ha sido entregado, comunicará el hecho al otro Gobierno, y dará los informes precisos para el conocimiento exacto del procedimiento por el cual los tribunales hubiesen llegado á aquel resultado.
- 2.º Si despues de castigado, absuelto ó perdonado del crimen especificado en la demanda de extradición permaneciera en el país hasta el plazo de tres meses, contados desde la fecha de la sentencia de absolución pasada en autoridad de cosa juzgada, ó del día en que haya sido puesto en libertad en consecuencia de haber cumplido la pena ú obtenido su perdon.
- 3.º Si regresase posteriormente al territorio del estado reclamante.

Artículo 9.º

La extradición no será concedida cuando por la legislación del país en que el reo se halla refugiado esté prescripta la pena ó la acción criminal.

Artículo 10.

Los objetos sustraídos ó que se encuentren en poder del acusado ó condenado, los instrumentos ó útiles de que se hubiese valido para cometer el delito, así como cualquier otra prueba serán entregados al mismo tiempo que el individuo detenido.

También tendrá lugar aquella entrega ó remesa aun en el caso de

que, concedida la extradicion, no llegare ésta á efectuarse por muerte ó fuga del culpable.

La remesa de objetos será extensiva á todos los de igual naturaleza que el reo hubiese ocultado ó conducido al país donde se refugió y que fueren descubiertos con posterioridad.

Se reservan, sin embargo, los derechos de terceros sobre los objetos arriba dichos, los cuales deberán serles devueltos sin gasto alguno despues de terminado el proceso.

Artículo 11.

La extradicion se verificará en virtud de reclamacion presentada por a via diplomática ó consular.

Para que pueda concederse la extradicion es indispensable la presentacion de copia auténtica de la declaracion de culpabilidad ó de la sentencia condenatoria extraida de los autos, de conformidad con las leyes del Estado reclamante ó de un mandato de prision expedido por autoridad competente y con las formalidades prescriptas por las leyes de dicho Estado. Estas piezas serán siempre que fuese posible acompañadas de las señas características del acusado ó condenado y de una copia del texto de la ley aplicable al hecho criminal que le es imputado.

Artículo 12.

Será puesto en custodia provisoria en los dos Estados contratantes el individuo que se hallase comprometido en alguno de los crímenes enunciados en el artículo 2.^o

Esta prision preventiva será ordenada prévia requisicion hecha por la via diplomática ó consular.

El individuo así capturado sera puesto en libertad si en el plazo de tres meses, contados desde la fecha de su requisicion, no hubieran sido llenadas las formalidades exigidas en el precedente artículo.

Artículo 13.

Los gastos de captura, custodia, manutencion y conduccion del individuo cuya extradicion fuese concedida, así como los gastos de remesa y trasporte de los objetos especificados en los artículos precedentes, quedarán á cargo de los dos Gobiernos en los limites de los respectivos territorios. Los gastos de manutencion y conduccion por mar correrán en uno y otro caso por cuenta del Estado que reclamare la extradicion.

Artículo 14.

Cuando en la prosecucion de una causa criminal, uno de los dos Gobiernos juzgase necesario oír á testigos domiciliados en el territorio del otro, dirigirá un escrito por la via diplomática al Gobierno del país donde debe hacerse la requisicion, y éste dictará las medidas necesarias para que dicha requisicion tenga lugar según las reglas del caso.

Los dos Gobiernos renuncian á la reclamacion de los gastos que originare este procedimiento.

Artículo 15.

Si en una causa criminal fuese necesaria la comparencia personal de un testigo, el Gobierno del país á que pertenezca le invitará á acudir á la citacion que se le haga. En caso de asenso le serán acordados gastos de viaje y permanencia, á contar desde su salida de su domicilio, según las tarifas y reglamentos vigentes en el país donde deba tener lugar la comparecencia. Ningún testigo, cualquiera que fuera su nacionalidad, quien, citado que fuere á uno de los dos países, compareciese voluntariamente ante los jueces del otro, podrá ser perseguido ni detenido por hechos ó condenaciones anteriores, civiles ó criminales, ni so pretexto de complidad en los hechos objeto del proceso en el que tenga que figurar como testigo.

Artículo 16.

Los individuos acusados ó condenados por crímenes, á los cuales correspondiese la pena de muerte, conforme á la legislación de la Nación reclamante, solo serán entregados con la cláusula de que esa pena les será conmutada.

Artículo 17.

El presente Tratado regirá por el término de seis años, á contar desde el día en que se efectúe el canje de las ratificaciones; transcurrido este plazo, continuará en vigor hasta que una de las Altas Partes Contratantes notifique á la otra la voluntad de hacer cesar sus efectos, en cuyo caso caducará seis meses despues de haberse llevado á conocimiento del otro Gobierno la denuncia.

Artículo 18.

El presente tratado, según se halla extendido en 18 artículos, será ratificado por los Gobiernos de la República Oriental del Uruguay, y de España, y las ratificaciones se cangearán en la ciudad de Montevideo á la brevedad posible.

En fé de lo cual Nos los infrascriptos Plenipotenciarios de Su Excelencia el Presidente de la República Oriental del Uruguay y de Su Magestad el Rey de España, lo hemos firmado por duplicado y sellado con nuestros sellos respectivos en Montevideo, Capital de la República Oriental del Uruguay, á los veintitres dias del mes de Noviembre de mil ochocientos ochenta y cinco.

Manuel Herrera y Obes.

Manuel del Palacio y Simó.

110.

URUGUAY, BRÉSIL, ARGENTINE.

Convention sanitaire; signée à Rio de Janeiro
le 25 novembre 1887.

Publ. officielle. Montevideo 1888.

S. E. el Presidente de la República Oriental del Uruguay, Su Alteza la Princesa Imperial Regente, en nombre de Su Magestad el Emperador del Brasil, y S. E. el Presidente de la República Argentina, habiendo resuelto celebrar una Convención Sanitaria, nombraron para ese fin, sus Plenipotenciarios, á saber:

S. E. el Presidente de la República Oriental del Uruguay, al señor don Carlos María Ramirez, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en Misión Especial cerca de Su Magestad el Emperador del Brasil;

Su Alteza la Princesa Imperial Regente, al señor Baron de Cotegipe, del Consejo de Su Magestad el Emperador, Senador y Grande del Imperio, Dignatario de la Orden Imperial del Cruzeiro, Comendador de la Orden de la Rosa, Gran Cruz de la de Nuestra Señora de la Concepción de Villa Rica, de Isabel la Católica, de Leopoldo de Bélgica y de la Corona de Italia, Presidente del Consejo de Ministros, y Ministro y Secretario de Estado de los Negocios Extranjeros, é Interino de los del Imperio;

S. E. el Presidente de la República Argentina, al señor don Enrique B. Moreno, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario cerca de S. M. Emperador del Brasil; los cuales, habiéndose comunicado recíprocamente sus Plenipotencias, que fueron halladas en buena y debida forma, convinieron en los artículos siguientes:

Artículo 1.º

Las tres Altas Partes Contratantes convienen en declarar:

Enfermedades pestilenciales exóticas — La fiebre amarilla, el cólera mórbus y la peste oriental.

Puerto infectado — aquel en el cual existiese epidémicamente cualquiera de las referidas enfermedades.

Puerto sospechoso: 1.º aquel en el cual se manifestase uno que otro caso aisladamente, de cualquiera de las tres enfermedades pestilenciales; 2.º aquel que tuviese comunicación fácil y frecuente con localidades infectadas; 3.º aquel que no se precaviese suficientemente de los puertos infectados con arreglo á los principios de esta convención.

Navío infectado — aquel en que hubiese ocurrido algun caso de enfermedad pestilencial.

Navío sospechoso; 1.º aquel que, procedente de puerto infectado ó sospechoso, no hubiese tenido, durante el viaje, caso alguno de enfermedad pestilencial; 2.º aquel que aunque procedente de puerto limpio, hubiese to-

cado en puerto infectado ó sospechoso; salvo la escepción del párrafo 10.^o del Artículo 8.^o; 3.^o aquel que, durante el viaje ó á su arribo, comunicase con otro navío de procedencia ignorada, infectado ó sospechoso; 4.^o aquel que hubiese tenido defunciones por causa no determinada ó repetidos casos de una enfermedad cualquiera; 5.^o aquel que no trajese patente de sanidad del puerto de procedencia, así como de los puertos de escala, debidamente visada por los Cónsules del país de destino en esos puertos; 6.^o aquel que, habiendo hecho cuarentena ó recibido tratamiento sanitario especial en cualquiera de los lazaretos de los tres Estados contratantes, no se presentase munido de la patente internacional de libre plática.

Objetos sospechosos ó susceptibles de retener ó transmitir contagios: las ropas, paños, trapos, colchones y todos los objetos de uso y servicio personal, así como las balijas baules ó cajas usadas para guardar estos objetos, y también los cueros frescos. Los demás objetos no especificados anteriormente, así como los animales en pié no serán considerados sospechosos.

Párrafo único — La declaracion de infectado ó sospechoso aplicada á un puerto, será hecha por cada Gobierno, en su caso, á propuesta del Jefe del servicio sanitario marítimo y oficialmente publicada.

Artículo 2.^o

Los Gobiernos de las tres Altas Partes Contratantes instalarán los respectivos servicios sanitarios de modo que puedan cumplir y hacer cumplir lo que en la presente convención se estipula.

Los Jefes de los referidos servicios sanitarios se comunicarán entre sí, siempre que fuere necesario, y cada uno de ellos podrá hacer á los otros dos las observaciones que creyere convenientes con motivo del ejercicio de sus funciones.

Para la ejecución de los servicios sanitarios, se expedirá un Reglamento Internacional uniformando las medidas generales y especiales aplicables en los tres Estados.

Artículo 3.^o

Las Altas Partes Contratantes se obligan: 1.^o á fundar los lazaretos que fueren necesarios, siendo conveniente situar en islas los lazaretos fijos; 2.^o á establecer y mantener en casos de epidemia, un lazareto flotante por lo menos; 3.^o á crear hospitales flotantes anexas al lazareto fijo destinados al tratamiento de las personas atacadas de enfermedades pestilenciales exóticas en los navíos que llegaren, en los que estuvieren ya fondeados y en los lazaretos; 4.^o á considerar válidas, para los efectos de esta convención, en cualquiera de sus puertos, las cuarentenas y medidas sanitarias empleadas en alguno de los lazaretos de los tres Estados, á condición de que fuesen justificadas por testimonio oficial; 5.^o á no recurrir á la clausura de los puertos respectivos, ni á rechazar navío alguno cualquiera que fuese el estado sanitario de á bordo.

Artículo 4.º

Ningún navio, procedente de puertos extranjeros, será puesto en libre plática en los puertos Brasileros, Argentinos ó Uruguayos sin previa visita sanitaria efectuada por la autoridad respectiva, salvo la escepción del párrafo 10.º del Artículo 8.º En esta visita, la misma autoridad procederá á las pesquisas necesarias para la completa averiguacion del estado sanitario de á bordo y determinará al tratamiento á que debe quedar sometido el navio, cuyo capitán será notificado por escrito.

Artículo 5.º

Para la ejecución de lo dispuesto en el artículo anterior, las Altas Partes Contratantes convienen en distinguir tres especies de navios: 1.º los vapores que conduzcan ménos de 100 pasajeros de proa; 2.º los trasportes de inmigrantes, es decir, vapores que gozando ó no de los privilegios de paquete, conduzcan más de 100 pasajeros de proa; 3.º los navios de vela.

§ 1.º Los navios de la 1.ª y 2.ª especie deben llevar un médico á bordo y estar provistos:

- de estufa de desinfeccion por el vapor de agua;
- de depósito desinfectantes y útiles de desinfección con arreglo á las indicaciones del Reglamento Sanitario Internacional;
- de un libro de proveeduría de farmacia, en el cual se consignará la cantidad y especie de las drogas ó medicamentos existentes á bordo en el momento de la partida del puerto de procedencia, así como los abastecimientos suplementarios que hubiese recibido en los puertos de escala;
- de un libro de registro de las recetas médicas;
- de un libro clínico en el que se anotarán con la mayor minuciosidad, todos los casos de enfermedad ocurridos á bordo y los respectivos tratamientos;
- de la lista de pasajeros con indicación de nombre, edad, sexo, nacionalidad, profesión y procedencia
- del cuadro de la tripulación;
- del manifesto de carga.

§ 2.º Los libros á que se refiere el párrafo anterior serán abiertos, rubricados y selladas sus hojas por el Cónsul de alguno de los Estados contratantes en el puerto de procedencia; y las fojas referentes á cada viaje, serán cerradas por la autoridad sanitaria del puerto de destino.

Por la habilitación de estos libros no pagarán emolumento alguno los comandantes de navio.

§ 3.º Todos los papeles de á bordo serán sometidos al examen de la autoridad consular en los puertos de procedencia, y de la autoridad sanitaria del puerto de arribo, cumpliendo á la primera consignar en las patentes de sanidad, al visarlas, la existencia ó ausencia total ó parcial de los libros, lista y cuadro indicados en el § 1.º de este artículo.

Artículo 6.º

Todos los navíos con destino á cualquiera de los tres países, deben traer patente de sanidad otorgada por la autoridad sanitaria del puerto de procedencia, visada por los Cónsules de los países de destino en el mismo puerto de procedencia y en los de escala. Esta patente de sanidad será presentada á la autoridad sanitaria de los puertos de los tres países para que sea visada y será entregada á la del último puerto á que llegue el navío.

§ 1.º El documento sanitario expedido hasta ahora por los Cónsules queda suprimido, sustituyéndose por la visación de la patente de sanidad y por cuyo acto cobrarán los Cónsules los emolumentos debidos.

§ 2.º El visto consular será escrito en el reverso de la patente y autenticado por el sello del Consulado.

§ 3.º Cuando por las informaciones obtenidas y conocimiento exacto de los hechos, ninguna observación tuviere el Cónsul que hacer á los dichos de la patente de sanidad, la visación será simple; en caso contrario, el mismo Cónsul anotará á continuación del visto lo que le parezca conveniente para rectificar los dichos de la patente de sanidad.

Las patentes de sanidad que fuesen rectificadas despues de visadas en el primer puerto de cualquiera de los tres países en que el navío tocare, serán acompañadas de un billete sanitario firmado por la autoridad del mismo puerto, en el que se hará la declaración del tratamiento á que hubiese sido sometido el navío. A continuación del visto se hará constar la remisión del billete.

§ 4.º Los Cónsules en los puertos de procedencia procurarán informarse en las reparticiones sanitarias locales, ó como mejor pudiesen, del estado sanitario de los mismos puertos, debiendo comunicar inmediatamente, en caso de rectificación de la patente de sanidad, á la autoridad sanitaria de su país, la cual trasmitirá á las de los otros Estados contratantes, los motivos y fundamentos de la rectificación.

§ 5.º Los navíos que tocasen puertos de los tres países deben sacar en cada uno de ellos patente de sanidad. Estas patentes, serán entregadas por el Comandante á la autoridad del ultimo puerto á que entrare el navío.

§ 6.º Las Altas Partes Contratantes reconocen dos especies de patentes de sanidad-limpia y sucia, siendo limpia la que no refiera caso alguno de enfermedades pestilenciales exóticas en el puerto de procedencia ó en los de escala y sucia la que consignase epidemia, ó casos aislados de cualquiera de las referidas enfermedades.

§ 7.º Los navíos de guerra de las naciones amigas tendrán patente de sanidad gratuitamente.

Artículo 7.º

Cada una de las Altas Partes Contratantes se compromete á instituir en la forma constitucional en su territorio, un cuerpo de Inspectores Sanitarios de navío, compuesto de médicos especialmente encargados de fiscalizar á bordo de los navíos en que se hubieren embarcado, la ejecución

de las providencias adoptadas en favor de la salud de los pasajeros y tripulantes, de observar las ocurrencias habidas durante el viaje y referirlas á la autoridad sanitaria del puerto de destino.

§ 1.^o Los Inspectores Sanitarios de navío serán funcionarios de las reparticiones de sanidad Marítima de los Estados á que pertenezcan.

§ 2.^o Los Inspectores Sanitarios de navío serán nombrados por los Gobiernos mediante concurso, correspondiendo á los Jefes del servicio sanitario respectivo, designar á los Inspectores que deban embarcarse.

§ 3.^o El Reglamento Sanitario Internacional formulará el programa y objeto del concurso, así como las funciones que deban encomendarse á los Inspectores Sanitarios de navío.

Artículo 8.^o

En los puertos de cada uno de los Estados contratantes se practicarán dos especies de cuarentenas, la de observación y la de rigor.

§ 1.^o La cuarentena de observación consistirá en la detención del navío por el tiempo necesario para practicar una rigurosa visita sanitaria á bordo.

§ 2.^o La cuarentena de rigor tendrá dos objetos: 1.^o averiguar si entre los pasajeros procedentes de puerto infectado ó sospechoso, viene alguno atacado de enfermedad pestilencial en vía de incubación; 2.^o proceder á la desinfección de los objetos sospechosos de retener ó transmitir contagio.

§ 3.^o La cuarentena de rigor será aplicada: 1.^o á los navíos infectados; 2.^o á los navíos á cuyo bordo hubiesen ocurrido casos de enfermedad no especificada y que no hubiese podido ser averiguada con motivo de la visita sanitaria.

§ 4.^o La duración de la cuarentena de rigor será determinada por el tiempo de la incubación máxima de la enfermedad pestilencial que se quiere evitar, es decir, diez días para la fiebre amarilla, ocho para el cólera y veinte para la peste oriental. Esa duración podrá contarse de dos modos: 1.^o partiendo de la fecha del último caso ocurrido durante el viaje, y 2.^o partiendo de la fecha del desembarco de los pasajeros en el Lazareto.

§ 5.^o La cuarentena de rigor comenzará á contarse desde la fecha del último caso ocurrido durante el viaje, cuando se cumplieren las tres condiciones siguientes: 1.^a que el navío satisfaga las exigencias de los párrafos 1.^o, 2.^o y 3.^o del Artículo 5.^o; 2.^a que venga á bordo suyo un Inspector Sanitario de navío que certifique la fecha exacta de la terminación del último caso, la ejecución de todas las medidas de desinfección indicadas en las instrucciones que el mismo Inspector hubiese recibido del Jefe del servicio sanitario conforme al Reglamento Internacional, y el perfecto estado actual de la salud á bordo; 3.^a que la autoridad sanitaria local compruebe la veracidad de las informaciones prestadas.

§ 6.^o Si, en las condiciones indicadas en el párrafo anterior, el tiempo transcurrido desde el último caso hasta el momento de la llegada del navío, fuese igual ó mayor que el de la incubación máxima de la enfer-

medad pestilencial, los pasajeros serán puestos en libre plática, lo mismo que el navío, en caso de que este último no trajese objetos sospechosos.

Si el navío trajese objetos sospechosos en condiciones tales que no hubiesen sido desinfectados ó precisaren todavía la desinfección, la libre plática de la embarcación solo tendrá lugar despues de terminada la desinfección de dichos objetos.

En caso contrario, navío y personas serán sometidos á cuarentena de rigor.

§ 7.^o Si el tiempo trascurrido despues del último caso de enfermedad pestilencial, fuere menor del que se dá á la incubación máxima y si el navío se encontrare en las condiciones exigidas por el § 5.^o, los pasajeros purgarán una cuarentena complementaria de tantos dias cuantos faltasen para integrar el referido término de incubación máxima. Dicha cuarentena complementaria será practicada en el lazareto, salvo el caso de no haber en éste, sitio disponible, lo que permitirá efectuar la cuarentena á bordo.

§ 8.^o Si el navío, en el momento de su llegada, tuviese personas atacadas de enfermedad pestilencial, serán éstas alojadas en el hospital flotante y los pasajeros sometidos á cuarentena en el lazareto flotante. La cuarentena en este caso se contará desde la fecha de la entrada de los pasajeros al lazareto.

El navío quedará sujeto á lo que para tales emergencias disponga el Reglamento internacional.

§ 9.^o Quedarán tambien sujetos á lo establecido en el párrafo anterior, los navíos que habiendo tenido casos de enfermedad pestilencial, aunque no los presenten en el momento de su llegada, no hubieren satisfecho, sin embargo, las exigencias del párrafo 5.^o de este artículo.

§ 10.^o Los navíos sospechosos que hubiesen hecho el viaje desde el puerto infectado ó sospechoso al puerto de arribo en un periodo de tiempo menor que el de la incubación máxima de la enfermedad pestilencial que se procura evitar, quedarán igualmente sujetos á la cuarentena complementaria en los términos del párrafo 7.^o

Queda esceptuada de esta cuarentena, el navío de 2.^a especie que procedente de un puerto reconocidamente limpio y en satisfactorias condiciones de salud de á bordo, atestiguadas por el Inspector Sanitario de navío, tocara en Montevideo, Rio Janeiro ó Buenos Aires durante un estado epidémico y se limitase á descargar sus mercaderias, desembarcar sus pasajeros y dejar y recibir la correspondencia, con tal que dichas operaciones se ejecuten en un pontón destinado al efecto por la autoridad sanitaria, convenientemente situado, libre de toda infección y en condiciones satisfactorias de aislamiento y por consiguiente, no recibiese á su bordo, ni tuviese contacto con persona ú objeto alguno de esos puertos. Estos hechos serán comprobados por documento auténtico, firmado por la autoridad sanitaria del puerto que el navío tocara, visado por el Cónsul del país de destino y atestiguado por un Inspector Sanitario igualmente del país de destino.

§ 11.^o El navío sospechoso que verificase su viaje en un periodo de tiempo superior al de la incubación máxima ya citada, será sometido á la

cuarentena de observación, durante la cual se procederá á las investigaciones prescritas en el Reglamento Internacional, y solamente despues de comprobado el hecho de no haber ocurrido caso alguno de enfermedad pestilencial, será puesto en libre plática.

Queda entendido que, si este mismo navio trajese objetos sospechosos no desinfectados, que no hubiesen podido contaminar á los pasajeros y tripulantes, será sometido á cuarentena de rigor para completar la desinfección de los mismos, la cual comenzará despues de retirados de á bordo los pasajeros que viniesen, los cuales deben ser puestos en libre plática.

En caso de posible contaminación, se estará á lo dispuesto en la última parte del párrafo 6.^o de este mismo artículo.

§ 12.^o Los efectos de las disposiciones precedentes con relación á los navíos de la 1.^a especie, indicada en el Artículo 5.^o subsistirán aunque no trajesen á su bordo Inspector Sanitario de navío, con tal que observasen rigurosamente las disposiciones del Reglamento Internacional en cuanto se refiere á la responsabilidad que asume el médico de á bordo para ante la autoridad sanitaria del puerto de llegada, relativamente á las informaciones que bajo la fé del juramento profesional tuviese que prestar, y que cumpliesen exactamente, durante el viaje, lo que en las instrucciones se determina como los deberes del Inspector Sanitario de navío.

§ 13.^o Las disposiciones de los párrafos anteriores, en cuanto importen una concesión, en relación á las cuarentenas de rigor, sólo serán aplicadas en provecho de los navíos de 2.^a especie que: 1.^o recibiesen á su bordo, dando pasaje gratuito de primera clase de ida y vuelta al Inspector Sanitario de navío; 2.^o observasen, relativamente á la salud de á bordo, tanto en el momento de partida como durante el viaje, las recomendaciones del mismo Inspector.

En el caso contrario, no se admitirá para contar la cuarentena de rigor el criterio establecido en el § 4.^o n.^o 1.^o tanto respecto de los pasajeros como del mismo navío.

Artículo 9.^o

Las disposiciones del § 1.^o del artículo 5.^o son obligatorias para todos los navíos que en cualquiera de los tres países gocen de los privilegios de paquete á cuyo efecto los Gobiernos contratantes se comprometen á retirar dichos privilegios de paquete á todos los navíos que, cuatro meses despues de entrar en vigor esta Convención, no hubiesen dado estricto cumplimiento á las referidas prescripciones.

Artículo 10.^o

Las Altas Partes Contratantes convienen en conceder privilegios de Paquete solo á los navíos que se conformaren con la presente Convención y que probaren además ante la respectiva autoridad sanitaria haber dado cumplimiento á las exigencias del § 1.^o artículo 5.^o y que declararen someterse á las condiciones 1.^a y 2.^a del § 13.^o del art. 8.^o

Artículo 11.º

Las providencias sanitarias que las Altas Partes Contratantes hubiesen de tomar por tierra y dentro del propio territorio, no constituyen objeto de la presente Convención; pero queda entendido que esas providencias nunca llegarán á establecer la suspensión absoluta de las comunicaciones terrestres. Los Gobiernos interesados se entenderán oportunamente sobre los puntos de comunicación y los medios más eficaces para precaver todo peligro de invasión epidémica.

Artículo 12.º

La presente Convención durará cuatro años contados desde el día del canje de las ratificaciones y continuará en vigor hasta que una de las Altas Partes Contratantes notifique á las otras la intención de darla por terminada, cesando doce meses despues de la fecha de esa notificación. Dichas ratificaciones serán canjeadas en la ciudad de Montevideo dentro del menor tiempo posible.

En fé de lo cual los respectivos Plenipotenciarios la firman y sellan.

Hecho en la ciudad de Rio Janeiro, á los veinte y cinco dias del mes de Noviembre del año del nacimiento de Nuestro Señor Jesucristo de mil ochocientos ochenta y siete.

Cárlos María Ramírez.

Baron de Cotegipe.

Enrique B. Moreno.

III.

VÉNÉZUELA, GRANDE-BRETAGNE.

Réclamation territoriale du Vénézuéla contre l'Angleterre,
du 20 février 1887*).

Mémorial Diplomatique 1887. No. 16.

1^{re} Note.

Ainsi la Grande-Bretagne rejette la demande juste et modérée d'une réparation des offenses qu'elle a faites et continue à faire à la République, malgré l'amitié que celle-ci lui a constamment professée et l'existence d'un traité qui l'établit.

La Grande-Bretagne a violé le territoire du Vénézuéla en s'y intro-

*) Il existait depuis quelque temps entre le gouvernement britannique et le Vénézuéla un conflit, qui a causé la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Les deux notes, que nous inserons au texte font connaître l'incident qui a motivé cette rupture.

duisant par des endroits prohibés par les traités, en y nommant des commissaires et y établissant des bureaux sur lesquels flotte le drapeau anglais, enlevant, jugeant et condamnant un fonctionnaire vénézuélien, en voyant sur les lieux un juge et des agents de police armés, lequel juge a notifié que le pays appartenait à Sa Majesté Britannique, y décrétant des prohibitions de commerce et parcourant sur un garde-côtes l'espace entre Amacura et Barima en comprenant ces deux rivières dans la juridiction de M. le gouverneur de Demerara (Guyane anglaise), autorisant l'exploitation de mines qui sont sur le territoire de la République et y exerçant d'autres actes de domination.

La Grande-Bretagne s'est arrogé le droit de décider par elle-même et par devant elle et en sa faveur une question qui était en litige et qui appartient au Vénézuéla autant qu'à elle-même.

La Grande-Bretagne s'est déclarée co-proprétaire de l'Orénoque, la grande artère fluviale de l'Amérique du Sud, en s'emparant du canal de Barima, qui est une de ses embouchures, et, par ce fleuve et ses affluents de vastes régions appartenant à divers pays.

La Grande-Bretagne, a suivi en ceci envers le Vénézuéla un procédé qu'elle a condamné chez d'autres nations.

La Grande-Bretagne en s'emparant des endroits où elle vient de s'établir, s'est basée sur ce que ses frontières étaient en dispute avec celles du Vénézuéla.

La Grande-Bretagne a enfreint à son profit la convention qu'elle-même proposa au Vénézuéla le 18 novembre 1850, et elle a occupé le territoire qu'elle-même avait garanti.

La Grande-Bretagne prétend soumettre à des conditions l'établissement d'un phare à la pointe Barima, sur laquelle son propre chargé d'affaires reconnut la souveraineté du Vénézuéla le 26 mai 1836.

La Grande-Bretagne ne veut pas appliquer au Vénézuéla l'arbitrage qu'elle appliqua aux Etats-Unis d'Amérique en 1827 et en 1831, pour résoudre des questions de frontières, et en 1831, en y mettant de sa part une insistance cinq ou six fois répétée.

La Grande-Bretagne, dans les diverses occasions où le Vénézuéla a voulu en venir à un arrangement, a progressivement augmenté ses prétentions (réclamant toujours une plus grande portion du territoire vénézuélien), d'abord de l'Essequibo au Pomaron, puis jusqu'au Morocco, puis jusqu'au Gusima, et, en dernier lieu, jusqu'au Barima et à l'Amacuro.

La Grande-Bretagne a donc attenté aux droits de souveraineté et d'indépendance du Vénézuéla, le privant de la plus inviolable des propriétés d'une nation, c'est-à-dire celle de son territoire.

En conséquence, le Vénézuéla ne devant plus conserver des relations d'amitié avec un Etat qui l'outrage de la sorte, les suspend dès aujourd'hui.

Et il proteste devant le gouvernement de Sa Majesté britannique, devant toutes les nations civilisées, devant le monde en général, contre les actes de dépouillement que vient de consommer le gouvernement de la Grande-Bretagne à son détriment; et dans aucun temps ni pour quelque motif que ce soit elle ne les reconnaîtra comme pouvant altérer, dans

leur moindre partie les droits qu'elle tient de l'Espagne » et sur lesquels elle sera toujours prête à se soumettre à la décision d'une troisième puissance «.

Diego B. Urbaneja.

A Son Excellence M. F.-R. Saint-John, ministre résident de Sa Majesté Britannique à Caracas.

2° Note.

Après avoir terminé la note précédente, j'ai reçu celle que Votre Excellence m'a adressée en date du 19 et dans laquelle vous me faites savoir, d'ordre du gouvernement de Sa Majesté, qu'ayant appris la récente visite de deux commissaires vénézuéliens à la partie du territoire que la Grande-Bretagne réclame comme appartenant à la Guyane britannique, il ne permettrait aucune ingérence touchant les projets britanniques sur ce territoire.

Ceci prouve de plus en plus que la Grande-Bretagne s'arroge maintenant ouvertement la complète juridiction sur le territoire de la « Guyane vénézuélienne » qu'elle vient d'occuper, sous prétexte qu'elle le réclame, et prétend y agir comme le véritable et exclusif maître sans le moindre égard pour les droits de la République, qui la tient pour sienne.

En conséquence il ne peut que ratifier comme il ratifie ses précédentes plaintes contre un procédé aussi arbitraire que dépressif et qu'il tiendra toujours pour nul et de nul effet.

Je renouvelle à Votre Excellence les protestations de ma haute considération.

Diego B. Urbaneja.

A Son Excellence M. F.-R. Saint-John, ministre résident (à Caracas) de Sa Majesté Britannique.

112.

ZANZIBAR, ALLEMAGNE, FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE.

Procès-verbal contenant les déclarations unanimes des délégués d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne sur les droits territoriaux du Sultan de Zanzibar; signé à Zanzibar le 9 juin 1886.

Parl. Papers [C. - 4940].

Special Procès-verbal containing the unanimous Opinions of the Delegates of Germany, France, and Great Britain with reference to the Mari-

time, Littoral, and Continental Possessions of His Highness the Sultan of Zanzibar.

Les Délégués des trois Puissances constatent par le présent qu'ils sont unanimes à reconnaître les droits souverains de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar sur les points désignés ci-après.

N.B. La Commission a adopté pour mesure de distance le mille géographique de soixante au degré.

1. Les Iles de Zanzibar et de Pemba, et les îlots qui en dépendent géographiquement, c'est-à-dire ceux existant dans un périmètre de 12 milles autour des dites îles.

2. Pour ce qui regarde la côte et les territoires avoisinant en partant de la frontière sud et en remontant vers le nord.

Minengani et Tunghi: La frontière sud des États du Sultan pourrait être marqué par une ligne qui, suivant la Rivière de Minengani pendant une distance de 5 milles, se continuerait en latitude jusqu'à ce qu'elle touche la rive droite du Rovuma.

3. La Baie de Mikindani, Lindi, Mchinga, Kiswere, Kilwa-Kiswani, Kilwa-Kivinji: la ligne limitant les territoires possédés par le Sultan suivrait la côte parallèlement à une distance de 10 milles jusqu'à la latitude de Kilwa-Kivinji, elle irait toucher la côte en rayonnant à 10 milles autour de ce dernier point.

4. L'île de Mafia, Samanga, Kikounya, Kisijou, et Dar-es-Salam, avec les territoires avoisinant chacun de ces points dans un rayon d'environ 10 milles.

5. Bagamoyo, Saadani, Pangani, et Wanga, avec toute la côte située entre Dar-es-Salam et Wanga, et les territoires y attenants sur une profondeur de 3 milles: la ligne de démarcation partant du rayon de 10 milles autour de Dar-es-Salam se continuerait jusqu'à la latitude de la ville de Bagamoyo, elle se dirigerait alors directement sur le village de M'toni, situé sur la Rivière Kingani, et après avoir suivi la rive droite de cette rivière jusqu'à une distance de 3 milles de la côte, elle irait au nord, et toujours à une distance de 3 milles de la côte jusqu'au Cap Utoudwe, pour de là et directement devenir tangent à un rayon de 10 milles autour de la ville de Saadani. A Saadani et Pangani la ligne de démarcation rayonnerait à 10 milles autour de chaque point, les rayons ainsi formés seraient rejoints par une ligne suivant parallèlement la côte à une distance de 10 milles. A partir du rayon de Pangani la ligne de démarcation touchant ce rayon à 5 milles de la côte se dirigerait au nord parallèlement à celle-ci, et aboutirait à un point fixé à 5 milles ouest de Wanga.

6. Mombaze et Takaungo: La ligne marquant la profondeur des possessions du Sultan continuerait du point spécifié à l'ouest de Wanga par parallèlement à la côte, et à une distance de 5 milles de celle-ci, jusqu'à la ligne de latitude de l'embouchure de la petite rivière qui se jette dans la Baie de Gazi au sud du village de ce nom, où elle s'arrêterait pour reprendre, après une lacune correspondant à celle de la côte, sur une ligne de latitude à 2 milles au nord du village de Gazi et 5 milles

de la côte. Continuant vers le nord et parallèlement à la côte à une distance de 5 milles elle se rencontrerait avec un rayon de 10 milles autour de Mombaze, et du nord de ce rayon, toujours à distance de 5 milles de la côte, elle irait rejoindre la rive droite du Kilifi, englobant Takaungo.

7. Malindi, Mambrui, Kau, Kipini, et Lamou: A Malindi et Mambrui la ligne de démarcation rayonnerait à 5 milles autour de chaque point. A Kau et Kipini le territoire relevant du Sultan serait borné à celui même qu'occupe la ville, et à Lamou l'autorité de Sa Hautesse serait circonscrite à l'île.

8. Kismayu, Brava, Meurka, et Magadisho: Le territoire relevant du Sultan n'excédent pas celui même circonscrit par les murs de ces villes.

Reserve expresse est faite par les trois Délégués soussignés d'en référer à leurs Gouvernements respectifs pour ce qui concerne les prétentions de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar à la possession des territoires et des pays sur lesquelles ne portent pas les opinions unanimes consignées au présent procès-verbal.

Fait à Zanzibar, le 9 juin, 1886.

Schmidt.

G. Lemaire.

H. H. Kitchenar.

113.

ALLEMAGNE, BELGIQUE, DANEMARK, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS.

Conférence internationale ayant pour objet de remédier aux abus qu'engendre le trafic des spiritueux dans la mer du Nord; réunie à la Haye du 10 au 25 juin 1886.

Publication officielle. La Haye Imprimerie Nationale 1886.

Première Séance.

Judi, 10 juin 1886.

Messieurs les Délégués de l'Allemagne, de la Belgique, du Danemark, de la France, de la Grande Bretagne et des Pays-Bas, se sont réunis en conférence à La Haye le 10 juin 1886, à 2 heures, au Palais de la Première Chambre des États-Généraux.

Sont présents:

Pour l'Allemagne:

M. M. Weymann, Conseiller intime supérieur de Gouvernement;

Donner, Conseiller intime de Gouvernement, capitaine de vaisseau

en retraite.

Pour la Belgique:

M. Léopold Orban, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, directeur général des affaires politiques au Ministère des Affaires Etrangères.

Pour le Danemark:

M. Bruun, capitaine de vaisseau de la marine Royale.

Pour la France:

M. Mancel, Commissaire général de la marine, chef du service dans le sous-arrondissement maritime du Havre.

Pour la Grande-Bretagne:

M. M. Kennedy, C. B., Directeur des affaires commerciales au Ministère des Affaires Etrangères;

Trevor, C. B., Secrétaire-adjoint au Board of Trade.

Pour les Pays-Bas:

M. M. Rahusen, Président du Collège des pêcheries maritimes;

Buys, Conseiller d'Etat en service extraordinaire, secrétaire du Collège des pêcheries maritimes;

Verkerk Pistorius, Directeur général des contributions directes, douanes et accises au Ministère des Finances.

Sont également présents: L.L.E.E. le Jonkheer Van Karnebeek, Ministre des Affaires Etrangères et Monsieur Van den Bergh, Ministre du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie.

M. le Ministre des Affaires Etrangères déclare la séance ouverte et prononce le discours suivant:

» Messieurs,

» Il y a plus de quatre ans dans cette même salle se réunit une Conférence dans le but d'aviser aux moyens de mettre un terme aux déprédations, volontaires ou non, mais donnant souvent lieu à des rixes déplorable entre les pêcheurs des différentes nations dans les eaux libres de la Mer du Nord. Cette Conférence eut pour résultat une convention internationale sur la police de la pêche dans la Mer du Nord qui a déjà porté des fruits appréciables. Elle réserva cependant à une entente ultérieure des Gouvernements intéressés deux questions; d'abord celle de la protection des câbles télégraphiques sous-marins et ensuite celle des cabarets flottants. La première qui n'a avec la police de la pêche dans la Mer du Nord qu'un rapport indirect, a été résolue depuis par un traité, on peut dire presque universel, qui est en voie de recevoir la sanction définitive. La seconde regarde directement les mêmes intérêts que visait la Conférence dont les Pays-Bas ont eu l'honneur de voir la réunion à La Haye en 1881. Aussi est-il naturel, que les mêmes gouvernements qui ont adhéré à la convention signée alors, se mettent à l'oeuvre de commun accord pour donner, si c'est possible, à cette convention son complément logique et nécessaire sur un point qui a une importance capitale pour atteindre le but qu'on s'est proposé et qui n'est autre, que de faire régner l'ordre et la justice dans les mœurs et les rapports mutuels de ces rudes pêcheurs qui passent une grande partie de leur vie sur les vagues menaçantes, occupés de l'exercice de leur dur métier, du reste aussi honorable qu'estimé

parmi tous les peuples maritimes. Lors du règlement de la police de la pêche en 1881 ce point ne fut laissé de côté que parce qu'on ne se trouvait pas suffisamment préparé pour l'aborder.

»Je suis heureux, Messieurs, de vous voir maintenant réunis pour accomplir cette tâche restée inachevée et je vous souhaite cordialement la bienvenu au nom des Pays-Bas. La plupart d'entre vous ont déjà pris part à l'oeuvre de 1881, ils trouveront d'autant plus facilement dans les délibérations actuelles les points de contact désirables pour les faire aboutir.

»Vous avez pour mission, au nom des gouvernements que vous représentez, d'aviser aux moyens de mettre un terme aux abus qu'engendre le trafic de spiritueux dans la Mer du Nord, exercé surtout par ces cabarets flottants qui souvent sont pour les pêcheurs des antres de perdition où s'abîment malheureusement leurs sentiments d'honnêteté et de moralité. Pour réussir malgré les difficultés inhérentes à une solution de la question, il faudra évidemment que le désir d'atteindre le but soit assez fort pour amener de part et d'autre quelques concessions sur des points de divergence législative et administrative. Vos connaissances de ces matières, votre expérience de négociateur et votre esprit conciliant sont des garants que vous saurez mener à bonne fin cette Conférence que j'ai l'honneur d'inaugurer en me félicitant qu'elle me procure l'avantage d'entrer avec vous dans des relations personnelles que j'apprécie à un haut degré. Je vous invite Messieurs, à vouloir bien vous constituer pour commencer vos travaux. «

M. Kennedy prend la parole et s'exprime en ces termes :

»J'ai l'honneur, de la part de MM. les Délégués des Puissances étrangères, d'exprimer nos remerciemens empressés à Leurs Excellences MM. le Ministre des Affaires Etrangères et le Ministre du Waterstaat pour l'accueil sympathique qu'ils ont bien voulu nous faire aujourd'hui au nom du Gouvernement Néerlandais. Nous partageons entièrement avec Elles le désir que les travaux de la Conférence aboutissent à l'adoption de mesures qui fourniront un remède aux grands maux que soulève le débit des spiritueux dans la Mer du Nord, — maux qui ont attiré l'attention sérieuse des Gouvernements représentés à la Conférence.

»La plupart des Délégués qui se trouvent ici en ce moment sont du nombre de ceux qui se rendirent à la Conférence de l'année 1881. C'est de leur part plus spécialement que je compte qu'il me sera permis d'exprimer à Leurs Excellences le regret profond que fait sentir la perte que le Royaume des Pays-Bas a éprouvée en la personne des deux Ministres qui ont honoré de leur présence la séance d'ouverture de la dite Conférence, je veux parler de MM. le Comte Van Lynden van Sandenburg et le Jonkheer Klerck. Les Délégués qui se sont réunis à cette Conférence gardent un souvenir très vif des traits personnels et des hautes qualités de ces anciens Ministres de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas.

»Permettez moi d'ajouter que nous espérons que le travail auquel nous allons nous livrer complétera l'oeuvre de la réunion d'où sortit la Convention de 1882; et que la Néerlande comptera bientôt, au nombre de ses exploits maritimes, un second engagement international conclu sous

les auspices de son gouvernement et aussi profitable au bonheur des travailleurs de la mer qu'aux intérêts du progrès et de la paix. »

Sur la proposition de M. Orban, la Présidence est attribuée à M. Rahusen, premier Délégué des Pays-Bas et la Vice-Présidence à M. Kennedy, premier Délégué de la Grande-Bretagne.

M. M. les Ministres se retirent.

M. Rahusen, après avoir pris place au fauteuil, dit qu'il est heureux d'accepter le mandat que M.M. les Délégués ont bien voulu lui confier, parce qu'il a gardé le précieux souvenir du concours bienveillant qui a tant contribué à la réussite de la Conférence d'Octobre 1881, dont, comme le Ministre des Affaires Etrangères vient de le rappeler, la présente réunion n'est que le complément.

Il constate, que lors de cette Conférence tous les Délégués étaient unanimes à exprimer le voeu de voir établir une entente internationale pour remédier aux abus causés par le débit de spiritueux aux pêcheurs. M. Rahusen se félicite de voir autour de lui presque tous les membres qui assistaient à la conférence de 1881 parce qu'il trouve dans cette circonstance une garantie de la possibilité de mener à bonne fin l'oeuvre de cette nouvelle réunion. M. Rahusen termine en faisant un appel chaleureux à l'obligeant appui de ses collègues.

Le Président présente à la Conférence comme secrétaires M.M. E. R. van Welderen Baron Rengers, sous-chef de division au Ministère du Waterstaat, etc. et le Jonkheer Testa, attaché de légation au Ministère des Affaires Etrangères.

Il est décidé, que la langue officielle de la Conférence sera la langue française, et que les Délégués auront néanmoins la faculté de s'exprimer dans les langues anglaise et allemande.

Le Président propose d'ouvrir la discussion générale sur le projet communiqué par le gouvernement Néerlandais aux autres Puissances et dont le texte sera annexé au procès-verbal de la séance de ce jour (annexe I); si, comme il l'espère l'accord se fait sur les principes, il y aurait lieu de nommer ensuite une commission de rédaction et de soumettre le travail de cette commission à la Conférence plénière.

Cette marche est adoptée.

Dans l'opinion du Président il y a deux ordres d'idées à envisager, savoir les mesures prohibitives et les mesures douanières.

La parole étant donnée au Délégué de la Belgique, M. Orban déclare qu'à son avis le noeud de la question est de savoir si le commerce des spiritueux est ou non un commerce blamable. Quant à lui, il n'hésite pas à le déclarer tel. Le besoin de se procurer en mer des spiritueux n'existe pas pour les pêcheurs, car ils en ont à bord une provision suffisante. En outre leurs moyens pécuniaires ne leur permettant guère d'en acheter, ils sont obligés pour s'en procurer de les payer souvent avec du poisson ou des engins de pêche, c'est à dire au détriment de l'armateur.

Il s'agit donc avant tout, de statuer sur la première question posée dans la note néerlandaise. Si cette question n'est pas résolue affirmative-

ment, M. Orban craint que toute mesure douanière soit absolument inefficace.

M. Mancel avant de suivre l'ordre d'idées que vient d'indiquer M. Orban, désire être éclairé sur l'étendue du mal signalé. Jusqu'ici les abus résultant du trafic des spiritueux dans la mer du Nord ne lui sont connus que par l'enquête officielle faite par M. Higgin en Angleterre en 1880, ainsi que par l'intéressant mémoire lu par M. Buys, délégué des Pays-Bas, dans la première conférence internationale (séance du 14 Octobre 1881). M. Mancel qui a suivi le mouvement d'opinion qui s'est produit à ce sujet, soit dans les journaux anglais, soit dans les conférences faites à Londres à l'occasion de l'Exposition des Pêcheries de 1888, est d'avis qu'il y a tout d'abord des points importants à élucider. Les coupables sont-ils des pêcheurs ou bien des gens armant spécialement des bateaux qui se transforment en cabarets flottants? Sont-ce des chalutiers ou des harenguiers qui ont à souffrir du trafic des spiritueux? A quelles nations appartiennent les individus que la Conférence appellera probablement des délinquants? Quelle est l'importance des faits relevés par les enquêtes ordonnées par les Puissances représentées à La Haye? M. Mancel demande, sur les abus dont il s'agit, des renseignements plus complets que ceux produits jusqu'à présent.

M. Trevor attache moins d'importance aux distinctions faites par M. Mancel qu'à la conviction que le mal existe, mal auquel il est urgent de remédier.

Le Président fait observer que les rapports de M. Higgin et le mémoire de M.M. les Délégués des Pays-Bas dont M. Mancel a parlé en premier lieu ne laissent aucun doute sur le mal existant. En ce qui regarde les Pays-Bas, ce ne sont pas les pêcheurs qui se livrent au commerce des spiritueux mais des négociants, armateurs de cabarets flottants.

M. Mancel ne croit pas devoir retirer le voeu qu'il a formulé. Il ne connaît que par des extraits de journaux le détail des procès dirigés contre des pêcheurs anglais pour pillage des cutters allemands *Diedrich* et *Anna*. Cet acte mauvais était-il un cas de piraterie ou faut-il l'attribuer à un abus dans le trafic des spiritueux?

M. le Président dit que les affaires du *Diedrich* et de l'*Anna* touchaient aux deux questions.

M. Mancel déclare qu'à sa connaissance la France n'abrite aucun cabaret flottant sous son pavillon. S'il n'obtient pas satisfaction sur les autres points, il serait heureux d'apprendre de la bouche des Délégués des autres Puissances le chiffre exact des bateaux réputés cabarets flottants.

M. Verkerk Pistorius croit pouvoir répondre au désir exprimé par son collègue de France en produisant une statistique détaillée de l'administration des douanes Néerlandaises à ce sujet (annexe II), d'où il résulte que huit des bateaux débitant des spiritueux ont leur port d'attache dans les Pays-Bas. Il désire aussi fixer l'attention sur les gains considérables qu'offre ce trafic. Le prix d'achat d'un litre de genièvre, exempté

d'accise, revient à 8 cents Hollandais le litre, tandis que le prix de vente en mer est de 80 cents le litre, ce qui fait une différence de 72 cents.

M. Mancel demande si les spiritueux dont il vient d'être question ont été payés en argent ou troqués en échange de poissons ou d'objets d'armement et de pêche. Dans le premier cas il y aurait un commerce licite, dans le second soit un vol, soit un abus de confiance.

M. Verkerk Pistorius dit que l'enquête n'a pas démontré que les spiritueux soient toujours échangés contre du poisson ou des objets au détriment de l'armateur. Les opérations paraissent se faire souvent argent comptant.

M. Orban lit une note de l'administration de la marine Belge d'où il résulte que le trafic des «coopers» est un trafic absolument immoral; cette note conclut qu'il serait hautement désirable de voir établir entre les diverses puissances une entente pour proscrire ce commerce.

M. Kennedy, au nom des Délégués Britanniques, désire accorder un ample appui à la proposition que M. le Délégué de la Belgique vient de faire à l'effet que la Conférence se prononce pour la suppression du trafic des spiritueux dans la Mer du Nord.

M. Trevor remet une note relative aux pratiques des cabarets flottants (annexe III).

M. Bruun déclare que le Danemark se trouve dans la même position que la France, qu'il n'existe pas de cabarets flottants Danois.

M. Weymann, le premier Délégué d'Allemagne, dit que son Gouvernement n'a pas ou guère d'intérêt dans l'objet de la Conférence; qu'une enquête minutieuse établie par les autorités allemandes le long des côtes a démontré que les bateaux allemands faisant le commerce de spiritueux, qui du reste est un commerce légal, ne dépasse pas le nombre de 3 ou 4.

Les pêcheurs Allemands font d'ailleurs de petits voyages, et le prix des boissons alcooliques étant très bon-marché en Allemagne, il n'ont pas besoin d'en acheter des cabarets flottants. Pour ces motifs, son collègue et lui se borneront à suivre les discussions et soumettront les résolutions à l'examen de leur Gouvernement, mais pour le moment ils devront s'abstenir d'un vote quelconque.

Sur l'observation de M. Trevor, que les Anglais ne sont pas signalés comme prenant part aux pratiques des cabarets flottants, M. Pistorius croit pouvoir émettre un avis contraire. Le «Thorn» ayant d'abord son port d'attache à Ymuiden, était inscrit en 1884 à Colchester et était pourvu d'une lettre de mer anglaise et d'un «fishing act» en sorte que ce navire pouvait selon les occasions se présenter comme bateau pêcheur ou comme bateau de commerce; il s'approvisionnait de spiritueux à Amsterdam.

M. Donner ajoute quelques détails à l'appui des assertions de son collègue M. Weymann, pour démontrer que le commerce des «coopers» allemands comparé avec le grand nombre des bateaux pratiquant la pêche dans la mer du Nord est insignifiant et n'est en aucune manière nuisible aux pêcheurs de leur nation. Ces derniers travaillent en majorité pour leur propre compte et sont propriétaires des engins et des produits de

pêche, en sorte qu'il ne peut être question d'un achat de spiritueux au détriment de l'armateur.

M. Mancel constate que d'après les renseignements que ses collègues viennent de donner à la Conférence, le nombre des cabarets flottants exerçant leur trafic dans la mer du Nord semble se réduire à 14. Même en admettant un chiffre de 20 pour éviter tout mécompte, il est permis de se demander si ce chiffre est assez important pour autoriser des mesures de répression. Il exprime le regret que la Suède et la Norvège ne soient pas représentées à la Conférence actuelle. Les nationaux de ces pays resteront par ce fait libres de se livrer au fâcheux trafic que la présente commission a pour objet de faire disparaître.

Le Président partage les regrets de M. Mancel quant à l'absence des délégués de la Suède et de la Norvège, mais il fait observer que ces gouvernements pourront plus tard notifier leur adhésion aux résultats de la Conférence.

M. Kennedy estime qu'il serait très-désirable que les procès-verbaux de la présente Conférence soient communiqués par le gouvernement Néerlandais au gouvernement de la Suède et de la Norvège.

M. Orban ne voit pas, dans l'abstention de ces États, une raison de ne rien faire; si le mal ne peut être supprimé complètement pour le moment, ce sera déjà un grand progrès de le supprimer en partie.

M. Trevor trouve dans les déclarations de la Délégation allemande un argument décisif pour se rallier à l'opinion de M. le Délégué de la Belgique. Si les pêcheurs allemands n'achètent pas de boissons aux cabarets de leurs nations, il est évident que ces cabarets vendent leurs provisions aux pêcheurs étrangers. Si les Allemands ne souffrent pas du mal, ils ont pourtant leur part au mal causé aux autres.

M. Orban ne conteste pas que le commerce des spiritueux en pleine mer soit aujourd'hui un commerce légal puisqu'il n'est pas défendu, mais il croit que s'il devait conserver ce caractère la Conférence ne pourrait aboutir à rien de sérieux.

M. Weymann dit avoir qualifié ce commerce de légal, pour autant qu'il s'abstienne d'abus et que notamment les boissons alcooliques soient vendues pour de l'argent et à un prix convenable. Les accises sont insignifiantes en Allemagne et si les >coopers< achètent leurs provisions dans les ports libres de Hambourg ou de Brême, il jouissent d'une exemption d'accises complète.

La séance est levée à 4 heures et ajournée au lendemain à 10 heures et $\frac{1}{2}$.

Le Président.

Les Secrétaires.

Annexe I.

Points soumis aux délibérations de M.M. les Délégués à la Conférence Internationale sur les mesures à prendre contre le débit de spiritueux dans la Mer du Nord.

Afin d'atteindre le but que se propose la Conférence, il semble opportun :

I. de s'entendre sur les mesures législatives à prendre par chacune des Hautes Puissances représentées à la Conférence, dans le but d'établir des peines contre le débit des spiritueux aux bateaux pêcheurs dans la Mer du Nord, dans les limites déterminées par l'article 4 de la Convention du 6 Mai 1882;

II. d'examiner s'il y a lieu d'aggraver ces peines dans le cas où les spiritueux sont échangés contre des produits de pêche, ou autres objets appartenant à l'armateur du bateau;

III. de faire surveiller l'exécution des mesures législatives :

1. dans les eaux territoriales par les bâtiments croiseurs de la nation à laquelle ces eaux appartiennent,

2. en dehors des eaux territoriales par les bâtiments croiseurs de toutes les Hautes Puissances contractantes, conformément aux règles établies par les articles 28—32 de la Convention du 6 Mai 1882;

IV. dans le cas où l'on croirait devoir garantir par des dispositions douanières la stricte exécution des dites mesures législatives, les Hautes Puissances contractantes pourraient s'engager :

1. à refuser toute décharge ou franchise de droit pour l'exportation de spiritueux par un bâtiment dont le propriétaire ou le patron aurait subi une condamnation du chef de contravention aux mesures législatives en question,

2. à autoriser l'administration des douanes à exiger une caution spéciale des bâtiments suspects du trafic dont il s'agit;

V. pour autant que les bateaux pêcheurs jouissent d'une exemption des taxes sur les spiritueux il faudrait fixer le maximum de la quantité de spiritueux qu'il sera permis d'embarquer sur ces bateaux;

VI. on pourrait appliquer les dispositions des articles 84, 86 et 87 de la Convention du 6 Mai 1882 à la poursuite des contraventions visées par la convention à conclure.

Annexe II.

Pays-Bas.

Statistique de spiritueux, cigares et autres marchandises, débités*) en mer par les cabarets flottants en 1885.

Navires.	Port d'attache.	Capacité nette.	Spiritueux.	Eaux de senteur.	Tabac.	Cigares.	Viande.	Huile de ricin.	Sabots.	Bouteilles et cruches.	Observations.
Noordster	Schiedam.	46 ³⁴ / ₁₀₀	Litres. 2648	Litres. 44	Kilogrammes. 2901	Kilogrammes. 306	Kilogrammes. 3	Flacons. 3	Kilogrammes. 336	3	
Cosmopoliet	id.	44 ³³ / ₁₀₀	2855	76	2842	246	3	3	214	3	
Merchant	id.	46 ³³ / ₁₀₀	2493	139	4945	440	3	3	50	3	
De Maria	id.	48 ³³ / ₁₀₀	3	3	3	3	3	3	3	3	
De Kenan	id.	33 ³³ / ₁₀₀	3	3	3	3	3	3	3	3	
Zwaluw	Helder.	46 ³³ / ₁₀₀	5183	96	3449 ¹ / ₂	110	300	81 douzaines.	36 paires et 5 faïences.	1650 paires et 50 kilogrammes.	A fait son premier voyage en 1886. id.
Eva	Habituellement Dordrecht.	33	3	3	3	3	3	3	3	3	Les deux navires ont embarqué des spiritueux, des eaux de senteur, du tabac, des cigares et de l'huile: le »Eva« en outre des sabots; le »Mary« quelques marchandises. Des données exactes sur la quantité n'existent pas.
Mary	Dordrecht.	58	3	3	3	3	3	3	3	3	

*) Marchandises embarquées, déduction faite des quantités rapportées.

Annexe III.

Floating Grog Shops in the North Sea.

It has from the nature of the circumstances involved been impracticable to obtain exact particulars regarding the larger proportion of the very numerous cases of disorder which have arisen in connection with the traffic carried on by these vessels. No one acquainted with the North Sea Fisheries would, however, thing of disputing the fact that grave and widespread evils exist. M. Higgin's report made in 1881 gave a vivid picture of the shocking occurrences to which the Liquor Traffic then gave rise. Subject to one qualification, it may be said that there is no reason to suppose that there has since been any material alteration in the aspect of the matter. The qualification is that some mitigation of the evils is said to have been effected in particular trawling fleets with which the smacks of the »Mission to Deep Sea Fishermen« cruise-through the moral influence of the presence of the mission smacks, which are in reality floating churches and hospitals. But this mission is a voluntary agency, dependent for funds on the gifts of charitable persons, with consequently no guarantee for the maintenance and extension of its work.

In a letter to the »Times« newspaper dated April of this year, the Director of the above mission gave the subjoined extract from a communication then just received by him from the Great Grimsby Ice Company, which is of interest as an illustration of the surroundings of the question of the floating grog shops. The Edward Auriol here mentioned is one of the mission smacks:

»We are informed that the Edward Auriol left our fleet on the 26th March, and there has not been a mission vessel near them since. There is a cooper in the fleet now, and is doing a very great deal of harm. A lot of the men went on board for tobacco, and, instead of getting the latter, they got that infernal drink. The men got wild with drink, and many of them did not get on board their own vessels, and some of them have come in and left the vessels at the fleet undermanned. This state of affairs is terrible.«

Since 1881 the Board of Trade have continued to receive the same class of representations in general terms, regarding the evils of this traffic, as they did previously to Mr. Higgin's enquiry. Shortly before the departure of the British Delegates from England a petition was received from owners, masters, and crews of fishing smacks praying for the prohibition of the traffic and stating their belief »that by the abolition of this abominable traffic great blessings will be conferred, not only on the men who man the trawling smacks and on their wives children and relatives, but on the owners of the smacks and of the property afloat in them.« To this petition 1400 signatures were attached, and there is little doubt that had time allowed the number of signatures could have been enormously increased.

The following are particulars regarding certain cases of Liquor Traf-

fic, the circumstances of which have come within the special cognizance of the British Government.

»Mizpah« of Yarmouth.

This English smack was one of a fleet engaged in fishing during February 1884, when they were joined by a floating grog shop named the »Swallow«, said to be under the Netherlands flag. Drink was obtained from the Swallow and a carouse took place in the cabin of the Mizpah. Her master then went on deck and fell overboard, being intoxicated. Owing to the drunkenness prevailing on the Mizpah the manoeuvres requisite for saving the master were not executed, and the unhappy man was drowned under the eyes of his crew.

The mate of the Mizpah was prosecuted and convicted for having failed to take the necessary steps for saving the life of the master.

Disorders of Terschelling.

In consequence of a report made to them as to injury sustained by the mate of the Fishing Smack »Holmsdale« of Great Yarmouth in May 1884, the Board of Trade instituted an investigation. This was conducted by the Mayor of Yarmouth, the Collector of Customs at Yarmouth and a Barrister acting as their Legal Assistant.

It was elicited that on Sunday the 11th May 1884, some 130 British fishing smacks forming the Columbia Fleet were off Terschelling. They were accompanied by a steamer for carrying fish home when taken by the smacks. Three floating grog shops, said to be Netherlands vessels, were also with the fleet and were selling spirits and tobacco to the smacksmen during the day.

The Holmsdale, a fishing smack of Yarmouth with a crew of six hands was one of the fleet. About 9 a.m. her Master, Fourth Hand, and Deck Hand left her, taking with them the fish caught overnight, and proceeded to the Edith and Mary a smack lying near. The master boarded the Edith and Mary, and sent on his small boat with the fish to the steamer. On leaving the steamer the two men from the Holmsdale went to a grog shop from which they bought three bottles of aniseed cordial, an intoxicating liquor, and conveyed it to their own vessel where they commenced drinking.

The master of the Holmsdale returned to her in about two hours. He was seemingly aware of what was going on; but, though he took no share in the drinking, he made no effort to check it. After a time he returned to the Edith and Mary, taking with him his Deck Hand; and these two men stayed on board that vessel until late in the evening.

Drinking continued on board the Holmsdale all day, more aniseed cordial being from time to time obtained from the grog shop. Other liquor was brought from a smack called the Robert and John which came alongside the Holmsdale, and a general drinking bout ensued amongst

men of both crews. Late in the afternoon the master of another smack, the Robert and Susannah, joined them. During the day there was much drunkenness on board the Holmsdale which received visitors from some smacks besides those already named.

About 8 in the afternoon the Admiral of the fleet signalled for all vessels to run west. The Holmsdale lagged behind, and her master consequently had difficulty in rejoining her. He reached her about 9. p. m. and found only members of her own crew on board, but was informed that just before two men from other smacks had left her the worse for liquor. At this time Jonah George, second hand of the Holmsdale, was lying at the tiller in a tipsy state. The master desired him to leave the tiller. George refused and was pushed away. He then became quarrelsome. A sort of scuffle ensued and he fell twice, on the second occasion dislocating his shoulder and injuring his face. This necessitated his being sent back to Yarmouth by the attending steamer, for medical treatment.

As a result of the investigation, Jonah George, second hand of the Holmsdale, Alfred Charles Peek, master of the Robert and Susannah, and Fredrick Powles, second hand of the Robert and John, were found to have been guilty of gross misconduct and drunkenness. Their certificates were consequently suspended for periods of two and three months.

The gentlemen who conducted the investigation animadverted strongly on the conduct of the master of the »Holmsdale« and regretted having been unable to punish him, it having been necessary in the interests of justice to call him as a witness.

In concluding their report on the matter they observed: — »The present case offers one more example of the great evils which are done to the fishing interests of the country by the system of cooperage, and we are of opinion that some immediate remedies are imperatively demanded.«

Case of the »Anne-Helene« of Geestemunde.

On the 19th August 1884, the masters of four English smacks from Grimsby, when about 30 miles from the Danish coast, went on board a floating grog shop known familiarly among the fishing fleets as the »Green«, owing to her colour. They met other English fishermen on board and had some liquor. Afterwards a dispute arose between one of the Englishmen named William Bashcomb and the mate of the grog shop, in respect of some fish which were on board; and some violence resulted. A brother of Bashcomb being present took part with his relative and received two stabs with a knife from the mate of the grog shop. The mate then jumped below and was seen no more, but the master of the vessel appeared in the companion with a revolver. When the latter perceived that one of the Bashcombs was seriously hurt, he rendered what assistance he could, and the wounded man was transferred to one of the smacks and brought home for treatment. He eventually recovered.

The German Government instituted proceedings against the mate of the grogshop, this vessel proving to be the »Anna-Helene« of Geestemunde.

The tribunals, however, acquitted the man, it being considered that the accused had acted in self-defence and had not exceeded the limits thereof.

«Flying Scud» of Yarmouth.

This trawler left Yarmouth on an eight weeks fishing voyage near the end of July 1884, and was duly provisioned at starting. Her usual master was prevented from going with her, but joined her at sea some three weeks later. In the interval she was commanded temporarily by another certificated master, who, shortly after reaching the fishing ground, sent word home that she was four pieces of beef short in her provisioning and asked that this alleged deficiency should be made good. The owner's suspicions were aroused and he directed the actual master, on his going out for the purpose of taking command, to «see after» the beef. The latter neglected to make a personal investigation, and trusting to the mate's version, reported the beef to be six pieces short. The other master, on giving up command, returned to port and received his pay without any special remark.

When the Flying Scud came back to Yarmouth, it transpired that, during the command of the man first temporarily employed as master and under his orders, beef, biscuit, and salt from her provisions were given, in exchange for liquor and tobacco, to a floating grog shop to which several visits were paid. The nationality of the grog shop is not known. During the period in question the man who was acting as master appears to have been drunk at least twice, and on one occasion to have broken a bottle of grog over the cook's head.

Cases of the «Diedrich» and the «Anna».

The circumstances under which these two floating grog shops, which are German vessels, were plundered by English fishermen in the North Sea in the year 1884 are too notorious to call for exact recital at this moment. Whilst it will be remembered that sentences of imprisonment were passed by the English court on several English fishermen, it seems proper to point out that the men concerned in the matter of the Diedrich were the worse for liquor which they had obtained on board her in the ordinary course of her traffic.

It further appears, from a report of the commanding officer of the British cruiser Rose, that, in about a month after the plunder of the Diedrich, she was again the nucleus of a scene of dissipation and misconduct amongst fishing smacks in the North Sea.

Deuxième Séance.

Vendredi, 11 Juin 1886.

La séance est ouverte à 10 heures et 1/2.

Sont présents M. M. les Délégués qui assistaient à la première séance.

Le procès-verbal de la première séance est lu et adopté provisoirement.

M. le Président, dans le but de compléter les renseignements déjà fournis dans la séance précédente, donne la parole à M. Verkerk Pistorius pour communiquer une note explicative des dispositions fiscales en vigueur dans les Pays-Bas concernant les spiritueux (annexe 1) et à M. Trevor pour lire un extrait d'un rapport sur les pêcheries dans la Mer du Nord présenté à l'Amirauté anglaise par M. l'amiral Gordon Douglas et par M. Malan, extrait qui s'applique aux pratiques des cabarets flottants (annexe II).

M. le Président ouvre la discussion sur la question de savoir s'il y a lieu de mettre un terme à la vente des spiritueux aux bateaux pêcheurs dans la Mer du Nord.

Il ne croit pas nécessaire de mettre en doute qu'il y a des abus. Les abus sont suffisamment constatés :

- 1°. par le rapport de M. Higgin;
- 2°. par l'enquête instituée par le Gouvernement des Pays-Bas;
- 3°. par le protocole de la Conférence de 1881;
- 4°. par l'annexe III de la première séance et par l'extrait dont M. Trevor vient de donner lecture;
- 5°. par les publications et les discours de Sir Edward Birkbeck, membre du Parlement Anglais;
- 6°. par le fait de l'existence des bateaux envoyés par la « Mission to Deep Sea Fishermen » de Londres, pour accompagner les flottes de pêche anglaises. Selon les informations des journaux, il y a à bord de ces bateaux un pasteur, un médecin et une collection de livres; ils emportent également du tabac affranchi de droits, et des boissons, mais pas de spiritueux. Ces bateaux doivent faire la concurrence aux cabarets flottants.

M. Mancel, après avoir rappelé que la France n'a pas un intérêt direct dans la question, puisque ses nationaux n'arment pas de cabarets flottants et ne se livrent plus à des achats ou à des trocs de poisson dans la mer du Nord, déclare qu'il aurait désiré obtenir de ses collègues une définition plus exacte des cabarets flottants et notamment être instruit sur les objets du trafic en mer. Il a toute confiance dans les renseignements donnés à la Commission par M. M. Trevor et Verkerk Pistorius, mais avant d'établir des pénalités, il ne faut pas laisser de doute dans les esprits sur la nature exacte du délit à réprimer. Il semble utile à M. Mancel de distinguer très nettement ce qu'il sera permis de faire aux bateaux de pêche et ce qu'il sera interdit aux cabarets flottants, navires du commerce non assujettis aux mêmes règlements. Peut-être arrivera-t-on à ne frapper d'une peine que les cabarets flottants ayant à bord des spiritueux, alors que l'on pourrait être plus large en ce qui concerne les pêcheurs que l'on ne peut empêcher d'avoir à bord une certaine quantité d'eau de vie ou de genièvre réglementée suivant le genre de pêche. Il est encore possible d'interdire aux pêcheurs la vente ou le troc en mer du poisson, ce qui est un perte pour l'armateur, alors que pour les mêmes faits les capitaines des cabarets flottants ne seraient pas punissables. Dans les questions de droit pénal à appliquer en haute mer, la précision et les

bonnes définitions sont d'autant plus nécessaires que l'intervention des autorités chargées d'assurer l'ordre est difficile.

M. Orban est d'avis qu'il est inutile de se perdre dans toutes les définitions réclamées par le Délégué de la France, la seule question à résoudre étant de savoir s'il sera permis de débiter des spiritueux dans la mer du Nord aux bateaux pêcheurs. Les cabarets flottants ne pouvant être atteints au port, vu qu'ils n'y exercent pas leur trafic, il faut bien les atteindre en pleine mer. Il rappelle qu'en Belgique existent déjà des règlements en vue de prévenir l'ivrognerie à bord des bateaux pêcheurs. La quantité de provisions de spiritueux y est limitée en raison de la durée du voyage et du nombre des personnes à bord. De semblables règlements existent en France (voir la note de M. Mancel, consignée au procès-verbal de la sixième séance de la Conférence de 1881). M. Orban ne verrait aucune raison de ne pas faire un second pas dans cette même voie et de ne pas défendre la vente de spiritueux aux pêcheurs dans la Mer du Nord (premier point du communiqué Néerlandais).

M. Kennedy, tout en estimant l'échange d'idées très utile, ne croit pas devoir entrer dans toutes les distinctions demandées par M. Mancel. Il établit que, quoique le nombre des cabarets flottants paraisse être petit, il n'en résulte pas moins un mal très réel, auquel il faut remédier, que cela importe même beaucoup au maintien des bonnes relations entre les différents pays. Le Délégué de l'Angleterre se prononce donc formellement en faveur de la proposition de M. le Délégué de la Belgique qui consiste à résoudre affirmativement le premier point du communiqué Néerlandais.

Le premier Délégué de l'Allemagne M. Weyman déclare que son Gouvernement ne s'opposera pas à des mesures raisonnables, si le mal existe. Mais il demande si la Conférence a l'intention d'interdire tout débit de spiritueux en pleine mer, ce qui lui paraîtrait une grave atteinte à la liberté du commerce.

M. le Président répond qu'à son avis, l'interdiction absolue de la vente de boissons alcooliques aux pêcheurs est nécessaire, puisqu'autrement il sera impossible de constater la contravention à bord des bateaux pêcheurs. On peut bien admettre l'usage des provisions à bord, mais non le débit.

M. Kennedy dit que le fait constaté par la Délégation allemande, que ses nationaux possèdent des cabarets flottants rends excessivement désirable la coopération de son Gouvernement aux mesures à prendre par la Conférence; il espère donc voir cette Délégation se rallier au premier point en discussion.

M. Weymann déclare ne pouvoir pas nier les abus, mais il n'est pas non plus à même de les affirmer vu que son Gouvernement n'a pas été dans le cas d'en constater.

M. Orban fait ressortir l'existence incontestable des abus; de plus la seule présence des Délégués allemands à la Conférence en est la preuve évidente. Il demande avec instance la coopération de MM. les Délégués de l'Allemagne, car, si l'Allemagne s'abstient, le nombre des cabarets flottants allemands augmentera alors que les autres disparaîtront; le mal ne sera donc que déplacé. Du reste il ne faut pas perdre de vue que

les membres de la Conférence ne sont pas réunis en qualité de plénipotentiaires; ils ne sont que délégués de leurs Gouvernements; par conséquent aucune résolution ne peut être prise qu'à referendum.

M. Verkerk Pistorius désirant résumer les opinions émises, propose à la Conférence une déclaration, laquelle après quelques nouvelles observations est adoptée en ces termes:

«La Conférence reconnaît que d'après les déclarations de M. M. les Délégués de la Belgique, du Danemark, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas le débit de spiritueux aux bateaux pêcheurs dans la Mer du Nord donne lieu à des abus qu'il est désirable de réprimer.»

M. M. les Délégués d'Allemagne, en se référant à leur déclaration consignée au procès-verbal de la première séance, insistent de nouveau sur le fait que l'enquête instituée par leur Gouvernement n'a pas constaté d'abus de cette sorte.

Le Délégué de la France, M. Mancel, reconnaît qu'il y a, d'après les enquêtes faites par les soins des autres nations riveraines de la Mer du Nord de graves abus, occasionnés par la présence sur les lieux de pêche des bateaux, dits cabarets flottants; mais il croit devoir ajouter qu'il n'est pas à la connaissance de son Gouvernement, que des pêcheurs français fassent aucun trafic avec les cabarets flottants des autres nations. Les français, pêcheurs de harengs, lorsqu'ils fréquentent la mer du Nord sont approvisionnés d'eau de vie et de tabac, embarqués comme à l'exportation; se trouvant en conséquence affranchis des droits, ils n'ont aucun motif pour acheter des spiritueux et du tabac en mer.

Des patrons chalutiers, qui ne jouissent pas des mêmes avantages que les harenguiers ont été également interrogés dans plusieurs ports de la République; ils ont été unanimes à déclarer qu'ils ne recevaient jamais la visite des bateaux en question; que du reste ils ne remontaient pas aussi nord que les Anglais pour faire leur pêche et par suite ils ne se rencontraient pas avec la flotille anglaise.

Un patron chalutier de Boulogne a cependant déclaré qu'ayant en 1884 remonté jusqu'au travers de Lowestoft, il avait vu parmi les bateaux anglais un petit cutter naviguant sous pavillon belge, qui lui a paru faire le commerce de tabac et sans doute aussi celui d'eau-de-vie.

Il est donné acte à M. M. les Délégués de l'Allemagne et de la France des réserves sous lesquelles ils ont adopté la déclaration formulée par M. Verkerk Pistorius.

M. le Président constate que sauf les réserves faites par M. M. les Délégués de l'Allemagne et de la France, la Conférence est d'accord sur l'existence des abus et la nécessité d'y mettre fin. Or il s'agit de s'entendre sur les mesures législatives à prendre contre ces abus et d'en assurer l'exécution.

La défense du débit de spiritueux aux pêcheurs dans la Mer du nord est la première chose à décréter, comme du reste l'a déjà proposé M. le Délégué de la Belgique.

M. M. les Délégués de la Grande-Bretagne et du Danemark se rallient à la mesure prohibitive proposée.

M. Weymann demande si la gravité du mal exige une mesure aussi radicale que la défense absolue de la vente de spiritueux à des pêcheurs en mer; ce à quoi M. le Président réplique que cette mesure est indispensable pour atteindre le but désiré.

M. Mancel est d'avis qu'il est fort désirable certainement d'empêcher toute vente entraînant des abus, mais il désire d'abord savoir de quelle manière on entend exécuter les mesures législatives à prendre.

M. Trevor ne voit aucun obstacle à agir en cette circonstance comme on l'a fait en consacrant le principe de l'article 28 de la convention de 1882, qui interdit l'emploi du «devil».

M. le Président croit avant tout devoir constater que la défense s'appliquera seulement en dehors des eaux territoriales, vu qu'il appartient à chaque pays de prendre les mesures qu'il croit nécessaires dans ses propres eaux.

M. Verkerk Pistorius dit qu'on pourrait peut-être insérer une stipulation par laquelle les Puissances se réserveraient la faculté de régler à leur gré les mesures à prendre pour les eaux territoriales.

D'après M. M. les Délégués Anglais et Français, il ne convient pas d'introduire dans la convention une disposition particulière à cet égard, attendu que la réglementation dans les eaux territoriales ne relève que de la puissance riveraine et ne saurait faire l'objet d'aucune prescription dans un acte international.

Le Président propose de charger les commandants croiseurs de toutes les nations signataires de constater les infractions aux mesures à prendre, conformément aux articles 28 à 32 de la convention du 6 Mai 1882*).

MM. les Délégués de l'Allemagne sont d'avis, que l'exécution d'une défense législative du débit de spiritueux aux bateaux pêcheurs dans la Mer du Nord sera inexécutable, parceque les croiseurs ne pourront que très difficilement constater les infractions, et que les diverses Puissances n'accepteront pas l'intervention des croiseurs d'une autre Puissance pour exercer le droit de visite et de recherche à bord de leurs bâtiments. Une telle intervention pour être efficace ne pourra pas se borner à une reconnaissance sommaire d'un navire soupçonné d'avoir à son bord un débit de spiritueux, mais elle devra comprendre une recherche complète, même à fond de cale; et dès lors la surveillance des croiseurs sera évidemment poussée plus loin que celle des mêmes bâtiments, lorsqu'il s'agit de l'exécution de la convention de 1882. En outre la surveillance ne se bornera pas aux bateaux pêcheurs mais il en résultera que désormais tout navire de commerce dans la Mer du Nord pourrait être visité, ce qui à leur avis est inadmissible.

Le Délégué de la France M. Mancel, s'associe énergiquement aux appréciations exposées par ses collègues d'Allemagne. Il n'aurait pas d'objection à admettre une intervention des croiseurs, limitée purement et simplement à l'enquête du pavillon et même à la faculté de faire raisonner le navire, mais il repousse le droit de visite et de recherche, qui aboutira en dernière analyse à une surveillance intolérable des bâtiments du commerce. Il se borne aujourd'hui à demander l'insertion de sa déclaration

* V. N. R. G. 2^e série. IX. 556.

au procès-verbal, se réservant de soumettre de nouvelles observations à ce sujet, lorsque le texte que préparera la commission de rédaction sera discuté ultérieurement.

Le Délégué du Danemark exprime l'opinion, qu'il faut se borner aux stipulations de la convention de 1882, quant au droit de visite et de recherche, mais à son avis, il n'y pas à craindre une intervention intolérable des bâtiments croiseurs. Les commandants de ces navires ont trop le sentiment de leur responsabilité pour se livrer à des mesures inutilement vexatoires.

M. Orban objecte en premier lieu à M. Weymann, que la difficulté de constater les délits en pleine mer existe également en d'autres cas, mais qu'il n'y a pas là un motif pour abandonner une mesure législative dont l'utilité a été reconnue. Cette difficulté n'est pas plus grande que lorsqu'il s'agit de constater une infraction aux dispositions de la convention, signée à Paris le 14 Mars 1884*) pour la protection des câbles sous-marins, à laquelle vingt-six Puissances ont adhéré. Le seul fait que certains actes sont érigés en délit, produit déjà un effet moral qui n'est pas à méconnaître.

Le Président croit qu'on pourrait admettre l'intervention des croiseurs pour assurer l'exécution de la défense du débit de spiritueux.

M. Verkerk Pistorius ajoute que peut-être on pourrait à la rigueur abandonner le droit de visite et de recherche, qui paraît être la pierre d'achoppement. Il resterait pour constater la vente, le moyen de surprendre les délinquants in flagranti et de rechercher dans les ports si la construction particulière des bateaux donne lieu de supposer, qu'ils se livrent au trafic interdit.

M. Kennedy, en adoptant la manière de voir de M. Bruun, rappelle, que lors de la discussion de la convention de Paris du 14 Mars 1884, on n'a pas voulu d'un droit plus étendu que ne l'admettent maintenant MM. les Délégués de l'Allemagne et de la France, et il propose l'article 10 de cette convention, comme base des pouvoirs à conférer aux commandants des bâtiments croiseurs, en faisant observer que les dispositions de cet article sont plus restreintes que celles de l'article 29 de la convention de la Haye du 6 Mai 1882.

M. Orban s'associe entièrement à ce que vient de dire M. Kennedy.

M. le Président constate, qu'à l'exception de M. M. les Délégués de l'Allemagne, qui s'abstiennent, la majorité de la Conférence est d'accord sur les principes, consignés aux points I et III du communiqué du Gouvernement des Pays-Bas, savoir:

a. que tout débit de spiritueux aux bateaux pêcheurs dans la Mer du Nord sera interdit;

b. que l'exécution de cette mesure sera confiée aux bâtiments croiseurs en appliquant les règles contenues dans l'article 10 de la convention de Paris du 14 Mars 1884.

Sur la proposition de M. Trevor, il est entendu, que le texte de cette dernière convention sera annexé au procès-verbal de la séance (annexe III).

*) V. N. B. G. 2. série. T. XI. 281.

La Conférence décide également qu'il y aura aggravation de peine, dans le cas où les spiritueux auront été échangés contre du poisson ou d'autres objets appartenant à l'armateur du bateau.

Elle laisse à chaque Puissance le soin de fixer cette aggravation dans la loi pénale à intervenir à la suite de la signature de la convention.

La Conférence adopte encore le principe que les délits seront jugés par le juge compétent de la nation, à laquelle appartient le bateau délinquant.

La séance est levée à 4 heures et ajournée au lendemain à 10 heures et 1/2.

Le Président,

Les Secrétaires,

Annexe I.

Pays-Bas.

Législation sur les spiritueux. Bateaux pêcheurs.

Exportation.

Accise (droit de consommation): f. 60 = fr. 125 par hectolitre de 50 pct.

Droit d'entrée: f. 8,50 = fr. 7,30 par hectolitre de 50 pct.

A l'exportation de spiritueux destinés au commerce en quantités d'au moins deux hectolitres de 50 pct., décharge est accordée de l'impôt sans aucune prime. Le transit avec la même destination est également libre de droits.

A l'exportation des liqueurs fines sucrées d'une force alcoolique d'au moins 30 pct. une bonification est accordée au distillateur pour le montant de l'accise calculée d'après une force de 46 pct. Cette bonification comprend en même temps l'accise sur le sucre. Pour les autres liqueurs, bitters et boissons semblables la bonification se calcule sur la force réelle. Ces dispositions ne s'appliquent également qu'aux spiritueux destinés au commerce, exportés en quantités d'au moins 50 litres.

La décharge et la bonification sont accordées après l'exportation. Pour les exportations par terre et par les voies fluviales, il est exigé un certificat de l'arrivée au lieu de destination.

Il n'est pas accordé de franchise pour la consommation au bord des bateaux pêcheurs. Ces bateaux ne sont pas admis à l'exportation avec décharge ou restitution de l'accise. La quantité des boissons fortes, qu'il peuvent prendre à bord est illimitée. Cette quantité ne surpasse pas 2 litres par tête de l'équipage.

Annexe II.

Extract from report on the North Sea Fisheries by Admiral Gordon-Douglas and Mr. Malan, dated November 1884 presented to the Admiralty.

Coopers.

In the course of our inquiries we heard frequent mention of coopers, though we found it extremely difficult to obtain any definite information

as to the evil they undoubtedly work amongst fishermen and boys, especially in the trawling fleets.

The coopers or >floatings grog shops< chiefly hail from German and Dutch ports, and visit most parts of the North Sea where trawlers congregate. They are, as a rule, of the tonnage and rig of fishing vessels, some being registered and numbered as such, whilst others sails as trading vessels.

One or two English smacks have been known to be engaged in >coopering<, but they generally end by being sold in a foreign port, and trade under a foreign flag.

The distinguishing mark of a cooper is a flag or bit of bunting on the forestay. They trade in tobacco and spirits of vile quality, in scents, and latterly in immoral and obscene cards and photographs.

A cooper seldom remains more than three days with a fishing fleet, but passes from one to another until his stock is exhausted.

The whole trade of the cooper is most immoral and degrading. Fishermen are tempted to barter their owner's warps, nets, ropes, sails and fish for the drink, and the boys and apprentices are demoralised by the obscene pictures and cards so freely disposed of.

The drunkenness and debauchery consequent on a visit to a cooper have often terminated fatally. We may instance the skipper of the >Mispah< of Yarmouth, who was drowned in February 1884, and the skipper of the >Columbia< of Grimsby, who was drowned or murdered in September 1882; whilst more recently a murderous assault was made by the mate of a cooper upon a Grimsby shipper during a drunken brawl.

Undoubtedly cheap tobacco is in many cases the first cause of a visit to the cooper, and in our opinion a great blow would be struck to the trade if fishermen could obtain their tobacco elsewhere at the same price; and we would suggest that every smack, or at least the >Admiral<, or say one smack in every 50 sailing in company, should be allowed to have a supply of tobacco out of bond for disposal at sea.

This would probably check the evil, though there is no doubt that, as long as coopers infest the North Sea, some fishermen will find an excuse for going on board.

As codmen do not fish in company, and herring drifters do not keep the sea for more than three days, coopers cannot trade much amongst them, and they are therefore almost unknown to fishermen in the North of England and Scotland.

As these coopers are not always registered as fishing vessels, the commanders of cruisers have no right, under the North Sea Fishery Convention, to board them or make any inquiries; we are, however, of opinion that they should be instructed, when possible, to make note of any boats dealing with coopers, that they may be reported to their owners ashore.

The coopers whose names we have been able to ascertain from fishermen are as follows, though the port of registry may not always be reliable: —

Formerly.

Diedrich of Geestemunde, »Bilow« of Grimsby.

Swallow of Nieuwediep.

Caroline of Geestemunde, »Christabel« of Colchester.

Anna Helene of Geestemunde, »Earl of Yarborough« of Grimsby.

Delphine of Geestemunde, »Majestic« of Hull.

Christina (or Martha), (Brocklesby, skipper) of Hull.

Merchant of Nieuwediep, »Marchant« of Grimsby.

Cosmopolite of Schiedam.

(Unknown) of Ems, »Two Sisters« of Grimsby.

Kenan of Ostend.

Annexe III.

Convention pour la protection des câbles-sous-marins, signée à Paris, le
14 Mars 1884.

Article premier.

La présente convention s'applique, en dehors des eaux territoriales, à tous les câbles sous-marins légalement établis et qui atterrissent sur les territoires, colonies ou possessions de l'une ou de plusieurs des Hautes Parties contractantes.

Art. 2.

La rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin, faite volontairement ou par négligence coupable, et qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques, est punissable, sans préjudice de l'action civile en dommages-intérêts.

Cette disposition ne s'applique pas aux ruptures ou détériorations dont les auteurs n'auraient eu que le but légitime de protéger leur vie ou la sécurité de leurs bâtiments, après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter ces ruptures ou détériorations.

Art. 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à imposer, autant que possible, quand elles autoriseront l'atterrissement d'un câble sous-marin, les conditions de sûreté convenables, tant sous le rapport du tracé que sous celui des dimensions du câble.

Art. 4.

Le propriétaire d'un câble qui, par la pose ou la réparation de ce câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble doit supporter les frais de réparation que cette rupture ou cette détérioration aura rendus nécessaires, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application de l'article 2 de la présente convention.

Art. 5.

Les bâtiments occupés à la pose ou à la réparation des câbles sous-marins doivent observer les règles sur les signaux qui sont ou seront adoptées, d'un commun accord, par les Hautes Parties contractantes, en vue de prévenir les abordages.

Quand un bâtiment occupé à la réparation d'un câble porte les dits signaux, les autres bâtiments qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir ces signaux doivent ou se retirer ou se tenir éloignés d'un mille nautique au moins de ce bâtiment, pour ne pas le gêner dans ses opérations.

Les engins ou filets des pêcheurs devront être tenus à la même distance.

Toutefois, les bateaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir un navire télégraphique portant les dits signaux auront, pour se conformer à l'avertissement ainsi donné, un délai de vingt-quatre heures au plus, pendant lequel aucun obstacle ne devra être apporté à leurs manœuvres.

Les opérations du navire télégraphique devront être achevées dans le plus bref délai possible.

Art. 6.

Les bâtiments qui voient ou sont en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, en cas de pose, de dérangement ou de rupture, doivent se tenir éloignés de ces bouées à un quart de mille nautique au moins.

Les engins ou filets des pêcheurs devront être tenus à la même distance.

Art. 7.

Les propriétaires des navires ou bâtiments qui peuvent prouver qu'ils ont sacrifié une ancre, un filet ou un autre engin de pêche, pour ne pas endommager un câble sous-marin, doivent être indemnisés par le propriétaire du câble.

Pour avoir droit à une telle indemnité, il faut, autant que possible, qu'aussitôt après l'accident, on ait dressé, pour le constater, un procès-verbal appuyé des témoignages des gens de l'équipage, et que le capitaine du navire fasse, dans les vingt-quatre heures de son arrivée au premier port de retour ou de relâche, sa déclaration aux autorités compétentes. Celles-ci en donnent avis aux autorités consulaires de la nation du propriétaire du câble.

Art. 8.

Les tribunaux compétents pour connaître des infractions à la présente convention sont ceux du pays auquel appartient le bâtiment à bord duquel l'infraction a été commise.

Il est, d'ailleurs, entendu que, dans le cas où la disposition insérée dans le précédent alinéa ne pourrait pas recevoir d'exécution, la répression des infractions à la présente convention aurait lieu, dans chacun des Etats

contractants à l'égard de ses nationaux, conformément aux règles générales de compétence pénale résultant des lois particulières de ces États ou des traités internationaux.

Art. 9.

La poursuite des infractions prévues aux articles 2, 5 et 6 de la présente convention aura lieu par l'État ou en son nom.

Art. 10.

Les infractions à la présente convention pourront être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre ou les bâtiments spécialement commissionnés à cet effet de l'une des Hautes Parties contractantes auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente convention a été commise par un bâtiment autre qu'un bâtiment de guerre, ils pourront exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité dudit bâtiment. Mention sommaire de cette exhibition sera faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux pourront être dressés par lesdits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux seront dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier qui les dresse; ils pourront servir de moyen de preuve dans le pays où ils seront invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins auront le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croiront utiles; ces déclarations devront être dûment signées.

Art. 11.

La procédure et le jugement des infractions aux dispositions de la présente convention ont toujours lieu aussi sommairement que les lois et règlements en vigueur le permettent.

Art. 12.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention, et notamment pour faire punir soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines ceux qui contreviendraient aux dispositions des articles 2, 5 et 6.

Art. 13.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs États, relativement à l'objet de la présente convention.

Art. 14.

Les États qui n'ont point pris part à la présente convention sont

admis à y adhérer, sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la République Française, et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires.

Art. 15.

Il est bien entendu que les stipulations de la présente convention ne portent aucune atteinte à la liberté d'action des belligérants.

Art. 16.

La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont les Hautes Parties contractantes conviendront.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à dater de ce jour, et, dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Dans le cas où l'une des Puissances signataires dénoncerait la convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard.

Art. 17.

La présente convention sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt possible, et, au plus tard, dans le délai d'un an.

Troisième Séance.

Samedi, 12 Juin 1886.

La séance est ouverte à 10 heures et $\frac{1}{2}$.

Sont présents M.M. les Délégués qui assistaient à la première séance.

Le procès-verbal de la seconde séance est lu et adopté provisoirement.

M. le Président met à l'ordre du jour les mesures douanières, indiquées dans le IV^{ème} point du communiqué Néerlandais.

M. Verkerk Pistorius explique le terme de »mesures douanières.« Cette dénomination pourrait faire croire qu'il s'agit d'apporter des modifications aux lois de douane des différents États, ce qui n'est pas le but de la note. Les mesures en question ont plutôt le caractère de mesure de police, dont l'exécution dans la plupart des pays incombera aux autorités douanières, et qui ont pour objet d'assurer plus efficacement l'observation de l'interdiction du débit des boissons alcooliques dans la Mer du Nord. Aussi rien n'empêche que dans les ports, qui ne possèdent pas des fonctionnaires de douane, la surveillance de ces mesures soit confiée aux capitaines de port ou autres autorités locales.

M. Orban désire fixer l'attention de la Conférence sur une conséquence de la mesure proposée au no. 1. Dans le cas où les pêcheurs se seront rendus coupables du débit illicite, cette mesure ne frappera pas les personnes qui ont commis le délit, mais le propriétaire du bateau délinquant. C'est lui qu'on privera de la franchise de droits et qui subira la

conséquence de l'acte posé par l'équipage de son bateau, tandis qu'il est très possible que le propriétaire y soit complètement étranger.

M. Verkerk Pistorius dit qu'en voulant rendre responsable le propriétaire, la proposition hollandaise n'a fait qu'appliquer un principe déjà inscrit dans la législation douanière de deux des pays qui prennent part à la Conférence. En Belgique et aux Pays-Bas est encore en vigueur la loi générale du 26 Août 1822 et l'article 231 de cette loi admet le même principe.

M. Orban ne peut méconnaître l'exactitude de l'observation faite par M. Verkerk Pistorius; ses instructions l'autorisent à accepter l'application du principe dont il s'agit, quelque rigoureux qu'il lui paraisse, si toutefois chaque Puissance fait de même.

M. Ma n o e l constate qu'en Belgique comme en France il est défendu aux pêcheurs de faire le commerce de spiritueux. Pour les marins qui s'éloignent du port d'attache la quantité de l'approvisionnement en franchise de droits est limitée. Si donc un bateau de pêche se livre au commerce de spiritueux, il se transforme en navire marchand et est soumis à d'autres règlements et formalités, puisque le capitaine d'un navire marchand doit satisfaire à d'autres conditions que celles exigées d'un simple patron de bateau de pêche.

M. le premier Délégué d'Allemagne soutient que les mesures contenues dans les points IV et V seraient inapplicables en Allemagne. Hambourg et Brême sont des ports francs, garantis comme tels par la constitution. Il n'y a dans ces ports ni accises, ni droits de navigation, ni douanes, ni contrôle, et il sera complètement impossible à l'Allemagne d'y introduire des mesures législatives contraires à la constitution.

M. Verkerk Pistorius répond à M. Weymann que le Gouvernement des Pays-Bas, en proposant le numéro IV, a eu très bien en vue la position exceptionnelle des ports de Hambourg, Brême et aussi de l'île de Hëlîgoland, qui est dans le même cas. Il est évident, que là où il n'existe pas de droits il ne peut être question de décharge ou de franchise et qu'en Allemagne où les droits sont très modiques (17 francs) la peine perdrait considérablement de son intensité. C'est surtout guidé par ces considérations que le no. 2 a été ajouté au IV^{ème} point; la caution dont il s'agit peut être exigée par les autorités du port. C'est également une mesure de police.

Il faut donc considérer les nos. 1 et 2 du point IV en rapport l'un avec l'autre. Les pays qui ne peuvent pas appliquer les dispositions du premier numéro pourront toujours appliquer celles du second.

M. Orban déclare dans ces conditions ne pas pouvoir prêter son concours à une mesure qui s'appliquerait aux uns et pas aux autres. A Hambourg et Brême il n'existe pas de droits; dans les autres ports allemands la quantité de spiritueux que les pêcheurs peuvent prendre est illimitée; il ne peut donc s'agir de franchise à refuser puis qu'il n'y en a pas. Il en résultera qu'un bâtiment allemand condamné pourra continuer à prendre la quantité de spiritueux qu'il voudra, exactement comme avant la condamnation, tandis qu'un bateau de pêche belge perdrait dans le

même cas la franchise de droits, dont il jouissait auparavant. M. Orban ne pourrait admettre dans une convention internationale une inégalité aussi frappante. Le seul moyen d'y suppléer serait de priver un navire condamné pour débit de spiritueux, du droit d'en embarquer à l'avenir. Il demande si la Conférence veut aller jusque là.

M. le Président fait remarquer que dans les différents pays il y aura toujours divergence dans les peines à infliger et que la Convention de 1882 en a laissé la fixation aux différents Etats.

Selon M. Verkerk Pistorius le refus de la décharge ou franchise n'a pas le caractère d'aggravation pénale, c'est comme il l'a déjà dit plutôt une mesure de police.

Des renseignements fournis par M.M. Orban et Verkerk Pistorius il résulte qu'en Belgique, la quantité de spiritueux que les pêcheurs peuvent prendre comme provision en franchise de droits est limitée, tandis qu'en Hollande cette quantité est illimitée, mais que les pêcheurs ne jouissent d'aucune franchise des droits d'accise qui sont du reste très élevés.

M. Weymann revient sur l'impossibilité d'appliquer la mesure en Allemagne: elle rendrait nécessaire l'introduction d'une surveillance spéciale et sévère qui serait d'autant plus difficile à exercer qu'en Allemagne il n'existe pas de distinction entre les bateaux de pêche et ceux de commerce.

Il dit que, vu ses instructions, il n'est pas en mesure de faire de sa part des propositions à la Conférence, mais que selon son opinion personnelle on ferait mieux de faire dépendre le trafic des spiritueux d'une concession irrévocable au besoin, plutôt que d'établir en principe la défense absolue de la vente de boissons alcooliques dans la mer du Nord.

Le Président répond à M. Weymann que l'absence d'une différence entre les bateaux de pêche et les navires marchands sera la même pour toutes les nations. Quant aux concessions à délivrer aux bateaux pour la vente des boissons alcooliques, il y voit un principe diamétralement opposé au principe adopté par la Conférence, qui a déclaré ce débit illicite.

M. Orban trouve le mot suspect dans le no. 2 du IVème point de la note Hollandaise très vague et dangereux, et il préférerait qu'on se bornât aux bâtiments condamnés.

M. Donner démontre de rechef la difficulté pour l'Allemagne de se rallier aux mesures dont il s'agit. Outre que dans les ports francs personne n'a connaissance de ce qui entre et de ce qui sort, il sera très facile aux commerçants dans les autres ports allemands d'éviter tout contrôle en se désistant de la décharge ou franchise de droit, lequel y est d'ailleurs très insignifiant. On connaît maintenant les cabarets flottants, car ils n'ont pas de raison pour se cacher, mais une fois ces mesures adoptées, on ne sera plus à même de les signaler. Il faudrait donc créer un système de contrôle très compliqué et très coûteux, qu'on ne peut exiger du Gouvernement de l'Allemagne, surtout si les difficultés immenses à vaincre ne sont pas en raison du résultat à obtenir, d'autant plus que

ses nationaux sont sobres et ne subissent aucune souffrance des abus, dont se rendent coupables les pêcheurs étrangers.

M. le Président fixe l'attention de M. Donner sur la Convention de 1882. Les croiseurs chargés de la police pourront toujours fournir des renseignements sur les cabarets flottants. Selon les instructions que le Gouvernement anglais a données aux commandants de ses croiseurs, ces derniers doivent suivre en mer les cabarets flottants et faire rapport sur leurs observations quant à la pratique de ces navires.

M. Orban a l'espoir que le Gouvernement Allemand enverra à ses Délégués les instructions nécessaires pour leur permettre de concourir au but de la Conférence. Quoique les Allemands n'en souffrent pas, leurs cabarets flottants sont en bonne partie la cause du mal qui existe.

M. Weymann a la conviction que même si son Gouvernement venait à s'associer aux mesures proposées, le Parlement n'accepterait jamais ces dispositions. On ne conclut pas des traités internationaux par pure éthique.

A la demande du Président si ces paroles concernent le no. IV, M. le Délégué d'Allemagne rappelle ce qu'il a déjà dit dans les séances précédentes et que ses instructions se rapportent tant au point IV qu'à la défense du débit de spiritueux en général.

M. Verkerk Pistorius propose de définir le mot »suspect« du point IV^{ème} no. 2, et de considérer comme tels:

- a. les navires dont les patrons auront été condamnés pour débit de spiritueux aux pêcheurs dans la mer du Nord.
- b. les navires construits spécialement en vue du débit.

M. Orban croit que la définition de M. Pistorius précise suffisamment le mot suspect.

A la demande de M. Pistorius si M.M. les Délégués de l'Allemagne peuvent se rallier à cette définition, M. Weymann répond qu'à son avis personnel cette définition ne présenterait pas de difficultés. Il ajoute qu'il aurait objection à une caution douanière, mais qu'il ne verrait pas d'inconvénient d'adopter en principe une caution qui devrait servir à payer éventuellement l'amende.

M. Kennedy dit qu'il lui paraît que l'accord est suffisamment établi en principe, et que le reste serait plutôt une question de rédaction.

La France, n'ayant pas un intérêt direct et absolu dans la question, M. Mancel a préféré, dans la première partie de la séance, ne pas prendre activement part à la discussion de détails, dans laquelle M.M. Weymann, Orban et Pistorius sont entrés à propos des points IV et V des propositions du Gouvernement Néerlandais.

Mais avant que, sur la demande que vient de formuler M. Kennedy, le renvoi de ces deux articles sur lesquels l'accord ne semble pas établi, soit fait à la commission de rédaction, le Délégué du Gouvernement Français tient à formuler son opinion.

Le point IV vise uniquement les bâtiments du commerce soit dans l'espèce des cabarets flottants; le point V au contraire ne peut s'appliquer qu'aux bateaux de pêche.

M. Mancel suivra cette distinction qui, si elle n'est pas admise aussi nettement par toutes les Puissances représentées, est en France le point de départ de la réglementation de la police de la navigation. Le Délégué Français se refuse à admettre le point IV. Suivant lui le remède aux abus des cabarets flottants ne peut être une disposition douanière. Au reste, maintenant dans les ports de la République les bâtiments du commerce chargés à l'exportation de spiritueux pour l'étranger (ce qui serait le cas actuel, les justifications au retour étant nulles) ne paient plus aucun droit et jouissent même de l'exonération des droits de régie et d'octroi. Le no. 1 du point IV est donc jugé inadmissible par M. Mancel qui repousse également le no. 2 croyant que la législation de son pays ne peut se prêter au système préconisé, c'est-à-dire aux cautions spéciales. Il repousse principalement la classification des bâtiments en suspects et non suspects. Un capitaine sera ou innocent ou coupable d'avoir vendu illégalement des spiritueux; il serait possible en cas de récidive d'adopter une échelle de peines plus élevées, mais on ne peut admettre la suspicion d'un trafic mauvais.

M. Verkerk Pistorius répond qu'il ne s'agit pas de modifier les lois de douane mais uniquement de prendre des mesures de police seulement applicables aux bateaux condamnés et à ceux d'une construction suspecte. Il propose de modifier la rédaction dans ce sens.

M. Orban fait remarquer que M. Mancel semble repousser toutes les mesures proposées sans indiquer aucun autre moyen pour donner sanction à la résolution adoptée.

En réponse à l'objection que vient de lui faire M. le Délégué de la Belgique, M. Mancel qui est l'un des rédacteurs du protocole signé à la Haye le 29 Octobre 1881 déclare, que d'accord avec la majorité de ses collègues, il a bien admis dès le premier jour de la réunion actuelle, que le trafic de spiritueux exercé par les cabarets flottants engendrait des abus et qu'il était indispensable de les prévenir, mais il doute qu'il lui soit possible de s'avancer autant que la majeure partie des Délégués qui veulent empêcher tout trafic de spiritueux dans la Mer du Nord (partie commune). Il va y avoir de ce chef entrave complète à la liberté du commerce et de l'industrie, présomption arrêtée à l'avance, avant commencement d'exécution d'un délit punissable. Si l'abus et non le métier en lui-même avait été reconnu fâcheux et mauvais, M. Mancel qui repousse les mesures de douane à prendre à terre et ne désire nullement augmenter encore les droits très étendus reconnus aux bâtiments croiseurs à l'égard des bateaux de pêche par la Convention de 1882, aurait proposé à la Commission d'étudier la possibilité d'appliquer en mer, aux cabarets flottants, dans la limite du possible, les lois qui réglementent chez les diverses puissances représentées les cafés, cabarets et débits de boissons à consommer sur place*). Des permis spéciaux semblaient pouvoir être accordés à des gens offrant les garanties nécessaires. Les croiseurs de guerre se

*) 17 Juillet 1880. Loi sur les cafés, cabarets et débits de boisson (Journal officiel de la République Française du 18 Juillet 1880).

seraient fait représenter ces licences et auraient pu prévenir les abus et au besoin réunir les éléments nécessaires aux poursuites. Mais en présence des idées qui paraissent être bien arrêtées dans l'esprit de tous ses collègues, à l'exception des Délégués d'Allemagne, M. Mancel n'insiste pas sur cette question de permis ou licences dont il vient d'entretenir incidemment la Commission, sous sa responsabilité personnelle, sans préjuger aucunement les vues de son gouvernement à cet égard.

Le Président croit devoir faire observer à M. Mancel ce qu'il a déjà objecté à M. le premier Délégué de l'Allemagne quant aux concessions à accorder, qu'il ne peut être question de licences pour le débit des spiritueux en mer, la majorité de la Conférence ayant adopté l'interdiction de ce débit.

M. Kennedy dit que les Délégués Britanniques étaient d'avis, qu'après l'approbation de la défense de la vente de spiritueux en pleine mer, il y aurait eu moyen de trouver une rédaction satisfaisante pour l'exécution d'une telle mesure; mais en vue des graves difficultés, qui se présentent au sujet du point IV il leur semble préférable, que ce point soit retiré. A leur avis il n'entre pas dans le but de cette Conférence d'apporter des changements aux législations douanières des différents pays.

M. Verkerk Pistorius fait observer qu'il existe plus d'accord entre les Délégués qu'il ne paraît. On fait des objections contre le mot suspect, il est convenu qu'on n'en parlera plus. M. Mancel ne désire pas entendre parler de mesures douanières, il ne s'agira que de mesures de police.

M. le Président dit qu'en effet la divergence d'opinion n'est pas si grande qu'il le semble. M. Kennedy ne désire pas modifier les lois douanières, il s'agit de trouver un autre moyen.

M. Trevor développe la pensée de son collègue. Ce n'est qu'après les déclarations de M. M. les Délégués de l'Allemagne, de la Belgique et de la France que les Délégués Britanniques ont fait la proposition d'abandonner le point IV, en laissant à chaque pays le soin de prendre à ce sujet les mesures qui lui sembleront convenables.

M. le Président dit que ses collègues et lui, quoique disposés à la rigueur à renoncer au point IV, verraient avec regret omettre une mesure, qui leur paraît des plus efficaces pour atteindre le but de la Conférence. Sans l'adoption de cette mesure on n'aura fait qu'un demi-pas, qu'un travail incomplet.

M. Verkerk Pistorius donne lecture du passage suivant d'un rapport sur l'application des mesures douanières en Angleterre, communiqué officiellement en 1884 au Gouvernement des Pays-Bas.

»In consequence of the representations made to them as regards the importance of dealing with the coopering question, the Commissioners (of Customs) have recently expressed their willingness to depart from their usual practice to the extent of requiring certificates of landing, or failing the production of these, of enforcing the bonds given in respect of spirits exported by vessels with regard to which they have reasonable ground for suspecting that they are engaged in coopering.«

C'est sur cette déclaration de l'administration des douanes anglaises, qu'elle était prête à dévier de sa pratique usuelle, que le point IV de la note néerlandaise a été basé.

M. Trevor ne doute pas que l'administration des douanes en Angleterre continuera d'agir dans le sens que M. Pistorius vient d'indiquer, mais il pense qu'un règlement de cette nature est une affaire qui ne regarde que l'administration intérieure de chaque pays.

M. Orban propose d'abandonner le n^o. 1 du IV^{ème} point; quant au n^o. 2, il pourrait peut-être devenir l'objet d'une rédaction, qui établirait l'accord entre les différentes opinions.

M. Kennedy croit qu'à la suite de ces nouveaux éclaircissements la Conférence pourra adopter le renvoi à la commission de rédaction.

M. Weymann est d'avis qu'il s'agit d'une question non de forme, mais de fond.

M. le Président dit que la différence d'opinions n'est pas si grande entre M.M. les Délégués de l'Angleterre, de la Belgique et de l'Allemagne; il désire faire nommer une commission de rédaction qui tâchera de trouver une solution satisfaisante.

M. Mancel émet l'avis qu'il n'est pas possible de clore la discussion générale puisqu'on n'a pas encore abordé le point V, qui offre une grande importance.

M. Orban fait observer qu'il résulte des déclarations de M.M. les Délégués de l'Allemagne et des Pays-Bas, que le point V ne sera pas applicable dans ces deux pays, vu que les pêcheurs n'y jouissent pas de franchise pour leurs provisions de spiritueux.

M. Mancel désire voir fixer la quantité maximum des spiritueux pouvant être embarqués par les bateaux pêcheurs; il suffirait pour cela de retrancher la première partie du n^o. V.

M. Verkerk Pistorius dit que fixer un maximum de spiritueux pour les pêcheurs Hollandais est une mesure qui n'est pas nécessaire, à cause de l'impôt élevé qui les empêche de prendre de grandes provisions et que le contrôle de cette disposition offrirait beaucoup de difficultés.

Sur la remarque de M. Orban, qui demande pourquoi on désire fixer un maximum pour les pêcheurs Belges, tandis que MM. les Délégués des Pays-Bas se refusent d'introduire chez eux la même disposition, M. Verkerk Pistorius réplique qu'en Belgique on fixe le maximum pour que les pêcheurs ne prennent pas à bord une quantité trop grande de spiritueux non imposée, tandis que dans les Pays-Bas on atteint le même but en faisant payer aux pêcheurs un impôt très-élevé.

M. Mancel aborde l'examen de l'article V, en exprimant le vif regret que M.M. les Délégués Néerlandais ne puissent pas admettre la 2^{me} partie de ce point »il faudrait fixer le maximum de la quantité de spiritueux à embarquer « sans le préliminaire »pour autant que les bateaux jouissent d'une exemption des taxes sur les spiritueux«. Par ce fait, l'avitaillement en spiritueux des marins, se livrant à la pêche loin de chez eux, continuera à ne pas être réglementé par un accord interna-

tional puisque les puissances représentées ne peuvent admettre qu'un texte s'appliquant à tous indistinctement.

Le rationnement des boissons alcooliques laissées à la disposition des pêcheurs a toujours paru à M. Mancel le meilleur préservatif contre l'ivrognerie des gens de mer. Il croit inutile d'insister de nouveau à cet égard, se bornant à prier ses collègues de se reporter aux renseignements qu'il a déjà donnés dans cette même salle lors de la Conférence des pêche-ries, le 14 Octobre 1881.

D'un autre côté il ne faut pas perdre de vue, que si les pêcheurs sont munis au départ et sans avoir eu de droits à payer des quantités de spiritueux jugées nécessaires pour la durée de leur absence du port, ils ne songeront pas à s'en procurer en mer, et à des prix fort élevés. S'il était possible de tomber d'accord sur ce point, M. Mancel est persuadé que faite d'acheteurs, les cabarets flottants ne se rendraient plus sur les lieux de pêche et les armateurs anglais, dont M. Higgin a réuni les dépositions, n'auraient plus à se plaindre de ventes de poisson ou de trocs d'engins de pêche à leur détriment.

M. Bruun dit que le Gouvernement du Danemark désire faire aussi peu de changements que possible dans ses règlements de douane et de police, mais que pour arriver à faire disparaître les cabarets flottants, il est prêt à agir de concert avec les autres puissances contractantes. Toutefois M. Bruun est d'avis que le point pratique de l'exécution des mesures législatives doit être la surveillance des croiseurs. Il propose donc au Président de retirer le point IV du programme.

M. Trevor se demande, s'il est à désirer qu'on fixe le maximum de spiritueux qu'on peut embarquer à bord des bateaux pêcheurs. A son avis cela serait au préjudice des intérêts de la sobriété; car à bord des bateaux où il y aurait des pêcheurs qui s'abstiennent entièrement des boissons enivrantes, les autres hommes de l'équipage auraient les moyens de s'enivrer, en buvant ce qui était embarqué pour leurs camarades.

M. Weymann n'a pas d'objection à retirer le point IV, mais il demande alors ce qu'il restera de la convention. Il n'y aura que l'action des croiseurs, dont le nombre dans la Mer du Nord doit nécessairement être reparté très inégalement entre les différentes nations.

Le cours des discussions ayant démontré qu'il n'a pas pu être établi une entente suffisante sur les points IV et V, ce dernier point est retiré du programme, tandis que sur la proposition de M. Verkerk Pistorius, la discussion du IV^{me} point est renvoyée à une séance plénière ultérieure.

La Conférence adopte en principe le point VI, et décide d'en laisser l'élaboration à la Commission de rédaction.

M. Trevor désire présenter au nom de la Délégation Anglaise les observations suivantes sur le point VI. L'article ou les articles que la Conférence propose d'adopter, se trouvant déjà dans la convention de 1882 (voir les articles 84 et 86), aucune objection de la part des Délégués Britanniques signataires de la dite convention ne peut être soulevée puisque ces articles s'ils sont votés dans la Conférence actuelle confirmeront les prin-

cipes admis en 1882. En même temps il semble désirable d'en préciser la bonne interprétation. L'objet des articles relatés ci-dessus est de prévoir l'exécution des dispositions pénales de la nouvelle Convention qu'on a l'intention d'arrêter maintenant, en confiant à l'État le devoir de faire poursuivre les malfaiteurs que doit frapper la convention. Mais on peut concevoir qu'une accusation sans fondement suffisant puisse être portée contre un individu quelconque, et il serait fâcheux qu'il résultât de cet article qu'on pût être exposé aux inconvénients et aux frais qu'entraîne la nécessité de se défendre, s'il n'y a pas lieu.

Les Délégués de la Grande Bretagne croient donc qu'il demeure bien entendu que l'article ci-dessus laisse au Gouvernement dans tous les cas où il ne peut obtenir d'une autre source des preuves fortifiant l'imputation, la faculté de décider si l'accusation se trouve appuyée par un témoignage suffisant pour autoriser la mise en cause de l'accusé. Ils demandent que cette déclaration soit insérée dans le procès-verbal.

Le Président fait observer que le principe posé par M. le Délégué de la Grande Bretagne est un principe généralement admis, qui ne se rapporte ni à la convention de 1882, ni à la présente.

M. Weymann trouve que la déclaration de M. Trevor ne se rattache pas à l'objet de la discussion.

Il est convenu que la déclaration de M. Trevor sera actée au procès-verbal.

Avant que la discussion générale ne soit close et alors que les propositions renfermées dans le programme du gouvernement Néerlandais viennent d'être examinées par la Conférence internationale, M. Mancel insiste au près de ses collègues pour que la convention en projet contienne un article interdisant en termes formels aux pêcheurs de la Mer du Nord de toutes les nations représentées, de faire en mer aucun acte de commerce et notamment tout achat ou tentative d'achat de poisson non pêché par eux, ainsi que tout échange de poisson contre des liqueurs fortes ou autres espèces de marchandises.

En ce qui concerne les marins étrangers M. Mancel appelle l'attention sur l'article 43 de l'acte relatif aux encouragements des pêcheurs anglais, de la 26ième année du règne de George III, chapitre XLV, rappelant celui de George I et de George II: il était défendu aux pêcheurs anglais, sous peine de 100 £ d'amende de vendre les produits de leur pêche à des étrangers. Dans le royaume des Pays-Bas, depuis un certain nombre d'années les pêcheurs ne sont plus obligés de se conformer à aucune loi spéciale. Ce n'est donc que pour mémoire que M. Mancel cite l'article 25 de la Loi du 12 Mars 1818 et l'art. 89 du Règlement du 5 Juin 1827 qui établissait en termes formels que les patrons et équipages des chasseurs ou pêcheurs de harengs ne pourront vendre à ou à la mer aucun objet de pêche, ni les échanger, ni les donner, ni faire commerce de harengs, de boissons fortes ou de quoi que ce soit dans quelque lieu que ce soit, ni prendre ou permettre de prendre des marchandises En Belgique le règlement sur la Pêche du 27 Février 1840 (art. 5) défendait d'acheter ou d'échanger du

poisson en mer. La loi du 25 Février 1842 après avoir déterminé (art. 5) les approvisionnements que pouvaient avoir les bateaux de pêche déclarait formellement (art. 9) que les pêcheurs Belges ne pouvaient faire aucun commerce avec leurs bateaux.

En France enfin et pour des causes diverses étrangères à la question actuelle, nos pêcheurs ont été pendant trop longtemps, atteints de ce que nous avons pu appeler la maladie des achats. Depuis l'arrêt du Conseil d'Etat du 24 Mars 1867 jusqu'à nos jours bien des ordonnances, des décrets, des règlements sont venus lutter contre ces achats et trocs si nuisibles aux armateurs et aux gens de mer eux-mêmes.

Mais M. Mancel peut affirmer que principalement depuis le commencement de 1852, les achats de poisson en mer ont complètement cessé et si le Délégué de la France insiste particulièrement et demande de défendre internationalement le commerce aux pêcheurs c'est qu'il est persuadé que c'est uniquement grâce aux dispositions légales françaises que beaucoup de bateaux de pêche ne se sont pas, une fois au large, transformés en cabarets flottants, ne conservant plus à bord le chalût ou les tessures de filets dérivants, que comme un objet de parade masquant un trafic condamnable.

M. Trevor fait observer que l'acte de George III sur lequel M. Mancel a appelé l'attention de la Conférence est tout-à-fait abrogé.

Il est décidé que la proposition de M. Mancel sera examinée en Commission de rédaction, vu qu'elle se rattache au point II du programme.

La Conférence décide que la commission de rédaction sera composée d'un membre de chaque Délévation.

Le premier Délégué de l'Allemagne se référant à sa déclaration, con-signée au procès-verbal de la première séance, exprime le doute si son Collègue et lui pourront faire partie de la commission de rédaction.

La Commission de rédaction se réunira Mercredi le 16 Juin à 10 heures et $\frac{1}{2}$.

La séance est levée à 3 heures et $\frac{1}{2}$ et la réunion plénière ajournée à une date à fixer ultérieurement.

Le Président,
E. N. Rahusen.

Les Secrétaires,
E. R. van Welderen Rongers.
H. C. J. Testa.

Quatrième Séance.

Jeu-di, 17 Juin 1886.

La séance est ouverte à 10 heures et $\frac{1}{2}$.

Sont présents M.M. les Délégués qui assistaient à la première séance.

Le Président ouvre la discussion sur le projet de convention présenté par la commission de rédaction.

Ce projet de convention ainsi que le projet arrêté provisoirement dans la présente séance, sont annexés à ce procès-verbal.

Article 1.

Un échange de vues a lieu entre M.M. les Délégués sur la nécessité de définir les sujets auxquels la convention sera applicable.

La Conférence adopte le principe de l'application de la convention à toute personne se trouvant à bord d'un navire ou bâtiment d'une des Puissances contractantes, et estime qu'une simple application aux nationaux conformément à l'art. 1 de la convention de 1882 ne suffirait pas pour atteindre le but que se propose la Conférence.

Après discussion il demeure entendu que la dénomination de navire ou autre bâtiment comprend toute embarcation, de quelle nature que ce soit.

Article 2.

M.M. les Délégués des Pays-Bas proposent de défendre non seulement la vente, mais également l'achat. A leur avis la vente est un contrat bilatéral, auquel l'acheteur participe tout aussi bien que le vendeur. La convention perdrait beaucoup de son efficacité, si elle se contentait d'appliquer la défense au vendeur.

M. le Délégué de la Belgique dit que le vendeur est beaucoup plus coupable que l'acheteur, vu que le premier joue le rôle d'un tentateur, tandis que le pécheur agit souvent d'une manière inconsciente et ne commet qu'une action qui n'est pas absolument reprehensible par elle-même, surtout s'il paye les spiritueux en argent. M. Orban cite divers exemples où la loi frappe l'auteur du mal et n'atteint pas celui sans le concours duquel le fait délictueux n'aurait pu s'accomplir.

M. Buys fait observer que dans les Pays-Bas la loi sur la vente des boissons spiritueuses ne frappe pas exclusivement le vendeur mais dans certains cas aussi l'acheteur. D'ailleurs il pourrait y avoir différence dans les peines à appliquer dans les deux cas.

M. Trevor dit que la question soulevée est entièrement nouvelle, qu'on l'aborde pour la première fois et qu'elle n'est pas formulée dans le programme Neerlandais. En conséquence les Délégués Anglais se trouvent sans instructions mais, jusqu'à plus ample examen, ils inclinent à partager les vues de M. le Délégué de la Belgique. La Conférence doit avoir le temps de réfléchir avant de prendre une décision à cet égard.

M.M. Weymann et Pistorius démontrent la nécessité pour les Anglais qui disent n'avoir guère une grande part dans le trafic des cabarets flottants, mais dont les nationaux commettent des abus de boissons, de punir les acheteurs, s'ils désirent mettre radicalement un terme au mal dont ils se plaignent.

M. Mancel croit qu'en punissant l'acheteur, on fera disparaître le vendeur, tandis que M. Trevor voudrait faire cesser l'achat en interdisant la vente.

Le Président constate qu'il n'y pas point l'unanimité requise pour prendre une résolution et sur la proposition de M.M. les Délégués de la Grande Bretagne il est convenu de réserver la question à une séance ultérieure.

M. Mancel ayant réitéré son désir de proscrire dans la convention tout commerce aux pêcheurs, le Délégué de la Belgique, M. Orban, s'exprime comme suit :

M. Mancel insiste comme en témoigne le procès-verbal de la troisième séance pour que la convention à intervenir interdise en termes formels aux pêcheurs de faire aucun acte de commerce et notamment aucun échange de poisson contre des liqueurs fortes.

Or le projet de convention érige en délit le fait de vendre aux pêcheurs des liqueurs fortes et en délit plus grave le fait d'échanger des liqueurs fortes contre du poisson.

C'est bien, je pense, répondre au désir de M. Mancel.

Comment le Délégué de la France qui supplie instamment la Conférence d'aller plus loin, de punir même le pêcheur le plus souvent complice inconscient de l'acte qu'il s'agit d'ériger en délit, pourrait-il refuser de signer le projet qui lui donne satisfaction en partie?

M. Mancel demande de défendre internationalement le commerce aux pêcheurs et il hésite devant un acte qui serait un acheminement vers ce qu'il réclame.

Il reconnaît que son gouvernement a pris depuis longtemps des règlements en vue de sauvegarder les intérêts des armateurs à la pêche; on propose une convention qui, outre son but moral, la guerre à l'ivrognerie, doit diminuer les tentations auxquelles les pêcheurs succombent trop souvent et il semble ne pas vouloir coopérer à une convention semblable! D'une part il nous dit que c'est uniquement grâce aux lois françaises que beaucoup de bateaux de pêche ne se transforment pas en cabarets flottants et d'autre part, délégué de ce même gouvernement, qui n'a pas hésité à sévir contre ses propres pêcheurs quand c'était nécessaire, il ne veut pas d'une mesure qui atteindrait les vrais coupables, lesquels du reste ne sont pas des Français, puisque la France, c'est M. Mancel qui l'a déclaré à plusieurs reprises, n'a pas de cabarets flottants.

Le Délégué de la France déclare qu'il ne saisit pas la portée et le but des remarques que M. le Délégué de la Belgique vient de faire :

En ce qui le concerne personnellement, M. Mancel fait observer à M. Orban qu'il n'a jamais refusé de signer le projet en discussion, que sa présence indique qu'il ne se refuse pas à coopérer à cet acte et qu'il n'a aucune hésitation sur ce qu'il est de son devoir de faire. Écho fidèle des vues du Gouvernement de la République, M. Mancel n'a rien à modifier dans les considérations présentées antérieurement par lui.

En émettant des avis divergentes, alors qu'il parlait du trafic des bâtiments du commerce et lorsqu'il avait à s'occuper des bateaux de pêche, il a suivi la distinction très nettement établie à cet égard par les lois françaises depuis plusieurs siècles. Ce qui est vrai et juste pour les uns peut fort bien être inexact ou mauvais pour les autres.

M. Orban croit devoir se borner à faire remarquer que si les discussions antérieures avaient pu lui donner lieu de croire que M. Mancel repoussait les mesures de répression pénale proposées contre le vendeur, il est heureux de constater qu'il s'est trompé.

M. Mancel ne voit pas l'utilité d'insister davantage et pense que ses collègues se rendront à son avis s'il demande à M. le Président de clore l'incident soulevé par M. le Délégué de la Belgique.

Accédant à ce désir, M. le Président propose à la Conférence de continuer son ordre du jour.

M. Mancel rappelle que dans la précédente séance plénière et hier encore dans la commission de rédaction plusieurs Délégués ont invoqué les discussions et les textes conventionnels arrêtés à Paris en 1882—1883, dans la Conférence internationale pour la protection des câbles sous-marins.

A propos de la résolution proposée, d'interdire la vente des boissons spiritueuses dans des cas donnés, le Délégué de la France croit devoir également appeler l'attention de ses collègues sur les opinions émises par les représentants de divers gouvernements dans la Conférence Africaine de Décembre 1884 à Berlin.

On peut trouver, dans le recueil des travaux de cette réunion diplomatique, d'utiles indications sur les difficultés de concilier les intérêts légitimes du commerce avec la prohibition de la vente des boissons spiritueuses.

M. Kennedy croit devoir faire observer qu'à son avis le but de la Conférence relative au Congo était absolument différent de celui de la Conférence actuelle. Dans le premier cas on désirait régler et donner de l'extension au commerce, tandis qu'à présent nous cherchons à prohiber le trafic des spiritueux dans la Mer du Nord. Même les propositions limitées qui ne vont pas aussi loin que la prohibition visent la restriction et nullement l'extension du trafic.

Il ne nous appartient pas en ce moment d'aborder des questions qui ont été soulevées à la Conférence de Berlin. Nous cherchons à mettre fin à un certain trafic, et pour cette raison M. Kennedy désire que nous ne parlions pas de la Conférence du Congo.

Article 3.

Le Président propose au nom des Délégués des Pays-Bas de poser le principe, qu'en cas de récidive de contravention à l'article 2, le bateau délinquant et son inventaire ainsi que les spiritueux puissent être confisqués. Rien à leur avis ne serait plus efficace pour réprimer le délit.

Cette proposition est combattue par MM. les Délégués de la Belgique et de la France, qui estiment la confiscation du bateau une peine exorbitante par rapport à la gravité du délit, tandis que celle des spiritueux serait une mesure impraticable. M. Mancel ajoute que l'introduction de la peine de la confiscation dans la convention serait probablement un obstacle à l'adhésion de son Gouvernement aux prescriptions formulées dans le travail en cours.

M. Trevor fait observer que l'article 23 de la convention du 6 Mai 1882 interdit l'emploi du »devil«, sans stipuler, que cet instrument serait confisqué. Mais la loi anglaise a non seulement imposé une peine contre l'emploi, mais elle a aussi édicté que l'instrument pourrait être confisqué. La question de la forfaiture a donc été laissée à la législation de chaque pays sans que la convention statuât à cet égard.

Le Président constate que la Conférence n'est pas unanime sur le principe de la confiscation et que par conséquent, il n'en sera pas fait mention dans la convention projetée.

Article 4.

M. Weymann fait observer que, si la Conférence se décide à punir non-seulement le vendeur, mais encore l'acheteur, il y aura dans beaucoup de cas deux navires différents impliqués dans chaque infraction, et qu'alors la rédaction proposée sera insuffisante.

Le Président répond que si le point réservé est décidé en sens affirmatif, il y aura deux délits et deux poursuites. La rédaction proposée paraît donc correcte.

La Conférence adopte le terme »bâtiment inculpé« au lieu de »bâtiment à bord duquel l'infraction a été commise«.

Il demeure entendu, que le mot »bâtiment« dans cet article a la même signification que les mots »navire ou bâtiment« dans l'article 1.

Article 5.

Adopté sans discussion.

Sur la proposition de M. Weymann il est convenu, d'ajouter à cet article comme deuxième alinéa, le premier alinéa de l'article 6, lequel rentre dans l'objet de l'article 5.

Article 6.

Le Président donne la parole au Délégué de la France, qui désire développer ses vues sur le droit à attribuer aux croiseurs.

Dans la séance de vendredi 11 Juin, dit M. Mancel, M.M. les Délégués de l'Angleterre et de la Belgique ont proposé à la Conférence de régler les droits des croiseurs chargés d'empêcher le débit des spiritueux dans la Mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, au moyen des prescriptions contenues dans l'article 10 du projet de convention pour la protection des câbles sous-marins arrêté à Paris le 26 Octobre 1888. La majorité des Délégués des puissances représentées a décidé l'impression du texte en question et le renvoi à la commission de rédaction du soin d'adapter au travail actuel les principes qu'il contient.

A ce moment les Délégués de l'Allemagne et de la France se sont élevés contre le droit de visite à conférer à des croiseurs étrangers pour enquêter sur des faits et des actes se passant sur des bâtiments du com-

merces allemand ou français. M. Mancel ayant de nouveau l'honneur d'avoir pour collègues presque tous les signataires du projet de convention sur la police de la pêche arrêté à La Haye le 29 Octobre 1881, croit devoir exprimer toute sa pensée, sur cette très importante question, qui n'est pas une question de susceptibilité nationale, comme le disait dans la 1^{re} Conférence M. le président Rahusen, mais bien, au point de vue du droit international maritime, une matière délicate se rattachant intimement au libre exercice de la souveraineté de chaque nation.

En se reportant au procès-verbal de la séance du 12 Octobre 1881, M.M. les Délégués se rendront facilement compte de la manière de voir du gouvernement français à ce sujet.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que si, après le dépôt de la proposition transactionnelle faite par M. le premier Délégué de la Grande Bretagne, dans la séance du 19 8^{bre} 1881, les rédacteurs de la Convention du 6 Mai 1882 sont parvenus à organiser une surveillance internationale efficace (articles 28 à 30 inclus) c'est qu'il ne s'agissait que de relever et d'apprécier des infractions commises par des bateaux de pêche et pour des faits bien déterminés se rapportant aux opérations de pêche. Cette considération importante n'a pas échappé à l'attention des Commissaires de la Convention des Câbles.

Eux aussi, guidés par le désir d'assurer une bonne protection aux voies de communication rapide de la pensée ont cherché un moyen terme, tout en repoussant ce qui, dans la première proposition de M. le 1^{er} Délégué de la Grande Bretagne paraissait inférer un droit de visite trop absolu.

En relisant les procès-verbaux de la Commission des Câbles on peut se convaincre que les vues de la majorité des Délégués réunis à Paris sont bien les mêmes que celles exprimées dans cette même salle en 1881, par M. l'amiral Bigrel et celui qui parle en ce moment.

Dans le rapport déposé sur le bureau de la Chambre des députés (séance du 7 Juillet 1884) au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant approbation de la convention pour la protection des câbles sous-marins Mr. Arthur Leroy, rapporteur, a pris grand soin de faire observer*) que si l'art. 10 admettait pour les commandants des navires de guerre ou des bâtiments spécialement commissionnés à cet effet le droit de vérifier la nationalité des navires soupçonnés d'une infraction à la convention, la Conférence n'avait pas maintenu, «au profit des mêmes officiers, pour relever les preuves des infractions, un droit de visite ou de recherche qui a soulevé de sérieuses difficultés.»

En dehors des eaux territoriales, le droit d'enquête du pavillon ne peut pas être mis en doute. Le bâtiment de guerre a aussi et peut vouloir exercer le droit d'arraisonner, de faire raisonner autrement dit, un navire de commerce.

*) Documents parlementaires, p. 1317 (Journal Officiel de la République Française, n°. 350, 21 Décembre 1884).

Le droit de visite réciproque issu de la convention entre la France et la Grande Bretagne de Mai 1814, a heureusement disparu des traités internationaux actuels. C'est ce droit qui avait suscité en France sous le règne de Louis Philippe, tant de justes critiques dans nos chambres législatives.

Il ne reste donc de discutable que le droit de vérification de la nationalité des navires suspects. C'est à ce droit qu'il faut certainement rattacher les règles contenues dans l'art. 10 de la convention des câbles.

C'est également à lui que M. Mancel estime qu'il est possible de recourir pour régler la visite des bâtiments du commerce qui se livrent au commerce des spiritueux en Mer du Nord. Mais comme malgré la prudence qui, sans aucun doute, sera apportée à cette vérification spéciale et en raison de ce que les croiseurs ne sont pas toujours commandés par des officiers, afin d'éviter toute cause de mésintelligence, le Délégué de la France croit qu'il serait bon d'introduire dans la convention nouvelle un article reproduisant les instructions par les quelles en 1859, la France et la Grande Bretagne ont réglé le mode de vérification qu'elles voulaient appliquer, d'une manière identique.

M. Mancel propose donc qu'après avoir accorder aux croiseurs la surveillance internationale restreinte, la commission inscrive les clauses suivantes dans l'acte en préparation :

Lorsque les officiers commandant les bâtiments croiseurs ou les bâtiments spécialement commissionnés à cet effet de l'une des Hautes Parties contractantes auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente Convention a été commise par un bâtiment du commerce mouillé ou naviguant dans la partie commune de la mer du Nord, ils devront, à moins qu'il ne s'agit d'un de leurs nationaux, se conformer, dans leur enquête, aux prescriptions suivantes :

1°. Une embarcation pourra être envoyée à bord du navire suspect, après qu'on l'aura hélé, pour lui donner avis de cette intention. La vérification consistera dans l'examen des papiers constatant la nationalité du navire. Rien ne pourra être réclamé de plus que la présentation de ces pièces.

2. Toute enquête sur la nature du chargement, sur les opérations commerciales du dit navire, sur un autre fait, en un mot, que sa nationalité, toute recherche, toute visite est absolument interdite.

3. L'officier chargé de cette vérification devra procéder avec tous les égards et tous les ménagements possibles. Il devra quitter le navire dès que sa vérification aura été effectuée, et offrir de noter sur les papiers du bord le fait, les circonstances de la vérification et les raisons qui l'auront déterminé à la faire.

4. Hors le cas de légitime suspicion de fraude, il ne devra, d'ailleurs, jamais être nécessaire que le commandant d'un bâtiment croiseur étranger ait à monter ou à envoyer à bord d'un navire marchand, tant sont nombreux les indices qui, abstraction faite des couleurs, révèlent à l'oeil exercé d'un marin la nationalité du navire.

5. En toute hypothèse, il est bien entendu que le capitaine du ba-

timent croiseur qui se décide à monter ou à envoyer à bord d'un navire du commerce, le fait toujours à ses propres risques et périls et demeure responsable de toutes les conséquences de son acte.

6. Le commandant d'un bâtiment croiseur qui aura recours à cette mesure devra, dans tous les cas, en faire l'objet d'un rapport à son gouvernement et l'informer des motifs évidents qui l'ont fait agir. Communication de ce rapport et des motifs qui ont provoqué cette constatation sera officiellement donnée au gouvernement auquel appartiendra le navire qui aura été soumis à la vérification de son pavillon.

7. Toutes les fois que celle-ci ne sera pas justifiée par des raisons suffisantes, ou n'aura pas été faite d'une manière convenable, il y aura lieu à indemnité.

En terminant et après s'être excusé auprès de ses collègues d'avoir été contraint de parler si longuement sur cette question, M. Mancel prie M. M. les Délégués de ne pas consentir à une nouvelle mise en vigueur d'un droit de visite réciproque, même mitigé. D'ailleurs en raison des intérêts engagés, les puissances riveraines de la Mer du Nord n'ont pas le même nombre de croiseurs dans les eaux communes. Sans doute le trafic qui se fait à bord des cabarets flottants mérite la réprobation, mais est-il prudent, pour empêcher un mal qui n'a pour théâtre qu'un très petit nombre de navires, tout le monde le reconnaît, de donner aux navires croiseurs ou bâtiments commissionnés d'Allemagne, de Belgique, du Danemark, de la France, de la Grande Bretagne et des Pays-Bas, un droit permanent et conventionnel de contrôle et de visite sur tous les bâtiments du commerce qui dorénavant traverseront la Mer du Nord.

Le Président propose de constater, qu'en adoptant le principe de l'article 26 de la convention du 6 Mai 1882, la surveillance devra être exercée par les bâtiments de la marine militaire des Puissances contractantes, ou des bâtiments commissionnés. Cette surveillance ne devra pas être confiée à tout navire de guerre, mais à quelques navires, spécialement affectés à ce service. C'est le principe qui a prévalu lors de la Conférence de 1881.

M. Urban fait remarquer que dans la convention des câbles, tous les bâtiments de guerre sont chargés de la surveillance. Il ne verrait pas d'inconvénient d'adopter ici le même principe. D'un autre côté lors de la Conférence de 1881 on a été d'avis que la police de la pêche devait être exercée selon les règles posées depuis dans les articles 28 et suivants de la convention de 1882, qui donnent aux croiseurs le droit de conduire un bateau de pêche dans un port de sa nation.

M. le Président ne peut admettre l'argument tiré de la Convention des câbles, parce que cette Convention a un champ d'exécution qui s'étend sur toutes les mers du globe, tandis que que nous n'avons à nous occuper ici que de la Mer du Nord.

M. Kennedy est d'avis que le meilleur moyen de surveillance serait de confier aux croiseurs les mêmes pouvoirs à l'égard des cabarets flottants que ceux qui ont été inscrits dans la Convention du 6 Mai 1882 à l'égard des bateaux de pêche; il ne voit aucune raison de craindre que

les pouvoirs conférés aux commandants de croiseurs donnent lieu à des abus.

Cette disposition aiderait beaucoup à obtenir le résultat que l'on doit espérer de la présente convention. Si toutefois la Conférence n'était pas disposée à accepter les dispositions du traité de 1882, qui visait spécialement les pêcheurs dans la mer du Nord, il serait en premier lieu d'avis d'adopter le principe conciliant inséré dans la convention de Paris de 1884, pour la protection des câbles sous-marins.

Mais dans le but de contribuer autant que possible à la répression du mal, il désire soumettre à l'attention sérieuse de la Conférence le grand avantage qu'il y aurait d'attribuer aux commandants des croiseurs le pouvoir de conduire dans des cas graves les cabarets flottants à un port de sa nation, conformément à l'article 30, al. 3, de la convention du 6 Mai 1882.

La Conférence adopte le principe que la surveillance sera exercée conformément à l'article 26 de la convention du 6 Mai 1882, avec un nombre de croiseurs limité, dont les noms seront communiqués par les Puissances contractantes; puis elle admet que l'intervention des croiseurs sera réglée suivant l'article 10 de la convention de Paris du 14 Mars 1884.

La question du pouvoir à accorder aux croiseurs, dont a parlé M. Kennedy, est réservée à la prochaine séance.

Il est bien entendu néanmoins que, par «cas graves», la Conférence ne comprend pas de simples contraventions à l'article 2, mais des désordres sérieux.

La séance est levée à 4 heures et ajournée au lendemain à 10 heures et $\frac{1}{2}$.

Le Président,
E. N. Rakusen.

Les Secrétaires,
E. R. van Welderen Rengers.
H. C. J. Testa.

Annexe.

Projet de Convention présenté par
la commission de rédaction.

Art. 1.

(Concernant les sujets auxquels cette
Convention sera applicable)

est réservé.

Projet de Convention, arrêté provisoirement en séance plénière du
17 Juin.

Art. 1.

Les dispositions de la présente convention, qui a pour objet de mettre fin au débit de spiritueux dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, et dans les limites fixées par l'article 4 de la convention de la Haye, du 6 Mai 1882 sur la police de la pêche, sont applicables à

Art. 2.

Il est interdit de vendre des boissons spiritueuses aux personnes qui se trouvent à bord de bateaux de pêche ou qui appartiennent à ces bateaux; il est également défendu d'échanger contre des produits de la pêche, des objets d'armement ou des engins de pêche.

Art. 3.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à proposer à leurs Législatures respectives les mesures nécessaires pour faire punir, soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient à l'art. 2.

Art. 4.

Les tribunaux compétents pour connaître des infractions à l'art. 2 sont ceux du pays auquel appartient le bâtiment à bord duquel l'infraction a été commise (art. 8, al. 1 de la Conv. des câbles).

Art. 5.

La poursuite des infractions aura lieu par l'Etat ou en son nom (art. 9 Conv. des câbles).

Art. 6.

Les infractions pourront être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre ou les bâtiments spécialement commissionnés à

toute personne se trouvant à bord d'un navire ou bâtiment d'une des Hautes Parties Contractantes.

Art. 2.

Conforme.

(Est réservé la défense aux pêcheurs d'acheter des boissons spiritueuses ou de les échanger).

Art. 3.

Conforme.

(Est réservé la punition des pêcheurs qui ont acheté ou échangé des boissons spiritueuses).

Art. 4.

Les tribunaux compétents pour connaître des infractions à l'art. 2 sont ceux des pays auquel appartient le bâtiment inculqué.

Art. 5.

La poursuite des infractions aura lieu par l'Etat ou en son nom.

Les infractions pourront être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Art. 6.

La surveillance sera exercée par des bâtiments de la marine militaire des Hautes Parties Contractantes, en ce qui concerne la Belgique, ces bâtiments pourront être des navires de l'Etat, commandés par des capitaines commissionnés.

cet effet de l'une des Hautes Parties Contractantes auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente convention a été commise par un bâtiment autre qu'un bâtiment de guerre, ils pourront exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité de son bâtiment. Mention sommaire de cette exhibition sera faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux pourront être dressés par les dits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux seront dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier qui les dresse; ils pourront servir de moyen de preuve dans le pays, où ils seront invoqués et suivant la législation de ces pays. Les inculpés et les témoins auront le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croiront utiles; ces déclarations devront être dûment signées (art. 10 conv. des câbles).

Art. 7.

La procédure et le jugement des infractions aux dispositions de la présente convention ont toujours lieu aussi sommairement que les lois et règlements en vigueur le permettent (art. 11 conv. des câbles).

Art. 8.

Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront les lois qui seront rendues dans leurs États, relativement à l'objet de la présente convention (art. 13 conv. des câbles).

Lorsque les officiers commandant ces croiseurs auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente convention a été commise, ils pourront exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles, justifiant de la nationalité de son bâtiment. Mention sommaire de cette exhibition sera faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux pourront être dressés par les dits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment. Ces etc.

(Est réservée la question du droit à conférer aux croiseurs de conduire un bâtiment au port.)

Art. 7.

Conforme.

Art. 8.

Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront les lois qui seront rendues dans leurs États, relativement à l'objet de la présente convention, ainsi que les noms des bâtiments croiseurs, chargés de la surveillance.

Art. 9.

Les États qui n'ont point pris part à la présente convention sont admis à y adhérer, sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement des Pays-Bas, et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires (art. 14 conv. des câbles).

Art. 10.

La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont les Hautes Parties Contractantes conviendront.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à dater de ce jour, et, dans le cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année (art. 16, al. 1 et 2, conv. des câbles).

Art. 11.

La présente convention sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à La Haye, le plus tôt possible, et, au plus tard, dans le délai d'un an (art. 17 conv. des câbles).

Art. 9.

Conforme.

Art. 10.

Conforme.

Art. 11.

Conforme.

Cinquième Séance.

Vendredi, 18 Juin 1886.

La séance est ouverte à 10 heures et $\frac{1}{2}$.

Sont présents M.M. les Délégués qui assistaient à la première séance.

M. le Président met à l'ordre du jour le point IV de la note néerlandaise.

M. Verkerk Pistorius explique les raisons qui lui ont fait substituer la dénomination de mesures de police à celle de mesures douanières. Les mesures dont il s'agit ont pour but d'assurer l'exécution de l'interdiction de la vente de spiritueux et seront généralement appliquées par les autorités douanières. Le même cas se présente lorsqu'il s'agit de

prévenir l'introduction des épizooties, du phylloxéra ou des maladies contagieuses. Il va de soi que là où il n'y a pas de douanes, comme par exemple dans les ports francs de Hambourg et Brême, les mesures destinées à cette fin sont appliquées par la police ou quelqu'autre autorité compétente.

Cependant M. Pistorius reconnaît, après la discussion sur ce point dans la troisième séance, que la différence des lois fiscales dans les divers Etats offre un obstacle aux mesures proposées en tant que celles-ci se rattachent directement au système des douanes. Afin d'obvier à cette difficulté et de fortifier les dispositions pénales dans un sens acceptable pour tous les pays représentés à la Conférence, il propose une stipulation conçue en ces termes ;

»Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à exiger, pour le cas de récidive, une caution équivalente à l'amende, pour l'exportation de spiritueux par un bâtiment dont le propriétaire ou le patron aurait subi une condamnation du chef de contravention aux mesures législatives en question«.

M. Orban ne comprend pas les raisons pour lesquelles on veut établir ici une peine supplémentaire, tandis que dans tous les pays la récidive en elle-même aggrave déjà la peine. Il demande sur quelle base juridique les Délégués des Pays-Bas ont fondé une proposition qui aurait pour conséquence une peine administrative, s'ajoutant à la peine légale.

M. Verkerk Pistorius est convaincu qu'en cherchant dans les lois des différents pays on trouvera des exemples que des mesures de police sont renforcées par des cautions. La Conférence ayant supprimé le droit de visite des croiseurs et les gains du trafic à interdire étant très élevés, il croit que des mesures préventives sont d'autant plus nécessaires pour l'efficacité de l'exécution de la convention. La garantie de l'amende n'est pas suffisante; les pêcheurs vivant au jour le jour, il sera souvent difficile d'obtenir le paiement de l'amende, à moins que le propriétaire ou l'armateur ne fournisse une caution.

En proposant des mesures sérieuses les Pays-Bas ont voulu donner une preuve de leur bon vouloir pour effacer les abus dont se plaignent surtout les Anglais et les Belges.

Du reste, comme il a déjà eu l'honneur de le dire dans la troisième séance, l'idée des mesures proposées a été principalement suggérée par l'administration des douanes anglaises elle-même.

M. Trevor ne peut pas s'associer à la proposition de M.M. les Délégués des Pays-Bas.

Les divers Gouvernements prendront sans doute toutes les mesures, qui selon leur avis pourront être nécessaires pour faire observer et pour assurer l'exécution de l'accord auquel ils espèrent tous que cette Conférence arrivera. Mais il répète, ce qu'il a déjà fait observer à la troisième séance, qu'il s'agit d'une question qu'il appartient à chaque pays de considérer comme il l'entend, que c'est une affaire d'administration intérieure des Gouvernements, et que ce n'est pas un sujet qu'on puisse viser con-

venablement par un traité international qui s'applique seulement à la mer commune en dehors des eaux territoriales.

M. Bruun se rallie tout à fait à ces observations de son collègue de l'Angleterre.

M. Verkerk Pistorius ayant émis l'avis que le montant de la caution serait fixé par chaque Etat, M. Orban fait observer qu'il y a lieu d'avoir confiance dans ces Etats en ce qui concerne les moyens de police ou douaniers à employer pour assurer l'exécution de la Convention.

M. Weymann partage la manière de voir de M. Orban et ne voit pas de raison d'imposer une peine administrative supplémentaire.

M. le Président voit dans la caution une mesure très efficace, car un armateur ne prendra pas un patron condamné, l'obligation de payer la caution pouvant retomber sur lui.

M. Mancel croit pouvoir affirmer qu'il serait fort difficile pour la France d'admettre la caution proposée par M.M. les Délégués des Pays-Bas.

M. Verkerk Pistorius constate que la première impulsion qui donna lieu à cette conférence était le rapport de M. Higgin qui était principalement dirigé contre les cabarets flottants néerlandais. Dès lors le Gouvernement des Pays-Bas, surtout guidé par un sentiment moral a cru devoir proposer des mesures sérieuses et efficaces pour réprimer le mal. Il répète que, si l'on se borne à défendre la vente des spiritueux aux pêcheurs, on fera une oeuvre incomplète et que le contrôle fort restreint des croiseurs ne suffira pas à faire respecter les dispositions prohibitives qu'on veut inscrire dans la convention.

M. Mancel rappelle aussi que la première Conférence avait eu, sans aucune arrière-pensée, le vif désir de régler la question des cabarets flottants. Tous les Délégués auraient voulu réprimer les abus dont souffrent les pêcheurs; ce sentiment amena la Conférence à exprimer le voeu unanime de mettre un terme à cette fâcheuse situation; mais faute de renseignements suffisants et d'instructions à cet égard on s'était borné à émettre le voeu inséré dans le protocole du 29 Octobre 1881.

Une discussion s'engage sur la question de savoir s'il faudrait déclarer dans les procès-verbaux que la Conférence est unanime à recommander l'application de cette mesure de police aux États signataires.

A une remarque de M. Weymann sur l'inefficacité de mentionner ce voeu au procès-verbal, M. le Président fixe l'attention sur les suites très efficaces qu'ont eu les voeux exprimés par la Conférence de 1881. En effet, le premier de ces voeux relatif à la protection des câbles est déjà réalisé; le second concernant les abus des cabarets flottants, cette Conférence se propose de l'atteindre.

M. Weymann, tout en niant la nécessité de recommander ces mesures à son Gouvernement, se demande pourquoi la Conférence veut se borner à interdire le commerce des spiritueux, tandis que le commerce du tabac et d'autres objets est tout aussi blâmable, s'il se fait également en échange de poisson ou d'engins de pêche au détriment de l'armateur.

M. Weymann est d'avis que si l'on n'interdit pas tout commerce dans la Mer du Nord, il sera extrêmement difficile pour les croiseurs de

constater les infractions. Les cabarets flottants qui seraient surpris en vendant pourraient toujours prétendre qu'ils ont vendu du tabac, ou des flacons d'eau de cologne, qu'ils pourraient même remplir de boissons alcooliques, sans que le croiseur ait le pouvoir d'en examiner le contenu.

M. Kennedy demande si M. Weymann s'oppose au projet de convention tel qu'il est arrêté jusqu'ici et si dans ce cas M. le Délégué de l'Allemagne aurait la bonté d'indiquer les remèdes qui, selon son opinion, pourraient faire cesser les abus.

M. Orban dit qu'il importe beaucoup que le but pour lequel la Conférence a été convoquée soit bien saisi. M. Weymann ne voit pas de différence entre spiritueux et tabac ou autres objets; dans tous les pays représentés il existe des mesures contre l'ivrognerie mais aucune contre l'usage de tabac ou d'autres objets; ce qui a été fait sur terre, cette Conférence propose de le faire dans la pleine mer. Le but qu'on veut atteindre est un but moral. Si deux personnes échangent, l'une du tabac, l'autre du poisson qui ne lui appartient pas il est évident qu'il y aura vol, mais on ne peut pas, pour empêcher la vente dans ces conditions illicites, interdire en général le commerce du tabac.

M. Weymann réitère son opinion que le but de cette Conférence n'est pas d'empêcher l'ivrognerie mais de condamner un commerce immoral et illicite, et il ne voit pas pourquoi on ne prendrait pas des mesures uniformes aussi pour interdire l'échange qui se fait au détriment d'autrui.

M. le Professeur Buys dit que le but de la Conférence n'est pas d'empêcher le vol, mais que les mesures qu'il s'agit de prendre sont des corollaires de celles prises par la Conférence de 1881.

Le but était alors de rétablir l'ordre dans la mer du Nord, mais aussi longtemps qu'il y aura des abus de spiritueux, l'ordre n'existera pas et toutes les mesures prises seront inefficaces.

Le but de la Conférence actuelle est donc de compléter l'oeuvre commencée et de faire disparaître la cause encore existante du désordre, c'est à dire de faire cesser l'ivrognerie.

MM. les Délégués Britanniques s'associent aux observations de M. le Professeur Buys, qui a très bien exposé le but pour lequel la Conférence a été convoquée.

Le Président pose la question de savoir s'il faut insérer au procès-verbal un voeu de la Conférence en ce qui concerne la caution.

MM. les Délégués de la Belgique et de l'Allemagne étant d'avis que la Conférence, en formulant ce désir, se déferait en quelque sorte des bonnes intentions des Gouvernements, le Président constate qu'il ne sera pas exprimé de voeu à ce sujet dans le procès-verbal.

En faisant observer qu'il n'exprimera dans les idées qu'il désire communiquer à la Conférence qu'une opinion personnelle, M. Donner est d'avis que la convention qu'on va conclure manquera de garanties efficaces pour atteindre le but désiré. On n'a pas voulu conférer le droit de visite aux croiseurs, et quoiqu'il soit disposé à leur accorder les mêmes droits qu'ils ont selon la convention de 1882, il ne croit pas que ces pouvoirs suffiront pour constater la vente de boissons alcooliques, car, comme l'a

déjà remarqué son collègue d'Allemagne, le vendeur surpris par le croiseur pourra toujours prétendre avoir vendu autre chose. D'autre part défendre tout trafic dans la Mer du Nord serait une atteinte à la liberté du commerce. Pour ces motifs il désire suggérer un moyen à son avis très pratique. Il serait délivré par le Gouvernement du port auquel se rattache le bateau une licence, qui autoriserait le patron de ce bâtiment à vendre en mer des marchandises et provisions, à l'exception de boissons spiritueuses.

M. le Président estimant très-sérieux le moyen dont vient de parler M. le Délégué d'Allemagne et désirant rendre la convention aussi efficace que possible, propose d'exiger une licence des bateaux qui trafiquent dans la Mer du Nord.

MM. les Délégués de la Grande Bretagne ne sont pas à même d'exprimer en ce moment une opinion positive sur cette proposition. Jugant qu'elle peut contenir certains bons éléments, ils désireraient que MM. les Délégués des Pays-Bas eussent l'obligeance de préparer une rédaction pour la séance prochaine.

M. Orban déclare que la proposition lui paraît digne d'être prise en considération et est d'avis que, si elle était acceptée, elle rendrait la convention beaucoup plus efficace. Il pense qu'elle pourrait être formulée comme suit: »le droit de faire dans la mer du Nord le commerce d'autres objets que celui des boissons spiritueuses est subordonné à la possession d'une licence délivrée par l'Etat auquel appartient le bâtiment«.

M. Donner ajoute que s'il n'a pas aussi exprimé l'avis qu'il y a lieu d'autoriser le commerce de spiritueux en mer au moyen d'une licence, ainsi que l'idée en a été émise antérieurement par un autre Délégué, c'est parce que le cours de la discussion a démontré que la majorité de la Conférence ne veut pas revenir sur la défense de la vente de spiritueux. Il visait donc une mesure de transaction.

M. Weymann n'est pas en mesure de se prononcer sur le moyen proposé, mais il insiste sur la remarque faite par son collègue qu'il s'agit d'une idée purement personnelle à M. Donner, laquelle pourrait ne pas être approuvée par son Gouvernement. Il est aussi d'avis qu'il sera très difficile de constater les faits, si on permet le commerce d'autres objets en défendant seulement le débit de spiritueux.

Selon le désir de la Conférence M. le Président ajourne la discussion à la prochaine séance, pour que les Délégués des Pays-Bas puissent élaborer une rédaction.

La discussion s'engage sur la proposition faite par M.M. les Délégués de la Grande Bretagne dans la dernière séance, de donner le droit aux croiseurs de conduire dans des cas graves le bateau au port.

M. Kennedy attribue de l'importance à cette proposition; elle a été faite pour assurer toute son efficacité à la convention, ce que chaque gouvernement désire sans aucun doute. M. M. les Délégués de la Grande Bretagne ne peuvent pas définir exactement l'expression »cas graves«. Il est certain que des désordres sérieux se sont produits, qu'il en résultaient des homicides et des meurtres. On peut sûrement laisser à la prudence

des commandants de ne pas dépasser leurs pouvoirs. Il y a dans cette Conférence des officiers de marine distingués qui seront en mesure de donner un avis personnel. Les Délégués Britanniques ne demandant qu'une réglementation permettant une police effective.

En outre il serait désirable que, quand un croiseur de la propre nationalité du navire se trouve à proximité, ce navire pût être confié au croiseur au lieu d'être conduit dans un port.

M. Donner désirerait ajourner le vote sur ce point jusqu'à ce qu'une décision ait été prise sur la question de savoir si l'achat de spiritueux sera également prohibé. Il aurait fait la même proposition que la Délégation Anglaise mais seulement dans le cas où l'achat aurait été interdit.

M. Kennedy, en attendant des instructions formelles de son Gouvernement, est d'avis de continuer les discussions en admettant provisoirement que l'achat est interdit.

Le Délégué de la France dit que la proposition de M. M. les Délégués de la Grande Bretagne se rattache à une question d'une haute importance; il n'est pas en mesure de faire connaître dès maintenant l'opinion du Gouvernement de la République à ce sujet.

Il y a là certainement une étude attentive à faire. M. Mancel ajoute seulement, alors que la France n'a qu'un intérêt indirect dans le projet en discussion, que le mauvais temps qui règne souvent en Mer du Nord et aussi les bas-fonds qu'elle présente, rendent souvent difficile un remorquage de longue durée. Maintenant qu'il s'agit de conduire dans un port, non plus un simple bateau de pêche, mais un bâtiment de commerce, n'est il pas à craindre que pratiquement et contre l'intention de M. le Délégué de la Grande Bretagne le navire ne soit trop souvent en réalité conduit dans un port étranger, le port national le plus rapproché étant trop éloigné.

M. le Président fait observer que jusqu'à ce jour il n'y a pas eu d'exemple qu'un croiseur ait remorqué un pêcheur. Le cas sera donc très rare. Il constate au reste que la Conférence est d'accord sur la proposition de M.M. les Délégués Britanniques.

Est mise à l'ordre du jour la question de savoir si on interdira l'achat de boissons spiritueuses, point réservé selon le désir de M.M. les Délégués de la Grande Bretagne et de la Belgique.

M.M. les Délégués d'Allemagne déclarent que, personnellement, ils ne sont pas opposés de punir l'achat.

M. Buys est convaincu qu'il faut punir aussi l'acheteur, mais il voudrait faire punir ce dernier moins sévèrement que le vendeur.

Il propose de remettre la rédaction de ce point à la prochaine séance.

M. Donner désire fixer l'attention sur les faits, qui ont été révélés en ce qui concerne le «Holmsdale» par le rapport Anglais annexé au procès-verbal de la première séance.

Après que le patron sut que les pêcheurs avaient acheté des spiritueux des cabarets flottants et qu'il les avait vus dans un état de surexcitation, il leur a tout de même permis d'aller de nouveau à bord du

cabaret flottant pour acheter d'autres boissons. Il croit très nécessaire de punir le patron qui permet à l'équipage d'aller acheter des spiritueux.

M. Trevor dit qu'on ne pouvait pas punir le patron du « *Holmsdale* » car il était cité comme témoin dans le procès, vu que les inculpés qui sont acceptés comme des témoins sont exemptes de condamnation en Angleterre. Mais les juges dans l'arrêt de condamnation ont fortement blâmé sa conduite.

La séance est levée à 4 heures et ajournée au Lundi prochain à 11 heures.

Le Président,
E. N. Rahsaan.

Les Secrétaires,
E. R. van Wolderen Rengers.
H. C. J. Testa.

Sixième séance.

Lundi, 21 Juin 1886.

La séance est ouverte à 11 heures.

Sont présents M.M. les Délégués qui assistaient à la première séance.

M. le Président met à l'ordre du jour les articles que les Délégués des Pays-Bas ont bien voulu se charger d'élaborer concernant la défense aux pêcheurs d'acheter des spiritueux et le système des licences ou permis à délivrer pour la vente d'autres marchandises (annexe).

La discussion s'ouvre sur le premier point.

M. Trevor dit que les Délégués Britanniques sont autorisés à admettre que l'achat de boissons spiritueuses doit être prohibé aussi bien que la vente. Il désire toutefois insister sur la différence, au point de vue de la moralité, entre le délit qu'on commettra en se livrant à la vente et le délit que pourra constituer l'achat de la part d'un pêcheur.

Celui qui vend fait de ce trafic infâme un commerce continu, en obtient des bénéfices et souvent c'est un individu qui possède beaucoup de revenus. Le pêcheur, au contraire, ne tire aucun gain de l'achat; il est toujours pauvre, et n'a jamais que peu d'argent.

C'est une chose facile de le faire succomber à la tentation. En effet nous avons ici une affaire du Tentateur et du tenté; et voilà une fois de plus l'histoire du temps passé de Méphisto et de Gretchen. Quoique nous espérons bien que les pêcheurs soient à la fin sauvés, comme l'a été la pauvre Gretchen, nous ne nous inquiéterons pas de ce qui pourra arriver finalement à ce démon de la mer du Nord.

Dans cet état de choses M. Trevor croit qu'il doit demeurer bien entendu que les pêcheurs qui achètent les boissons ne doivent pas être soumis par la législation des divers Gouvernements à des pénalités aussi graves que ceux qui frapperont les vendeurs, et que la Conférence fera bien d'insérer au procès-verbal une déclaration à cet effet.

N'est-il pas absolument logique de dire que l'acheteur, tout pêcheur

qu'il soit, n'est pas si grand pécheur que l'homme qui le pousse à la ruine en le pourvoyant de poison spiritueux?

Le Délégué de la France tient à remercier M.M. les Délégués Néerlandais des propositions qu'ils ont fait remettre hier à leurs collègues. Le nouvel ordre d'idées dans lequel on entre semble de nature à faciliter la tâche à accomplir. Si l'on veut bien se reporter aux discussions antérieures, il sera facile de voir que depuis le premier jour M. Mancel insiste pour interdire aux pêcheurs tout achat en mer, tout échange contre des produits de la pêche, des objets d'armement ou des engins de pêche. Il ne peut donc qu'appuyer l'acceptation de l'article soumis aux délibérations de la Conférence.

M.M. les Délégués du Danemark, de la Belgique et de l'Allemagne ne s'opposent pas au principe, tout en exprimant l'opinion que la peine pour l'acheteur doit être moins sévère que celle pour le vendeur.

M. Weymann déclare que, ainsi qu'il a déjà eu l'honneur de le dire précédemment, son Collègue et lui n'ont exprimé que leur manière de voir personnelle.

M. Buys dit que comme on ne fixe pas de peines dans cette Convention, on ne pourrait non plus établir la peine moins sévère que l'on désire pour l'acheteur.

Il est d'avis d'insérer au procès-verbal l'opinion de la Conférence à cet égard.

La Conférence est d'accord sur le principe et se rallie à l'opinion émise par M. Trevor et qui est appuyée par M. Buys de faire acter au procès-verbal le désir de voir une peine moins sévère atteindre l'acheteur que le vendeur.

En ce qui concerne la rédaction, M.M. les Délégués de l'Allemagne et de la Belgique, ayant fait des objections contre l'insertion du terme »accepter« M. Buys déclare que ce mot a été mis dans l'article pour éviter des difficultés quant à la preuve. Un cabaret flottant, poursuivi pour vente de spiritueux, pourrait, en déclarant les avoir donnés, se soustraire à la condamnation ou du moins la rendre presque impossible, le ministère public étant obligé de fournir la preuve du contraire et de démontrer que les spiritueux n'ont pas été donnés mais vendus.

Le Président cite aussi le cas où un malade ayant besoin de médicaments alcoolisés en demanderait à un autre bateau; celui-ci ne serait certes pas condamnable pour les lui avoir fournis.

Les Délégués de la France et de la Grande-Bretagne étant de l'avis de M. le Président, le mot »d'accepter ou« sont biffés de l'article.

La Conférence s'occupe ensuite des licences à accorder pour la vente d'autres objets que des spiritueux.

M. le Délégué de la France accepte les propositions contenues dans l'article en discussion, puisqu'il n'a pu obtenir de ses collègues d'exiger des permis pour tout commerce, y compris les spiritueux.

M. Trevor remercie M. Donner d'avoir suggéré l'idée qui a servi de base à cet article. Il est d'avis que la mesure dont il s'agit contribuera beaucoup à rendre la Convention efficace.

M. Weymann n'a pas communiqué avec son Gouvernement depuis le commencement de la Conférence, mais il n'est pas personnellement opposé à la mesure.

Il désire toutefois limiter la vente avec licence à la vente aux pêcheurs, vu que le terrain de la Conférence est restreint à cet objet.

M. Trevor affirme qu'en fait il ne se fait pas d'autre vente dans la mer du Nord qu'aux pêcheurs.

M. Verkerk Pistorius dit que si on stipule seulement que la licence sera nécessaire pour autoriser la vente aux pêcheurs, tous les cabarets flottants se dispenseront de prendre une licence, en déclarant qu'ils n'ont pas l'intention de vendre aux pêcheurs, mais à des navires marchands. Le système de licences, qui avait justement pour but de rendre la convention plus efficace, perdrait alors toute valeur pratique; le contrôle serait illusoire.

M. Orban pense qu'il faudra principalement s'en rapporter au contrôle des croiseurs. Un cabaret flottant pourra toujours éluder le contrôle dans les ports et se soustraire à l'obligation de prendre licence en désignant une autre destination que la mer du Nord.

M. Weymann est du même avis que son collègue de Belgique et croit devoir d'autant plus réfléchir sur la proposition de MM. les Délégués Néerlandais qu'elle porterait atteinte à la liberté du commerce.

M. Trevor voudrait défendre le débit sans licence non seulement pour la vente aux pêcheurs mais pour la vente en général, afin de ne pas laisser la porte ouverte à ceux qui pourraient trouver dans la restriction de la vente aux pêcheurs un moyen d'éluder la Convention.

M. Bruun ne croit pas que les croiseurs puissent rencontrer de grandes difficultés à faire respecter la convention par les 15 ou 20 cabarets flottants de la Mer du Nord.

M. le Président fait observer qu'on ne limitera pas en réalité le commerce en mer puisqu'il est reconnu que ce commerce ne se fait qu'avec les pêcheurs.

M. Donner croit que si on accepte la limitation aux bateaux pêcheurs, le commerce avec les autres navires qui n'existe pas va se faire ou du moins les cabarets flottants prétendront qu'ils le font pour ne pas avoir de licence à prendre.

M. Kennedy aurait préféré subordonner la vente en général à la licence, mais l'unanimité ne pouvant être établie, il propose de se contenter de ce qu'on peut obtenir et de limiter la licence à la vente aux pêcheurs.

M. Orban déclare se rallier à la proposition de M. Kennedy.

M. le Président constate que la Conférence est d'avis de limiter le permis à la vente aux pêcheurs.

MM. les Délégués Britanniques voudraient insérer une clause, par laquelle en cas d'infraction la licence sera retirée, et même ils désireraient qu'elle fût immédiatement annulée par le fait de l'infraction, parce que les formalités pour le retrait de la licence et le procès peuvent durer très longtemps.

M. Verkerk Pistorius croit que la question devrait être réglée par les différents Gouvernements à leur gré. Un Etat pourra décréter que la licence sera annulée par le fait de la contravention, un autre pourra attendre la condamnation pour retirer le permis.

M. Mancel propose d'ajouter la clause suivante: »Dans le cas de condamnation pour contravention à l'article . . . la licence devra être retirée. «

M. Weymann émet l'opinion personnelle que cette clause serait trop sévère. Le cas peut se produire qu'un tel bateau ait en rentrant encore un petit reste de ses provisions de spiritueux, qu'il vendrait occasionnellement à un bateau pêcheur. Ce serait une conséquence bien dure si après avoir déjà été condamné pour ce fait, sa licence lui était en outre enlevée. Il ne saurait appuyer une mesure semblable auprès de son Gouvernement.

M. Orban trouve si légitime et si naturel le retrait de la licence après infraction que ne pas le faire lui semblerait un encouragement pour le licencié à ne tenir aucun compte des règlements édictés par son propre Gouvernement. Toutefois en présence de la déclaration de M. Weymann il n'insiste pas.

M. Weymann dit qu'il s'est seulement opposé à ce que la stipulation soit mise dans la convention. Il veut laisser à chaque Gouvernement le soin de régler la chose comme il l'entend.

La Conférence, à l'unanimité, émet l'avis »qu'il serait désirable, qu'en cas de contravention à l'article 2, le permis fût retiré. «

Le Président pose la question de savoir s'il y a lieu de définir dans la convention ce qu'on entendra par spiritueux.

Le Délégué de la France est heureux, qu'il soit donné une définition de boissons spiritueuses.

M. Trevor se prononce fortement dans le même sens, mais il désire attendre des instructions quant à la rédaction proposée par M.M. les Délégués Néerlandais.

La discussion sur ce point est remise à la prochaine séance.

Le Président propose de renvoyer tout le projet de Convention à la commission de rédaction.

La séance est levée à 4 heures et $\frac{1}{2}$ et ajournée au lendemain à 10 heures et $\frac{1}{2}$.

Le Président,
E. N. Rahusen.

Les Secrétaires,
E. R. van Wolderen Rengers.
H. C. J. Testa.

Annexe.

Articles proposés par les Délégués Néerlandais.

Art. . . .

Il est interdit aux personnes qui se trouvent à bord de bateaux de

pêche ou qui appartiennent à ces bateaux d'accepter ou d'acheter de l'équipage d'un autre bâtiment quelconque des boissons spiritueuses ou d'échanger contre des produits de la pêche, des objets d'armement ou des engins de pêche.

Art.

Le droit de faire, dans la mer du Nord, le débit d'approvisionnements et d'autres objets servant à l'usage des pêcheurs, à l'exception des boissons spiritueuses, est subordonné à une concession personnelle accordée par l'Etat auquel appartient le navire, sous les conditions suivantes:

1. que le navire ne pourra avoir à bord une quantité de spiritueux supérieure à celle fixée pour la consommation de son équipage;

2. que tout échange des objets indiqués ci-dessus contre les produits de la pêche, objets d'armement ou engins de pêche sera interdit.

Sera considérée comme boisson spiritueuse tout liquide contenant plus de 5 litres d'alcool par hectolitre.

Septième Séance.

Mardi, 22 Juin 1886.

La séance est ouverte à 10 heures et $\frac{1}{2}$.

Sont présents M.M. les Délégués qui assistaient à la première séance.

M. le Président met à l'ordre du jour la rédaction du projet de convention (annexe I).

Les articles 1, 2 et 3 sont adoptés avec quelques modifications.

A l'article 4 M. Verkerk Pistorius fait observer qu'il serait très sévère de punir, soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, toute contravention à l'article 3, c'est-à-dire même chaque infraction aux conditions du permis, alors que le retrait de la licence en sera déjà la conséquence naturelle.

M. Orban déclare qu'il ne peut être évidemment question d'une infraction de l'article 3 que dans le cas de débit sans permis. Les infractions aux conditions du permis sont des faits, dont l'administration de chaque Etat aura à régler les conséquences.

La Conférence adopte les articles 4, 5, 6, 7 et 8 après y avoir également introduit quelques légères modifications. Dans l'article 7, dernier alinéa, les mots: »si le cas est assez grave« sont remplacés, sur la proposition de M. Bruun, par la phrase: »si le cas lui semble assez grave« pour faire ressortir plus clairement que le commandant sera le juge de la gravité du cas.

M. Orban motive l'insertion à l'article 9 des mots »lors de l'échange des ratifications« sur le désir d'éviter le retour des difficultés qui se sont présentées dans un cas antérieur.

Les articles 9 et 10 sont adoptés.

M. le premier Délégué de l'Allemagne fait remarquer à l'article 11

que la durée de la convention devrait être mise en accord avec celle de la convention du 6 Mai 1882 sur la police de la pêche.

Il est évident que celle-là ne sera plus exécutable si celle-ci est dénoncée, les croiseurs destinés à faire la police de la pêche, étant ceux désignés pour surveiller la présente Convention.

La Conférence reconnaissant la justesse de l'observation de M. Weymann, l'article 11 est modifié en conséquence.

L'article 12 est amendé dans ce sens que l'échange des ratifications sera fait dans le délai d'un an si faire se peut.

M. Verkerk Pistorius propose la définition suivante pour boissons spiritueuses, point réservé dans la dernière séance :

» Est considérée comme boisson spiritueuse tout liquide provenant de la distillation et contenant plus de 5 litres d'alcool par hectolitre. «

M. Trevor déclare que la Délégation Britannique est aujourd'hui en mesure de se rallier à cette rédaction.

Les Délégués de la France et du Danemark l'acceptent également.

M. Weymann dit que les Délégués allemands doivent se déclarer incompetents en cette matière, vu qu'il s'agit du point purement technique. Toutefois il exprime quelque doute sur l'exactitude de la définition, qui pourrait prêter à l'ambiguïté en ce qui concerne les boissons mixtes.

Le Délégué de la Belgique n'est pas non plus en mesure de se prononcer quant à la forme, mais il est néanmoins d'avis qu'une définition doit être insérée dans la Convention. Il rappelle qu'il ne s'agit que d'un avant-projet à soumettre aux Gouvernements et que les négociateurs définitifs auront à cet égard des instructions précises.

La définition des boissons spiritueuses donnée par M. Verkerk Pistorius est ajoutée comme 4^{ème} alinea à l'article 2.

Le Projet de Convention étant provisoirement arrêté (annexe II), le Président propose de procéder à la rédaction du protocole. A son avis il serait utile d'y faire ressortir la connexité de la convention avec celle du 6 Mai 1882, idée suggérée par M. le Professeur Buys.

M. le Délégué de la Belgique s'associe à cette proposition.

M. Weymann déclare que M.M. les Délégués de l'Allemagne ne sont pas en mesure de signer le protocole, qu'ils doivent se borner à mettre sous les yeux de leur Gouvernement les discussions et le projet de convention.

M. Kennedy demande si M.M. les Délégués Allemands pourraient s'associer à une autre rédaction exprimant par exemple qu'ils soumettront à leur Gouvernement les procès-verbaux et le projet de convention.

M. Weymann répond que le Gouvernement Allemand ne voulait d'abord pas prendre part à la Conférence et que s'il l'a fait c'est dans un but moral et aussi par courtoisie pour les autres Etats, qui s'y sont fait représenter. Du reste le Gouvernement Allemand n'a pas été en mesure d'examiner sous tous les rapports les propositions qui lui avaient été soumises avant la réunion de la Conférence. Il n'a donc pas pu donner des instructions à ses Délégués. M. Weymann est toutefois disposé à sou-

mettre les procès-verbaux et le projet de convention à son Gouvernement, mais son collègue et lui devront s'abstenir de signer un protocole quelconque.

M. Urban suggère l'idée de ne pas faire de protocole mais de constater dans le procès-verbal l'accord des Délégués sur le projet qu'ils viennent d'adopter. Ceci pourrait se faire en exprimant au procès-verbal que les Délégués soumettront à leurs Gouvernements les procès-verbaux ainsi que le projet de convention.

M. Kennedy s'associe à cette manière de voir, mais désire ajouter au procès-verbal que si tous les autres Délégués avaient été prêts à signer un protocole, les Délégués Britanniques auraient fait de même.

M.M. les Délégués de la Belgique, du Danemark et des Pays-Bas font la même déclaration.

M. Mancel donne lecture de la lettre suivante adressée par lui au Président de la Conférence et dont il demande l'insertion au procès-verbal :

» La Haye, 22 Juin 1886.

» Le Commissaire-Général de la Marine Mancel, Délégué de la France à Monsieur E. N. Rahusen, Président de la Commission Internationale.

Monsieur le Président !

» Au moment où vont se terminer les travaux de la Conférence, je tiens à vous exprimer mes remerciements de m'avoir, pendant de longues séances, donné toute facilité, pour exposer les doctrines et la manière de voir de mon Gouvernement, sur un grand nombre de points délicats que nous avons eu à étudier sous votre présidence.

» Malheureusement nos résolutions n'ont pas été unanimes, comme dans la Conférence des Pêcheries en 1881, et me séparant de mes anciens collègues, avec lesquels j'avais été heureux de me retrouver, j'ai du trop souvent me placer dans les rangs de la minorité.

» En conséquence, je dois déclarer que, comme Délégué de la France, je ne me crois autorisé à signer l'acte final de la Conférence que, s'il est bien entendu que cela ne lie en aucun degré le Gouvernement de la République Française et ne donne par avance aucune indication sur son opinion et ses résolutions futures. »

La Conférence se ralliant à la proposition de M. le Délégué de Belgique décide de ne pas signer le protocole mais de constater dans le procès-verbal que les discussions et le projet de convention qui en est résulté seront soumis par les Délégués à leurs Gouvernements respectifs.

Les procès-verbaux des trois premières séances, corrigés d'après les observations de M.M. les Délégués, sont lus et adoptés définitivement.

La séance est levée à 4 heures et ajournée au Jeudi, 24 Juin, à 10 heures et $\frac{1}{2}$.

Le Président,
E. N. Rahusen.

Les Secrétaires,
E. R. van Welden Rengers.
H. C. J. Testa.

Annexe I.

Projet de Convention révisé, par la Commission de Rédaction.

Art. 1.

Les dispositions de la présente convention s'appliquent dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, et dans les limites fixées par l'article 4 de la convention de la Haye, du 6 Mai 1882 sur la police de la pêche, à toute personne se trouvant à bord d'un navire ou bâtiment d'une des Hautes Parties Contractantes.

Art. 2.

Il est interdit de vendre des boissons spiritueuses aux personnes qui se trouvent à bord de bateaux de pêche ou qui appartiennent à ces bateaux.

Il est également interdit à ces personnes d'en acheter.

L'échange de boissons spiritueuses contre des produits de la pêche, des objets d'armement ou des engins de pêche est aussi défendu.

Art. 3.

Le droit de faire le débit aux pêcheurs d'approvisionnement et d'autres objets servant à leur usage, à l'exception des boissons spiritueuses, est subordonné à un permis accordé par l'Etat auquel appartient le navire. Ce permis devra comprendre entre autres les conditions suivantes :

1. le navire ne pourra avoir à bord une quantité de spiritueux supérieure à celle jugée nécessaire pour la consommation de son équipage;

2. tout échange des objets indiqués ci-dessus contre les produits de la pêche, objets d'armement ou engins de pêche sera interdit.

Art. 4.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs Législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention, et notamment pour faire punir, soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient aux artt. 2 et 3.

Art. 5.

Les tribunaux compétents pour connaître des infractions aux artt. 2 et 3 sont ceux des pays auquel appartient le bâtiment inculpé.

Art. 6.

La poursuite des infractions aura lieu par l'État ou en son nom.

Les infractions pourront être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Art. 7.

La surveillance sera exercée par les bâtiments croiseurs des Hautes Parties Contractantes, chargés de la police de la pêche.

Lorsque les officiers commandant ces croiseurs auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente convention a été commise, ils pourront exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité de son bâtiment et, le cas échéant, celle du permis. Mention sommaire de cette exhibition sera faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux pourront être dressés par les dits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux seront dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auxquels appartient l'officier qui les dresse; ils pourront servir de moyen de preuve dans le pays où ils seront invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins auront le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croiront utiles; ces déclarations devront être dûment signées.

La résistance aux prescriptions des commandants des bâtiments croiseurs, ou de ceux qui agissent d'après leurs ordres, sera, sans tenir compte de la nationalité des croiseurs, considérée comme résistance envers l'autorité nationale.

Si le cas est assez grave pour justifier cette mesure, le commandant d'un bâtiment croiseur aura le droit de conduire le bateau en contravention dans un port de sa nation.

Art. 8.

La procédure en matière d'infraction aux dispositions de la présente convention aura toujours lieu aussi sommairement que les lois et règlements en vigueur le permettent.

Art. 9.

Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront, lors de l'échange des ratifications, les lois qui seront rendues dans leurs États, relativement à l'objet de la présente convention.

Art. 10.

Les États qui n'ont point pris part à la présente convention sont admis à y adhérer, sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement des Pays-Bas, et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires.

Art. 11.

La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont les Hautes Parties Contractantes conviendront.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à dater de ce jour, et,

dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Art. 12.

La présente convention sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à La Haye, le plus tôt possible, et, au plus tard, dans le délai d'un an.

A n n e x e II.

Projet de Convention provisoirement arrêté.

Art. 1.

Les dispositions de la présente convention s'appliquent dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, et dans les limites fixées par l'article 4 de la convention de la Haye, du 6 Mai 1882 sur la police de la pêche, à toute personne se trouvant à bord d'un navire ou bâtiment d'une des Hautes Parties Contractantes.

Art. 2.

Il est interdit de vendre des boissons spiritueuses aux personnes qui se trouvent à bord de bateaux de pêche ou qui appartiennent à ces bateaux.

Il est interdit à ces personnes d'en acheter.

L'échange de boissons spiritueuses contre des produits de la pêche, des objets d'armement ou des engins de pêche est défendu.

Est considérée comme boisson spiritueuse tout liquide provenant de la distillation et contenant plus de 5 litres d'alcool par hectolitre.

Art. 3.

Le droit de faire le débit aux pêcheurs d'approvisionnements et d'autres objets servant à leur usage, à l'exception des boissons spiritueuses, est subordonné à un permis accordé par l'Etat auquel appartient le navire. Ce permis doit comprendre entre autres les conditions suivantes:

1. le navire ne peut avoir à bord une quantité de spiritueux supérieure à celle jugée nécessaire pour la consommation de son équipage;
2. tout échange des objets indiqués ci-dessus contre des produits de la pêche, objets d'armement ou engins de pêche est interdit.

Art. 4.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs Législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention, et notamment pour faire punir, soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient aux articles 2 et 3.

Art. 5.

Les tribunaux compétents pour connaître des infractions aux artt. 2 et 3 sont ceux du pays auquel appartient le bâtiment inculpé.

Art. 6.

La poursuite des infractions a lieu par l'Etat ou en son nom.

Les infractions peuvent être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Art. 7.

La surveillance est exercée par les bâtiments croiseurs des Hautes Parties Contractantes, chargés de la police de la pêche.

Lorsque les officiers commandant ces croiseurs ont lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente convention a été commise, ils peuvent exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité de son bâtiment et, le cas échéant, celle du permis. Mention sommaire de cette exhibition est faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux peuvent être dressés par les dits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux sont dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier; ils peuvent servir de moyen de preuve dans le pays où ils sont invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins ont le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croient utiles; ces déclarations doivent être dûment signées.

La résistance aux prescriptions des commandants des bâtiments croiseurs, ou de ceux qui agissent d'après leurs ordres, est, sans tenir compte de la nationalité des croiseurs, considérée comme résistance envers l'autorité nationale.

Si le cas lui semble assez grave pour justifier cette mesure, le commandant du croiseur aura le droit de conduire le bâtiment en contravention dans un port de la nation à laquelle appartient ce bâtiment.

Art. 8.

La procédure en matière d'infraction aux dispositions de la présente convention a toujours lieu aussi sommairement que les lois et les règlements le permettent.

Art. 9.

Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront, lors de l'échange des ratifications, les lois qui auront été rendues dans leurs États, relativement à l'objet de la présente convention.

Art. 10.

Les États qui n'ont point pris part à la présente convention sont

admis à y adhérer, sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement des Pays-Bas, et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires.

Art. 11.

La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont les Hautes Parties contractantes conviendront.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à dater de ce jour, et, dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année et année.

Toutefois elle prendrait fin si la convention de la Haye du 6 Mai 1882 cessait d'être en vigueur à l'égard d'une des Parties signataires.

Art. 12.

La présente convention sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à La Haye, le plus tôt possible, et, si faire se peut, dans le délai d'un an.

Huitième Séance.

Jedi, 24 Juin 1886.

La séance est ouverte à 10 heures et $\frac{1}{2}$.

Sont présents M.M. les Délégués qui assistaient à la première séance, à l'exception de M. Buys.

M. le Président donne la parole à M. Trevor.

M. Trevor lit une note renfermant des renseignements qu'il vient de recevoir de Hambourg relativement au chargement en spiritueux et en tabac d'un cabaret flottant, sur le point de partir de Hambourg pour la mer du Nord (annexe).

Les procès-verbaux de la quatrième, cinquième, sixième et septième séance sont lus et adoptés définitivement.

La séance est levée à 5 heures et $\frac{3}{4}$ et ajournée au lendemain à 10 heures.

Le Président,
E. N. Rahusen.

Les Secrétaires,
E. R. van Welderen Rengers.
H. C. J. Testa.

A n n e x e.

The British Delegates have to-day (24 June) received from Hamburg the following particulars respecting the quantity of spirits and tobacco to

be taken on board a smack named the »Delphin«, which is shortly to start for a trip in the North Sea :

	Price at Sea.
2000 £ Dutch shag Tobacco	1/6 per q.
15 boxes chew Tobacco	2/- » »
200 bottles of Rum	1/6 » bottle.
50 » » Grog Essence	2/- » »
100 » » Double Carraway Brandy	2/- » »
50 » » Raspberry Liquor	2/- » »
12 » » Cherry »	2/- » »
250 » » Dutch Gin.	1/3 » »
80 » » Peppermint Liquor	2/- » »
100 » » Annisette (large and small) . . .	2/- 1/6 p. »
100 » » Danzig »Goldwasser«	2/- 1 6 » »
3000 cigars at various prices and a quantity of pipes.	

They learn from the same source that the price at which the above Liquor is sold to fishermen is two shillings per bottle, and that it can be bought at Hamburg for five pence per bottle. They further learn that this particular smack during last season, from April to October, accomplished eight trips extending as far as the coast of Scotland.

Neuvième Séance.

Vendredi, 25 Juin 1886.

La séance est ouverte à 10 heures.

Sont présents M.M. les Délégués qui assistaient à la première séance.

Le procès-verbal de la huitième séance est lu et adopté.

Le Président ouvre la discussion sur l'article 11 du projet de Convention.

M. le Délégué de la Belgique est d'avis qu'il y a lieu de revenir sur ce qui a été décidé dans la 7^{ième} séance quant à la rédaction de l'article 11 et de rétablir le texte primitif.

Faire dépendre la durée de la présente Convention de celle de la Convention de 1882 serait proclamer entre elles un lien absolu qui n'existe pas. Certes, elles poursuivent le même but, le maintien de l'ordre dans la Mer du Nord, mais l'une peut très bien subsister sans l'autre.

En effet en admettant — pas impossible — que la Convention sur la police de la pêche vint à être dénoncée — la pêche ne sera pas pour cela supprimée dans la Mer du Nord, et la nécessité de préserver les pêcheurs contre l'excès de boissons alcooliques n'en existera pas moins.

M. Orban proposerait également, par voie de conséquence et pour éviter toute possibilité de contestation sur la portée des termes employés, de remplacer le 1^{er}. al. de l'art. 7 par la disposition suivante :

»La surveillance est exercée par des bâtiments croiseurs des Hautes Partie contractantes.«

M.M. les Délégués Britanniques se rallient à la proposition de M. Orban.

M. le Délégué de la France pense qu'il n'y a pas lieu de modifier le premier alinéa de l'art. 7.

M. Verkerk Pistorius propose de remplacer le troisième alinéa de l'article 11 par la disposition suivante: »Si la convention de La Haye du 6 Mai 1882 sur la police de la pêche cessait d'être en vigueur, l'article 26 de la dite Convention continuera à sortir ses effets pour l'objet du présent arrangement.«

La proposition de M. Verkerk Pistorius est adoptée, M.M. les Délégués Allemands ne s'y opposant pas personnellement.

Sur la proposition de M. Bruun, la Conférence reconnaît qu'il serait fort utile, pour faciliter la mission des bâtiments croiseurs, que les Etats signataires s'entendissent afin de prescrire une marque spéciale et uniforme aux bateaux ayant des permis pour faire le commerce dans la mer du Nord.

Le projet de Convention en entier est arrêté définitivement.

Aucun des Délégués ne désirant plus la parole sur l'objet de la Conférence, M. le Président s'exprime en ces termes:

»Messieurs les Délégués!

»Nous sommes venus au terme de notre travail.

»Avant de nous séparer, permettez-moi de vous féliciter et de vous remercier.«

»Je vous félicite que vous avez trouvé le moyen qui va mettre fin — nous l'espérons — à un état de choses, qu'aucun de nous a défendu, que nous avons tous regretté, et qui a été la source de bien des misères dans la vie de famille des pauvres pêcheurs et de bien des pertes matérielles pour les armateurs de bateaux de pêche.«

»Si le projet de convention n'aura pour effet immédiat que tous les abus auront disparu de la Mer du Nord, l'effet moral de cette convention, le blâme, qui s'attachera dorénavant à ce trafic déshonorant ne manquera pas, j'en suis sûr, de faire le reste.

»Nous allons soumettre le projet de convention aux Gouvernements, que nous avons l'honneur de représenter, et quant à moi, mais c'est une déclaration purement personnelle, je n'hésite pas à vous déclarer, que je vais le recommander chaleureusement à mon Gouvernement. Nous aurons à entendre la voix de la critique. On nous dira: Mais comment, entraver la liberté du commerce, intervenir dans les relations commerciales du peuple. Et nous allons répondre: Si vous êtes d'avis qu'un commerce qui engendre le vice et le crime, doit rester libre, nous l'entrevoyons, et nous en sommes fiers, comme nos pères ont entravé le transport des esclaves dans la mer commune. Je crois, Messieurs que nous ne sommes pas loin du temps, qu'on s'étonnera, comment il a été possible de laisser durer »dans la Mer du Nord un état de choses humiliant pour les états riveraines.«

»Je vous félicite donc Messieurs, que nous avons travaillé dans le but, et comme je l'espère avec succès, de réaliser la grande idée, qui parut irréalisable autrefois, comme le Délégué de la France a si bien rappelé: »La justice en mer.«

» Mais je vous remercie également.

» Nos efforts n'étaient pas faciles, mais vous avez réussi à rendre ma tâche de Président agréable. Je m'y attendais : nous étions amis, animés tous du même désir de faire un pas de plus dans la voie de l'humanité.

» Si nous avons réussi à tomber d'accord, c'est grâce à vos lumières, à votre bienveillance.

» Je remercie M. Kennedy pour la bonté qu'il a eu de se charger de la vice-présidence et Messieurs van Welderen Rengers et Testa pour le dévouement et les soins qu'ils ont porté à nos travaux.

» Je vous dis adieu !

» Que Dieu vous protège, vous et vos familles.

» Et que l'ordre et la paix règnent dans la mer du Nord et dans les États qui l'environnent.

M. le Délégué de la Belgique prononce les paroles suivantes :

» Messieurs !

» Mes collègues ont bien voulu me charger d'être leur interprète auprès de notre honorable Président pour le remercier de la parfaite courtoisie avec la quelle il a dirigé nos longs débats. La plupart de nous avait déjà pu apprécier dans une occasion antérieure les qualités qui distinguent M. Rahusen ; je ne serais qu'un écho affaibli de ce que nous pensons tous en lui exprimant nos regrets, non moins vifs que sincères, de voir cesser des rapport empreints d'une si charmante cordialité.

M. le Délégué de la France remercie au nom de la Conférence M.M. les Secrétaires pour le zèle dont ils ont fait preuve dans l'exercice de leurs fonctions.

Leurs Excellences le Ministre des Affaires Etrangères et le Ministre du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie s'étant joints à la Conférence, le Jonkheer van Karnebeck prononce le discours suivant :

» Messieurs !

» Je ne veux pas vous laisser partir sans exprimer les remerciements du Gouvernement de S. M. le Roi de ce que les Gouvernements que vous représentez, ont bien voulu répondre à son appel en vous déléguant à cette Conférence, sans vous remercier personnellement, Messieurs les Délégués, — et ici il m'est permis de m'adresser aussi aux représentants de mon pays — sans vous remercier personnellement de vos nobles efforts pour faire aboutir cette Conférence à un résultat qui, je l'espère, portera les fruits que vous avez tous fait preuve de désirer.

» Lorsqu'en ouvrant vos séances, j'ai auguré favorablement de vos lumières, de vos talents et de votre esprit conciliant, je ne me suis point trompé, car malgré les difficultés que présentaient les questions qui vous ont occupés, vous avez su arrêter les termes d'un projet de convention que vous allez soumettre à vos Gouvernements. C'est à eux maintenant à l'examiner et à l'étudier, mais j'ose me flatter que le but élevé d'humanité qui vous a attiré dans le cours de vos travaux, et qui vous a inspiré le désir de vous entendre afin d'y arriver, se fera valoir aussi, pour amener les Gouvernements à s'accorder afin de mettre en pratique des mesures efficaces contre les abus déplorables auxquels cette Conférence était appelée

à chercher les remèdes. Sans vouloir, même en ce qui nous regarde, préjuger des conclusions auxquelles on arrivera de part et d'autre, je crois cependant, Messieurs les Délégués, pouvoir vous féliciter sincèrement de votre oeuvre qui vous fait honneur et qui en honorant aussi le site de vos travaux restera un souvenir dont la Haye peut être fier.

»Aussi, Messieurs, quand je vous dis adieu au nom des Pays-Bas, c'est avec le voeu qu'il vous sera donné de voir bientôt votre ouvrage définitivement consolidé et d'accomplir aussi la tâche importante de faire la civilisation des populations de la Mer du Nord à la quelle la plupart d'entre vous a déjà consacré à différentes reprises une coopération pleine d'intérêt.

»En attendant nous serons heureux, si ceux qui nous quittent emportent de leur visite à notre pays un souvenir qui les fasse souhaiter d'y revenir quand l'occasion s'en présente autant que nous serons charmés de les revoir ici.»

M. Kennedy s'exprime en ces termes :

Excellences.

Je me félicite de me trouver en mesure d'annoncer que nos délibérations ont abouti à l'élaboration d'un Projet de Convention, et que nous sommes convenus de soumettre à nos Gouvernements respectifs les procès-verbaux des séances de la Conférence Internationale concernant les abus qu'engendre le trafic des spiritueux dans la Mer du Nord aussi bien que ce Projet de Convention.

Il appartient à nos Gouvernements, d'apprécier, dans leur haute sagesse, si le résultat de notre travail à répondu à leur attente. Nous espérons néanmoins qu'ils seront d'avis que le projet de Convention mérite d'être approuvé et sanctionné, et que converti en traité définitif, il produira les bons effets que recherchent les Puissances.

Nos délibérations ont sans aucun doute fortifié l'opinion qu'il est bien à désirer que des mesures soient prises pour perfectionner le travail commencé par les négociations de la Convention du 6 Mai 1882, en mettant fin aux désordres auxquels donnent lieu les mauvaises pratiques des cabarets flottants de la Mer du Nord.

Les Délégués des Puissances étrangères ont été personnellement très heureux de se trouver encore une fois dans le Pays-Bas; et ils désirent exprimer à Leurs Excellences, à leurs Collègues Néerlandais, et à tous ceux avec lesquels ils ont été en rapport pendant leur séjour à la Haye, leurs remerciements les plus empressés pour l'accueil bienveillant qui leur a été fait.

Le présent procès-verbal est lu et adopté séance tenante.

La séance est levée à midi.

Le Président,
E. N. Rahusen.

Les Secrétaires,
E. R. van Welderen Rongers.
H. C. J. Testa.

Projet de convention.**Art. 1.**

Les dispositions de la présente convention s'appliquent dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, et dans les limites fixées par l'article 4 de la convention de la Haye, du 6 Mai 1882 sur la police de la pêche, à toute personne se trouvant à bord d'un navire ou bâtiment d'une des Hautes Parties Contractantes.

Art. 2.

Il est interdit de vendre des boissons spiritueuses aux personnes qui se trouvent à bord de bateaux de pêche ou qui appartiennent à ces bateaux.

Il est interdit à ces personnes d'en acheter.

L'échange de boissons spiritueuses contre des produits de la pêche, des objets d'armement ou des engins de pêche est défendu.

Est considérée comme boisson spiritueuse tout liquide provenant de la distillation et contenant plus de 5 litres d'alcool par hectolitre.

Art. 3.

Le droit de faire le débit aux pêcheurs d'approvisionnements et d'autres objets servant à leur usage, à l'exception des boissons spiritueuses, est subordonné à un permis accordé par l'Etat auquel appartient le navire. Ce permis doit comprendre entre autres les conditions suivantes:

1. le navire ne peut avoir à bord une quantité de spiritueux supérieure à celle jugée nécessaire pour la consommation de son équipage;

2. tout échange des objets indiqués ci-dessus contre des produits de la pêche, objets d'armement ou engins de pêche est interdit.

Art. 4.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs Législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention, et notamment pour faire punir, soit de l'emprisonnement soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient aux articles 2 et 3.

Art. 5.

Les tribunaux compétents pour connaître des infractions aux artt. 2 et 3 sont ceux du pays auquel appartient le bâtiment inculpé.

Art. 6.

La poursuite des infractions a lieu par l'Etat ou en son nom.

Les infractions peuvent être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Art. 7.

La surveillance est exercée par les bâtiments croiseurs des Hautes Parties Contractantes, chargés de la police de la pêche.

Lorsque les officiers commandant ces croiseurs ont lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente convention a été commise, ils peuvent exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité de son bâtiment et, le cas échéant, celle du permis. Mention sommaire de cette exhibition est faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux peuvent être dressés par les dits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux sont dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier; ils peuvent servir de moyen de preuve dans le pays où ils sont invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins ont le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croient utiles; ces déclarations doivent être dûment signées.

La résistance aux prescriptions des commandants des bâtiments croiseurs, ou de ceux qui agissent d'après leurs ordres, est, sans tenir compte de la nationalité des croiseurs, considérée comme résistance envers l'autorité nationale.

Si le cas lui semble assez grave pour justifier cette mesure, le commandant du croiseur aura le droit de conduire le bâtiment en contravention dans un port de la nation à laquelle appartient ce bâtiment.

Art. 8.

La procédure en matière d'infraction aux dispositions de la présente convention a toujours lieu aussi sommairement que les lois et les règlements le permettent.

Art. 9.

Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront, lors de l'échange des ratifications, les lois qui auront été rendues dans leurs États, relativement à l'objet de la présente convention.

Art. 10.

Les États qui n'ont point pris part à la présente convention sont admis à y adhérer, sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement des Pays-Bas, et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires.

Art. 11.

La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont les Hautes Parties contractantes conviendront.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à dater de ce jour, et, dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période de cinq années, son inten-

tion d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Si la convention de la Haye du 6 Mai 1882 sur la police de la pêche cessait d'être en vigueur, l'article 26 de la dite convention continuera à sortir ses effets pour l'objet du présent arrangement.

Art. 12.

La présente convention sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à la Haye, le plus tôt possible, et, si faire se peut, dans le délai d'un an.

114.

ALLEMAGNE, BELGIQUE, DANEMARK, FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS.

Convention internationale, concernant l'abolition du trafic des spiritueux parmi les pêcheurs dans la Mer du Nord en dehors des eaux territoriales; signée à la Haye le 16 novembre 1887.

Anlagen zu den Verhandlungen des Deutschen Reichstages der 7. Legislaturperiode, II. Session 1887/88. Band 2. S. 700 fg.

Texte original.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire d'Allemagne, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi de Danemark, le Président de la République Française, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas,

Ayant reconnu la nécessité de remédier aux abus qu'engendre le trafic des spiritueux parmi les pêcheurs dans la Mer du Nord en dehors des eaux territoriales,

Ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Uebersetzung.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, Seine Majestät der König der Belgier, Seine Majestät der König von Dänemark, der Präsident der Französischen Republik, Ihre Majestät die Königin des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland und Seine Majestät der König der Niederlande, von der Nothwendigkeit überzeugt, dem Unwesen des Branntweinhandels unter den Nordseefischern ausserhalb der Küstengewässer zu steuern, haben beschlossen, einen Vertrag zu diesem Zweck abzuschliessen und zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

Monsieur le Baron Jean Antoine de Saurma-Jeltsch, Chevalier de deuxième classe de Ses Ordres de l'Aigle Rouge et de la Couronne etc. etc., Son Conseiller intime de Légation et Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye;

Sa Majesté le Roi des Belges:

Monsieur le Baron Auguste d'Anethan, Grand-Officier de Son Ordre de Léopold, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais, Grand-Croix de l'Ordre de la Couronne de Chêne de Luxembourg etc. etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye, et Monsieur Léopold Orban, Commandeur de Son Ordre de Léopold, Commandeur de l'Ordre du Lion Néerlandais etc. etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur-Général des Affaires Politiques au Ministère des Affaires Etrangères à Bruxelles;

Sa Majesté le Roi de Danemark:

Monsieur Corneille Marius Viruly, Chevalier de Son Ordre de Danebrog, Consul de Danemark;

Le Président de la République Française:

Monsieur Louis Désiré Legrand, Officier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur, Grand-Croix de l'Ordre du Lion Néerlandais etc. etc., Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française à La Haye;

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:

den Herrn Freiherrn Johann Anton v. Saurma-Jeltsch, Ritter des Rothen Adlerordens und des Kronenordens zweiter Klasse etc., etc., Allerhöchstseinen Geheimen Legationsrath und ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag;

Seine Majestät der König der Belgier:

den Herrn Baron August d'Anethan, Grossoffizier des Leopoldordens, Ritter des Ordens vom Niederländischen Löwen, Grosskreuz des Luxemburgischen Ordens der Eichenkrone etc. etc., Allerhöchstseinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag, und den Herrn Leopold Orban, Kommandeur des Leopoldordens und des Ordens vom Niederländischen Löwen etc. etc., Allerhöchstseinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister, Generaldirektor der politischen Angelegenheiten im auswärtigen Amt zu Brüssel;

Seine Majestät der König von Dänemark:

den Herrn Kornelius Marius Viruly, Ritter des Danebrogordens, dänischer Konsul;

Der Präsident der Französischen Republik:

den Herrn Ludwig Désiré Legrand, Offizier des Ordens der Ehrenlegion, Grosskreuz des Ordens vom Niederländischen Löwen etc. etc., ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Französischen Republik im Haag;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande:

L'Honorable Sir William Stuart, Commandeur de Son Ordre très-distingué de St. Michel et de St. Georges et Compagnon de Son très-honorable Ordre du Bain, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Haye,

et

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas:

le Jonkheer Abraham Pierre Corneille van Karnebeek, Chevalier de Son Ordre du Lion Néerlandais etc. etc., Son Ministre des Affaires Etrangères, et

Monsieur Edouard Nicolas Rahusen, Chevalier de Son Ordre du Lion Néerlandais etc. etc., Président du Collège des Pêches maritimes,

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Les dispositions de la présente convention s'appliquent dans la Mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, et dans les limites fixées par l'article 4 de la convention de La Haye, du 6 Mai 1882 *) sur la police de la pêche, à toute personne se trouvant à bord d'un navire ou bâtiment d'une des Hautes Parties Contractantes.

Article 2.

Il est interdit de vendre des boissons spiritueuses aux personnes qui

Ihre Majestät die Königin des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland:

den Sir William Stuart, Kommandeur des Ordens vom heiligen Michael und heiligen Georg und des Bath-Ordens, Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Haag,

und

Seine Majestät der König der Niederlande:

Jonkheer Abraham Peter Cornelius van Karnebeck, Ritter des Ordens vom Niederländischen Löwen etc. etc., Allerhöchstseinen Minister der auswärtigen Angelegenheiten, und den Herrn Eduard Nikolas Rahusen, Ritter des Ordens vom Niederländischen Löwen etc. etc., Präsidenten des Amts für Seefischerei,

welche, nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die Bestimmungen dieses Vertrages finden in der Nordsee ausserhalb der Küstengewässer und innerhalb der durch den Artikel 4 des Haager Vertrages vom 6. Mai 1882 *), betreffend die polizeiliche Regelung der Fischerei, festgestellten Grenzen auf Jeden Anwendung, der sich an Bord eines Schiffes oder Fahrzeuges eines der Hohen vertragschliessenden Theile befindet.

Artikel 2.

Es ist verboten, spirituöse Getränke an Personen zu verkaufen, welche

*) V. N. R. G. 2^e s. IX. p. 556.

se trouvent à bord de bateaux de pêche ou qui appartiennent à ces bateaux.

Il est interdit à ces personnes d'en acheter.

L'échange de boissons spiritueuses contre tout objet et notamment contre des produits de la pêche, des objets d'armement ou des engins de pêche est défendu.

Est considéré comme boisson spiritueuse tout liquide provenant de la distillation et contenant plus de 5 litres d'alcool par hectolitre.

Article 3.

Le droit de faire de débit aux pêcheurs d'approvisionnements et d'autres objets servant à leur usage, à l'exception des boissons spiritueuses, est subordonné à un permis accordé par l'État auquel appartient le navire. Ce permis doit comprendre entre autres les conditions suivantes:

1. le navire ne peut avoir à bord une quantité de spiritueux supérieure à celle jugée nécessaire pour la consommation de son équipage;
2. tout échange des objets indiqués ci-dessus contre des produits de la pêche, objets d'armement ou engins de pêche est interdit.

Les navires munis de ce permis devront porter la marque spéciale et uniforme dont les Hautes Puissances Contractantes conviendront.

Article 4.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs Législatures respectives les

sich an Bord eines Fischerfahrzeuges befinden oder zu einem solchen Fahrzeuge gehören.

Den genannten Personen ist der Ankauf spirituöser Getränke verboten.

Der Austausch spirituöser Getränke gegen Gegenstände jeder Art und namentlich gegen Ertragnisse des Fischfanges, Schiffs-Ausrüstungsgegenstände oder Fischereigeräthe ist verboten.

Als spirituöse Getränke werden alle durch Destillation erzeugte und mehr als 5 Liter Alkohol auf das Hektoliter enthaltende Flüssigkeiten angesehen.

Artikel 3.

Das Recht, an Fischer, abgesehen von spirituösen Getränken, Mundvorrath und andere zu ihrem Gebrauch dienende Gegenstände, zu verkaufen, ist abhängig von der Ertheilung einer Konzession seitens desjenigen Staates, welchem das Schiff angehört. Die Konzessionsurkunde muss unter anderen die nachstehenden Bedingungen enthalten:

1. das Schiff darf keine grössere Spirituosen an Bord führen, als zum Gebrauch durch die Besatzung für nothwendig zu erachten ist;
2. jeder Umtausch der oben angeführten Gegenstände gegen Ertragnisse des Fischfanges, Schiffs-Ausrüstungsgegenstände oder Fischereigeräthe ist verboten.

Die mit einer solchen Konzession versehenen Schiffe haben ein besonderes und gleichmässiges Abzeichen zu führen, welches die Hohen vertragsschliessenden Mächte noch vereinbaren werden.

Artikel 4.

Die Hohen vertragsschliessenden Theile verpflichten sich, diejenigen Massnahmen zu ergreifen beziehungs-

mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention, et notamment pour faire punir, soit de l'emprisonnement soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient aux articles 2 et 3.

Article 5.

Les tribunaux compétents pour connaître des infractions aux articles 2 et 3 sont ceux du pays auquel appartient le bâtiment inculqué.

Si des navires de nationalité différente sont impliqués dans une même infraction, les Puissances auxquelles appartiennent ces navires se communiqueront réciproquement les jugements rendus par les tribunaux.

Article 6.

La poursuite des infractions a lieu par l'État ou en son nom.

Les infractions peuvent être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Article 7.

La surveillance est exercée par les bâtiments croiseurs des Hautes Parties Contractantes, chargés de la police de la pêche.

Lorsque les officiers commandant ces croiseurs ont lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente convention a été commise, ils peuvent exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité de son bâtiment et, le cas échéant, celle du

weise ihren gesetzgebenden Körperschaften vorzuschlagen, welche erforderlich sind, um die Ausführung dieses Vertrages zu sichern und namentlich um diejenigen, welche den Bestimmungen der Artikel 2 und 3 zuwiderhandeln, mit Freiheits- oder mit Geldstrafe, oder mit diesen beiden Strafen zugleich bestrafen zu lassen.

Artikel 5.

Ueber die Zuwiderhandlungen gegen die Artikel 2 und 3 erkennen die Gerichte desjenigen Landes, welchem das beschuldigte Fahrzeug angehört.

Wenn Schiffe verschiedener Nationalität an derselben Zuwiderhandlung theilhaftig sind, so werden die Mächte, welchen diese Schiffe angehören, die ergehenden gerichtlichen Urtheile sich gegenseitig mittheilen.

Artikel 6.

Die Verfolgung der Uebertretungen ist durch den Staat oder im Namen des Staates zu betreiben.

Die Uebertretungen können durch alle Beweismittel festgestellt werden, welche nach der Gesetzgebung des Landes, in welchem das zuständige Gericht seinen Sitz hat, zulässig sind.

Artikel 7.

Die Aufsicht wird durch die mit der Ueberwachung der Fischerei beauftragten Kreuzer der hohen vertragschliessenden Theile ausgeübt.

Wenn die Befehlshaber der Kreuzer Grund zu der Annahme haben, dass eine Verletzung der durch diesen Vertrag getroffenen Anordnungen stattgefunden hat, so können sie von dem Schiffsführer die Vorlegung des urkundlichen Ausweises über die Nationalität des Fahrzeuges, sowie ein-

permis. Mention sommaire de cette exhibition est faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux peuvent être dressés par les dits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux sont dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier; ils peuvent servir de moyen de preuve dans le pays où ils sont invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins ont le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croient utiles; ces déclarations doivent être dûment signées.

La résistance aux prescriptions des commandants des bâtiments croiseurs, ou de ceux qui agissent d'après leurs ordres, est, sans tenir compte de la nationalité des croiseurs, considérée comme résistance envers l'autorité nationale.

Si le cas lui semble assez grave pour justifier cette mesure, le commandant du croiseur aura le droit de conduire le bâtiment en contravention dans un port de la nation à laquelle appartient ce bâtiment.

Article 8.

La procédure en matière d'infraction aux dispositions de la présente convention a toujours lieu aussi sommairement que les lois et les règlements le permettent.

tretendenfalls der Konzessionsurkunde verlangen. Ueber diese Vorlegung ist unmittelbar danach auf den betreffenden Schriftstücken ein kurzer Vermerk zu machen.

Die genannten Offiziere können ausserdem, ohne Rücksicht auf die Nationalität des beschuldigten Fahrzeuges, Protokolle aufnehmen. Diese Protokolle sind nach den in dem Lande des Befehlshabers des Kreuzers gebräuchlichen Formen und in der Sprache dieses Landes abzufassen; dieselben können nach Massgabe der Gesetze des Landes, in welchem man sich auf die Protokolle beruft, als Beweismittel dienen. Die Beschuldigten und die Zeugen haben das Recht, den Protokollen in ihrer eigenen Sprache alle Erklärungen hinzuzufügen oder hinzufügen zu lassen, welche sie für dienlich halten; diese Erklärungen sind ordnungsmässig zu unterschreiben.

Der Widerstand gegen die Anordnungen der Befehlshaber der Kreuzer oder derjenigen Personen, welche in deren Auftrage handeln, soll, ohne Rücksicht auf die Nationalität des Kreuzers, dem Widerstand gegen die Staatsgewalt der Nation des Beschuldigten gleichgeachtet werden.

Der Befehlshaber des Kreuzers hat, wenn der Fall ihm schwer genug erscheint, um diese Massregel zu rechtfertigen, das Recht, das einer Zuwiderhandlung schuldige Fahrzeug in einen Hafen der Nation des letzteren abzuführen.

Aktikel 8.

Das gerichtliche Verfahren wegen der Zuwiderhandlung gegen die Bestimmungen dieses Vertrages soll stets so kurz und bündig sein, als die geltenden Gesetze und Vorschriften es gestatten.

91. 1886. Déc. 4. Suisse. Levée en masse.
 92. 1887. Mai 18. — Bade, Alsace-Lorraine. Pêche.
 93. — Juin 27. — Espagne. Commerce.
 94. — Juill. 9. — France. Lac Léman.
 95. — Oct. 21/28. — Autriche-Hongrie. Réadmission des Sujets.
 96. — Juin 4. — Belgique. Établissement.
 97. — Nov. 28. — Serbie. Extradition.
 98. — Déc. 14. — France. Enseignement primaire.
 99. 1888. Févr. 4/16. — Serbie. Établissement et Consuls.
 100. — Avril 14. — France. Pêche.
 101. — Juin 28. — Italie. Médecins à la frontière.
 102. — Juill. 4. — Saint-Siège. Concordat.
 103. — Juin 29. — Loi fédéral sur les brevets d'invention.
 104. 1886. Avril 28.
 Sept. 4. Turquie, Serbie. Consuls.
 105. 1887. Févr. 19. — Égypte. Cour administrative en Egypte.
 106. — Mai 22. — Grande-Bretagne. Situation de l'Égypte.
 107. 1878. Nov. 25. Uruguay, Brésil. Extradition.
 108. 1885. Nov. 13. — Grande-Bretagne. Commerce.
 109. — Nov. 23. — Espagne. Extradition.
 110. 1887. Nov. 25. — Brésil, Argentine. Convention Sanitaire.
 111. — Févr. 20. Vénézuéla. Reclamation territoriale dirigée contre la Grande-Bretagne.
 112. 1886. Juin 9. Zanzibar, Allemagne, France, Grande-Bretagne. Droits territoriaux.

II. Conférence internationale, Procès-verbaux, projets de conventions, convention définitive etc.

113. 1886. Juin 10—25. Allemagne, Belgique, Danemark etc. Procès-verbaux de la Conférence internationale ayant pour objet de remédier aux abus qu'engendre le trafic des spiritueux dans la mer du Nord.
 114. 1887. Nov. 16. Allemagne, Belgique, Danemark etc. Convention internationale concernant l'abolition du trafic des spiritueux parmi les pêcheurs dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales. —

A GÖTTINGUE.

Imprimé chez GUILLAUME FRÉDÉRIC KARSTNER.

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS
ET
AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

154
(Bural)

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE
G. FR. DE MARTENS

PAR
Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald,
Membre associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XIV.

TROISIÈME LIVRAISON.

GÖTTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.

1889.

Table des matières.

III. Conférences internationales; procès-verbaux, projets de conventions.

115. 1886. Avril 29—mai 11. **Allemagne, Belgique, Brésil etc.** Travaux préparatoires, Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale, réunie à Rome pour régler la protection de la propriété industrielle.
116. 1887. Nov. 24—déc. 19. **Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc.** Procès-verbaux de la Conférence internationale, réunie à Londres afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres. [Première Session.]
117. 1 88. Avril 5—mai 12. **Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc.** Procès-verbaux de la Conférence internationale, réunie à Londres afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres. [Deuxième Session.]
-

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS

ET
AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE
G. FR. DE MARTENS.

PAR
Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Membre associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SERIE.

TOME XIV.

GOETTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.

1889.

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS
ET
AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

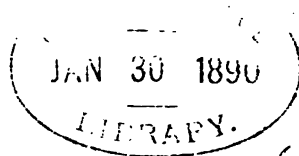
Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Membre associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XIV.

TROISIÈME LIVRAISON.

5 GÖTTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.
1889.



Minot fund.
(XIV. 3.)

115.

ALLEMAGNE, BELGIQUE, BRÉSIL, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, LUXEMBOURG, MEXIQUE, PAYS-BAS, PORTUGAL, ROUMANIE, SERBIE, SUÈDE ET NORVÈGE, SUISSE, TUNISIE, URUGUAY.

Travaux préparatoires Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome, du 29 avril au 11 mai 1886, pour régler la protection de la propriété industrielle.

Archives Diplomatiques 1887.

Session de 1886 *).

I. — Propositions des administrations Belge, Britannique et Française, tendant à la Révision de la Convention internationale du 20 mars 1883).**

A. — Exploitation des Brevets d'invention.

Proposition de l'Administration belge.

L'Administration belge annonce qu'elle reproduira à la Conférence de Rome la proposition faite par M. Dujeux à la Conférence de Paris de 1880 et conçue dans ces termes :

»Le titulaire d'un brevet, qui exploite son invention dans l'un des Etats de l'Union, ne pourra être déclaré déchu de ses droits dans les autres pour défaut d'exploitation.«

Les avantages qui résulteraient de l'adoption de cette disposition ayant été suffisamment développés en 1880 par M. Demeur, l'Administration belge ne croit pas devoir motiver davantage la proposition ci-dessus.

Proposition de l'Administration française.

Rédiger l'art. 5 de la manière suivante, afin de bien préciser que les mots *exploiter son brevet* doivent être interprétés en ce sens que le breveté sera obligé d'établir sur le territoire de l'Etat dans lequel il a obtenu son brevet, la fabrication des objets protégés par ledit brevet :

Article 5.

Texte proposé

»L'introduction par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'un modèle d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des Etats de l'Union, et semblables à ceux qui sont garantis

Texte actuel.

»L'introduction par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des Etats de l'Union, n'entraînera pas la déchéance.

*) Pour les Procès-Verbaux etc. de la Session de 1880, V. N. R. G. 2° Série X, 3—132.

**) V. N. R. G. 2° Série X, 133.

par ledit brevet, n'entraînera pas la déchéance.

» Toutefois, le breveté restera soumis à l'obligation d'exploiter son brevet dans ledit pays, en y fabriquant les objets auxquels il s'applique. »

» Toutefois le breveté restera soumis à l'obligation d'exploiter son brevet conformément aux lois du pays où il introduit les objets brevetés. »

B. — Protection des marques de fabrique.

Proposition de l'Administration de la Grande-Bretagne.

Ajouter à l'art. 6 les dispositions suivantes :

(Après le paragraphe 1^{er})

» En conséquence, aucune marque de fabrique ou de commerce ne pourra être exclue de la protection dans l'un des Etats de l'Union par le fait seul qu'elle ne satisfait pas, au point de vue des éléments qui la composent, aux conditions de la législation de cet Etat, pourvu qu'elle satisfasse, sur ce point, à la législation du pays d'origine et quelle ait été, dans ce dernier pays, l'objet d'un dépôt régulier.

» Sauf cette exception, qui ne concerne que la forme de la marque, et sous réserve des dispositions des autres articles de la Convention, la législation intérieure de chacun des Etats recevra son application. »

(Après le paragraphe 4)

» Pour éviter toute fausse interprétation, il est entendu que l'usage des armoiries publiques et des décorations peut être considéré comme contraire à l'ordre public. »

C. — Protection des indications de provenance.

Proposition de l'Administration française.

Texte proposé

Art. 10

Rédiger l'article 10 de la manière suivante :

» Tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse, pourra être saisi à l'importation dans les Etats de l'Union, si la localité indiquée comme lieu de provenance est située

Texte actuel

Art. 9

» Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce, ou un nom commercial, pourra être saisi à l'importation dans ceux des Etats de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

» La saisie aura lieu à la requête soit du Ministère Public, soit de la partie intéressée, conformément à la législation intérieure de chaque Etat.

sur le terrain de l'un quelconque de ces Etats.

» Est réputé partie intéressée tout fabricant ou commerçant engagé dans la fabrication ou le commerce de ce produit et établi dans la localité faussement indiquée comme provenance.

» La saisie dudit produit à l'importation ou sur le territoire de l'Etat où se trouve située la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, aura lieu conformément à la législation intérieure dudit Etat, le présent article n'apportant à cet égard aucune atteinte à la législation particulière des Etats de l'Union. «

Art. 10

» Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Est réputé partie intéressée tout fabricant ou commerçant engagé dans la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi dans la localité faussement indiquée comme provenance. «

Motifs

L'art. 10 de la Convention tel qu'il est libellé peut donner lieu à une fausse interprétation. On pourrait, en effet, en rapprochant cet article de l'article 9 auquel il se réfère, prétendre qu'il n'est applicable *qu'à la saisie à l'importation*, dans le pays d'origine, des produits portant une fausse indication de provenance lorsque cette indication est jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Or il n'est pas douteux que tel n'est pas le sens de l'article 10. Il suffit de se reporter aux procès-verbaux de la Conférence 1880, pour reconnaître qu'on a voulu autoriser la saisie des produits dont il est question *à l'importation dans tous les Etats de l'Union*. — D'un autre côté, il ressort également des procès-verbaux qu'on a entendu respecter la législation intérieure de chaque Etat en ce qui concerne la saisie à l'importation dans le pays d'origine.

La nouvelle rédaction proposée a pour but de faire disparaître toute ambiguïté, et de rendre le texte de l'art. 10 conforme à l'esprit qui l'a inspiré.

Proposition de la Grande-Bretagne.

Etendre la portée de l'article 10 de la Convention de manière à le rendre applicable aux mentions de noms ou de localités destinées à indiquer une fausse origine.

Disposer, en outre, que les marchandises portant des mentions semblables pourront être confisquées dans tous les Etats contractants où elles seront trouvées.

II. — Projet de règlement pour l'exécution de la Convention internationale du 20 mars 1883.

Exposé des motifs.

L'article 14 de la Convention du 20 mars 1883 dispose que cette Convention sera soumise à des révisions périodiques en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union, et qu'à cet effet, des Conférences auront lieu successivement, dans l'un des Etats contractants, entre les Délégués desdits Etats.

L'Administration italienne et le Bureau internationale à qui il incombe de préparer les travaux de la Conférence de Rome, ont sérieusement étudié la question de la révision de la Convention actuelle, et ils sont arrivés à la conclusion que le moment n'est pas encore venu de réviser l'œuvre des Conférences internationales de 1880 et de 1883. La Convention est de trop fraîche date pour que l'on puisse dès maintenant désigner les points qui auraient besoin d'être révisés; une expérience plus prolongée fera peut-être connaître des inconvénients qui ne sont pas apparents à l'heure actuelle, et il sera toujours temps d'y remédier quand on les aura dûment constatés.

Cela ne veut pas dire qu'il soit impossible d'introduire des améliorations dans l'état de choses actuel; mais ces améliorations consisteront plutôt dans le développement des principes qui sont la base de la Convention que dans le remaniement du texte de cette dernière, lequel doit demeurer en quelque sorte la charte de l'Union. Outre cela, il y aura encore à fixer certains points de détail, laissés incertains dans la Convention de 1883.

Le projet de Règlement reproduit ci-après comprend toutes les améliorations que l'Administration italienne et le Bureau international croient possible de réaliser dès maintenant. Nous allons successivement passer en revue ses diverses parties, en indiquant les motifs qui militent en faveur des textes proposés.

I. — *Dispositions explicatives.*

1. — L'article 3 de la Convention assimile aux sujets ou citoyens des Etats contractants les ressortissants d'autres Etats qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux sur le territoire de l'un des Etats de l'Union.

Quelle nature doit revêtir un établissement pour que l'article 3 puisse lui être applicable? Suffit-il, par exemple, d'avoir un dépositaire ou un représentant dans un Etat appartenant à l'Union? Cette question a été posée au bureau international, qui a dû naturellement se déclarer incompétent pour la résoudre.

Le texte proposé ne change en rien la portée de l'article 3, mais se borne à indiquer clairement ce qu'il faut entendre par un établissement industriel ou commercial. Ainsi, il ne suffira pas, pour être assimilé aux ressortissants de l'Union, d'avoir, dans un des pays contractants, un agent qui représente en même temps d'autres maisons, sans quoi bien des per-

sonnes prendraient de tels agents dans le seul but de se mettre ainsi au bénéfice des dispositions de la Convention. Or, cette dernière n'entend protéger que les étrangers qui exercent réellement leur commerce ou leur industrie dans le territoire de l'Union.

2. — Une agence de brevets ayant demandé au Bureau international si une demande de brevet déposée en Angleterre puis en France, dans les délais de priorité stipulés à l'article 4 de la Convention donnait droit à deux brevets indépendants, ou si le brevet français, demandé postérieurement, devait être considéré comme un brevet d'importation par rapport au brevet anglais, le Bureau international a dû reconnaître que la Convention ne contenait pas de disposition permettant de trancher cette question d'une manière absolument certaine. Il attira l'attention de l'Administration italienne sur l'incertitude existant dans une question dont dépendaient de si graves intérêts, et, après une étude approfondie, cette Administration a reconnu qu'il était désirable d'éclaircir tous les doutes à cet égard, par l'adjonction d'une disposition nouvelle au projet de règlement élaboré par l'Administration italienne et le Bureau international.

La question soulevée a une grande importance, vu qu'elle influe sur la durée des brevets ainsi que sur les causes de déchéance auxquelles ils sont soumis.

La durée du brevets d'importation est déterminée, dans les divers pays de l'Union, de trois manières différentes, savoir:

1^o Par la durée des brevet étranger obtenu pour le terme le plus court: c'est le système adopté par le Brésil et par la France;

2^o Par la durée du brevet étranger obtenu pour le terme le plus long: ce système est celui de la Belgique et de l'Italie;

3^o Par un terme de protection fixe, plus court que celui accordé pour les brevets nationaux: c'est le système de l'Espagne (10 ans au lieu de 15), du Guatemala (8 ans au lieu de 10), et du Portugal (5 ans au lieu de 15).

D'après les systèmes mentionnés sous les chiffres 1^o et 2^o, la durée des brevets d'importation est limitée par la durée normale d'un brevet précédent. Mais dans plusieurs pays, notamment en France, les brevets d'importation tombent en même temps que le brevet original, quelle que soit la cause de la déchéance qui ait frappé ce dernier. Ailleurs encore, le délai pour la mise en exploitation des brevets d'importation est beaucoup plus court que celui pour les brevets ordinaires.

On voit par ce qui précède l'immense différence qui sépare les deux espèces de brevets, et combien il est nécessaire de savoir si les brevets demandés pendant les délais établis à l'article 4 de la Convention sont, ou non, des brevets d'importation.

Considéré dans son esprit, l'article 4 signifie que toutes les demandes de brevets qui seront déposées dans les divers pays de l'Union dans un délai de six mois à partir de la date de la première demande, seront considérées comme ayant été déposées à la susdite date. C'est pour cela que les dispositions légales des divers pays, d'après lesquelles la nouveauté absolue de l'invention est une des conditions de sa brevetabilité, ont pu être maintenues sans changement lors de l'accession de ces pays à la Convention

internationale. Cette manière de voir est confirmée par la teneur des lois qui ont été rédigées après la Convention du 20 mars 1883, et en vue de concorder avec elle. Ainsi les lois de la Suède et de la Norvège stipulent qu'une demande de brevet faite dans les délais prescrits sera réputée avoir été faite à la date de la première demande, et la loi anglaise dispose que le brevet résultant d'une telle demande portera la date de la demande déposée dans l'Etat étranger.

Si donc le dépôt de la demande est réputé opéré dans tous les Etats de l'Union au moment même où la première demande est effectuée chez l'un d'entre eux, il n'y a pas d'antériorité, et chaque Etat doit délivrer le brevet dont il s'agit comme si c'était à lui que la première demande avait été adressée.

D'autre part, l'article 2 de la Convention établit comme règle générale que les ressortissants de chacun des Etats contractants jouiront du traitement national dans tous les autres Etats de l'Union. Ces derniers forment donc une grande confédération, dont les diverses parties ne sauraient se considérer réciproquement comme pays étrangers en matière de propriété industrielle, et l'on peut en conclure que les brevets délivrés par eux à leurs ressortissants réciproques, dans les délais établis à l'article 4, doivent être des brevets nationaux et non des brevets d'importation.

Pour éviter la cause de déchéance provenant de l'expiration de la durée de protection normale des brevets antérieurs, les personnes au fait des différentes législations pouvaient déposer leur première demande dans le pays où la durée de la protection était la plus longue et finir par le pays où cette durée était la plus courte. De cette manière chacun des brevets arrivait à son terme légal sans être abrégé par l'expiration des brevets antérieurs. Mais ce mode de procéder ne mettait pas le breveté à l'abri des autres causes de déchéance. Ainsi, il suffisait qu'il oubliât d'acquitter une annuité dans le pays où il avait pris son premier brevet, pour que ce dernier tombât dans le domaine public dans ce pays là, entraînant avec lui tous les brevets demandés postérieurement. De même, si un inventeur breveté successivement dans trois pays ne pouvait exploiter avantageusement sa découverte que dans celui où il avait obtenu le brevet le plus récent, il était forcé de maintenir les deux premiers brevets avec l'exploitation ruineuse qui s'y rattachait, pour ne pas perdre la protection dans le pays où il travaillait avec bénéfice.

Il semble contraire à l'esprit de la Convention que, pour jouir de la protection la plus étendue, les inventeurs doivent renoncer à déposer en premier lieu leur demande de brevet au pays de leur domicile, pour échelonner savamment leurs dépôts dans les différents pays de l'Union d'après la durée de la protection qui y est accordée. On peut encore supposer le cas où un citoyen d'un pays contractant domicilié hors de l'Union chargerait, le même jour, divers agents de lui procurer des brevets dans plusieurs pays appartenant à cette dernière; et dans cette hypothèse la date du dépôt de la première demande dépendrait dans chacun des pays en question de causes secondaires, comme le zèle plus ou moins grand de chaque agent, le temps pris par les traductions, etc.

Jusqu'ici les tribunaux n'ont pas eu à trancher la question qui vient d'être traitée. Mais c'est une question qui se posera tôt ou tard et qui doit être résolue dans tous les pays de la même manière, vu l'importance des intérêts qui s'y rattachent. Pour cette raison, l'Administration italienne et le Bureau international croient que la Conférence de Rome ferait une œuvre utile en donnant, dans un article additionnel au Règlement d'exécution proposé par eux, une interprétation de l'article 4 de la Convention, au point de vue spécial de la nature des brevets demandés dans les pays de l'Union pendant les délais de priorité.

L'addition proposée est conforme au vœu adopté par le Congrès international de 1878 sur la proposition de spécialistes distingués, parmi lesquels se trouvaient les représentants officiels de trois Gouvernements (Compte-rendu sténographique, page 418). En introduisant cette disposition dans le Règlement d'exécution projeté, la Conférence rendrait un service signalé aux inventeurs des pays contractants, et augmenterait notablement l'intérêt qu'ont les Etats non contractants à se joindre à l'Union, deux résultats aussi désirables l'un que l'autre.

3. — On a demandé de divers côtés au Bureau international quels pays devaient être considérés comme « pays d'outre-mer » et, en particulier, si l'Angleterre, l'Algérie, etc., devaient être rangées dans leur nombre.

La réponse à cette question est, cela va sans dire, différente pour chaque continent, mais il ne paraît pas nécessaire de faire la liste des pays qui sont réciproquement pays d'outre-mer. Il peut toutefois être utile de déterminer les pays que les Etats européens doivent considérer comme tels, et c'est ce qui a été fait dans le texte proposé.

II. — *Accession de nouveaux Etats à l'Union internationale.*

1. — Il est nécessaire d'avoir une règle uniforme pour la fixation de la date d'entrée dans l'Union des Etats qui accèderont ultérieurement à la Convention. Le plus simple est d'admettre comme date de l'accession d'un Etat, celle de la notification que ce dernier adresse au Conseil fédéral suisse pour l'informer de sa détermination d'entrer dans l'Union. Dans le cas, toutefois, où ledit Etat préférerait fixer une date plus tardive, cette faculté lui serait réservée.

2. — Le Conseil fédéral suisse ne peut trancher, lors de l'accession d'une colonie ou possession étrangère d'un Etat contractant, la question délicate de savoir si le nombre de voix dont cet Etat dispose doit être augmenté par le fait de cette accession. Ladite colonie ou possession doit pouvoir être admise dans l'Union, sous réserve des décisions de la prochaine Conférence en ce qui concerne la question qui nous occupe. Cette dernière doit toutefois figurer en tête de l'ordre du jour de la Conférence, afin que l'Etat intéressé puisse jouir immédiatement de l'augmentation de voix éventuelle.

III. — *Ressort de l'Union.*

Il est indispensable que le public intéressé connaisse celles des possessions

des Etats contractants qui font partie de l'Union par le seul fait de l'accession de leur métropole.

Cet article a pour but de les lui faire connaître.

IV. — *Attestations de protection légale.*

1. — L'article 6 de la Convention dispose que toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement déposée dans le pays d'origine sera admise au dépôt et protégée telle quelle dans tous les autres pays de l'Union.

Or, il existe dans les divers Etats des formalités différentes, et parfois fort coûteuses, pour prouver qu'une marque y est régulièrement déposée et il ne peut être qu'utile d'amener de l'uniformité dans ce domaine. Le formulaire proposé donne toutes les indications nécessaires relativement à la marque, et a le grand avantage d'éviter toute légalisation ou attestation autre que celle du Service spécial de la propriété industrielle du pays d'origine.

2. — Le nom commercial est protégé sans dépôt préalable; mais il est toujours nécessaire de prouver qu'il est protégé dans le pays d'origine, quand on veut en réprimer l'emploi abusif. C'est à cela qu'est destiné le formulaire proposé.

V. — *Publication, par le Bureau international, des brevets demandés et délivrés.*

L'article 4 de la Convention établit des délais de priorité qui ont une grande importance, particulièrement en ce qui concerne les brevets. On aura souvent besoin de connaître officiellement la date des demandes de brevet, ce qui donnera un grand surcroît de travail aux Offices de la propriété industrielle de l'Union, si ces derniers doivent délivrer un certificat pour chaque cas spécial.

La publication officielle, par le Bureau international, des brevets demandés dans toute l'Union évitera ce travail inutile, ainsi que la perte de temps qui s'ensuivrait. Elle devra être complétée par la publication des brevets délivrés, publication qui sera très utile aux inventeurs et industriels, en leur fournissant l'état complet des inventions brevetées dans l'Union.

Les Administrations qui publient promptement, dans leur feuille officielle, des indications suffisantes au sujet des brevets demandés et délivrés, sont comme il est juste, dispensées de l'envoi des listes prévues dans le projet de Règlement.

VI. — *Enregistrement des marques de fabrique ou de commerce au Bureau international.*

Les marques de fabrique n'ont pas besoin, comme les brevets, d'être publiées dans l'organe du Bureau international: il y aura lieu d'y penser quand on créera un enregistrement central pour toute l'Union. En revanche, il est désirable que le Bureau tienne dès maintenant, pour chaque pays, un registre des marques nouvellement enregistrées, afin qu'il puisse donner les renseignements qui pourront lui être demandés sur cette matière.

VII. — *Renseignements à fournir par le Bureau international.*

Contrairement aux autres Bureaux internationaux, qui servent de lien entre les diverses Administrations, mais qui n'ont rien à faire avec le public, il semble que, pour rendre tous les services qu'on peut attendre de lui, le Bureau international de la propriété industrielle doit pouvoir fournir au public industriel et commerçant tous les renseignements recueillis en vertu des articles V et VI du projet de Règlement.

Pour éviter, toutefois, un trop grand encombrement, il convient de fixer une taxe à acquitter pour chaque renseignement demandé; d'autre part, cette taxe doit être facile à régler, afin de ne pas détourner le public de demander les renseignements dont il a besoin. L'établissement d'une taxe de 1 franc par renseignement, payable en timbres-poste, paraît devoir satisfaire à ces deux exigences.

VIII. — *Protection temporaire des inventions, dessins, modèles et marques figurant aux Expositions internationales.*

L'article 11 de la Convention peut être interprété de deux manières : on peut admettre que la protection temporaire n'est due que par l'Etat sur le territoire duquel a lieu l'exposition, ou qu'elle est due par tous les Etats de l'Union. Il est nécessaire que l'on soit fixé sur ce point, tant dans le public que dans les différentes Administrations. D'après le texte adopté dans le projet de Règlement, la protection s'étend sur tout le territoire de l'Union. Cette solution paraît seule digne d'une Union internationale, et seule efficace; en effet, dans l'autre hypothèse, une invention brevetable protégée dans l'un des Etats contractants serait livrée sans défense à la contrefaçon dans tous les autres Etats de l'Union, et perdrait le caractère de nouveauté nécessaire pour l'obtention d'un brevet, ce qui serait contraire à l'esprit de la Convention.

Il n'est rien arrêté pour le commencement de la protection temporaire : chaque Etat pourra le fixer à sa guise. Cette protection dure jusqu'à six mois après l'ouverture de l'exposition, sans préjudice des délais de priorité stipulés à l'article 4 de la Convention. Pendant tout le cours de la protection temporaire, l'inventeur peut faire la demande de brevet nécessaire pour s'assurer la protection définitive dans l'un ou l'autre des Etats de l'Union.

Il a paru bon de donner aux inventeurs un délai aussi long, afin que, profitant du concours d'industriels qui visitent l'exposition, ils puissent se rendre compte des chances de succès de leur invention, ainsi que des pays dans lesquels il leur convient de prendre des brevets. Les brevets sont encore très chers dans bien des pays; aussi est-il bon qu'un inventeur peu fortuné, un ouvrier par exemple, puisse exposer son œuvre sans grands frais, et attendre d'avoir trouvé un acquéreur pour son invention avant de devoir prendre un brevet. La disposition proposée pourrait fort bien avoir pour conséquence d'augmenter considérablement le nombre des petits inventeurs, qui apportent souvent de petites, mais utiles modifications à l'outillage ou aux produits industriels déjà connus, et qui contribuent pour une bonne part au développement de l'industrie.

Il n'est parlé ici que de la protection temporaire des brevets, parce que c'est pour ces derniers que cette protection est le plus nécessaire. L'application de la disposition dont il s'agit aux dessins, modèles et marques, comme cela est prévu dans le projet, ne présente aucun inconvénient.

IX. — *Statistique.*

Les documents statistiques que le Bureau international a reçus de diverses Administrations sont si différents entre eux qu'ils ne sauraient servir de base à la statistique générale prévue au chiffre 6 du Protocole de clôture de la Convention.

Pour pouvoir établir cette statistique, et classer par catégories les brevets et les marques qu'il aura à publier et à enregistrer, le Bureau international doit recevoir des indications reposant sur une classification uniforme.

La classification proposée dans le projet paraît de nature à pouvoir être admise par tous les États contractants. Les brevets sont divisés en vingt grandes classes. Au point de vue de la facilité des recherches, il serait désirable que les sous-classes, mentionnées entre parenthèses et séparées par des points-virgules, pussent aussi être adoptées par toutes les Administrations; mais cela paraît plus difficile.

La classification des dessins et modèles et des marques ne paraît pas devoir rencontrer de difficulté.

X. — *Entrée en vigueur du Règlement.*

Au point de vue de l'entrée en vigueur du Règlement, il a paru convenable de distinguer celles de ses dispositions qui sont immédiatement applicables, et celles dont l'application exige certaines mesures préparatoires. Les dernières n'entreraient en vigueur que le 1^{er} janvier 1887, les autres dès le 1^{er} juillet 1886.

L'Administration italienne et le Bureau international sont convaincus que l'adoption du Règlement d'exécution proposé serait saluée avec joie par les intéressés, et donnerait à la Convention une valeur toute nouvelle.

Projet de Règlement pour l'exécution de la Convention internationale du 20 Mars 1883.

TEXTE DU PROJET ÉLABORÉ
par l'Administration Italienne et
le Bureau international.

MODIFICATIONS PROPOSÉES
et observations faites au sujet
de ce projet.

Observations. — Les motifs à l'appui des modifications proposées sont indiqués à la suite de chaque article. Le chiffre entre parenthèses, après une proposition, renvoie aux explications fournies à l'appui de cette proposition.

Règlement.

Pour l'exécution de la Convention conclue entre la Belgique, le Brésil, la République Dominicaine, l'Equateur, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Guatemala, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie, la Suisse et la Tunisie.

Les soussignés, dans le but d'assurer l'application uniforme de la Convention conclue à Paris le 20 mars 1883 pour la constitution de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté les dispositions suivantes pour l'exécution de ladite Convention:

I

Dispositions explicatives.

1. — Pour pouvoir être assimilés aux sujets ou citoyens des Etats contractants, aux termes de l'art. 3 de la Convention, les sujets ou citoyens d'Etats ne faisant pas partie de l'Union qui ont des établissements industriels ou commerciaux sur le territoire d'un des Etats de l'Union, doivent être propriétaires exclusifs desdits établissements et y être représentés par un mandataire général.

2. — Lorsque, dans les délais fixés à l'art. 4 de la Convention, une personne aura déposé dans plusieurs Etats de l'Union des demandes de brevets pour la même invention, les droits résultant des brevets ainsi demandés seront indépendants les uns des autres.

3. — Relativement aux Etats de l'Union situés en Europe, sont considérés comme » pays d'outre-mer « (art. 4), les pays extra-européens qui ne sont pas riverains de la Méditerranée.

I

Dispositions explicatives.

Suisse. — Ajouter à la phrase: » qui ont des établissements industriels ou commerciaux sur le territoire de l'un des Etats de l'Union «, les mots » sans y être domiciliés « (1).

Motifs.

(1) Dans sa rédaction actuelle, le paragraphe 1 pourrait être interprété dans ce sens que, pour être assimilés aux sujets ou citoyens d'Etats contractants, tous les sujets ou citoyens d'Etats ne faisant pas partie de l'Union doivent posséder des établissements industriels ou commerciaux sur le territoire d'un des Etats contractants, et y être représentés par un mandataire général. Or, l'article 3 de la Convention dit expressément que l'assimilation est acquise aux ressortissants des Etats non contractants quand ils sont domiciliés dans l'Union, et la disposition proposée dans le projet de Règlement ne vise évidemment que ceux d'entre eux qui ne remplissent pas cette condition. L'adjonction proposée ci-dessus dissipe toute équivoque possible à ce sujet. (Suisse.)

Texte du projet

II

Accession de nouveaux Etats à l'Union internationale.

1. — Lorsqu'un nouvel Etat adhère à la Convention, la date de la note par laquelle son accession est annoncée au Conseil fédéral suisse sera considérée comme celle de l'entrée dudit Etat dans l'Union, à moins que son Gouvernement n'indique une date d'accession postérieure.

2. — Si, lors de l'accession d'une colonie à la Convention, la métropole demande que le nombre de voix dont elle dispose dans les Conférences de délégués de l'Union en soit augmenté, cette demande formera le premier sujet à l'ordre du jour de la prochaine Conférence.

III.

Ressort de l'Union.

Sont considérés comme appartenant à l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle:

1. — L'Algérie comme faisant partie de la France, etc.

(Les diverses Administrations sont priées de bien vouloir fournir l'indication de celles de leurs possessions qui font partie de l'Union par le seul fait de l'accession de la métropole.)

Modifications proposées

IV.

Attestations de protection légale.

1. — Pour assurer la protection des marques de fabrique ou de commerce de leurs ressortissants dans tout le territoire de l'Union, les Administrations du pays d'origine leur délivreront une attestation conforme au modèle *A* annexé au présent Règlement (1). Cette attestation sera considérée par toutes les autres Administrations comme une preuve suffisante que lesdites marques jouissent de la protection légale dans le pays d'origine.

2. — De même, il pourra être délivré une attestation conforme au modèle *B* *) pour prouver la protection légale accordée dans un Etat de l'Union à un nom commercial.

IV.

Attestations de protection légale.

Belgique. — Estime qu'elle peut se dispenser de délivrer des attestations conformes au modèle *A*, vu que les actes de dépôt qu'elle délivre peuvent remplir le même but (1).

France. — Modifier le libellé du modèle *A* de manière à certifier seulement que telle marque a été déposée tel jour, au lieu d'attester qu'elle jouit de la protection légale.

Suisse. — Rédiger comme suit la première phrase de ce paragraphe :

» Pour mettre leurs ressortissants à même de justifier que leurs marques de fabrique ou de commerce ont été régulièrement déposées dans le pays d'origine, les Administrations de l'Union leur délivreront une attestation conforme au modèle *A* annexé au présent Règlement « (2).

Grande-Bretagne. — Disposer que toute demande tendant à étendre un brevet à d'autres pays de l'Union devra être accompagnée d'un exemplaire, manuscrit ou imprimé, de la description de l'invention et des dessins (s'il en existe), tels qu'ils auront été déposés dans le pays où la première demande a été faite.

Cette copie devra être certifiée par le Service spécial de la propriété industrielle de ce dernier pays.

Suisse. — Ajouter à l'article IV le paragraphe suivant :

» 3. La légalisation des attestations ci-dessus n'est pas requise « (3).

*) Nous n'avons pas cru nécessaire de reproduire ces divers modèles.

Motifs.

(1) Aux termes de la loi belge du 1^{er} avril 1879 sur les marques de fabrique, l'acte qui constate le dépôt d'une marque de fabrique est dressé en trois expéditions, dont l'une reste au greffe où le dépôt a été effectué, tandis que la seconde est transmise au Service spécial de la propriété industrielle, et la troisième est remise au déposant pour lui servir de titre. Or, cette dernière peut tenir lieu de l'attestation A proposée par l'Administration italienne et le Bureau international, car elle donne les mêmes indications, sauf celle concernant la durée de la marque, laquelle est inutile, vu qu'en Belgique cette durée est perpétuelle. (Belgique.)

(2) La modification proposée ne vise que la rédaction. A proprement parler, c'est la Convention internationale, et non l'attestation, — comme le dit le projet de Règlement, — qui assure aux ressortissants des Etats contractants la protection de leurs marques. Le but de l'attestation est de prouver que la marque est régulièrement déposée dans le pays d'origine, et de mettre ainsi son propriétaire à même de faire valoir les droits qu'il tient de la Convention. (Suisse.)

(3) Il semble que l'on peut se contenter d'une attestation munie de la signature et du timbre du Service spécial de la propriété industrielle, et qu'il faut éviter au commerce des frais de légalisation inutiles. Le paragraphe 3 proposé satisfait à cette manière de voir. (Suisse.)

Texte du projet

V

Publication, par le Bureau international, des brevets demandés et délivrés.

1. — Le Bureau international publiera chaque mois, en langue française, comme supplément à son journal, les brevets demandés et délivrés dans le territoire de l'Union, dont il aura reçu l'avis dans le courant du mois écoulée. Cette publication mentionnera :

a. Pour les brevets demandés :

- 1^o Le numéro de la demande;
- 2^o Le nom du demandeur;
- 3^o Son domicile;
- 4^o L'indication succincte de l'objet du brevet;
- 5^o La nature du brevet;
- 6^o La date de la demande;
- 7^o La durée pour laquelle le brevet est demandé.

b. Pour les brevets délivrés :

- 1^o Le numéro du brevet;
- 2^o Le nom du breveté;

Modifications proposées

V

Publication, par le Bureau international, des brevets demandés et délivrés.

Belgique. — Estime que la publication des brevets demandés n'est pas nécessaire (1).

Suisse. — Ajouter, dans l'énumération des indications à fournir au Bureau international sur les brevets demandés et délivrés, entre les chiffres 4 et 5 actuels :

» 5^o La classe du brevet. «

Les chiffres 5, 6, 7 et 8 actuels deviendraient respectivement les chiffres 6, 7, 8 et 9 (2).

Suisse. — Ne juge pas nécessaire de publier les brevets délivrés (3).

- 3° Son domicile;
- 4° L'indication succincte de l'objet du brevet;
- 5° La nature du brevet;
- 6° La date de la demande;
- 7° La date du brevet;
- 8° La durée du brevet.

Il sera publié tous les mois un répertoire des brevets demandés, lequel sera établi par ordre alphabétique des inventeurs et par branche d'industrie.

A la fin de chaque année, il sera publié un répertoire des brevets délivrés dans chaque pays lequel sera établi de la même manière que le précédent.

2. — En vue des susdites publications, les Administrations communiqueront au Bureau international, au moins une fois par mois, la liste des demandes de brevets qui leur auront été adressées et celle des brevets qu'elles auront délivrés, en utilisant pour cela les formulaires *C* et *D* annexés au présent Règlement*).

Sont dispensées de l'envoi de ces listes les Administrations qui publient sans retard et au moins une fois par mois, dans leur journal officiel, avec tous les détails contenus dans les formulaires *C* et *D*, les demandes de brevets reçues et les brevets délivrés par elles.

Motifs.

(1) La publication de la liste des brevets *demandés* ne paraît pas nécessaire: cette liste ferait double emploi avec celle des brevets *délivrés*. Effectivement, en vertu du principe du non-examen préalable, toutes les demandes de brevets déposées en Belgique sont accueillies, à moins qu'il ne s'agisse d'inventions contraires à l'ordre public, ou ayant pour objet des préparations pharmaceutiques. Mais les demandes de cette espèce sont excessivement rares, et l'on peut dire que sur 4,000 demandes déposées, en moyenne, par année en Belgique, il en est accueilli au moins 3,990. (Belgique.)

*) Même observation que ci-dessus.

(2) Les limites qui séparent les différentes classes sont parfois fort difficiles à tracer, et il se pourrait que la publication du Bureau international rangeât dans telle classe un brevet porté à une autre classe dans la statistique de l'Administration qui l'a délivré. Cette dernière ayant en main la description détaillée de l'invention, pourra déterminer le classement d'un brevet plus aisément que ne le ferait le Bureau international, lequel ne recevra que « l'indication succincte de l'objet du brevet. » Or il est très-important que le classement se fasse d'une manière correcte, car cela facilitera les recherches dans une grande mesure. (Suisse.)

(3) Vu le grand nombre des brevets demandés et délivrés chaque année dans le territoire de l'Union, la publication prévue à l'article V occasionnerait une dépense considérable. Aussi, tout en reconnaissant la grande importance de cette proposition inspirée par l'Administration anglaise, l'Administration suisse pense-t-elle que l'on pourrait peut-être se borner à publier les brevets demandés. Cette publication permettrait de déterminer les délais de priorité, de faire opposition aux brevets demandés indûment, de suivre les inventions faites dans toutes les branches de l'industrie, en un mot elle rendrait tous les services que l'on peut attendre de l'adoption de l'article V. La publication des brevets délivrés n'aurait, semble-t-il, d'utilité que si les indications publiées par le Bureau international devaient suffire pour que l'on pût vérifier si un brevet est, ou non, en vigueur; mais, dans ce cas, il faudrait encore publier les brevets annulés par un jugement ou tombés en déchéance par suite du non-paiement de la taxe, etc., ce que personne ne demande. Comme il faudra toujours s'adresser à l'Administration qui a délivré le brevet quand on voudra savoir si ce dernier subsiste, il semble que l'utilité de la publication des brevets délivrés n'équivaudrait pas aux dépenses qui en résulteraient. Toutefois, en considération du fait que la Suisse n'a pas encore de loi sur les brevets, l'Administration de ce pays s'abstient de faire une proposition tendant à modifier l'art. V dans le sens qui vient d'être indiqué, et se borne à attirer sur ce point l'attention des Administrations intéressées. (Suisse.)

Texte du projet

VI

Enregistrement des marques de fabrique ou de commerce au Bureau international.

1. — Les Administrations de l'Union enverront au Bureau international, au moins une fois par mois, une liste des marques de fabrique ou de commerce enregistrées par elles, en utilisant pour cela le formulaire E annexé au présent Règlement. Elles enverront, en même temps, deux fac-similés de chaque marque, dont l'un devra être collé sur le formulaire, en

Modifications proposées.

VI

Enregistrement des marques de fabrique ou de commerce au Bureau international.

regard de l'inscription y relative, et l'autre sur feuille volante.

2. — A l'aide de ces documents, le Bureau international tiendra, pour chaque pays, un registre spécial contenant les indications suivantes :

- 1° Numéro de la marque ;
- 2° Fac-similé de la marque ;
- 3° Nom du propriétaire ;
- 4° Domicile ;
- 5° Produits auxquels la marque est destinée ;
- 6° Date du dépôt.

3. — Sont dispensée de l'envoi mentionné au 1^{er} paragraphe les Administrations qui publient officiellement les marques enregistrées par elles, avec tous les détails énumérés dans le paragraphe 2. De même, la collection des publications officielles de ces Administrations concernant les marques de fabrique ou de commerce, remplacera, au Bureau international, le registre spécial prévu dans le même paragraphe 2.

Pays-Bas. — Ajouter le paragraphe suivant :

» 4° L'envoi au Bureau international où la publication officielle des fac-similés des marques ne sont obligatoires que pour les Etats dont la loi exige du déposant la remise d'un cliché de sa marque« (1).

Motifs

(1) La loi des Pays-Bas, et peut-être celle de quelques autres Etats, déclare facultative la remise d'un cliché de la marque par le déposant. Chaque fois que celui-ci n'aura pas envoyé de cliché, il sera impossible de faire, et par conséquent de remettre au Bureau international ou de publier un fac-similé de la marque, à moins que le déposant n'ait envoyé, — soit en exécution de la loi, soit de son propre mouvement, — un fac-similé en sus du nombre nécessaire pour l'accomplissement des formalités requises dans l'Etat même en ce cas, on pourrait envoyer ce fac-similé au Bureau international, mais la publication resterait également impossible. L'adjonction proposée sert à éviter cette difficulté. (Pays-Bas).

Texte du projet

Modifications proposées

VII

*Renseignement à fournir par le
Bureau international.*

1. — Le Bureau international est tenu de fournir gratuitement aux diverses Administrations les renseignements qu'elles pourront lui demander sur les brevets et les marques de fabrique ou de commerce, pour autant qu'il s'agira d'indications prévues dans les articles V et VI du présent Règlement.

2. — Les mêmes renseignements seront fournis aux particuliers domiciliés dans le territoire de l'Union, moyennant une taxe de 1 franc par renseignement demandé.

Cette taxe pourra être payée en timbres-postes des divers Etats contractants, et cela sur la base suivante pour les Etats qui n'ont pas le franc pour unité monétaire, savoir :

Brésil, 1 fr. = 400 reis ;

Dominicaine (République), 1 fr. = 20 centos de peso ;

Equateur, 1 fr. = 20 centos de peso ;

Espagne, 1 fr. = 1 peseta ;

Grande-Bretagne, 1 fr. = 10 pence ;

Guatemala, 1 fr. = 20 centos de peso ;

Norwège, 1 fr. = 80 øre ;

Pays-Bas, 1 fr. = 50 cents ;

Portugal, 1 fr. = 200 reis ;

Serbie, 1 fr. = 200 paras ;

Suède, 1 fr. = 80 øre ;

Salvador, 1 fr. = 20 centos de peso ;

3. — Les Administrations des divers Etats ci-dessus accepteront, aux taux indiqués dans le paragraphe précédent, les timbres de leur pays que le Bureau international aura reçus à titre de frais de renseignements.

VIII

Protection temporaire des inventions, dessins, modèles et marques figurant aux Expositions internationales.

1 — La protection temporaire prévue à l'art. 11 de la Convention consiste dans un délai de priorité, s'étendant aux maximum jusqu'à six mois à partir de l'ouverture de l'Exposition, et pendant lequel l'exhibition, la publication ou l'emploi non autorisé par l'ayant droit, de l'invention, du dessin, du modèle ou de la marque ainsi protégés, ne pourront pas empêcher celui qui a obtenu ladite protection temporaire, de faire valablement, dans ledit délai, la demande de brevet ou le dépôt nécessaire pour s'assurer la protection définitive dans tout le territoire de l'Union.

2. — La susdite protection temporaire n'aura d'effet que si, pendant sa durée, il est présenté une demande de brevet ou fait un dépôt en vue d'assurer à l'objet auquel elle s'applique la protection définitive dans un des Etats contractants.

3. — Les délais de priorité mentionnés à l'art. 4 de la Convention sont indépendants de ceux dont il est question dans le 1^{er} paragraphe.

4. — Les inventions brevetables auxquelles la protection provisoire aura été accordée en vertu du présent article, devront être notifiées au Bureau international de la même manière que les brevets demandés (art. V, § 1, a), et faire l'objet d'une publication semblable.

VIII

Protection temporaire des inventions, dessins, modèles et marques figurant aux Expositions internationales.

France. — Propose de laisser à chaque Etat le soin de déterminer les conditions dans lesquelles la protection temporaire sera accordée (1).

Motifs

(1) Cet article soulève certains observations, au point de la législation française sur la matière. La loi du 23 mai 1868 qui accorde, en France, une garantie temporaire aux inventions susceptibles d'être brevetées et

aux dessins et modèles de fabrique admis aux expositions publiques autorisées par l'Administration, porte, dans l'article 2, que le certificat qui est délivré à l'exposant par l'autorité préfectorale, assure à celui qui l'obtient, les mêmes droits que lui conférerait un brevet d'invention ou un dépôt légal de dessin de fabrique, à dater du jour de l'admission jusqu'à la fin du troisième mois qui suivra la clôture de l'exposition, sans préjudice du brevet que l'exposant peut prendre ou du dépôt qu'il peut opérer avant l'expiration de ce terme. La demande du certificat doit, d'ailleurs, être faite dans le premier mois, au plus tard de l'ouverture de l'exposition.

L'article VII du Projet de Règlement, en stipulant que la protection temporaire prévue à l'art. 11 de la Convention consiste dans un délai de priorité s'étendant *au maximum jusqu'à six mois à partir de l'ouverture de l'exposition*, place en France, les exposants appartenant au pays de l'Union, dans une situation moins favorable que celle que leur assure la loi de 1868. En effet, en supposant une exposition durant six mois, ces exposants jouiraient actuellement d'une protection temporaire *d'au moins neuf mois*.

Il semble qu'il serait préférable de n'apporter aucune modification à l'art. 11 de la Convention, qui impose aux Etats de l'Union l'obligation d'accorder une protection temporaire aux inventions brevetables, aux dessins et modèles industriels et aux marques de fabrique ou de commerce pour les produits admis aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues, mais qui laisse le soin à chaque Etat de déterminer les conditions dans lesquelles cette protection sera accordée. (France).

Texte du projet

IX

Statistique.

1. — Pour la statistique de la propriété industrielle, les Etats de l'Union adopteront la classification suivante, dans laquelle ils pourront encore introduire des sous-rubriques, savoir:

a. Brevets d'invention.

1^o Agriculture (Machines agricoles; engrais et amendements, travaux de vidange; travaux d'exploitation, horticulture; meunerie; boulangerie).

2^o Hydraulique (Moteurs hydrauliques; appareils autres que les monteuses hydrauliques).

3^o Chemins de fer (Voie; locomotives et locomotives routières; voi-

Modifications proposées

IX

Statistique.

France. — Est d'avis qu'il ne convient pas d'imposer une classification internationale quelconque (1).

tures et accessoires; appareils divers se rapportant à l'exploitation).

4° Arts textiles (Filature; teinture, apprêt et impression; tissage, passementerie; tricot; tulle, dentelles et filets).

5° Machines (Machines à vapeur; chaudières; organes; machines outils pour le travail des métaux et des bois; machines diverses; manœuvre des fardeaux; machines à coudre; moteurs; machines servant à la fabrication des chaussures).

6° Marine et navigation (Construction des navires et engins de guerre; machines marines et propulseur; gréement, accessoires, appareils de sauvetage, pisciculture et grande pêche, aérostats; travaux des ports, des rivières et des canaux).

7° Matériel de construction (Matériaux et outillage; ponts et routes; travaux d'architecture; aménagement d'intérieurs; secours contre l'incendie).

8° Mines et métallurgie; Exploitation de mines et minières; fer et acier; métaux autres que le fer).

9° Matériel de l'économie domestique (Article de ménage; serrurerie, coutellerie et service de table; meubles et ameublement).

10° Carrosserie (Voitures; sellerie; maréchalerie; compteurs).

11° Arquebuserie et artillerie (Fusils; canons; équipement et travaux militaires).

12° Instruments de précision (Horlogerie; appareils de physique et de chimie; appareils frigorifiques; appareils de médecine et de chirurgie; télégraphie; poids et mesures et instruments de mathématiques).

13° Céramique (Briques et tuiles; poterie, faïences, porcelaine, verrerie).

Suisse. — Mettre avant le mot »tulle« celui de »broderie.«

14° Arts chimiques (Produits chimiques; matières colorantes, encres; poudres, et matières explosibles; bougies, savons, parfumerie; huiles, essences, résines, cires, caoutchouc; sucre; boissons; vin, alcool, éther, vinaigre; substances organiques, alimentaires et autres et leur conservation; produits pharmaceutiques et hygiène).

15° Eclairage et chauffage (Lampes et alumettes; gaz; combustible et appareils de chauffage).

16° Confection (Mercerie, ganterie lingerie, fleurs et plumes; parapluies, cannes, éventails; vêtements, chapeaux; chaussures).

17° Arts industriels (Peinture, dessin, gravure et sculpture; lithographie et typographie; photographie; musique; bijouterie et orfèvrerie).

18° Papeterie (Pâtes et machines; articles du bureau, presses à copier).

19° Cuir et peaux (Tannerie et mégisserie; corroirie).

20° Petites industries (Bimbeloterie; articles de fumeur; tabletterie, vannerie, maroquinerie; industries diverses).

b. Dessins et modèles industriels.

1° Objets en métal, à l'exception de la bijouterie.

2° Bijouterie.

3° Objets en verre, en faïence ou en porcelaine, briques, tuiles ou ciment.

4° Objets en bois, en os, en ivoire, en papier mâché, ou en autres substances solides non compris dans les autres classes.

5° Papier, à l'exception du papier-tenture.

6° Papier-tenture.

7° Objets en cuir, y compris les reliures de tout genre.

8° Tapis de toute nature, toiles cirées.

9° Dentelles, bonneterie.

10° Articles de mode et vêtements, y compris les chaussures.

11° Broderie sur mousseline et autres tissus.

12° Dessins imprimés ou tissés sur des étoffes fabriquées à la pièce.

13° Dessins imprimés ou tissés sur mouchoirs et châles.

14° Objets non compris dans les autres classes.

c. Marques

de fabrique ou commerce.

1° Substance chimiques.

2° Substances brutes ou mi-ouvrées de toute nature, employées dans l'industrie et ne rentrant dans aucune autre classe.

3° Métaux bruts et mi-ouvrés employés dans l'industrie.

4° Machines de tout genre et parties de machines, à l'exception des machines agricoles.

5° Machines agricoles et parties de ces machines.

6° Instruments et appareils scientifiques.

7° Instruments de musique.

8° Instruments chronométriques.

9° Instruments, appareils et installations appartenant à la chirurgie, à la médecine ou à l'hygiène.

10° Coutellerie et instruments tranchants.

11° Objets en métaux précieux (y compris l'aluminium, le nikel, le métal anglais, etc., et leurs imitations.)

12° Objets métalliques non compris dans les autres classes.

13° Verrerie.

14° Porcelaine et produits céramiques.

15° Produits minéraux et autres destinés à la construction ou à la décoration architecturale.

16° Instruments destinés au génie civil, à l'architecture ou au bâtiment.

Suisse. — Ajouter aux mots »substances chimiques« ceux de »et pharmaceutiques.«

17° Armes et munitions militaires non comprises dans la classe 18.

18° Substances explosibles.

19° Objets appartenant à l'architecture navale et à l'équipement des navires, à l'exception des instruments nautiques.

20° Voitures et véhicules divers.

21° Fils de diverse nature, jute.

22° Tissus divers, à l'exception de ceux compris dans la classe 23.

23° Tapis, toiles cirées, nattes et paillassons.

24° Autres produits en matières textiles.

25° Cuir et peaux ouvrés ou non.

26° Vêtements.

27° Papier (à l'exclusion du papier-tenture), articles du bureau, imprimerie et reliure.

28° Objets en caoutchouc et en gutta-percha non compris dans les autres classes.

29° Meubles et literie.

30° Aliments.

31° Boissons.

32° Tabac, ouvré ou non.

33° Semences pour l'agriculture et l'horticulture.

34° Chandelles et bougies, savons communs, huiles d'éclairage et de chauffage, huiles à graisser; allumettes; amidon, bleu et autres articles de lessive.

35° Jeux et jouets divers.

36° Boutons, brosses, petits objets divers, d'os, de jais et autres articles non compris dans d'autres classes.

2. — Avant la fin du premier semestre de chaque année, les Administrations de l'Union transmettront au Bureau international, sur des formulaires établis par ce dernier, les indications statistiques suivantes concernant l'année précédente, savoir:

Suisse. — Entre les chiffres 34 et 35, ajouter une classe nouvelle, intitulée: »35° Parfumerie et articles de toilette.« Le chiffre 35 actuel deviendrait chiffre 36.

a. Brevets d'invention.

- 1^o Nombre des brevets demandés.
- 2^o Nombre des brevets délivrés.
- 3^o Sommes perçues de ce chef.
- 4^o Spécification des brevets délivrés,
par pays d'origine.
- 5^o Spécification des brevets délivrés,
par classe d'industrie.

b. Dessins ou modèles industriels.

- 1^o Nombre des dessins ou modèles déposés.
- 2^o Nombre des dessins ou modèles enregistrés.
- 3^o Sommes perçues de ce chef.
- 4^o Spécification des dessins ou modèles enregistrés, par pays d'origine.
- 5^o Spécification des dessins ou modèles enregistrés, par classe d'industrie.

*c. Marques
de fabrique ou de commerce.*

- 1^o Nombre des marques déposées.
- 2^o Nombre des marques enregistrées.
- 3^o Sommes perçues de ce chef.
- 4^o Spécification des marques enregistrées, par pays d'origine.
- 5^o Spécification des marques enregistrées, par classe d'industrie.

Motifs

(1) Bien que la classification proposée pour les brevets d'invention soit la classification suivie en France, l'Administration française est d'avis qu'il ne convient pas d'en prescrire l'adoption par tous les Etats de l'Union, ni d'imposer une classification internationale quelconque. Une mesure de ce genre aurait pour résultat d'adopter une perturbation trop grande dans les classifications adoptées par certains Etats.

L'expérience a démontré qu'il y a des inconvénients sérieux à arrêter définitivement une classification en matière de brevets d'inventions. Il peut, en effet, devenir nécessaire de créer de nouvelles catégories par suite de l'extension de certaines inventions (par exemple celles relatives à l'électricité). Le fait contraire peut également se produire.

Ces explications s'appliquent, d'ailleurs, aux dessins et modèles de fabrique ainsi qu'aux marques de fabrique et de commerce. En ce qui

touche plus particulièrement les marques, la classification proposée donne lieu, en dehors de la question de principe, à une objection assez sérieuse. Le nombre des catégories est beaucoup trop restreint.

La classification française comprend actuellement 63 classes. Or, ce nombre a été reconnu insuffisant, et sera probablement augmenté à partir de 1886.

En matière de marques de fabrique, il importe, afin de faciliter les recherches, de spécialiser le plus possible les classes. Les intéressés désirent, en effet, connaître les marques employées dans une industrie particulière, dans un commerce spécial, pour un certain produit (savons, liqueurs, coutellerie, vins mousseux, etc., etc.).

D'un autre côté, plusieurs catégories de la classification proposée contiendraient un nombre considérable de marques. En France, le chiffre des dépôts augmente chaque année; il était de 4,878 en 1884, il atteindra 6,000 en 1885. On peut donc prévoir que le nombre des dépôts qui seront effectués dans la période de 15 ans sera au moins de 100,000. Or, si on applique aux marques française la classification proposée, on constate que, pour les boissons par exemple, le nombre des marques qui devraient être rangées dans cette catégorie, serait en 1884, de 1,248, et monterait à près de 20,000 pour la période de 15 ans. On est obligé de reconnaître que, dans ces conditions, les recherches seraient bien difficiles en France; au Bureau international de Berne, elles seraient pour ainsi dire impossibles. (France).

Texte du projet

X.

Entrée en vigueur du présent Règlement.

Le présent Règlement sera exécutoire dès le 1^{er} juillet 1886 pour les articles I, II, III, IV et VIII, et dès le 1^{er} janvier 1887 pour les articles V, VI, VII et IX.

Fait à Rome, le 1886.

III. — Enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce.

A. Propositions de l'administration suisse.

Exposé des motifs.

L'Administration suisse croit que l'enregistrement, au Bureau international des marques de fabrique ou de commerce déposées dans tout le

territoire de l'Union, tel qu'il est prévu au paragraphe VI du projet de règlement, présentera de grands avantages au point de vue de la rapidité avec laquelle on pourra obtenir des renseignements sur cette branche de la propriété industrielle. Elle croit, toutefois, qu'en matière de marques, on pourrait aller plus loin que cela, et qu'il ne serait pas impossible de commencer dès maintenant, dans ce domaine, l'œuvre d'unification législative dont l'accomplissement progressif est la tâche de l'Union.

L'unification absolue du système des marques de fabrique, assurant à toutes les marques régulièrement déposées dans l'Union la protection sur tous le territoire de cette dernière viendra peut-être un jour. Pour le moment, l'Administration suisse ne voit pas la nécessité d'une mesure aussi générale: elle craindrait même que les marques, destinées uniquement au commerce interne d'un pays, fussent protégées dans toute l'Union, car cela obligerait les personnes qui auraient à choisir une nouvelle marque de fabrique de consulter préalablement l'énorme collection des marques employées dans tous les pays contractants, afin de ne pas devenir contrefacteurs sans le savoir.

Ce qui serait désirable, serait d'avoir un enregistrement central facultatif, qui assurerait à la marque, sans autre formalité, la protection légale dans tous les Etats contractants. Cet enregistrement ne serait opéré que sur la demande des intéressés et moyennant une certaine taxe, de manière que les seules marques faisant l'objet d'un droit privatif dans toute l'Union seraient celles qui servent pour le commerce international.

L'Administration suisse a l'honneur de proposer un projet d'Arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, ainsi qu'un projet de Règlement pour l'exécution du dit Arrangement. Le premier, conçu en termes généraux, pose les principes: il sera seul soumis à la ratification des Parlements. Le second, au contraire, détermine les détails d'exécution, et pourra être révisé par simple décision des Administration de l'Union.

L'Arrangement proposé paraît être acceptable pour tous les Etats contractants. La seule objection qui semble pouvoir lui être opposée, est celle de la perte des taxes résultant de l'enregistrement national des marques étrangères; mais cette perte est plus que compensée par l'avantage que les ressortissants de chaque pays retireront de l'Arrangement en question.

Si, toutefois, certaines Administrations n'étaient pas disposées à accepter le principe de l'enregistrement international, l'Administration suisse maintiendrait sa proposition, comme base d'un arrangement restreint entre les Etats de l'Union qui seraient disposés à y adhérer. Des arrangements de de cette nature ont déjà été conclus en assez grand nombre entre les Etats de l'Union postale; il sont autorisés par l'article 15 de la Convention internationale du 20 mars 1883.

Voici quelques explications concernant le texte proposé pour l'Arrangement et pour le Règlement d'exécution:

Projet d'arrangement.

L'article premier indique, comme condition pour l'enregistrement d'une

marque de fabrique, l'enregistrement préalable de ladite marque dans le pays d'origine. Le Bureau international ne pourra donc refuser l'enregistrement qu'aux marques qui ne rempliront pas cette condition.

Il est nécessaire que les marques faisant l'objet d'un droit privatif dans toute l'Union soient publiées dans un recueil officiel. C'est ce qui est disposé à l'article 2.

D'après l'article 3, le droit à la protection internationale de la marque repose exclusivement sur la protection accordée dans le pays d'origine, et prend fin avec elle. L'enregistrement international ne crée donc aucun droit; il ne fait qu'étendre les droits nationaux à tout le territoire de l'Union.

Il semble juste que le frais résultant de l'exécution de l'Arrangement proposé soient supportés par ceux qui en tireront profit. Comme il est, du reste, impossible de prévoir l'extension que prendra l'enregistrement au Bureau international, on ne saurait admettre la gratuité de cet enregistrement sans élever le *maximum* des dépenses du Bureau dans une mesure suffisante pour parer à toutes les éventualités, ce qui pourrait susciter des oppositions au point de vue budgétaire. L'article 4 évite cet inconvénient, en disposant que le montant de la taxe à payer par le déposant doit être fixé de manière que les dépenses nécessitées par l'exécution de l'Arrangement soient couvertes par les taxes perçues.

Comme on l'a vu à l'occasion de l'article 3 la protection internationale prend fin dès que la marque cesse d'être protégée dans le pays d'origine. Si la publication faite par le Bureau international doit fournir au public des indications positives sur les marques qui sont protégées par l'Union, il faut que les radiations opérées par les diverses Administrations soient aussi faites au Bureau international, et publiées par lui. Pour ces motifs, l'article 5 dispose que les Administrations devront notifier au Bureau international les radiations qu'elles auront opérées sur les marques enregistrées audit Bureau en vertu de l'Arrangement dont il s'agit.

L'article 6 prévoit le cas où deux ou plusieurs personnes auraient employé la même marque à un moment et dans des circonstances où cet emploi était permis. Il est évident qu'une marque, possédée légalement pendant des années, ne pourra par tout d'un coup devenir illicite. Les droits acquis demeurent à chacun des propriétaires de la marque, et cela tant dans leur pays d'origine respectifs que dans les Etats où chacun d'eux aura déposé sa marque. Si l'un des propriétaires de cette marque la dépose au Bureau international, son droit à l'usage exclusif de la marque n'existera que dans les Etats de l'Union où ladite marque ne fera l'objet d'aucun droit contraire au sien.

Dans le cas, au contraire, où une marque serait employée d'une manière illégale, la question doit, selon l'article 7, être réglée par les tribunaux des Etats où elle a été déposée pour l'enregistrement national, comme cela s'est fait jusqu'ici.

Règlement d'exécution.

Les dispositions du Règlement d'exécution n'exigent pas un long com-

mentaire; elles ne font qu'appliquer, de la manière qui a paru la plus simple et la plus pratique, les clauses de nature générale qui sont contenues dans l'Arrangement.

En déposant sa demande d'enregistrement, le propriétaire de la marque doit remettre au Bureau international: 1^o deux exemplaires d'un formulaire de dépôt; 2^o un cliché de sa marque; 3^o la somme de cinquante francs par mandat postal.

Le formulaire de dépôt pour l'enregistrement international prévoit, outre les indications ordinaires concernant la marque, son propriétaire et les marchandises auxquelles elle est appliquée, une attestation du Service spécial de la propriété industrielle du pays d'origine de la marque, constatant que l'ensemble des indications contenues dans la demande concorde avec l'enregistrement opéré au pays d'origine. L'enregistrement régulier de la marque dans un des Etats de l'Union étant la seule condition requise pour l'enregistrement international, il convient que chaque demande soit contrôlée par le Service spécial du pays d'origine, avant de parvenir au Bureau international. Afin que les formulaires employés pour les demandes d'enregistrement soient identiques, le Bureau international les fournira gratuitement, tant aux Administrations qu'aux particuliers qui en feront la demande.

Certaines Administrations n'exigent pas l'envoi du cliché des marques présentées au dépôt et se chargent de le faire exécuter d'après l'exemplaire de la marque qui leur est adressé. Il a paru préférable d'exiger l'envoi du cliché, afin d'éviter la perte de temps nécessitée par sa confection, ainsi que les récriminations possibles, dans le cas où la marque publiée par le Bureau international ne satisferait pas le déposant. La dimension du cliché a été fixée à 10 centimètres au maximum dans chaque direction, afin que l'on pût imprimer les marques sur deux colonnes dans le format de la »Propriété industrielle.«

La taxe à payer a été calculée de manière à couvrir les frais occasionnés par le service de l'enregistrement international; la base sur laquelle le calcul a été établi est assez large pour ne pas faire craindre de mécompte.

Quoique l'adoption de l'Arrangement proposé ait pour conséquence de favoriser le dépôt direct des marques par les propriétaires de ces dernières, bien des personnes continueront à faire leurs dépôts par l'intermédiaire d'agents; s'est pourquoi il a fallu prévoir le dépôt par un tiers. Le paragraphe IV exige que le tiers déposant joigne aux pièces réglementaires une procuration spéciale l'autorisant à agir au nom du propriétaire de la marque. Comme, toutefois, ce dépôt ne peut guère avoir de conséquences fâcheuses pour l'ayant droit, la procuration dont il s'agit n'a pas besoin d'être légalisée.

Il sera tenu un double répertoire des marques inscrites: l'un, par ordre alphabétique des noms des déposants; l'autre par classe de produits. Ce système permettra de faire des recherches de tout genre avec la plus grande facilité.

Le Bureau international conservera, comme pièce justificative à l'appui de l'inscription opérée par lui, un exemplaire de la demande d'inscription,

et sa responsabilité sera à couvert dès que l'enregistrement sera conforme aux indications contenues dans ce document.

L'autre exemplaire de la demande d'enregistrement sera renvoyé au déposant avec une attestation du Bureau international indiquant le numéro d'ordre de la marque et la date à partir de laquelle elle jouit de la protection internationale. C'est le certificat d'inscription à la fois le plus simple et le plus complet qui puisse être délivré.

Le mode proposé pour la publication des marques se rapproche de celui adopté en Suisse. La reproduction de la marque est précédée de toutes les indications relatives aux formalités d'enregistrement et à la personne du propriétaire, et suivie de celles qui concernent le produit lui-même et la classe où il est rangé. Ce système de publication demande moins de place que celui qui est adopté par l'Administration anglaise, et les diverses indications sautent aux yeux bien plus que dans le système français, qui a l'avantage d'exiger un espace plus restreint.

Les dispositions générales n'exigent pas de longues explications.

En ce qui concerne l'entrée en vigueur de la protection internationale, il paraît juste de la fixer au jour où le Bureau international est en possession de tous les objets requis pour le dépôt régulier de la marque. Si l'on faisait partir la protection de la date où l'enregistrement est effectué, il pourrait se produire des retards d'un ou deux jours (jours fériés) qui ne seraient pas du fait du déposant, et qui, dans certains cas, pourraient pourtant lui porter préjudice.

Les enregistrements faits par le Bureau international ne devant être que la reproduction de ceux opérés au pays d'origine, ce Bureau ne pourra pas effectuer le transfert des marques cédées ou transmises. Sa tâche consistera à opérer la radiation des marques dont les Administrations lui auront notifié la transmission, et à enregistrer comme marques nouvelles les marques transmises dont il sera fait un dépôt régulier.

Une autre conséquence du fait que l'enregistrement international repose sur celui du pays d'origine, est celle que les marques ne peuvent être enregistrées au Bureau international que pour les produits ou marchandises pour lesquels elles sont enregistrées au pays d'origine, et dans les classes qui y correspondent. Si donc une marque est étendue à de nouveaux produits ou à de nouvelles classes, il faudra l'enregistrer pour ces produits ou ces classes-là comme s'il s'agissait d'une marque nouvelle.

Projet d'Arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce conclu entre la Belgique, le Brésil, la République Dominicaine, l'Equateur, la France, la Grande-Bretagne, le Guatemala, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie, la Suède, la Suisse et la Tunisie.

Les soussignés plénipotentiaires des Gouvernements des Etats ci-dessus énumérés.

Vu l'article 14 de la Convention internationale du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle,

Ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant :

Article premier. — Les sujets ou citoyens de chacun des Etats contractants pourront s'assurer, dans tous les autres Etats de l'Union, la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce régulièrement déposées dans le pays d'origine, moyennant le dépôt desdites marques au Bureau international à Berne.

Art. 2. — Le Bureau international enregistrera les marques déposées conformément à l'article premier, et les publiera dans un supplément à son journal.

Art. 3. — La protection résultant de l'enregistrement de la marque au Bureau international prendra fin en même temps que celle accordée à la marque dans le pays d'origine.

Art. 4. — Le montant de la taxe à payer par le déposant sera fixé de manière que les dépenses nécessitées par l'exécution du présent Arrangement soient couvertes par les taxes perçues.

Art. 5. — La radiation ou la transmission, opérée dans le pays d'origine, d'une marque enregistrée en vertu du présent Arrangement, sera notifiée au Bureau international par l'Administration dudit pays d'origine.

Les publications y relatives seront faites par le Bureau international, sans frais, de la même manière que pour les enregistrements.

Art. 6. — Le dépôt, fait au Bureau international, d'une marque employée légalement par d'autres que le déposant, dans un ou plusieurs des Etats contractants, ne conférera le droit à l'usage exclusif de la marque que dans les pays où la susdite marque ne fera l'objet d'aucun droit contraire à celui du déposant.

Art. 7. — Toutes les questions relatives à la propriété des marques seront résolues par les tribunaux des Etats où ces marques ont été déposées pour l'enregistrement national.

Art. 8. — Les Administrateurs régleront d'un commun accord les détails relatifs à l'exécution du présent Arrangement.

Art. 9. — Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1887.

Il sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Rome.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Etats ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement, à Rome, le mil huit cent quatre-vingt-six.

Projet de règlement pour l'exécution de l'arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce conclu entre la Belgique, le Brésil, la République Dominicaine, l'Equateur, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Guatemala, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie, la Suède, la Suisse et la Tunisie.

Les soussignés, vu l'article 8 de l'Arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, conclu à Rome le 1886, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes, pour assurer l'exécution dudit Arrangement:

Dépôt des marques.

I. — Les demandes d'enregistrement faites en vertu de l'Arrangement du 1886 doivent être adressées au Bureau international de l'Union pour la protection de la propriété industrielle à Berne.

II. — Les demandes d'enregistrement doivent être faites en double exemplaire, sur des formulaires pareils au modèle A annexé au présent Règlement.

Ces formulaires sont délivrés gratuitement par le Bureau international aux administrations et aux particuliers qui en font la demande.

Les demandes d'enregistrement doivent indiquer:

- 1° La date de la demande;
- 2° Le nom du déposant;
- 3° Sa profession;
- 4° Son adresse;
- 5° Les produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée;
- 6° La classe, ou les classes, dans laquelle, ou lesquelles la marque doit être enregistrée au Bureau international. (Voir la classification des marques à l'article IX, § 1, *e.* du projet de Règlement pour l'exécution de la Convention internationale du 20 mars 1883.)

La marque, ou sa reproduction exacte, doit être apposée ou collée sur chacun des deux exemplaires de la demande, à la place réservée à cet effet.

Les deux exemplaires de la demande doivent être munis d'une attestation du Service spécial de la propriété industrielle du pays d'origine, constatant que la marque et les indications ci-dessus énumérées concordent avec l'enregistrement fait audit pays d'origine.

III. — Le déposant doit envoyer au Bureau international, en même temps que sa demande d'enregistrement:

- 1° Un cliché de la marque, pour la reproduction typographique de cette dernière dans la publication qui en sera faite par les soins du Bureau international. Ce cliché doit reproduire exactement la marque, de manière que tous les détails en ressortent visiblement; il ne doit pas avoir une superficie moindre de 15 millimètres ni supérieure à 10 centimètres, dans

chaque direction. L'épaisseur exacte du cliché doit être de 24 millimètres, correspondant à la hauteur des caractères d'imprimerie.

2^o La somme de cinquante francs pour chaque marque déposée. Ce montant doit être consigné par mandat postal à l'ordre du Bureau international, à moins que le déposant ne paye au Bureau même, auquel cas il lui est immédiatement délivré quittance.

L'enregistrement d'une marque dans plusieurs classes n'entraîne pas d'augmentation de taxe.

IV. — Lorsque le dépôt est effectué par l'entremise d'un tiers, ce dernier peut signer la demande lui-même, pourvu qu'il y joigne une procuration spéciale l'autorisant à agir au nom du propriétaire de la marque.

Cette procuration n'a pas besoin d'être légalisée.

Elle est conservée au Bureau international avec la demande à laquelle elle se rapporte.

Enregistrement et publication.

V. — Lorsque le Bureau international a constaté que le déposant s'est conformé aux dispositions des paragraphes II, III et IV du présent Règlement, il procède à l'inscription de la marque déposée, dans le registre destiné à cet effet.

Ce registre contient:

- 1^o Le numéro de la marque;
- 2^o La date du jour où le Bureau international a été en possession de tous les objets requis pour le dépôt régulier de la marque (date de dépôt);
- 3^o La date de la publication concernant le dépôt de la marque;
- 4^o Le nom du propriétaire de la marque;
- 5^o Sa profession;
- 6^o Son adresse;
- 7^o Le pays d'origine de la marque;
- 8^o L'indication des produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée;
- 9^o La classe, ou les classes, dans laquelle, ou lesquelles, la marque est enregistrée au Bureau international;
- 10^o La date d'enregistrement de la marque dans le pays d'origine;
- 11^o Le numéro d'ordre de la marque dans le pays d'origine;
- 12^o Une rubrique destinée à recevoir la mention de la radiation ou de la transmission de la marque.

Il est tenu deux répertoires du susdit registre: l'un par ordre alphabétique des noms des déposants, l'autre par classe de produits.

VI. — L'inscription une fois faite dans le registre, le Bureau international certifie sur les deux exemplaires de la demande la date à partir de laquelle la marque jouit de la protection internationale, et les revêt tous deux de sa signature et de son timbre.

Un de ces exemplaires demeure au Bureau international; l'autre est renvoyé au déposant.

VII. — Le Bureau international pourvoit ensuite à la publication de la marque, qui a lieu dans un supplément à son journal.

Projet de règlement pour l'exécution de l'arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce conclu entre la Belgique, le Brésil, la République Dominicaine, l'Equateur, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Guatemala, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie, la Suède, la Suisse et la Tunisie.

Les soussignés, vu l'article 8 de l'Arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, conclu à Rome le 1886, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes, pour assurer l'exécution dudit Arrangement:

Dépôt des marques.

I. — Les demandes d'enregistrement faites en vertu de l'Arrangement du 1886 doivent être adressées au Bureau international de l'Union pour la protection de la propriété industrielle à Berne.

II. — Les demandes d'enregistrement doivent être faites en double exemplaire, sur des formulaires pareils au modèle A annexé au présent Règlement.

Ces formulaires sont délivrés gratuitement par le Bureau international aux administrations et aux particuliers qui en font la demande.

Les demandes d'enregistrement doivent indiquer:

- 1° La date de la demande;
- 2° Le nom du déposant;
- 3° Sa profession;
- 4° Son adresse;
- 5° Les produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée;
- 6° La classe, ou les classes, dans laquelle, ou lesquelles la marque doit être enregistrée au Bureau international. (Voir la classification des marques à l'article IX, § 1, *e.* du projet de Règlement pour l'exécution de la Convention internationale du 20 mars 1883.)

La marque, ou sa reproduction exacte, doit être apposée ou collée sur chacun des deux exemplaires de la demande, à la place réservée à cet effet.

Les deux exemplaires de la demande doivent être munis d'une attestation du Service spécial de la propriété industrielle du pays d'origine, constatant que la marque et les indications ci-dessus énumérées concordent avec l'enregistrement fait audit pays d'origine.

III. — Le déposant doit envoyer au Bureau international, en même temps que sa demande d'enregistrement:

- 1° Un cliché de la marque, pour la reproduction typographique de cette dernière dans la publication qui en sera faite par les soins du Bureau international. Ce cliché doit reproduire exactement la marque, de manière que tous les détails en ressortent visiblement; il ne doit pas avoir une superficie moindre de 15 millimètres ni supérieure à 10 centimètres, dans

chaque direction. L'épaisseur exacte du cliché doit être de 24 millimètres, correspondant à la hauteur des caractères d'imprimerie.

2° La somme de cinquante francs pour chaque marque déposée. Ce montant doit être consigné par mandat postal à l'ordre du Bureau international, à moins que le déposant ne paye au Bureau même, auquel cas il lui est immédiatement délivré quittance.

L'enregistrement d'une marque dans plusieurs classes n'entraîne pas d'augmentation de taxe.

IV. — Lorsque le dépôt est effectué par l'entremise d'un tiers, ce dernier peut signer la demande lui-même, pourvu qu'il y joigne une procuration spéciale l'autorisant à agir au nom du propriétaire de la marque.

Cette procuration n'a pas besoin d'être légalisée.

Elle est conservée au Bureau international avec la demande à laquelle elle se rapporte.

Enregistrement et publication.

V. — Lorsque le Bureau international a constaté que le déposant s'est conformé aux dispositions des paragraphes II, III et IV du présent Règlement, il procède à l'inscription de la marque déposée, dans le registre destiné à cet effet.

Ce registre contient:

- 1° Le numéro de la marque;
- 2° La date du jour où le Bureau international a été en possession de tous les objets requis pour le dépôt régulier de la marque (date de dépôt);
- 3° La date de la publication concernant le dépôt de la marque;
- 4° Le nom du propriétaire de la marque;
- 5° Sa profession;
- 6° Son adresse;
- 7° Le pays d'origine de la marque;
- 8° L'indication des produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée;
- 9° La classe, ou les classes, dans laquelle, ou lesquelles, la marque est enregistrée au Bureau international;
- 10° La date d'enregistrement de la marque dans le pays d'origine;
- 11° Le numéro d'ordre de la marque dans le pays d'origine;
- 12° Une rubrique destinée à recevoir la mention de la radiation ou de la transmission de la marque.

Il est tenu deux répertoires du susdit registre: l'un par ordre alphabétique des noms des déposants, l'autre par classe de produits.

VI. — L'inscription une fois faite dans le registre, le Bureau international certifie sur les deux exemplaires de la demande la date à partir de laquelle la marque jouit de la protection internationale, et les revêt tous deux de sa signature et de son timbre.

Un de ces exemplaires demeure au Bureau international; l'autre est renvoyé au déposant.

VII. — Le Bureau international pourvoit ensuite à la publication de la marque, qui a lieu dans un supplément à son journal.

Cette publication contient :

- 1^o Le numéro d'ordre de la marque ;
- 2^o La date de dépôt ;
- 3^o Le nom, la profession et l'adresse du déposant ;
- 4^o Le pays d'origine de la marque ;
- 5^o La date d'enregistrement de la marque dans le pays d'origine et son numéro d'ordre dans ledit pays ;
- 6^o La reproduction de la marque ;
- 7^o L'indication des produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée ;
- 8^o La classe, ou les classes, dans laquelle, ou lesquelles, la marque est enregistrée au Bureau international.

Le Bureau international conserve le cliché de la marque qui a servi pour la publication.

Dispositions générales.

VIII. — La protection internationale des marques prend naissance dès le jour où le Bureau international est en possession de tous les objets requis pour le dépôt régulier de la marque (date de dépôt).

IX. — La radiation ou la transmission, opérée dans le pays d'origine, d'une marque enregistrée au Bureau international doit être notifiée à ce dernier par l'Administration dudit pays d'origine.

La publication y relative est faite par le Bureau international, sans frais, de la même manière que pour les enregistrements.

X. — Les marques qui ont fait l'objet d'une transmission doivent, pour jouir de la protection, être déposées comme des marques nouvelles.

XI. — Les marques ne peuvent être enregistrées au Bureau international que pour les produits et marchandises pour lesquels elles sont enregistrées dans le pays d'origine, et dans les classes qui y correspondent.

XII. — Toute extension d'une marque à de nouveaux produits doit être enregistrée comme s'il s'agissait d'une marque nouvelle.

XIII. — Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement du 1886. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Rome, le

1886.

Annexe A.

A remplir
en deux exem-
plaires

- (1) Nom du déposant.
(2) Son domicile.
(3) Pays d'origine de la marque.
(4) Date de l'enregistrement au pays d'origine.
(5) Numéro d'ordre de la marque dans le pays d'origine.
(6) Produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée.
(7) Classe ou classes où la marque doit être enregistrée.

Avis

Une demande d'enregistrement n'est considérée comme complète lorsque le Bureau a reçu les pièces suivantes :

- 1° Deux exemplaires du présent formulaire dûment remplis;
2° Un cliché de la marque. (Dimensions: minimum 15 mm., maximum 10 cm. dans chaque direction; épais 24 mm.);
3° Le montant de 50 fr., par mandat postal.
(Voir le Règlement pour l'exécution de l'Arrangement du..... concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce.)

(8) Pays d'origine de la marque.

Tous les envois adressés au Bureau international doivent être affranchis.

UNION POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

ENREGISTREMENT INTERNATIONAL
DES

Marques de Fabrique ou de Commerce

(Arrangement du 1886)

Le soussigné ⁽¹⁾ _____
domicilié à ⁽²⁾ _____
transmet _____ au Bureau international de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, pour en effectuer le dépôt, la marque ci-jointe, dont il déclare _____ être le propriétaire légitime, marque qui a été enregistrée en ⁽³⁾ _____ le ⁽⁴⁾ _____ sous le numéro ⁽⁵⁾ _____
et qui est appliquée à ⁽⁶⁾ _____

rentrant dans la classe ⁽⁷⁾ _____ de la classification internationale.

Fait à _____ le _____

Signature {
Adresse { du
Profession { déposant.

REMARQUE. Quand la déclaration est signée par un mandataire du déposant, l'adresse de ce dernier doit être jointe à la signature, et la procuration du propriétaire de la marque doit accompagner les pièces. (Article IV du Règlement.)

Place où la marque doit être
collée ou apposée.

La marque et les indications ci-dessus concordent avec l'enregistrement opéré en ⁽⁸⁾ _____

_____, le _____ 188__

Le Service spécial de la propriété industrielle
de ⁽⁸⁾ _____ :

La marque ci-dessus a été enregistrée au Bureau international sous le N° _____, et jouit de la protection dans tous les États de l'Union à partir du _____ 188__

Le Bureau international de l'Union
pour la protection de la propriété industrielle.

Texte proposé par la Délégation italienne.

Projet d'arrangement.

Les modifications au texte des propositions de l'Administration suisse sont indiquées en caractères italiques.

Les soussignés plénipotentiaires des Gouvernements des Etats ci-dessus énumérés,

Vu l'article 14 de la Convention internationale du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle,

Ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant :

Article premier. — Les sujets ou citoyens des Etats contractants pourront s'assurer, dans tous les autres Etats de l'Union, la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce régulièrement déposées dans le pays d'origine, moyennant le dépôt desdites marques au Bureau international, à Berne, *fait par l'entremise de l'Administration dudit pays d'origine.*

Art. 2. — Le Bureau international enregistrera les marques déposées conformément à l'article premier, et les publiera dans un supplément à son journal.

Art. 3. — La protection, résultant de l'enregistrement de la marque au Bureau international, prendra fin en même temps que celle accordée à la marque dans le pays d'origine.

Art. 4. — Le montant de la taxe à payer par le déposant *pour l'enregistrement international sera fixé et perçu par l'Administration du pays d'origine.*

Les frais communs nécessités par l'exécution du présent Arrangement seront répartis annuellement entre les Etats de l'Union, proportionnellement au nombre de marques déposées au Bureau international par chacun des Etats.

Art. 5. — La radiation ou la transmission, opérée dans le pays d'origine, d'une marque enregistrée en vertu du présent Arrangement, sera notifiée au Bureau international par l'Administration dudit pays d'origine.

Les publications y relatives seront faites par le Bureau international de la même manière que pour les enregistrements.

(L'article 6 du projet suisse est supprimé.)

Art. 6. — Toutes les questions relatives à la propriété des marques seront résolues par les tribunaux des Etats où ces marques ont été déposées pour l'enregistrement national.

Art. 7. — Les Administrations régleront d'un commun accord les détails relatifs à l'exécution du présent Arrangement.

Art. 8. — Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1887.

Il sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Rome.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des Etats ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement à Rome, le mil huit cent quatre-vingt-six.

Projet de règlement.

Les soussignés, vu l'article 7 de l'Arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, conclu à Rome, le 1886, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes, pour assurer l'exécution dudit Arrangement.

Dépôt des marques.

(L'article 1 du projet suisse est supprimé.)

I. — *Les demandes d'enregistrement international des marques régulièrement déposées dans un des Etats de l'Union, doivent être adressées en triple exemplaire à l'Administration du pays d'origine.*

Les demandes d'enregistrement doivent indiquer :

- 1^o La date de la demande;
- 2^o Le nom du déposant;
- 3^o Sa profession;
- 4^o Son adresse;
- 5^o Les produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée;
- 6^o La classe, ou les classes, dans laquelle, ou lesquelles, la marque doit être enregistrée au Bureau international.

La marque, ou sa reproduction exacte, doit être apposée ou collée sur chacun des *trois exemplaires* de la demande, à la place réservée à cet effet.

II. — Le déposant doit envoyer à *l'Administration du pays d'origine*, en même temps que sa demande d'enregistrement :

1^o Un cliché de la marque, pour la reproduction typographique de cette dernière dans la publication qui en sera faite par les soins du Bureau international. Ce cliché doit reproduire exactement la marque, de manière que tous les détails en ressortent visiblement; il ne doit pas avoir une superficie moindre de 15 millimètres, ni supérieure à 10 centimètres dans chaque direction. L'épaisseur exacte du cliché doit être de 24 millimètres, correspondant à la hauteur des caractères d'imprimerie.

2^o Une somme à *fixer par ladite Administration* pour chaque marque déposée.

L'enregistrement d'une marque dans plusieurs classes n'entraîne pas d'augmentation de taxe.

(L'article 4 du projet suisse est supprimé.)

Enregistrement et publication.

III. — Lorsque *l'Administration du pays d'origine* a constaté que le déposant s'est conformé aux dispositions des articles I et II du présent règlement, *elle transmet au Bureau international deux exemplaires de la demande et le cliché de la marque.*

Le Bureau international procède alors à l'inscription de la marque déposée, dans le registre destiné à cet effet.

Ce registre contient :

- 1^o Le numéro d'ordre de la marque;

2° La date du jour où l'*Administration du pays d'origine* a été en possession de tous les objets requis pour le dépôt régulier de la marque (date de dépôt);

3° La date de la publication concernant le dépôt de la marque;

4° Le nom du propriétaire de la marque;

5° Sa profession;

6° Son adresse;

7° Le pays d'origine de la marque;

8° L'indication des produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée;

9° La classe ou les classes, dans laquelle, ou lesquelles, la marque est enregistrée au Bureau international;

10° La date d'enregistrement de la marque dans le pays d'origine;

11° Le numéro d'ordre de la marque dans le pays d'origine;

12° Une rubrique destinée à recevoir la mention de la radiation ou de la transmission de la marque.

Il est tenu deux répertoires du susdit registre; l'un par l'ordre alphabétique des noms des déposants, l'autre par classe de produits.

IV. — L'inscription une fois faite dans le registre, le Bureau international certifie sur les deux exemplaires de la demande *que l'enregistrement a eu lieu*, et les revêt tous deux de sa signature et de son timbre.

Un de ces exemplaires demeure au Bureau international; l'autre est renvoyé au déposant *par l'entremise de l'Administration du pays d'origine*.

V. — Le Bureau international pourvoit ensuite à la publication de la marque, qui a lieu dans un supplément à son journal.

Cette publication contient:

1° Le numéro d'ordre de la marque;

2° La date de dépôt;

3° Le nom, la profession et l'adresse du déposant;

4° Le pays d'origine de la marque;

5° La date d'enregistrement de la marque dans le pays d'origine et son numéro d'ordre dans ledit pays;

6° La reproduction de la marque.

7° L'indication des produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée;

8° La classe ou les classes, dans laquelle, ou lesquelles, la marque est enregistrée au Bureau international;

Le Bureau international conserve le cliché de la marque qui a servi pour la publication.

Dispositions générales.

VI. — La protection internationale des marques prend naissance, dès le jour où l'*Administration du pays d'origine* est en possession de tous les objets requis pour le dépôt régulier de la marque (date de dépôt).

VII. — La radiation ou la transmission, opérée dans le pays d'origine, d'une marque enregistrée au Bureau international doit être notifiée à ce dernier par l'*Administration* dudit pays d'origine.

La publication y relative est faite par le Bureau international de la même manière que pour les enregistrements.

VIII. — Les marques qui ont fait l'objet d'une transmission, doivent, pour jouir de la protection, être déposées comme des marques nouvelles. (*L'article XI du projet suisse est supprimé.*)

IX. — Toute extension d'une marque à de nouveaux produits doit être enregistrée comme s'il s'agissait d'une marque nouvelle.

X. — Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement du 1886. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties intéressées.

Fait à Rome, le 1886.

Première réunion préparatoire. — Jeudi 29 avril 1886.

La Conférence internationale de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, convoquée à Rome aux termes de l'article 14 de la Convention conclue à Paris de 20 mars 1883, a tenu aujourd'hui une réunion préparatoire au Ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, sous la présidence de M. Ubaldino Peruzzi, premier délégué d'Italie.

Étaient présents:

Pour l'Allemagne: M. Sttve.

Pour la Belgique: M. Dujoux.

Pour le Brésil: M. Lopez Netto.

Pour l'Espagne: M. le comte de Bascon; M. Louis Mariano de Larra.

Pour la France: M. de comte du Tour; M. Nicolas.

Pour la Grande-Bretagne: M. Henry Reader Lack; M. J. Henry G. Bergne.

Pour l'Italie: M. Ubaldino Peruzzi; M. Antoine Monzilli; M. Oreste Lattes; M. Remi Trinchieri.

Pour le Luxembourg: M. Spedener.

Pour les Pays-Bas: M. de Westenberg; M. Snyder van Wissenkerke.

Pour le Portugal: M. de Souza Prego.

Pour la Roumanie: M. de Plagino.

Pour la Serbie: M. Christitch.

Pour la Suède et la Norvège: M. le comte Hamilton.

Pour la Suisse: M. Bavier; M. Willi.

Pour la Tunisie: M. Michel Palletier.

Pour l'Uruguay: M. Antonini y Diez.

Pour le Bureau international de Berne: M. Willi, déjà nommé.

M. Peruzzi (Italie) souhaite la bienvenue aux délégués des Gouvernements représentés à la Conférence, au nom de M. le Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, retenu en ce moment à l'audience royale.

connaissance; il demande donc que le projet soit imprimé et distribué aussitôt que possible.

M. le Président consent à ce qu'il en soit fait ainsi, et dit que, par conséquent, il faudra tenir une nouvelle séance préparatoire avant l'inauguration officielle.

Après un échange d'observations, la discussion du règlement est remise à demain à 10 heures, et la séance qui suivra celle d'ouverture est fixée au samedi 1^{er} mai, à 2 heures.

M. Reader Lack (Grande-Bretagne) demande qu'il soit permis à MM. Charles Belk et Herbert Hughes, adjoints à la délégation anglaise en qualité d'experts, de prendre part aux réunions de la Conférence avec voix consultative.

La Conférence l'accorde.

La séance est levée à 11 heures et demie.

Le Président provisoire,
Peruzzi.

Le Secrétaire provisoire,
O. Lattes.

2^{me} Réunion préparatoire. — Vendredi 30 avril 1886.

Présidence de M. Peruzzi.

Etaient présents :

MM. Sttve, Dujoux, Lopez Netto, le comte de Rascon, De Larro, Spottorno y Bienert, Stallo, le comte Du Tour, Nicolas, Reader Lack, Bergne, Belk, Hughes, Monzilli, Lattes, Trincheri, Spedener, Sanchez Azcona, le comte Hamilton, De Westenberg, Snyder van Wissenkerke, De Souza Prego, De Plagino, Christitch, Willi, Pelletier.

Les secrétaires : MM. Frey Godet, Beauclerk, Callegari, Rubino.

La séance est ouverte à 10 heures.

M. Lattes lit le procès-verbal de la réunion précédente, qui est adopté sans observations.

M. le Président ouvre la discussion sur le règlement intérieur de la Conférence, dont MM. les délégués ont eu un exemplaire imprimé dès hier au soir. Aucun amendement audit règlement n'ayant été présenté jusqu'à présent au bureau de la Présidence, il prie MM. les délégués d'établir la marche à suivre pour la discussion.

La Conférence arrête que les articles seront approuvés si personne ne demande la parole après la lecture.

M. Lattes donne lecture du règlement, article par article.

Article premier. — La Conférence est formée de tous les délégués munis de pouvoirs des Etats faisant partie de l'Union pour la protection de la propriété industrielle à la date du 29 avril 1886.

Les délégués des Etats qui n'ont pas encore adhéré à la Convention du 20 mars 1883, seront admis à prendre part aux discussions de la Conférence, mais non point aux votations.

La Conférence est réunie en vue de perfectionner le système de l'Union, d'y introduire les améliorations jugées nécessaires et de discuter les affaires communes.

Chaque pays peut être représenté soit par un ou plusieurs délégués, soit par la délégation d'un autre pays.

(Adopté).

Art. 2. — La langue française est adoptée pour les discussions et pour les actes de la Conférence.

(Adopté).

Art. 3. — Les projets et propositions qui ont été présentés par un certain nombre d'administrations de l'Union, et communiqués par le Bureau international à chacune d'entre elles, servent de base pour les délibérations.

M. Bergne (Grande Bretagne) demande si l'article 3 doit être interprété dans le sens qu'il soit permis aux délégués de présenter de nouvelles propositions, sans restreindre les travaux de la Conférence aux propositions qui leur ont été soumises jusqu'ici.

Cette interprétation est adoptée, pourvu que les propositions restent dans le cadre de la Convention.

Art. 4. — Tout délégué peut prendre part à la discussion des propositions soumises à la Conférence.

Pour la votation, chaque pays a droit à une voix et à une seule, quel que soit le nombre de ses délégués.

Le délégué empêché d'assister à la Conférence a la faculté de charger de sa voix la délégation d'un autre pays.

M. le comte Hamilton (Suède et Norvège) comme représentant des deux pays demande qu'on lui accorde le droit à deux voix.

M. Monzilli (Italie) appuie cette demande en se rapportant au précédent analogue de la Conférence de Paris en 1880.

La Conférence, interrogée par M. le Président, approuve la demande, ainsi que l'article en question.

Art. 5. — En règle générale, les procès-verbaux reproduisent uniquement la marche générale de la séance, les propositions déposées avec un résumé des motifs à l'appui, et le résultat des délibérations.

Toutefois, chaque délégué a le droit de réclamer l'insertion analytique ou *in extenso*, au procès-verbal, de toute déclaration faite par lui; mais, dans ce cas, il est tenu de la fournir lui même, par écrit dans la soirée qui suit la séance.

Les procès-verbaux des séances sont soumis en épreuves aux délégués, et ne seront publiés qu'à la fin des travaux de la Conférence.

M. Dujoux (Belgique) propose de substituer aux mots *dans la soirée qui suit la séance*, les mots *dans le lendemain de la séance*.

M. Nicolas (France), dans l'intérêt de la célérité des travaux de la Conférence, dit qu'on pourrait maintenir telle quelle la disposition du règlement, puis qu'il ne s'agit, pour chaque orateur, que de reproduire une déclaration exposée par lui dans la séance.

M. Dujoux (Belgique) n'insiste pas sur son amendement, après quoi l'article 5 est adopté.

Art. 6. — Dans la règle, toute proposition doit être remise par écrit à la Présidence, et ne peut être discutée qu'après que le texte imprimé en a été distribué aux délégués.

Avant de passer à la votation sur un article ou sur un groupe d'articles, la Conférence pourra les renvoyer encore à l'examen d'une Commission.

Le vote a lieu par appel nominal et en suivant l'ordre alphabétique des Etats représentés.

M. Pelletier (Tunisie) propose l'amendement suivant: après les mots »en a été distribué aux délégués« ajouter: *sauf pour les amendements qui seraient présentés au cours d'une discussion et qui se rattacheraient à une propositions imprimées.*

M. le comte de Rascon (Espagne) est d'avis que même pour ces amendements l'impression puisse avoir lieu, quand elle paraît essentielle pour quelque motif, et si un ou plusieurs membres de la Conférence en font la demande.

Le premier paragraphe de l'article 6 est, sur la proposition de M. Pelletier (Tunisie), libellé et adopté comme suit:

»Dans la règle, tout proposition doit être remise par écrit à la Présidence, et ne peut être discutée qu'après que le texte imprimé en a été distribué aux Délégués, sauf pour les amendements qui seraient présentés au cours d'une discussion et qui se rattacheraient à une proposition imprimée, à moins que l'impression de ces amendements ne soit demandée par un ou plusieurs membres de la Conférence.«

Le reste de l'article est adopté tel qu'il a été lu plus haut.

Art. 7. — Les propositions soumises à la Conférence peuvent être renvoyées à une Commission spéciale, chargée d'élaborer le texte qui doit faire l'objet des délibérations officielles de la Conférence.

M. de Comte de Rascon (Espagne) fait observer que cet article passe sous silence deux points d'une assez grande importance, savoir la manière dont la Commission sera nommée et le nombre des membres qui en feront partie. Il croit utile que le règlement tranche ces deux questions.

M. le Président est du même avis. Son expérience parlementaire lui ayant toujours prouvé que ce sont les Commissions restreintes qui travaillent le mieux et le plus rapidement, il propose d'admettre en principe que les Commissions se composeront de trois membres. Il exprime, en outre, le désir qu'elles soient nommées par la Conférence, et que le règlement contienne une disposition expresse à cet égard.

Après quelques observations de M. Pelletier (Tunisie), la Conférence adopte l'article 7 dans la teneur suivante:

»Les propositions soumises à la Conférence peuvent être renvoyées à une ou plusieurs Commissions de trois membres, nommées par la Conférence à la majorité des voix et au scrutin secret. Les Commissions sont chargées d'élaborer le texte qui doit faire l'objet des délibérations officielles de la Conférence.

Art. 8. — Les délégués non désignés comme membres d'une Commission et les délégués des Etats ne faisant pas partie de l'Union ont le droit d'assister aux séances de la Commissions, sans toutefois pouvoir prendre part à la votation.

Autant que possible, les séances des Commissions ont lieu alternativement, de manière que tous les délégués qui le désirent puissent assister à chacune d'elles. (Adopté).

Art. 9. — Tout projet de Convention, d'arrangement ou de règlement, dans lequel sont résumées les délibérations de la Conférence, ne peut être considéré comme adopté qu'après avoir été l'objet d'un vote d'ensemble favorable.

M. Nicolas (France) pense que cette disposition ne s'oppose pas à ce que chaque proposition soumise à la Conférence soit votée article par article avant de faire l'objet d'une votation d'ensemble.

Après une réponse affirmative de M. le Président, l'article 9 est adopté dans le texte proposé.

L'ensemble du projet de règlement est ensuite soumis à la votation.

Avant d'émettre son vote, M. Stallo (Etats-Unis) tient à déclarer que, d'après ses instructions il assiste à la Conférence seulement *ad referendum*, et qu'il se bornera à faire rapport à son Gouvernement de ce qu'il y aura entendu, sans engager ce dernier en quoi que ce soit.

M. Stüve (Allemagne) fait la même déclaration en ce qui le concerne, tout en faisant remarquer que le texte du règlement à déjà tracé l'attitude à observer par les délégués des Etats non contractants, et que, par conséquent, il se croit autorisé à accepter le règlement, qui concerne aussi bien les délégués de l'Union que ceux des Etats non contractants.

M. le comte du Tour (France) et M. le Président expriment le désir que MM. les délégués appartenant à des Etats qui ne font pas partie de l'Union prennent une part active aux discussions de la Conférence et des Commissions. C'est en connaissant les désirs de leurs Gouvernements qu'on pourra faciliter leur entrée dans l'Union. Il est bien entendu que l'adoption du règlement de la part de ces délégués n'entraînera aucune responsabilité pour eux, quant aux décisions pratiques que prendra ultérieurement la Conférence.

M. le Président, sur la demande de M. de Westenberg (Pays-Bas), expose qu'à son avis, il convient de ne pas nommer comme membres des Commissions les délégués des Etats non contractants, vu qu'ils ne sauraient contribuer à élaborer des textes devant former la base d'un vote. Il ne croit toutefois pas nécessaires d'introduire à cet égard une disposition spéciale dans le règlement.

Après cet échange d'observations, le règlement est adopté à l'unanimité (*Annexe*).

En vue d'avancer les travaux de la Conférence, M. le Président prie MM. les délégués de désigner dès maintenant la proposition par laquelle ils désirent commencer. Il énumère les propositions qui ont été communiquées par le Bureau international aux Administrations de l'Union, savoir: 1^o le projet de règlement pour l'exécution de la convention internationale du 20 mars 1883; 2^o le projet d'arrangement proposé par la Suisse et concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce; 3^o les propositions tendant à la révision de la Convention.

M. Monzilli (Italie) fait remarquer que le texte du règlement d'exécution proposé variera forcément suivant que la Convention actuelle sera modifiée ou qu'elle demeurera intacte. Il propose donc de discuter en premier lieu les questions relatives à la révision de la Convention.

(Adopté).

M. Willi (Suisse) fait observer que la question de la dotation du Bureau international n'a pas été mentionnée parmi celles dont aura à s'occuper la Conférence. La solution de cette question dépendant des décisions que prendra cette dernière sur les autres propositions qui lui sont soumises, il propose qu'elle soit mise à l'ordre du jour et traitée en dernier lieu.

(Adopté).

La séance est levée à onze heures et demie.

Le Président provisoire.

Peruzzi.

Le Secrétaire provisoire,

O. Lattes.

Annexe à la deuxième réunion préparatoire.

Règlement intérieur approuvé dans la réunion préparatoire du 30 avril 1886.

Article premier. — La Conférence est formée de tous les délégués munis de pouvoirs des Etats faisant partie de l'Union pour la protection de la propriété industrielle à la date du 29 avril 1886.

Les délégués des Etats qui n'ont pas encore adhéré à la convention du 20 mars 1883 seront admis à prendre part aux discussions de la Conférence, mais non point aux votations.

La Conférence est réunie en vue de perfectionner le système de l'Union, d'y introduire les améliorations jugées nécessaires et de discuter les affaires communes.

Chaque pays peut être représenté soit par un ou plusieurs délégués, soit par la délégation d'un autre pays.

Art. 2. — La langue française est adoptée pour les discussions et pour les actes de la Conférence.

Art. 3. — Les projets et propositions qui ont été présentés soit par un certain nombre d'Administrations de l'Union, et communiqués par le Bureau international à chacune d'entre elles, servent de base pour les délibérations.

Art. 4. — Tout délégué peut prendre part à la discussion des propositions soumises à la Conférence.

Pour la votation, chaque pays a droit à une voix et à une seule, quelque soit le nombre de ses délégués.

Le délégué empêché d'assister à la Conférence a la faculté de charger de sa voix la délégation d'un autre pays.

Art. 5. — En règle générale, les procès-verbaux reproduisent uniquement la marche générale de la séance, les propositions déposées avec un résumé des motifs à l'appui, et le résultat des délibérations.

Toutefois, chaque délégué a le droit de réclamer l'insertion analytique ou *in extenso*, au procès-verbal, de toute déclaration faite par lui; mais,

dans ce cas, il est tenu de la fournir lui-même, par écrit, dans la soirée qui suit la séance.

Les procès-verbaux des séances sont soumis en épreuves aux délégués, et ne seront publiés qu'à la fin des travaux de la Conférence.

Art. 6. — Dans la règle, toute proposition doit être remise par écrit à la présidence, et ne peut être discutée qu'après que le texte imprimé en a été distribué aux délégués, sauf pour les amendements qui seraient présentés au cours d'une discussion et qui se rattacheraient à une proposition imprimée, à moins que l'impression de ces amendements ne soit demandée par un ou plusieurs membres de la Conférence.

Avant de passer à la votation sur un article ou sur un groupe d'articles, la Conférence pourra les renvoyer encore à l'examen d'une Commission.

Le vote a lieu par appel nominal et en suivant l'ordre alphabétique des Etats représentés.

Art. 7. — Les propositions soumises à la Conférence peuvent être renvoyées à une ou plusieurs commissions de trois membres nommés par la Conférence à majorité de voix et au scrutin secret. Ces Commissions sont chargées d'élaborer le texte qui doit faire l'objet des délibérations officielles de la Conférence.

Art. 8. — Les délégués non désignés comme membres d'une Commission et les délégués des Etats ne faisant pas partie de l'Union ont le droit d'assister aux séances de la Commission, sans toutefois pouvoir prendre part à la votation.

Autant que possible, les séances des Commissions ont lieu alternativement, de manière que tous les délégués qui le désirent puissent assister à chacune d'elles.

Art. 9. — Tout projet de convention, d'arrangement ou de règlement, dans lequel sont résumées les délibérations de la Conférence, ne peut être considéré comme adopté qu'après avoir été l'objet d'un vote d'ensemble favorable.

Séance d'ouverture. — Vendredi 30 avril 1886.

La Conférence internationale de l'Union pour la protection de la propriété industrielle a tenu aujourd'hui, à deux heures, sa première séance officielle à l'Hôtel du Ministère des affaires étrangères, sous la présidence de M. le comte de Robilant, ministre des affaires étrangères, et de M. Grimaldi, ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Étaient présents :

Pour l'Allemagne: M. Stüve.

Pour la Belgique: M. Dujoux.

Pour le Brésil: M. Lopez Netto.

Pour l'Espagne: M. le Comte de Rascon; M. Louis Mariano de Larra;
M. Barthélemy Spottorno y Bienert.

Nouv. Recueil Gén. 2^e Sér. XIV.

Rr

Pour les Etats-Unis d'Amérique: M. Stallo.

Pour la France: M. le comte du Tour; M. Nicolas.

Pour la Grande-Bretagne: M. Henry Reader Lack; M. J. Henry G. Bergne; M. Charles Belk (*expert*); M. Herbert Hughes (*expert*).

Pour l'Italie: M. Ubaldino Peruzzi; M. Antoine Monzilli; M. Oreste Lattes; M. Remi Trinchieri.

Pour le Luxembourg: M. Spedener.

Pour le Mexique: M. Sanchez Azcona.

Pour les Pays-Bas: M. de Westenberg; M. Snyder van Wissenkerke.

Pour le Portugal: M. de Souza Prego.

Pour la Roumanie: M. de Plagino.

Pour la Serbie: M. Christitch.

Pour la Suède et la Norvège: M. le comte Hamilton.

Pour la Suisse: M. Bavier; M. Willi.

Pour la Tunisie: M. Michel Pelletier.

Pour l'Uruguay: M. Antonini y Diez.

Assistaient à la séance:

M. le marquis Cappelli, sous-secrétaire d'Etat, et M. Peiroleri, directeur général des Consuls et du commerce au Ministère des affaires étrangères;

M. Bernard Frey-Godet, secrétaire du Bureau international de Berne, M. Beaclerk, secrétaire à l'ambassade de S. M. Britannique, M. Gérard Gallegari et M. Ascanio Rubino, attachés au Ministère de l'Agriculture et du Commerce.

M. le comte de Robilant, ministre des Affaires étrangères, souhaite la bienvenue aux délégués des Etats représentés à la Conférence, et prononce le discours suivant:

Messieurs,

C'est avec la plus vive satisfaction que j'ai l'honneur de vous souhaiter la bienvenue et de vous saluer, Messieurs, au nom du Gouvernement du Roi. En désignant la ville de Rome pour siège de la première des Conférences internationales établies par la Convention de Paris, sur la Propriété industrielle, les Etats que vous représentez si dignement ici ont décerné à notre pays un honneur, dont nous ne pourrions mieux montrer combien nous apprécions la valeur, qu'en contribuant par tous les moyens à la consolidation et au perfectionnement de l'œuvre que l'Union se propose.

Le but poursuivi par les Etats qui ont adhéré à la Convention de Paris, du 20 mars 1883, est digne de la considération de tous ceux qui veulent le progrès dans l'ordre économique, intimement lié à l'extension des rapports internationaux.

Par la Protection des droits qui constituent la propriété industrielle, en la mettant à l'abri de toute violation, partout et sans distinction de nationalité, on rend un nouvel hommage au principe sacré de la propriété, et on assure aussi une nouvelle conquête à ce droit international, dont le développement progressif forme, dans l'ordre moral et juridique, une des gloires les plus éclatantes de notre temps.

La Convention de Paris de 1883 a acquis une importance toute spéciale par le fait que c'est la première qui ait été conclue entre les Etats, en vue d'unifier des dispositions ayant un caractère juridique, et à ce titre elle peut être considérée comme le premier pas sur la voie de l'unification de la législation qui est le progrès particulièrement visé à présent par le droit international. L'Italie, par tradition et par conviction, tient à honneur de favoriser toutes les initiatives tendant à ce but; et le Gouvernement du Roi est disposé à appuyer toutes les propositions aptes à perfectionner le système fondé par l'Union.

La législation italienne sur la propriété industrielle, œuvre éminente du comte de Cavour, est inspirée au principe de la plus large garantie des droits des étrangers, et aucune entrave ne limite dans la pratique, la portée de ce principe.

Le Gouvernement du Roi n'entend donc pas s'éloigner de la conduite qui lui est tracée par cette législation, d'autant plus qu'en s'accordant avec ce qui forme l'objet de l'Union, elle satisfait aux tendances du droit international même. En agissant de la sorte, nous ne nous laissons pas guider par des intérêts particuliers, car nous sommes convaincus que les questions concernant la protection des droits de propriété, ne sauraient être résolues sur la base des exigences momentanées et particulières de l'une ou de l'autre école économique.

De même que la garantie absolue de la propriété est un des fondements de la richesse, la protection internationale du produit des études et des efforts des inventeurs contribue puissamment, de son côté, au développement du commerce et de l'industrie. En effet, grâce à la facilité des communication et à la solidarité internationale, toute découverte, aussi bien que tout progrès dans le domaine économique, répand ses bienfaits et ses avantages sur toutes les nations.

C'est en suivant ces principes que l'Union pour la protection de la propriété industrielle pourra raffermir et entendre son action. L'accueil que plusieurs Etats, qui n'avaient pas adhéré à la Convention de 1883, ont bien voulu faire à notre invitation en envoyant leurs délégués à cette Conférence, prouve l'intérêt moral qu'ils attachent aux questions soumises à votre examen.

Nous souhaitons à la Conférence de Rome que ses délibérations puissent amener à de nouvelles améliorations du système actuel, et qu'en dissipant toute appréhension, elles décident les Etats, qui ne se seraient pas encore ralliés à nous, à s'associer définitivement à une œuvre de progrès moral et économique.

Les bases ainsi posées des travaux que vous allez entreprendre, j'ai l'honneur, Messieurs, de déclarer ouverte la Conférence et de vous prier de vouloir procéder à la formation de votre bureau.

M. Peruzzi, premier délégué d'Italie, répond au ministre dans les termes suivants:

Monsieur le Ministre,

La Conférence avait jugé convenable de tenir hier une séance prépa-

ratoire, elle m'a fait l'honneur de me nommer son président provisoire, et c'est à cette circonstance que je dois le plaisir de vous répondre. En acceptant cette tâche honorable, j'ai tenu toutefois à ce qu'un délégué étranger la partageât avec moi. Au nom de la Conférence, je vous remercie donc, M. le Ministre, d'avoir développé les idées qui devraient la guider dans ses travaux, et, quant à moi, je n'ai qu'à ajouter que je suis persuadé que la Conférence répondra au désir que vous lui avez fait l'honneur d'exprimer. J'aurais maintenant achevé ma tâche et je cèderais la parole au délégué étranger à ce désigné, si, comme un des plus vieux, je ne tenais à exprimer un sentiment qui remplit mon cœur et mon esprit. Me trouvant à présider à Rome, capitale de l'Italie, une Conférence de délégués de tant de pays, je ne puis m'empêcher de penser que je suis né dans la capitale d'un des petit Etats d'Italie, pendant que les puissances de l'Europe, réunies dans une ville italienne, avisaient aux conséquences internationales qu'auraient pu avoir les mouvements occasionnés par les aspirations nationales, désormais satisfaites. Depuis lors, l'Italie, divisée et mécontente, a mis plusieurs fois en danger la paix de l'Europe; mais, depuis 1859, elle a tenu sa parole d'être une garantie de la paix du monde. Et aujourd'hui, après plus d'un quart de siècle, elle a la satisfaction de réunir dans Rome, sa capitale, les délégués de nombreux Etats, dans le but de développer une institution destinée à augmenter la richesse des nations et les rapports économiques des peuples, contribuant par là à diminuer les conflits dont elle avait été si souvent la cause ou le théâtre.

M. de Westenberg, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas, doyen du Corps diplomatique présent remercie le ministre en prononçant la suivante allocution:

Monsieur le Ministre,

L'honorable M. Peruzzi a répondu en termes éloquentes aux paroles de bienvenue que V. E. nous a adressées, et par lesquelles elle a inauguré nos travaux.

Les délégués diplomatiques à cette Conférence désirent cependant vous exprimer la reconnaissance de leurs Gouvernements pour l'accueil si gracieux que vous leur avez fait, et c'est au nom de mes collègues que j'ai l'honneur de m'adresser à cet effet à V. E.

L'œuvre qui nous occupera ici, la protection de la propriété des travaux du génie et du talent, est ainsi que l'a si clairement indiqué V. E., la protection de la base même de l'ordre social, d'un ordre que des illusions peuvent parfois troubler, mais auquel il faut toujours revenir, et que l'on consolidera par de sages mesures de protection basées sur le droit. Si c'est en France, où les grandes et diverses industries en faisaient sentir la nécessité, que l'initiative de ces mesures a été prise et a été couronnée de succès, comme le prouve la Convention internationale de 1883, c'est à Rome que, après les expériences faites, cette Convention devra s'affirmer et se consolider.

Le choix de Rome, pour lieu de cette Conférence, est tout à fait logique.

Rome, en effet, est le centre où ont convergé toutes les idées, les sciences, les arts et les doctrines, et d'où, comme d'un foyer lumineux, elles se sont répandues sur le monde entier; mais c'est surtout le système magnifique du droit et de ses grands principes qui a retrouvé son centre à Rome, si bien que ce sont les bases du droit romain qui, soit directement, soit indirectement, comme dans les pays de race anglo-saxonne, mais toujours d'une manière efficace, régissent encore le monde.

Le choix de Rome est donc une garantie de succès permanent pour les travaux qui vont être entrepris: c'est sur la base équitable du droit né à Rome, que la propriété sera consolidée et protégée; et avec la propriété, la richesse et la grandeur de la société. Nous sommes donc heureux d'être réunis dans ce but à Rome, et en nous félicitant de l'accueil si gracieux que V. E. nous a fait au nom du Roi, je crois être l'interprète des sentiments de nous tous, en faisant des vœux pour la continuation des splendeurs juridiques de la Rome antique dans la Rome actuelle, redevenue capitale de l'Italie sous la sage et digne direction de la glorieuse Maison de Savoie, son chef et son guide dans les grandes destinées qui désormais l'attendent.

M. le comte de Rascon, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne, propose que le Bureau définitif soit constitué ainsi qu'il l'a été provisoirement dans la réunion préparatoire d'hier, savoir:

M. *Ubaldo Peruzzi*, Président.

M. le comte du Tour, Vice-Président.

M. *Oreste Lattes*, Premier Secrétaire.

MM. *Bernard Frey-Godet*, *Beauclercq*, *Gérard Callegari*, *Ascanio Rubino*, Secrétaires.

La proposition est accueillie à l'unanimité.

La séance est levée à trois heures.

Le Président,
Peruzzi.

Le Premier Secrétaire,
O. Lattes.

Deuxième séance. — Samedi 1^{er} mai 1886.

Présidence de M. Peruzzi.

Etaient présents: MM. Sttve, Dujoux, Lopez Netto, le comte de Rascon, De Larra, Spottorno, Stallo, le comte du Tour, Nicolas, Reader Lack, Bergne, Belk, Hughes, Monzilli, Lattes, Trinchieri, Spedener, De Westenberg, Snyder van Wissenkerke, De Plagino, Christitch, le comte Hamilton, Willi, Pelletier, Antonini y Diez.

Les secrétaires: MM. Frey-Godet, Beauclercq, Callegari, Rubino.

La séance est ouverte à deux heures un quart.

M. Lattes, premier secrétaire, donne lecture du procès-verbal de la deuxième réunion préparatoire, qui est adopté.

M. le Président fait part à l'assemblée d'un désir qui lui a été exprimé par la Délégation française, et auquel il s'associe entièrement. Il s'agirait d'admettre au secrétariat de la Conférence M. Tenaïlle-Saligny, secrétaire de l'Ambassade de France à Rome.

L'assemblée se déclare d'accord avec cette proposition.

Avant que la Conférence n'aborde la discussion des questions relatives à la révision de la Convention du 20 mars 1883, M. Nicolas (France) dépose, au nom de la Délégation française, une proposition tendant à ce que les Etats de l'Union qui n'ont pas de dispositions législatives sur toutes les parties de la propriété industrielle, soient invités à compléter aussitôt que possible leur législation dans ce domaine. La proposition est conçue dans ces termes :

» Les Etats de l'Union qui ne possèdent pas de lois sur toutes les branches de la propriété industrielle devront, dans le plus bref délai possible, compléter leur législation sur ce point.

» Il en sera de même pour les Etats étrangers à l'Union qui viendraient à en faire partie. »

M. le Président ouvre ensuite la discussion sur la révision de la Convention (V. *Documents préliminaires*, I), et met en délibération la proposition de M. le Délégué de la Belgique, conçue dans ces termes :

» Le titulaire d'un brevet, qui exploite son invention dans l'un des » Etats de l'Union ne pourra être déclaré déchu de ses droits dans les » autres pour défaut d'exploitation.

M. Snyder (Pays-Bas) demande que la Conférence se prononce sur la question préalable de savoir si la Convention actuelle doit être révisée ou demeurer intacte. D'après ses instructions, il doit adhérer à la manière de voir exprimée par l'Administration italienne et par le Bureau international dans l'exposée des motifs annexé au projet de règlement d'exécution. Le temps n'est pas encore venu de réviser la Convention, et il suffit d'établir quelques règles générales pour l'application des principes qui y sont formulés. Il se pourrait que d'autres Administrations fussent de la même opinion, et il serait préférable que la Conférence se prononçât dès l'abord sur le principe de la révision, plutôt que de perdre un temps précieux en débats stériles.

M. le Président donne lecture de l'article 14 de la Convention qui prévoit des révisions périodiques, et ouvre la discussion sur la question préalable.

M. Dujoux (Belgique) dit que la proposition dont il est l'auteur constitue sans doute un pas en avant vers le but poursuivi par l'Union. Cette proposition, présentée déjà à la Conférence de 1880, a été écartée alors par motif d'opportunité. Il serait heureux de la voir adopter aujourd'hui, mais plutôt que de voir une révision aboutir à l'acceptation de la proposition française, il préférerait se rallier à la proposition de M. le délégué des Pays-Bas.

M. Willi (Suisse) partage la manière de voir de l'Administration des Pays-Bas. Les propositions de la France et de la Belgique sont si oppo-

sées qu'on aurait de la peine à trouver un terrain de conciliation sans toucher à la Convention, et, se bornant à adopter un règlement pour l'exécution de cette dernière, on pourrait déjà réaliser bien des progrès. L'Union doit avancer sans cesse, mais elle ne peut le faire que d'une manière progressive et avec l'assentiment de tous les Etats contractants.

M. le comte du Tour (France) aurait peine à comprendre que l'on ne s'en tint pas aux dispositions de l'article 14, où la révision de la Convention est prévue expressément. La révision proposée par la France porte sur l'interprétation d'articles pouvant être compris de manières différentes; il est, par conséquent, nécessaire que les textes dont il s'agit soient modifiés, ou fassent l'objet d'une interprétation officielle.

M. Nicolas (France) est prêt à examiner le règlement mentionné par M. le délégué de la Suisse. Mais, sous le nom de règlement, on propose une extension réelle des dispositions de la Convention, et dans ces circonstances, le règlement d'exécution devra être soumis au Parlement français, comme l'a été la Convention à laquelle il se rapporte. M. Nicolas ajoute que, en procédant à la révision, la Conférence ne ferait que se conformer au texte même de la Convention, qui est la loi commune.

M. Monzilli (Italie) déclare que la délégation italienne serait disposée à voter la proposition de M. le délégué des Pays-Bas, par esprit de conciliation, parce qu'elle comprend que les dispositions tendant à la révision de la Convention qui se trouvent en présence, entraîneraient une discussion dont il n'est pas aisé de prévoir l'issue. Dans la pensée de la délégation italienne, si l'on n'était pas animé d'un esprit de conciliation, la question préalable devrait être soumise à la Conférence dans d'autres termes. L'article 14 prévoit des révisions destinées à améliorer le système de l'Union; on ne peut, donc, soumettre à l'examen de la Conférence de Rome des propositions visant une fin contraire au système de l'Union. Le but des deux propositions françaises est évident; il tend à modifier les articles 5 et 10 de la Convention de 1883 afin de restreindre les droits des étrangers. En effet, d'après la proposition française concernant les brevets (article 5 de la Convention), d'un côté on protégerait les inventeurs étrangers, et de l'autre on leur imposerait des conditions impossibles à observer. Dans le cas où la Conférence déciderait de procéder à la révision, l'Italie demanderait que l'on se bornât à discuter les propositions améliorant le système de l'Union.

M. Pelletier (Tunisie) fait observer que, dans tous les corps délibérants, on n'applique la question préalable qu'en présence de propositions qui n'ont aucune valeur ou qui sont contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public; or les propositions à examiner ne sont pas entachées de ce caractère. Leur gravité n'a échappé à personne, et il conviendrait de les examiner avec toute l'attention qu'elles méritent. La Convention du 20 mars 1883 est une œuvre excellente en soi; mais on a constaté que certaines de ses dispositions froissaient des intérêts et des opinions très respectables. On devrait donc la rendre acceptable à tous, en révisant les points qui ont fait l'objet de critiques qui paraîtraient fondées. C'est précisément pour pouvoir réviser la Convention en connaissance de cause,

que l'on a retardé d'un an la Conférence de Rome, qui aurait dû avoir lieu en 1885; maintenant que l'expérience est faite, il faut considérer en face la question de la révision. Répondant à M. Monzilli, M. Pelletier fait observer que l'on ne peut pas savoir si une proposition constitue un progrès ou un recul avant de l'avoir discutée. Il demande l'application de l'article 14, qui prévoit expressément la révision de la Convention. Les auteurs mêmes de la Convention n'ont pas eu la prétention de faire une œuvre immuable dans sa formule. C'était déjà un grand succès d'avoir rapproché des intérêts qui pouvaient paraître opposés, et établi fortement des points d'entente entre les pays de l'Union. La révision limitée à certains points est nécessaire avant que la Convention n'ait heurté des intérêts dont le choc pourrait lui être fatal. Cette révision est plus facile aujourd'hui qu'elle ne le sera plus tard.

M. Snyder (Pays-Bas) répond à M. Pelletier que l'article 14 n'exige pas la révision d'une manière absolue. La Conférence doit examiner si la révision est dans l'intérêt de l'Union, et résoudre la question en conséquence.

M. le comte de Rascon (Espagne), dans un but de conciliation, désire que l'on discute les propositions relatives à la révision. Les avis sont très partagés sur la question de l'article 5. En votant la question préalable, on empêcherait la lumière de se faire. Il faut donc entrer en matière et entendre les arguments avancés de part et d'autre. M. de Rascon prie M. le délégué des Pays-Bas de vouloir bien retirer sa proposition.

M. Snyder (Pays-Bas) regrette de devoir répondre que ses instructions ne lui permettent pas d'accéder à ce désir.

M. Bergne (Grande-Bretagne) dit qu'il semble à la Délégation anglaise que la question peut se poser ainsi: » Si le résultat de cette Conférence était la modification du texte de la Convention, et si les Gouvernements n'étaient pas d'accord pour accepter unanimement les modifications proposées, le refus d'une minorité entraînerait-elle la retraite de tous les Etats composant cette minorité? ou bien doit-on considérer la Convention actuelle comme la charte de l'Union, qui ne peut être modifiée sans le consentement unanime de tous les Etats contractants?«

La décision qui pourra être prise par la Conférence sur cette question décidera de la forme dans laquelle chaque Délégation présentera ses propositions. S'il était décidé qu'on ne doit pas toucher au texte de la Convention, la délégation anglaise proposerait un article additionnel à l'article 10.

Vu la gravité du vote à intervenir, M. le président suspend la séance pendant dix minutes, afin que MM. les Délégués puissent s'entendre entre eux à ce sujet.

La séance est reprise à 4 heures.

M. le président prie la Conférence de se prononcer par appel nominal sur la proposition de M. le délégué des Pays-Bas, savoir: que l'on ne doit pas toucher à la Convention du 20 mars 1883. Il est convenu que ceux qui approuvent la proposition susdite répondront *oui*.

On procède à la votation, par pays, sur la question préalable.

La Conférence se prononce, par 5 voix contre 4, en faveur de la proposition de M. Snyder.

Ont voté *oui*: la Belgique, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse;

Ont voté *non*: l'Espagne, la France, l'Italie et la Tunisie;

Se sont abstenus: le Brésil, la Grande-Bretagne et la Serbie.

M. Lopez Netto (Brésil) et M. Christitch (Serbie) motivent leur abstention par le fait qu'ils n'ont pas encore reçu d'instructions de leurs Gouvernements.

M. le président, en vue de cette circonstance, est d'avis que l'on pourrait, au besoin, tenir compte ultérieurement du vote des Etats qui se sont abstenus.

M. Bergne (Grande-Bretagne) demande si malgré l'adoption de la proposition de M. le délégué des Pays-Bas, ou aura la faculté de soumettre à la Conférence des articles additionnels à la Convention, lesquels n'en modifient pas le texte.

M. Pelletier (Tunisie) croit très utile de pouvoir ajouter des articles additionnels à la Convention, afin d'en expliquer les dispositions qui pourraient paraître douteuses, tout en respectant, bien entendu, le texte de la Convention, ainsi que le veut le vote qui vient d'être émis. En conséquence, il présente la proposition suivante:

Tout en respectant le texte actuel de la Convention, les additions qui seraient admises par la Conférence sur quelque article de la Convention, seront annexées audit texte indépendamment des commentaires qui pourront figurer dans le règlement.

M. Bergne (Grande-Bretagne) dépose au Bureau la proposition qui suit:

On pourra ajouter à la Convention des articles purement additionnels.

M. le président prie M. Pelletier de vouloir bien se rallier à la proposition de M. le délégué de la Grande-Bretagne, proposition qui répond plus exactement au principe que la Conférence vient d'accepter par l'approbation de la proposition de M. le délégué des Pays-Bas.

M. Pelletier (Tunisie) retire son texte et adhère à la proposition de M. Bergne.

M. Dujoux (Belgique) propose que les articles additionnels soient consignés dans un protocole, qui ferait suite à celui qui se trouve annexé à la Convention du 20 mars 1883, ce qui impliquerait qu'ils ne pourraient pas contenir de dispositions contraires à celles de ladite Convention.

La proposition de M. Dujoux est adoptée à l'unanimité.

M. le président met aux voix la proposition de M. Bergne, qui est adoptée par 10 voix favorables et 2 abstentions.

Ont répondu *oui*: la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, la Tunisie;

Se sont abstenus: le Brésil et la Serbie.

M. Monzilli (Italie) demande que, en conformité de l'article 6 du règlement intérieur, un délai soit fixé, dès maintenant, pour présenter les

propositions d'articles additionnels, qui devraient être imprimées et renvoyées à l'examen d'une ou plusieurs Commissions nommées par la Conférence.

Après un échange d'observations entre MM. Monzilli (Italie), Nicolas (France), Pelletier (Tunisie) et Willi (Suisse), la Conférence décide de nommer tout de suite une seule Commission, en se réservant d'en nommer d'autres au besoin.

M. Bergne (Grande-Bretagne) demande si le délégué qui a fait une proposition d'article additionnel sera appelé à faire partie de la Commission à laquelle la proposition a été renvoyée.

M. le président pense que, même dans l'intérêt de la proposition, la présence du proposant amoindrirait la valeur du vote. D'ailleurs, en se rapportant à l'article 8 du règlement intérieur, il fait observer que le délégué proposant a le droit, comme tous les autres membres de la Conférence, d'assister aux séances des Commissions, sans toutefois pouvoir prendre part à la votation. Après quoi il invite la Conférence à passer à la nomination de la Commission.

M. le comte de Rascon (Espagne) propose que la votation ait lieu par pays et non pas par personne, en laissant à chaque délégation le soin de désigner le délégué qui devra le représenter dans la Commission.

Cette proposition est adoptée. On passe à la votation qui donne le résultat suivant :

Nombre des votants, 12.

Belgique	7	Norvège	1
Espagne	4	Pays-Bas	1
France	4	Suède	3
Grande-Bretagne	8	Suisse	5
Italie	2	Tunisie	1

La majorité n'ayant été obtenue que par la Grande-Bretagne et la Belgique, on passe à une votation de ballottage entre l'Espagne, la France et la Suisse, qui donne pour résultat l'élection de la Suisse.

La Commission sera donc composée de la Belgique, de la Grande-Bretagne et de la Suisse.

La séance est suspendue pendant 15 minutes pour la rédaction des propositions d'articles additionnels à soumettre à la Commission (*Annexe*).

La séance est reprise à 5 heures.

M. Bergne (Grande-Bretagne) annonce qu'il a déposé au bureau de la présidence une proposition d'article additionnel, et il demande s'il peut présenter un exposé des motifs à l'appui.

M. le président est d'accord avec M. Bergne, d'autant plus que l'exposé des motifs servira à éclaircir la proposition. Il est entendu que le même droit sera accordé aux auteurs d'autres propositions.

(Adopté.)

M. le comte de Rascon (Espagne) propose d'établir, dès maintenant, la marche des travaux.

Il faudra d'abord faire imprimer et distribuer toutes les propositions

déposées au Bureau, afin de permettre aux membres de la Conférence de discuter avec la Commission et d'aider celle-ci dans son travail.

La Commission devrait se réunir lundi et présenter ses conclusions à la séance suivante qui pourrait avoir lieu le mardi 4 mai, à 2 heures.

(Adopté.)

La séance est levée à 5 heures et demie.

Le Président,
Peruzzi.

Le premier Secrétaire,
O. Lattes.

Annexe à la deuxième séance.

Propositions d'articles additionnels à la Convention présentées dans la
séance du 1^{er} mai 1886.

Proposition de la Délégation belge.

Article additionnel à l'article 10. — Il n'y a pas intention frauduleuse dans le cas prévu par le paragraphe 1^{er} de l'article 10 de la Convention, lorsque c'est du consentement de l'intéressé qu'il est fait usage du nom figurant sur les produits importés.

Dujeux.

Propositions de la Délégation française

Article additionnel à l'article 2. — Les Etats faisant partie de l'Union, qui ne possèdent pas de lois sur toutes les branches de la propriété industrielle, devront compléter, dans le plus court délai possible, leur législation sur ce point.

Il en sera de même pour les Etats qui entreraient ultérieurement dans l'Union.

Article additionnel à l'article 5. — Dans les Etats où la législation exige du breveté l'exploitation de son invention par la fabrication dans le pays même, l'introduction pourra être limitée à un nombre de modèles, qui sera déterminé par le ministre compétent. C. Nicolas. — Du Tour.

Proposition de la Délégation britannique

Article additionnel à l'article 10. — Tout produit portant illicitement une indication mensongère de provenance pourra être saisi à l'importation dans tous les pays contractants.

La saisie pourra également être effectuée dans le pays où l'indication mensongère aura été apposée, ainsi que dans le pays où le produit aura été introduit.

La saisie aura lieu à la requête soit du Ministère public, soit d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Est réputé partie intéressée tout fabricant ou commerçant engagé dans la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi dans la localité faussement indiquée comme provenance.

Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les applications, qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux présentes dispositions.

Les autorités ne sont pas tenues d'effectuer la saisie dans le cas de transit.

Exposé des motifs.

Les Délégués britanniques ont reçu de leur Gouvernement l'instruction d'appeler l'attention la plus sérieuse de la Conférence sur une lacune qui existe dans la Convention de 1883, et qui est d'une importance spéciale, non seulement pour la Grande-Bretagne, mais aussi pour tous les Etats contractants.

L'article 10 de la Convention applique les dispositions de l'article précédent (c'est-à-dire la saisie à l'importation), à tout produit portant faussement le nom d'une localité déterminée; mais à la condition que *» cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.«*

Or, il arrive assez souvent, dans plusieurs pays, qu'une indication mensongère de provenance est appliquée *seule*; c'est-à-dire sans être jointe à aucune marque ou nom commercial. Par exemple, des réclamations très urgentes ont été faites, auprès du Gouvernement britannique, par la Corporation des couteliers de Sheffield, pour le fait que le mot *» Sheffield «* seul est souvent apposé en divers pays sur des produits qui ne sont nullement fabriqués en Angleterre.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur l'intérêt qu'il y a pour tout le monde à supprimer, si faire se peut, une telle fraude commerciale.

On dit même qu'on applique le plus souvent de telles indications mensongères à des produits de qualité inférieure, ce qui porte une double atteinte à la réputation et aux intérêts de la localité faussement indiquée, et constitue un grave préjudice au consommateur, qui achète sur la foi de cette réputation.

Le but de cette Conférence est d'assurer la moralité commerciale, et tous les Délégués seront d'accord sur le principe qu'il est de l'intérêt de tout le monde de supprimer la fraude.

La Convention de 1883 consacre les droits des individus. Consacrons dans cette Conférence des droits plus étendus, ceux des communautés, qui étant composées de plusieurs individus, sont à plus forte raison dignes d'être protégées.

Nous n'ignorons pas les difficultés qui se sont manifestées sur ce point à la Conférence de 1883. On a représenté que quelquefois le nom d'un lieu d'origine indique seulement une espèce générique de produit, comme par exemple *» le velours d'Utrecht.«* Mais la Délégation anglaise croit que la proposition qu'elle soumet à l'appréciation de la Conférence tient compte de cette objection aussi bien que de la question du transit, qui a aussi été soulevée aux Conférences précédentes.

Si une saisie est opérée, la partie intéressée pourra toujours faire valoir le fait, qu'un usage ordinaire du commerce justifie l'emploi d'une

indication de provenance comme indiquant une espèce générique de fabrication; et celui qui motivera une saisie tiendra toujours compte des dommages qui pourraient résulter pour lui d'un procès qu'il pourrait perdre.

Reader Lack. — Bergne.

Proposition de la Délégation italienne.

Article additionnel à l'article 5. — Il est entendu que le second paragraphe de l'article 5 de la Convention n'entraîne pas la déchéance des droits du titulaire d'un brevet dans les autres Etats de l'Union, lorsqu'il a exploité son invention dans le pays d'origine.

Monzilli.

Proposition éventuelle de la Délégation suisse.

Article additionnel à l'article 5. — Le terme »exploiter son brevet«, contenu dans le second paragraphe de l'article 5 de la Convention, s'applique, non seulement à la vente, mais aussi à la fabrication de l'objet breveté.

Docteur Willi.

Proposition de la Délégation tunisienne.

Article additionnel à l'article 3. — Il est entendu que les établissements mentionnés ci-dessus doivent avoir le caractère de véritables exploitations industrielles, s'il s'agit de brevets d'invention ou de marques de fabrique ainsi que de modèles ou de dessins, et qu'ils doivent avoir le caractère de principaux établissements de vente, s'il s'agit de marques de commerce.

Michel Pelletier.

Troisième séance. — Mardi 4 mai 1886.

Présidence de M. Peruzzi.

Etaient présents: MM. Stüve, Dujoux, Lopez Netto, le comte de Rascon, de Larra, Spottorno y Bienert, Stallo, le comte du Tour, Nicolas, Reader Lack, Bergne, Belk, Hughes, Monzilli, Lattes, Trincheri, Spedener, Sanchez, Azcona, le comte Hamilton, Renazzi, de Westenberg, Snyder van Wissenkerke, De Plagino, Christitch, Willi, Pelletier.

Les secrétaires: MM. Frey-Godet, Beauclerk, Tenaïlle-Saligny, Callegari, Rubino.

La séance est ouverte à dix heures un quart.

M. Lattes, premier secrétaire, lit le procès-verbal de la séance du 1^{er} mai qui est adopté.

M. le Président informe l'assemblée qu'il a reçu une communication du Ministère des affaires étrangères, l'informant que M. Emilio Renazzi, consul général du Paraguay en Italie, était chargé par son Gouvernement de le représenter à la Conférence. M. Renazzi étant présent, M. le Président lui adresse quelques paroles de bienvenue.

M. le Président annonce, en outre, qu'il a reçu une étude de MM. Assi et Genès sur la Convention internationale de 1883, étude qu'il dépose sur le bureau.

M. le comte Hamilton (Suède et Norvège) fait la déclaration suivante :

» Avant que nous ne commençons la discussion sur le rapport de la
 » Commission, je me permets de faire une déclaration que je désire voir
 » insérer au procès-verbal de cette séance. Comme vous le savez, Messieurs,
 » c'est l'année passée, seulement que la Suède et la Norvège sont entrées
 » dans l'Union. Vous savez peut-être aussi que les lois de ces deux pays
 » sur la propriété industrielle sont de date très récente. Les effets de la
 » Convention ne peuvent donc guère avoir été constatés chez nous. Vu
 » ces circonstances, je ne crois pas vous étonner en vous disant que la
 » Suède et la Norvège, bien qu'animées du plus vif désir de contribuer
 » au développement de la Convention, ne sont pas disposées à modifier
 » leur législation intérieure en y introduisant des principes nouveaux. Nous
 » nous plaçons donc entièrement sur la base proposée par le Bureau inter-
 » national. Comme, cependant, plusieurs des propositions soumises à l'examen
 » de la Commission ne sont que des explications nécessaires du texte actuel
 » de la Convention, ou des amendements purement additionnels conformes
 » à son esprit, je suis prêt à les voter à moins qu'elles ne me paraissent
 » contraires à l'esprit libéral de l'Union, ou à la législation des deux pays
 » que j'ai l'honneur de représenter. Toutefois, afin d'éviter tout malentendu,
 » je dois vous avertir, Messieurs, que tous mes votes relatifs aux articles
 » additionnels proposés seront émis sous la réserve expresse de l'approbation
 » des autorités compétentes de la Suède et de la Norvège. «

La Commission ayant déposé son rapport sur les dispositions additionnelles à la Convention qui ont été soumises à son étude (*Annexe*), M. le Président met en délibération les propositions qu'elle soumet à la Conférence.

La première de ces propositions se rapporte à la disposition présentée par la Délégation française comme complément à l'article 2 de la Convention, et conçue dans ces termes :

» Les Etats faisant partie de l'Union, qui ne possèdent pas de lois
 » sur toutes les branches de la propriété industrielle, devront compléter
 » dans le plus court délai possible leur législation sur ce point.

» Il en sera de même pour les Etats qui entreraient ultérieurement
 » dans l'Union. «

La Commission proposant d'adopter ce texte comme un simple vœu exprimé par la Conférence, M. le Président annonce qu'il mettra d'abord en délibération son rejet comme article additionnel, puis son adoption à titre de vœu.

M. Nicolas (France) n'insiste pas sur le maintien du caractère impératif de la proposition française, et se rallie à la proposition de la Commission. Il compte, toutefois, que les représentants des Etats dont la législation en matière de propriété industrielle n'est pas complète, voudront bien appeler l'attention de leurs Gouvernements respectifs sur le vœu exprimé par la Conférence.

M. le Dr Willi (Suisse) expose qu'en Suisse, une disposition constitutionnelle donnant au Gouvernement la compétence de légiférer en matière

de brevets et de dessins industriels a été rejetée par le peuple il y a quelques années. Depuis cette époque, il s'est produit un mouvement continu en faveur de la protection de la propriété industrielle, et il est possible que ce pays se mettra promptement au niveau des autres Etats de l'Union dans ce domaine. Mais comme toutes les dispositions dans ce sens devront être soumises à la votation populaire, le délégué de la Suisse ne peut prendre aucun engagement formel quant au complément de la législation de son pays dans le sens désiré.

M. le comte du Tour (France) remercie M. Willi de sa communication et dit qu'il a entendu avec plaisir M. le délégué de la Suisse constater que l'opinion publique de son pays tend aujourd'hui à l'établissement d'une loi qui protégera la propriété industrielle. Il demande si les délégués d'autres Etats se trouvant dans la même situation que la Suisse, n'ont pas de communications à faire à ce sujet.

M. Snyder (Pays-Bas) dit qu'il transmettra à son Gouvernement le vœu de la Conférence, mais qu'il ne peut prendre aucun engagement moral quant au changement de la législation de son pays.

Aucune opposition n'ayant été faite à la proposition de la Commission, M. le Président la déclare adoptée à l'unanimité.

On passe à l'article additionnel à l'article 3 de la Convention présenté par M. le délégué de la Tunisie et dont la Commission propose le rejet. Cet article est conçu dans les termes suivants :

» Il est entendu que les établissements mentionnés ci-dessus doivent » avoir le caractère de véritables exploitations industrielles, s'il s'agit de » brevets d'invention ou de marques de fabrique ainsi que de modèles ou » de dessins, et qu'ils doivent avoir le caractère de principaux établisse- » ments de vente, s'il s'agit de marques de commerce.«

M. Pelletier (Tunisie) expose qu'en 1880 on a été d'accord pour décider que les ressortissants de pays non contractants ne seraient pas exclus d'une manière absolue des bénéfices de la Convention, mais il a paru convenable de n'accorder ces avantages qu'aux personnes qui sont domiciliées dans un Etat de l'Union, ou qui y possèdent un établissement industriel ou commercial. La première de ces deux conditions, celle du domicile, lui paraît une garantie sérieuse, car un étranger domicilié dans un pays y a ses intérêts et prend sa part des charges communes. La seconde condition, en revanche, n'est pas formulée d'une manière assez précise, vu qu'elle ne définit pas le caractère que doivent avoir les établissements dont il s'agit. Dans les termes de l'article 3, il suffirait à un étranger d'avoir un dépôt absolument insignifiant dans un des pays de l'Union pour être assimilé aux citoyens de ce pays en ce qui concerne l'application de la Convention.

L'Administration italienne et le Bureau international ont cherché à parer à cette insuffisance du texte en insérant au Règlement d'exécution une disposition portant que, pour être assimilés aux sujets ou citoyens d'Etats de l'Union, les propriétaires des établissements dont il s'agit doivent en être les propriétaires exclusifs et y être représentés par un

mandataire général. M. Pelletier énumère et reconnaît les avantages de cette disposition nouvelle, mais il la juge insuffisante. Le texte dont il s'agit ne considère pas séparément les établissements industriels et les établissements commerciaux alors qu'en bonne justice les premiers seuls doivent donner droit à l'application des dispositions de la Convention relatives aux brevets, ainsi qu'aux dessins ou modèles industriels ou aux marques de fabrique, tandis que les seconds permettraient la protection du nom et des marques de commerce. Il est nécessaire qu'il existe une corrélation entre la nature de l'établissement qu'un étranger possède dans l'Union et les avantages qui découlent de cette possession.

M. le Président. — Personne ne demandant la parole sur cette question, l'assemblée doit se prononcer par un vote sur la proposition de M. le délégué de la Tunisie.

M. le Dr Willi (Suisse) considérant que la proposition de la Commission et celle que M. Pelletier vient de développer ne sont pas essentiellement divergentes, trouve qu'il faudrait éviter une votation, et qu'il vaudrait mieux chercher une rédaction à laquelle chacun puisse se rallier. Il propose à cet effet le renvoi à la Commission.

Cette proposition étant combattue, M. Willi n'insiste pas, et la retire dans le sens que la Conférence pourra revenir sur cette question lorsqu'on examinera la disposition du Règlement qui s'y rapporte.

Il est ensuite procédé à la votation, dans laquelle la proposition de M. le délégué de Tunisie est repoussée par 6 voix contre 2 et 4 abstentions.

Ont voté *non*: la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Suisse;

Ont voté *oui*: la France et la Tunisie;

Se sont abstenus: la Norvège, les Pays-Bas, la Serbie et la Suède.

L'assemblée passe à la discussion de l'article additionnel à l'article 5 présenté par la Commission, et reproduisant la proposition de M. le délégué de la Tunisie, conçue dans ces termes:

» Chaque pays aura à déterminer le sens dans lequel il y a lieu d'interpréter chez lui le terme »exploiter.«

M. Monzilli (Italie) déclare que l'Italie ne peut pas accepter la proposition de la Commission. On ne saurait laisser aux tribunaux de chaque pays contractant le droit d'interpréter à leur gré une disposition établie d'un commun accord et pour l'intérêt commun. Ce système serait contraire à toutes les règles juridiques qui président à l'exécution des engagements particuliers aussi bien qu'à ceux internationaux. Il doit insister auprès de la Conférence afin qu'elle repousse la proposition dont il s'agit, car il est persuadé que l'interprétation que les tribunaux français donneraient du mot »exploiter« serait contraire à l'esprit de la convention.

M. Pelletier (Tunisie). La plupart des délégués ont donné au mot *exploiter*, dans la Conférence de 1880, le sens de »fabriquer.« Toutefois, comme depuis lors des divergences d'interprétation se sont produites, ne serait-il pas opportun que la Conférence se prononçât sur la nécessité de permettre à chaque pays de fixer le sens dans lequel ce mot doit être interprété? Tous les pays emploient dans leurs lois le terme *exploiter*, et

chez plusieurs d'entre eux, par exemple: la Belgique, la France, l'Italie, il a le sens de fabriquer. M. Pelletier cite des déclarations des délégués de Belgique et d'Italie en 1880.

MM. Monzilli (Italie) et Dujoux (Belgique) affirment que chez eux l'obligation d'exploiter n'est pas comprise dans le sens indiqué par M. Pelletier. M. Dujoux ne croit pas que la jurisprudence administrative d'un pays puisse être immuable. Il cite l'exemple de la Cour de cassation de France, qui a fixé en 1884, en matière de protection du lieu de provenance, une jurisprudence contraire à celle qu'elle avait établie vingt ans auparavant.

M. Monzilli (Italie) ajoute que, pour ce qui regarde la loi italienne, l'interprétation que vient de lui donner M. Pelletier n'est pas exacte. Comme le droit exclusif accordé à l'inventeur est, en quelque sorte, l'équivalent de l'avantage apporté à la Société par l'invention, la loi italienne, ainsi que toutes les lois étrangères, impose à l'inventeur de mettre en exécution et d'exploiter sans interruption l'invention brevetée; c'est dans ce sens que l'obligation de fabriquer les produits brevetés existe, mais il n'est pas exigé des inventeurs étrangers que la fabrication des objets brevetés ait lieu en Italie. Il y a une jurisprudence à ce sujet, d'après laquelle il est déterminé que les étrangers ne sont pas déchus de leur brevet s'ils n'ont pas établi en Italie la fabrication des objets brevetés: cette fabrication peut avoir lieu dans quelque pays que ce soit.

M. le comte de Rascon (Espagne), répondant aux citations de la Conférence de 1880 faites par M. Pelletier, estime que l'opinion des délégués d'alors est sans intérêt aujourd'hui. Il s'agit d'étendre à tous les pays les bénéfices d'une invention, tout en protégeant l'inventeur. Si, dans les lois des divers pays, on a exigé l'exploitation, c'est que ces lois ont été élaborées à une époque bien différente de la nôtre. Aujourd'hui, l'esprit qui préside à la vie commerciale, l'esprit qui réunit ici la Conférence est un esprit de fraternité. Si, pour protéger l'industrie, on ravit à l'inventeur le fruit de son travail, on n'aboutira qu'à tarir l'industrie à sa source.

En conclusion, M. le comte de Rascon soutient les trois points suivants: 1^o les opinions précédemment émises ne peuvent pas nous lier aujourd'hui; 2^o les législations intérieures en matière de brevets ne sont pas non plus à invoquer, puisque le but de la Conférence est précisément de les améliorer et de les rendre uniformes autant que possible; 3^o aucun argument n'a été présenté jusqu'ici pour prouver que dans l'intérêt général, il est nécessaire que la fabrication ait lieu dans le pays où le brevet a été délivré.

M. Pelletier (Tunisie). En 1880, on a dû concilier des intérêts qui paraissaient opposés. Il fallait à la fois arriver à l'unité nécessaire pour la constitution d'une Union, et respecter les différentes législations. Il a aussi fallu tenir compte des difficultés économiques, sociales et douanières. La situation n'a pas changé. C'est demeurer sur le terrain de la Convention que de laisser à chaque pays la faculté de donner au mot «exploiter» le sens qu'il entend. On arrivera ainsi à assouplir la Convention de

manière, tout en lui laissant son caractère originel, à la mettre en harmonie avec les lois des pays contractants.

M. Monzilli (Italie). Puisque la question a été portée dans le domaine économique, il ne peut s'empêcher d'éclaircir ce point. Ayant suivi le débat qui s'est engagé en France sur l'article 5 de la Convention, il a dû se convaincre que l'agitation a été l'œuvre de quelques industriels blessés dans leurs intérêts particuliers par les effets de la première partie de l'article 5 de la Convention, qui permet l'entrée en France des objets brevetés fabriqués à l'étranger. La crise industrielle a donné à ces réclamations une certaine importance, parce que le parti protectionniste a été heureux de s'emparer de cette question pour réclamer des mesures restrictives contre les inventeurs étrangers, de même qu'il en réclame, et plus encore, contre les produits étrangers. Mais heureusement, en France, chacun ne partage pas les idées protectionnistes que M. Pelletier nous a exposées. Il cite à l'appui l'article de MM. Assi et Genès paru dans la *Revue de droit commercial, industriel et maritime* (livraison de mars 1886), qui a été déposé sur le bureau au commencement de la séance, et par lequel il est prouvé que l'article 5 de la Convention contient des dispositions très légitimes au point de vue juridique, et dont la juste application ne produirait aucun dommage à l'industrie française. La grande majorité de la population française n'a pas oublié que la France a donné le jour à l'éminent auteur de *L'Esprit des lois*; que c'est la France qui a inauguré, par la loi de 1791, le grand mouvement en faveur de la propriété industrielle, qui a entraîné toutes les nations; que c'est la France enfin qui a pris l'initiative de la Convention, dont on voudrait aujourd'hui, par des interprétations mal fondées, atténuer la portée.

Si les autres pays se mettaient sur le même pied que la France, qu'arriverait-il? L'Union serait dissoute; chaque pays, pour sauvegarder ses intérêts et par esprit de représailles légitimes, adopterait envers les brevetés étrangers les mêmes dispositions restrictives auxquelles la France veut les soumettre chez elle, et le dommage retomberait sur les inventeurs français, notamment dans leurs rapports avec l'Italie. Il ne faut pas oublier à ce propos que l'Italie aurait tout à gagner par un tel système, attendu que les brevets qu'elle délivre aux étrangers sont le triple au moins de ceux délivrés aux nationaux.

M. le comte Hamilton (Suède et Norvège). La discussion prouve suffisamment que le mot « exploitation » peut signifier aussi bien vendre que fabriquer. Il propose donc qu'on s'en tienne purement et simplement à l'article 3.

M. le comte du Tour (France) remarque qu'il ne s'agit pas d'une chose nouvelle. Si on voulait définir le mot exploiter, il y aurait divergence; mais on demande que chaque pays, d'après le principe du respect de la législation intérieure, suive la définition de ses tribunaux. C'est ce qui se fait déjà. On veut seulement prévoir et éviter des froissements entre particuliers ou administrations, en mettant hors de doute une liberté qui, en fait, reçoit déjà son application.

M. Nicolas (France). S'il avait prévu qu'on citerait des brochures,

il en aurait pu produire un grand nombre, et, ce qui a plus de valeur, les vœux des Chambres de commerce, qui sont défavorables à l'article 5, et dont quelques-unes réclament même la dénonciation de la Convention. Un brevet ne constitue pas une propriété comme une autre. Si l'Etat peut la limiter quant à la durée, il peut aussi la limiter quant à l'exploitation. Dans l'intérêt de l'Union, il demande une interprétation acceptable de l'article 5.

M. le comte de Rascon (Espagne). Si une nation puissamment outillée comme la France exige l'exploitation, dans le pays, des brevets qui y sont délivrés, les Etats moins favorisés ne pourront pas exercer de représailles, et l'inégalité existante s'accroîtra davantage.

M. le Dr Willi (Suisse) fait remarquer que le point de vue de M. Monzilli est le même que celui de la proposition de M. le délégué belge, qui a été écartée par la Conférence. A ce titre, il le juge inadmissible. Il attire aussi l'attention de MM. les délégués sur les considérations économiques qui ont décidé la Commission à admettre la proposition de M. Pelletier.

M. Nicolas (France). La Conférence ayant décidé le maintien intégral de la Convention, chaque pays pourra, aux termes du second alinéa de l'article 5, exiger que l'exploitation ait lieu conformément à sa législation. Il importe donc, si la Conférence ne définit pas le mot « exploiter », qu'elle laisse à chaque pays le droit de le faire.

M. Monzilli (Italie) constate que la délégation française se laisse guider par des considérations économiques, tandis que la Convention a pour but unique la protection de droits juridiques ressortissant de la propriété industrielle. Ne pouvant pas détruire la signification très précise du premier paragraphe de l'article 5 de la Convention, on veut le rendre impraticable par l'interprétation du mot *exploiter* contenu dans le second paragraphe du même article. Il est évident, en effet, que lorsque les tribunaux français auront interprété ce mot suivant la loi française, c'est-à-dire que le breveté étranger doit établir en France la fabrication de ses produits sous peine de déchéance, la permission d'importer les produits étrangers accordée par le premier paragraphe deviendra nulle.

L'article 5, d'après l'interprétation qui paraît la plus rationnelle, a voulu ôter les entraves et les restrictions que la loi française imposait aux inventeurs étrangers. La France, en s'associant aux autres Etats dans le but de protéger les droits des inventeurs, a renoncé à ces dispositions sévères de sa législation intérieure en vue de faciliter l'accomplissement du but commun.

La contradiction que M. Nicolas a relevée entre le premier et le second paragraphe, doit être éliminée conformément à l'esprit et au but de la Convention, et non pas par des interprétations qui annuleraient le premier paragraphe et détruiraient un des points les plus importants de la Convention. Il faut se rappeler que, par l'article 14 de la Convention, la Conférence doit améliorer le système de l'Union; l'on n'atteindra certainement pas ce but en approuvant la proposition dont il est question.

D'ailleurs, si tous les brevetés étaient obligés de fabriquer en France,

il en résulterait une concurrence sérieuse à l'industrie de ce pays; ce qui prouve que le but poursuivi par la proposition française est essentiellement celui d'empêcher l'importation des produits étrangers.

M. Nicolas (France) soutient qu'on ne peut, sous le titre d'une convention pour la protection de la propriété industrielle, faire un traité de commerce, et changer la situation économique que les différents pays tiennent de leurs lois.

M. le comte de Rascon (Espagne) ne peut s'empêcher de remarquer que la Délégation française paraît s'appliquer moins à défendre la propriété industrielle, qu'à la limiter jusqu'au point où elle ne nuira pas au travail national. Il voudrait voir la discussion ramenée sur son véritable terrain.

La séance est suspendue pendant dix minutes.

La séance est reprise à 5 h. 10.

Après un échange d'explications entre MM. Nicolas (France) et le comte de Rascon (Espagne) pour un fait personnel, M. le Président prie M. Pelletier de bien vouloir préciser à la Conférence la portée de sa proposition, qui a donné lieu, dans le cours de la discussion, à des interprétations différentes.

M. Pelletier (Tunisie), déferant au désir de M. le Président, déclare que la portée de sa proposition, qui se rallie à celle de la Suisse et que la Commission a adoptée, est la suivante: permettre à chacun des pays de l'Union de définir le sens des mots *exploiter un brevet*. Il croit que cela est indispensable, car le mot *exploiter* se trouve dans toutes les législations et plusieurs lois l'ont déjà défini selon le sens que la législation et la jurisprudence françaises lui ont donné.

M. Pelletier explique ensuite comment la délivrance d'un brevet est le résultat du contrat intervenu entre l'inventeur et son pays, contrat par lequel l'inventeur reçoit des garanties de protection sous certaines conditions, parmi lesquelles figure la condition d'exploiter: il démontre l'impossibilité de modifier les termes de ce contrat. Il engage donc la Conférence à approuver sa proposition, qui ne constitue pas une modification de l'article 5 de la Convention, mais qui permettra seulement aux administrations et aux tribunaux des différents Etats de fixer la signification des mots *exploiter un brevet*.

M. Willi (Suisse) croit que la Conférence est désormais parfaitement éclairée sur la question et demande la clôture.

M. le Président met aux voix la proposition de M. Willi, qui est approuvée à l'unanimité.

M. le Président. — Avant de passer à la votation, il doit faire remarquer que, dans le cours de la longue discussion qui vient d'avoir lieu, quelques orateurs ont attribué une portée plus étendue, que celle que le proposant lui-même vient de lui donner, à la proposition adoptée par la Commission. Afin d'éviter toute équivoque, il va expliquer la signification claire et précise du vote qu'on doit donner, et il prie MM. les délégués qui ne seraient pas entièrement d'accord avec lui de vouloir bien faire sans aucun égard pour lui, leurs objections.

Il est bon de commencer par donner lecture des deux paragraphes de l'article 5 :

»L'introduction par le breveté dans le pays, où le brevet a été délivré, »d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des Etats de l'Union, n'entraînera »pas la déchéance.«

Voilà la liberté entière, Suit le § 2 :

»Toutefois, est-il dit dans ce paragraphe, »le breveté restera soumis »à l'obligation d'exploiter son brevet conformément aux lois du pays où il »introduit les objets brevetés.«

Quelques orateurs ont exprimé la crainte que, si la proposition de M. le délégué de la Tunisie était adoptée, les législateurs et les magistrats de chaque pays pourraient avoir une liberté trop absolue d'interpréter le terme *exploiter*. Le proposant lui-même vient d'expliquer que cette liberté n'est pas sans limites, et ces limites sont clairement définies par le § 1^{er} de l'article 5 ; car il est évident que si les lois et la jurisprudence d'un pays imposaient l'obligation de fabriquer dans le pays tout ce qui peut y être consommé, elles détruiraient par là le § 1^{er} de l'article 5 que tout le monde est d'accord de maintenir.

M. le Président ayant renouvelé la demande s'il a nettement précisé la signification que la Conférence donne à la proposition qu'on va voter, personne n'a pris la parole, et on passe à la votation.

La proposition de M. le délégué de la Tunisie est adoptée par 6 voix contre 3 et 3 abstentions.

Ont répondu *oui* : la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Suisse et la Tunisie ;

Ont répondu *non* : l'Italie, la Norvège et la Suède ;

Se sont abstenus : le Brésil, les Pays-Bas et la Serbie.

M. Snyder (Pays-Bas) motive son abstention en déclarant que les délégués du Gouvernement des Pays-Bas s'abstiendront de voter sur toutes les propositions concernant les brevets d'invention, parce que, la Hollande n'ayant pas de loi sur cette matière, ledit Gouvernement ne veut pas exercer d'influence sur les décisions de la Conférence à ce sujet.

M. Monzilli (Italie) propose l'amendement suivant à l'article additionnel approuvé, savoir :

Ajouter les mots »pourvu que cette interprétation n'entraîne pas des conséquences contraires au but de la Convention.«

M. Pelletier (Tunisie) fait remarquer qu'on ne peut pas faire des adjonctions aux propositions déjà votées, sinon sous la forme d'articles additionnels.

M. le comte de Rascon (Espagne) propose de substituer l'amendement ne M. Monzilli par un second article ainsi conçu :

»Il est entendu que cette interprétation n'entraînera pas des conséquences contraires au but de la Convention.«

M. Monzilli (Italie) adhère à la proposition de M. le comte de Rascon.

M. le comte du Tour (France) ne pourrait pas consentir à la proposition de M. Monzilli, car elle constitue l'interprétation d'une interprétation.

M. Nicolas (France) pense que le résumé de M. le Président, qui a précédé la votation, est si clair est si impartial, qu'il n'y a qu'à s'y référer pour éviter toute interprétation douteuse de l'article additionnel qui vient d'être approuvé. Il ajoute encore que l'adoption de l'amendement de M. Monzilli pourrait entraîner l'addition d'un article semblable à chaque article additionnel voté par la Conférence.

M. le comte de Rascon (Espagne) trouve que M. Pelletier devrait être le premier à accepter l'amendement de M. Monzilli, qui est une garantie pour les interprétations des tribunaux. Répondant à M. Nicolas, il est d'avis aussi qu'on ne pourrait pas ajouter des interprétations à tous les articles; mais pour celui en question, qui est d'une importance réelle il ne peut qu'approuver une phrase tendant à fixer le but de l'interprétation du mot *exploiter*. Par conséquent il votera l'amendement de M. Monzilli.

M. le comte du Tour (France) s'associe entièrement aux déclarations de M. Nicolas; les paroles de M. le Président sont le meilleur commentaire de l'article additionnel voté. Il ajoute que la bonne foi des Hautes-Parties contractantes ne peut être mise en question. Si l'amendement de M. le délégué d'Italie ne vise que ce point, c'est une chose inutile à inscrire. S'il a, au contraire, une autre signification, il faudrait le renvoyer à une Commission, renvoi sur lequel, d'ailleurs, il n'insiste pas.

M. Monzilli (Italie) ne comprend pas l'opposition faite à son amendement. La Conférence n'a pas déterminé le sens du mot *exploiter*, mais elle en a laissé l'interprétation aux tribunaux de chaque Etat. Il pense donc qu'il est nécessaire de limiter le pouvoir donné aux tribunaux des différents pays de l'Union, de sorte que leurs décisions ne puissent pas être contraires au but de la Convention.

M. le Président pense que la Conférence est suffisamment éclairée sur cette question, et il met aux voix l'amendement de M. Monzilli.

L'amendement est repoussé par 7 voix contre 2 et 3 abstentions.

Ont répondu *oui*: l'Espagne et l'Italie;

Ont répondu *non*: la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, la Norvège, la Suède, la Suisse et la Tunisie;

Le sont abstenus: le Brésil, les Pays-Bas et la Serbie.

M. Monzilli (Italie) demande si, après le vote de la Conférence, n'importe quel pays pourra interpréter les mots *exploiter un brevet* même dans un sens contraire au but de la convention.

M. le Président s'empresse de répondre que la discussion, qui a précédé le vote par lequel la proposition de M. Monzilli n'a pas été approuvée, exclut évidemment la crainte que le proposant vient d'exprimer. En effet, les seules objections soulevées contre la proposition de M. Monzilli sont: 1° la crainte d'établir un précédent qui amenât à répéter pareille déclaration à la suite de chaque article additionnel qui serait adopté; 2° la répugnance manifestée par quelques orateurs à exprimer un doute sur la bonne foi des Hautes Parties contractantes; 3° enfin, la certitude que les déclarations non contredites du Président, sur la portée, excluent tout

danger d'abus de la part des législateurs et des magistrats des différents pays.

Comme l'addition proposée par M. Monzilli n'a pas été combattue par d'autres arguments, M. le Président exprime la conviction que le vote de la Conférence ne justifie pas les craintes exprimées par M. Monzilli, et que tout le monde est d'accord qu'il ne peut autoriser la législation et la jurisprudence des divers pays à donner à l'interprétation du terme *exploiter* une portée plus étendue que celle indiquée dans les précédentes déclarations du Président.

M. le Président ayant demandé si quelqu'un avait des observations à faire sur l'interprétation qu'il vient de donner, personne n'a pris la parole. Par conséquent il déclare qu'on prendra acte au procès-verbal que la Conférence adhère à cette explication.

La séance est levée à six heures et demie.

Le Président,
Peruzzi.

Le Premier Secrétaire,
O. Lattes.

Annexe à la Troisième séance.

Rapport de la Commission sur les propositions d'articles additionnels à la Convention présentées par les Délégations de la France, de la Tunisie, de la Suisse, de la Belgique et de la Grande-Bretagne.

A l'Art. 2.

Proposition de la Délégation française. — Les Etats faisant partie de l'Union, qui ne possèdent pas de lois sur toutes les branches de la propriété industrielle, devront compléter dans le plus court délai possible leur législation sur ce point.

Il en sera de même pour les États qui entreraient ultérieurement dans l'Union.

La Commission est d'avis que la Conférence ne peut pas imposer aux États l'obligation de compléter leur législation dans le sens indiqué.

Étant toutefois d'accord avec l'idée qui a inspiré la proposition, elle croit qu'il y a lieu de la transformer en un vœu qui sera soumis au vote de la Conférence.

A l'Art. 3.

Proposition de la Délégation tunisienne. — Il est entendu que les établissements mentionnés ci-dessus doivent avoir le caractère de véritables exploitations industrielles, s'il s'agit de brevets d'invention ou de marques de fabrique ainsi que de modèles ou de dessins, et qu'ils doivent avoir le caractère de principaux établissements de vente, s'il s'agit de marques de commerce.

La Commission trouve cette proposition trop restrictive, et préfère s'en tenir au texte de l'article 3 de la Convention, expliqué par l'article 1^{er}, § 1, du projet de Règlement élaboré par l'Administration italienne et le Bureau international.

A l'Art. 5.

Proposition éventuelle de la Délégation suisse. — Le terme »exploiter son brevet«, contenu dans le second paragraphe de l'article 5 de la Convention, s'applique non seulement à la vente, mais aussi à la fabrication de l'objet breveté.

Proposition de la Délégation tunisienne. — Chaque pays aura à déterminer le sens dans lequel il y a lieu d'interpréter chez lui le terme »exploiter«.

Préférant ne pas donner d'interprétation officielle du terme »exploiter«, la Commission adopte la seconde de ces propositions.

Proposition de la Délégation italienne. — Il est entendu que le second paragraphe de l'article 5 de la Convention n'entraîne pas la déchéance des droits du titulaire d'un brevet dans les autres États de l'Union, lorsqu'il a exploité son invention dans le pays d'origine.

Pour des considérations économiques, la Commission regrette de ne pas pouvoir appuyer cette proposition.

Proposition de la Délégation française. — Dans les États où la législation exige du breveté l'exploitation de son invention par la fabrication dans le pays même, l'introduction pourra être limitée à un nombre de modèles, qui sera déterminé par le ministre compétent.

Cette proposition a été, dans la suite, modifiée comme suit, à partir des mots: »dans le pays même«:

L'importation sera permise pendant six mois après la délivrance du brevet.

La Commission regrette vivement de ne pouvoir recommander l'adoption d'aucune de ces deux propositions. La première lui paraît contraire au texte de la Convention, que la Conférence a déclaré vouloir maintenir par son vote du 1^{er} mai. Le délai indiqué dans la seconde lui paraît beaucoup trop court pour être d'une utilité quelconque en ce qui concerne les grandes inventions.

A l'Art. 10.

Proposition de la Délégation belge. — Il n'y a pas intention frauduleuse dans le cas prévu par le paragraphe 1^{er} de l'article 10 de la Convention, lorsque c'est du consentement de l'intéressé qu'il est fait usage du nom figurant sur les produits importés.

La Commission adopte la proposition en la modifiant comme suit, à partir des mots: «de la Convention»:

Lorsqu'il sera prouvé que c'est du consentement du fabricant, dont le nom se trouve apposé sur les produits importés, que cette apposition a été faite.

Proposition de la Délégation britannique. — Tout produit portant illicitement une indication mensongère de provenance pourra être saisi à l'importation dans tous les Etats contractants.

La saisie pourra également être effectuée dans le pays où l'indication mensongère aura été apposée ainsi que dans le pays où le produit aura été introduit.

La saisie aura lieu à la requête soit du Ministère public, soit d'une partie intéressée, individu ou Société, conformément à la législation intérieure de chaque Etat.

Est réputé partie intéressée, tout fabricant ou commerçant engagé dans la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi dans la localité faussement indiquée comme provenance.

Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux présentes dispositions.

Les autorités ne sont pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

Après avoir constaté que l'avant-dernier alinéa de cet article dissipe les objections que pourrait susciter le caractère impératif du premier, la Commission adopte l'article ci-dessus. Elle a, toutefois, retranché le quatrième alinéa, qu'elle considère comme superflu.

H. Reader Lack; Dujoux; Dr. Willi.

Rome, le 4 mai 1886.

Propositions de la Commission.

Formuler sous forme de vœu la disposition suivante, se rapportant à l'article 2 de la Convention :

Les Etats faisant partie de l'Union, qui ne possèdent pas de lois sur toutes les branches de la propriété industrielle, devront compléter dans le plus court délai possible leur législation sur ce point.

Il en sera de même pour les Etats qui entreraient ultérieurement dans l'Union.

Article additionnel à l'art. 5.

Chaque pays aura à déterminer le sens dans lequel il y a lieu d'interpréter chez lui le terme «exploiter».

Articles additionnels à l'art. 10.

1. — Il n'y a pas intention frauduleuse dans le cas prévu par le paragraphe 1^{er} de l'article 10 de la Convention, lorsqu'il sera prouvé que c'est du consentement du fabricant dont le nom se trouve apposé sur les produits importés, que cette apposition a été faite.

II. — Tout produit portant illicitement une indication mensongère de provenance pourra être saisi à l'importation dans tous les Etats contractants.

La saisie pourra également être effectuée dans le pays où l'indication

mensongère aura été apposée, ainsi que dans le pays où le produit aura été introduit.

La saisie aura lieu à la requête soit du Ministère public, soit d'une partie intéressée, individu ou Société, conformément à la législation intérieure de chaque Etat.

Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux présentes dispositions.

Les autorités ne sont pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

Quatrième séance. — Mercredi 5 Mai 1886.

Présidence de M. Peruzzi.

Etaient présents: MM. Stève, Dujoux, Lopez Netto, le comte de Rascon, De Larra, Spottorno y Bienert, Stallo, le comte du Tour, Nicolas, Reader Lack, Bergne, Belk, Hughes, Monzilli, Lattes, Trinchieri, Spedener, Renazzi, Snyder van Wissenkerke, De Plagino, Christitch, le comte Hamilton, Willi, Pelletier.

Les secrétaires: MM. Frey-Godet, Beauclerk, Tenaille-Saligny, Callegari, Rubino.

La séance est ouverte à deux heures un quart.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Chargé d'affaires du Portugal, par laquelle il annonce qu'il a été chargé, par son Gouvernement, de le représenter à la Conférence, et qu'il attend ses instructions.

M. Lattes, *premier secrétaire*, lit le procès-verbal de la séance d'hier qui est adopté sans observations.

M. le Président annonce qu'il y a encore à discuter deux des propositions d'articles additionnels à l'article 5 de la Convention, que la Commission n'a pas adoptées. Il en donne lecture, ainsi que des conclusions de la Commission :

Proposition de la Délégation italienne. — » Il est entendu que le second » paragraphe de l'article 5 de la Convention n'entraîne pas la déchéance » des droits du titulaire d'un brevet dans les autres Etats de l'Union, lorsqu'il a exploité son invention dans le pays d'origine.

» Pour des considérations économiques, la Commission regrette de ne » pas pouvoir appuyer cette proposition.

Proposition de la Délégation française. — » Dans les Etats où la législation exige du breveté l'exploitation de son invention par la fabrication » dans le pays même l'introduction pourra être limitée à un nombre de » modèles, qui sera déterminé par le ministre compétent.

» Cette proposition a été, dans la suite, modifiée comme suit, à partir » des mots dans le pays même :

L'importation sera permise pendant six mois, après la délivrance du brevet.

» La Commission regrette vivement de ne pouvoir recommander l'adoption d'aucune de ces deux propositions. La première lui paraît contraire au texte de la Convention, que la Conférence a déclaré vouloir maintenir par son vote du 1^{er} mai. Le délai indiqué dans la seconde lui paraît beaucoup trop court pour être d'une utilité quelconque en ce qui concerne les grandes inventions. »

M. Dujeux (Belgique) dit que la proposition de la Délégation italienne repose sur la même idée que celle qu'il a eu l'honneur de présenter à la Conférence et qu'il a retirée par esprit de conciliation. Les deux propositions, en effet, constituent une extension de la portée de l'article 5 de la Convention, et elles forment la contre-partie de la proposition française, qui tend à en restreindre la portée.

Il ignore si M. le Délégué italien est aussi animé des mêmes sentiments de conciliation, et s'il est disposé à retirer sa proposition. Dans ce cas, il demanderait à la Délégation française de bien vouloir retirer la sienne.

M. le Président, sur la demande de M. Nicolas (France), suspend la séance pendant quelques minutes, afin que les Délégations française et italienne puissent s'entendre sur la proposition de M. le Délégué de la Belgique.

À la reprise de la séance, les Délégations française et italienne se refusent, l'une et l'autre, de retirer leurs propositions.

M. le comte de Rascon (Espagne) demande que la question soit renvoyée à la prochaine Conférence, et il prie M. le Président de consulter l'assemblée à ce sujet.

M. Nicolas (France), tout en rendant hommage à l'esprit de conciliation de M. le Délégué de la Belgique, déclare que les instructions que la Délégation française a reçues de son Gouvernement ne l'autorisent pas à accepter la transaction proposée par M. le comte de Rascon.

M. Monzilli (Italie) dit que la Délégation italienne ne peut pas retirer sa proposition, mais qu'elle accepte les décisions de la Conférence sur la proposition d'ajournement.

M. le Président met aux voix la proposition de M. le comte de Rascon.

M. Monzilli (Italie) déclare que la Délégation italienne s'abstiendra de la votation, et fait les plus larges réserves pour le cas où la Conférence n'adopterait pas la proposition d'ajournement.

On passe à la votation : la proposition est adoptée par 7 voix contre 2 et trois abstention.

Ont répondu *oui* : la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la Grande-Bretagne, la Norvège, la Suède et la Suisse ;

Ont répondu *non* : la France et la Tunisie ;

Se sont abstenus : l'Italie, les Pays-Bas et la Serbie.

L'assemblée passe à la discussion des propositions de la Commission relatives à l'article 10 de la Convention.

M. le Président consulte l'assemblée sur l'ordre dans lequel elle désire aborder l'examen des deux propositions additionnelles auxquelles ledit article a donné lieu.

M. le comte du Tour (France). — La proposition de la Délégation britannique ayant une portée beaucoup plus générale que celle de M. le Délégué de la Belgique, il serait peut-être plus naturel de la discuter la première.

M. Dujoux (Belgique) ne formulant pas d'opposition à la question de priorité, M. le Président ouvre la discussion sur la Proposition de la Grande-Bretagne, telle qu'elle a été amendée par la Commission.

Cette proposition est conçue dans ces termes:

» Tout produit portant illicitement une indication mensongère de provenance pourra être saisie à l'importation dans tous les Etats contractants.

» La saisie pourra également être effectuée dans le pays où l'indication mensongère aura été apposée, ainsi que dans le pays où le produit aura été introduit.

» La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public soit d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation intérieure de chaque Etat.

» Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations, qui, à raison de caractère générique, échappent aux présentes dispositions.

» Les autorités ne sont pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit. «

M. Bergne (Brande-Bretagne) n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagne la proposition de la Délégation de la Grande-Bretagne. La Commission demande la suppression du troisième alinéa de la disposition proposée, lequel était conçu dans ces termes: » Est réputé partie intéressée, tout fabricant ou commerçant engagé dans la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi dans la localité faussement indiquée comme provenance. » M. Bergne ne s'oppose pas à cette suppression, pourvu qu'il soit bien entendu que la partie intéressée sera déterminée d'après le second paragraphe de l'article 10 de la Convention.

M. Monzilli (Italie). — La Délégation italienne ne peut se rallier à la proposition en discussion; elle ne lui paraît pas, en effet, se attacher à la propriété industrielle, mais viser uniquement la protection des intérêts généraux de l'industrie, ou de la réputation industrielle d'un pays. Au reste, elle semble peu applicable dans la pratique, et il est douteux que tous les Etats de l'Union voudront s'engager à saisir les produits munis d'une fausse indication de provenance, sans adjonction d'un nom commercial. La Conférence de Paris a longuement examiné la question, et elle a reconnu que la protection ne pouvait être accordée que si les deux fausses indications se trouvaient réunies sur un même objet. C'est un usage général, par tous pays, de revêtir certains produits fabriqués de la désignation d'une localité renommée pour cette fabrication. Le pays qui a acquis cette renommée n'est pas blessé par ce fait, qui lui procure une réclame gratuite. Ce sont les consommateurs qui ont à se plaindre de ce système, qui n'est souvent qu'un simple préjugé; mais la Convention ne vise pas la protection des consommateurs, à laquelle chaque Etat pourvoit ou doit pourvoir par ses lois pénales ou de police.

La disposition proposée serait encore plus sévère que celle de la loi française de 1857, car cette dernière s'applique uniquement aux fausses indications de *localités françaises* déterminées, tandis que la proposition de la Grande-Bretagne se sert du terme *fausse provenance*, dont la portée est plus étendue.

La législation italienne, sur la propriété industrielle, ne prévoit rien de semblable: Le Parlement a admis l'article 10 de la Convention, parce qu'il a pensé qu'il était du devoir de tous les Etats de faire un sacrifice en faveur de l'Union. Mais la Délégation italienne est obligée de déclarer aujourd'hui que, à son avis, il est douteux que le Parlement soit disposé à aller plus loin et à prendre l'engagement de faire saisir en Italie tous les produits, nationaux ou étrangers, portant une fausse indication de provenance.

M. Nicolas (France). — C'est la première fois qu'il entend affirmer que le nom d'une localité ne peut pas être considéré comme l'objet d'une propriété industrielle. Comme les fabricants, les villes, telles que Sheffield, Paris, ont aussi un nom, une réputation, acquis par des siècles de travail honnête et glorieux; ce nom appartient à la collectivité des fabricants de ces villes, il a le même droit à la protection que celui des particuliers.

M. Monzilli (Italie) insiste sur ses observations et il prie la Conférence de considérer les effets de la proposition qui lui est soumise. On arriverait à l'étrange conclusion qu'on pourrait saisir certains produits munis du nom de localités, ou il n'existe pas de fabrications spéciale de produits semblables, par exemple: chapeaux de Sheffield, boutons de Paris, etc. Il est évident que, dans ce cas, la réputation de l'industrie de ces villes n'est pas en question, et qu'elles ne sont pas lésées dans leurs intérêts. La disposition proposée servirait donc à protéger, non pas la propriété industrielle, mais le régime économique d'un pays, en lui permettant de repousser les produits étrangers. On ne peut pas accueillir le système qui imposerait la saisie même quand il n'y a pas de partie lésée. En tous cas, selon lui, l'article n'est pas formulé d'une manière satisfaisante.

M. Pelletier (Tunisie) ne croit que le cas cité par M. Monzilli se produise souvent. Répondant à l'objection annoncée, que la proposition de la Grande-Bretagne constituerait une innovation, M. Pelletier fait l'histoire de l'article 10, et démontre que la Conférence de 1880 n'a pas prétendu limiter, aux seules hypothèses prévues les cas où la saisie pourrait être pratiquée, mais qu'elle a visé les espèces les plus probables, celles où la fraude serait établie d'une manière indubitable.

En prévoyant ces hypothèses spéciales, elle n'a nullement voulu exclure les autres, et, par conséquent, celle qui fait l'objet de la proposition de la Grande-Bretagne. La seule objection que l'on puisse opposer à cette dernière, est que la saisie pourrait frapper des produits portant, comme noms de localités des appellations d'un caractère générique. Mais, dans ce cas, les tribunaux apprécieront et n'auront pas de peine à établir s'il s'agit ou non d'une indication de provenance délictueuse. Il montre l'utilité de poser une règle absolue en présence de l'impossibilité de prévoir les cas particuliers qui varient selon les pays. Les exceptions seront déter-

minées selon les usages de langage des pays intéressés. Il démontre la légitimité et l'efficacité de l'assimilation, au point de vue de la protection, entre les noms de villes et les noms d'individus.

M. Monzilli (Italie) conteste les conclusions tirées par M. Pelletier de l'historique de l'article 10. La Conférence de Paris a consacré trois séances à cet article et elle n'a approuvé le texte actuel qu'après s'être convaincue que sa formule excluait toute possibilité de saisir les produits portant seulement des indications de fausse provenance. Selon lui, la proposition de la Grande-Bretagne tendrait à revenir à la première rédaction rejetée en 1880, ce qui ne constituerait certes pas un progrès, ni un perfectionnement du système de l'Union, mais une modification radicale du but que l'Union se propose.

Il déclare que le Gouvernement italien ne pourrait pas accepter cette proposition, car il ne saurait s'engager à des obligations qu'il ne serait pas en mesure de remplir.

M. le comte Hamilton (Suède et Norvège). — Le premier alinéa de la proposition de la Délégation britannique dit que le produit portant la fausse indication de provenance *pourra* être saisi dans les Etats contractants. Il semble ressortir de cette rédaction que chaque Etat est libre d'opérer ou de ne pas opérer la saisie, suivant la législation intérieure. Il en est de la proposition en discussion comme de l'article 10 lui-même, qui, après avoir été proposé à la Conférence de 1880, sous une forme impérative, a été adopté dans un texte qui soumet la saisie à la décision de chaque Gouvernement.

M. Monzilli (Italie) estime que la disposition proposée obligerait tous les Etats de l'Union à saisir, sur la demande de la partie lésée, les objets portant une indication de provenance mensongère. Il se demande alors quelle serait sa valeur si elle avait un caractère facultatif. L'Italie, par exemple, ne serait pas disposée à faire saisir les produits portant l'indication de *mode de Paris*, *nouveauté de Paris*, ou celle de *London* qu'on lit sur les doublures des chapeaux ou des cravates.

Il tient encore à faire remarquer que les Délégations britannique et française, qui soutiennent la proposition, ne poursuivent pas le même but. Les Français veulent être mis à même de saisir en France les objets étrangers revêtus d'indications mensongères, tandis que les Anglais désirent en opérer la saisie à l'étranger. Dans ce dernier cas, comment les législations intérieures pourraient-elles demeurer intactes? Si l'article additionnel proposé n'oblige pas l'Italie à saisir les objets munis de fausses indications de provenance anglaise, M. Monzilli ne comprend pas l'intérêt qu'y attachent MM. les Délégués de la Grande-Bretagne.

M. Bergne (Grande-Bretagne) se borne à demander à M. Monzilli s'il défend, au point de vue de la probité commerciale, l'apposition d'une fausse indication de provenance sur un mauvais produit.

M. Monzilli (Italie) ne nie pas qu'un tel acte ne soit, dans certains cas, immoral, mais il le considère comme étranger à la question de la propriété industrielle. C'est un délit de droit commun prévu par le Code pénal, et il tient à déclarer que le Code pénal italien contient les dispo-

sitions tendant à sauvegarder la bonne foi des consommateurs quant à la qualité des produits.

Suit un échange d'observations entre M. Nicolas (France), M. Monzilli (Italie), M. Pelletier (Tunisie), et M. le Président, sur le caractère impératif de la disposition proposée. Il est établi que la saisie n'est obligatoire pour aucun Etat, comme il ressort du texte même des deux premiers et du quatrième paragraphes de la proposition britannique. Quant au troisième, dont la forme paraît plus impérative, il n'est applicable que dans les limites de la législation de chaque Etat. En résumé, l'adoption de la proposition n'obligerait aucun Etat contractant à modifier sa législation sur la matière.

M. Snyder (Pays-Bas) fait la déclaration suivante: »Après les différents avis que nous venons d'entendre, je crois devoir faire une communication à la Conférence. La Conférence ayant bien voulu approuver ma proposition de ne pas toucher à la Convention, il me semble qu'il ne peut être question de fixer une règle impérative qui n'est pas en harmonie avec la Convention elle-même. On a bien dit quelque part que la proposition constituerait une obligation pour tous les Etats de l'Union, mais la Commission déclare au contraire qu'elle adopte la proposition anglaise après avoir constaté que l'avant-dernier alinéa de cet article dissipe les objections que pourrait susciter le caractère impératif du premier, c'est-à-dire que l'article ne sera pas impératif.

» Cette déclaration m'autorise à adopter la proposition anglaise, quoique le nouveau Code pénal, qui aura dans quelques mois vigueur en Hollande, exige pour le délit d'importation interdite, les deux éléments: 1^o la fausse mention d'une localité déterminée; 2^o un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse. On comprendra qu'il n'est pas possible en ce moment de réviser notre Code pénal dans le sens du premier alinéa de la proposition, ce Code n'ayant pas même encore force de loi; il serait de même impossible de le modifier prochainement; on ne peut pas réviser à chaque instant une loi aussi importante qu'un Code pénal, surtout dans les premières années de son existence. Par conséquent, les Tribunaux des Pays-Bas n'ordonneront la saisie que quand les deux conditions susdites existeront en même temps.

» Je me croyais obligé de déclarer ceci, afin qu'on ne fit pas de grief au Gouvernement que j'ai l'honneur de représenter, de n'avoir pas rédigé la loi pénale dans le sens de la proposition britannique.»

M. Willi (Suisse) informe l'assemblée qu'il vient de recevoir un télégramme lui annonçant l'envoi d'instructions relatives aux propositions de la Grande-Bretagne et de la Belgique, et déclare, en conséquence, qu'il s'abstiendra de voter sur ces questions, jusqu'à l'arrivée de ses instructions.

M. le Président déclare, avec l'assentiment de la Conférence, que le vote de M. Willi restera réservé jusqu'au moment où ses instructions lui seront parvenues.

La discussion est close, et il est procédé à la votation.

La proposition de la Grande-Bretagne est adoptée, dans la forme que lui a donnée la Commission, par 8 voix contre une et 3 abstentions.

Ont voté *oui*: la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et la Tunisie;

A voté *non*: l'Italie;

Se sont abstenus: le Brésil, la Serbie et la Suisse.

La séance est suspendue pendant dix minutes et elle est reprise à cinq heures.

M. le Président donne lecture de la proposition d'article additionnel à l'article 10 de la Convention, présentée par M. le Délégué de la Belgique:

» Il n'y a pas intention frauduleuse dans le cas prévu par le paragraphe 1^{er} de l'article 10 de la Convention, lorsque c'est du consentement de l'intéressé qu'il est fait usage du nom figurant sur les produits importés. »

La Commission a adopté la proposition en la modifiant comme suit, à partir des mots » de la Convention «, savoir:

» Il n'y a pas intention frauduleuse dans le cas prévu par le paragraphe 1^{er} de l'article 10 de la Convention, lorsqu'il sera prouvé que c'est du consentement du fabricant dont le nom se trouve apposé sur les produits importés, que cette apposition a été faite. »

M. Dujoux (Belgique) dit que sa proposition n'entraîne aucune modification à l'article 10 de la Convention, mais qu'elle a seulement pour but d'expliquer les deux mots de l'article 10: *intention frauduleuse*. Il cite l'exemple d'un fabricant anglais qui commande à Liège des fusils portant le nom dudit fabricant anglais. Dans ce cas il n'y a pas d'intention frauduleuse. Sa proposition est presque identique à l'article 31 de la loi portugaise sur les marques de fabrique, d'après lequel elle a été rédigée.

Il lui paraît indispensable de bien préciser l'interprétation à donner aux mots *intention frauduleuse*, parce que la Cour de cassation française a arrêté en 1884 qu'il y a intention frauduleuse même lorsqu'il y a le consentement et l'ordre de la partie intéressée. Cet arrêt a été consacré tout récemment dans une circulaire du Ministre du commerce français. Ces décisions sont contraires à celles que la jurisprudence française avait données antérieurement, ainsi qu'à l'esprit de l'article 10 de la Convention.

M. Nicolas (France). La proposition de M. le Délégué belge aurait le grave résultat de modifier de fond en comble, au détriment de l'industrie française, l'article 19 de la loi du 23 juin 1857. L'Administration française ne peut pas consentir à abandonner cette disposition. Déjà dans la Convention de 1883 la France a consenti à des concessions qui ont été trouvées exagérées et qui sont vivement attaquées dans ce pays. La Délégation française doit se refuser aujourd'hui à une nouvelle concession, qui permettrait à des commerçants français de faire fabriquer leurs produits à l'étranger, et de les vendre ensuite, comme provenant de fabricants français. Ce serait contraire non-seulement aux intérêts de l'industrie française, mais encore au droit pénal et à la loyauté des transactions.

Il ajoute qu'il faut laisser aux Tribunaux de chaque pays le soin d'interpréter ses lois; la Conférence sortirait de ses attributions en se livrant à une interprétation de la loi française, et cela serait d'autant plus

grave que l'interprétation proposée par M. le Délégué de la Belgique est formellement contraire à l'interprétation donnée à la loi française par la Cour de cassation française.

Il supplie MM. les Délégués de rester dans leur rôle de protecteurs de la propriété industrielle, et, sous le prétexte de protéger cette propriété, de ne pas chercher à modifier la législation intérieure et le régime économique de chacun des pays de l'Union. La Conférence vient de proclamer le respect de chaque législation intérieure: au nom du même respect, la Délégation française insiste de la façon la plus énergique, pour que la proposition de M. le Délégué de la Belgique ne soit pas admise.

M. Pelletier (Tunisie) fait observer que les mots *intention frauduleuse* pourraient recevoir une interprétation plus large que celle prévue par M. le Délégué de la Belgique: c'est pourquoi le consommateur doit être protégé contre les indications de fausse provenance des objets, ce qui pourrait avoir lieu dans le cas d'une entente entre l'introducteur et le destinataire fabricant.

M. le Président est d'avis que M. Dujoux, dans sa proposition, n'a pas visé l'indication de provenance des produits, mais les noms empruntés dans une intention frauduleuse.

M. le comte Hamilton (Suède et Norvège) cite le cas d'un fabricant de fusils suédois, qui exécute une commande d'un fabricant de Liège, et introduit en Angleterre des fusils portant le nom du fabricant liégeois, avec le consentement de ce dernier. Il se demande si dans ce cas il y a fraude.

La clôture est prononcée et l'on passe à la votation de la proposition d'article additionnel à l'article 10 de la Convention présentée par M. le Délégué de la Belgique.

La proposition est adoptée par 5 voix contre 4 et 3 abstentions.

Ont répondu *oui*: la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et les Pays-Bas;

Ont répondu *non*: la France, la Norvège, la Suède et la Tunisie;

Se sont abstenus: le Brésil, la Serbie et la Suisse.

M. Willi (Suisse) motive son abstention en se rapportant aux raisons exposées dans la votation précédente.

La séance est levée à 6 heures.

Le Président,
Peruzzi.

Le Premier Secrétaire,
O. Lattes.

Cinquième séance. — Jeudi 6 mai 1886.

Présidence de M. Peruzzi.

Etaient présents: MM. Stève, Dujoux, Lopez Netto, le comte de Rascon, De Larra, Spottorno y Bienert, Stallo, le comte du Tour, Nicolas, Reader Lack, Bergue, Hughes, Belk, Monzilli, Lattes, Trinchieri, Sanchez

Nouv. Recueil Gén. 2^e S. XIV.

T t

Azcona, Renazzi, De Westenberg, Snyder van Wissenkerke, De Plagino, Christitch, le comte Hamilton, Willi, Pelletier, Antonini y Diez.

Les secrétaires: MM. Frey-Godet, Beaclerck, Tenaille-Saligny, Callegari, Rubino.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

M. Lattes, premier secrétaire, lit le procès-verbal de la quatrième séance qui donne lieu aux observations suivantes:

M. Monzilli (Italie) rappelle qu'en répondant à la question de M. Bergne, relative à la moralité de l'apposition d'une fausse indication de provenance sur un produit de mauvaise qualité, il avait dit, en premier lieu, que ce procédé lui paraissait immoral, puis, qu'une telle action était prévue dans le Code pénal italien, qui punit la tromperie sur la chose vendue. Il ajoute que le Gouvernement de la Grande-Bretagne a attiré récemment l'attention de celui de l'Italie sur l'existence, dans ce dernier pays, de nombreux articles de coutellerie munis frauduleusement de la marque » Sheffield «, et que l'Administration italienne s'est empressée de prémunir les intéressés contre l'achat de produits semblables, en publiant dans son *Bulletin officiel* une circulaire de la Chambre de commerce de Sheffield à ce sujet.

M. Bergne (Grande-Bretagne) exprime la reconnaissance de la Délégation britannique pour la déclaration de M. Monzilli, ainsi que sa conviction que l'Italie se montrera toujours prête à protéger les droits des étrangers.

M. le Président décide que l'échange d'observations qui vient d'avoir lieu sera consigné dans le procès-verbal de la présente séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est ensuite adopté.

M. le Président annonce qu'il a reçu quelques exemplaires des publications faites par le Bureau des patentes à Londres, et qu'il les a déposés sur le bureau.

M. Reader Lack (Grande-Bretagne) fait la déclaration suivante:

» Avant qu'il soit procédé à la discussion sur le projet de Règlement, » je crois devoir annoncer que la Délégation britannique, tenant compte de » la décision prise par la Conférence, de ne pas modifier le texte actuel » de la Convention, retire son amendement relatif à l'article 6, qui est » consigné sous la lettre B des propositions tendant à la revision de la » Convention.«

La Conférence passe à l'examen du projet de Règlement élaboré par l'Administration italienne et le Bureau international (V. *Documents préliminaires*, II).

M. le docteur Willi (Suisse) dépose la proposition suivante:

- » Le soussigné,
- » Considérant que le Règlement d'exécution ne doit être qu'une appli-
- » cation uniforme de la Convention;
- » Que la Conférence a pour but d'établir cette uniformité;
- » Propose;
- » Que les délégués se fassent autoriser, s'ils ne le sont pas déjà

» actuellement, à signer d'une manière définitive le Règlement au nom de
» leurs Gouvernements. »

En raison de la date prochaine proposée pour l'entrée en vigueur de certains articles du Règlement, M. Willi croit qu'il est désirable que MM. les délégués signent ce document d'une manière définitive. Comme les dispositions dont il s'agit n'apportent aucune modification à la Convention, et concernent de simples mesures d'exécution, il estime que le Règlement ne devra pas être soumis aux Parlements, ce qui entraînerait un retard considérable.

M. le Président ne croit pas que MM. les délégués soient tous munis de pouvoirs suffisants pour adopter le Règlement d'une manière définitive. Il leur serait du reste impossible de se prononcer à cet égard avant de savoir ce qu'il contiendra.

M. Nicolas (France) fait observer que c'est le Gouvernement français et non sa Délégation à Rome qui peut trancher la question de savoir si le Règlement devra, ou non, être soumis au Parlement.

M. Bergne (Grande-Bretagne) déclare, au nom de la Délégation britannique, que cette dernière ne peut signer définitivement quoi que ce soit sans l'autorisation préalable de son Gouvernement. Elle a seulement qualité de signer *ad referendum*.

En présence de ces déclarations, M. Willi (Suisse) retire sa proposition.

M. le Président ouvre la discussion, article par article, sur le projet de Règlement.

La Conférence adopte, sans modification, le préambule conçu dans ces termes :

» Les soussignés, dans le but d'assurer l'application uniforme de la
» Convention conclue à Paris le 20 mars 1883, pour la constitution de
» l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, ont,
» au nom de leurs Administrations respectives, arrêté les dispositions
» suivantes pour l'exécution de ladite Convention. »

L'assemblée passe ensuite à la discussion de l'article premier, paragraphe I, dont voici le texte :

» Pour pouvoir être assimilés aux sujets ou citoyens des Etats con-
» tractants, aux termes de l'article 3 de la Convention, les sujets ou
» citoyens d'Etats ne faisant pas partie de l'Union qui ont des établis-
» sements industriels ou commerciaux sur le territoire d'un des Etats de
» l'Union, doivent être propriétaires exclusifs desdits établissements et y
» être représentés par un mandataire général. »

A cet article, la Suisse a proposé l'amendement suivant :

Ajouter à la phrase : » *qui ont des établissements industriels ou commerciaux sur le territoire de l'un des Etats de l'Union* », les mots » *sans y être domiciliés*. »

M. Pelletier (Tunisie). On a décidé de renvoyer à la discussion du règlement la proposition tunisienne relative à l'article 5 de la Convention. La Conférence n'estime-t-elle pas que l'examen de cette proposition viendrait utilement à présent ?

M. le docteur Willi (Suisse) propose le renvoi à la Commission.

M. Dujoux (Belgique). La Commission a déjà émis un avis sur cette proposition. Elle l'a considérée comme trop restrictive et a jugé qu'il était préférable de s'en tenir au projet de Règlement du Bureau international.

M. Pelletier (Tunisie). Il ne s'agit plus de cette rédaction, qui a été écartée, et que l'on ne saurait prétendre proposer de nouveau à la Conférence. Il s'agit seulement d'une fusion entre le projet du Bureau international et l'ancienne proposition de la Délégation tunisienne, et dont l'étude pourrait être soumise à une nouvelle Commission.

La Conférence, consultée, décide par 9 voix contre 3 qu'il y a lieu de renvoyer à la Commission le paragraphe premier du projet de Règlement.

Ont voté *oui*: le Brésil, la France, la Grande-Bretagne, la Norvège, les Pays-Bas, la Serbie, la Suède, la Suisse et la Tunisie.

Ont voté *non*: la Belgique, l'Espagne et l'Italie.

M. le Président donne lecture du paragraphe 2:

» Lorsque, dans les délais fixés à l'article 4 de la Convention, une
» personne aura déposé dans plusieurs États de l'Union des demandes de
» brevets pour la même invention, les droits résultant des brevets ainsi
» demandés seront indépendants les uns des autres. »

M. Nicolas (France). Sous l'apparence de disposition explicative, ce paragraphe est un véritable article additionnel, qui contient des modifications considérables à la législation d'une grande partie des États de l'Union. Pour éviter, à deux jours d'intervalle, de nouvelles discussions sur une question qu'aucun argument nouveau ne pourra appuyer ni combattre, M. Nicolas est d'avis de renvoyer l'examen du paragraphe 2 à la prochaine Conférence.

M. le Dr Willi (Suisse), ne partage pas l'opinion de M. le délégué de France sur l'importance de cette question. Il se récuse, d'ailleurs, quant au fond, le Gouvernement fédéral n'accordant pas pour le moment de brevets d'invention.

La proposition d'ajournement, mise aux voix, est adoptée par 7 voix contre 5 abstentions.

Ont répondu *oui*: la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Serbie et la Tunisie.

Se sont abstenus: l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse.

M. le Président donne lecture du § 3:

» Relativement aux États de l'Union situés en Europe, sont considérées comme » pays d'outre-mer « (art. 4), les pays extra-européens qui ne sont pas riverains de la Méditerranée. »

Il est adopté sans discussion.

M. le Président donne lecture du § 1^{er} de l'article II:

» Lorsqu'un nouvel État adhère à la Convention, la date de la note

par laquelle son accession est annoncée au Conseil fédéral suisse sera considérée comme celle de l'entrée dudit État dans l'Union, à moins que son gouvernement n'indique une date d'accession postérieure.»

Il est adopté sans discussion.

M. le Président donne lecture du § 2:

» Si, lors de l'accession d'une colonie à la Convention, la métropole demande que le nombre de voix dont elle dispose dans les Conférences de délégués de l'Union en soit augmenté, cette demande formera le premier sujet à l'ordre du jour de la prochaine Conférence.»

M. Pelletier (Tunisie). Il importe d'établir, avant d'aborder la discussion, quel est le sens du mot » colonies « et en quoi les colonies diffèrent des pays de protectorat, puisque jusqu'ici l'on a admis cette règle, que le pays le plus considérable par sa population n'aurait, comme le moindre, qu'une seule voix dans les décisions de la Conférence.

M. Monzilli (Italie). Il y aurait certainement des distinctions à poser et des limites à fixer. Mais si l'Australie, par exemple, ou Cuba, ou les Indes réclament une voix, il estime qu'une Conférence aurait le droit de la leur accorder.

M. Bergne (Grande-Bretagne) fait savoir que dans l'Union postale, l'Australie, le Canada, l'Inde et le Cap disposent d'un certain nombre de voix.

M. le comte du Tour (France). Si les colonies que l'on vient de nommer ont le droit d'accéder directement à l'Union, sans être tenues d'avoir recours à l'intermédiaire de la puissance dont elles relèvent, il importe de discuter sur ce point. Si, au contraire, leur action est subordonnée à une autorisation de la métropole, il ne s'agit en ce moment que d'une rédaction défectueuse du projet, qu'il serait facile de corriger.

M. Bergne (Grande-Bretagne). Dans l'Empire Britannique, les colonies peuvent accéder par elles-mêmes, mais leur demande d'accession doit être faite par la métropole. Il propose l'ajournement à la prochaine Conférence.

L'ajournement est adopté à l'unanimité.

M. le Président donne lecture de l'article III:

» Sont considérés comme appartenant à l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle:

» 1° — L'Algérie, comme faisant partie de la France, etc.

» Les diverses administrations sont priées de bien vouloir fournir l'indication de celles de leurs possessions qui font partie de l'Union par le seul fait de l'accession de la métropole.»

M. le comte de Rascon (Espagne) demande la permission de réserver son opinion et son vote sur cet article. Il a réclamé à ce sujet des instructions de son Gouvernement, qu'il compte recevoir demain.

M. Nicolas (France) croit comprendre que cet article est une simple invitation adressée aux États d'indiquer leurs colonies.

M. Monzilli (Italie) pense que chaque Délégation pourrait dès maintenant communiquer au Secrétariat la liste des colonies de son pays.

M. le comte de Rascon (Espagne) trouve qu'il serait peut-être opportun de s'entendre d'abord sur le sens attaché par la Conférence au mot » colonie «. D'autre part, la parenthèse qui suit l'article III du projet contient le mot » possession « qui peut être souvent inexact. Cuba, qui envoie une représentation aux Cortes, n'est pas une possession espagnole. Enfin cette expression blessante n'appartient plus au vocabulaire politique: aujourd'hui un roi, un état, ne *possèdent* pas plus un pays qu'ils ne possèdent ses habitants. Il propose de substituer au mot » possessions « le mot » territoires «.

M. de Westenberg (Pays-Bas) préférerait, afin d'éviter certaines inexactitudes encore possibles avec le terme » territoires «, d'adopter une rédaction plus large, en y ajoutant les deux autres mots » possessions et colonies «.

L'article III est adopté à l'unanimité.

M. le Président donne lecture du paragraphe I^{er} de l'article 4:

» Pour assurer la protection des marques de fabrique ou de commerce de leurs ressortissants dans tout le territoire de l'Union, les Administrations du pays d'origine leur délivreront une attestation conforme au modèle A annexé au présent Règlement. Cette attestation sera considérée par toutes les autres Administrations comme une preuve suffisante que lesdites marques jouissent de la protection légale dans le pays d'origine.

Il lit ensuite les modifications proposées:

» Belgique. — Estime qu'elle peut se dispenser de délivrer des attestations conformes au modèle A, vu que les actes de dépôt qu'elle délivre, peuvent remplir le même but «.

» France. — Modifier le libellé du modèle A de manière à certifier seulement que telle marque a été déposée tel jour, au lieu d'attester qu'elle jouit de la protection légale «.

» Suisse. — Rédiger comme suit la première phrase de ce paragraphe:

» Pour mettre leurs ressortissants à même de justifier que leurs marques de fabrique ou de commerce ont été régulièrement déposées dans le pays d'origine, les Administrations de l'Union leur délivreront une attestation conforme au modèle A annexé au présent Règlement «.

M. le comte Hamilton (Suède et Norvège). Suivant l'article 4 de la Convention, » celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une marque de fabrique ou de commerce dans l'un des États contractants, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres États, d'un droit de priorité pendant trois ou quatre mois «.

C'est donc à partir du jour du dépôt que le droit de priorité peut être réclamé par le déposant. Mais dans plusieurs pays, par exemple en Suède et en Norvège, et il croit aussi en Angleterre, il peut souvent s'écouler un temps assez considérable entre le jour du dépôt et celui de l'Enregistrement. Il arriverait ainsi qu'une attestation conforme au modèle A, qui n'indiquerait que le jour de l'enregistrement, ne serait pas toujours complète. L'attestation devrait donc indiquer avant tout le jour du dépôt, et puis la date de l'enregistrement, si ces deux formalités n'ont

pas été accomplies à la même date. Il serait évidemment préférable que toute attestation contint ces deux indications.

M. Dujoux (Belgique) ne voit pas l'avantage d'un modèle unique: y aurait-il un inconvénient sérieux à laisser à chaque pays l'emploi du modèle dont il fait usage? La Belgique s'engagerait volontiers à munir les récépissés de dépôt qu'elle délivre d'un timbre spécial qui leur donnerait créance auprès de tous les Etats de l'Union.

M. Nicolas (France) appuie complètement la proposition de M. le délégué de Belgique. L'Administration française, en effet, ne pourrait signer le certificat tel qu'il est proposé par le modèle A. En France, le dépôt de la marque de fabrique est déclaratif et non attributif de propriété. On peut être propriétaire d'une marque sans la déposer. L'administration ne peut certifier que ce qu'elle sait, à savoir que telle marque a été déposée à telle date.

M. Bergne (Grande-Bretagne) se rallie également à la proposition belge, et pour les mêmes raisons que M. le délégué de France: en Angleterre, on ne garantit pas la propriété de la marque, on n'en certifie que le dépôt.

M. Monzilli (Italie) reconnaît la valeur des observations de MM. Nicolas et Bergne, mais il tient à faire remarquer que si l'on veut un document qui soit reconnu par tous les Bureaux spéciaux de l'Union; il faut en fixer le modèle uniforme. En outre, il croit indispensable que le modèle A certifie que la marque a rempli toutes les conditions exigées par la loi; et c'est cette signification qui lui semble devoir être donnée à la formule »jouir de la protection légale«.

La séance est suspendue à quatre heures un quart.

La discussion est reprise à quatre heures et demie.

M. Dujoux (Belgique) croit facile un accord sur la rédaction du paragraphe 1^{er} de l'article IV. Dans la Grande-Bretagne ainsi qu'en France et en Belgique, les Administrations sont incompétentes pour juger si une marque de fabrique jouit de la protection légale. Elles certifient seulement que telle marque a été déposée. Il propose, d'accord avec les Délégations anglaise et française, que ledit paragraphe soit conçu comme il suit, et ajoute que chaque Etat de l'Union sera libre d'adopter le modèle d'attestation de dépôt qui lui paraîtra préférable:

»Pour assurer la protection des marques de fabrique ou de commerce de leurs ressortissants dans tout le territoire de l'Union, les Administrations du pays d'origine leur délivreront une attestation constatant que lesdites marques ont été déposées dans le pays d'origine«.

M. le comte Hamilton (Suède et Norvège) se rallie à la proposition de M. Dujoux et retire la sienne.

La proposition de M. le délégué de la Belgique est adoptée à l'unanimité.

M. le Président met en discussion le § 2 ainsi conçu:

»De même, il pourra être délivré une attestation conforme au modèle B pour prouver la protection légale accordée dans un Etat de l'Union à un nom commercial«.

N. Nicolas (France) remarque qu'en France le dépôt et l'enregistre-

ment des noms commerciaux ne sont pas exigé. Par conséquent, l'Administration française ne peut pas attester si un nom commercial appartient à telle ou à telle personne; ce sont les Tribunaux qui jugent en cette matière. L'Administration française ne pouvant donc prendre aucun engagement à cet égard, il faudrait restreindre la disposition dudit paragraphe aux Etats où l'enregistrement et le dépôt sont obligatoires.

M. Monzilli (Italie). La Délégation italienne ne fait pas la même réserve que la Délégation française, parce qu'elle est d'avis que la disposition dont il s'agit s'appliquera seulement aux pays dont la législation impose l'enregistrement du nom commercial. Il ajoute que l'Italie se trouve à cet égard dans la même condition que la France.

M. Snyder (Pays-Bas), M. Dujoux (Belgique) et M. Reader Lack (Grande-Bretagne) font une déclaration analogue. M. Dujoux ajoute qu'il y aurait lieu de vérifier s'il y a des pays où l'enregistrement du nom commercial est exigé.

M. Willi (Suisse) expose qu'en Suisse le nom commercial est enregistré; mais puisqu'il n'en est pas partout ainsi, il n'insiste par sur le paragraphe en question.

Sur la proposition de M. le Président, l'assemblée renvoie toute résolution sur le paragraphe 2 de l'article IV à la prochaine Conférence.

Après quoi on adopte sans discussion la proposition additionnelle suivante présentée par la Suisse:

»La législation de l'attestation ci-dessus n'est pas requise.«

Cette proposition prendra la place du paragraphe 2, qui a été ajourné.

M. le Président donne lecture de la proposition de la Grande-Bretagne, libellée comme suit:

»Disposer que toute demande tendant à étendre un brevet à d'autres pays de l'Union devra être accompagnée d'un exemplaire, manuscrit ou imprimé, de la description de l'invention et des dessins (s'il en existe), tels qu'ils auront été déposés dans le pays où la première demande a été faite.

»Cette copie devra être certifiée par le Service spécial de la propriété industrielle de ce dernier pays.«

M. Reader Lack (Grande-Bretagne) motive cette proposition par la considération qu'il est nécessaire qu'un document officiel quelconque certifie que l'invention, pour laquelle on réclame à l'étranger le bénéfice de la Convention, est vraiment la même que celle qui a été déposée dans le pays d'origine:

M. Dujoux (Belgique) n'a aucune objection à faire à la proposition de M. le délégué de la Grande-Bretagne, car en Belgique, l'une des deux copies de la description et du dessin de l'invention, que l'Administration exige, est restituée à l'intéressé. Ces documents, qui sont timbrés par le Bureau des brevets, auront un caractère authentique suffisant pour satisfaire l'Administration britannique quant au but visé par sa proposition.

La proposition de la Grande-Bretagne est adoptée à l'unanimité, et elle constituera le paragraphe 3 de l'article IV, du règlement.

M. le Président met en discussion l'article V. formulé comme il suit :

I. — »Le Bureau international publiera chaque mois, en langue française, comme supplément à son journal, les brevets demandés et délivrés dans le territoire de l'Union, dont il aura reçu l'avis dans le courant du mois écoulé. Cette publication mentionnera :

a) Pour les brevets *demandés* :

1° Le numéro de la demande;

2° Le nom de demandeur;

3° Son domicile;

4° L'indication succincte de l'objet du brevet;

5° La nature du brevet;

6° La date de la demande;

7° La durée pour laquelle le brevet est demandé.

b) Pour les brevets *délivrés* :

1° Le numéro du brevet;

2° Le nom du breveté;

3° Son domicile;

4° L'indication succincte de l'objet du brevet;

5° La nature du brevet;

6° La date de la demande;

7° La date du brevet;

8° La durée du brevet.

Il sera publié tous les mois un répertoire des brevets demandés, lequel sera établi par ordre alphabétique des inventeurs et par branche d'industrie.

A la fin de chaque année, il sera publié un répertoire des brevets délivrés dans chaque pays, lequel sera établi de la même manière que le précédent.

2. — »En vue des susdites publications, les Administrations communiqueront au Bureau international, au moins une fois par mois, la liste des demandes de brevets qui leur auront été adressées et celle des brevets qu'elles auront délivrés, en utilisant pour cela les formulaires C et D annexés au présent Règlement.

Sont dispensées de l'envoi de ces listes, les Administrations qui publient sans retard et au moins une fois par mois, dans leur journal officiel avec tous les détails contenus dans les formulaires C et D, les demandes de brevets reçues et les brevets délivrés par elles.

M. le Président donne lecture des amendements suivants, proposés par les Administrations de la Suisse et de la Belgique :

Belgique. — »Estime que la publication des brevets *demandés* n'est pas nécessaire.

Suisse. — »Ajouter, dans l'énumération des indications à fournir au Bureau international sur les brevets demandés et délivrés, entre les chiffres 4 et 5 actuels :

5° La classe du brevet.

Les chiffres 5, 6, 7, et 8 actuels deviendraient respectivement les chiffres 6, 7, 8 et 9.

Suisse. — »Ne juge pas nécessaire de publier les brevets *délivrés*.

M. Dujoux (Belgique) fait observer qu'en Belgique, en vertu du principe du non-examen préalable, presque toutes les demandes de brevets sont accueillies. Par conséquent, la publication de la liste des brevets demandés ne lui paraît pas nécessaire: elle ferait double emploi avec la liste des brevets délivrés.

M. Monzilli (Italie) dit que l'Italie se trouve dans les mêmes conditions que la Belgique, l'examen préalable des brevets n'étant pas exigé. Il propose que la publication indiquée à l'article 5 soit limitée ou aux brevets demandés ou aux brevets délivrés.

M. Nicolas (France) s'associe à la proposition de M. Monzilli, en faisant ses réserves quant aux frais qui résulteraient d'une double publication.

M. Willi (Suisse), d'accord avec les orateurs précédents, est d'avis de restreindre la publication du Bureau de Berne au brevets demandés ou aux brevets délivrés. Cependant il fait observer que la Grande-Bretagne comme la Suède et la Norvège, n'ont pas le système d'enregistrement pur et simple, en sorte que pour ces pays il faudrait publier les brevets demandés.

Il ajoute que, si la Suisse a proposé de publier seulement les brevets demandés, c'est que la publication les brevets délivrés entraînerait celle des brevets annulés.

M. Reader Lack (Grande-Bretagne) dit que l'Angleterre préférerait la publication des brevets demandés; mais l'Administration anglaise ne pourra pas donner les renseignements dont il est question au chiffre 5 de l'article en discussion, car la nature exacte de l'invention n'est pas publiée avant que le brevet ne soit délivré.

M. Lattes (Italie) fait remarquer que la nature du brevet n'est pas la même chose que son titre. La nature signifie ici la qualité du brevet, c'est-à-dire définit s'il est d'importation, de prolongation, ou d'addition.

M. Nicolas (France) s'oppose à l'adoption de la proposition relative à l'indication de la classe des brevets. Il fait observer qu'il serait impossible d'arriver à une classification uniforme et constante.

M. Willi (Suisse) trouve que la classification des brevets faciliterait beaucoup la tâche du Bureau de Berne.

M. Nicolas (France) insiste sur l'impossibilité d'une classification générale; mais, si le Bureau de Berne se contentait de la classification adoptée par chaque État, il ne s'opposerait pas à la proposition de la Suisse.

M. le Président propose, en raison de la difficulté de se mettre d'accord sur la question, que l'article V du règlement soit modifiée en ce sens, que tout ce qui a trait à la publication des brevets soit résolu entre les différentes Administrations et le Bureau de Berne.

M. le comte Hamilton (Suède et Norvège) expose qu'en Suède on ne publie que les brevets qui ont subi avantageusement l'examen préalable; aussi se rallie-t-il à la proposition de la Belgique.

M. Monzilli (Italie) trouve qu'une entente serait facile si on limitait la publication aux seuls brevets délivrés, en laissant à chaque État la faculté de donner les renseignements qu'il pourra fournir.

M. Reader Lack (Grande-Bretagne) répète que la Délégation anglaise préfère la publication des brevets demandés.

M. le Président propose de renvoyer l'article V à l'examen d'une Commission.

(Adopté).

Sur la demande de M. Reader Lack (Grande-Bretagne), l'article VI est aussi renvoyé à l'examen de la Commission.

On passe à la discussion de l'article VII. M. le Président en donne lecture :

1. — » Le Bureau international est tenu de fournir gratuitement
» aux diverses Administrations les renseignements qu'elles pourront lui demander sur les brevets et marques de fabrique ou de commerce, pour autant
» qu'il s'agira d'indications prévues dans les articles V et VI du présent
» Règlement.

2. — » Les mêmes renseignements seront fournis aux particuliers
» domiciliés dans le territoire de l'Union, moyennant une taxe de 1 franc
» par renseignement demandé.

» Cette taxe pourra être payée en timbres-poste des divers États contractants, et cela sur la base suivante pour les États qui n'ont pas le franc pour unité monétaire :

» Brésil	1 franc = 400 reis ;
» Dominicaine (République) . . »	= 20 centavos de peso ;
» Équateur	= 20 centavos de peso ;
» Espagne	= 1 peseta ;
» Grande-Bretagne	= 10 pence ;
» Guatémala	= 20 centavos de peso ;
» Norvège	= 80 øre ;
» Pays-Bas	= 50 cents ;
» Portugal	= 200 reis ;
» Serbie	= 200 paras ;
» Suède	= 80 øre ;
» Salvador	= 20 centavos de peso.

3. — » Les Administrations des divers États ci-dessus accepteront,
» aux taux indiqués dans le paragraphe précédent, les timbres de leur pays
» que le Bureau international aura reçus à titre de frais de renseignements ».

Le 1^{er} paragraphe est adopté sans observations.

M. Christich (Serbie). La Serbie ayant le franc pour unité monétaire, il demande qu'elle soit rayée de la liste ci-dessus.

Avec cette modification le paragraphe 2 est adopté.

Sur le 3^{me} paragraphe M. Reader Lack (Grande-Bretagne) déclare que la Délégation anglaise n'a pas d'instructions. Toutefois elle est prête à recommander cette disposition à son Gouvernement.

Le paragraphe 3 est approuvé ainsi que tout l'article VII.

M. le Président donne lecture de l'article VIII :

1. — » La protection temporaire prévue à l'article 11 de la Convention consiste dans un délai de priorité, s'étendant au maximum jusqu'à

»six mois à partir de l'ouverture de l'Exposition, et pendant lequel l'exhibition, la publication ou l'emploi non autorisé par l'ayant droit, de l'invention, du dessin, du modèle ou de la marque ainsi protégés, ne pourront pas empêcher celui qui a obtenu ladite protection temporaire, de faire valablement, dans ledit délai, la demande de brevet ou le dépôt nécessaire pour s'assurer la protection définitive dans tout le territoire de l'Union.

2. — »La susdite protection temporaire n'aura d'effet que si pendant sa durée, il est présenté une demande de brevet ou fait un dépôt en vue d'assurer à l'objet auquel elle s'applique la protection définitive dans un des Etats contractants.

3. — »Les délais de priorité mentionnés à l'article 4 de la Convention sont indépendants de ceux dont il est question dans le paragraphe 1^{er}.

4. — »Les inventions brevetables auxquelles la protection provisoire aura été accordée en vertu du présent article, devront être notifiées au Bureau international de la même manière que les brevets demandés (article V, § 1, a), et faire l'objet d'une publication semblable.

Sur cet article la France présente la contre-proposition suivante :

»Laisser à chaque Etat le soin de déterminer les conditions dans lesquelles la protection temporaire sera accordée.

M. Nicolas (France) adhère en principe à la proposition de l'Administration italienne et du Bureau international: depuis 1878 la France accorde cette protection aux objets présentés aux Expositions. En outre, il est disposé à renoncer à la contre-proposition de l'Administration française, pourvu qu'on ajoute au 1^{er} paragraphe que: »chaque Etat aura la faculté d'étendre ledit délai.

M. Bergne (Grande-Bretagne) annonce que la Délégation anglaise accepte ce paragraphe en principe et s'engage à le recommander à son Gouvernement: mais quant à la protection des objets dans les expositions des pays étrangers, il serait nécessaire d'obtenir une adjonction à la loi anglaise, qui à présent ne vise que le cas où l'exposition a lieu dans le Royaume Uni.

Il serait en outre utile de savoir s'il ne voudrait pas mieux préciser que la durée de la protection commence au moment où les objets sont admis aux expositions, car il peut arriver qu'ils s'y trouvent quelques semaines avant l'ouverture, et, dans ce cas, ils seraient connus du public avant d'avoir acquis la protection.

M. Monzilli (Italie), en se référant à la première considération de M. Bergne, fait remarquer que l'article en discussion ne fait que donner les règles d'application de l'art. 11 de la Convention, accepté par la Grande-Bretagne, comme par tous les Etats de l'Union; il n'y a pas lieu d'y revenir ou de faire des réserves.

M. Dujeux (Belgique), en s'associant aux propositions de MM. les délégués de la France et de la Grande-Bretagne, relatives à la durée de la protection temporaire, propose que le paragraphe 1^{er} soit rédigé dans ces termes:

»La protection temporaire prévue à l'art. 11 de la Convention consiste dans un délai de priorité, s'étendant au minimum jusqu'à 6 mois à partir du jour de l'admission du produit à l'exposition, et pendant lequel l'exhibition, la publication ou l'emploi non autorisé par l'ayant droit, de l'invention, du dessin, du modèle ou de la marque ainsi protégées, ne pourront pas empêcher celui qui a obtenu ladite protection temporaire, de faire valablement, dans ledit délai, la demande de brevet ou le dépôt nécessaire pour s'assurer la protection définitive dans tout le territoire de l'Union.

»Chaque Etat aura la faculté d'étendre ledit délai.«

Après un échange d'observations entre M. le comte de Rascon (Espagne) et M. Pelletier (Tunisie), la Conférence adopte le paragraphe ainsi qu'il a été formulé ci-dessus.

Les paragraphes 2, 3, 4 du même article ensuite sont approuvés sans observations, avec la réserve, pour le paragraphe 4, des modifications qui pourraient résulter des conclusions de la Commission sur l'article V.

M. le Président met en discussion l'article IX, dont il donne lecture :

»1. — Pour la statistique de la propriété industrielle, les Etats de l'Union adopteront la classification suivante, dans laquelle ils pourront encore introduire des sous-rubriques, savoir : (Suit la classification).

»2. — Avant la fin du premier semestre de chaque année, les Administrations de l'Union transmettront au Bureau international, sur des formulaires établis par ce dernier, les indications statistiques suivantes concernant l'année précédente, savoir : (suit la liste).«

M. Nicolas (France) fait observer que les statistiques uniformes supposent des industries uniformes; or chaque Etat a des productions différentes, il doit y conformer ses statistiques. Dans cet article, ainsi que dans l'article V, il faut laisser à chaque Etat une certaine latitude pour la classification des brevets. M. Nicolas propose que l'article en discussion soit renvoyé à la Commission.

M. Reader Lack (Grande-Bretagne) a personnellement une expérience malheureuse des classifications. D'après lui il faudrait six mois au moins pour faire une classification uniforme.

M. Stallo (Etats-Unis) s'associe aux déclarations des orateurs précédents et pense qu'il voudrait mieux rejeter toute classification.

M. le Président consulte la Conférence sur la proposition de M. Nicolas. La proposition est adoptée à l'unanimité.

Sur la proposition de M. Willi (Suisse), on procède à l'élection d'une nouvelle Commission chargée de l'examen de plusieurs articles du Règlement.

Résultat de la votation :

N. des votants 12. — Belgique 10, Espagne 1, France 5, Grande-Bretagne 10, Italie 1, Pays-Bas 1, Suède 1, Suisse 6, Tunisie 1.

La Commission sera donc composée de la Belgique, de la Grande-Bretagne et de la Suisse.

M. le Président propose de renvoyer à cette Commission le projet

suisse d'Arrangement pour l'enregistrement international des marques de fabrique ainsi que le contre-projet présenté par la Délégation italienne. (V. *Document préliminaires*, III).

(Adopté).

La séance est levée à sept heures.

Le Président,
Peruzzi.

Le Premier Secrétaire,
O. Lattes.

Sixième séance. — Samedi 8 mai 1886.

Présidence de M. Peruzzi

Étaient présents: MM. Stüve, Dujoux, Lopez Netto, le comte de Bascon, De Larra, Spottorno y Bienert, Stallo, le comte du Tour, Nicolas, Reader Lack, Bergne, Monzilli, Lattes, Trincheri, Spedener, Renazzi, De Westenberg, Snyder van Wissenkerke, De Souza Prego, De Plagino, Christitch, le comte Hamilton, Willi Pelletier, Antonini y Diez.

Les secrétaires: MM. Frey-Godet, Beauclerck, Tenaille-Saligny, Calligari, Rubino.

La séance est ouverte à deux heures un quart.

M. Lattes, *premier secrétaire*, lit le procès-verbal de la séance du 6 mai, qui est adopté.

M. Bergne (Grande-Bretagne) demande la parole pour faire une déclaration relativement au procès-verbal de la séance du 5 mai, où il trouve dans le résumé de la discussion sur l'article 10, les mots suivants: »L'adoption de la proposition (anglaise) n'obligerait aucun Etat contractant à modifier sa législation sur la matière.»

En effet, il est bien entendu que la signature, par MM. les Délégués, d'un protocole final renfermant les propositions de la Conférence, n'est qu'une recommandation de principes que leurs Gouvernements accepteront ou non comme bon leur semblera.

La loi anglaise actuelle ne donne pas un effet complet aux principes de l'article additionnel qui vient d'être voté par la Conférence; mais, pour sa part, la Délégation anglaise s'engage à recommander à son Gouvernement un projet de loi en harmonie avec ledit article.

La Délégation anglaise a pris acte des déclarations faites à ce sujet par MM. les Délégués des Pays-Bas, de l'Italie, de la Suède et de la Norvège, et elle aime à croire que tous les délégués qui, en votant l'article additionnel, ont consacré le principe qu'il est nécessaire de supprimer les fraudes qui y sont visées, appuieront auprès de leurs Gouvernements respectifs le vœu du Gouvernement Britannique, à savoir: que chaque Etat fasse de son mieux, dans le temps et de la manière qui lui paraîtront les plus convenables, pour conformer sa législation aux principes recommandés par la Conférence.

M. le Président annonce que MM. Belk et Hughes (Grande-Bretagne) l'ont prié d'informer la Conférence qu'ils sont obligés de retourner immédiatement en Angleterre.

Ils prennent congé de tous les honorables Délégués, en remerciant M. le Président ainsi que l'Assemblée de l'accueil cordial qui leur a été accordé et de la courtoisie dont on a fait preuve à leur égard.

M. le Président souhaite, au nom de la Conférence, à MM. Belk et Hughes un heureux retour dans leur pays, et charge la Délégation britannique de leur transmettre ce vœu.

M. de Souza Prego (Portugal) déclare qu'il attend les instructions de son Gouvernement et que, jusqu'à ce qu'il les ait reçues, il s'abstiendra de prendre part aux votations.

La Conférence aborde ensuite la discussion des propositions de la Commission sur les articles du projet de Règlement d'exécutions qui ont été renvoyés à son examen. (*Annexe*).

M. le Président donne lecture de la rédaction proposée pour l'article I, paragraphe 1^{er}, et dont voici la teneur :

» Pour pouvoir être assimilés aux sujets ou citoyens des Etats contractants, aux termes de l'article 3 de la Convention, les sujets ou citoyens d'Etats ne faisant pas partie de l'Union et qui, sans y avoir leur domicile, possèdent des établissements industriels ou commerciaux sur le territoire d'un des Etats de l'Union, doivent être propriétaires exclusifs desdits établissements, y être représentés par un mandataire général, et justifier qu'ils y exercent d'une manière réelle et continue leur industrie.

M. Pelletier (Tunisie) rappelle les arguments par lesquelles il a démontré précédemment la nécessité de préciser la portée de l'article 3 de la Convention. La rédaction proposée par lui a été renvoyée à la Commission, avec celle de l'Administration italienne et du Bureau international. Il a ensuite, dans un esprit de conciliation, présenté à la Commission une nouvelle rédaction, qui reproduit le texte du projet de Règlement, en y ajoutant un élément nouveau : l'exercice réel et continu de l'industrie ou du commerce. D'après l'article proposé par la Commission, le citoyen d'un Etat contractant ne pourra pas être assimilé à un ressortissant de l'Union s'il n'a qu'un intérêt partiel ou accidentel dans un établissement, ou si cet établissement n'a pas un intérêt sérieux. Dans sa forme actuelle, l'article proposé offre toutes les garanties nécessaires et peut être recommandé à l'adoption de la Conférence.

M. Stallo (Etats-Unis), en sa qualité de représentant d'un Etat non contractant, désirerait savoir exactement ce que signifie le mot *justifier*. Il craint que l'on n'interprète ce terme dans le sens, qui la justification dont il s'agit est une condition préalable, que doit être remplie par les étrangers avant de pouvoir jouir de l'assimilation. Ne pourrait-on pas le supprimer ?

M. Pelletier (Tunisie) répond que la justification ne devra être faite que lorsqu'une personne intéressée dans le même commerce contestera que l'étranger ait satisfait aux conditions requises. Mais il faut qu'il soit dit

expressément que la preuve devra être fournie par l'étranger, car sans cela elle incomberait à celui qui conteste les droits de ce dernier, en vertu du principe *onus probandi actori incombis*. Cette preuve sera très-facile au propriétaire de l'établissement mis en cause, tandis que l'intéressé indigène serait dans l'impossibilité de la fournir, particulièrement en ce qui concernerait l'exploitation réelle.

M. Stäve (Allemagne) croit que l'on pourrait ajouter après le mot »justifier« la phrase »en cas de contestation.« Cela éviterait l'interprétation signalée par M. Stallo, et d'après laquelle on pourrait exiger de l'étranger la preuve préalable qu'il remplit les conditions prévues par l'article 3 de la Convention.

Cette proposition, appuyée par M. le Président, est adoptée.

M. Snyder (Pays-Bas) demande quel est le sens du mot »exclusif« dans l'article en discussion.

M. Monzilli (Italie) expose que ce terme a été introduit dans l'article, afin qu'un ressortissant quelconque d'un Etat contractant ne pût pas se prévaloir de ce fait pour exiger l'assimilation d'une société dont il serait actionnaire ou commanditaire, et qui aurait son siège en dehors de l'Union. Un industriel ou un commerçant ne pourrait pas non plus être admis au bénéfice de la Convention, s'il n'avait, dans un Etat contractant, qu'un agent qui représenterait en même temps d'autres maisons. Si plusieurs étrangers ont ensemble un établissement dans l'Union, cet établissement formera une société, une personne juridique, qui jouira des droits accordés par la Convention.

M. Snyder (Pays-Bas) réplique que, dans les cas cités, le terme »exclusif« a le sens de »réel.« Il suppose que deux personnes étrangères à l'Union possèdent en commun un établissement sur le territoire de cette dernière; il n'y aurait pas, dans ce cas, de propriétaire exclusif, et partant l'assimilation ne serait pas accordée, tandis qu'elle le serait si le même établissement appartenait à une seule des deux personnes citées plus haut.

M. Pelletier (Tunisie) fait observer que M. Snyder défend des intérêts qui ne sont pas ceux des Etats représentés à la Conférence. Il est juste, dans l'intérêt de l'Union de ne pas trop faciliter aux ressortissants des Etats non contractants la jouissance des droits qui résultent de la Convention. Agir autrement, serait retarder l'accession des pays qui se sont tenus jusqu'ici en dehors de l'Union.

M. Stallo (Etats-Unis) est en général d'accord avec MM. les délégués de la Tunisie et de l'Italie. Il désirerait, toutefois, pour bien comprendre la portée de l'article proposé, citer un cas concret. Si un inventeur des Etats-Unis chargeait un fabricant de Paris d'exploiter son invention, le fabricant parisien deviendrait son mandataire général. Ce fait mettrait-il l'inventeur américain au bénéfice de la Convention?

M. Pelletier (Tunisie) répond que le cas supposé n'est pas possible. L'article additionnel à l'article 5 de la Convention, qui a été adopté par la présente Conférence, permet à chaque Etat de déterminer le sens dans

lequel il y a lieu d'interpréter le mot »exploiter«. Comme la loi française exige la fabrication, l'inventeur américain devrait fabriquer lui-même, sous peine de perdre son brevet. Dans le cas où il s'agirait d'une marque, il faudrait être propriétaire de l'établissement et l'exploiter d'une manière réelle et continue, pour pouvoir se réclamer de l'article 3. La qualité de mandant, supposée par M. Stallo, ou celle de co-propriétaire, ne donnerait pas ce droit.

M. le Président met aux voix la suppression du mot »exclusif«, qui est rejetée par 7 voix contre 4 et 2 abstentions.

Ont voté non : la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, la Suisse et la Tunisie ;

Ont voté oui : la Grande-Bretagne, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède ;

Se sont abstenus : le Brésil et le Portugal.

La Conférence adopte le texte proposé avec l'adjonction des mots »en cas de contestation« à insérer après le mot »justifier«.

M. le Président donne lecture des conclusions de la Commission sur les articles V et VI :

» Les articles V et VI, tels qu'ils se trouvent insérés dans le Règlement d'exécution, ont pour but de tracer les règles que devraient observer les Administrations de l'Union en ce qui concerne les renseignements de toute nature à fournir au Bureau international.

» La Commission estime que les dispositions que contient, à cet égard, l'article 6 du protocole de clôture faisant suite à la Convention de 1888 est suffisamment précis, et que l'on peut, par conséquent, supprimer sans inconvénient ces deux articles, qui n'ajoutent rien à la portée dudit protocole de clôture.

» Il est entendu que la prochaine Conférence pourra revenir sur cette question, s'il y a lieu.«

Elles sont adoptées sans discussion.

M. le Président donne lecture du paragraphe 4 de l'article VIII et de l'amendement proposé par Commission.

La Conférence adopte sans discussion le nouveau texte libellé comme suit :

» Les inventions brevetables auxquelles la protection provisoire aura été accordée en vertu du présent paragraphe devront être notifiées au Bureau international, et faire l'objet d'une publication dans l'organe officiel dudit Bureau.«

M. le Président donne lecture du rapport de la Commission au sujet de l'article IX :

» Il serait certainement désirable d'arriver à une classification uniforme ; mais les discussions qui ont précédé la réunion de la Commission démontrent d'une manière évidente toutes les difficultés auxquelles on se heurterait.

» Dans ces conditions, la Commission croit qu'il est préférable de
» laisser à chaque Etat le soin d'adopter la classification qui lui conviendra.

» La Délégation italienne a proposé la disposition suivante:

» Pour la statistique de la propriété industrielle, le Bureau international adoptera la classification qu'il jugera la meilleure.

» Les Etats de l'Union ne seront tenus qu'à fournir à ce sujet les
» indications mentionnées à l'article V.

» La Commission est d'avis qu'une statistique générale ne présentera
» une utilité réelle que si elle est basée sur une classification uniforme et
» pratique. Elle est donc d'avis qu'on ne saurait imposer au Bureau international l'élaboration d'une statistique générale, avant que cette condition
» préliminaire ne soit remplie.

» Le premier paragraphe serait donc supprimé.

» L'article IX se réduirait au paragraphe 2 actuel, dont la Commission
» propose de retrancher les mots » sur des formulaires établis par ce
» dernier, ainsi que les chiffres 4 et 5 de chacun des sous-paragraphes a,
» b et c. »

M. Lattes (Italie) ajoute quelques mots pour expliquer le but de la proposition de la Délégation italienne. Il est d'accord avec la Commission sur la difficulté d'une classification parfaite, mais il pense que la Conférence ne devrait pas passer sous silence, dans le Règlement d'exécution, ce point important de la statistique.

M. Dujeux (Belgique). — Cette proposition est sans doute justifiée. Mais est-il nécessaire de la reproduire dans le Règlement de l'Union? Si l'on se reporte, en effet, au Protocole de clôture de la Conférence de 1883, on voit qu'il est établi que les renseignements seront envoyés par l'Administration des divers Etats au Bureau international, qui choisira, d'après ces données, les bases d'une classification. L'article que l'on nous propose ne ferait donc que consacrer un principe établi.

M. le Dr Willi (Suisse) approuve le projet de la Délégation italienne. Il propose seulement de substituer au mot » adopter « à l'expression » pourra adopter », afin qu'il ne soit pas mis en doute que le Bureau a la faculté de faire cette statistique si elle le juge convenable.

M. Lattes (Italie) se rallie à cette modification de rédaction. Répondant ensuite à l'argument précédemment énoncé par M. le délégué de Belgique, il estime que la Conférence doit, sous peine de laisser supposer qu'elle est hostile à toute idée de classification statistique, insérer dans son Règlement, au moins un article qui en consacre le principe.

Sur la demande de M. le Président, M. Lattes (Italie) présente une nouvelle rédaction de la proposition italienne, en tenant compte de la suppression de l'article V adoptée par la Conférence.

M. le Président donne lecture du texte de l'article IX, selon le projet de la Commission.

Ce texte est adopté sans discussion avec l'adjonction proposée par M. Lattes au nom de la Délégation italienne.

La Commission est priée de s'entendre avec M. Lattes sur la rédaction

définitive de l'article IX, afin d'en coordonner les deux paragraphes, s'il y a lieu.

M. le Président lit l'article X présenté par la Commission :

» Le présent Règlement sera exécutoire dans un délai aussi rapproché que possible. «

(Adopté.)

La séance est suspendue à 4 heures 30 et reprise à 4 heures 45.

M. le Président donne lecture de la rédaction définitive de l'article IX :

» 1. — Avant la fin du premier semestre de chaque année, les Administrations de l'Union transmettront au Bureau international les indications statistiques suivantes concernant l'année précédente, savoir :

a. Brevets d'invention.

- » 1^o Nombre des brevets demandés.
- » 2^o Nombre des brevets délivrés.
- » 3^o Sommes perçues de ce chef.

b. Dessins ou modèles industriels.

- » 1^o Nombre des dessins ou modèles déposés.
- » 2^o Nombre des dessins ou modèles enregistrés.
- » 3^o Sommes perçues de ce chef.

c. Marques de fabrique ou de commerce.

- » 1^o Nombre des marques déposées.
- » 2^o Nombre des marques enregistrées.
- » 3^o Sommes perçues de ce chef.

» 2. — Pour la statistique des brevets d'invention, des marques de fabrique ou de commerce et des dessins ou modèles industriels (article 6 du protocole de clôture), le Bureau international pourra adopter la classification qu'il jugera la meilleure.

(Adopté.)

La Conférence passe à la discussion du » *Projet d'Arrangement pour l'enregistrement international des marques de fabrique* «, élaboré par l'Administration suisse, et à propos duquel la Délégation italienne a présenté un contre-projet. (V. *Documents préliminaires*, III).

M. le Président donne lecture des conclusions de la Commission :

» La Commission est d'avis qu'avant de procéder à l'examen du fond de cette question, il y a lieu de consulter la Conférence sur son opportunité.

» Il est entendu que les Délégués des Etats qui se prononceront dans un sens affirmatif pourront délibérer entre eux pour arriver à la conclusion d'un arrangement spécial. «

M. le comte Hamilton (Suède et Norvège) regrette de ne pouvoir approuver l'arrangement proposé pour l'enregistrement international. Cet

arrangement lui paraît conforme à l'esprit et au but de la Convention, et sans doute son adoption constituerait un progrès. Néanmoins il n'est pas libre de l'accepter. On a constaté que l'arrangement ne porte pas atteinte à la législation actuelle des Etats contractants; mais en Suède et en Norvège, d'après les lois récemment adoptées, aucune marque de fabrique ne peut être admise à la protection légale, avant d'être soumise à l'examen préalable de l'autorité compétente. L'adoption de l'arrangement proposé obligerait ces pays à refaire entièrement leur législation, et à y introduire des principes nouveaux. Or, il a déjà expliqué pourquoi les Gouvernements en question ne sont pas disposés à le faire.

M. le Dr Willi (Suisse). — L'Administration suisse croit, par ce projet, faire à l'Union un pas sensible dans le sens du progrès. L'enregistrement international donne lieu actuellement à de telles difficultés, que les industriels s'en remettent à des agences spéciales du soin des formalités nécessaires. Or, comme toujours, ces agences prélèvent des droits considérables, qui vont jusqu'à quadrupler la taxe officielle exigée par les Gouvernements. Le tableau suivant en est la preuve:

Marques de fabrique		Taxe des agences y compris la taxe officielle	
	Taxe officielle		
Allemagne	Marks 50	Frs.	180
Belgique	Frs. 10	"	100
Brésil	" 16	"	200
Espagne	" 25 (?)	"	200
Etats-Unis d'Amérique .	Dollars 25	"	200-450
France	Frs. 9	"	120
Grande-Bretagne jusqu'à	" 50	"	175
Italie	" 40	"	150
Norvège	" 56	"	150
Pays-Bas	" 41	"	150
Portugal	" 12 (?)	"	100
Serbie	" —	"	150
Suède	" 56	"	150
Suisse	" 20	"	40-58

Au surplus, ce n'est pas là un projet définitif: c'est un premier aperçu. La Suisse est prête à toutes les concessions: elle demande seulement qu'on admette le principe. M. le délégué du Gouvernement fédéral s'étonne des résistances que des conversations particulières lui ont fait pressentir: il considérerait ce projet comme favorable à l'intérêt de tous.

M. Monzilli (Italie) est surpris de l'objection présentée par M. le délégué de Suède et Norvège; l'article 6 de la Convention n'accorde pas aux Gouvernements le droit d'examen préalable d'une marque étrangère. Il n'y a pas de réserve à faire à ce sujet, parce que les Etats de l'Union, par leur adhésion à la Convention de 1883, ont renoncé à tout autre système de législation intérieure. La marque présentée doit être enregistrée « telle quelle », c'est-à-dire même si elle n'est pas conforme à la légis-

lation du pays. L'arrangement proposé a pour but d'éviter les difficultés provenant, non pas des systèmes suivis par la législation de chaque pays, mais des nombreuses formalités à remplir pour l'enregistrement d'une marque dans les pays autres que celui d'origine, et des charges imposées par cet enregistrement. Il supprime l'entremise d'intermédiaires, coûteuse pour l'industriel, et sans profit pour le trésor d'aucun pays.

Le projet italien tend à simplifier encore le système proposé, en dédommageant les Etats contractants de la perte de la taxe sur les marques étrangères par le droit de percevoir une taxe sur les marques déposées par des nationaux pour l'enregistrement international. Du reste, quant au contre-projet italien, il se rapporte à l'exposé des motifs qu'il a soumis à la Conférence dans le mémoire qu'il a eu l'honneur de lui adresser.

M. le comte Hamilton (Suède et Norvège) reconnaît que la forme de la marque est indifférente, mais il fait observer que l'examen préalable a pour seul but de constater que la marque n'a pas fait l'objet d'un dépôt antérieur.

M. Monzilli (Italie). — Le cas prévu par M. le délégué de Suède et Norvège existe dans tous les pays. Il est du ressort de la justice; la présentation à l'enregistrement d'une marque déjà enregistrée constitue une tentative de contrefaçon qualifiée, qui peut être poursuivie à la seule requête du Ministère public.

Si l'on dépose en Italie une marque faisant l'objet d'un dépôt antérieur, l'Administration italienne s'opposera à la violation du droit acquis et saisira le Procureur du Roi de l'affaire. Ces difficultés ne sont pas si grandes d'ailleurs que l'Arrangement doive être repoussé *a priori*.

M. le Dr Willi (Suisse) trouve que la discussion s'écarte de la question de principe posée par la Commission, et qu'il importe d'abord de résoudre.

M. Nicolas (France). La Délégation française votera l'inopportunité d'un projet d'arrangement pour l'enregistrement international des marques, et voici les raisons de ce vote. La proposition du Gouvernement fédéral a une certaine importance; elle modifie la loi française; elle change en outre d'une manière sensible le caractère et les attributions du bureau international. Il y a peu de temps que le Gouvernement français en a été saisi, et il n'a pu encore la mettre à l'étude.

M. Snyder (Pays-Bas) ne peut pas voter le projet d'arrangement, d'abord parce que l'article 2 de la Convention exige l'accomplissement des formalités et des conditions imposées aux nationaux par la législation intérieure de chaque Etat. Ensuite les différents Etats perdraient par le projet en discussion les taxes exigées par la loi du pays. Il ne comprend pas que l'on se préoccupe des taxes demandées par les agences, puisque l'intéressé peut faire enregistrer directement sa marque dans les différents pays de l'Union, en ne payant que la taxe officielle.

M. le Dr Willi (Suisse) répète que les taxes perçues par les différents Etats sont relativement minimales, tandis que celles des agences sont très élevées. Il croit que les Gouvernements doivent se préoccuper de cet état de choses, pour défendre les intérêts des particuliers.

M. Monzilli (Italie) rappelle à M. Snyder que la Délégation italienne,

dans son contre-projet, a écarté la question financière en proposant que la taxe à payer pour l'enregistrement international soit fixée et perçue par l'Administration du pays d'origine. Quant aux taxes exigées par les agences, bien qu'elles ne regardent pas les gouvernements, il est très important déliminer les difficultés qui en résultent, pour faciliter la protection des marques de fabrique.

L'enregistrement par l'intermédiaire des agences dans tous les pays de l'Union entraînerait une dépense de plusieurs milliers de francs, tandis que l'enregistrement direct ne coûterait que quelques centaines de francs. Rien ne lui paraît empêcher l'adoption du projet d'enregistrement avec quelques amendements.

M. Snyder (Pays-Bas) pense que ce que M. Monzilli vient de dire prouve seulement que le contre-projet de la Délégation italienne est meilleur que le projet de l'Administration suisse; mais, en tous cas, il fait observer que son premier argument reste intact. Pour ce qui a trait aux taxes des agences, il trouve que les fabricants peuvent bien les éviter. D'après les loi des différents Etats, ils doivent envoyer leur marque aux Administrations ou aux Tribunaux, ainsi que cela résulte de l'article 1^{er} de la loi des Pays-Bas.

M. le Dr Willi (Suisse) avoue qu'il avait cru que la France se montrerait favorable au projet d'arrangement proposé par la Suisse, car, de tous les pays, c'est elle qui a le plus de marques d'exportation. L'attitude de la Délégation française le surprend d'autant plus que la France invite actuellement tous les pays à un grand concours international de l'industrie, où le travail du monde entier sera représenté dans ses produits les plus parfaits. En ce moment de rapprochement de tous les peuples sur le terrain de l'industrie, ne conviendrait-il pas de faciliter autant que possible la protection de la branche la plus importante de la propriété industrielle, en supprimant les difficultés financières et autres, qui empêchent actuellement le producteur d'obtenir en tous pays la protection de la marque qui caractérise ses produits?

M. le comte du Tour (France) dit que l'abstention de la Délégation française tient à ce que la proposition suisse a été communiquée trop tard. Le Gouvernement français n'a pas eu le temps nécessaire pour examiner la question.

M. Monzilli (Italie) constate que l'Italie n'a aucun intérêt direct dans cette question. Les marques de fabriques déposées dans ce pays depuis 1868 n'arrivent qu'au chiffre de 1182, dont 377 seulement ont été déposées par des nationaux. La Délégation italienne appuie néanmoins la proposition suisse, parce qu'elle constitue un pas en avant dans le système de l'Union, et qu'elle consacre une protection plus efficace des marques de fabrique. Il déclare en outre que la Délégation italienne ne s'oppose pas à ce que la question soit renvoyée à la prochaine Conférence, mais il prend acte qu'il a été constaté, même par les opposants, que la mesure proposée constituerait un progrès dans le système de l'Union, et que le contre-projet de la Délégation italienne a été jugé favorablement dans son ensemble.

M. Dujoux (Belgique), comme membre de la Commission, explique qu'elle a préféré demander un vote sur l'opportunité de l'arrangement proposé plutôt que de demander le renvoi à la prochaine Conférence. La Conférence doit faire preuve de vitalité en prenant une décision catégorique.

M. Monzilli (Italie) dépose au bureau la suivante :

» La Conférence, considérant que l'Arrangement proposé par la Suisse » et amendé par l'Italie mérite une étude approfondie de la part des diffé- » rents Etats de l'Union, le renvoie à la prochaine Conférence. «

M. le Dr Willi (Suisse) insiste pour l'entrée en matière.

M. le Président met aux voix la proposition de M. Monzilli, qui est adoptée par 10 voix contre une et 2 abstentions.

Ont répondu oui : la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Norvège, les Pays-Bas, la Serbie, la Suède et la Tunisie.

A voté non : la Suisse.

Se sont abstenus : le Brésil et le Portugal.

M. le Président estime, qu'après la décision prise par la Conférence, il n'y a pas lieu de tenir compte du passage du rapport de la Commission, qui a trait à la conclusion d'un arrangement restreint entre un certain nombre d'Etats.

M le Président rappelle à l'assemblée qu'il reste encore une dernière question à traiter, celle de la dotation du bureau international, et donne la parole à M. le Dr Willi, représentant à la fois la Suisse et le susdit bureau.

M. le Dr Willi (Suisse) expose à l'assemblée que les moyens financiers accordés par la Convention de 1883 n'ont pas permis au Gouvernement suisse d'organiser le bureau international d'une manière définitive. Pendant les premiers temps de son existence, les travaux incombant à ce bureau ont été exécutés gratuitement par les fonctionnaires de l'Administration fédérale, et ce n'est que depuis le mois de juillet dernier que le Conseil fédéral a nommé un secrétaire provisoire, dont les appointements sont à la charge de l'Union. Jusqu'à cette heure, la direction générale est assumée par le chef du Département du commerce, qui n'accepte, cela va sans dire, aucune rétribution pour ce travail. Cependant, en raison de l'augmentation des affaires qui résulte des décisions de la Conférence, cet état de choses ne peut pas durer, et il faut songer à organiser définitivement le bureau, en lui donnant le personnel nécessaire. Avant de connaître les attributions que la Conférence donnerait au bureau international, il était impossible d'indiquer le chiffre auquel devrait s'élever la dotation du bureau; c'est pourquoi M. Willi a demandé, au début de la Conférence, que cette question fut traitée en dernier lieu.

A l'heure qu'il est, M. Willi est prêt à donner tous les renseignements nécessaires à ce sujet, et propose la nomination d'une Commission, chargée d'examiner ses propositions et d'en référer à la Conférence.

M. Dujoux (Belgique) trouve que la question traitée par M. le Délégué de la Suisse mérite un examen approfondi. Mais appartient-il à la Conférence de se prononcer sur une question de budget ?

Il propose qu'on laisse au Conseil fédéral suisse le soin d'établir le budget du bureau international sur la base des décisions prises par la présente Conférence, et de le soumettre aux Gouvernements contractants.

M. Nicolas (France) se rallie aux observations présentées par M. Dujeux, et déclare que la Délégation française n'a reçu aucun mandat pour traiter de la dotation du bureau.

M. le Président rappelle qu'aux termes de l'article 6 du Règlement intérieur, M. le Délégué de la Suisse aurait dû présenter une proposition imprimée au commencement de la Conférence, et qu'il est un peu tard pour entamer une question de cette importance au moment où l'on arrive à la fin des travaux. Au reste, il ne croit pas qu'une Conférence puisse traiter des questions d'une nature aussi délicate que celle de la dotation du bureau international.

M. le Dr Willi (Suisse) constate que le Gouvernement fédéral a adressé à la date du 17 novembre 1885 une circulaire aux Etats de l'Union, pour les prier de munir leurs Délégués à la Conférence de Rome des instructions nécessaires pour résoudre la question de la dotation du bureau. Il répète que tout projet de budget préparé avant que la Conférence n'ait pris de décision quant aux travaux qu'elle exigerait du bureau, eût été prématuré et sans valeur pratique. Quant à la question de savoir si une Conférence a qualité pour fixer la dotation dont il s'agit, elle a été tranchée par la Conférence de 1883, qui a expressément émis le vœu que la prochaine Conférence mit à la disposition du Conseil fédéral suisse la somme nécessaire pour assurer une organisation convenable du bureau international (Séance du 12 mars 1883).

M. le Président dit qu'il est regrettable que la question n'ait pas pu être réglée par la Conférence; mais il estime que, dans l'état actuel des choses, la meilleure solution de cette affaire sera obtenue par la voie diplomatique, ce qui n'entraînera certainement pas un grand retard.

M. le comte de Rascon (Espagne) propose que M. le Délégué de la Suisse soit prié de faire imprimer ses propositions concernant le budget, afin que MM. les Délégués puissent examiner s'ils croient pouvoir entrer en matière, ou s'ils doivent renvoyer la question à leurs Gouvernements respectifs.

M. le Dr Willi (Suisse) prie instamment MM. les Délégués de ne pas différer la question de la dotation, vu qu'un renvoi pourrait retarder de longtemps l'organisation définitive du bureau.

M. le Président met aux voix la proposition de M. le Délégué de la Belgique.

La votation ne donne pas de majorité, le nombre des acceptants étant égal à celui des opposants.

Ont voté *oui*: la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, la Serbie et la Tunisie.

Ont voté *non*: l'Espagne, l'Italie, la Norvège, la Suède et la Suisse.
Se sont abstenus: le Brésil, les Pays-Bas et le Portugal.

M. le Président appelle l'attention de l'assemblée sur la difficulté qui résulte de l'égalité des voix dans une Conférence internationale, à

cause de la divergence qui existe entre les usages parlementaires des divers pays.

M. le comte de Rascon (Espagne) retirant sa proposition, il est procédé à une nouvelle votation, d'après laquelle la proposition de M. Dujoux est acceptée par 6 voix contre 4 et 2 abstentions.

Ont voté *oui* : la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Serbie et la Tunisie.

Ont voté *non* : l'Italie, la Norvège, la Suède et la Suisse.

Se sont abstenus : le Brésil, les Pays-Bas et le Portugal.

M. le Président signale qu'il reste encore à désigner la ville où se tiendra la prochaine Conférence, et il fait connaître à la Conférence que deux Délégations, celle de l'Espagne, au nom du Gouvernement, et celle de la France, pour répondre à un vœu du commerce et de l'industrie de Paris, lui ont exprimé le désir de recevoir dans leur capitale les Délégués de la prochaine Conférence, qui devrait avoir lieu en 1889.

M. le comte du Tour (France) fait remarquer que l'Exposition universelle de 1889 constituait une circonstance exceptionnelle qui eût fait désirer au commerce français que, par dérogation à l'article 14 de la Convention, le siège de la prochaine Conférence fût Paris. Mais, en présence du désir exprimé par M. le comte de Rascon, le Délégué français se rallie avec empressement au choix de Madrid.

M. Monzilli (Italie) propose à la Conférence de se prononcer pour la ville de Madrid.

La ville de Madrid est adoptée par acclamation comme siège de la prochaine Conférence.

M. le comte de Rascon (Espagne) exprime à l'assemblée la reconnaissance de son Gouvernement pour le choix qu'elle vient de faire.

La séance est levée à sept heures et demie.

Le Président,
Peruzzi.

Le Premier Secrétaire,
O. Lattes.

Annexe à la sixième séance.

Rapport de la Commission sur les articles du projet de règlement d'exécution renvoyés à son examen ainsi que sur le projet d'arrangement pour l'enregistrement international des marques de fabrique.

Article premier, paragraphe 1. — La Commission est d'avis de remplacer le texte proposé par la rédaction suivante, due à M. le Délégué de la Tunisie :

Pour pouvoir être assimilés aux sujets ou citoyens des Etats contractants, aux termes de l'article 3 de la Convention, les sujets ou citoyens d'Etats ne faisant pas partie de l'Union et qui, sans y avoir leur domicile, possèdent des établissements industriels ou commerciaux sur le territoire

d'un des Etats de l'Union, doivent être propriétaires exclusifs desdits établissements, y être représentés par un mandataire général, et justifier qu'ils y exercent d'une manière réelle et continue leur industrie ou leur commerce.

Articles 5 et 6. — Les articles 5 et 6, tels qu'ils se trouvent insérés dans le Règlement d'exécution, ont pour but de tracer les règles que devraient observer les Administrations de l'Union en ce qui concerne les renseignements de toute nature à fournir au bureau international.

La Commission estime que les dispositions que contient, à cet égard, l'art. 6 du Protocole de clôture faisant suite à la Convention de 1883 sont suffisamment précis, et que l'on peut, par conséquent, supprimer sans inconvénient ces deux articles, qui n'ajoutent rien à la portée dudit Protocole de clôture.

Il est entendu que la prochaine Conférence pourra revenir sur cette question, s'il y a lieu.

Article 8, paragraphe 4. — La Commission propose de remplacer les mots qui suivent ceux de » Bureau international « par la phrase : » et faire l'objet d'une publication dans l'organe officiel dudit Bureau. «

Art. 9. — Il serait certainement désirable d'arriver à une classification uniforme; mais les discussions qui ont précédé la réunion de la Commission démontrent d'une manière évidente toutes les difficultés auxquelles on se heurterait.

Dans ces conditions, la Commission croit qu'il est préférable de laisser à chaque Etat le soin d'adopter la classification qui lui conviendra.

La Délégation italienne a proposé la disposition suivante :

» Pour la statistique de la propriété industrielle le Bureau international » adoptera la classification qu'il jugera la meilleure.

» Les Etats de l'Union ne seront tenus qu'à fournir à ce sujet les » indications mentionnées à l'article 5. «

La Commission est d'avis qu'une statistique générale ne présentera une utilité réelle que si elle est basée sur une classification uniforme et pratique. Elle est donc d'avis qu'on ne saurait imposer au Bureau international l'élaboration d'une statistique générale, avant que cette condition préliminaire ne soit remplie.

Le premier paragraphe serait donc supprimé.

L'article 9 se réduirait au paragraphe 2 actuel, dont la Commission propose de retrancher les mots » sur des formulaires établis par ce dernier «, ainsi que les chiffres 4 et 5 de chacun des sous-paragrapbes, a, b et c.

Art. 10. — La Commission propose de donner à cet article la rédaction suivante :

» Le présent Règlement sera exécutoire dans un délai aussi rapproché que possible. «

Projet d'arrangement pour l'enregistrement international des marques de fabrique.

La Commission est d'avis qu'avant de procéder à l'examen du fond de cette question, il y a lieu de consulter la Conférence sur son opportunité.

Il est entendu que les Délégués des Etats qui se prononceront dans un sens affirmatif pourront délibérer entre eux pour arriver à la conclusion d'un arrangement spécial.

H. Reader Lack.

Dujeux.

D^r Willi.

Septième séance. — Mardi 11 mai 1886.

Présidence de M. Peruzzi.

Etaient présents: MM. Stève, Dujeux, Lopez Netto, De Larra, Spottorno y Bienert, Stallo, le comte du Tour, Nicolas, Reader Lack, Bergue, Monzilli, Lattes, Trincheri, Spedener, Renazzi, De Westenberg, Snyder van Wissenkerke, De Souza Progo, De Plagino, Christitch, le comte Hamilton, Willi, Pelletier.

Les secrétaires: MM. Frey-Godet, Beaclerk, Tenaille-Saligny, Callegari, Rubino.

La séance est ouverte à dix heures et demie.

M. Lattes, premier secrétaire, lit le procès-verbal de la sixième séance, qui est adopté sans observations.

M. Lattes donne lecture à la Conférence du Protocole préparé par le Secrétariat, et dans lequel sont réunis les textes adoptés par l'assemblée:

Protocole.

La Conférence internationale de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, convoquée à Rome le 29 avril 1886, ayant terminé ses travaux, soumet aux Gouvernements des Etats qui s'y sont fait représenter, les articles additionnels à la Convention conclue à Paris le 20 mars 1883, et le Règlement pour l'exécution de ladite Convention, dont la teneur suit:

Articles additionnels à la Convention conclue à Paris le 20 mars 1883.

A l'article 5. — Chaque pays aura à déterminer le sens dans lequel il y a lieu d'interpréter chez lui le terme »exploiter« .

A l'article 10. — 1. — Tout produit portant illicitement une indication mensongère de provenance pourra être saisi à l'importation dans tous les Etats contractants.

La saisie pourra également être effectuée dans le pays où l'indication mensongère aura été apposée, ainsi que dans le pays où le produit aura été introduit.

La saisie aura lieu à la requête soit du Ministère public, soit d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation intérieure de chaque Etat.

Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux présentes dispositions.

Les autorités ne sont pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

2. — Il n'y a pas intention frauduleuse dans le cas prévu par le paragraphe 1^{er} de l'art. 10 de la Convention, lorsqu'il sera prouvé que c'est du consentement du fabricant, dont le nom se trouve apposée sur les produits importés, que cette apposition a été faite.

A l'article 14. — La prochaine réunion de la Conférence aura lieu en 1889 à Madrid.

Les présents articles additionnels seront ratifiés et entreront en vigueur dans le plus bref délai possible, et auront la même durée que la Convention.

Les actes de ratification seront échangés à Rome.

Règlement pour l'exécution de la Convention conclue à Paris le 20 mars 1883.

Les soussignés, dans le but d'assurer l'application uniforme de la Convention conclue à Paris le 20 mars 1883 pour la constitution de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté les dispositions suivantes pour l'exécution de ladite Convention:

I. — Dispositions explicatives.

1. — Pour pouvoir être assimilés aux sujets ou citoyens des Etats contractants, aux termes de l'article 3 de la Convention, les sujets ou citoyens d'Etats ne faisant pas partie de l'Union et qui, sans y avoir leur domicile, possèdent des établissements industriels ou commerciaux sur le territoire d'un des Etats de l'Union, doivent être propriétaires exclusifs desdits établissements, y être représentés par un mandataire général, et justifier, en cas de contestation, qu'ils y exercent d'une manière réelle et continue leur industrie ou leur commerce.

2. — Relativement aux Etats de l'Union situés en Europe, sont considérés comme » pays d'outre-mer « (art. 4), les pays extra-européens qui ne sont pas riverains de la Méditerranée.

II. — Accession de nouveaux Etats à l'Union internationale.

Lorsqu'un nouvel Etat adhère à la Convention, la date de la note par laquelle son accession est annoncée au Conseil fédéral suisse sera considérée comme celle de l'entrée dudit Etat dans l'Union à moins que son Gouvernement n'indique une date d'accession postérieure.

III. — Ressort de l'Union.

Sont considérés comme appartenant à l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle:

1. — L'Algérie, comme faisant partie de la France, etc.

(Les diverses Administrations sont priées de bien vouloir fournir l'indication de ceux de leurs territoires, colonies ou possessions qui font partie de l'Union par le seul fait de l'accession de la métropole.)

IV. — Attestations de protection légale.

1. — Pour assurer la protection des marques de fabrique ou de commerce de leurs ressortissants dans tout le territoire de l'Union, les Administrations du pays d'origine leur délivreront une attestation constatant que lesdites marques ont été déposées dans le pays d'origine.

2. — La législation de l'attestation ci-dessus n'est pas requise.

3. — Toute demande tendant à étendre un brevet à d'autres pays de l'Union devra être accompagnée d'un exemplaire, manuscrit ou imprimé, de la description de l'invention et des dessins (s'il en existe), tels qu'ils auront été déposés dans le pays où la première demande a été faite.

Cette copie devra être certifiée par le Service spécial de la propriété industrielle de ce dernier pays.

V. — Renseignements à fournir par le Bureau international.

1. — Le Bureau international est tenu de fournir gratuitement aux diverses Administrations les renseignements qu'elles pourront lui demander sur les brevets et les marques de fabrique ou de commerce.

2. — Les mêmes renseignements seront fournis aux particuliers domiciliés dans le territoire de l'Union, moyennant une taxe de 1 franc par renseignement demandé.

Cette taxe pourra être payée en timbres-postes des divers Etats contractants, et cela sur la base suivante pour les Etats qui n'ont pas le franc pour unité monétaire, savoir :

Bésil	1 franc = 400 reis;
Dominicaine (République) » »	= 20 centavos de peso;
Espagne	= 1 peseta;
Grande-Bretagne . . . »	= 10 pence;
Guatemala	= 20 centavos de peso;
Norvège	= 80 øre;
Pays-Bas	= 50 cents;
Portugal	= 200 reis;
Suède	= 80 øre;
Salvador	= 20 centavos de peso;

3. — Les Administrations des divers Etats ci-dessus accepteront, aux taux indiqués dans le paragraphe précédent, les timbres de leur pays que le Bureau international aura reçus à titre de frais de renseignements.

VI. — Protection temporaire des inventions, dessins, modèles et marques figurant aux expositions internationales.

1. — La protection temporaire prévue à l'article 11 de la Convention consiste dans un délai de priorité, s'étendant au minimum jusqu'à six mois à partir du jour de l'admission du produit à l'exposition, et pendant lequel l'exhibition, la publication ou l'emploi non autorisé par l'ayant droit, de l'invention, du dessin, du modèle ou de la marque ainsi protégés, ne pourront pas empêcher celui qui a obtenu ladite protection temporaire, de faire valablement, dans ledit délai, la demande de brevet ou le dépôt

nécessaire pour s'assurer la protection définitive dans tout le territoire de l'Union.

Chaque Etat aura la faculté d'étendre ledit délai.

2. — La susdite protection temporaire n'aura d'effet que si, pendant sa durée, il est présenté une demande de brevet ou fait un dépôt en vue d'assurer à l'objet auquel elle s'applique la protection définitive dans un des Etats contractants.

3. — Les délais de priorité mentionnés à l'art. 4 de la Convention sont indépendants de ceux dont il est question dans le 1^{er} paragraphe du présent article.

4. — Les inventions brevetables auxquelles la protection provisoire aura été accordée en vertu du présent article, devront être notifiées au Bureau international et faire l'objet d'une publication dans l'organe officiel dudit Bureau.

VII. — *Statistique.*

1. — Avant la fin du premier semestre de chaque année, les Administrations de l'Union transmettront au Bureau international les indications statistiques suivantes concernant l'année précédente, savoir :

a. *Brevets d'invention.*

- 1^o Nombre des brevets demandés ;
- 2^o Nombre des brevets délivrés ;
- 3^o Sommes perçues de ce chef.

b. *Dessins ou modèles industriels.*

- 1^o Nombre des dessins ou modèles déposés ;
- 2^o Nombre des dessins ou modèles enregistrés ;
- 3^o Sommes perçues de ce chef.

c. *Marques de fabrique ou de commerce.*

- 1^o Nombre des marques déposées ;
- 2^o Nombre des marques enregistrées ;
- 3^o Sommes perçues de ce chef.

2. — Pour la statistique des brevets d'invention, des marques de fabrique ou de commerce, et des dessins ou modèles industriels (art. 6 du Protocole de clôture) le Bureau international pourra adopter la classification qu'il jugera la meilleure.

VIII. — *Entrée en vigueur du présent Règlement.*

Le présent Règlement sera exécutoire dans un délai aussi rapproché que possible.

Vœu émis par la Conférence.

La Conférence a émis, en outre, le vœu suivant, se rapportant à l'art. 2 de la Convention :

Les Etats faisant partie de l'Union, qui ne possèdent pas de lois sur toutes les branches de la propriété industrielle, devront compléter dans le plus court délai possible leur législation sur ce point.

Il en sera de même pour les Etats qui entreraient ultérieurement dans l'Union.

En foi de quoi les soussignés délégués par leurs Gouvernements respectifs à la Conférence internationale de Rome ont dressé le présent procès-verbal et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Rome le 11 mai 1886.

M. le Président ouvre la discussion sur le Protocole ci-dessus.

M. Willi (Suisse) croit que la discussion prise par la Conférence quant à son prochain lieu de réunion, ne devrait pas figurer parmi les articles additionnels. Ces derniers seront soumis à la ratification des Parlements respectifs, tandis que le choix fait de Madrid comme siège de la prochaine Conférence ne saurait être soumis à cette formalité. D'autre part, il ne résulte pas du procès-verbal de la séance précédente que la Conférence ait pris aucune délibération formelle sur l'époque de sa prochaine réunion.

Il conviendrait donc de retrancher l'article additionnel à l'article 14 de la Convention.

(Adopté).

M. Bergne (Grande-Bretagne) propose de remplacer la formule finale des articles additionnels par le texte suivant :

» Les présents articles additionnels seront ratifiés et les ratifications seront échangées à Rome dans le délai d'un an, ou plus tôt si faire se peut.

» Ils entreranno en vigueur un mois après l'échange des ratifications, et auront la même durée que la Convention. »

(Adopté).

M. Willi (Suisse) propose d'adopter la disposition finale suivante :

» Les articles additionnels font loi pour les Etats qui les ratifient. »

Il motive sa proposition en disant que l'un des membres de la Conférence lui a exprimé l'avis que les articles additionnels n'entreraient en vigueur que s'ils étaient ratifiés par tous les Gouvernements. Or, il ne saurait se rallier à cette manière de voir.

Aucune opinion contraire ne s'étant produite, et M. le Président ayant fait observer que la Conférence était d'accord avec M. Willi, ce dernier se déclare satisfait à condition qu'il en soit pris note au procès-verbal.

M. Christitch (Serbie) fait remarquer que la forme adoptée pour le protocole rend inutile le préambule au Règlement, et il en propose la suppression.

(Adopté).

En ce qui concerne l'art. III du Règlement, M. Monzilli (Italie) propose de retrancher le paragraphe 1^{er}, qui ne sert que d'exemple, et de motifier comme suit l'observation entre parenthèses :

» (Les diverses Administrations fourniront au Bureau international

»l'indication de ceux de leur territoires, colonies ou possessions qui font partie de l'Union par le seul fait de l'accession de la métropole).

(Adopté).

M. Monzilli (Italie) demande s'il ne conviendrait pas d'insérer dans le protocole le renvoi à la prochaine Conférence du projet d'arrangement pour l'enregistrement international des marques de fabrique.

M. le Dr. Willi (Suisse) fait, de son côté, la déclaration suivante:

»J'ai donné connaissance au Conseil fédéral suisse de la discussion de la Conférence concernant le projet d'enregistrement international des marques de fabrique et de commerce. Ledit conseil se réserve, après avoir soumis à un nouvel examen le projet et pris en considération, autant que possible, les modifications désirées par les intéressés, de provoquer une entente aussitôt que possible entre les Etats de l'Union qui acceptent le principe de l'enregistrement international.»

M. le Président, d'accord avec l'assemblée, estime que l'insertion au procès-verbal de la délibération prise au sujet du projet d'Arrangement, pourrait suffire.

M. le Dr. Willi (Suisse) demande ce qu'il adviendra si tous les Etats n'acceptent pas le Règlement, ou si l'approbation s'en fait attendre. Faudra-t-il le mettre en exécution dès que la majorité des Etats contractants l'aura approuvé?

M. le Président, d'accord avec l'assemblée, croit que les articles engageant les divers Etats devront être approuvés par les autorités compétentes, mais que les dispositions concernant le Bureau international pourront, dès maintenant, servir de règle à ce dernier.

Après quoi, l'ensemble du Protocole est adopté.

M. de Westenberg (Pays-Bas) demande: 1° si les représentants des Etats non contractants, qui n'ont pas été admis à voter, peuvent signer le protocole; 2° si les délégués des Etats contractants signeront d'une manière définitive les articles additionnels, qui n'auraient alors besoin que d'être soumis à la ratification des Gouvernements respectifs. Quant aux délégués des Pays-Bas, ils sont munis de pleins pouvoirs à cet effet.

M. le Président constate que, d'après les termes du préambule, la signature apposée au pied du Protocole ne sera que la déclaration, de la part de MM. les Délégués, que les textes insérés au Protocole ressortent réellement des délibérations de la Conférence. Les signatures données n'engageront donc pas leurs auteurs.

M. Renazzi (Paraguay), quoique représentant d'un pays n'appartenant pas à l'Union, déclare qu'après l'explication de M. le Président, il n'a aucune difficulté à signer le Protocole.

MM. Stallo (Etats-Unis), Spedener (Luxembourg), Sanchez Azcona (Mexique), de Plagino (Roumanie) et Antonini y Diez (Uruguay) font une déclaration analogue et annoncent qu'ils sont prêts à signer.

M. Stüve (Allemagne) rappelle, qu'en sa qualité de délégué d'un Etat non contractant, il n'a pas pris part aux votations, et constate que sa signature aura pour seule signification d'établir que les décisions consi-

gnés au Protocole sont bien celles qui ont été prises par la Conférence. En signant, il n'entend donc prendre aucun engagement au nom de son Gouvernement.

M. Lopez Netto (Brésil) croit se faire l'interprète des sentiments de ses collègues en proposant de voter des remerciements à l'honorable Président, M. Peruzzi, pour l'habileté et l'esprit de conciliation dont il a fait preuve dans la direction des travaux de la Conférence.

M. le Président remercie l'assemblée du témoignage de sympathie qu'elle vient de lui exprimer.

M. Dujoux (Belgique), en son nom et au nom de M. Trinchieri (Italie), prend la parole en ces termes :

» Vous savez que la Convention du 20 mars 1888 a sa source dans le Congrès international de la propriété industrielle, qui a eu lieu à Paris en 1878. C'est à cette occasion que le délégué italien, M. Romanelli, proposa de constituer une Union entre tous les Etats. Le Congrès approuva cette proposition, et obtint du Gouvernement français que les démarches nécessaires fussent faites pour réunir les Etats en conférence. Comme vous le savez, la première réunion eut lieu à Paris, au mois de novembre 1880, sous la présidence de M. Bozérien. Vous connaissez le résultat obtenu : ce n'est pas trop dire que nous le devons en grande partie aux efforts, à l'abnégation, à la persévérance et à la grande habileté de l'honorable sénateur M. Bozérien.

» Aussi nous croyons, M. Trinchieri et moi, être les interprètes de vos sentiments en vous proposant de témoigner par un vote notre reconnaissance à l'éminent président de la Conférence de Paris de 1880, et de prier notre excellent Président de donner communication de cette décision par voie télégraphique à son honorable prédécesseur. »

La Conférence adopte cette proposition et charge M. le Président de vouloir bien adresser à M. Bozérien le télégramme en question *).

*) Le texte du télégramme est le suivant ;

» *Monsieur Bozérien, Sénateur — Paris,*

» Conférence internationale de la propriété industrielle réunie à Rome, terminant ses travaux, exprime sa reconnaissance à l'illustre Président de la Conférence de 1880 pour la part éminente prise à la constitution de l'Union.

» *Président — Peruzzi.* »

M. Bozérien a répondu à M. Peruzzi dans ces termes :

» *Paris, le 11 mai 1886.*

» *Monsieur le Président,*

» J'ai reçu le télégramme, que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser au nom de la Conférence internationale pour la propriété industrielle.

» Si j'ai pu concourir à la réussite de la Conférence de 1880, je suis heureux que ce concours ait été si bienveillamment apprécié par les membres de la Conférence de 1886 ; je vous adresse l'expression de ma reconnaissance.

» Nous avons commencé une œuvre honnête et utile ; vous l'avez continuée. » Merci du plus profond de mon cœur ; merci pour moi, merci pour la France, merci pour l'Union.

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

» *J. Bozérien.* »

Sur la proposition de M. le Président, il est décidé que les délégués présents à Rome demain, auront la faculté d'entendre la lecture des derniers procès-verbaux, et de les approuver, s'il y a lieu.

La séance est levée à midi et demi.

Le Président,
Peruzzi.

Le Premier Secrétaire,
O. Lattes.

Séance de Clôture. — Mardi 11 mai 1886.

Présidence de M. Peruzzi

Etaient présents: MM. Stüve, Dujoux, Lopez Netto, le comte de Rascon, De Larra, Spottorno y Bienert, Stallo, le comte du Tour, Nicolas, Reader Lack, Bergne, Monzilli, Lattes, Trincheri, Spedener, Renazzi, Sanchez Azcona, De Westenberg, Snyder van Wissenkerke, De Souza Prego, De Plagino, Christitch, le comte Hamilton; Bavier, Willi, Pelletier, Antonini y Diez.

Les secrétaires: MM. Fray-Godet, Beauclerk, Tenaille-Saligny, Callegari, Rubino.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

S. Exc. M. Grimaldi, ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, intervient à la séance et prononce le discours suivant:

Messieurs! — Au moment où vos travaux vont finir, je tiens à honneur de vous remercier personnellement de l'œuvre dévouée et intelligente que vous avez consacrée au développement du programme qui était soumis à votre examen.

» Les difficultés résultant des différentes opinions n'ont pas changé le caractère de vos discussions, qui, portant l'empreinte de la cordialité la plus sincère, ont toujours été inspirées à de hautes considérations d'ordre juridique et économique.

La Conférence de Rome n'aura pas la gloire d'avoir fait avancer le système de l'Union; ce n'est pas au moment où une crise économique plane sur tous les pays et produit un réveil inattendu du sentiment exclusif des intérêts particuliers, que la législation visant la protection de la propriété industrielle sans distinction de nationalité, aurait dû marquer de nouveaux progrès vers le but de l'unification. Cependant, la Conférence de Rome a démontré que les Etats de l'Union tiennent aux conquêtes déjà assurées par la Convention de 1883, et ne permettent pas qu'on touche au système qu'elle a établi, si ce n'est pour l'améliorer,

» Vos délibérations, Messieurs, ont été animées par un esprit de conciliation, qui fait preuve de l'importance que vous attachez à l'existence de l'Union. En repoussant toute proposition qui visait des changements considérables vous vous êtes limités à expliquer et à éclaircir quelques dispositions de la Convention de 1883 en vue d'en faciliter l'application

dans tous les Etats de l'Union; mais, en même temps, vous avez tenu à dissiper le doute que ces explications puissent amener à des conséquences contraires au but de la Convention.

»A ce titre la Conférence de Rome n'a pas été sans résultat, en tant qu'elle a sauvegardé le système de l'Union des attaques dont elle était l'objet. On peut maintenant affirmer que la Convention de 1883 a résisté à la dernière épreuve; et si aujourd'hui nous ne pouvons pas saluer de nouvelles réformes, nous devons du moins nous féliciter d'avoir consolidé celles que nous avons déjà obtenues. Le moment viendra, et j'espère qu'il n'est pas loin, où les Nations, éclairées sur leurs véritables intérêts, n'opposeront plus de difficultés à suivre la voie que, en cette occasion, l'Italie avait tenu à honneur de leur tracer.

»En rentrant chez vous, Messieurs, j'espère que vous y rapporterez le souvenir des sentiments qui animent l'Italie envers les autres Nations. Vous pouvez témoigner à vos concitoyens que l'Italie, en s'appliquant avec ardeur au développement de sa production industrielle et de son commerce, pour prendre la place qui lui est due parmi les Nations, reste toujours la patrie du droit; et que, fidèle à ses traditions, elle veut assurer le respect et la protection sans bornes et sans entraves, aux droits des étrangers! «

M. le comte du Tour (France) répond à M. le Ministre par la suivante allocution:

»Messieurs! — Notre honorable Président, M. Peruzzi, qui a pris les charges les plus difficiles de la direction de nos travaux, veut en partager avec moi les honneurs. Il me prie de répondre, comme Vice-Président de la Conférence et au nom des Délégations étrangères à M. le Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Je le ferai en peu de mots, dont la sincérité excusera le manque de préparation. L'œuvre que la Conférence a accomplie est en effet importante; c'est un travail d'affermissement, de consolidation que l'expérience de quelques années rendait nécessaire et qui affirme, pour l'avenir, la vitalité et le développement de l'Union. Nous élevons un édifice dont personne ne peut prévoir encore les proportions; nos successeurs nous sauront gré d'avoir voulu en assurer les bases assez solidement et assez l'argement pour que les intérêts industriels de la plupart des Etats y trouvent un abri. Mais ces résultats n'auraient pu être si heureusement et si rapidement obtenus, si l'Administration italienne n'avait par ses travaux préparatoires éclairé des questions, que son esprit de conciliation a permis ensuite de résoudre. Cette conciliation, cette recherche utile des transactions, j'en dois étendre l'honneur à l'ensemble de la Conférence; au nom du Gouvernement de la République, je remercie ici tous mes collègues des égards dont ils ont usé, dans plusieurs de leurs décisions, pour l'opinion et la situation économique tant de la France que d'autres Etats de l'Europe.

»Notre honorable Président, par la netteté et l'impartialité de son esprit, par l'expérience et la courtoisie de son autorité, nous a grandement,

de son côté, facilité l'accomplissement de notre tâche. Là où préside M. Peruzzi, les discussions deviennent des conversations amicales.

» Messieurs, au moment de nous séparer, au nom de la Conférence, je remercie de son hospitalité la ville de Rome, Rome qu'on ne quitte jamais sans regret, cette seconde patrie des peuples civilisés.

» Au nom de la Conférence, je prie M. le Ministre de l'agriculture de porter l'expression respectueuse de notre reconnaissance à LL. MM. le Roi et la Reine d'Italie qui, par la grâce de leur accueil, ont changé en charme et en honneur pour chacun de nous les travaux d'une mission qui n'était pas sans difficulté.

M. Lattes premier secrétaire, donne lecture du protocole adopté dans la séance du matin.

Avant de passer à la signature, M. le comte de Rascon (Espagne) fait remarquer que le protocole ne rappelle pas la décision prise par l'assemblée quant au lieu et à l'époque de la prochaine Conférence.

M. le Président donne connaissance à M. le comte de Rascon de la déclaration qu'il a faite à ce sujet dans la séance du matin, c'est-à-dire que l'insertion au protocole, désirée par M. le comte de Rascon, n'a pas eu lieu afin de la rendre irrévocable, en la soustrayant ainsi à la ratification des Gouvernements contractants.

M. le comte de Rascon se déclare satisfait.

On passe ensuite à la signature du protocole, dont un exemplaire (*Annexe*) est remis à chaque Délégation des pays représentés à la Conférence, à savoir: Allemagne, Belgique, Brésil, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Mexique, Norvège, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Serbie, Suède, Suisse, Tunisie, Uruguay.

La séance est levée à cinq heures.

Le Président,
Peruzzi.

Le Premier Secrétaire,
O. Lattes.

Conformément à la décisions prise par la Conférence dans sa séance du matin du 11 mai, MM. Stève, Lopez Netto, le comte de Rascon, De Larra, Spottorno y Bienert, le comte du Tour, Nicolas, Montzilli, Lattes, Trinchieri, Spedener, Sanchez Azcona, Rennazzi, De Westenberg, De Souza Prego, De Plagino, Christitch, le comte Hamilton, Willi, Antonini y Diez, délégués présents à Rome, et les secrétaires MM. Fray-Godet, Beauclerck, Tenaille-Saligny, Callegari, Rubino, se sont réunis le 12 mai 1886, à deux heures, sous la présidence de M. Peruzzi, pour entendre la lecture faite par M. Lattes des procès-verbaux des deux séances de la veille, et les ont approuvés.

En cette occasion, M. de Larra (Espagne) a déclaré à l'assemblée, en vertu d'instructions reçues de son gouvernement, que les îles de Cuba, Porto Rico et les Philippines doivent être considérées comme faisant partie de l'Union par l'accession de la métropole, conformément à l'article III du Règlement d'exécution.

Le Président.
Peruzzi.

Le Premier Secrétaire.
O. Lattes.

Annexe à la séance de clôture.

Protocole.

La Conférence internationale de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, convoquée à Rome, le 29 avril 1886, ayant terminé ses travaux, soumet aux Gouvernements des Etats qui s'y sont fait représenter, les articles additionnels à la Convention conclue à Paris, le 20 mars 1883, et le Règlement pour l'exécution de ladite Convention, dont la teneur suit:

**Articles additionnels à la Convention conclue à Paris,
le 20 mars 1883.**

A l'article 5. — Chaque pays aura à déterminer le sens dans lequel il y a lieu d'interpréter chez lui le terme »exploiter«.

A l'article 10. — 1. Tout produit portant illicitement une indication mensongère de provenance pourra être saisi à l'importation dans tous les Etats contractants.

La saisie pourra également être effectuée dans le pays où l'indication mensongère aura été apposée, ainsi que dans le pays où le produit aura été introduit.

La saisie aura lieu à la requête soit du Ministère public, soit d'une partie intéressée, individu, ou société, conformément à la législation intérieure de chaque Etat.

Les Tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations, qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux présentes dispositions.

Les autorités ne sont pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

2. Il n'y a pas intention frauduleuse dans le cas prévu le paragraphe 1^{er} de l'article 10 de la Convention, lorsqu'il sera prouvé que c'est du consentement du fabricant dont le nom se trouve apposé sur les produits importés, que cette apposition a été faite.

Les présents articles additionnels seront ratifiés, et les ratifications seront échangées à Rome dans le délai d'un an, ou plus tôt si faire se peut.

Ils entreront en vigueur un mois après l'échange des ratifications et auront la même durée que la Convention.

**Règlement pour l'exécution de la Convention conclue à Paris,
le 20 mars 1883.**

I. Dispositions explicatives. — 1. Pour pouvoir être assimilés aux sujets ou citoyens des Etats contractants, aux termes de l'article 3 de la Convention, les sujets ou citoyens d'Etats ne faisant pas partie de l'Union et qui sans y avoir leur domicile, possèdent des établissements industriels ou commerciaux sur le territoire d'un des Etats de l'Union, doivent être propriétaires exclusifs desdits établissements, y être représentés par un mandataire général, et justifier, en cas de contestation, qu'ils y exercent d'une manière réelle et continue leur industrie ou leur commerce..

2. Relativement aux Etats de l'Union situés en Europe, sont considérés comme «pays d'outre-mer» (art. 4), les pays extra-européens qui ne sont pas riverains de la Méditerranée.

II. Accessions de nouveaux Etats à l'Union internationale. — L'orsqu'un nouvel Etat adhère à la Convention, la date de la note par laquelle son accession est annoncée au Conseil fédéral suisse sera considérée comme celle de l'entrée dudit Etat dans l'Union, à moins que son Gouvernement n'indique une date d'accession postérieure.

III. Ressort de l'Union. — Sont considérés comme appartenant à l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle :

(Les diverses administrations fourniront au Bureau international l'indication de ceux de leurs territoires, colonies ou possessions qui font partie de l'Union par le seul fait de l'accession de la métropole).

IV. Attestation de protection légale. — 1. Pour assurer la protection des marques de fabrique ou de commerce de leurs ressortissants dans tout le territoire de l'Union, les Administrations du pays d'origine leur délivreront une attestation constatant que lesdites marques ont été déposées dans le pays d'origine.

2. La légalisation de l'attestation ci-dessus n'est pas requise.

3. Toute demande tendant à étendre un brevet à d'autres pays de l'Union devra être accompagnée d'un exemplaire, manuscrit ou imprimé, de la description de l'invention et des dessins (s'il en existe), tels qu'ils auront été déposés dans le pays où la première demande a été faite.

Cette copie devra être certifiée par le service spécial de la propriété industrielle de ce dernier pays.

V. Renseignements à fournir par le Bureau international. — 1. Le Bureau international est tenu de fournir gratuitement aux diverses Administrations les renseignements qu'elles pourront lui demander sur les brevets et les marques de fabrique ou de commerce.

2. Les mêmes renseignements seront fournis aux particuliers domiciliés dans le territoire de l'Union, moyennant une taxe de 1 franc par renseignements demandé.

Cette taxe pourra être payée en timbres-poste des divers Etats contractants, et cela sur la base suivante pour les Etats qui n'ont pas le franc pour unité monétaire, savoir :

Brésil	1 franc = 400 reis;
Dominicaine (République) . . . »	= 20 centavos de peso;
Espagne	= 1 peseta;
Grande-Bretagne	= 10 pence;
Guatemala	= 20 centavos de peso;
Norvège	= 80 øre;
Pays-Bas	= 50 cents;
Portugal	= 200 reis;
Suède	= 80 øre;
Salvador	= 20 centavos de peso.

3. Les Administrations des divers Etats ci-dessus accepteront, aux taux indiqués dans le paragraphe précédent, les timbres de leur pays que le Bureau international aura reçus à titre de frais de renseignements.

VI. *Protection temporaire des inventions, dessins, modèles et marques figurant aux expositions internationales.* — La protection temporaire prévue à l'article 11 de la Convention consiste dans un délai de priorité, s'étendant au minimum jusqu'à six mois à partir du jour de l'admission du produit à l'exposition, et pendant lequel l'exhibition, la publication ou l'emploi non autorisé par l'ayant-droit, de l'invention, du dessin, du modèle ou de la marque ainsi protégés, ne pourront pas empêcher celui qui a obtenu ladite protection temporaire, de faire valablement, dans ledit délai, la demande de brevet ou le dépôt nécessaire pour s'assurer la protection définitive dans tout le territoire de l'Union.

Chaque Etat aura la faculté d'étendre ledit délai.

2. La susdite protection temporaire n'aura d'effet que si pendant sa durée, il est présenté une demande de brevet ou fait un dépôt en vue d'assurer à l'objet auquel elle s'applique la protection définitive dans un des Etats contractants.

3. Les délais de priorité mentionnés à l'article 4 de la Convention sont indépendants de ceux dont il est question dans le premier paragraphe du présent article.

4. Les inventions brevetables auxquelles la protection provisoire aura été accordée en vertu du présent article, devront être notifiés au Bureau international et faire l'objet d'une publication dans l'organe officiel du dudit Bureau.

VII. *Statistique.* — 1. Avant la fin du premier semestre de chaque année, les Administrations de l'Union transmettront au Bureau international les indications statistiques suivantes concernant l'année précédente, savoir:

a. Brevets d'invention

- 1^o Nombre des brevets demandés;
- 2^o Nombre des brevets délivrés;
- 3^o Sommes perçues de ce chef.

b. Dessins ou modèles industriels

- 1^o Nombre des dessins ou modèles déposés;

2^o Nombre des dessins ou modèles enregistrés;

3^o Sommes perçues de ce chef.

c. Marques de fabrique ou de commerce

1^o Nombre des marques déposées;

2^o Nombre des marques enregistrées;

3^o Sommes perçues de ce chef;

2. Pour la statistique des brevets d'invention, des marques de fabrique ou de commerce, et des dessins ou modèles industriels (article 6 du Protocole de clôture), le Bureau international pourra adopter la classification qu'il jugera la meilleure.

VIII. *Entrée en vigueur du présent Règlement.* — Le présent Règlement sera exécutoire dans un délai aussi rapproché que possible.

Vœu émis par la Conférence.

La Conférence a émis, en outre, le vœu suivant, se rapportant à l'article 2 de la Convention du 20 mars 1883 :

Les Etats faisant partie de l'Union, qui ne possèdent pas de lois sur toutes les branches de la propriété industrielle, devront compléter dans le plus court délai possible leur législation sur ce point.

Il en sera de même pour les Etats qui entreraient ultérieurement dans l'Union.

En foi de quoi les soussignés délégués par leurs Gouvernements respectifs à la Conférence internationale de Rome ont dressé le présent procès-verbal et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Rome, le 11 mai 1886.

Pour l'Allemagne: Dr. Sttve.

Pour la Belgique: Dujoux.

Pour le Brésil: Lopez Netto.

Pour l'Espagne: Comte de Rascon; Luis M. de Larra; B. Spottorno.

Pour les Etats-Unis d'Amérique: J.-B. Stallo.

Pour la France: Comte du Tour; C. Nicolas.

Pour la Grande-Bretagne: H. Reader Lack; J.-H.-G. Bergne.

Pour l'Italie: Ubaldino Peruzzi; Antoine Monzilli; Oreste Lattes; Remy Trinchieri.

Pour le Luxembourg: Spedener.

Pour le Mexique: Sanchez Azcona.

Pour la Norvège: Comte Hamilton.

Pour le Paraguay: E. Renazzi.

Pour les Pays-Bas: Westenberg; George Snyder v. W.

Pour le Portugal: E. de Souza Prego.

Pour la Roumanie: A.-C. Plagino.

Pour la Serbie: M. Christitch.

Pour la Suède: Comte Hamilton.

Pour la Suisse: Bavier Dr. Willi.

Pour la Tunisie: Michel Pelletier.

Pour l'Uruguay: P. Antonini Diez.

116.

ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, BRÉSIL, DANEMARK, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, PAYS-BAS, RUSSIE, SUÈDE.

Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Londres du 24 novembre au 19 décembre 1887 afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres.

*Documents diplomatiques publiés par le Ministère des Affaires Etrangères
Paris 1888.*

Première Session (1887).

Première séance.

(Jendi 24 novembre 1887.)

Présidence de M. le baron Henry de Worms.

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie et de la Suède, se sont réunis en Conférence, à Londres, le 24 novembre 1887, à 2 heures au Foreign Office.

M. le Délégué du Brésil n'a pu se rendre à la séance.

Étaient présents:

Pour l'Allemagne:

MM. Jordan, Conseiller actuel de légation, Consul général de l'Empire d'Allemagne à Londres;

Jaehnigen, Conseiller des finances;

Pour l'Autriche-Hongrie:

M. le Comte de Kuefstein, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire;

Pour la Belgique:

MM. Guillaume, Directeur général au Ministère des Finances;

du Jardin, Inspecteur général au Ministère des Finances;

assistés par: M. de Smet, Sous-Directeur au Ministère des Finances;

Pour le Brésil:

M. A. A. Fernandes Pinheiro, Délégué en Europe du Ministre des Travaux publics, Délégué du Brésil en l'absence de M. le Docteur Pedro Dias Gordilho Paes Leme, n'a pu se rendre à la première séance;

Pour le Danemark:

M. Lange, Directeur général des Contributions directes et indirectes;

Pour l'Espagne :

MM. Batanero, Député ;

Dupuy de Lome, Secrétaire d'Ambassade ;

Pour la France :

MM. Sans-Leroy, Député ;

Le Comte de Florian, premier Secrétaire de l'Ambassade de France à Londres, Représentant du Ministère des Affaires étrangères ;

Pallain, Conseiller d'État, Directeur général des Douanes ;

Catusse, Conseiller d'États, Directeur général des Contributions indirectes ;

Legros, Administrateur à la Direction générale des Douanes ;

Boizard, Sous-Chef de bureau au Ministère des finances, Secrétaire des Délégués français ;

(M. Pallain et M. Catusse n'ont pu se rendre à la première séance.)

Pour la Grande-Bretagne :

MM. le Baron Henry de Worms, Membre de la Chambre des communes ;

le Comte d'Onslow, Sous-Secrétaire d'État au Colonial Office ;

C. M. Kennedy, C. B., Directeur des Affaires commerciales au Foreign Office ;

F. G. Walpole, Directeur de la douane à Dublin ;

Pour l'Italie :

M. le Chevalier T. Catalani, Chargé d'Affaires d'Italie à Londres ;

Pour les Pays-Bas :

MM. W. A. P. Verkerk Pistorius, Directeur général des Contributions directes, Douanes et Accises au Département des Finances ;

B. Reiger ;

G. Eschauzier ;

C. J. C. van de Ven, Contrôleur des Douanes et Accises à Rotterdam ;

Pour la Russie :

M. Kamensky, Conseiller d'État actuel ;

Pour la Suède :

M. Dickson, secrétaire général au Département des Finances.

M. le baron Henry de Worms, Secrétaire du Board of Trade, Membre de la Chambre des Communes, déclare la séance ouverte et prononce le discours suivant :

» Messieurs,

» M. le Marquis de Salisbury, principal Secrétaire d'État de Sa Majesté britannique au Département des Affaires étrangères, se trouve malheureusement dans l'impossibilité d'assister aux travaux de la Conférence. Il m'a donc chargé de vous en exprimer ses plus vifs regrets et en même temps de vous souhaiter, au nom de Sa Majesté la Reine, la plus cordiale bienvenue. C'est en prévision de son absence aujourd'hui que le Marquis de

Salisbury a fait une proposition par la voie diplomatique, relative à la présidence de notre réunion. En vous faisant cette proposition, il n'a voulu en rien préjuger la première décision que la Conférence est appelée à rendre. Votre liberté d'action reste intacte. Il m'a donc imposé la charge extrêmement délicate de vous demander, Messieurs les Délégués, s'il est de votre bon plaisir de ratifier, dans la plénitude de vos pouvoirs, le choix qu'il a fait, et de me confier la Présidence.»

M. Sans-Leroy est persuadé que la Conférence s'associe entièrement à la pensée du Marquis de Salisbury et qu'elle confirme le choix qu'il a fait.

Les observations de M. Sans-Leroy étant accueillies à l'unanimité, la Présidence de la Conférence est déférée à M. le Baron Henry de Worms.

M. le Président, prenant place au fauteuil, prononce les paroles suivantes :

» J'accepte, Messieurs, et j'accepte volontiers, l'honneur qui m'est fait, mais je n'ignore pas combien est lourde la mission que vous m'imposez ; je ne saurais m'en acquitter sans votre indulgence et votre bienveillance. Je suis persuadé qu'il ne me manquera ni l'une ni l'autre.»

M. le Président propose à la Conférence de choisir un Vice-Président.

M. Guillaume demande la parole. Il propose à la Conférence de demander à M. le Comte de Kuefstein, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, de vouloir bien accepter la Vice-Présidence.

La Vice-Présidence est confiée à M. le Comte de Kuefstein.

M. le Comte de Kuefstein remercie l'Assemblée de l'honneur qu'elle a bien voulu lui faire, et dit que bien qu'il ne soit pas homme du métier, il fera tous ses efforts pour remplir à la satisfaction de la Conférence la tâche qui lui est confiée. Il ne peut qu'espérer que l'Assemblée sera toujours présidée par M. le Baron de Worms, dont le nom est garant de la direction impartiale, éclairée, et utile qu'il saura donner à ses débats.

Sur la proposition de M. le Président, la Conférence confie les fonctions de Secrétaires à MM. H. Farnall, Attachée au Foreign Office, et A. E. Bateman, Sous-Directeur au Board of Trade ; et celle de Secrétaires adjoints à MM. E. A. Crowe, Attaché au Foreign Office, et C. A. Harris, Attaché au Colonial Office.

M. le Président fait observer que MM. les Délégués de la France sont accompagnés de leur Secrétaire ; la Conférence est sans doute désireuse d'adjoindre M. Boizard au Secrétariat.

M. Sans-Leroy n'a pas besoin de dire que M. Boizard est entièrement à la disposition de la Conférence.

Le nom de M. Boizard, Sous-Chef de bureau au Ministère des finances à Paris, est porté sur la liste des Secrétaires de la Conférence.

M. le Président fait observer que la Conférence se trouve régulièrement constituée et peut, dès lors, commencer ses travaux. Il prononce le discours suivant :

» Messieurs les Délégués,

» Permettez-moi, en ma qualité de premier Délégué du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, de vous exprimer la vive satisfaction que je ressens de voir réunis autour de cette table un si grand nombre de Re-

présentants des Puissances intéressées à la question importante qui appelle aujourd'hui notre attention. Une telle Conférence ne peut que développer l'entente cordiale des nations rassemblées dans le but de résoudre, d'une manière pratique et amicale, un problème qui touche de près à l'industrie et au commerce de tant de nations. Votre présence à Londres, dans cette circonstance, m'est une preuve que les Gouvernements que vous représentez sont disposés à abolir le système des primes sur les sucres, et à le remplacer par un accord mutuel qu'adopteraient simultanément les divers pays intéressés à cet arrangement.

» L'opinion que j'ose ainsi énoncer se justifie par un fait qu'il est impossible de ne pas reconnaître. Bien que, depuis 1868, cette question ait été souvent discutée en Conférence, c'est la première fois que presque toutes les Puissances aient témoigné, par l'envoi de leurs Délégués, leur désir de prendre part à une discussion franche et générale. Les circonstances auxquelles je viens de faire allusion me donnent lieu de croire que les Puissances considèrent le moment propice à la solution de cette question, qu'il convient de trancher une fois pour toutes équitablement et loyalement sans entraver aucunement le progrès d'une industrie importante. En admettant même que le système des primes puisse favoriser l'industrie sucrière dans les pays où il est en vigueur, on est forcé d'avouer qu'un commerce prospère doit reposer sur un système qui, par son uniformité, se recommande à toutes les nations. C'est pénétré de ces principes et de ces intentions que le Gouvernement de Sa Majesté vous a invités à cette Conférence. «

M. Kennedy demande la parole; il s'exprime en ces termes:

» Le Gouvernement de la Reine a cru faciliter les travaux de la Conférence en demandant à chaque Gouvernement représenté à la Conférence un mémoire sur le régime qu'il applique aux sucres*). Ces mémoires nous donneront des informations authentiques quant aux droits de douane et d'accise et quant à l'application de ces droits, soit au sucre fabriqué, soit à la matière première dont il est composé. La Conférence y trouvera également le taux des drawbacks payés à l'exportation. Quelques-uns de ces mémoires ne nous sont pas encore parvenus; d'autres sont à l'impression: mais j'ai l'honneur de déposer dès à présent sur la table de la Conférence les mémoires sur le régime des sucres en Allemagne, en Belgique, en Danemark, en Italie et en Suède. Les autres vous seront distribués par MM. les Secrétaires aussitôt que faire se pourra. Je dois ajouter que ces documents sont à l'état d'épreuves seulement. Peut-être MM. les Délégués auront-ils la bonté de signaler aux Secrétaires les rectifications qu'ils désireraient y apporter. Nous tiendrions surtout à ce que ces mémoires fussent tout à fait corrects. «

M. le Comte de Kuefstein répond en quelques mots au discours de M. le Président. Il croit que le baron de Worms apprécie correctement

*) Voir ces mémoires à l'Appendice n° 1 de la publication officielle du Ministère des Affaires Étrangères de la République française sur le Régime des Sucres. Paris 1888. Imprimerie Nationale.

l'intention des divers Gouvernements. La Conférence se trouvera d'accord quant au but à atteindre. Tous les efforts, en effet, tendant à rapprocher les différents Pays en effaçant les divergences existantes, sont dignes de la plus grande sympathie, et c'est dans ce sens que les Délégués comptent s'acquitter de leurs travaux. Heureux de se trouver dans un Pays qui s'est si souvent placé à la tête de grandes idées de progrès et de civilisation, les Délégués espèrent tous que celle dont le Gouvernement Britannique s'est fait le promoteur aujourd'hui ne restera pas sans résultat.

M. Guillaume se trouve entièrement d'accord la avec déclaration de principe faite par M. le Président. Mais il ne croit pas que la Conférence puisse aborder aujourd'hui la discussion des moyens à rechercher pour atteindre le résultat désiré. Les Délégués auront d'ailleurs à étudier les mémoires que M. Kennedy a déposés sur la table.

M. le Président est tout disposé à renvoyer la discussion au lendemain. Il propose à la Conférence de se réunir tous les jours, les samedis exceptés.

M. Sans-Leroy ne croit pas pouvoir appuyer la proposition de M. le Président. Bien que MM. les Délégués soient tous d'accord sur le principe, celui de la suppression des primes, des questions de détail réellement complexes ne tarderont pas à se présenter. Pour lui, il prévoit qu'il se trouvera souvent dans la nécessité d'en référer à son Gouvernement. Une discussion de jour en jour ne lui paraît donc pas possible.

Une conversation s'étant engagée sur la proposition faite par M. le Président; il est convenu que la Conférence fixera à la fin de chaque réunion la date de la prochaine séance, et que la deuxième séance de la Conférence aura lieu le lundi, 28 novembre, à deux heures.

La séance est levée à trois heures et demie.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires,
H. Farnall, A. E. Bateman, E. Boizard.

Deuxième séance.

(Lundi 28 novembre 1887.)

Présidence de M. le Baron Henry de Worms.

Étaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie, de la Suède.

M. le Président dit que le procès-verbal dont les premières épreuves avaient été remises à MM. les Délégués a été modifié conformément à leurs indications. Une épreuve définitive sera distribuée avant la prochaine séance et le procès-verbal pourra être adopté sans lecture.

Le Gouvernement anglais a reçu les mémoires présentés par la France, l'Autriche-Hongrie et l'Espagne*). Ces mémoires seront prochainement distribués.

Il paraît utile, ajoute M. le Président, de demander si quelqu'un de MM. les Délégués a des propositions à formuler. Il serait très important d'être saisi des propositions que les différentes Puissances peuvent avoir à présenter, afin que ces propositions servent de base aux travaux de la Conférence.

Si personne n'a de propositions à faire, il demandera comment la Conférence entend régler l'ordre de ses discussions.

M. Jordan fait observer que, sans chercher dès à présent s'il y a moyen de s'entendre sur un système quelconque à adopter ultérieurement, il serait utile de connaître sûrement les différences qui existent actuellement entre les législations en vigueur. Il croit qu'il conviendra de donner lecture en séance des mémoires qui ont été produits; cette lecture fournira l'occasion de demander des explications.

M. Kamensky fait observer que la circulaire de M. le Marquis de Salisbury contient deux paragraphes qui formeront les deux principaux objets des travaux de la Conférence. Ces paragraphes sont le troisième, qui indique, comme problème, l'élaboration d'un système commun pour établir une complète corrélation entre les droits d'accise et les drawbacks, c'est-à-dire la suppression de toute différence en faveur du producteur exportateur; et le quatrième, qui exprime, comme desideratum, la suppression des primes directes. Le troisième paragraphe ne lui paraît pas engager les Gouvernements des divers Pays qui sont représentés à la Conférence à changer leurs systèmes respectifs de perception de droits d'accise et à élaborer un nouveau système commun, peut-être plus parfait. Une pareille tâche prolongerait indéfiniment le travail de la Conférence sans l'amener à un résultat pratique, et ferait échouer son objet principal. Il serait donc plus pratique que chacun de ses collègues traçât le mode de perception des droits d'accise dans son Pays, indiquât, avec une arithmétique sincère, la différence entre ces droits et les drawbacks, différence qui favorise l'exportation en accordant une prime déguisée, et déclarât si son Gouvernement serait prêt à sacrifier cette prime en partie ou en totalité. Il croit que, de cette manière, la question des primes déguisées serait placée sur un terrain pratique. Quant à l'abolition des primes directes, il croit que c'est une question très simple à résoudre. Les Délégués diront franchement si, oui ou non, leurs Gouvernements respectifs désirent continuer ou abandonner ce système.

M. le Président constate que le mode de procéder proposé par M. le Délégué russe obtient l'assentiment général. Il invite les Délégués à fournir des explications sur la législation de leurs différents Pays et à formuler leurs propositions en vue de la réforme de ces législations.

Il est décidé que les Délégués prendront successivement la parole, suivant la place qu'ils occupent, en allant de droit à gauche.

*) Voir le texte de ces mémoires à l'Appendice no. 1.

M. Jordan commence en faisant remarquer que la législation actuelle de l'Allemagne ne doit durer que jusqu'au 1^{er} août prochain. Cette législation a déjà été changée et c'est là un point essentiel. Le droit sur les betteraves, le seul qui pût donner lieu à une prime, a été réduit de plus de moitié à compter du 1^{er} août prochain. La législation allemande est donc déjà en mouvement, et ce mouvement tend vers l'abolition des primes.

M. Jordan ajoute qu'il n'est pas autorisé à indiquer quelles mesures son Gouvernement compte prendre pour persévérer dans cette voie; mais il peut constater dès à présent que le but que s'est proposé la Conférence commande l'entière sympathie du Gouvernement allemand, qui est tout disposé à abolir les primes, pourvu qu'il en soit de même dans les autres Pays. Il déclare qu'il a reçu pour instructions d'examiner soigneusement toute proposition dans ce sens, et que son Gouvernement est tout disposé à rechercher si les propositions ainsi faites pourront être appliquées.

Pour le moment il n'est pas en mesure de faire des propositions en vue de changements à apporter dans la législation de l'Empire allemand.

M. le Comte de Kufstein fait un historique sommaire de la législation en Autriche-Hongrie depuis 1865; elle est basée sur la loi du 11 octobre 1865, à laquelle des modifications successives ont été apportées. Cette loi a remplacé le système de l'imposition sur le poids réel des betteraves par une fixation théorique de l'importance des quantités de betteraves mises en œuvre. Les autorités déterminent la capacité des appareils et fixent un certain poids de betteraves qui doit correspondre à un hectolitre de capacité. C'est la base du calcul pour l'imposition.

Mais on s'est aperçu que le rendement légal ne répondait pas toujours à la réalité. Les fabricants étaient amenés, en effet, à améliorer leurs procédés, à changer leurs appareils; ainsi, par exemple, on s'était attaché à remplir les vaisseaux autant de fois que possible; puis quand la nouvelle loi de 1880 eut fixé le nombre de remplissages qui pourraient être effectués par jour, et qu'elle eut fait installer des compteurs, on a fait des récipients plus petits, que l'on remplissait autant que possible pour gagner sur chaque chargement. Dès 1877 le Gouvernement avait eu l'intention de soumettre aux Chambres un système d'imposition sur le produit fabriqué ou sur la densité du jus. Cette idée n'avait pas rencontré beaucoup de faveur auprès des fabricants, et n'avait pas été bien accueillie par l'opinion publique. On s'en est donc tenu à modifier l'ancien système, tout en fixant, par la loi du 27 juin 1878, un minimum de recettes de 6 millions de florins, avec une augmentation de 500,000 florins par an jusqu'à 10,500,000 florins.

Avant que cette loi ne fût arrivée à son terme, la loi du 18 juin 1880 intervint pour modifier sur plusieurs points importants la législation existante, et pour fixer le minimum à 10 millions de florins, avec augmentation de 400,000 florins par an. Elle a donné quelques bons résultats. Cependant, les inconvénients attachés au principe du système établi pour le calcul de l'impôt ne tardèrent pas à reparaitre. Un mouvement s'est produit en même temps dans l'opinion publique, et les fabricants eux-mêmes ont commencé à se plaindre d'un régime qui les obligeait à des

transformations de matériel incessantes et coûteuses, et qui créait de grandes inégalités entre les fabriques de différentes contrées.

Les Gouvernements des deux parties de la Monarchie Austro-Hongroise ont donc été amenés à soumettre aux Chambres un nouveau projet qui doit produire son effet à partir du 1^{er} août 1888. Cette nouvelle loi abandonne l'ancien système, et donne pour base à l'impôt la production effective. Quant au sucre exporté, il sera affranchi de l'accise. La loi impose en outre l'obligation des marques. Chaque quantité enlevée de la fabrique devra porter une marque. Il sera facile de constater chez les négociants si le fabricant s'est soumis à cette obligation.

En Autriche-Hongrie on a cru devoir adopter ce système parce qu'on le considère en principe comme le plus juste et le plus équitable, et comme le meilleur en pratique, parce qu'il peut être appliqué sans vexations. Il paraît difficile qu'un autre système puisse offrir les mêmes avantages, et donner des garanties équivalentes pour la suppression des primes.

Quant à l'Autriche-Hongrie elle a montré qu'elle est prête à abolir les primes. Il est vrai que, pour permettre aux fabricants de soutenir la concurrence des autres pays, on a dû leur accorder, par la dernière loi, des primes directes; mais les primes de cette espèce sont plus faciles à faire disparaître que les primes déguisées.

Dans les Conférences antérieures entre les quatre États signataires de la Convention de 1864, les discussions se sont engagées sur la possibilité d'établir une équivalence entre les divers systèmes d'impôt. M. le Comte de Kuefstein pense qu'en dehors du droit à la consommation il y a toujours à craindre qu'une partie du produit n'échappe à l'impôt, et, par conséquent, il ne pourrait pas se rallier à l'idée de créer des systèmes d'équivalents.

M. Sans-Leroy désire savoir si l'augmentation progressive du minimum a été régulièrement effectuée sans intervalles.

M. le Comte de Kuefstein répond que les fabricants sont obligés de payer en plus chaque fois que ce minimum n'est pas atteint, ce qui arrive en général. Le mode de répartition est fixé par la loi.

M. Sans-Leroy précise sa question; n'y a-t-il pas eu des remises sur le minimum légal?

M. le Comte de Kuefstein répond que cela ne lui paraît pas possible. Les chiffres inscrits au Budget témoignent de la rentrée intégrale de l'impôt. Les fabricants sont solidaires pour la somme entière.

M^r. Walpole demande si l'on peut compter sur l'intention du Gouvernement Austro-Hongrois d'établir l'impôt à la consommation. On prélèvera l'impôt à la sortie des fabriques pour les sucres livrés à la consommation. Comment fera-t-on pour les sucres exportés?

M. le Comte de Kuefstein explique que ces sucres seront exportés en franchise.

M^r. Walpole entend que le système est bien l'impôt à la consommation, sans prise en charge, et sans présomption de rendement légal.

M. Guillaume fait l'historique de la législation belge. Depuis l'origine l'impôt est perçu d'après le même système; il a pour base le volume et

la densité de jus. Pour déterminer la quantité de jus travaillé, on a pris en Belgique les précautions les plus minutieuses; on possède maintenant un appareil muni d'un compteur qui offre des garanties complètes.

Ainsi la législation belge se trouve en voie de progrès. Il est vrai qu'il existe encore une prime; elle provient de la différence entre le rendement légal et le rendement effectif. Le Gouvernement est décidé à introduire, à ce point de vue, des modifications dans la législation. L'importance de ces modifications dépendra des concessions faites par les autres pays.

Avec un système comme celui de la Belgique, on peut arriver, aussi bien qu'avec tout autre système, à la suppression des primes. Les Délégués belges ne sont pas convaincus, d'ailleurs, que le système de l'exercice offre à cet égard des garanties aussi complètes. En relevant la prise en charge en Belgique, on fera disparaître la prime.

S'il subsiste un léger écart entre le rendement légal et le rendement réel, cet inconvénient sera moindre que ceux qui pourraient résulter des difficultés d'application de l'exercice. On avait du reste fait en Belgique l'essai du système, mais cette tentative a rencontré la plus vive opposition, et il serait dès lors impossible d'appliquer en Belgique le régime de l'exercice. M. Guillaume se réserve de revenir sur ce sujet.

En augmentant la prise en charge, on diminuerait ou l'on supprimerait même complètement la prime. La législation belge, compliquée en apparence, est en réalité la plus simple de toutes. Avec l'exercice, on rencontre de grandes difficultés pour constater, dans les raffineries surtout, la nature des produits à l'entrée et à la sortie. Ce système, le meilleur en principe, présente dans la pratique les plus grandes difficultés. Le Gouvernement belge, tout en conservant son système actuel, pense atteindre ainsi plus sûrement le but qu'on se propose.

M^r. Walpole fait remarquer que la prise en charge est une présomption. Or, la présomption peut être favorable au Trésor ou au fabricant. Si l'on adopte l'impôt à la consommation, la présomption fait place à la réalité. Avec le système belge il ne voit pas comment on pourrait écarter la présomption.

M. Guillaume précise ce qu'il faut entendre par présomption. Un changement dans la loi peut faire de cette présomption une réalité, si ce changement fait disparaître les primes.

M^r. Walpole demande à quel taux il faudrait porter la présomption de rendement pour faire disparaître les primes.

M. Guillaume répond que la fixation de la prise en charge doit reposer sur la moyenne des rendements effectifs.

M. le Président fait remarquer qu'avec la loi actuelle la quantité de sucre passible de l'impôt ne change pas. La même quantité de jus correspond toujours à une même quantité de sucre.

M. Guillaume répond que ce rapport peut être modifié par la loi, d'après les propositions que fera le Gouvernement belge.

Il ajoute que la Belgique a aussi un minimum de recettes, mais ce point lui paraît de peu d'importance pour le moment. Ce minimum est

d'ailleurs, en certains cas, susceptible d'augmentation. Quand la consommation est arrivée à un certain chiffre, on augmente le minimum pour les années suivantes.

M^r. Walpole rappelle que, dans le projet de Convention de 1877, la Belgique avait fait la proposition de réduire le droit de 45 francs à 22 fr. 50 cent., et de fixer en même temps son minimum de recettes à 4,800,000 francs. Avec le droit de 45 francs, le chiffre du minimum devrait atteindre 9,600,000 francs.

M. Guillaume fait remarquer qu'en 1877 la Belgique devait élever sa prise en charge à 1,550 grammes d'abord, et à 1,600 grammes pour la campagne suivante. C'est pourquoi le minimum devait être relativement plus élevé. Au surplus tout l'intérêt pour les travaux de la Conférence réside dans le taux de la prise en charge.

M^r. Walpole ne peut admettre que cette question du minimum soit indifférente, puisqu'elle figurait dans les clauses de la Convention de 1877. Il demande si le minimum d'aujourd'hui est en corrélation avec celui de 1877.

M. Guillaume explique que ce rapport n'existe plus, parce que la prise en charge est trop faible. Le montant de la prime dépend uniquement du taux de l'impôt. Ce sont là les deux facteurs des primes. La Belgique est toute disposée à augmenter la prise en charge et, au besoin, à réduire en même temps le taux du droit; elle tient à régler la loi de façon à faire disparaître le plus possible les primes.

M. Sans-Leroy ne partage pas l'opinion du premier Délégué belge sur le peu d'importance qu'il conviendrait d'attribuer au minimum. Si l'on considère quel est le chiffre de la population belge et l'importance probable de sa consommation, ce minimum, qui n'est dépassé que dans une faible proportion, apparaîtra comme la preuve la plus évidente de l'existence de primes considérables.

Il n'est pas possible d'admettre que la consommation par tête en Belgique n'est pas égale à la moyenne de la consommation dans les quatre pays les plus rapprochés: l'Angleterre, les Pays-Bas, l'Allemagne et la France. Or, le minimum fixé par la loi est inférieur de plus de deux tiers à ce que donnerait l'impôt s'il était appliqué à cette moyenne.

Il connaît du reste l'argument par lequel la Belgique a cherché en 1877 à justifier l'infériorité de sa consommation par tête. Elle a allégué que, n'ayant pas de colonies, sa population n'a contracté que tardivement l'usage du sucre. Mais il croit devoir faire remarquer que la consommation du sucre n'a pris un grand développement qu'à partir de l'introduction du sucre de betterave, ce qui enlève toute valeur à l'argument.

M. Guillaume répond qu'en 1873 il avait donné d'autre raisons. Il a expliqué qu'en Belgique on consommait réellement fort peu de sucre. L'usage du thé et d'autres boissons chaudes, qui en sont le principal véhicule, n'est guère répandu en Belgique. Il y existe un grand nombre de petites fabriques de sirops de fruits, dont les produits sont consommés par la population des campagnes.

Du reste, avant l'établissement des fabriques de sucre en Belgique,

alors que le sucre consommé provenait exclusivement des importations relevées par la Douane, il était facile d'évaluer exactement le chiffre de la consommation. Or, on constatait que ce chiffre était notablement inférieur à celui qui représentait la consommation dans les pays voisins. Rien d'étonnant dès lors à ce qu'il présente encore aujourd'hui la même différence.

M^r. Walpole déclare qu'il lui semble que le minimum est important à un autre point de vue. Comparé au chiffre de la population, il accuse une consommation par tête de 2.26 kilogrammes. Il est évident que ce chiffre s'écarte de la vérité. Il devrait atteindre au moins 6 ou 7 kilogrammes par tête.

MM. Guillaume et Dujardin contestent cette appréciation. M. Guillaume reconnaît toutefois que la consommation est supérieure à 2.26 kilogrammes. Même si la Conférence n'avait pas eu lieu, son Gouvernement aurait vraisemblablement proposé de relever la prise en charge dans l'intérêt du Trésor.

M. le Comte d'Onslow demande sur quoi est basé le minimum.

M. Guillaume répond qu'il a été fixé d'après les importations, la production et les exportations des trois dernières années.

M. Sans-Leroy demande à MM. les Délégués de la Belgique comment on est arrivé à connaître la quantité réellement produite.

M. Guillaume. Les calculs ont été faits en tenant compte de ce fait, que les quantités produites dépassaient le montant des prises en charge légales.

M. Sans-Leroy fait observer que, dans les Départements du nord de la France, la consommation est de 12 kilogrammes par tête. Il demande comment on a pu apprécier en Belgique, où le système de l'exercice n'est pas en vigueur, l'importance de la production effective.

M. Guillaume, répondant à cette question, explique qu'on s'est basé sur les faits observés dans les pays voisins, et notamment sur le rapport constaté en France entre la prise en charge à la densité et la production constatée par l'exercice.

M. Sans-Leroy fait remarquer qu'en France la constatation du jus n'était qu'une simple appréciation, un minimum. Cette constatation n'était pas entourée de garanties d'exactitude bien rigoureuses, l'action du service se portait principalement sur les turbines.

M. Lange donne quelques explications sur la législation danoise. Pour les sucres de betterave exportés elle accorde temporairement une prime ouverte, que le Gouvernement est disposé à supprimer. Pour l'exportation des produits des raffineries du Danemark, la prime que peut donner le drawback est minime, et l'exportation diminue d'année en année. Le Gouvernement danois serait sans doute tout disposé à entrer dans l'Union sucrière qui pourrait résulter de la Conférence.

M. Dupuy de Lôme dit que la situation de l'Espagne est très nette; elle ne produit pas de sucre de betterave. On fait du sucre de canne dans quelques provinces, mais cette industrie a relativement peu d'importance, et le sucre produit n'est pas exporté.

L'Espagne est surtout intéressée dans la question au point de vue de ses colonies. Les Antilles ont souffert, plus que tout autre pays, de la crise sucrière et du système des primes. Il ne leur est accordé aucune prime à l'exportation. Au contraire, les sucres payaient dernièrement encore des taxes de sortie. Ces taxes n'étaient, il est vrai, qu'un moyen de percevoir l'impôt foncier. Elles ont été abolies par un Décret royal du 25 juillet 1887.

Les sucres coloniaux sont maintenant admis en franchise dans la métropole. Ils ont, pourtant, à payer certains droits municipaux et transitaires, dont la restitution aux raffineurs, avec une bonification de 20 p. 100 sur le poids pour les déchets, pourrait donner lieu à une prime. Mais, en fait, l'exportation est nulle et jamais on n'a demandé la restitution des droits payés, les sucres produits ou raffinés en Espagne ne pouvant pas lutter avec les sucres primés des autres pays. L'Espagne a accueilli avec la plus vive sympathie la pensée qui a présidé à la réunion de la Conférence. Elle désire la suppression des primes, et elle est décidée à concourir à les faire disparaître.

M. Batanero se rallie complètement aux paroles de son collègue. Il déclare que l'Espagne est bien décidée à entrer dans les vues de la Conférence, et qu'elle désire vivement la suppression des primes.

M. Sans-Leroy rappelle les conditions dans lesquelles la France a été amenée à changer sa législation. Après avoir, pendant quatre ans, appliqué l'exercice dans des conditions qui ne laissaient place à aucun abus, elle a dû, pour sauver son industrie qui succombait dans une lutte inégale, s'inspirer des exemples qui lui venaient d'outre-Rhin.

Le caractère de la législation française est double :

D'un côté, pour le sucre indigène, le Trésor passe un forfait avec le fabricant ;

De l'autre côté, pour le sucre colonial, la loi accorde une prime franche.

La prime des sucres coloniaux ne joue ici qu'un rôle secondaire. Les colonies profitent de ce que les fabricants de sucre indigène ont gagné pendant l'année précédente. Par la prise en charge, basée sur le poids des betteraves mises en œuvre, on accorde en fait une prime considérable à la sucrerie indigène, et l'année suivante les sucres coloniaux en profitent. Cette année la prime pour les colonies est de 36.44 p. 100, ce qui veut dire que, pendant la dernière campagne, les fabricants de sucre ont profité d'avantages équivalents.

Sans doute, ce sont là des primes très élevées. Mais ce n'est pas France qui en a donné l'exemple ; elle n'est entrée dans cette voie que pour se défendre.

M. Sans-Leroy n'a pas le mandat d'indiquer les moyens de faire cesser cet état de choses fâcheux, mais il se rallierait à un système qui satisferait à tous les intérêts engagés dans la question.

M. Catalani n'a rien à ajouter au mémoire remis par son Gouvernement. Si l'on a des questions à lui poser, il sera heureux d'y répondre à la séance prochaine.

M. Verkerk Pistorius présente à la Conférence quelques observations sur la législation des sucres dans les Pays-Bas. Il constate que le Gouvernement des Pays-Bas a, dès l'abord, accueilli avec empressement la proposition du Cabinet de Saint-James de réunir tous les pays producteurs de l'Europe dans une Conférence chargée d'examiner les moyens de parvenir à l'abolition générale des primes. Son Gouvernement espère arriver à une entente qui lui permettra d'asseoir sa législation sur une base rationnelle et stable, en la mettant en harmonie avec la réalité.

En Néerlande, continue M. Verkerk Pistorius, le Gouvernement et la Législature ont été jusqu'ici d'accord sur ces deux principes: que la loi fiscale n'est pas un instrument de protection, mais un moyen de pourvoir aux besoins du Trésor; et, ensuite, qu'il faut se garder autant que possible d'y apporter de fréquent changements, qui déroutent l'industrie. La législation des Pays-Bas, en matière de sucre, ne s'inspire pas du principe de la protection, et cherche, au contraire, à diminuer les primes. Le rendement de l'impôt à lui seul suffit à le prouver.

En 1864, lors de la conclusion de la Convention du 8 novembre avec la Grande-Bretagne, la Belgique et la France, ce rendement (avec un droit de 22 florins des Pays-Bas, soit de 45 fr. 80 cent. par 100 kilogrammes de sucre brut) était de 2 millions de florins, soit 4,166,000 francs. Aujourd'hui, ce revenu s'élève à 8 millions de florins, soit 16,200,000 francs, avec un droit de 27 florins par 100 kilogrammes. Ce droit est resté le même depuis la loi du 2 juin 1865.

Il est évident que ce résultat n'a pu marcher de pair avec une augmentation des primes en général. Après un effort infructueux, en 1880, pour maintenir la nuance des sucres comme base de l'impôt, il a été reconnu, en 1884, que ce système est insuffisant pour estimer le rendement au raffinage; et en présence d'une importation croissante de sucres artificiellement colorés pour éluder les droits, le Gouvernement n'a pas hésité à adopter, pour la prise en charge des raffineries, la saccharimétrie avec le même déchet au raffinage qu'en France, système qui, par le même coup, supprima presque totalement la protection dont jouissait alors l'industrie du raffinage. Depuis, les raffineries appliquant le système de la séparation ou quelque autre procédé pour l'extraction du sucre des mélasses ont été soumises à une déduction de 1 pour cent sur le déchet accordé pour la fabrication, ce qui équivaut à une taxe supplémentaire assez élevée.

M. Verkerk Pistorius fait observer que, pour les fabriques de sucre de betterave, une tentative dans le même sens avait déjà été faite en 1875, époque à laquelle, après un nouvel accord intervenu avec les Puissances contractantes de 1864, un projet de loi, basé sur l'exercice, fut soumis à la législation néerlandaise.

La seconde Chambre rejeta ce projet, d'abord parce que le régime proposé pour les raffineries était considéré comme trop sévère, mais surtout parce qu'un accord avec deux pays, prélevant un impôt sur le sucre, était jugé insuffisant, d'autant plus que l'un d'eux (la Belgique) ne se conformait pas au même régime que les deux autres.

Le seul changement de quelque importance apporté, depuis cette époque, à la législation sur les fabriques de sucre, est l'imposition d'une taxe supplémentaire pour les fabriques appliquant l'osmose ou d'autres procédés pour l'extraction du sucre de mélasses. La prise en charge, fixée en 1867 à 1,450 grammes de sucre raffiné, soit 1,647 grammes de sucre brut de la deuxième classe par hectolitre de jus et par degré de densité, est restée la même, quoique l'industrie et la culture de la betterave aient fait de grands progrès. La raison principale de cet état stationnaire de la législation néerlandaise, c'est que le Gouvernement ne croyait pas devoir proposer une mesure qui, tout en asseyant l'impôt sur une base plus rationnelle que la quantité et la densité de jus, aurait exposé l'industrie néerlandaise sans aucune protection à la concurrence d'industries étrangères jouissant de primes toujours croissantes.

M. Verkerk Pistorius espère que, grâce à l'initiative de la Grande-Bretagne, ce dernier obstacle est à la veille de disparaître, et il assure la Conférence que le Cabinet de La Haye s'estimera heureux de concourir à l'œuvre proposée en supprimant, conjointement avec les autres Puissances réunies à cette Conférence, la prime néerlandaise sur la production des sucres.

Il rappelle que l'industrie des colonies néerlandaises ne jouit d'aucune protection et qu'elle a souffert cruellement de la crise de 1884, causée par un excès de production, et provoquée indirectement par la protection accordée à l'industrie de l'Europe. Les raffineries néerlandaises, laissées depuis cette époque même à leurs propres forces, ont grand-peine à soutenir la concurrence. Dans cet état de choses, le Gouvernement néerlandais s'associera volontiers à tout accord international qui mettra fin à la protection. Quant à lui, il est disposé à adopter pour les raffineries, comme pour les sucreries, le système de l'entrepôt, pourvu que les autres Puissances fassent de même.

M. Verkerk Pistorius ajoute que le mot *primes* (bounties) ne rend pas exactement l'idée de la protection qu'il s'agit maintenant de supprimer. D'abord, il ne lui semble exprimer qu'imparfaitement l'effet d'une législation qui, comme celle des Pays-Bas pour les fabriques de sucre de betterave, est restée stationnaire, tandis que l'industrie et l'agriculture faisaient des progrès. Mais, en outre, il ne comprend certainement pas une autre espèce de protection qui jouera sans doute un grand rôle dans les délibérations de la Conférence, à savoir l'avantage que l'exportation peut tirer des droits de douane très élevés, perçus à l'entrée de certains pays.

Pour le moment, il n'entrera pas dans de plus amples détails à ce sujet; il lui suffit d'avoir indiqué que le Gouvernement des Pays-Bas considère ce côté de la question comme très important et comme rentrant, sous le rapport indiqué, dans le cadre des délibérations de la Conférence actuelle, comme dans celui de toutes les Conférences précédentes entre les Puissances contractantes de 1864.

Des explications sont ensuite échangées entre MM. Guillaume et Pistorius sur le système proposé par ce dernier. S'agit-il de l'exercice proprement dit?

M. Pistorius répond qu'il a parlé d'un système d'entrepôt.

M. Guillaume rappelle que M. Kamensky a dit qu'il fallait approprier la législation aux usages locaux. M. Pistorius ne croit-il l'entente possible que par l'adoption d'un système uniforme?

M. Pistorius répond que l'identité de régime a de grands avantages, et qu'à son avis la Conférence doit rechercher une solution applicable également à tous les pays. Cependant il ne refuserait pas absolument de discuter les équivalents.

M. Kamensky dit qu'en Russie la question est très simple. Les droits sont perçus sur le produit fabriqué. Il n'y a pas de trace de prime déguisée pour l'exportation; le drawback est identique aux droits.

Il y a eu une prime directe accordée temporairement dans un moment de crise. Elle était de 11 fr. 18 cent. par 100 kilogrammes. Elle a été abolie pour la frontière européenne. Elle subsistera pour la frontière d'Asie jusqu'en 1891. Après cette date les primes seront tout à fait abandonnées. L'exception pour l'Asie se justifie parce qu'il faut pour l'Asie des sucres spéciaux.

En résumé, dit M. Kamensky, le mode de perception en Russie est un bon système. Il assure au Trésor un revenu assez considérable (46 millions de francs).

M. Sans-Leroy demande à faire une observation; toute prime est supprimée en Russie, mais le Gouvernement n'a-t-il pas autorisé les fabricants à former un syndicat et à élever fictivement les prix à l'intérieur, à la condition qu'ils exporteraient une partie de leur production, fût-ce à vil prix? Cet accord n'a pu se produire sans le consentement du Gouvernement. M. Sans-Leroy avait eu d'ailleurs l'honneur de voir M. le Ministre des finances, et son Excellence lui avait assuré que ce fait ne se reproduirait plus. M. Kamensky peut-il confirmer ces assurances?

M. Kamensky confirme volontiers cette promesse.

M. Dickson expose les bases de la législation suédoise. Il constate qu'il n'y a pas de drawback sur l'exportation des sucres de betterave indigènes. Les sucres raffinés en Suède et provenant de sucres bruts importés donnent droit à un drawback. Mais ce drawback n'est que l'équivalent exact du droit perçu. Pourvu que cette équivalence soit maintenue, il lui semble que la loi actuellement en vigueur en Suède remplit déjà les conditions requises pour la suppression des primes.

M. le Président est d'avis que la Conférence, après cet intéressant exposé des diverses législations, ferait bien de remettre la suite de la discussion jusqu'au moment où le compte rendu aura pu être imprimé.

M. le Comte de Kuefstein demande à ajouter à son exposé que le nouveau Projet de loi fixe à 5 millions de florins le montant des primes, de sorte qu'au lieu d'un minimum de recettes l'Autriche-Hongrie aura un maximum de primes.

M. Walpole. «C'est le système de l'exercice avec une prime ouverte.»

M. le Comte de Kuefstein ne croit pas devoir accepter des termes techniques, qui ne s'appliquent pas exactement au régime tout spécial de l'Autriche-Hongrie.

M. le Président propose de fixer la prochaine séance à mercredi, deux heures.

M. Sans-Leroy exprime l'avis qu'il conviendrait de fixer un ordre du jour.

M. le Président pense que la séance sera remplie par l'examen du procès-verbal de la séance d'aujourd'hui et des nouveaux documents qui seront distribués.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires,
H. Farnall, A. E. Bateman, E. Boizard.

Troisième séance.

(Mercredi 30 novembre 1887.)

Présidence de M. le baron Henry de Worms.

Étaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie et de la Suède.

MM. Catalani, Jordan, le Comte de Kuefstein et Guillaume présentent quelques observations sur le procès-verbal de la précédente séance.

Une conversation s'engage entre MM. Guillaume et Sans-Leroy concernant l'importance des excédents qui étaient autrefois constatés en France sur le montant de la prise en charge, alors qu'elle était basée sur le volume et la densité des jus.

Le procès-verbal de la deuxième séance est adopté, avec les modifications que MM. les Délégués ont signalées aux Secrétaires de la Conférence.

M. le Président assure la Conférence que c'est avec la plus vive satisfaction que les Délégués du Gouvernement de la Reine ont été témoins, à la dernière séance, de l'unanimité qui s'est manifestée dans les déclarations faites par les Représentants des autres Puissances réunis à cette Conférence. Il en résulte clairement que le but commun, c'est l'abolition des primes.

Il demande la permission de faire ressortir l'importance de cette harmonie frappante en récapitulant en quelques mots les sentiments qu'ont exprimés MM. les Délégués à la séance précédente.

La législation de l'Allemagne tend déjà vers l'abolition des primes ; le but que la Conférence s'est proposé lui est entièrement sympathique. L'Allemagne est toute disposée à abolir ses primes pourvu que les autres Puissances en fassent autant.

L'Autriche-Hongrie a déjà préparé une loi qui fournit le moyen de supprimer la prime. Les sucres destinés à l'exportation seront affranchis de droits. Évidemment, l'Autriche-Hongrie abolira volontiers la prime.

La Belgique a fait ses réserves quant aux moyens à adopter pour la suppression; mais elle accepte le principe de l'abolition totale: les modifications qu'elle apportera à sa législation dépendront des concessions faites par les autres Puissances. Si la prime est entièrement supprimée dans les autres pays, la Belgique s'engage à trouver un moyen administratif qui la supprimera chez elle.

Le Danemark, l'Italie et la Suède ne trouveront évidemment pas de difficultés à entrer dans l'Union sucrière, qui sera le résultat, comme l'espère M. le Président, de la Conférence.

Dans la pratique, l'Espagne ne donne pas de primes. Elle en désire vivement la suppression dans les autres pays.

La France donne des primes très élevées, mais elle n'est entrée dans cette voie que pour se défendre; elle avoue que cet état de choses est fâcheux, et elle ne resterait pas en dehors d'une Union qui rétablirait la balance des intérêts européens qui se trouvent engagés dans la question.

Le Cabinet de la Haye sera heureux de concourir à l'œuvre en abolissant la prime aux Pays-Bas, pourvu qu'elle disparaisse dans les autres pays.

En Russie, les droits sont perçus sur les produits fabriqués. Le drawback et le droit sont identiques. Une prime a été temporairement accordée. M. le Délégué de la Russie a cependant assuré la Conférence que ce fait ne se reproduira plus, au moins sur la frontière d'Europe.

Il y a un accord complet quant au désir de supprimer les primes. Il faut maintenant faire un pas ensemble pour réaliser cette suppression. Plusieurs Délégués ont déclaré qu'ils ne sont pas en mesure d'indiquer les moyens par lesquels leurs Gouvernements respectifs se proposent de faire cesser la prime, bien que ces Gouvernements soient tout disposés à le faire.

M. le Président demande si quelqu'un d'entre les Délégués a une proposition générale à soumettre à la Conférence, qui fournirait au moins la base d'une législation uniforme dans les divers Pays.

M. Verkerk Pistorius constate qu'après les paroles de l'honorable Président on peut considérer que l'entente est complète quant au but à réaliser. Il croit que la Conférence ferait un grand pas en avant en abordant la discussion des voies et moyens. Parmi ces moyens, il y en a un qui est signalé dans le programme du Cabinet de Saint-James. Ce moyen, c'est la fabrication et le raffinage en entrepôt. M. Pistorius propose de commencer par examiner si les Puissances disposées à accepter l'impôt à la consommation peuvent se rallier à ce système. Il y a plusieurs Puissances qui ont proposé des mesures dans ce sens. La première chose à faire serait de rechercher si une de ces mesures pourrait servir de base à la discussion.

M. le Président pense qu'au lieu d'engager la Conférence dans une discussion générale sur des questions d'un ordre aussi technique, il serait

préférable d'en confier l'étude à une Commission, qui ferait son rapport à la Conférence.

M. Catalani approuve ces paroles.

M. le Comte de Kuefstein fait remarquer que, dans son discours, M. le Président a bien rendu la pensée du Gouvernement austro-hongrois, qui désire la suppression des primes, mais à la condition, bien entendu, que les autres États le suivent dans cette voie.

M. du Jardin demande si M. le comte de Kuefstein entend par là que toutes les Puissances devraient adopter le même régime.

M. le Comte de Kuefstein croit que c'est là une question à débattre en Commission.

M. du Jardin ne croit pas que M. Verkerk Pistorius ait voulu faire de l'adoption, par tous les Pays, du système de raffinage en entrepôt une condition nécessaire. Dans un discours prononcé à la précédente séance, il admettait la discussion du régime des équivalents.

M. le Comte de Kuefstein pense que M. le premier Délégué des Pays-Bas a soumis à la Conférence l'idée qu'il serait désirable d'arriver à l'établissement d'un système uniforme, et, comme moyen, il a indiqué l'impôt à la consommation constaté par voie d'exercice. Mais il n'exclut pas la discussion des équivalents.

M. Verkerk Pistorius craint de ne pas s'être expliqué assez clairement. Il a voulu réserver la question des équivalents. Il a parlé du système d'entrepôt parce que ce système lui avait paru rencontrer l'adhésion de la plupart des Délégués. Mais la question des équivalents doit être réservée.

M. le Comte d'Onslow appuie la proposition de constituer une Commission spéciale pour étudier ces questions.

M. Sans-Leroy croit qu'il existe une question qui doit primer celle que M. le Président a proposé de renvoyer à une Commission. Il faut, avant tout, résoudre le point contesté de savoir comment on évaluera la valeur saccharine des produits soumis à l'impôt. L'accord sur le système de perception ne servira de rien si l'on n'a pas déterminé d'abord quel est l'objet que l'impôt doit atteindre.

M. le Président pense que la Commission qui étudiera la question de la fabrication et du raffinage en entrepôt pourra être saisie en même temps de la question posée par M. Sans-Leroy. M. Walpole déclare qu'il ne comprend pas clairement la question. Il s'agit de savoir quelles sont les Puissances qui sont disposées, sans écarter la discussion des équivalents, à adopter le système de l'impôt à la consommation. Avec ce système, l'impôt porte sur le produit achevé, ce qui dispense de tout calcul, de toute présomption. Les Pays-Bas et l'Autriche-Hongrie sont d'accord pour déclarer que c'est le meilleur système. L'Allemagne a fait un pas sérieux dans cette voie. La Russie ne fait pas d'opposition. La France veut-elle aussi prêter son concours?

M. Sans-Leroy estime que la qualification de sucre achevé est bien vague, et qu'il importe de déterminer d'une manière précise la nature de la matière imposable. Il n'est pas hostile à l'exercice; loin de là, il est convaincu que nulle part l'exercice ne serait appliqué aussi facilement qu'en

France et dans d'aussi bonnes conditions. Mais on ne consomme pas seulement du sucre raffiné. Il est donc essentiel que l'impôt se perçoive sur une richesse saccharine reconnue d'après une méthode universellement adoptée. Il faut être d'accord sur la valeur qu'il convient d'attribuer à cette expression de richesse saccharine.

M. Batanero expose les avantages du polarimètre pour la détermination de la richesse des sucres. C'est un système qu'on doit examiner. Il lui semble que la Commission pourrait étudier d'abord la question du régime et ensuite celle de la détermination de la matière imposable par le système le plus convenable pour tous.

M. le Président reproduit la proposition de renvoyer les deux questions à la même Commission.

M. Sans-Leroy persiste à croire qu'avant d'aborder toute autre question, il faut se mettre d'accord sur les moyens d'apprécier la richesse des sucres. C'est un point facile à régler. On pourra ensuite aborder la question posée par M. le Président.

M. Verkerk Pistorius est d'un avis opposé. Il ne méconnaît pas l'importance de la question relative à la détermination de la richesse, c'est-à-dire à la saccharimétrie. Mais il fera remarquer que le rôle de la saccharimétrie variera d'importance suivant le système d'impôt qui sera adopté.

Si c'est l'impôt au degré, la saccharimétrie aura le principal rôle; si c'est le système de l'exercice, tel qu'il avait été proposé en 1877, avec prise en charge et perception de la majeure partie des droits à l'entrée, la saccharimétrie aura encore un rôle important. Mais si l'on adopte un système d'entrepôt, reposant surtout sur la surveillance à la sortie, son rôle deviendra tout à fait secondaire, puisqu'il se bornera à la constatation, comme moyen de contrôle, de la quantité de sucre absolu entrant dans l'établissement, puis à la détermination de la richesse des bas produits.

La question posée par M. Sans-Leroy lui paraît donc rentrer dans le cadre des attributions de la Commission dont M. le Président propose la nomination.

M. Sans-Leroy croit que la question soulevée par lui doit prendre le premier rang. Si l'on examine la question de l'exercice non seulement au point de vue des raffineries, mais aussi au point de vue des fabriques, il est essentiel de déterminer la richesse des sucres bruts à la sortie de ces établissements.

Un Pays essentiellement raffineur, s'il en existe, pourrait acheter à la nuance, par exemple, et revendre au degré. Or, on sait à quels abus le système des nuances peut conduire.

M. le Président croit qu'on peut trancher le différend en soumettant les deux questions à la Commission.

M. le Comte de Kuefstein demande si l'entrée dans la Commission n'entraîne aucune obligation, aucun engagement. Il rappelle qu'en ce qui concerne l'adoption d'un système uniforme, ou du moins de systèmes analogues, il a bien expliqué la situation de son Pays. Il considère tout autre système comme ne donnant pas de garanties suffisantes pour la

suppression des primes. Cela n'empêche pas, cependant, de discuter les équivalents.

M. Jordan déclare qu'il ne peut prendre aucun engagement au nom de son Gouvernement; il ne peut se rallier à une proposition que sous toutes réserves.

M. le Président répond que cette situation est celle de tous les Délégués.

M. Sans-Leroy confirme cette interprétation en faisant remarquer que les Délégués ont été envoyés pour présenter à leurs Gouvernements un avant-projet, que ceux-ci se réserveront d'écarter ou d'adopter, de soumettre ou non à leurs Législatures.

M. Sans-Leroy croit qu'il serait nécessaire que la Commission discutât la question de la détermination de la richesse saccharine avant d'aborder tout autre point. Il importe avant tout de s'entendre sur la question de savoir combien une quantité de sucre donné contient d'unités saccharines. L'évaluation de la richesse doit être le point de départ des travaux de la Commission.

Après quelques observations, M. Walpole déclare qu'il ne s'y oppose pas.

M. Catalani appuie la motion de M. Sans-Leroy.

M. Sans-Leroy fait remarquer qu'en Italie et en France on évalue la richesse saccharine de la même manière; mais il y a d'autres pays qui évaluent cette richesse par des procédés différents de manière à laisser subsister des primes.

M. Walpole pense que la Commission pourra étudier d'abord la question posée par M. Sans-Leroy, puis celle posée par M. Pistorius, et faire son rapport sur les deux ensemble.

M. Verkerk Pistorius ne s'oppose pas à cette proposition, d'autant moins qu'à ses yeux la saccharimétrie est un moyen, tandis que le raffinage en entrepôt est un principe.

M. Sans-Leroy souhaite plus que personne le régime de l'exercice; mais, avant de songer au mode d'imposition, il faut définir l'objet impossible.

M. le Comte de Kuefstein croit que l'impôt à la consommation est le moyen d'éviter l'analyse. Cependant, sur une observation de M. Sans-Leroy, il reconnaît que le nouveau Projet de loi comporte l'emploi de la saccharimétrie, uniquement pour l'allocation des primes ouvertes.

Cette loi n'impose pas les sucres destinés à l'exportation; il n'y a dès lors aucun remboursement, et par conséquent il ne sera plus nécessaire d'avoir recours à la saccharimétrie en Autriche-Hongrie, du moment que les primes auront été abolies.

M. Kennedy propose de désigner comme Membres de la Commission un Délégué de chacun des Pays qui paraissent disposés à accepter un système de travail en entrepôt, et d'y joindre le premier Délégué de la Belgique. Il propose MM. Jaehnigen, le Comte de Kuefstein, Guillaume, Sans-Leroy, Verkerk Pistorius et Walpole. La Commission serait prête à recevoir les éclaircissements que voudraient lui donner les autres Membres de la Conférence.

Les noms sont acceptés.

La Conférence s'ajourne jusqu'à ce que la Commission soit en mesure de lui faire son rapport.

La séance est levée à 3 heures et quart.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires,
H. Fernal, A. E. Bateman, E. Boizard.

Quatrième séance.

(Lundi 12 décembre 1887.)

Présidence de M. le baron Henry de Worms.

Étaient présents:

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de Pays-Bas, de la Russie et de la Suède. M. White, Premier Secrétaire de la Légation des États-Unis à Londres, assiste à la séance en qualité de Représentant officieux du Gouvernement des États-Unis.

Sur la proposition de M. le Président, le procès-verbal de la troisième séance est adopté.

M. le Comte de Kuefstein donne lecture du rapport de la Commission nommée à la troisième séance.

M. Jordan demande la parole sur les paragraphes 1 et 2. Il n'a pas d'objection à faire; il renouvelle seulement une observation qu'il a faite à une précédente séance. C'est qu'il n'a pas qualité pour accepter ou rejeter les conclusions de la Commission. Tout ce qu'il peut faire, c'est de les recommander à l'appréciation de son Gouvernement, sans prendre d'avance aucun engagement en son nom.

Quant au paragraphe 3, M. Jordan n'en comprend pas clairement la portée. Il ne lui paraît pas que la Conférence puisse se charger de communiquer, elle-même, les propositions dont il s'agit aux Gouvernements représentés, et encore moins de leur demander les décisions qu'ils formuleraient sur ces propositions. Au lieu d'un échange de communications entre toutes les Puissances représentées, il lui semble qu'on suivrait une voie plus pratique en priant un des Gouvernements de servir d'intermédiaire pour ces communications. Le Gouvernement britannique, qui a pris l'initiative de la Conférence, lui semble en premier lieu désigné pour remplir cette mission. Il demande si les Délégués de la Grande-Bretagne voudraient bien se prononcer sur cette question.

M. le Président répond que le Gouvernement de la Reine est prêt à agir comme intermédiaire entre les Gouvernements, pour transmettre les propositions de chaque Puissance. Il propose de modifier en ce sens les termes du rapport.

M. le Comte d'Onslow ne croit pas qu'il convienne d'apporter un changement au rapport. Il vaut mieux à son avis faire de la proposition en discussion l'objet d'une décision spéciale de la Conférence.

M. le Comte de Kuefstein parle dans le même sens. Il ajoute que la Commission n'a pas cru pouvoir prendre sur elle d'imposer à un des Gouvernements représentés le soin de servir d'intermédiaire, mais, pour son compte il verrait avec plaisir que le Gouvernement britannique voulût bien accepter ce rôle.

M. le Président pense que, pour donner satisfaction à M. le Délégué de l'Allemagne, il n'est pas nécessaire de changer de rapport; il suffit qu'il soit entendu que le Gouvernement britannique se charge de recevoir et de transmettre à toutes les Puissances les communications qui lui seraient faites.

M. Jordan demande encore s'il est bien nécessaire de fixer le délai dans lequel les Gouvernements seraient invités à formuler leurs propositions.

M. le Président croit qu'il est nécessaire de fixer une date, sauf à la changer plus tard si le délai accordé n'est pas trouvé suffisant.

M. Jordan ne voit pas la nécessité de fixer une date.

M. le Comte d'Onslow demande si la Commission a laissé la date en blanc avec l'intention de s'en remettre à la Conférence du soin de la fixer.

M. le Comte de Kuefstein répond affirmativement.

M. Kamensky propose de mettre la date aux voix.

M. le Comte de Knefstein exprime l'avis que, pour tenir compte des observations faites par M. Jordan, on pourrait s'en rapporter au Gouvernement britannique.

M. le Président propose la date du 1^{er} mars. Il demande si la Conférence est d'accord pour adopter le rapport de la Commission, en modifiant simplement le troisième paragraphe en ce sens, que les Gouvernements, au lieu de se renseigner réciproquement, seront renseignés par la voie du Gouvernement de la Reine.

M. Jordan dit qu'il accepte la substitution de cette rédaction à celle du troisième paragraphe du rapport de la Commission.

M. le Comte de Kuefstein fait remarquer que le troisième paragraphe ne vise pas seulement les points sur lesquels vient de porter la discussion. Il pose une question de principe, celle de l'emploi de la méthode saccharimétrique dite *française*. M. Jordan entend-il repousser cette partie du rapport? Il croit nécessaire de préciser, car non pas lui, mais plusieurs autres membres de la Commission attachent de l'importance à cette question.

M. Jordan ne s'oppose pas au maintien de cette partie du numéro 3 du rapport.

M. Verkerk Pistorius demande la parole relativement à la fixation du délai qui serait accordé aux Gouvernements. Il lui paraît utile que les Délégués expriment leur avis sur le délai qui peut être nécessaire pour permettre aux Gouvernements de formuler leurs propositions. La date à laquelle ce travail pourra être terminé peut varier suivant les Pays.

M. Walpole insiste sur la nécessité de fixer une date, si l'on ne veut pas retarder indéfiniment la solution du problème. Il est à désirer que

les Gouvernements se hâtent un peu pour montrer leur désir d'arriver à un résultat.

M. Dupuy de Lôme estime que le rapport de la Commission n'a que la valeur d'une simple proposition. En l'adoptant, la Conférence ne ferait qu'exprimer le vœu que les Gouvernements formulent leurs propositions avant une date qui serait fixée. Les Délégués, en exprimant ce vœu, ne peuvent pas engager leurs Gouvernements respectifs. La fixation d'une date n'est qu'un moyen pratique signalé pour arriver plus tôt au résultat désiré; mais, si l'un des Gouvernements n'accepte pas les décisions de la Conférence, ou n'est pas prêt à la date fixée, il en informera le Gouvernement britannique.

M. le Président pense qu'une indication donnée par la Conférence aurait plus de valeur.

M. Jordan déclare qu'il n'a aucune idée du temps nécessaire pour mener à bonne fin le travail demandé. Il ne saurait ni proposer une date, ni se rallier à celle qui pourrait être proposée.

M. le Comte d'Onslow lit le texte de la résolution suivante que les Délégués britanniques soumettent à la Conférence :

« Il sera constaté au procès-verbal que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique est prié de faire les démarches nécessaires auprès des autres Puissances pour rendre effective la recommandation contenue dans le troisième paragraphe du rapport de la Commission, et de se charger de l'échange des Projets et des critiques auxquelles ces Projets pourraient donner lieu. »

M. Kamensky demande la parole. Il croit que le rapport de la Commission présente des garanties suffisantes pour l'abolition des primes déguisées offertes dans certains Pays à l'exportation des sucres. Il fait remarquer cependant que la recommandation, faite sous le n° 1 de ce rapport, d'un système d'impôt sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation, ne saurait s'appliquer dans les Pays où ces primes déguisées n'existent point ou seraient abolies prochainement. Dans cette catégorie se trouvent l'Espagne, la Russie et l'Autriche-Hongrie après la mise en vigueur de la nouvelle loi. M. le Comte de Kuefstein, dans son exposition faite à la deuxième séance de la Conférence, a bien expliqué ce Projet de loi. Il en résulte que pour l'Autriche-Hongrie le raffinage et la fabrication en entrepôt ne sont pas une question de première importance.

M. Kamensky expose en quelques mots l'origine des primes déguisées. Il constate que la cause principale en est l'évaluation problématique des rendements de sucre sur laquelle se base l'impôt. Le rendement réel étant toujours au-dessus du rendement légal, il y aura toujours des bénéfices de drawbacks qui rentrent dans la poche des fabricants. S'il a bien compris le nouveau projet de loi dont l'exposition a été faite par le Délégué de l'Autriche-Hongrie, ce projet abandonne le système de la prise en charge et de toute évaluation problématique comme base de l'impôt. La perception du droit s'opérera sur l'article fabriqué de sorte que la remise de l'impôt à l'exportation sera identique avec le droit perçu. Le même système est en vigueur en Russie. C'est le sucre fabriqué qui est frappé de l'impôt basé sur le poids des produits achevés. Cet impôt est perçu à la fin de

la campagne, qui se termine ordinairement le 1^{er} août, et c'est alors qu'est donnée une remise absolument identique au droit payé. Il ne peut donc y avoir de primes masquées.

M. Kamensky ajoute qu'en Russie les sucres de toute espèce, sucre raffiné, sucre blanc en cristaux, en pain, sont frappés d'un droit uniforme de 85 copecks par poud (11 fr. 61 par 100 kilogr.). Cette uniformité de droit écarte entièrement la nécessité du titrage et de la saccharimétrie. Dans ces conditions le Gouvernement russe se demande si le système actuel de la perception de l'impôt sur le sucre ne présente pas déjà des garanties suffisantes, et s'il y a lieu d'établir un nouveau régime, tel que la fabrication et le raffinage en entrepôt, qui pourrait influencer désavantageusement les intérêts du Trésor et ceux de l'industrie sucrière.

Pour éviter toute méprise, et calmer les méfiances, M Kamensky croit devoir ajouter qu'il existe dans les usines de sucre en Russie un exercice complet. La surveillance est stricte, et les employés du contrôle, sans intervenir directement dans les divers procédés de fabrication, ne perdent pas de vue la matière qui passe par ces procédés; ils examinent la densité du jus, ils en font l'analyse, ainsi que du sucre brut; ils suivent l'action des divers appareils; mais tout cela se fait seulement dans l'intérêt du fisc. Les fabricants sont obligés de tenir leurs comptes dans des formes prescrites par le Gouvernement, sous le contrôle des employés. Les fabricants fournissent, en outre, au Gouvernement des descriptions détaillées de leurs usines avec toutes les dimensions de leurs appareils, et ces descriptions sont vérifiées par le Gouvernement.

Sans entrer dans tous les détails de cet exercice, M. Kamensky constate qu'il est très complet et offre une garantie absolue pour la perception intégrale de l'impôt. Il invite MM. les Délégués à faire des observations critiques sur le système Russe, et se déclare prêt à accueillir avec reconnaissance des indications de défauts, ou de la moindre trace d'une prime déguisée, lesquelles il aura l'honneur de soumettre à son Gouvernement. Or, en ce qui concerne le système de saccharimétrie dit *français*, M. Kamensky fait remarquer qu'il est employé actuellement dans certains cas, qu'il n'est pas en état de préciser en ce moment, dans des usines russes pour déterminer la quantité de cendres.

M. le Comte de Kuefstein demande à réserver son appréciation sur les observations de M. le Délégué russe, jusqu'à ce qu'il en ait eu le texte imprimé sous les yeux. Il relève cependant un passage: M. Kamensky a dit qu'en Autriche-Hongrie, après la mise en vigueur de la nouvelle loi, la restitution de droits à l'exportation sera égale à l'impôt. Il n'y aura plus de restitution, puisque les droits ne seront perçus que sur les sucres destinés à la consommation intérieure; c'est précisément là le principe du système de fabrication en entrepôt.

M. le Comte de Kuefstein déclare qu'en ce qui concerne la prise en charge, il ne peut que se rallier à l'opinion de M. Kamensky sur la défec-tuosité de tout système d'impôt acceptant cette base. L'impôt sur le produit fabriqué est à ses yeux, le seul moyen de percevoir exactement les droits.

M. Dickson constate que c'est avec une vive satisfaction qu'il voit la question de la suppression des primes entrer dans une phase qui semble promettre une solution basée sur les recommandations de la Commission. Quant au système de la fabrication et du raffinage en entrepôt, il croit cependant devoir ajouter que la Suède ne pourra probablement pas l'adopter. La Suède n'exporte pas de sucre, et il n'est guère probable qu'elle arrive jamais à le faire. Par conséquent, il n'y a pas de raison pour que la Suède s'impose tous les frais de surveillance qui sont inséparables du régime en question, et soumette ses fabricants à des restrictions nouvelles et fâcheuses. Du reste, M. Dickson fait remarquer que la Suède ne donne pas de primes.

M. le Président fait remarquer que la Suède, d'après les renseignements déjà fournis par M. Dickson, n'accorde actuellement aucune prime.

M. le Comte de Kuefstein pense que le système de l'impôt en Suède n'offre pas de garantie absolue contre la possibilité de primes, mais il convient que cela n'a qu'une importance secondaire aussi longtemps qu'il n'y a pas d'exportation.

M. le Président remercie en son nom et au nom de la Conférence, ceux de ses membres qui ont fait partie de la Commission. Il propose de nouveau l'adoption du rapport avec la disposition additionnelle lue par le Comte d'Onslow, et la fixation au 1^{er} mars de la date laissée en blanc par la Commission.

M. Jordan renouvelle ses réserves au sujet de la date.

Le rapport est adopté avec les additions proposées.

La parole est donnée à M. Guillaume afin d'expliquer les réserves qu'il a cru devoir faire insérer dans le rapport de la Commission et d'exposer les compensations que son Gouvernement est disposé à offrir aux autres Puissances pour suppléer aux garanties résultant de l'impôt sur le produit fabriqué.

M. Guillaume rappelle d'abord qu'il résulte du Protocole annexé au Traité anglo-belge du 23 juillet 1862 que c'est à l'initiative du Gouvernement belge que les premiers pourparlers ont eu lieu pour arriver à la suppression des primes à l'exportation des sucres.

Depuis l'expiration de la Convention de 1864, et après les tentatives qui ont été faites infructueusement pour le renouvellement de cet Acte international, la Belgique a proposé, en 1884, d'ouvrir de nouvelles Conférences. Son désir de supprimer les primes ne peut donc être mis en doute.

Par quels moyens peut-on arriver aujourd'hui à ce résultat?

La grande majorité de la Conférence actuelle est d'avis que le meilleur système est la fabrication et le raffinage du sucre en entrepôt. Mais ce système est impraticable en Belgique.

M. Guillaume entre dans de longs développements pour prouver qu'un tel régime est antipathique à la nation belge. Il faudrait, pour qu'il eût quelque efficacité, qu'il fût entouré de précautions vexatoires et de mesures restrictives de la circulation. Or, sous ce dernier rapport, on sait qu'une liberté absolue règne en Belgique, où les octrois et les barrières ont été supprimés.

L'expérience de l'exercice a du reste été faite en 1846. Après un an d'application, ce régime a dû être abandonné, tant les réclamations étaient vives.

L'impossibilité de revenir en Belgique à un tel mode de perception a d'ailleurs été reconnue dans les Conférences de 1875 et de 1877, puisque les Projets de convention arrêtés à cette époque admettaient, pour l'établissement de l'exercice, une exception en faveur de la Belgique.

M. Guillaume examine ensuite quels équivalents il peut offrir aux Gouvernements représentés.

La suppression des droits, ainsi qu'elle a été décrétée en Angleterre, supprimerait radicalement toutes les primes. Mais, outre que le Gouvernement belge ne peut en ce moment songer à renoncer au produit des droits sur les sucres, la suppression de cette source de revenu soulèverait de vives critiques de la part des populations qui comprendraient difficilement qu'on maintint des droits sur des objets de grande consommation, comme la bière par exemple, alors qu'on les ferait disparaître sur une denrée qui n'est encore consommée en Belgique que par les classes aisées.

Toutefois, si la suppression des droits sur les sucres pouvait être admise dans tous les pays producteurs de l'Europe, les choses changeraient de face. Mais il ne peut, semble-t-il, en être question aujourd'hui.

M. Guillaume pense qu'il faut chercher ailleurs un équivalent à l'exercice.

Le Gouvernement belge croit qu'on peut trouver cet équivalent dans le mode de perception actuellement en vigueur, et que le résultat désiré peut être atteint par une augmentation du chiffre de la prise en charge.

Pour déterminer le chiffre auquel elle devrait être élevée, il faut entrer dans quelques détails.

La prime existant en Belgique a deux causes: la faiblesse de la prise en charge et les fraudes qui ont été commises depuis quelques années.

Le Gouvernement, pour mettre un terme à celles-ci, a institué une Commission dite *des fraudes*. Entre autres mesures proposées par cette Commission, elle a recommandé l'emploi d'un compteur automatique qui est employé depuis le commencement de la campagne courante, et qui, d'après les rapports des fonctionnaires supérieurs chargés d'en surveiller l'application, ne laisse rien à désirer.

On a d'ailleurs pu se convaincre, d'après le résumé qui a été fait de la législation belge, que les précautions les plus minutieuses ont été prises pour rendre les fraudes désormais impossibles.

On n'a plus à s'occuper dès lors que du chiffre de la prise en charge.

Dans une séance précédente M. Walpole disait que le chiffre de la consommation légale en Belgique n'était que de 2 1/2 kilogrammes, chiffre notablement inférieur à la consommation réelle.

M. Guillaume explique que la consommation légale n'est descendue à ce chiffre que pendant les dernières années, et cela à cause de la fraude dont il vient de parler. Si l'on prend la moyenne de la consommation légale des cinq campagnes qui ont précédé la campagne 1885—1886, on trouve

une consommation de près de 3 $\frac{1}{2}$ kilogrammes par tête, soit 19 millions de kilogrammes pour le Pays.

La fraude étant écartée, ce chiffre doit donc être pris comme point de départ pour évaluer de combien il faut élever la prise en charge afin de supprimer tout écart entre la consommation légale et la consommation réelle.

M. Guillaume évalue celle-ci au chiffre maximum de 5 à 6 kilogrammes par habitant, et il développe les motifs sur lesquels il appuie son opinion à cet égard. Dès lors, cette consommation ne dépasserait pas, selon lui, 31 millions de kilogrammes, soit 12 millions en plus que la consommation légale dégageée des quantités fraudées dans les dernières années.

Il en tire cette conclusion, que les quantités prises en charge aujourd'hui s'élevant à 90 millions de kilogrammes, il suffit de les augmenter de 12 millions ou de deux quinzièmes pour atteindre la consommation réelle et supprimer toute prime. Le taux de la prise en charge devrait ainsi être porté de 1,500 à 1,700 grammes, sans extraction du sucre des mélasses. En cas d'emploi de l'osmose, ce chiffre serait porté à 1,802 grammes, et pour la séparation il serait de 1,836 grammes.

M. Guillaume ne se dissimule pas que ces chiffres soulèveront des réclamations de la part de quelques intéressés; mais, fidèle à la déclaration qu'il entend proposer la suppression de toute prime, il croit devoir aller jusque là.

M. le Président croit que les Délégués apprécieront mieux les propositions de M. Guillaume quand le texte en aura été imprimé, et exprime l'avis que ses explications soient reçues, comme le Rapport lui-même, *ad referendum*.

M. le Comte de Kufstein ne peut pas refuser de transmettre ces propositions à son Gouvernement; mais il ne croit pas qu'elles puissent le satisfaire, car il ne considère pas le système des équivalents comme susceptible de donner aux autres Puissances des garanties suffisantes pour entrer dans une Convention. La façon même dont M. Guillaume a établi ses calculs est une preuve de plus de la défectuosité du système. Ne pouvant, de son propre avou, s'en fier aux données résultant de la constatation des jus, il est obligé de se livrer à des calculs purement hypothétiques sur le chiffre de la population, sur la consommation probable par tête d'habitant, enfin sur le revenu que l'impôt produit réellement et sur ce qu'il devrait rendre. Ce mode de calcul ne saurait offrir une garantie d'exactitude suffisante.

M. le Président croit que tous les Délégués partagent à cet égard la manière de voir de M. de Kufstein. Mais, du moment que la Belgique présente ce système comme l'équivalent du régime accepté en principe par les autres Pays, il lui semble que tout ce que les Délégués peuvent faire, c'est d'en référer à leurs Gouvernements.

M. Batanero est persuadé que la Belgique poursuit le même but que les autres Pays, c'est-à-dire l'abolition des primes; quant aux moyens proposés, il ne peut qu'en référer à son Gouvernement.

Pour mettre les Gouvernements à même d'apprécier ses propositions,

M. Guillaume désire présenter quelques explications. On a critiqué le point de départ de son raisonnement. S'il a basé ses calculs sur le chiffre de la consommation, c'est parce que l'on a pris cet élément de la question pour combattre le système belge dans la deuxième séance. Il croit qu'en rejetant un système de prise en charge qui, dans sa conviction, peut donner une consommation légale représentant exactement la consommation réelle, la Conférence créerait une situation regrettable. Si la Belgique restait en dehors de l'Arrangement projeté, elle ne pourrait supprimer ses primes d'une manière aussi complète qu'elle le ferait dans un Acte international qui lui offre des compensations. Dès lors ses sucres primés feraient une concurrence sérieuse, sur les marchés tiers, aux Pays contractants.

M. le Comte de Kuefstein tient à constater qu'il n'a pas été question de rejet.

M. Verkerk Pistorius ne se refuse pas à soumettre la proposition de M. le premier Délégué de la Belgique à son Gouvernement, comme il le fera de tout ce qui se dit et se fait dans la Conférence. Cependant, il croit dès l'abord devoir exprimer son opinion que si la Belgique désire abolir les primes, elle n'y arrivera pas par la voie que son honorable Collègue, M. Guillaume, vient d'indiquer. Une prise en charge est et sera toujours une moyenne qui, en imposant des obligations à tous les fabricants, laissera des avantages à quelques-uns d'entre eux. En ce qui concerne notamment la Belgique, les fabriques de ce Pays situées à proximité des frontières des Pays-Bas se trouvent dans des conditions économiques à peu près pareilles à celles des fabriques néerlandaises. Or il est constaté, pour ces dernières, par les rapports des employés chargés de les contrôler, que des excédents considérables ont été obtenus, surtout dans les deux dernières années, sur la prise en charge légale dans les Pays-Bas, qui s'élève à 1,647 grammes de sucre brut. Selon l'avis de M. Pistorius il n'est pas douteux qu'une prise en charge de 1,700 grammes en Belgique laisserait aux fabriques en question bénéfice considérable. Ce ne serait donc pas l'équivalent de ce qu'offre la Néerlande, à savoir l'abolition complète des primes.

M. Guillaume reconnaît que, la prise en charge étant une moyenne, il y aura un avantage pour les fabricants qui ont de forts rendements et une perte pour ceux qui ont des rendements inférieurs. Mais c'est là une question qui ne saurait intéresser la Conférence. Ce que la Conférence doit considérer, c'est si la somme totale de sucre imposée est primée. Du moment qu'elle ne le sera plus, la Belgique aura satisfait au programme commun.

M. Verkerk Pistorius ne saurait accepter cette manière de voir. Les fabricants de son pays se trouveront en concurrence avec des fabricants belges, qui, M. Guillaume le reconnaît, réaliseront des rendements supérieurs à la prise en charge. De quelque nom qu'on les appelle, ces avantages faussent les conditions de la concurrence. Si les Pays-Bas sacrifient les avantages dont leurs fabricants bénéficient aujourd'hui, il est juste que la Belgique fasse de même, et qu'elle ne se réserve pas les moyens d'assurer à quelques-unes de ses fabriques une situation privilégiée.

M. Guillaume fait remarquer qu'on ne peut exiger de la Belgique qu'elle élève la prise en charge au chiffre *maximum* des rendements obtenus par quelques fabricants ; ce serait tuer tous les autres.

M. Verkerk Pistorius réplique qu'il le reconnaît et en conclut que, par le moyen proposé, on ne saurait arriver à l'abolition totale des primes,

M. du Jardin fait remarquer qu'on ne saura jamais atteindre l'absolu, il y aura toujours des fissures.

M. Guillaume croit que si la Belgique fait ce qu'elle peut, étant donné que l'exercice y est impraticable, on ne saurait lui demander davantage.

M. Walpole croit que la Belgique ferait plus facilement accepter les équivalents qu'elle propose si elle parvenait à démontrer, d'une manière évidente, qu'elle ne peut pas accepter le régime commun. Or, il est bien connu que les fabricants belges ont eux-mêmes demandé l'application de l'exercice, et qu'à la Chambre des Représentants une Commission en a adopté le principe.

M. Guillaume reconnaît le fait, mais il ajoute que les Ministres des finances qui se sont succédé, à quelque parti qu'ils appartenissent, ont toujours déclaré qu'ils se voulaient à aucun prix de l'exercice. Du reste, l'exercice que certains fabricants réclamaient était un exercice mitigé laissant la porte ouverte à la fraude. M. Guillaume ne croit pas qu'on puisse tirer un argument des réclamations faites par quelques intéressés. Ce qu'on doit envisager, ce sont les vœux et les intérêts généraux du pays. Dans les Conférences précédentes, ainsi qu'il l'a rappelé, on avait reconnu l'impossibilité où la Belgique se trouvait d'établir l'exercice, puisqu'on avait accepté les équivalents qu'elle proposait.

M. de Kuefstein fait observer que les Conférences de 1875 et de 1877 ne réunissaient que quatre pays. A cet égard la situation a changé du tout au tout.

M. Guillaume, tout en reconnaissant que les concessions faites à cet égard à la Belgique dans des Conférences précédentes ne lient pas les Gouvernements qui n'y ont pas pris part, constate que c'est cependant un argument qui a sa valeur.

M. le Président fait remarquer que les observations présentées par M. Guillaume ne sont, en définitive, que l'explication d'un des paragraphes du rapport de la Commission, et que la Conférence, ayant adopté le rapport, ne peut se refuser à accepter les explications au même titre, c'est à dire *ad referendum*.

M. Jordan appuie cette manière de voir. Il ne croit pas qu'une discussion prolongée de la Conférence sur les observations présentées par M. Guillaume puisse amener d'utiles résultats.

M. Dupuy de Lôme parle dans le même sens. Les délégués prennent tout *ad referendum*. Ils n'ont pas mission d'accepter ou de rejeter les propositions, mais de les soumettre à leurs Gouvernements.

M. Guillaume déclare que si M. le Président juge utile de continuer la discussion, il est prêt à répondre à toutes les objections qui pourraient lui être faites.

M. le Comte de Florian croit qu'avant de clore la discussion sur

les propositions du Gouvernement belge, il serait utile d'avoir sous les yeux le texte imprimé des explications fournies par M. Guillaume. Il propose de renvoyer cette discussion à la prochaine séance.

M. le président fait remarquer qu'à la première séance M. Guillaume avait laissé entendre que la Belgique ne serait pas éloignée de réduire son tarif. Or il n'est pas question de cela dans les propositions présentées aujourd'hui par M. Guillaume.

M. Guillaume dit qu'il est autorisé à déclarer que son Gouvernement a l'intention de réduire les droits afin d'atténuer les différences qui existent dans les conditions de la production entre les fabriques des diverses parties du pays. Cette réduction serait d'un tiers ; elle mettrait le droit à 30 francs au lieu de 45 francs. S'il n'a pas parlé de cette réduction aujourd'hui, c'est qu'il avait pensé que, du moment que les primes sont supprimées, le taux des droits importe peu.

M. le Président propose de siéger le mercredi 14 pour continuer la discussion sur les propositions du Gouvernement belge.

Il lit une lettre du Ministre des États-Unis annonçant que son Gouvernement se fera représenter officiellement à la Conférence par M. White, le premier secrétaire de la Légation des États-Unis à Londres.

La séance est levée à 4 heures.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les secrétaires,
H. Farnall, A.-E. Bateman, E. Boizard.

Annexe au Procès-Verbal de la quatrième séance.

Rapport

de la Commission nommée dans la séance du
80 Novembre 1887.

Nous venons rendre compte à la Conférence de la mission qu'elle a bien voulu nous confier.

Voici les propositions que nous soumettons à son appréciation :

1^o Sur la question de fabriquer et de raffiner en entrepôt, les délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas croient devoir recommander à la Conférence un système d'impôt établi sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation comme le seul qui permette d'en arriver à la suppression totale des primes à l'exportation. Les fabriques de glucose et les fabriques pour l'extraction de sucre des mélasses devraient être soumises au même régime.

La Belgique ne se trouvant pas dans les mêmes conditions, au point de vue de l'application du système d'impôt sur les quantités produites, le Délégué de ce pays fait toutes réserves à ce sujet. Il se rallie, du reste, au principe de la suppression totale des primes à l'exportation.

2° Pour le rôle que la saccharimétrie aura à jouer dans le système de l'impôt sur les quantités de sucre produites, la Commission croit devoir se borner à recommander l'uniformité des méthodes. Quant à la détermination de l'étendue de ce rôle, elle semble devoir être réservée à un examen ultérieur, lorsque les différents Gouvernements auront fait connaître leurs vues à cet égard.

3° a). La Commission soumet à la Conférence l'avis que les Gouvernements représentés soient priés de ce faire connaître réciproquement avant le s'ils adhèrent aux principes ci-dessus énoncés.

b) Dans l'affirmative, ils voudront bien formuler et se recommuniquer un projet indiquant les bases d'application du système de l'impôt sur les quantités de sucre produites. Ce projet mentionnerait dans quelles limites et dans quels cas on ferait usage de la saccharimétrie. Les Gouvernements feraient connaître, en même temps, si pour réaliser l'uniformité, ils seraient disposés à admettre la méthode dite *française*, généralement usitée dans le commerce de plusieurs nations. Chaque Gouvernement enverrait ensuite au Gouvernement Britannique son avis sur les communications qu'il aurait reçues.

Comte De Kuefstein,
Jaehnigen,
Guillaume,
Ch. Sans-Leroy,
F.-G. Walpole,
Pistorius.

Cinquième séance.

(Mercredi 14 Décembre 1887.)

Présidence de M. le Baron Henry de Worms.

Étaient présents:

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie et de la Suède. M. White, premier Secrétaire de la Légation des États-Unis à Londres, assiste à la séance en qualité de représentant officieux du Gouvernement des États-Unis..

M. le Président propose de continuer la discussion sur les déclarations de M. Guillaume.

M. Sans-Leroy demande à M. Guillaume si ses dernières propositions doivent être considérées comme définitives, et si elles ne permettent pas d'espérer des concessions plus larges. Il a déjà fait connaître qu'il réservait, pour son Gouvernement, l'appréciation de la mesure dans laquelle le

système des équivalents pourrait être accepté. Mais il croit utile de demander au premier Délégué belge si l'on peut considérer ce qu'il a dit comme le maximum des concessions que son Gouvernement est disposé à faire, ou si ses paroles ne donnent qu'un aperçu de la voie dans laquelle il désire entrer.

M. Guillaume répond que ses propositions ont un caractère définitif, et qu'il lui est impossible d'aller plus loin. Il rappelle que, dans une enquête faite en Allemagne, le chiffre de 1,700 grammes a été indiqué comme celui qu'il faudrait adopter en Belgique pour faire disparaître la prime. Ce chiffre, établi en dehors de toute préoccupation intéressée, est évidemment l'expression de la vérité. M. Guillaume a pensé que la suppression de la prime rendait inutile une modification du tarif. Cependant, quelques membres de la Conférence ayant paru désirer que son Gouvernement entrât dans la voie des réductions, il avait laissé entrevoir l'intention d'abaisser le droit à 30 francs. Il vient de recevoir un télégramme qui l'autorise à pousser cette réduction jusqu'à 25 francs. Ce n'est pas au point de vue de la suppression des primes qu'il fait cette concession, puisque les primes disparaissent par l'élévation de la prise en charge; c'est par esprit de conciliation, pour donner satisfaction aux membres qui ne seraient pas convaincus de l'efficacité de l'augmentation de la prise en charge. Il est évident, en effet, que si, dans leur esprit, il subsiste une prime, en tous cas insignifiante, elle se trouvera diminuée par le fait de la réduction du droit. Il amende donc sa proposition en substituant pour le nouveau tarif le chiffre de 25 francs à celui de 30 francs. Quant à la prise en charge, il est impossible de l'élever au-dessus de 1,700 grammes.

M. Sans-Leroy déclare que, malgré la bonne volonté qu'il est heureux de constater de la part du Gouvernement belge, il croit devoir faire toutes réserves quant à l'attitude que son propre Gouvernement croira devoir prendre sur cette question. Il ne voudrait pas que l'on vit dans sa déclaration une pensée d'hostilité. Il exprime purement et simplement des réserves.

M. Verkerk Pistorius se rallie aux observations présentées par l'honorable M. Sans-Leroy. Il lui est impossible d'admettre l'élévation de la prise en charge à 1,700 grammes entraîne la suppression des primes. En Néerlande, la prise en charge est de 1,647 grammes en sucre brut. Or les employés chargés du contrôle ont constaté que, dans les deux dernières années, l'excédent sur cette prise en charge a dépassé 16 p. o/o en moyenne, ce qui exigerait une prise en charge de plus de 1,900 grammes pour arriver, par ce moyen, à la suppression des primes.

M. Pistorius ne cite pas ce chiffre de 1,900 grammes pour mettre la Belgique en demeure d'élever sa prise en charge à ce taux, mais simplement pour prouver qu'avec le taux de 1,700 grammes il subsistait des avantages très considérables pour les fabriques du nord de la Belgique placées à peu près dans les mêmes conditions économiques que les usines néerlandaises. Encore la quotité de 16 p. o/o d'excédents n'est-elle qu'une moyenne entre les résultats d'un grand nombre de fabriques pendant deux campagnes. On a constaté des excédents allant jusqu'à 22, 23 et même

30 p. o/o. Ces données, il est vrai, n'ont pas un caractère légal, puisque les fabriques ne sont pas exercées. Cependant elles méritent une certaine confiance, car elles sont établies d'après les quantités de sucre fabriquées pendant la période de contrôle et d'après l'évaluation des sirops restant en fabrique à la fin des travaux de défécation.

M. Pistorius se croit obligé de rappeler qu'aux Conférences de 1875 et de 1877 les concessions de la Belgique avaient été plus importantes, du moins en ce qui concerne la réduction des droits. Elle offrait, en effet, d'abaisser son tarif à 22 fr. 50 et même à 19 francs pour le cas où le revenu de l'impôt aurait dépassé 4,800,000 francs.

En 1875 un autre point important avait été abordé. M. Pistorius veut parler du système des nuances auquel il voit, avec regret, que M. Guillaume ne fait aucune allusion. Dans ce système qui est encore appliqué, en Belgique, aux sucres importés, les sucres sont divisés en quatre classes, et à chacune de ces classes on applique un rendement légal moyen, résultant d'expériences faites en 1864 dans une raffinerie de Cologne. Les sucres sont rangés dans l'une ou dans l'autre classe d'après leur nuance comparée à des types. Or, il est reconnu depuis longtemps que la nuance est absolument insuffisante pour apprécier la valeur d'un sucre. Ce système prête, en outre, à des fraudes considérables, ainsi qu'on a pu le constater dans les Pays-Bas. Enfin les rendements obtenus à Cologne en 1864 sont aujourd'hui largement dépassés, par suite du perfectionnement des procédés industriels. Ainsi le rendement moyen de la deuxième classe avait été fixé à 88 p. 100; on l'évalue actuellement à 90 p. 100. Cette question a une grande importance pour les Pays-Bas au point de vue du raffinage. M. Pistorius doute son Gouvernement puisse se rallier à un Arrangement qui consacrerait le maintien de ce mode d'appréciation et de ces rendements pour les sucres bruts introduits en Belgique.

M. Guillaume répond qu'il ne lui est pas possible d'accepter les chiffres de M. Pistorius pour en faire la base de la prise en charge dans les fabriques belges. Celui-ci a parlé entre autres d'un excédent de 30 p. 100 sur une prise en charge actuelle de 1,647 grammes. Cela supposerait un rendement de 2,141 grammes. C'est à peine si la totalité du sucre contenu dans la betterave atteint cette quotité. La constatation d'excédents aussi élevés ne peut être que le résultat d'une évaluation exagérée des produits en cours de fabrication.

M. Guillaume conclut en maintenant le chiffre de 1,700 grammes qu'il a proposé. Il fait remarquer que, dans le sud de la Belgique, les betteraves ne sont pas aussi riches que sur la frontière néerlandaise. Le taux de 1,700 gr. représente donc bien, à ses yeux, le rendement moyen des usines belges.

Quant aux autres points traités par M. Pistorius, M. Guillaume les avait considérées comme des détails sans intérêt en comparaison de l'objet principal, c'est-à-dire de la question de la prise en charge. Lorsqu'on entrera dans l'examen des détails, il sera temps de songer à ces questions secondaires.

M. le Premier Délégué des Pays-Bas combat le système des nuances;

mais, en 1875 et en 1877, on avait constaté que la question n'avait pas d'importance au point de vue de sucres de canne. Presque tous les sucres importés en Belgique sont des sucres de canne appartenant à la deuxième classe. Il est évident que, si l'on trompait sur la nuance, les sucres aldutérés tomberaient dans la troisième et la quatrième classe. M. Guillaume avait cru inutile d'aborder cette question du moment que le classement même des sucres importés témoigne qu'il n'y a pas de fraude; mais il est convaincu que, si des inconvénients apparaissaient, son Gouvernement s'empresserait d'adopter un autre système pour la constatation de la richesse des sucres. Il répète que c'est là, du reste, une question secondaire qu'il n'y aura lieu d'aborder que si le système est admis dans ses grandes lignes. La question principale est de savoir si l'on considère l'élévation de la prise en charge à 1,700 grammes comme une contre-partie suffisante aux propositions faites par les autres Gouvernements.

M. le Président, tout en appréciant les sacrifices déjà faits par le Gouvernement belge, espère que ce Gouvernement, s'inspirant de l'unanimité avec laquelle les Puissances représentées à la Conférence ont adopté le principe de l'abolition des primes, saura trouver un terrain sur lequel l'accord soit possible. Tous les Délégués qui se sont prononcés en faveur d'un système d'impôt sur les quantités de sucre produites voudraient être sûrs que la Belgique arrivera, par une voie différente au même résultat; mais il ne trouvent pas jusqu'ici que le système proposé par ce Pays leur offre à cet égard des garanties suffisantes.

En résumant ainsi la situation, M. le Président ne fait que reproduire, du moins il le pense, l'idée déjà exprimée par son honorable collègue, le Premier Délégué français, et que partagent, sans doute, les Représentants des autres Pays.

M. Sans-Leroy répond que M. le Président a bien rendu sa pensée, à cela près, toutefois, qu'il fait des réserves sur le point de savoir si un système d'équivalence quelconque peut offrir des garanties suffisantes.

M. Guillaume réplique qu'il ne peut offrir autre chose que des équivalences. Quant à la fixation de la prise en charge, il ne dit pas que le taux de 1,700 grammes doive être immuable. Le Gouvernement ne verrait pas d'inconvénient à ce que ce chiffre fût élevé, dans l'avenir, au fur et à mesure de l'amélioration de la qualité des betteraves. Mais, pour le moment, il est arrivé, sur ce point, à la limite des concessions possibles.

Sans contester l'efficacité du régime accepté par les autres Pays, M. Guillaume ne croit pas que le travail en entrepôt soit un obstacle insurmontable à la fraude, si elle venait à être favorisée par la connivence des employés. La question du raffinage n'est que secondaire, en Belgique surtout, où le raffinage a peu d'importance. On sait, du reste, qu'il n'existe que peu de primes pour la raffinerie, ou du moins qu'elles ne dépassent pas 1 ou 2 p. o/o. La grande question, ce sont les primes à la fabrication, primes dont on poursuit la suppression par l'exercice des fabriques. Pour les fabriques, la Belgique, grâce aux mesures récemment adoptées sur l'avis de la Commission des fraudes, offre la garantie absolue

que la loi sera rigoureusement exécutée. M. Guillaume se demande si l'on est bien sûr d'arriver au même résultat par les autres systèmes. La négligence ou la faiblesse du service ne pourra-t-elle pas donner naissance à des primes plus fortes que celles qui subsisteraient dans quelques fabriques de la Belgique?

M. Sans-Leroy estime qu'il serait avantageux de ne pas pousser à fond la discussion sur ce point. Tous les Délégués ont certainement, et il a lui-même, autant que personne, le plus vif désir d'aboutir à la suppression des primes. La Belgique prouve, par ses propositions, la bonne volonté dont elle est animée. Il est préférable de renvoyer à un examen ultérieur la question de savoir si ses offres sont une compensation suffisante aux sacrifices que les autres Pays sont prêts à s'imposer.

Dans les déclarations de l'honorable Délégué de Belgique il y a cependant, un point qui paraît devoir motiver, dès à présent, une observation.

M. Guillaume a dit qu'en Belgique l'exercice des raffineries serait sans intérêt, parce que ces établissements ont peu d'importance. D'une manière générale, M. Sans-Leroy croit devoir appeler l'attention de la Conférence sur ce point que, si les Puissances étaient liées par une Convention, et que des clauses de cette Convention, spéciales à l'un des Contractants, il résultat pour celui-ci certains avantages, tel fait, qui n'existe pas aujourd'hui, pourrait exister dans l'avenir.

M. Sans-Leroy termine en exprimant l'espoir que les négociations qui auront lieu, par voie diplomatique, durant l'interruption des séances de la Conférence, amèneront entre tous le Pays un accord qu'il appelle de tous ses vœux.

M. Dupuy de Lôme dit que M. le Président a offert de présenter à la prochaine séance une formule pour arriver à la suppression des primes; il constate que tout le monde veut arriver à la suppression effective. Puisque les Délégués sont à la veille de se séparer et d'aller soumettre à leurs Gouvernements respectifs les résolutions de la Conférence, il lui semble que le moment serait venu d'aborder un point très important à ses yeux. Il veut parler de la sanction qui pourrait être attachée aux clauses de la Convention future, ou, en d'autres termes, des garanties qui pourraient être données aux Pays contractants.

Plus que tout autre Pays peut-être, l'Espagne a souffert des primes accordées par certains Gouvernements à leur production métropolitaine. C'est par l'effet de ces primes qu'elle a presque complètement perdu le marché anglais. Il a paru à M. Dupuy de Lôme qu'à la question des primes se rattache étroitement l'interprétation de la clause qui, dans les Traités de commerce, assure aux Contractants le traitement de la Nation la plus favorisée. Comment les primes ont-elles réagi sur le commerce des Colonies espagnoles avec l'Angleterre? C'est ce que M. Dupuy de Lôme croit pouvoir mieux faire comprendre par un exemple. Il suppose le cas où il y aurait à la fois sur le marché de Londres des sucres allemands, par exemple, bénéficiant d'une prime, et des sucres espagnols privés de tout avantage similaire. La situation respective de ces produits sera exactement la même que si les sucres espagnols avaient été frappés, à

l'entrée, d'un droit égal à la prime dont les sucres allemands ont bénéficié. Permettre aux sucres primés d'entrer aux mêmes conditions que les sucres non primés, c'est en réalité frapper ces derniers d'un droit différentiel. N'est-ce pas là une infraction à la clause de la Nation la plus favorisée ?

M. Dupuy de Lôme a pensé que cette question ne pouvait être passée sous silence. Il ne désire pas qu'elle soit immédiatement discutée, mais il demande qu'il soit pris acte de sa déclaration.

M. Sans-Leroy répond en quelques mots. Il s'agit là d'une question d'interprétation d'un ordre très général. Il n'a pas de pouvoir pour discuter un point qui n'était pas visé dans le programme tracé par le Cabinet britannique. Son silence sur le fond même de la question n'implique ni acquiescement ni désapprobation.

MM. Jordan et le Comte de Kuefstein se rallient l'un après l'autre à la déclaration de M. Sans-Leroy.

M. Dupuy de Lôme pense que la question soulevée par lui rentre dans le cadre des travaux de la Conférence, d'autant plus que le quatrième paragraphe de la Circulaire du Marquis de Salisbury prévoit l'examen des diverses propositions qui viendraient à être faites en vue d'engager les Gouvernements à supprimer la prime.

Pour le moment, M. Dupuy de Lôme a seulement voulu faire une manifestation. La question des sucres a pris une importance telle, les conséquences des mesures fiscales prises par plusieurs Gouvernements ont eu, pour l'industrie et le commerce des sucres, des conséquences si graves qu'il ne paraît pas possible de conclure un Traité sans y insérer des clauses de garantie. Le moment n'est pas venu d'entrer en discussion sur ce point. Mais M. Dupuy de Lôme croit qu'il est nécessaire que la question soit examinée par les Gouvernements avant que la Conférence reprenne le cours de ses délibérations, et que les Délégués des divers pays reviennent à Londres munis sur ce point des instructions nécessaires.

M. le Président dit qu'au moment où M. Dupuy de Lôme a fait l'importante déclaration qui précède, il allait annoncer à la Conférence l'intention où est son Gouvernement de lui soumettre un Projet de Protocole auquel sera annexé un Projet de Convention. Ces documents sont à l'impression et seront distribués demain. Il n'y est pas fait mention de clause pénale; mais le Gouvernement de la Reine serait heureux de pressentir, sur cette manière, l'opinion des Délégués avant leur séparation. Si M. le Délégué espagnol voulait bien donner, par écrit, à sa pensée une forme définitive, sa motion, imprimée et distribuée comme annexe au Projet de Convention, pourrait être prise en considération à la prochaine séance.

M. Sans-Leroy remercie M. Dupuy de Lôme d'avoir soulevé cette question importante et prévenu ainsi des difficultés qui auraient pu surgir inopinément.

M. Dupuy de Lôme exprime l'avis qu'à toute prime accordée par les Pays exportateurs doit correspondre une mesure de défense de la part des Pays importateurs. Les primes faussent les conditions de concurrence

que la clause de la Nation la plus favorisée a pour but d'égaliser. Admettre le sucre primé sans droits compensateurs, c'est comme si l'on imposait une surtaxe au sucre qui n'est pas primé.

M. Kamensky ne comprend pas l'utilité de la motion faite par M. Dupuy de Lôme, si l'accord est complet entre les Puissances pour supprimer les primes.

M. Sans-Leroy réplique que tous les Pays producteurs ne sont pas représentés à la Conférence, et que, parmi ceux qui sont représentés, il peut se trouver des dissidents.

M. le Comte d'Onslow demande si M. Dupuy de Lôme voudrait bien formuler sa motion par écrit.

M. Batanero constate que la proposition de son collègue a été faite en vue d'aider à la conciliation. Il croit qu'elle présente un caractère d'intérêt général et mérite d'être étudiée, non seulement au point de vue des sucres, mais encore au point de vue de toute espèce de commerce.

M. Dupuy de Lôme appuie ce que vient de dire son collègue sur la portée générale de ses observations: mais il ne croit pas devoir les présenter à la Conférence sous forme de Protocole.

M. le Président croit devoir insister sur ce point, que le Projet de Convention proposé par son Gouvernement ne doit être pris qu'*ad referendum*. Il paraît utile de donner une base aux discussions futures. La portée des propositions faites apparaît mieux lorsqu'elles sont réunies dans un même texte que quand elle sont éparses dans des procès-verbaux.

M. Verkerk Pistorius demande la parole pour revenir sur la question des surtaxes, qu'il a soulevée dès la deuxième séance.

Par surtaxe, il entend la différence qui existe dans la plupart des Pays représentés à la Conférence entre les droits que payent, d'une part, les sucres nationaux, de l'autre, les sucres étrangers; en d'autres termes, les droits de douane entre les Pays contractants.

Dans les Conventions conclues entre la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, le 8 novembre 1864 et le 11 août 1875, comme dans le Projet de Convention proposé par les Délégués de ces mêmes Puissances en 1877, il a été stipulé expressément que ces surtaxes ne seraient plus perçues.

La Convention de 1864 portait, à son article XIII, que les droits à l'importation sur les sucres raffinés en pains et sur les poudres blanches assimilées aux raffinés, importés d'un des Pays contractants dans l'autre, ne seraient pas plus élevés que le «drawback» accordé à la sortie du sucre mélié.

La Convention de 1875 stipulait que les sucres importés d'un des Pays contractants dans un autre ne pourraient être assujettis à des droits de douane ou d'accise supérieurs aux droits qui étaient établis sur les sucres similaires de production nationale (article IV).

Le Projet de Convention arrêté à Bruxelles en 1877 contenait, à son article VII, la même stipulation. En d'autres termes, la Belgique, la France et la Grande-Bretagne, comme les Pays-Bas, ont toujours compris que, comme le disait M. Teisserenc de Bort, Ministre de l'Agriculture à

Paris, aux Conférences de 1876 : «L'ouverture réciproque des marchés est une des conditions du régime conventionnel.»

On ne saurait mieux dire, et quand il s'agit d'abolir les primes à l'exportation, but que se proposaient également les Arrangements internationaux cités, il paraît impossible de laisser de côté la question des surtaxes.

Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler que, dans plusieurs Pays, les surtaxes ont été adoptées comme moyen de combattre l'effet des primes à l'exportation accordées dans d'autres Pays.

Tel a été, par exemple, le principal motif de l'adoption de la surtaxe de 10 p. 100 en Belgique, surtaxe depuis augmentée jusqu'à 15 p. 100; et le rapport qui existe entre les surtaxes, d'un côté, et les primes à l'exportation de l'autre, a été très bien défini par un orateur belge, lors de la discussion du projet de Loi de 1884.

»Qu'est-ce qu'une surtaxe?« demandait à cette occasion M. Puissant; et voici sa réponse:

»C'est la restitution, à la frontière, des primes que certains Pays accordent aux fabricants pour exporter leurs produits.«

»Ce n'est pas de la protection«, disait l'année dernière l'honorable Ministre des Finances, »c'est de la compensation«; et il ajoutait:

»Il s'agit de répondre à des primes d'exportation par des surtaxes d'importation.«

Et dans la lettre que M. le Ministre de l'Agriculture adressait à la Société des fabricants de sucre, il reconnaissait que les surtaxes ont pour résultat de rétablir à la frontière l'horizontalité du plan des échanges, rompue par des drawbacks de faveur et autres primes que les Gouvernements voisins accordent à leurs nationaux.

Cela étant, poursuit M. Pistorius, il n'est que logique de supprimer les surtaxes quand on supprime les primes. Sans cette condition il n'y a pas de réciprocité. On ne pourra prétendre que la Néerlande, Pays exportateur, se désiste du moyen d'assurer les débouchés de son industrie, tandis que les autres États, Pays importateurs, garderaient leurs armes pour la combattre.

M. Pistorius s'attend à ce qu'on va lui répliquer: que la surtaxe a pour but de protéger l'industrie nationale sur le marché intérieur, et qu'à cet égard il n'y a pas de différence entre le sucre et d'autres produits, comme par exemple les manufactures, les fers, les blés et le bétail.

Mais à cette objection il répond qu'il ne s'agit pas à présent de faire un Traité pour ces produits, et il restera donc parfaitement libre à tout Gouvernement de leur accorder des primes d'exportation, si bon lui semble, ce qui ne sera plus le cas pour le sucre du moment qu'il entre dans l'Arrangement proposé par la Conférence. Si, par exemple, les différents Pays s'engagent à ne plus accorder de primes aux sucres exportés, et que la Grande-Bretagne garde sa liberté, qu'advient-il de cette exportation si, un beau jour, cette Puissance s'avisait de leur imposer une surtaxe? L'industrie des autres pays recevrait un coup dont peut-être elle aurait peine à se relever.

Ceci pour la question de logique et d'intérêt; reste à examiner si la discussion des surtaxes rentre dans le programme de nos Conférences.

M. Pistorius n'en doute pas, puisque les surtaxes dont il parle n'agissent pas seulement comme protection à l'intérieur, mais ont, dans une certaine mesure, le même effet que les primes à l'exportation.

Si les fabricants d'un Pays où il y a une surtaxe sont, par ce moyen, les maîtres de faire les prix sur leur propre marché, cet avantage les mettra en mesure de produire à des conditions plus favorables et, dès lors, de vendre à meilleur marché que les autres.

L'exemple de la Belgique est encore là pour le prouver. Avant la loi du 17 septembre 1884, il n'y avait pas de surtaxe. Par cette loi, la raffinerie belge a, non seulement conquis presque tout le marché intérieur, mais elle a pu, en même temps, augmenter sa production, de sorte que l'exportation des raffinés a fait des progrès assez considérables.

En 1884, l'importation des raffinés (mélis et candis) était de 6,442,862 kilogrammes, et celle des vergeoises de 5,303,000 kilogrammes, et en 1886, l'importation des vergeoises était tombée à 2,623,286 kilogrammes et celle des raffinés à 1,038,597 kilogrammes.

Sur le marché intérieur, le débouché de la raffinerie belge a donc subi une augmentation de plus de 8,000,000 kilogrammes. En même temps l'exportation montait de 9,279,664 kilogrammes en 1884 à 10,393,726 kilogrammes en 1886, et en 1887 ce mouvement a pris une extension encore plus considérable. Dans le neuf premiers mois de 1885, l'exportation des raffinés était de 6,447,200 kilogrammes; elle s'élevait, pour la même période de 1886, à 7,015,100 kilogrammes et, de 1887, à 11,611,000 kilogrammes.

Mais, quoi qu'il en soit, que les surtaxes aient seulement pour effet de rétablir à la frontière »l'horizontalité du plan des échanges« dans le sens indiqué plus haut; ou bien qu'elles aient pour effet d'aider au développement de la fabrication du sucre par la hausse du prix sur le marché intérieur, de manière à lui permettre d'étendre l'exportation de ses produits; ou bien encore qu'elles aient surtout pour effet la protection des raffineries, conséquence qui ne paraît pouvoir être contestée, — il semble que, dans tous les cas, la question des surtaxes rentre dans le cadre de nos Conférences, tel qu'il a été tracé par la Circulaire de Lord Salisbury du 2 juillet dernier, et notamment dans les termes de la quatrième proposition de ce programme portant qu'il y a aura lieu d'examiner les divers moyens d'engager les Gouvernements à supprimer la prime.

M. Pistorius propose donc à la Conférence de vouloir bien examiner si la suppression des surtaxes entre les Pays contractants pour leurs sucres bruts et raffinés, y compris ceux de leurs Colonies, n'est pas à considérer comme un corollaire inévitable de la suppression des primes à l'exportation.

Personne ne demandant la parole après cette lecture, M. le Président croit devoir déclarer que, si la quatrième proposition de la Circulaire permet de soulever la question des surtaxes, le Cabinet britannique n'avait certainement pas eu la pensée de la mettre en évidence. Cependant, les

Délégués du Gouvernement de la Reine ne feront pas d'opposition à ce qu'elle soit discutée, si tel est l'avis des autres Délégués.

M. Sans-Leroy demande si le Gouvernement néerlandais considère qu'on peut supprimer les primes sans supprimer en même temps les surtaxes de douane.

M. Pistorius déclare que, s'il a fait sa proposition, ce n'est pas pour provoquer une discussion immédiate. Il est guidé par les mêmes motifs qui ont amené le Délégué espagnol à soulever la question des droits compensateurs. Sa proposition, comme celle de M. Dupuy de Lôme, pourra être examinée et discutée lorsque la Conférence se réunira de nouveau. Il a voulu éviter qu'à cette époque la question des surtaxes parût surgir inopinément.

M. Kamensky expose de quelle manière il comprend les deux propositions qui viennent d'être faites: M. Pistorius veut supprimer les surtaxes, M. Dupuy de Lôme veut en établir de nouvelles.

M. Walpole explique la différence qu'il y a entre des droits compensateurs qui frappent les sucres provenant des Pays non contractants, et les surtaxes ordinaires qui atteignent les sucres des Pays contractants.

M. Dupuy de Lôme dit qu'il a proposé une mesure de défense contre les primes, tandis que M. Pistorius a parlé des surtaxes en général.

M. Verkerk Pistorius dit qu'il a voulu mettre à l'ordre du jour la question des surtaxes entre les Pays contractants.

M. Sans-Leroy demande à préciser le sens des réponses faites par M. le Président aux Représentants de l'Espagne et des Pays-Bas. Il ne croit pas qu'il entre dans les intentions du Gouvernement de la Reine de soumettre, comme base d'arrangement, l'exclusion de toute surtaxe douanière, ainsi que le propose M. Pistorius. Il y a une différence considérable entre les deux propositions: celle de M. Dupuy de Lôme, sur laquelle il a déjà fait toutes ses réserves, peut se rattacher directement au programme tracé par le Marquis de Salisbury, tandis que le projet de M. Pistorius n'y figure pas.

M. Pistorius demande s'il y a des objections à ce que la question des surtaxes soit soumise à l'examen de la Conférence lorsqu'elle se réunira de nouveau, bien que tout d'abord le Cabinet britannique n'ait pas eu l'intention de la comprendre dans son programme.

M. Kamensky demande s'il est possible de soulever à la Conférence des questions comportant une intervention dans la législation douanière de chaque pays.

M. Pistorius fait remarquer qu'il en a toujours été ainsi dans les Conférences antérieures.

M. le Président, tout en admettant que le Gouvernement Britannique ne s'était pas attendu à ce que la question des surtaxes serait soulevée, reconnaît à M. Pistorius le droit de la soumettre à la Conférence.

M. de Smet demande la parole. Il rappelle que dans la deuxième séance de la Conférence, M. le Délégué de l'Italie a bien voulu offrir de répondre aux questions qui pourraient lui être posées sur le régime des sucres en Italie. Il demande la permission de lui en adresser quelques-unes.

Il résulte du mémoire relatif à l'imposition des sucres en Italie que, dans ce pays, les fabriques de sucre de betterave peuvent acquitter l'impôt, soit d'après le volume et la densité des jus épurés, soit sur les quantités de sucre produites.

M. de Smet désirerait savoir quel est celui des deux régimes qui a été préféré jusqu'ici par les fabricants italiens, et, en second lieu, à quelle phase du travail la prise en charge doit être effectuée dans le premier mode. Il demande si c'est immédiatement après la défécation ou la saturation des jus, ou bien à une phase ultérieure du travail, après la concentration par exemple.

M. Catalani, répondant à M. de Smet, explique que le régime choisi par les fabricants italiens de sucre de betterave est basé sur la densité et la température des jus. C'est au moment de la décharge du récipient qui recueille les jus déféqués que sont déterminés le volume et la densité des jus.

M. de Smet. »Il n'y a donc en réalité pas d'impôt sur les quantités de sucre produites?«

M. Catalani. »Non. Le sucre pris en charge est assujéti à un droit d'accise de 49.65 francs par 100 kilogrammes de sucre de la 1^{re} classe, et de 44.45 francs par 100 kilogrammes de sucre de la 2^e classe.«

M. de Smet remercie M. Catalani.

M. le Comte de Knefstein prie M. Pistorius de préciser ce qu'il entend par *surtaxes*.

M. Pistorius répond que c'est la différence entre les droits perçus, sous quelque forme que ce soit, sur les sucres nationaux, d'une part, et sur les sucres étrangers, de l'autre.

Après avoir consulté la Conférence, M. le Président fait connaître que la prochaine séance aura lieu le vendredi 16 décembre.

La séance est levée à trois heures et demie.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires,
H. Farnall, A. E. Bateman, E. Boizard.

Sixième séance.

(Vendredi 16 décembre 1887.)

Présidence de M. le Baron Henry de Worms.

Étaient présents:

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie et de la Suède. M. White, Premier Secrétaire de la Légation des États-Unis à Londres, assiste à la séance en qualité de Représentant officieux du Gouvernement des États-Unis.

Le procès-verbal de la quatrième séance est adopté.

Les Délégués espagnols remettent la Note ci-après, dans laquelle est formulée, dans sa forme définitive, la motion faite au cours de la dernière séance par M. Dupuy de Lôme :

» Proposition des Délégués de l'Espagne.

» Les Délégués de l'Espagne croient que la Conférence ne doit pas se limiter à abolir les primes; elle doit aussi chercher une garantie de cette abolition.

» L'Espagne a eu beaucoup à souffrir par le système des primes, ayant perdu presque totalement entre autres le marché de la Grande-Bretagne, ne pouvant pas y lutter contre les sucres primés. Les Délégués de l'Espagne considèrent que les primes, dans la pratique, équivalent à l'imposition d'un droit différentiel dans un marché tiers; ils doutent que la clause de la nation la plus favorisée soit justement appliquée dans les pays qui admettent aux mêmes conditions les produits primés et ceux qui ne le sont pas. Ils croient même qu'il ne sera pas possible à l'avenir de faire des Traités de commerce sans une garantie contre les primes.

» Sans vouloir donner à cette manifestation la portée d'une proposition formelle, ils croient néanmoins qu'il serait très important que MM. les Délégués soumissent ces idées à leurs Gouvernements respectifs afin de pouvoir considérer la situation qui sera faite dans tous les marchés aux sucres des pays qui ne donnent pas de primes et à ceux des pays qui les donnent.

» Dans cet ordre d'idées, ils proposent que les Hautes Parties contractantes considèrent s'il n'y aurait pas lieu à décider que les nations formant l'Union sucrière s'engageassent à prohiber l'importation des sucres provenant des pays qui accorderaient des primes ou à imposer un droit compensateur qui ne serait pas plus bas que le montant de ces primes.»

M. le Président soumet à la Conférence un projet de Protocole accompagné d'un projet de Convention.

La discussion s'ouvre sur le projet de Protocole.

M. Jordan propose de modifier le deuxième paragraphe de manière à établir que le projet de Convention soumis à la Conférence émane de l'initiative de MM. les Délégués britanniques.

M. le Président fait remarquer que les clauses du projet de Convention sont empruntées aux Procès-Verbaux des séances de la Conférence et au Rapport de la Commission. La rédaction proposée par M. Jordan laisserait supposer que les Procès-Verbaux des séances n'ont pas été adoptés par tous les Délégués.

M. Jordan fait remarquer que le projet de Convention contient des dispositions nouvelles qui n'ont été l'objet d'aucune délibération; telles sont les clauses relatives aux colonies et aux pays dans lesquels le sucre n'est pas imposé. M. Jordan hésite à se rallier au projet de Protocole parce qu'il donne lieu de supposer que les Délégués de l'Allemagne aient pris part à la rédaction du projet de Convention.

M. le Président fait remarquer qu'on a cru conforme à l'intérêt de toutes les Puissances de faire entrer les Colonies dans le régime conven-

tionnel et de reconnaître à celles qui sont autonomes le droit d'y adhérer. Quant aux pays où il n'y a pas d'impôt, il n'y aurait pas à en faire mention, si, dans une convention, il n'était pas nécessaire de prévoir toutes les éventualités. En résumé, le projet de Convention est le résultat logique des discussions auxquelles tous les Délégués ont pris part.

M. Jordan tient à ce que le Protocole soit modifié dans le sens de sa proposition, parce qu'il n'a pas reçu mission de prendre part à la rédaction d'une Convention.

M. Kennedy expose les précédents. Les Délégués rédigent d'abord un Projet; c'est seulement ensuite que les Gouvernements nomment des Plénipotentiaires pour signer l'Acte définitif.

M. le Président cite à l'appui les Protocoles de clôture de 1877.

M. Jordan croit qu'il ne serait pas contraire aux habitudes diplomatiques de dire, dans le Protocole, que le Projet de convention a été rédigé par les Délégués britanniques, et que ceux-ci invitent leurs Collègues à le soumettre, à le recommander même à leurs Gouvernements. M. Jordan s'engagerait volontiers à soumettre le Projet présenté sous cette forme, et son Gouvernement déciderait s'il y a lieu d'en faire l'objet de négociations ultérieures.

M. Dupuy de Lôme fait remarquer que, si une Convention ne devait pas être le résultat des délibérations, la Conférence aurait été sans objet. Il croit que M. le Président a présenté les projets qui sont soumis à la Conférence comme Président de cette Assemblée, et non pas en qualité de Délégué britannique.

M. le Président déclare que cette interprétation est parfaitement exacte.

M. Dupuy de Lôme ajoute qu'il appartient maintenant à la Conférence de discuter le Projet et de décider si M. le Président a bien rendu les idées qui ont prévalu dans les discussions.

M. le Comte de Kuefstein exprime l'avis qu'il y aurait lieu de mentionner dans le Protocole les travaux de la Commission. Pour tenir compte des scrupules qui viennent de se produire et pour faciliter en même temps un accord général, il propose une nouvelle formule pour les alinéas 2, 3 et 4.

Une conversation s'engage à ce sujet entre M. le Président, M. Sans-Leroy, M. Batanero et M. Jordan. L'amendement de M. le Comte de Kuefstein, modifié à la suite de cet échange d'idées, est substitué à la rédaction primitive des deuxième et troisième paragraphes du Protocole.

M. Kamensky demande à faire insérer dans le Protocole que l'établissement du régime de l'entrepôt, est inutile en Russie, le régime actuel donnant toutes les garanties nécessaires.

M. Sans-Leroy demande à M. le Délégué russe quel inconvénient il voit à accepter la fabrication et le raffinage en entrepôt, puisque c'est précisément ce régime qui est en vigueur dans les usines de son pays. Exercice ou entrepôt sont deux termes à peu près synonymes. M. Sans-Leroy en appelle à l'expérience de M. Pistorius.

M. Pistorius se rallie aux observations de son Collègue. Sauf les primes directes accordées pour les sucres exportés en Asie, le système russe

est précisément celui que la Conférence désirerait voir adopter par tout le monde.

M. Sans-Leroy complète sa pensée en expliquant la différence qu'il y a, d'après lui, entre l'exercice proprement dit et l'entrepôt. L'exercice suppose que la matière imposable est suivie dans toutes ses transformations; le régime de l'entrepôt peut se borner à la constatation des entrées et des sorties. La Russie possède à la fois l'exercice et l'entrepôt.

M. Kamensky se déclare satisfait.

M. Verkerk Pistorius dit que, d'après la rédaction du Protocole, il semblerait que les Délégués sont tous tombés d'accord sur la clause du Projet de Convention concernant le régime applicable à la Belgique; c'est là une manière de voir que M. Pistorius ne saurait accepter.

M. le Président pense que les opinions à cet égard pourront se produire lorsqu'on discutera l'article 3 du Projet de convention.

M. Jordan reproduit les réserves qu'il a déjà faites quant à la date à laquelle les Gouvernements devront adresser les Projets qui leur sont demandés au Gouvernement britannique.

A la suite d'une conversation entre M. le Président, MM. Pistorius et du Jardin, il est entendu que le Gouvernement britannique communiquera à tous les Gouvernements qui prennent part à la Conférence, non seulement les Projets qui lui auront été transmis, mais encore les critiques auxquelles ces différents Projets auront donné lieu.

Le Projet de Protocole est adopté.

M. du Jardin soulève la question de savoir si, dans l'intervalle des deux sessions de la Conférence, les résultats de ses premières délibérations pourront, sans inconvénient, être livrés à la publicité.

L'examen de cette question est renvoyé à la prochaine séance.

M. le Président propose de commencer l'examen du Projet de convention.

Sur l'article 1^{er}, il est entendu que les Hautes Parties contractantes n'auront pas satisfait à la condition qui leur est imposée par le seul fait d'avoir proposé à leur Législatures des mesures que celles-ci n'auraient pas sanctionnées. Sous le bénéfice de cette observation, l'article 1^{er} est adopté.

Sur l'article 2, il est entendu qu'il n'y aura pas lieu de soumettre les fabriques de glucose au régime de l'exercice dans les Pays où ce produit n'est pas imposé.

La discussion s'engage sur l'article 3.

M. Verkerk Pistorius expose que les termes de cet article attribuent aux Délégués une opinion qu'ils n'ont jamais émise, à savoir que la Belgique ne se trouve pas dans les mêmes conditions que les autres Pays au point de vue du système d'impôt sur les quantités de sucre produites.

M. du Jardin fait remarquer que l'article 3 du Projet de convention reproduit les termes du rapport de la Commission.

M. Verkerk Pistorius répond que, dans le rapport de la Commission, la même idée est exprimée sous la forme d'une réserve faite par les Délé-

gués de Belgique. Dans le Projet de convention, elle est présentée comme une constatation de fait acceptée par tous les Délégués.

M. Pistorius croit qu'il y aurait une manière plus simple d'exposer la vérité de la situation. Tous les Délégués, à l'exception des Délégués belges, sont d'accord sur ce point que l'impôt à la consommation est le seul moyen d'abolir les primes. Dans ces conditions, il serait plus logique de supprimer l'article 3, sauf, pour les Délégués de Belgique, à faire leurs réserves au procès-verbal de clôture. M. Pistorius ne saurait admettre que les réserves faites par un seul Pays soient formulées comme article conventionnel.

M. du Jardin fait remarquer que si l'article 3 vient à disparaître de l'avant-projet, la Belgique semble, par le fait, exclue de l'Arrangement en négociation avant que les Gouvernements se soient prononcés sur la valeur des équivalents présentés par les Délégués belges. Il ajoute qu'il ne peut y avoir aucun inconvénient à maintenir l'article 3 dans l'avant-projet, puisqu'il a déjà été entendu que les Délégués se borneront à soumettre cet avant-projet à leurs Gouvernements respectifs sans en recommander l'adoption.

M. Sans-Leroy partageait d'abord la manière de voir de M. Pistorius; il lui semblait peu logique qu'un article de la Convention fût soumis à l'examen des Gouvernements par la totalité des Délégués, alors que les dispositions en sont considérées comme inacceptables par la grande majorité. Cependant, il serait possible que, dès le principe, la Belgique eût mis pour condition de sa présence à la Conférence qu'elle ne serait pas forcée de changer son *modus vivendi*. Dans la pensée de M. Sans-Leroy, ce serait faire acte de déférence envers le Gouvernement belge que de laisser subsister la rédaction, sauf à faire sur ce point toutes les réserves nécessaires.

Les Délégués sont successivement appelés à faire connaître s'ils acceptent ou non l'article 3.

Les Délégués de Belgique, de Danemark et de Suède l'acceptent sans réserves.

M. Sans-Leroy formule dans les termes suivants sa manière de voir et celle de ses Collègues:

« Les Délégués français, ne croyant pas que le régime proposé pour la Belgique présente, pour la suppression des primes, les garanties dont les Hautes Parties contractantes ont le devoir de s'entourer, font sur l'article 3 les plus expresses réserves. »

M. Verkerk Pistorius croit qu'il ne suffit pas de s'en tenir à une simple mention dans le procès-verbal, et qu'il conviendrait de faire ces réserves au Protocole de clôture.

Sous le bénéfice de cette observation, les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de l'Espagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie se rallient aux réserves formulées par les Délégués français.

Après une conversation entre MM. Dupuy de Lôme, Batanero, Pistorius et Sans-Leroy, conversation dans laquelle les Délégués de l'Espagne ont tenu à constater que l'interprétation de l'article 4 comporte la liberté

d'imposer des droits de douane, pourvu que l'on n'accorde pas de drawbacks, les articles 4 et 5 sont adoptés.

M. de Smet fait connaître que M. le Premier Délégué de Belgique, présent à la séance, mais atteint d'une aphonie complète qui l'empêche de prendre part aux débats, l'a prié de donner lecture de la Note suivante qu'il a préparée :

» L'opinion exprimée dans la séance du 14 par M. le Premier Délégué des Pays-Bas, sur la nécessité de supprimer toute surtaxe ou protection sur les sucres entre les Pays contractants, n'ayant pas semblé être partagée par les Délégués de plusieurs Pays, je me suis demandé si l'on ne pourrait, par un *mezzo termine*, donner satisfaction, dans la limite du possible, aux divers intérêts engagés dans la question.

» En principe, j'adhère complètement aux idées développées par M. Pistorius. Il est vrai que la suppression des protections douanières n'est pas inscrite dans le programme des Conférences, qui ne comprend que la suppression des primes directes; on ne peut, cependant, admettre que le lendemain du jour où la Convention sera signée, chaque Pays ait le droit de fermer ses frontières par des droits prohibitifs et d'accorder ainsi indirectement à son industrie des avantages équivalents à des primes.

» Si, toutefois, on ne parvenait pas à se mettre d'accord sur ce point, ne pourrait-on tout au moins décider que les surtaxes existant aujourd'hui ne seront pas augmentées?

» Dans le cas où la Conférence adopterait cette proposition, on pourrait intercaler dans le Projet de Convention, entre les articles 5 et 6, la disposition suivante :

» Article 5 bis.

» Il ne pourra être établi sur les sucres importés d'un des Pays contractants dans un autre aucune surtaxe nouvelle. Les surtaxes existant actuellement ne pourront être augmentées.

» Il semble d'autant plus nécessaire d'introduire une disposition de ce genre dans le Projet de Convention que cela amènera les différents Pays à se prononcer sur la question.»

M. Verkerk Pistorius déclare que, tout en sachant gré à son honorable Collègue le premier Délégué belge de l'appui qu'il a bien voulu lui prêter et de son intention conciliatrice, il ne saurait souscrire à un Protocole qui contiendrait la proposition énoncée dans la Note de M. Guillaume; il ne peut accepter la mission d'engager son Gouvernement à se rallier, sur ce point, à une solution qui consisterait dans le maintien des surtaxes actuelles.

M. du Jardin république qu'il donnerait la préférence à la solution préconisée par M. Pistorius, c'est-à-dire à la suppression totale des surtaxes.

La proposition belge est présentée subsidiairement comme une transaction dans le cas où une entente ne pourrait se produire sur les bases proposées par M. Pistorius.

M. Verkerk Pistorius craint que l'adoption de la formule proposée par les délégués belges ne préjuge la question; il préfère que les Gouverne-

ments soient simplement appelés à examiner la question des surtaxes au même titre que les autres.

M. Dupuy de Lôme propose de laisser cette question en dehors de toute discussion.

M. Sans-Leroy ne peut se rallier entièrement à cette manière de voir. Il comprend la nécessité d'éviter les questions irritantes; mais il y a quelques points sur lesquels il n'est pas inutile de laisser pressentir l'opinion des Gouvernements, si l'on ne veut pas s'exposer, lors de la reprise des conférences, à des surprises désagréables. Il ne lui paraît pas possible d'obtenir de tous les Gouvernements l'engagement de n'établir aucune surtaxe.

M. le Président déclare que le Gouvernement britannique n'a pas eu le désir de soulever cette question; mais, si l'on est d'accord pour la discuter, il n'y mettra pas d'obstacles.

M. du Jardin craint qu'on ne puisse obtenir des Chambres belges la sanction d'une Convention laissant aux contractants la faculté de mettre n'importe quelles surtaxes sur les sucres provenant d'un pays signataire du Traité.

M. Sans-Leroy dit qu'il a envisagé la question à un point de vue purement spéculatif. La France, en effet, exporte beaucoup plus de sucre raffiné que de sucre brut. Les surtaxes sur les sucres bruts son plutôt une gêne qu'un avantage pour les raffineurs. Dans la discussion de la loi de 1886, les raffineurs ont déclaré qu'ils abandonneraient volontiers la surtaxe qui pèse sur les sucres raffinés, si l'on supprimait celle qui frappe les sucres bruts et restreint leurs facilités d'approvisionnement. Dans cette question, M. Sans-Leroy est guidé par le désir de faciliter un accord, et non par la pensée de garder un avantage que les principaux intéressés seraient prêts à sacrifier.

M. du Jardin ne comprendrait pas qu'une Convention ne contint que des charges ou des obligations pour les contractants, sans leur accorder aucun avantage. Il invoque les précédents de 1875 et de 1877.

M. Sans-Leroy expose que la situation se trouve, à cet égard, complètement changée; ce qui était possible dans un arrangement entre un petit nombre de contractants ne l'est plus dans une Convention qui réunit presque tous les États producteurs. Il lui paraît impossible d'amener tous ces Pays à aliéner le droit de réserver à leurs industriels le marché national. Le but auquel doit tendre la Conférence, c'est que les sucres de toutes provenances puissent arriver sur les marchés tiers dans les mêmes conditions de production.

M. du Jardin insiste pour que l'on mette aux voix la proposition de M. Pistorius et, subsidiairement, la proposition belge.

M. Verkerk Pistorius déclare qu'il n'a pas voulu formuler de proposition définitive, parce que la Conférence n'est pas actuellement en mesure de résoudre la question. Il demande donc qu'elle soit réservée pour être soumise aux Gouvernements et discutée à la prochaine session de la Conférence.

M. Kamensky se rallie complètement à la manière de voir qui a été

exprimée par le Délégué français et ne croit pas que la Russie abolisse les surtaxes. Les tarifs resteront tels qu'ils sont.

M. Dupuy de Lôme déclare que, dans la pensée de son Gouvernement, la question des surtaxes ne devait pas entrer dans le programme de la Conférence. Aussi n'a-t-il pas d'instructions à cet égard. Il dira, cependant, que l'Espagne a toujours entendu garder le marché métropolitain pour les sucres de ses provinces d'outre-mer, que Cuba et Porto-Rico sont des provinces espagnoles, et que l'abolition de tout droit d'entrée sur les sucres de Cuba n'est qu'une faible compensation pour la crise dont souffre cette île et des sacrifices qu'a imposés à cette province l'abolition de l'esclavage sans indemnité.

M. Jordan désire réserver complètement à l'appréciation de son Gouvernement la question qui vient d'être discutée, de même que les dispositions contenues dans les articles 4 et 5 du Projet de Convention.

M. le Comte de Knefstein dit qu'en présence d'une proposition nouvelle il ne peut pas se prononcer. La question devra être encore étudiée. En conséquence, il ne pourrait pas se rallier à l'article 5 *bis*.

On passe à la discussion de l'article 6.

M. Verkerk Pistorius demande s'il n'y aurait pas lieu d'établir un bureau international pour la publication non seulement des lois et règlements, mais encore d'une statistique officielle sur le mouvement des sucres dans tous les pays.

M. le Président dit que cette question pourrait être examinée par le Congrès sur la publication des tarifs qui se tiendra à Bruxelles au mois de mars prochain.

Les articles 6 et 7 sont adoptés.

Après quelques observations faites par M. Kennedy sur la forme de l'article 8, M. le Comte d'Onslow fait connaître que, parmi les colonies britanniques, deux seulement donnent des primes, la Nouvelle-Zélande et Victoria. La première de ces colonies a offert une prime directe de $\frac{1}{2}$ penny par livre; mais cette prime n'a jamais été ni demandée ni payée. La colonie de Victoria a établi un droit qui permettrait une prime de 3 s. 6 d. par hundredweight. Le Gouvernement a l'espérance qu'avant le mois de mars les deux colonies seront entrées dans la Convention.

M. Sans-Leroy expose l'impossibilité de conclure un arrangement qui ne lierait pas les possessions et colonies britanniques.

M. le Comte d'Onslow déclare que le Gouvernement s'engage à faire aux colonies autonomes, nominativement désignées à l'article 8, les représentations nécessaires, et qu'il espère une réponse favorable.

L'article 8 est adopté.

La discussion s'engage sur l'article 9.

M. Sans-Leroy croit impossible de fixer la date du 1^{er} août 1888 comme point de départ de la Convention. Il cite l'exemple de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie qui ont laissé s'écouler plus d'une année entre la présentation des lois et leur application. Il propose de laisser la date en blanc, afin que les divers États soient mis à même de fournir leur avis sur l'époque à laquelle la Convention pourrait entrer en vigueur.

M. Jordan adhère à cette proposition.

M. du Jardin dit que les fabricants de son pays s'émeuvent; qu'il serait important de savoir des maintenant qu'un changement de législation paraît peu probable pour la campagne prochaine. Il explique l'impossibilité matérielle de faire voter une loi par le Parlement belge avant cette époque.

M. le Président résume cette discussion en disant que la Conférence sera mieux en mesure de fixer la date au cours de sa deuxième session.

L'article 9 est adopté sans indication de date.

L'article 10 est adopté.

L'ensemble du Projet est adopté sous toutes les réserves formulées dans la discussion qui est consignée dans le présent procès-verbal.

La prochaine séance est fixée à trois heures, lundi 19 décembre.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires,
H. Farnall, A. E. Bateman, F. Boizard.

Septième séance.

(Lundi 19 décembre 1887.)

Présidence de M. le Baron Henry de Worms.

Étaient présents:

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie et de la Suède. M. White, premier Secrétaire de la Légation des États-Unis à Londres, assiste à la séance en qualité de Représentant officieux du Gouvernement des États-Unis.

Le procès-verbal de la cinquième séance est adopté sauf une rectification signalée par M. le premier Délégué des Pays-Bas.

À la suite d'un échange d'idées entre M. le Président, M. du Jardin, M. Dupuy de Lôme et M. Pistorius, il est entendu que les réserves formulées par les Pays-Bas en ce qui concerne les surtaxes d'importation, et par l'Espagne en ce qui concerne les moyens de défense contre l'importation des sucres primés, ne figureront pas au Protocole de clôture, mais resteront insérées dans les procès-verbaux.

Sur l'article 5 du projet de Convention, il est entendu, à la demande de M. Pistorius, que les Pays contractants auront le droit d'abolir leur impôt tout en restant dans la Convention.

M. Catalani rappelle qu'à la dernière séance M. le Président a réservé sur cette question l'opinion du Gouvernement britannique.

M. le Président répond qu'en se référant aux dépêches échangées entre le Marquis de Salisbury et le Prince de Chimay il a vu que, dès

le principe, la Belgique, en acceptant l'invitation de participer à une Conférence, avait annoncé que ses Délégués ne seraient pas autorisés à accepter le principe de l'impôt à la consommation. Le Gouvernement britannique ayant accepté cette adhésion conditionnelle ne saurait aujourd'hui exprimer une opinion sur les réserves formulées à cet égard par les Délégués de plusieurs pays.

A la demande de M. du Jardin, il sera mentionné au procès-verbal que les Délégués belges se sont abstenus sur le paragraphe du Protocole relatif à l'article 3 du projet de Convention.

M. du Jardin rappelle qu'à la dernière séance, la question a été posée de savoir si, dans l'intervalle des deux sessions de la Conférence, les résultats de ses premières délibérations, c'est-à-dire les procès-verbaux, le Protocole et le projet de Convention, pourraient être livrés à la publicité.

M. le Président répond qu'après avoir consulté M. le Marquis de Salisbury il lui paraît impossible, en présence des exigences du régime parlementaire, de tenir secrets les résultats de la Conférence.

Le procès-verbal de la sixième séance est lu et adopté.

Il est procédé à la signature du Protocole annexé au présent procès-verbal.

M. le Président prononce l'allocution suivante :

»Messieurs et chers Collègues,

»Je dois vous faire part d'une lettre que je viens de recevoir du Marquis de Salisbury. En voici la traduction :

»Le 17 décembre 1887.

»Mon cher Baron de Worms,

»Un engagement politique, dont la date a été fixée depuis longtemps, m'empêche de me rendre à Londres lundi prochain; c'est à mon plus vif regret que je me trouve dans l'impossibilité d'assister à la dernière séance de la Conférence sur le régime des sucres. Je vous prie de faire toutes mes excuses à MM. les Délégués et de les féliciter en mon nom sur l'heureux résultat de leurs travaux. La suspension des Conférences n'est qu'un ajournement; à la reprise des négociations au mois de mars, lorsque les Délégués reviendront, comme je l'espère, armés de pouvoirs nécessaires à donner un effet pratique à leurs délibérations, je compte avoir l'honneur de leur souhaiter personnellement la bienvenue.

»Tout à vous.

»Salisbury.

»Dans quelques moments nous allons nous séparer. Nous sommes arrivés à un moment d'arrêt dans nos travaux.

»Les divers États nous avaient donné mandat de discuter la suppression des primes sur le sucre. La mission n'était pas sans difficultés. On cherche une solution de cette question depuis vingt-sept ans. Nous avons tous eu des intérêts divers, quelquefois divergents, à ménager; mais il a été bientôt manifeste que nous visions tous le même but, et l'unanimité n'a pas tardé à se produire. C'est ainsi que nous avons préparé un projet de Convention qui résume les décisions que nous avons prises et les recommandations que la Commission nous a faites. Nous pouvons hardiment

le soumettre à l'approbation de nos Gouvernements. J'ai la confiance qu'il sera accepté. Nous saurons, dans ce cas, que nous avons contribué à un grand acte de justice à l'égard du commerce international, acte qui ne manquera pas de fortifier les bonnes relations que ce commerce établit entre les peuples.

» Notre œuvre peut laisser subsister quelques lacunes, mais elle pose les véritables principes de l'union que nous voulons former. Permettez-moi, en ma qualité de Président de cette Conférence, de faire quelques observations sur ce qui me paraît être la vraie portée du projet que nous allons soumettre à nos Gouvernements. Tout en se préoccupant de l'uniformité, il ne formule aucun projet de loi, ou de règlement, qui doive être adopté par tous les États. Mais il affirme les seuls principes qui puissent assurer l'uniformité des résultats. Je crois qu'on ne saurait atteindre cette uniformité de résultats par la voie de l'uniformité de législation. L'esprit des lois et des règlements diffère d'un pays à l'autre. Les mœurs administratives ne diffèrent pas moins. Je vous avouerai qu'il est incontestable pour moi que les caractères de la fraude sont loin d'être les mêmes partout.

» Il est des pays où l'administration fera tous ses efforts pour prévenir un procédé frauduleux qui sera presque inconnu dans un autre pays. Ici on ne déjouera les tentatives de fraude que par telle ou telle disposition qui serait inutile ailleurs. Je conçois, même, que l'uniformité de législation pourrait bien ne pas assurer les résultats que nous désirons obtenir, notamment la cessation de la prime.

» Nous laissons à chaque pays la responsabilité de déterminer, selon les besoins de ses industriels et selon ses habitudes administratives, quelles sont les dispositions législatives qui assureront le fonctionnement régulier des systèmes d'impôts que décrètera la Convention.

» Cette responsabilité individuelle de chaque État est la meilleure de toutes les garanties. Tous les Gouvernements ont résolu, soyons-en convaincus, de faire disparaître la prime; ils le désirent sincèrement. Voilà la vraie base de l'Union.

» La loi que le Gouvernement de chaque État formulera devra établir nettement que la prime cessera désormais d'exister chez lui. Il incombe à chaque Gouvernement d'agir comme si la réalisation du désir commun dépendait de lui seul; il faut que les dispositions de chacune des lois soient d'une efficacité si complète et si évidente que les autres Gouvernements n'aient aucune difficulté à y trouver toutes les garanties qu'ils ont le droit de demander, et sans lesquelles ils ne voudraient pas, de leur côté, faire partie de l'Union.

» Il me reste, mes chers Collègues, à vous remercier, en mon nom personnel; la bienveillance cordiale que vous n'avez cessé de me témoigner a rendu bien facile la tâche de présider à vos délibérations. Je vous en dois une profonde gratitude. Je n'ai aujourd'hui qu'un regret, c'est que nous soyons contraints de suspendre pour un temps nos Conférences. Cette interruption même marque combien sont grands les progrès que nous avons déjà faits.

»Si nous nous séparons, ce n'est que pour préparer les lois qui donneront un corps au projet de Convention que nous venons de rédiger.

»Je dois aussi exprimer à M. Boizard les meilleurs remerciements de la Conférence, et tout particulièrement ceux du Foreign Office, pour la gracieuse obligeance avec laquelle il s'est mis à notre disposition pour la rédaction des procès-verbaux. Son concours nous a été précieux.»

M. le Comte de Kuefstein répond en ces termes à M. le Président:

»Après le discours de M. le Président, je n'oserais certainement plus prendre la parole s'il ne s'agissait pas d'un devoir impérieux à remplir en lui offrant nos plus chaleureux remerciements pour la manière courtoise dont il a dirigé les travaux, et pour la grande obligeance qu'il n'a cessé d'apporter dans ses relations avec nous. C'est un devoir du cœur que je suis heureux de pouvoir remplir.

»Quand nous nous sommes réunis ici pour répondre à l'invitation du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, on pouvait prévoir de nombreuses difficultés. Aujourd'hui nous nous séparons après avoir trouvé les éléments d'un accord général.

»Si, dans nos pays respectifs, on approuve ce que nous venons de faire, nous aurons la satisfaction d'avoir contribué au rapprochement des nations représentées ici, relativement à une des questions les plus délicates. Nous le devons certainement à l'esprit de conciliation dont chacun de nous s'est inspiré, mais nous le devons aussi, et surtout, à la direction habile et éclairée de notre très honoré Président, grâce à laquelle nous avons obtenu un résultat qui peut avoir de très heureuses conséquences.

»Je dois donc être l'interprète des sentiments de tous mes collègues en lui exprimant nos plus chaleureux remerciements, et je suis également sûr de l'approbation générale en étendant nos remerciements à tous les membres de la délégation de la Grande-Bretagne, qui nous ont donné des témoignages continuels d'obligeance et de sympathie.

»Et, *the last, but not the least*, nous désirons dire à MM. les Secrétaires de la Conférence, auxquels M. Boizard a bien voulu se faire adjoindre, combien nous leur sommes reconnaissants de l'habileté et de la patience avec laquelle ils ont reproduit nos paroles et rédigé les procès-verbaux de nos discussions.»

M. Sans-Leroy exprime, à son tour, à M. de Kuefstein les remerciements de la Conférence.

M. le Président propose de fixer la date de la prochaine séance, qui ouvrira la deuxième session, au jeudi 5 avril prochain.

Cette date est adoptée sans observation.

Le procès-verbal de la séance actuelle est lu et adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires,
H. Farnall, A. E. Batemann, E. Boizard.

Protocole.

Les soussignés, Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie et de la Suède, se sont réunis à Londres le 24 novembre 1887, afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres.

A la suite des délibérations consignées dans les procès-verbaux des séances, il sont tombés d'accord sur les principes énoncés dans le Rapport de la Commission. Pour donner à cette énonciation une application pratique, le Président de la Conférence leur a communiqué un projet de Convention qu'ils ont examiné et qu'ils s'engagent à soumettre à l'appréciation de leurs Gouvernements, en les priant de faire connaître au Gouvernement de Sa Majesté Britannique avant le 1^{er} mars s'ils adhèrent aux principes de ce projet de Convention, qui est annexé au présent Protocole. En cas affirmatif, chaque Gouvernement communiquera au Gouvernement Britannique, avant ladite date, un projet indiquant les bases d'application du système de l'impôt sur les quantités de sucre produites. Ce projet mentionnera dans quelles limites et dans quels cas on ferait usage de la sacharimétrie. Chaque Gouvernement fera connaître en même temps si, pour réaliser l'uniformité, il serait disposé à admettre la méthode dite française, généralement usitée dans le commerce de plusieurs nations.

En ce qui concerne l'article 3 dudit projet de Convention, les Délégués français, ne croyant pas que le régime proposé pour la Belgique présente, pour la suppression des primes, les garanties dont les Hautes Parties contractantes ont le devoir de s'entourer, font sur cet article les plus expresses réserves. Les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de l'Espagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie adhèrent aux réserves faites par les Délégués français.

Fait à Londres, le 19 décembre 1887.

Ch. Sans-Leroy.

Florian.

Jordan.

Jaehnigen.

Kuefstein.

Guillaume.

Du Jardin.

D. de Smet.

Lange.

Antonio Batanero.

Dupuy de Lôme.

Henry de Worms.

Onslow.

C.-M. Kennedy.

F.-G. Walpole.

T. Catalani.

Pistorius.

G. Eschauzier.

B. Reiger.

C. Van de Ven.

G. Kamensky.

Robert Dickson.

Annexe au Protocole du 19 Décembre 1887.

Projet de Convention.

Les Hautes Parties contractantes, désirant assurer la suppression totale des primes ouvertes ou déguisées à l'exportation des sucres, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leur Plénipotentiaires savoir :

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article Premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives des mesures qui constitueront une garantie absolue et complète qu'il ne soit accordé aucune prime ouverte ou déguisée à l'exportation des sucres.

Art. 2.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à adopter ou à proposer à leurs législatures respectives un système d'impôt sur les quantités de sucres produites et destinées à la consommation, comme le seul qui permette d'arriver à la suppression des primes en question, et à soumettre au même régime les fabriques de glucose et les fabriques pour l'extraction du sucre des mélasses.

Art. 3.

La Belgique ne se trouvant pas dans les mêmes conditions, au point de vue de l'application du système d'impôt sur les quantités de sucre produites, le régime actuellement établi dans ce Royaume pourra être maintenu, sauf les modifications suivantes :

La quotité de l'impôt sera ramenée de 45 à 25 francs, à partir de la mise en vigueur de la présente Convention. La prise en charge des fabriques abonnées sera portée de 1,500 à 1,700 grammes.

Art. 4.

Seront également admis à la Convention les États ou les colonies et Possessions étrangères des Hautes Parties contractantes qui, tout en n'adoptant pas le système dont il est fait mention à l'article 2, n'imposent pas d'impôts sur les sucres, ou qui s'engagent à n'accorder aux sucres bruts ou raffinés qui viennent à être exportés aucun drawback, remboursement ni décharge de droits ou de quantités.

Art. 5.

Dans le cas où un État qui n'impose pas de droits sur le sucre viendrait à en établir, cet État devra établir ces droits sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation, ou bien ne donner aucun drawback, remboursement ni décharge de droits ou de quantités.

117.

ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE,
DANEMARK, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS, FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, PAYS-BAS, RUSSIE.

Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à
Londres du 5 avril au 12 mai 1888, afin d'étudier les bases
d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres.

*Documents diplomatiques publiés par le Ministère des Affaires Étrangères.
Paris 1888.*

Deuxième Session.

Huitième séance.

(Jeudi 5 avril 1888.)

Présidence de M. le baron Henry de Worms.

La Conférence internationale sur le régime des sucres a repris ses séances le jeudi 5 avril 1888, à 3 heures, au Foreign Office, sous la présidence de M. le Baron Henry de Worms, Membre de la Chambre des Communes, Sous-Secrétaire d'État au Colonial Office.

Les différents Gouvernements sont représentés par leurs Délégués, savoir:

Pour l'Allemagne:

MM. Jordan, Conseiller intime actuel de légation, Consul général de l'Empire d'Allemagne à Londres;
Jaehnigen, Conseiller des Finances.

Pour l'Autriche-Hongrie:

M. le Comte de Kuefstein, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.

Pour la Belgique:

MM. Guillaume, Directeur général au Ministère des Finances;
du Jardin, Inspecteur général au Ministère des Finances;
assistés par M. de Smet, Sous-Directeur au Ministère des Finances.

Pour le Danemark:

M. de Barner, Chambellan de Sa Majesté le Roi de Danemark, Inspecteur général des Douanes.

Pour l'Espagne:

MM. Batanero, Député;
Dupuy de Lôme, Ministre résident.

Pour les États-Unis :

M. White, Chargé d'affaires des États-Unis à Londres.

Pour la France :

MM. Sans-Leroy, Député ;

Jusserand, Chargé d'affaires de France à Londres ;

Pallain, Conseiller d'État, Directeur général des Douanes ;

Catusse, Conseiller d'État, Directeur général des Contributions indirectes ;

Boizard, Sous-Chef de bureau au Ministère des Finances, Secrétaire des Délégués français.

M. Boizard est en même temps un des secrétaires de la Conférence.

Pour la Grande-Bretagne :

MM. le Baron Henry de Worms, Membre de la Chambre des Communes, Sous-Secrétaire d'État au Colonial office ;

le Comte d'Onslow, Secrétaire au Board of Trade ;

C. M. Kennedy, C. B., Directeur des Affaires commerciales au Foreign Office ;

F. G. Walpole, Directeur de la douane à Dublin.

Pour l'Italie :

M. Catalani, Chargé d'affaires d'Italie à Londres.

Pour les Pays-Bas :

MM. W. A. P. Verkerk Pistorius, Directeur général des Contributions directes, douanes et accises au Département des Finances ;

C. J. C. van de Ven, Contrôleur des douanes et accises à Rotterdam.

Pour la Russie :

M. Kamensky, Conseiller d'État actuel.

Les fonctions de Secrétaire sont remplies par :

M. H. Farnall, attaché au Foreign Office ; M. A. E. Bateman, Sous-Directeur au Board of Trade, et M. Boizard, Sous-Chef de bureau au Ministère des Finances ;

Celles de Secrétaire adjoint par :

M. Eyre A. Crowe, attaché au Foreign Office, et M. C. A. Harris, attaché au Colonial Office.

Sont attachés à la Conférence :

MM. W. E. T. Lawrance, Secrétaire particulier de M. le Baron H. de Worms ;

le Professeur Edmund Gosse, de l'Université de Cambridge, et du Board of Trade ;

Algernon Law, attaché au Foreign Office.

M. le Président fait les excuses de M. le Comte de Knefstein, de M. Catalani et de M. White, qui se trouvent dans l'impossibilité d'assister à la séance actuelle.

M. le Président prononce l'allocution suivante :

» Messieurs les Délégués et chers Collègues,

» Nous avons repris nos séances à la date proposée lors de notre dernière réunion. Je regrette que nous n'ayons pu vous remettre dans le

cours du mois de mars dernier les mémoires de toutes les Puissances représentées à la Conférence; malheureusement, nous ne les avons pas reçus à temps. Le Gouvernement de la Reine a néanmoins proposé aux divers États que la Conférence se réunisse aujourd'hui. Cette proposition a été accueillie unanimement. Un seul Gouvernement, celui des Pays-Bas, a suggéré un délai qui permit d'étudier plus à fond ces documents importants. La proposition était légitime; et je puis assurer MM. les Délégués des Pays-Bas que les conseils du Gouvernement Néerlandais sont toujours précieux à celui de Sa Majesté. Mais, dans les circonstances actuelles, ce dernier a cru devoir reprendre les séances aujourd'hui, parce que la grande majorité des Puissances avait déjà répondu affirmativement à la proposition du Gouvernement Britannique.

» Vous avez déjà reçu par la voie diplomatique les mémoires de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark et des Pays-Bas. J'ai l'honneur de vous présenter ceux de la France et de la Russie, ainsi que les communications diplomatiques que le Gouvernement de la Reine a reçues du Gouvernement Suédois et du Gouvernement Impérial du Brésil.

» Vous aurez observé que les mémoires, et particulièrement ceux de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, exigent que tous les pays producteurs de sucre fassent partie de l'Union que nous désirons former. Il est fait mention explicitement du Brésil et des États-Unis.

» Je me flatte que la Conférence trouvera dans la note du Ministre du Brésil toutes les garanties voulues.

» Quant aux États-Unis, je vous demanderai la permission de faire quelques remarques sur la situation de ce pays relativement à cette matière.

» La prime existe aux États-Unis, mais dans de très faibles proportions. M. Bayard, écrivant à la Légation britannique le 21 du mois de mars dernier, nous a expliqué que la Chambre des représentants discute la question de la revision du tarif douanier et du budget des recettes, et que, dans ces circonstances, les usages parlementaires des États-Unis ne permettent pas au Gouvernement d'adhérer dès à présent au projet de Convention élaboré à la Conférence. Mais M. Bayard ajoute :

» Les dispositions de l'article 7 de la Convention règlent l'adhésion » des États non signataires; en adoptant une attitude de réserve, nous ne » portons aucun préjudice à notre liberté d'action.«

» Ces paroles me permettent de croire que les États-Unis ne resteront pas en dehors de l'Union, bien qu'ils préfèrent attendre le moment où les autres Gouvernements auront définitivement réglé les détails de la Convention.

» Les États-Unis sont de nouveau représentés à nos conférences par leur Chargé d'affaires à Londres; quoique M. White ne remplisse pas toutes les fonctions de délégué, sa présence est une preuve de l'intérêt que son Gouvernement prend à nos délibérations.

» Du reste, les communications diplomatiques échangées entre le Cabinet de Londres et celui de Washington nous assurent que le Gouver-

nement des États-Unis ne demande pas mieux que de se mettre d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique sur la question des primes.

» L'article 8 de la Convention avait soulevé certaines craintes, lesquelles, je l'avoue, étaient parfaitement légitimes, bien que l'article en question soit inséré dans tous les traités de commerce conclus par la Grande-Bretagne. Ce sont les relations constitutionnelles de la mère patrie avec ses colonies autonomes qui le rendent nécessaire.

» Mon Gouvernement, en adhérant au projet de Convention, a parlé non seulement pour la métropole, mais aussi pour toutes les colonies qui dépendent directement de la couronne. Elles feront toutes partie de l'Union. Il me reste à parler des possessions étrangères de Sa Majesté et des colonies autonomes.

» Les Gouvernements des Indes britanniques et de toutes les colonies en question dont nous avons reçu les réponses acceptant la Convention. Nous attendons d'heure en heure un télégramme de la Nouvelle-Galles du Sud et de la Tasmanie. Ces deux réponses compléteront la liste de l'article 8 du projet. Sans aucun doute ces deux colonies accepteront la Convention. La Nouvelle-Galles du Sud est essentiellement libre-échangiste dans sa politique commerciale, et la Tasmanie ne produit pas de sucre.

» Parmi ces colonies autonomes, il y en a plusieurs qui produisent déjà le sucre et d'autres chez lesquelles cette industrie pourrait se développer; la déclaration que je viens de vous faire m'a donc causé la plus vive satisfaction.

» Il ne nous manque à présent que l'adhésion des Colonies françaises et néerlandaises.

» Nous ne pouvons que regretter l'absence de notre M. Dickson, le Délégué suédois. La Suède nous a fait savoir par l'entremise de notre Chargé d'affaires à Stockholm qu'elle ne se fait pas représenter à cause du peu d'intérêt qu'a la question des primes pour un pays dont la production est minime. Mais le Gouvernement Suédois nous assure qu'il adhérera à la Convention, sitôt que les autres Puissances seront tombées d'accord sur la matière.

» Il me reste à faire quelques remarques sur la sanction à donner à notre Convention. Cette question a été soulevée par MM. les Délégués de l'Espagne. Il me semble qu'une clause pénale qui atteindrait les États non signataires soulèverait d'épineuses questions de droit international. Mais, jusqu'à présent, je ne pense pas qu'il soit nécessaire de prévoir le cas d'un pays exportateur de sucre qui refuserait d'adhérer à une Convention pour la suppression des primes. Le cas ne se présente pas. Mais il incombe d'autant plus à la Conférence de trouver une formule, laquelle, tout en ne dérogeant en rien aux stipulations des traités, empêche les États signataires de la Convention d'en nullifier les effets.

» En résumé, le premier article du projet de Convention, qui en annonce le principe essentiel, est maintenant accepté; les Délégués des Puissances y avaient déjà donné leur assentiment; les Gouvernements ont ratifié l'acte de leurs Délégués. Le Brésil se rallie à ce principe. Les

États-Unis, soyons-en sûrs, s'associeront à l'Union; toutes les Colonies britanniques et les Indes britanniques acceptent la Convention. J'ose donc espérer que dans le cours de la session actuelle nous trouverons moyen de faire disparaître toutes les divergences.

• Il nous reste, Messieurs les Délégués, à régler l'ordre de nos discussions. Nous ne sommes plus dans le vague. Nous avons soumis le projet de Convention à nos Gouvernements respectifs. Chacun de nous est à même de signaler les changements que son Gouvernement demande. Il me paraît que le procédé le plus pratique sera de mettre à l'ordre du jour le projet de Convention et de le discuter article par article. »

M. le Président exprime en terminant l'avis que MM. les Délégués auront sans doute besoin de quelques jours pour examiner les mémoires de la France et de la Russie, qui viennent de leur être distribués. Il demande à la Conférence si elle ne juge pas convenable de s'ajourner à mardi, afin que chaque Délégué puisse dans l'intervalle étudier ces rapports et en référer, au besoin, à son Gouvernement.

M. Batanero appuie cette proposition. Les documents en question présentent un grand intérêt. Le délai lui paraît indispensable.

M. le Président constate que l'on est d'accord pour fixer à mardi la prochaine séance. Il propose de fixer l'heure de la réunion.

M. le Comte d'Onslow fait remarquer que les circonstances sont un peu différentes de ce qu'elles étaient précédemment. Pendant la session du Parlement, il serait difficile aux Délégués britanniques qui en font partie de concilier leurs obligations, si les séances de la Conférence avaient lieu dans l'après-midi.

M. le Comte d'Onslow propose, si on le juge convenable, de fixer à une heure plus matinale les réunions de la Conférence.

M. Sans-Leroy exprime l'avis que les membres de la Conférence sont à la disposition de leurs hôtes, et voudront leur laisser le soin de fixer eux-mêmes l'heure des séances.

L'heure de 11 heures et demie, proposée par M. le Président, est adoptée.

M. Dupuy de Lôme déclare que l'Espagne s'est empressée d'adhérer aux principes adoptés par la Conférence; qu'elle est même allée au-devant de ses intentions, car le Ministère a présenté aux Cortès un projet abolissant les primes qui existaient, non pas dans la pratique, mais dans la législation.

M. Dupuy de Lôme en conclut que l'Espagne n'a pas besoin de présenter le rapport demandé par le Protocole. Il suffisait, à son avis, de mettre sous les yeux de la Conférence les copies des communications échangées à ce sujet entre le Gouvernement Espagnol et l'Ambassadeur britannique à Madrid.

M. Sans-Leroy demande à présenter une observation de pure forme. La Conférence ne peut statuer que sur le texte même des dispositions législatives projetées pour l'application des principes adoptés par la Conférence.

MM. Dupuy de Lôme et Batanero déclarent que leur Gouvernement

est tout prêt à placer sous les yeux de la Conférence le projet de loi qu'il a présenté aux Cortès.

M. Batanero fait observer que le Gouvernement Espagnol a résolu de faire disparaître la prime, même sans attendre la ratification de la Convention.

M. Guillaume dépose sur la table de la Conférence une nouvelle description avec plan de l'appareil mesureur-compteur en usage dans les fabriques de sucre de la Belgique.

La séance est levée à 4 heures.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires,
H. Farnall, A. E. Bateman, E. Boizard.

Nouvième séance.

(Mardi 10 avril 1888.)

Présidence de M. le Baron Henry de Worms.

Étaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

M. le Président donne lecture d'une dépêche annonçant que la Tasmanie adhère au projet de Convention.

L'ordre du jour arrêté à la précédente séance appelle la discussion des articles du projet de Convention aux principes duquel tous les Gouvernements représentés ont adhéré. M. le Président propose de reprendre ce projet article par article et d'en faire la base des discussions de la Conférence; quand des questions techniques se présenteront, la Conférence pourra nommer une Commission pour les examiner et lui faire son rapport.

MM. les Délégués acceptent cette manière de procéder.

M. le Président donne lecture du Préambule et demande si quelqu'un a des observations à présenter.

M. Jordan fait remarquer que, dans le Préambule, les Parties contractantes ne sont pas nominativement désignées; c'est là, aux yeux du Gouvernement allemand, une question d'une grande importance. On est d'avis en Allemagne que tous les pays qui produisent ou exportent le sucre devraient adhérer dès à présent à cette Convention; on tient beaucoup à ce que les États-Unis et le Brésil y prennent part. M. Jordan croit qu'il est de son devoir de soulever cette question, et sera heureux si des éclaircissements peuvent lui être donnés.

M. le Comte de Kuefstein déclare que son Gouvernement partage cette manière de voir. Il attache le plus grand intérêt à ce que tous les

principaux États producteurs et consommateurs de sucre prennent part à la Convention. Il croit qu'il est nécessaire d'obtenir l'adhésion non seulement des États désignés par M. Jordan, mais encore des Colonies françaises, espagnoles et néerlandaises.

M. Batanero dit que son Gouvernement a toujours eu la pensée de traiter au nom de ses provinces et possessions d'outre-mer aussi bien qu'au nom de la Métropole. M. Batanero fait, d'ailleurs, remarquer qu'il est plus particulièrement le Représentant des intérêts d'outre-mer. Il s'en réfère, du reste, à la Note adressée, le 16 mars, à l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne à Madrid.

M. Jordan demande si les Colonies des Pays-Bas et de la France peuvent être également regardées comme faisant partie de la Convention.

M. Pallain dit que les Délégués français s'associent aux réserves de M. le Comte de Kufstein, puisque, conformément à la Note distribuée à la Conférence, dans la pensée du Gouvernement français, il est indispensable que la Convention projetée, pour avoir son adhésion, ait celle de tous les pays producteurs ou raffineurs de sucres, quelle que soit l'origine de ces sucres. Il déclare, du reste, que la France a toujours entendu stipuler pour ses colonies.

M. Verkerk Pistorius dit que son Gouvernement est disposé à adhérer pour ses colonies en tant qu'elles produisent du sucre. Il demande à faire une exception pour l'Île de Curaçao et ses dépendances, qui ne produisent pas de sucre, mais qui tirent quelques ressources d'un droit de douane sur les sucres importés et qui voudraient conserver cet impôt dans le cas où la Convention entraînerait l'abolition des surtaxes.

M. Pallain demande si cette colonie ne pourrait pas devenir un pays producteur.

M. Verkerk Pistorius répond que la nature du sol ne s'y prête pas.

M. Pallain fait remarquer qu'il pourrait toujours s'y établir une raffinerie.

M. le Président constate que cette réserve est faite uniquement pour conserver le droit d'imposer les sucres importés dans les colonies qui n'en produisent pas.

M. le Président croit qu'il convient d'en revenir à la question posée par M. le Premier Délégué allemand, c'est-à-dire à l'indication des Puissances qui feront partie de la Convention.

M. White déclare que son Gouvernement est opposé aux primes. Il ne donne pas de primes directes; et le Ministre des finances, dans son dernier rapport au Congrès sur l'état des finances nationales, a recommandé la suppression de la faible prime indirecte provenant de la petite différence qui existe encore entre le drawback et les droits de douane.

Toutefois l'adhésion des États-Unis au projet de Convention élaboré par la Conférence est actuellement impossible pour plusieurs raisons. D'abord, la signature par son Gouvernement de n'importe quelle Convention de ce genre serait contraire au droit d'initiative réservé strictement par la Constitution à la Chambre des Représentants pour toute mesure ayant pour but la création de revenus pour l'État. De plus, il ne saurait

être question de créer un droit d'accise sur la production nationale de sucres aux États-Unis. Enfin, le Gouvernement ne peut pas non plus supprimer par traité un droit de douane.

Toutefois les États-Unis se réservent pleinement le droit de se conformer plus tard, par voie de législation parlementaire, aux règlements internationaux qui pourront être adoptés pour la suppression des primes sur le sucre.

M. le Président espère que ces explications satisferont MM. les Délégués. Les États-Unis sont évidemment disposés à se rallier à la Convention. En ce qui concerne le Brésil, M. le Président donne lecture de la dépêche de M. le Baron Penedo faisant connaître que son Gouvernement est tout disposé à prendre part à la Convention dès qu'il aura connaissance de l'accord intervenu entre les Puissances représentées.

M. Pallain fait remarquer que les États-Unis discutent en ce moment leur Tarif douanier. Cette discussion sera sans doute terminée avant l'époque fixée pour la mise en vigueur de la Convention à intervenir. Plusieurs États ayant demandé des délais pour supprimer leurs primes, on serait à même alors de prendre une résolution en conformité avec celle que les États-Unis auraient prise.

M. le Comte de Kuefstein exprime sa satisfaction d'apprendre les bonnes dispositions du Gouvernement du Brésil, mais il n'y voit pas encore un engagement absolu pour son adhésion. D'autre part, les réserves faites par le Représentant des États-Unis ne donnent non plus de certitude pour leur adhésion ultérieure. On ne peut pas même en inférer que cette adhésion est probable. Les difficultés indiquées par M. White seront les mêmes dans l'avenir. M. de Kuefstein regretterait beaucoup de ne pas voir entrer dans la Convention un pays dont l'importance pour la production du sucre s'accroît tous les jours et qui est grand consommateur de sucre. Il attacherait beaucoup de valeur à une déclaration plus précise. La prime, d'ailleurs, n'est pas sans importance. D'après des évaluations faites par un spécialiste compétent, M. J. Gortz, en 1885, elle s'élèverait à 4 marks 16 pfennings par 100 kilogrammes.

M. Pallain dit que la prime des États-Unis paraît être actuellement, d'après la Note qui a été communiquée par le bureau de la Conférence, de 2 fr. 21 les 100 kilogrammes; tout récemment encore elle atteignait le chiffre indiqué par M. le Comte de Kuefstein.

M. White explique que la réduction du drawback a été opérée après des représentations faites par la Légation des États-Unis à Londres en 1886.

M. Walpole explique que le Gouvernement des États-Unis avait réduit le droit sans diminuer le drawback. Sur les représentations qui lui avaient été faites, il a réduit le drawback, mais pas dans les mêmes proportions que les droits. D'après le rapport du Ministre des finances dont a parlé M. White, on peut espérer que le Gouvernement des États-Unis établira une corrélation exacte entre le droit et le drawback.

M. White répond qu'en effet le Ministre des finances a recommandé que la loi soit modifiée de manière à établir une corrélation exacte entre le droit de douane et le drawback; mais il ne saurait dire si la Chambre donnera suite à cette recommandation pendant la session actuelle.

M. le Comte de Kuefstein fait remarquer que, d'après des nouvelles contenues dans les journaux, une Commission de la Chambre des Représentants aurait supprimé le projet de Tarif douanier qui était relatif au sucre. Il demande quelle valeur il faut attribuer à cette radiation.

M. White déclare qu'il n'a pas connaissance de ce fait, mais qu'il demandera des renseignements.

M. Pallain dit que les États-Unis se proposeraient, paraît-il, d'abaisser de 20 p. 100 les droits d'entrée sur les sucres. Le drawback sera-t-il réduit dans la même proportion? Voici ce que dit une dépêche de Washington, datée du 4 avril dernier:

« La Commission des voies et moyens, avant de soumettre le Tarif douanier à la Chambre des Représentants, y a introduit un amendement fixant à 20 p. 100 la réduction des droits sur les sucres, et a éliminé l'article prohibant le paiement de la réduction sur les sucres exportés. »

S'agit-il de réduire le drawback de 20 p. 100 comme l'impôt, ou bien le drawback demeurerait-il à son taux actuel, ce qui triplerait la prime?

M. le Comte de Kuefstein demande s'il ne serait pas possible d'obtenir du Gouvernement des États-Unis une Note sur son système d'impôt.

M. White répond que la Légation des États-Unis a fait à ce sujet une communication au Gouvernement Britannique le 13 décembre dernier.

M. le Président propose d'adopter le préambule en laissant en blanc les noms des Parties contractants.

M. le Comte de Kuefstein demande quelle valeur a ce vote.

M. le Président répond qu'il est définitif. Les Délégués sont maintenant à même d'accepter ou d'amender définitivement les articles de la Convention. Ils viennent d'en soumettre le projet à leurs Gouvernements respectifs.

M. le Comte de Kuefstein pense toutefois que le vote du préambule n'a de valeur qu'en tant que les articles suivants sont adoptés.

M. le Président confirme cette manière de voir.

Le préambule est adopté.

M. Verkerk Pistorius demande à M. White si le drawback accordé aux États-Unis s'applique aux sucres de la Louisiane et des îles Sandwich, lesquels ne payent pas de droits.

M. White remet sa réponse à la prochaine séance.

M. le Président donne lecture du premier article du Projet de Convention et invite MM. les Délégués à présenter leurs observations.

M. Jordan s'en réfère aux observations contenues dans le mémoire présenté par son Gouvernement. Ses observations se rapportent à l'ensemble des articles 1 et 2 et visent plus spécialement ce dernier. Il se réserve donc pour la discussion de l'article 2.

M. Batanero fait remarquer que cet article contient les mots «... à prendre ou à proposer les mesures»; le fait de proposer les mesures à un Parlement ne remplirait pas l'engagement contracté.

M. le Président dit que c'est la forme usuelle; si la Chambre rejette les mesures proposées, la Convention devient caduque.

M. Batanero demande s'il le rejet de la Convention par le Parlement de l'un des Pays contractants n'aurait pas pour effet de laisser ce pays-là hors de la Convention?

M. le Président répond affirmativement.

M. Verkerk Pistorius se rallie à l'opinion de M. Batanero. Il croit que les mots «ou à proposer à leurs Législatures respectives» doivent être omis. Il est vrai que pour les pays parlementaires il faut une réserve. Mais cette réserve est insérée habituellement à la fin du traité; il faut que, sauf la ratification, l'engagement soit positif.

M. le Comte de Kuefstein et M. Guillaume partagent cette manière de voir.

M. Pallain pense que M. Verkerk Pistorius a suggéré la vraie solution. Il y a lieu de prendre, dans l'article 1^{er}, un engagement ferme et positif, et de stipuler à la fin de la Convention la réserve relative à la sanction Parlementaire.

M. le Président donne lecture de l'article 1^{er} en supprimant les mots en litige.

M. Kamensky déclare que son Gouvernement veut conserver les primes qu'il accorde aux sucres exportés par la frontière d'Asie.

M. le Comte de Kuefstein déclare qu'à son point de vue il serait très important que la Russie renonçât à cette prime. C'est là une question qui n'intéresse peut-être pas les autres puissances autant que l'Autriche-Hongrie, mais qui cependant touche aussi dans une certaine mesure aux intérêts français. Le commerce des Pays contractants rencontrerait en Orient des sucres russes primés venant des ports de la mer Noire.

M. Kamensky fait observer que ces sucres sortent surtout par la frontière de la mer Caspienne.

M. le Comte de Kuefstein répond qu'on ne sait pas quel chemin ils suivront quand ils seront les seuls sucres primés, surtout s'ils obtenaient des tarifs diminués, comme par exemple ceux que le pétrole avait obtenus un jour.

M. du Jardin constate que la prime qu'il s'agit de conserver est de 100 pour 100.

M. Kamensky répond que la loi d'après laquelle ces primes ont été réglées expirera le 1^{er} mai 1891. Il ne croit pas qu'il soit dans l'intention de son Gouvernement de la renouveler.

M. le Comte de Kuefstein rappelle que, dans les premières séances de la Conférence, M. Kamensky s'était montré plus affirmatif.

Il ne pourrait pas se déclarer d'accord avec le maintien de la prime, même si elle n'était maintenue que jusqu'en 1891.

M. Kamensky répond qu'il doit en référer à son Gouvernement.

M. le Président fait remarquer que si la Russie accepte l'article 1^{er}, la prime en question expirera de plein droit avec la loi elle-même le 1^{er} mai 1891.

M. Pallain dit que la question n'est pas sans intérêt pour l'industrie sucrière de la France. Marseille exporte des sucres en Arménie et en Perse. D'une manière générale, on est fondé à dire que la prime de 11

francs par 100 kilogrammes dont bénéficient les producteurs russes pour leurs exportations en Asie peut leur permettre d'abaisser leur prix de vente pour l'Europe.

M. le Président fait remarquer que cette observation est très juste.

M. Pistorius déclare à son tour que les producteurs de Java exportent dans la direction du golfe Persique.

M. le Comte de Kuefstein fait remarquer que les frais de transport ne sont pas assez élevés pour empêcher que les sucres ne reviennent d'Asie en Europe.

M. le Président lit l'article 1^{er} en y ajoutant le paragraphe suivant :

»La Russie aura néanmoins la faculté de maintenir jusqu'au 1^{er} mai 1891 les primes sur les sucres exportés par la frontière d'Asie. A cette date la prime en question disparaîtra.«

M. Pallain fait remarquer que la question soulevée par M. Kamensky se rattache à celle des délais d'application que la Conférence devra examiner ultérieurement et sur laquelle la note de la France fait les réserves les plus expresses.

M. le Président propose de compléter dans ce sens la rédaction dont il vient de donner lecture.

M. Jordan dit que son Gouvernement n'avait pas encore reçu communication du mémoire russe, mais il croit que cette réserve de la part de la Russie est très dangereuse.

Une discussion générale s'engage sur ce sujet.

M. Pallain propose de reprendre l'examen des réserves formulées par la Russie lorsqu'on abordera la discussion de la date de la mise en vigueur de la Convention.

M. le Président propose l'adoption de l'article 1^{er} dans sa rédaction primitive, en supprimant les mots »ou à proposer à leurs Législatures respectives«, et en stipulant que les réserves formulées par le Délégué de la Russie figureront au procès-verbal.

M. Pallain présente une observation sur la rédaction de l'article. Pour rentrer dans les vues déjà exprimées par MM. Bantanero et Pistorius, et pour donner à l'engagement pris une forme plus compréhensive, il propose de substituer à la rédaction de l'article primitif les termes suivants :

»Les Hautes Parties contractantes s'engagent à supprimer les primes directes ou indirectes accordées sous une forme quelconque pour la fabrication et l'exportation des sucres bruts ou raffinés de toute nature, et à prendre toutes les mesures nécessaires constituant une garantie absolue contre leur rétablissement direct ou détourné.«

M. Pistorius considère le dernier membre de cette phrase comme inutile.

M. du Jardin, tout en se ralliant à l'opinion exprimée par M. Pallain, adhère à l'avis émis par M. Pistorius et propose la rédaction suivante : »Les Hautes Parties contractantes s'engagent à supprimer d'une manière absolue et définitive toute prime directe ou indirecte à la fabrication ou à l'exportation du sucre.«

M. Jordan propose de revenir au texte primitif.

M. Pallain se rallie à cette manière de voir, sous la réserve qu'il sera fait mention des primes à la fabrication.

L'article 1^{er} est adopté dans la forme suivante:

»Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures qui constitueront une garantie absolue et complète qu'il ne soit accordé aucune prime ouverte ou déguisée à la fabrication ou à l'exportation des sucres.«

M. le Président prononce le discours suivant:

»C'est avec la plus vive satisfaction que je constate de nouveau l'unanimité avec laquelle la Conférence, se basant cette fois sur l'autorité de tous les Gouvernements représentés, s'est prononcée définitivement en faveur de l'adoption d'un système qui offrirait les garanties les plus absolues de l'abolition complète des primes sur les sucres. Avant de passer à la discussion de l'article 2, permettez-moi de faire quelques observations sur l'importance de cet article. Il renferme, en effet, l'application pratique du principe énoncé dans l'article 1^{er}. Or il me paraît de la dernière importance que cet article soit rédigé avec une précision absolue, de sorte qu'il ne puisse se produire aucun malentendu ni aucune possibilité d'interprétation arbitraire. Mon attention et celle de mes Collègues a été spécialement appelé sur ce point par des observations qui m'ont été adressées de la part de plusieurs Gouvernements, et surtout par des passages dans les rapports présentés par le Gouvernement Allemand et par celui des deux parties de la Monarchie Austro-Hongroise. En somme, tous les Gouvernements semblent être d'accord pour demander une rédaction plus précise de l'article 2 du Projet de Convention.

»Il résulte des notes que nous avons reçues de tous les Pays intéressés, et qui sont maintenant entre vos mains, qu'il y a un consentement général (à l'exception toutefois de la Belgique) quant à l'application d'un système de travail en entrepôt. Je crois donc que nous pourrions préciser en ce sens la rédaction, tant soit peu vague jusqu'ici, de l'article 2. Il s'agit, en effet, à présent de convertir notre »Projet de Convention« en une »Convention« définitive. La rédaction et la forme dans laquelle chaque article sera adopté devront être définitives. C'est pourquoi il importe d'examiner très minutieusement toutes les considérations, toutes les difficultés que pourrait soulever une critique bienveillante.

»Quand nous aurons entendu l'avis de chacun des Délégués sur la manière dont son Gouvernement entend appliquer le système exigé par notre Projet de Convention, c'est-à-dire l'impôt sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation, il nous sera plus facile d'aborder une nouvelle rédaction de l'article 2 avec cette précision que tous les Gouvernements représentés désirent.

»J'invite donc MM. les Délégués à recommencer la discussion, pour cet article, de la même manière que pour l'article 1^{er}, c'est-à-dire en prenant successivement la parole et en nous donnant, chacun à son tour, des éclaircissements supplémentaires aux rapports communiqués par son Gouvernement.«

M. le Comte d'Onslow constate qu'on en est arrivé à l'article le plus

important du Projet de Convention. Après le discours de M. le Président, les Délégués voudront sans doute se réserver le temps d'étudier les modifications dont l'article 2 pourrait être susceptible. Il propose, en conséquence, d'ajourner la discussion.

M. Du Jardin fait remarquer que le mémoire allemand se borne à citer les observations que le Projet de Convention a suggérées à l'industrie. Ces observations, le Gouvernement les a-t-il faites siennes? En tout cas ce Gouvernement ne dit pas quelles mesures il faudra prendre pour supprimer les primes.

M. le Président déclare que, d'après les communications qui lui ont été faites à Berlin, ce n'est pas l'industrie seulement, c'est aussi le Gouvernement, qui se rallie aux idées formulées dans le Projet de Convention.

M. Pallain constate que, conformément au Protocole du 19 décembre dernier, les Délégués sont appelés à examiner dans cette seconde session de la Conférence des projets indiquant les bases de l'application du système de l'impôt sur les quantités de sucre produites, et que le mémoire dont vient de parler le Délégué de la Belgique ne peut en tenir lieu.

M. le Président pense que MM. les Délégués allemands voudront bien demander à ce sujet des éclaircissements à leur Gouvernement.

M. Jordan déclare que son Gouvernement n'a pas eu le temps de compléter son mémoire, mais qu'il se réservait de donner des instructions à ses Délégués lorsqu'il connaîtra les vues des autres Gouvernements.

M. le Président dit que le Gouvernement Britannique se charge d'inviter le Gouvernement Allemand à fournir des renseignements analogues à ceux qui ont été fournis par les autres Gouvernements.

La prochaine séance est fixée au vendredi, 13 avril, à 11 heures et demie.

La séance, ouverte à 11 heures et demie, est levée à 2 heures.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires,
H. Farnall, A. E. Batemann, E. Boizard.

Dixième séance.

(Vendredi 13 avril 1888.)

Présidence de M. le Baron Henry de Worms.

Étaient présents:

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et de la Russie.

M. le Président fait à la Conférence les excuses de M. Catalani, qui ne peut se rendre à la séance.

Le procès-verbal de la huitième séance est adopté.

M. le Président prononce le discours suivant:

»A notre dernière séance, M. le premier Délégué des Pays-Bas a déclaré que son Gouvernement désirait adhérer à la Convention pour ses colonies, mais qu'il voulait faire une exception pour l'île de Curaçao dans le cas où la Convention entraînerait l'abolition des surtaxes. Je prends acte de la condition »dans le cas où la Convention entraînerait l'abolition des surtaxes«. Sans anticiper sur la discussion de l'article 4, je voudrais néanmoins faire remarquer que cet article réserve à tous les États et à toutes les colonies la faculté de faire partie de la Convention sans devoir pour cela appliquer les principes de l'article 2, et sans devoir abolir leurs droits d'accise ou de douane sur le sucre.

»Tout membre de l'Union pourra conserver et les uns et les autres sans adopter le système de l'impôt sur les quantités produites, pourvu qu'il ne donne aucun remboursement ou décharge à l'exportation. J'ose donc espérer que le Gouvernement Néerlandais adhérera pour toutes ses colonies, comme l'ont fait les Gouvernements de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Espagne, et qu'il est entendu que l'exception demandée pour l'île de Curaçao n'aura d'effet que dans le cas où l'on arriverait à la suppression des surtaxes; question qui, du reste, n'est nullement devant la Conférence. Et, même dans ce dernier cas, je ne vois pas pourquoi l'île de Curaçao ne ferait pas partie de l'Union. Puisqu'elle ne produit pas de sucre, il ne peut y avoir de surtaxe. C'est uniquement une taxe, un simple droit de douane, dont la Convention ne pourra en aucun cas exiger la suppression.«

M. Verkerk Pistorius est disposé à en référer à son Gouvernement, il fait observer qu'il a cru devoir aborder ce point, bien que l'article 4 ne fût pas encore à l'ordre du jour. Quant à la question des surtaxes, à laquelle M. le Président vient de faire allusion, il se réserve d'exposer ultérieurement les vues de son Gouvernement.

M. Pallain tient à déclarer dès à présent que sur ce point les instructions des Délégués français sont formelles. Il est dit dans la note distribuée à l'appui du Projet pour l'application, en France, de l'impôt sur le produit fabriqué et destiné à la consommation, qu'il devra être entendu que la Convention future ne portera aucune atteinte à la faculté que chacun des États contractants se réserverait de fixer suivant ses intérêts la quotité de l'impôt intérieur et des droits de douane sur le sucre indigène et sur les sucres des colonies et de l'étranger.

La déclaration en a été faite au Parlement français dans la dernière discussion du budget par le Ministre des finances (séance du Sénat du 19 mars 1888).

La vérité, c'est que la question des surtaxes n'est pas engagée dans le programme de la Conférence.

M. Kamensky constate avec M. Pallain que la question des surtaxes n'entre pas dans le programme de la Conférence.

M. Batanero déclare qu'il adhère pleinement à cette manière de voir.

M. Jordan ne croit pas que son Gouvernement soit disposé à traiter cette question. Il ne veut pas engager sa liberté d'action.

M. le Comte de Kuefstein fait une déclaration analogue.

M. le Président confirme la manière de voir des Délégués français, qui est également celle de la Grande-Bretagne.

M. Verkerk Pistorius ne partage pas cette manière de voir, et attache un grand prix à ce que la question des surtaxes ne soit pas écartée de la discussion.

M. le Président répond qu'on peut discuter la question, mais qu'elle ne doit pas être considérée comme faisant partie du programme. Cette question n'est pas du ressort de la Conférence. Chaque nation doit pouvoir régler comme elle l'entend son régime intérieur.

M. Guillaume demande que des réserves de sa part sur cette interprétation soient inscrites au procès-verbal.

M. Verkerk Pistorius fait également ses réserves. La question des surtaxes viendra en son temps. Pour procéder avec ordre, c'est l'article 2 qu'il conviendrait maintenant d'aborder.

M. le Président déclare l'incident vidé et propose d'aborder l'ordre du jour.

M. Kamensky fait observer que dans le mémoire Austro-Hongrois il est question d'une prime directe à l'exportation.

M. le Comte de Kuefstein répond que le projet annexé au mémoire de l'Autriche-Hongrie a été élaboré bien avant qu'il ne fût question d'une Conférence sur les primes. C'est un projet rédigé non en vue d'une future Convention sur l'abolition des primes, mais un véritable projet de loi soumis aux Parlements des deux parties de la monarchie, et déjà adopté, depuis, par la Chambre des députés de l'Autriche et par celle de la Hongrie. Il est évident que ce projet de loi, qui d'ailleurs introduit le système, accepté depuis en principe par la Conférence, n'a pas encore pu prononcer la suppression des primes, tandis que les autres pays continuent à en donner.

Mais, du moment qu'une Convention internationale aura été conclue, l'Autriche-Hongrie pourra, plus facilement que les autres États, supprimer les primes, en soumettant aux Chambres un projet de loi abrogeant les articles 2 et 3 de la loi.

M. le Comte de Kuefstein se réfère à ce qu'il a eu l'honneur de dire à ce sujet dès le début des séances dans la première session, où il a fait observer qu'il est plus facile de faire disparaître ce qu'on voit que ce qu'on ne voit pas. Il renvoie, du reste, au dernier alinéa du Mémoire de l'Autriche-Hongrie, où il est fait allusion à cette suppression.

M. Catusse demande si l'on a reçu du Gouvernement des États-Unis une note sur son système d'impôt. Il y aurait intérêt à savoir comment sont traités à l'exportation les sucres de la Louisiane et des îles Sandwich.

M. White déclare que ces sucres ne jouissent pas du drawback. Le sucre qui n'a pas payé de droit d'entrée n'est pas admis au bénéfice du drawback. Il remet, à ce sujet, un extrait du Règlement douanier sur le régime du drawback et demande que ce document soit annexé au procès-verbal *).

*) Voir Annexe au présent procès-verbal.

M. Pallain dit qu'au sujet de la question des États-Unis et de sa participation non officielle à la Conférence, il a des observations à présenter sur le procès-verbal de la précédente séance. Il demande si le moment est venu de les exposer.

M. le Président répond que l'adoption du procès-verbal n'aura lieu qu'après la distribution de la deuxième épreuve. Il rappelle que la discussion de l'article 2 est à l'ordre du jour de la séance.

M. Dupuy de Lôme dit que, par le projet de loi présenté aux Cortès, l'Espagne s'est placée dans les conditions prévues par l'article 4. Ce projet de loi contient deux articles. Le premier abroge toutes les dispositions antérieures qui donnaient ouverture à une prime. Le second stipule qu'il ne sera accordé dorénavant aucune prime ni restitution de droit sur les sucres exportés. Les Chambres espagnoles ont voté récemment une loi qui introduit dans ce pays le régime de l'admission temporaire.

M. Dupuy de Lôme croit que le régime pourra être appliqué à l'industrie du raffinage, en l'entourant des garanties nécessaires qu'il ne soit accordé aucune prime.

M. le Comte d'Onslow demande s'il a été fait une traduction de ce projet.

M. Dupuy de Lôme répond affirmativement et remet la traduction.

M. le Président dit que les Délégués britanniques ont cru simplifier la discussion de l'article 2 en le divisant en deux articles, dont il donne lecture.

Art. 2.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre au régime de l'entrepôt, sous la surveillance des employés du fisc, les fabriques de sucre, de même que les fabriques de glucose et les fabriques pour l'extraction du sucre des mélasses.

Art. 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre les raffineries de sucre au même régime que les fabriques de sucre.

M. le Président demande si les Délégués belges préfèrent formuler leurs réserves sur l'article 2 ou sur l'article 3.

M. Guillaume répond que les réserves de la Belgique s'appliquent également aux deux nouveaux articles substitués à l'ancien article 2. Elles résultent d'ailleurs de l'ancien article 3, lequel constitue une exception aux stipulations de l'article 2.

M. Catusse dit que l'article 2 soulève une observation préjudicielle. Cet article est capital, car il résume tout le travail de la Conférence et doit amener l'examen de tous les projets présentés par les Gouvernements. M. Catusse se demande s'il convient de continuer la discussion du projet de Convention article par l'article. Il craint que la Conférence ne s'expose ainsi à présenter une convention qui serait criblée de réserves et que l'on n'ait ainsi l'apparence d'une convention plutôt que la réalité. Si la

presse, toujours trop disposée à donner au public des comptes rendus prématurés des travaux de la Conférence, annonce, comme elle l'a fait hier, que l'on a adopté des articles sur lesquels des réserves formelles avaient été faites par un grand nombre de Délégués, il est à craindre que l'opinion publique n'en soit, en France, défavorablement impressionnée. M. Catusse se demande donc s'il ne vaudrait pas mieux modifier la méthode de travail suivie jusqu'ici. En réalité, les questions qui se posent devant la Conférence peuvent se résumer en un certain nombre de problèmes qu'il est possible d'aborder dès à présent, si la Conférence le désire. Ces principaux aspects de la question sont: la nécessité de l'adhésion de tous les pays intéressés, l'obligation du travail en entrepôt, l'emploi de la sacharimétrie, la sanction pénale que peut comporter la Convention, l'institution d'une commission arbitrale, la date d'entrée en vigueur et la durée de la Convention.

Mais il est un autre procédé qui consisterait à prendre chacun des projets présentés par les Gouvernements et à faire étudier par une Commission les différents points sur lesquels l'entente est possible, en la chargeant d'apporter à la réunion plénière le résultat de cette étude. La Commission pourrait aussi aborder la discussion des lignes générales des projets et aboutir à un accord qu'il semble difficile de réaliser si l'on met en discussion l'article 2 sans étude préalable.

M. le Président partage, dans une certaine mesure, cette opinion, et c'est pour cela qu'il a fait subdiviser l'article 2. Les grandes difficultés surgiront sur la question du raffinage.

Sauf les réserves de la Belgique, l'exercice des fabriques ne paraît pas devoir soulever d'objections.

M. le Président reconnaît que le nouvel article 3 soulèvera des questions techniques pour l'examen desquelles il sera sans doute nécessaire de nommer une Commission. Mais il pensait que l'on pourrait d'abord discuter et adopter le nouvel article 2, lequel stipule simplement que la fabrication se fera en entrepôt.

M. Pallain regrette de n'être pas entièrement d'accord avec M. le Président. Il cite le procès-verbal de la séance du 16 décembre, dans lequel il est dit:

«Il est entendu que le Gouvernement Britannique communiquera à tous les Gouvernements qui prennent part à la Conférence, non seulement les projets qui lui auront été transmis, mais encore les critiques auxquelles ces différents projets auront donné lieu.»

Cet échange de vues n'ayant pas eu lieu, appartient à la Conférence de procéder elle-même à l'étude des projets que les Gouvernements devaient examiner.

Elle est ainsi amenée par la force des choses à modifier la méthode de travail qui avait été tracée dans la première session de la Conférence. Les projets de loi sont les annexes nécessaires de l'article qui pose le principe de l'impôt sur les quantités fabriquées. Il ne paraît pas possible d'arriver à formuler, dans le corps même de cet article, les conditions de son application dans les différents pays intéressés. M. Pallain estime qu'a-

près avoir adopté le principe général de l'article 2 dans la forme sous laquelle il a été soumis à l'appréciation des Gouvernements signataires du Protocole du 19 décembre 1887, il y a lieu de considérer les projets de loi comme les instruments nécessaires qui doivent procurer l'exécution du système d'impôt défini dans ses dispositions générales par le projet de Convention.

On pourrait alors, dans un paragraphe complémentaire de l'article 2, déclarer que les bases d'application de ce système sont déterminées dans les projets de loi qui seraient annexés à la Convention.

On placerait ainsi sous le régime conventionnel, comme cela a été proposé dans les Conférences de 1877, les *bases d'application* des projets sur lesquelles l'accord se serait établi.

M. le Président consulte MM. les Délégués sur la proposition faite par M. Pallain.

M. Jordan partage la manière de voir des Délégués français. Son Gouvernement n'a pas fourni de proposition ferme, parce qu'il voulait compléter l'étude des réponses faites par les autres Gouvernements. Comme M. Jordan l'a dit pendant la première session de la Conférence, l'Allemagne possède maintenant une nouvelle loi, exécutoire le 1^{er} août prochain, qui est basée en partie sur le principe de l'impôt à la consommation. Le Gouvernement a donc grand intérêt à régler les conditions de l'application de cette loi de manière à être sûr qu'aucun détournement de sucre ne pourra être commis. La loi elle-même contient à cet effet les prescriptions fondamentales. Il appartient maintenant au *Bundesrath* d'élaborer les instructions ou règlements destinés à préciser les détails d'exécution. Ces règlements n'ont pas encore vu le jour, ils sont encore dans la période de gestation; il n'était pas dans le pouvoir du Gouvernement d'accélérer ce travail. Dans la pensée de M. Jordan, la Commission trouvera dans les dispositions de la loi du 9 juillet 1887 un aperçu des vues du Gouvernement Allemand.

En résumé, M. Jordan se rallie à l'opinion de M. Pallain.

M. le Comte de Kuefstein dit que l'Autriche-Hongrie se trouve dans les mêmes conditions que l'Allemagne; le règlement pour l'exécution de la dernière loi n'est pas encore terminé. M. le Comte de Kuefstein ajoute qu'il ne peut pas se prononcer contre la nomination d'une Commission; mais il fait observer que les projets de lois (et tous ne sont pas encore entre les mains de la Conférence) s'inspirent de vues quelque peu divergentes, et doivent, à son avis, être réservés en dernier lieu à l'appréciation des différents Gouvernements. Il pense que, tant que les questions de principe n'auront pas été discutées et résolues, la Commission n'aura pas de direction précise pour exercer son mandat. Il vaudrait peut-être mieux commencer par se mettre d'accord sur les principes.

M. Guillaume croit qu'il est préférable de discuter les principes généraux en séance plénière. Si tous les pays ont un Délégué dans la Commission, celle-ci ne différera guère de la réunion plénière. En fait, les questions à examiner dans la Commission se trouveront préjugées pour les pays non représentés dans son sein. A défaut de procès-verbal, les argu-

ments présentés par les Délégués ne seront pas connus. Or les Gouvernements et les intéressés doivent être mis à même d'apprécier comment leur cause a été défendue. Aux yeux de M. Guillaume, il est donc préférable non seulement que les questions de principe, mais les bases générales de chaque système soient décidées en séance plénière; à la Commission revient l'étude des moyens d'application.

M. de Barner préfère établir les principes en séance plénière, vu le peu d'intérêt qu'a le Danemark à être représenté dans la Commission.

M. Pallain croit qu'on peut se mettre facilement d'accord sur une méthode de travail. Ce que demandent les Délégués français, c'est que les projets de lois communiqués ou dont on attend la communication soient examinés par une commission. Rien ne s'oppose néanmoins à ce que la Conférence poursuive en séance plénière la discussion de quelques questions générales soulevées par la Convention et indiquées par son Collègue, telles que l'entente préalablement indispensable avec tous les pays producteurs ou raffineurs de sucre, le système d'impôt sur les quantités produites suivant un régime d'identité déterminé, qui assurerait une parfaite égalité de traitement aux exportateurs des États contractants, l'institution d'une commission internationale, la sanction définitive, etc.

Les principes ne triomphent pas tout seuls, il faut sanctionner leur déclaration par des mesures d'exécution. M. Pallain ne croit vraiment pas que les mesures générales d'exécution dont l'étude doit être renvoyée à une commission puissent faire l'objet d'un article incorporé dans le Projet de Convention.

On reprochera toujours à une disposition générale de manquer de précision. C'est le reproche qu'on fait en ce moment à l'article 2. La précision recherchée, elle ne pourra se reconstruire et ne se rencontrera que dans les projets de lois eux-mêmes, rattachés comme annexes à la Convention.

M. Batanero croit qu'il est nécessaire de continuer la discussion des principes en séance plénière. Les conditions à remplir pour entrer dans les vues du Projet de Convention ne sont pas toutes énoncées dans l'article 2. Les dispositions de cet article sont complétées par celles des articles 4 et 5. Il y a trois moyens de ne pas donner de primes: c'est de travailler en entrepôt, de supprimer les droits, ou, si on les conserve, de n'accorder aucun drawback à l'exportation. Ces deux dernières conditions sont énoncées dans les articles 4 et 5, qui sont ainsi les compléments naturels de l'article 2.

En Espagne, ajoute M. Batanero, le régime de l'entrepôt n'est pas établi. Mais on ne donnera ni primes ni drawback ou remboursement quelconque à l'exportation; quant aux provinces et possessions d'outre-mer, elles ne perçoivent pas l'impôt sur les sucres.

M. Verkerk Pistorius se rallie à la proposition des Délégués français, sous la réserve que la Conférence tracera pour la Commission un programme positif. On pourrait lui donner, par exemple, le mandat d'examiner les bases d'application du régime de l'entrepôt dans les fabriques. Tout le monde est d'accord en principe sur ce système.

M. Walpole se plaint du défaut de clarté de l'article 2. Il craint qu'il ne soit difficile de s'assurer de la valeur des règlements avant de savoir qu'elles sont les obligations imposées par le texte de la Convention.

M. Verkerk Pistorius répond que la nouvelle rédaction énonce un principe plus précis, qui peut servir de base aux travaux de la Commission.

M. le Président dit qu'on pourrait adopter le nouvel article 2 en réservant à la Commission l'étude des détails techniques. On ferait ensuite la même chose pour le nouvel article 3. La Conférence serait d'abord appelée à adopter le principe de cet article, et examinerait ensuite s'il y a lieu d'admettre des exceptions.

M. Kamensky constate que le nouvel article 2 érige en principe le système du travail en entrepôt. Le texte primitif parlait seulement d'un système d'impôt sur les quantités fabriquées. Le sens de ces deux expressions n'est pas identique. Or c'est le texte primitif seul qui a été soumis à l'appréciation des Gouvernements. Son Gouvernement ne l'a pas autorisé à accepter un autre système.

Une conversation s'engage entre M. le Président et M. Kamensky sur la signification des termes *exercice* et *travail en entrepôt*.

M. Pallain exprime l'avis qu'il conviendrait de revenir à la rédaction primitive de l'article 2.

M. Guillaume fait remarquer qu'au fond on n'est d'accord que sur un principe, celui de la suppression des primes. Les projets d'application reposent sur des bases différentes. Il insiste pour qu'on arrête en séance plénière les bases générales.

M. Verkerk Pistorius croit qu'il serait préférable d'adopter la nouvelle rédaction de l'article 2 proposée par les Délégués britanniques. La Conférence n'aurait pas besoin d'attendre, pour continuer ses travaux, le rapport de la Commission sur les moyens d'application de cet article.

M. le Président consulte la Conférence sur la rédaction qu'elle entend adopter.

M. Jordan opine en faveur de la rédaction primitive. C'est celle que son Gouvernement connaît et à laquelle se rapportent les objections indiquées dans la mémoire de son Gouvernement. M. Jordan ne sait pas si son Gouvernement préférerait la nouvelle rédaction; toutefois il désirerait que le sens de cet article fût précisé et que son application fût entourée de garanties sérieuses.

M. le Président dit qu'alors c'est à la Commission qu'il appartiendrait de réaliser la précision demandée.

M. le Comte de Kuefstein se rallie à la manière de voir du Premier Délégué de l'Allemagne et réserve les observations qu'il aura à faire au sujet de l'article 2.

M. Guillaume demande si l'on renverrait l'article 2 à la Commission sans l'avoir préalablement discuté.

M. le Président répond que ce renvoi serait fait sous la réserve d'examiner ultérieurement les travaux de la Commission.

M. Dupuy de Lôme se rallie à l'ancienne rédaction, mais il tient à spécifier que l'article 2 ne vise pas les pays qui n'ont pas d'impôt et qui

n'accordent pas de drawback. Ces pays font partie de la Convention de plain droit, et n'ont pas besoin d'y être admis, puisqu'ils sont des Puissances Contractantes. Ne serait-il pas préférable de préciser la situation de ces États dans le texte même de la Convention, soit à l'article 2 ou à l'article 4, soit par un article additionnel? M. Dupuy de Lome se permettra de recommander une rédaction en ce sens à la Commission que la Conférence va nommer.

M. Verkerk Pistorius craint que le mandat de la Commission ne soit pas assez clairement défini. On est généralement d'accord pour trouver que l'article 2 est un peu vague: il laisse subsister des doutes sur le principe même du mode d'impôt. La Commission aurait-elle qualité pour préciser d'abord le principe, puis pour examiner les moyens de l'appliquer? Dans l'affirmative, M. Pistorius se rallie à l'ancienne rédaction.

M. Pallain dit que, si la Commission signale des lacunes dans la rédaction de cet article, elle en référera à la Conférence. Mais, pour l'instant, c'est sur le texte primitif que doivent s'ouvrir ses délibérations.

M. Jordan dit que l'article 2 du projet est le fruit des travaux antérieurs de la Conférence. Le principe qu'il énonce n'est sans doute pas assez développé. Cet article ne précise pas, en outre, les précautions à prendre pour en assurer la sincère application. Ce sera la tâche de la Commission de développer ce principe et de préciser ces précautions, en ayant égard aux observations contenues dans les Mémoires des Gouvernements.

M. Kennedy rappelle que plusieurs Gouvernements ont été d'avis que la rédaction n'est pas assez nette, qu'il y a lieu de la préciser. On doit donc demander à la Commission d'examiner le texte de l'article aussi bien que celui des projets.

M. Jusserand fait remarquer que si l'ancienne rédaction de l'article 2 est maintenue quant à présent, il appartiendra toujours au Délégué Britannique de faire à la Commission telle proposition qu'il jugera convenable.

La séance est suspendue pendant un quart d'heure pour préparer le texte de la Résolution à soumettre à la Conférence.

A la reprise de la séance, M. le Président donne lecture du Projet de Résolution suivant:

» Considérant que plusieurs Puissances ont exprimé, dans leurs notes présentées au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, l'idée que l'article 2 du projet de Convention ne précise pas avec assez d'exactitude le principe à adopter pour réaliser la suppression des primes, la Conférence n'adopte que provisoirement l'article 2 et le renvoie, pour sa rédaction ultérieure, à une Commission (comme programme de ses travaux) ainsi que les projets de lois qui doivent définir pour chaque État les bases d'application.

» Les Délégués de la Belgique toutefois s'associent seulement au renvoi à la Commission, mais non à l'adoption provisoire de l'article 2. »

La résolution est adoptée.

Sont désignés pour faire partie de cette Commission: MM. Jaehnigen,

le Comte de Kuefstein, Guillaume, de Barner, Batanero, Sans-Leroy, Walpole, Pistorius et Kamensky.

M. Pallain demande qu'il soit entendu que la Commission pourra appeler ou recevoir dans son sein les membres qui n'en font pas partie.

En réponse à M. le Comte de Kuefstein, M. White dit qu'il a reçu un télégramme de Washington annonçant que la clause ayant pour but l'abolition totale du drawback a été, en effet, supprimée par la Commission de la Chambre des Représentants dans le projet de loi sur le Tarif douanier.

La prochaine séance est fixée au lundi, 16 avril, à 11 heures et demie.

La séance est levée à 2 heures.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires,
H. Farnall, A. E. Bateman, E. Boizard.

Annexe au Procès-Verbal de la dixième séance.

Règlement Douanier des États-Unis.

Drawbacks à l'exportation.

(Traduction)

Art. 819. A. l'exportation des fabrications composées exclusivement de matières importées qui ont acquitté les droits de douanes, il est accordé un drawback équivalent aux droits perçus sur les matières en question, moins 10 p. 100.

La déclaration en douane est comme suit: elle doit être livrée au recevoir au moins six heures avant que la marchandise soit mise à bord du vaisseau ou autre moyen de transport par lequel se fait l'exportation.

Modèle No. 214.

Déclaration en douane pour les fabrications exportées sous bénéfice du drawback.

Déclaration de _____ fabrique aux États-Unis de _____,
d'origine et de production étrangères, à exporter par _____ à bord
du _____ patron, à destination de _____ sous
bénéfice du drawback, d'après les provisions de l'article 4 de l'acte sur le
Tarif douanier du 5 août 1861.

MARQUES et numéros.	NOMBRE et nature des objets.	QUANTITÉ.	VALEUR.	FABRIQUE par	EN DÉPOT à

Matières dont sont composés lesdits objets.

NATURE de la matière.	IMPOR- TÉE par	NOM du vaisseau.	DATE de l'importa- tion.	LIEU de l'importa- tion.	LIEU d'origine.	QUANTITÉ.	VALEUR.	QUOTITÉ des droits payés.

, Exportateur.

Serment ou Affirmation de l'Exportateur.

Moi, _____, je _____ solennellement, sincèrement, et avec vérité, que les _____ inscrits à la déclaration ci-annexée, qui seront mis à bord du _____, patron, sont véritablement destinés à être exportés à _____ et à n'être ni rapportés ni débarqués en dedans des limites des États-Unis. Je _____, en outre, que d'après ce que je sais et ce que je crois, lesdits _____ sont fabriqués exclusivement de _____, d'origine et de production étrangères, importés comme il est dit dans la déclaration ci-dessus mentionnée; que les droits d'entrée exigés par la loi ont été payés, sans réduction ou déduction quelconque pour cause de dommage ou autrement (*dire ici si une réduction quelconque a été accordée, et, en cas affirmative, en désigner la nature*); et qu'aucune partie desdits droits n'a été remboursée comme drawback ou autrement.

devant moi ce _____ jour de _____ 18 _____.

Le propriétaire et le surveillant de la fabrique où les objets ont été fabriqués fera serment comme suit, lequel serment sera endossé sur la déclaration en douane ou solidement attaché à celle-ci: —

Nous, _____, propriétaire, et _____, surveillant, du _____, tous les deux, solennellement, sincèrement, et avec vérité, que le _____ inscrit à la déclaration ci-dedans (ou ci annexée) a été

fabriqué à _____, exclusivement de _____, d'origine et de production étrangères, laquelle matière a été importée, et sur laquelle les droits ont été payés, comme il est dit dans la déclaration en question, d'après ce que je sais et ce que je crois.

devant moi, ce _____ jour du mois de _____, 18 _____.

Onzième séance.

(Lundi 16 avril 1888.)

Présidence de M. le baron Henry de Worms.

Étaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

À l'ouverture de la séance, M. le Président donne lecture d'un télégramme par lequel M. Sans-Leroy annonce son arrivè à Londres pour mardi prochain.

Il se propose à la Conférence d'aborder la discussion des articles non contentieux, en laissant provisoirement de côté ceux dont les stipulations semblent devoir soulever une discussion plus approfondie, afin de permettre au premier Délégué de la France de prendre part à ces débats.

M. Pallain demande s'il n'y aurait pas lieu de discuter, à propos de l'article 3, la question de l'adhésion générale de tous les États producteur ou raffineurs.

M. le Comte d'Onslow fait remarquer que cette discussion pourrait venir à propos de l'article 7.

M. Guillaume pense qu'on pourrait discuter les principes des articles 2 et 3 après l'arrivée de M. Sans-Leroy, et renvoyer à la Commission la discussion des détails seulement.

M. le Président fait remarquer que l'article 2 a déjà été renvoyé à la Commission.

M. Verkerk Pistorius exprime l'avis de se rallier à la proposition de M. le Président, c'est-à-dire de discuter les articles non contentieux et de réserver la discussion de l'article 3.

La proposition étant adoptée, M. le Président donne lecture de l'article 4 :

Art. 4.

» Seront également admis à la Convention les États ou les colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes qui, tout en n'adoptant pas le système dont il est fait mention à l'article 2, n'imposent pas d'impôts sur les sucres, ou qui s'engagent à n'accorder aux sucres bruts ou raffinés qui viennent à être exportés aucun drawback, remboursement ni décharge de droits ou de quantités. »

M. le Président invite MM. les Délégués à présenter leurs observations.

M. Jordan dit que par l'article 2 tous les États s'engagent à percevoir l'impôt d'après une certaine forme. Mais il y a des États qui ne perçoivent pas d'impôt. Il faut un article pour dire que ces États appartiendront tout aussi bien au nombre des États contractants et prendront part à la Convention dès le moment de sa signature. M. Jordan craint que les mots de l'article 4 »seront admis« ne répondent pas complètement à cette nécessité.

M. Dupuy de Lome insiste sur ce qu'il a dit dans la séance précédente et demande également plus de clarté dans la rédaction de cet article, lequel paraît viser seulement les États qui ne sont pas dès le principe dans la Convention. Or l'Angleterre, par exemple, fera partie de la Convention de plein droit, sans avoir besoin d'être admise, de même que l'Espagne, qui, ne donnant ni primes ni drawback, ne peut pas entrer dans les conditions de l'article 2. Il est indispensable que la Convention renferme une stipulation pour les pays qui n'ont pas d'impôt. Il lui semble que l'article 4 vise plutôt les États qui ne sont pas représentés à la Conférence. Il serait bon de compléter l'article 2 par une disposition visant les États qui n'ont pas d'impôts.

M. le Comte de Kuefstein ne partage pas l'opinion de M. Dupuy de Lome. L'article 4 lui paraît être le complément naturel de l'article 2, et n'aura besoin que de modifications rédactionnelles pour répondre aux désirs très fondés qui ont été exprimés.

M. Verkerk Pistorius croit que la situation de l'Angleterre est visée par l'article 5. L'article 4 ne s'applique pas aux pays représentés à la Conférence.

M. Guillaume propose de combler une lacune qui existe à l'article 4 en ce qui concerne les glucoses. Ces sucres, étant mentionnés dans l'article 2, doivent évidemment l'être aussi dans l'article 4.

M. Jordan pense qu'on a laissé une lacune dans l'article 2. Les engagements qu'il contient ne peuvent être pris par les États qui n'ont pas d'impôts. Il conviendrait de stipuler que les engagements de l'article 2 visent exclusivement les États qui imposent le sucre. Ne pourrait-on pas inviter la Commission à tenir compte de cette observation dans la rédaction de l'article 2?

M. le Président dit qu'en effet l'article 2 pourrait être ainsi libellé :

»Les Hautes Parties contractantes qui prélèvent un impôt sur le sucre s'engagent

M. Pallain demande ce qu'il faut entendre par l'expression »possessions étrangères«. S'applique-t-elle aux pays de protectorat?

M. le Président répond affirmativement. L'expression vise aussi l'Inde, qui n'est pas, pour l'Angleterre, une colonie proprement dite.

M. Dupuy de Lome dit l'Espagne ne possède pas seulement des colonies et des possessions étrangères, mais encore ce qu'elle appelle les Provinces d'outre-mer, Cuba et Porto-Rico, par exemple. Il croit d'ailleurs

qu'on pourrait laisser la rédaction actuelle de l'article 4 si l'on complétait l'article 2 dans le sens indiqué par M. Jordan.

M. Verkerk Pistorius croit que les stipulations de l'article 4 doivent également s'appliquer aux États visés par l'article 2, pour leur permettre de se soustraire aux obligations qu'il impose en cessant de donner un drawback. A son avis, on devra réserver la discussion de l'article 4 jusqu'à ce qu'on ait adopté une rédaction définitive pour l'article 2.

M. Jordan pense que, moyennant la rédaction qui a été proposée pour l'article 2, c'est-à-dire à la condition de compléter cet article par une disposition visant les États contractants qui ne perçoivent pas d'impôt sur les sucres, l'article 2 pourrait être supprimé.

M. le Comte de Kuefstein se rallie à la manière de voir de M. Verkerk Pistorius. C'est l'article 2 qui est l'essence même de la Convention; car il vise surtout les pays qui donnent des primes et qui désirent s'entendre pour les supprimer, tandis que l'article 4 concerne ceux qui ne donnent aucun remboursement ou qui ne perçoivent pas d'impôt sur les sucres.

M. Pallain relève dans l'article 4 ces mots: »qui s'engagent à n'accorder aucun drawback, etc.« Il ne suffit pas que ces États fassent une promesse, il faut encore qu'ils apportent devant une juridiction à déterminer la preuve qu'ils n'accordent ni restitution ni décharge, comme le font ou le feront devant la Conférence les États représentés.

M. le Président propose de remplacer les mots »qui s'engagent à n'accorder«, par ceux-ci: »qui n'accordent«

Les pays qui participent dès maintenant à la Conférence ont apporté devant elle des projets indiquant comment ils se proposent d'appliquer les principes qu'elle a adoptés. Mais les États qui voudront adhérer dans l'avenir n'auront-ils pas les mêmes justifications à fournir?

M. le Comte de Kuefstein est d'avis que les obligations de ces États doivent être les mêmes que celles des Puissances contractantes.

M. Verkerk Pistorius fait remarquer que cette question se rattache à celle de la création d'un organe international qui pourra s'assurer que les États qui désirent adhérer à la Convention remplissent les conditions qu'elle impose.

M. le Président ne peut que se rallier à cette manière de voir. Il reconnaît l'utilité d'un contrôle sur la législation des États qui voudront adhérer à la Convention.

M. Batanero réclame l'insertion dans l'article 4 des mots »Provinces d'outre-mer«, car les provinces de Cuba et celle de Porto-Rico ne sont ni des colonies espagnoles ni des possessions étrangères de la Couronne. M. Batanero propose la rédaction suivante:

»Les États, les Provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes qui, tout en n'adoptant pas le système dont il est fait mention à l'article 2, ne perçoivent pas d'impôts sur les sucres bruts ou raffinés, ou qui ne leur accordent, quand ils viennent à être exportés, aucun drawback, remboursement ni décharge de

droits ou de quantités, font partie de (ou pourront adhérer à) la présente Convention.»

M. Verkerk Pistorius persiste dans son opinion que l'article 4, tel qu'il est rédigé, ne s'applique pas aux États qui feront originairement partie de la Convention. Il demande que l'adoption de cet article reste subordonnée à la rédaction définitive de l'article 2.

M. Catalani déclare qu'il a reçu des instructions d'après lesquelles il doit formuler des réserves sur les articles 4 et 5. L'Italie entend conserver la liberté de taxer le sucre comme source de revenu. Avant de faire une déclaration plus précise, il attendra les explications qu'il a demandées par voie télégraphique.

M. Pallain rappelle que la Convention n'engage pas la liberté d'action des Gouvernements en ce qui concerne les droits intérieurs et les surtaxes de douane. C'est, pour les Délégués français, une question résolue par la déclaration même des Délégués britanniques dans la séance du 13 avril.

M. le Président confirme une fois de plus cette interprétation.

M. de Barner et M. le Comte de Kuefstein demandent des explications sur le terme »glucose«.

MM. Guillaume et de Smet font remarquer que les sucres de glucose dont parle le projet de Convention ne peuvent évidemment s'entendre que des produits saccharins extraits des matières amylacées.

La Conférence se range à cet avis.

M. Guillaume propose de remplacer, dans l'article 4, les mots »qui n'accordent aux sucres . . . qui viennent à être exportés, etc.«, par ceux-ci: »qui n'accordent à l'exportation des sucres, etc. . . .?«

M. Jusserand propose également une modification de forme dans la rédaction.

M. le Président soumet à la Conférence la rédaction suivante: »Sont admis à la Convention, les États et les Provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes qui, tout en n'adoptant pas le système dont il est fait mention à l'article 2, ne perçoivent pas d'impôts sur les sucres ou qui n'accordent à l'exportation des sucres bruts, des sucres raffinés, ou de glucoses, aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités.«

Cette rédaction est adoptée.

M. le Président donne lecture de l'article 5.

»Art. 5.

»Dans le cas où un État qui n'impose pas de droits sur le sucre viendrait à en établir, cet État devra établir ces droits sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation, ou bien ne donner aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités.«

M. le Président demande à MM. les Délégués de présenter leurs observations.

M. le Comte de Kuefstein dit que les termes employés dans cet article: »Impôt sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation«, devront dépendre de la forme à donner à l'article 2, où la même phrase se trouve.

- M. de Barner est d'avis d'admettre provisoirement cet article comme les articles 2 et 4.

M. le Président fait remarquer qu'à défaut de la stipulation contenue dans cet article, un État qui n'a pas actuellement de droits sur le sucre, et qui viendrait à en établir, pourrait faire ce que, par la Convention, les autres États se seraient interdit.

M. Pallain constate qu'il est bien entendu que cet État devra fournir, relativement à sa législation, les mêmes justifications que les États contractants.

M. Catalani appuie cette manière de voir.

M. Verkerk Pistorius se rallie à l'observation de M. de Barner. La forme et le fond même de l'article 5 dépendent de la décision qui sera prise sur l'article 2. Il constate qu'il est bien entendu que les Puissances contractantes garderont la faculté d'abolir leur impôt sur le sucre, tout en restant dans la Convention, à la seule condition de se conformer aux stipulations de l'article 5 dans le cas où ils viendraient à rétablir les droits.

M. le Président confirme cette interprétation, et, après s'être assuré qu'elle ne soulève aucune objection, il donne acte à M. Verkerk Pistorius de sa déclaration.

M. Guillaume propose de spécifier, dans l'article 5, qu'il s'applique aux États contractants.

L'article 5 est adopté dans la forme suivante:

» Dans le cas où un des États contractants qui n'impose pas de droits sur le sucre viendrait à en établir, cet État devra établir ces droits sur les quantités de sucre produites et destinées à la consommation, ou bien ne donner aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités.

M. le Président donne lecture de l'article 6, qu'il considère comme étant de pure forme:

» Art. 6.

» Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues, ou qui viendraient à l'être, dans leurs États respectifs, relativement à l'objet de la présente Convention.»

M. Pallain dit qu'ici encore se place la question d'une sanction internationale.

M. le Président reconnaît la justesse de cette observation.

M. Jordan demande comment se feront les communications dont il est question à l'article 6.

M. le Président répond qu'elles se feront par la voie diplomatique.

M. le Comte de Kuefstein fait remarquer que, pour les États contractants, la stipulation concernant la communication des lois déjà rendues ne paraît plus répondre à l'état actuel des travaux de la Conférence, puisque la Convention ne pourra pas être signée sans la connaissance préalable de ces lois. Il pense que les mots: «qui auraient déjà été rendues» devraient être biffés et remplacés par une stipulation concernant les modifica-

tions qui seraient ultérieurement introduites dans les lois que la Conférence aura approuvées.

M. Dupuy de Lôme pense qu'il est fait allusion, à l'article 7, aux changements de législation.

M. Pallain fait remarquer que la question soulève le point de savoir si les projets de loi indiquant les bases d'application du système de l'impôt sur les quantités de sucre produites seront rattachés à titre d'annexes au projet de Convention et placés ainsi sous le régime conventionnel, suivant le précédent des projets de Convention de 1875 et de 1877, que M. Pistorius connaît bien, ou si l'on découvrira, pour la rédaction de l'article 2, une formule assez générale pour y comprendre le régime d'égalité de traitement, sans primes, qu'il s'agit d'établir entre les États de l'Union sucrière.

M. le Comte de Kuefstein exprime l'avis qu'il est indispensable que les Hautes Parties contractantes connaissent les garanties offertes par chacune d'elles; il faut qu'elles puissent juger des changements qu'on pourrait vouloir apporter à une loi déjà acceptée comme suffisante.

Il propose la rédaction suivante.

» Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les modifications qu'elles se proposent d'introduire dans leurs lois respectives, afin d'être à même d'examiner si elles répondent aux dispositions de cette Convention. L'application n'en pourra avoir lieu que si, dans les mois, aucune des Hautes Parties contractantes n'aura élevé d'objections. »

M. le Président reconnaît que la question n'est pas sans importance. Elle se rattache à la question d'un Bureau international.

Il propose de laisser de côté l'article 6, pour lequel les Délégués britanniques prépareront une nouvelle rédaction, donnant expression aux idées énoncées par M. le Comte de Kuefstein et d'autres Délégués.

Il donne lecture de l'article 7 :

» Art. 7.

» Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de Sa Majesté Britannique et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires. »

M. le Comte de Kuefstein croit que l'adoption de cet article est subordonnée à la rédaction de l'article 6. Il faudra y introduire une clause analogue pour mettre les États contractants à même de juger si la législation des États qui voudront adhérer ultérieurement offre des garanties suffisantes.

M. Jordan pense que l'admission ultérieure des États qui n'ont pas pris part à la Conférence doit être subordonnée à l'examen de leur législation.

M. Batanero propose la rédaction suivante :

» Les États qui n'ont pas pris part à la Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Ils devront prouver que la législation sur le

régime des sucres est d'accord avec un des systèmes établis dans les articles 2 et 4. <

M. Jordan constate qu'on ne saurait admettre les États sur leur simple déclaration qu'ils n'accordent pas de primes.

M. Verkerk Pistorius ne croit pas qu'on doive exiger d'un État qu'il modifie sa législation avant d'avoir adhéré à la Convention. Par le fait même de son adhésion, il s'engage à changer sa législation pour la mettre d'accord avec les principes de la Convention.

M. Pallain demande qui sera chargé de décider si cette obligation a été remplie.

M. Verkerk Pistorius constate que l'on en revient encore à la création d'un Bureau international.

M. le Comte de Kuefstein soumet la rédaction suivante :

» Les États, Colonies, etc., qui n'ont point pris part à la présente Convention, y seront admis sur leur demande dans le cas où leur législation, dont connaissance préalable sera donnée aux Hautes Parties contractantes, n'aura soulevé aucune objection. <

M. Batanero est d'avis qu'il ne suffira pas que les États ou Colonies qui voudront faire partie de la Convention adressent une demande en ce sens aux États contractants. Il faudra encore que les Puissances signataires admettent cette demande.

M. Jordan préférerait que l'article fût conçu en ces termes :

» Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande. Cette demande sera notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires. Un État qui perçoit des impôts sur le sucre ne fera pas partie de la Convention avant d'avoir réglé sa législation sur les bases arrêtées par la Convention. <

M. le Président, après avoir pris l'avis de la Conférence, déclare que l'article 7 est réservé avec l'article 6.

Il donne lecture de l'article 8.

M. Pallain demande si quelqu'une des colonies visées à l'article 8 n'a rien qui ressemble à un système de primes pour l'exportation.

M. le Président répond négativement. Une colonie, qui avait eu l'intention de déroger à cette règle, a dû renoncer à son régime de faveur.

M. Dupuy de Lôme pense qu'on peut supprimer l'article 8, le sort des colonies britanniques se trouvant réglé par l'article 4, tel qu'il a été adopté en dernier lieu.

Cette manière de voir étant partagée par tous les Délégués, l'article 8 est supprimé.

La prochaine séance est fixée pour mercredi, à onze heures et demie.

La séance, ouverte à onze heures et demie, est levée à une heure et demie.

Le Président de la Conférence,

Henry de Worms.

Les Secrétaires,

H. Farnal, A. E. Bateman, E. Boizard.

Douzième séance.

(Mercredi 18 avril 1888.)

Présidence de M. le baron Henry de Worms.

Étaient présents:

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

M. le Président soumet à la Conférence un texte du projet de Convention sur lequel sont indiqués les articles déjà adoptés et ceux restant à discuter.

M. le Président propose l'adoption du procès-verbal de la neuvième séance.

M. Jusserand présente une observation sur le procès-verbal déjà adopté de la huitième séance. Ce procès-verbal le désigne comme Chargé d'affaires de France. Il possède en réalité cette qualité, mais à titre absolument temporaire; il préfère qu'on lui donne simplement son rang de Conseiller d'Ambassade.

Au sujet du procès-verbal de la neuvième séance, M. Pallain présente une observation concernant une question posée par M. Batanero, celle de savoir si le rejet de la Convention par le Parlement de l'un des Pays contractants n'aurait pas pour effet de laisser ce pays-là hors de la Convention. Mais, dans l'hypothèse prévue, il n'y aurait plus de Convention. Les Délégués français avaient compris, et aucune autre interprétation n'est vraiment possible, que le rejet du projet par le Parlement de l'une des Puissances contractantes rendrait la liberté à celles qui avaient déjà donné leur adhésion, le concordat sucrier ne pouvant exister que par l'adhésion de tous les intéressés. M. Pallain cite, comme exemple, ce qui s'est passé en 1875, à la suite du rejet de la Convention par les Chambres néerlandaises. Or il semble résulter de l'interprétation de M. Batanero, interprétation confirmée par M. le Président, que, dans le cas précité, la Convention resterait valable dans les autres pays, ce qui ne saurait être admis de plein gré.

M. Batanero reconnaît que tel est le sens de ses paroles.

M. le Comte de Kuefstein fait remarquer qu'il s'agit de savoir si une seule des Puissances contractantes aurait la faculté de détruire la Convention. Il croit que cette interprétation devrait être réservée pour le moment où l'on discutera la question de la sanction pénale de la Convention. Cette interprétation dépend en effet des mesures de défense que les Puissances contractantes pourront établir contre des pays qui resteront en dehors de la Convention.

M. Dupuy de Lôme estime que, dans l'éventualité prévue, la Convention devrait être nécessairement annulée si elle ne contient pas de clause de défenses contre les Puissances non contractantes.

M. Pallain rappelle qu'il a fallu une disposition spéciale dans la Con-

vention de l'Union postale pour déclarer que, dans le cas où une ou plusieurs Parties contractantes ne ratifieraient pas la Convention, elle n'en resterait pas moins valable pour les États qui l'auraient ratifiée.

M. Batanéro déclare qu'il a formulé cette interprétation en vue d'amener la discussion de la sanction pénale. Il se réserve de discuter cette question au moment opportun.

M. le Comte de Kuefstein fait remarquer qu'il y a deux questions distinctes : celle du rejet de la Convention par un des Parlements des Puissances signataires, et celle de la résiliation de la Convention par une des Puissances contractantes après sa mise en vigueur. Dans le premier cas, une des principales conditions posées par plusieurs Gouvernements, c'est-à-dire l'adhésion de tous les États signataires, disparaît, et les résolutions doivent être réservées, tandis que l'autre alternative serait subordonnée à la question des mesures de défenses, qui serait discutée plus tard. Chaque État, du reste, aura le même droit de résiliation.

M. Kennedy dit que M. Pallain a spécifié le cas dont il s'agit ici, c'est de savoir si l'entrée en vigueur de la Convention est subordonnée à la ratification par tous les Parlements, et si le défaut de cette ratification par l'un des Parlements a pour effet de dégager les autres Parties contractantes.

M. Verkerk Pistorius pense que la question ainsi posée doit être tranchée affirmativement.

La question est réservée jusqu'au moment où viendra en discussion la proposition faite par MM. les Délégués espagnols au cours de la première session de la Conférence.

Après avoir consulté la Conférence, M. le Président déclare que le procès-verbal de la neuvième séance est adopté.

M. le Président dit qu'à la suite d'une consultation entre les Délégués britanniques, ceux-ci ont pensé qu'il serait bon que les délibérations de la Commission fussent dirigées par le Président de la Conférence, en raison de l'importance capitale des questions qu'elle est appelée à résoudre.

La Conférence se rallie unanimement à cette manière de voir.

M. le Président prie MM. les Délégués de faire savoir à leurs Gouvernements que le Cabinet britannique croit que le moment est venu pour la désignation des Plénipotentiaires. Il annonce que la Reine a bien voulu nommer en cette qualité le Marquis de Salisbury et lui-même.

Les Représentants diplomatiques de la Reine donneront connaissance aux Puissances, auprès desquelles ils sont accrédités, des progrès réalisés pendant les dernières séances de la Conférence. Ils appuieront la proposition que M. le Président vient de faire pour la désignation des Plénipotentiaires.

M. Kamensky déclare que M. de Staal et lui-même ont reçu les pouvoirs nécessaires, mais son Gouvernement désirerait connaître le texte définitif de la Convention avant de procéder à la signature.

M. Jordan dit que son Gouvernement s'est réservé de nommer des Plénipotentiaires quand les délibérations lui paraîtront suffisamment avancées.

M. le Président prie M. Jordan de faire connaître à son Gouvernement l'état d'avancement des travaux de la Conférence.

M. le Comte de Kuefstein dit que ses pleins pouvoirs ne doivent lui parvenir qu'au moment où le texte de la Convention sera parfaitement arrêté. Son Gouvernement tient à connaître ce texte avant d'envoyer les pouvoirs; c'est la marche qu'il a toujours suivie en pareilles circonstances. Il peut citer, par expérience, le dernier Traité de commerce avec la France qu'il avait été chargé de négocier.

M. Guillaume déclare qu'il n'a pas reçu d'instructions à ce sujet.

M. de Barner annonce qu'il a déjà reçu ses pleins pouvoirs.

M. Dupuy de Lôme dit qu'en ce qui concerne l'Espagne, son Excellence M. le Ministre d'Etat a déjà annoncé, dans sa note du 21 mars, adressée à l'Ambassadeur britannique à Madrid, que les Délégués espagnols seraient pourvus de pleins pouvoirs, faisant preuve de la bonne volonté du Gouvernement de Sa Majesté Catholique et de sa confiance dans le succès de la Conférence. Il voudra d'ailleurs se conformer, pour la désignation des Plénipotentiaires, à l'exemple des autres Puissances. Les Délégués de l'Espagne communiqueront le désir exprimé par M. le Président et leurs honorables Collègues à leur Gouvernement, et ils osent espérer que, si M. le Président le juge utile, le Gouvernement espagnol désignera dès à présent les personnes qui recevront les pouvoirs.

M. Guillaume demande si le Gouvernement britannique désire que la désignation des Plénipotentiaires se fasse immédiatement.

M. le Président fait remarquer que, plusieurs Puissances ayant désigné leurs Plénipotentiaires, il serait à désirer que les autres Puissances fissent de même. Elles montreraient ainsi leur désir d'aboutir à un résultat.

M. Guillaume dit qu'il fera part de ce désir à son Gouvernement.

M. Jusserand dit qu'il en référera à son Gouvernement.

MM. Catalani et Verkerk Pistorius font des déclarations analogues.

A propos de la distribution du Projet de Convention, remanié suivant les termes adoptés dans les précédentes séances, M. Pallain fait observer qu'il avait été entendu, sur la proposition même du Président, que le Préambule laisserait en blanc les noms des Puissances contractantes. Or il remarque que, dans le document distribué à l'ouverture de la Conférence, on fait une énumération des Puissances contractantes. Il doit signaler immédiatement l'omission des États-Unis; il rappelle qu'il a eu déjà l'occasion de déclarer que, dans la pensée du Gouvernement français, le régime d'égalité de traitement à donner à tous les pays exportateurs devrait s'appliquer sans distinction à tous les pays qui produisent ou qui raffinent le sucre, la suppression des primes impliquant, pour les États contractants, la certitude que leurs sucres ne rencontreraient sur les marchés où ils les vendent d'autres concurrences que celle des sucres auxquels on aurait refusé également toute prime.

Il est indispensable que la Convention projetée ait l'adhésion de tous les pays qui produisent le sucre de betterave ou qui raffinent le sucre de toute origine, suivant une législation qui ne laisserait place à aucun excédent. Or les États-Unis ont une prime qui est aujourd'hui de 2 fr. 21 par 100 kilogr., qui était plus élevée il y a deux ans, qui peut être augmentée de nouveau dans l'avenir.

M. Pallain rappelle que M. White a dit, dans une des dernières séances, qu'il a été question de réduire le drawback de 20 p. 100, comme l'impôt. On aurait eu alors, pour celui-ci, 1 fr. 92 au lieu de 2 fr. 40, et pour le drawback, 2 fr. 08 au lieu de 2 fr. 60, ce qui réduisait la prime à 1 fr. 77 par 100 kilogr. au lieu de 2 fr. 21. Or on lit dans une dépêche qu'il y a quelques jours, après une séance non interrompue de trente et une heures, la Chambre des Représentants a ajourné la discussion relative aux réformes à introduire dans le régime des impôts. On ajoute, dans cette dépêche, que, dans l'état actuel de procédure parlementaire, le bill portant réduction des droits d'importation ne pourra passer que sous une forme satisfaisant les protectionnistes, d'où il faut conclure que l'amendement introduit par la Commission des voies et moyens, et fixant à 20 p. 100 la réduction des droits sur le sucre, ne s'appliquait pas au drawback, et qu'ainsi la prime aurait été triplée.

M. Pallain rappelle que, dans la séance du 10 avril dernier, M. le Président déclarait que les États-Unis étaient évidemment disposés à se réclamer de la clause du Protocole ouvert et à se rallier à la Convention. Il désire partager cette confiance, et pour dissiper des appréhensions, qui sont toujours excusables de la part d'un douanier, — la douane vit d'appréhensions et meurt de confiance, — il demande à donner communication à la Conférence d'un bill présenté devant la Chambre des Représentants le 4 janvier 1888 (c'est-à-dire à une date postérieure à la signature du Protocole du 19 décembre 1887), rapporté devant la Chambre des Représentants le 9 février dernier, et voté dans la séance du 1^{er} mai.

M. Pallain donne lecture de la traduction suivante des passages principaux du rapport de M. Mac-Creary, du Comité des Affaires étrangères, qui accompagne le bill *) :

» Le Comité, autorisant le Président des États-Unis à réunir Conférence dans le but d'encourager les relations commerciales entre les États-Unis et les autres Puissances d'Amérique, présente le projet de loi et en recommande l'adoption. . . Le ralentissement actuel des affaires et l'abaissement du prix des produits agricoles sont dus, en grande partie, à ce que le marché est restreint pour le surplus de nos productions. Quelques-uns des meilleurs marchés que nous puissions envisager ne sont pas loin de notre frontière méridionale. Ils sont plus rapprochés de nous que d'aucune autre nation commerçante. Les populations du Mexique et de l'Amérique centrale ou méridionale produisent nombre de marchandises qui nous font défaut, et ont besoin elles-mêmes de nos produits agricoles, minéraux ou manufacturés. . . Ils reconnaissent la supériorité de nos produits et souhaitent un échange d'affaires plus intime avec nous, mais le gros de leur commerce et de leur trafic se fait avec l'Europe. La République Argentine a un service régulier de 44 à 60 paquebots, naviguant de Buenos-Ayres aux ports européens. . . »

M. Pallain indique ici que la République Argentine constitue un des principaux débouchés de la France pour les sucres. L'exportation française

*) Voir l'annexe B au présent procès-verbal.

en sucre à cette destination a été, pour 1885, de 6,212,937 kilogr., pour 1886 de 9,252,741 kilogr., pour 1887 de 14,653,330 kilogr. Le rapport reprend :

» Nos exportations en 1884 se sont élevées à 733,768,764 dollars. Sur cette quantité, nous n'avons exporté au Mexique, à l'Amérique centrale et à l'Amérique du Sud que pour 64,719,000 dollars.

» Notre production annuelle agricole et mécanique est évaluée à environ 11 milliards de dollars, tandis que nous avons rarement vendu pour plus de 75 millions de dollars à nos voisins, qui achètent en Europe pour un chiffre au moins cinq fois aussi élevé que celui qu'ils dépensent chez nous. . . L'Angleterre monopolise le trafic à cause de ses moyens de transport à bon marché. . . Il est très important de faciliter les moyens de transport entre les États-Unis et ses voisins du Sud. Car, tant que le fret de Liverpool, Hambourg et Bordeaux coûtera 15 dollars la tonne, on ne pourra pas les amener à payer 40 dollars la tonne pour faire venir les marchandises des États-Unis. Il n'y a pas une ville commerçante dans ces États où les fabricants des États-Unis ne puissent lutter avec leurs concurrents d'Europe dans tous les articles que nous produisons pour l'exportation.

» Le rapport de la Commission Sud Américaine montre, d'après le témoignage des importateurs de ces pays, qu'à part la différence de prix et de facilités de transport, ils auraient avantage à acheter aux États-Unis, où la qualité des produits est meilleure et le prix d'achat aussi bas qu'en Europe. A cet égard, il serait important d'examiner si un étalon commun de monnaies d'or ou d'argent, égal en valeur, en poids et en alliage, dans tous les pays en question et circulant parmi eux, accroîtrait les relations de commerce et d'amitié entre eux.

» Jamais, depuis l'organisation de notre Gouvernement, on n'a été plus profondément convaincu de l'intérêt qu'il y aurait à resserrer les relations avec le Mexique, l'Amérique centrale et méridionale, et l'Empire du Brésil. . . »

Or, dans l'Amérique centrale, si les renseignements communiqués sont exacts, une tonne de canne de 1,000 kilogr. vaudrait, assure-t-on, de 6 à 8 fr.; c'est le quart du prix d'une tonne de betterave riche.

M. Pallain s'excuse d'avoir fait à la Conférence une si longue citation, mais il lui semble que ce document, qui proclame, en termes si éloquentes, la nécessité de l'Union douanière avec les Républiques de l'Amérique centrale et méridionale, et qui précise en chiffres positifs les intérêts engagés dans la question, rapproché de la discussion qui a eu lieu au Sénat américain le 5 avril dernier, montre bien que son Gouvernement s'est inspiré des véritables intérêts européens en cause, en souhaitant l'entrée des États-Unis dans la Convention et en persistant à considérer son adhésion comme indispensable pour déterminer la sienne.

M. Pallain rappelle qu'il y a quelques années la prime effective des États-Unis était de 4 fr. 63 par 100 kilogr de sucre raffiné. Sous cette législation, l'exportation pour l'Angleterre des sucres raffinés des États-Unis avait acquis une grande importance.

Les importations de sucre raffiné des États-Unis en Angleterre ont été :

	Kilog.
En 1884, de	52,000,000
En 1885, de	115,000,000
En 1886, de	70,000,000

En 1886, la prime a été diminuée aux États-Unis: elle a été ramenée à 2 fr. 21, et les exportations ont diminué.

Le chiffre de l'exportation pour 1887 est de 39 millions de kilogrammes; il se réduit avec la prime.

On doit donc redouter la concurrence des États-Unis en matière de sucres, surtout en matière des sucres raffinés. Car ils auront à meilleur marché que les Européens le sucre de chacun des pays voisins, et s'ils continuent à accorder des primes, quand il n'en existera plus pour les Signataires de la Convention, ils pourront exclure la France du marché Anglais, et plus facilement encore du marché de la République Argentine, qui est l'un des meilleurs débouchés actuels de la production française.

M. Pallain ajoute qu'il avait le devoir de communiquer à la Conférence ses appréhensions et qu'il serait heureux de recevoir du Délégué officieux des États-Unis, à l'une des prochaines séances, quelques éclaircissements sur les points qu'il vient de signaler. Il remet sur le Bureau de la Conférence le rapport américain dont il a donné quelques extraits, en déclarant à son Collègue, M. White, qu'il serait heureux d'apprendre que ses appréhensions doivent être dissipées, et que le bill de l'Union Douanière des États-Unis avec l'Amérique centrale et méridionale ne doit pas demeurer pour lui comme le *bill des illusions perdues*. » Nous pourrions d'ailleurs, — ajoute M. Pallain, — laisser à M. White le temps nécessaire. Les décisions que nous avons à prendre sont trop graves pour être prises avec précipitation, et nous ne saurions mieux faire que de suivre la devise partout inscrite dans cette demeure historique où nous recevions, la semaine dernière, une si brillante hospitalité: *Sero sed serio*. »

M. White répond qu'il ne manquera pas de transmettre à son Gouvernement les observations faites par son honorable Collègue, M. Pallain.

M. le Président annonce que M. Verkerk Pistorius lui a remis, en le priant de le soumettre à la Conférence, un Mémoire sur la question des surtaxes. Ce document sera imprimé et distribué (voir Annexe C au présent procès-verbal).

Pour le moment, M. le Président croit qu'il convient de réserver la discussion du Mémoire de M. Pistorius pour une date ultérieure et de continuer maintenant l'examen des articles du projet de Convention.

M. Kamensky fait remarquer que le préambule du projet de Convention, dont le texte vient d'être distribué, ne fait pas mention de l'adhésion des Colonies.

M. le Président dit qu'il n'est pas d'usage de faire cette mention. Il y a deux sortes de colonies: les colonies autonomes et celles qui dépendent directement de la Couronne. Il est dit, aux procès-verbaux, que les premières acceptent la Convention; les secondes sont sous la tutelle de la

Métropole; le Gouvernement a donc qualité pour traiter au nom des unes et des autres.

M. Batanero croit qu'il y aurait tout de même un certain avantage à constater dans la Convention que les métropoles ont traité pour leurs provinces d'outre-mer, possessions et colonies. Ainsi, on pourrait citer au préambule les noms des pays et dire » l'Espagne et ses provinces et possessions d'outre-mer « , et ainsi de suite pour les autres Contractants.

M. Kamensky se déclare satisfait, pourvu que la déclaration de M. le Président soit inscrite au procès-verbal.

M. le Comte de Kuefstein se rallie aux observations de M. Kamensky au sujet des colonies. Comment saura-t-on quelles sont les Colonies qui adhèrent et celles qui n'adhèrent pas ?

M. le Président dit que la seule réserve est celle qui a été faite pour l'île de Curaçao.

M. Verkerk Pistorius déclare qu'il n'a pas encore reçu d'instructions nouvelles à cet égard, mais qu'il croit qu'après les explications qui lui ont été données et du moment où il est reconnu à l'île de Curaçao la faculté de prélever des droits de douane sur le sucre, l'adhésion de cette colonie ne rencontrera pas de difficulté.

M. le Comte de Kuefstein se déclare satisfait s'il est constaté d'une façon obligatoire que toutes les Colonies des Puissances contractantes adhèrent à la Convention.

M. de Barner signale une lacune à l'article 4. Il craint que cet article ne laisse aux pays qui n'imposent pas le sucre la possibilité de donner des primes.

M. le Président répond que, par l'article 1^{er}, dont les prescriptions sont absolues et générales, toutes les Puissances contractantes s'interdisent de donner des primes.

M. Catalani dit que son Gouvernement l'a chargé d'insister sur les réserves qu'il a faites sur les articles 4 et 5. Son Gouvernement tient à conserver toute liberté pour imposer les sucres.

M. le Président explique que la question des droits intérieurs, pas plus que celle des tarifs de douane, n'est en discussion. Les États contractants seront libres de prélever l'impôt sur le sucre fabriqué à l'intérieur ou importé, d'après le tarif qu'il leur conviendra d'adopter. Le but que poursuit la Conférence par l'article 4, c'est uniquement la suppression du remboursement.

M. Catalani ne doute pas que ces explications ne satisfassent son Gouvernement, mais il tient à maintenir ses réserves jusqu'à ce qu'il ait reçu de Rome une nouvelle communication.

L'ordre du jour appelle la discussion de l'article 6, pour lequel les Délégués britanniques soumettent une nouvelle rédaction.

M. Jordan croit pouvoir adopter *ad referendum* la rédaction proposée, qui lui paraît répondre au *desideratum* formulé dans le Mémoire de son Gouvernement. Il pense que la proposition de nommer une Commission internationale est de nature à contribuer au succès des travaux de la Conférence, pourvu que cette Commission dispose des moyens d'action propres

à donner à chaque Gouvernement des garanties sérieuses sur la manière dont la Convention sera exécutée par ses Contractants. M. Jordan rappelle, à ce sujet, la proposition faite pendant la première session de la Conférence par les Délégués espagnols. Il leur laisse l'initiative d'en aborder la discussion; mais il se réserve d'intervenir aux débats et tient à dire, dès à présent, que la proposition dont il s'agit a été favorablement accueillie par son Gouvernement. En principe, l'institution d'une Commission internationale est un grand pas vers un résultat favorable. Il adopte donc le principe de l'article proposé, tout en faisant des réserves sur la rédaction.

M. le Comte de Kuefstein dit que l'idée exprimée par l'article 6 est conforme aux vues de son Gouvernement. Il cite à cet égard le passage suivant du Mémoire austro-hongrois :

» Puisqu'il s'agit d'établir un état de choses tout à fait nouveau et dont l'épreuve n'est pas encore faite, il nous paraît indispensable, et nous pensons que cela correspond aux idées des autres États que les Parties contractantes se communiquent non seulement, comme il est dit dans le Projet de Convention, les lois qui se rapportent à la matière et les modifications qu'elles auraient l'intention d'y introduire, mais aussi de mettre les États contractants, d'une façon quelconque, dans la possibilité de se prononcer contre des modifications qui violeraient les principes fondamentaux de la Convention ou qui les rendraient illusoirs. «

M. le Comte de Kuefstein adopte donc le principe de l'article, en réservant l'examen des détails à son Gouvernement, qui, en tant qu'il peut en juger, n'aura pas d'objections de principe à présenter si la Conférence accepte la proposition.

M. de Barner n'a pas d'observation à faire sur l'article en discussion.

M. Dupuy de Lôme propose seulement une modification de forme. Au lieu de dire » chacune des Hautes Parties contractantes est représentée «, il propose la rédaction suivante: » chacune des Hautes Parties contractantes pourra être représentée «. Il n'est pas nécessaire de forcer chaque Puissance à se faire représenter à la Commission.

Cette modification est adoptée.

M. Pallain estime que l'article 6, actuellement en discussion, va moins loin que l'article 16 de la Convention de l'Union postale (voir l'Annexe D au présent procès-verbal), qui crée le Bureau international sur la proposition de la Belgique, alors que l'institution d'une Commission internationale, autorisée à surveiller l'application de la Convention en projet, est le complément nécessaire de l'arrangement à intervenir et fait partie des sanctions qui sont attendues pour rendre efficaces les dispositions qui seront arrêtées.

M. Jordan cite un passage du Mémoire fourni par son Gouvernement, relativement à la nécessité de prendre des mesures pour empêcher les États contractants de se soustraire à leurs obligations. Il insiste sur ces mots :

» Des mesures analogues pourraient être adoptées contre tout État qui ne prendrait pas part à la Convention ou qui, après y avoir adhéré, s'en séparerait à l'avenir. «

C'est là une question d'une grande importance. On ne sait pas si

les États-Unis et le Brésil adhéreront à la Convention; on sait même qu'ils ne sont pas disposés à y adhérer dès à présent. Le Gouvernement allemand tient beaucoup à ce que ces pays entrent dans l'Union. S'il n'est pas possible d'obtenir immédiatement leur adhésion, il faut trouver un correctif à leur abstention. C'est le sens de la phrase à laquelle M. Jordan vient de faire allusion. M. Jordan croit que la seule mesure efficace est indiquée dans la proposition des Délégués espagnols. Dans sa pensée, la Commission devrait être un Comité exécutif chargé d'instruire tous les cas de violation de la Convention qui viendraient à se produire. La Commission internationale serait ainsi investie d'une certaine autorité. Elle surveillerait l'exécution de la Convention et, sans avoir le droit de juger les infractions, elle aurait celui de les apprécier et de les dénoncer aux Gouvernements intéressés.

M. Batanero se déclare heureux de l'appui donné par le premier Délégué allemand à la proposition des Délégués espagnols. Lorsqu'il s'agira de régler les attributions de la Commission, il y aura lieu d'examiner s'il lui appartiendra d'apprécier les cas où les droits compensateurs deviendraient applicables.

M. Pallain propose statuer sur l'organisation de la Commission avant de régler ses attributions, la création d'un organe étant préalable à son fonctionnement.

M. Verkerk Pistorius croit qu'il serait logique de régler en premier lieu les attributions. A ses yeux, la création d'un Bureau international, sur laquelle il a déjà appelé l'attention de la Conférence dans la séance du 16 décembre dernier, présente beaucoup d'intérêt non seulement pour examiner les législations des États contractants, mais aussi pour les publier ensemble avec une statistique officielle de la production et du mouvement des sucres dans les différents pays. Il n'a d'instructions que sur ce dernier point; toutefois il ne s'oppose pas au principe de la Commission internationale proposée. Son observation a pour but de faire ressortir l'utilité de définir d'abord les attributions de l'organe international qu'on désire créer, pour discuter ensuite son organisation.

M. Jordan n'apprécie pas la valeur de la distinction faite par M. Verkerk Pistorius entre un Bureau et une Commission. La Commission pourra nommer un Comité exécutif pour faire les publications statistiques. Il ne paraît pas nécessaire que la Commission elle-même soit permanente.

M. Catalani n'a pas d'observations à faire sur l'article 6.

M. Kamensky approuve le principe de cet article.

M. le Président soumet à la Conférence le principe de l'article 6 instituant une Commission pour surveiller l'exécution de la Convention, sous réserve de déterminer plus tard ses attributions.

M. Batanero annonce que les Délégués espagnols rédigeront un projet d'article relatif à la sanction pénale.

M. le Comte de Kufstein demande si c'est la Commission, ou l'ensemble des Gouvernements, qui appréciera en dernier ressort. Il pense que la décision définitive doit toujours être réservée aux Gouvernements.

M. Guillaume dit que la Commission ne doit faire que les rapports. Dans aucun cas on ne peut lui conférer les attributions d'un tribunal.

Une conversation générale s'engage à ce sujet.

M. Pallain demande s'il ne faut pas prévoir la nécessité d'un arbitrage.

M. Kennedy dit que les Délégués britanniques avaient proposé d'établir, en premier lieu, le principe de cet article. Il implique plusieurs questions d'une nature délicate. Un bureau chargé de la publication d'une statistique ne serait pas un organe auquel on pourrait confier les fonctions prévues par l'article 6.

D'après le nouveau projet soumis aujourd'hui à la Conférence, chacune des Puissances pourrait être représentée par un Délégué, ou par un Délégué et un Délégué adjoint. Le Gouvernement du pays où la Commission se réunit désignerait le Président de la Commission. Pour ce qui concerne la procédure, les Délégués britanniques soumettent les propositions suivantes : dans le cas où une Puissance aurait préparé le projet d'une loi que la Commission devrait examiner, ou bien dans le cas où une Puissance aurait une représentation à lui faire, la Puissance en question communiquerait ce projet ou cette représentation au Gouvernement du pays où doit avoir lieu la prochaine réunion de la Commission ; ou bien elle ferait cette communication au Gouvernement du pays où a eu lieu la dernière réunion. C'est à la Conférence de régler ce détail. Le Traité de l'Union internationale des Télégraphes donne au Gouvernement du pays où s'est tenue la dernière Conférence, le soin des communications sur les affaires de l'Union. Le Gouvernement chargé pour le moment de l'échange de la correspondance de l'Union sucrière donnerait connaissance des communications qu'il aurait reçues au Président de la Commission. Celui-ci les soumettrait à ses Collègues. On suivrait la même procédure pour les rapports de la Commission. Le Président les communiquerait au Gouvernement chargé de la correspondance ; ce Gouvernement les ferait parvenir aux autres membres de l'Union.

Les Délégués britanniques ont soumis leur proposition, même sans en avoir élaboré tous les détails, afin d'obtenir l'opinion de la Conférence sur le principe d'une Commission. Il semble que le principe est sur le point d'être adopté. C'est déjà un grand pas en avant. Les Délégués britanniques savent bien que l'article n'est pas complet ; ils proposent donc de ne statuer aujourd'hui que sur l'adoption du principe ; l'organisation et les attributions de la Commission demandent une sérieuse discussion ; la Conférence voudra probablement remettre à une séance ultérieure la discussion de ces détails importants.

M. le Président déclare qu'il s'agit d'adopter seulement le principe de l'article 6.

M. Jordan ajoute qu'il s'agit de l'adopter comme base à développer.

M. le Président confirme ces paroles. La Conférence adopte aujourd'hui le principe ; elle réglera les détails à la prochaine séance. Il invite les Délégués à présenter eux-mêmes des projets de rédaction définitive à la prochaine séance.

M. le Président donne lecture de l'article 7.

M. le Comte de Kuefstein rappelle qu'il a été dit à la dernière séance que les États contractants devront pouvoir s'assurer que la législation des nouveaux adhérents est conforme aux principes de la Convention.

Une discussion s'engage sur la procédure qui devra être suivie par les États qui voudront adhérer à la Convention.

Il est entendu que ces États adresseront leur demande à la Puissance qui aura la présidence de la Commission. Cette Puissance renverra l'étude de leurs lois et règlements à la Commission.

M. Guillaume fait remarquer que la solution de la question dépend de la rédaction définitive qui sera donnée à l'article 6, auquel l'article 7 pourra se référer.

M. le Président lit une rédaction de l'article 7 préparée par M. Verkerk Pistorius :

« Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande, à la condition que leurs lois et leurs règlements sur le régime des sucres soient d'accord avec les principes de la présente Convention et aient été soumis, préalablement, à l'approbation des Hautes Parties contractantes dans les formes prescrites à l'article précédent. »

Cette rédaction est adoptée.

Après avoir consulté la Conférence, M. le Président annonce que la première réunion de la Commission aura lieu vendredi 20 avril, à onze heures et demie, et que la prochaine séance de la Conférence aura lieu lundi 23 avril, à la même heure.

La séance est levée à deux heures moins un quart.

Le Président de la Conférence,

Henry de Worms.

Les secrétaires,

H. Farnall, A.-E. Bateman, E. Boizard.

Annexe B au procès-verbal de la douzième séance.

Rapport

présenté par M. Mac Creary, du Comité des affaires étrangères, au sujet d'une conférence entre les États-Unis et les Républiques du Mexique, de l'Amérique centrale et méridionale et l'Empire du Brésil.

Le Comité autorisant le Président des États-Unis à réunir une Conférence dans le but d'encourager les relations commerciales entre les États-Unis et les autres Puissances d'Amérique, présente le projet de loi et en recommande l'adoption.

Il y a soixante ans un Congrès se réunit dans le même but à Panama ; nous y envoyâmes des Représentants. Cette Conférence ne fut pas stérile, mais à cette époque nous avions plutôt en vue notre commerce et nos rapports européens, et le Congrès ne prit aucune résolution. Aujourd'hui les États-Unis sont en paix avec le monde entier et il appartient à la République la plus prospère de l'univers de provoquer la réunion d'une Conférence américaine.

Le ralentissement actuel des affaires et l'abaissement du prix des produits agricoles est dû en grande partie à ce que le marché est restreint pour le surplus de nos productions. Quelques-uns des meilleurs marchés que nous puissions envisager ne sont pas loin de notre frontière méridionale. Ils sont plus rapprochés de nous que d'aucune autre nation commerçante. Les populations du Mexique et de l'Amérique centrale ou méridionale produisent nombre de marchandises qui nous font défaut et ont besoin elles-mêmes de nos produits agricoles, minéraux ou manufacturés. Ces pays occupent une superficie territoriale de 8,118,844 milles carrés et ont 42,770,374 habitants. Ils reconnaissent la supériorité de nos produits et souhaitent un échange d'affaires plus intime avec nous; mais le gros de leur commerce et de leur trafic se fait avec l'Europe. La République Argentine a un service régulier de quarante-quatre à soixante paquebots naviguant de Buenos-Ayres aux ports européens et pas une seule ligne régulière la reliant aux États-Unis. Nos relations avec les autres Républiques du Centre et du Sud sont à peu près les mêmes.

Nos exportations en 1884 se sont élevées à 730,768,764 dollars.

Sur cette quantité, nous n'avons exporté au Mexique, au centre ou au sud, que 64,719,000 dollars.

Notre production annuelle agricole et mécanique est évaluée à environ 11 milliards de dollars, tandis que nous avons rarement vendu pour plus de 77 millions de dollars à nos voisins, qui achètent en Europe pour un chiffre au moins cinq fois aussi élevé que celui qu'ils dépensent chez nous.

Le commerce total des pays susmentionnés a été en 1883 de :
Dollars.

Importation 331,100,599

Exportation 391,294,781

Sur les 331,100,599 dollars de marchandises vendues à ces États, la part des États-Unis n'était que de 42,598,469 dollars, et cependant nous sommes leurs plus proches voisins.

L'inégalité de notre commerce avec le Pérou, le Chili, la République Argentine et le Brésil est à la fois étonnant et humiliant.

Voici quelles y ont été les importations en 1886 :

IMPORTATION.	De la	Des
	GRANDE-BRETAGNE.	ÉTATS-UNIS.
	dollars.	dollars.
Pérou	6,235,685	743,105
Chili	11,060,880	2,211,007
République Argentine . . .	29,692,295	4,317,293
Brésil	38,946,215	7,317,293

La table ci-dessous donne la population des pays susmentionnés et le chiffre de leur commerce avec la Grande-Bretagne et les États-Unis durant l'année dernière :

	République ARGENTINE	BRESIL	AMÉRIQUE centrale.	CHILI.	COLOMBIE
Population	2,406,100	10,108,291	2,900,000	2,400,396	2,951,323
	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.
Exportation en Grande-Bretagne	5,793,965	23,507,165	6,526,950	12,977,465	2,166,380
Importation de Grande-Bretagne	29,692,295	33,946,215	4,624,560	11,060,880	6,107,645
Exportation aux États-Unis	4,328,510	45,263,600	6,409,001	601,525	2,342,007
Importation des États-Unis	4,347,293	7,317,293	2,762,531	2,211,007	5,583,368
	MEXIQUE.	PÉROU.	VÉNEZUÉLA	URUGUAY.	CANADA.
Population	9,389,461	3,050,000	2,075,242	447,000	4,750,000
	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.
Exportation en Grande-Bretagne	8,502,500	10,414,170	1,300,565	3,283,625	45,558,555
Importation de Grande-Bretagne	5,415,765	6,235,685	3,028,680	8,181,640	44,727,095
Exportation aux États-Unis	9,267,021	1,764,890	6,309,580	2,734,617	39,000,000
Importation des États-Unis	8,340,784	742,105	3,043,609	1,682,443	50,000,000

Valeur totale des marchandises franches de droits et sujettes aux droits importées aux États-Unis par le Mexique, l'Amérique du Centre et du Sud, pendant l'année qui finit au 30 juin 1885, avec l'estimation des droits perçus :

PAYS IMPORTATEURS.	VALEUR DES MARCHANDISES			DROITS PERÇUS.	
	FRANCHES.	IMPOSABLES.	TOTAL.		
	dollars.	dollars.	dollars.	dol.	c.
République Argentine	3,154,837	1,174,173	4,328,510	364,983	28
Chili	399,464	205,061	604,525	68,386	89
Mexique	5,173,441	4,093,580	9,267,021	685,960	72
Amérique centrale . .	6,149,873	259,142	6,409,015	140,759	88
États-Unis de Colombie	2,335,088	6,994	2,342,077	1,714	68
Vénézuéla	6,267,887	41,693	6,309,580	20,297	40
Pérou	1,749,632	15,258	1,764,890	5,140	06
Brésil	38,136,191	7,127,469	45,263,660	6,607,877	15
Uruguay	2,317,131	417,408	2,734,617	255,480	80
Bolivia, Équateur, Paraguay et Patagonie	753,321	280	753,601	140	00
Total	66,436,368	13,341,128	79,777,496	8,100,198	86

	Pour cent
Valeur totale des marchandises franches de droits	83 38
Soumises aux droits	16 72
Droits <i>ad valorem</i> équivalents aux taxes normales perçues :	
Marchandises soumises aux droits	10 15
Marchandises exemptes et imposables	60 72

La consommation de coton dans l'Amérique centrale et méridionale et au Mexique monte à environ 100 millions de dollars par an, et bien que ces États soient si voisins de nos cultures de coton, c'est d'Angleterre qu'ils tirent environ 90 p. 100 de cette marchandise.

Les trois quarts de ces populations s'habillent de tissus de coton et il leur faut importer tout ce qui est nécessaire pour leur usage.

L'Angleterre monopolise ce trafic à cause de ses moyens de transport à bon marché et parce que ses manufactures fournissent des produits appropriés aux goûts et aux besoins des consommateurs, que nos manufacturiers n'ont jamais essayé de produire.

Il est très important de faciliter les moyens de transport entre les États-Unis et ses voisins du Sud; car tant que le fret de Liverpool, Hambourg et Bordeaux coûtera 15 dollars la tonne, on ne pourra pas les amener à payer 40 dollars la tonne pour faire venir les marchandises des États-Unis.

Il n'y a pas une ville commerçante dans ces États où les manufacturiers des États-Unis ne puissent lutter avec leurs concurrents d'Europe dans tous les articles que nous produisons pour l'exportation.

Le rapport de la Commission sud-américaine montre d'après le témoignage des importateurs de ces pays que, à part la différence de prix et des facilités de transport, ils auraient avantage à acheter aux États-Unis où la qualité des produits est meilleure et le prix d'achat aussi bas qu'en Europe. A cet égard il serait important d'examiner si un étalon commun de monnaies d'or et d'argent égales en valeur en poids et en alliage dans tous les pays en question et circulant parmi eux, accroîtrait les relations de commerce et d'amitié entre eux.

Sans prétendre dicter un programme à la Conférence, le Bill ne cherche qu'à recommander à ses membres l'adoption d'un projet d'arbitrage pour le règlement des difficultés qui pourraient s'élever dans la suite entre les Gouvernements, et l'examen des mesures propres à développer le courant des affaires entre les pays, en assurant à chacun d'eux un plus grand nombre de marchés.

La voie d'arbitrage qui peut être une chimère en matière de querelles politiques doit devenir une réalité à notre époque en matière de différends commerciaux.

Par égard pour ceux qui réclament la réforme de nos lois sur le trafic et les tarifs, nous pensons que les grandes questions qui font l'objet du Bill ne doivent pas être ajournées, mais être promptement traitées, de façon à marcher de front avec les importantes questions susmentionnées.

On n'a pas la prétention de confier à la Conférence les pouvoirs pour faire des traités définitifs, ce qui serait en opposition avec notre Consti-

tution; mais nous croyons qu'on ne saurait que tirer profit d'une Conférence réunie par la plus puissante et prospère nation d'Amérique qui, réunissant les procès-verbaux, communiquera un rapport aux autres Gouvernements.

Le Bill stipule que les Commissaires remettront les procès-verbaux au Président qui les transmettra au Congrès, et on peut croire qu'il ne sortira rien d'autre que le bien commun de cette Conférence.

Jamais depuis l'organisation de notre Gouvernement on n'a été plus profondément convaincu de l'intérêt qu'il y aurait à resserrer les relations avec le Mexique, l'Amérique centrale et méridionale, et l'Empire du Brésil.

Le rapport dressé par les Commissaires de ces pays en 1884 montre qu'ils sont animés de la même conviction.

Annexe C au procès-verbal de la douzième séance.

Surtaxes entre les pays contractants.

Propositions des Délégués des Pays-Bas.

En traçant, par sa circulaire du 2 juillet 1887, le programme de la Conférence future, le Premier Ministre de Sa Majesté Britannique a indiqué, comme premier point à examiner, » les moyens propres à remédier au dérangement qu'ont subi les industries de la fabrication et du raffinage du sucre, en tant que ce dérangement est dû à l'action des Gouvernements « . Il est vrai que, dans la même circulaire, il est plusieurs fois fait mention de la suppression des primes comme but à poursuivre, mais il appert toutefois du passage précité que lord Salisbury n'a pas eu l'intention de limiter les travaux de la Conférence à cette seule question, et qu'en tout cas, au point de vue de ladite circulaire, sur laquelle la Conférence s'est réunie, il convient de prendre le mot » primes « dans le sens le plus large, de manière à résumer tous les avantages pécuniaires accordés par l'effet de la loi fiscale à l'exportation des sucres, et qui apportent le trouble dans l'industrie en général.

Or, il est avéré que, parmi les circonstances qui ont jeté le désarroi dans le marché des sucres, et dont l'industrie de tous les pays a ressenti le contre-coup, les surtaxes élevées sur les sucres étrangers, établies dans certain pays, ont joué un rôle considérable. En haussant outre mesure les prix sur le marché intérieur, ces surtaxes ont stimulé à l'excès la production, et les fabricants ont été obligés de chercher d'autres débouchés pour leur surplus, ce qui leur a été d'autant plus facile que les surtaxes étaient plus élevées. En effet, cette surtaxe, pourvu que les fabricants s'entendent entre eux pour frustrer la concurrence, est la seule limite des prix qu'ils puissent imposer au marché national.

Il est évident qu'il y a là un effet de l'action gouvernementale;

la seule différence qu'il y ait sous ce rapport, entre les primes proprement dites et le jeu des surtaxes trop élevées, c'est que le montant de la prime est repris par le fisc sur les contribuables au moyen des impôts, tandis que dans les pays à surtaxes, la loi permet aux industriels de se rattraper sur les consommateurs de leurs pays pour les sacrifices qu'ils sont forcés de faire à l'extérieur.

Les conséquences d'un pareil état de choses pour la marche régulière de l'industrie sont manifestes. La Conférence connaît le fameux «sugar trust» aux États-Unis, où les trois quarts des raffineurs se sont réunis dans une puissante organisation ayant pour but de limiter la fabrication et de régler les prix; et les faits qui se sont produits, il y a quelque temps, en Russie, où les fabricants s'étaient engagés entre eux à exporter une partie de leur production à tout prix, afin de débarrasser le marché intérieur. Une combinaison du même genre a été proposée en de ces jours en Autriche-Hongrie. Aux yeux du Gouvernement des Pays-Bas, il y a là non seulement une question d'ordre intérieur, mais une véritable prime à l'exportation, et il importe, pour que la Conférence fasse une œuvre complète et durable, que les surtaxes qui permettent de semblables combinaisons, soient, sinon abolies de suite ou graduellement, ce qui serait le plus équitable, en vue de l'abolition complète des primes, du moins limitées au montant nécessaire pour assurer aux fabricants le marché national, sans leur permettre de taxer outre mesure les consommateurs de leur pays. D'autre part, il importe que les pays qui n'ont pas de surtaxes s'engagent à maintenir le *statu quo*. L'établissement éventuel de nouvelles surtaxes est de nature à préoccuper vivement les intérêts considérables qui, pour presque tous les pays représentés à la Conférence, se rattachent au marché de Londres, surtout au moment où la Grande-Bretagne vient nous demander d'abolir nos primes à l'exportation.

Il est bien entendu que les relations entre la métropole et ses colonies ne seraient pas compris dans la stipulation, chaque pays restant libre de suivre, à cet égard, le système qui lui convient.

C'est en se fondant sur ces considérations que les Délégués des Pays-Bas proposent, au nom de leur Gouvernement, de stipuler, à l'exemple de la Convention du 11 août 1875, entre ce Royaume, la Belgique, la France et la Grande-Bretagne (article 4), que les sucres importés de l'un des pays contractants dans un autre ne pourront être assujettis à des droits de douane ou d'accises supérieurs aux droits qui sont ou seraient établis sur les sucres similaires de production nationale.

Subsidiairement, pour le cas où cette proposition ne réunirait pas tous les suffrages, les Délégués des Pays-Bas proposent d'insérer à la Convention un article de la teneur suivante:

«Les surtaxes sur les sucres importés directement de l'un des pays contractants dans un autre ne dépasseront pas fr. par 100 kilogr. Les pays où de pareilles surtaxes n'existent pas n'en établiront pas.»

Annexe D au procès-verbal de la douzième séance.

L'article 15 et l'article 16 du traité concernant la création d'une Union générale des postes, signé à Berne, le 9 octobre, 1874.

Art. 15.

Il sera organisé, sous le nom de: Bureau international de l'Union générale des Postes, un office central qui fonctionnera sous la haute surveillance d'une administration postale désignée par le Congrès et dont les frais seront supportés par toutes les administrations des États contractants.

Ce bureau sera chargé de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes, d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses, d'instruire les demandes de modification au règlement d'exécution, de notifier les changements adoptés, de faciliter les opérations de la comptabilité internationale, notamment dans les relations prévues à l'article 10 ci-dessus, et, en général; de procéder aux études et aux travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union postale.

Art. 16.

En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union relativement à l'interprétation du présent Traité, la question en litige devra être réglée par un jugement arbitral; à cet effet, chacune des administrations en cause choisira un autre membre de l'Union qui ne soit pas intéressé dans l'affaire.

La décision des arbitres sera donnée à la majorité absolue des voix.

En cas de partage des voix, les arbitres choisiront, pour trancher le différend, une autre administration également désintéressée dans le litige.

Treizième séance.

(Lundi 23 avril 1888.)

Présidence de M. le Baron Henry de Worms.

Étaient présent:

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, et de la Russie.

La séance est ouverte à onze heures trois quarts.

M. le Président dit que, par suite de rectifications tardivement parvenues il n'est pas possible de mettre aux voix le procès-verbal de la dixième séance.

M. Pistorius demande la parole sur ce procès-verbal. Il rappelle que M. Dupuy de Lôme a entretenu la Conférence d'une loi votée par les Chambres pour introduire en Espagne le régime de l'admission tem-

poraire. Il signale particulièrement les dispositions des articles 3 et 8, relatifs au fonctionnement de ce régime, dont il donne lecture :

» Art. 3. — Les importateurs de marchandises admises temporairement payeront les droits ou donneront caution suffisante, lorsque les marchandises seront importées dans la Péninsule ou les îles Baléares, pour le montant que le tarif de douanes signale, selon la provenance et l'état où elles se trouvent lors de l'introduction. Les droits d'importation, s'ils ont été payés, seront restitués aux importateurs, ou la caution leur sera rendue, lorsque les produits modifiés ou transformés seront exportés vers l'étranger, etc.

» Art. 8. — Le Gouvernement, après avoir entendu la Commission des tarifs et estimations et, s'il le juge convenable, d'autres corporations, stipulera, pour chaque concession qu'il accorde, les règles spéciales auxquelles elle est sujette et la somme qui devra être restituée pour chaque unité de marchandise transformée et réexportée, ou le tantième de garantie qui devra être restitué en tenant compte des déchets, etc. »

M. Verkerk Pistorius demande à M. Dupuy de Lôme si ces dispositions, qui sont déjà publiées au *Journal officiel*, seront appliquées en Espagne aux sucres exportés après raffinage. Dans l'affirmative, il importerait de savoir sur quelle base la restitution sera calculée.

M. Dupuy de Lôme répond que cette loi sur l'admission temporaire est restée deux ans et demi en discussion. Le Gouvernement vient de présenter aux Chambres un projet de loi spécial pour les sucres, lequel abroge les dispositions des lois antérieures. Ce projet contient une disposition disant qu'il n'y aura aucune restitution sur les sucres exportés. En cas de convention, les sucres resteront en dehors du régime de l'admission temporaire, ou, du moins, si le Gouvernement croyait devoir maintenir ce régime, il adopterait pour son application un ensemble de mesures que la Conférence ou les Puissances contractantes auraient préalablement agréées.

M. Verkerk Pistorius fait observer que les dispositions auxquelles il vient d'être fait allusion ne sont encore qu'à l'état de projet. Pour le moment, la législation en vigueur n'exclut pas le sucre du bénéfice de l'admission temporaire. Il insiste pour savoir si, dans le cas où la Convention se fera, les Délégués espagnols peuvent donner l'assurance que le régime de l'admission temporaire ne sera pas donné aux sucres.

M. Dupuy de Lôme répond que si la loi présentée aux Cortès le 4 avril n'est encore qu'à l'état de projet, la Convention elle-même est moins avancée, car elle n'est pas encore même un projet. Il ajoute que les Délégués espagnols ont demandé des éclaircissements à leur Gouvernement. Sous peu de jours ils seront à même de faire une réponse définitive. Dès à présent, M. Dupuy de Lôme croit pouvoir dire que son Gouvernement ne veut conserver aucune prime, aucun remboursement à l'exportation. S'il veut recourir au régime de l'admission temporaire, on peut être sûr qu'un règlement satisfaisant sera soumis à la Conférence.

M. le Président annonce qu'il a des communications à faire à la Conférence. Il donne lecture des notes suivantes :

» Paris, le 21 avril 1888.

» Monsieur l'Ambassadeur, Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'annoncer, sous la date du 19 de ce mois, que son Gouvernement avait désigné comme Plénipotentiaires britanniques, pour signer la Convention qui serait adoptée par la Conférence sur le régime des sucres, Son Excellence le Marquis de Salisbury et M. le Baron Henry de Worms.

» Pour satisfaire au désir que vous m'exprimez en même temps, je m'empresse de vous faire connaître, Monsieur l'Ambassadeur, que le Gouvernement de la République a, de son côté, désigné, comme Plénipotentiaires français, son Ambassadeur à Londres, M. Waddington, et M. Sans-Leroy, député, qui recevront incessamment les pleins pouvoirs nécessaires.

» Agrérez, etc.

René Goblet. «

» Ministère des Affaires étrangères, Bruxelles, le 19 avril 1888.

» Cher Lord Vivian, comme suite à notre entretien de ce matin, et après m'en être entendu avec mon Collègue des Finances, je m'empresse de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Roi a résolu de désigner pour signer la Convention des sucres, actuellement réunie à Londres, M. le baron Solvyns, notre Ministre accrédité près de Sa Majesté la Reine; M. Guillaume, Directeur général des contributions directes, douanes et accises, et M. du Jardin, Inspecteur général dans le même service.

» Veuillez, etc.

Prince de Chimay. «

En ce qui concerne la désignation des Plénipotentiaires de l'Allemagne, M. le Président annonce que, dans une dépêche du 21 du mois courant, l'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Berlin fait savoir que M. le Comte de Bismark a déclaré que l'état de santé de Sa Majesté l'Empereur causerait un certain délai dans la préparation des pleins pouvoirs des Plénipotentiaires allemands.

M. le Président donne ensuite lecture d'une note par laquelle M. de Barner fait connaître que des raisons de famille l'obligent à retourner momentanément à Copenhague. M. le Président demande si tous les Délégués ont communiqué par écrit leurs idées sur l'article 7.

M. Pallain fait observer, à propos de l'ordre du jour, que tous les Délégués, sans exception, ont un désir si vif de faire l'entente, qu'ils hésitent à aborder les questions capitales qui dominent la négociation, du moins dans l'opinion des Délégués français. Le meilleur moyen de résoudre le problème ne serait-il pas de le poser? Il a donné lecture devant la Conférence d'un bill voté par la Chambre des Représentants des États-Unis et tendant à l'union douanière des Républiques américaines. Cette union douanière, si elle venait à se réaliser, enlèverait à la France de bien importants débouchés pour ses manufactures. La France peut-elle s'exposer à aggraver le danger par des arrangements dont son agriculture, déjà si éprouvée, aurait à souffrir si l'accord préalable de tous les pays producteurs, et notamment des États-Unis, n'était obtenu pour placer tous les États contractants dans les conditions d'égalité complète?

M. Pallain ne cherche qu'à s'éclairer et à éclairer ce point capital du débat international qui est ouvert devant la Conférence. Or, voici ce qui

se passait le 5 avril dernier le jour même de l'ouverture de la seconde session de la Conférence, le jour même où M. le Président disait que les communications diplomatiques échangées entre le Cabinet de Londres et celui de Washington l'assuraient que le Gouvernement des États-Unis ne demandait pas mieux que de se mettre d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique sur la question des sucres. On discutait la résolution de M. Sherman, tendant à renvoyer au Comité des finances le Message du Président sur le point, qu'il avait soulevé, de l'emploi à faire des excédents budgétaires.

M. Pallain donne lecture de la traduction suivante d'un discours prononcé par un des orateurs les plus écoutés du Sénat américain et à coup sûr les mieux renseignés :

» M. le Président. — On a dit beaucoup de choses sur l'abolition des droits sur le sucre et les mélasses. Ce sont des articles consommés par toutes les classes et qui font partie des nécessités de la vie . . . La question du sucre présente un champ précieux d'expériences commerciales; elle représente un gros chiffre du capital d'affaires. Il me semble que nous pouvons l'exploiter pratiquement.

» Si le Congrès déclarait par une loi que le sucre et les mélasses peuvent être importés librement aux États-Unis de tous les pays qui les produisent, à condition que ces pays s'abstiennent de les frapper de droits d'exportation et admettent librement dans leurs ports nos produits, ne pensez-vous pas que nous réaliserions un profit sérieux? Cela, naturellement, ne peut se faire d'un seul coup. Cela suppose des négociations entre le pays et les autres États.

» Durant ce temps que ferons-nous des revenus qu'on continuera à percevoir? Nous ne savons que faire de cet argent.

» Adoptons donc le système d'affaires qui a si bien réussi en Europe. Encourageons par des primes raisonnables la production du sucre aux États-Unis.

» Refoulons ce mouvement et tâchons d'égaliser la production indigène à la demande; abordons, sans crainte, une entreprise qui n'est plus une expérience. Répétons ce qu'ont fait les autres pays et attendons-nous à en recueillir d'aussi bons résultats qu'eux. Étudions les résultats dans la production du sucre de betterave en Europe et faisons-en notre profit. En 1872, la production était de 873,000 tonnes; en 1884, elle s'était élevée à 2,305,000 tonnes.

» Il y a quelques années, l'Allemagne ne produisait pas assez pour sa consommation; maintenant elle produit plus de 1 million de tonnes et en exporte 600,000 tonnes. C'est l'œuvre du système des primes. Je sais que l'expression de *primes* est de celles que notre pays n'aime guère; mais ses bienfaits pratiques dans le cas actuel triompheront de ce préjugé . . .

» Faites connaître à nos agriculteurs les améliorations produites en Allemagne, et leur énergie nous donnera des résultats supérieurs à ceux réalisés en Europe.

» Le rapport sur les expériences faites en 1887 dans les manufactures de sucre de sorgho et de canne, publié par le département de l'agriculture,

présente une perspective encourageante. Il rend compte des progrès réalisés dans le champ de ces expériences. Voici la conclusion: »Le point le plus important qui ressort de ces expériences est la démonstration de la valeur pratique commerciale de la fabrication du sucre de sorgho.

»Ce sucre a été produit uniquement durant cette saison, et l'on ne peut attribuer ce résultat à ce que les cannes contenaient une quantité extraordinaire de sucre, car, au contraire, elles avaient été très endommagées par la sécheresse.

»La valeur du sucre de sorgho et des mélasses obtenus cette année par tonne peut être comparée favorablement aux meilleurs produits que la Louisiane tire du sucre de canne, et si l'on apprécie que le sucre de canne coûte beaucoup plus cher, je n'hésite pas à dire que le Kansas peut produire le sucre au même prix que la Louisiane produit les mélasses. La différence de ces chiffres provient de la différence de culture.

»Ces extraits montrent les progrès réalisés dans la fabrication du sucre de sorgho. Mais on ne voit pas tout.

»Les procédés inventés pour le sucre de sorgho qui ont donné les résultats ci-dessus cités, sont également applicables à la fabrication du sucre de canne. Cela est démontré par un rapport de M. E.-C. Barthélemy sur l'application de ces procédés en Louisiane.

»Nous croyons que, par une meilleure culture, et des méthodes plus économiques, on pourrait porter la production de la Louisiane à 200 livres par tonne, et la production annuelle à 500,000 tonnes.

»Voilà qui donne le meilleur espoir pour l'industrie sucrière aux États-Unis. Si elle reçoit du Gouvernement les encouragements auxquels son importance lui donne droit, nul doute qu'avant dix ans nos fermiers usant de toutes leurs ressources (cannes, sorgho, etc.) n'aient changé le courant actuel.»

En terminant son intéressant rapport, M. E.-B. Cowgill dit que le sorgho est pour les fermiers du Kansas plus profitable à cultiver que n'importe quelle céréale. Le sorgho donne au fermier plus de douze fois autant par acre que les meilleures céréales et comme grande culture, six fois plus par acre qu'on ne retire ordinairement de ces terrains.

Quant aux procédés pour extraire le sucre du sorgho, on les étudie; on est encore loin de la perfection, mais les progrès réalisés sont pleins de promesses prochaines, et nous permettront de tirer notre propre sucre de notre propre sol et de notre propre travail. Le Kansas sera vraisemblablement à la tête de ce progrès et deviendra le premier des États sucriers.

Voilà un rapport favorable pour le Kansas, nous en avons d'autres États qui sont aussi pleins de promesses. Dans le New-Jersey, la production est variable; le maximum est de 1,970 livres de sucre brut et 120 gallons de mélasse par acre. On extrait de 17 tonnes, 675 livres de canne. Le minimum est de 540 livres de sucre et 60 gallons.

M. Pallain ajoute qu'une prime de 5 dollars par tonne de sucre de sorgho produite est accordée à toute personne qui se livre à cette culture dans l'État de Massachusetts.

M. Pallain termine en disant qu'il cherche la lumière sur les intentions du Gouvernement des États-Unis, en provoquant des éclaircissements sur les documents communiqués. Il rappelle qu'il a dit à une précédente séance, en ce qui concerne cette anxieuse question de l'adhésion des États-Unis, qu'il demandait la permission de mettre ses espérances en entrepôt; il demande aujourd'hui à ne pas les en faire sortir avant d'avoir reçu quelque assurance plus positive.

M. le Comte d'Onslow dit que dans tous les pays le système des primes rencontre des avocats. Le discours que vient de prononcer M. Pallain n'exprime pas l'opinion des États-Unis.

M. Pallain serait très heureux d'en avoir l'assurance; à défaut de communications positives faites officieusement ou officiellement, il est bien obligé à chercher la tendance d'opinion des États-Unis dans les documents publics qu'il consulte comme tout le monde.

M. White répond que ce discours est l'expression de l'opinion personnelle du Sénateur qui est un membre éminent du parti républicain à l'État d'Iowa. M. White ne saurait dire toutefois jusqu'à quel point cette opinion est partagée par ses compatriotes, mais il aura l'honneur de transmettre les observations de M. Pallain à son Gouvernement.

M. Kamensky ne croit pas que l'extraction du sucre de sorgho soit une industrie sérieuse. En Russie des essais tentés dans ce sens n'ont pas réussi.

M. Pallain fait remarquer que ce qu'on peut retenir des documents cités, c'est que les États-Unis ne s'orientent guère vers l'Union sucrière avec le continent.

M. le Président fait connaître que des renseignements reçus aujourd'hui même le portent à croire que le tarif douanier ne sera pas immédiatement discuté par les Chambres. Il est même possible que la discussion soit ajournée.

M. le Président dit que la discussion sur l'article 6 est à l'ordre du jour. Il rappelle que MM. les Délégués ont été invités à formuler des projets de rédaction.

M. Jordan dit que la matière ne lui paraît pas à point pour adopter une rédaction définitive.

M. Kennedy dit que le bureau de la Conférence a reçu les projets formulés par les Délégués belges et néerlandais.

M. le Président pense qu'avant de discuter une rédaction, la Conférence voudra, sans doute, entendre les idées générales des Délégués sur les attributions et l'organisation de la Commission internationale.

M. Pallain dit qu'en effet une partie des Délégués attendent, sans doute, pour se prononcer, les éclaircissements qui résulteront de la discussion.

M. le Président demande si MM. les Délégués désirent formuler des rédactions pour l'article 6.

M. Guillaume dit qu'on pourrait d'abord discuter les projets déjà présentés.

M. Jordan ne croit pas pouvoir indiquer une rédaction avant de sa-

voir quelles seront les vues de la Conférence sur les attributions de la Commission. Il cite à cet égard les passages suivants du mémoire fourni par son Gouvernement :

» A ce point de vue il importerait que certaines précautions fussent prises pour empêcher que l'un ou l'autre des États contractants adoptât des mesures au moyen desquelles il se soustrairait à l'engagement de ne donner aux sucres, ni ouvertement ni sous forme déguisée, des primes d'exportation.

» A cet effet on pourrait créer quelque organe international qui constaterait toute violation ouverte ou déguisée de la Convention, et l'on pourrait se concerter sur des mesures à prendre à l'égard de l'État manquant à ses engagements. »

Ainsi, dans l'opinion du Gouvernement allemand, la Commission doit être appelée à constater les infractions à la Convention. Mais cela ne suffit pas. Il s'agit de savoir si l'on fera quelque chose après que cette violation aura été constatée. Il y a là une question préjudicielle, c'est celle de la sanction pénale, c'est-à-dire celle d'un droit compensateur sur les sucres primés. L'institution de la Commission n'a pas grand intérêt si l'on ne sait pas quelles mesures seront prises en cas d'infraction.

M. Batanero trouve cette observation très juste. La question de la Commission se relie à celle de la sanction pénale. Il annonce que les Délégués espagnols ont donné une forme définitive à la proposition qu'ils avaient formulée à ce sujet.

M. Jordan termine en déclarant qu'il ne voit aucun inconvénient à discuter les projets de rédaction, mais qu'il ne peut se rallier à un texte quelconque que sous la réserve des modifications que pourront comporter les décisions prises ultérieurement sur d'autres points.

M. le Comte de Kuefstein se rallie à ce qu'a dit M. Jordan. Il ne lui paraît pas possible d'arriver pour le moment à une rédaction. Dans sa pensée la Commission internationale aura un double rôle : elle devra contrôler la législation des pays qui voudront accéder après la signature de la Convention, et d'un autre côté, il lui appartiendra de constater les infractions commises par les pays contractants. Cette deuxième partie de ses attributions est liée avec la question des droits compensateurs.

M. Guillaume fait remarquer que tout ce que fait actuellement la Conférence se trouve subordonné à la solution de certaines questions qu'elle n'a pas encore abordées. Mais, puisqu'on a adopté cette marche, il vaut mieux continuer à la suivre, que de changer continuellement l'ordre des discussions.

M. Batanero accepte l'article 6 sous les mêmes conditions que M. Jordan, c'est-à-dire sous réserve de le modifier dans le sens des décisions prises sur la question des droits compensateurs.

M. Dupuy de Lôme demande la parole pour faire une proposition et s'exprime en ces termes :

Les Délégués de l'Espagne, en présentant à la considération de la Conférence, dans la cinquième séance de sa première session, la proposition annexée au procès-verbal de la sixième séance, ont tenu à éviter une

discussion qu'ils croyaient alors peu opportune. Ils ont cependant voulu que MM. les Délégués, leurs honorables collègues, soumissent à leurs Gouvernements respectifs une idée sans l'adoption de laquelle la Convention n'aurait, à leur avis, aucune valeur.

Les Gouvernements impériaux de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de la Russie ont reconnu la justesse de notre opinion d'une manière claire et franche.

Le rapport de l'Allemagne dit:

» Des mesures pourraient être adoptées contre tout État qui ne prendra pas part à la Convention ou qui, après y avoir accédé, s'en séparerait à l'avenir. «

L'Autriche-Hongrie, non moins explicite, dit:

» La proposition faite par les Délégués de l'Espagne, et qui consiste à imposer un droit compensateur, semble le meilleur, sinon le seul moyen d'engager les pays qui voudraient rester passifs à donner leur adhésion à la Convention ;

.....

ce droit compensateur devrait être fixé à un taux qui empêcherait son action d'être illusoire, et frapper non seulement le sucre primé actuellement, mais aussi le sucre de tous les pays qui n'auraient pas adhéré à la Convention.

La Russie, avec la même clarté, dit:

» Quant à la proposition des Délégués espagnols, au sujet de la prohibition de l'importation du sucre étranger primé aux conditions du sucre non primé, le Gouvernement impérial en reconnaît toute l'opportunité et y donne son agrément. «

Nous ne trouvons pas, dans les autres rapports présentés à la Conférence, des manifestations aussi claires et aussi nettes que dans les trois derniers que je viens de citer, mais nous voyons, dans celui de la France, une phrase qui nous laisse espérer que nous aurons aussi son puissant appui dans cette importante question.

Le Gouvernement de la République française croit, et celui de l'Espagne le croit aussi, *» qu'il est indispensable que la Convention projetée ait l'adhésion de tous les pays producteurs ou raffineurs de sucres, quelle que soit l'origine de ces sucres. «*

Il est évident que la France n'a pas voulu émettre un vœu purement platonique; la France désire, comme nous, une garantie pour la Convention, et cette garantie nous ne la trouvons que dans la proposition qui a pris forme dans un nouvel article que nous avons l'honneur de déposer sur le bureau de la Conférence.

Le Gouvernement des Pays-Bas *» tout en reconnaissant l'intérêt qu'il pourrait y avoir à se défendre contre la concurrence des sucres primés, exportés des pays ne formant pas partie de l'Union, «* craint des difficultés sérieuses, par rapport à la clause du traitement de la nation la plus favorisée et suggère un projet d'article pour le cas où les primes directes ou indirectes *» accordées par des pays tiers deviendraient compromettantes. «*

Nous croyons qu'il serait préférable de provoquer, dès maintenant,

cette entente. Car, à notre avis, et à celui exprimé par plusieurs de nos honorables collègues, la situation serait déjà compromettante si des pays que nous n'avons pas besoin de nommer ne signaient pas la Convention.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges ne s'est prononcé, dans cette question, que contre notre interprétation de traités de commerce, qui nous fait croire que nous avons le plein droit de nous défendre quand un Gouvernement, par une intervention directe, change les conditions de la libre concurrence. Le Gouvernement belge ne s'est pas prononcé contre une clause de garantie, à adopter à l'égard des pays contractants et contre les États qui ne jouissent pas du traitement de la nation la plus favorisée.

Nous croyons devoir interpréter de la même façon les opinions émises dans leurs rapports par les Gouvernements de la Suède et du Danemark. C'est-à-dire il nous paraît que leur opposition vise seulement l'interprétation de la clause de la nation la plus favorisée.

L'Italie n'a pas fait de réserves au sujet de la proposition des Délégués de l'Espagne.

Il nous reste à connaître l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, à laquelle nous attachons tous la plus grande valeur. Nous avons des indices de cette opinion dans le memorandum de l'entretien qui a eu lieu entre notre honorable Président et S. Exc. le Président du Conseil de Sa Majesté le Roi des Belges.

M. le baron de Worms semble accepter notre proposition, au moins en ce qui touche les pays contractants.

Loin de nous de vouloir devancer la discussion sur un sujet qui n'est pas encore à l'ordre du jour; mais il nous est difficile de ne pas dire, si l'on nous permet le vulgaire de la phrase, que nous allons faire un marché de dupes si nous nous engageons, sans garantie, à bouleverser tout le système sur lequel repose l'industrie de la fabrication et du raffinage des sucres.

Dans tout traité, comme dans tout contrat, les signataires abandonnent une partie de leurs droits au bénéfice commun. Mais, par notre Convention, si elle ne contenait pas de clause de garantie, applicable à tous les États, nous abandonnerions une partie de nos droits au bénéfice de ceux qui n'en feraient pas partie. Nous aurions passé des mois à travailler pour placer dans une meilleure condition que nous-mêmes ceux qui ne voudraient pas se rallier à notre Convention.

Nous ne savons pas s'il s'agit d'avoir ou de n'avoir pas de Convention, mais, certes, il s'agit de savoir si la Convention que nous allons signer doit servir à quelque chose.

Il y aurait très mauvaise grâce de notre part à demander la discussion immédiate de notre projet d'article. Nous avons trop de preuves de l'intelligence, de l'habileté et de l'impartialité de notre respecté Président pour ne pas devoir lui laisser le choix du moment pour cette discussion.

En terminant, M. Dupuy de Lôme donne lecture du projet d'article suivant:

» Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prohiber l'importation

des sucres et des glucoses provenant des pays qui accordent des primes, ou à leur imposer un surcroît de droits, ou un droit compensateur qui ne pourra être inférieur au montant des primes.»

Une discussion s'engage sur l'ordre dans lequel les articles devront être classés.

M. le Président propose d'ajourner la discussion de l'article 6, qui sera considéré en même temps que la proposition espagnole, et de passer à l'examen de l'article 8, qui deviendrait ainsi l'article 9.

Il fait remarquer que l'article concernant la Commission internationale devient de plus en plus important. Il exprime l'avis qu'il convient de laisser à MM. les Délégués le temps de préciser leurs idées sur l'organisation de la Commission.

Avant de passer à la discussion de l'article 8, M. Pallain désire revenir sur la question dominante de l'adhésion des États intéressés. Par qui la présente Convention sera-t-elle mise à exécution? Quels sont les États pour lesquels elle demeurera en vigueur pendant cinq années? Cet article 8 demeure-t-il applicable à l'Italie? Il a été très frappé des réserves renouvelées que son collègue, M. Catalani, a faites à la dernière séance sur les articles 4 et 5. Il lui a semblé que ces réserves ne portaient pas seulement sur la quotité des droits intérieurs, sur le régime douanier, puisqu'il a été expressément convenu qu'en ces matières les Gouvernements intéressés entendaient conserver leur liberté d'action. Le Représentant du Cabinet de Rome aurait dans ce cas reçu complète satisfaction par les déclarations des Délégués britanniques. Il lui a paru, en un mot, que les réserves du Délégué du Royaume d'Italie touchaient à l'assiette même de l'impôt, à son mode de perception.

Dans ce cas, l'Italie tendrait à se placer dans des conditions différentes de celles qui sont recherchées pour assurer l'exacte application de la Convention.

L'Angleterre n'a pas d'impôt sur le sucre; ses raffineries sont affranchies des charges de l'exercice. L'administration anglaise considère bien que ses charges sont quelque chose, puisque l'Administration de la Grande-Bretagne paye aux distillateurs et aux rectificateurs, en considération de la perte et de la gêne que leur causent les règlements d'accise, l'exercice, etc., une prime de 2 d. par gallon sur les simples spiritueux et les esprits-de-vin fabriqués dans le Royaume-Uni, et de 4 d. par gallon sur les spiritueux composés. M. Walpole conteste que ce soit une prime. Mais il accordera bien que c'est un avantage tiré du Trésor anglais, et que toutes les fois qu'il y a bénéfice fait par l'exportateur sur le fisc public, il y a prime. Mais cette discussion viendra en son temps.

M. Walpole ne peut pas admettre, sans réserves, cette manière de voir.

M. Pallain continue son discours. Ce qu'il a voulu dire, c'est que le port de Gènes, par exemple, peut être mis aussi bien que celui de Marseille en mesure de raffiner pour l'exportation. Gènes a la main-d'œuvre à meilleur marché que Marseille; elle est tout aussi que Marseille sur le chemin des 200,000 ou 300,000 tonnes de sucre de Java que cette colonie

envoi en Europe par le canal de Suez. L'Italie adhère-t-elle au principe de la suppression des primes directes ou indirectes? Consent-elle à se mettre en mesure d'en assurer la suppression dans l'avenir par une législation sucrière adéquate au but à atteindre, ou pense-t-elle à devenir un pays sucrier en se maintenant en dehors ou à côté de la législation qui serait consacrée aux États contractants?

C'est un point sur lequel il y aurait lieu d'être fixé pour savoir si l'article 8 lui est applicable.

M. Catalani, répondant à M. Pallain, dit qu'il a reçu ses instructions avant l'ouverture de la Conférence. Il a transmis à son Gouvernement les explications de M. le Président, mais n'ayant pas encore reçu de réponse il doit maintenir ses réserves. Il espère être bientôt en mesure de donner toutes les explications désirées.

M. Pallain remercie M. Catalani.

M. le Président soumet à la Conférence l'article 8 dont il donne lecture.

Art. 8.

» La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} août 1890.

» Elle restera en vigueur pendant cinq années, à dater de ce jour, et, dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

» Dans le cas où une des Puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard.»

Il prononce le discours suivant:

» Nous abordons maintenant la discussion d'un des articles les plus importants de la Convention; c'est l'article 8 de la nouvelle rédaction. Vous n'ignorez pas, Messieurs les Délégués, la grande valeur qu'attachent à l'abolition des primes les classes commerciales et ouvrières, non seulement de la Grande-Bretagne, mais aussi des colonies britanniques. Si vous en cherchiez une preuve, vous la trouveriez dans l'empressement et l'unanimité avec lesquels les Indes orientales, ainsi que les colonies autonomes de Sa Majesté se sont décidées à faire partie de la Convention. Quant à l'Angleterre même, la presse et les discussions des réunions d'industriels et d'ouvriers représentent fidèlement l'opinion publique. Partout, cette opinion s'est prononcée contre le système des primes. On y voit une violation des principes du libre échange, par l'adoption desquels la Grande-Bretagne a ouvert ses ports librement au commerce du monde, et il s'ensuit que le Gouvernement de Sa Majesté doit envisager, avec une sollicitude profonde, la perpétration d'un système de primes sur le sucre, qui, dans son opinion, ainsi que dans celle de la grande classe ouvrière et commerciale de la Grande-Bretagne, de ses Possessions et de ses colonies, grève injustement une industrie importante, et qui pourra nuire à cette entente cordiale qui doit nécessairement régler les relations commerciales des nations.

» Ce témoignage unanime n'a pas manqué de faire une vive impression sur le Gouvernement de Sa Majesté britannique. Il y a vingt-sept ans que cette question agite l'opinion publique. Pendant ce temps plusieurs Conférences internationales l'ont discutée. Malheureusement ces Conférences n'ont pas réussi à établir un accord ou à arriver à un résultat pratique. Les conséquences de cet état de choses, funeste pour l'industrie sucrière de la Grande-Bretagne et de ses colonies, ont démontré au Gouvernement de Sa Majesté la nécessité impérieuse de n'épargner aucun effort pour arriver à une solution de cette question. C'est dans ce but qu'il a convoqué notre Conférence. Nous avons l'espoir, la certitude même, que nous arriverons à une solution heureuse et équitable. Le Gouvernement britannique est profondément convaincu qu'il est de son devoir de chercher des moyens efficaces qui empêchent que la question ne retombe dans l'incertitude et que les efforts des Gouvernements représentés ne soient perdus. Nous avons ardemment désiré que l'exécution de la Convention pût avoir lieu à une date prochaine. Mais les communications reçues de la part des Délégués des diverses Puissances nous ont montré qu'il faudra aux Gouvernements contractants une période assez prolongée pour compléter leurs législations. C'est une nécessité que nous reconnaissons, mais non sans un vif regret. Le Gouvernement de la Reine ne se dissimule pas, non plus, que les contrats des industriels demanderont un intervalle considérable entre la date de la ratification et celle de la mise en vigueur de la Convention.

» Voilà les considérations qui ont appelé l'attention du Gouvernement de Sa Majesté britannique. MM. les Délégués admettront, sans doute, qu'en vue des sentiments prononcés si souvent et avec instance par les représentants d'une industrie importante contre le système des primes, nous aurions pu être tentés de proposer une date qui se prêterait mieux aux intérêts de notre industrie sucrière. Mais le Gouvernement de Sa Majesté a reconnu qu'il ne doit pas entraver l'industrie sucrière des autres pays. C'est dans le même esprit de conciliation que mon Gouvernement m'a chargé de vous proposer les dates suivantes : pour la ratification de la Convention, le 1^{er} août 1889 ; et, pour la mise en vigueur, le 1^{er} août 1890. »

M. Jordan remercie M. le Président de la modification qu'il a apportée au texte de cet article, en ce qui concerne la date de l'application de la Convention. L'accueil bienveillant que les vœux exprimés à ce sujet par plusieurs Gouvernements ont trouvé auprès du Gouvernement britannique facilitera certainement les délibérations ultérieures de la Conférence et le succès final de ses travaux.

L'article en discussion comprend trois alinéas. Sur le premier, M. Jordan n'a pas d'objection. La date du 1^{er} août 1890 lui paraît parfaitement acceptable. Sur le deuxième alinéa M. Jordan ne peut pas se prononcer définitivement. Ce qu'il peut dire sûrement, c'est qu'une période de dix années était trop longue ; mais son Gouvernement ne sachant pas que cette clause serait modifiée, n'a pas indiqué la durée qu'il juge convenable pour donner à la Convention. C'est là une question qu'il a réservée.

Quant au troisième alinéa M. Jordan craint qu'il n'y ait une certaine divergence sur son interprétation. Dans une précédente discussion, on a exprimé l'avis que, dans le cas où l'une des Puissances se retirerait, la Convention subsisterait et les autres États demeureraient engagés entre eux. Mais une autre opinion s'est produite: c'est qu'en pareil cas, les autres Gouvernements signataires pourraient sortir également.

M. Jordan croit que si l'une des Puissances quittait l'Union, les autres devraient se concerter sur le parti à prendre.

M. le Président invite M. Jordan à formuler sa proposition.

M. le Comte de Kuefstein accepte sans observation le premier alinéa. Sur le second alinéa il se réfère au mémoire austro-hongrois. Il donne lecture du passage suivant:

Il nous semble que dix ans est une durée beaucoup trop longue pour la première période de la Convention. Dans le cours de cette période les circonstances pourraient changer si souvent et si complètement qu'il nous serait impossible de nous lier pour ce terme pour une mesure qui, au commencement au moins, n'est qu'un essai, bien qu'un essai d'une large conception. Nous trouvons qu'il serait préférable de ne fixer aucun terme, et de se limiter à la faculté de dénoncer la Convention d'année en année.

M. le comte de Kuefstein fait remarquer que cette manière de procéder est celle qui a été suivie pour des traités de commerce récemment conclus par la Monarchie austro-hongroise. Une période de cinq ans lui paraît trop longue. Il pourrait arriver telles circonstances qui ne permettraient pas à une Puissance de rester pendant cinq ans dans la Convention. Pour décider certaines Puissances à entrer dans la Convention, il conviendrait d'adopter une clause qui permet d'en sortir en cas de nécessité. M. le comte de Kuefstein insiste pour la résiliation facultative d'année en année.

En ce qui concerne le troisième alinéa, M. le comte de Kuefstein ne pense pas pouvoir encore, en ce moment, se prononcer définitivement. La décision à prendre lui semble subordonnée à la solution de la question des droits compensateurs. Il lui paraît évident que la dénonciation d'une des Parties contractantes peut mettre une autre dans l'impossibilité absolue de rester dans la Convention. Ce n'est que par une clause pénale que cet inconvénient pourra être paralysé.

M. Kennedy dit que c'est une règle générale de fixer un terme pour les Conventions de ce genre. A tous les points de vue il y aurait de graves inconvénients à ne pas fixer de période ferme. En ce qui concerne le troisième alinéa, les termes en sont empruntés à la Convention pour la protection des câbles sous-marins. M. Kennedy n'aurait pas d'objection à ce qu'on rédigeât autrement cet alinéa, pour déterminer ce qu'il y aurait à faire dans le cas où une Puissance sortirait de la Convention.

M. Jordan se rallie aux idées exprimées par M. de Kuefstein. Il est d'une grande importance de savoir ce qu'il adviendra de la Convention dans le cas de dénonciation par une des Puissances. La question est intimement liée à celle de la clause pénale: avec cette sanction, la sortie d'une des Puissances contractantes aura, pour les autres, des conséquences

beaucoup moins graves. Si l'entente se faisait sur la proposition des Délégués espagnols, M. Jordan n'aurait pas d'objection au troisième alinéa de l'article en discussion.

Répondant à M. Kennedy,

M. le Comte de Kuefstein reconnaît que c'est en effet une règle générale de fixer un terme aux traités de commerce. Mais on est entré depuis un certain nombre d'années dans une période où il est souvent difficile de contracter des engagements à longue échéance. On a donc eu recours à des traités avec faculté de résiliation d'année en année. La proposition ne constitue pas une innovation. La Convention en projet se distingue, du reste, d'un traité de commerce ordinaire. Les questions de forme doivent se régler d'après les intérêts en jeu. M. de Kuefstein ne voit pas quelle objection il y aurait à adopter sa proposition.

M. le Président croit devoir déclarer, pour prévenir tout malentendu, que le Gouvernement britannique ne saurait accepter une convention pour un an.

M. le Comte de Kuefstein fait remarquer qu'avec la rédaction proposée les puissances contractantes se trouveront, à l'expiration des cinq premières années, sous l'empire d'une Convention résiliable, comme il le propose d'année en année. En présence de la déclaration de M. le Président, il ne peut que demander des instructions. Il suggère, sans toutefois pouvoir prendre un engagement, une durée de deux ou trois ans.

M. Guillaume accepte le premier alinéa. Sur le deuxième alinéa, il préférerait une période moins longue, trois ans, par exemple. Cependant il ne ferait pas d'opposition absolue au terme de cinq ans. En ce qui concerne le troisième alinéa, M. Guillaume aperçoit de sérieuses difficultés. Il importe d'examiner si, dans le cas où une Puissance se retire, la Convention reste debout et les engagements des autres pays subsistent. Il faudrait compléter la rédaction dans ce sens, qu'un délai serait accordé aux autres Puissances pour se retirer à leur tour. Dans le cas, par exemple, où l'Allemagne se retirerait, la Belgique ne peut pas accepter de rester engagée. Si la résiliation était faite au dernier moment, le temps manquerait à d'autres Puissances pour se retirer à la même date. Il faudrait donc donner à ces dernières un nouveau délai pour notifier leur intention.

M. Batanero dit, au sujet du premier alinéa, que l'Espagne est toute disposée à appliquer la Convention. Elle désirerait donc un délai d'application plus court. Mais si des considérations différentes ne permettent pas aux autres Gouvernements d'adopter une date plus rapprochée, les Délégués espagnols se rallieront au vœu de la majorité. Sur le deuxième alinéa, M. Batanero aurait préféré que le terme de dix ans fût maintenu. Il accepte cependant le terme de cinq ans. Il importe que l'industrie nationale soit assurée d'une certaine stabilité dans la législation. L'Espagne n'accepterait peut-être pas une période de plus courte durée.

Quant au troisième alinéa, M. Batanero croit qu'il pourrait être maintenu, si l'on parvenait à se mettre d'accord sur le chapitre des garanties.

Sinon, il importerait que, sur la dénonciation par une Puissance, les autres recouvraissent de plein droit leur liberté d'action.

M. Pallain déclare que les Délégués français ont à faire les plus expresses réserves, en tout ce qui a trait à la mise en vigueur et à la durée de la Convention. Ces réserves sont consignées dans la note distribuée à l'appui du projet de la France, qui est entrée la dernière dans le système des primes continentales en matière de sucres. Les Délégués auront donc à en référer au Gouvernement de la République.

M. Pallain pense, d'ailleurs, qu'avant de fixer les délais d'application et la durée de la Convention, il serait bien désirable tout au moins d'en connaître les termes. Trois questions capitales ne sont pas résolues, pas même provisoirement :

1^o La nécessité de l'adhésion, à l'Union sucrière, des États intéressés;

2^o Les conditions, les règles de la législation à intervenir pour assurer un traitement rigoureusement égal à tous les contractants;

3^o La sanction prévue par M. le Président dans son allocution d'ouverture, pour empêcher les États signataires — et non signataires apparemment — de la Convention, d'en « nullifier » les effets d'une manière générale. En ce qui concerne le paragraphe final de l'article 8, il n'est pas surpris de voir les Puissances qui vont s'engager, se préoccuper de la faculté de se dégager, dans le cas où elles auraient la certitude que d'autres pourraient échapper aux obligations prises en dénonçant la Convention.

M. Batanero croit que toute difficulté disparaîtrait si l'on acceptait la clause des droits compensateurs.

M. Verkerk Pistorius dit que les Pays-Bas désireraient une date d'entrée en vigueur plus rapprochée; cependant, si la majorité se rallie à la date de 1890, il ne fera pas d'objections. Sur le deuxième alinéa, il se rallie à l'observation du Gouvernement britannique concernant l'impossibilité de faire une œuvre durable en laissant à chaque pays la liberté de se retirer d'année en année. Les Pays-Bas préféreraient une durée plus longue. Ils acceptent le terme de cinq ans comme un minimum.

En ce qui concerne le troisième alinéa, il croyait que la question avait déjà été discutée. Pour lui, il n'y a pas de doute que, si une Puissance se retire, toutes les autres ont la faculté d'examiner ce que commandent leurs intérêts. Presque toutes les puissances représentées ont exprimé un vœu pour l'adhésion générale de tous les pays producteurs. Si la réalisation de ce vœu détermine les Puissances à signer une Convention, qu'arrivera-t-il dans le cas où une des puissances viendrait à se retirer? Il ne faut pas seulement se préoccuper du sort de cette Puissance, mais aussi du sort des autres. La question ne se trouve pas tranchée par la proposition des Délégués espagnols. Il peut se faire que l'une des Puissances ne veuille pas s'en tenir à surtaxer les sucres de l'État dissident et que son intérêt lui commande de se retirer elle-même.

M. le Président fait remarquer que cette Puissance aura la faculté de se retirer.

M. Batanero dit que chaque Puissance pourrait dénoncer la Convention à la date qui lui conviendrait.

M. Kamensky dit qu'en attendant de nouvelles instructions de son Gouvernement sur la continuation de la prime sur les frontières d'Asie, il est obligé de faire, sur le premier alinéa, des réserves pour la continuation de cette prime, au moins jusqu'à la date de l'expiration de la loi actuellement en vigueur, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} (13) mai 1891.

Quant au second alinéa, le Gouvernement russe est tout disposé à accepter le terme de cinq ans.

Sur le troisième alinéa, M. Kamensky se range entièrement du côté de l'opinion formulée par MM. les Délégués de la Belgique, de l'Espagne et des Pays-Bas.

M. Catusse dit, au sujet du troisième alinéa, que la rédaction proposée semble exclure la résolution *ipso facto* de la Convention à l'égard de tous les États par le fait de la sortie d'une des Puissances contractantes.

Dès qu'une des parties aura dénoncé la Convention, il y aurait seulement ouverture au profit de tous les autres États, du droit de dénoncer pour la même époque.

La question présenterait moins d'importance si la première période d'essai de la Convention n'avait pas, dans la rédaction proposée, une durée de cinq ans: aussi, tout en réservant l'opinion de son Gouvernement, il n'hésite pas à dire dès à présent, comme M. le Comte de Kuefstein, que cette durée de cinq ans est beaucoup trop longue.

Quoi qu'il en soit, la faculté de résiliation sera ouverte à tous les États dès qu'une des parties contractantes aura dénoncé. Mais si elle est ouverte, dans quel délai la seconde ou la troisième dénonciation devra-t-elle être faite pour avoir son effet à la même date que la première? On peut craindre qu'il n'y ait dans certains cas forclusion.

Une conversation s'engage sur l'interprétation du troisième alinéa. A la suite de cette discussion, il est entendu que la dénonciation ne pourra se faire d'année en année qu'à une date fixe; c'est-à-dire que la résiliation, à quelque date qu'elle soit notifiée, n'aura son effet qu'un an après le 1^{er} août qui suivra cette notification.

Une longue discussion s'engage alors sur les moyens d'assurer aux diverses Puissances la faculté de se retirer à leur tour. Après un échange de vues, la rédaction de l'article est modifiée comme suit:

» La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} août 1890.

» Elle restera en vigueur pendant cinq années, à dater de ce jour, et dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, quinze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

» Dans le cas où une des Puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard; mais les autres Puissances conservent, pendant trois mois, la faculté de se retirer à leur tour. »

M. Catusse demande si, après une résiliation faite sous les conditions prévues par la nouvelle rédaction du troisième alinéa, un nouveau délai

s'ouvrira à la suite de la seconde ou de la troisième dénonciation intervenant précisément à l'expiration de ce délai de trois mois.

L'article mis aux voix est adopté, provisoirement, sauf le dernier alinéa, et sous la condition que le procès-verbal fera mention des réserves formulées: 1^o par la France en ce qui concerne la date d'application et la durée de la Convention; 2^o par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en ce qui concerne la durée seulement; 3^o par la Russie en ce qui concerne la prime sur les frontières d'Asie.

Il est entendu en outre que la rédaction pourra être révisée s'il y a lieu.

Il est convenu que la prochaine séance de la conférence aura lieu vendredi 27 avril, à onze heures et demie.

La discussion des articles 6, 9 (nouvelle rédaction) 10 et 11 est mise à l'ordre du jour.

Il est entendu que la discussion de l'article 3 aura lieu après que la Conférence aura reçu le rapport de la Commission.

La séance est levée à trois heures moins un quart.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires:

H. Farnall, A. E. Bateman, E. Boizard.

Quatorzième séance.

(Samedi 28 avril 1888.)

Présidence de M. le baron Henry de Worms.

Étaient présents:

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

La séance est ouverte à trois heures.

M. le Président met aux voix l'adoption des procès-verbaux des neuvième, dixième et onzième séances.

Ces procès-verbaux sont adoptés.

Un texte du Projet de Convention est distribué à MM. les Délégués.

Ce texte indique quels sont les articles que la Conférence a déjà adoptés et quels sont ceux qui restent à discuter.

M. Pallain fait remarquer qu'à ce Projet de Convention les articles 5 et 11 mentionnent bien les réserves faites par les Délégués, tandis que l'article 1 est porté avec la mention »adopté«, alors que des réserves avaient été indiquées par plusieurs membres de la Conférence, notamment par MM. Jordan et le comte de Kuefstein, et par les Délégués français. Voici ce que disait M. le premier Délégué de l'Allemagne à Londres dans la séance du mardi 10 avril: »On est d'avis en Allemagne que tous les

pays qui produisent ou qui exportent le sucre devraient adhérer dès à présent à cette Convention ; on tient beaucoup à ce que les États-Unis et le Brésil y prennent part. » Or ni les États-Unis ni le Brésil n'ont adhéré au principe de la suppression des primes. On nous dit qu'ils adhéreront en profitant de la clause ouverte. Autre chose est d'entrer, autre chose de se garder la porte ouverte.

La France désire sincèrement la suppression des primes ; elle est reconnaissante à l'Angleterre d'avoir provoqué un débat international pour arriver au concordat sucrier qui doit débarrasser, dans un avenir prochain, les budgets des pays intéressés des charges qu'ils supportent au profit des consommateurs étrangers, voire même des consommateurs de la Grande-Bretagne ; mais cette suppression des primes, qu'il est désirable d'assurer par un arrangement international, elle l'avait spontanément réalisée chez elle par la loi du 19 juillet 1880.

De 1880 à 1884, il n'a pas existé en France de primes d'exportation pour les sucres.

Par la loi du 19 juillet 1880, le Gouvernement de la République avait pris l'initiative d'un régime qui faisait disparaître les primes sur les sucres raffinés et qui, en imposant les sucres bruts d'après leur rendement au raffinage, ne laissait subsister pour eux aucune cause d'inégalité dans la perception de l'impôt. L'application du droit sur le produit achevé excluait toute allocation de prime.

C'est dans cette période que la sucrerie française a perdu le marché anglais, et qu'à l'aide de primes énormes d'autres pays sont venus lui faire concurrence jusque sur le marché français. La France, en 1884, dut adopter, pour son industrie sucrière, menacée d'une ruine complète, une législation analogue à celle des autres pays. C'est ce qu'a si bien rappelé, dans la première partie de la Conférence, le plénipotentiaire français désigné pour signer la Convention, M. Sans-Leroy.

L'adhésion du Gouvernement de la République au principe de la suppression des primes n'est donc pour lui que le retour au régime dont il avait dû s'écarter sous la pression de circonstances indépendantes de sa volonté. Mais à ce retour, la France met pour condition expresse qu'aucun autre pays ne pourra maintenir ses primes ou en profiter sous une forme quelconque, directe ou indirecte et que, au nom même de l'égalité recherchée, des délais soient stipulés pour les États qui sont entrés les derniers dans le système des primes.

Le Délégué français ajoute que c'est pour se conformer à ses instructions, qui ne sont un mystère pour personne, puisque les journaux de la Cité ont reproduit la dépêche envoyée par M. Peytral, Ministre des finances du nouveau Cabinet, à la date du 15 avril dernier, qu'il a fait des réserves sur l'article 1 mentionné comme adopté sans revision, quand il a connu la non-adhésion des États-Unis. Cette dépêche est ainsi conçue : » Les instructions données aux Délégués français leur prescrivent de n'adhérer au principe de la suppression des primes qu'en cas d'accord de tous les pays producteurs, etc. »

M. Pallain rend hommage à la direction imprimée aux débats de la

Conférence par son éminent président. Il demande la permission seulement, pour rendre exactement sa pensée, d'emprunter à l'histoire parlementaire de l'Angleterre un souvenir qui mérite d'être connu. Après la révolution de 1830, M. de Talleyrand était ambassadeur de France à Londres, il y travaillait à cette alliance qui avait été le désir de toute sa vie et qui avait fait l'objet de sa première mission de 1792. Le duc de Wellington était premier ministre. L'opposition accusait l'administration anglaise de subir trop sensiblement le charme et l'ascendant du diplomate français. Une interpellation eut lieu sur ce sujet à la Chambre des Communes. Le duc de Wellington prit la parole, et, tout en défendant sa politique de subir l'influence de l'ancien Constituant, il sut défendre noblement son ancien adversaire du Congrès de Vienne.

Les Délégués français pourraient-ils se défendre d'avoir subi le charme et l'ascendant du président qui dirige les débats avec tant d'autorité, s'ils ne prenaient le soin de se conformer scrupuleusement à leurs instructions; ils ne peuvent oublier, dans les délices d'une hospitalité londonnienne, que, suivant le proverbe anglais, les affaires sont les affaires, et que la salle du Foreign Office où se prépare l'Union sucrière, qui peut toucher si grandement l'industrie et l'agriculture des pays représentés, si tous les États intéressés n'y prennent pas part, si les conditions ne sont pas les mêmes pour toutes industries rivales, n'est plus le salon où la courtoisie vous fait l'agréable office de ne pas contrarier l'opinion du maître de la maison.

On a dit souvent que dans ces Conférences internationales chacun avait le devoir de se montrer bon Européen. C'est pour se montrer tel, et au nom même de l'agriculture et de l'industrie européennes, que la France regarde du côté de l'Atlantique et attend, pour donner une adhésion définitive à l'article 1^{er}, que les États intéressés et notamment les États-Unis, aient donné la leur.

Est-il besoin de rappeler les réserves de l'Italie? Il est vrai, comme l'a dit M. Catalini, que les sucres de Gênes ne se présentent sur le marché de Beyrouth qu'en faibles quantités en concurrence avec ceux de Marseille; mais si, par un mode quelconque de législation, l'Italie, qui semble s'être réservé son régime intérieur, s'accordait une prime, immédiatement les conditions d'égalité que l'entente internationale a en vue seraient modifiées à son profit, ce qui ramènerait ses raffinés en Syrie. A l'heure qu'il est, c'est une différence de prix de 50 centimes par 100 kilogrammes qui fait pencher la balance au profit de Marseille.

Le Délégué de la Russie ne croit pas à l'avenir du sucre de sorgho, mais le sorgho est de la même famille que la canne; il a même sur elle l'avantage d'être une plante annuelle; que lui faut-il? Un sol fertile, des travailleurs énergiques, et les procédés perfectionnés d'extraction; rien de tout cela ne manque dans la Grande République américaine.

Cet État du Kansas, dont il a été question le 5 avril dernier au Sénat américain, il était, il y a cinquante ans, un désert absolu; on y compte aujourd'hui 1,200,000 à 1,500,000 âmes.

Voici le développement de son agriculture:

	FROMENT.	MAÏS.
1860	75,000	2,000,000
1870	850,000	6,000,000
1880	6,000,000	36,000,000

Du reste, la proposition du sénateur d'Iowa s'applique tout aussi bien au sucre de canne qu'au sucre de sorgho; ce qu'il demande, c'est que les heureux excédents du budges des États-Unis soient consacrés à allouer des primes à l'agriculture et à l'industrie, et plus spécialement à développer l'industrie sucrière.

La vérité, c'est que les États-Unis, devenant grands producteurs de sucres, pourraient, en les primant, non seulement fermer quelque jour leur marché aux autres sucres, mais envahir les marchés tiers, d'où la conséquence qu'un concordat sucrier dans lequel les États-Unis n'entreraient pas réserveraient à l'Europe de désagréables surprises.

M. le Baron de Worms étant appelé à s'absenter temporairement de la Conférence, la Présidence est déférée à M. le Comte de Kuefstein, Vice-Président de la Conférence.

M. le Comte de Kuefstein prend place au fauteuil.

M. le Comte d'Onslow demande si, parmi les Puissances dont M. le Délégué français considère l'adhésion comme indispensable, il en est qui manquent à la Conférence.

M. Pallain répond affirmativement.

M. le Comte de Kuefstein rappelle que plusieurs autres Délégués ont également réservé leur adhésion définitive tant que certains États, dont on désire le concours, n'auront pas adhéré, le Délégué de l'Allemagne et lui-même entre autres.

M. Batanero fait observer que la Conférence élabore une Convention dans la pensée que tous les Gouvernements représentés la ratifieront. L'objection soulevée se rattache à la question des droits compensateurs. Si la proposition faite, à ce sujet, par les Délégués espagnols, est adoptée, la Convention renfermera une sanction et, dès lors, les réserves relatives à l'adhésion générale de tous les États intéressés dans la question n'aura plus autant d'importance. L'adoption de chaque article de la Convention n'est pas définitive. Mais il est nécessaire, pour faciliter la discussion, d'établir une différence entre les articles sur lesquels la Conférence a déjà discuté et ceux qu'elle n'a pas encore abordés.

M. Pallain répond que ses réserves n'en sont pas moins justifiées.

M. le Comte d'Onslow dit que la faculté de signer ou de ne pas signer est toujours réservée de plein droit aux Plénipotentiaires.

Cette observation ne satisfait pas entièrement M. Pallain. La Conférence elle-même ne saurait se prononcer que lorsqu'elle saura exactement quelles sont les Puissances contractantes.

M. Dupuy de Lôme croit que l'article peut être considéré comme provisoirement adopté, pourvu que chaque Gouvernement conserve la faculté de prendre une décision définitive le jour où il aura toute la Convention sous les yeux. Il reste encore deux pas à faire : les Délégués devront soumettre le projet de Convention à leurs Gouvernements respectifs, et ceux-ci auront à décider s'ils doivent y adhérer.

M. Pallain rappelle qu'à la fin de la première session, M. le Président avait laissé entrevoir, comme presque assurée, l'adhésion des États-Unis. Les événements n'ont pas jusqu'ici confirmé cette espérance. C'est là ce qui engage M. Pallain à insister sur ces réserves.

M. Dupuy de Lôme fait observer qu'avant de se réunir en Conférence, les divers Gouvernements savaient que les États-Unis ne prendraient pas part officiellement aux travaux de la Conférence. Il croit avoir eu entre les mains une circulaire de Lord Salisbury, dans laquelle il était dit, si ses souvenirs sont bien exacts, que M. Bayard excusait l'abstention des États-Unis par des raisons constitutionnelles, dont il faut toujours tenir compte quand il s'agit de Traités avec les États-Unis. Ce pays est, cependant, dignement représenté par un Délégué officieux. M. Dupuy de Lôme y voit une preuve du bon vouloir du Gouvernement des États-Unis. La Conférence ne peut pas mettre comme condition l'adhésion actuelle des États-Unis ; car elle savait avant de se réunir que cette adhésion était, pour le moment, impossible. L'Espagne a plus d'intérêt que tout autre pays à ce que les États-Unis fassent partie de l'Union. Car le principal, sinon le seul marché que les primes de l'Europe ont laissé aux sucres de Cuba, se trouve aux États-Unis. L'Espagne a confiance dans le sens pratique et juste du Congrès américain pour abolir les primes quand les autres États seront arrivés à les supprimer. M. Dupuy de Lôme sait qu'il est impossible d'exiger une adhésion préalable en raison de la répugnance des États-Unis à s'unir à des manifestations collectives Européennes.

M. Jordan pense que ce n'est pas au contenu de l'article 1^{er} du projet de Convention, mais plutôt à la nouvelle rédaction du préambule que se rapportent les réserves que M. le Délégué français vient de renouveler. Ce préambule, en énumérant les Hautes Parties contractantes, ne comprend ni les États-Unis ni le Brésil. M. Jordan avait espéré que les difficultés qui en résultent s'amoudraient si la Conférence acceptait la clause des droits compensateurs. Il voudrait bien savoir si, dans le cas où cette clause serait adoptée, le Gouvernement français ne croirait traiter sans l'adhésion des États-Unis. Le Gouvernement allemand attache le plus grand prix à ce que les États-Unis se rallient à la Convention, et si la clause pénale n'est pas adoptée, M. Jordan se verrait obligé de renouveler plus nettement les objections contenues dans les alinéas 2 et 3 du Mémoire imprimé de l'Allemagne. D'une manière générale, d'ailleurs, il ne croit pas devoir renouveler incessamment des réserves sur chaque article, son Gouvernement ayant déclaré officiellement qu'il ne prenait part à la deuxième session de la Conférence qu'en se réservant toute liberté d'accepter ou non la Convention, quand il aura sous les yeux le résultat final des travaux de la Conférence.

M. Batanero fait observer que tous les Gouvernements se sont réservé cette faculté d'examen. Dans le *Livre jaune* publié par le Gouvernement français, il est dit que ce Gouvernement n'a accepté l'invitation, qui lui était faite par le Gouvernement britannique, qu'à la condition de conserver sa liberté d'action. Il doit être entendu qu'il en est ainsi pour toutes les Puissances jusqu'à la signature de la Convention.

Les États-Unis n'ont pas dit qu'ils n'adhéreront pas; la question reste ouverte; il ne faut pas la préjuger; dans ces conditions, la Conférence peut continuer ses délibérations.

M. le Président fait observer que les réserves insérées dans les procès-verbaux restent intactes.

M. Verkerk Pistorius pense qu'on attache trop d'importance au document qui a été distribué au début de la séance. Il n'y a pas là une constatation officielle des décisions prises par la Conférence. C'est un travail fait par MM. les Secrétaires à titre de simple indication pour tenir les Délégués au courant des travaux journaliers.

M. le Président confirme cette manière de voir. Le document en question n'est pas destiné à être utilisé en dehors de la Conférence.

L'incident est clos.

M. Catalani annonce que son Gouvernement l'a désigné comme Plénipotentiaire pour signer la Convention.

M. le Président propose d'aborder l'ordre du jour arrêté à la dernière séance. Cet ordre appelle la discussion de l'article 12, dont M. le Président donne lecture comme suit:

»Art. 12.

»Les dispositions de la présente Convention sont applicables aux provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes.

»Chacun de ces territoires admis à la présente Convention conserve la faculté de se retirer de la même manière que les Puissances contractantes et dans les conditions indiquées à l'article 11.

»Dans le cas où l'un de ces territoires désirerait se retirer de la Convention, une notification à cet effet sera faite aux Puissances contractantes par le Gouvernement de la Métropole de la province, colonie, ou possession en question.»

M. le Président invite MM. les Délégués à présenter leurs observations.

M. Jordan dit que, dans le cas où une colonie dénoncerait la Convention, les conséquences seraient les mêmes que si l'une des Puissances signataires la dénonçait. Chacun des autres Gouvernements aurait alors le droit de se retirer. S'il y avait des doutes sur cette question, il faudrait spécifier.

M. Guillaume n'a pas d'observations à faire. Il est évident que les colonies sortiront de la Convention de la même manière que les États signataires, c'est-à-dire, dans les conditions de l'article 11.

M. Jordan se rallie à cette interprétation.

M. Batanero croit que la première partie de l'article 12 a déjà été implicitement adoptée par le vote de l'article 4.

M. le Président croit que l'article 4 accorde aux États et aux colonies la faculté d'entrer dans la Convention, tandis que l'article 12 implique pour les colonies et possessions étrangères des Parties contractantes l'obligation d'entrer dans l'Union.

L'article 4 est le complément de l'article 2. On impose par l'article 2 un système d'impôt déterminé; mais il fallait donner aux États, colonies, ou possessions étrangères qui, n'ayant pas d'impôt, n'ont pas besoin d'adopter ce système, la faculté d'adhérer à la Convention; c'est là le but de l'article 4. L'article 12 constate que les États contractants stipulent pour leurs colonies.

M. Verkerk Pistorius pense qu'on revient sur un point déjà décidé. A ses yeux l'article 4 ne vise pas les États contractants, mais ceux qui adhéreront par la suite. Mais à l'égard des États qui forment la Convention, il faut une clause qui oblige les colonies. Voilà la signification de l'article 12.

MM. Batanero et Dupuy de Lôme contestent cette interprétation. L'Angleterre et l'Espagne leur semblent visées par l'article 4.

M. le Président dit que, si cela paraît nécessaire, on pourrait modifier sur ce point la rédaction de l'article 4. Pour le moment, il propose de revenir à la discussion de l'article 12.

M. Catalani n'a pas d'observations à faire.

M. Verkerk Pistorius accepte pour toutes les colonies néerlandaises, sans exception, les principes de l'art. 12. Mais il ne peut accepter la rédaction des deuxième et troisième paragraphes. Les colonies néerlandaises n'ont pas la faculté de se retirer de la Convention; on ne peut donc pas dire dans le deuxième paragraphe que cette faculté leur est «conservée». En d'autres termes, le paragraphe 2, tel qu'il est rédigé, présuppose l'autonomie des colonies. Il faut trouver une rédaction qui n'implique pas cette autonomie.

M. Batanero partage cette manière de voir.

M. Kamensky dit que, sans faire de réserves spéciales sur l'article 12, il ne pourra cacher que le droit reconnu à chaque territoire de se retirer de la Convention lui paraît superflu. Il croit qu'il serait plus équitable que les colonies, provinces d'outre-mer et possessions étrangères suivissent, dans ce cas, complètement la conduite de la Métropole ou de la mère-patrie, sans jouir de l'indépendance qu'on a l'intention de leur conférer. Ce ne sont, à l'avis de M. Kamensky, que les Hautes Parties contractantes qui devraient avoir le privilège de dénoncer la Convention en entraînant avec elles les territoires qui font partie ou dépendent de la Métropole.

M. Pallain pose une question relative au régime douanier des colonies britanniques.

M. le Comte d'Onslow répond qu'elles sont entièrement maîtresses de leur Tarif douanier.

M. le Comte d'Onslow propose de dire, par le deuxième paragraphe

de l'article 12, que les colonies autonomes et les Indes se réservent la faculté de se retirer de la Convention.

M. Batanero demande qu'on reconnaisse à l'Espagne la faculté de dénoncer la Convention pour les îles de Cuba et de Porto-Rico.

M. Verkerk Pistorius fait observer que, si la faculté de se retirer de la Convention est accordée aux colonies de l'Espagne et de la Grande-Bretagne, tandis que la Métropole y resterait, la même faculté devrait être réservée aux Pays-Bas pour leurs colonies.

M. Guillaume croit qu'il ne faudrait pas reconnaître à une colonie non autonome la faculté de se retirer de la Convention.

M. Batanero dit que des considérations politiques obligent l'Espagne à se réserver le droit de résilier au nom de ses provinces et possessions d'outre-mer.

M. Jordan préférerait la rédaction de M. d'Onslow, qui réserve le droit de dénonciation aux colonies autonomes seulement. Si un État croit que les intérêts d'une colonie ou d'une province se trouvent lésés par la Convention cet État pourra se retirer lui-même de l'Union sous les conditions de l'article 11.

M. Batanero réclame la faculté de dénoncer pour la province ou colonie dont les intérêts sont lésés, sans que les autres parties de l'État cessent d'appartenir à l'Union.

M. Verkerk Pistorius lit la rédaction suivante, qu'il a préparée sur la demande de M. le Comte d'Onslow :

Art. 12 (deuxième paragraphe).

» Les Hautes Parties contractantes conservent la faculté de se retirer pour un ou plusieurs de ces territoires sous les conditions, et avec les conséquences indiquées à l'article 11. La même faculté est réservée aux colonies autonomes et aux provinces d'outre-mer.«

M. Jordan présente une observation sur ce qui arrivera dans le cas où la Convention imposerait des droits compensateurs sur les sucres des pays qui se trouveraient en dehors de l'Union. L'État qui aurait dénoncé la Convention pour une de ses colonies se verrait obligé d'imposer les droits en question aux sucres qu'il recevrait de cette colonie.

M. Dupuy de Lôme accepte cette conséquence. L'Espagne pourrait, un jour, juger avantageux pour les intérêts de Cuba, de la faire sortir de l'Union sucrière européenne, pour la faire entrer dans l'Union sucrière américaine s'il s'en formait une. M. Dupuy de Lôme fait remarquer à M. Jordan que, du reste, pour frapper de droits compensateurs les sucres coloniaux, il faudrait qu'il leur fût accordé des primes. Or l'Espagne ne pense pas en accorder ni à la Métropole ni dans les colonies.

M. le Baron de Worms reprend possession du fauteuil.

La discussion continue sur la rédaction de l'article 12 proposée par M. Verkerk Pistorius.

M. Pallain croit que les colonies autonomes, à l'encontre de celles de la Couronne, doivent figurer individuellement, comme parties contractantes

dans le Projet de Convention, puisqu'il a dépendu d'elles seules d'y adhérer; c'est avec elles, nominativement, que les États de l'Union sucrière vont contracter.

Le service des douanes est-il organisé dans les colonies autonomes d'une façon positive?

Pour les colonies de la Couronne, il n'y a aucune appréhension douanière à avoir puisque le Gouvernement de la Grande-Bretagne stipule pour elles.

C'est surtout le régime intérieur des colonies autonomes qu'il y aurait intérêt à connaître. C'est surtout sur celles-là que l'action de la Métropole est moins directe, moins sensible, puisqu'elle semble se réduire à des liens de sentiment et d'allégeance.

A cet amas de fleurs étrangères, l'Angleterre, comme Montaigne, n'a mis qu'un fil à les relier.

Aussi ces colonies son maitresses absolues de leur régime douanier: la mère-patrie s'en désintéresse absolument; bien souvent les tarifs imposés par les colonies sont contraires aux intérêts de la Métropole.

Le Canada n'est-il pas en train de faire l'Union douanière avec les États-Unis?

M. Pallain cite ce fait de la colonie australienne de Victoria qui a tout récemment établi entre les sucres de canne et les sucres de betterave, la différence de droits que voici:

	PAR QUINTAL ANGLAIS.
	s. d.
Antérieurement au 27 juillet 1887, les droits étaient:	
Sucre brut et sucre raffiné	8 0
Postérieurement au 27 juillet 1887, les droits étaient:	
Sucre de canne	8 6
Sucre de betterave et autres sucres	6 0

Ainsi le droit préventif contre l'importation du sucre de betterave est de 7 fr. 88 par 100 kilogrammes.

Ce serait l'arrivée d'une cargaison de sucre de betterave austro-hongrois qui aurait motivé le traitement de défaveur pour le sucre de betterave.

Quant aux colonies françaises, leur situation est bien simple. L'objet de la Convention est de supprimer les primes directes ou indirectes. Or les sucres des colonies françaises n'ont d'autres primes que celles qui résultent, d'après les lois métropolitaines, de l'allocation d'un déchet de fabrication.

Il dépend donc de la Métropole et de la Métropole seule de retirer cette allocation, qui est la conséquence nécessaire et légitime de l'égalité

de conditions qu'on a entendu établir entre le sucre indigène et le sucre colonial.

Quant au régime douanier en vigueur dans les colonies françaises, il donne satisfaction aux vœux de la Conférence internationale, et il ne pourrait être modifié que par un règlement d'administration publique, qui ne pourrait être préparée sans l'intervention du Gouvernement et du Conseil d'État.

M. le Comte de Kuefstein dit qu'il n'a pas de renseignements officiels sur le cas cité par M. Pallain. Mais il a vu dans les journaux spéciaux des plaintes sur des modifications qui auraient été introduites récemment au Canada pour l'application de la surtaxe de 7 $\frac{1}{2}$ p. 100 à l'importation indirecte que l'on vient à interpréter plus sévèrement que jusqu'ici.

M. Verkerk Pistorius demande s'il n'entre pas dans les intentions de la Grande-Bretagne de laisser à ses colonies autonomes le droit de se retirer?

Sur une réponse affirmative, il réclame la même liberté pour les colonies des Pays-Bas.

M. le Président croit qu'il est difficile qu'une colonie faisant partie intégrante d'un pays puisse se retirer.

M. Guillaume accepte cette interprétation, qui est contestée par MM. Dupuy de Lôme et Pistorius.

M. Catusse tient à faire observer que l'article 12, tel qu'il est formulé dans la rédaction de M. Verkerk Pistorius, va faire naître des difficultés inextricables d'exécution. Déjà il sera très difficile de surveiller la législation dans tous les États. Comment organiser un contrôle sérieux si l'on permet aux colonies non autonomes d'avoir un régime autonome en matière de sucre.

L'article 12 est adopté avec la rédaction de M. Verkerk Pistorius.

On passe à la discussion de l'article 13, qui est adopté dans la forme suivante:

Art. 13.

»L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de chacun des Pays contractants.

»La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées, à Londres, le 1^{er} août 1889, ou plus tôt si faire se peut.

M. le Président invite MM. les Délégués à faire connaître par écrit l'opinion de leurs Gouvernements sur la proposition des Délégués espagnols.

Le Gouvernement britannique désire savoir si chaque Puissance est d'avis: 1^o qu'il est nécessaire d'adopter contre une Puissance contractante des droits compensateurs ou même une prohibition, si cette Puissance continue à donner des primes, soit qu'elle viole Convention, soit qu'elle sorte de l'union; 2^o que cette prohibition ou ces droits compensateurs peuvent s'appliquer aux Pays non contractants.

La discussion de cette question est fixée au samedi 5 mai.
 La prochaine réunion de la Conférence aura lieu mardi 1^{er} mai.
 La séance est levée à cinq heures et demie.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires,
H. Farnall, A. E. Bateman, E. Boizard.

Quinzième séance.

(Mardi 1^{er} mai 1888.)

Présidence de M. le Baron Henry de Worms.

Étaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

M. le Président propose d'arrêter la rédaction définitive de l'article 9.

M. Pistorius fait remarquer que toutes les idées exprimées dans la rédaction britannique et dans celle des Pays-Bas se trouvent contenues dans la rédaction belge, ce qui la rend éminemment propre à servir de base.

Il est entendu que la rédaction belge servira de texte à la discussion.

Le premier alinéa est adopté. Il est ainsi conçu :

Les Hautes Parties contractantes conviennent de créer une Commission internationale des sucres, qui sera chargée de surveiller l'exécution des dispositions de la présente Convention.

M. le Président donne lecture du deuxième alinéa :

Cette Commission sera composée de Délégués des différentes Puissances et d'un bureau permanent.

M. Kennedy demande s'il est réellement nécessaire de créer un Bureau permanent à ce moment. Les Gouvernements sont sur le point de constituer à Bruxelles un Bureau international de statistique. Ne serait-il pas possible de confier à ce Bureau les fonctions que l'on entend donner au Bureau permanent des sucres ? Il faut éviter la multiplication de pareils organes internationaux. Dans ces circonstances, M. Kennedy propose de ne pas trancher dès à présent la question de l'établissement d'un Bureau spécial pour le sucre ; il la renverrait à la considération de la Commission internationale ; celle-ci la résoudrait dans le sens des instructions qui seraient données par les divers Gouvernements à leurs Délégués.

M. Guillaume fait observer que le Bureau international de statistique a reçu un mandat qui n'est pas susceptible d'extension.

La question a du reste été soulevée dans la discussion de la Conférence internationale des tarifs à Bruxelles, et résolue dans un sens négatif. M. Guillaume cite le passage suivant du procès-verbal de la séance du 16 mars 1888, de cette Conférence :

» M. le Délégué de la Russie fait observer que le Gouvernement russe publie périodiquement un compte rendu des importations et des exportations de l'Empire. Il demande, d'après les instructions de son Gouvernement, si ces documents et les documents similaires publiés par d'autres Gouvernements étrangers ne pourraient pas trouver place dans les publications du bureau international.

» Les renseignements statistiques complètent utilement les renseignements douaniers. M. de Kamensky fait remarquer à titre d'exemple que la Russie cherche à augmenter son exportation d'alcool, et qu'il serait intéressant pour les exportateurs de connaître quels sont les marchés qui leur sont ouverts.

» M. le Baron Lambermont reconnaît l'incontestable utilité que présenterait la publication des statistiques commerciales auxquelles fait allusion M. de Kamensky, mais il se demande si l'adoption de la mesure préconisée par M. le Délégué de la Russie n'entraînerait pas le Bureau international des tarifs dans des frais trop considérables. Il faudrait prévoir, en effet, le cas où tous les Gouvernements adhérents réclameraient l'insertion de leur propre statistique dans le *Bulletin international*.

La Conférence a pu d'ailleurs constater combien sont grandes les difficultés techniques que soulève la question des sucres. Le Bureau international des tarifs pourrait ne pas avoir à cet égard la compétence nécessaire.

Devant les objections de la Belgique, M. Kennedy retire sa proposition.

M. Jordan n'a pas d'objections à faire sur le deuxième alinéa.

M. le Comte de Kuefstein ne prévoit pas non plus d'objections; mais, n'ayant pas d'instructions sur les détails de l'article, qui ne sont pas encore connus des Gouvernements autrichien et hongrois, il ne peut donner que son opinion personnelle.

M. Guillaume fait remarquer que le Bureau permanent étant un rouage distinct de la Commission des Délégués, il y aurait lieu de modifier la rédaction de l'alinéa.

M. Verkerk Pistorius se rallie à cette manière de voir. L'institution d'un Bureau permanent chargé de la publication d'un bulletin de législation et de statistique lui paraît très utile au point de vue du contrôle de l'exécution et des effets de la Convention. Quant à la Commission internationale, M. Pistorius se trouve, pour le moment, sans instructions, et il doit réserver la décision de son Gouvernement.

La rédaction du deuxième alinéa est modifiée comme suit:

Cette Commission sera composée de Délégués des différentes Puissances et il lui sera adjoint un Bureau permanent.

La discussion est ouverte sur le troisième alinéa, ainsi conçu:

» Les Délégués auront pour mission:

» 1^o D'examiner si les lois, arrêtées et règlements relatifs à l'imposition des sucres sont conformes aux principes arrêtés par les articles précédents;

» 2^o D'émettre un avis sur les questions litigieuses;

»3° D'instruire les demandes d'admission à l'Union des États qui n'ont point pris part à la présente Convention;

»4° Et de contrôler si, conformément à la présente Convention, il n'est accordé dans l'un ou l'autre des Pays contractants aucune prime directe ou indirecte à la fabrication ou à l'exportation des sucres ou des glucoses.»

M. de Smet rappelle que la plupart des dispositions de la rédaction proposée ont été empruntées à la Convention postale de Berne.

Une discussion s'engage sur le mot »contrôler« dans la phrase »contrôler s'il n'est accordé aucune prime,« etc.

M. Verkerk Pistorius exprime la crainte que l'on n'entende cette expression dans ce sens que la Commission pourrait contrôler sur place, dans les fabriques l'exécution des lois et règlements.

M. le Comte de Kuefstein partage ces appréhensions.

Cette interprétation est écartée; il est entendu que la Commission n'aura pas le droit d'intervenir dans les usines. Le mot »examiner« est substitué au mot »contrôler«.

M. Batanero dit que, si la clause pénale est adoptée, il conviendrait d'ajouter aux attributions de la Commission déjà énumérées dans l'alinéa 3 celle d'examiner si les Pays non contractants donnent des primes. Il demande que la rédaction soit modifiée de manière à prévoir le cas où la clause pénale adoptée.

M. Dupuy de Lôme explique que, même en l'absence de la clause pénale, il y aurait intérêt à ce que la Commission se préoccupât de savoir si les Pays non contractants accordent des primes. Rien n'est plus intéressant au commerce que d'être bien informé, et la Commission et le Bureau sont destinés à devenir d'excellents moyens d'information.

M. Verkerk Pistorius appuie cette remarque en citant le Brésil, qui donne de véritables primes à ses fabricants sous forme d'avances remboursables sans intérêt ou avec un faible intérêt.

M. Guillaume fait remarquer que les Pays non contractants sont déjà mentionnés dans l'alinéa qui suit le littéra 4°.

Aux mots »prime directe ou indirecte«, M. Pallain propose de substituer »prime ouverte ou déguisée«.

Le troisième alinéa est adopté sous la forme suivante:

»Les Délégués auront pour mission:

»1° D'examiner si les lois, arrêtés et règlements relatifs à l'imposition des sucres sont conformes aux principes arrêtés par les articles précédents, et si, dans la pratique, il n'est accordé aucune prime ouverte ou déguisée à l'exportation des sucres et glucoses;

»2° D'émettre un avis sur les questions litigieuses;

»3° D'instruire les demandes d'admission à l'Union des États qui n'ont point pris part à la présente Convention.»

Les alinéas 4, 5 et 6 sont adoptés comme suit:

»Le Bureau permanent sera chargé de rassembler, de traduire, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature qui se rap-

portent à la législation et à la statistique des sucres, non seulement dans les Pays contractants, mais également dans tous les autres pays.

» Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Hautes Parties contractantes communiqueront par la voie diplomatique au Gouvernement de Sa Majesté britannique, qui les fera parvenir à la Commission, les lois, arrêtés et règlements sur l'imposition des sucres qui sont ou seront en vigueur dans leurs pays respectifs, ainsi que les renseignements statistiques relative à l'objet de la présente Convention.

» Chacune des Hautes Parties contractantes pourra être représentée à la Commission par un Délégué ou par un Délégué adjoint.»

Une discussion s'engage sur l'alinéa 7, qui place à Londres le siège de la Commission :

» La Commission aura son siège à Londres. Son président sera nommé par le Gouvernement de Sa Majesté britannique.»

MM. Jordan et le Comte de Kuefstein acceptent cet article.

M. Dupuy de Lome pense qu'il vaudrait mieux dire que la première réunion se tiendra à Londres et que la Commission réglera elle-même le lieu de ses réunions ultérieures.

M. Batanero partage l'opinion de son collègue; cependant il se ralliera à la décision de la majorité.

M. du Jardin estime que la Commission doit siéger au même lieu que le Bureau, et que le Bureau lui-même, qui aura des archives, doit être à poste fixe.

M. Sans-Leroy croit qu'un point quelconque de l'Europe centrale serait plus convenable pour y mettre le siège de la Commission, et que cette Commission aurait ainsi plus de facilité pour exercer son mandat.

La Commission n'aura pas le droit de se transporter dans les fabriques; mais, s'il n'y a pas de police officielle, on peut être sûr que les industriels des divers pays sauront organiser une police volontaire et se surveilleront les uns les autres. C'est dans les indications qui lui seront fournies par les chambres syndicales que la Commission trouvera ses meilleurs éléments d'information. Il ne semble pas naturel que la Commission se réunisse dans un pays qui n'est pas producteur.

L'Angleterre a été le trait d'union naturel et nécessaire pour amener une entente entre les différents États intéressés; mais ce rôle, qu'elle seule pouvait jouer, prend fin du jour où la Convention est signée.

M. le Président dit que le Gouvernement britannique est tout disposé à laisser aux Puissances la faculté de choisir le lieu de réunion.

M. le Comte de Kuefstein désirerait voir maintenir le siège de la Commission à Londres. Mais dans le cas où il serait reconnu qu'elle pourrait mieux fonctionner dans un pays producteur de sucre de betterave, il verrait, dans les raisons qui sont données à l'appui de cette idée, un argument contre la stabilité, car, dans ce cas, elle trouverait avantage à siéger à tour de rôle dans les différentes capitales, ainsi que cela se fait par plusieurs autres réunions internationales.

M. Verkerk Pistorius croit qu'on pourrait concilier les deux idées d'une Commission qui se déplacerait et d'un Bureau à poste fixe. Les

documents réunis par le bureau étant publiés, il n'y aurait pas de déplacement d'archives.

M. Guillaume pense qu'il vaudrait mieux fixer à Londres le siège de la Commission ainsi que le porte la proposition. Comme le dit M. Sans-Leroy, il serait difficile de faire voyager le bureau avec ses archives; cela présenterait de grands inconvénients dans la pratique. Quant à la Commission, les décisions qu'elle prendra emprunteront une véritable autorité à sa présence dans la capitale d'une grande Puissance qui n'a pas d'intérêt direct dans les détails de la législation sucrière, et dont l'influence s'est manifestée, une fois de plus, en parvenant à réunir la présente Conférence. Quelle que soit d'ailleurs la confiance que doive inspirer l'impartialité des Gouvernements représentés et des membres de la Commission, on peut craindre que des intérêts locaux viennent peser sur les résolutions à prendre. Il est donc indispensable que la Commission soit mise à l'abri de semblables suppositions.

En ce qui concerne les difficultés pouvant résulter de la situation insulaire de la Grande-Bretagne, il ne semble pas qu'on doive s'y arrêter, car les renseignements arriveront aussi bien à Londres que partout ailleurs.

M. Jordan se rallie à cette manière de voir. Si la Commission n'était pas à poste fixe, ses déplacements pourraient être considérés comme une marque de suspicion à l'égard des pays dans lesquels elle se transporterait.

M. Jordan ajoute, toutefois, qu'il n'a pas d'instruction sur ce sujet et ne peut donner qu'une opinion personnelle.

M. Catalani adopte la même manière de voir.

M. Kamensky insiste sur cette idée que la Commission et le Bureau international doivent avoir leur siège à Londres pour les raisons suivantes:

1^o La Grande-Bretagne, n'étant pas un pays producteur de sucre de betterave, est, sous ce rapport, un pays neutre, et on pourrait compter sur son impartialité dans le traitement des questions litigieuses.

2^o Elle possède, dans son Foreign Office, l'organisation la plus complète pour recueillir tous les renseignements nécessaires pour la Commission ou le Bureau.

3^o L'appui diplomatique qu'elle pourrait prêter à ces institutions aurait une grande importance aux yeux de toutes les Puissances, qui peut-être ne prèteraient pas autant d'attention aux désirs et aux réclamations que ces institutions leur feraient directement elles-mêmes et de leur propre initiative.

4^o La Grande-Bretagne, étant à l'abri de toutes les complications politiques pour les questions commerciales et industrielles, restera neutre.

5^o Et enfin avec son appui et son aide, tous les devoirs de la Commission et du Bureau, qui seront assez considérables, seront remplis plus consciencieusement et avec plus d'impartialité qu'ailleurs.

M. le Président propose, comme moyen de conciliation, d'en revenir à la rédaction des Délégués britanniques, qui a été appuyée par M. Da-

puy de Lôme, et qui fixe à Londres la première réunion de la Conférence en lui laissant le soin de régler le lieu de ses réunions ultérieures.

M. le Président en donne lecture comme suit :

» La première réunion de la Commission aura lieu à Londres dans les six mois qui suivront la signature de la présente Convention. »

M. Sans-Leroy s'incline devant l'opinion de la majorité, en ajoutant toutefois que l'absence d'instructions sur ce point l'oblige à faire toutes réserves.

Une discussion s'engage sur le point de savoir si la première réunion de la Commission doit avoir lieu après la signature, ou après la ratification de la Convention.

M. Dupuy de Lôme dit que c'est la ratification seule qui consacrera l'existence de la Commission.

M. Jordan dit que, si la ratification est prise comme point de départ, le délai de six mois pourrait être réduit.

M. Kennedy donne des explications sur la proposition telle que l'ont formulée les Délégués britanniques. Ils ont en effet proposé que la première réunion de la Commission ait lieu avant que la Convention soit ratifiée. Voici le motif de cette proposition. Les projets de loi destinés à mettre la Convention en vigueur devront être examinés avant l'échange des ratifications. C'est à la réunion préalable de la Commission que cet examen peut se faire le plus facilement.

M. Pallain demande à M. Kennedy si son interprétation est celle-ci : que les auteurs de la proposition entendraient renvoyer l'examen des projets dont la Conférence est saisie, ou doit être saisie, en vertu du Protocole du 19 décembre 1887, à la Commission dont il est question à l'article en discussion ?

Si telle était l'interprétation des Délégués britanniques, il aurait le devoir de faire des réserves immédiates ; ce serait dessaisir la Conférence de l'objet principal de sa mission, qui est de déterminer les conditions d'application de la Convention, en ramenant les législations des États intéressés au point voulu pour assurer la suppression des primes ouvertes ou déguisées.

C'est à la Conférence réunie en ce moment autour de la table du Foreign Office, et à elle seule, qu'appartient, en l'état, la mission de procéder à ce travail délicat. C'est pour remplir cette mission que les Gouvernements représentés ont désigné des représentants spéciaux. Il ajoute que c'est uniquement à son titre de directeur général des douanes qu'il doit l'honneur de prendre part aux travaux de la Conférence internationale des sucres. Quel serait l'objet de sa mission s'il était dessaisi de la faculté de coopérer à l'examen des législations à intervenir pour assurer l'exacte application de la Convention ? Que disait M. le Président dans la séance de clôture des travaux de la première session ? » Si nous nous séparons, ce n'est que pour préparer les lois qui donneront un corps au projet de Convention que nous devons rédiger ? »

Tant que les projets de loi des Pays contractants n'ont pas été adoptés par la Conférence réunie en ce moment, il n'y a pas de Convention

dans les termes du Protocole du 19 décembre. La Commission dont il s'agit ne peut tirer son existence que de la Convention elle-même, et la Convention n'existe, aux yeux des Délégués français, que par l'adoption des législations destinées à établir une égalité complète entre les industries rivales des Pays contractants.

M. Sans-Leroy confirme la déclaration de son collègue.

M. Catusse croit qu'il est nécessaire d'éviter tout malentendu. Il demande donc si, dans la pensée des Délégués, la mission de la Conférence sera terminée dès qu'elle aura adopté le texte de la Convention, et sans être entrée dans l'examen détaillé des législations? En d'autres termes, la Conférence se dessaisit-elle par cet article de l'examen des projets de loi rédigés par chaque Gouvernement, et confie-t-elle à la Commission, qu'il s'agit d'établir, le soin exclusif d'apprécier si ces lois sont conformes ou non aux principes adoptés par la Conférence.

M. le Président répond que la Convention devant être signée avant l'entrée en fonction de la Commission, il ne saurait être question de prolonger au delà de cette signature les pouvoirs de la présente Conférence.

M. Catusse croit, au contraire, que les lois et règlements devraient faire, comme documents annexes, partie intégrante de la Convention, et que c'est à la Conférence elle-même que la Commission devrait soumettre son rapport.

Les Délégués français déclarent qu'ils font sur ce transfert des attributions de la Conférence les plus expresses réserves. Dans la pensée du Gouvernement français, la Convention ne peut être soumise à la signature des Hautes Parties contractantes qu'après examen et adoption par elles, et, par conséquent, par la Conférence de Londres, des projets déposés ou à déposer en conformité des engagements réciproques pris par les États représentés.

M. le Comte de Kuefstein rappelle ses réserves générales.

Sous le bénéfice de ces réserves cet alinéa et le suivant sont adoptés dans la forme ci-après :

» La première réunion de la Commission aura lieu à Londres, dans le mois qui suivra la ratification de la présente Convention.

» La Commission est chargée de préparer à sa première réunion un projet de règlement déterminant le lieu et la date de ses réunions ultérieures, ainsi que le siège du Bureau permanent. »

M. le Président lit l'alinéa suivant :

» Dans sa première réunion, la Commission arrêtera son règlement d'ordre intérieur et rédigera un rapport sur les lois ou projets de loi qui lui auront été soumis par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique. »

M. Catusse demande à qui le rapport de la Commission sera adressé?

M. le Président répond qu'il sera adressé à tous les Gouvernements contractants.

L'alinéa est adopté sous les réserves déjà formulées pour l'alinéa précédent.

M. le Président lit l'alinéa suivant :

» La Commission n'aura qu'une mission de contrôle et d'examen. Elle

fera, sur toutes les questions qui lui seront soumises, un rapport qu'elle adressera au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, lequel le communiquera aux Puissances intéressées et provoquera, au besoin, si tel est l'avis de la majorité des contractants, la réunion d'une conférence qui arrêtera les résolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances.»

Une discussion s'engage sur la portée du mot «examen» dans la première phrase. On craint qu'on y voie le droit d'aller inspecter les usines.

M. Guillaume fait remarquer que, dans la pensée de l'auteur de la proposition, la disposition dont il s'agit n'a d'autre but que d'exclure des attributions de la Commission le jugement des infractions commises. Il ne lui semble pas, d'ailleurs, que la mission «d'examen» dont il est parlé ici puisse justifier les craintes manifestées, puisque, d'après un alinéa précédent, la Commission est chargée «d'examiner» si l'application des lois et arrêtés ne donne naissance à aucune prime dans la pratique, et qu'il a été convenu que cela ne pouvait s'entendre de l'inspection des usines.

M. Sans-Leroy présente une objection sur les mots «si tel est l'avis» Il ne croit pas que, lorsque des Puissances se réunissent pour traiter des questions de haute importance, elles puissent se soumettre à la loi des majorités. Il croit que, dans l'éventualité prévue, il faut laisser à chacune d'elles la faculté de provoquer la réunion de la Conférence. Bien certainement personne ne songera à demander cette réunion sans motif, et, pas plus dans la Commission que dans la Conférence elle-même, il ne faut pas que la coalition de quatre ou cinq Puissances puisse étouffer la voix de deux ou trois autres et sacrifier leurs intérêts.

Une modification dans ce sens est apportée à l'alinéa.

M. Pallain fait observer qu'aucune disposition ne prévoit un arbitrage en cas de différend. Comment compte-t-on arriver à une décision finale? La Convention de Berne prévoit le cas d'un dissentiment possible entre deux ou plusieurs membres de l'Union postale, et elle donne à régler la question en litige à un jugement arbitral.

M. Jordan explique quel sera, dans sa pensée, le procédé à suivre. La Commission est chargée d'examiner les cas d'infractions qui lui sont signalés; elle prépare son rapport et elle l'adresse au Gouvernement britannique; celui-ci le communique aux autres Puissances. Il suffit qu'une seule des Puissances contractantes demande la convocation de la Conférence. Si aucune d'elles ne demande cette convocation, il faut en conclure que l'infraction signalée n'est que d'une importance tout à fait minime.

Mais, en tout cas, c'est la Conférence qui statue en dernier lieu et non la Commission.

M. Pallain dit que M. Jordan ne semble pas entrevoir clairement le cas où la Commission elle-même penserait que le fait signalé ne constitue pas une infraction à la Convention, alors que l'État indicateur aurait la conviction que le fait signalé constitue une prime ouverte ou déguisée. Il ne faut pas se dissimuler que cette définition peut donner lieu à des difficultés d'interprétation, l'expression «déguisée» pouvant aller jusqu'à interdire tout avantage que ferait un État, sous une forme quelconque, à

l'industrie sucrière. Quand on prévoit les difficultés, il vaut mieux assurer le moyen de les résoudre.

M. Pallain regrette que les Délégués belges, rédacteurs de l'article en discussion, ne l'aient pas complété dans le sens de l'article 17 de la Convention de Berne.

M. Jordan pense que la rédaction proposée donne entière satisfaction dans le cas prévu par M. Pallain. Il est signalé à la Commission un fait qui est censé constituer une infraction. La Puissance dont le Délégué aura appelé l'attention de la Commission sur le fait en question aura le droit de demander la convocation, bien que toute la Commission ait été d'avis qu'aucune infraction n'avait été commise. Il est toujours possible que la Conférence rende le même jugement que la Commission et que la Puissance qui a signalée une supposée infraction à la Convention se trouve pour une deuxième fois dans la minorité. Bien qu'une majorité ne lie pas la minorité, même à la Conférence, cette dernière parlera avec une autorité telle, qu'il n'est pas nécessaire d'entrevoir le cas où sa décision ne serait pas reçue comme finale. Il n'y a pas besoin d'arbitrage.

M. le Président lit le dernier alinéa de l'article 9 :

» Les frais résultant de l'organisation et du fonctionnement de la Commission — sauf le traitement ou les indemnités des Délégués qui seront payés par leurs pays respectifs — seront supportés par tous les Pays contractants et répartis entre eux proportionnellement à l'importance de l'importation et de la fabrication des sucres. »

M. le Président fait observer qu'une disposition de ce genre se trouve dans toutes les Conventions qui établissent un Bureau permanent.

Sur la proposition de M. Verkerk Pistorius, les mots » proportionnellement à l'importance de l'importation et de la fabrication des sucres « sont retranchés. Il y est substitué le membre de phrase » d'après un mode à établir par la Commission «.

Une conversation générale s'engage sur la question des frais de la Commission et du Bureau permanent. Il est décidé que les frais du Bureau seul seront répartis entre les Puissances contractantes.

M. Guillaume fait remarquer que la Conférence n'a pas encore statué sur le mode de nomination du personnel du Bureau permanent.

Sur la proposition de M. Verkerk Pistorius, il est décidé que la Commission nommera le personnel du Bureau.

M. Verkerk Pistorius rappelle que, dans une note du 3 mars dernier, M. le Ministre des Affaires étrangères à La Haye avait demandé au Gouvernement de la Reine un aperçu de la législation sur le sucre en vigueur dans les colonies et possessions britanniques, y compris celles qui ne dépendent pas de la Couronne. Il répète la demande ainsi faite par son Gouvernement.

Les Délégués français désirent aussi qu'un document de ce genre soit présenté à la Conférence.

M. le Président prend acte de la demande. L'aperçu en question sera préparé.

M. le Président annonce que la Commission, nommée par la Confé-

rence à sa dixième séance, a terminé ses travaux. Elle soumettra son rapport à la Conférence à la prochaine séance de celle-ci.

Sont mis à l'ordre du jour pour la seizième séance, fixé au jeudi 3 mai, à onze heures et demie, le rapport de la Commission sur l'article 2, l'article 3 concernant les équivalents offerts par la Belgique, et la considération de la rédaction définitive de l'article 11.

La séance est levée à deux heures.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires,
H. Farnall, A. E. Batemann, E. Boizard.

Seizième séance.

(Mercredi 3 mai 1888.)

Présidence de M. le Baron Henry de Worms.

Étaient présents:

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

M. Sans-Leroy demande la parole pour faire une déclaration, dont l'objet se rattache à un incident consigné dans les procès-verbaux de la première session de la Conférence. M. Sans-Leroy avait eu occasion de faire allusion à un entretien qu'il avait eu avec le Ministre des Finances de Russie sur l'organisation d'un syndicat des fabricants en vue de l'exportation. Il s'agissait là d'une conversation toute particulière, dont les termes ne doivent pas être interprétés dans le sens d'une déclaration du Gouvernement russe. Le Gouvernement russe déclare qu'il n'a pas eu d'action directe sur la formation de ce syndicat qui s'était formé sans approbation ou autorisation quelconque, et M. Sans-Leroy ne connaît rien qui puisse infirmer cette déclaration.

M. Kamensky se déclare satisfait.

M. Guillaume appelle l'attention sur les conditions dans lesquelles l'article 11 a été provisoirement adopté. Dans la pensée de M. Guillaume, il y a eu malentendu dans la rédaction du procès-verbal. M. Catusse avait présenté une observation qui avait paru parfaitement justifiée, mais dont il n'a pas été tenu compte dans le texte inséré au procès-verbal, qui porte que l'article a été adopté alors qu'il ne l'a été que sous réserve. Pour faire disparaître ce malentendu, les Délégués belges, d'accord avec les Délégués des Pays-Bas, ont préparé une nouvelle rédaction qu'ils proposent de substituer à la première.

Une conversation s'engage à ce sujet.

Il est convenu que la rédaction définitive de l'article 11 fera l'objet d'une discussion ultérieure, lorsque M. Catusse assistera à la séance.

M. le Président annonce que la Grande-Bretagne a reçu de l'Ambassadeur d'Espagne une note annonçant que les Plénipotentiaires de l'Espagne, pour la signature de la Convention, seront l'Ambassadeur, M. del Mazo, M. Dupuy de Lome et M. Batanero.

M. Catalani déclare, à son tour, qu'il a reçu les pleins pouvoirs dont son Gouvernement, par une dépêche déjà communiquée à la Conférence, lui avait annoncé l'envoi.

M. le Président dépose sur la table de la Conférence le Rapport de la Commission à laquelle avaient été renvoyés, comme programme de ses travaux, l'article 2 et les projets d'application présentés par les Gouvernements. (Voir Annexe A au présent procès-verbal.)

La Conférence remarquera, dit M. le Président, que la Commission n'a pu arriver à une décision sur la question du régime applicable aux raffineries. M. le Président ne croit pas qu'il soit possible d'arriver à un résultat positif, en reprenant, devant la Conférence, l'étude des questions techniques qui ont été si laborieusement discutées au sein de la Commission. Il rappelle que les Délégués de plusieurs puissances ont exprimé le désir de soumettre à leur Gouvernement l'ensemble des résolutions votées par la Conférence. Or on se trouve précisément là en présence d'une question sur laquelle les Délégués n'ont pu se mettre d'accord. Le mieux serait donc, après avoir adopté l'article relatif aux fabriques de sucre, de prendre *ad referendum* les propositions qui ont été formulées, notamment par les Délégués français, au sujet des raffineries, pour les soumettre à la considération des Gouvernements entre la signature du Protocole et celle de la Convention.

M. Sans-Leroy tient à ce qu'il soit bien constaté que la proposition d'en référer aux Gouvernements n'émane pas de l'initiative des Délégués français. Ceux-ci ne demandent pas ce que les autres Délégués n'ont pas demandé. Si M. le Président croit que l'intérêt général est d'en référer aux Gouvernements, M. Sans-Leroy ne fait pas d'objection; mais il constate que ce n'est pas lui qui fait cette proposition. Les Délégués français sont convaincus, d'une manière générale, que les mesures d'application proposées par le Gouvernement français sont le plus propres à répondre au but que poursuit la Conférence, et qu'ils auraient plus d'objections à soulever contre les propositions des autres pays, que ceux-ci n'en pourront jamais formuler contre les leurs. En ne soulevant pas ces difficultés, ils donnent une nouvelle preuve des sentiments de conciliation dont ils sont animés.

M. le Président annonce qu'il a reçu de M. le Premier Délégué des Pays-Bas une proposition sur la question des raffineries. (Voir Annexe B au présent procès-verbal.)

M. Verkerk Pistorius dit que ce document est une nouvelle rédaction de la partie de l'article 2 relative aux raffineries. Il ne demande pas qu'elle soit discutée par la Conférence, mais seulement qu'elle soit soumise *ad referendum* aux divers Gouvernements.

M. le Président propose à la Conférence l'adoption du rapport de la Commission.

M. Pallain fait observer que rapport et article viennent seulement d'être distribués à l'ouverture de la séance, il y a quelques minutes; que la généralité des Délégués n'a pas encore pris connaissance de ce document capital; que les Gouvernements intéressés qui ont adhéré à l'ancien article 2 n'ont encore aucun avis des modifications qui lui sont apportées; qu'il lui semble impossible de procéder avec cette précipitation à la discussion d'un article nouveau dans lequel réside toute la Convention.

On a bien voulu offrir un délai de huit jours aux Délégués pour consulter leurs Gouvernements sur la proposition des Délégués espagnols. La courtoisie bien connue du Président ne se refusera pas à leur donner quelques heures pour prendre connaissance du rapport rédigé par M. Walpole, conformément aux conclusions de la Commission et du nouveau texte de l'article 2.

M. Catalani se rallie à ce que vient de dire M. Pallain; il n'a même pas eu le temps de lire le rapport.

M. Guillaume croit que la procédure proposée par M. le Président est régulière, la Conférence n'ayant pas à discuter en détail les questions déjà débattues en Commission et résumées dans le rapport, mais simplement à adopter ou à rejeter les conclusions de ce rapport.

M. le Comte de Kuefstein pense qu'il ne peut pas s'agir d'adopter ou non le Rapport de la Commission. On peut le discuter, mais un vote ne pourrait porter que sur les propositions contenues dans le rapport.

M. Kamensky cite ce qui s'est passé pendant la dernière session. Le nombre des Délégués restés en dehors de la Commission était beaucoup plus considérable qu'aujourd'hui; cependant, les conclusions de la Commission ont été adoptées séance tenante.

M. Pallain réplique que la situation est maintenant bien différente: il s'agissait à la première session de principes sur lesquels il était facile de se mettre d'accord, tandis que les questions actuellement en discussion sont bien plus complexes et bien plus délicates.

M. Verkerk Pistorius croit qu'il y a un malentendu. Ce que M. le Président veut dire, c'est, sans doute, qu'il présente le rapport à la Conférence. La Conférence dira si elle veut le discuter à une prochaine réunion, en prenant la partie qui se rapporte aux raffineries *ad referendum* avec la proposition de M. le Délégué des Pays-Bas.

M. Jordan fait observer, en premier lieu, que l'article 2, tel qu'il a été formulé par la Commission, est incomplet: il ne vise que les fabriques de sucre. Il ne sait pas si le Gouvernement Allemand donnerait son adhésion à un article établissant un régime pour les fabriques seulement; M. Jordan pense que son Gouvernement voudrait examiner en même temps les propositions relatives aux raffineries.

En deuxième lieu, M. Jordan rappelle que la Commission a cru devoir écarter certains détails qui figurent au troisième alinéa de la proposition allemande qui est annexée au rapport. M. Jordan n'est pas en mesure de dire si son Gouvernement tient ou ne tient pas à ce que ces détails soient inscrits à la Convention.

Il est alors entendu que le rapport est simplement déposé. Il est

convenu que la Conférence siégera samedi prochain pour discuter l'article 2 dans la forme qui lui a été donnée par la Commission.

M. le Président propose de discuter l'article 3, relatif à la Belgique.

M. Guillaume fait observer que l'article 3 constitue une exception à l'article 2. Il lui paraît peu rationnel de discuter l'exception avant d'avoir posé la règle.

M. le Président fait remarquer que si l'on adopte cette manière de voir, la discussion de l'article 3 sera indéfiniment ajournée, puisqu'il a été entendu que la deuxième partie de l'article 2 resterait en suspens. La Conférence veut-elle, que l'article 3 soit référé aux Gouvernements au même titre que la deuxième partie de l'article 2?

M. Guillaume pense qu'il n'y a pas de raison pour ne pas adopter la même procédure.

M. le Président dit que la procédure consisterait, en ce cas, à inviter tous les Délégués à exprimer successivement leur manière de voir sur l'article 3; puis, s'il y avait divergence d'opinions, à prendre l'article *ad referendum*.

M. Verkerk Pistorius dit que les dispositions de l'article 3 constituent, en effet, une exception à une règle qui n'a pas encore été définitivement arrêtée. Mais il ne croit pas qu'il y ait là un motif suffisant pour ajourner la discussion. La proposition belge peut être considérée isolément.

M. Guillaume se soumet à la décision de la Conférence. Il est prêt à défendre la proposition belge; mais il croit qu'il serait plus correct de n'aborder cette discussion qu'après avoir discuté l'article 2 en séance plénière, et à suivre ensuite, pour l'article 3, la procédure qui aura été employée pour l'article 2.

M. Verkerk Pistorius rappelle que la proposition belge a déjà été soumise à l'appréciation des Gouvernements. Il ne comprendrait pas que cette proposition fût prise de nouveau *ad referendum*. Les Gouvernements ont à ce sujet une opinion tout à fait arrêtée, sauf, bien entendu, les arguments nouveaux qui pourraient être produits.

M. Sans-Leroy rappelle qu'on ne doit pas oublier qu'à la fin du rapport de la Commission il est dit que les législations intérieures n'ont pas pu faire l'objet d'une discussion, parce que les bases générales n'étaient pas encore arrêtées. Il ne voit pas pourquoi la législation intérieure de la Belgique serait mise en discussion alors que celles des autres pays ne l'ont pas été. Il pense que les questions qui seront soumises à l'appréciation des Gouvernements devraient être tranchées avant de placer la Belgique dans une situation d'infériorité, à laquelle la Conférence ne peut pas et ne veut certainement pas la condamner.

M. Sans-Leroy repousse, d'une manière générale, l'idée de porter la discussion sur la législation intérieure de la Belgique, alors que tous les projets d'application, réclamés par le Protocole du 19 décembre, 1887, n'ont pas été fournis. Il rappelle que dans la Commission il s'est déjà opposé à cette discussion.

M. le Comte de Kuefstein est tout prêt à accepter un ajournement,

si cet ajournement est présenté comme une marque de déférence envers les Délégués belges. Il ne saurait, cependant, s'associer aux motifs donnés à l'appui. La question des équivalents belges n'a pas été soulevée dans le sein de la Commission. La discussion de l'article spécial qui leur est consacré a été réservée à la Conférence. On avait, d'ailleurs, déjà abordé l'examen des projets de loi et on s'est occupé pendant une séance entière de celui de l'Autriche-Hongrie. Les équivalents belges pourraient être discutés d'autant plus facilement qu'il ne s'agit pas ici d'un nouveau projet, comme pour les autres pays, mais seulement de modifications du tarif et du taux de la prise en charge. Cependant, du moment que l'ajournement est demandé, il s'y rallie avec plaisir.

M. Jordan parle dans le même sens que M. le Comte de Kuefstein sur ce qui concerne l'ajournement, mais, en réponse à M. Sans-Leroy, il croit devoir rappeler que la proposition allemande a servi de texte aux délibérations de la Commission.

M. Sans-Leroy répond que la proposition à laquelle il est fait allusion a été présentée comme un développement de l'article 2, et ne constituait d'aucune façon un projet d'application répondant aux vœux du Protocole du 19 décembre. Il n'y a pas d'assimilation possible entre ce développement, qui ne vise qu'un point spécial, qui a le caractère d'une œuvre personnelle, et un ensemble de dispositions législatives spécialement préparé pour faire entrer dans la pratique les principes adoptés par la Conférence.

M. Jordan fait observer que, si l'Allemagne n'a pas fourni de projet spécial, c'est parce qu'elle possède déjà une loi qui lui paraissait répondre aux vues de la Conférence, puisqu'elle contient toutes les prescriptions nécessaires pour assurer la perception de l'impôt à la consommation par le régime de l'entrepôt.

M. Jordan ajoute qu'il ne s'agit pas de discuter la législation belge, mais de décider s'il convient d'accorder pour cette Puissance une position exceptionnelle.

M. Kennedy pense qu'il est impossible d'examiner les projets de loi avant que les dispositions de la Convention soient définitivement arrêtées; voilà la raison pour laquelle M. le Président propose de discuter à la prochaine séance les articles sur lesquels la Conférence ne s'est pas encore prononcée.

M. Guillaume répète qu'il a présenté une simple observation sur la procédure, et il remercie M. le Premier Délégué français de l'avoir appuyée, mais il s'en rapporte absolument à la décision de l'Assemblée.

La discussion de l'article 3 est ajournée après la discussion de l'article 2.

M. Verkerk Pistorius propose de préciser la signification des articles 4 et 5. Il s'agit de savoir si l'article 4 s'applique exclusivement aux Puissances qui adhéreront ultérieurement à la Convention, ou bien s'il vise également ceux des Pays contractants qui, n'ayant pas d'impôts ou n'accordant aucune espèce de drawback, n'appliquent pas le mode d'impôt spécifié par l'article 2.

L'expression »sont admises« semble exclure cette dernière interprétation.

MM. Dupuy de Lome et Batanero proposent une nouvelle rédaction de l'article 4 :

Art. 4.

»Les Hautes Parties contractantes et leurs provinces d'outre-mer, colonies, ou possessions étrangères, qui ne perçoivent pas d'impôt sur les sucres, ou qui n'accordent, à l'exportation des sucres bruts, des sucres raffinés ou des glucoses, aucun drawback, remboursement, ni décharge de droits ou de quantités pouvant donner lieu à une prime, s'engagent à conserver un de ces systèmes pendant la durée de la Convention, ou, en cas de changement, à adopter le système établi à l'article 2.«

M. Verkerk Pistorius fait remarquer que cette rédaction réserverait aux pays visés par l'article 4 la faculté d'appliquer le système de l'admission temporaire, qui, alors même qu'il serait accepté pour les pays tombant sous l'application de l'article 2, ne peut pas être appliqué dans les pays qui se réservent le bénéfice de l'article 4.

M. Dupuy de Lome accepte la suppression des mots »pouvant donner lieu à une prime«, puisqu'ils renferment une question à discuter.

L'article est adopté avec cette modification et les réserves déjà formulées à une séance antérieure par le Délégué de l'Italie.

Le nouvel article remplace les articles 4 et 5 du projet actuel.

M. Sans-Leroy demande quel sera l'ordre du jour pour la séance de samedi prochain.

M. le Président répond qu'on discutera le texte de l'article 2 rédigé par la Commission, les conclusions de son rapport en ce qui concerne le régime applicable aux raffineries, et enfin l'article 3 concernant les équivalents offerts par la Belgique.

M. Sans-Leroy rappelle qu'on avait inscrit à l'ordre du jour de samedi prochain la discussion de la sanction pénale proposée par les Délégués espagnols. Il estime que l'attitude de chaque pays pourra se trouver considérablement modifiée par les éclaircissements qui seront fournis sur l'article 6 et par la décision qui interviendra.

M. Dupuy de Lome dit que les Délégués espagnols sont tout disposés à discuter leur proposition, d'autant plus qu'il est personnellement convaincu qu'il n'y a pas de convention possible s'il n'y a pas de sanction pénale. Ils laisseront à M. le Président le choix du moment de la discussion, mais il croit qu'il serait utile de reconnaître les opinions des diverses Puissances sur leur proposition, opinions que M. le Président a demandées à la quatorzième séance.

M. Sans-Leroy appelle l'attention de la Conférence sur ces paroles. Il fait remarquer que, devant une déclaration aussi grave, il est vraiment inutile d'alarmer les intérêts ou d'éveiller les susceptibilités par des discussions qu'un défaut d'entente sur un point capital rendrait sans objet. On peut dire que l'article 6 commande toute la discussion.

M. Dupuy de Lome tient à répéter que ce qu'il a dit a le caractère seulement d'une opinion personnelle.

M. le Président explique que lui-même ne sera pas en mesure d'annoncer à la Conférence la décision de son Gouvernement sur cet article avant la séance de lundi prochain.

La séance, ouverte à onze heures trois quarts, est levée à une heure et demie.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires,
H. Fernal, A. E. Bateman, E. Boizard.

Annexe A au procès-verbal de la seizième séance.

Rapport de la Commission.

A sa dixième séance, la Conférence a chargé une Commission de formuler un texte pour l'article 2 du projet de Convention. Cette Commission vient rendre compte de ses travaux. Elle a donné à la rédaction de cet article tous ses soins et toute son attention.

Le Délégué de la France avait particulièrement insisté pour que l'article 2 ne fût pas scindé. La majorité de la Commission a décidé néanmoins d'étudier, en premier lieu, la forme à donner à cet article en ce qui concerne les fabriques de sucre. A sa dernière séance, la Commission a adopté l'article dont le texte suit. Cet article impose aux pays contractants le système de la fabrication en entrepôt. Il défend d'accorder à l'exportation aucun drawback, de quelque sorte que ce soit.

Il exige, en outre, un ou plusieurs modes de contrôle sur la fabrication et un magasin pour les sucres achevés.

Art. 2.

» Les Hautes Parties s'engagent :

» A percevoir l'impôt sur les quantités de sucre destinées à la consommation, sans accorder à l'exportation aucun drawback ou remboursement de droits, ni aucune décharge qui puisse donner lieu à une prime quelconque.

» Dans ce but, elles s'engagent à soumettre au régime de l'impôt, sous la surveillance permanente de jour et de nuit des employés du fisc, les fabriques de sucres et les fabriques-raffineries, de même que les fabriques pour l'extraction du sucre des mélasses.

» A cette fin, les usines seront construites de manière à donner toute garantie contre l'enlèvement clandestin des sucres, et les employés auront la faculté de pénétrer dans toutes les parties de usines.

» Des livres de contrôle seront tenus sur une ou plusieurs phases de

la fabrication, et les sucres achevés seront déposés dans des magasins spéciaux offrant toutes les garanties désirables de sécurité.

»Par exception au principe mentionné au premier alinéa, on pourra accorder un remboursement ou une décharge des droits pour le sucre employé à la fabrication des chocolats et autres produits destinés à l'exportation, pourvu qu'il n'en résulte aucune prime.»

Le Délégué de la France avait insisté pour que le contrôle portât également sur toutes les phases de la fabrication. Cette proposition, vivement appuyée par la Belgique, n'a pas été adoptée.

Le Délégué belge a proposé l'addition ci-après de l'article 2.

»En ce qui concerne les fabriques de sucre, on devra constater, à titre de contrôle, la densité et le volume des jus de betterave.»

Cet amendement, admis d'abord par la majorité de la Commission, a été ensuite écarté, parce qu'on ne croyait pas toutes les mesures de contrôle pouvaient trouver place dans la Convention et que, dès lors, en mentionnant, à titre obligatoire, celle qui était proposé par la Belgique, on semblait exclure les autres.

A la suite d'une discussion, l'avant-dernier alinéa de l'article adopté est venu remplacer la proposition des Délégués belges.

En second lieu, la Commission a étudié le système à adopter pour les raffineries; mais, par suite de la différence d'opinion qui s'est produite, la Commission n'a pu formuler un texte d'article sur le régime qui doit leur être appliqué.

La différence d'opinion qui s'est manifestée implique une question de principe du premier ordre. La Commission a cru devoir en réserver la discussion à la Conférence plénière.

La Commission se borne à indiquer la question ainsi soulevée: c'est celle de savoir si les raffineries doivent être soumises au même régime que les fabriques.

Les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas ont demandé, en ce qui concerne les produits de raffineries, les mêmes garanties que celles adoptées contre les primes à l'exportation du produit des fabriques, un impôt basé sur les méthodes saccharimétriques n'offrant pas à leurs yeux de garanties suffisantes sous ce rapport.

Le Délégué français a présenté, au nom de son Gouvernement, un système qui consiste à établir l'impôt en évaluant par la saccharimétrie la quantité de raffiné contenue dans les sucres bruts. Bien que ce système présente, à ses yeux, plus de garanties que tout autre, il ne s'est pas opposé à l'adoption, dans les autres Pays, du système de l'entrepôt.

Le Délégué de la Belgique était d'avis que le système présenté par la France donne autant de garanties dans la pratique que le raffinage en entrepôt.

Le Délégué de l'Espagne a manifesté que son Gouvernement ne rejette pas en principe le système polarimétrique comme base d'impôt pour les raffineries, pourvu que l'adoption de ce système ne comporte aucune espèce de prime.

Le Délégué de la Russie était d'avis que le système de saccharimétrie, proposé par le Délégué de la France, peut continuer à fonctionner en France sans porter préjudice à la Convention.

La Commission avait également reçu le mandat d'étudier les différents projets préparés pour l'application des principes contenus dans la Convention. Elle n'a pas cru devoir procéder à cet examen, attendu qu'elle considère qu'il serait prématuré, s'il précédait l'adoption de ces principes par la Conférence.

Henry de Worms.

Jachningen.

Comte de Kuefstein.

Guillaume.

Ant^o Batanero.

Ch. Sans-Leroy.

F. G. Walpole.

W. A. P. Verkerk Pistorius.

G. Kamensky.

Annexe au Rapport de la Commission.

Le Délégué de l'Allemagne avait présenté la rédaction suivante pour l'article 2 :

»1^o Les fabriques de sucre (fabriques de sucre brut raffiné, établissements où l'on extrait le sucre de la mélasse, etc.) doivent être d'une construction qui permette de surveiller la marche de la fabrication et les objets fabriqués jusqu'au moment où ceux-ci sortiront de la fabrique, et qui donne toutes les garanties possibles contre un enlèvement clandestin de sucre ;

»2^o La fabrication du sucre (la production de sucre brut, toute opération de raffinage du sucre brut, etc.) doit être soumise à la surveillance permanente des employés du fisc. Le sucre doit être déposé, jusqu'au moment où l'expédition définitive de la part de l'autorité fiscale aura lieu, dans des magasins dont la construction donne toute sûreté, et qui seront fermés conjointement par les employés de la fabrique et ceux du fisc ;

»3^o Le montant de l'impôt sur la consommation doit être le même pour tous les sucres durs ou liquides qui seront soumis à cet impôt, excepté, s'il y a lieu, les résidus de la fabrication de sucre (sirops, mélasses) ;

»4^o L'impôt sur la consommation sera prélevé au moment où le sucre sort du contrôle du fisc pour entrer dans la libre circulation, et il sera perçu d'après la quantité effective du sucre.

»Il est défendu d'accorder aucune rémission du poids à titre de déchets causés par la fabrication ;

»5^o La perception de l'impôt pour la consommation peut être remise si le sucre est destiné à l'exportation. L'impôt pour la consommation une fois perçu, il est défendu de le restituer à l'exportation.

» Des exceptions à cette défense ne sont admissibles qu'à l'exportation d'objets fabriqués contenant du sucre (chocolat, confitures, etc.), dans le cas où l'impôt pour la consommation était perçu pour le sucre dont on s'est servi pour produire ces objets. »

Cette rédaction a servi de base à la discussion de l'article 2. La plupart des dispositions de la proposition allemande (1, 2, 4 et 5) ont été admises en principe; on n'a généralement écarté que celles qui introduiraient dans la Convention des détails qui ne semblent pas devoir s'y trouver.

Annexe B au procès-verbal de la seizième séance.

Raffineries.

Proposition des Délégués des Pays-Bas.

En se référant à la seconde partie du rapport de la Commission sur l'article 2 du projet de Convention, les Délégués des Pays-Bas ont l'honneur de soumettre à l'examen de la Conférence le projet d'article suivant sur le régime à adopter pour les raffineries :

» Art. 3.

» Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre les raffineries de sucre au même régime que les fabriques de sucre.

» Cependant, elles se réservent d'évaluer, par les méthodes saccharimétriques, la quantité de raffiné que représentent les sucres bruts admis dans les raffineries en franchise de droits à charge d'exportation après raffinage, sauf à prélever les droits des excédents à constater par la surveillance permanente à la sortie et par l'inventaire des sucres et sirops qui se trouvent dans la raffinerie. Cet inventaire devra se faire au moins une fois par an. »

Pour motiver cette proposition, il suffira de rappeler que les Délégués de quelques Puissances ont cru devoir s'opposer à l'adoption du système présenté par la France, parce qu'à leurs yeux l'évaluation du rendement au raffinage par la méthode saccharimétrique ne donnerait pas de garanties suffisantes contre les primes à l'exportation. De leur côté, les Délégués de France, appuyés par ceux d'autres Puissances, ont soutenu qu'un système d'impôt basé sur les rendements saccharimétriques présente une meilleure garantie que les autres.

Après plus ample examen, les Délégués des Pays-Bas croient que tous les Gouvernements intéressés pourraient tomber d'accord sur un système d'entrepôt réduit à sa plus simple expression — contrôle à l'entrée et surveillance permanente à la sortie complétée par l'inventaire des raffineries — combiné avec une prise en charge et avec décharge à l'exportation d'après les résultats de l'analyse saccharimétrique. D'un côté, ce système présenterait bien moins de difficultés que l'exercice suivi des raffineries, sur les inconvénients duquel les Délégués français ont particulière-

ment insisté dans la Commission; d'un autre côté, en assurant la perception des droits des excédents éventuels en fin de compte et en basant de la sorte l'impôt non pas sur des rendements présomptifs, mais sur le résultat réel du raffinage, il rendrait justice aux craintes exprimées par les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas.

Les Délégués des Pays-Bas ont l'honneur de soumettre la proposition qui précède *ad referendum* aux divers Gouvernements.

Dix-Septième séance.

(Samedi 5 mai 1888.)

Présidence de M. le Baron Henry de Worms.

Étaient présents:

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

La séance est ouverte à onze heures trois quarts.

Un texte du projet de Convention est distribué à MM. les Délégués.

Ce texte indique quels sont les articles que la Conférence a déjà adoptés et quels sont ceux qui restent à discuter.

M. Sans-Leroy demande la parole. Il tient à dire que les Délégués français viennent d'être avisés que des instructions complémentaires leur sont adressées de Paris sur les différents points traités par l'article 2. M. Sans-Leroy ajoute qu'avant de prendre part à la discussion les Délégués français doivent attendre que ces instructions leurs soient parvenues. D'ailleurs, elles ne sauraient tarder.

M. le Président répond que, si les instructions des Délégués français ne sont pas encore arrivées, on ne peut leur demander de discuter l'article 2 avant de les avoir reçues. Il demande à MM. les Délégués belges s'ils sont disposés à accepter la discussion sur l'article 4.

M. Guillaume rappelle que déjà à la précédente séance il s'en était rapporté à la décision de la majorité; il avait fait observer, il est vrai, que l'article 4 constitue une exception aux règles posées par les articles 2 et 3, et qu'il paraissait naturel de s'entendre sur la règle avant de discuter l'exception; mais il répète qu'il est tout prêt à accepter la discussion, si la Conférence le demande.

M. le Président croit que le temps est précieux, et qu'en vue des difficultés que présentent les articles 2 et 3, il conviendrait d'aborder l'article 4.

M. Guillaume ayant déféré à l'observation de M. le Président, la discussion est ouverte sur l'article 4.

M. Jordan déclare que, n'ayant pas reçu de nouvelles instructions, il est obligé de répéter que, dans la pensée de son Gouvernement, le sy-

système d'impôt adopté en commun par les Puissances représentées à la Conférence devrait s'appliquer à tous les pays adhérents, et que, dès lors, la position exceptionnelle stipulée pour la Belgique par l'article 4 ne lui paraît pas acceptable. Il exprime donc le vœu que la Belgique finisse par se rallier au système d'entrepôt qu'il espère voir adopté définitivement par la Conférence.

M. du Jardin fait observer que les paroles de M. Jordan font apparaître l'inconvénient de discuter l'article 4 avant d'avoir arrêté les articles précédents. On ne s'est pas encore mis d'accord sur le régime qui doit constituer la règle. On a parlé d'entrepôt, mais on a aussi parlé d'exercice, et, en définitif, on n'est pas tombé d'accord.

M. Guillaume prie M. le Président d'examiner si, avant d'appeler chaque Délégué à se prononcer sur l'article 4, il ne conviendrait pas de laisser aux Délégués belges le soin d'exposer la situation et de faire connaître les intentions de leur Gouvernement.

La parole est donnée à M. Guillaume.

M. Guillaume ne veut pas abuser de la patience de ses collègues. Il ne reviendra pas sur les motifs économiques qui empêchent la Belgique de prendre un système que d'autres pays sont disposés à accepter. Il dira seulement qu'à ces motifs s'en ajoutent d'autres d'ordre politique. Il insiste sur ce point, parce qu'on a dit souvent qu'il y a mauvais vouloir de la part de la Belgique, qu'elle ne veut pas adopter le système admis par les autres Puissances représentées. La vérité est qu'elle ne le *peut* pas. Dans l'intervalle des deux sessions, le Gouvernement belge a fait connaître explicitement au Gouvernement britannique, par l'intermédiaire de Lord Vivian, l'existence de ces motifs. M. Guillaume n'a pas mission de les exposer devant la Conférence; il se bornera à dire que le ministère actuel ne fait que se conformer à ce qu'ont fait avant lui tous les ministères qui, depuis vingt-cinq ans, se sont succédé et ont toujours refusé d'introduire en Belgique le régime de l'exercice. Au cours de la première session, M. Walpole a dit que des industriels avaient demandé, et que la section centrale de la Chambre avait proposé, de substituer le régime de l'exercice au régime actuel. Cela est vrai, et, cependant, le Gouvernement n'est pas entré dans la voie qu'on lui a indiquée. Il faut évidemment qu'il ait eu, pour cela, des raisons bien sérieuses. On ne saurait donc pas accuser le Gouvernement actuel de mauvaise volonté. Il a prouvé, d'ailleurs, quels sont les sentiments qui l'animent en prenant naguère l'initiative d'une Conférence pour la suppression des primes. On peut être sûr qu'on trouvera toujours la Belgique à la tête des nations qui demandent la liberté la plus absolue en matière commerciale.

Cela établi, le Gouvernement belge avait à rechercher les équivalents qu'il pouvait proposer : c'est à l'élévation de la prise en charge à un taux qui fasse disparaître la prime pour l'ensemble des fabricants et à une diminution des droits pour atténuer les inégalités qui pourraient exister entre les fabricants qu'il s'est arrêté. M. Guillaume comprend parfaitement que l'on discute la valeur de ces équivalents, et il est prêt à soutenir la discussion sur ce point.

Ce qu'il comprendrait moins, c'est que, par une sorte de question préalable, on écartât *a priori* tout équivalent. Il ne voit pas pourquoi on refuserait à la Belgique ce qu'on est prêt à accorder à d'autres pays. Au sein de la Commission toute la discussion a roulé sur des équivalents. Les uns sont partisans de l'exercice qui suit la matière dans toutes ses transformations, les autres se contentent de l'entrepôt qui fait reposer toute la garantie du Trésor sur la surveillance exercée par les employés à la sortie des usines.

M. Guillaume ne suspecte pas la bonne foi des employés qui seront attachés à la surveillance des établissements, mais il ne croit rien apprendre de nouveau à la Conférence en disant que ces agents, faiblement rétribués, sont exposés à bien des tentations. Dans certains pays, on a cherché un complément de garanties en prescrivant un certain mode d'emballage et l'application de marques de fabrique; ailleurs, on oblige les fabricants à présenter leurs livres de commerce.

Il ne faut pas dire qu'on ne veut pas d'équivalents, puisque les systèmes que les autres Puissances sont sur le point d'adopter sont les équivalents les uns des autres. En admettant qu'on pût arriver à l'uniformité de législation, l'identité ne saurait exister aussi longtemps qu'il y aura des tarifs différents, puisque le bénéfice réalisé par l'industriel, grâce aux *fausses* de la législation, est proportionné au taux de l'impôt. La Conférence reconnaîtra donc que, dans l'intérêt de la justice et de l'équité, elle ne peut repousser *a priori* les équivalents de la Belgique. L'esprit des populations, les habitudes administratives ne sont pas partout les mêmes. L'uniformité de législation pourrait amener dans la pratique de véritables inégalités, comme l'a si excellemment dit M. le Président à la fin de la première session. Faut-il parler encore des exceptions que la Conférence est toute prête à admettre en faveur de certains pays, de la Russie, par exemple, en ce qui concerne ses primes sur les frontières d'Asie et de remboursement à l'exportation des droits perçus sur la totalité de la production? Hier encore, la Commission autorisait une exception au régime de l'entrepôt en ce qui concerne l'exportation des chocolats. M. Guillaume est loin de réclamer contre ces dérogations, mais il ne comprendrait pas qu'on refusât des équivalents à la Belgique quand on en accorde à tout le monde. Le seul point sur lequel il n'y ait qu'un sentiment, c'est qu'il faut supprimer les primes dans la mesure du possible. La Belgique, en ce qui la concerne, s'engage à le faire.

Mais, s'il ne peut s'expliquer qu'on repousse en principe le système des équivalents, M. Guillaume admet parfaitement que l'on discute le taux de la prise en charge. Un premier argument qui milite en faveur du système belge, c'est qu'avec ce système toute fraude est impossible, grâce à l'appareil de contrôle actuellement employé, et que M. le Président ainsi que M. le Comte d'Onslow ont pu voir fonctionner avec une exactitude absolue dans les fabriques belges. De ce côté le système de la Belgique présente des garanties complètes.

Il reste à examiner si le taux de la prise en charge est en rapport avec les rendements effectifs. Dans le Mémoire qu'il a présenté, le Gou-

vernement belge proposait de le porter successivement à 1,700 grammes pour la première année, et à 1,750 et 1,775 grammes pour les années suivantes, chaque fois avec deux années d'intervalle. Sur la demande qui a été faite par la Cabinet britannique pour faciliter une entente, son Gouvernement l'autorise à déclarer aujourd'hui qu'il consentirait à élever la prise en charge à 1,750 grammes dès la première année de la mise en vigueur de la Convention, et à 1,800 grammes à l'expiration de la deuxième année.

M. Guillaume croit que c'est là une grande concession, et que, dans de telles conditions, aucune prime n'est à craindre sur l'ensemble de la fabrication. La seule objection possible, c'est qu'il pourra subsister quelques avantages pour les fabricants exceptionnellement favorisés. C'est évidemment là une conséquence d'un système où la prise en charge doit représenter la moyenne des rendements effectifs. Mais, à côté des fabricants qui conserveront quelques avantages, il y en aura d'autres qui auront des primes à rebours, c'est-à-dire, qui n'atteindront pas la prise en charge légale, et la compensation s'établira dans l'ensemble.

A ce sujet, M. Guillaume croit devoir rappeler qu'en Belgique les betteraves n'atteignent pas la richesse de celles qui sont cultivées dans les Pays-Bas. Dans le midi de la Belgique, il y a des fabricants qui seront loin de réaliser le taux de la prise en charge. On a fait cette objection qu'en imposant une moyenne à tous les fabricants on amènera la disparition des usines qui n'atteindront pas cette moyenne. Cette éventualité n'est pas à craindre, parce que le Gouvernement belge, en élevant la prise en charge à la moyenne des rendements, diminue de moitié le taux de l'impôt, ce qui diminue dans la même proportion l'inégalité entre les fabricants. Il en résultera que, si la Proposition belge est acceptée, les fabricants qui n'ont que des rendements peu élevés se trouveront, vis-à-vis de leurs confrères, dans une situation meilleure que celle qu'ils ont aujourd'hui, puisque l'écart entre les rendements ne sera affecté que d'un droit inférieur de moitié à ce qu'il est aujourd'hui.

M. Guillaume croit avoir répondu d'avance à toutes les objections que l'on pourrait lui faire. Il conçoit que chaque pays se préoccupe de n'être pas victime de la législation appliquée dans les pays voisins. Mais la Belgique a, comme tout autre pays, le droit de demander qu'on ne la place pas dans une position d'infériorité. On a souvent suggéré que, pour la Belgique, le meilleur moyen de supprimer toute prime est de supprimer ses droits. Mais cette solution radicale, outre qu'elle imposerait au Trésor un sacrifice financier qu'aucun autre pays ne serait disposé à accepter, placerait les fabricants belges dans une situation désavantageuse. Les plus grands partisans du travail en entrepôt ne nient pas que ce système ne laisse subsister ce qu'on a appelé *des fissures*. Il ne serait donc pas juste d'imposer à la Belgique, qui par ses concessions montre un vif désir d'abolir toute prime, une condition qui mettrait en péril son industrie, car elle lui ferait subir, sans compensation possible, les conséquences de tout ce qu'il pourrait y avoir ailleurs de défauts et d'inexactitudes.

M. Jordan est persuadé que son Gouvernement est tout disposé à

examiner encore la Proposition belge et les motifs invoqués par M. Guillaume. Mais, pour le moment, ses instructions lui disent que l'exception concédée à la Belgique par l'article 3 du Projet de convention ne paraît pas acceptable, d'autant plus que, conservant l'impôt sur le jus, la Belgique ne pourra pas éviter toute prime d'exportation. M. Jordan est convaincu que son Gouvernement ne refusera pas d'examiner de nouveau la question, et peut-être les arguments invoqués par M. Guillaume pourront-ils le convaincre. Mais M. Jordan n'a pas le droit de préjuger sa décision.

M. le Comte de Kuefstein se réfère aux paroles du Mémoire de l'Autriche-Hongrie pour préciser l'opinion des Gouvernements de Vienne et de Budapest. »Nous ne pouvons«, y est-il dit, »accepter la stipulation relative à la Belgique. La plupart des Délégués ont déjà déclaré que les équivalents offerts par la Belgique sont insuffisants et inacceptables. Nous ne pouvons qu'approuver cette manière de voir.« Lorsqu'il a formulé en ces termes son appréciation, il n'avait pas connaissance des considérations nouvelles qui viennent d'être soumises à la Conférence et que M. Guillaume a fait valoir si chaudement. Le Comte de Kuefstein s'empresse de les communiquer à son Gouvernement. Il demande toutefois la permission d'observer que, s'il s'est prononcé jusqu'ici contre les équivalents proposés par la Belgique, c'est que ce système ne lui paraît pas offrir les mêmes garanties que l'entrepôt. Chaque système, sans doute, peut avoir ses fautes; mais ici, c'est le système en lui-même qui est considéré comme défectueux.

Devant les raisons politiques citées par M. Guillaume, M. le Comte de Kuefstein doit s'abstenir de toute appréciation. Tous les Délégués sont convaincus que chaque Gouvernement est inspiré de la même volonté. En ce qui concerne l'argument tiré des équivalents que la Conférence serait prête admettre en faveur d'autres pays, M. le Comte de Kuefstein fait remarquer qu'il s'est toujours prononcé contre tous les équivalents, et que la Conférence n'en a pas encore acceptés. Les exceptions citées sont loin d'avoir, comme dérogations à la loi commune, la portée des équivalents proposés par la Belgique. D'un côté, il s'agit de régler de simples détails; de l'autre, c'est tout un système particulier qu'on veut substituer à la règle commune. M. le Comte de Kuefstein termine en répétant que, d'après ses instructions, il doit se prononcer une fois de plus contre le système des équivalents, mais qu'il soumettra à son Gouvernement les nouvelles propositions. Quant aux marques auxquelles, M. Guillaume a fait allusion et que le projet de loi austro-hongrois adopte, il faut distinguer les marques de fabrique et les marques de paiement analogues à un précédent des États-Unis et dont on attend de très bons résultats.

M. de Barner dit que son Gouvernement n'ayant pas, dans sa réponse officielle, fait d'objections contre le système belge, il se bornera à dire que, dans son opinion personnelle, il serait bon d'avoir le même système dans tous les pays contractants, pour éviter les soupçons que fera naître inévitablement l'existence de deux systèmes différents.

M. de Smet fait remarquer que, lors de la première session de la Conférence, le Délégué du Danemark avait, de même que le Délégué de

la Suède, accepté sans réserves le système d'équivalents proposé par la Belgique, alors cependant que les concessions faites à cette époque par les Délégués belges étaient moins larges que celles qu'ils offrent aujourd'hui.

M. Batanero dit que l'Espagne n'a pas, dans la question des équivalents belges, le même intérêt que les pays dont les fabricants utilisent la betterave comme matière première. L'Espagne serait disposée à considérer comme satisfaisants des équivalents dans lesquels les Puissances productrices de sucre de betterave, mieux placées pour en apprécier la valeur, auraient trouvé des garanties suffisantes. L'Espagne se ralliera donc à la manière de voir de la majorité des Puissances qui produisent du sucre de betterave.

M. Sans-Leroy ne croit pas, comme il l'a déjà dit dans la dernière séance, avoir à se prononcer sur la question actuellement en discussion. Il lui paraît inadmissible que le mode de perception de l'impôt proposé par une Puissance soit discuté avant que toutes les autres aient fait connaître, par des projets détaillés, conformément au Protocole du 19 décembre, la régime sous lequel elles entendent se placer.

M. le Président demande si, dans le cas où M. Sans-Leroy aurait reçu les instructions de son Gouvernement, les mêmes motifs l'auraient empêché d'accepter la discussion sur l'article 2.

M. Sans-Leroy demande à ne pas répondre à cette question. Il désire réserver sa liberté d'action jusqu'à plus ample informé.

M. Catalani n'a pas d'observations à présenter; il se ralliera à l'opinion de la majorité.

M. Verkerk Pistorius se réfère à l'opinion de son Gouvernement, que le but de la Convention, c'est-à-dire l'abolition des primes, ne pourra être atteint par la voie dans laquelle la Belgique offre de s'engager. (Lettre de M. de Karnebeck au Chargé d'affaires de Sa Majesté Britannique à la Haye, du 3 mars dernier.) Cette opinion est confirmée par le Rapport du Gouvernement belge lui-même, qui reconnaît que toute moyenne pour la fixation du taux de la prise en charge laissera un avantage à quelques industriels. Les Délégués néerlandais ne sauraient admettre que cet avantage ne s'étendit qu'à quatre ou cinq fabriques situées dans une zone spéciale du territoire belge. D'après leurs renseignements, les quatre-cinq situées dans les provinces d'Anvers, de Brabant, des deux Flandres et de Liège, soit presque un tiers du total de la Belgique, auraient de très bonnes betteraves à leur disposition; et en Hesbaye, elles seraient aussi bonnes que dans la province néerlandaise de Zelande, où plusieurs fabriques belges viennent, du reste, s'approvisionner. Quant à l'estimation des excédents obtenus dans les fabriques des Pays-Bas et qui, selon le Rapport du Gouvernement belge, supposeraient des rendements pratiquement impossibles, les Rapports des employés, tout en reposant, pour la majorité des fabriques, sur des constatations non prescrites par la loi, sont dressés avec le plus grand soin, et leur exactitude est confirmée par le caractère frappant de régularité qu'ils présentent. Bien que ces Rapports soient faits chaque année par des employés différents, ce sont toujours les mêmes fabriques qui obtiennent les excédents les plus ou les moins considérables,

fait dont, du reste, dans la plupart des cas, la cause est connue. Ainsi telle fabrique, située à proximité des frontières allemandes et pouvant se procurer par cette circonstance des betteraves de qualité exceptionnelle, obtient régulièrement des excédents qui varieraient de 24 à 80 p. 100.

M. Pistorius se réfère, du reste, aux détails qu'il a déjà communiqués, à ce sujet, dans la séance du 14 décembre 1887, et que, depuis cette époque, les évaluations pour la campagne 1887—1888 sont venues confirmer. En prenant pour base la moyenne des trois dernières campagnes, on arrive à un excédent de 17 p. 100, ce qui, avec la prise en charge actuelle dans les Pays-Bas (1,450 grammes de raffiné, soit 1,647 grammes de sucre brut à 88 p. 100), conduirait à un rendement de 1,927 grammes par hectolitre et par degré de densité des jus. L'hypothèse de fraude, mise en avant dans le Rapport du Gouvernement belge, est inacceptable, à moins d'admettre que la soustraction frauduleuse des jus se fit régulièrement dans toutes les fabriques.

Si M. Pistorius attache tant de prix aux renseignements qui précèdent, c'est surtout parce que, dans son opinion, ils donnent, en quelque sorte, la mesure des progrès que l'agriculture et l'industrie ont faits depuis 1879, époque de laquelle date le Livre bleu, cité dans le Mémoire du Gouvernement belge, d'après le Rapport de l'enquête allemande. Ces progrès ont-ils atteint leurs dernières limites? Le contraire paraît résulter de l'extrait d'un Mémoire de l'Établissement chimique de la Société centrale pour l'industrie sucrière, communiqué par M. le Délégué de l'Autriche-Hongrie.

Comme, d'ailleurs, la majorité des Délégués accepte les nouvelles propositions de MM. les Délégués belges *ad referendum*, M. Pistorius ne refuse pas de suivre cet exemple et les communiquera à son Gouvernement, afin de faire connaître sa décision.

M. Guillaume fait observer que le Mémoire autrichien cité par M. Pistorius n'a aucun caractère officiel. Il préfère s'en rapporter aux indications de l'enquête allemande.

Quant aux chiffres de rendement cités, M. Guillaume insiste sur ce point que, dans la séance du 14 décembre 1887, M. le Premier Délégué des Pays-Bas disait que le rendement moyen des fabriques de son pays était de 1,900 grammes, et il ajoutait loyalement qu'il ne mentionnait pas ce chiffre pour mettre la Belgique en demeure d'élever sa prise en charge à ce taux. Il reconnaissait donc implicitement que le rendement moyen est moins élevé en Belgique que dans les Pays-Bas. En effet, si un certain nombre de fabricants belges atteignent les rendements hollandais, tous les fabricants du Midi, c'est-à-dire plus de la moitié des fabricants belges, sont loin d'y arriver et d'obtenir les rendements proposés par la Belgique.

M. le Comte de Knefstein dit que le document auquel on a fait allusion émane de l'Établissement technique de la Société industrielle sucrière. Ce document a été préparé avec beaucoup de soin; mais c'est à titre tout à fait officieux qu'il l'a communiqué à la Conférence.

M. Kamensky rappelle que la note que M. l'Ambassadeur de la

Russie a adressée, au Marquis de Salisbury exprime positivement, comme l'opinion du Gouvernement Impérial, qu'il ne croit pas pouvoir consentir à la continuation du système de la perception de l'accise adopté en Belgique. Cette opinion a été formée sur la proposition belge telle qu'elle a été formulée dans le premier projet de convention, le 19 décembre dernier, quand le Gouvernement Impérial ne connaissait pas encore les nouvelles concessions offertes par la Belgique. M. Kamensky croit donc qu'il est de son devoir de les soumettre à l'appréciation de son Gouvernement, en ne les recevant que provisoirement *ad referendum*.

M. le Président, s'exprimant au nom du Gouvernement Britannique, déclare que ce Gouvernement se ralliera à l'opinion de la majorité des Puissances productrices de sucre de betterave.

Il résume, ensuite, les opinions exprimées par les Délégués.

M. le Comte d'Onslow dit que M. le Président vient de donner un sommaire très exact des vues des Délégués, à l'exception des Délégués français. Il regrette cette abstention, parce qu'il a cru comprendre que les raisons par lesquelles M. Sans-Leroy a refusé de se prononcer sur l'article 3 étaient également applicables à l'article 2. Il demande donc aux Délégués français de faire connaître leurs intentions.

Le Protocole de clôture du 19 décembre contenait ces mots : »Chaque Gouvernement communiquera au Gouvernement Britannique . . . un projet indiquant les bases d'application du système d'impôt sur les quantités produites.« La Conférence a eu sous les yeux les bases d'application proposées par l'Autriche-Hongrie, par la Belgique, par la France, par les Pays-Bas, la Russie, ainsi que le texte de la loi actuelle de l'Allemagne. On ne comprend pas ce qu'attendent les Délégués français. Au cours de la dixième séance, M. Pallain a exprimé l'avis qu'« après avoir adopté le principe général de l'article 2 dans la forme sous laquelle il a été soumis à l'appréciation des Gouvernements signataires du Protocole du 19 décembre 1887, il y a lieu de considérer les projets de loi comme les instruments nécessaires qui doivent procurer l'exécution du système d'impôt défini dans ses dispositions générales par le projet de Convention.«

Il paraît donc que les projets actuellement devant la Conférence ne seraient pas considérés comme répondant au Protocole du 19 décembre, et que les Délégués devraient demander à leurs Gouvernements des projets nouveaux et détaillés. Les Délégués français demandent-ils que la Conférence procède elle-même à l'examen de ces nouveaux projets, et que cette étude précède l'examen de l'article 2?

M. Pallain fait remarquer que la citation faite par M. le Comte d'Onslow ne fait que confirmer l'opinion exprimée par son Collègue.

L'article 1^{er} déclare que les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures qui constitueront une garantie absolue et complète qu'il ne soit accordé aucune prime ouverte ou déguisée à la fabrication ou à l'exportation de sucres. Quelles seront ces mesures? Comment constitueront-elles une garantie absolue et complète? Peut-on les rencontrer dans une disposition générale? Doit-on, au contraire, comme l'ont demandé les Délégués français, les prendre dans les projets de loi déposés

ou à déposer entre les mains du Gouvernement Britannique, qui s'est chargé de les réunir.

M. Pallain rappelle les termes du Protocole et du commentaire que M. le Président en a fait dans son allocution de clôture, où l'on ne pouvait tracer un programme plus net des travaux de la Conférence dans la seconde session, qui s'est ouverte le 5 avril :

»La loi que le Gouvernement de chaque État formulera devra établir nettement que la prime cessera désormais d'exister chez lui. Il incombe à chaque Gouvernement d'agir comme si la réalisation du désir commun dépendait de lui seul; il faut que les dispositions de chacune des lois soient d'une efficacité si complète et si évidente que les autres Gouvernements n'aient aucune difficulté à y trouver toutes les garanties qu'ils ont le droit de demander, et sans lesquelles ils ne voudraient pas, de leur côté, faire partie de l'Union.« »Si nous nous séparons, ce n'est que pour préparer les lois qui donneront un corps au projet de Convention que nous venons de rédiger.«

M. Sans-Leroy dit que M. Pallain a parfaitement expliqué les motifs qui lui ont dicté son abstention, laquelle était, d'ailleurs, la conséquence naturelle de l'attitude prise par les Délégués français à la précédente séance. Quant à lui personnellement, sans répondre à la mise en demeure de M. le Comte d'Onslow, il insiste sur la liberté qu'il croit avoir de réserver provisoirement sa manière de voir sur le point en discussion, d'autant plus qu'il espère être bientôt en mesure de faire une réponse plus catégorique qu'il ne pourrait le faire aujourd'hui.

M. le Comte d'Onslow admet cette réserve pour la séance d'aujourd'hui; mais il a cru comprendre que les Délégués français ne voulaient pas prendre part à la discussion de l'article 2 avant d'avoir examiné les divers projets de loi et la loi allemande.

M. Sans-Leroy répète qu'il réserve, d'une manière générale, pour aujourd'hui, son attitude, et proteste contre toute spécification qu'il n'aurait pas faite.

M. le Comte d'Onslow dit que les Délégués britanniques voudraient savoir si les Délégués français maintiendront leur attitude de réserve à la prochaine séance.

M. Sans-Leroy répond que son attitude sera conforme à ses instructions.

M. le Président dit qu'en effet l'attitude de MM. les Délégués français doit dépendre nécessairement des instructions qu'ils attendent.

Sur l'article 4, il est entendu que les Délégués en référeront à leurs Gouvernements et communiqueront le plus tôt possible les réponses qui leur seront faites.

La séance est levée à deux heures.

La prochaine séance est fixée à lundi 7 mai, à trois heures.

Le Président de la Conférence,

Henry de Worms.

Les Secrétaires,

H. Farnall, A. E. Batemann, E. Boizard.

Dix-Huitième séance.

(Lundi 7 mai 1888.)

Présidence de M. le baron Henry de Worms.

Étaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

Les procès-verbaux de la treizième et de la quatorzième séance sont adoptés.

M. le Président prie M. le Comte de Kuefstein de prendre place au fauteuil pendant quelques instants.

M. Sans-Leroy demande la parole.

Il dit que les Délégués britanniques ont particulièrement insisté pour connaître l'opinion de la France sur une question qui a été l'objet d'une récente discussion, celle du régime applicable à la Belgique. Il doit déclarer aujourd'hui que, dans les nouvelles instructions adressées à ses Délégués, le Gouvernement Français insiste pour que le système Belge ne soit pas adopté. Cependant, à la dernière réunion, M. Guillaume a formulé des propositions nouvelles, et, bien qu'il n'ait pas grand espoir de les voir agréer, parce que les objections portent sur le principe même du système, M. Sans-Leroy se fera un devoir de les soumettre à son Gouvernement. En résumé, la France est hostile à tout système de prise en charge; mais ses Délégués ne manqueront pas de porter à la connaissance de leur Gouvernement les explications qui ont été fournies par M. Guillaume.

M. Guillaume fait remarquer que l'opposition faite par le Gouvernement Français au principe même des équivalents Belges ne se concilie guère avec la proposition formulée par ce Gouvernement pour ses raffineries. Il est évident que le système qu'il a proposé pour ces établissements ne peut être présenté que comme un équivalent au système adopté par les autres Pays. Ce n'est donc pas sans quelque surprise que M. Guillaume rencontre, de la part des Délégués français, une opposition aussi catégorique contre toute prise en charge, car il est évident que le régime de l'admission temporaire et de la saccharimétrie repose, comme le système de prise en charge Belge, sur une présomption de rendement. M. Guillaume rappelle qu'il a appuyé les propositions françaises, parce qu'elles reposaient sur les mêmes principes que le système Belge. Il aurait compris que les Délégués discutassent le taux de la prise en charge, mais non qu'ils fussent opposés au principe même du système.

En terminant, M. Guillaume prend acte de la promesse faite par M. Sans-Leroy d'en référer de nouveau à son Gouvernement.

M. Sans-Leroy déclare qu'il ne peut accepter l'assimilation que M. Guillaume voudrait établir. Il ne reprendra pas une discussion épuisée en exposant de nouveau comment le système Français met sous la main du fisc, par une surveillance ininterrompue des phases de la fabrication,

la totalité du sucre effectivement obtenu sans qu'aucune parcelle puisse échapper à l'impôt. Mais, puisque M. Guillaume lui demande d'en référer à son Gouvernement, il tient à dire que les relations si courtoises qui existent entre les Délégués, lui font un devoir de déférer à ce désir; sans cela, les instructions qu'il a reçues sont si positives qu'il oserait à peine soumettre, de nouveau, la question à son Gouvernement.

M. le Baron de Worms reprend place au fauteuil.

M. le Président propose d'aborder la discussion de l'article 2.

M. Jordan dit qu'il n'a pas de nouvelles observations à faire sur l'article 2, mais qu'il s'intéresserait beaucoup à la discussion de cet article si de nouvelles propositions étaient faites. A ses yeux, il conviendrait peut-être de renoncer à la règle de la discussion par ordre alphabétique, et de demander d'abord si personne n'a d'amendements à proposer. M. Jordan n'a rien à ajouter à la déclaration qu'il a faite à la seizième séance, dans les termes ci-après :

» M. Jordan fait observer, en premier lieu, que l'article 2, tel qu'il a été formulé par la Commission, est incomplet, car il ne vise que les fabriques de sucre; il ne sait pas si le Gouvernement allemand donnerait son adhésion à un article établissant un régime pour les fabriques seulement; M. Jordan pense que son Gouvernement voudrait examiner en même temps les propositions relatives aux raffineries.«

M. le Comte de Kuefstein déclare qu'il s'en réfère au mémoire présenté par le Gouvernement Impérial et Royal, et dans lequel un seul et même régime est demandé pour les fabriques et pour les raffineries. Aux yeux de M. le Comte de Kuefstein, la question des raffineries est liée à celle des fabriques. Il n'a rien de particulier contre les stipulations de l'article 2 tel qu'il a été rédigé par la Commission. Cependant, son adhésion définitive dépend de ce qui sera décidé sur l'article 3.

M. le Comte d'Onslow croit qu'il faut demander à chaque Délégué s'il accepte l'article 2 dans le cas où l'article 3 lui donnerait satisfaction.

M. Guillaume n'a pas d'observations à faire.

M. de Barner pourrait accepter l'une ou l'autre des deux rédactions qui figurent au projet de Convention; mais il préfère l'article tel qu'il a été soumis à la Conférence par la Commission.

M. Batanero accepte l'article 2 tel qu'il a été rédigé par la Commission, mais il entend qu'il doit être soumis à son Gouvernement avant de procéder à la signature de la Convention.

M. Sans-Leroy déclare qu'il accepte, en principe, l'article 2, tout en maintenant ses réserves, qui portent sur deux points principaux. D'une part, le mot »entrepôt« ne lui paraît pas avoir un sens bien défini. Il croit que le terme »exercice« le remplacerait avantageusement. D'autre part, des termes du quatrième alinéa: »Des livres de contrôle seront tenus par une ou plusieurs phases . . .« il semble résulter qu'on pourrait se contenter de surveiller une seule phase de la fabrication. C'est sur ce point que M. Sans-Leroy fait toutes ses réserves; à ses yeux, l'exercice doit porter sur toutes les phases de la fabrication, de telle sorte que les constatations s'enchaînent et se contrôlent les unes par les autres.

Sous les réserves qui ont déjà été faites au sein de la Commission, M. Sans-Leroy accepte l'article 2.

M. Pallain ajoute qu'en tant qu'il s'agit des fabriques, le travail en entrepôt ne peut signifier que l'exercice de ces établissements. Il ne peut suffire de cet engagement général pour compenser le régime rigoureux proposé par le Projet français. Quand les États représentés auront produit devant la Conférence les lois et règlements qu'ils entendent appliquer en conformité avec l'article 2, alors seulement on pourra en apprécier la portée.

M. Catalani déclare que, si tout le monde tombe d'accord, et malgré les inconvénients qu'un changement de régime peut avoir pour l'Italie, son Gouvernement acceptera l'article 2 tel qu'il a été rédigé par la Commission. M. Catalani retire donc les réserves qu'il avait formulées sur l'article 5.

M. Verkerk Pistorius n'a pas d'observations à présenter; il accepte l'article 2, rédigé par la Commission, naturellement dans la supposition que les autres Puissances l'acceptent de même.

M. Kamensky accepte l'article 2 tel que la Commission l'a rédigé, mais en maintenant la réserve qu'il a déjà formulée, à savoir: que la Russie ne serait pas obligée à changer sa législation, laquelle donne des garanties complètes contre les primes.

M. le Président dit qu'en résumé, sous les réserves formulées par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France et la Russie, l'article 2 est adopté.

M. Guillaume, rappelant la proposition qu'il avait faite concernant la constatation du volume et de la densité de jus, croit devoir reproduire les réserves qu'il avait faites au sein de la Commission et qui sont dans le même ordre d'idées que celles formulées par M. le premier Délégué de la France.

M. Kamensky dit qu'il se propose de faire connaître les intentions de son Gouvernement lorsque l'article 2 sera adopté.

M. le Président croit que le moment est venu pour faire cette déclaration.

M. Kamensky lit la déclaration suivante:

»Maintenant que l'article 2 de la Convention est adopté, je crois que c'est un temps opportun et qu'il est de mon devoir de préciser la position du Gouvernement Impérial de la Russie vis-à-vis de cet article.

»Cet article signale une manière pratique d'application du grand principe que nous admettons tous et qui est l'objet de notre Conférence; je veux dire le principe de l'abolition des primes. Tout en acceptant le droit des autres Puissances d'appliquer ce principe, dans la pratique, par les moyens énoncés dans l'article 2, que le Gouvernement Russe croit complètement efficaces, et en accord avec les besoins et les circonstances de leurs Pays, le Gouvernement pense, néanmoins, avoir atteint le même but, c'est-à-dire l'abolition des primes, par le système de l'impôt de l'accise sur le sucre qui est en vigueur en Russie. Le Mémoire sur notre législation, que j'ai eu l'honneur de soumettre à la Conférence, donne, je crois, tous

les détails de notre système, et je me flatte que ce système exclut toute possibilité de l'existence des primes déguisées. Si le Gouvernement avait l'intention de donner un encouragement à ses fabricants sous quelque forme par des primes déguisées, sa législation l'empêcherait de le faire, à moins de se mettre en connivence avec les fabricants et les laisser violer la loi ; et j'ose croire que personne ne pourrait soupçonner un Gouvernement d'une conduite si peu loyale. Nous avons, dans nos usines, un exercice complet qui nous garantit le maximum d'un revenu considérable et croissant, comme le prouvent les chiffres de l'aperçu statistique incorporé dans le Mémoire sur la législation présente.

» Nous avons l'impôt sur le produit achevé, qui frappe du même taux tous les sucres bruts et raffinés, et, s'il y a restitution à l'exportation, elle est complètement identique à cet impôt ; comparé avec celui perçu dans les autres Pays, cet impôt est peu considérable, ce qui éloigne naturellement le désir de fraude. Cet ensemble des conditions, il me semble, donne des garanties de l'absence des primes déguisées dans notre système, et, sans nommer spécialement aucun de mes Collègues, je crois que telle était l'expression de plusieurs d'entre eux, énoncée dans les premières séances de la Conférence.

» Dans ces circonstances, je dois exprimer ici, au nom de mon Gouvernement, qu'il n'a pas l'intention de faire de changement dans sa législation quant à l'impôt de l'accise sur le sucre qui est en vigueur, et présenter ici la rédaction d'une clause qui statuera sa position vis-à-vis de la Convention.

» Le Gouvernement Impérial de Russie, vu que le système existant de l'impôt de l'accise sur le sucre basé sur la perception d'un taux uniforme sur tous les produits achevés, excepté la mélasse épuisée, donne toutes les garanties nécessaires contre les primes indirectes, a la faculté de conserver ce système sans y mettre aucun changement, et de continuer la restitution identique à cet impôt à l'exportation. <

M. Pallain craint que le système auquel le Gouvernement Russe ne veut pas renoncer, n'offre pas aux cocontractants des garanties suffisantes. La meilleure preuve que ce système prête à des abus, c'est que les statistiques fournies par M. Kamensky accusent un chiffre élevé pour le produit des amendes.

En résumé, les Délégués français ne peuvent accepter que sous réserves les conclusions de la Note lue par M. Kamensky.

M. le Comte de Kuefstein croit inutile de reproduire une fois de plus devant la Conférence les réserves qu'il a faites à ce sujet à plusieurs reprises et qui se trouvent consignées dans le Mémoire austro-hongrois.

M. Catalani dit qu'il désire réserver à son Gouvernement le soin d'apprécier la suite que comporte la déclaration faite par M. Kamensky.

M. Batanero déclare que le projet de Convention sera soumis à l'appréciation de son Gouvernement, auquel il doit laisser le soin d'examiner si le système adopté par la Russie donne des garanties efficaces.

M. Verkerk Pistorius dit, que puisque tous les Délégués forment des réserves, il doit observer la même attitude. Personnellement, il serait tout

disposé à discuter la proposition russe, d'autant plus que la législation de ce pays lui semble aboutir à un résultat qui est le contraire d'une prime.

M. le Président propose à la Conférence l'adoption de l'article 3.

M. Pallain demande à la Conférence s'il ne serait pas plus conforme à l'accord recherché d'ajourner la discussion de cet article 3, qui n'est pas à l'ordre du jour, jusqu'au moment où les Délégués seraient saisis de l'ensemble des législations préparées ou à préparer pour assurer l'exécution du Protocole du 19 décembre et des dispositions du projet de Convention.

On ne doit se prononcer sur cet article qu'après examen des régimes respectifs de législation sucrière proposés ou à proposer par les États représentés.

M. Pallain a pour instructions de rechercher, autant que faire se pourra, un régime d'identité; mais il faut bien reconnaître que la Conférence est entrée, comme le disait son savant et expérimenté Collègue, M. Guillaume, dans l'examen des régimes d'équivalence. Est-ce que la Conférence peut vraiment se prononcer par des dispositions générales, alors qu'elle n'a pas sous les yeux le texte même des lois ou des projets de loi qui doivent, selon la forte expression du Président, donner à chacune des Parties l'assurance qu'elle aura *les garanties qu'elle est en droit de demander, et sans lesquelles elle ne voudra pas faire partie de l'Union?* Or, s'il est procédé par ordre alphabétique, comme d'usage, à l'examen des projets présentés, on vient à considérer l'Allemagne, M. Pallain reconnaît après un examen approfondi de la loi, qui a été distribuée à la Conférence, qu'elle n'indique pas les moyens que l'Allemagne entend adopter pour assurer, suivant le Protocole du 19 décembre, la suppression de la prime.

M. Pallain ajoute qu'il a analysé la loi allemande, qu'il a eue déjà sous les yeux dans le *Bulletin de statistique et de législation comparée* du Ministère des finances de France, du mois de juillet 1887. L'impôt sur la matière première est maintenu, impôt réduit, il est vrai, combiné avec un second impôt sur la quantité effective mise en consommation, mais qui n'en laisse pas moins au fabricant un boni de rendement qui s'accroît en proportion de la richesse de la betterave employée.

La betterave rend 12 p. 100, en d'autres termes, il faut seulement 833 kilogrammes de betteraves pour produire 100 kilogrammes de sucre brut. A partir du 1^{er} août prochain, l'impôt sur la matière première sera de 80 pfenings (1 franc) par 100 kilogrammes de betteraves. Les 833 kilogrammes employés auront donc acquitté 8 fr. 33. Le drawback, d'après la loi qui entre en vigueur au 1^{er} août, sera de 8 m. 50 pf., soit de 10 fr. 33; entre le drawback et le droit payé, la différence sera de 9 fr. 53 par 100 kilogrammes de sucre brut, ou de 2 fr. 50 à 2 fr. 60 par 100 kilogrammes de sucre exprimé ou raffiné. La prime sera plus forte si le sucre est exporté raffiné.

Le mode d'exercice n'est que très incomplètement indiqué. On laisse à l'autorité fiscale la faculté d'exiger ou de ne pas exiger certaines pré-

cautions indispensables. Le mode de surveillance n'est guère à comparer au système de l'exercice tel qu'il fonctionne en France depuis 1852.

En somme, cette loi de 1887, qui dessine un mouvement vers la suppression des primes, comme l'a dit M. Jordan, devra subir de très sensibles modifications pour se mettre en harmonie avec la loi qui doit procurer la suppression des primes «ouvertes ou déguisées», conformément à l'article 1 du projet de Convention.

M. Pallain espère que les Délégués britanniques qui ont rédigé l'article 2 voudront bien se joindre à lui pour demander que la discussion en soit ajournée après l'examen détaillé des lois présentées ou à présenter. Comment pourrait-on apprécier les avantages ou les inconvénients réciproques des législations avant de les avoir examinées?

Il n'est guère douteux que l'article 3 constitue un avantage immédiat au profit exclusif des pays qui n'ont pas d'impôt sur le sucre, puisqu'il entraîne des charges et des gênes d'une nature spéciale pour les pays à l'impôt.

On sait bien à Londres que les charges que l'application de l'article 3 entraîne se traduisent pour l'industriel par une fabrication plus coûteuse. C'est l'Angleterre qui la première a inscrit, dans les Traités de 1860, le principe d'une compensation pour les charges que l'exercice impose. Les alcools anglais acquittent par hectolitre 477 francs; les alcools français, alors qu'ils ont droit à l'égalité de régime, d'après les dispositions générales de notre Traité, sont imposés à 495 francs. Le distillateur anglais obtient ainsi, en compensation des gênes que l'exercice lui impose, une différence d'impôt de 18 francs.

Aussi, dans les Conférences antérieures, on n'hésitait pas à dire — et l'on avait raison — que les pays sans impôt étaient placés dans des conditions privilégiées.

M. Pallain exprime le regret qu'avant de connaître les charges et compensations qui résulteront pour chacune des Hautes Parties contractantes de l'ensemble des législations adoptées pour assurer l'exacte et scrupuleuse application de la Convention, MM. les Délégués britanniques, représentants d'un pays sans impôt, croient devoir insister pour la discussion et l'adoption immédiates de l'article 3.

M. Pallain termine en rappelant que la moindre inégalité maintenue ou établie peut changer les conditions de libre concurrence que chacun veut s'assurer et assurer à son voisin. Il persiste dans son opinion déjà exprimée que l'examen préalable ou concomitant des lois et règlements s'imposait à la Conférence, et, pour se conformer au programme arrêté par les Délégués britanniques et pour atteindre lentement, mais sûrement, le but commun des efforts de toutes les Puissances représentées.

M. le Président fait observer qu'il serait difficile de discuter tous les projets à la table de la Conférence.

M. Pallain répond que la Conférence, ne pouvant régler la question par la voie d'identité des régimes, comme le voudraient ses instructions, est entraînée à recourir à la méthode des équivalents. Mais comment arriver par cette voie à un résultat, si l'on n'a pas sous les yeux les ré-

gimes proposés par chaque Gouvernement? Dans le discours par lequel il a clos la première session de la Conférence, M. le Président a déclaré que les Délégués, à leur retour, trouveraient ici les projets de loi par lesquels les Gouvernements se proposent de réaliser la suppression des primes, et qu'ils y rencontreraient toutes les garanties sans lesquelles aucune Puissance ne saurait aliéner sa propre liberté. Ces projets, qui devaient être élaborés spécialement en vue d'appliquer les principes proclamés par la Conférence, ne sont pas encore entre ses mains. Pourquoi donc veut-on faire porter aujourd'hui la discussion sur un point qui affecte particulièrement le système français, alors qu'on ne sait pas encore ce que seront les législations des autres pays? Tant que la France ne peut pas comparer les législations étrangères à la sienne, elle n'est pas en état d'apprécier les concessions que, dans d'autres circonstances, elle pourrait faire au succès de l'œuvre commune.

M. Jordan sait bien que la loi allemande, dont le texte a été distribué aux Délégués, n'est pas précisément le projet que réclamait le Protocole du 19 décembre. Cette loi contient évidemment des dispositions qui ne sont pas conciliables avec les principes de la Convention. Mais il est bien entendu qu'en acceptant la Convention, le Gouvernement allemand s'engagerait par cela même à les supprimer.

M. Walpole dit que l'article 3 énonce un principe, et il ne voit pas pourquoi l'on ne peut pas statuer sur ce principe avant de passer à l'examen des projets d'application.

M. Verkerk-Pistorius fait remarquer que, si la loi allemande ne répond pas pleinement aux vœux du Protocole, elle indique cependant d'une manière générale les bases d'après lesquelles le Gouvernement allemand compte réaliser l'abolition des primes; sans doute il serait intéressant de connaître les règlements dans tous leurs détails, mais il n'est pas tout à fait exact de dire qu'on ne sait pas ce que fera l'Allemagne.

M. Jordan croit qu'il y a un malentendu. La Conférence n'a-t-elle pas institué une Commission permanente qui sera chargée d'examiner si les lois, arrêtés et règlements relatifs à l'imposition des sucres sont conformes aux principes arrêtés par la Convention? Pourquoi dès lors s'occuper de ces détails au sein de la Conférence?

M. Catusse dit que M. Jordan vient de mettre le doigt sur un point délicat. C'est là, en effet, que se trouve le malentendu, point de départ de toutes les divergences d'opinion qui viennent de se manifester. Dans la pensée de M. Jordan, la Conférence a délégué à la Commission instituée par l'article 8 une partie du mandat qu'elle avait reçu, en la chargeant d'examiner les projets d'application dressés par les États contractants. Or la France n'a pas accepté sans réserves ce transfert des attributions de la Conférence. M. Catusse rappelle que des réserves ont été formellement exprimées par chacun des Délégués français.

Personnellement il a tenu à préciser de la manière la plus positive que, dans sa pensée, les lois et règlements devraient faire, comme documents annexes, partie intégrante de la Convention, et que dès lors c'est à la Conférence elle-même qu'il appartenait de les sanctionner.

M. le Président invite les Délégués à faire connaître leur manière de voir sur l'article 3.

M. le Comte de Kuefstein dit que, dans sa pensée, il y a entre l'article 2 et l'article 3 une connexité qui ne permet pas de les apprécier l'un sans l'autre. Il ne voit, à première vue, rien qui puisse l'empêcher de se rallier à l'article 3. Cependant, avant de donner une adhésion plus définitive, il désire se réserver le temps d'examiner de plus près la nouvelle rédaction. Il désirerait surtout obtenir des explications sur le point de savoir si le deuxième alinéa constitue une exception à la règle posée par le premier alinéa, ou bien seulement des mesures complémentaires. Le mot « cependant » ne lui paraît pas assez clair. Sur l'explication que la dernière version est celle qui est exacte, il accepte cette interprétation comme répondant à ses idées.

M. Guillaume n'a pas d'objection à faire sur l'article 3, mais, étant bien entendu que le deuxième alinéa de la rédaction britannique ne restreint pas la portée du premier, il n'en comprend pas l'utilité. Il est évident qu'on ne peut empêcher un Gouvernement d'employer tous les moyens de contrôle qu'il jugera nécessaires.

M. de Barner accepte la rédaction britannique, quoique le deuxième alinéa ne lui paraisse pas nécessaire.

M. Batanero, au nom de son Gouvernement, accepte la rédaction des Délégués britanniques.

M. Sans-Leroy renouvelle ses réserves. Puisque, malgré l'opposition des Délégués français, la Conférence a cru devoir aborder la discussion de l'article 3, il répète, une fois de plus, qu'il repousse absolument cet article, mais qu'il en référera à son Gouvernement. M. Sans-Leroy ajoute qu'il ne comprend pas comment, étant donnée l'attitude prise jusqu'ici par la Belgique, M. Guillaume a pu se rallier à l'article 3.

M. Guillaume répond qu'il est évident qu'il n'accepte ce système que pour les autres, puisque l'article suivant fait une exception en faveur de la Belgique.

M. Catalani dit qu'il n'a pas eu le temps de se rendre compte de la portée de l'article 3 et qu'il en référera à son Gouvernement.

M. Verkerk-Pistorius dit que les Délégués des Pays-Bas n'ont pas d'objections à faire valoir contre l'article 3. Mais il croit que la proposition qu'ils ont formulée comme moyen de transaction doit être maintenue. Il s'en réfère à la note qu'il a rédigée à l'appui de sa proposition (voir l'annexe B au procès-verbal de la seizième séance).

M. Kamensky est disposé à se rallier à la rédaction des Délégués britanniques. Mais il ajoute que, l'avis de la Conférence n'étant pas unanime, il y a lieu de prendre, en même temps, la rédaction des Délégués des Pays-Bas *ad referendum*.

M. Jordan se rallie à la manière de voir qui a été exprimée tout à l'heure par M. le comte de Kuefstein. Il accepte l'article 3, mais il fait, quant aux détails, les mêmes réserves que sur l'article 2.

M. le Président résume la discussion.

M. Jordan demande à M. Verkerk-Pistorius des explications sur sa proposition.

M. Verkerk Pistorius répond qu'il a donné par écrit toutes les explications nécessaires. Il estime que sa proposition doit être examinée à tête reposée. Personnellement, il accepte la rédaction britannique; mais, quoiqu'il n'ait pas qualité pour parler au nom des Délégués français, il croit pouvoir exprimer l'avis que sa rédaction serait plus aisément conciliable avec leur manière de voir.

M. Sans-Leroy est obligé de dire qu'il ne peut prendre cette proposition que sous réserve. Il rend hommage à l'esprit de conciliation de M. Pistorius et le remercie des sentiments qui ont inspiré sa proposition. Il la soumettra à l'appréciation du Gouvernement français.

M. le Président dit que l'article 3, rejeté par la France, est adopté en principe par les autres pays sous les réserves formulées par l'Allemagne et par l'Autriche-Hongrie, et qu'en ce qui concerne le deuxième, alinéa, la rédaction des Délégués des Pays-Bas sera soumise *ad referendum* aux Gouvernements.

M. le Président met en discussion l'article 6. Il donne lecture de la rédaction proposée par MM. les Délégués espagnols:

» Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prohiber l'importation des sucres et des glucoses provenant des pays qui accordent des primes, ou à leur imposer un surcroît de droits, ou un droit compensateur qui ne pourra être inférieur au montant des primes. »

M. Jordan dit qu'il ne peut que se référer au mémoire présenté par son Gouvernement. Il donne lecture du passage suivant:

» A ce point de vue, il importerait que certaines précautions fussent prises pour empêcher que l'un ou l'autre des États Contractants n'adopte des mesures au moyen desquelles il se soustrairait à l'engagement de ne donner aux sucres, ni ouvertement ni sous une forme déguisée, des primes d'exportation.

» A cet effet, on pourrait créer quelque organe international qui constaterait toute violation ouverte ou déguisée de la Convention, et l'on pourrait se concerter sur des mesures à prendre à l'égard de l'État manquant à ses engagements.

» Des mesures analogues pourraient être adoptées contre tout État qui ne prendra part à la Convention ou qui, après y avoir accédé, s'en séparerait à l'avenir. »

Avant d'avoir sous les yeux, dans la forme où elle se présente aujourd'hui, la proposition des Délégués espagnols, le Gouvernement allemand avait donc donné à ses Délégués des instructions sur la sanction que la Convention lui paraît comporter. Sur certains points, cependant, ces instructions ne sont pas aussi radicales que l'article rédigé par MM. Dupuy de Lome et Batanero. Sans aller jusqu'à prévoir la prohibition des sucres primés, le Gouvernement allemand jugeait que ces sucres pouvaient et devaient être frappés d'une surtaxe équivalente au montant de la prime. D'un autre côté, il ne lui paraissait pas nécessaire que tous les Gouvernements s'engageassent à établir ces droits. Il suffisait, à ses yeux, que la

mesure fût prise à l'importation dans le Royaume-Uni. M. Jordan ajoute que, dans son opinion personnelle, la proposition espagnole, telle qu'elle est aujourd'hui formulée, répond aux vues de son Gouvernement, mais que, toutefois, il n'a pas reçu à cet égard, de nouvelles instructions.

M. le Comte de Kuefstein se réfère au mémoire présenté par son Gouvernement, dans lequel il est dit :

» La proposition faite par les Délégués de l'Espagne, et qui consiste à imposer un droit compensateur, semble le meilleur, sinon le seul moyen d'engager les pays qui voudraient rester passifs à donner leur adhésion à la Convention, et de soustraire le sucre de betterave à la concurrence funeste que lui fera le sucre de provenance coloniale, lorsque la production de celle-ci augmentera grâce à la suppression des primes ; ce droit compensateur devrait être fixé à un taux qui empêcherait son action d'être illusoire, et frapper non seulement le sucre primé actuellement, mais aussi le sucre de tous les pays qui n'auraient pas adhéré à la Convention.

C'est par ce moyen seul que la Convention peut devenir possible. Car, s'il est permis de supposer que, dans l'idée de la Conférence, une telle Convention ne pourrait pas être créée sans la coopération des principaux Etats qui ont déjà adhéré aux principes qu'elle a émis, nous pensons que, pour la maintenir en vie, on devra aller encore plus loin ; car dès son premier jour son existence ne cessera d'être en danger tant que manquent à l'Union les États-Unis, le Brésil, et non seulement presque toutes les colonies de la Grande-Bretagne, mais aussi celles de la France, de l'Espagne, et des Pays-Bas, dont la concurrence prendrait immédiatement de nouvelles forces et pourrait arriver à un développement qu'il est à présent impossible d'entrevoir. »

On trouvera peut-être que le Gouvernement austro-hongrois donne un extension bien large à la clause pénale. Mais, à ses yeux, cette clause doit être un moyen d'action sur les pays qui hésiteraient encore pour les faire entrer dans l'Union. Si les droits compensateurs ne sont stipulés que contre les Pays contractants qui se rendraient fautifs, il n'y aurait aucune incitation pour entrer dans la Convention, et celle-ci serait exposée au danger de rester incomplète. Or il peut se produire telles circonstances où des primes accordées par des pays non contractants viendraient jeter la perturbation dans les marchés. C'est pour cela que l'Autriche-Hongrie demande que les droits compensateurs s'étendent à tous les pays contractants, et qu'ils soient fixés au moins à la hauteur de la prime la plus élevée. C'est ainsi qu'on pourrait espérer amener à la signature tous les pays dont le concours a été posé comme condition par plusieurs Puissances.

M. Guillaume donne lecture du passage suivant du Mémoire présenté par le Gouvernement belge :

» Le Gouvernement belge est d'avis que le bénéfice de tous les dégrèvements ou avantages douaniers quelconques concédés par un pays à un autre doit être acquis de plein droit à toutes les nations jouissant dans le premier pays du traitement de la nation la plus favorisée.

» Cette thèse a toujours été énergiquement défendue par la Belgique chaque fois qu'un Gouvernement étranger a semblé vouloir y porter atteinte.

» Si d'autres pays ne donnaient pas la même portée à la clause dont il s'agit, on aurait à apprécier les considérations par lesquelles ils justifieraient leur opinion »

M. Guillaume n'a rien à ajouter à ces observations.

M. de Barner dit que, dans la pensée du Gouvernement danois, la proposition soumise à la Conférence ne peut se concilier avec la clause dite *de la nation la plus favorisée*. Il ne peut prendre la proposition de MM. les Délégués espagnols que sous réserves, et il se rallierait plutôt à la rédaction qui a été proposée par le Gouvernement néerlandais, et qui fait dépendre les mesures à prendre d'une entente nouvelle.

M. Sans-Leroy dit que le Gouvernement de la France est resté sur le terrain où il s'est placé quand il a accepté l'invitation qui lui était faite par le Gouvernement britannique, de prendre part à une Conférence sur la question des sucres. Il avait mis pour condition à cette adhésion que tous les États producteurs ou raffineurs de sucre seraient représentés à la Conférence. C'est, du reste, ce qu'avaient fait également les Gouvernements de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. A la question qui lui est aujourd'hui posée, le Gouvernement français répond que, si les conditions dans lesquelles il a accepté l'invitation sont remplies, c'est-à-dire si tous les pays sont liés par la Convention, il ne lui paraîtrait pas impossible de frapper d'une sanction pénale ceux qui se soustrairaient à leurs engagements.

M. le Président demande comment, dans la pensée du Gouvernement français, doivent être traitées les Puissances non signataires.

M. Sans-Leroy répond que le cas n'était pas à prévoir, la France ayant dit qu'elle ne traiterait que si tous les États intéressés donnaient leur adhésion.

M. Catalani n'a pas encore reçu ses instructions, mais il croit pouvoir se rallier à la majorité.

M. Verkerk - Pistorius dit que sans doute il serait désirable d'avoir une clause pénale, mais qu'à son avis, la proposition des Délégués espagnols ne tient pas assez compte des Traités de commerce, et, en particulier, de la clause de la nation la plus favorisée. C'est dans cet ordre d'idées que le Gouvernement des Pays-Bas a proposé une rédaction qui pose le principe d'une clause pénale, mais qui laisserait le soin d'en régler l'application à une entente nouvelle. On trouvera peut-être que cette proposition est trop vague, mais M. Pistorius croit qu'en la discutant, on arriverait à lui donner la précision qui lui fait défaut.

M. Kamensky remet à M. le Président le document ci-après, dont il le prie de donner lecture :

» Le Gouvernement impérial russe, après avoir examiné la proposition des Délégués espagnols relative à la prohibition de l'importation du sucre étranger primé, autrement la clause pénale, exprime toute sa sympathie à cette proposition, vu que les droits compensateurs indiqués comme alternative ne pourraient jamais être déterminés avec la précision nécessaire, et, dans le cas où la Convention sucrière sera conclue et ratifiée avec la clause pénale dont il s'agit, le Gouvernement impérial profitera du délai

restant jusqu'à sa mise à exécution pour la mettre en harmonie avec les Traités de commerce existants avec les Puissances étrangères; mais il est bien entendu que cette clause ne sera pas applicable à la Russie jusqu'au terme fixé par la loi existante, concernant les primes d'exportation en Asie, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} mai 1891.

M. le Président dit que le moment est venu de faire connaître les vues du Gouvernement britannique. Ces vues sont exprimées dans la proposition suivante, que M. le Président, au nom de son Gouvernement, soumet aux délibérations de la Conférence:

»A partir de la mise en vigueur de la présente Convention, tout sucre brut, sucre raffiné ou glucose provenant des pays, possessions étrangères, colonies ou provinces d'outre-mer qui maintiendraient le système des primes ouvertes ou déguisées à l'exportation des sucres, sera exclu des territoires des Hautes Parties contractantes.

»Le fait de l'existence, dans un pays, possession étrangère, colonie ou province d'outre-mer, d'un système donnant des primes ouvertes ou déguisées sur le sucre ou sur la glucose, sera constaté par un vote des Puissances signataires de la présente Convention.

»La Commission internationale, établie par l'article 8, est chargée de prononcer ce vote.

»Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour obtenir ce résultat.

»Pour exclusion du territoire d'une des Hautes Parties contractantes les sucres sur lesquels ont été payées des primes ouvertes ou déguisées, il suffira que cette Puissance exclue ces sucres par un droit qui doit excéder la prime, au lieu de les frapper d'une prohibition absolue.

M. Dupuy de Lôme dit que les Délégués de l'Espagne se félicitent de la déclaration qu'ils viennent d'entendre. Si leur proposition ne devait pas être adoptée, l'opinion émise contre les primes et sur l'interprétation de la clause de la nation la plus favorisée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, et la déclaration par laquelle le Gouvernement impérial d'Allemagne reconnaît à tout pays le droit de frapper d'un impôt compensateur tout article qui reçoit une prime, donneraient à la Conférence des sucres, alors même qu'elle n'aboutirait pas à une Convention, une grande et haute importance pour la liberté et l'équité des transactions internationales.

M. Batanero croit avoir entendu que la proposition britannique laisse le choix entre la prohibition et les droits compensateurs. Cette proposition renferme les mêmes points que la proposition des Délégués espagnols, dont elle n'est que le développement plus complet, et vise tous les pays qui donnent des primes.

M. le Président répond affirmativement, en ajoutant, toutefois, que des droits compensateurs devront être supérieurs aux primes et qu'ils équivaldront, par suite, à une prohibition.

M. Jordan croit avoir compris que la sanction pénale s'applique à

tous les Pays non contractants qui donneront des primes, aussi bien qu'aux Pays contractants.

M. le Président répond affirmativement.

M. Verkerk Pistorius demande s'il n'est fait aucune exception en raison des Traités de commerce, aucune réserve à l'égard des Pays qui jouissent de la clause de la nation la plus favorisée?

M. le Président répond que la proposition faite ne comporte aucune exception.

La discussion des articles 6 et 7 est mise à l'ordre du jour, aussi bien que la question des frais de la Commission internationale.

La séance est levée à 6 heures, la prochaine réunion ayant été fixée à mardi 8 mai.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires,
H. Farnall, A. E. Bateman, E. Boizard.

Dix - Neuvième séance.

(Mardi 8 mai 1888.)

Présidence de M. le baron Henry de Worms.

Étaient présents:

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

La séance est ouverte à 11 heures trois quarts.

Le procès-verbal de la quinzième séance est adopté.

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de MM. les Délégués des Pays-Bas relative aux surtaxes.

M. Verkerk Pistorius parle en ces termes:

» La Conférence connaît la manière de voir du Gouvernement des Pays-Bas au sujet de la question. Je crois avoir déjà démontré, dans la séance du 14 décembre, que les droits de douane n'agissent pas seulement comme protection à l'intérieur, mais, en certaine mesure, absolument dans le même sens que les primes à l'exportation. Dans le Mémoire que nous avons eu l'honneur de soumettre dernièrement à la Conférence, et qui est imprimé comme annexe C au procès-verbal de notre douzième séance, nous avons exposé la même idée d'une manière plus détaillée, et nous croyons avoir établi que les surtaxes, si elles sont trop élevées, poussent nécessairement à l'exportation en stimulant outre mesure la production et en permettant aux fabricants d'offrir leurs sucres à meilleur marché sur les marchés étrangers. Je ne répéterai pas ce que j'ai déjà dit plusieurs fois, mais je me permettrai d'appeler l'attention de la Conférence sur un frappant exemple

de ce que je viens d'avancer. En Russie, avant 1885, le Gouvernement n'accordait aucune prime. Au contraire, le remboursement au taux unique des droits était défavorable à l'exportation. Pourtant le Gouvernement dut se décider à venir en aide aux industriels, afin de débarrasser le marché, en leur accordant une prime de 80 copecks par poud (presque 11 francs par 100 kilogr.). La fabrication s'était accrue de plus d'un tiers dans le cours d'une seule année (de 344,000 tonnes en 1884—1885, à 414,000 tonnes en 1885—1886). La consommation russe est évaluée à environ 360,000 tonnes par an. Quelle était la cause de cet excès de production? Rien d'autre que la surtaxe sur les sucres étrangers, qui, à cette époque, si je ne me trompe pas, se chiffrait à plus de 46 francs par 100 kilogrammes pour les sucres bruts entrant par la mer Noire, et à plus de 48 francs pour les autres. Cela est tellement vrai, et on le comprend si bien en Russie même, que le Ministre des finances y est expressément autorisé à proposer une réduction des droits d'entrée en cas de hausse des prix du sucre.

»Le droit actuel sur les sucres bruts étrangers en Russie est, je crois, de 1.60 rouble d'or par poud, soit de 36 francs par 100 kilogrammes. Cette diminution de la surtaxe suffira-t-elle pour prévenir une répétition du fait que l'on redoute? Je crains que non, et je crois qu'on n'en est pas bien sûr en Russie. En effet, il est constaté, dans le Mémoire qui nous a été communiqué par M. Kamensky lors de notre première réunion, qu'après l'abolition des primes, le 1^{er} juillet 1886, l'exportation a cessé pendant le reste de l'année, mais qu'à partir du commencement de 1887, elle a repris, quoique avec moins de vigueur. A mon opinion, avec le système défavorable à l'exportation qu'on a en Russie, il y a là un signe certain d'excès de production, et cette cause de trouble dans la marche régulière de l'industrie ne cessera pas de se faire sentir, à moins d'abaisser la surtaxe à un montant qui suffit à défendre le marché intérieur contre l'invasion des sucres étrangers, sans permettre aux fabricants d'imposer les consommateurs outre mesure.

»L'exemple de la Belgique, sur lequel j'ai déjà appelé l'attention de la Conférence en décembre dernier, prouve la même chose. Depuis qu'elle perçoit une surtaxe de 15 p. 100 sur les sucres étrangers, ses raffinés envahissent de plus en plus les Pays-Bas. D'après nos renseignements, les raffineries belges auraient travaillé, en 1887, environ 70,000 tonnes de sucre brut, qui auraient produit 62,000 tonnes de raffiné, dont 17,000 tonnes pour l'exportation. Toutes les raffineries augmenteraient leur force de production, et la raffinerie tirlémontoise se serait organisée de façon à pouvoir travailler, à elle seule, 50,000 tonnes de sucre brut. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que la surtaxe de 15 p. 100, imposée en 1885, est pour beaucoup dans cette prospérité et pousse largement à augmenter la fabrication.

»Je m'en tiendrai à ces exemples, par lesquels je crois avoir démontré que les surtaxes ont, en certaine mesure, absolument le même effet que les primes directes à l'exportation. Mais il est un autre point sur lequel je dois appeler l'attention de la Conférence. Le Mémoire de l'Autriche-

Hongrie fait remarquer avec beaucoup de justesse qu'il faudra un appât pour engager les autres Puissances à entrer dans la Convention. La clause pénale ne suffira pas à cet effet, parce qu'elle ne s'appliquera qu'aux Pays qui donnent des primes. Or quels avantages les stipulations que nous avons jusqu'ici discutées offrent-elles aux Puissances non contractantes ? Et pourquoi celles-ci entreraient-elles dans la Convention ? Pour faire examiner et juger leur législation par une Commission internationale, ou pour contribuer aux frais de notre Bureau ? Je crois que, jusqu'ici, il n'a été question entre nous que d'obligations réciproques, nullement d'avantages, et que, dans un autre ordre d'idées aussi, nous devons limiter les surtaxes, puisqu'il ne serait vraiment pas logique de continuer à nous traiter réciproquement comme pays à primes, alors que nous sommes engagés à ne plus en donner. Il faut nécessairement qu'il y ait quelque différence sous ce rapport entre les Pays contractants et les autres.

» La Russie, comme nous venons de le voir, a un droit de douane de plus de 36 francs ; la différence entre le droit d'entrée et les taxes en Espagne revient à peu près à ce même chiffre ; l'Autriche-Hongrie applique aux sucres étrangers un droit de 20 florins représentant une surtaxe d'environ 11 florins. Ce sont là de véritables droits prohibitifs, et, pour appliquer les clauses pénales qui nous sont proposées, ces Pays n'auront rien à faire. Ils appliquent déjà maintenant le régime de la prohibition, même à leurs futurs cocontractants.

M. Pallain dit que, M. le Président ayant bien voulu remettre en discussion la question des surtaxes et permettre ainsi à chaque Délégué de manifester librement son opinion, il en profitera pour soumettre aux Délégués britanniques un des points de vue sous lesquels cette question lui semble pouvoir être envisagée. On admettra sans conteste que le but de la Conférence est d'assurer à tous les pays producteurs, par la suppression des primes à l'exportation, l'égalité de concurrence sur les marchés tiers, et principalement sur le marché anglais. Cette égalité, les Contractants la retrouveront-ils, si l'Angleterre, usant elle-même de la liberté que chaque Pays entend se réserver quant à son Tarif douanier, songeait un jour à établir un régime différentiel entre les sucres de ses colonies et ceux des autres provenances ? L'Angleterre possède aujourd'hui un régime douanier qui ne comporte aucun Tarif différentiel. Mais peut-on avoir la certitude que, dans l'avenir, il ne surgira aucune circonstance qui serait de nature à engager l'Angleterre dans une voie différente ?

M. Pallain appelle l'attention des Délégués britanniques sur ce point qui, d'ailleurs, est relevé dans le Mémoire produit, au début de la présente session, par le Gouvernement des Pays-Bas.

M. Jordan ne peut que répéter ce qu'il a déjà dit précédemment, et qui est contenu dans le Mémoire présenté par son Gouvernement, c'est que l'Allemagne désire que la question des surtaxes ne soit pas introduite dans le programme de la Conférence. Son Gouvernement tient à conserver, sur ce point, son entière liberté d'action.

M. le Comte de Kuefstein dit que, si la question des surtaxes n'a pas été touchée dans le Mémoire austro-hongrois, c'est qu'on ne considé-

rait pas que cette question fût soumise aux délibérations de la Conférence. Il ne pourrait donc pas adhérer à la proposition de M. Verkerk Pistorius. Il ne méconnaît pas la valeur de ce qu'a dit M. le Premier Délégué des Pays-Bas sur la nécessité d'offrir certains avantages aux États qui hésiteraient à entrer dans la Convention. Il ne va pas jusqu'au point de partager l'avis qui a été exprimé au cours de la première session, et d'après lequel il serait contradictoire d'abolir les surtaxes, alors qu'on en établit de nouvelles sous le nom de droits compensateurs.

M. le Comte de Kuefstein admet parfaitement que l'abolition des surtaxes formerait un appât efficace. Mais il ne croit pas que la question soit assez mûre pour être résolue d'une manière aussi complète, ni qu'elle entre dans le cadre du mandat de la Conférence. La Conférence est réunie pour arriver à l'abolition des primes. M. le Comte de Kuefstein ne croit pas qu'il soit possible, pour le moment, d'aller plus loin. Le sucre se trouve, à l'égard des autres articles de commerce, dans une situation particulière, puisque, depuis un quart de siècle, il jouit de primes, tandis que les autres articles n'en ont pas. C'est déjà un grand pas de réduire le sucre aux mêmes conditions que les autres articles. En allant jusqu'à la proposition de M. Verkerk Pistorius, on le placerait dans une situation plus désavantageuse, puisqu'on lui enlèverait à la fois l'encouragement pour l'exportation et la protection à l'intérieur. M. Verkerk Pistoriusa reconnu lui-même, pour chaque Pays, le droit de réserver son marché intérieur, et de ne pas le laisser envahir par les sucres des Pays étrangers. La suppression des primes était le premier but à suivre, car les primes imposent au Trésor des charges énormes et faussent, sur tous les marchés, les conditions de la concurrence et des prix. Mais, au moment où l'industrie va être obligée de renoncer au bénéfice que les primes lui procurent depuis si longtemps, il ne conviendrait pas de lui imposer un nouveau sacrifice en l'abandonnant à la concurrence des sucres étrangers sur son propre marché. Tels sont les motifs pour lesquels le Gouvernement austro-hongrois ne saurait adhérer à la proposition de M. Pistorius; il entend conserver sa liberté d'action absolue pour les droits d'entrée.

M. Guillaume croit, avec M. Pistorius, que les surtaxes peuvent être assimilées à des primes déguisées, et qu'elles sont dès lors en opposition avec les principes sur lesquels repose la Convention. Il se rend compte, cependant, des difficultés que rencontrerait la suppression des surtaxes. C'est pour cela qu'au cours de la première session il avait formulé une proposition qui tendait simplement à en interdire l'augmentation. M. Guillaume maintient cette proposition de conciliation et demande qu'elle soit remise en discussion, si la proposition plus radicale de M. Pistorius n'est pas adoptée.

Aux arguments présentés par M. Pistorius, M. Guillaume ajoutera qu'en France, les surtaxes ont eu pour effet de maintenir entre le marché de Londres et le marché de Paris une différence de 3 francs qui constitue une véritable prime indirecte. Il conteste, d'ailleurs, que, par l'abolition des surtaxes, le sucre soit traité d'une manière plus dure que la plupart des autres marchandises.

M. Guillaume termine en disant qu'à son avis la suppression des surtaxes serait, dans l'intérêt général, une excellente mesure. Elle serait, d'ailleurs, conforme à tous les précédents. Dans les Conférences antérieures, les Puissances ont toujours fait abandon de toute espèce de surtaxe sur les sucres des pays cocontractants. On ne concevait pas alors qu'on pût faire une Convention tout en maintenant des barrières entre les différents États qui formaient l'Union sucrière.

En résumé, M. Guillaume demande la suppression des surtaxes, et, si cette manière de voir n'est pas acceptée, il en reviendra à sa proposition de conciliation.

M. de Barner dit que son Gouvernement s'est déclaré, dans son Mémoire, contre la suppression des surtaxes, « voulant garder sa liberté de maintenir ou d'adopter des mesures ayant pour but de réserver le marché du pays à la production nationale ». Il ferait donc toutes réserves si l'article 7 est adopté.

M. Batanero dit que les Délégués de l'Espagne croient que les propositions présentées par les honorables Délégués des Pays-Bas et de la Belgique au sujet de la suppression, ou, en tout cas, de la limitation des surtaxes, entre les Hautes Parties contractantes, n'entrent pas dans le programme de la Conférence.

Il n'aurait pas été facile, en outre, de faire consentir unanimement tous les Pays convoqués à l'opportunité et à l'utilité de la discussion de cette question.

MM. les Délégués des Pays-Bas, dans leur dernière proposition, croient, cependant, qu'en prenant les primes dans leur sens le plus large, les surtaxes sont une manière indirecte de les accorder. Leur examen, par conséquent, disent-ils, est compris dans le premier point de la circulaire du 2 juillet 1887, signé par le Premier Ministre de Sa Majesté Britannique, visant « les moyens propres à remédier au dérangement qu'ont subi les industries de la fabrication et du raffinage du sucre, en tant que ce dérangement est dû à l'action des Gouvernements. »

Qu'il soit permis de contester cette manière de voir la question.

M. le Marquis de Salisbury expose, dans sa circulaire, les raisons qui l'ont rendue nécessaire :

» 1^o La recommandation, faite à la Chambre des communes, l'année 1880, par la Commission de l'Industrie sucrière, visant que « tous les États producteurs de sucres soient invités à une Conférence, dans le but d'arriver à une entente relative à la suppression des primes » ;

» 2^o L'invitation faite, sans résultats, pour donner suite à cette recommandation, aux Gouvernements de l'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne, de la France, de la Belgique, et des Pays-Bas pour élaborer un système d'impôt qui supprimerait les primes à l'exportation ;

» 3^o Les dispositions plus favorables dans lesquelles se trouvent aujourd'hui les Gouvernements les plus intéressés aux primes. »

Il n'y a pas d'autre raison dans la circulaire. Elle ne vise non plus aucune autre idée que la suppression des primes.

La circulaire ne soulève directement ni indirectement la question des

surtaxes. C'est pourtant une question si importante qu'elle ne pourrait être proposée que directement.

Il est donc plus que probable qu'aucune des Puissances convoquées, à l'exception de la Belgique et les Pays-Bas, n'auraient accepté ce programme. La France, qui, dans les Conférences de 1876—1877, a admis ce principe dans l'article 10 du projet de Convention, alors arrêté entre elle, l'Angleterre et les deux pays cités, aujourd'hui ne l'admet pas.

Il n'est pas étonnant, alors, que ces quatre nations, dont les systèmes économiques comportaient, à cette époque-là, le libre échange, aient convenu d'introduire, entre elles, ce principe, et que M. Teisserenc de Bort, l'illustre Président de ces Conférences, ait dit « que l'ouverture des marchés est une des conditions du régime conventionnel ».

Évidemment que l'ouverture des marchés de ces quatre nations aurait été la conséquence de la Convention qu'elles formaient entre elles.

Mais la situation est aujourd'hui complètement différente.

Tous les États producteurs de sucre ont été convoqués, sans qu'on ait parlé, dans l'invitation, de l'abolition des surtaxes, qui aurait visé les lois intérieures et les systèmes douaniers de presque tous les convoqués.

Cette question a été, cependant, soulevée dans la première session de la Conférence, et M. le baron de Worms, l'honorable Président, donnant, au nom du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, l'interprétation authentique du programme, a dit à la cinquième séance que son Gouvernement « ne s'était pas attendu à ce que la question des surtaxes serait soulevée » ; et, à la sixième séance « que le Gouvernement britannique n'a pas eu le désir de soulever cette question, mais que si l'on est d'accord pour la discuter, il n'y mettra pas d'obstacles ».

Les honorables Délégués de la Belgique proposèrent alors comme transaction un article entraînant l'obligation, entre les Pays contractants, de ne pas augmenter les surtaxes actuelles, article qui ne fut pas accepté par l'honorable Délégué des Pays-Bas, qui a préféré que les Gouvernements soient simplement appelés à examiner la question telle qu'il l'avait alors proposée, c'est-à-dire la suppression des surtaxes entre les Pays contractants pour leurs sucres bruts et raffinés, y compris ceux de leurs Colonies.

Les Délégués de l'Espagne furent donc obligés de donner leur adhésion à l'article 4 de la Convention provisoire, avec la réserve que leur Gouvernement aurait la liberté de conserver ou d'établir des droits de douane, pourvu qu'ils n'impliquent pas de drawbacks ni de primes à l'exportation.

Cette réserve était et continue à être indispensable. En Espagne, les droits de douane sur les sucres étrangers n'ont jamais été une défense contre les primes; ils ont simplement répondu à la légitime convenance de réserver de marché métropolitain pour ses sucres nationaux, et, en certaine mesure, à une nécessité budgétaire. Dans la péninsule espagnole il n'y a, du reste, pas d'exportation de sucres. L'Espagne péninsulaire a besoin, au contraire, d'en importer.

Mais la discussion de cette question paraît encore moins utile à cette phase des travaux; elle préjugerait des dispositions que la plus grande partie des Gouvernements veulent se réserver librement pour leurs systèmes

intérieurs, ou vis-à-vis d'autres Gouvernements dans la voie diplomatique et dans les Traités de commerce.

Il faut se rappeler qu'il ne s'agit pas d'un »Zollverein« ou Union douanière des sucres.

Toutes les Puissances, excepté la Belgique, après examen de la proposition, croient qu'elle ne doit pas être acceptée.

Dans les différents rapports, de même que dans le cours de la dixième séance, il a été déclaré que la question ne doit pas être traitée et que les Gouvernements ne veulent pas engager leur liberté d'action. Le cas justement prévu pour l'Angleterre n'est pas arrivé.

Les Délégués de l'Espagne, pour leur part, croient que l'attitude des différentes Délégations implique le désir que la question ne soit pas entamée.

Quant à l'Espagne, ses Délégués ne sont pas autorisés à engager la libre action de leur Gouvernement sur les droits de douane payés dans la Péninsule par les sucres étrangers, et sur la faculté de les imposer dans toutes ou dans quelques-unes de ses provinces et possessions d'outre-mer.

Ils doivent, pour toutes ces raisons, et à leur grand regret, s'opposer à l'admission de l'article proposé par les très honorables Délégués du Gouvernement de Sa Majesté Néerlandaise.

M. Sans-Leroy dit qu'après les explications fournies par son honorable collègue, il ne serait pas entré dans un plus long développement, s'il ne croyait pas qu'il importe d'aboutir à une conclusion qui ne laisse place à aucun malentendu. Il demande donc ou que l'article 7 soit supprimé par une décision motivée en termes explicites, ou que, par une clause spéciale, on reconnaisse, d'une manière formelle, à chaque État le droit de conserver son marché intérieur. Cette précision aura l'avantage d'empêcher toute interprétation comme celle par laquelle M. Guillaume tente d'assimiler les surtaxes à une véritable prime. Il ne faut pas oublier que s'ils ont adhéré à une Conférence réunie en vue de supprimer les primes, les Gouvernements qui perçoivent des surtaxes n'ont jamais eu l'intention de renoncer aux avantages que ces surtaxes assurent à leurs nationaux sur le marché intérieur. Il est fâcheux, sans doute, pour certains pays, que la production y dépasse dans une trop large mesure les besoins de la consommation; mais la Conférence ne peut pas être chargée d'obvier à cet inconvénient. Il ne faut donc pas qu'il reste l'ombre d'un doute sur la faculté que chaque Gouvernement entend conserver de régler, comme il l'entendra, son Tarif douanier.

M. Verkerk Pistorius dit qu'après les déclarations qui viennent d'être faites, il y a peu de chance pour lui de faire accepter l'article 7. Cependant, il croit devoir insister sur un point. Il ne s'agit nullement de contester la liberté pour chaque Pays de garder son marché intérieur. M. Pistorius a pris soin, au contraire, de faire une distinction entre les surtaxes qui protègent simplement le marché national, et les surtaxes très élevées, qui, allant bien au delà, permettent aux industriels de faire payer au consommateur un complément de prix, lequel équivaut à une prime.

Il n'est pas question de porter atteinte au principe de la protection, mais simplement d'éliminer de la Convention toute possibilité d'avoir des surtaxes.

On a posé la question de savoir si la discussion des surtaxes appartenait au programme de la Conférence. M. Betanero est entré dans de longs développements pour prouver qu'elle n'y figure pas. Le Gouvernement des Pays-Bas a toujours été d'une opinion contraire. Il a compris ce programme en ce sens que toutes les questions se rattachant aux primes, y compris celle des surtaxes, devaient faire l'objet des discussions.

M. Batanero a dit que, si la question des surtaxes avait été inscrite au programme, son Gouvernement ne serait pas venu à la Conférence sans faire des réserves à ce sujet. A cela, M. Pistorius répondra que le Gouvernement néerlandais, s'il avait pu croire que la question des surtaxes serait exclue du programme, n'aurait pas manqué de faire des réserves en sens opposé.

M. Kamensky croit que M. Pistorius est dans l'erreur en ce qui concerne l'effet produit en Russie par les surtaxes. Il a dit, en effet, que les surtaxes ont surexcité l'exportation. Or ce ne sont pas les surtaxes, mais bien la baisse du change qui a produit ce résultat.

M. Verkerk Pistorius dit que, s'il en est ainsi, il ne comprend pas pourquoi la loi russe autorise le Gouvernement à diminuer les surtaxes lorsque le prix du sucre dépasse un niveau normal.

M. Kamensky répond que ce pouvoir est laissé au Gouvernement pour enrayer les effets de la spéculation. Les limites dans lesquelles les surtaxes peuvent varier ne sont, d'ailleurs, pas considérables.

M. Verkerk Pistorius dit qu'à son avis les surtaxes russes sont véritablement prohibitives.

M. Batanero croit que la question des surtaxes est trop importante pour avoir été comprise implicitement dans le programme. Si on avait voulu l'y faire entrer, on n'aurait pas manqué de la mentionner en termes explicites et formels; et, s'il en avait été ainsi, ce n'est pas le Gouvernement espagnol seul, c'est le plus grand nombre des États réunis qui ne seraient pas venus à la Conférence.

M. Jordan demande la parole sur la proposition faite par M. Sans-Leroy. Dire dans un article de la Convention que les Gouvernements se réservent la liberté de leurs tarifs douaniers ce serait toucher, sans nécessité, à la question des surtaxes. Mais M. Jordan se croit obligé de déclarer au nom de son Gouvernement que les surtaxes ne sauraient être traitées de primes déguisées. Il fait cette déclaration pour éviter toute espèce de malentendu dans l'application du troisième alinéa de l'article 8. Il ne faut pas admettre qu'au sein de la Commission internationale, le Délégué d'un Pays puisse venir dénoncer une surtaxe comme étant une prime déguisée. Dans la pensée de M. Jordan, il suffirait de constater explicitement au procès-verbal que, dans la pensée de la majorité de la Conférence, les surtaxes ne constituent pas une prime.

M. Sans-Leroy déclare qu'en face des observations de son Collègue, qui traduit évidemment la pensée de la majorité des Délégués, il retire la

deuxième alternative de sa proposition. Il demande simplement que l'article 7 soit supprimé comme étant étranger à l'objet de la Convention.

Il est entendu que cette suppression implique pour tous les États la faculté de conserver une entière liberté en matière de surtaxes de douane.

M. le Comte de Kuefstein appuie cette nouvelle proposition. Il n'aurait pas accepté volontiers un article spécial réservant à chaque État une liberté qui, dans la pensée du Gouvernement austro-hongrois, ne devrait même pas être mise en doute. Quand il a accepté l'invitation du Cabinet Britannique, son Gouvernement n'a jamais eu la pensée que la question des surtaxes pourrait venir en question. M. le Comte de Kuefstein ne saurait, du reste, s'associer à l'idée que les surtaxes soient des primes déguisées, dans le sens que la Conférence a donné jusqu'ici à cette expression. Si l'on admettait cette manière de voir, on risquerait de voir considérer comme primes à l'exportation les avantages qu'une contrée pourrait avoir sur l'autre par suite de la différence des tarifs, des frais de production, des facilités de communication, etc.

M. Verkerk Pistorius demande à M. Sans-Leroy si, dans la déclaration par laquelle il entend réserver à chaque Puissance la libre disposition de son tarif douanier, il ne fait aucune exception, même pour l'Angleterre.

M. Sans-Leroy ne se dissimule pas la portée de la question qui lui est posée par M. Pistorius; mais il ne croit pas qu'il soit possible d'imposer à un Pays des restrictions que les cocontractants n'acceptent pas pour eux-mêmes.

M. Pallain fait remarquer qu'en soulevant cette question au début de la séance, il s'est borné à signaler ce côté de la question, sans donner à son observation le caractère d'une question formelle et, à plus forte raison, d'une proposition.

M. Batanero se rallie à la manière de voir de M. le Comte de Kuefstein sur la deuxième proposition de M. Sans-Leroy. La suppression de l'article 7 implique suffisamment la liberté de chaque État de sauvegarder le marché intérieur.

M. Batanero ajoute que les primes proprement dites se distinguent éminemment des surtaxes par leurs effets: l'influence des premières se fait sentir sur les marchés extérieurs, tandis que les secondes affectent seulement les cours sur le marché national.

M. le Président constate que tous les Délégués, à l'exception de ceux de la Belgique et des Pays-Bas, sont d'accord pour supprimer l'article 7. Quant au Gouvernement Britannique, il n'a jamais considéré les surtaxes comme des primes. Il ne pourra pas se lier alors que les autres Gouvernements conservent leur liberté d'action. C'est dans cet ordre d'idées que, dans la cinquième séance, le Président a déclaré que la question des surtaxes n'est pas du ressort de la Conférence. La seule question sur laquelle elle ait à se prononcer est celle des primes. Or les surtaxes ne sont pas des primes; donc les surtaxes ne font pas partie du programme.

M. le Président met aux voix la radiation de l'article 7.

M. Verkerk Pistorius dit qu'en face de la déclaration qui vient d'être

faite par M. le Président, il est obligé de réserver, pour la Convention entière, la liberté d'action de son Gouvernement.

M. Guillaume ne croit pas que la déclaration de M. le Président doive clore la discussion. Tout en désirant écarter une proposition qui paraît incompatible avec les idées dont s'inspirent certains Gouvernements, il ne faudrait pas, si l'on parvient à trouver une formule qui concilie tous les intérêts, l'exclure, sous le vain prétexte qu'elle touche un point qui n'était pas explicitement visé dans le programme de la Conférence. Après les déclarations si claires qui seront consignées au procès-verbal, il n'est pas à craindre que la Commission vienne jamais accuser un Pays de donner des primes parce qu'il aurait établi des surtaxes. La crainte d'un danger aussi chimérique ne doit pas faire écarter une proposition de conciliation qui, dans la pensée de M. Guillaume, est de nature à sauvegarder les intérêts de chacun. Si M. Pistorius ne tient pas absolument à la première partie de sa proposition, on pourrait peut-être s'entendre sur la deuxième partie, tendant à interdire aux Puissances qui n'ont pas de surtaxes d'en établir. Deux Puissances seulement sont dans ce cas, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.

Il n'y aurait donc pas d'inconvénient pour les autres Puissances à accepter la deuxième partie de la proposition. Le Gouvernement Britannique ne répugnerait certainement pas à prendre un engagement conforme à ses doctrines économiques et qui serait de nature à dissiper les appréhensions, sans doute dénuées de fondement, qui ont été exprimées à la table de la Conférence.

M. Guillaume aurait préféré la suppression totale des surtaxes; devant la vive opposition que cette proposition a soulevée, il s'est borné à demander qu'elles ne fussent pas augmentées. En présence des tendances manifestes de la Conférence, il restreint encore la portée de sa proposition en demandant simplement que les Puissances qui n'ont pas de surtaxes renoncent à en établir.

M. Sans-Leroy n'a pas d'objections à faire sur cette proposition. Il est bien certain que, si deux des Puissances représentées consentent à faire une concession qu'elles n'exigent pas des autres, ce n'est pas lui qui la repoussera; il acceptera, au contraire, avec plaisir une concession qui, dans sa pensée, aiderait puissamment au succès de la Convention.

M. Jordan reconnaît la justesse des observations faites par M. Pallain au début de la séance. Il se rallie aussi aux paroles que vient de prononcer M. Sans-Leroy. Le Gouvernement allemand serait heureux s'il recevait l'assurance que, pendant la durée de la Convention, les sucres des pays cocontractants jouiront, à leur importation dans la Grande-Bretagne, des mêmes conditions qui leur sont actuellement accordées. M. Jordan rappelle à cette occasion que la Convention entière sera faite avant tout dans l'intérêt britannique. Il serait donc heureux que, dans un esprit de réciprocité, l'Angleterre s'engageât à ne pas modifier son régime actuel tant que durera la Convention. Il suffira pour le moment, pense M. Jordan, que le procès-verbal conserve trace du désir qui vient d'être exprimé et de la réponse que va faire M. le Président.

M. Sans-Leroy tient à faire constater qu'il est sur ce point en parfaite communauté de vue avec son Collègue d'Allemagne.

M. le Comte de Kuefstein se joint à MM. Sans-Leroy et Jordan.

M. le Président se voit obligé de déclarer catégoriquement, au nom du Gouvernement Britannique, qu'il ne peut pas prendre l'engagement qui lui est demandé, car cet engagement porterait atteinte aux droits du Parlement. A l'observation faite par M. Jordon, il répondra que le marché anglais est le seul qui soit ouvert aux sucres de tous les Pays du monde. Entourée de Pays protectionnistes, l'Angleterre a continué à pratiquer les principes du libre échange. Mais le Gouvernement Britannique estime que les primes sont une violation du libre échange. En convoquant une Conférence, le Gouvernement de Sa Majesté a voulu arriver, par une entente cordiale, à un résultat auquel il aurait pu atteindre par d'autres moyens, sans déroger à ses principes. Cette entente cordiale est sur le point de se réaliser. M. le Président espère qu'elle sera durable. Tout porte à croire que le Royaume-Uni ne sortira pas de la voie du libre échange qu'il a suivie depuis si longtemps; mais la Conférence ne pourrait lui demander d'aliéner, à cet égard, sa liberté d'action.

M. Jordan espère que si la Convention est faite, le Gouvernement Britannique continuera d'accorder aux sucres non primés et provenant des Pays cointercontractants les mêmes facilités à l'importation qu'elle leur accorde actuellement.

Mais les Pays contractants qui ont un impôt sur le sucre et qui supporteront toutes les charges qu'entraînent pour eux les clauses de la Convention auraient été heureux de savoir que ceux qui n'ont pas d'impôt sont disposés à faire, à leur tour, quelques concessions.

M. Sans-Leroy pense que si le Gouvernement Britannique n'a pas usé jusqu'ici du droit qu'il croyait avoir contre les Pays qui donnaient des primes, on peut compter qu'il ne traitera jamais moins favorablement les Puissances qui, en se rendant à la Conférence, ont déferé à son invitation.

M. Dupuy de Lome dit que les Délégués espagnols se sont opposés à la proposition de M. Pistorius pour ne pas porter atteinte à cette interprétation, admise par la majorité des Délégués, que les surtaxes ne sont pas dans le programme de la Conférence, et pour établir fermement le droit absolu qu'a toute Puissance de régler sa législation douanière. Mais, dans leur vif désir de tout concilier, et pour engager M. Pistorius à retirer ses réserves, ils demandent si, en dehors de la Convention, on ne pourrait pas proposer aux Gouvernements de prendre en considération l'idée de conventionnaliser les droits actuels et de maintenir le *status quo* pendant la durée de la Convention. A l'avis de M. Dupuy de Lome, la Conférence n'a pas le pouvoir de statuer sur les droits, impôts ou surtaxes intérieurs, mais tout Gouvernement a le droit, avec la sanction du Parlement dans les Pays constitutionnels, de conventionnaliser le droit actuel sur un article quelconque par un Traité, comme l'a fait la Grande-Bretagne, par exemple, avec l'échelle alcoolique jusqu'à 1892 par son Traité avec l'Espagne. Sa proposition de conciliation engagerait les Gou-

vernements à examiner si l'obligation de maintenir les tarifs actuels ne serait pas préférable au rejet de la Convention par une des Puissances.

M. Batanero appuie ce qu'a dit son Collègue. Il profite de cette occasion pour dire à M. Guillaume qu'il n'a exprimé aucun avis défavorable à sa proposition de transaction. La question reste entière. En la prenant *ad referendum* on ne s'engage à rien.

M. le Président fera tout ce qu'il peut dans l'intérêt de la conciliation, mais il croit qu'il faut supprimer l'article 7 du projet de Convention. Il est impossible de prendre *ad referendum* l'article 7 ou toute autre proposition destinée à le remplacer.

M. Dupuy de Lome ne le conteste pas; aussi ne propos-t-il pas une nouvelle rédaction de l'article 7. Sa proposition, au contraire, n'est faite que pour le cas où cet article serait supprimé. Il demande simplement à la Conférence d'émettre le vœu que la question soit examinée par les Gouvernements.

M. le Président ne peut naturellement soulever aucune objection sur la proposition de traiter la question par la voie diplomatique.

M. Jordan dit qu'il ne peut pas s'associer à la proposition de M. Dupuy de Lome parce que, en la prenant *ad referendum*, on s'éloignerait du but de la Convention.

M. Dupuy de Lome dit que, dans ce cas, il donnera une nouvelle forme à sa proposition. Il dit que si l'idée qu'il vient d'exprimer répond aux désirs des Gouvernements belge et néerlandais, ces Gouvernements pourraient proposer, par voie diplomatique, aux autres Puissances d'examiner la question pour la discuter à une prochaine réunion de la Conférence.

M. le Président dit que la question des droits de douane, comme cela se voit clairement dans les paroles de M. Jordan, vise surtout l'Angleterre, et, en ce qui la concerne, il n'est pas possible de donner l'assurance demandée; mais toutes les Puissances savent quelles sont les doctrines qui ont depuis si longtemps prévalu dans le Royaume-Uni.

M. Sans-Leroy, bien que cette question n'ait pas reçu une solution positive, se félicite qu'elle ait eu lieu. A côté de la lettre il y a l'esprit. Si la lettre n'est pas dans la Convention, l'esprit subsistera dans la pensée de tous.

M. le Président propose d'éliminer du projet de Convention la proposition émanant de l'initiative des Délégués des Pays-Bas, qui avait pris place, provisoirement, entre les articles 6 et 8.

Les Délégués des Pays-Bas renouvellent leurs réserves.

M. Guillaume ajoute que la proposition par lui formulée en dernier lieu (interdiction d'établir des surtaxes dans les Pays qui n'en ont pas actuellement) constituait un minimum. En présence du rejet de cette proposition, il doit s'associer aux réserves formulées par le premier Délégué des Pays-Bas.

Des observations sont échangées avec M. le Président sur les dépenses présumées du Bureau permanent.

Il est entendu que MM. Pallain, Kennedy et Kamensky se réuniront pour étudier cette question.

M. le Président propose de mettre en discussion l'article 10. Il rappelle que M. le Délégué de la Russie désire, pour son Gouvernement, la faculté de conserver, jusqu'au 1^{er} mai 1891, les primes à la frontière d'Asie.

M. Jordan dit qu'il ne peut que maintenir les réserves qu'il a déjà faites sur l'article 10. Dans les premières instructions qu'il a données à ses Délégués, le Gouvernement allemand déclarait que le délai de dix ans était beaucoup trop long. M. Jordan avait pris la nouvelle rédaction de l'article 10 *ad referendum*, mais il n'a pas encore reçu de réponse. Il renouvelle également les réserves qu'il avait faites relativement à l'exception ne plaira guère à son Gouvernement, mais il ne sait pas si son Gouvernement considérera comme une condition *sine qua non* que les primes russes sur la frontière d'Asie cessent au moment de la mise en vigueur de la Convention.

M. le Comte de Kuefstein rappelle ce qu'il a dit à une précédente séance relativement à la durée de la Convention. Il a soumis à son Gouvernement la rédaction qui fixe à cinq ans la durée de la Convention, mais il n'a pas encore reçu d'instructions. Il avait suggéré, dans la treizième séance de la Conférence, une durée de deux ou trois années. Les Délégués britanniques accepteraient-ils cette proposition de transaction ? Une déclaration garantissant le maintien de la législation du Royaume-Uni aurait facilité un accord sur ce point. Quant à l'exception demandée par la Russie, M. le Comte de Kuefstein ne peut que faire ses réserves. Il indiquera cependant à M. Kamensky un terrain de conciliation. La prime actuelle est, pour les sucres, de 98 p. 100 au moins, de 80 kopecks par poud (16.38 kilogr), c'est-à-dire de 4 roubles 88 kopecks 4/10 pour 100 kilogrammes. D'autre part, la prime ouverte que la nouvelle loi concède aux sucres raffinés austro-hongrois sera de 2 fl. 30 kr. les 100 kilogrammes. Cette prime disparaîtra en totalité le jour où la Convention sera mise en vigueur. Le Gouvernement russe consentirait-il à réduire d'une somme égale, à partir de la même date, la prime sur les sucres qui sortent par la frontière d'Asie.

M. Kamensky soumettra cette proposition à l'appréciation de son Gouvernement, mais il doute qu'elle soit agréée. Il fait remarquer que les primes dont il s'agit ne subsisteraient que pendant huit ou neuf mois, à partir de la mise en vigueur de la Convention.

MM. Guillaume et de Barner n'ont pas d'observations à faire.

M. Batanero dit que l'Espagne est prête à appliquer la Convention. Il exprime le désir que l'entrée en vigueur ait lieu à la date la plus prochaine et que sa durée soit fixée au terme le plus long que les autres Puissances pourront accepter.

M. Sans-Leroy croit pouvoir présenter une solution qui mettrait tout le monde d'accord; elle supprimerait, en effet, les réserves de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie vis-à-vis de la Russie; permettrait de la part de la France une adhésion complète et, enfin, répondrait à tout ce qui doit être employé de ménagements dans la solution des questions économiques,

lorsqu'il s'agit de toucher à des intérêts commerciaux d'une grande importance.

La date du 1^{er} août 1890 ne saurait convenir au Gouvernement français. En premier lieu, ses Traités de commerce expirent en 1892, et, si l'un des Gouvernements représentés à la Conférence a pu se prononcer d'une manière catégorique sur l'interprétation des Traités de commerce, chacun doit pouvoir réserver à cet égard sa manière de voir; en second lieu, la loi actuelle sur les sucres expire le 31 août 1891.

M. Sans-Leroy demande donc à la Conférence de fixer la date la mise en vigueur de la Convention au 1^{er} août 1892. Dans ces conditions, l'exception demandée pour la Russie deviendrait sans objet. D'un autre côté, la France serait d'autant plus en mesure d'adhérer à la Convention qu'elle n'aurait pas besoin de modifier avant terme sa législation sucrière.

M. Sans-Leroy comprend que certaines Puissances désirent une prompte solution; mais on ne saurait agir avec précipitation quand des intérêts aussi considérables sont en jeu. Une période de transition est indispensable lorsqu'il s'agit d'apporter de si graves changements dans des conditions d'existence d'une grande industrie.

La Conférence aura fait une grande œuvre; mais il ne faut pas se dissimuler que cette œuvre sera bien discutée et que bien des intérêts individuels vont se trouver sérieusement compromis. Si la date que M. Sans-Leroy propose paraît éloignée à quelques-uns de ceux qui l'écoutent, elle paraîtra bien proche aux grands industriels qui appréhendent de ne pouvoir supporter les nouvelles conditions de concurrence que la Convention leur créera.

M. le Président dit qu'il est absolument impossible aux Délégués britanniques d'accepter la date du 1^{er} août 1892. Si l'on considère le tort énorme que les primes font aux intérêts britanniques, on reconnaîtra qu'il n'est pas possible de laisser subsister quatre ans encore une pareille situation.

M. Sans-Leroy demande que, si l'on ne veut pas avoir égard aux objections tirées des Traités de commerce, on accepte, du moins, la date du 1^{er} août 1891; une concession d'une année lui semble facile à faire.

M. le Président répond que la question a été considérée avec le plus grand soin et que la date du 1^{er} août 1890 est une limite extrême.

M. Jordan croit que son Gouvernement acceptera la date proposée par les Délégués britanniques.

M. le Comte de Kuefstein dit que l'Autriche-Hongrie est en situation d'accepter toute date proposée; car, selon toute probabilité, la nouvelle loi qui doit entrer en vigueur dès le 1^{er} août prochain sera votée avant la fin de la session actuelle.

M. Guillaume dit qu'il se ralliera à la majorité.

M. de Barner voudrait que la Convention entrât en vigueur le plus tôt possible.

M. Batanero s'exprime dans le même sens.

M. Sans-Leroy retient de la déclaration de M. Guillaume que le Traité de commerce entre la Belgique et la France ne le gêne en rien.

M. Guillaume réplique que c'est là une question à examiner.

M. Kamensky se prononce également pour cette date, en maintenant toutefois ses réserves pour la prime sur la frontière d'Asie.

M. Sans-Leroy dit qu'il a proposé la date du 1^{er} août 1891 pour obéir à ses instructions et parce qu'elle lui paraissait justifiée par un ensemble de considérations. Devant les opinions exprimées par les Membres de la Conférence, il est obligé de formuler des réserves; mais il est bien entendu que ces réserves s'appliquent uniquement à la question de la date et pas à l'ensemble de la Convention. Il reste à examiner la question de la durée. Comme M. le Comte de Kuefstein, M. Sans-Leroy demande une durée plus courte, au moins pour la première période. Il est impossible de savoir les résultats que produira la Convention. C'est la première fois que l'on prend, en pareille matière, une décision aussi importante. M. Sans-Leroy croit qu'il serait imprudent de se lier pour une longue période. Il se rallie sur ce point aux idées exprimées par M. de Kuefstein et demande aux Représentants des autres Puissances de bien peser les dangers d'engagements à longue échéance dans l'incertitude où l'on est sur les effets de la Convention.

M. le Comte de Kuefstein rappelle qu'en premier lieu il avait proposé que la Convention fût résiliable d'année en année sans assigner de terme à sa durée; plus tard, il avait suggéré une durée de deux ou de trois années.

M. Sans-Leroy dit que c'est à cette dernière proposition qu'il se réfère; il ne croit pas qu'elle soulève d'opposition. Il est bien certain qu'aucune Puissance ne se retirera sans une nécessité absolue.

M. Walpole rappelle quelles étaient, sur ce point les stipulations de la Convention de 1875. Il donne lecture de l'article 8, qui était ainsi conçu :

» La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} mars 1875.

» La durée en est fixée à dix ans à partir de cette date. Toutefois chacune des Hautes Parties contractantes pourra, en la dénonçant douze mois à l'avance, y mettre un terme à l'expiration de la deuxième, de la cinquième et de la huitième année. »

M. Sans-Leroy dit qu'il accepterait une clause rédigée en ces termes.

M. le Comte de Kuefstein l'accepterait aussi *ad referendum*.

M. le Président dit que les Délégués britanniques l'acceptent également *ad referendum*.

M. Catusse rappelle qu'il avait présenté une observation sur les conséquences qui résultaient de l'article 10, tel qu'il paraissait avoir été provisoirement adopté d'après le procès-verbal de la treizième séance. M. Guillaume a proposé depuis de compléter cet article par un alinéa dont les termes lui donnent complète satisfaction. Il demande à M. le Président de vouloir bien soumettre cette nouvelle rédaction à la Conférence.

M. le Président donne lecture de la rédaction proposée par M. Guillaume, laquelle est ainsi conçue :

» Dans le cas où une des Puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard; mais les autres

Puissances conservent jusqu'au 31 octobre de l'année de la dénonciation la faculté de se retirer à leur tour à partir du 1^{er} août de l'année suivante.

Si plus d'une Puissance voulait se retirer, une Conférence des Puissances concordataires se réunirait à Londres dans les trois mois pour aviser aux mesures à prendre.

Cette proposition, mise aux voix, est adoptée.

La séance, ouverte à onze heures trois quarts, est levée à trois heures.

La prochaine séance est fixée à mercredi 9 mai.

M. Dupuy de Lome dit qu'à la prochaine séance la clause pénale proposée par les Délégués espagnols sera à l'ordre du jour. Il ne voit dans la rédaction proposée par les Délégués de la Grande-Bretagne qu'un développement des principes énoncés dans la rédaction espagnole. Afin de montrer l'accord complet qui existe entre les idées des deux Gouvernements et afin de faciliter la discussion, les Délégués de l'Espagne acceptent la rédaction des Délégués britanniques.

Le Président de la Conférence,

Henry de Worms.

Les Secrétaires,

H. Farnall, A. E. Bateman, E. Boizard.

Vingtième séance.

(Mercredi 9 mai 1888.)

Présidence de M. le Baron Henry de Worms.

Étaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

La séance est ouverte à onze heures et demie.

Un texte du projet de Convention est distribué à MM. les Délégués.

Ce texte indique quels sont les articles que la Conférence a déjà adoptés et quels sont ceux qui restent à discuter.

M. le Président soumet aux délibérations de la Conférence l'article 6, auquel a été ajoutée une disposition visant les sucres qui transitent par un pays tombant sous l'application de cet article.

M. Jordan s'est déjà souvent prononcé sur la nécessité d'une stipulation assurant l'exécution de la Convention. Il lui semble que l'article 6 répond à cette nécessité. Il demande cependant des explications sur la portée du paragraphe ainsi conçu :

» La Commission internationale, établie par l'article 8, est chargée de prononcer ce vote. «

Une discussion générale s'engage sur la procédure à suivre pour l'application de l'article 6. Il s'agit de savoir si la Commission internationale aura qualité pour décider qu'il y a lieu d'appliquer la clause pénale, ou bien si cette décision sera réservée aux Puissances elles-mêmes.

M. le Président dit que, dans la pensée du Gouvernement Britannique, la Commission serait appelée à émettre un avis sur le point de savoir si les sucres de tel ou tel Pays sont primés et qu'en cas de réponse affirmative à cette question les Puissances seraient tenues d'appliquer la clause pénale.

M. Guillaume rappelle qu'aux termes de l'article 7 la Commission ne peut avoir qu'une mission de contrôle et d'examen. L'interprétation de M. le Président en ferait un véritable tribunal.

M. le Président propose alors d'interpréter l'article en ce sens, que la Commission ferait un rapport aux Puissances et que celles-ci autoriseraient leurs Délégués à émettre un vote. Les Puissances statueraient ainsi par la voix de la Commission.

M. Dupuy de Lome fait remarquer qu'il importe d'adopter une procédure qui ne permette pas aux sucres primés d'entrer pendant que les Puissances délibéreront sur ce qu'il y aurait à faire.

M. Guillaume fait observer que la procédure à suivre est tout indiquée à l'article 7, où il est dit: »La Commission fera, sur toutes les questions qui lui seront soumises, un rapport qu'elle adressera au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, lequel le communiquera aux Puissances intéressées et provoquera, si la demande en est faite par une des Hautes Parties contractantes, la réunion d'une Conférence qui arrêtera les résolutions où les mesures nécessitées par les circonstances.«

M. Guillaume propose donc de modifier comme suit la rédaction des alinéas 2 et 3 de l'article 6: »Le fait de l'existence dans un pays, possession étrangère, colonie ou province d'outre-mer, d'un système donnant des primes ouvertes ou déguisées sur le sucre ou sur la glucose sera constaté par un rapport de la Commission internationale établie par l'article 7.

»Les Puissances signataires auront à se prononcer sur les conclusions de ce rapport.«

M. le Comte de Kuefstein fait observer qu'il lui semble impossible de donner à la Commission un rôle autre que de contrôler et de proposer. La décision définitive devrait toujours être réservée aux Gouvernements eux-mêmes. Il considère la rédaction proposée par M. Guillaume comme répondant parfaitement à cette idée.

M. Catalini fait remarquer qu'il y a un point important à résoudre: c'est de savoir si les Puissances rendront leur décision à l'unanimité ou à la majorité.

M. le Président répond que leurs Délégués à la Commission voteront selon les usages diplomatiques.

M. Dupuy de Lome fait remarquer qu'il ne faudrait pas adopter un mode de votation qui empêchât le fonctionnement de l'article 6. Il s'agira simplement de constater un fait; il ne semble pas que cette constatation puisse être sujette à contestation.

M. le Comte de Kuefstein répond qu'il est fort douteux que l'on rencontre toujours l'unanimité.

M. Jordan précise la situation. Il y a d'abord le cas où l'une des Puissances contractantes sera soupçonnée de donner des primes; dans ce cas, on n'aura jamais l'unanimité absolue, car la Puissance mise en cause ne peut pas se condamner elle-même. La décision pourrait être prise à l'unanimité des autres Puissances. Il y a ensuite le cas des Pays non contractants; à leur égard, on pourrait statuer à la majorité des voix. Il serait dangereux d'exiger l'unanimité. La Puissance soupçonnée pourra toujours trouver un ami complaisant au sein de la Commission.

M. Pallain fait observer que cette éventualité est également à prévoir dans le premier cas. Il demande si l'on ne pourrait pas se mettre d'accord en prévoyant un arbitrage, ainsi que cela a été fait dans la Convention de Berne.

M. le Président croit que le plus simple est de supprimer le paragraphe en litige, la procédure étant réglée, comme l'ont fait remarquer MM. Guillaume et de Smet, par l'article 2.

Cette proposition est adoptée. La discussion reprend sur l'ensemble de l'article 6.

M. de Barner ne présente pas d'objections.

M. Dupuy de Lôme est heureux de se rallier à l'article 6, qui n'est qu'un développement des idées contenues dans la proposition des Délégués espagnols.

M. Sans-Leroy dit que, sur la question de forme, il se ralliera à la rédaction qui sera acceptée par la majorité.

M. Catalini s'exprime dans les mêmes termes.

M. Verkerk Pistorius renouvelle l'observation qu'il a déjà faite sur la proposition espagnole, à savoir, qu'elle ne tenait pas assez compte des Traités de commerce. A son avis, cette observation s'applique également à la proposition de la Grande-Bretagne. Il est du reste obligé de réserver entièrement à l'appréciation de son Gouvernement le fond et la forme de l'article 6.

M. le Président demande si l'on doit entendre par là que M. Pistorius est opposé à une sanction pénale?

M. Verkerk Pistorius répète qu'il réserve la question à l'appréciation de son Gouvernement.

M. Kamensky parle dans la même sens M. Sans-Leroy.

M. Batanero appelle l'attention sur les mots: « ou à proposer à leurs Législatures respectives ». Ces mots ont déjà été supprimés à l'article 1^{er} pour qu'il soit bien entendu qu'il ne suffit pas de proposer des mesures, mais qu'il faut que ces mesures soient réellement prises.

Après un échange de vues, il est entendu que ces mots seront supprimés.

L'ensemble de l'article 6 est adopté sous les réserves déjà formulées.

M. de Barner demande que les mélasses soient ajoutées à la désignation des produits auxquels il est interdit d'accorder des primes à l'article 5.

Cette proposition est adoptée.

M. le Président invite la Conférence à se prononcer sur l'addition suivante à l'article 5 :

»Sont assimilées à cette catégorie les Hautes Parties contractantes qui perçoivent l'impôt d'après un taux unique sur la totalité de la fabrication et qui accordent à l'exportation de toutes espèces de sucre une restitution qui n'excède pas ce taux.«

M. le Comte de Kuefstein fait toutes réserves sur cette rédaction, qui constitue une dérogation au principe posé par l'article 2.

M. Walpole lui fait observer que l'exception demandée par la Russie paraissait admise dans le Mémoire communiqué par le Gouvernement austro-hongrois.

M. le Comte de Kuefstein répond d'abord que son Gouvernement n'avait pas accepté d'ores et déjà l'exception demandée par la Russie. Il s'était simplement réservé d'examiner la question. Mais M. le Comte de Kuefstein insiste sur ce point, que la rédaction proposée généralise l'exception. Il accepte sous réserve et *ad referendum* cette exception pour la Russie, en raison du taux uniforme de son impôt, mais il n'accepte pas qu'elle soit généralisée. La formule dépasse, non seulement le but qu'on s'est proposé, mais le ferait certainement échouer.

MM. Jordan et Sans-Leroy font aussi des réserves.

M. Dupuy de Lome est disposé à accepter l'exception, mais pour la Russie seulement.

Il est entendu que les Délégués britanniques prépareront une nouvelle rédaction.

M. Jordan pose une autre question : il cite le passage suivant du Mémoire présenté par son Gouvernement :

«En retour des obligations qu'assumeraient les États contractants pour abolir les primes d'exportation sur les sucres, il serait juste que, dans les colonies des États contractants, le même traitement fût assuré aux sucres de betterave à l'importation qu'aux sucres de canne.»

Un cas particulier signalé par M. Pallain démontre que son Gouvernement n'a pas inutilement appelé sur ce point l'attention de la Conférence. Il s'agit des droits différentiels établis par la colonie de Victoria sur les sucres de canne et sur les sucres de betterave.

M. le Président doit répondre, comme il l'a fait à la dernière séance, que la Conférence n'est pas saisie de la question des Tarifs de douane. Le Gouvernement Britannique n'aurait pas d'ailleurs le droit d'imposer, à cet égard, des conditions à ses colonies autonomes. Ces colonies, en acceptant la Convention, seront du reste tenues à toutes les conditions qu'elle impose. Si elles commettent des contraventions, elles subiront les pénalités édictées.

M. Jordan dit qu'il prend cette réponse *ad referendum*.

M. le Président tient à constater que, dans sa qualité de Premier Délégué britannique, il ne peut admettre la discussion d'une proposition impliquant la liberté douanière de l'Empire Britannique seul de tous les Pays contractants. La question soulevée n'est pas du ressort de la Con-

férence et ne peut conséquemment pas être soumise à son appréciation. M. le Président n'admet pas que le maintien de la franchise du sucre dans la Grande-Bretagne puisse être pris *ad referendum* par le Représentant d'aucune Puissance. On ne saurait attribuer à la Conférence la faculté de statuer sur le régime fiscal de la Grande-Bretagne.

M. Jordan réplique qu'on a bien discuté les surtaxes. Il maintient son droit de faire une proposition.

M. le Président dit qu'on a pu échanger des observations d'un caractère académique sur la question des surtaxes, mais que la Conférence n'avait pas qualité pour discuter cette question.

M. Jordan ne veut pas ressusciter la question des surtaxes. Il demande qu'il lui soit donné acte au procès-verbal qu'il a proposé de faire disparaître, pour la durée de la Convention, tout traitement différentiel des sucres de betterave et des sucres de canne à l'importation dans les colonies des États contractants.

M. le Président dit que son refus de laisser discuter la question sera également inscrit au procès-verbal.

La prochaine séance est fixée à vendredi 11 mai, à 4 heures.

La séance est levée à 1 heure.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires :

H. Farnall, A. E. Bateman, E. Boizard.

Vingt et Unième séance.

(Vendredi 11 mai 1888.)

Présidence de M. le baron Henry de Worms.

Étaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique ; du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

La séance est ouverte à 4 heures.

M. le Président soumet à la Conférence un projet de Protocole de clôture qui a été préparé par les Délégués britanniques. (Voir l'Annexe au présent procès-verbal.)

Une première discussion s'engage sur la question de savoir si les réserves formulées par les Délégués des différentes Puissances feront l'objet d'un Mémoire annexe au projet de Convention. Il est entendu que l'on référera simplement dans le Protocole aux réserves qui sont énoncées dans les procès-verbaux des séances.

La discussion s'engage ensuite sur le troisième alinéa du projet de Protocole.

M. Jordan exprime l'avis que la date du 5 juillet pour la date de la signature de la Convention est trop rapprochée ; en fixant une date

plus éloignée, on pourrait peut-être obtenir l'adhésion des États-Unis et du Brésil, à laquelle plusieurs Puissances, et son Gouvernement en particulier, continuent à attacher le plus grand intérêt; d'un autre côté, M. Jordan fait remarquer que le projet de Convention comporte encore bien des réserves et que, pour arriver à une entente définitive, il faudra que les Gouvernements se fassent de mutuelles concessions. Il n'est pas possible de prévoir le temps que nécessitera cet échange de vues. Pour ce motif également, M. Jordan croit qu'un délai plus long sera nécessaire.

La plupart des Délégués se rallient à cette manière de voir.

M. le Comte de Kuefstein émet en outre l'avis qu'on pourrait éviter de fixer une date précise en s'en remettant au Gouvernement Britannique pour le choix du moment de la prochaine convocation. Il lui paraît, en effet, nécessaire, pour réunir les Délégués avec une chance de succès, que les Gouvernements aient auparavant réciproquement connaissance de leurs appréciations au sujet de la Convention. Il soumet une proposition de rédaction dans ce sens. Il lui paraît difficile de préciser dès aujourd'hui l'époque où il sera possible de signer.

M. White dit que les paroles prononcées par M. Jordan l'obligent à faire connaître qu'il n'a rien à ajouter à ses précédentes déclarations. Il signalera à son Gouvernement le désir manifesté par les différentes Puissances représentées à la Conférence.

Il donne lecture du document ci-après concernant le fonctionnement du drawback aux États-Unis.

TRA D U C T I O N.

LOIS EN VIGUEUR.

Chapitre IX.

»Section 3019. Sur tous les articles fabriqués entièrement de matières importées, sur lesquelles matières des droits ont été perçus, il sera donné, à l'exportation, un drawback qui devra être égal au montant du droit perçu, mais qui ne devra pas excéder ce droit. Ce drawback sera déterminé par des règlements que prescrira le Secrétaire du Trésor (Ministre des finances). Les agents de douane chargés de payer lesdits drawbacks retiendront, pour le compte des États-Unis, la somme de 10 p. 100 sur le montant de ces drawbacks.«

M. White explique que, d'après cette loi, le Secrétaire du Trésor doit maintenir une corrélation exacte entre les droits de douane et le drawback. A cet effet, il a la faculté d'augmenter ou de diminuer le drawback. La Conférence aurait peut-être intérêt à savoir que, depuis la diminution du drawback par le Secrétaire du Trésor en 1886, l'importation en Angleterre des sucres des États-Unis, qui avait atteint en 1885 le chiffre de 114,000 tonnes, est tombée de 71,000 tonnes en 1886, à 39,000 tonnes l'année dernière. Pour les quatre premiers mois de 1888, cette importation n'a été que de 526 tonnes.

La séance est suspendue pendant un quart d'heure.

A la reprise de la séance, M. le Président donne lecture de la rédaction suivante pour le troisième alinéa du Protocole :

» Ils s'engagent en outre à recommander à leurs Gouvernements respectifs de communiquer au Gouvernement de Sa Majesté Britannique leur opinion sur le projet de Convention avant le 5 juillet de la présente année.

» Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique se propose de convoquer le 16 août au plus tard une Conférence de Plénipotentiaires pour la signature de la Convention. »

M. Jordan espère que les nouveaux délais pourront suffire; mais, comme il n'a pas de certitude à cet égard, il s'abstiendra de se prononcer.

M. le Comte de Kuefstein se réfère aux paroles de son collègue d'Allemagne.

M. le Président croit qu'il est nécessaire de prévenir tout malentendu. Il déclare donc que le Gouvernement Britannique ne peut pas remettre à une date plus éloignée que le 16 août prochain de faire ce qui dépend de lui pour que les primes cessent. Le Gouvernement de la Reine a fait tout ce qui est possible pour que la Convention réussisse; la responsabilité ne restera pas de son côté si elle ne réussit pas.

M. Dupuy de Lôme dit que les Délégués ne sauraient se méprendre sur le sens et la portée de la déclaration faite par M. le Président.

Il s'en félicite et peut assurer la Conférence qu'à la date proposée les Plénipotentiaires de l'Espagne seront à Londres pour signer la Convention.

A la suite de ces observations, le projet de Protocole est adopté.

M. Verkerk Pistorius demande l'insertion au procès-verbal de la déclaration suivante :

» Les Délégués des Pays-Bas déclarent qu'ils ne signeront le Protocole qu'à titre de simple relation de ce qui s'est passé aux Conférences et que, par là, ils n'entendent engager en aucune façon la liberté de leur Gouvernement. »

Des observations sont ensuite échangées sur le projet de Convention.

Sur la proposition de M. Dupuy de Lôme, le Préambule est complété par l'addition des mots suivants : » désirent assurer, *par des engagements réciproques* . . . »

Sur une observation de M. Sans-Leroy, il est reconnu qu'il y a lieu d'insérer la rédaction proposée par M. Verkerk Pistorius pour le deuxième alinéa de l'article 31.

Sur les observations présentées par M. Guillaume, l'alinéa de l'article 7, concernant les marchandises en transit, est supprimé.

La discussion est close.

M. le Président propose d'adopter les procès-verbaux des seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtièmes séances.

A l'occasion du procès-verbal de la quinzième séance, M. de Barner dit que, s'il avait été présent, il aurait fait des observations sur l'établissement d'une Commission internationale et sur l'étendue donnée aux attributions de cette Commission.

Les procès-verbaux sont adoptés.

La prochaine séance aura lieu le samedi 12 mai.

La séance est levée à 6 heures et demie.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires,
H. Farnall, A. E. Bateman, E. Boizard.

Annexe au procès-verbal de la vingt et unième séance.

Projet de Protocole de Clôture.

Les soussignés, Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie, se sont réunis de nouveau à Londres, le 5 avril 1888, pour rédiger les termes d'une Convention ayant pour but la suppression des primes à l'exportation des sucres.

A la suite des délibérations consignées dans les procès-verbaux des séances, ils sont arrêté le projet de Convention qui est annexé au présent Protocole et qu'ils s'engagent à soumettre à l'appréciation de leurs Gouvernements respectifs, avec les réserves consignées dans le Mémoire ci-joint.

Ils s'engagent en outre à recommander à leurs Gouvernements respectifs que les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes se réunissent à Londres, jeudi 5 juillet de cette année, pour l'échange de leurs pleins pouvoirs et la signature de la Convention.

Vingt-Deuxième séance.

(Samedi 12 mai 1888.)

Présidence de M. le Baron Henry de Worms.

Étaient présents :

MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie.

La séance est ouverte à 1 heure.

Le procès-verbal de la vingt et unième séance est adopté.

On procède à la signature du Protocole de clôture. (Voir l'Annexe A au présent procès-verbal.)

M. Sans-Leroy rappelle qu'à la fin de la première session, la Conférence avait pensé qu'il était difficile de conserver le secret sur les résul-

tats de ses travaux. Il demande si la même jurisprudence devra être suivie pour les documents relatifs à la deuxième session, en d'autres termes, si le Protocole de clôture, le Projet de Convention et les procès-verbaux qui en sont le commentaire indispensable, puisqu'ils renferment les réserves formulées par tous les Délégués, pourront être livrés à la publicité.

A l'appui de la question de son collègue, M. Pallain rappelle que c'est pour répondre aux légitimes exigences du régime parlementaire que M. le Président avait demandé dans la séance du 19 décembre dernier, que les résultats de la première Conférence ne fussent pas tenus secrets. C'est là un précédent qu'il est difficile de ne pas invoquer.

M. le Président, après avoir consulté la Conférence, répond que les circonstances ne sont plus les mêmes, qu'il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement Britannique de publier ces documents. Il croit qu'au point où en sont les travaux de la Conférence, la publicité aurait moins d'avantages que d'inconvénients. Il fait appel à la courtoisie de ses Collègues pour demander à leurs Gouvernements de s'abstenir également de toute publicité par le Parlement ou par la presse.

La Conférence manifeste l'intention de déférer aux désirs de M. le Président.

M. le Président prononce le discours suivant :

» Messieurs les Délégués et chers Collègues,

» La Conférence a terminé ses travaux. A notre prochaine réunion nous donnerons une forme concrète aux résultats de nos délibérations. Il me reste à vous exprimer la haute appréciation du Gouvernement Britannique du dévouement avec lequel les Représentants des différentes Nations se sont appliqués à la tâche de résoudre les questions soumises à la Conférence. Personnellement je vous dois mes meilleurs, mes plus vifs remerciements pour l'extrême bienveillance et la grande courtoisie que vous n'avez cessé de me témoigner. Vous m'avez facilité à un point que je n'aurais pas cru possible la tâche délicate de présider une assemblée où tant d'intérêts étaient représentés.

» Je voudrais surtout appeler votre attention sur le fait qu'à cette seconde et dernière session de la Conférence, tous les Gouvernements, sans exception, se sont de nouveau prononcés nettement et sans réserve en faveur de l'abolition des primes.

» Nos délibérations, reproduites dans les procès-verbaux, font clairement ressortir cette communauté de vues. Nous nous sommes imposé la tâche de trouver des moyens pratiques qui réalisent la suppression des primes. Ces moyens, nous les avons cherchés et je crois que nous les avons trouvés dans les engagements réciproques qui figurent au Projet de Convention ; ces engagements nous fournissent les garanties dont nous avons le devoir de nous entourer.

» Les difficultés qui ont surgi pendant nos discussions, nous les avons aplanies. Je reconnais avec satisfaction que nous n'avons rencontré dans aucune divergence un obstacle insurmontable.

» Il est vrai que la plupart des Gouvernements représentés ont cru

devoir repousser les propositions soumises lors de notre première session par nos honorables Collègues, les Délégués de la Belgique. Mais l'esprit de conciliation qui ne nous a jamais manqué pendant nos longues délibérations s'est manifesté de nouveau. D'une part, le Gouvernement belge a fait des concessions en vue des objections soulevées par les autres États intéressés; de l'autre, vous avez consenti à prendre ces nouvelles propositions *ad referendum*, sans toutefois abandonner votre attitude de réserve.

» C'est dans le même esprit de conciliation que nous avons abordé la discussion de la proposition faite, au nom de leur Gouvernement, par nos Collègues, les honorables Délégués des Pays-Bas. Les Délégués se sont prononcés en faveur de l'opinion exprimée au nom du Gouvernement Britannique, que la Conférence n'avait pas qualité pour arriver à une décision pratique sur la question des surtaxes; bien que cette manière de voir ait été acceptée par la Conférence, elle n'a pas refusé de discuter cette importante question. Elle a sagement agi; il y a un avantage manifeste à échanger franchement les idées sur une question qui, un jour ou l'autre, pourrait se présenter sous une forme pratique.

» Il me reste un dernier point. Les comptes rendus de nos délibérations sont une preuve que les Puissances qui nous ont fait l'honneur de répondre à notre invitation se sont inspirées du désir de mettre fin à un système qu'elles ont unanimement condamné. Ce n'est pas pour faire des concessions à un Pays quelconque que les Conférences internationales se convoquent ou se réunissent. Leur mandat est de rechercher des engagements réciproques propres à redresser des injustices ou à amener, dans les relations internationales, des changements destinés à bénéficier, non à une seule, mais à toutes les Puissances. La Conférence à laquelle nous venons d'assister a eu cette double mission. Elle a eu pour mandat de redresser une injustice manifeste; elle n'a pas été convoquée dans le but de faire des concessions à une Puissance dont les ports sont ouverts au commerce du monde entier, qui ne cherche jamais à entraver l'industrie des autres Nations. La Conférence a eu en même temps mission d'abolir un système opposé aux meilleurs principes de l'économie politique et qui pèse lourdement sur les contribuables des autres Nations, en ce qu'il accorde une subvention à une industrie au préjudice des autres.

» La Grande-Bretagne n'a manifesté aucun désir de rentrer dans la voie de cette politique protectionniste qui a été condamnée depuis longtemps par l'opinion publique de ce Pays. Mais je me permets de vous signaler la différence énorme qui existe entre la protection, dans le sens d'un système fiscal qui fermerait les marchés nationaux contre la concurrence étrangère, et cette protection, dans le vrai sens du mot, qui concéderait à toute nation le droit de défendre ses propres industries. Je ne peux me dissimuler que tout Pays libre-échangiste pourrait se voir forcé, par l'expression de l'opinion publique, à adopter un tel système. On insistera qu'il est du devoir du Gouvernement de faire disparaître un état de choses considéré par la grande classe commerciale et ouvrière de ce Pays comme une infraction aux principes du libre-échange et comme amenant la ruine d'une de ses principales industries.

»J'ai cru devoir vous exprimer encore une fois ces idées au moment où nous allons nous séparer, et je vous prie de les soumettre à la considération sérieuse de vos Gouvernements respectifs.

»Je dois vous répéter l'expression de mon sincère espoir que nos délibérations ne resteront pas sans résultats et que la Conférence des sucres de 1887—1888 arrivera à la réalisation de l'objet qu'elle s'est proposé. J'espère que cette Conférence marquera une époque dans l'histoire des Pays représentés, l'époque à laquelle les grandes Nations du monde ont déclaré que le principe capital du commerce est la libre concurrence, et que les subventions de l'État n'en doivent pas entraver le développement.

»Avant de quitter ce fauteuil, je dois remercier M. Boizard pour l'obligeance avec laquelle il s'est mis une deuxième fois à la disposition de la Conférence pour la rédaction de nos procès-verbaux. Je suis heureux de lui présenter en même temps les meilleurs remerciements du Foreign Office.»

M. le Comte de Kuefstein répond en ces termes au discours de M. le Président:

»Nous sommes arrivés aujourd'hui à la dernière séance de cette session: je demande l'honneur de parler pour nous tous et d'exprimer à M. le Président nos plus chaleureux remerciements pour l'amabilité et la courtoisie avec lesquelles il a dirigé nos débats et pour l'habileté avec laquelle il a su les mener à bonne fin. Car nous pouvons bien dire que nous avons obtenu un résultat heureux. Le cercle des questions litigieuses s'est restreint de plus en plus, et s'il subsiste quelques points importants qui doivent encore rester en suspens, nous pouvons espérer que le délai qui nous est laissé jusqu'à notre prochaine réunion suffira pour préparer une entente. C'est avec cet espoir que nous disons »au revoir« à notre très honoré Président et à nos très estimés Collègues MM. les Délégués britanniques. Nous leur offrons à tous nos plus sincères remerciements pour la courtoisie et l'amabilité qu'ils nous ont sans cesse témoignées.»

Sur la proposition de M. le Comte de Kuefstein des remerciements sont votés à MM. les Secrétaires.

Le procès-verbal de la présente séance est lu et adopté.

La séance est levée à 3 heures.

Le Président de la Conférence,
Henry de Worms.

Les Secrétaires,
H. Farnall, A. E. Bateman, E. Boizard.

Après la levée de la séance, M. Kamensky communique à M. le Président un télégramme qu'il vient de recevoir de M. le Ministre des finances russe. Cette dépêche annonce que dans le cas où la Convention serait ratifiée par le Gouvernement Impérial, ce Gouvernement n'a pas l'intention de renouveler les primes sur le sucre exporté par la frontière d'Asie.

(Voir l'annexe B au procès-verbal.)

*Annexe A au procès-verbal de la vingt-deuxième séance.***Protocole de Clôture.**

Les soussignés, Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Russie, se sont réunis de nouveau à Londres, le 5 avril 1888, pour rédiger les termes d'une Convention ayant pour but la suppression des primes à l'exportation des sucres.

A la suite des délibérations consignées dans les procès-verbaux des séances, ils ont arrêté le Projet de Convention qui est annexé au présent Protocole, et qu'ils s'engagent à soumettre à l'appréciation de leurs Gouvernements respectifs, avec les réserves consignées dans les procès-verbaux ci-joints.

Ils s'engagent en outre à recommander à leurs Gouvernements respectifs de communiquer au Gouvernement de Sa Majesté Britannique leur opinion sur le Projet de Convention avant le 5 juillet de la présente année.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique se propose de convoquer le 16 août au plus tard une Conférence de Plénipotentiaires pour la signature de la Convention.

Fait à Londres, le 12 mai 1888.

Henry de Worms.

Onslow.

C. M. Kennedy.

F. G. Walpole.

Jordan.

Jaehnigen.

Kuefstein.

Guillaume.

Du Jardin.

D. de Smet.

De Barner.

Anto Batanero.

Dupuy de Lôme.

Ch. Sans-Leroy.

Jusserand.

G. Pallain.

A. Catusse.

T. Catalani.

Pistorius.

C. Van de Ven.

G. Kamensky.

Annexe au Protocole du 12 mai 1888.**Projet de Convention.**

Les Hautes Parties contractantes, désirant assurer par des engagements réciproques la suppression totale des primes ouvertes ou déguisées à l'exportation des sucres, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable Robert Arthur Talbot Gascoyne Cecil, Marquis de Salisbury, Comte de Salisbury, Vicomte Ceanborne, Baron Cecil, Pair

du Royaume-Uni, Chevalier du Très Noble Ordre de la Jarretière, Membre du Très Honorable Conseil privé de Sa Majesté, principal Secrétaire d'État de Sa Majesté au Département des Affaires étrangères, etc., etc., et le Baron Henry de Worms, membre du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sous-Secrétaire d'État pour les colonies, etc., etc.;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie,

Sa Majesté le Roi des Belges, M. le Baron Solvyns, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire; M. Guillaume, Directeur général à son Ministère des finances, et M. du Jardin, Inspecteur général à son Ministère des finances;

Sa Majesté le Roi de Danemark, M. de Barner, son Chambellan, Inspecteur général des douanes;

Sa Majesté le Roi d'Espagne, et en son nom la Reine Régente du Royaume, M. del Mazo, son Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire; M. Batanero, Député; et M. Dupuy de Lôme, son Ministre résident;

Le Président de la République française, M. Waddington, son Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire; et M. Sans-Leroy, Député;

Sa Majesté le Roi d'Italie, le Chevalier Catalani, son Chargé d'affaires;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg,

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, M. le Chevalier de Staal, son Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire; et M. Kamenski, son Conseiller d'État actuel:

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants: .

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures qui constitueront une garantie absolue et complète qu'il ne soit accordé aucune prime ouverte ou déguisée à la fabrication ou à l'exportation des sucres.

Art. 2.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent:

A percevoir l'impôt sur les quantités de sucre destinées à la consommation, sans accorder à l'exportation aucun drawback ou remboursement de droit, ni aucune décharge qui puisse donner lieu à une prime quelconque.

Dans ce but, elles s'engagent à soumettre au régime de l'entrepôt, sous la surveillance permanente de jour et de nuit des employés du fisc, les fabriques de sucre et les fabriques-raffineries, de même que les fabriques pour l'extraction du sucre des mélasses.

A cette fin, les usines seront construites de manière à donner toute garantie contre l'enlèvement clandestin des sucres, et lesdits employés auront la faculté de pénétrer dans toutes les parties des usines.

Des livres de contrôle seront tenus sur une ou plusieurs phases de la fabrication, et les sucres achevés seront déposés dans des magasins spéciaux offrant toutes les garanties désirables de sécurité.

Par exception au principe mentionné au premier alinéa de cet article, on pourra accorder le remboursement ou décharge de droits pour le sucre employé à la fabrication des chocolats et autres produits destinés à l'exportation, pourvu qu'il n'en résulte aucune prime.

Art. 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre les raffineries de sucre au même régime que les fabriques de sucre.

Cependant chaque Pays pourra tenir un compte de raffinage à titre de contrôle par le moyen de la saccharimétrie ou tout autre contrôle qui lui semblera le plus efficace afin de s'assurer contre une prime à l'exportation.

Proposition des Délégués des Pays-Bas.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre les raffineries de sucre au même régime que les fabriques de sucre.

Cependant elles se réservent de déterminer par les méthodes saccharimétriques la quantité de raffiné que représentent les sucres bruts admis dans les raffineries en franchise de droits, à charge d'exportation après raffinage, sauf à prélever les droits des excédents à constater par la surveillance permanente à la sortie et par l'inventaire des sucres et sirops qui se trouvent dans la raffinerie. Cet inventaire devra se faire au moins une fois par an.

Art. 4.

La Belgique ne se trouvant pas dans les mêmes conditions au point de vue de l'application du système d'impôt sur les quantités de sucre produites, le régime actuellement établi dans ce royaume pourra être maintenu, sauf les modifications suivantes :

La quotité de l'impôt sera ramené de 45 frans à 22 fr. 50 à partir de la mise en vigueur de la présente Convention. La prise en charge des fabriques abonnées sera portée de 1,500 à 1,750 grammes à la mise en vigueur de la Convention, et à 1,800 grammes deux ans après.

Art. 5.

Les Hautes Parties contractantes et leurs provinces d'outre-mer, colonies ou possessions étrangères, qui ne perçoivent pas d'impôt sur les sucres, ou qui n'accordent à l'exportation des sucres bruts, des sucres raffinés, des mélasses, ou des glucoses aucun drawback, remboursement ni décharge de droits ou de quantités, sont dispensées de se conformer aux dispositions des articles 2 et 3, pourvu qu'elles s'engagent à conserver un de ces systèmes pendant la durée de la Convention ou, en cas de changement, à adopter le système établi aux articles 2 et 3.

La Russie, qui perçoit l'impôt d'après un taux unique sur la totalité de la fabrication et qui accorde à l'exportation de toutes espèces de sucre une restitution qui n'excède pas ce taux, est, tant qu'elle maintient le régime actuel, assimilée aux Puissances désignées par le paragraphe précédent.

Art. 6.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de créer une Commission internationale des sucres qui sera chargée de surveiller l'exécution des dispositions de la présente Convention.

Cette Commission sera composée de Délégués des différentes Puissances et il lui sera adjoint un Bureau permanent.

Les Délégués auront pour mission :

1^o D'examiner si les lois, arrêtés et règlements relatifs à l'imposition des sucres sont conformes aux principes arrêtés par les articles précédents, et si, dans la pratique, il n'est accordé aucune prime ouverte ou déguisée à l'exportation des sucres, mélasses ou glucoses ;

2^o D'émettre un avis sur les questions litigieuses ;

3^o D'instruire les demandes d'admission à l'Union des États qui n'ont point pris part à la présente Convention.

Le Bureau permanent sera chargé de rassembler, de traduire, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature qui se rapportent à la législation et à la statistique des sucres, non seulement dans les Pays contractants, mais également dans tous les autres Pays.

Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Hautes Parties contractantes communiqueront par la voie diplomatique au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, qui les fera parvenir à la Commission, les lois, arrêtés et règlements sur l'imposition des sucres qui sont ou seront en vigueur dans leurs Pays respectifs, ainsi que les renseignements statistiques relatifs à l'objet de la présente Convention.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra être représentée à la Commission par un Délégué ou par un Délégué et un Délégué adjoint.

La première réunion de la Commission aura lieu à Londres, dans le mois qui suivra la ratification de la présente Convention.

La Commission est chargée de préparer à sa première réunion un projet de règlement déterminant le lieu et la date de ses réunions ultérieures, ainsi que le siège du Bureau permanent.

Dans sa première réunion, la Commission arrêtera son règlement d'ordre intérieur et rédigera un rapport sur les lois ou projets de lois qui lui auront été soumis par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

La Commission n'aura qu'une mission de contrôle et d'examen. Elle fera, sur toutes les questions qui lui seront soumises, un rapport qu'elle adressera au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, lequel le communiquera aux Puissances intéressées et provoquera, si la demande en est faite par une des Hautes Parties contractantes, la réunion d'une Conférence qui arrêtera les résolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances.

Les frais résultant de l'organisation et du fonctionnement du Bureau permanent et de la Commission (sauf le traitement ou les indemnités des Délégués, qui seront payés par leurs Pays respectifs) seront supportés par tous les Pays contractants et répartis entre eux d'après un mode à régler par la Commission.

Art. 7.

A partir de la mise en vigueur de la présente Convention, tout sucre brut, sucre raffiné, mélasse ou glucose provenant des pays, provinces d'outre-mer, colonies ou possessions étrangères qui maintiendraient le système des primes ouvertes ou déguisées à la fabrication ou à l'exportation des sucres, sera exclu des territoires des Hautes Parties contractantes.

Toute Puissance contractante, pour exclure de son territoire les sucres bruts, sucres raffinés, mélasses ou glucoses qui auront profité de primes ouvertes ou déguisées, pourra, ou les frapper d'une prohibition absolue, ou d'un droit qui devra nécessairement excéder le montant de la prime.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour obtenir ces résultats.

Le fait de l'existence dans un pays, province d'outre-mer, colonie ou possession étrangère d'un système donnant des primes ouvertes ou déguisées sur le sucre brut, sucre raffiné, mélasse ou glucose, sera constaté par un vote des Puissances signataires de la présente Convention.

Art. 8.

Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer, sur leur demande, à la condition que leurs lois et leurs règlements sur le régime des sucres soient d'accord avec les principes de la présente Convention et aient été soumis préalablement à l'approbation des Hautes Parties contractantes, dans les formes prescrites à l'article 6.

Art. 9.

La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} août 1890.

Elle restera en vigueur pendant dix années, à dater de ce jour, et dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de dix années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Dans le cas où une des Puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard; mais les autres Puissances conserveront jusqu'au 31 octobre de l'année de la dénonciation la faculté de notifier l'intention de se retirer à leur tour à partir du 1^{er} août de l'année suivante.

Toutefois chacune des Hautes Parties contractantes pourra, en dénonçant la Convention douze mois à l'avance, y mettre un terme à son égard à l'expiration de la deuxième, de la cinquième et de la huitième année de ladite période de dix années.

Si plus d'une Puissance voulait se retirer, une Conférence des Puissances concordataires se réunirait à Londres dans les trois mois pour aviser sur les mesures à prendre.

Art. 10.

Les dispositions de la présente Convention sont applicables aux provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes.

Dans le cas où une de ces provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes désirerait se retirer séparément de la Convention, une notification à cet effet sera faite aux Puissances contractantes par le Gouvernement de la métropole, de la manière et avec les conséquences indiquées à l'article 9.

Art. 11.

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de chacun des Pays contractants.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Londres, le 1^{er} août 1889, ou plus tôt si faire se peut.

Annexe B au procès-verbal de la vingt-deuxième séance.

Vous êtes autorisé à déclarer à la Conférence que, dans le cas où la Convention sera ratifiée par le Gouvernement Impérial, il n'a pas l'intention de renouveler les primes pour les sucres exportés en Asie après le 1^{er} mai 1891.

Le Ministre des Finances,
Wischnegradsky.

Table chronologique.

1876.

Mai 8.	Salvador, Guatémala. Traité de paix et d'amitié.	192
--------	--	-----

1878.

Mars 31.	Salvador, Honduras. Convention destinée à empêcher la contrebande.	203
Mars 31.	Salvador, Honduras. Traité de paix et d'amitié.	195
Juill. 8.	Serbie, Autriche-Hongrie. Convention provisoire concernant les chemin de fer et la régularisation des	
Juin 26.	Portes de fer.	272
Sept. 27.	Portugal, Uruguay. Convention d'extradition.	4
Nov. 25.	Uruguay, Brésil. Traité d'extradition.	444
Déc. 24.	Portugal, Argentine. Convention consulaire et de commerce.	9

1879.

Mai 10.	Portugal, Bolivie. Traité de commerce, de navigation et d'extradition.	16
Mai 19.	Serbie, Russie. Arrangement provisoire relatif au commerce des deux Pays.	278
Oct. 25.	Portugal, Zanzibar. Traité d'amitié et de commerce.	23

1880.

Juin 14.	Serbie, Russie. Déclaration destinée à renouveler l'arrangement provisoire conclu en matière commerciale.	279
Nov. 10.	Portugal, Belgique. Convention consulaire.	27
Déc. 8.	Salvador, Honduras. Convention additionnelle au traité du 31 mars 1878.	204
Déc. 24.	Salvador, Colombie. Convention reconnaissant l'arbitrage comme moyen à résoudre tous les différends des deux Pays.	206

1881.

Mars 4. Fevr. 20.	Roumanie, Belgique. Assistance judiciaire.	111
----------------------	--	-----

Juin 5/17.	Roumanie, Etats-Unis d'Amérique. Convention consulaire.	112
Déc. 17/29.	Roumanie, Monaco. Convention d'extradition.	117

1882.

Févr. 23.	Salvador, Colombie. Propriété littéraire.	208
Avril 14.	Salvador, Colombie. Convention d'extradition.	209
Mai 2/14.	Russie, Turquie. Convention relative au paiement de l'indemnité de guerre.	165
Mai 5.	Portugal, Hawaï. Convention provisoire de commerce, de navigation, d'émigration et convention consulaire.	33
Mai 19.	Serbie, Grèce. Traité de commerce.	280
Juill. 3.	Salvador, République Dominicaine. Convention de paix et d'arbitrage.	207
Sept. 25.	Portugal, Suisse. Protection des marques de fabrique.	35
Nov. 8.	Salvador, Costa Rica. Traité d'amitié.	239
Nov. 20.	Salvador, Mexique. Convention relative à l'échange des publications officielles.	213

1883.

Jan. 29.	Portugal, Turquie. Protocole relatif à l'admission des sujets portugais en Turquie au droit de propriété immobilière.	36
Févr. 7.	Salvador, Uruguay. Convention d'arbitrage.	214
Mai 1.	Portugal, Dominique. Traité d'amitié.	48
Mai 1.	Portugal, Dominique. Convention consulaire.	38
Mai 14.	Portugal, Siam. Trafic des boissons dans le Royaume de Siam.	54
Juill. 25.	Siam, Danemark. Trafic des boissons en Siam.	295
Août 16/28.	Russie, Danemark. Jaugeage des batiments.	167
Août 27.	Portugal, Suisse. Convention consulaire.	56
Août 27.	Salvador, Vénézuéla. Convention consulaire.	224
Août 27.	Salvador, Vénézuéla. Traité d'amitié.	215
Nov. 15.	Salvador, Nicaragua. Convention concernant le canal interocéanique.	228
Nov. 17.	Salvador, Nicaragua. Traité d'amitié.	229
Déc. 12.	Portugal, Espagne. Traité de commerce.	60
Déc. 17.	Suisse, Pays-Bas. Adhésion des Pays-Bas à la Convention phylloxérique internationale du 3 nov. 1881.	299

1884.

Mars 1.	Suisse, Bulgarie. Adhésion de la Bulgarie à la Convention conclue à Genève le 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne.	332
Mai 17.	Portugal, République de l'Afrique du Sud. Convention supplémentaire au traité d'amitié et de commerce du 11 décembre 1875.	66
Juin 23.	Salvador, Espagne. Propriété littéraire.	236
Nov. 22.	Salvador, Espagne. Convention d'extradition.	251

1885.

Mars 1.	Salvador, Espagne. Convention consulaire.	257
Mars 2.	Salvador, Espagne. Traité de commerce.	265
Mars 2.	Salvador, Espagne. Traité de paix.	264

Juin 22.	Suisse, Autriche-Hongrie. Garantie des marques de fabrique et de commerce.	300
Avril 10.	Portugal, Suède et Norvège. Traité de commerce.	70
Sept. 12.	Salvador, Guatémala, Honduras. Traité de paix.	268
Oct. 2.	Portugal, Espagne. Arrangement concernant la réglementation de la pêche sur les côtes respectives des États.	77
Oct. 2.	Portugal, Espagne. Arrangement relatif au transit de marchandises.	85
Oct. 2.	Suisse, Congo. Adhésion du Congo à la Convention postale universelle de Paris du 1 juin 1878.	299
Oct. 27.	Suisse, Japon. Adhésion du Japon à la Convention concernant la création du bureau international des poids et des mesures du 20 mai 1875.	301
Nov. 6.	Suisse, Afrique du Sud (République de l'). — Traité de paix et de commerce.	302
Nov. 18.	Uruguay, Grande-Bretagne. Traité d'amitié de commerce et de navigation	449
Nov. 23.	Uruguay, Espagne. Traité d'extradition.	456
Nov. 28.	Salvador, Costa Rica. Traité d'amitié.	246
Déc. 10.	Suisse, Monaco. Convention d'extradition.	312
1886.		
Jan. 19.	Chile, Suisse. Convention d'arbitrage.	324
Févr. 19.	Suisse, Equateur. Denonciation de la Convention pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883.	327
Mars 3.	Serbie, Turquie, Bulgarie. Traité de paix.	284
Févr. 19.	Serbie, Belgique, Brésil etc. Convention pour établir un système d'échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires des États respectifs.	287
Mars 15.	Serbie, Belgique Brésil etc. Convention pour établir l'échange international des journaux officiels ainsi que des annales et des documents parlementaires.	285
Avril 29.	Allemagne, Belgique, Brésil etc. Travaux préparatoires, Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété industrielle.	551
Mai 11.	Suisse, Italie. Déclaration relative à la communication réciproque des actes intéressant l'état civil de leurs ressortissants respectifs.	327
Mai 12.	Portugal, France. Délimitation des possessions respectives dans l'Afrique occidentale.	108
Mai 26.	Suisse, Roumanie. Traité de commerce.	334
Juin 7.	Suisse, Bade. Convention pour établir un service de surveillance sanitaire à la gare badoise de Bâle.	329
Juin 3.	Suisse, Allemagne. Convention pour faciliter en matière de droit la conclusion des mariages entre les ressortissants des deux pays.	331
Juin 4.	Suisse, Japon. Adhésion du Japon à la convention conclue à Genève le 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne.	333

Juin 9.	Zanzibar, Allemagne, France, Grande-Bretagne. Procès-verbal contenant les déclarations unanimes des délégués d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne sur les droits territoriaux du Sultan de Zanzibar.	471
Juin 10—25.	Allemagne, Belgique, Danemark etc. Conférence internationale ayant pour objet de remédier aux abus qu'engendre le trafic des spiritueux dans la mer du Nord.	473
Juin 23.	Portugal, St.-Siège. Concordat concernant les affaires religieuses des Indes Orientales.	97
Juin 23.	Russie. Oucase concernant la suppression de la franchise du port de Batoum.	169
Juin 30.	Serbie, Allemagne. Protection des marques de fabrique.	291
Juill. 1.	Suisse, Liechtenstein. Admission réciproque des médecins etc. établis dans les communes limitrophes à l'exercice de leur art.	341
Juill. 2.	Russie. Statut de la famille Impériale.	151
<u>Août 23.</u>	Turquie, Serbie. Arrangement provisoire concernant les consuls.	438
<u>Sept. 4.</u>	Suisse, Belgique. Convention concernant l'assistance judiciaire.	342
<u>Sept. 9.</u>	Serbie, Bulgarie. Convention concernant le rétablissement des relations diplomatiques.	292
Oct. 13/25.	Suisse, Autriche-Hongrie. Convention pour régler l'admission réciproque des médecins etc. établis dans les communes limitrophes à l'exercice de leur art.	345
Oct. 29.	Russie, Autriche-Hongrie. Déclaration concernant le renvoi des sujets respectifs.	190
Déc. 1/13.	Suisse. Loi fédérale concernant la levée en masse.	348
Déc. 4.	Roumanie, Russie. Traité de commerce.	124
Déc. 4/16.		

1887.

Jan. 18.	Espagne, Suède et Norvège. Convention prorogeant le traité de commerce du 15 mars 1883.	298
Jan. 31.	Portugal. Circulaire aux Consuls relative à l'émigration et au commerce.	107
Févr. 9.	Turquie, Égypte. Décret relatif à l'établissement d'une haute Cour administrative en Égypte.	439
<u>Févr. 17.</u>	Russie, Turquie. Note concernant l'indemnité de guerre.	172
<u>Mars 1.</u>	Vénézuëla, Grande-Bretagne. Réclamation territoriale.	469
Févr. 20.	Russie. Oucases concernant l'acquisition d'immeuble par les étrangers.	173
<u>Mars 14.</u>	Russie, Portugal. Convention d'extradition.	175
<u>Avril 28.</u>	Suisse, Bade, Alsace-Lorraine. Convention ayant pour objet l'adoption des règles analogues pour l'exécution de la pêche dans le Rhin ainsi que dans le lac de Constance.	850
<u>Mai 10.</u>	Turquie, Égypte, Grande-Bretagne. Convention concernant l'Égypte.	440
<u>Mai 18.</u>	Suisse, Belgique. Traité d'immigration et d'établissement.	346
Mai 22.		
Juin 4.		

Juin 4.	Suisse, Belgique. Traité concernant les conditions de l'établissement des Belges en Suisses et des Suisses en Belgique. 384
Juin 8.	Pays-Bas, Espagne. Convention de commerce. 3
Juin 27.	Suisse, Espagne. Arrangement concernant la prolongation de la durée du traité de commerce du 14 mars 1883. 356
Juill. 9.	Suisse, France. Convention relative à la navigation sur le lac Léman. 357
Août 6.	Russie. Oucase relatif à l'annexion d'une partie de l'Asie centrale aux domaines de l'Empereur 179
Août 10/22.	Serbie, Turquie. Jonction des chemins de fer turco-serbs. 293
Août 25.	Russie, Afghanistan. Délimitation de la frontière afghane. 180
Oct. 21/28.	Suisse, Autriche-Hongrie. Déclaration fixant les règles de la réadmission des sujets respectifs. 383
Nov. 10/22.	Roumanie, Turquie. Traité de commerce. 130
Nov. 16.	Allemagne, Belgique, Danemark etc. Convention internationale concernant l'abolition du trafic des spiritueux parmi les pêcheurs dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales. 510
Nov. 24—Déc. 19. 1898. Avril 5—Mai 12.	Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc. Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Londres afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres. 669, 724
Nov. 25.	Uruguay, Brésil, Argentine. Convention sanitaire. 462
Nov. 25.	Roumanie, Autriche-Hongrie. Convention de délimitation. 131
Déc. 7.	Suisse, Serbie. Convention d'extradition. 387
Nov. 28.	Suisse, France. Convention en vue d'assurer la fréquentation des écoles primaires par les enfants des deux pays. 402
Déc. 14.	

1888.

Févr. 4/16.	Suisse, Serbie. Convention d'établissement et consulaire. 406
Avril 5—Mai 12. 1887. Nov. 24—Déc. 19.	Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc. Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Londres afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression de primes à l'exportation des sucres. 669, 724
Avril 14.	Suisse, France. Déclarations destinées à modifier la convention du 28 déc. 1880 pour réglementer la pêche dans les eaux frontières. 410
Juin 24.	Suisse, Italie. Convention concernant la réciprocité dans l'exercice des professions médicales par les personnes domiciliées à proximité de la frontière. 412
Juin 29.	Suisse. Loi fédérale concernant les brevets d'invention. 418
Juill. 4.	Suisse, St.-Siège. Convention pour régler définitivement la situation religieuse des paroisses du canton du Tessin. 415

Table alphabétique.

Afghanistan.

1887. Août 25.	Russie. Délimitation de la frontière afghane.	180
----------------	---	-----

Afrique du Sud (République de l').

1884. Mai 17.	Portugal. Convention supplémentaire au traité d'amitié et de commerce du 11 déc. 1875.	66
1885. Nov. 6.	Suisse. Traité de paix et de commerce.	302

Allemagne.

1886. Mai 11.	Belgique, Brésil, Espagne etc. Travaux préparatoires, Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome, du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété industrielle.	551
1886. Juin 4.	Suisse. Convention pour faciliter en matière de droit la conclusion des mariages entre les ressortissants des deux pays.	331
1886. Juin 9.	France, Grande-Bretagne, Zanzibar. Procès-verbal contenant les déclarations unanimes des délégués d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne sur les droits territoriaux du Sultan de Zanzibar.	471
1886. Juin 10—25.	Belgique, Danemark, France etc. Conférence internationale ayant pour objet de remédier aux abus qu'engendre le trafic des spiritueux dans la mer du Nord.	473
1886. Juin 30.	Serbie. Protection des marques de fabrique.	291
1887. Nov. 16.	Belgique, Danemark, France etc. Convention internationale concernant l'abolition du trafic des spiritueux parmi les pêcheurs dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales.	510
1887. Nov. 24—Déc. 19.	Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark etc. Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Londres afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres.	669
1888. Avr. 5—Mai 12.		724
1887. Mai 18.	Alsace-Lorraine, Bade, Suisse. Convention ayant pour objet l'adoption des règles analogues pour l'exécution de la pêche dans le Rhin et dans ses affluents ainsi que dans le lac de Constance.	350

Argentine.

1878. Déc. 24.	Portugal. Convention consulaire et de commerce.	9
1887. Nov. 25.	Uruguay, Brésil. Convention sanitaire.	462

Autriche-Hongrie.

1878. <u>Juillet 3.</u> <u>Juin 26.</u>	Serbie. Convention provisoire concernant les chemin de fer et la régularisation des Portes de fer.	277.
1885. Juin 22.	Suisse. Garantie des marques de fabrique et de commerce	300
1886. Oct. 29.	Suisse. Convention pour régler l'admission réciproque des medecins etc. établis dans les communes limitrophes à l'exercice de leur art.	345
1886. Déc. 1/13.	Russie. Déclaration concernant le renvoi des sujets respectifs.	190
1887. Oct. 21/28.	Suisse. Déclaration fixant les règles de la réadmission des sujets respectifs.	383
1887. Nov. 24—Déc. 19.	Allemagne, Belgique, Danemark etc. Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Londres afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres.	669 724
1888. Avr 5—Mai 12.	Roumanie. Convention de délimitation.	181

Bade.

1886. Juin 3.	Suisse. Convention pour établir un service de surveillance sanitaire à la gare badoise de Bâle.	329
1887. Mai 18.	Suisse, Alsace-Lorraine. Convention ayant pour objet l'adoption des règles analogues pour l'exécution de la pêche dans le Rhin et dans ses affluents ainsi que dans le lac de Constance.	350

Belgique.

1880. Nov. 10.	Portugal. Convention consulaire.	27
1881. <u>Mars 4.</u> <u>Févr. 20.</u>	Roumanie. Assistance judiciaire.	111
1886. Mars 15.	Brésil, Espagne etc. Convention pour établir un système d'échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires des Etats respectifs.	287
1886. Mars 15.	Serbie, Brésil, Espagne etc. Convention pour établir l'échange international des journaux officiels ainsi que des annales et des documents parlementaires.	285
1886. <u>Avril 29.</u> <u>Mai 11.</u>	Allemagne, Brésil, Espagne etc. Travaux préparatoires. Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété industrielle.	551
1886. Juin 10—25.	Allemagne, Danemark, France etc. Conférence internationale ayant pour objet de remédier aux abus qu'engendre le trafic des spiritueux dans la mer du Nord.	473
1886. Sept. 9.	Suisse. Convention concernant l'assistance judiciaire	342
1887. Juin 4.	Suisse. Traité concernant les conditions de l'établissement des Belges en Suisse et des Suisses en Belgique	389
1887. Juin 4.	Suisse. Traité d'immigration et d'établissement.	346
1887. Nov. 16.	Allemagne, Danemark, France etc. Convention internationale concernant l'abolition du trafic des spiritueux parmi les pêcheurs dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales.	510

1887. Nov. 24—Déc. 19.
1888. Avril 5—Mai 12.

Allemagne, Autriche-Hongrie, Danemark etc. Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Londres afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres. 669 724

Bolivie.

1879. Mai 10. **Portugal.** Traité de commerce, de navigation et d'extradition. 16

Brésil.

1887. Nov. 25. **Uruguay, Argentine.** Convention sanitaire. 462
1878. Nov. 25. **Uruguay.** Traité d'extradition. 444
1886. Mars 15. **Serbie, Belgique, Espagne etc.** Convention pour établir l'échange international des journaux officiels ainsi que des annales et des documents parlementaires. 285
1886. Mars 15. **Belgique, Brésil etc.** Convention pour établir un système d'échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires des États respectifs. 287
1886. Avril 29.
Mai 11. **Allemagne, Belgique, Espagne etc.** Travaux préparatoires, Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété industrielle. 551

Bulgarie.

1884. Mars 1. **Suisse.** Adhésion de la Bulgarie à la Convention conclue à Genève le 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne. 332
1886. Mars 3.
Févr. 19. **Serbie, Turquie.** Traité de paix. 284
1886. Oct. 13/25. **Serbie.** Convention concernant le rétablissement des relations diplomatiques. 292

Chile.

1886. Janv. 19. **Suisse.** Convention d'arbitrage. 324

Colombie.

1880. Déc. 24. **Salvador.** Convention reconnaissant l'arbitrage comme moyen à résoudre tous les différends des deux Pays. 206
1882. Fév. 23. **Salvador.** Propriété littéraire. 208
1882. Avr. 14. **Salvador.** Convention d'extradition. 209

Congo.

1885. Oct. 2. **Suisse.** Adhésion du Congo à la Convention postale universelle de Paris du 1^{er} juin 1878. 299

Costa Rica.

1882. Nov. 8. **Salvador.** Traité d'amitié. 239
1885. Nov. 28. **Salvador.** Traité d'amitié. 246

Danemark.

1883. Juill. 25. **Siam.** Trafic des boissons en Siam. 295
1883. Août 16/28. **Russie.** Jaugeage des bâtiments. 167

1886. Juin 10—25.	Allemagne, Belgique, France etc. Conférence internationale ayant pour objet de remédier aux abus qu'engendre le trafic des spiritueux dans la mer du Nord.	473
1887. Nov. 16.	Allemagne, Belgique, France etc. Convention internationale, concernant l'abolition du trafic des spiritueux parmi les pêcheurs dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales.	510
1887. Nov. 24—Déc. 19.	Allemagne, Autriche-Hongrie, Danemark etc. Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Londres afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres.	669 724
1888. Avril 5—Mai 12.		

Dominicaine (République).

1882. Juill. 3.	Salvador. Convention de paix et d'arbitrage.	207
1883. Mai 1.	Portugal. Convention consulaire.	38
1883. Mai 1.	Portugal. Traité d'amitié.	48

Égypte.

1887. Févr. 9.	Turquie. Décret relatif à l'établissement d'une haute cour administrative en Égypte.	439
1887. Mai 22.	Turquie, Grande - Bretagne. Convention concernant l'Égypte.	440

Espagne.

1883. Déc. 12.	Portugal. Traité de commerce.	60
1884. Juin 23.	Salvador. Propriété littéraire.	236
1884. Nov. 22.	Salvador. Convention d'extradition.	251
1885. Mars 1 ^{er} .	Salvador. Convention consulaire.	257
1885. Mars 2.	Salvador. Traité de paix.	264
1885. Mars 2.	Salvador. Traité de commerce.	265
1885. Oct. 2.	Portugal. Arrangement concernant les règlementation de la pêche les côtes respectives des États.	77
1885. Oct. 2.	Portugal. Arrangement relatif au transit de marchandises.	85
1885. Nov. 23.	Uruguay. Traité d'extradition.	456
1886. Mars 15.	Serbie, Belgique, Brésil etc. Convention pour établir l'échange international des journaux officiels ainsi que des annales et des documents parlementaires.	285
1886. Mars 15.	Belgique, Brésil etc. Convention pour établir un système d'échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires des États respectifs.	287
1886. <u>Avril 29.</u> <u>Mai 11.</u>	Allemagne, Belgique, Brésil etc. Travaux préparatoires, Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété industrielle.	551
1887. Janv. 18.	Suède et Norvège. Convention prorogeant le traité de commerce du 15 mars 1883.	208
1887. Juin 8.	Pays-Bas. Convention de commerce.	3
1887. Juin 27.	Suisse. Arrangement concernant la prolongation de la durée du traité de commerce du 14 mars 1883.	356
1887. Nov. 24—Déc. 19.	Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc. Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Londres afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres.	669 724
1888. Avril 5—Mai 12.		

États-Unis d'Amérique.

1881. Juin 5/17.	Roumanie. Convention consulaire.	112
1886. Mars 15.	Serbie, Belgique, Brésil etc. Convention pour établir l'échange international des journaux officiels ainsi que des annales et des documents parlementaires.	285
1886. Mars 15.	Belgique, Brésil etc. Convention pour établir un système d'échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires des États respectifs.	287
1886. <u>Avril 29.</u> <u>Mai 11.</u>	Allemagne, Belgique, Brésil etc. Travaux préparatoires, Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété industrielle.	551
1888. Avr. 5-Mai 12.	Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc. Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Londres afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres.	669 724

Équateur.

1886. Févr. 19.	Suisse. Dénonciation de la Convention pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883.	327
-----------------	--	-----

France.

1886. Mai 12.	Portugal. Délimitation des possessions respectives dans l'Afrique occidentale.	108
1886. <u>Avril 29.</u> <u>Mai 11.</u>	Allemagne, Belgique, Brésil etc. Travaux préparatoires, Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété industrielle.	551
1886. Juin 9.	Allemagne, Grande-Bretagne, Zanzibar. Procès-verbal contenant les déclarations unanimes des délégués d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne sur les droits territoriaux du Sultan de Zanzibar.	471
1886. Juin 10—25.	Allemagne, Belgique, Danemark etc. Conférence internationale ayant pour objet de remédier aux abus qu'engendre le trafic des spiritueux dans la mer du Nord.	473
1887. Juill. 9.	Suisse. Convention relative à la navigation sur le lac Léman.	357
1887. Nov. 16.	Allemagne, Belgique, Danemark etc. Convention internationale concernant l'abolition du trafic des spiritueux parmi les pêcheurs dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales.	510
1887. Nov. 24—Déc. 19. 1888. <u>Avril 5—Mai 12.</u>	Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc. Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Londres afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres.	669 724
1887. Déc. 14.	Suisse. Convention en vue d'assurer la fréquentation des écoles primaires par les enfants des deux pays.	402
1888. Avril 14.	Suisse. Déclarations destinées à modifier la convention du 28 déc. 1880 pour réglementer la pêche dans les eaux frontières.	410

Grande-Bretagne.

1885. Nov. 13.	Uruguay. Traité d'amitié de commerce et de navigation.	449
----------------	--	-----

1886. Avr. 29-Mai 11.	Allemagne, Belgique, Brésil etc. Travaux préparatoires, Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété internationale. 551
1886. Juin 9.	Allemagne, France, Zanzibar. Procès-verbal contenant les déclarations unanimes des délégués d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne sur les droits territoriaux du Sultan de Zanzibar. 471
1886. Juin 10—25.	Allemagne, Danemark, Belgique etc. Conférence internationale ayant pour objet de remédier aux abus qu'engendre le trafic des spiritueux dans la mer du Nord. 473
1887. Févr. 20.	Vénézuéla. Réclamation territoriale. 469
1887. Mai 22.	Turquie, Égypte. Convention concernant l'Égypte. 440
1887. Nov. 16.	Allemagne, Belgique, Danemark etc. Convention internationale, concernant l'abolition du trafic des spiritueux parmi les pêcheurs dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales. 510
1897. Nov. 24—Déc. 19.	Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc. Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Londres afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres. 669 724
1898. Avril 5—Mai 12.	

Grèce.

1882. Mai 19.	Serbie. Traité de commerce. 280
---------------	--

Guatémala.

1876. Mai 8.	Salvador. Traité de paix et d'amitié. 192
1885. Sept. 12.	Salvador, Honduras. Traité de paix. 268

Hawaï.

1882. Mai 5.	Portugal. Convention provisoire de commerce, de navigation, d'émigration et convention consulaire. 33
--------------	--

Honduras.

1878. Mars 31.	Salvador. Traité de paix et d'amitié. 195
1878. Mars 31.	Salvador. Convention destinée à empêcher la contre-bande. 203
1880. Déc. 8.	Salvador. Convention additionnelle au traité du 31 mars 1878. 204
1885. Sept. 12.	Salvador, Guatémala. Traité de paix. 268

Italie.

1886. Mars 15.	Serbie, Belgique, Brésil. Convention pour établir l'échange international des journaux officiels ainsi que des annales et des documents parlementaires. 285
1886. Mars 15.	Belgique, Brésil etc. Convention pour établir un système d'échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires des Etats respectifs. 287
1886. Avr. 29-Mai 11.	Allemagne, Belgique, Brésil etc. Travaux préparatoires, Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété internationale. 551

1886. Mai 11. Suisse. Déclaration relative à la communication réciproque des actes intéressant l'État civil de leurs ressortissants respectifs. 327
1887. Nov. 24—Déc. 19. Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc. Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Londres du 24 nov. au 19 déc. 1887 afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres. 669 724
1888. Juin 24. Suisse. Convention concernant la réciprocité dans l'exercice des professions médicales par les personnes domiciliées à proximité de la frontière. 412

Japon.

1885. Oct. 27. Suisse. Adhésion du Japon à la Convention concernant la création et l'entretien du bureau international des poids et des mesures du 20 mai 1875. 301
1886. Juin 5. Suisse. Adhésion du Japon à la convention conclue à Genève le 22 août 1864 pour l'amélioration des militaires blessés dans les armées en campagne. 333

Liechtenstein.

1886. Juill. 1. Suisse. Admission réciproque des medecins etc. établis dans les communes limitrophes à l'exercice de leur art. 341

Luxembourg.

1886. Avril 29.
Mai 11. Allemagne, Belgique, Brésil etc. Travaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété industrielle. 551

México.

1882. Nov. 20. Salvador. Convention relative à l'échange des publications officielles. 213
1886. Avril 29.
Mai 11. Allemagne, Belgique, Brésil etc. Travaux préparatoires, Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété industrielle. 551

Monaco.

1881. Déc. 17/29. Roumanie. Convention d'extradition. 117
1885. Déc. 10. Suisse. Convention d'extradition. 312

Nicaragua.

1883. Nov. 15. Salvador. Convention concernant le canal interocéanique. 228
1883. Nov. 17. Salvador. Traité d'amitié. 229

Pays-Bas.

1883. Déc. 17. Suisse. Adhésion des Pays-Bas à la Convention phylloxérique internationale du 3 nov. 1881. 299
1886. Avril 29.
Mai 11. Allemagne, Belgique, Brésil etc. Travaux préparatoires, Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété industrielle. 551

1886. Juin 10—25.	Allemagne, Belgique, Danemark etc. Conférence internationale ayant pour objet de remédier aux abus qu'engendre le trafic des spiritueux dans la mer du Nord.	473
1887. Juin 8.	Espagne. Convention de commerce.	3
1887. Nov. 16.	Allemagne, Belgique, Danemark etc. Convention internationale concernant l'abolition du trafic des spiritueux parmi les pêcheurs dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales.	510
1887. Nov. 24—Déc. 19.	Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc. Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Londres afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres.	669 724
1898. Avril 5—Mai 12.		

Portugal.

1878. Sept. 27.	Uruguay. Convention d'extradition.	4
1878. Déc. 24.	Argentine. Convention consulaire et de commerce.	9
1879. Mai 10.	Bolivie. Traité de commerce, de navigation et d'extradition.	16
1879. Oct. 25.	Zanzibar. Traité d'amitié et de commerce.	23
1880. Nov. 10.	Belgique. Convention consulaire.	27
1882. Mai 5.	Hawaï. Convention provisoire de commerce, de navigation, d'émigration et convention consulaire.	33
1882. Sept. 25.	Suisse. Protection des marques de fabrique.	35
1883. Janv. 29.	Turquie. Protocole relatif à l'admission des sujets portugais en Turquie au droit de propriété immobilière.	36
1883. Mai 1.	Dominique. Convention consulaire.	38
1883. Mai 1.	Dominique. Traité d'amitié.	48
1883. Mai 14.	Siam. Trafic des boissons dans le Royaume de Siam.	54
1883. Août 27.	Suisse. Convention consulaire.	56
1883. Déc. 12.	Espagne. Traité de commerce.	60
1884. Mai 17.	République de l'Afrique du Sud. Convention supplémentaire au traité d'amitié et de commerce du 11 déc. 1875.	66
1885. Avril 10.	Suède et Norvège. Traité de commerce.	70
1885. Oct. 2.	Espagne. Arrangement concernant la réglementation de la pêche sur les côtes respectives des États.	77
1885. Oct. 2.	Espagne. Arrangement relatif au transit de marchandises.	85
1886. Mars 15.	Serbie, Belgique, Brésil etc. Convention pour établir l'échange international des journaux officiels ainsi que des annales et des documents parlementaires.	285
1886. Mars 15.	Belgique, Brésil etc. Convention pour établir un système d'échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires des États respectifs.	287
1886. <u>Avril 25.</u> <u>Mai 11.</u>	Allemagne, Belgique, Brésil etc. Travaux préparatoires, Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété industrielle.	551
1886. Mai 12.	France. Délimitation des possessions respectives dans l'Afrique occidentale.	108
1886. Juin 23.	St.-Siège. Concordat concernant les affaires religieuses des Indes Orientales.	97
1887. Janv. 31.	Circulaire aux consuls relative à l'émigration et au commerce.	107

1887. <u>Avril 28.</u> <u>Mai 10.</u>	Russie. Convention d'extradition.	175
--	--	-----

Roumanie.

1881. <u>Mars 4.</u> <u>Févr. 20.</u>	Belgique. Assistance judiciaire.	111
1881. Juin 5/17.	États-Unis d'Amérique. Convention consulaire.	112
1881. Déc. 17/29.	Monaco. Convention d'extradition.	117
1886. <u>Avril 29.</u> <u>Mai 11.</u>	Allemagne, Belgique, Brésil etc. Travaux préparatoires, Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété industrielle.	551
1886. <u>Mai 26.</u> <u>Juin 7.</u>	Suisse. Traité de commerce.	934
1886. Déc. 4/16.	Russie. Traité de commerce.	124
1887. Nov. 10/22.	Turquie. Traité de commerce.	130
1887. <u>Nov. 27.</u> <u>Déc. 7.</u>	Autriche-Hongrie. Convention de délimitation.	131

Russie.

1879. Mai 19.	Serbie. Arrangement provisoire relatif au commerce des deux Pays.	278
1880. Juin 14.	Serbie. Déclaration destinée à renouveler l'arrangement provisoire conclu en matière commerciale.	279
1882. Mai 2/14.	Turquie. Convention relative au paiement de l'indemnité de guerre.	165
1883. Août 16/28.	Danemark. Jaugeage des batiments.	167
1886. Juin 23.	Oucase concernant la suppression de la franchise du port de Batoum.	169
1886. Juill. 2.	Statut de la famille Impériale.	151
1886. Déc. 1/13.	Autriche-Hongrie. Déclaration concernant le renvoi des sujets respectifs.	190
1886. Déc. 4/16.	Roumanie. Traité de commerce.	124
1887. <u>Févr. 17.</u> <u>Mars 1.</u>	Turquie. Note concernant l'indemnité de guerre.	172
1887. Mars 14.	Oucases concernant l'acquisition d'immeubles par les étrangers.	173
1887. <u>Avril 28.</u> <u>Mai 10.</u>	Portugal. Convention d'extradition.	175
1887. Août 6.	Oucase relatif à l'annexion d'une partie de l'Asie centrale aux domaines de l'Empereur.	179
1887. Août 25.	Afghanistan. Délimitation de la frontière afghane.	180
1887. Nov. 24—Déc. 19.	Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc. Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Londres afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres.	669, 724
1888. Avril 5—Mai 12.	Svod des Lois de l'Empire de Russie.	145

Salvador.

1876. Mai 8.	Guatemala. Traité de paix et d'amitié.	192
1878. Mars 31.	Honduras. Traité de paix et d'amitié.	195
1878. Mars 31.	Honduras. Convention destinée à empêcher la contrebande.	203
1880. Déc. 8.	Honduras. Convention additionnelle au traité du 31 mars 1878.	204

1880. Déc. 24.	Colombie. Convention reconnaissant l'arbitrage comme moyen unique à résoudre tous les différends des deux Pays.	206
1882. Févr. 23.	Colombie. Propriété littéraire.	208
1882. Juill. 3.	République Dominicaine. Convention de paix et d'arbitrage.	207
1882. Avril 14.	Colombie. Convention d'extradition.	209
1882. Nov. 8.	Costa Rica. Traité d'amitié.	239
1882. Nov. 20.	México. Convention relative à l'échange des publications officielles.	213
1883. Févr. 7.	Uruguay. Convention d'arbitrage.	214
1883. Août 27.	Vénézuéla. Traité d'amitié.	215
1883. Août 27.	Vénézuéla. Convention consulaire.	224
1883. Nov. 15.	Nicaragua. Convention concernant le canal interocéanique.	228
1883. Nov. 17.	Nicaragua. Traité d'amitié.	229
1884. Juin 23.	Espagne. Propriété littéraire.	236
1884. Nov. 22.	Espagne. Convention d'extradition.	251
1885. Mars 1.	Espagne. Convention consulaire.	257
1885. Mars 2.	Espagne. Traité de paix.	264
1885. Mars 2.	Espagne. Traité de commerce.	265
1885. Sept. 12.	Guatemala, Honduras. Traité de commerce.	268
1885. Nov. 28.	Costa Rica. Traité d'amitié.	246

Serbie.

1878. <u>Juill. 8.</u> <u>Juin 26.</u>	Autriche-Hongrie. Convention provisoire concernant les chemin de fer et la régularisation des Portes de fer.	277
1879. Mai 19.	Russie. Arrangement provisoire relatif au commerce des deux Pays.	278
1880. Juin 14.	Russie. Déclaration destinée à renouveler l'arrangement provisoire conclu en matière commerciale.	279
1882. Mai 19.	Grèce. Traité de commerce.	280
1886. <u>Mars 8.</u> <u>Févr. 19.</u>	Turquie, Bulgarie. Traité de paix.	284
1886. Mars 15.	Belgique, Brésille, Espagne etc. Convention pour établir l'échange international des journaux officiels ainsi que des annales et des documents parlementaires.	285
1886. Mars 15.	Belgique, Brésil, Espagne etc. Convention pour établir un système d'échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires des États respectifs.	287
1886. <u>Avril 25.</u> <u>Mai 11.</u>	Allemagne, Belgique, Brésil etc. Travaux préparatoires, Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété industrielle.	551
1886. Juin 30.	Allemagne. Protection des marques de fabrique.	291
1886. <u>Avril 23.</u> <u>Sept. 4.</u>	Turquie. Arrangement provisoire concernant les consuls.	438
1886. Oct. 13/25.	Bulgarie. Convention concernant le rétablissement des relations diplomatiques.	292
1887. Août 10/22.	Turquie. Jonction des chemins de fer turco-serbe.	293
1887. Nov. 28.	Suisse. Convention d'extradition.	387
1888. Févr. 4/16.	Suisse. Convention d'établissement et consulaire.	406

Siam.

1883. Mai 14.	Portugal. Trafic des boissons dans le Royaume de Siam.	54
---------------	---	----

1883. Juill. 25. **Danemark.** Trafic des boissons en Siam. 295

St.-Siège.

1886. Juin 23. **Portugal.** Concordat concernant les affaires religieuses des Indes Orientales. 97

1888. Juill. 4. **Suisse.** Convention pour régler définitivement la situation religieuse des paroisses du canton du Tessin. 415

Suède et Norvège.

1885. Avril 10. **Portugal.** Traité de commerce. 70

1886. Avril 29.
Mai 11. **Allemagne, Belgique, Brésil etc.** Travaux préparatoires Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété internationale. 551

1887. Janv. 18. **Espagne.** Convention prorogeant le traité de commerce du 15 mars 1883. 298

1887. Nov. 24—Déc. 19.
1888. Avril 5—Mai 12. **Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc.** Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Londres afin d'étudier les bases d'une entente relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres. 669, 724

Suisse.

1882. Sept. 25. **Portugal.** Protection des marques de fabrique. 35

1883. Août 27. **Portugal, Suisse.** Convention consulaire. 56

1883. Déc. 17. **Pays-Bas.** Adhésion des Pays-Bas à la Convention phylloxérique internationale du 3. nov. 1881. 299

1884. Mars 1. **Bulgarie.** Adhésion de la Bulgarie à la Convention conclue à Genève le 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne. 392

1885. Juin 22. **Autriche-Hongrie.** Garantie des marques de fabrique et de commerce. 300

1885. Oct. 2. **Congo.** Adhésion du Congo à la Convention postale universelle de Paris du 1 Juin 1878. 299

1885. Oct. 27. **Japon.** Adhésion du Japon à la Convention concernant la création et l'entretien d'un bureau international des poids et des mesures du 20 mai 1875. 301

1885. Nov. 6. **Afrique du Sud (République de l').** — Traité de paix et de commerce. 302

1885. Déc. 10. **Monaco.** Convention d'extradition. 312

1886. Janv. 19. **Chile.** Convention d'arbitrage. 324

1886. Fév. 19. **Équateur.** Dénonciation de la Convention pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883. 327

1886. Mars 15. **Belgique, Brésil etc.** Convention pour établir un système d'échanges internationaux pour les document officiels et pour les publications scientifiques et littéraires des États respectifs. 287

1886. Avril 25.
Mai 11. **Allemagne, Belgique, Brésil etc.** Travaux préparatoires, Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété internationale. 551

1886. Mai 11.	Italie. Déclaration relative à la communication réciproque des actes intéressant l'Etat civil de leurs ressortissants respectifs.	327
1886. <u>Mai 26.</u> <u>Juin 7.</u>	Roumanie. Traité de commerce.	334
1886. Juin 4.	Allemagne. Convention pour faciliter en matière de droit la conclusion des mariages entre les ressortissants des deux pays.	331
1886. Juin 3.	Bade. Convention pour établir un service de surveillance sanitaire à la gare badoise de Bâle.	329
1886. Juin 5.	Japon. Adhésion du Japon à la convention conclue à Genève le 22 août 1864 pour l'amélioration des militaires blessés dans les armées en campagne.	333
1886. Juill. 1.	Admission réciproque des medecins etc. établis dans les communes limitrophe à l'exercice de leur art.	341
1886. Sept. 9.	Belgique. Convention concernant l'assistance judiciaire.	342
1886. Oct. 29.	Autriche-Hongrie. Convention pour régler l'admission réciproque des medecins etc. établis dans les communes limitrophe à l'exercice de leur art.	345
1886. Déc. 4.	Loi fédérale concernant la levée en masse.	348
1887. Mai 18.	Bade, Alsace-Lorraine. Convention ayant pour objet l'adoption des règles analogues pour l'exécution de la pêche dans le Rhin et dans ses affluents ainsi que dans le lac de Constance.	350
1887. Juin 4.	Belgique. Traité d'immigration et d'établissement.	346
1887. Juin 4.	Belgique. Traité concernant les conditions de l'établissement des Belges en Suisse et des Suisses en Belgique.	384
1887. Juin 27.	Espagne. Arrangement concernant la prolongation de la durée du traité de commerce du 14 mars 1883.	356
1887. Juill. 9.	France. Convention relative à la navigation sur le lac Léman.	357
1887. Oct. 21/28.	Autriche-Hongrie. Déclaration fixant les règles de la réadmission des sujets respectifs.	383
1887. Nov. 28.	Serbie. Convention d'extradition.	387
1887. Déc. 14.	France. Convention en vue, d'assurer la fréquentation des écoles primaires par les enfants des deux pays.	402
1888. Févr. 4/16.	Serbie. Convention d'établissement et consulaire.	406
1888. Avril 14.	France. Déclarations destinées à modifier la convention du 28 déc. 1880 pour réglementer la pêche dans les eaux frontières.	410
1888. Juin 24.	Italie. Convention concernant la réciprocité dans l'exercice des professions medicales par les personnes domiciliées à proximité de la frontière.	412
1888. Juin 29.	Loi fédérale concernant les brevets d'invention.	418
1888. Juill. 4.	St.-Stège. Convention pour régler définitivement la situation religieuse des paroisses du canton du Tessin.	415
Tunisie.		
1886. <u>Avril 29.</u> <u>Mai 11.</u>	Allemagne, Belgique, Brésil etc. Travaux préparatoires, Propositions et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété industrielle.	551

Turquie.

1882. Mai 2/14.	Russie. Convention relative au paiement de l'indemnité de guerre.	165
-----------------	--	-----

1883. Janv. 29.	Portugal. Protocole relatif à l'admission des sujets portugais en Turquie au droit de propriété immobilière.	36
1886. <u>Mars 3.</u> <u>Févr. 19.</u>	Serbie, Bulgarie. Traité de paix.	284
1886. <u>Août 28.</u> <u>Sept. 4.</u>	Serbie. Arrangement provisoire concernant les consuls.	438
1887. Févr. 9.	Égypte. Décret relatif à l'établissement d'une haute Cour administrative en Égypte.	439
1887. <u>Févr. 17.</u> <u>Mars 1.</u>	Russie. Note concernant l'indemnité de guerre.	172
1887. Mai 22.	Égypte, Grande-Bretagne. Convention concernant l'Égypte.	440
1887. Août 10/22.	Serbie. Jonction des chemins de fer turco-serbs.	293
1887. Nov. 10/22.	Roumanie. Traité de commerce.	130

Uruguay.

1878. Sept. 27.	Portugal. Convention d'extradition.	4
1878. Nov. 25.	Brésil. Traité d'extradition.	444
1883. Fév. 7.	Salvador. Convention d'arbitrage.	214
1885. Nov. 18.	Grande-Bretagne. Traité d'amitié, de commerce et de navigation.	449
1885. Nov. 23.	Espagne. Traité d'extradition.	456
1886. <u>Avril 29.</u> <u>Mai 11.</u>	Allemagne, Belgique, Brésil etc. Travaux préparatoires, Propositions, et Procès-verbaux de la Conférence internationale réunie à Rome du 29 avril au 11 mai 1886 pour régler la protection de la propriété industrielle.	551
1887. Nov. 25.	Brésil, Argentine. Convention sanitaire.	462

Vénézuéla.

1883. Août 27.	Salvador. Traité d'amitié.	215
1883. Août 27.	Salvador. Convention consulaire.	224
1887. Févr. 20.	Grande-Bretagne. Réclamation territoriale.	469

Zanzibar.

1879. Oct. 25.	Portugal. Traité d'amitié et de commerce.	23
1886. Juin 9.	Allemagne, France, Grande-Bretagne. Procès-verbal contenant les déclarations unanimes des délégués d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne sur les droits territoriaux du Sultan de Zanzibar.	471

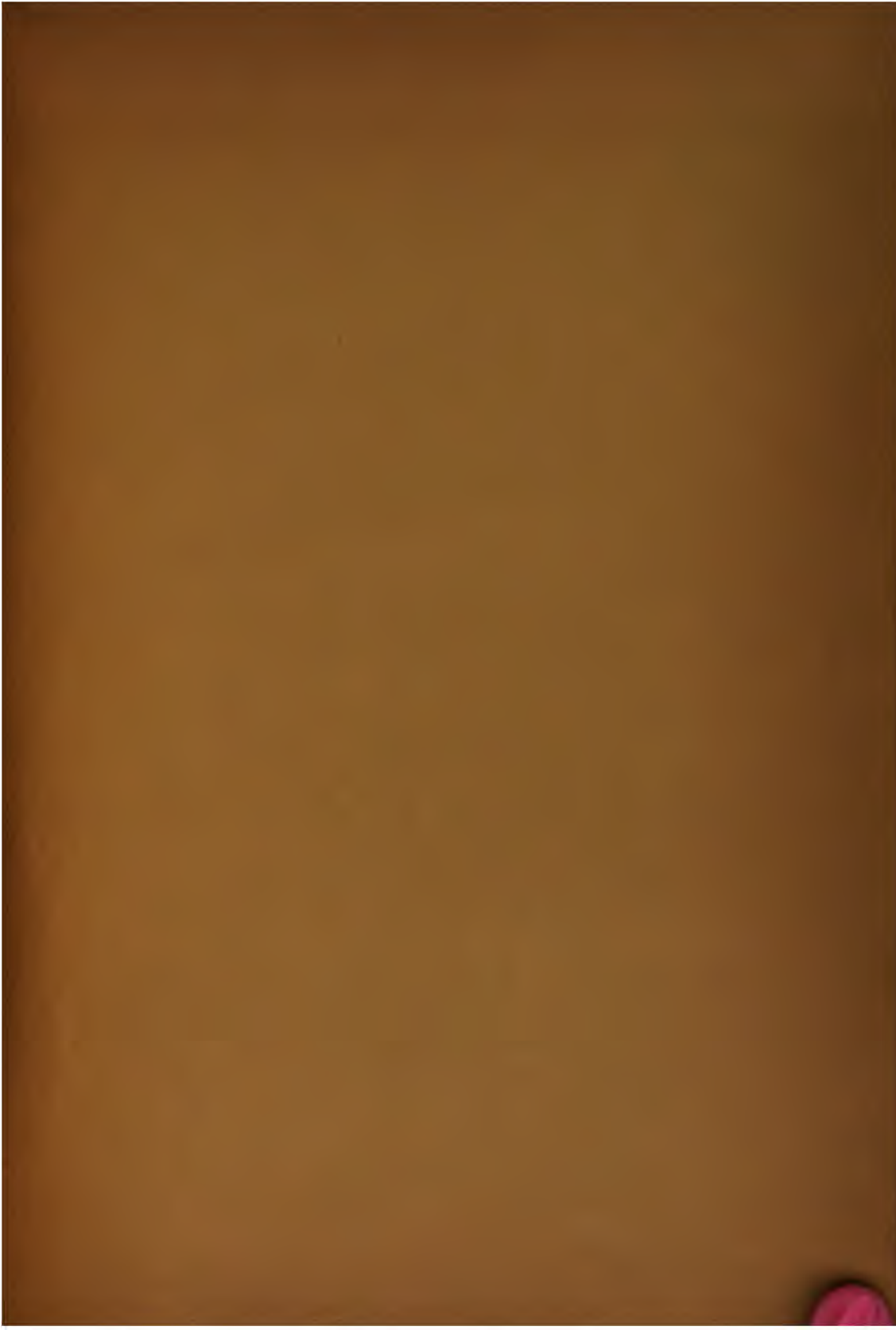
Table analytique des matières contenues dans le XIV^e volume.

- | | |
|---|--|
| <p>Abolition du trafic des spiritueux dans la mer du Nord 540.</p> <p>Abus des spiritueux dans la mer du Nord 478.</p> <p>Amitié v. Commerce Paix.</p> <p>Annexion d'une partie de l'Asie Centrale aux domaines de l'Empereur de Russie 179.</p> <p>Apanages des membres de la maison impériale de Russie 155.</p> <p>Arbitrage. Salvador-Colombie 206; Salvador-Dominique 207; Salvador-Uruguay 214; Suisse-Chile 324.</p> <p>Assistance judiciaire. Belgique-Roumanie 111; Suisse-Belgique 342.</p> <p>Batoum. Suppression de la franchise du port de —. Russie 169.</p> <p>Boissons. Convention pour régler le trafic des —. Portugal-Siam 54; Danemark-Siam 295.</p> <p>Brevets d'invention, loi sur les —. Suisse 418.</p> <p>Canal interocéanique. Salvador-Nicaragua 228.</p> <p>Chemins de fer. Serbie-Autriche-Hongrie 277; Jonctions des —, Serbie-Turquie 293.</p> | <p>Commerce. Pays-Bas-Espagne 3; Portugal-Argentine 9; Portugal-Bolivie 16; Portugal-Zanzibar 23; Portugal-Hawaï 33; Portugal-Dominique 48; Portugal-Espagne 60; Portugal-Afrique du Sud 66; Portugal-Suède et Norvège 70; Roumanie-Russie 124; Roumanie-Turquie 130; Salvador-Vénézuéla 215; Salvador-Nicaragua 229; Salvador-Costa Rica 239; Salvador-Espagne 265; Serbie-Russie 278; Serbie-Grèce 280; Suède-Norvège-Espagne 298; Suisse-Afrique du Sud 302; Suisse-Roumanie 334; Suisse-Espagne 356; Uruguay-Grande-Bretagne 449.</p> <p>Communication des publications officielles v. Echange.</p> <p>Concordat. Portugal-St.-Siège 97; Suisse-St.-Siège 415.</p> <p>Conférence internationale pour remédier aux abus des spiritueux dans la mer du Nord 473; — pour régler la protection de la propriété industrielle 551; — relative à la suppression des primes à l'exportation des sucres 669.</p> <p>Consuls. Portugal-Argentine 9; Portugal-</p> |
|---|--|

- Belgique 27; Portugal-Hawaï 33; Portugal - Dominique 38; Portugal-Suisse 56; Portugal 407; Roumanie-Etats-Unis d'Amérique 112; Salvador-Vénézuéla 224; Salvador-Espagne 257; Turquie-Serbie 438.
- Contrebande.** Salvador-Handuras 203.
- Cour administrative en Egypte** 439.
- Débit des spiritueux dans la mer du Nord** 480.
- Délimitation.** — des possessions respectives dans l'Afrique Occidentale. Portugal-France 108; Roumanie-Autriche-Hongrie 131; Russie-Afghanistan 180.
- Dépôt des marques de fabrique ou de commerce** 587.
- Documents parlementaires, échange des** —. 285.
- Domaines de l'Empereur de Russie** 179.
- Drawback v. Régime des sucres**
- Droits de ville des membres de la famille impériale de Russie** 157.
- Droits territoriaux du Sultan de Zanzibar** 471.
- Echange des publications officielles etc.** 213. 285.
- Écoles primaires fréquentation des** —. Suisse-France 402.
- Émigration.** Portugal-Hawaï 33; Circulaire aux consuls relative à l'émigration 107.
- Enregistrement international des marques de fabriques** 580.
- État civil, actes intéressant l'— des ressortissants.** Suisse-Italie 327.
- Établissement v. Immigration.**
- Étrangers.** Acquisition d'immeubles par les — en Russie 173; Renvoi des — Russie-Autriche-Hongrie 190; établissements des —. Suisse-Belgique 346.
- Extradition.** Portugal et Uruguay 4; Roumanie-Monaco 117; Russie-Portugal 175; Salvador-Colombie 209; Salvador-Costa Rica 239; Salvador-Espagne 251; Suisse-Monaco 312; Suisse-Serbie 387; Brésil-Uruguay 444; Uruguay-Espagne 456.
- Franchise de port.** Russie 169.
- Frontière v. Délimitation.**
- Immeubles.** Acquisitions d'— par les étrangers. Russie 173.
- Immigration et établissement.** Suisse-Belgique 346. 384; Suisse-Serbie 406.
- Indemnité de guerre.** Russie-Turquie 165. 172.
- Journaux officiels, échange international des** —. 285.
- Jaugeage des bâtiments.** Russie-Danemark 167.
- Levée en masse.** Suisse 348.
- Marriages conclusion des** —. Suisse-Allemagne 331.
- Marques de fabrique et de commerce, Protection des** — Portugal-Suisse 35; Serbie-Allemagne 291; Suisse-Autriche-Hongrie 300; Conférence sur les — 552.
- Médecins.** Admission des —. Suisse-Liechtenstein 341; Suisse-Autriche-Hongrie 345; Suisse-Italie 412.
- Militaires blessés, adhésion à la convention pour l'amélioration du sort des** —. Bulgarie 332; Japon 333.
- Navigation.** Portugal-Bolivie 16; — sur le lac Léman, Suisse-France 357; v. Commerce.
- Paix et amitié.** Salvador-Guatemala 192; Salvador-Honduras 195; Salvador-Dominique 207; Salvador-Costa Rica 239; Salvador-Espagne 264; Salvador-Guatemala-Honduras 268; Serbie-Turquie-Bulgarie 284.
- Pêche.** Portugal-Espagne 77; Suisse-Bade-Alsace-Lorraine 350; — dans les eaux frontières. Suisse-France 410.
- Phylloxéra.** Suisse-Pays-Bas 299.
- Poids et mesures, Bureau international des** — 301.
- Portes de fer, régularisation des** —. Serbie-Autriche-Hongrie 277.
- Primes à l'exportation des sucres** 669.
- Propriété immobilière, admissions des sujets Portugais en Turquie au droit de** — Portugal-Turquie 36.
- Propriété industrielle, Denonciation de la convention pour la protection de la** —. Équateur 327; Union pour la protection de la — 585.
- Propriété littérale garantie réciproque de la** — Salvador-Colombie 208; Salvador-Espagne 236.
- Publications officielles Communication des** — Salvador-Mexique 213; —. 285.
- Réadmission des sujets.** Suisse-Autriche-Hongrie 383.
- Réclamation territoriale.** Vénézuéla-Grande-Bretagne 469.
- Régime des sucres** 669.
- Relations diplomatiques, Rétablissement des** —. Serbie-Bulgarie 292.
- Renvoi des sujets respectifs.** Russie-Autriche-Hongrie 190.
- Santé.** Convention sanitaire. Uruguay-Brazil-Argentine 462.

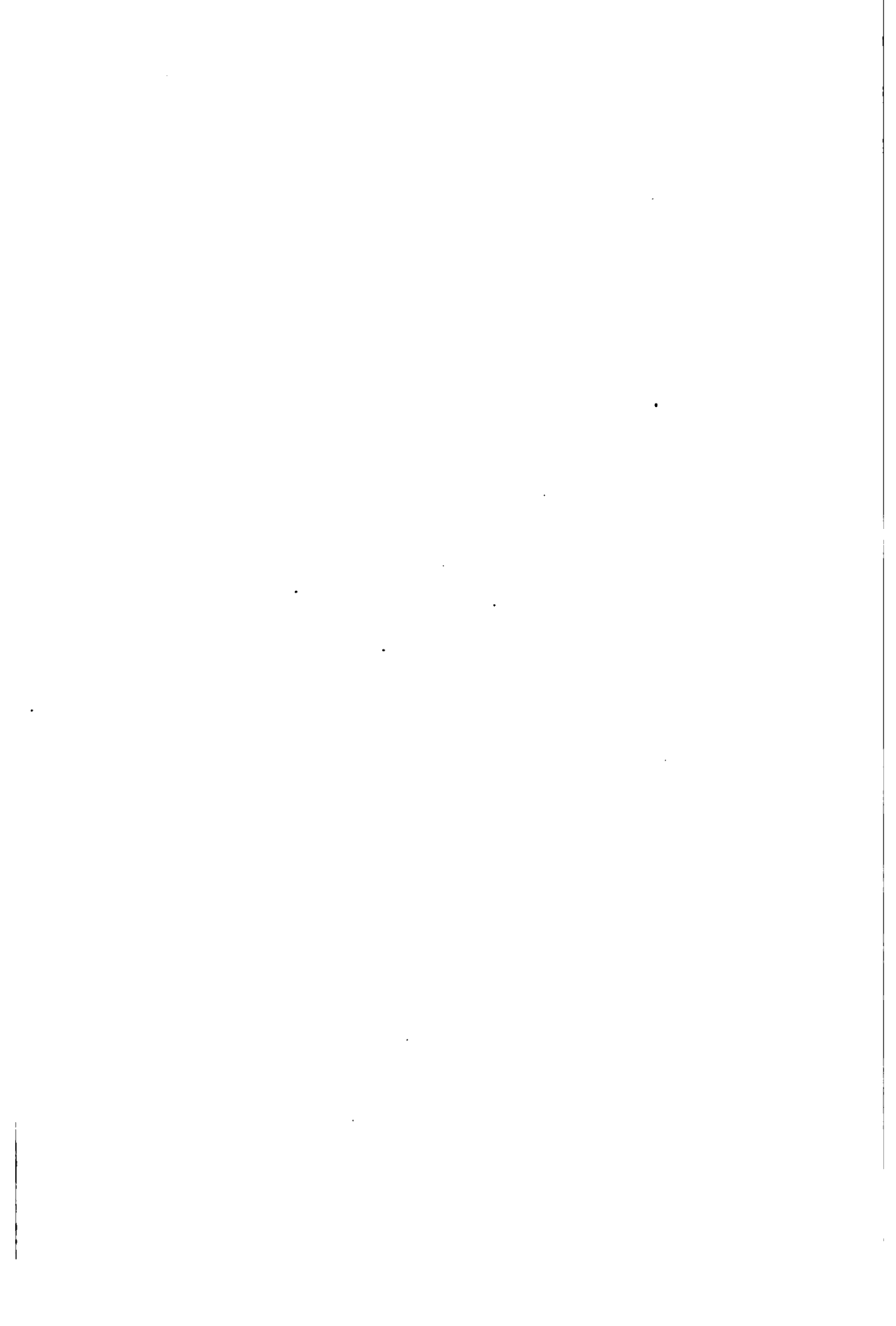
Spiritueux. Trafic des — dans la mer du Nord 473.	Surveillance sanitaire à la gare badoise de Bade. Suisse-Bade 329.
Statuts de la famille impériale de Russie 151.	Svod des lois de l'empire de Russie 745.
Sucres. Régime des —. 669.	Titres des membres de la famille impériale de Russie 152.
Sujets réadmission des —. Suisse-Autriche-Hongrie 383.	Traffic des spiritueux dans la mer du Nord 473.
Suppression des primes à l'exportation des sucres 669.	Transit des Marchandises. Portugal-Espagne 85.
Surtaxes d'importation v. Régime des sucres.	

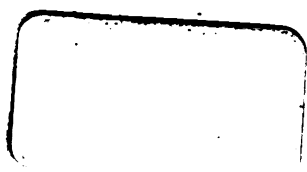
Fin du quatorzième volume.



A GÖTTINGUE.

Imprimé chez GUILLAUME FREDERIC KNESTKE.





3 2044 093 005 155

